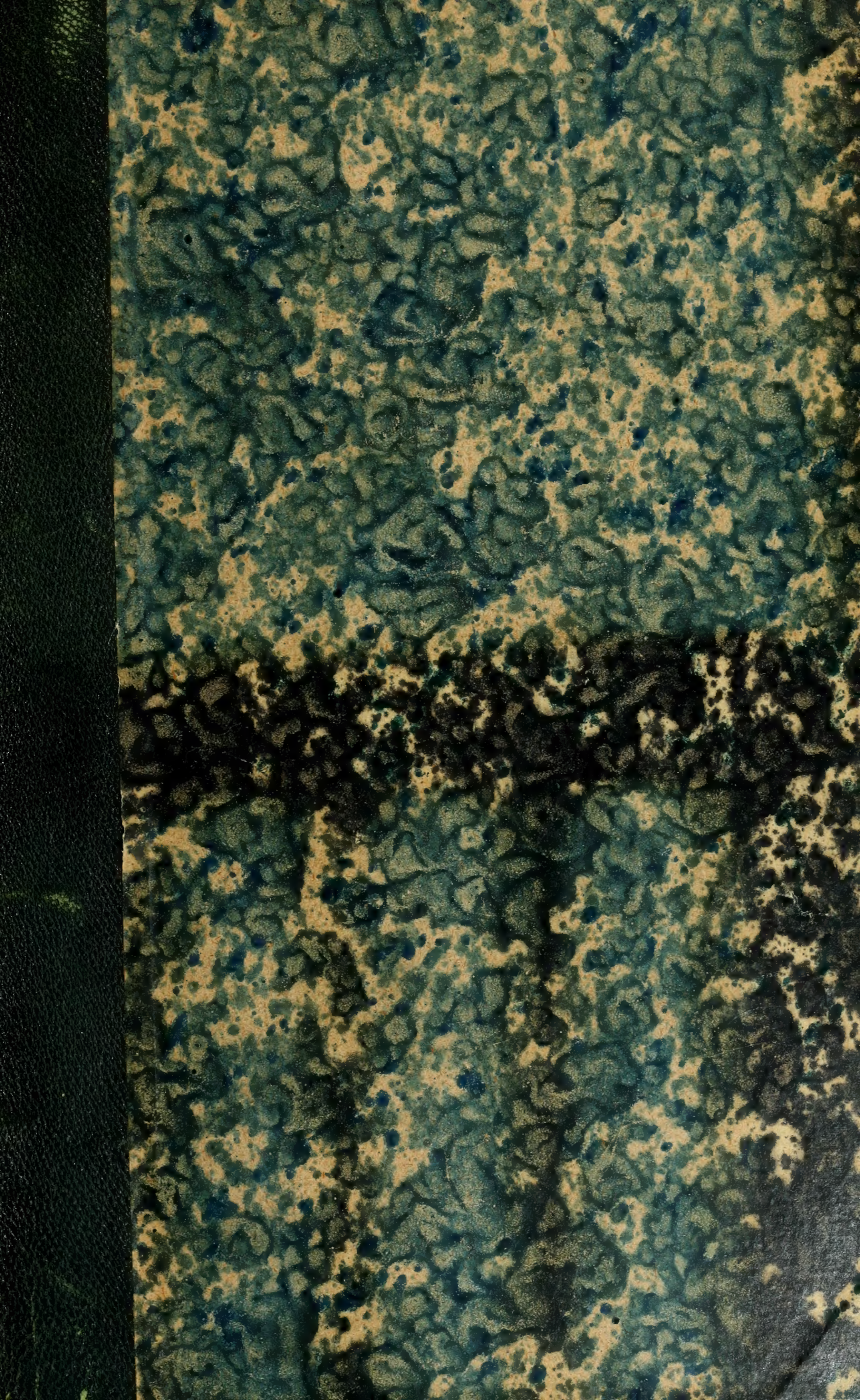
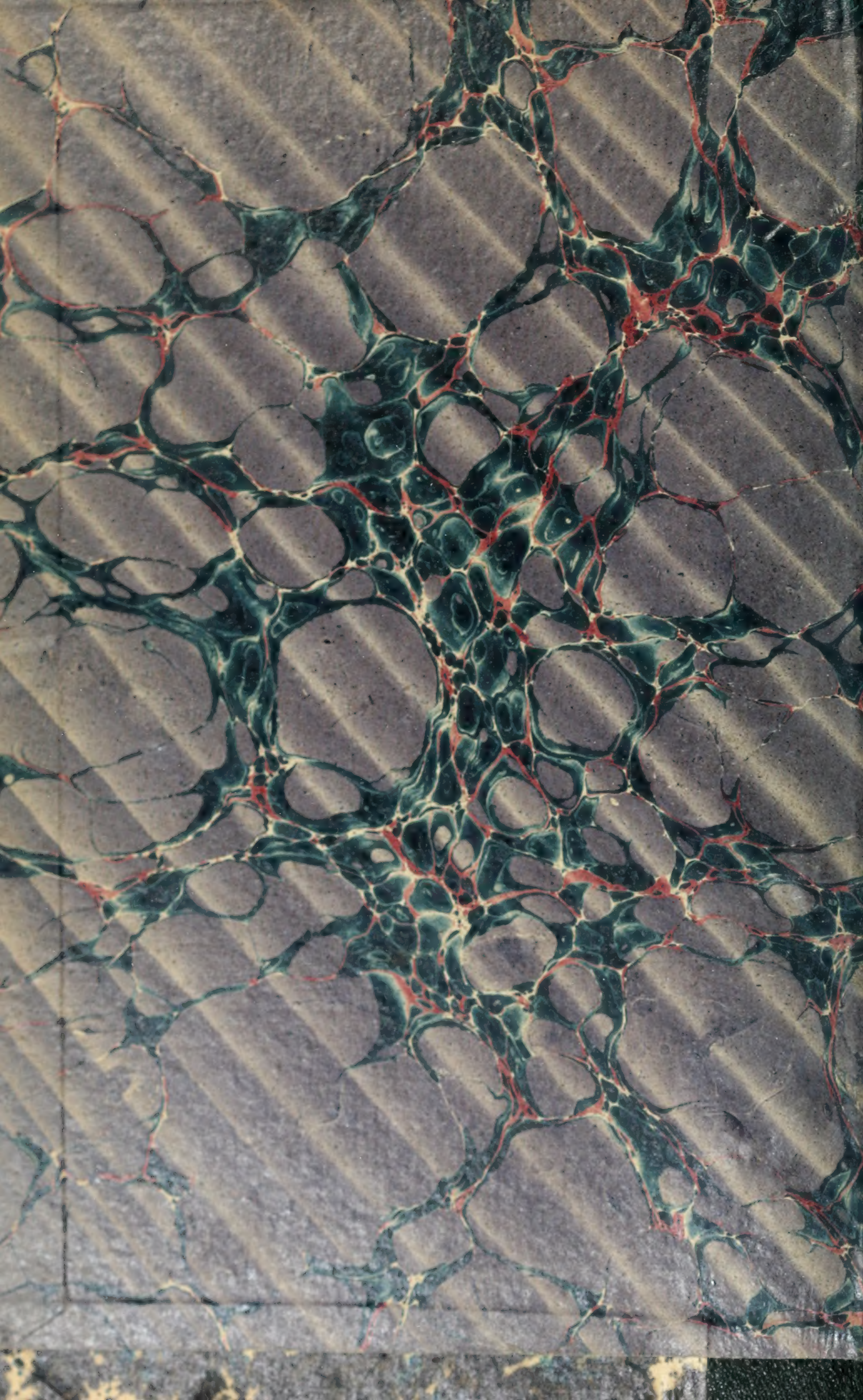








REVUE

DES

DEUX MONDES

QUATRIÈME SÉRIE

IMPRIMERIE DE H. FOURNIER ET Cie,
RUE SAINT-BENOIT, 7.

REVUE

DES

DEUX MONDES

TOME VINGT-CINQUIÈME

QUATRIÈME SÉRIE

PARIS

AU BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DES BEAUX-ARTS, 10

1841

NOUVEAUX DOCUMENS

SUR

MARIE STUART.

I. — PAPIERS D'ÉTAT (*State-papers' office*).
II. — MANUSCRITS TIRÉS DES BIBLIOTHÈQUES DE FRANCE, par Von Raumer.
III. — HISTOIRE D'ÉCOSSE, par Patrick Fraser Tytler.
IV. — DOCUMENS RELATIFS A L'HISTOIRE DE PHILIPPE II, par Gonzalès (*Apuntamientos*, etc.).
V. — LETTRES INÉDITES DE MARIE STUART, publiées par le prince Alexandre de Labanoff.

La vie de Marie Stuart est trop connue pour que nous pensions à la refaire. Il nous suffira de réunir les lumières nouvelles que le cours des âges et des recherches récentes ont répandues sur ce drame. Elles détruisent bien des chimères, elles déchirent bien des voiles. Elles ajoutent plus d'une faute et plus d'un crime aux crimes et aux fautes de l'humanité. Mais la vérité est un noble culte, et l'histoire est lente à se révéler.

A travers les anathèmes de Buchanan et les apologies de Brantôme, entraînée par les catholiques dans les nuées de l'apothéose, lacérée comme une Jézabel par les outrages des protestans, Marie Stuart n'est plus aujourd'hui un personnage de l'histoire, c'est un symbole. Le travail de deux siècles s'y est étudié et complu. Ren-

versons et déchirons cette trame populaire; cherchons ces faits qui disent le caractère, ces dates qui attestent les évènemens, ces lambeaux sanglans ou rouillés qui viennent trahir les passions. Osons porter la main sur les mensonges convenus. Ne craignons pas de prouver à la race humaine qu'elle se trompe souvent. De siècle en siècle, d'année en année, les systèmes s'élèvent et croulent; les châteaux de nuages grandissent à l'horizon, colorés et radieux. On les accepte, puis on les répudie. Cependant les archives s'ouvrent, les documens réels, les vieilles correspondances paraissent au grand jour, les anciens mensonges fuient, et l'on voit les faits véritables se révéler lentement, un à un, couverts de poudre, à demi rongés par le temps.

Un grand seigneur russe, M. le prince de Labanoff, qui a consulté avec une infatigable patience toutes les bibliothèques d'Europe pour y découvrir des renseignemens inédits sur Marie Stuart; l'historien allemand, Von Raumer, qui a publié, il y a deux années, les curieux résultats de ses fouilles dans les archives françaises; un Espagnol, Gonzalès, qui a donné sur le règne de Philippe II les éclaircissemens les plus précieux et les plus nouveaux; enfin un savant Écossais, M. Patrick Fraser Tytler, placé près des sources, et qui a puisé dans les archives de Londres et d'Édimbourg mille détails, ignorés jusqu'ici, relatifs à cette rivalité sanglante de deux femmes, fournissent, sur Marie Stuart et son époque, des documens de trois espèces : — 1° ceux qui montrent Élisabeth instigatrice acharnée des guerres civiles qui déchirèrent l'Écosse; — 2° ceux qui éclairent d'un rayon souvent funeste la vie privée de Marie Stuart, ses intentions et ses intrigues; — 3° enfin, ceux qui rattachent intimement le règne, les trames et les efforts de Marie à la grande ligue catholique, dont les princes lorrains étaient les moteurs. Ces clartés nouvelles prouvent la culpabilité égale des deux reines; l'une, Marie, légère, passionnée, violente; l'autre, perfide et cruelle, jalouse et sanguinaire; celle-ci, habile; cette autre, imprudente; toutes deux sans mœurs, sans foi, sans principes et sans scrupules.

Il est vrai que leurs fautes, et, disons-le, leurs crimes, étaient partagés ou conseillés par beaucoup d'autres. Elles étaient chefs de parti. Marie servait ses passions et l'ambition des Guises. Élisabeth avait derrière elle tout un peuple et l'Europe protestante. Avant de soumettre à l'analyse les découvertes plus ou moins importantes dont nous venons de parler, il est nécessaire de replacer sous son vrai point de vue la question politique de ce temps, aujourd'hui oubliée.

En 1547, la réforme, révolte de l'esprit septentrional contre le Midi, de l'indépendance teutonique contre la formule romaine catholique, avait pénétré en Allemagne, en Écosse, en Danemark, en Suède, en Suisse et en Angleterre. Les nations teutoniques se rattachaient avec ardeur à cette nouvelle prise d'armes contre Rome. C'était le rétablissement de la simplicité du culte, la proclamation de l'indépendance de l'esprit, la revendication de la liberté intellectuelle, l'insurrection évangélique contre l'autorité, la tradition et le pouvoir; ainsi se satisfaisaient les passions septentrionales. La haine de Rome vivait au fond de ce mouvement, qui plaisait à des peuples rudes, originaux et parlant la langue d'Arminius, heureux de se déclarer une fois encore les ennemis de la langue romaine et des peuples romains. Depuis long-temps, et non sans jalousie, ils admiraient et blâmaient tout le Midi; ils abhorraient les pompes demi-arabes de l'Espagne, les voluptés de l'Italie et les joyeusetés savantes de la France. Leur protestation contre Rome fermentait dans l'esprit teuton avant d'être dans l'organisation protestante. Mais quand Luther et Calvin eurent sanctionné cette haine en l'appuyant sur l'Évangile, la scission entre le Nord et le Midi fut complète et le déchirement rapide. Le Nord et le protestantisme choisirent pour domaine les vertus simples, le coin du feu, l'amour de la famille, la sévérité des mœurs, l'adoration intime, la prière personnelle, le culte de l'ame, et combattirent la magnificence extérieure du Midi, ses rites traditionnels, ses offrandes populaires et ses sacrifices publics. Schisme incurable. Dans cette marche extraordinaire du Nord contre le Midi, de l'examen contre la foi, de l'analyse contre la synthèse, du jugement contre l'autorité, de la personnalité contre la généralité, de la critique contre la tradition, — marche qui ne s'est pas encore ralentie, — l'Écosse joue, au XVIe siècle, un rôle terrible. C'est alors la plus sauvage expression du Nord évangélique. Ce peuple s'avance sous l'étendard de Knox comme un montagnard féodal, à moitié nu et cependant paré, le glaive en main, brisant les symboles matériels et teignant de sang l'Évangile de paix. La pire corruption est celle qu'une civilisation étrangère communique aux nations barbares, corruption à la fois féroce comme la race inoculée et vile comme la race corruptrice. L'Écosse du XVIe siècle, sauvage par son propre fonds, recevait de seconde main les vices de l'Italie, que la France et l'Angleterre lui communiquaient. Elle empruntait à la civilisation du Midi ce qui pouvait lui convenir, ambition, perfidie, usage du poison, quand le fer ne

suffisait pas; duplicité, longues intrigues et habiles trames. Elle ne pouvait en imiter les vices élégans et voluptueux, qui exigent un plus long apprentissage des arts et une moins rude vie. C'était donc à l'élégance qu'elle réservait sa haine. Les voluptés étaient condamnées par ces mêmes gens qui versaient le sang humain comme on verse l'eau des fontaines, et qui prodiguaient le parjure avec le meurtre.

Tel était l'état moral de l'Écosse lorsque le catholicisme romain essaya de la reconquérir vers le milieu du XVIe siècle. L'entreprise était difficile; elle contrariait l'esprit même de la race.

A la tête de la grande cohorte catholique, dont le centre était à Rome, on voyait ces princes lorrains, les Guises, si orgueilleux, si prudens, si puissans, si souples et si braves. Encouragés et suivis par les populations de l'Espagne, de l'Italie et du midi de la France, par la bourgeoisie flamande et parisienne, leur redoutable avant-garde, et par la vaste armée des moines, ils s'appuyaient sur le sénat des cardinaux romains et sur leur collaborateur intéressé, Philippe II. A la tête du parti protestant, il n'y avait personne; cette opinion ne souffre pas de maître unique. Faute d'un seul chef, elle en trouvait mille; ses racines et ses rameaux étaient nombreux. La sève protestante circulait dans toutes les races germaines et pénétrait dans le nord de la France. Des guides et des représentans partiels dirigeaient les bataillons isolés du protestantisme, Calvin à Genève, Hutten et Zwingle en Suisse, Knox en Écosse. Les champions du Midi et du pape, les Guises, avaient pour eux l'avantage que donne l'autorité centralisée, régulière, sûre de l'obéissance et disposant de forces savamment disciplinées. En revanche, ils rencontraient, de toutes parts, dans le nord de l'Europe, des groupes résistans et populaires, de petits centres bien organisés et chauffés par le fanatisme; si l'isolement de ces groupes était une faiblesse, cette faiblesse était compensée par la profonde sympathie des races du Nord avec les opinions protestantes.

Knox, le Mirabeau de la réforme religieuse en Écosse, véritable révolutionnaire, plus farouche que Calvin, plus indomptable que Luther, d'une éloquence dure et écrasante, d'une persévérance que rien n'étonna jamais, se mit à lutter, pour le Nord et le calvinisme, contre le catholicisme et les Guises. Ce fut lui qui embarrassa la régence de Marie de Lorraine, mère de Marie Stuart, lui qui, aidé d'Élisabeth, fit tomber la tête de cette extraordinaire et malheureuse princesse. On n'a pas assez remarqué cet antagonisme; on n'a vu,

comme c'est l'usage des historiens, que les intérêts de chaque jour et les passions mobiles des acteurs ; on s'est arrêté, non sans étonnement, en face des énigmes que présente cette époque; elles s'expliquent, si l'on place ces personnages dans leur ordre véritable : ici, les Guises, le pape, Philippe II, Marie de Lorraine et Marie Stuart; là, cet ami de Calvin, Jean Knox, et derrière lui toute la bourgeoisie et tout le peuple; plus loin les seigneurs, avides d'exploiter les évènemens et de jeter leur glaive dans la balance du succès; enfin, Élisabeth d'Angleterre, redoutant les catholiques, détestant les Guises, se défiant des calvinistes et attisant la guerre civile d'un royaume qu'elle espérait ou ruiner ou prendre.

Mais Marie Stuart se détache vivement de tous ces groupes. Marie, c'est le Midi lui-même, armé de ses séductions les plus puissantes, et soutenant contre les résistances du Nord et ses sévérités cruelles le plus inutile et le plus dramatique de tous les combats. Elle apporte avec elle l'amour, la beauté, les arts, l'éloquence, l'émotion, la violence des instincts, la grace des manières, le don des larmes, l'imprévoyance des passions. Dans le choc effroyable de ces deux génies, l'un représenté par Knox, homme de glace, l'autre qui se résume en Marie Stuart, la fille de Lorraine ne recule pas; elle ne cède ni un dogme, ni un penchant, ni une volupté, ni un crime. On le lui rend bien. Vous verrez dans la simple chronique suivante, dont les détails, minutieux et neufs, sont empruntés avec scrupule aux documens inédits que j'ai signalés, combien la tragédie de l'humanité l'emporte en intérêt et en crime sur Walter Scott, sur Homère, sur Shakspeare, qui ne sont créateurs qu'après Dieu.

En 1548, Knox, âgé de quarante-un ans, est réfugié avec les chefs de la révolte calviniste dans le château de Saint-André. Une flotte française et catholique vient canonner le château. Knox, à l'approche des ennemis, élève sa voix tonnante : « Vous avez été pillards et débauchés, licencieux et impies; vous avez ravagé le pays, et commis des meurtres et des abominations exécrables. Je vous annonce le jugement prochain du Dieu juste, une captivité dure et des misères sans nombre. » Les soldats attablés continuent à boire et rient de ses menaces, prétendant que Henri VIII les délivrera bientôt, et que leurs remparts suffiront pour les protéger. « Non, non, reprend le réformateur, vos péchés vous condamnent; vos murailles vont tomber en poudre, et vos corps sous les fers (1). » La prophétie ne fut pas

(1) Anderson, *Ms. History*, tom II, pag. 94.

longue à s'accomplir : il fallut se rendre; la forteresse fut démantelée, et les prisonniers allèrent, avec Jean Knox lui-même, ramer sur les galères du roi de France.

A la même époque s'élevait, dans une petite île au milieu du lac sauvage de Menteith, une jeune enfant, héritière de la redoutable couronne d'Écosse; c'était Marie Stuart. Sa mère, catholique, Marie de Lorraine, l'avait placée dans le monastère isolé d'*Inchmahome*, pour la soustraire aux dangers que la guerre civile et la révolte protestante semaient sur ce misérable pays (1). « Estant aux mamelles tettant, sa mère l'alla cacher, dit Brantôme, de peur des Anglais, de terre en terre d'Écosse. » Pendant que le futur propagateur de l'hérésie calviniste ramait sur les galères de France, celle qui devait soutenir contre lui le combat du catholicisme et succomber cachait son berceau dans un vieux couvent, au milieu d'un lac. Elle avait cinq ans et demi. Pour affermir sur ce front d'enfant le diadème catholique, les Guises et sa mère la fiancent au dauphin de France, fils de Catherine de Médicis. Le 13 août 1548, quatre galères, commandées par Villegaignon, entrent dans le port de Brest, et débarquent sur le rivage quatre enfans, toutes du même âge, Marie Fleming, Marie Seton, Marie Livingston et Marie Stuart. On conduit à Saint-Germain en Laye les quatre Maries, dont l'une sera la femme de François II; la France, devenue l'intime alliée du parti catholique en Écosse, envoie des troupes à la reine douairière, pour soutenir à la fois contre le calvinisme du Nord le trône, l'autorité française et le pape. Dès-lors commence à germer la violente haine de l'Écosse contre les Guises, qui essaient de la dompter. Pendant que Marie Stuart, à Saint-Germain, soumise à cette éducation italienne que la cour de France aimait avec passion, apprenait la musique, la danse (2), l'italien, le latin et l'art de versifier, Marie de Lorraine s'emparait de la régence, s'entourait de courtisans français et italiens, correspondait avec le pape et l'Espagne, et parvenait, à force d'adresse, de prudence et de pénétration, à calmer le mécontentement que cette invasion de la politique mé-

(1) *State-papers' office. Glencairn to the Protector*, 23 octobre 1547.

(2) Lettre ms. de Henry II à M. d'Humières, Musée britannique, collection d'Egerton, n° 2. — 10 janvier 1549. — « Mon cousin, pour ce que Paule de Rege, present porteur, est fort bien balladin (bon danseur) et à ce que j'en y peu cougnoistre (*sic*) honneste et bien conditionnée (*sic*), j'ay advisé de le donner à mon fils le dauphin pour lui montrer à baller (danser), et pareillement *à ma fille la royne d'Écosse*, etc., »

ridionale éveillait autour d'elle. Son extrême bon sens, la calme bienveillance de son esprit et la connaissance qu'elle avait acquise des mœurs écossaises, sauvaient le présent et garantissaient son trône; fille de la maison de Guise, alliée à la maison de France, liguée avec le saint-siége et l'Espagne, elle déploya dans cette situation difficile une habileté rare. Knox s'était échappé des galères de France; revenu en Angleterre en 1550, il avait prêté son secours au réformateur Cranmer, et, après un séjour de quelques mois chez son collaborateur Calvin, il avait regagné l'Écosse, qu'il retrouva, en 1555, plus ardente que jamais à l'œuvre de la réforme. Une émeute protestante fut l'un des premiers spectacles qui accueillirent son retour. « J'ai vu, dit-il dans ses Mémoires, l'idole de Dagon (le crucifix) brisée sur le pavé, et prêtres et moines qui fuyaient à toutes jambes, crosses à bas, mitres brisées, surplis par terre, calottes en lambeaux. Moines gris d'ouvrir la bouche, moines noirs de gonfler leurs joues, sacristains pantelans de s'envoler comme corneilles. Et heureux qui le premier regagnait son domicile, car jamais panique semblable ne s'est vue parmi cette génération de l'Antechrist (1). » Vous retrouvez ici l'ardeur du sarcasme révolutionnaire. Avertissement pour les Guises et pour leurs amis; il ne fut pas écouté. Une femme d'un véritable génie et d'une clairvoyance égalée par son audace et par sa ruse, Élisabeth, protestante, mais plus ambitieuse que protestante, venait de monter sur le trône d'Angleterre et remplaçait la catholique Marie Tudor. La conspiration du Nord réformé gagnait du terrain, non-seulement dans le peuple (l'autorité du protestantisme n'y avait jamais été douteuse), mais dans les palais. L'armée catholique et les Guises ses chefs redoublèrent d'efforts.

L'éducation italienne de Marie s'achevait au Louvre et à Saint-Germain. « En l'asge de treize à quatorze ans, dit Brantôme, elle soutint publiquement, en pleine salle du Louvre, une raison (thèse) en latin, disant qu'il estoit bienséant aux femmes de savoir les lettres. Songez quelle rare chose et admirable;.. et se fit plus éloquente que si dans la France mesme eust pris sa naissance. Elle se réservoit deux heures du jour pour estudier et lire. » Marie n'était pas seulement savante; elle était fille des Guises, dont Castelnau a dit, que « leurs desseins furent immenses, et qu'ils réussirent seulement à ébranler l'Europe en ruinant leur maison. » La première apparition de Marie Stuart dans l'histoire, le premier jet de son

(1) Knox, pag. 104.

caractère, la trahissent tout entière : violence, instinct, impuissance à maîtriser l'émotion. Elle a pris, de l'aveu de son oncle, le titre et les armes d'Élisabeth, reine d'Angleterre. Knox et les calvinistes ont accru leur pouvoir. Élisabeth envoie en France son ambassadeur Throckmorton, pour engager Marie à ratifier le traité d'Édimbourg, qui détruisait les prétentions de Marie à la couronne d'Angleterre. Voici ce que lui répondit la reine de seize ans : « Mes sujets d'Écosse se conduisent mal. Ils me disent leur reine et ne me traitent pas comme telle. Je ne ratifierai pas ce traité, et j'apprendrai à mes Écossais leur devoir. » — Throckmorton, qui rapporte ces paroles dans une lettre à Élisabeth (1), dit que le courroux de Marie était extrême. — « Madame, reprit l'ambassadeur, il me peine de voir que vous ne voulez pas renoncer à porter ouvertement les armoiries de ma maîtresse, et certes elle ne peut que soupçonner grandement votre bon vouloir à son égard. — Mes oncles, reprit-elle, vous ont répondu à ce sujet. Je ne veux plus vous entendre. »

Élisabeth ne l'oublia pas. Cette curieuse conversation, que nous ne reproduisons pas toute entière, atteste une singulière ardeur de pouvoir et une fermeté passionnée chez cette femme de seize ans. François II mort, à peine a-t-elle rendu les premiers devoirs à ce mari adoré, elle retrouve son courage; elle se voit reine, veuve, et l'un des instrumens nécessaires du parti auquel sa vie est consacrée. Il faut admirer, dans la correspondance manuscrite de Throckmorton, avec quelle énergie singulière et quelle activité infatigable, à peine veuve, elle disposa ses plans, donna ses audiences, multiplia ses correspondances, et se livra, dès les premiers jours du deuil, à l'entreprise qu'elle se proposait : la restauration du pouvoir royal et du catholicisme en Écosse. On a voulu faire d'elle une femme poète; c'était une reine. Ce qui nous reste de ses vers ne vaut pas mieux que les sonnets de sa perfide et redoutable rivale. — « Si mes sujets ne se tiennent pas tranquilles, disait Élisabeth dans un de ces mauvais poèmes, je saurai bien découronner leurs têtes, *I'll untop their heads;* » ce qui est un peu fort pour un sonnet. On ne trouve pas plus de poésie dans les vers que Marie Stuart a consacrés au souvenir de son premier mari François II; l'expression en est dure et la pensée vulgaire :

En mon triste et doux chant,
D'un ton fort lamentable,

(1) Archives d'Angleterre. Throckmorton à Élisabeth, 17 novembre 1560.

Je jette un œil tranchant
De perte incomparable,
Et en soupirs cuisans
Passe mes meilleurs ans.

Ces rimes barbares ne peuvent se comparer aux charmans essais de Loyse Labé, la cordière lyonnaise! Élisabeth et Marie vont droit à l'action, sans s'arrêter à la rêverie. La strophe suivante n'est pas d'une poésie plus élégante :

Fut-il un tel malheur
De dure destinée,
Ny si triste douleur
De dame infortunée,
Qui mon cœur et mon œil
Vois en bière et cercueil?

La prétention et l'effort contournent les neuf autres strophes. Une seule est passable, celle qui exprime nettement, non pas un sentiment, mais une sensation :

Si je suis en repos
Sommeillant sur ma couche,
J'oy qu'il me tient propos,
Je le sens qui me touche;
En labeur, en recoy,
Toujours est près de moy.

Élisabeth et Marie Stuart ne sont point des ames poétiques. La poésie s'illumine et s'entoure de visions qui enivrent les maux terrestres; elle s'endort dans le nonchaloir des affaires d'ici-bas, heureuse des fictions qui la bercent. La clé d'or qui lui ouvre, loin de ce globe et de ses intérêts orageux, un ciel d'illusions charmantes, suffit à sa richesse. Autres sont les poètes, autres les esprits actifs et ambitieux, que rien ne contente, si ce n'est le pouvoir, la domination et l'opulence. Il leur faut un but tangible et palpable. Ils vivent de mouvement positif et de passion réelle. Ils ne quittent point la terre; ils s'y attachent, ils s'y enchaînent, et la satisfaction de leur égoïsme, sous forme de victoire ou de volupté, concentre leurs pensées. La vraie Marie Stuart, que nous verrons à l'œuvre, — non pas celle de la tradition, non cette victime faible et voluptueuse de la légende populaire, ni la victime sainte de Brantôme, ni la Messaline de Buchanan,

— mais une autre Marie, celle des actes et des faits, le vrai sang des Guises, l'altière fille de Lorraine, l'élève de Catherine de Médicis, toute ardeur et toute énergie, esclave de son instinct, incapable de dominer sa passion, aveugle en face des obstacles, marchant au précipice, infatigable dans ses intrigues, invincible dans ses entêtemens, attrayante, éloquente, vaine, spontanée, intrigante, impérieuse, nouant de ses mains la trame qui doit la perdre, voyant l'abîme et s'y lançant; — toujours entraînée et entraînante, toujours séduisante et séduite; — c'est quelque chose d'aussi intéressant qu'un poète.

Si Marie se préparait à régner et à faire triompher le catholicisme méridional, ses sujets calvinistes, barons et bourgeois du Nord, lui préparaient de cruels embarras. « Ce roi, disait Knox dans un de ses sermons, ce roi qui vient de périr, était à la messe lorsque Dieu lui envoya un apostume qui frappa cette oreille même, sourde à la parole de Dieu. Il mourut au moment où il s'apprêtait à verser le sang innocent; il mourut, et sa gloire périt, et l'orgueil de son cœur endurci s'évanouit en fumée. » C'est ainsi qu'on parlait en chaire du mari que la reine d'Écosse venait de perdre.

A qui se fiera-t-elle? Elle manque non d'activité, mais de prudence. Ses premières démarches sont des fautes. Elle confie ses secrets à son frère bâtard, Murray, homme politique dont la sagacité avait deviné que le protestantisme était désormais la vie nécessaire et commune de l'Écosse et de l'Angleterre. Murray la trahit et livre les desseins, les plans, les espérances de la reine catholique à la souveraine protestante. Cette circonstance remarquable a été pour la première fois révélée par la découverte de la correspondance de Murray (1). Ainsi, avant de s'embarquer pour l'Écosse, Marie était d'une part trahie, d'une autre abhorrée, et elle excitait, par un déploiement d'orgueil aussi noble que dangereux, le courroux d'Élisabeth. Tout ce qui l'environnait, témoin de cette étourderie, redoutant la reine d'Angleterre, ne manquait pas de trahir Marie; et nous voyons dès cette époque, dans les documens que je cite, son frère Murray et son ambassadeur d'Oselle (2), devenus ses confidens, sans qu'elle ait éprouvé ou connu leur discrétion, n'user de sa confiance que pour la perdre. Éloquente et courageuse, dès qu'elle se voyait ou trahie ou insultée, elle s'élançait par son étourderie au-devant

(1) Archives d'Angleterre. Throckmorton à la reine, 29 avril 1561.

(1) *Ibid.*, Throckmorton à Cecil, 26 juillet 1651.

de la perfidie, par sa hauteur au-devant de l'outrage. Elle avait à peine résolu de quitter la France pour l'Écosse, que déjà elle avait blessé Élisabeth, et si mal choisi ses agens intimes, que son ennemie possédait tous ses secrets.

Le courtisan Brantôme, modèle et type dans son espèce de l'historien homme de cour, parle beaucoup des tristes pressentimens qui agitèrent Marie avant son départ. « Elle appréhendoit comme la mort, dit-il, ce voyage d'Escosse, et désiroit cent fois demeurer en France simple douairière et se contenter de son domaine en Poitou pour son douaire, que d'aller demeurer en son pays sauvage. Mais messieurs ses oncles (les Guises), aucuns et non pas tous, l'en pressèrent, qui depuis s'en repentirent bien.... J'en ay veu lors le roy Charles (Charles IX), son beau-frère, tellement amoureux, que s'il eust été en asge, résolument il l'eust épousée. Il y estoit résolu, encore que ce fust sa belle-sœur, et disoit que telle jouyssance valoit mieux que celle de son royaume. » — Cependant Marie prend son parti et met à la voile. — « Comme elle vouloit sortir du port et que les rames commençoient à se laisser mouiller, elle y vit entrer une nef en pleine mer et tout à sa vue s'enfoncer devant elle et se périr, et la pluspart des mariniers se noyer. Elle s'écria incontinent : *Ha! mon Dieu! quel augure de voyage est ceci?* S'estant élevé un petit vent frais, on commença à faire voile, et la chiourme (les rameurs) à se reposer. Elle, sans songer à autre action, s'appuye les deux bras sur la pouppe de la galère du costé du timon et se mist à fondre en grosses larmes, jettant toujours ses beaux yeux sur le port, et répétant sans cesse : *Adieu, France! adieu, France!* Et lui dura cet exercice debout près de cinq heures, jusques il commença de faire nuit et qu'on luy demanda si elle ne se vouloist point oster de là et souper un peu. »

Bien accueillie, mais avec un appareil sauvage qui l'épouvante, elle blesse le peuple qu'elle vient gouverner par la mollesse de sa vie et la magnificence de ses atours. Elle devrait capter la bienveillance et acquérir l'estime du tribun réformateur, Knox. Mais non; elle le fait venir, et, sûre de ses ressources d'argumentation, elle engage une controverse avec lui. Maladresse présomptueuse; curieuse scène qui laisse entrevoir une perspective funèbre.

— Votre ouvrage contre le gouvernement des femmes (*Regiment of women*) est dangereux et violent. Il arme nos sujets contre nous qui sommes reine; vous avez commis une faute et péché contre l'Évangile qui ordonne l'obéissance et la bienveillance. Soyez donc

plus charitable dorénavant envers ceux qui ne pensent pas comme vous.

— Madame, répondit Knox, si frapper l'idolâtrie et soutenir la parole de Dieu, c'est encourager la rébellion, je suis coupable. Mais si, comme je le pense, la connaissance de Dieu et la pratique de l'Évangile conduisent les sujets à obéir au prince du fond du cœur, qui peut me blâmer? Mon livre n'est que l'expression d'une opinion personnelle; il ne tient pas précisément à la conscience, il ne renferme pas de principes impérieux; et pour moi, tant que les mains de votre majesté seront pures du sang des saints, je vivrai tranquille sous votre loi. En fait de religion, l'homme n'est pas tenu d'obéir à la volonté du prince, mais à celle de son créateur. Si du temps des apôtres tous les hommes eussent été contraints de suivre la même religion, où serait le christianisme?

— Les apôtres ne résistaient pas.

— Ne pas obéir, c'est résister.

— Ils ne résistaient pas par le glaive.

— C'est qu'ils n'en avaient pas le pouvoir.

Marie se lève tout à coup et s'écrie avec plus de force :

— Prétendez-vous donc que les sujets puissent résister aux rois?

— Très assurément, si les princes franchissent leurs limites. Tout ce que la loi nous demande, c'est de vénérer le roi comme un père: et si un père tombe en frénésie, on l'enferme. Quand le prince veut égorger les enfans de Dieu, on lui arrache l'épée, on lie ses mains, on le jette en prison jusqu'à ce que sa raison soit revenue. Ce n'est point désobéissance, c'est obéir à la parole de Dieu.

Marie était devant lui, silencieuse et terrifiée.

— Eh bien! reprit-elle après un long silence, je le vois, mes sujets vous obéiront, non à moi; ils feront ce que vous commanderez, non ce que j'aurai résolu. Moi, j'apprendrai à faire ce qu'ils m'auront ordonné, non pas à ordonner ce qu'ils doivent faire!

— A Dieu ne plaise! Mon seul désir est que princes et serviteurs obéissent à Dieu. Sa parole dit que les rois sont les pères nourriciers et les reines les mères nourrices de son église.

— Sans doute; mais votre église n'est pas celle dont je veux être mère et nourrice. Je défendrai l'église romaine, la vraie église de Dieu!

A ces imprudentes paroles, la foudre de Knox éclate.

— Votre volonté, madame, n'est pas la raison. La prostituée romaine est déchue, polluée et dégradée.

— Ma conscience me dit le contraire.

— Votre conscience n'est pas éclairée.

Knox la quitta, et cette scène shakspearienne, que lui-même a rapportée (1), se termina ainsi. « Je ne m'y trompe pas, dit-il aux protestans. Il n'y a rien à espérer de cette femme : elle est pleine de finesse et d'un esprit altier. » La séduction et la controverse n'ont pas réussi à Marie, caractère fervent et tragique, que la présence même de Knox ne fait pas plier. Il faut voir, dans les curieuses et inédites lettres de Randolf, agent d'Élisabeth, cette jeune reine, qui n'a pas vingt ans, aller mettre le siége devant le château d'Inverness, dont on refuse de lui ouvrir les portes. « Nous étions là, tout prêts à combattre. O les beaux coups qui se seraient donnés devant une si belle reine et toutes ses nobles dames! Jamais je ne la vis plus gaie et plus alerte, nullement inquiète. Je ne croyais pas qu'elle eût cette vigueur (*such stomach*). — « Je ne regrette qu'une chose, disait-elle, c'est de ne pas être homme pour savoir ce que c'est que coucher au bivouac et monter la garde avec un bouclier de Glascow et une bonne épée, une lanterne et un manteau! » Tout ce qui était aventure plaisait à Marie, toute son ame en était émue. A ses velléités guerrières, à ses courses dans le nord et dans les montagnes sauvages, à ses controverses imprudentes avec Knox, à ses conversations hautaines avec les envoyés d'Élisabeth, elle joignait, pour se consoler, la coquetterie et la culture des arts.

« Il la falloit voir (dit Brantôme) habillée à la sauvage, à la barbaresque mode des sauvages de ce pays : elle paroissoit, sous habit barbare et en corps mortel, une vraie déesse... Elle avoit cette perfection pour mieux embrâser le monde, la voix très douce et très bonne; elle chantoit très bien, accordant sa voix avec le luth, qu'elle touchoit bien solidement, de ces beaux doigts bien façonnés qui ne devoient rien à ceux de l'Aurore. » Cette élégance, loin de plaire aux calvinistes, les révoltait profondément. « Quoi! disait Knox, la *Guisienne* parodie la France! Farces, prodigalités, banquets, sonnets, déguisemens; à son entrée dans les villes, un petit Amour descendant des nuages, lui en présente les clés; le paganisme méridional nous envahit. Pour suffire à ces abominations, les bourgeois sont rançonnés, le trésor des villes est mis au pillage. L'idolâtrie romaine et les vices de France vont réduire l'Écosse à la besace. Les étrangers que cette femme nous amène ne courent-ils pas la nuit dans la

(1) Knox, *Hist.*, pag. 311, 315.

bonne ville d'Édimbourg, ivres et perdus de débauche? » — On écoutait ces plaintes; on racontait la triste histoire d'un gentilhomme français, Chastelard, qui s'était caché deux fois dans les rideaux de la reine, et qui, décapité pour ce crime, était mort comme un païen, sans Bible et sans crucifix, en répétant l'hymne de Ronsard :

Je te salue, heureuse et profitable mort,
Des extrêmes douleurs médecin et confort!

On parlait du capitaine Hepburn, Écossais qui s'était conduit envers la jeune femme avec une indécente liberté, et qui, menacé de mort, avait pris la fuite. On disait que le besoin d'être adorée, le plaisir d'être belle, une coquetterie mêlée de vanité, portaient la reine à encourager des admirations téméraires, et à oublier la dignité prudente, égide assurée de la pureté féminine. Ces reproches, que les calvinistes transformaient en accusations violentes, se trouvent consignés dans les lettres manuscrites et inédites de Murray à Cecil (1). Cependant Knox continuait à diriger ses batteries évangéliques, mêlées de sarcasmes et d'injures, contre les mœurs de cette jeune cour, contre les Guises, l'Italie, la danse, la musique et la licence de la reine. Marie alors, suivant son habitude, l'envoyait chercher, argumentait avec lui, écoutait ses imprécations, lui répondait par des raisonnemens et de la colère, et ne parvenait qu'à l'irriter sans le convaincre. « Ne prêchez plus contre moi, lui disait-elle; venez m'apprendre vous-même ce qui vous fâche. — Madame, j'ai attendu souvent dans votre antichambre, quand mon office me réclamait. Votre majesté m'excusera, si je la quitte pour les saints livres. » — Elle lui tourna le dos; Knox souriait. « Il n'a pas peur, » murmuraient les gentilshommes. — « Messieurs, leur dit-il en se retournant, j'ai regardé souvent en face des hommes en colère; pourquoi la figure d'une jolie femme m'effraierait-elle? » Rien n'était plus impolitique que ces entrevues. A moins de céder à Knox, il fallait l'écraser : tout compromis avec lui était ridicule ou impossible. Chaque nouvel entretien enhardissait son orgueil et semblait annoncer une concession qu'il attendait et qu'on ne lui faisait pas. Quand il apprit qu'il était question de marier la reine et de la donner à un catholique, il vit la profondeur et la portée de l'atteinte; car ce n'était pas seulement un controversiste, mais un chef politique. Sa fureur n'eut pas de

(1) *State-papers' office. Ms. Papers.* Randolf à Cecil, 18 septembre 1562.

bornes. Marie le fit encore venir; et, exaspérée de son sang-froid, après avoir tenté la séduction, le raisonnement, la menace, les larmes, les sanglots, et s'être évanouie à ses yeux, elle le chassa. Traversant la salle voisine, dans laquelle se trouvaient plusieurs dames élégamment parées, il s'arrêta devant elles, comme Hamlet devant Ophélie : « Ah! belles dames, belles dames, voilà une vie charmante, si seulement elle pouvait durer, et si nous allions au ciel avec du velours et des perles! Mais cette grande coquine, la mort, est là, qui vous saisira bon gré mal gré; et cette belle peau si tendre et si fraîche, les vers la mangeront; et cette petite ame faible et tremblante, comment pourra-t-elle emporter avec elle perles et or, garnitures et dentelles, broderies et fermoirs ? » Il allait continuer, lorsque le laird de Dun sortit de la chambre de la reine et le mit à la porte.

Ainsi l'esprit austère du Nord continuait sa révolte brutale contre les voluptés du Midi; tout était enflammé autour de Marie. Maladroite imitatrice de sa belle-mère Catherine, elle essaie de gagner les protestans, et les courrouce; elle affecte de contenir les catholiques, et les décourage; elle continue son travail de séduction impossible, et, par ses manières françaises, bals, concerts, promenades, chants, poésies, achève de s'aliéner tous les partisans du fanatisme sauvage qui hurlait autour d'elle. Les choses en étaient là, lorsque le beau Darnley lui arriva d'Angleterre. Elle était veuve depuis trois ans; elle fut émue à l'aspect de cet adolescent plein de grace, svelte, blond, sans barbe, au teint de jeune fille (1) et d'une beauté charmante, qu'Élisabeth avait appelé « *yonder long lad*, » *le long garçon*. Ce nouvel intérêt jeté dans la vie de Marie Stuart, l'amour, va dominer tout l'espace qui la sépare de sa prison.

Chez cette femme impétueuse, la passion ne fut ni lente à se déployer, ni paresseuse à se trahir; les nouveaux documens sont très précis quant aux douces faiblesses de Marie. En dépit des sollicitations d'Elisabeth, et sans doute par une provocation féminine, elle promet au jeune favori catholique sa main et le trône. Avant la célébration, le beau Darnley est attaqué de la petite-vérole; Marie Stuart, sa reine, qui est déjà sa fiancée, va passer la moitié des nuits près du chevet du malade. Randolf, le sardonique et pénétrant Randolf, dont les lettres éclairent si vivement le palais et le boudoir de Marie, s'étonne et sourit de cette vigilance et de ces

(1) *Melvil's Memoirs.*

soins plus que fraternels (1). Knox en triomphe et fait observer aux bourgeois des déportemens et des témérités importés de l'Italie et de la France. Toujours soumise à l'impulsion du moment, esclave de la passion, prête à tout sacrifier à ce qui la charme, elle immole à sa tendresse naissante dignité de reine, délicatesse de femme, et jusqu'à l'avenir de celui qu'elle a choisi. On s'irrite autour d'elle de ce peu de respect pour les convenances; et, pendant que la sévérité calviniste flétrit la jeune reine, Darnley enivré s'oublie. A peine convalescent, il insulte les calvinistes, se moque des Écossais, maltraite les bourgeois, et se croit tout permis, puisqu'il est aimé.

Il y avait alors à la cour de Marie un homme d'esprit dont j'ai parlé, d'une malice très redoutable et d'un style excellent, Randolf, dont les lettres, déposées au Musée britannique, nous montrent sous des couleurs si vives la passion éphémère de Marie pour ce fat et ce léger Darnley, que le lecteur en suit sans peine les plus légers détails et touche du doigt les inconséquences dont la jeune femme se rendait coupable aux yeux de son peuple. « Ce qui se dit ici contre la reine (ainsi s'exprime-t-il dans sa lettre du 5 mars 1564) passe toute idée. On menace, on est mécontent, et l'obstination de Marie s'accroît avec le courroux de ses sujets. Si les bons conseils sont méprisés, on aura recours à d'autres moyens plus violens. Ce ne sont pas une ou deux personnes du vulgaire qui parlent, c'est tout le monde. Ce mariage est tellement odieux à la nation, qu'elle se regarde comme déshonorée, la reine comme flétrie et le pays comme ruiné. Elle est tombée dans le dernier mépris (2). Elle se défie de tous ses nobles qui la détestent. Les prédicateurs s'attendent à des sentences de mort, et le peuple, agité par ces craintes, se livre au pillage, au vol et au meurtre, sans que justice soit jamais rendue... Oncques ne se virent tant d'orgueil, de vanité, d'ambitions, d'intrigues, de haines, de bravades, en compagnie d'une bourse si pauvre. »

Pendant que cette désaffection croissait, Marie, qui se sentait plus isolée chaque jour, se rejetait sur les envoyés des Guises, sur ses créatures, sur les catholiques de petit état avec lesquels elle s'entendait pour opposer une digue à la violence de la réforme. Ces personnes, par leur intimité, augmentaient encore le discrédit de la reine, discrédit qui date de loin, puisque l'ambassadeur d'Élisabeth,

(1) Ms. Archives d'Angleterre.

(2) *Utter contempt.*

Randolf, le signale dès l'année 1565 sous des couleurs si fortes et si piquantes. Un valet de chambre, nommé Mingo, dont l'histoire n'a rien dit, mais dont Randolf cite le nom, et un Italien nommé Riccio, musicien, Piémontais, homme amusant, bon mime, devenu secrétaire de la reine, menaient ces intrigues. Darnley, faible tête ébranlée sous la couronne que la beauté d'une reine lui jetait, n'oubliait rien pour accroître l'aversion publique. Impertinent comme un parvenu, hautain envers les nobles, rudoyant les bourgeois, revêtu d'habits magnifiques, somptueux jusqu'au ridicule, il étalait un faste insultant et une présomption sotte; plus de courtoisie, plus de convenance (1). A l'entendre, un parti puissant se formait en Angleterre pour le soutenir; les protestans allaient trembler; il jouait le tyran avant de l'être. Un seul homme avait accès près de lui, ce même Riccio que l'on détestait comme Italien et comme catholique. Marie, imprudente et passionnée créature, ne voyait pas qu'une auréole de haine se formait autour d'elle. Le père de Darnley, Lennox, y contribuait aussi. « Milord Lennox (dit le révélateur anglais) n'a plus un seul schelling; il vient d'emprunter cinq cents couronnes à lord Lethington; il lui reste à peine de quoi nourrir ses chevaux. Si vous (Élisabeth) lui coupez les vivres, il sera demain réduit aux derniers expédiens. Sa suite et ses gens sont d'une arrogance qui excite le courroux public. Plusieurs vont à la messe et s'en font gloire. Personne ne leur rend plus visite, tant on est las de leurs façons d'agir. Je vous écris cela avec plus de peine et de chagrin que sous l'influence d'aucune passion... » Marie se perdait; Randolf le voyait bien.

Tout s'opposait à cette union : Élisabeth, les seigneurs, les bourgeois, le protestantisme, Murray lui-même, frère naturel de Marie. A tant d'obstacles, elle opposait la violence de son désir. Un jour que Murray se trouvait avec elle dans la chambre de Darnley, elle prit son frère à part et glissant un papier dans sa main :

— Beau frère, lui dit-elle (ce dialogue se trouve tout entier chez Randolf), signez ceci (2).

Murray parcourut de l'œil le document auquel on le priait d'apposer sa signature. C'était un consentement au mariage projeté et une promesse d'y contribuer de tous ses efforts.

(1) Archives d'état. Randolf à Cecil, 4 mars 1564. — 15 janvier 1564.
(2) *Ibid.*, 8 mai 1565.

— Eh bien! vous avez lu? Signez, si vous voulez être sujet fidèle; signez, sous peine d'encourir mon mécontentement!

— Madame, répondit Murray après un silence, voici une résolution bien hasardeuse et une demande aussi péremptoire qu'imprévue. Que diront d'une précipitation pareille les ambassadeurs et les princes étrangers? Qu'en dira la reine Élisabeth, avec laquelle vous êtes en négociation à ce sujet, et dont vous attendez la réponse? Consentir à vous voir épouser un homme qui ne sera jamais le défenseur de l'Évangile, la chose du monde la plus à désirer ici, un homme qui jusqu'à ce jour s'est montré l'ennemi, non le protecteur des protestans, c'est chose qui m'inspire une répugnance invincible.

— Vous me refusez donc?

— Oui, madame.

Plaintes, colère, mots injurieux (*sore words*), menaces de Marie, remontrances, supplications, larmes, furent inutiles. Le sang-froid de Murray déconcerta Marie.

— Retirez-vous! lui dit-elle, vous êtes un ingrat, et vous me paierez cette insulte!

Après avoir défié Murray, elle provoque Élisabeth par une lettre « pleine, dit Throckmorton, d'éloquence, de dépit, de fureur, de colère et d'amour. » Elle était maîtresse passée dans ces sortes de compositions. Elle lui dit qu'elle a bien voulu la consulter au moins pour la forme, mais qu'elle se décide enfin à marcher seule, à se choisir un époux et à être reine en effet. Hauteur, dignité, majesté, voiles d'une inutile violence. Marie appuie ses passions sur l'audace. Épouser Darnley, c'est menacer les protestans et Élisabeth. Darnley premier prince du sang anglais, Darnley catholique, rallie tous les catholiques autour de lui. Les protestans grondent et tremblent. Ces trois personnes, Marie de Guise, Riccio, Darnley, une femme passionnée, un vieux secrétaire italien, un enfant écervelé, restent en butte à toutes les haines. « David (Riccio) fait tout ici, dit Randolf. Il est l'unique ami de la reine et l'élu de son cœur. C'est leur conseiller et leur ministre. Ce que l'on dit est incroyable; les bruits qui se répandent ne peuvent s'imaginer. Il s'amasse contre Darnley une animosité, un péril extrêmes. Son arrogance devient intolérable; pour supporter ses paroles, il faudrait être esclave et fait pour les outrages. Il n'épargne pas les coups, sans doute afin de prouver d'avance sa virilité, et distribue les marques manuelles de sa colère à ceux qui veulent bien les recevoir. On dit qu'il entre dans des fureurs

et des frénésies qui passent toute croyance. Je vous laisse à penser si les Écossais se félicitent de leur acquisition. Quand ils auront maugréé tout à l'aise, ils prieront sans doute Dieu de les délivrer, en lui envoyant une bonne fin le plus tôt possible. Quelle espérance et quel avenir ce gouvernement-ci nous promet-il! »

Ce texte que Randolf, observateur désintéressé, exprimait avec aigreur, Knox le développait en chaire. Il montrait l'adultère, l'inceste, la danse, la musique, la messe, l'idolâtrie, Rome, Babylone, toutes les iniquités fondant à la fois sur l'Écosse. L'Écosse bourgeoise l'écoutait avec fureur. Il faut s'arrêter un moment en face de cet homme extraordinaire, dont la correspondance embrassait l'Europe, qui avait des émissaires dans tout le Nord révolté contre Rome; plus fier que les barons écossais, plus populaire que les bourgeois, sans autre ambition que celle de mener à fin son œuvre; sans pitié pour les femmes, sans condescendance pour les seigneurs; pur de cupidité, de vanité, de bassesse, d'égoïsme, de duplicité; mais une ame dure. Il conspire avec les seigneurs contre Marie, pour sa foi contre Rome, pour le Nord contre les Guises, Marie Stuart et Darnley. Cette figure s'élève au-dessus des gentilshommes avides et sanglans qui l'entourent; elle les dépasse de toute la hauteur qui sépare le fanatisme de la vénalité. Un premier essai pour s'emparer de Marie et de Darnley fut déjoué. Murray dirigeait le complot; Knox y trempait. La célérité des mouvemens de Marie et l'imprévu de ses démarches trompèrent ses ennemis. Elle dispersa les insurgés et détruisit les conciliabules des réformateurs. Enfin, le 29 juillet 1565, à six heures du matin, dans la fatale chapelle d'Holyrood, couverte de ces mêmes vêtemens de deuil qu'elle avait portés aux funérailles de François II, la jeune et brillante veuve donna sa main à ce jeune homme que l'aversion publique désignait au poignard. Après la cérémonie, à la prière instante de son mari, elle échangea son costume funèbre contre la parure de mariée. Elle avait vingt-trois ans, elle épousait un adolescent de dix-neuf ans.

Nous avons vu jusqu'où s'est avancée à travers les résistances et les violences du Nord et du calvinisme, Marie Stuart, armée des ressources de l'Italie et de la France, enflammée de passions et de volontés éperdues. « Ce n'est pas une femme, disent les Écossais, c'est quelque divinité païenne; c'est *Diane* ou *Vénus* (1). » Ils ne comprennent pas tant de facultés et tant de fautes. Que d'imprudences!

(1) Knox, 265, — *vox Dianæ, non Dei.*

Elle désire, elle veut, elle obtient, elle se perd. La nièce des Guises commence par prendre le titre et les armes de sa rivale, d'Élisabeth. Arrivée en Écosse, elle blesse le génie puritain d'un peuple moitié barbare et moitié féodal. Environnée de nobles ambitieux et sans scrupule, elle choisit pour premier appui un enfant faible, incertain, corrompu et méprisable. Fatiguée de lui, elle va s'attacher bientôt, avec la même ardeur, à un sauvage couvert de sang, haï de tous, et le représentant le plus féroce de cette terrible aristocratie. Lorsque ses fautes l'auront enfin accablée, elle se jettera dans les bras de sa mortelle ennemie, de cette même femme blessée par elle; elle finira par offrir à l'adversaire acharné de l'Angleterre, à Philippe II, roi d'Espagne, catholique, le trône de son fils, du protestant Jacques Ier. Les documens que nous dépouillons offrent les preuves de ces irréparables et trop nombreuses erreurs. On aurait peine à imaginer ce que déploya d'énergie, d'activité, de ressources, de finesse, de persévérance et d'esprit, dans ses dangers, cette femme extraordinaire; sa vie est une course à travers les abîmes. Pas une calamité qu'elle n'ait provoquée, pas un péril qui ne l'ait trouvée prête à tout. Robertson admire, dans la vie de Marie Stuart, un enchaînement de circonstances que le romancier le plus habile semble avoir inventées. Si l'honnête historien, dont les jours paisibles s'écoulaient doucement sur le terrain même où Darnley fut assassiné (1), avait eu moins de savoir et plus d'expérience des passions, il aurait reconnu que le meilleur roman n'est qu'un lambeau d'étude psychologique arraché à l'histoire humaine.

Mariée à Darnley, elle redouble d'activité, chasse Murray du royaume, n'écoute plus que Riccio, et s'abandonne à la ligue catholique. Le pape lui envoie 8,000 couronnes; le vaisseau qui porte cette somme échoue, et le duc de Northumberland s'empare de la proie. Philippe II lui fait parvenir alors 20,000 autres couronnes par son ambassadeur, Guzman de Silva; la dépêche du roi d'Espagne a été conservée; elle indique assez clairement l'emploi que Guzman doit en faire « pour soutenir prudemment la reine et la religion catholique (2). » Riccio devient tout-puissant à la cour. Marie Stuart avait le don fatal d'éblouir les objets de sa prédilection; les rayons de sa faveur tombaient sur eux comme une ivresse. Riccio, étranger détesté, commence à se vêtir en seigneur; il a des chevaux, des pages et un train

(1) Il habitait, en qualité de chef de l'université, la maison construite sur les ruines de *Kirk in the field*.

(2) Gonzalès. *Apuntamientos*, etc., pag. 382.

de gentilhomme. Le roi, ce bel adolescent au cerveau débile, reproche à la reine de lui témoigner peu de confiance quant aux affaires politiques. Sa vanité prend ombrage. Il voit d'un œil jaloux les bontés de sa femme pour le secrétaire milanais, pensionnaire de Rome, qui use de son influence et entraîne la reine dans tous les plans du duc d'Albe et de Catherine de Médicis. Le soin de ces vastes trames dont Riccio tenait le fil, et qui sont prouvées par les recherches de Von Raumer et de Gonzalès, rapproche de la reine Riccio à tous les momens du jour, et éloigne d'elle Darnley, étranger à ses desseins. Ambitieux autant que nul, il demande à Marie le partage du trône, qu'elle lui refuse vivement. Elle ne l'aimait plus. Elle était lasse de cette beauté sans intelligence, de cette jeunesse sans héroïsme, de cette grace sans poésie; sa passion était déjà morte. Furieux de tomber de si haut, Darnley se venge par un abandon apparent ou affecté, se livre aux penchans grossiers, à l'ivresse, au jeu, à la débauche, traite la reine avec dureté et avec insolence, même en public, et se jette dans les bras des ennemis de Marie. « La reine, dit Randolf, se repent bien de son mariage; elle déteste Darnley et tout ce qui lui appartient. » Alors on enflamme la jalousie de cet enfant borné; il entre dans le complot des protestans pour tuer Riccio, qu'il regarde comme son rival heureux : calomnie que plusieurs historiens ont adoptée et que tout contredit.

L'argent et les intrigues d'Élisabeth étaient au fond de ce crime. Elle savait par Randolf ce qui se passait à Édimbourg et dirigeait de loin un complot dont le résultat devait être la déposition de Marie, la chute définitive du catholicisme, et le règne de Murray, protestant, sous le nom de l'impuissant Darnley. On consulte les ministres de l'Évangile, Knox et Craig, sur la légitimité du meurtre. Ils répondent que l'église de Dieu doit être sauvée, au prix du sang d'un idolâtre. Toutes les découvertes qui s'opèrent au sein de l'histoire, sont de ce genre; des vertus de moins, et des crimes de plus. L'Écosse calviniste s'étonne encore aujourd'hui de savoir que son maître et son idole, Knox, a consenti à l'assassinat d'un pauvre musicien : fait trop avéré, sur la voie duquel les dogmes fatalistes de Knox auraient dû placer les écrivains, et qui est attesté par la liste nominale des approbateurs, complices et auteurs du meurtre, adressée à Élisabeth (1) par son ambassadeur et conservée dans les archives d'Angleterre.

(1) Randolf à Cecil, 18 mars 1565.

Les circonstances de cet attentat, que Knox appelle dans ses Mémoires une *tragédie merveilleuse*, sont familières à tous les lecteurs; déjà consignées dans une lettre de Marie Stuart, adressée à l'évêque de Glascow, elles s'éclairent bien mieux et s'arment d'une authenticité plus dramatique, si l'on compare entre eux les récits manuscrits et contemporains que nous allons analyser. A sept heures du soir, le 6 mars 1565, cent cinquante hommes, armés de torches, cernent le palais d'Holyrood et s'emparent des avenues. Darnley monte seul par un escalier secret qui communiquait de son appartement à celui de Marie, soulève la portière du cabinet où la reine soupait avec Riccio, Beaton, la comtesse d'Argyle et le commandateur d'Holyrood, s'assied auprès de sa femme, entoure la taille de Marie d'un de ses bras et lui adresse des mots de tendresse. Alors on voit entrer sous la portière un spectre pâle, hagard, livide, couvert d'une armure d'airain, les yeux creux, le teint plombé, se soutenant à peine. C'est Ruthven sortant de son lit de malade. Marie, grosse de sept mois, se lève effrayée à cet aspect, et crie : « Allez-vous-en! — J'ai affaire à David, dit Ruthven qui tire son épée! » Les torches brillent dans la chambre, les conjurés s'y précipitent, Riccio s'élance, s'attache à la reine, se traîne et se cache dans les longs replis de sa robe, et crie en italien et en français : « *Giustizia! giustizia!* Sauvez ma vie, madame! sauvez ma vie! » Marie implore en vain les assassins; la table et les lumières sont renversées; Car de Faudonside appuie son pistolet sur la poitrine de la reine, et Riccio, traîné jusqu'au seuil de la chambre à coucher, frappé de cinquante-cinq coups de poignard et portant au milieu de la poitrine le poignard du roi, reconnaissable à ses ornemens et à sa ciselure, est laissé par terre dans une mare de sang. L'exécution faite, Ruthven, la main sanglante, rentre dans le cabinet, se jette épuisé sur un siége, s'approche de la table, prend une coupe, la remplit de vin, et vidant la coupe, dit à Marie : « Votre mari a tout fait! — Ah! cela est ainsi, répondit-elle, adieu donc larmes! c'est à la vengeance qu'il faut songer (1)! »

La narration vague de Robertson ne donne aucun de ces détails, et passe sous silence les derniers mots de Marie Stuart, si caractéristiques et si nécessaires. Au bruit et aux cris dont retentit le palais, les bourgeois s'arment, sonnent le tocsin, et se présentent au nombre de six cents hommes à la porte d'Holyrood. Le roi paraît et dit au

(1) Lettre manuscrite de Drury à Cecil, 27 mars 1566. — Lettres de Bedford et Randolf à Leicester et Cecil, 8 mai 1565.

prévôt : « Ce n'est rien, la reine et moi nous nous amusons. — Sous le bon plaisir de votre grace, nous voudrions voir la reine. — Et moi, ne suis-je pas le roi? Retirez-vous avec votre troupe, je vous l'ordonne! » Ils obéirent.

Cette jeune femme, sur le point d'accoucher, prisonnière des assassins, parmi lesquels est son mari, les trompe, les dompte, leur échappe, et ramène à elle Darnley. En huit jours, elle a repris son pouvoir. Montant à cheval, malgré son état de grossesse avancée, elle se réfugie à Dunbar, brave tout, nomme hardiment à la place de David son frère Joseph Riccio, donne naissance à ce misérable enfant, vrai fils de Darnley, pauvre d'esprit et riche de vices mesquins comme son père, qui s'appela Jacques I[er], et se retrouve reine des Ecossais, car il faut remarquer que ce titre de *reine d'Écosse* n'appartenait point à Marie; elle était *queen of Scots* (des habitans, non de la terre d'Écosse), et les lois du royaume établissaient entre ces deux désignations une distinction scrupuleuse. Élisabeth a perdu ses peines, et Darnley son crime. Les agens de la reine d'Angleterre, déçus dans leur espoir, écrivent et répandent que Riccio, rival heureux du roi, a été poignardé par lui : « Fece scrivere per suo secretario Cecille... che la causa di tutto, era perche il re aveva trovato Ricciolo a dormire con la regina... Che non fu mai vero (1). » Mais une nouvelle tragédie couve lentement : c'est l'assassinat de l'assassin Darnley.

Trois mois après la scène de la salle à manger, Marie, malgré l'aveu de Ruthven, refusait encore de croire Darnley coupable; elle ne pouvait penser qu'il eût formé le dessein d'assassiner son secrétaire sous ses yeux. Lui-même niait le fait : à toutes les enquêtes de Marie, cet enfant traître répondait qu'il était innocent, que Ruthven, Morton, Car, avaient seuls tramé le crime, et qu'il en avait repoussé même la pensée. Dénoncés par lui, ils s'irritent, livrent la preuve de sa complicité à Marie Stuart, et placent sous les yeux de la reine les actes de la ligue (*bands*) formée pour se débarrasser de l'Italien : la signature du roi attestait sa participation, non-seulement comme complice, mais comme promoteur. Elle eût pardonné à l'assassin, elle abhorra le lâche; elle vit quel était cet époux, traître envers elle, traître envers tous, traître à son honneur, parjure, infame. « Elle pleura amèrement, dit Melvil (2). »

(1) Avvisi di Scozia. Ms. des Archives Médicéennes; collection du prince Labanoff.
(2) 8 octobre 1566, lettre à Cecil.

Au moment où les seigneurs qui avaient tué Riccio forment un second engagement, jurant sur l'Évangile de tuer Darnley, on voit entrer en scène un nouveau personnage, Bothwell, lieutenant des frontières, aussi féroce que Darnley était faible, homme à tout oser, ayant tous les vices, excepté l'hypocrisie. Des troubles avaient éclaté sur les limites toujours ensanglantées de l'Angleterre et de l'Écosse; Marie charge Bothwell d'aller rétablir l'ordre. Il remplit sa mission avec sa bravoure ordinaire, et, dans une lutte corps à corps avec un chef sauvage, blesse son adversaire à la cuisse d'un coup de dague, est frappé à son tour d'un coup de claymore et tombe en perdant son sang. On l'enlève et on le porte dans son château de l'Ermitage, situé à six lieues de Jedburgh. La reine présidait les assises judiciaires dans cette dernière ville; elle apprend le danger couru par son fidèle et brave serviteur, monte à cheval, se rend d'une traite à l'Ermitage, à travers des chemins impraticables, le 15 octobre; elle soigne, console et encourage le blessé, puis elle revient à Jedburgh, où elle tombe malade elle-même. Buchanan, qui a diffamé cette imprudente et malheureuse femme, prête à sa visite un motif que détruisent les lettres originales de Scrope à Cecil et de sir Jon Forster au même. L'un et l'autre ne pensent pas qu'une liaison d'amour existât entre Marie et Bothwell; ils n'imputent pas, comme Buchanan, la maladie subite qui fut sur le point de l'enlever aux excès d'une passion effrénée; mais ils paraissent croire et tout semble prouver que ce fut alors, au milieu de son plus vif dégoût pour l'ignoble mari qu'elle avait appelé au trône, en face du guerrier presque mourant qui avait défendu les droits de son autorité, qu'elle s'enivra pour la première fois du poison qui acheva de la perdre. Rien de plus fréquent dans l'orageuse histoire dont le cœur des femmes renferme le secret, que ces révulsions excessives et ces passages violens d'un culte à l'adoration contraire, de l'admiration pour certaines qualités à l'enthousiasme pour les qualités et les vices opposés. Bothwell le brigand, le pirate, l'homme invincible, qui passait pour magicien, tant le peuple le redoutait, s'empara de cette ame émue et naguère trompée, qui n'avait plus que dédain pour les graces et la faiblesse de Darnley. Melvil affirme que le meurtre de ce dernier fut concerté par la reine et Bothwell à cette époque même. Scrope et Cecil, moins rigoureux, dépeignent vivement l'agitation, le trouble, le cœur brisé (*heartbreak*), le regret d'avoir épousé Darnley et tous les mouvemens violens que l'on remarquait alors chez Marie. « Je voudrais être morte! » criait-elle souvent. Et l'ambassadeur Du Croc,

qui a entendu ces cris de douleur, ne les attribue pas à l'angoisse physique, mais aux peines de l'ame.

Elle se rétablit, retrouve son activité et s'unit intimement aux ennemis de Darnley, à Murray, Bothwell, Huntly, Argyle et Maitland, secrétaire d'état. Ce sont précisément les membres de la ligue formée contre son mari. Ils lui proposent, dans une consultation secrète, tenue à Craigmillar, le divorce et l'exil de Darnley. Elle répond par une vague proposition de se retirer elle-même en France. Alors le secrétaire d'état lui dit ces paroles remarquables :

« Madame, nous sommes ici les principaux de votre noblesse et de votre royaume, qui trouverons assurément moyen de vous débarrasser de cet homme (*to make your majesty quit of him*) sans faire tort à votre fils. Certes, milord Murray, ici présent, n'est pas moins scrupuleux comme protestant que vous comme papiste, et je suis sûr pourtant qu'il regardera ce que nous ferons à travers ses doigts, et ne dira rien à l'encontre. »

A cette proposition enveloppée, mais facile à saisir, de se défaire de Darnley par le meurtre, elle répond en se récriant faiblement « qu'il valait mieux laisser les choses comme elles étaient, et prier Dieu dans sa bonté de porter remède aux maux présens, que de rien essayer qui pût tourner plus tard à son préjudice. » Mais ce refus parut si faible à Maitland, qu'il répliqua : « Laissez-nous faire, madame, et mener tout ceci. Votre grace n'en verra que de bons effets, et le parlement approuvera tout ensuite (1). »

Le degré de culpabilité de Marie, placée entre Bothwell aimé et ces barons prêts à la débarrasser de son mari méprisé, semble indiqué clairement par cette conversation dont l'authenticité n'est pas récusable. Marie ne dirigea pas le meurtre ; elle en connaissait le plan. Elle le laissa commettre. Elle était avertie et sur ses gardes. Les derniers mots de Maitland prouvaient assez qu'on allait, à défaut de son consentement formel, *se charger de l'affaire*. En effet, à peine cette conversation a-t-elle eu lieu, l'engagement ou *band* pour le meurtre, rédigé par sir James Balfour, personnage encore plus hideux que Bothwell, est signé par Bothwell, Maitland, Huntly, Argile et Balfour lui-même. On déposa ce document entre les mains de Bothwell. Les seigneurs croyaient si bien exécuter les intentions de Marie, que l'un des instrumens secondaires de l'assassinat, Ormiston, sollicité par Bothwell, ayant manifesté des scrupules, Both-

(1) Collections manuscrites d'Anderson, tom. IV, pag. 192.

well lui dit : — « Allons donc, Ormiston, depuis long-temps cela a été convenu à Craigmillar entre les seigneurs et la reine. »

A l'existence avérée de cet engagement de mort, qu'attesta le même Ormiston sur l'échafaud, se rattache une circonstance bizarre, que M. Patrick Fraser Tytler a le premier traînée dans le domaine de l'histoire. Un des Italiens attachés à Marie, nommé Lutini, quitta précipitamment l'Écosse et se réfugia en Angleterre, au moment où tous les affidés de Marie, et entre autres, Joseph Riccio, frère de David et ami de Lutini, se concertaient pour tuer Darnley. La reine Marie, apprenant son départ, fit courir sur ses traces, avec une précipitation et une inquiétude qui donnèrent l'alarme aux agens anglais d'Élisabeth. « La reine Marie, écrivait Drury à Cecil, prétend que ce Lutini est un voleur et qu'il emporte de l'argent; mais cela n'est pas vraisemblable, je penserais plutôt qu'il est possesseur d'un secret qu'elle ne désire pas voir divulgué (1). » Le diplomate ne se trompait pas. On trouva dans les poches de Lutini, examiné par les autorités anglaises, une lettre que venait de lui adresser, après sa fuite, son ami Riccio, et qui existe tout entière en manuscrit original, aux archives d'Angleterre, portant cette étiquette écrite de la propre main du ministre Cecil : « Lettre de Joseph Riccio, serviteur de la reine des Écossais. » Dans cette importante et singulière lettre, Joseph dit à son ami : « Vous êtes soup-« çonné d'avoir fouillé indiscrètement dans les papiers de la reine, « et nous sommes, vous et moi, regardés comme des traîtres. On va « vous amener et vous interroger. Prenez garde à ce que vous ré-« pondrez. Suivez la leçon que je vous ai déjà faite. » — « Se voi dite come mando sarete scusato, e io ancora. La regina vi manda ci pigliare per parlar con voi; pigliate guardia a voi, che voi la conoscete, pigliate guardia che non v'abuzzi delle sue parole come voi sapete bene; e m'ha detto che vuoi parlare a voi in segreto. E pigliate guardia delli dire come vi ho scritto e non altramente..... Vi prego di non voler esser causa della mia morte... (2). » Il y allait donc de la vie; il s'agissait d'un grand secret. L'escroquerie d'un étranger, le vol invraisemblable de quelques écus, attribué à un personnage qui passait pour assez considérable à cette cour, n'expliquent nullement l'inquiétude de Marie, la lettre de Riccio, la terreur de l'un, la fuite de l'autre, et les recommandations répétées *pigliate guardia*, *pigliate*

(1) 23 janvier 1567, Drury à Cecil.

(2) La lettre de Joseph a été imprimée sur l'original par M. Patrick Fraser Tytler.

guardia. Si l'on suppose au contraire que Lutini a reçu de Joseph la confidence du complot relatif au meurtre projeté, que Lutini a trouvé dans les papiers de la reine et emporté avec lui quelque document important, capable de compromettre Marie Stuart, tout s'explique sans peine. C'est même la seule manière de rendre cette correspondance intelligible. Elisabeth défendit à ses agens de permettre l'extradition de Lutini, qui, se trouvant en sûreté en Angleterre, ne réclama pas sa liberté.

Mais la grande catastrophe se prépare. Morton, que l'on veut associer à la conspiration, exige une autorisation écrite et signée de la reine. Celle-ci fait répondre simplement qu'*elle ne veut pas entendre parler de cela* (1); réponse singulièrement brève et insignifiante, si l'on songe que c'est l'assassinat de son mari qui lui est demandé, et si l'on compare ces légères paroles avec les évènemens qui vont se dérouler.

Ces jeunes gens si brillans et si joyeux, lorsque naguère ils partaient ensemble pour la chasse au faucon, se sont mutuellement et mortellement outragés. Darnley a délaissé, insulté, bravé Marie. Ses maîtresses, ses habitudes crapuleuses, sa lâcheté, son manque de foi, l'assassinat de Riccio, justifient l'abandon de la reine. Il ne peut écarteler ses armes du blason d'Écosse, et son écusson reste vide dans le palais et dans l'église. Seul, à Stirling, sans argent, sans serviteurs, malade, pendant qu'elle appelle les seigneurs à ses fêtes et court les forêts au bruit du cor, il tombe dans un profond accablement. Mais un jour tout change. Après avoir repoussé Darnley du pied comme quelque chose de vil, après lui avoir témoigné le dédain le plus mérité et le plus complet, après avoir raillé publiquement son inconduite, sa vulgarité, ses mœurs, sa nullité, et l'avoir traité avec froideur et dureté pendant une maladie mortelle, elle vient tout à coup le trouver à Glascow, le 22 janvier 1567. Henri lui fait dire qu'il est souffrant, qu'il la prie de l'excuser, qu'il sait qu'elle a des griefs contre lui. Il l'évite, car il la craint.

— Bah! répond-elle, c'est qu'il a peur; contre la peur il n'y a pas de remède.

Elle pénètre de force dans la chambre à coucher de Darnley, commence par causer avec lui de choses indifférentes, et touche enfin aux sujets qui les intéressent l'un et l'autre. Cette conversation, confiée par Henri à Thomas Crawford, a été écrite tout entière par

(1) Confession de Morton avant sa mort.

ce dernier, dont la déposition originale (1) se trouve aux archives d'Angleterre.

— Madame, répondit Darnley, je suis bien jeune, je peux m'être trompé. Vous savez que j'ai peu d'amis, et vous voudrez bien me pardonner.

— Sans doute; mais vous vous défiez de moi. Je sais vos soupçons actuels et vos plaintes éternelles. N'avez-vous pas eu l'idée de quitter l'Écosse? Ne prétendez-vous pas avoir découvert un complot dont vous devez, dites-vous, être victime?

— On me l'a dit.

— Qui?

— Lord Minto. Il affirme que l'on vous a remis à Craigmillar une lettre, rédigée d'après vos directions, signée par certains seigneurs, et qui, soumise à votre signature, contenait mon arrêt de mort. Non, madame, je ne penserai jamais que vous, qui êtes ma propre chair et mon propre sang, vous consentiez à me faire aucun mal. Quant aux autres, s'ils l'essaient, ils le paieront cher, à moins de me prendre quand je dormirai.

— Soupçonnez-vous quelqu'un?

— Personne. Je vous prie seulement de me tenir compagnie, et de ne plus me laisser seul, comme vous avez fait.

— Volontiers. Vous êtes bien peu en état de voyager. J'ai fait venir une litière, dans laquelle on vous portera jusqu'à Craigmillar.

— Je vous accompagnerai donc, mais si vous consentez que nous soyons, comme par le passé, compagnons de table et de lit (*at bed and board*).

— Il en sera comme vous le dites; seulement vous vous guérirez avant tout. Je compte vous faire prendre les eaux de Craigmillar. Ne parlez à personne de ce qui a lieu entre nous; cela pourrait donner de l'ombrage à quelques seigneurs.

— Et qu'y trouveraient-ils à redire?

Elle le quitta; aussitôt il alla confier ce qui lui arrivait, cet étrange retour de l'affection royale et féminine, à Crawford, l'un des gentilshommes favoris de son père.

— Qu'en pensez-vous?

— Je n'aime point tout ceci, lui dit Crawford. Elle vous traite en enfant et en prisonnier. Pourquoi ne pas aller droit à Edimbourg loger dans une de vos résidences?

(1) Manuscrit avec étiquette de Cecil, archives d'Angleterre.

— C'est ce que j'ai pensé aussi. Je ne suis pas sans crainte; sa promesse est ma seule sauvegarde. Mais j'irai avec elle, dût-elle me tuer. »

Crawford, frappé de cet aveu et de cette conversation, l'écrivit à l'instant même, et ce papier existe aux archives d'Angleterre. L'un des historiens les plus favorables à Marie convient qu'il ne voit aucune raison suffisante pour en contester l'authenticité. Darnley la suit; elle le mène à petites journées jusqu'à un vieux manoir isolé, dans un faubourg, loin de toute maison habitée; manoir qui appartient au frère de Balfour, qui a rédigé le *band* de l'assassinat. A ce logis misérable, étroit, chancelant, étaient adossées les ruines du couvent des dominicains ou frères noirs. C'est là que Marie elle-même, accompagnée de Bothwell, devenu son intime et son conseiller, confine le roi; c'est là qu'elle le place, surveillant tous les détails de son intérieur, lui prodiguant des soins inaccoutumés, et lui prouvant de mille manières la sincérité de sa réconciliation. Comment cette femme impétueuse a-t-elle passé si rapidement de la haine, du mépris, de l'éloignement, à une tendresse attentive? Avait-elle compassion de cet enfant presque idiot dont elle avait ceint le front d'une couronne brûlante, dont elle avait enivré l'esprit débile, dont la faiblesse et l'indigence morales s'étaient anéanties dans les étreintes d'un amour et d'une beauté si périlleuses? Voulait-elle, par son retour et sa présence, protéger contre le poignard ce pauvre être sans valeur? Qui nous le dira, qui peut révéler aujourd'hui le dernier mot et le dernier abîme de ce cœur féminin? Les lettres françaises de Marie à Bothwell, imprimées par Buchanan, et dont on prétend que Jacques Ier détruisit les originaux, sont-elles vraies? Jamais passion ne poussa au crime une femme plus aveuglée. Quand même elles seraient apocryphes, on a droit de demander par quelle maladresse étrange Marie conduisait Darnley, non dans le palais ou dans une résidence de campagne, mais dans une maison inconnue, dans un lieu isolé, chez les parens de son mortel ennemi, au lieu de l'entourer de gardes à Edimbourg.

La prudence et les craintes de Darnley s'endormaient sous les séduisantes caresses de la reine. Le 9 février, Marie devait assister à un bal masqué (*mask*), donné par elle pour les noces d'un de ses valets de chambre. Elle passa la journée entière auprès de son jeune mari, et elle se trouvait avec lui, dans sa chambre, lorsque Hay de Tallo, Hepburn de Bolton, et quelques autres affidés de Bothwell, brigands qu'il appelait « ses brebis, » et qui constituaient

sa garde-du-corps, s'étant procuré les clés de la maison, pénétrèrent dans la chambre située immédiatement au-dessous de celle du roi, y introduisirent plusieurs sacs de poudre, disposèrent une mèche ou *lunt* qui devait brûler lentement et communiquer avec la matière inflammable, puis se retirèrent. Marie embrassa son mari, partit pour se rendre au bal, lui se dirigea vers sa chambre à coucher. Il était triste, et les protestations de sa femme l'avaient rassuré sans dissiper sa mélancolie. A ses habitudes de débauche avait succédé une dévotion timide; il répétait en se couchant le cinquante-cinquième psaume qu'il chantait d'une voix dolente. Son page Taylor s'endort auprès de lui sur un coussin; un bruit de clés éveille le malheureux Henri. Il jette sa pelisse sur ses épaules nues et descend l'escalier. Les assassins le rencontrent, l'étranglent et étranglent son page qui le suit. On transporte leurs cadavres dans un verger, sous la muraille extérieure, et on les y laisse. Cependant Bothwell quitte le bal à minuit, se défait de son brillant costume, et vient rejoindre les assassins. A son arrivée, on met le feu à la mèche, qui se dévore lentement, et qui, déterminant enfin l'explosion, éveille d'un coup de tonnerre la cité endormie. Les ruines de la maison couvraient le sol, quand Bothwell, rentrant chez lui, se coucha, feignit un sommeil tranquille, et à la voix du domestique qui lui annonçait la catastrophe, se précipita hors de son lit, criant : « Trahison (1) ! » Tels sont les véritables détails de cette nuit tragique, détails attestés par les dépositions de Powrie, Dalgleish, Hay de Tallo et Hepburn, par les lettres manuscrites de Drury à Cecil (2), et par le récit manuscrit de Moret, ambassadeur de Savoie (3).

La reine s'enferma dans sa chambre à cette terrible nouvelle; mais, au lieu de poursuivre activement les coupables que le cri public, les placards affichés sur les murs de la ville et la voix populaire dénonçaient hautement, elle prit de si longs délais et sembla si peu disposée à châtier le crime, que sa complicité ou sa connivence acquirent une notoriété générale. Bothwell, triomphant de son assassinat, parcourait les rues armé de pied en cap, à cheval, suivi de cinquante hommes armés, la main sur son poignard, et disant aux bourgeois : « Que j'apprenne le nom d'un de ces poseurs d'affiches, ma main sera bientôt lavée dans son sang (4). » Un des placards portait ces

(1) Archives d'Angleterre. Drury à Cecil, 18 avril 1567.

(2) 12 février 1567.

(3) Collection du prince Labanoff, manuscrit tiré des archives des Médicis.

(4) Drury à Cecil, 29 février 1567.

mots : *Farewell, gentyll Henry, and vengeance to Mary!* « Adieu, doux Henri, et vengeance contre Marie! » Elle monte à cheval, et traverse la place du marché. Les femmes se lèvent, en criant : « Dieu sauve votre grace, si elle n'a pas trempé (*if you be sakeless*) dans la mort du roi (1)! » Le père de Henri réclame l'enquête et accuse Bothwell de meurtre. Dans les rues, à minuit, des voix menaçantes s'élèvent en chœur et demandent justice. Élisabeth renvoie à la reine son serviteur Lutini, que cette dernière fait examiner par Bothwell, et qui, au lieu d'un châtiment, reçoit une gratification pécuniaire. Tout le soin du gouvernement est remis à Bothwell, qui, quinze jours après le meurtre, passe toutes ses journées avec la reine. La cour habite Seton et reprend ses amusemens ordinaires. On arrange des parties d'arbalète; Marie et Bothwell jouent contre Seton et Huntley. L'enjeu est un repas que Seton et Huntley perdent. Ils paient la partie, et le repas est mêlé de musique et de chants. Knox prend alors la fuite, et un grand mouvement d'horreur se répand dans la bourgeoisie. Les Guises même et Catherine de Médicis blâment, non le meurtre, mais l'éclat du meurtre. De toutes parts on écrit à Marie, d'Angleterre, d'Italie et de France, que ce crime est exécrable, qu'elle ne doit pas tarder à le punir, que l'Europe a horreur de cet assassinat prémédité, et qu'on a les yeux sur elle. Enivrée de son amour pour Bothwell, amour qui dès ce moment n'est plus l'objet d'un doute, elle le comble de faveurs, tout en le livrant à un tribunal par une vaine comédie, simulacre de jugement qui ne trompe personne. « Révélez et vengez! » crie Jean Knox aux citoyens, du haut de sa chaire, avant de s'enfuir et de se retirer dans les bois. *Reveal and revenge!* Je n'emprunte point ces détails à Buchanan, à Knox, aux calvinistes, aux diffamateurs de la reine, aux lettres extraites de la fatale cassette; lettres arguées de faux par ses défenseurs, bien qu'elle ne les ait jamais récusées pendant les dix-huit ans de sa prison et de son procès. Je les puise dans la correspondance de ses amis et de ses serviteurs. La malédiction universelle et l'anathème du pays s'élevaient contre cette dissimulation lente et implacable, ce mélange d'adultère et de meurtre, ce crime habile du Midi, forfait préparé avec un art profond, exécuté avec amour, vengeant le crime brutal du Nord, le meurtre sauvage de Riccio. Mais plus d'une tache de sang et de perfidie marquera encore la lutte des deux civilisa-

(1) Drury à Cecil, 28 février 1567.

tions avant que la tête de Marie, roulant sous la hache, annonce la défaite du catholicisme en Écosse.

Dans une entrevue nocturne et secrète avec Mar, gouverneur du château d'Édimbourg, elle lui rend ses terres confisquées en échange du gouvernement de ce château qu'elle donne à Bothwell. Blackness, Inch, et la supériorité de Leith, tombent dans ses mains. Murray demande permission de quitter le royaume. Elle voit à quel précipice sa passion l'a entraînée, et elle pleure; sa beauté se flétrit (1), ses joues se creusent, elle ordonne une messe solennelle avec chants funèbres (*dirge*) pour l'ame de Darnley, et elle y assiste en tremblant. Enfin, le 12 avril, toute la ville étant occupée par les troupes de Bothwell, qui avait distribué quatre mille hommes dans les rues et placé dans la cour du palais de justice deux cents arquebusiers, mèche allumée, il se rend au tribunal, tout armé, monté sur un beau cheval de guerre que Marie venait de lui donner. Le peuple reconnut avec horreur qu'il avait appartenu à Darnley. D'une fenêtre du palais, Marie Stuart et Marie Fleming, qui le voient passer, lui font un signe d'encouragement et d'amitié, que l'ambassadeur français Du Croc et un de ses domestiques aperçoivent. Tout était disposé d'avance. Quand le père de Henri Darnley, Lennox, se présenta aux portes de la ville, escorté d'une troupe d'hommes armés, on lui répondit qu'il entrerait, mais suivi de six personnes seulement (2). Il rebroussa chemin. Bothwell, ne trouvant pas d'accusateur, fut acquitté à l'unanimité par un jury frappé d'épouvante, et l'envoyé d'Élisabeth, le prévôt-maréchal de Berwick, chargé d'une lettre de cette reine qui pressait Marie de faire justice et de rendre évidente sa propre innocence, ne put avoir accès auprès d'elle. On le traita de « misérable Anglais, » et on le renvoya couvert d'injures. Isolée de tous ses sujets par cette série d'actes aussi imprudens que coupables, Marie remplace par une compagnie d'arquebusiers les citoyens et les magistrats au costume noir et rouge et aux longues hallebardes, qui, selon la coutume antique, lui servaient de gardes-du-corps (3); elle fait confirmer par son parlement la sentence du jury, choisit Bothwell comme gardien et porteur de la couronne et du sceptre quand elle se rend aux communes, accorde aux protestans

(1) Archives d'Angleterre, Drury à Cecil, 29 mars 1567.

(2) Forster à Cecil, 15 avril 1567.

(3) Drury à Cecil, 10 avril 1567.

des concessions importantes, dans l'espoir de vaincre les répugnances et de gagner les cœurs qui s'éloignaient d'elle, ferme l'oreille aux remontrances des ambassadeurs de France, à la clameur sourde et furieuse des bourgeois, confère à Bothwell plusieurs seigneuries, châteaux et principautés, et se trouve ainsi seule en face de sa passion satisfaite, de ce jugement inique, de cette collusion évidente et de sa ruine imminente.

Il faudrait un volume pour analyser les faits curieux contenus dans les manuscrits de l'époque, journaux des citoyens, lettres dues à des plumes contemporaines, matériaux qui se pressent et s'accumulent dans un étroit espace de temps, et qui tous montrent Marie livrée à la passion la plus aveugle, à cette hallucination impérieuse qui ne laisse place ni au raisonnement ni à la crainte.

Bientôt, le 19 avril, on voit une compagnie d'arquebusiers entourer la taverne d'Ansley à Édimbourg. Là sont réunis les principaux nobles que Bothwell a invités à souper. On boit jusqu'à minuit. Alors Bothwell, tirant de sa poche une autorisation signée de la reine, et se levant, lit cette autorisation, puis un engagement (*band*) contenant promesse de soutenir et d'aider Bothwell dans son dessein d'épouser Marie Stuart. Il réclame la signature de tous les seigneurs : un seul convive, lord Églinton, se sauve par une fenêtre (1). Les autres, ou gagnés ou effrayés, signent le *band*. L'audace et le succès de Bothwell emportent et entraînent tout avec lui. Cependant il n'y avait pas un de ces mouvemens dont Élisabeth ne fût avertie jour pour jour, même d'avance, ou par ses agens, ou par les seigneurs qu'elle entretenait à sa solde. Ainsi, le lendemain du souper, Grange, un des personnages d'Écosse les plus considérables, révélait au duc de Bedford (2) ce qui venait de se passer : « La reine est folle ; les nobles sont esclaves ; tout ce qui est déshonnête règne maintenant à la cour. Dieu puisse nous délivrer ! Bientôt la reine épousera Bothwell. Sa passion pour lui a bu toute honte. Peu m'importe, disait-elle hier, que je perde pour lui France, Écosse et Angleterre. Plutôt que de le quitter, j'irai au bout du monde avec lui en jupon blanc. » — Une autre lettre anonyme qui existe encore, et qui a été écrite à minuit, le 24 avril, par un espion d'Élisabeth, lui communique les révélations suivantes : « La femme de Bothwell et Both-

(1) Lettre des commissaires d'Élisabeth à la reine, 11 octobre 1568. Mémoires d'Anderson, tom. IV, pag. 60, Musée britannique.

(2) 20 avril 1567, lettre manuscrite.

well vont divorcer. Bothwell a réuni une troupe de ses amis, et il compte, dans la journée d'aujourd'hui *jeudi*, enlever la reine et la mener à Dunbar. Jugez si c'est de son aveu ou non? Vous en saurez des nouvelles vendredi ou samedi, si vous trouvez bon que je vous fournisse encore des renseignemens. A minuit (1). »

L'espion était bien informé. Bothwell, avec huit cents lances, rencontre le cortége de Marie à deux lieues d'Édimbourg, sur le pont d'Almond, et, après un simulacre de combat et de violence, la conduit dans son château de Dunbar. « Ne craignez rien, disait un affidé de Bothwell à Melvil, fait prisonnier avec elle, tout ceci est du consentement de la reine (2). » — « La reine, écrit Grange à Bedford (2), ne s'arrêtera pas qu'elle n'ait ruiné tout ce qui est honnête dans le pays. On lui a persuadé de se laisser enlever par Bothwell pour accomplir plus tôt leur mariage. C'était chose concertée entre eux avant le meurtre de Darnley, dont elle est la conseillère, et son amant l'exécuteur. Beaucoup voudraient venger l'assassinat; mais on redoute votre reine (Élisabeth). On me presse de me charger de la vengeance, et de deux choses l'une, ou je le vengerai, ou je quitterai le pays. Bothwell est résolu à se défaire de moi, s'il le peut; elle a placé son fils (Jacques Ier) entre les mains qui ont tué son père. Dites-moi, je vous prie, les intentions de votre maîtresse. Je m'appuierais plus volontiers sur l'Angleterre; mais, si nous nous rejetons sur la France, je crois que nous y trouverons de la faveur (3). »

En deux jours, le divorce est prononcé. Après avoir habité quelque temps dans le château de Bothwell, elle monte à cheval et se rend avec lui à Édimbourg. Aux portes de la ville, les soldats jettent leurs lances pour échapper à l'accusation de haute trahison; Bothwell descend de cheval, prend la bride du palefroi de la reine et la conduit ainsi jusqu'à la citadelle, pendant qu'une salve d'artillerie salue cette entrée triomphale, remarquable par l'humilité affectée du vainqueur et l'obéissance simulée de la reine. Les bourgeois, affligés, se taisaient, et les protestans mêlaient l'ironie à leurs exécrations. Il y avait deux mois qu'une ligue formidable, dans laquelle entraient comme à l'ordinaire les confidens intimes de Marie, entre autres Melvil, s'était formée contre Bothwell; l'existence de cette ligue est prouvée pour la première fois par la découverte de la correspondance secrète entre

(1) Archives d'Angleterre.
(2) Mémoires de Melvil, pag 80.
(3) Copie de cette lettre, archives d'Angleterre.

Melvil et Kirkaldy (1). On y voit que la reine Élisabeth (2) n'ignorait pas les plus minces détails relatifs à la cour d'Écosse. « Hier, dit Randolf dans une lettre à Leicester (3), je me suis promené avec la reine Élisabeth dans le jardin du palais, et nous avons beaucoup parlé, et avec grand mécontentement, des faits et gestes de la reine d'Écosse. Élisabeth est honteuse d'elle et la déteste. Quoique Élisabeth trouve très mauvais que ses sujets contrarient les penchans de leur souveraine, elle blâme et redoute extrêmement le mariage avec Bothwell. Elle est toutefois très en colère contre Grange, qui ose parler d'une tête couronnée, quelle que soit la conduite de cette dernière, comme on parlerait de la dernière fille publique. » La dignité royale d'Élisabeth se révolte contre des sujets assez téméraires pour accuser et juger leur reine; toujours prête à tirer parti des fautes de Marie, et ne voulant ni la sauver, ni la défendre, elle réclame seulement un respect aveugle pour les faiblesses du trône.

Depuis le meurtre de Riccio, Marie Stuart, par l'imprudence de sa vengeance et l'impétuosité de son amour, s'est chargée de faire elle-même les affaires du calvinisme; son histoire a subi une impulsion tellement passionnée, que ce mouvement des intérêts et des crimes, se précipitant comme un torrent qui écume, laisse à peine à l'observateur le temps de s'arrêter aux détails caractéristiques. Le collaborateur de Knox, Craig, reçoit la mission de publier les bans du mariage et s'y refuse. Appelé devant le conseil privé, ce ministre inflexible répond à Bothwell qu'il ne veut point sanctionner l'union de sa reine avec « un adultère, un ravisseur, un meurtrier. » On lui intime l'ordre d'obéir; il rentre dans son église, proclame les bans des nouveaux époux, et ajoute à cette proclamation les mots suivans : « Je prends à témoin le ciel et la terre que j'abhorre et déteste ce mariage, odieux et scandaleux au monde, et j'exhorte les fidèles à prier de toute leur ame que Dieu s'oppose encore à une union contraire à toute raison et toute bonne conscience, pour le repos et le bonheur de cet infortuné pays! » La congrégation répondit *amen*. Les bourgeois retournèrent chez eux, persuadés que Marie était ensorcelée, s'entretenant des moyens magiques et philtres amoureux dont Bothwell avait appris le secret pendant ses voyages en Italie, et

(1) Archives d'Angleterre, lettre copiée par le secrétaire de Cecil, à qui lord Bedford l'envoya.

(2) 8 mai 1567. Archives d'Angleterre.

(3) 10 mai 1567.

racontant l'histoire de lady Buccleugh, séduite et perdue, quelques années auparavant, par le même Bothwell (1). La magie de Bothwell, ruse et audace, réussit en effet, et, le 15 mai 1567, dans la salle de réception d'Holyrood, sans pompe et sans magnificence, au milieu d'un silence sombre et profond, le mariage fut célébré. Marie portait encore ses habits de veuve, présage dont la menace n'avait pas été vaine une première fois. On trouva placardé sur la porte du château un papier portant ce vers d'Ovide : « Les femmes méchantes se marient au mois de mai, selon le proverbe. »

« Mense malas maïo nubere, vulgus ait. »

Tant de sinistres avertissemens n'avaient pas arrêté Marie dans sa course funeste; mais une fois Bothwell devenu son mari, elle regarda autour d'elle. On peut juger de la misère de son ame par les rapports de Du Croc, ambassadeur de France, et de Drury, agent de l'Angleterre. Tout est, dans ses actions, trouble, désespoir, violence et inquiétude. On lui apprend que la ligue des seigneurs confédérés contre Bothwell prend de la consistance. « Allons donc! dit-elle. Athol est faible; je fermerai la bouche d'Argyle; Morton vient d'ôter ses bottes; elles sont encore poudreuses; je le renverrai d'où il vient. » Elle affecte la joie, se pare de robes de velours, se promène par la ville, et fait célébrer des tournois et des joûtes. Mais quelquefois, au milieu de ces signes extérieurs d'allégresse, ses larmes jaillissent. Bothwell, maître de lui-même, la domine en particulier et lui témoigne en public une déférence excessive. Il ne lui parle que tête nue. Un jour Marie, par un retour de coquetterie folâtre, reprend de ses mains la toque chargée de plumes et la lui enfonce sur la tête. Quand ces deux personnes sont seules et enfermées dans le même appartement, on entend de l'extérieur des cris, des sanglots, et ces paroles de Marie : « Donnez-moi un couteau, que je me tue! » C'est Melvil, ami de Marie, qui rapporte ces détails (2). Le jour même du mariage, Du Croc, ambassadeur de France (3), va rendre visite aux époux, et, interrompant une scène domestique de la plus grande violence, trouve Marie baignée de pleurs et Bothwell courroucé. C'étaient les orages inséparables non-seulement d'une telle alliance, mêlée de crime, teinte de sang, pleine de remords, mais du choc inévitable

(1) Drury à Cecil, lettres d'avril 1567.

(2) Mémoires, pag. 127.

(3) Bibliothèque royale, collection de Harlay, 218.

de deux ames impérieuses et de deux esprits arrogans. Les lettres des ambassadeurs français et italiens sont d'autant plus précieuses qu'elles corroborent et sanctionnent toutes les inductions et tous les faits contenus dans les correspondances des ambassadeurs anglais. La vérité est que les envoyés d'Élisabeth n'avaient aucun intérêt à exagérer la situation de l'Écosse et les erreurs de Marie. Ils savaient bien à qui ils avaient affaire, et que toute leur influence auprès de Cecil et de sa maîtresse dépendait de la complète exactitude de leurs récits.

On ne lui laissa pas long-temps le loisir des tournois et des fêtes. Ceux même qui ont trempé dans le meurtre de Darnley, se joignent aux confédérés, marchent contre Bothwell et forment une ligue si formidable, que Marie et son nouveau maître se renferment dans le château de Borthwick. Les capitaines et les soldats indignés se refusent à l'appel de leur suzeraine. Bothwell ne compte plus qu'une seule compagnie de gens d'armes qui lui soient dévoués, celle du capitaine Cullen, complice de l'assassinat de Darnley. Assiégés dans Borthwick, ils s'enfuient de deux côtés différens, Bothwell par une poterne, Marie déguisée en soldat, bottée et éperonnée; ils se rejoignent à Dunbar. Malgré l'autorité sacrée du nom royal, ils ne peuvent réunir que deux mille hommes, et vont se retrancher sur la colline de Carberry. Après une tentative inutile de pacification, essayée par l'ambassadeur Du Croc, Bothwell, s'apercevant que la plupart de ses soldats désertent, sort du camp, et s'avance, précédé d'un héraut, vers le camp ennemi. Ici se place une scène féodale d'un admirable effet, que Roberston a fort mal exposée, faute d'en posséder les élémens historiques. Aux sons de la trompette du héraut, James Murray de Tullybardine se présente comme champion du roi assassiné. Bothwell refuse de combattre un adversaire qui n'est pas « son pair. » Morton se présente aussitôt, et offre le combat, à pied, à outrance, à l'épée (*two-handed*), qu'on soulevait avec les deux mains, tant elle était lourde. Lyndsay de Byres, parent de Darnley, lui dispute cet honneur, implore les barons, les prie de ne pas lui enlever son droit et de lui accorder la permission de se battre pour sa cause. Morton lui cède, et le prie d'accepter sa propre épée, le vieux glaive (*two-handed*) qui avait appartenu au guerrier célèbre Archibald Bell-the-Cat, énorme instrument que l'on suspendait derrière l'épaule comme un carquois, la poignée se trouvant au niveau du casque et la pointe traînant à terre. Lyndsay s'arme, s'agenouille devant la ligne de bataille, prie Dieu à haute voix de fortifier son bras contre le criminel, et attend Bothwell.

Ce dernier, ardent au combat qui devait terminer la querelle, essaie inutilement de vaincre les résistances de la reine; elle s'oppose à la rencontre. Ce fut peut-être la plus imprudente et la plus folle marque de tendresse que lui donna Marie; elle imprimait sur l'écusson déjà souillé de son amant la tache la plus ineffaçable, celle de lâcheté. Alors tous les soldats de Marie se débandent, passent à l'ennemi et la laissent seule avec Bothwell, soixante hommes et ses arquebusiers. Elle parcourt les rangs, montée sur son palefroi, harangue, implore, sollicite les soldats et ne peut en retenir un seul. Enfin, la désertion étant complète, elle demande à parlementer.

— Oui, lui répond Grange, si vous renvoyez cet homme qui est près de vous, l'assassin du roi.

— Je quitterai le duc, et me remettrai en vos mains, si vous me promettez obéissance.

On le promet. L'imprudente reine se livre. Bothwell, avec lequel elle se consulte un moment et qu'elle prend à part, hésite. Elle lui prouve que tout est perdu, qu'il faut se quitter.

— Me tiendrez-vous, lui demande Bothwell, la promesse que vous m'avez faite de ne m'abandonner jamais?

— Oui.

Elle lui tend la main. C'était un dernier adieu. Il remonte à cheval, et part au galop (1). Ces deux personnes étaient destinées à ne plus se revoir. Traitée d'abord avec courtoisie par les vainqueurs, Marie veut faire parvenir une lettre aux chefs de son parti, aux Hamiltons.

— Cela est impossible, madame, lui dit Grange.

— Comment! osez-vous me traiter en prisonnière? J'en appelle à votre parole. Vous m'avez promis obéissance.

On ne l'écoute pas; elle éclate en reproches. Comme à son ordinaire, le danger la réveille, le malheur l'excite, l'irritation met en saillie les élémens violens et tragiques de son caractère.

— Lyndsay, dit-elle à celui que nous avons vu paraître tout à l'heure, l'un des plus farouches parmi les barons confédérés ; — Lyndsay, votre main!

Il tendit cette main, dont il ôta le gantelet de fer. Elle y plaça la sienne.

— Par cette main, s'écria-t-elle, que vous tenez dans la vôtre, j'aurai pour ceci votre tête (2)!

(1) Du Croc, lettre à Catherine de Médicis. Bibliothèque royale.

(2) Archives d'Angleterre, Drury à Cecil, 18 juin 1567.

Malheureuse! elle ne prit point la tête de Lyndsay, et donna la sienne. A Édimbourg, le peuple l'accueille par des huées. On la nomme adultère, meurtrière, infame! Elle était surtout catholique. Les femmes l'environnent et la couvrent de malédictions. Les soldats font ondoyer sous ses yeux une bannière sur laquelle on a peint Darnley assassiné, et au-dessous : *Vengeance!*

Enfermée et gardée à vue dans la maison du prévôt, elle est séparée de ses femmes, et passe la nuit seule dans les larmes, entendant le bruit des pas mesurés des sentinelles qui la surveillent. Le matin, à travers les barreaux de sa fenêtre, elle voit encore la bannière accusatrice suspendue en face de ses croisées; raffinement d'habile cruauté, que le génie humain sait reproduire à toutes les époques, chez tous les peuples, envers toutes les victimes, innocentes ou coupables. Ce besoin infernal de faire saigner la victime, cette jouissance cherchée dans l'agonie d'une créature misérable, arrêtèrent le tombereau de Marie-Antoinette devant les Tuileries, celui de Bailly sur le Champ-de-Mars. Cet aspect la jette dans le délire (1); elle arrache ses vêtemens, et se montre presque nue aux bourgeois, que la compassion saisit et qui s'armaient pour la délivrer, lorsque les seigneurs, craignant ce mouvement, la firent monter sur un mauvais cheval, à peine vêtue, la figure souillée de boue, ruisselante de larmes, entre Lyndsay et Ruthven, deux animaux sauvages sous figure d'homme. De sa prison, elle avait essayé de faire parvenir à Bothwell une lettre qui lui réitérait la promesse de ne l'abandonner jamais. La lettre fut interceptée, et l'on redoubla de rigueurs. Enfin elle arrive à sa nouvelle prison, au château de Lochleven, propriété de Douglas, un des confédérés, château situé au milieu d'un lac; Marie n'a plus un seul ami, pas même Du Croc, témoin de tant d'imprudences contre lesquelles il s'est inutilement efforcé de la garantir, et qui s'entend avec les barons pour placer la couronne sur la tête de Jacques I[er], fils de la reine. Balfour, impliqué d'une manière si terrible dans l'assassinat de Darnley et ami intime de Bothwell, achète son propre salut en livrant les secrets de son ami, une cassette d'argent contenant les lettres de Marie à Bothwell et le célèbre *band* pour l'assassinat de Darnley. Les originaux de ces lettres et de ce *band* ne s'étant pas retrouvés, il est vraisemblable que les seigneurs, compromis comme Bothwell et Balfour, dans le complot contre Darnley, ont profité de l'occasion pour détruire la preuve matérielle de leur crime. Quant à la

(1) Jean Beaton à son frère, 17 juin 1567.

correspondance originale de Marie et de Bothwell, on prétend que Jacques Ier, fils de Marie Stuart, s'empressa d'anéantir ces traces accusatrices des erreurs maternelles. Les défenseurs de Marie ont constamment repoussé comme fausses les lettres que Buchanan a publiées, et qui cependant, comme le dit très bien Robertson, contiennent des détails tellement circonstanciés et se rapportent si exactement aux dépositions de tous les témoins, qu'il est difficile à un juge impartial de ne pas admettre leur authenticité.

Après l'explosion du *Kirk in the field* et la mort de Darnley, Knox avait pris la fuite et laissé le champ libre aux passions de la jeune femme, qui, remplissant la scène, comme nous venons de le voir, a mieux servi la cause protestante que mille prédications n'auraient pu le faire. Marie une fois à Lochleven, le prédicateur reparaît; et quelle satire, et quelle ironie, et quelle violence font retentir alors la chaire d'Edimbourg! Les paroles de ce Bossuet-Marat tombent de la tribune sainte, *canonnant*, comme dit Randolf, à boulets rouges. Il enflamme le populaire, aide de toute sa puissance les confédérés, établit le calvinisme en Écosse, perd définitivement Marie Stuart, autre Armide, symbole dangereux et exécré du papisme, et creuse à la fois le tombeau de cette malheureuse femme et le sillon de puritanisme invincible où germèrent les longues guerres du Covenant.

Marie était vaincue avec le catholicisme. Elle était vaincue par ses fautes, vaincue par ses passions; il ne lui restait plus que cet ascendant de sa parole et de sa beauté, de sa séduction et de sa grace, prestiges qui ne l'abandonnèrent qu'au moment où la hache de Fotheringay termina son agonie. Murray, son frère naturel, dont l'adresse et la prévoyance n'ont touché qu'aux intrigues et non pas aux crimes esquissés par nous, s'entend avec Élisabeth et s'empare de la régence. On le reconnaît pour chef du royaume. Il fait exécuter sommairement et presque sans forme de procès les instrumens subalternes du meurtre de Darnley; il se hâte, « car leurs confessions, dit Bedford, le mettaient dans un grand embarras; elles accusaient ses amis, ses confidens, les seigneurs qui avaient porté Murray à la régence. » On poursuit Bothwell, qui s'échappe, passe en Norvége, arme quelques vaisseaux, fait la piraterie, et meurt quelques années plus tard dans un cachot de Norvége, sans pain et sans feu. Ce fut au milieu de ces évènemens et n'ayant plus pour ressource qu'elle seule, que Marie Stuart trouva moyen de quitter sa prison et d'échapper à la geôlière redoutable qu'on lui avait donnée. Une des plus cu-

rieuses découvertes accomplies par les investigateurs que j'ai cités, c'est une lettre italienne datée du 21 mai 1558, et dans laquelle l'envoyé du grand-duc Cosme de Médicis, Petrucci, raconte à son maître, et dans le plus grand détail, *la manière dont la reine d'Écosse est parvenue à s'échapper de Lochleven* (1). Si l'on rapproche de la charmante narration que Walter Scott a brodée sur ce canevas (2) la trame antique des faits véritables, dans leur simplicité et leur nudité, on admirera l'instinct divinateur du poète et cette pénétration puissante, qui lui ont tout appris sur les caractères qu'il mettait en jeu. Souvent Walter Scott s'est trompé, volontairement ou à son insu, quant aux dates, aux incidens, aux costumes et détails archéologiques; les ames et les esprits dont il ressuscitait les passions, ne lui ont jamais échappé. C'est le *clarificateur* de l'histoire, comme l'a dit Hazlitt avec un barbarisme expressif, *the clarifyer of history*. L'enthousiaste Douglas, le calviniste Dryfesdale, la coquette, impérieuse, imprudente et charmante Marie, la vieille lady Douglas, sont des portraits dignes de Holbein, dont la vérité semble plus digne d'éloge, à mesure que l'on approfondit les documens de l'histoire.

La mère du régent Murray, femme dure et violente, était chargée de garder la captive. Elle avait un petit-fils de dix-huit ans, George Douglas, que les malheurs et la beauté de Marie touchèrent et enflammèrent. Il résolut de tromper sa mère et de sauver Marie. Son premier plan ne réussit pas. Il lui fit revêtir un habit de paysanne semblable en tout au costume porté par la blanchisseuse du château. Déjà la reine mettait le pied dans la barque qui allait l'emporter, lorsque la blancheur et la forme de ses mains la trahirent. Le batelier donne l'alarme; elle est ramenée dans sa prison. La grand'mère de Douglas le chasse de la forteresse; mais le jeune homme y avait laissé un confident et un camarade, page de sa grand'mère, plus jeune que lui, et qu'il aimait tant, qu'on appelait ce dernier le *petit Douglas*. George parti, le « petit Douglas » se charge de l'entreprise et la mène à bonne fin. La châtelaine était à table, et son page la servait. Il s'approche de la table, laisse tomber comme par mégarde une serviette sur la clé du château déposée auprès de la douairière, et continue son service. Quelques minutes s'écoulent, la clé est oubliée; le

(1) « Modo che la regina di Scotia ha usato per liberarsi dalla prigione. » Collection du prince Labanoff. (Extrait des archives médicéennes.)

(2) *The Abbot.*

page la relève, l'emporte avec le linge, et court vers Marie Stuart. Celle-ci se dirige vers la porte d'entrée, la franchit, laisse le page la refermer en dehors pour arrêter toute poursuite, se jette dans un bateau amarré pour le service de la garnison, et rame elle-même. Il y avait des vedettes postées dans les environs par les amis de Marie. A peine le bateau est-il en mouvement, un homme, étendu sur le gazon de la rive opposée et placé là comme sentinelle par les Hamiltons, vit la barque glisser sur les eaux et s'avancer portant une femme debout, tenant par la main une jeune fille. Le voile blanc de la reine, bordé d'une frange pourpre, signal convenu de sa délivrance, flottait au vent. Bientôt les chevaux de George Douglas et de lord Seaton accourent au galop sur la berge : « Spiegato un suo velo « bianco, con un fioco rosso, fe il segno concertato, a chi l'atten- « deva che ella veniva, al quale segno quello che era disteso in terra « su la ripa del lago levatossi e con un altro segno advisati li cavalieri « del vilagio, etc. » La reine s'élance aussitôt à cheval, part au galop, traverse le Frith, ne s'arrête que pour écrire à Bothwell, et atteint le château d'Hamilton, où bientôt une armée de six mille hommes, convoqués sous sa bannière par les Hamiltons, vient la rejoindre.

On sait que cette armée fut complètement battue à Langsyde. Elle fit assurément peu de résistance; la perte qu'elle causa aux ennemis fut d'*un seul homme* (1). Marie, placée sur une colline, voit cette déroute, prend la fuite, atteint l'abbaye de Dundrennan, fait dix lieues d'une seule traite, au galop, et, saisie d'effroi, se réfugie en Angleterre. C'est toujours ce premier mouvement qui décide les actions de Marie et qui la ruine. Sa cause n'était pas désespérée; en l'absence de Bothwell, et soutenue par les Hamiltons, elle eût pu rétablir ses affaires. Mais elle posséda toujours l'élan du courage, jamais le courage de la patience. On lui représente vainement qu'Élisabeth est sa plus réelle ennemie; elle veut tenter le sort. « C'est ma requête pressante, écrit-elle à cette reine dans une lettre datée de Workington, et conservée au Musée britannique (2), que votre majesté m'envoie chercher le plus tôt possible, car ma condition est pitoyable, je ne dis pas pour une reine, mais pour une simple bourgeoise. Je n'ai pas d'autre vêtement que celui qui me couvrait quand j'ai quitté le champ de bataille. Le premier jour, j'ai fait soixante milles à franc étrier, et

(1) *Avertissement of the conflict in Scotland*, archives d'Angl., 16 mai 1568.
(2) Mary to Elizabeth, *Caligula*, c. I, fol. 68.

depuis, je n'ai osé me mettre en route que la nuit. » Elle se livrait donc à cette femme orgueilleuse qu'elle-même avait courroucée en s'emparant de ses armes et de ses titres, à une femme plus âgée qu'elle, jalouse, pleine de prétentions et de vanité, ayant tous les amours-propres, depuis la fierté la plus haute jusqu'à la coquetterie la plus puérile; odieuse créature qui avait employé l'argent anglais à soudoyer des traîtres autour de Marie, qui l'avait entravée, entourée de piéges, embarrassée, trompée et perdue autant qu'il était en elle; qui ne l'avait pas jetée dans le danger, il suffisait bien des imprudences de Marie pour la perdre, mais qui l'avait poussée et précipitée de toute sa force vers le dernier abîme; s'entendant avec ses ennemis pour la renverser, avec ses amis pour la trahir, avec les bourgeois pour saper son autorité, avec les calvinistes pour la diffamer. Élisabeth fut joyeuse quand elle eut mis la main sur cette femme qui la gênait. Elle traîna en longueur le procès intenté par Murray contre sa sœur; elle se plut à prolonger l'agonie et le déshonneur de Marie Stuart, et affectant une impartialité souveraine, heureuse de satisfaire sa vengeance, son orgueil et son dépit, elle laissa le glaive suspendu cruellement pendant près de vingt années au-dessus de la tête de Marie. Mais un jour il arrive que la prisonnière semble dangereuse à sa geôlière; aussitôt Élisabeth résout de la tuer, non par le bourreau, mais par l'assassinat.

C'était en septembre 1572; le parti catholique de la captive se relevait. L'Écosse était lasse de Murray. Le joug des seigneurs qui avaient tué Darnley et livré à la potence leurs complices inférieurs paraissait dur au peuple; les Hamiltons étaient en campagne pour la reine, lorsque le catholicisme frappa un grand coup, si grand qu'il vibre encore. Les Guises, que Charles IX soutenait, et qui traînaient à leur suite les municipalités catholiques, voulurent en finir avec le protestantisme en France. La plupart de ceux qui les gênaient furent massacrés en une nuit. La Saint-Barthélemy eut lieu. Tout le Midi tressaillit de joie. Le Vatican se para de fleurs et s'illumina de cierges. On vit rire Philippe II, qui n'avait jamais ri (1). Ce qu'il y eut de rage et de douleur dans le Nord protestant est difficile à peindre.

Pendant que les courtisans d'Aranjuez s'étonnaient de voir un rayon et un sourire sur la figure de leur maître, Élisabeth, la reine du protestantisme, recevait l'ambassadeur français dans une chambre tendue de noir, éclairée par des cierges comme un cénotaphe, au milieu des

(1) Saint-Goar, ambassade d'Espagne; manuscrit, Bibl. du roi.

seigneurs en deuil, le front baissé, elle-même en deuil, tous gardant un silence profond, refusant de lui adresser d'autres reproches que ce silence menaçant. Calvinistes d'Écosse, anglicans de Londres et des provinces, ne désiraient que vengeance, massacre pour massacre et sang pour sang. Les catholiques des deux royaumes, pleins de joie et d'espoir, prenaient les armes et répétaient le nom de Marie Stuart; c'était une sainte et une victime. En politique, un personnage qui semble dangereux et qui est faible et qui est haï, n'a pas long-temps à vivre. La première mesure à laquelle pensèrent non-seulement Élisabeth, mais les protestans, Cecil, Leicester, les communes, les pairs, ce fut la mort de la captive, espérance, centre et instrument des mouvemens catholiques. Burghley, ministre d'Élisabeth, demande officiellement aux évêques anglicans si en de telles circonstances la mort de Marie Stuart est légitime. Leur réponse affirmative existe au Musée britannique (1). A peine la réponse des évêques est-elle rédigée, la chambre des communes rédige la sienne : une pétition, aussi calme par le style que résolue au meurtre, demande la tête de Marie. Cette ardeur à tuer une reine effraie Élisabeth, qui n'aimait pas ces manifestations contre la royauté, et qui savait que, lorsqu'on touche à une couronne, toutes les couronnes tremblent. Elle ordonne le silence; il lui semble plus convenable et meilleur d'assassiner en secret, par trahison, moyennant un infame marché, sans montrer la main qui frappe, sans se trahir, sans encourir le blâme du monde et de l'histoire, la déplorable femme qui lui avait demandé protection et asile. Robertson, qui n'a pas connu la correspondance secrète, récemment explorée, entre les divers agens d'Élisabeth, s'est trompé complètement sur les intentions de cette reine et les manœuvres des barons écossais. Il ne s'agissait pas de remettre Marie Stuart entre les mains du régent, mais de la faire égorger par les Écossais dès qu'elle aurait mis le pied en Écosse. Ce fait, aujourd'hui avéré, est un des plus curieux entre tous les crimes dont l'histoire, qui n'est pas pauvre de crimes, s'enrichit à mesure que l'on descend dans ses cavernes.

Un Killigrew, ancêtre de ces Killigrew qui jouèrent ensuite à la cour des Stuarts un rôle si bouffon, reçut d'Élisabeth, de Cecil et de Leicester, seuls complices du meurtre résolu, la confidence de ce projet. Il partit pour l'Écosse avec des instructions détaillées, dont il remplit la teneur avec beaucoup de soin, de zèle et d'activité. Il était question de livrer la captive aux mains de ses ennemis écossais,

(1) *Caligula*, c. II, fol. 221.

sous la condition, par eux, de la tuer secrètement, rapidement et sans compromettre Élisabeth. Ces derniers y consentirent, mais demandèrent de l'argent; on en promit, moins qu'ils en exigeaient. Les choses en étaient là, et l'on marchandait avec une activité commerciale le sang de Marie, quand le principal vendeur du meurtre, le régent Mar, qui avait succédé à Murray assassiné, expira tout à coup; ce fut le salut de la princesse. Déjà un nommé Elphinstone et le prieur de Dumferling s'étaient chargés des menus détails de l'assassinat; Cecil avait écrit lettres sur lettres pour en presser l'exécution; Killigrew avait mené la chose avec toute l'habileté possible. Cette mort inattendue rompit des négociations tramées avec tant de secret, que trois siècles et les recherches de vingt historiens n'en avaient pas soulevé le premier voile. Toutes les lettres relatives à cet assassinat convenu sont conservées dans les archives d'Angleterre (1) et au Musée britannique (2), et viennent d'être imprimées par M. Patrick Fraser Tytler, dans son *Histoire d'Écosse*. Elles ne laissent pas le moindre doute. Il faut y voir avec quelle simplicité et quelle innocence ces hommes d'état s'entretiennent de *la grande affaire*, de *la chose en question*, de *faire ce qui est dit*, de *faire et cetera* (*to do etc.*), de *dépêcher l'affaire*, ce qui signifie vendre et acheter la tête d'une femme. « Les Écossais nous livreront leurs otages dans les champs, dit Killigrew, pour gage et garantie de *l'affaire*. Nous ne les garderons pas long-temps, tout sera fini en quatre heures (3). »

Sa vie était sauve, mais sa cause perdue. Knox put se réjouir du fond de son lit de mort. Les catholiques n'osaient plus remuer en Écosse et en Angleterre. Je ne parle pas de l'Irlande catholique, dont la barbarie était si complète, que l'on s'occupait seulement d'elle pour aller, de temps à autre, mettre le feu à ses cabanes. Elle envoya vers cette époque au duc d'Argyle un ambassadeur, « lequel, dit Randolf, fit le voyage à pied, couvert d'un manteau de couleur safran, sans chemise et sans bas. On le reçut; mais il ne voulut ni se raser, ni mettre une chemise, ni coucher ailleurs que dans la cheminée, sur

(1) Killigrew to Burghley, 23 novembre 1572, ms. — Id., 23 novembre 1572. — Id., 14 septembre 1572. — Id., 29 septembre 1572. — Id., 9 octobre 1572. — Id., 13 octobre 1572. — Id., 19 octobre 1572.

(2) *Caligula*, c. III, fol. 370, 373, 374.

(3) Les preuves historiques de ce fait sont tellement nombreuses, que les lettres relatives aux intrigues et négociations de Killigrew occuperaient environ cent pages in-8°.

les cendres. » L'Écosse était plus avancée. On a vu cependant combien elle respectait peu le sang des hommes, et quels étaient ces barons toujours prêts à planter leur poignard dans la poitrine qui leur faisait obstacle, et ce Knox, adversaire de Marie Stuart et du Midi, résumant dans sa conduite et sa doctrine l'austère et implacable moralité de la réforme septentrionale. Il meurt à soixante-sept ans, dans sa maison d'Édimbourg, heureux, satisfait, assouvi après cette œuvre. Son histoire est celle de la révolution qu'a dirigée sa volonté. Désintéressé, ardent, farouche, le remords de ses cruautés le frappa vaguement, lorsque, se soulevant sur son lit funèbre, il essaya de justifier et de laver la tache de sa vie. « Plusieurs m'ont reproché et me reprochent, dit-il, ma sévérité et ma rigueur. Dieu sait que mon cœur n'eut jamais de haine contre les personnes sur lesquelles je fis tonner les jugemens de Dieu. Je n'ai détesté que leurs vices, et j'ai travaillé de toute ma puissance, afin de les gagner au Christ. Que je n'aie été clément pour aucun crime, de telle condition qu'il fût, je l'ai fait par crainte de mon Dieu, qui m'avait placé dans les fonctions du saint ministère et qui m'appelle à lui rendre compte. Pour vous, mes frères, combattez le bon combat, faites l'œuvre de Dieu avec courage et une volonté entière. Dieu vous bénira d'en haut, et les portes de l'enfer ne prévaudront pas ! » Ses derniers soupirs furent une malédiction et une prophétie. Grange avait déserté la cause des barons et pris en main celle de la reine. Knox lui envoya dire qu'il eût à mettre bas les armes, ou que le bras de Dieu s'appesantirait sur lui. « Sors de ta tanière de brigand, lui écrivait-il, ou bientôt on viendra t'en tirer; je t'annonce, de par le Dieu qui se venge, que tu seras pendu au gibet sous le soleil ardent (1). » Un mois ne s'était pas écoulé depuis la mort de Knox, que Grange, « vrai chevalier, humble, gent, doux et agneau dans la maison, mais lion au combat, personnage fort, vigoureux, de belles complexion et proportion, dit Melvil (2), » marchait au supplice, conduit par l'ami de Knox, soldat-prêtre, David Lyndsay, qui pendit Grange au gibet, sous le soleil ardent, en chantant les psaumes en écossais.

Avec la vie de Grange s'éteignait le dernier espoir des Guises et du Midi catholique. Marie n'avait plus de sujets; son fidèle et dernier serviteur, sir Adam Gordon d'Auchendover, cherchait asile en France. Le parti catholique se décourageait et se démembrait; le

(1) *Knox's life*, by Mac-Crie.
(2) *Melvil's Memoirs*, pag. 257.

duc d'Albe correspondait avec Élisabeth et neutralisait les efforts de son maître Philippe II; Catherine de Médicis négociait avec la reine d'Angleterre, qui feignait de vouloir épouser le duc d'Alençon. En 1574, treize années avant la mort de Marie, sa couronne était en débris. Elle passa ces longues années à lutter inutilement contre la fatalité qui la pressait, à correspondre avec le Midi, dont elle était le représentant vaincu, à implorer et à taquiner Élisabeth, et à éveiller autour d'elle cet intérêt passionné qui mena le duc de Norfolk à l'échafaud. Le seul espoir de salut pour elle eût été le silence, le repos et le renoncement; elle ne put s'y soumettre. Après dix-huit ans d'une captivité dont le martyre brisa son cœur sans apaiser l'activité de son esprit, le bourreau parut et la hache tomba, appelés par cette lettre de Marie à Élisabeth qu'elle plaignait charitablement «d'être vieille, hors d'âge, insultée par ses jeunes amans, et raillée par l'Europe.» Nous la laisserons sur le seuil de cette prison qui est sa tombe. Les documens publiés par le prince de Labanoff, Von Raumer et Gonzalès la montrent aussi empressée et aussi habile à tramer des intrigues dangereuses, et en définitive funestes, au sein de son cachot que pendant sa liberté. Qu'il nous suffise d'avoir jeté quelque lumière sur cette ame de femme, qui exagéra les défauts, les faiblesses et les ressources de la femme. Jamais le poète par excellence, Dieu qui prépara la scène de nos passions brisées contre la nécessité, ne jeta créature humaine dans les conditions d'un drame plus tragique.

Ce n'est point, on le voit, par une affectation de rhéteur que j'ai montré le Midi et le Nord, le calvinisme et le catholicisme, Knox et Marie Stuart face à face, l'un comme symbole du devoir poussé jusqu'à la barbarie, l'autre comme type de la volupté, de l'entraînement et de la passion. Je m'arrête au moment où leur lutte s'achève. Les passions nationales ont consacré des volumes à ces deux personnages diversement coupables. Quant à Marie, les chroniques modernes n'offrent point de problème plus curieux. Si sa vie avait été pure et son malheur immérité, la mémoire des peuples l'eût couronnée en l'oubliant, comme elle a fait de Jane Gray. Si, dans cette ame ardente, il y avait eu plus de vice que de passion, elle eût dormi dans un coin de l'histoire avec les monstres, Isabeau, Messaline, ou la Brinvilliers. Mais c'est un être sensible, éloquent, passionné, jeune, beau, souvent coupable, trop souvent criminel, instrument d'un parti puissant qui se charge de son apothéose, adversaire du parti contraire qui la traîne dans la fange des calomnies; c'est quelque chose de si déchu et de si lumineux, de si violent

et de si débile, de si hautain et de si tendre; c'est une ame si impétueuse, un esprit si distingué, un cœur si souvent déçu, que jamais la transformation épique, dont les races humaines ont le besoin, ne s'est exercée sur un sujet plus favorable. Malheur aux êtres sublimes qui provoquent l'incrédulité par une perfection trop complète, une vertu trop haute, une grandeur trop pure. Voyez Jeanne d'Arc; les peuples n'ont pas compris cet ange guerrier. Mais le protestant par son aversion, le catholique par sa sympathie, la femme par ses dévouemens, le vieillard par ses tristesses, le jeune homme par ses désirs, tout le monde a compris l'héroïne de Fotheringay; elle frappait toutes les fibres humaines, haines et amours, tout ce qui est passion, préjugé, mouvement populaire, noble pitié, tous les enthousiasmes, tous les souvenirs, toutes les faiblesses.

PHILARÈTE CHASLES.

LA HOLLANDE.

I. — Mœurs et Caractère du Pays.

Il est un pays qui, par sa situation géographique, par son peu de force et d'étendue, semble devoir être dans la dépendance continuelle des deux grandes nations qui l'avoisinent, un pays qui a passé par toutes les formes de gouvernement, qui a subi à différentes reprises l'invasion étrangère, qui a été le théâtre de toutes les guerres politiques et religieuses, le refuge des juifs de Portugal et des protestans de France, l'asile de Bayle et de Mirabeau, et qui, après toutes ces guerres, tout ce conflit de tant d'opinions et de tant de croyances diverses, a gardé un caractère tel qu'il n'en existe pas un plus ferme et plus marqué dans l'Europe entière. Ce royaume, on l'a déjà reconnu, c'est la Hollande.

Dès les temps les plus reculés, il semble que cette longue et profonde vallée qui s'étend entre la Meuse et le Rhin jusqu'aux rives de la mer du Nord ait été destinée à devenir la proie de toutes les ambitions. D'abord envahie par différentes tribus de la race germanique, subjuguée par les Romains, asservie par les Francs, soumise à Charlemagne, sous le règne des faibles successeurs du grand homme, la Hollande ne sort de son asservissement que pour se diviser et se mutiler elle-même. Elle est gouvernée par des princes, par des comtes, par des évêques, jaloux l'un de l'autre, avides d'argent et de pouvoir.

Des discussions s'élèvent parmi le peuple, discussions violentes et opiniâtres qui arment le frère contre le frère et se prolongent pendant des siècles. Au commencement du XIVe siècle, il en surgit une en Frise qui a duré deux cents ans; en 1340, une autre dans la Gueldre, moins longue, mais non moins envenimée, et neuf ans après, on voit éclater la terrible lutte des *hoeksche* et des *kabeljausche* (hameçons et morues), qui, pendant plus d'un siècle et demi, divise les villes et les villages, et dont le dernier germe n'est pas encore anéanti.

Au milieu de ces dissensions intestines qui affaiblissaient également la bourgeoisie et le peuple, le pouvoir des comtes de Flandre grandit; leurs vastes domaines sont réunis à la maison de Bourgogne, et tantôt par la force, tantôt par des alliances, les ducs de Bourgogne finissent par se rendre peu à peu maîtres des Pays-Bas. Marie de Bourgogne, en épousant Maximilien, les apporte pour dot à l'Autriche. Charles-Quint les réunit, en 1548, à la monarchie espagnole. Trente ans après, la Hollande, soutenue par le génie de Guillaume-le-Taciturne, par un austère sentiment de liberté et une profonde croyance religieuse, brise violemment le joug de l'inquisition et de l'absolutisme. Puis la voilà organisée en république, toute meurtrie encore de son rude combat, mais ferme et résolue, effaçant par sa sagesse les désastres qu'elle a soufferts, relevant les murailles de ses villes, agrandissant ses ports et remplissant les mers du bruit de son nom. L'Orient et le Nord lui sont ouverts. Le monde entier devient tributaire de cette petite confédération d'armateurs et de marchands. Louis XIV l'envahit, et quelques années plus tard c'est elle qui dicte des lois à Louis XIV. Bientôt cependant arrive le temps des révolutions orageuses et des grandes calamités; les élémens eux-mêmes luttent contre la malheureuse république; l'hiver fraie un chemin à l'armée de Pichegru, et la conduit au cœur du pays. La Hollande est vaincue, sa liberté est anéantie. Ces fières provinces, ces provinces qui avaient résisté à Philippe II et signé l'union d'Utrecht, perdent tout ce qui leur restait de leur ancienne constitution, tout, jusqu'à leur nom, jusqu'à leurs anciennes limites, et le lion batave, sans griffes et sans force, laissant tomber son faisceau de flèches, n'est plus qu'un vain ornement dans l'écusson d'un roi.

Mais à peine l'orage est-il passé, que ce pays se relève avec le même caractère, la même physionomie, pareil à ses prairies, qui, après avoir été submergées, reparaissent au printemps telles qu'elles étaient avant l'inondation. C'est qu'il y a là une race d'hommes calme

et réfléchie, qui ne se laisse point fasciner par les rêves de gloire ou de fortune des autres peuples, qui résiste au malheur par la patience, et maintient avec fermeté les vertus peu brillantes, mais sérieuses, qu'elle a héritées de ses pères. La nature, qui souvent trompe ces hommes, leur apprend à être prudens, et la mer avec laquelle ils sont toujours en lutte leur fait un devoir d'être tenaces.

Je ne connais pas un pays plus durement, plus injustement traité dans les descriptions de voyage que la Hollande. Un grand nombre d'étrangers la visitent cependant chaque année et pourraient apprendre à la connaître telle qu'elle est réellement. Mais les uns arrivent là comme par acquit de conscience, pour traverser La Haye, jeter un coup d'œil sur Amsterdam, inscrire leur nom dans la cabane de Pierre-le-Grand et repartir. D'autres y viennent avec des idées toutes faites, un point de vue arrêté d'avance, et se croiraient déshonorés si à leur retour ils s'avisaient de juger la Hollande plus sérieusement que ceux qui les ont précédés dans cette facile exploration. Que d'épigrammes en vers et en prose n'a-t-on pas faites sur l'avarice et la sécheresse de cœur des Hollandais! combien de charmantes facéties sur leur habitude de fumer et sur le lavage quotidien des rues et des maisons! Il y a des gens qui croient encore sincèrement que le pavé de Broek est frotté chaque matin comme un parquet de la Chaussée-d'Antin, qu'il est défendu d'éternuer et à plus forte raison de cracher dans les rues, que les poules et les chats sont bannis de cet Eldorado de la propreté, et qu'en arrivant là on est tenu d'ôter ses bottes et de chausser des babouches. Il y a des gens qui se figurent que le Hollandais, la pipe et le verre de genièvre, ne forment qu'un seul et même individu. Je comprends que le duc d'Albe, dans sa ferveur de catholique et sa haine d'Espagnol contre un peuple de protestans révoltés, se soit écrié en regardant les plaines affaissées de la Hollande, que c'était le pays le plus voisin de l'enfer. Je comprends que Voltaire, irrité de ses relations avec les libraires d'Amsterdam, ait prononcé en quittant la Hollande sa méchante boutade : « Adieu, canaux, canards, canaille. » Mais que les Anglais et les Allemands, dont les habitudes ont tant de rapport avec celles des Hollandais, se soient avisés aussi de railler cette honnête nation, en vérité, c'est à quoi l'on ne devait pas s'attendre. Or, voici un échantillon des jolies phrases écrites sur la Hollande par les Anglais. C'est le poète Butler qui parle : « Une contrée qui tire cinquante pieds d'eau, et où l'on est comme à fond de cale de la nature. Là, quand les flots de la mer s'élèvent et engloutissent une province,

à l'instant une voie d'eau s'ouvre au flanc du pays. Là les hommes sont sans cesse à la pompe et ne se croient en sûreté que quand ils sentent la puanteur. Ils vivent comme s'ils avaient échoué, et lorsqu'ils meurent, ils sont jetés par-dessus le bord et noyés. Entassés dans leurs navires comme des troupeaux de rats, ils se repaissent de toutes les productions étrangères. Quand leurs marchands font banqueroute, leurs villes font naufrage et périssent. Poissons cannibales, ils mangent d'autres poissons et servent sur leurs tables leurs cousins-germains. Toute cette terre enfin est comme un navire qui a jeté l'ancre et qui s'est amarré. Tant qu'on y vit, on est à bord. »

Voilà ce qu'écrivent dans leur *humour* les Anglais. Quant aux Allemands, ils ont, au dire des Hollandais, plus mal jugé ce pays que qui que ce soit au monde. Cette opinion injuste que les étrangers emportent de la Hollande tient en grande partie, je le répète, à la rapidité avec laquelle on la visite ordinairement; car cette contrée n'est point de celles qui, au premier abord, séduisent l'esprit du voyageur. Pour la connaître et l'apprécier, il faut y mettre de l'attention, il faut l'observer sous ses différens aspects, comme ces fleurs modestes dont on ne découvre les nuances délicates et un peu voilée qu'en écartant l'une après l'autre leurs feuilles à peine entr'ouvertes. Pour moi, j'avoue qu'en posant le pied sur le sol hollandais, au retour d'un voyage dans le Nord, et l'esprit encore tout préoccupé de ses grands paysages, j'éprouvai je ne sais quelle espèce de surprise pénible qui ressemblait à un désenchantement. — Adieu donc, me disais-je, les hautes montagnes de Norvége avec leur couronne de sapins et leur ceinture de nuages. Adieu les lacs limpides de Suède où l'azur du ciel se reflète comme dans un miroir, les vallées mystérieuses protégées par Hulda, divinité de la solitude, et les cascades où le Strœmkarl fait résonner les cordes harmonieuses de sa harpe d'argent.— Debout sur le pont du bateau, je contemple le paysage nouveau qui se déroule à mes regards, et je ne vois qu'une longue plaine d'une teinte uniforme, le fleuve jaune qui fuit dans le lointain, et le ciel chargé de brumes. Çà et là quelques moulins à vent tournent péniblement leurs longs bras au souffle léger qui les fait mouvoir. Une petite maison en briques, lavée et nettoyée comme pour un jour de fête, s'élève au bord d'un étang, entre une charmille taillée en éventail et un if qui a la forme d'un pain de sucre. Une barque glisse sur un canal, un pêcheur s'en revient à pas lents vers sa cabane, portant ses filets sur son épaule. A l'horizon, on aperçoit une pointe de clocher qui surgit au milieu d'un massif d'arbres, et point de colline, point

de sentier escarpé, partout la même plaine verte et humide, partout l'eau, l'eau qui divise les propriétés, l'eau qui croupit au pied des habitations, l'eau qui s'écoule d'un sol marécageux dans les canaux. Vous poursuivez votre route au milieu de ce pays si riche et si peuplé, vous vous attendez peut-être à être bientôt étourdi par les rumeurs d'une foule marchande et industrieuse, et vous ne trouvez qu'un grand silence. Ici les affaires ne se font point avec bruit comme dans les autres pays. L'ouvrier s'en va à pas comptés à son travail; le négociant prend gravement le chemin de la Bourse. Les oisifs s'asseient dans les cabarets sans chanter et sans crier. Le Hollandais, pour qui l'économie est une des vertus essentielles de ce monde, est économe de ses gestes, de ses paroles, comme de son argent. Tout est ici prévu, mesuré et soumis à une impulsion régulière. Tout se meut comme par les rouages d'une machine en bon état. Il y a du silence jusque dans l'activité et dans le mouvement. Les bateaux chargés de marchandises suivent mollement les sinuosités du canal; les bateliers, assis au gouvernail, se laissent ainsi porter vers les vastes entrepôts de Rotterdam ou d'Amsterdam, en fumant leur pipe. Les enfans, qui reviennent de l'école, leur bible sous le bras, ont déjà un petit air grave et doctoral qui doit donner beaucoup de satisfaction à leurs parens, et les animaux même, les chevaux au large poitrail, et les vaches aux lourdes mamelles, posent nonchalamment leur tête sur un tronc de saule, et semblent réfléchir.

Vous entrez dans une ville, et vous ne voyez point de curieux dans les rues, point de gens affairés qui courent çà et là et se heurtent sur les trottoirs, point de fenêtres qui s'ouvrent à l'arrivée de la diligence. La plupart des maisons sont gardées par une chaîne en fer qui s'étend tout le long de la façade et arrête les passans à trois pieds de distance. Les portes, vernies et ornées d'un magnifique marteau en cuivre, sont hermétiquement fermées, et les fenêtres voilées à l'intérieur par une pièce de toile blanche qui en occupe toute la largeur. On dirait des demeures désertes ou habitées par des hommes plongés dans un sommeil fabuleux, comme les personnages de certains contes de fée. Seulement, de temps à autre, une main légère soulève le mystérieux rouleau de toile, une tête blonde se montre derrière les vitres transparentes, une femme jette un regard furtif sur le petit miroir (*l'espion*, comme on l'appelle) placé en dehors de la fenêtre pour refléter ce qui se passe dans la rue, puis le rideau s'abaisse de nouveau, et la jolie curieuse disparaît.

Certes tout cela n'est pas très récréatif, et quand on pense que le

nord et le sud de la Hollande présentent le même aspect, que partout on retrouve la même plaine, les mêmes villes en briques, coupées par les mêmes canaux, on comprend que les voyageurs conduits dans ce pays par une pure curiosité de touriste se hâtent de visiter quelques points importans, et s'en aillent bien vite chercher par-delà le Rhin des sites plus pittoresques et une vie plus animée. Mais vienne un étranger qui ne voudra pas s'en tenir à l'aspect extérieur du pays, qui essaiera de pénétrer dans les habitudes domestiques, dans le génie commercial des Hollandais, de briser cette enveloppe parfois un peu sèche et un peu rude qui cache tant de qualités excellentes, et il aimera la Hollande, et il sera heureux et fier de lui rendre la justice qui lui est accordée si rarement.

Rien de plus admirable comme œuvre d'industrie et de patience que le sol même de la Hollande, tel qu'il est devenu sous la main de l'homme. Quand les vieilles tribus germaniques errant le long de la Meuse et du Rhin vinrent s'établir dans cette contrée, elles n'y trouvèrent qu'une terre si mouvante et si humide, qu'on ne savait, dit Tacite, s'il fallait l'appeler de la terre ou de l'eau. Chaque chef de famille s'en allait alors de distance en distance, cherchant une ondulation de terrain, un tertre de gazon pour y bâtir sa frêle cabane, prêt à fuir avec sa femme et ses enfans, dès que l'eau du fleuve commençait à déborder. Asservis ainsi à tous les accidens du sol et de l'atmosphère, un jour vint où ces hommes voulurent essayer de les prévenir et de les combattre. Ils desséchèrent les marais en creusant des canaux; ils ouvrirent un débouché à l'eau stagnante, et commencèrent à cultiver le terrain. Mais de temps à autre le fleuve enflé bondissait hors de son lit, la mer en courroux envahissait leurs domaines et détruisait le fruit de leurs travaux. Il fallut élever une palissade contre le fleuve et une autre plus forte contre la mer. « La nature, dit un poète hollandais, n'a rien fait pour nous; elle nous a refusé ses dons, et tout ce que l'on voit dans notre pays est l'œuvre du travail, du zèle, de l'industrie (1). »

Une fois qu'on eut ainsi mis la main à l'œuvre, il s'établit une lutte incessante entre l'homme et la nature, entre la population des plaines de la Hollande et les fleuves et la mer qui les dominent. Tout ce pays, placé au-dessous du niveau de l'Océan, est comme une grande cité assiégée par une armée ennemie. Les remparts sont bâtis, les sentinelles sont à leur poste; à la moindre apparence de danger, le tocsin

(1) Helmers, *De Hollandsche Natie.*

sonne, le cri d'alarme retentit dans les villes et les villages; tout le monde accourt sur le point menacé avec des pelles et des pioches, avec des fascines et des lambeaux de toile, et l'on suit avec anxiété le mouvement de la mer, qui gronde, écume et frappe à coups redoublés contre la digue. Si ce rempart affaibli court risque de s'entr'ouvrir, on le calfate comme un navire, avec de la paille, du linge et des mottes de terre. Si ce moyen est insuffisant, on trace derrière l'endroit périlleux un demi-cercle, comme dans une forteresse où l'ennemi vient d'ouvrir une brèche, on construit une nouvelle digue, et lorsque l'eau a rompu la première, elle s'arrête devant celle-ci.

Mais, malgré l'activité et les travaux de défense des Hollandais, que de fois leur implacable ennemi, l'eau de la mer et des fleuves, a franchi les barrières qui lui étaient imposées, et englouti dans sa fureur des milliers d'habitations! Les annales de ce pays sont pleines de désastres pareils à ceux qui viennent de désoler nos malheureuses provinces du midi. Dès le VIe siècle, les traditions signalent déjà une inondation en Frise; il y en eut une autre en 792, 806, 839, 1164, 1170, 1210, 1221, 1230, 1237. A la suite de cette dernière, on vit surgir, au nord de la Hollande, l'île de Vlieland. Trois inondations successives en 1248, 1249, 1250, produisirent une maladie épidémique qui fit périr beaucoup de monde. Au XIIIe siècle, le Zuyderzée (mer du Sud) n'existait pas encore ou n'était tout au plus qu'un lac très étroit. En 1287, une inondation, qui engloutit quatre-vingt mille hommes, lui donna l'étendue et la profondeur qu'il a aujourd'hui. Près de l'ancienne ville de Dordrecht, on aperçoit une espèce de lac parsemé d'un grand nombre de petites îles; c'était autrefois une riche et florissante prairie. En 1421, dans la nuit du 18 novembre, les flots de la mer s'élancèrent de ce côté, engloutirent soixante et douze villages, et noyèrent cent mille hommes. Les inondations continuèrent au XVe et XVIe siècle; il y en eut une en 1570, qui gagna les pointes du sol les plus élevées, et à la suite de laquelle on compta plus de cent mille victimes. A partir de cette époque, l'habileté que les Hollandais avaient acquise dans la construction des digues, les ordonnances qui en réglèrent l'entretien, rendirent les inondations moins fréquentes. Cependant il y en eut encore plusieurs au XVIIIe siècle, et dans l'hiver de 1825 la Hollande fut dans le plus grand danger; Amsterdam même voyait sa haute et forte digue envahie peu à peu par les flots. Le 1er février fut un jour d'angoisses dont les habitans de cette ville ne parlent encore qu'avec un sentiment d'effroi. L'eau montait, montait de toutes parts, et tout le monde était là,

tremblant et incertain, ne sachant où se réfugier, où fuir. Si la progression des vagues eût continué encore pendant un quart d'heure, pas une rue n'échappait au déluge; mais, au dernier moment de la crise, l'onde s'abaissa graduellement, et la ville fut sauvée.

La construction et l'entretien des digues coûtent chaque année des sommes énormes à la Hollande. Les ingénieurs les plus habiles sont employés à ces constructions; une administration particulière ordonne et règle leurs travaux. Une partie des dépenses est comprise dans le budget de l'état; le reste est à la charge des provinces. Chaque propriétaire riverain paie, en sus de la contribution générale, un impôt spécial pour les digues, proportionné à l'étendue de ses propriétés et à leur voisinage de l'eau. De larges digues en fascines ou en terre s'étendent tout le long des rivières et des fleuves; quelques-unes servent de route, comme la chaussée de Blois. D'autres digues plus fortes et plus élevées sont bâties au bord de la mer. Au Helder, c'est une haute muraille construite en talus, et soutenue à sa base par d'énormes blocs de pierre comme la jetée de Cherbourg. A Harlingue, le travail de la digue est encore plus curieux. C'est une palissade de poutres carrées serrées l'une contre l'autre, liées ensemble par des poutres transversales, et protégées du côté de la mer par un amas de grosses pierres. Derrière cette muraille en bois, qui s'élève à douze pieds environ au-dessus du sol, il y en a une seconde formée comme la première de poutres épaisses, mais moins hautes, puis une rangée de pierres de deux pieds de large, puis enfin une troisième palissade en bois, qui s'élève comme la rangée de pierres à trois ou quatre pieds au-dessus du sol. Cette digue s'étend sur toute la côte de la Frise. Qu'on se figure, s'il est possible, ce qu'il a dû en coûter pour amasser toutes ces pièces de bois, pour construire les digues en pierre du Helder dans un pays où il n'y a ni pierres ni bois, où il faut faire venir ces matériaux de la Norvége.

Sur les autres rives de la mer du Nord, il y a en certains endroits des dunes qui sont la meilleure de toutes les digues; mais les Hollandais sont encore obligés de se défendre contre ces barrières naturelles qui les protégent, car le vent mine le flanc de ces dunes, en renverse les sommités, et répand des flots de sable sur les champs et sur les pâturages. Pour prévenir ce danger, on plante de distance en distance des haies de roseaux qui croissent dans le sable et le retiennent, et l'on fait une guerre acharnée aux lapins qui, en allant établir là leur terrier, détruiraient les plantations. Mais les efforts des Hollandais vont plus loin. Dans quelques parties de la contrée, les

dunes ont deux à trois lieues de large; là on ne se contente pas d'arrêter le sable mouvant, on travaille à défricher ces collines arides qui semblent se refuser à toute espèce de culture, et ce travail si difficile, si ingrat en apparence, est assez productif. On jette d'abord dans le sable d'épaisses couches de fumier, puis on y plante des pommes de terre, et la première récolte est d'ordinaire assez abondante pour payer les frais de défrichement. Quand le sol a été ainsi labouré, engraissé, affermi, on y plante de petits chênes que l'on coupe en broussailles au bout de huit ans, puis on les laisse repousser, et de dix ans en dix ans on fait une coupe d'arbustes qui rapporte environ 2 francs par toise. Avec le temps, les collines stériles peuvent être ainsi couvertes de magnifiques forêts, ou converties en pâturages. Il n'y a pas un siècle qu'une partie des environs de Harlem était encore revêtue d'une couche de sable; aujourd'hui c'est l'une des prairies les plus riantes et les plus fécondes de la Hollande. Il n'y a pas trente ans que Woestdunn, la demeure de la noble et illustre famille des Van Lennep, était bornée par des landes sauvages; aujourd'hui le zèle et l'industrie de ses propriétaires en a reculé les limites. Les vieux bancs de sable sont chargés d'arbustes, traversés par de magnifiques allées parsemées de jardins et d'élégantes habitations. Chaque année la charrue trace de nouveaux sillons, chaque année la main de l'homme conquiert un nouveau terrain.

Si des bords de la mer nous redescendons dans l'intérieur du pays, voici d'autres travaux plus difficiles encore et plus persévérans. Là l'homme retranché derrière ses digues, comme l'habitant d'une ville de guerre derrière ses remparts, est sans cesse occupé d'embellir ou de faire fructifier son domaine. Il creuse son sol, il le dessèche, il le façonne comme une matière inachevée que Dieu lui a remise pour lui donner une autre forme. Il perce des canaux, il trace des grandes routes, il bâtit des écluses. Partout enfin, il va, il vient, il agit, il ressemble à la fourmi industrieuse qui, chaque jour, traîne un nouveau fardeau, et amasse dans son grenier le grain de blé avec le brin de paille.

De tous côtés, quand on voyage à travers cette contrée, on trouve les traces du labeur le plus opiniâtre et de l'industrie la plus éclairée. De tous côtés, des édifices imposans s'élèvent sur une terre mouvante qu'il a fallu affermir, des barques sillonnent les canaux, des moulins à vent se meuvent sur leur haute tour, ceux-ci pour moudre le grain, ceux-là pour scier les planches, d'autres pour pomper l'eau d'une plaine marécageuse et la jeter dans un réservoir. L'air, la terre et

l'eau sont tributaires de ce peuple ingénieux et infatigable; il a vaincu les élémens, il leur fait payer son bddget. Il y a deux cents ans que les Hollandais ont exécuté une entreprise que l'on pourrait croire impossible sans le secours des machines actuelles. Ils ont desséché tout le Beemster, et livré à la culture un terrain de plusieurs lieues d'étendue, jusque-là englouti sous les eaux. Maintenant, ils travaillent à dessécher le lac de Harlem. Ce lac a six lieues de longueur, trois de largeur et à peu près quatorze pieds de profondeur. Il en coûtera 20 millions pour faire cette opération; mais, à la place de cette nappe d'eau qui ronge sans cesse ses bords et menace de s'étendre bientôt jusqu'à Amsterdam, on a calculé qu'on aurait dix-huit cents hectares de bonnes terres qui pourraient bien se vendre 800 francs l'hectare, et qu'on épargnerait chaque année les 60,000 francs employés à l'entretien des digues du lac. Dans l'île de Texel, il y avait un vaste espace de terrain sans cesse envahi par les flots de la mer. Une société l'a acheté, l'a fait entourer de digues, et va le revendre avec un bénéfice considérable. On ne comptait là, il y a sept ans, que vingt-cinq habitans. La construction des digues en a déjà amené plus de six cents.

Le chemin de fer qui va d'Amsterdam à Harlem est un travail étonnant de hardiesse. Il passe entre le lac et les vagues profondes de l'Y, sur un sol fangeux que l'eau mine de chaque côté. Il a fallu jeter là des millions de fascines, les couvrir de couches de terre, puis remettre des fascines, puis du sable et de la pierre; bref, il a fallu créer, en quelque sorte, tout l'espace que ce chemin devait parcourir, car à la place où s'étend aujourd'hui le *rail-way*, il n'y avait qu'un marais.

Mais tous ces travaux ne sont rien comparés à ceux qui ont été faits à Amsterdam. Qu'on se figure une ville de deux cent mille ames, avec de larges rues, de magnifiques quais et une foule de grands et beaux édifices, toute bâtie sur pilotis. Pour la construction du palais, plus de vingt mille poutres ont été enfoncées dans le sol à trente ou quarante pieds de profondeur. Ce fait-là peut donner la mesure du reste. Un jour cette ville si riche, si fière de sa banque et de son pouvoir, fut menacée de périr, devinez par quoi? Par un petit ver rapporté des Indes sur les bâtimens de commerce, et qui se mettait tout simplement à ronger les piliers en bois qui servent de base aux habitations. Il semblait que la Providence eût choisi tout exprès l'instrument le plus obscur pour humilier dans son orgueil une des reines du commerce. On ne peut se faire une idée des ravages produits par

le terrible insecte. J'ai vu des blocs de bois d'un pied de circonférence qui ressemblaient à des éponges, tant ils étaient criblés de trous de toutes parts. Un cri d'épouvante s'éleva dans la ville, quand tout à coup on découvrit quel effroyable passe-temps le vermisseau des Indes avait choisi, et comme il pullulait, et comme il s'en allait transpercer chaque poutre et chaque pilier. L'air, l'eau, le climat d'Amsterdam, firent enfin périr cette race funeste, les bons bourgeois se remirent de leur frayeur, et les banquiers comptèrent en sécurité leurs capitaux.

Quelques années après, la capitale du commerce hollandais s'aperçut qu'elle était exposée à un autre péril presque aussi redoutable que le premier. L'Y chariait sans cesse dans son port des masses de sable. Le Zuyderzée, qui rejoint Amsterdam à la mer du Nord, devenait de plus en plus difficile à traverser. Ses bancs de sable semblaient chaque année s'agrandir; en certains endroits, on ne pouvait les franchir qu'à l'aide d'énormes et dispendieuses machines appelées *chameaux*. Après avoir long-temps délibéré sur les moyens de remédier à un état de choses qui devenait de plus en plus alarmant, on s'est mis à l'œuvre, et quand les Hollandais se mettent à l'œuvre, soyez sûr qu'ils achèveront leur entreprise. On a d'abord préservé les bassins de l'encombrement des sables par une grande digue qui défend en même temps la ville contre les inondations de l'Y; puis on a creusé un canal qui va jusqu'à la mer du Nord. Ce canal, qui s'étend sur un espace d'environ vingt-cinq lieues, a trente-six pieds de largeur et vingt-deux pieds de profondeur. Il n'y en a pas un aussi large dans toute l'Europe, pas un dans le monde entier qui ait des écluses si fortes et qui soit creusé si bas. A certains endroits, à Buiksloot, par exemple, la surface de l'eau qu'il renferme est à dix pieds au-dessous du niveau de la mer. Maintenant les navires de commerce, et même les bâtimens de guerre qui vont dans la mer du Nord ou qui en viennent, ne passent plus par le Zuyderzée. Quinze ou dix-huit chevaux les remorquent le long du canal; l'armateur paie 1 fr. 60 c. par cheval et par lieue, plus les droits d'écluse, et l'on calcule que le trajet d'un navire de la mer du Nord dans le bassin d'Amsterdam revient à 1,000 ou 1,200 fr. Mais le trajet peut se faire avec le bon ou le mauvais vent, et en dix-huit heures, tandis qu'autrefois un bâtiment devait attendre pour partir un vent favorable, et pouvait être encore retenu deux ou trois semaines sur le Zuyderzée. Qu'on dise ensuite que le peuple hollandais n'est pas poétique. J'avoue qu'il ne rêve pas comme les Allemands, qu'il ne chante pas comme les Ita-

liens, qu'il n'enfante pas chaque année quelque charmant poème comme les Anglais; mais cette persévérance à vaincre tous les obstacles, cette force de volonté qui maîtrise la nature, ne pourraient-elles pas être considérées comme une vraie et grande poésie?

Je conseillerais à ceux qui viennent en Hollande pour la première fois de faire un détour et d'y arriver par le Rhin, non pas que le Rhin ait ici un aspect aussi riant qu'aux rives de Bingen, ou aussi pittoresque qu'au pied du Drachenfels. Hélas! tant s'en faut. Ce fleuve, si souvent chanté par les poètes et dessiné par les peintres, ce noble et majestueux enfant des montagnes de la Suisse, qui baigne tant de ruines romantiques, et semble porter sur ses flots l'esprit des vieilles légendes, tombe du haut de ses rocs escarpés, de ses côteaux chargés de vignes, dans une plaine monotone, puis s'écoule en silence et s'en va mourir tristement dans les sables de Katwik. Mais, en arrivant par là, on entre immédiatement dans le domaine de l'histoire hollandaise. C'est d'abord Nimègue, que nul Français ne verra sans se rappeler les conquêtes de Louis XIV et le glorieux traité de 1679; puis le château de Loevestein, d'où Grotius s'échappa, caché dans une caisse de livres; puis Gorcum, la première ville prise sur les Espagnols par les gueux de mer; Dordrecht, célèbre par son synode, et tout à coup l'on arrive devant la magnifique rade de Rotterdam.

La plupart des villes de Hollande semblent bâties sur un même modèle, dont Amsterdam et Rotterdam sont les types les plus éclatans; mais chacune d'elles a quelque particularité remarquable ou quelque souvenir historique curieux à étudier. Delft renferme les tombeaux des vieux stathouders et ceux de plusieurs autres hommes célèbres. La Haye est depuis plus de deux cents ans le théâtre principal de la politique hollandaise. C'était jadis la résidence des stathouders, c'est aujourd'hui celle de la famille royale, des hauts fonctionnaires, du corps diplomatique, et le séjour de prédilection de la plupart des étrangers qui visitent la Hollande. C'est de toutes les villes du pays celle qui a le plus subi l'influence française. Il y a là un théâtre français, des salons français, un journal français, et quand on entre dans les magasins, ou quand on passe sur les places publiques, on n'entend parler que français. Ses rues sont larges et élégantes, ses environs charmans. C'est le Bois (*de Boosch*), l'une des plus magnifiques promenades qui existent. C'est une longue ligne de maisons de campagne toutes plus riantes et plus coquettes les unes que les autres. Ce sont de larges enceintes de verdure entourées d'arbres majes-

tueux, des parcs où les cerfs bondissent, des allées de tilleuls où la foule accourt en été; puis, à un quart de lieue de là, les collines de sable arides et solitaires, les dunes qui protégent les cabanes des pêcheurs de Scheveningen, et la mer sillonnée par quelques bateaux, la grande mer du Nord mélancolique et sombre.

Leyde est, comme on sait, une des villes classiques de la philosophie et de l'érudition. Ici les glorieux souvenirs de l'histoire s'allient à ceux de la science. Ici vécurent Grotius, Descartes, Scaliger, Boërhaave, et c'est ici que, pendant le siége de 1574, l'inflexible bourguemestre Van der Werf, cerné dans sa demeure par une foule de citoyens irrités qui lui demandaient du pain, s'avança au-devant d'eux, et leur dit : « Je n'ai point de pain à vous donner, mais prenez mon corps, et partagez-le entre vous. » Ces paroles énergiques ranimèrent le courage du peuple; il se défendit avec une nouvelle vigueur, et les Espagnols furent forcés de lever le siége. L'université de Leyde n'a plus autant de splendeur qu'au temps où on aimait à l'interroger sur les Grecs et sur les Romains, et le nombre des élèves n'est plus aussi considérable. Cependant l'esprit de l'école n'a pas changé. Les professeurs maintiennent autour d'eux les anciennes traditions avec un zèle et une sincérité vraiment exemplaires. J'ose affirmer que nulle part les muses d'Athènes et de Rome ne sont aussi pieusement honorées qu'à Leyde, et que nulle part les étudians ne mettent tant de ferveur à parler latin. J'ai vu un jeune licencié ès-lettres qui avait fait une thèse sur un ancien poème hollandais, et qui devait la soutenir en latin. A chaque instant, le pauvre candidat au grade de docteur était arrêté dans son argumentation par quelque vieille expression néerlandaise qu'il ne pouvait rendre dans la langue des Romains que d'une manière imparfaite, et en faisant de longues périphrases. C'était pitié que de le voir se débattre sous la loi qui lui était imposée, et traduire confusément dans un autre idiome ce qui eût été très clair et très net dans le sien. N'importe pourtant, il allait, il allait, les règlemens académiques l'ordonnant ainsi, et le latin devant être le moyen d'appréciation de toutes les capacités.

Les tulipes de Harlem ne se cotent plus comme des bons sur le trésor à la bourse d'Amsterdam. Le temps n'est plus où un amateur donnait pour une seule de ces fleurs adorées des Hollandais deux voitures de froment, quatre voitures d'orge, quatre bœufs gras, douze brebis, deux mesures de vin, quatre tonnes de bière, deux tonnes de beurre, mille livres de fromage, un vêtement d'homme complet et une coupe d'argent. Hélas! toutes les gloires de ce monde sont

de courte durée, même la gloire des fleurs, ces charmantes filles de la rosée du ciel et des baisers du jour. Le superbe oignon qu'un jardinier enthousiaste avait nommé l'*amiral Enkhuyzen*, est descendu du palais des princes dans le modeste salon du bourgeois; le *Liefkenshoek* ne tente plus que de vulgaires ambitions, et l'on peut avoir aujourd'hui, le dirai-je? pour 50 florins, le *Semper Augustus*, dont le prix s'est élevé une fois jusqu'à 13,000 florins. Malgré cette effroyable dépréciation des fleurs, les habitans de Harlem n'ont pas renoncé à une culture qui leur rapporte encore régulièrement un assez joli bénéfice. En allant du côté du pavillon, ancienne résidence d'été du roi Louis, on passe entre une double rangée de maisons, dont les petites portes soigneusement fermées et les fenêtres gardées par des jalousies ont un air mystérieux et recueilli. C'est là le domaine de Flore. C'est là que le jardinier habile donne des leçons à la nature, développe les graces de l'œillet, embellit le dahlia et perfectionne la tulipe. Harlem a une autre curiosité dont les bourgeois sont assez fiers et à juste titre. C'est un orgue de huit mille tuyaux, le plus grand orgue qui existe au monde. Que si jamais vous allez dans cette ville, n'oubliez pas qu'un jour naquit en ce lieu un homme auquel on donna le nom de Laurent, et qui se fit un surnom de son titre de sacristain (*koster*); que cet homme inventa en l'an de grace 1423 l'art d'imprimer en caractères mobiles : tâchez de ne pas détourner la tête quand vous rencontrerez le lourd monument qu'on lui a élevé sur la place de la cathédrale, et dans le parc, le tableau du pavillon qui le représente au moment où il vient de faire sa découverte, la médaille frappée en son honneur; tâchez enfin, si vous voulez passer aux yeux des habitans de Harlem pour un voyageur un peu lettré, de ne pas trop parler de Guttemberg.

Il n'y a qu'une petite distance de Harlem à Saardam, où chaque touriste se croit obligé d'aller voir la prétendue cabane de Pierre-le-Grand. Le fait est que Pierre-le-Grand n'a jamais passé plus de trois jours dans cette ville, et que, fatigué de la curiosité dont il était l'objet, il se retira à Amsterdam, où il pouvait plus facilement garder l'incognito.

De Saardam, un bateau porte le voyageur au milieu des cités mélancoliques et des riches pâturages de la Nordholland, puis il faut passer le Zuyderzée, et nous voilà dans la province la plus curieuse de tout le royaume, dans la Frise. Là il y a une langue à part, une poésie naïve et originale, des traditions anciennes et des mœurs qui ont un caractère primitif. Ce peuple raconte qu'il vient de l'Inde. Il sait que ses ancêtres ont occupé jadis de vastes domaines, et, quoique

privé de leur pouvoir, il a pourtant conservé leur esprit d'indépendance et leur fierté. Les hommes sont généralement grands et forts. Les femmes ont la taille élancée, les cheveux blonds et abondans, les yeux d'un bleu limpide. Dans toute la Hollande, elles sont renommées pour leur beauté. Elles portent une courte mantille qui dessine élégamment leur taille; un léger bonnet couvre le sommet de leur tête, retombe sur leur col, et deux larges lames d'or leur ceignent les tempes. Les plus riches y ajoutent un diadème en perles ou en diamans. Il y a de simples paysannes qui le dimanche portent ainsi à l'église une parure de 1,800 ou 2,000 fr. Les plus pauvres tiennent beaucoup à porter aussi cette parure. On m'a raconté que des servantes faisaient pendant plusieurs années des économies sur leurs gages dans le but d'acheter d'abord un bandeau en argent, puis de l'échanger plus tard contre un bandeau en or. A voir toute cette belle race de la Frise, ces hommes avec leur mâle figure et leurs formes robustes, ces femmes avec leur démarche à la fois noble et gracieuse, et leur diadème au front, on comprend qu'il y ait en eux un profond sentiment d'orgueil national, et on lit avec plus d'intérêt la légende qui raconte leur origine.

Environ trois cents ans avant Jésus-Christ, il y avait, dit cette légende, dans l'Inde, sur les rives du Gange, un royaume florissant, dont la richesse, la prospérité, étaient célébrées au loin, et qu'on appelait le royaume de Fresia. Il était gouverné par Adel, descendant de Sem, fils de Noé. Un homme nommé Agrammos, d'une extraction obscure, mais ambitieux et hardi, excita parmi le peuple une révolte contre son souverain légitime, le tua et s'empara de son trône. Adel avait trois fils, Friso, Saxo et Bruno, qui furent bannis du royaume et se retirèrent en Grèce. Les uns disent que, dépouillés de leur héritage, ils s'en allèrent philosophiquement chercher celui de la science, et qu'on les vit suivre avec assiduité les leçons de Platon. D'autres rapportent qu'ils se rendirent auprès d'Alexandre, et l'accompagnèrent dans ses expéditions. Friso gagna par sa bravoure la faveur du jeune conquérant, et s'en alla avec lui guerroyer dans l'Inde. Après la mort d'Alexandre, les trois frères firent la paix avec l'usurpateur du trône de leur père, et rentrèrent dans leur patrie; mais ils s'aperçurent bientôt qu'ils avaient perdu la faveur dont ils avaient joui autrefois, et que le peuple ne pouvait leur pardonner d'avoir porté les armes contre la race indienne. Ils résolurent alors d'émigrer de nouveau. Ils avaient entendu parler d'une certaine contrée du Nord qu'on appelait la Germanie. Ce fut de ce côté qu'ils se

dirigèrent. Ils partirent avec une flotte de vingt-quatre bâtimens, et après sept années de navigation, de haltes, de détours, ils arrivèrent sur le sol néerlandais en l'année 312 avant Jésus-Christ. (Les chroniques frisonnes sont très précises et donnent scrupuleusement les chiffres.) La terre sur laquelle Friso venait d'aborder était en grande partie couverte d'eau et déjà occupée par une tribu des Suèves. L'intrépide navigateur, à peine débarqué, leur livra une bataille, et les soumit à son pouvoir; puis, après s'être ainsi emparé du pays, il lui donna son nom, éleva des digues, bâtit des villes, entre autres celle de Stavoren, qui subsiste encore, et qui était consacrée au dieu Stavo. Peu à peu, il porta ses armes victorieuses plus loin, il subjugua d'autres tribus, et soumit à sa domination tout le nord et une partie du sud de la Hollande. Cependant l'accroissement de la population le força d'éloigner de lui ses deux frères et une partie de ses sujets. Saxo se retira en Saxe, et Bruno dans le pays de Brunswick. Quant à Friso, il régna encore plus de soixante ans, et lorsqu'il mourut, on célébra ses funérailles à la manière des Perses.

Des sept grands districts qui formaient autrefois le pays des Frisons, il ne reste que la province de Frise, dont Leeuwarden est la capitale. C'est une ville de dix-huit mille ames, régulière, élégante, bien bâtie. Sa prison a plus d'une fois excité l'attention des hommes qui s'occupent de systèmes pénitentiaires (1). Il n'est personne, je crois, qui n'admire la sagesse de ses règlemens, les heureux résultats obtenus par l'habileté des directeurs, la classification des détenus, et personne sans doute qui ne soit sorti de là avec un profond sentiment de pitié pour ces malheureux entassés dans des dortoirs trop étroits, comme des nègres dans les flancs du négrier. Que le gouvernement hollandais restreigne autant que possible les dépenses de cette prison; qu'il en soit venu, je ne sais comment, à nourrir pour 12 florins par an, dans un pays où toutes les denrées sont fort chères, des hommes qui travaillent tout le jour, cela peut bien être admis; mais qu'au moins il élargisse l'édifice dans lequel sept cents prisonniers sont renfermés, qu'il ne leur refuse pas un peu d'espace pour respirer l'air qui ne coûte rien, l'air qui est la vie! Tant que la prison de Leeuwarden restera telle qu'elle est, les détenus les plus heureux seront certainement les plus coupables, ceux que l'on garde avec des chaînes dans une cellule, car ceux-là ont du moins trois à quatre pieds autour d'eux pour se mouvoir.

(1) M. Ramon de la Sagra, dans un livre sur la Hollande, en a donné une description exacte et détaillée.

A dix lieues de Leeuwarden est Groningue, fondée, dit-on, cent cinquante ans avant Jésus-Christ, conquise par les Romains, ravagée à différentes reprises par les Danois, puis soumise à la domination des évêques d'Utrecht, et maintenant chef-lieu d'une province. C'est la ville la plus considérable du nord de la Hollande. Elle a une université, un bon port, et fait un commerce considérable avec l'Allemagne.

Presque au sortir de Groningue, on entre dans la province de Drenthe, la plus triste, la plus aride de toutes les provinces de la Hollande. A droite, à gauche de la route, on n'aperçoit que des bruyères incultes ou des marais, une terre bourbeuse coupée par un canal où coule une eau noire, où l'on voit de temps à autre passer un bateau chargé de tourbe, qu'un homme, ou une femme, et quelquefois un enfant, attelé à cette cargaison comme un cheval, traîne lentement et péniblement. La tourbe et le produit de quelques bestiaux, voilà les seules ressources de cette malheureuse province, qui, du reste, est à peine peuplée. Assen, qui en est la capitale, ressemble à un village, et de loin en loin on ne rencontre que de pauvres cabanes où l'on ne distingue même plus aucune trace de la propreté hollandaise. Ce sol si ingrat, si humide, a cependant été mis en culture. Une société de bienfaisance, fondée en 1816, par le général Van der Bosch, a établi dans ce sombre district des colonies de pauvres, qui ont déjà produit les résultats les plus satisfaisans. Chaque pauvre en état de travailler peut entrer dans ces colonies. La société lui confie la culture de trois journaux de terre, une vache, un petit porc et quelques brebis. On lui donne en outre chaque jour une livre de pain, chaque semaine un boisseau de pommes de terre et une dizaine de sous, non pas en monnaie ordinaire, mais en petites cartes qui sont acceptées pour une valeur déterminée dans les magasins de la colonie, en sorte qu'il ne peut les dépenser ailleurs, et les employer à un mauvais usage. Le colon doit payer peu à peu, soit par son travail, soit par une partie de sa récolte, ou du produit de ses bestiaux, les avances faites par la société. Il faut qu'il lui remette en outre 10 pour 100 de ce qu'il gagne pour l'administration de la colonie, plus l'intérêt annuel du capital employé à l'achat de la petite propriété qu'il cultive. S'il parvient à se libérer ainsi des engagemens qu'il a contractés, sa situation change complètement, il fait un bail avec la société, et traite avec elle, non plus comme colon, mais comme fermier. Les femmes qui ne peuvent travailler dans les champs filent de la laine. Les enfans vont à l'école, et filent aussi de la laine dans

leurs momens de loisir. Les colons occupent de petites maisons en briques bâties l'une en face de l'autre, de chaque côté de la route, et presque toutes entourées d'arbres fruitiers. Ils sont groupés en familles. Cent familles forment une sous-direction, qui est divisée en sections et subdivisée encore en demi-sections. Il doit y avoir dans chaque sous-direction un médecin, un apothicaire, deux charpentiers, deux maçons, un forgeron, un chapelier; et dans chaque section, un cordonnier, un tailleur, un tisserand et cinq à six femmes occupées à coudre et à tricoter.

Tous les colons travaillent sous la surveillance de leurs chefs de section. Ceux qui se laissent aller à la paresse sont envoyés dans un autre établissement, où on les traite avec beaucoup plus de rigueur. Il y a maintenant dans les quatre colonies fondées par la Société de Bienfaisance près de neuf mille personnes. Quelle admirable institution que celle qui arrache tant de familles à la misère, au vagabondage, pour leur donner un refuge, une existence, qui emploie à des travaux utiles tant de bras oisifs, et élève une foule de pauvres enfans!

De cet asile des malheureux on passe dans la contrée la plus riante, la plus peuplée, la plus riche. D'Arnheim à Utrecht, et d'Utrecht à Amsterdam, la route est bordée de chaque côté par des carrés de fleurs, des allées de tilleuls, des enclos chargés de fruits, des maisons de campagne élégantes et somptueuses. On dirait un immense jardin de banquiers millionnaires. Il y a même çà et là, dans cette splendide province de la Gueldre, quelques collines, et sur chaque colline une villa qui semble regarder avec une profonde pitié les habitations construites dans la plaine.

Les villes de Hollande sont très rapprochées l'une de l'autre, et les moyens de communication très multipliés. Plusieurs fois par jour de larges diligences, où les voyageurs s'entassent comme dans nos omnibus, et des barques traînées par un cheval circulent dans toutes les directions. Le voyage en barque est lent et monotone; mais il est peu coûteux, sans secousse, et plaît beaucoup au peuple hollandais. La diligence va plus vite; les chevaux sont bons, les routes unies et fermes, et l'on ne s'arrête qu'à tous les deux relais pour prendre un petit verre d'eau-de-vie et manger des œufs durs ou une tranche de veau. L'administration des messageries hollandaises, l'unique de son espèce, traite vraiment avec une sorte d'affection les voyageurs qu'elle transporte d'un lieu à un autre, et a pour eux toutes sortes de petites attentions délicates; seulement elle ne peut faire pour eux un contrat avec l'atmosphère, comme avec les relayeurs et les aubergistes,

et j'avoue que, depuis le jour où j'ai posé le pied sur le sol néerlandais jusqu'à celui où je suis rentré en France, j'ai vu souvent la brume pluvieuse et très peu le soleil.

Dans les diverses provinces que j'ai parcourues, on ne trouve plus qu'en bien peu d'endroits ces avenues de charmilles, avec leur forme symétrique et leurs branches tordues, taillées, contournées de manière à représenter une bergère de Théocrite, un dieu de la fable, ou un grave bourgmestre. Les Hollandais s'en moquaient eux-mêmes dès le siècle dernier, comme on peut le voir par un roman de mœurs, l'*Histoire de Willem Leevend*, qui eut un grand succès. Depuis une trentaine d'années, les jardins de Hollande ont subi une grande transformation. Les petits abbés en terre cuite, les belles dames à falbalas et à paniers qui ornaient les avenues, et qui, du bout de leurs doigts mignards, présentaient des fleurs aux passans, ont été arrachés de leurs siéges de pierre et relégués dans la basse-cour ou dans le grenier. Pendant que nos grands mots de liberté et d'égalité retentissaient dans le monde entier, que les peuples et les rois s'ébranlaient au mouvement de notre révolution, les arbres du potager hollandais ont profité de l'émancipation du genre humain. Long-temps comprimés dans de rudes entraves, élagués et taillés à chaque instant par l'active serpette du jardinier, un beau jour ils ont été délivrés de la surveillance du maître, occupé alors de soins plus graves, et ont pris la liberté de grandir et de se développer selon les simples lois de la nature. Puis est venue la guerre, l'impitoyable guerre, qui s'est emparée des naïades en bronze assises au bord des jets d'eau et des tritons boursouflés pour en faire des balles et des baguettes de fusils, puis l'industrie, qui a transformé en un champ de navets les larges avenues et les allées inutiles.

L'intérieur des maisons de campagne a été aussi modifié selon notre goût actuel. Les festons de fleurs ont fait place à la légère ciselure. Les meubles sont devenus à la fois plus simples et plus comfortables. Cependant la Hollande conserve toujours un genre de luxe qu'on ne retrouve nulle part au même degré; ce sont les riches tapis, les laques et les vases de la Chine, les fines tasses en porcelaine que la maîtresse de maison lave et essuie elle-même dès qu'on s'en est servi, de peur que la main maladroite d'une servante ne vienne à les briser. La maison de campagne est la joie, l'orgueil du négociant hollandais. Il aime à la placer au bord des routes fréquentées, à la montrer coquette et reluisante de propreté au milieu d'une belle pelouse verte. Il ne l'entoure pas d'une barrière jalouse

qui en déroberait l'aspect aux voyageurs. Il trace seulement un fossé autour de son domaine et met sur la porte, en grosses lettres, une inscription qui caractérise l'amour qu'il porte à son habitation; c'est *mon repos*, *ma satisfaction*, *plaisir de la campagne*, *vue de la mer* et toutes sortes d'autres attributs non moins tendres et non moins poétiques. C'est là que sa famille se retire en été, et c'est là qu'il va chaque dimanche se reposer des travaux et des calculs de la semaine. Sa journée se passe là comme à la ville au milieu des siens et quelquefois dans un très petit cercle d'amis. On ne connaît pas en Hollande le besoin d'avoir sans cesse du monde autour de soi, de faire ou de recevoir des visites et de s'entendre annoncer le soir dans deux ou trois salons. A part La Haye, où les habitudes françaises ont un certain empire, je ne crois pas qu'il y ait dans tout le royaume une ville où un honnête dandy puisse s'en aller, quand bon lui semble, faire parade de l'éclat de son gilet et de l'irréprochable netteté de ses gants jaunes. La maison hollandaise n'est ouverte qu'aux parens, aux amis intimes, aux gens d'affaires. Deux ou trois fois dans l'hiver, le riche propriétaire, le banquier donnent un grand bal, ou un dîner. Ce jour-là on ouvre les grands appartemens, on étale toutes les magnificences amassées depuis des siècles dans la maison, on prodigue aux convives les productions de l'Orient et les vins de toute sorte. Puis, le lendemain, la housse retombe sur les meubles en soie et en damas, les porcelaines et les cristaux sont remis dans l'armoire, le grand salon est fermé, la famille redescend dans ses petits appartemens et rentre dans son repos. Tout le jour les femmes sont occupées du soin de leur ménage, le soir elles restent avec leurs enfans, et les hommes vont au club se délasser des calculs de la journée. L'art, la science, l'industrie, l'opinion sont représentés par des clubs. A Amsterdam, par exemple, il y en a un où l'on amasse des livres, des tableaux, des sculptures, où l'on donne des concerts; un autre où l'on reçoit les journaux politiques et étrangers; un troisième où l'on trouve une ménagerie et un cabinet d'histoire naturelle; un quatrième qui s'est formé pour avoir seulement trois ou quatre bals et quatre soupers par hiver; un cinquième, qui est le club des patriciens, où l'on trouve peu de journaux, mais plusieurs tables de jeu. Quelques-uns de ces clubs sont très anciens et fort riches. Presque tous ont une maison à eux et un mobilier considérable. Chaque membre a le droit d'amener là au bal ou au concert sa femme ou sa fille, et d'y introduire pour deux ou trois semaines un étranger. Quant aux habitans de la ville

qui ne font pas partie du club, l'entrée leur en est absolument interdite. On n'est admis dans ces sociétés que par voie d'élection, à la pluralité des suffrages. Chaque membre peut même déballotter un candidat, sans en dire le motif et sans se nommer, en déposant tout simplement dans l'urne une pièce de 10 florins. Cette grossière coutume révolte, je dois le dire, beaucoup de Hollandais et sera probablement abolie.

Les bourgeois qui n'ont pas le moyen d'entrer dans ces clubs où la cotisation annuelle est toujours assez élevée, s'en vont le soir avec leur femme et leurs enfans dans des établissemens publics, où un orchestre presque aussi bruyant que celui de Musard exécute avec une rare naïveté les nouveaux opéras, et où une troupe d'acteurs joue en hollandais les vaudevilles de Scribe. Toute la salle est pleine de chaises et de petites tables rangées symétriquement. D'un côté est le théâtre, et de l'autre on voit, ô bénédiction! le buffet du restaurateur et du limonadier, la théière fumante, les larges tranches de veau ou de jambon, dont l'aspect seul amène sur les lèvres des Hollandais un indicible sourire de bonheur. On paie pour entrer dans ce paradis des joies humaines 1 fr. ou 1 fr. 50 c.; et voyez quel comble de félicité! pour cette même rétribution qui donne droit à tant de jouissances intellectuelles, on peut avoir en outre à son choix une grande tasse de thé, du punch ou du genièvre. L'honnête père de famille s'asseoit avec les siens à une table, prend comme un nabab, des mains du garçon, la longue pipe en terre qui se donne partout gratis dans les plus beaux cafés comme dans les dernières tavernes; puis il commence son souper, il regarde, il écoute, il boit, il fume, et dans ce moment de repos ineffable sans doute il remercie au fond du cœur le bon Dieu qui a donné à l'homme l'arôme du genièvre et de l'eau-de-vie, la musique de M. Auber, et les couplets de M. Scribe. Le lazzaroni couché au soleil sur un des quais de Naples, l'ouvrier de Paris enchanté un dimanche par le marchand de vins de la barrière, ne sont certainement pas plus heureux que ce digne bourgeois d'Amsterdam entouré d'un nuage de fumée et savourant goutte à goutte la liqueur qu'il s'est fait servir.

L'habitude que les Hollandais ont toujours eue de tenir leur porte close, de ne recevoir les personnes de leur connaissance qu'à certains jours de l'année, et de se retrancher à leurs heures de loisir dans l'enceinte d'un club, peut bien passer pour de l'insociabilité. Eux-mêmes le reconnaissent, et ne cherchent pas à s'en corriger. Ils pourraient cependant alléguer comme cause de cette insociabilité

plusieurs raisons qui, tout en ne l'excusant pas entièrement, tempèrent du moins ce qu'elle aurait de choquant si on la regardait comme un vice de caractère ou une boutade. D'abord, le Hollandais est de sa nature réservé et taciturne. Son éducation, son esprit ne le portent pas à rechercher les dehors brillans, à s'exercer à cette joûte vive et capricieuse qu'on appelle le langage du monde, et à convoiter le suffrage des salons. Il aime son travail, ses affaires, l'intérieur de la maison, la vie de famille. La visite d'un étranger dérange nécessairement la régularité systématique de ses habitudes, et apporte de la surprise, du trouble. Avant de l'introduire dans un cercle domestique, le Hollandais veut voir son hôte en particulier; il est froid et contenu avec lui; puis, une fois qu'il le connaît et l'apprécie, il l'accueille avec abandon et cordialité; car il traite les relations du monde avec la même prudence et les mêmes qualités honnêtes que les affaires. Qu'on aille proposer une spéculation à un négociant hollandais, il ne se laissera pas surprendre de prime-abord par tout ce qu'elle pourrait offrir de séduisant; il voudra l'étudier à l'écart, la retourner sous toutes ses faces, l'approfondir; mais quand il aura promis de s'y hasarder, dût toute sa fortune s'y engloutir, il tiendra sa parole. C'est une remarque que j'ai entendu souvent faire à des négocians de notre pays. Nous entrons difficilement en rapport, me disaient-ils, avec les Hollandais; mais, une fois que nos relations sont établies, nous en sommes sûrs.

Une autre cause de l'extrême réserve avec laquelle les Hollandais ouvrent leur maison tient à leur économie. Comme on ne se réunit pas seulement dans ce pays pour se grouper autour d'une cheminée, pour causer et échanger les nouvelles du jour; que, dès qu'une demi-douzaine de personnes se trouvent ensemble, il faut que les dieux de l'abondance y soient aussi, il en résulte que toute réunion est assez coûteuse, et que le Hollandais sacrifie volontiers cette distraction d'un moment à la vertu de ses pères, à l'économie.

Dès leur bas âge, les enfans apprennent à respecter et à pratiquer l'économie. Chaque année, au lieu de leur donner le 1er janvier de fragiles étrennes, leur père leur remet une petite somme d'argent qu'on leur reprend quelques jours après pour la mettre dans une caisse d'épargne. Bientôt ils ont la joie d'administrer eux-mêmes leur capital, d'en toucher les intérêts, de les replacer, et de voir ainsi de mois en mois leur trésor s'accroître. Lorsque, après avoir goûté pendant dix ou quinze ans ces joies du calcul, ils entrent dans les affaires, on peut croire qu'ils connaissent la valeur d'un florin et

qu'ils ne feront pas de folie. Certes on peut bien écrire d'excellentes plaisanteries sur cette façon d'inoculer l'amour de l'or dans le cœur d'un enfant et sur la vie parcimonieuse des plus riches banquiers; mais voici un autre côté de la question. La Hollande est une contrée improductive, une contrée toute maritime, où l'on ne trouve pas même la matière première d'un navire : le bois, le fer, le chanvre (1). Elle ne subsiste que par son commerce, et la prospérité de son commerce repose en partie sur son économie; c'est par l'économie que ce petit pays a fait tant de grandes choses; c'est par-là qu'il peut soutenir les charges énormes qui lui sont imposées aujourd'hui. Ajoutons à ceci que tous les calculs d'économie si chers aux Hollandais sont mis de côté dès qu'il s'agit d'une question d'utilité publique ou de charité. Je ne crois pas qu'il y ait dans aucun pays autant de beaux et vastes établissemens de bienfaisance, de maisons de refuge pour les pauvres et les orphelins, et d'écoles gratuites, qu'il y en a en Hollande; et tous ces établissemens ont été fondés et sont entretenus par les particuliers. La religion exerce à cet égard sur eux une grande influence. Le peuple hollandais est très attaché à ses croyances, et il ne se contente pas de vénérer les maximes de la Bible et de l'Évangile, il les met en pratique. Chaque hiver, de nouvelles listes de souscriptions pour les pauvres sont répandues de toutes parts, et il n'est pas un bourgeois, pas un ouvrier même, qui ne se cotise largement et de bon cœur pour secourir ceux qui souffrent. Chaque fois qu'une digue se rompt, qu'un malheur afflige une partie du pays, on fait un appel à la charité des Hollandais, et toujours ils répondent à cet appel par des dons considérables. Il y a quelques années qu'une des provinces du sud ayant été dévastée par une inondation, on demanda de tout côté des secours pour les victimes de ce désastre. Un jour la souscription fut envoyée chez un négociant de Rotterdam, riche mais parcimonieux, qui habitait une petite maison obscure et se montrait toujours mal vêtu : ce négociant fit remettre aux commissaires 50,000 francs.

Ces mêmes hommes qui oublient si facilement leurs principes d'économie pour secourir les pauvres, ne craindront pas non plus d'outrepasser leur budget ordinaire s'il s'agit d'acheter une œuvre d'art ou un livre précieux. La Hollande est le pays des collections.

(1) A Amsterdam, cette capitale du commerce, cette grande ville où tant de bâtimens viennent chaque jour prendre leur cargaison et faire leurs approvisionnemens, il n'y a pas même de l'eau potable. On la fait venir de dix lieues de là dans des bateaux, et l'hiver, quand les sources et les canaux sont gelés, elle coûte fort cher. L'eau de Seltz est à meilleur marché.

Il y a peu de familles aisées chez lesquelles on ne trouve des meubles, des tableaux, des bijoux d'un autre temps amassés avec soin et conservés avec un respect religieux. Quelques riches particuliers ont des collections qui feraient honneur à des princes. Une partie leur a été léguée par leurs aïeux; le reste, ils l'ont recueilli eux-mêmes à force de recherches et d'argent. Telle est, par exemple, à Amsterdam, la collection de tableaux de MM. Six, Van Brienen et Van der Hoop; à La Haye, la collection d'elzevirs et d'impressions du xv[e] siècle de M. le baron Westreenen; à Leyde, la collection de M. Siebold, à laquelle on a donné le nom de Musée japonais, et qui est un véritable musée de toutes sortes d'objets d'arts, d'ustensiles et de productions de l'Inde. Les collections des villes ont même été en grande partie formées par des particuliers. C'est à un seul homme, par exemple, au savant naturaliste Temminck, que l'université de Leyde doit la prodigieuse quantité d'oiseaux qui est une des principales richesses de son célèbre cabinet d'histoire naturelle. C'est par des négocians, des fonctionnaires, que les cabinets de raretés d'Utrecht, de Groningue et des autres villes se sont successivement agrandis. Il est à regretter que toutes ces collections, formées ainsi de dons graduits, ne soient pas gratuitement ouvertes au public. Nul musée, nul édifice curieux ne s'ouvre sans une rétribution. Passé l'heure de l'office, les églises même sont fermées, et s'il y a là une colonne, un tombeau qui vous intéresse, vous n'y arriverez qu'en payant un tribut au sacristain. La question d'argent se mêle ici à toutes les relations de la vie et se représente à chaque instant sous toutes les formes. Tantôt elle vous apparaît dans les rues sous la figure d'une vieille femme juive qui vous prend par le collet pour vous forcer à voir son étalage de fruits ou de vaisselle, tantôt sous celle d'un colporteur de loterie qui vous poursuit pour vous faire prendre un billet, quelquefois sous la physionomie timide et respectueusement obséquieuse d'un officieux qui s'offre à vous montrer la digue ou à vous indiquer la rue que vous cherchez, et quand vous sortez le soir d'une maison où l'on vous a honnêtement prié à dîner, vous la voyez couverte d'une livrée, portant une bougie pour vous éclairer et attendant un florin. En vérité, la France peut, à bon droit, s'appeler une nation libérale; tous ses trésors d'art et de science sont livrés sans réserve à la curiosité de l'étranger; il peut passer des années entières dans la plus riche bibliothèque du monde sans qu'on lui demande seulement qui il est, et pour entrer au Louvre il n'a qu'à montrer son passeport.

Les paysans de la Hollande sont, comme les habitans des villes,

remarquables par leur esprit d'ordre, de travail, et leurs habitudes d'économie. Ils ont de plus un fonds de moralité que l'on chercherait vainement dans plus d'une maison de La Haye ou d'Amsterdam. Le luxe et la paresse n'ont pas encore corrompu le cœur de leurs filles; c'est dans l'intérieur des villes que le vice recrute ses victimes, et sous ce rapport la statistique d'Amsterdam n'est pas moins triste que celle de Paris. Ce qui sert surtout de sauve-garde aux paysans contre les tentations de la cité, c'est un sentiment religieux si intime, si ferme, que nulle part peut-être, dans ces temps de doute et d'incrédulité, on n'en trouverait un semblable. Tous savent lire, et de préférence ils lisent la Bible, les Psaumes et d'autres livres de piété. Beaucoup d'entre eux ne se contentent pas de graver dans leur mémoire le texte de l'Écriture sainte, l'enseignement des apôtres: ils discutent ce texte comme des théologiens, ils se posent des questions de controverse comme au temps des conciles. Souvent le dimanche, au retour de l'église, on peut les voir assis devant une table, la pipe à la main, analysant le sermon du prêtre, pesant ses paroles, indiquant son côté faible. Il y a en Hollande un traité de théologie en quatre énormes volumes in-quarto qui épouvanterait le plus intrépide cénobite. On vient de le réimprimer pour la vingt-deuxième fois. Tous les paysans veulent avoir cet ouvrage chez eux; presque tous l'ont lu, relu et commenté. De cet esprit d'examen et de discussion résultent nécessairement de vives dissidences entre les habitans d'une même communauté, et dans un pays où tout prend un caractère sérieux et une forme durable, ces dissidences enfantent des sectes. La Hollande est l'une des contrées où il y a le plus de sectes religieuses, mais elles vivent l'une à côté de l'autre dans un accord parfait. Personne ne craint d'avouer sa croyance, car toutes les croyances sont admises par le gouvernement et respectées par les individus.

Le sentiment de l'art, l'amour du chant et de la mélodie n'enchante point les villages de la Hollande comme ceux de l'Allemagne. Que de fois, sur les bords de l'Elbe ou de la Sprée, au pied du Thuringerwald, aux rives charmantes du Danube, je me suis arrêté surpris et charmé tout à coup par la voix harmonieuse de quelques compagnons ouvriers qui se reposaient le long de leur route et chantaient en chœur un de leurs refrains chéris. Le paysan hollandais ne chante pas. A ces foires annuelles, qui sont les vraies fêtes du peuple, à ces *kermisse* tant aimées, on le voit se promener gravement de boutique en boutique avec sa femme ou sa fiancée, puis il entre dans une taverne, il allume sa pipe, se fait servir son verre de bière ou

de genièvre; s'il est riche, sa bouteille de vin; et alors, pour peu que le lieu lui plaise, que sa femme ne cherche pas trop à l'entraîner dehors ou que de bons voisins le retiennent, il court grand risque d'oublier le proverbe que son père lui a appris et qu'il apprendra lui-même un autre jour à ses enfans :

Als de vièn is in der man,
Dan is de wièsheid in de kan.

« Quand le vin est dans l'homme, la sagesse est dans le flacon. »

C'est, du reste, une chose curieuse que ces kermisse avec leurs petites boutiques en plein air, leurs voitures de charlatans, et tout ce monde endimanché qui accourt des environs; chaque ville a la sienne, et même chaque village un peu important. Les fourneaux des marchandes de gauffres, les petites échoppes ambulantes où l'on vend des liqueurs, en sont un des élémens essentiels. A Amsterdam, la kermisse dure un mois, et, du matin au soir, sur les places publiques, la graisse fondue pétille dans la chaudière, les crêpes s'-moncèlent sur le plateau d'étain, et le violon crie dans les tavernes. Heureuse, oh! bienheureuse alors la jeune servante qui a, de par la ville, un cousin ou un fiancé pour lui donner le bras, la promener en grande toilette à travers les magnificences du Kalverstraat, les délices culinaires du Botermarkt, et lui faire savourer le soir le rosbeef du *nachthuys* (1). Quant à celles que la providence n'a pas encore gratifiées d'un cousin ou d'un fiancé, hélas! dans ces jours de joie universelle, elles sont bien délaissées, et l'on en a vu plus d'une réduite alors à payer un homme pour la conduire de rue en rue, tant par jour et tant par heure, comme un cabriolet. Si cet homme a un peu bonne mine, s'il est habillé à neuf, s'il porte une épingle en or à sa chemise, des gants de castor et un chapeau de feutre, si de plus il est propriétaire d'un parapluie, il ne loue son bras et son savoir-vivre qu'à un prix énorme, et la pauvre fille dépense parfois, en quelques promenades de kermisse, toutes ses économies de l'année.

Mais revenons au paysan. C'est une charmante chose que sa petite maison en briques, avec son enclos, sa plantation d'arbres, son canal au bord duquel est amarrée une barque, et ses nids de chaume et de rameaux, où chaque année la cigogne revient, hôte chéri, annoncer le printemps. Tout, dans cette demeure, est rangé avec soin, et entretenu avec une minutieuse propreté; les fenêtres sont lavées

(1) *Nachthuys* (maisons de nuit), cabarets qui ne s'ouvrent qu'à dix heures du soir, et se ferment à cinq heures du matin.

chaque semaine, les meubles essuyés et frottés chaque jour. Pour plus de propreté, on ne fait pas la cuisine dans le corps de logis habité par la famille, mais dans un petit bâtiment à part. La principale pièce de la métairie est celle qui renferme les richesses du paysan, c'est-à-dire la crême, le beurre, le fromage. Les femmes traient les vaches dans des vases en cuivre étincelans comme l'or; le beurre se fait dans une tonne, au moyen d'une mécanique mise en mouvement par un cheval. Le fromage se vend par milliers de pièces dans les villes voisines, et par centaines de milliers dans les pays étrangers.

Dans ces habitations de paysans, la forme des vêtemens, les habitudes ont peu changé. Là toutes les occupations de la vie sont indiquées et pour ainsi dire fixées d'avance par l'usage et par la tradition; chaque jour a son emploi, chaque saison ses fêtes et ses travaux. En été, le paysan se récrée le dimanche à faire trotter ses chevaux, ou à exercer son adresse au jeu de quilles près de l'auberge. En hiver, il patine sur les étangs et les rivières. Les fêtes de famille se célèbrent toujours avec une grande pompe; on voit encore, dans beaucoup de maisons, une porte d'entrée qui ne s'ouvre que pour les trois grandes solennités de la vie: pour l'enfant que l'on va baptiser à l'église, le jeune homme qui mène sa fiancée à l'autel, et le mort que l'on porte dans sa dernière demeure. Si la fermière devient veuve, ordinairement elle épouse son premier valet de ferme. La proposition de mariage se fait ainsi: le jour où les gages des domestiques doivent être payés, la fermière appelle le valet à l'écart, et lui donne ce qui lui est dû; le valet refuse, la femme insiste; si enfin elle le force d'accepter ses gages, c'est un signe qu'elle ne veut pas de lui, et alors il abandonne la maison; sinon il reste et prend la direction des affaires. Mais plus d'une famille de paysans a, comme en Norvége, une longue généalogie dont elle est toute fière, et ne voudrait pas s'allier à une famille moins ancienne. Dans quelques provinces, les jeunes gens qui font la cour aux jeunes filles vont encore, comme dans le nord de la Suède, passer la nuit avec elles sans qu'il en résulte aucune cause de scandale.

Dans certaines villes, on trouve aussi plusieurs usages anciens qui ont résisté à toutes les révolutions. A Harlem par exemple, lorsqu'une femme accouche, on place sur la porte de sa demeure une rosace en dentelles, toute rose si elle a mis au monde un garçon, rose et blanche si elle est mère d'une fille. Autrefois, cette rosace arrêtait la loi elle-même; le juge et l'archer ne pouvaient pénétrer dans une maison, tant qu'ils voyaient sur la porte ce symbole des joies et des souffrances

maternelles. Aujourd'hui, la rosace n'a pas tant de pouvoir, mais elle révèle encore au passant l'évènement qui occupe toute une famille, et l'invite à ne pas troubler, par un vain bruit, la demeure d'une femme qui a besoin de repos. Dans cette même ville, à un certain jour de l'année, les habitans ont coutume de manger un lapin et des pois, en mémoire d'une journée consacrée par les priviléges du moyen-âge, où les bourgeois avaient le droit de chasser, vingt-quatre heures durant, sur les terres de leurs seigneurs. A Leyde, au temps où cette ville s'enrichissait chaque jour par le produit de ses manufactures, il y avait un marché aux cuirs, célèbre dans toute la Hollande et dans plusieurs autres contrées; chaque matin, à quatre heures, la cloche de l'église appelait les bourgeois à ce marché. Maintenant, les manufactures de Leyde ont été écrasées par celles d'Angleterre et de Belgique, la ville se dépeuple, le marché aux cuirs n'existe plus; mais chaque jour, la cloche qui l'annonçait sonne comme autrefois, à quatre heures du matin, et chaque année, dans la même ville, on célèbre l'anniversaire de cette journée mémorable où les Espagnols, qui assiégeaient les remparts, s'enfuirent en désordre. Il en est de même dans les autres provinces pour tout évènement heureux; partout les Hollandais veulent conserver le souvenir de ce qui a jadis occupé ou ému leurs pères, et de ce qui a fait la joie, la gloire, la prospérité de leur pays.

Qu'importe donc la singularité de certaines habitudes, et la raideur peut-être trop apparente de certaines formes dans un pays où l'on trouve tant de vertus essentielles: le sentiment religieux, l'amour de la famille, la probité dans les relations, l'ordre et la persévérance? Les Hollandais n'ont jamais eu, que je sache, la prétention de passer pour un peuple brillant et chevaleresque. Ils ont été puissans sans forfanterie, et quand nous en viendrons à raconter leurs premières expéditions maritimes, nous verrons qu'ils ont eu quelquefois, avec la plus parfaite simplicité du monde, un héroïque courage. Ne nous obstinons donc pas à chercher en eux les qualités qui ne sont pas dans leur nature, et sachons apprécier celles qu'ils ont de temps immémorial. C'est un peuple pratique et raisonnable, deux qualités qui ont bien quelque valeur au temps où nous vivons. C'est, si l'on veut, une grande maison de commerce, intelligente, laborieuse, loyale, qui maîtrise la fortune par son travail, l'assujétit par sa ténacité, et peut inscrire en tête de ses monumens cette devise du passé:

Concordia res parvæ crescunt.

X. MARMIER.

VINETTI.

CONTE BLEU.

So regeln wir die Mond-und Sonnentage
Sitzen vor den Pyramiden
Zü der Volker Hochgericht,
Ueberschwemung, Krieg, und Frieden, —
Und Versiehen kein gesicht.

(GOETHE.)

I.

Par une des premières belles journées du printemps, nous avions visité à la campagne notre ami L..., et nous causions encore sous les touffes d'arbres du jardin, que la nuit était close déjà depuis longtemps. Nuit tiède et pure, douce nuit de juin! Le ciel resplendissait de mille feux, les jasmins épanouis s'exhalaient dans la rosée, et les phalènes curieux venaient par intervalle battre d'une aile lourde le globe de notre lampe, qui, placée sur une table ronde, semblait, au milieu de toute cette verdure, une de ces étoiles tombantes que Goethe voit dans ses rêves fantastiques palpiter dans l'herbe en sifflant : *Sterne die am feucten Boden zischen.*

La conversation avait cessé, lorsque Frédéric dit à Melchior, après une pause générale de quelques instans :

— Voici l'heure et le lieu de nous produire tes fameuses tablettes du Bohême.

— Ce peuple, reprit L..., est une sorte de conte oriental qui n'a ni plan ni suite, et cependant continue toujours; les Bohêmes sont les Bédouins de l'histoire du monde.

— Encore s'ils avaient ce qui constitue la nationalité des Juifs, un Dieu particulier, des lois, des mœurs quelconques : on pourrait admettre que cette race, dispersée de toute antiquité parmi les peuples, reste bohême comme l'autre est restée juive. Mais non, ils ne reconnaissent ni Dieu ni diable; point de culte chez eux, point de mœurs; en place de tout cela, un vagabondage éternel, sans but!

— Ce qu'il y a de certain, c'est que les historiens ne voient pas plus clair que nous dans l'existence exceptionnelle de ce peuple. Il faut renoncer à se l'expliquer. Nous sommes tous de braves chiens à la chaîne, nous ne comprenons rien à l'indépendance effrénée du loup.

— Ces ennemis nés de toute police, continua L..., ces bâtards de l'histoire du monde avec leur double origine indienne et égyptienne, ces vagabonds privilégiés, étrangers partout et partout chez eux, me paraissent n'être sur la terre que pour reproduire éternellement en petit le bizarre chaos de la migration des peuples, cette fièvre chaude de la nature.

— On dirait, reprit Melchior, une ame poétique universelle qui se transforme et reparaît partout dans l'épopée de l'histoire du monde.

— Oui vraiment, poursuivit Frédéric; et quant à moi, je ne serais nullement étonné de voir à présent même l'Orient, le vieil Orient fantastique, se dresser au milieu de nous sous la forme de quelque Isis voilée, et nous aborder le sourire sur les lèvres comme des amis d'enfance.

En ce moment nous aperçûmes la jeune et gracieuse femme de notre ami L... qui venait à nous par la petite allée, tenant entre ses mains un pot de terre où s'épanouissait une fleur bleue, tout étrange, toute singulière. Arrivée à l'endroit où nous étions assis, elle salua Melchior d'un air charmant, et lui présentant le vase : —Voyez, dit-elle, quelle jolie merveille a produite cet oignon d'Égypte dont vous m'avez fait cadeau.

A ces paroles, Melchior se troubla : — C'est impossible! s'écria-t-il; c'est un badinage! — La jeune femme le regardait avec étonnement; lui cependant effleura du bout des doigts le calice de la fleur et se pencha dessus avec une émotion visible : — Vous dites vrai, un oignon égyptien, car il fut trouvé dans la main d'une momie.

— Quoi de plus simple? reprit Frédéric. Notre jeune amie a par mégarde déposé dans la terre cette bulbe singulière, et le germe, après avoir dormi en Égypte des milliers d'années, se ravisant ici, est devenu une belle fleur. Qui pourra comprendre le mystère de la végétation, assigner à la nature l'heure et le lieu? qui pourra dire au principe de vie enfermé dans le germe ou la bulbe d'une plante : tu te développeras ici, et non là; aujourd'hui, et non demain? Que d'expériences semblables n'a-t-on pas faites avec des grains de blé trouvés à Pompeï! Non, il n'y a point entre nous et le passé tant de distance que l'on croit; aujourd'hui encore l'antiquité nous enveloppe et nous enivre, nous respirons son souffle, nous cueillons ses fleurs; l'action du passé est immédiate : que parlez-vous de siècles? Il n'y a point de siècles, le passé tout entier se résume dans ce seul mot : Hier! Hier donc la fleur mystérieuse s'est développée durant la nuit, et maintenant, splendide amaryllis d'azur, s'épanouit à nos yeux par prodige! — Mais dis-nous, Melchior, comment la bulbe précieuse est tombée entre tes mains, car il me semble qu'alors seulement nous pourrons goûter à loisir tous les charmes de cette merveilleuse énigme.

— Volontiers; mais c'est toute une longue histoire à dévider.

Notre belle jardinière s'était assise sur un coussin dans l'herbe, sa petite tête blonde doucement appuyée sur l'épaule de son époux, ses pieds mignons perdus dans les touffes de clochettes et de marguerites; on se tut, et l'attention de tous se porta sur l'histoire de cette fleur, sur ce conte bleu qui s'épanouissait devant nous.

II.

Plusieurs fois déjà, dit Melchior en commençant, je vous ai entretenus de mon séjour dans la Basse-Saxe et de mes fréquentes excursions sur les côtes de la mer allemande. Napoléon, de retour d'Égypte, venait de s'abattre sur l'Italie comme un jeune aigle; la victoire s'attachait partout à ses drapeaux, et moi, pour échapper à tout ce grand bruit de la politique et de la guerre, j'entrepris de visiter les côtes solitaires de la mer. Cependant depuis deux jours j'avais perdu l'Océan de vue, lorsque, non loin des frontières de Hollande, au pied d'un misérable village de pêcheurs, je le retrouvai, je puis le dire, dans toute son impétueuse magnificence.

La tempête, qui depuis plusieurs nuits soulevait la mer dans ses

profondeurs, commença vers le crépuscule du soir à se déchaîner de nouveau. Déjà les flots blanchissaient d'écume, déjà les vagues, se déroulant comme des serpens gigantesques, venaient échouer à la côte où je m'étais attaché dans la contemplation de ce spectacle puissant. Le mugissement des eaux, le tangage furieux des navires à l'horizon lointain, le sifflement des vents, étaient pour moi comme autant de charmes qui me clouaient irrésistiblement à cette place. J'assistais à la résurrection de toutes ces races fabuleuses de la tradition germanique, à la résurrection de ces temps où les esprits formidables des géans restés morts sur les champs de bataille se montraient au sein de la tempête, animant de leur voix la fureur des élémens en délire. J'entendais retentir dans l'air l'antique et sauvage refrain du *lied* danois : — « Vonved, prends garde à toi, Vonved ! » — Et plus grandissait la tempête, plus les vents éclataient avec transport, plus ces paroles de désespoir grondaient à mes oreilles. J'étais tout entier en proie à l'impression sauvage de cette scène de mort et d'épouvante, lorsque soudain un énorme chien de Terre-Neuve se dressa tout velu devant moi, et se mit à aboyer. Bientôt parut le maître de ce chien, un vieillard de haute stature, osseux et robuste. Il était enveloppé d'une ample redingote de drap noir, et portait pour coiffure un bonnet d'astrakan tiré sur ses deux oreilles.

— Qui donc êtes-vous? me cria-t-il d'une voix de Stentor. Que cherchez-vous ici? Voulez-vous donc que la marée vous emporte?

Je m'étais levé en sursaut; je le remerciai de son avertissement, et le priai de m'indiquer le lieu le plus voisin où je pourrais trouver un gîte pour la nuit.

— Vous êtes à deux milles du chemin de Emden, reprit-il, et il n'y a dans tous les environs que des villages de pêcheurs où vous ne rencontrerez pas une auberge.

Nous quittâmes la côte, et nous nous dirigeâmes vers une chaussée qui nous conduisit droit au village, où mon compagnon, ainsi que je l'appris depuis, remplissait les triples fonctions de pasteur, de sacristain et de maître d'école, et faisait à ses heures de loisir le commerce des harengs.

La nuit avait fini par devenir tout-à-fait sombre, et, contrariés par le vent qui soufflait avec violence, nous eûmes toutes les peines du monde à gagner le logis du pasteur. Une fois arrivés à la porte, il ne voulut pas souffrir que je continuasse ma route, et j'avoue que j'acceptai volontiers la cordiale hospitalité qu'il m'offrit. Ce digne homme habitait là, tout seul, avec sa vieille ménagère Catherine, qui ne

manqua pas d'accourir à notre rencontre et de nous faire l'accueil le plus empressé.

Je dus en partie les égards affectueux qu'on me témoigna tout d'abord au bonheur dont je jouissais alors d'étudier à l'université de Goettingue, où le pasteur marchand de harengs avait séjourné jadis quelques années.

Bientôt la ménagère rentra apportant le souper, c'est-à-dire un énorme plat de poissons qu'elle déposa sur la table, en nous promettant d'avance, en manière de compensation à la maigre chère que nous allions faire, un grog incomparable pour les délassemens de la soirée. Elle tint parole, et quelques instans après, munis de bonnes pipes de Hollande, nous étions commodément assis devant la cheminée, les pieds étendus dans l'âtre tout rouge de charbon de terre, et devant nous, sur la corniche, un large pot rempli du rude nectar des marins.

Cependant la tempête mugissait de plus en plus au dehors, et le sentiment du bien-être dont nous jouissions dans cette chambre chaude et bien fermée doublait encore de prix par le contraste.

— Il faut que cette terre soit abandonnée du ciel, murmura le pasteur. Quel temps! Encore des restes de vaisseaux, des restes d'hommes qui vont échouer sur le sable comme avant-hier, le jour où nous avons ramassé notre malheureux Seph et les autres cadavres. Pauvre Seph! soupira le vieillard, si jeune et si beau, et dire que demain on l'enterre!

— Quel est ce Seph?

— Pour vous conter toute l'histoire, c'était un enfant de Bohême que j'ai élevé; plus tard il m'échappa, et avant-hier on l'a trouvé mort sur le rivage. Un autre cadavre gisait auprès de lui, un cadavre basané et tout enveloppé de langes comme un enfant. Demain je les veux ensevelir tous deux en terre sainte, comme des chrétiens. Nous ne creuserons qu'une fosse, pour qu'ils dorment ensemble, côte à côte, jusqu'au jour de la résurrection.

— C'était, continua Catherine, un beau jeune homme brun, avec de longs cheveux noirs qui reluisaient comme la plume d'un corbeau, ainsi qu'on peut le voir encore maintenant, après sa mort. Ses yeux avaient l'éclat de deux charbons ardens; on eût dit un chat sauvage. Il forçait un lièvre à la course. Ah! si vous l'aviez vu grimper sur les arbres comme un écureuil, escalader les murailles....

Ma curiosité était piquée au vif, comme on le pense, et le vieillard,

pour satisfaire au désir que je lui exprimais avec chaleur, ne tarda pas à me confier ce qu'il savait sur le mystérieux jeune homme.

— Il y a vingt ans environ, reprit le pasteur, qu'un soir, comme je rentrais à la maison, je rencontrai au détour du petit sentier qui longe le cimetière, au pied du saule, un bohémien mourant et qui se tordait dans les dernières angoisses d'une effroyable convulsion; près de lui, un enfant de quatre ans, à moitié nu, s'amusait à fouiller la terre. Lorsque je m'approchai, le moribond saisit ma main de sa main crispée, puis, montrant l'enfant, s'écria : *Krahli* (1)! Avec cette parole s'exhala le dernier souffle de sa misérable existence. Le cadavre de ce païen fut enseveli sous le saule; quant à l'enfant, je le pris chez moi, et lui donnai le nom de Joseph, que les gens du village ne tardèrent pas à convertir en celui de Seph-le-Noir. Le petit se montra tout d'abord d'un caractère indisciplinable, et je me vis contraint de recourir aux verges, aux châtimens les plus rigoureux pour amener à des sentimens d'obéissance et d'humanité cette nature impatiente, rebelle et féroce. Lorsque les gens prenaient avec moi le ton de la raillerie, et me voulaient blâmer au sujet de l'hospitalité que j'accordais à cet enfant dans ma maison, je leur demandais s'ils auraient trouvé mauvais que j'élevasse un jeune chien : Eh bien! maintenant, leur disais-je, n'est-il pas plus noble et plus digne du ministère que j'exerce, de conduire ce pauvre enfant à la lumière, à la science de Dieu et des hommes? — Et mes raisons ne manquaient jamais de clore la bouche à tout le monde.

Cependant cet enfant devait être pour nous la cause de chagrins inouis; nous ne l'avons connu que pour le regretter davantage et sentir plus vivement qu'il nous manque, et laisse dans notre maison un vide irréparable. Dès l'âge de douze ans, il savait le latin, et comprenait toute chose que c'était un prodige! Des semaines entières il s'enfermait dans sa chambre, et là, enfoui au milieu de ses livres, il étudiait avec une méthode, un soin, qui dénotaient une incroyable faculté d'application. Puis, tout à coup, le naturel reparaissait, et sans qu'on pût le moins du monde se rendre compte d'un changement si radical, il redevenait sombre, sauvage, presque stupide; il courait comme un possédé autour du village ou sur les côtes de la mer, plongeait comme une mouette dans les flots en rumeur,

(1) *Krahli*, roi. Les rois de Servie, au XIIIe siècle, s'appelaient *Krahles*. Aujourd'hui encore, en Bohême, *Kraal* signifie roi.

ou grimpait sur les plus hautes cimes, à la conquête des nids de faucons. Vers le soir, il revenait d'ordinaire; mais farouche, inquiet, ombrageux, il se glissait par la petite porte de la cour, et souvent, pour éviter mes remontrances, rampait dans les ténèbres jusqu'à la hutte du chien, avec lequel il passait la nuit. Ainsi grandissait cet enfant. Lorsqu'il eut quelques années de plus, il me devint un compagnon précieux, un auxiliaire presque indispensable; le jour, il m'aidait à tenir mon école, et le soir, lorsque je m'asseyais à mon clavier, il prenait son violon et m'accompagnait des heures entières sur cet instrument dont il jouait à merveille sans avoir jamais eu d'autre maître que son instinct. Quelquefois il me faisait la lecture, soit dans un Diodore de Sicile, traduit en allemand, qui m'est venu par héritage de mon prédécesseur, soit dans les poëmes de Bürger, que j'avais rapportés de Goettingue; et plus une ballade, plus une histoire contenait d'aventures étranges et romanesques, plus il y prenait goût et s'enflammait à sa tâche. Mais c'était surtout dans l'intelligence des textes sacrés, dans l'interprétation de l'ancien Testament, qu'on n'eût pas trouvé son pareil. Cette intelligence si hardie, si capable de mouvement et d'application, rachetait à mon sens bien des petits défauts de caractère. En dépit de l'inégalité de sa nature, je m'habituais de jour en jour à fonder sur lui toutes les espérances de ma vieillesse. Je pensais que le temps porterait conseil, et je ne pouvais renoncer à mes illusions, bien que son humeur démoniaque se réveillât de temps en temps et l'entraînât encore des jours entiers on ne sait où. Cet âpre caractère avait un fonds de dévouement et de générosité qui provoquait la sympathie et l'affection, et nul doute qu'à cette heure notre pauvre Seph ne fût assis avec nous à cette cheminée, sans cette malheureuse idée qui le prit de s'en aller avec son peuple.

Seph pouvait avoir dix-sept ans, lorsque le bruit se répandit qu'une troupe de bohémiens et de mauvais gueux battait le pays à la ronde; déjà on ne parlait en tout lieu que de vols, de rapts et de brigandages, et, comme vous pensez bien, là où la réalité manquait, l'imagination n'était pas en peine de se mettre en frais. Les uns voulaient à toute force avoir aperçu de loin des femmes cuivrées, qui, les cheveux épars, furieuses, à demi nues, menaient leurs ébats dans les bruyères; les autres prétendaient avoir rencontré près du moulin un grand drôle de mauvaise mine, armé d'une escopette. On racontait généralement qu'une tribu de ces bohémiens qui vont de ker-

messe en kermesse, et font le métier de saltimbanques, était campée avec ses garçons et ses filles à une lieue d'ici, à Hohrendickicht, attendant de passer en Hollande. Je laissais dire; comment ces bruits auraient-ils pu m'affecter? n'avais-je pas la certitude que Seph ignorait son origine, dont personne, excepté Catherine et moi, ne savait le secret dans le village? On le regardait partout comme l'enfant d'un mendiant mort de faim sur la grande route.

Le printemps, à son retour, avait ramené les cigognes, qui tous les ans viennent bâtir leurs nids au-dessus du toit, et Seph, après avoir obéi pendant les premières journées à la fougue indomptable de sa nature, à cette effervescence du renouveau, qui se faisait sentir chez lui plus vivement que chez tout autre, était revenu à des sentimens calmes, à des habitudes modérées. Il se montrait docile à mes conseils, laborieux, d'une humeur douce et persévérante, et travaillait du matin au soir à me copier des chorals de Sébastien Bach, mais avec tant de soin et de netteté, que je ne me lasse pas d'admirer sa besogne chaque fois qu'il m'arrive de jouer cette musique sur l'orgue.

Quelques semaines après la Pentecôte, nous étions assis tous les deux devant la maison, et causions de la révolution française et du général Bonaparte, dont la gloire commençait à retentir dans le monde. Près de moi, sur le banc de pierre, était une énorme miche de pain dont, en manière de passe-temps, je jetais par intervalle quelque morceau au chien et à la cigogne qui s'en disputaient les miettes avec un acharnement des plus curieux.

Nous étions donc là sans rien faire, tantôt causant, tantôt riant en désœuvrés des lazzis de nos deux grotesques, lorsqu'une femme en guenilles vint nous aborder. Il me semble que je la vois, cette femme. Maigre, hâve, jeune encore et déjà décrépite, elle portait un enfant sur son dos, en conduisait deux par la main, et trois autres la suivaient nus pieds. On représente la Charité sous les traits d'une jeune femme environnée d'enfans; qu'il faut peu de chose, hélas! pour que l'allégorie prenne un sens tout contraire; une ride de plus à cette femme, une dent de moins, laissez-lui tous ses enfans, et vous aurez, au lieu de la Charité, la Misère. Avant que la mendiante eût remué les lèvres, je coupai la moitié de mon pain, et, comme je lui tendais mon aumône, son attitude m'effraya. Elle était là immobile devant Seph; on eût dit la statue de sel de la Bible sans ses grands yeux noirs qui semblaient interroger avec une curiosité sauvage l'ex-

pression des traits du jeune homme. Elle demeura un instant incertaine, puis tout à coup, éclatant en un transport de joie frénétique : C'est lui, s'écria-t-elle, c'est lui! — A ces mots je ne pus réprimer un geste de menace, je me levai, mais elle s'échappa du côté de la porte du village et disparut avec sa couvée.

Cette aventure m'avait irrité; je rentrai à la maison, où Seph me suivit; là je donnai cours à toute ma mauvaise humeur, et laissai ma bile se répandre sur toute cette race de bohêmes, de voleurs et de mendians. Seph se déclara ouvertement contre moi, et prétendit me tenir tête, soutenant que cette vie aventureuse, primitive, comme il l'appelait, avait aussi son bon côté, et me demanda si cette existence enfumée que nous menions dans une misérable cabane de pêcheurs était quelque chose de si beau, qu'on se donnât tant de peine à se la procurer. Ces paroles, le ton arrogant dont il les prononça, achevèrent de m'enflammer le sang; je perdis toute patience, et, dans un transport d'indignation, je lui jetai au visage ma bible, qui se trouvait par hasard sous ma main, en m'écriant : — Esaü, toi aussi, tu en es de cette race de Bohêmes et de mécréans vagabonds. — A ces mots, Seph tressaillit comme un jeune arbre qui, frappé d'un coup de hache à la racine, frémit jusque dans ses dernières feuilles. Pour moi, je pris ma canne et mon chapeau, et sortis, me dirigeant vers la côte où je vais tempêter à loisir durant mes heures de bourrasques, attendant là que le calme revienne, ce qui ne tarde guère d'habitude : rien ne vaut l'air de la mer pour balayer les impuretés qui souillent l'ame ou le sang.

Lorsque je rentrai à la nuit tombante, je trouvai Catherine seule à la maison. Seph n'était point là, je pensai à peine à m'informer de lui. Cependant Catherine, comme pour soulager son cœur, me raconta ce qui venait de se passer pendant mon absence. A l'en croire, Seph était resté jusque vers le soir sans dire une parole, immobile devant la fenêtre, et tambourinant des doigts sur les carreaux. Tout à coup elle l'avait vu se pencher, épiant comme si quelqu'un lui faisait signe du dehors, et bientôt après il avait quitté la chambre. Catherine s'était glissée derrière lui jusqu'à la petite porte de la cour, et, grimpant à la lucarne du toit, l'avait vu s'entretenir avec la vieille bohémienne. Cette femme avait parlé beaucoup, embrouillant ses discours de phrases étranges, inintelligibles, et répétant à tout propos que Seph était le fils d'un roi, qu'elle le reconnaissait à des signes certains qui ne l'avaient jamais trompée, à son nez aquilin, à ses sourcils de jais arqués jusqu'aux tempes, à ses deux dents de devant

séparées l'une de l'autre. Seph descendait infailliblement de ce roi qui conduisit la migration des Bohêmes lorsqu'ils passèrent de l'Inde en Égypte; en Égypte, où leur peuple avait possédé tant de chevaux et de bétail, et vécu si magnifiquement jusqu'à ce jour à jamais déplorable où leur roi enleva la fille de Pharaon qui les chassa du pays. Elle ajouta que le sang de cette auguste princesse, poignardée par leur roi Ickso et renvoyée morte à son père, le sang des Pharaons était retombé sur toute leur postérité, et que depuis ils erraient dans le monde sans patrie, étant partout chez eux, et nulle part.

Telles sont à peu près toutes les extravagances que Catherine me rapporta de cet entretien.

— Vous oubliez encore la fleur bleue, s'écria la vieille ménagère en l'interrompant, cette fleur bleue qui depuis trois mille ans...

— Assez! assez! à quoi bon tout ce radotage de Bohémiens? N'importe, Seph avait suivi la vieille, et tous les deux, bras dessus bras dessous, la commère bavardant toujours, lui tantôt éclatant d'un rire fou, tantôt pensif, tous les deux s'étaient enfoncés dans les ombres du crépuscule.

Il ne pouvait exister pour moi de doute en cette affaire; notre couple s'était réfugié chez les Bohêmes, et Seph, à cette heure, fraternisait avec tous ces bandits. Je résolus d'aller troubler la fête. La nuit était noire, on n'y voyait goutte dehors; j'allumai ma lanterne, et me dirigeai vers le petit bois de sapins où j'avais mes raisons pour croire que la bande s'était installée depuis quelques jours.

Déjà, de loin, j'aperçus une fumée ardente qui montait au-dessus des broussailles; je me dirigeai vers ce point, à travers la fange, à travers les graviers, le sable et les haies, et ne tardai pas d'arriver à la lisière du fourré. De sauvages éclats de rire retentissaient à mes oreilles, j'entendais une musique de cymbales et d'instrumens de cuivre; je me lançai dans le taillis, m'efforçant de gagner la clairière du bois, une large place verte au milieu de laquelle s'élevait, dans sa caducité, un vieux chêne centenaire dont une source murmurante baignait le pied.

A cette place flambait un grand feu autour duquel de jeunes et de vieilles femmes faisaient une cuisine opulente; les broches tournaient, les marmites fermentaient en ébullition; les enfans plumaient des poules et des oies dérobées sans nul doute dans le voisinage, et çà et là pendaient, à des pieux fixés dans le sol, les dépouilles de chiens et de chats écorchés. Non loin du brasier, des vieillards assis dans l'herbe accompagnaient, aux sons des cornemuses, au cliquetis

des cymbales, une danse lascive, effrénée, une danse païenne que des jeunes gens des deux sexes, à moitié nus, menaient sans honte et sans pudeur. Je crus que j'étais tombé dans un repaire de bêtes fauves. Dans le premier mouvement où cette scène scandaleuse me jetait, j'allais apostropher tous ces mécréans d'un verset de la Bible, lorsque mes idées se troublèrent; je venais d'apercevoir Seph assis dans le fond, sur une éminence de bruyères où l'on avait étendu des housses de chevaux. Il était là comme un roi sur son trône; à ses côtés, une jeune fille brune, vêtue d'une robe chatoyante à paillettes d'or, lui souriait avec des dents plus blanches que l'ivoire; un cistre frémissait entre les doigts de la bohémienne, qui, tout émue encore, le regard humide, son bras jeté autour du cou de mon élève, semblait attendre la récompense de sa musique voluptueuse. Comme des torches de résine flamboyaient à l'entour, je pus la contempler à souhait: c'était une fille basanée, mais svelte, élégante, gracieuse, à l'œil vif, au pied de biche, à la taille de couleuvre; en somme, assez charmante pour tourner la tête à un pauvre jeune homme qui n'avait jusqu'alors admiré que des beautés de village.

Tandis que je m'oubliais ainsi dans mon étonnement, je me sentis tout à coup saisi par le bras, et, avant même que j'eusse pu me retourner, mes deux mains étaient garrottées derrière mon dos. Au cri que je poussai, Seph et la jeune fille s'étaient levés; en un moment, je fus traîné au milieu de la bande, qui m'accueillit avec des hurlemens de joie et de colère. Mais à peine Seph m'eut-il reconnu, qu'il me sauta au cou en s'écriant: Père! mon père! En moins d'une seconde, il m'eut débarrassé de mes liens, et nous nous trouvâmes en face l'un de l'autre.

— Seph, lui dis-je alors dans une véritable effusion paternelle, est-ce donc ici que je devais te retrouver? Est-ce là le fruit que tu retires de mes leçons, le prix que tu réservais à mon amour, à cet amour charitable qui, non content de t'arracher à la dernière des misères, a voulu t'élever pour tout ce qu'il y a de bon et d'honnête sur la terre? Mais sais-tu bien, malheureux, où tu es ici? au milieu de vagabonds et de voleurs, au milieu d'un peuple de réprouvés! Seph! mon Seph! n'as-tu donc plus une goutte de sang dans les veines, que tu puisses ainsi devenir, en quelques heures, pervers et débauché?

Seph se tenait les yeux baissés, dans la confusion; quelque chose d'honnête frémissait en lui. Je le pressai, la force de la situation m'inspirait; je l'exhortai dans les termes les plus affectueux, les plus

pénétrans, à continuer la vie qu'il avait menée jusque-là, à s'en retourner avec moi. Cependant, mon allocution fut interrompue par les hurras de la bande, qui fondait sur moi à couteaux tirés; une balle vint même siffler à mes oreilles, mais je ne me déconcertai point : l'épouvante ne pouvait m'atteindre, j'étais dans ma vocation.

Seph eut conscience du danger qui me menaçait, et, les yeux enflammés de colère, hors de lui : Arrêtez! cria-t-il à ces bêtes féroces, arrêtez! le premier qui s'avance à dix pas, je l'étends raide mort avec ce pistolet! Retirez-vous, j'ai à m'entretenir avec mon père adoptif.

Puis, m'adressant la parole d'un ton calme : Au nom de Dieu dont vous êtes le serviteur, dites-moi, cet homme enterré sous le saule vert du petit sentier qui longe le cimetière, cet homme était-il Bohême?

La question ainsi posée, je devais répondre : Oui.

— Eh bien donc, reprit-il, je n'abandonnerai pas ce malheureux peuple auquel j'appartiens, et qui m'appartient; sa destinée et sa misère me sont communes; anathème ou gloire, je veux tout partager avec lui. Moïse a-t-il abandonné en Égypte son peuple humilié? et cependant Moïse avait été nourri dans la maison de Pharaon, instruit dans la sagesse des Égyptiens; ce que je dois faire est écrit dans ma conscience : manquer à cette loi serait d'un lâche.

— Mais n'as-tu donc pas de honte? un chrétien passer au camp des païens!

— Avant Moïse et le Christ, ce malheureux peuple existait! Un homme renie-t-il son père et sa mère? Je suis Bohême!

— Eh bien donc, fais ce qui te semble juste; pourtant j'eusse mieux aimé te voir mort que perdu peut-être à toute éternité. Ah! Seph, que n'es-tu resté avec moi! je t'aurais conduit à Goettingue; j'aurais voulu dépenser jusqu'à mon dernier pfennig pour ton instruction, et avec une tête comme la tienne tu serais infailliblement devenu quelque chose dans le monde; mais hélas!

La belle jeune fille, qui se tenait derrière lui pendant cet entretien, s'était avancée un peu.

— Quelle est cette fille? m'écriai-je. Vas-tu donc vivre avec elle comme un païen? Que de honte et de chagrin pour moi!

— Elle est ma fiancée, reprit Seph, et pour vous épargner tout scandale, mon père, mariez-nous. Vous êtes prêtre, donnez-nous votre bénédiction.

Je me recueillis un moment, l'esprit de Dieu descendit sur moi,

m'invitant à les unir ensemble, là même, en plein vent, au milieu de la nuit, sous la voûte libre du ciel.

Tous les deux s'étaient agenouillés devant moi, la bande de Bohêmes formait autour de nous un cercle immense, et c'était un silence si profond, qu'on entendait frissonner un brin d'herbe. Je joignis les mains et priai à voix haute le Seigneur miséricordieux, l'appelant pour témoin à cette scène auguste. Puis, après avoir pris les mains des jeunes gens agenouillés, je les unis, disant : Soyez l'homme et la femme; aimez-vous mutuellement, n'ayez à vous deux qu'un esprit et qu'une ame pour les douleurs et les joies de ce monde. Ce que Dieu lie ici-bas, l'homme ne saurait le délier; qu'un bon ange vous garde de péchés et de vices, qu'il protége votre entrée et votre sortie, et que sa paix soit avec vous.

Je ne pus résister plus long-temps à mon émotion, les larmes étouffaient ma parole; le cœur saignant, je me détournai du nouveau couple et m'enfonçai dans le bois pour regagner le chemin du village. Comme j'allais sortir du fourré, je me sentis saisir par l'épaule, c'était Seph qui venait me faire ses derniers adieux; il resta un instant dans mes bras, me serrant avec effusion, puis, sans dire un seul mot, il s'éloigna comme il était venu. Je rentrai à la maison, triste, le cœur aussi pénétré de douleur et d'affliction que si j'eusse vu mourir mon fils unique. Je connus alors pour la première fois combien j'avais aimé cet enfant.

Le lendemain matin, j'entendis dans le village un grand bruit de hurras et de fanfares; je courus sur la porte, c'était la bande entière des Bohêmes qui défilait avec toute sorte de musiques et d'évolutions extravagantes. Ils dansaient, ils chantaient, ils bondissaient, agitant dans l'air des tambours basques, des chapeaux chinois, des cymbales, et tout un attirail d'instrumens de cuivre, dont l'harmonie asiatique faisait hurler les chiens du voisinage. Race de saltimbanques et de jongleurs, la plupart d'entre eux étaient vêtus de haillons fastueux, et secouaient des branches vertes d'un air de triomphe. On eût dit une mascarade. En tête du cortége s'avançait Seph, un bonnet de laine rouge sur l'oreille, la poitrine serrée dans un justaucorps de velours bleu chamarré d'argent, les pieds dans des bottines de maroquin à longs éperons d'acier; il montait un magnifique cheval blanc harnaché de clochettes sonnantes, couvert d'une large housse bariolée, et il avait fait asseoir devant lui sa jeune épouse, qu'un burnous bleu de ciel enveloppait.

Je ne donnai qu'un regard à ce spectacle. Cette misère joyeuse me

nâvrait, et je n'osais lever les yeux sur les gens du village, qui se récriaient de toutes parts en reconnaissant mon fils adoptif dans le roi des Bohêmes.

Dans l'après-midi, j'appris qu'une compagnie de soldats du prince avait traversé le village, à la poursuite de cette troupe de bohémiens dont la plupart venaient d'être condamnés comme réfractaires.

A cette nouvelle, jugez quelle inquiétude affreuse dut s'emparer de moi, je ne savais plus où donner de la tête. Après minuit, comme je n'avais pu fermer l'œil, j'entendis dans l'éloignement une fusillade continue. Je tombai à genoux dans ma chambre, et priai long-temps et du fond du cœur pour le salut de mon fils en péril de mort.

Au jour naissant, les fantassins du prince repassèrent. Ils s'étaient rendus maîtres de la bande; les morts et les blessés gisaient sur des charrettes de paysans; les autres, les mains liées derrière le dos, marchaient entre deux haies de soldats, tandis que leurs femmes, échevelées, poussaient dans l'air des cris de désespoir et d'affreuses imprécations.

J'étais dans les angoisses de la mort; j'envoyai Catherine aux informations, et la bonne vieille ménagère me rendit l'existence en m'apprenant que ni Seph, ni sa fiancée ne se trouvaient parmi les prisonniers. Une bohémienne lui avait soufflé à l'oreille, en passant, que tous les deux avaient pu s'échapper.

Seph n'était pas arrêté! Mon enfant ne serait pas conduit devant un tribunal, sous la prévention de vol et de brigandage! Que pouvais-je demander de plus à cette heure?

Au bout d'un mois, je reçus une lettre de lui datée d'Amsterdam, une lettre qui, tout en me rassurant sur ses jours, me pénétra de tristesse et de chagrin, car elle était écrite sous l'influence d'un désespoir inexprimable, d'une calamité séculaire, comme il disait lui-même. J'appris ainsi qu'il avait perdu sa jeune femme, morte d'une horrible manière pendant la nuit sanglante de la fusillade. Quelque temps après, il m'écrivit de Toulon, où il devait s'embarquer pour l'Égypte, en qualité de soldat au service de France. Sa lettre était plus calme, il me donnait plusieurs détails sur cette nuit de désolation. Rarement un homme doit avoir tant souffert en si peu de temps. Depuis, je n'en ai plus entendu parler jusqu'à la catastrophe d'avant-hier, après laquelle des pêcheurs l'ont relevé sur la côte, ainsi qu'un autre cadavre qu'il étreignait encore dans la mort. Il avait péri pendant la tempête, avec le bâtiment sur lequel il se trouvait. Aussitôt que j'eus connaissance de l'évènement, je me rendis

sur la côte, et fis transporter ici les deux cadavres, que je voulais ensevelir moi-même. En le déshabillant, j'ai trouvé sur son cœur ce portefeuille que je me propose de lire plus tard; l'écriture ne paraît pas avoir beaucoup souffert; peut-être ces tablettes jetteront-elles quelque clarté sur les mystères de sa destinée.

A ces mots, le digne vieillard termina son récit, et comme nous étions déjà fort avant dans la nuit, il se retira dans sa chambre, après m'avoir confié le portefeuille et les lettres. J'emportai ces papiers dans la petite chambre qu'on m'avait indiquée, et je trouvai bientôt un tel intérêt à ces annales, que je passai la nuit à les lire.

Le lendemain, j'obtins du pasteur la permission d'en prendre copie, et comme elles sont un complément indispensable à cette histoire, je me félicite de pouvoir vous les communiquer.

III.

JOURNAL DE SEPH.

A bord de *l'Orient*, 7 juin 1798

L'Égypte! en Égypte, l'antique patrie du mythe! est-ce donc là ce que voulait ma destinée? Lorsque les bohémiennes chantaient devant notre tente pendant ma nuit de noce : « Le roi Ickso et la fille des Pharaons, après avoir erré trois mille ans parmi les peuples, vont rentrer en Égypte dans leur beau palais de granit rose, » je tenais tout cela pour des contes extravagans; maintenant je crois à cette histoire. — Ma pauvre, ma pauvre femme! — Elle s'appelait *Vinetti-Sung*, dans la langue des Bohêmes, quelque chose comme Fleur Bleue. — Entendez-vous tonner la canonnade? Quel spectacle! Notre flotte française passe devant les côtes de Sicile, avec trois cents bâtimens pavoisés, et au milieu, comme un despote impérial, *l'Orient* aux cent vingt bouches de feu. L'Etna pâlit d'épouvante. Une ville tout entière qui flotte sur les eaux! France et Bonaparte! Arrière, vous, pauvres songes d'Allemagne!

1er juillet, neuf heures et demie du matin.

L'Égypte! Quel nom! L'Égypte, c'est-à-dire tout un monde nouveau, toute l'histoire du mystérieux monde antique! Là bas, Alexandrie sort toute blanche du sein des vagues, Alexandrie avec ses mosquées et ses minarets. Nous portons César et sa fortune!

Bonaparte! Est-ce un homme celui-là? Il se tenait immobile au pied de la colonne de Pompée, les bras croisés sur sa poitrine, désignant la ville d'un œil calme, tandis que notre division défilait avec des cris de fête. Il n'a pas besoin de parler, nous le comprenons, et lui nous comprend. Par quel charme inexplicable cet homme fait-il ainsi de nous et du monde ce qu'il veut? La poésie de ce temps s'est concentrée tout entière dans son ame.

L'ordre de marche dit : Au Caire; la flotte part pour Aboukir.

Pendant la marche.

Soleil ardent! sable de feu! désert infini! Pas un nuage, pas un arbre, la soif, et point d'eau! Nous tenons des balles de plomb dans la bouche. Desaix, le jeune, le bouillant héros, se montre infatigable, affable envers tous.

Le soleil se lève, les régimens s'arrêtent; à ce cri qui remplit les airs : Les Pyramides! un frisson de joie ébranle tout mon être. Rêves des jours anciens, que me voulez-vous?

Du Caire.

La bataille des Pyramides! Mourad-Bey, avec six mille mameloucks étincelans d'or et de pierreries, Mourad est battu. Des milliers d'hommes tués, massacrés, jetés au Nil! Quel riche butin! que d'or! que d'armes splendides! Sur le soir Dupuy, à la tête de quelques grenadiers, est entré au Caire tambour battant. L'effroi paralysait un demi-million d'habitans, qui se tenaient clos dans les demeures. Chacun de nous sent en soi quelque chose de l'esprit du général.

Tout cela m'apparaît comme un songe, un songe immense et fantastique!...

Combien de fois je me suis roulé à terre sur ce sable de feu qui, depuis tant de siècles, couvait le roman de ma destinée. Comme je reconnais ici toute chose! comme je me retrouve dans mon élément au milieu des merveilles de ce monde nouveau! — Des plaines infinies, çà et là quelques rares palmiers, puis des plaines encore à perte de vue; et de quelque côté qu'on se tourne, pour horizon le ciel, un ciel brûlant, ardent, sans un nuage; des rues étroites, des maisons basses à toits plats, de blanches mosquées avec leurs minarets aux sveltes colonnettes, des costumes bizarres, variés; des visages barbus, hâlés par le soleil; des crânes chauves que d'épais turbans enveloppent; des voix perçantes et gutturales; des dromadaires au long col, et sur les dromadaires des cavaliers chaussés de pantoufles;

des femmes voilées dont on n'aperçoit que les deux yeux de flamme; et pour encadrement au tableau, le désert, immense, aride, incandescent, le désert avec les vautours et les chacals : voilà l'Orient!

Il faut s'être arrêté vers Gizeh, devant ce sphynx gigantesque noyé jusqu'au cou dans le sable; il faut avoir vu le monstre avec sa face immobile, son œil béant qui plonge dans le vide, ses lèvres de granit, ses lèvres épaisses de Maure qu'habite l'éternelle énigme de l'histoire du monde, pour savoir ce que c'est que l'Égypte. Ce sphynx, c'est l'ame pétrifiée de l'Orient. Qui déchiffrera son énigme? Devant lui ma douleur s'amoindrit et se tait, misérable douleur qui tiendra dans le court espace d'une existence humaine.

Le Caire.

La panthère de la steppe Mourad est encore là. L'héroïque dieu des champs de bataille, Desaix vole à sa rencontre à la tête des colonnes d'airain des soldats de la révolution. L'enthousiasme l'emporte sur ses ailes vers les hauts faits et l'immortalité.

Le choc des barbares est venu se briser contre les carrés français, contre ces murailles vivantes hérissées de baïonnettes. Le combat meurtrier et la victoire de Sédiman ont décidé du sort de la Basse-Égypte : elle est conquise.

Fatal enchaînement des choses! Depuis plus de trois mille ans mon peuple vagabond erre, chassé de son pays; aujourd'hui moi son roi, moi le roi antique et légitime des Bohêmes, j'y rentre, et c'est comme soldat d'une armée républicaine que je foule ces débris d'un monde qui n'est plus! Cela tient du délire! — O Vinetti, ma fleur bleue!

Octobre.

Le Caire est en pleine insurrection; des torrens de peuple inondent chaque rue, entraînant nos frères à la mort! Sauterelles dans les blés mûrs, hyènes rugissantes, étrange symphonie que la voix de nos canons d'alarme accompagne! — Le peuple fanatique se retranche dans la grande mosquée d'El-hazar. A la nuit, Bonaparte revient de son excursion maritime; des colonnes de grenadiers se dirigent sur la grande mosquée. Les batteries commencent leur jeu, les balles dansent autour de la coupole qu'elles fracassent. Le ciel se couvre, les roulemens du tonnerre se mêlent aux détonations de la canonnade. Le peuple, dans un mouvement de désespoir et de fureur, se précipite en masse hors de la mosquée; nous le recevons la baïonnette en arrêt. Les cris de rage étouffés se changent en sanglots

lamentables; on implore, on s'agenouille, on demande grace, l'insurrection est apaisée; vive Bonaparte!

La Porte nous a déclaré la guerre. Avec elle l'Angleterre et tout l'enfer se déchaînent contre nous. Bonaparte se précipite sur la Syrie, Davoust va porter du renfort au général Desaix dans la Haute-Égypte; la tragédie marche à sa catastrophe, chaque acteur est un héros.

Pendant la marche.

Parmi les guides de Davoust, en avant du régiment, je vole sur un dromadaire à travers les déserts de feu. Là-bas est la mer Rouge, plus loin Gidda et la Mecque. Quelle distance faudrait-il parcourir encore avant de trouver le Gange! De l'autre côté, pour atteindre à la prochaine oasis, on compte soixante heures, et ainsi de suite d'oasis en oasis; d'abord Sennaar en Nubie, puis Dar-fux, puis enfin, après cent jours de marche, Tombouctou! Ainsi l'espace et le temps disparaissent devant l'infatigable course du chameau, ce navire des océans de sable. Les peuples ne sont pas faits pour s'enfermer chez eux, les peuples ne sont pas des ânes à l'étable, mais des aigles royaux qui se croisent dans l'air, sillonnent l'espace en tout sens, et portent toujours plus loin la gloire de leur nom. — Je suis Bohême!

Pas un bloc de granit sur la route, qui ne soit couvert d'hiéroglyphes; on dirait que ces pierres veulent causer avec l'homme qui passe et ne comprend rien à leur langue muette. Savez-vous où fleurit Vinetti, ma fleur bleue? Silence, fantômes du passé! silence, cœur sauvage, tatoué, toi aussi, d'hiéroglyphes!

En Thébaïde.

C'en est fait du terrible Mourad, nous l'avons mis en déroute près de la nécropole de Gournah et refoulé tout sanglant vers la steppe.

Nous voici au cœur du monde antique, devant Thèbes, l'immense ruine, Thèbes, le prodige et l'énigme des temps antiques et nouveaux. Les savans français la tirent du sommeil de la mort; ils éveillent les spectres de ses murs au grand jour de la littérature!

Ici le Nil fait un coude vers l'Orient, et des deux côtés la chaîne des montagnes s'arrondit, et la plaine de Thèbes s'étend au milieu. Au-delà commencent les déserts de Typhon. Dans la vallée du Nil, la vie et la fécondité; tout à l'entour la mort et la sécheresse. La religion et l'histoire de l'Égypte n'ont pas d'autre berceau. L'Égypte, c'est le Nil avec ses rives limoneuses; en dehors du Nil il n'y a que granit et que sable.

Vallée immense et riche! partout, comme autant d'oasis, des villages et des caravansérails entourés de groupes de palmiers, de vastes plantations de cannes à sucre; et, çà et là, des colonnes qui se dressent jusqu'au ciel, des ruines sublimes, des pans de rocs transfigurés en divinités colossales. Pays des rêves de mon enfance! Est-ce donc là ma patrie? Ma patrie! pauvre et malheureux vagabond que je suis!

Là s'élevait la ville des Pharaons, la ville antique et sainte, avec ses temples gigantesques, ses fastueux palais de rois. De tant de luxe et de grandeur et de magnificence, que reste-t-il aujourd'hui? Un chaos de ruines indestructibles, de débris qui semblent défier l'éternité; une énigme de pierres, un feuillet arraché d'une histoire antique et bizarre, un feuillet que nul ne saurait classer ni déchiffrer.

Memnonium.

Là sont assis dans leur immobilité funéraire deux spectres gigantesques qui projettent au loin leur ombre. Ils gardent le cercueil de l'antique Égypte, entourés de statues croulantes, d'obélisques, de chapiteaux, membres épars de splendides colonnes, entourés de blocs de pierre parsemés d'hiéroglyphes; colosses abolis, on ne les entend plus désormais saluer d'un tintement sonore le soleil qui se lève.

Ici est le sépulcre d'Osymandias. Un bloc de granit énorme gît sur le sol; du plus loin qu'on l'aperçoit, on reconnait une tête d'homme dans cette masse de pierres, la tête du conquérant du monde, Osymandias ou Bonaparte?

Les dieux jaunes et verts sont morts, la tête de chien, l'ibis et le grand singe! les Pharaons ont disparu, et leur momie, pulvérisée dans le mortier d'un apothicaire, sert de vomitif aux manans. L'Égypte toute entière sommeille dans les vastes salles de ses sépulcres de granit, et cependant un peuple errant et dispersé par le monde, plus vieux que la vieille Égypte elle-même, un peuple misérable existe encore, et le dernier rejeton de Ickso le Bohême foule sous ses pieds la poussière des rois et des dieux. Qui m'a dit que Fleur d'Azur était la fille des Pharaons? Vinetti, où donc es-tu? Qui t'entraînait devant moi sur ces flots, dans cette nuit d'horreur? Je veux prendre mon désespoir corps à corps et lutter avec lui comme avec un mameluck dans l'étroit défilé de Dongolah.

Cafrekarnack.

De même qu'un homme tombé dans la mélancolie et la démence

se pose incessamment la question fatale qui l'a rendu fou, ainsi l'Égypte reproduit ses sphynx sans se lasser jamais. Elle range à la file ses colosses, elle fait avec eux des allées immenses qui conduisent aux temples de ses dieux, aux palais des Pharaons, à Karnack.

La destinée est grande! moi, Bohême, moi, l'enfant d'un peuple misérable et chassé de partout, je viens m'asseoir ici et rêver sur l'histoire du monde devant la maison des Pharaons. Quel spectacle pourtant! que d'imposante grandeur dans ces massifs de pierre! Devant ces immenses piliers se tiennent assises ou debout les caryatides colossales avec leur visage immobile empreint de la stupidité du fanatisme; au dedans s'accroupissent ou se dressent dans la cour d'autres monstres semblables rangés en cercle; légion monotone de trabans granitiques, esclaves éternels du royal édifice, qui, aujourd'hui encore, après des milliers d'années, soutiennent, sans froncer le sourcil, le roc sur leur nuque ployée. Derrière, quels vestibules s'ouvrent! quels portiques immenses, quelles profondes galeries conduisent à la salle du festin dont une forêt de colonnes supporte le toit, et dont les murailles fourmillent de divinités singulières, de bizarres ustensiles propres aux sacrifices, de mystérieux ornemens! — N'est-ce point là un conte vrai, un conte de pierre, un poème que vous touchez avec la main? Douterez-vous encore de la réalité de la poésie!

Je m'attarde ici des heures entières, en contemplation devant une partie de ce livre de fables qui contient tant de choses vraies, devant cette muraille faite de granit et si curieusement enluminée du bas jusques en haut. Des images de toute espèce y serpentent, et çà et là montent et descendent, courent et tourbillonnent les hiéroglyphes qui voudraient bien parler, mais ne peuvent se faire entendre, semblables à ces sourds-muets qui gesticulent et se démènent en vain. Ces lignes serpentines sont comme ces petits lutins que l'archet éveille et qui dansent sur les cordes du violon. Que veulent-elles dire? Parmi tant de signes confus, un perroquet bleu et vert fixe sur moi sa grotesque petite face d'homme, et me regarde d'un air piteux; il parlerait si volontiers, ce digne antiquaire, et cependant il ne le peut. Un svelte lézard vert rôde çà et là sur la muraille, on dirait qu'il s'applique à déchiffrer les hiéroglyphes. Depuis trois jours, il appartient à l'Institut français, et notre savant Denon l'affectionne. Cher petit, ne prends pas tant de peine : je vais, moi, t'expliquer cette énigme. Un peuple antique de pasteurs proscrit par les brahmes indiens

était venu à travers les solitudes s'établir en Égypte, avant même qu'Osiris eût ici son temple; et c'est ce peuple que les prêtres et leurs rois ont chassé de sa seconde patrie, ce peuple qui survit aux Pharaons, à Thèbes, à Memphis, à tous les rois, à toutes les cités, à tous les dieux du monde antique, et qui, des siècles s'étant écoulés, disait au rival de Mahomet, au kalife Omar, ces paroles superbes : « Nous descendons de Zig et nous aimons les chevaux; nous n'avons ni villes ni maisons, et ne portons sur notre face aucun signe qui nous distingue; nous sommes Bohêmes! » Et voilà qu'aussi, après des siècles, un homme de cette race met le pied sur cette terre et s'écrie encore : « Je suis Bohême! pourquoi tressaillir, beau lézard vert? Et toi, ma fleur bleue, noble fille des Pharaons, où séjournes-tu désormais? »

S'il vous arrive de plonger d'en haut sur ces plaines infinies, sur ces vastes enchaînemens de montagnes, tout se confond à vos yeux; vous prenez des rocs de granit pour d'antiques monumens égyptiens, et les monumens pour des rocs de granit. On dirait que ces temples, ces palais, se dégagent d'eux-mêmes des contours de ces montagnes. L'art est ici comme un épanouissement de la nature. Un degré de plus à cette nature puissante, et vous avez l'art égyptien.

Je retrouve ici tous ces hommes représentés sur les monumens du monde antique. Mêmes visages, même air, mêmes costumes! Ceux d'aujourd'hui trafiquent pour vivre des momies de leurs ancêtres!

Si j'avais une patrie quelque part sur la terre, je voudrais m'y rendre pieds nus, en mendiant, en me traînant sur les genoux à travers les steppes embrasées, en m'abreuvant des larmes d'un ravissement ineffable. Je n'ai point de patrie! Irai-je vers ces rives luxuriantes où le Gange verse à flots les trésors de ses ondes fortunées? Mais que dis-je? là ma race est proscrite des dieux et des prêtres, et nos frères sont des parias. Irai-je plus avant dans les sables et les solitudes? Hélas! ni l'Océan ni le désert ne donnent une patrie à l'homme.

Pourquoi me plaindre? là-bas où mon père est enseveli, dans le petit champ qui touche au cimetière; là-bas en Allemagne, près de la mer du Nord, sous le saule vert, est ma vraie patrie. L'Inde et l'Égypte disparaissent, et la mer d'Allemagne m'apporte les vents qui soufflent sur la tombe de mon père; je les entends me crier : Seph, Seph, mon fils! où es-tu?

Pendant les fraîches nuits d'Orient, tandis que nous veillons à l'avant-poste autour des feux de garde, mes camarades et moi, nous

aimons à suivre de la pensée la marche victorieuse de nos frères, que le César des temps nouveaux entraîne sur ses pas en Syrie. Le sac au dos, l'arme au bras, ils ont traversé le désert qui sépare l'Afrique de l'Asie, et les échos du Sinaï roulent encore les refrains de *la Marseillaise.* Ils ont réduit les places fortes de Gaza, de Jaffa, de Kaïffa, et saluent à coups de fusil les Anglais et les Turcs à Saint-Jean-d'Acre. Nous nous inscrivons au livre de l'histoire!

Ce n'était point assez des hommes pour nous vaincre; les destins ennemis soulèvent contre nous la peste, le fanatisme, la ruse et la trahison. Bonaparte est de retour au Caire avec les nôtres.

Les Anglais et les Turcs s'étaient dit : Le lion est épuisé, puisqu'il se retire. Les uns et les autres viennent de payer cher leur illusion. Les Turcs avaient abordé près d'Aboukir; c'était une multitude innombrable, vingt mamelucks fanatiques pour un Français. N'importe! à coups de sabre et de baïonnette, le général Lannes et Murat, l'héroïque général de cavalerie, ont mis en pièces la formidable armée des mamelucks.

Voilà le niveau rétabli dans la balance. Desaix s'est écrié en recevant la nouvelle de cette journée : « Nous avons vaincu à mort. » Je crains bien que Desaix n'ait dit vrai.

Pendant la marche dans le désert.

Desaix nous envoie, sous les ordres du général Friant, à la poursuite de Mourad-Bey. Je sens en moi comme un pressentiment de mort.

S'il arrive qu'un Européen trouve ces tablettes, qu'il sache que je suis mort sans secours au milieu du désert, mort de la fièvre égyptienne. L'escadron de mes frères disparaît dans l'éloignement. Je succombe... le crayon s'échappe de mes doigts!

Dans une caverne.

Ils m'avaient laissé pour mort dans le désert. Des pâtres égyptiens m'ont recueilli; je dois l'existence à leurs soins généreux. Depuis quelques jours j'ai repris mes sens. Qui me dira combien de temps s'est écoulé durant ma maladie? Quelle saison règne? Où notre armée est-elle? Que s'est-il passé?

Horreur! D'abord Bonaparte est retourné en France, puis Kléber a été assassiné au Caire, puis enfin l'armée française a capitulé et abandonné l'Égypte. Voilà donc à quels résultats devaient aboutir tant de peine et de sueur, tant de sang versé à flots, tant de cadavres

glorieux étendus sur les sables? Et moi, seul sur cette terre étrangère et barbare, seul avec les effroyables souvenirs du passé! Le drame est joué, le bohémien reste pour l'épilogue.

Le digne fellah qui m'a soigné pendant ma maladie, versait hier des larmes d'attendrissement au souvenir de Desaix. « Il était si bon et si juste; il était notre père, » s'écriait-il toujours. Je me sens tout-à-fait rétabli, mais mon ame souffre. Une indicible aspiration m'attire vers l'Europe. Je veux revoir la tombe de mon père sous le saule vert; il le faut. J'habite au fond d'un caveau funéraire, dans la nécropole de Gournah en Thébaïde. De sépulcre en sépulcre je parcours avec mon fellah ces immenses catacombes que peuplent çà et là des tribus de pâtres et de pêcheurs. Quel sentiment étrange et mystérieux s'empare de moi à l'aspect de ces Égyptiens antiques, de ces maîtres de Thèbes étendus à la file dans les cellules et les rues de cette ville souterraine. Depuis plus de trois mille ans, ils attendent ici le retour de leurs ames en travail de migration dans l'univers. Ils simulent aux yeux de qui les contemple le repos du sommeil et la quiétude sereine de l'espérance, tandis que le vent du sud, qui s'engouffre à travers les trous du granit comme dans les tuyaux d'une flûte de Pan, leur siffle en se jouant un air rustique. Sur les murailles du sépulcre, leur vie entière est représentée en images curieuses : les uns taillent le marbre, les autres jouent de la harpe; on les voit se marier, se reproduire, amasser des trésors, mourir; leur vie entière est là comme d'hier, comme d'aujourd'hui! Là s'accroupissent dans un coin, grotesques et noués, leurs dieux familiers avec leurs petits visages juvéniles, leur expression vieillotte et fantastique; ils tiennent à la main des tiges d'arbre que des têtes de lièvres surmontent; plus loin d'affreux serpens s'entrelacent; ici un nègre, se tordant en de hideuses convulsions, vomit son ame, qui s'échappe de sa bouche sous la forme d'un scarabée aux ailes de feu. Ainsi les antiques Égyptiens, ainsi ce peuple funèbre et souterrain s'entoure au sein de la mort des images impérissables de la vie, espérant au jour du réveil rentrer par là dans le souvenir immédiat de son existence première. Leurs cercueils même sont bariolés partout de l'histoire de leur vie; j'en ai vu qui gardent leurs titres de propriété inscrits sur des feuilles de papyrus roulées sous leur menton. Pauvres dupes! le pas lourd du fellah de Thèbes s'appesantit sur vous et vous met en poussière! Il n'y a plus de Thèbes! il n'y a plus de Pharaons! Vos dieux sont morts, vos palais sont des ruines, vos champs du sable, votre croyance à l'immortalité illusion, mensonge! Rentrez dans vos tombeaux, pauvres spectres, voici le jour!

Il me semble que je deviens fou dans cette ville ténébreuse, au milieu de ce peuple de momies. Mon existence entière m'apparaît comme un lamentable conte fantastique.

Aujourd'hui le fellah me proposait de visiter le sépulcre de la Fleur Bleue. Oui, je resterai maître de ma raison, et cela quand la démence viendrait assaillir mon cerveau avec toutes ses baïonnettes.

Après avoir traversé une file innombrable de momies, à la lueur d'une torche, et tandis que les chauve-souris tourbillonnaient autour de nous par essaim ; après avoir erré dans toute sorte de labyrinthes inextricables où régnait une chaleur étouffante, nous atteignîmes un escalier tournant pratiqué dans l'intérieur du granit, et là nous descendîmes jusqu'à ce qu'à la fin nous nous trouvâmes dans une vaste salle souterraine. Mon guide m'entraîna derrière une colonne, dans une chambre plus étroite; puis, le fellah ayant allumé un autre flambeau, l'appartement tout entier fut éclairé. Des milliers de figures peintes des couleurs les plus vives couraient sur les murailles, et tout au milieu, dans un ovale pur, se tenait debout la fille des Pharaons, une fleur bleue dans la main. Vainement je commandais à ma raison de dissiper l'illusion chimérique de mes sens, vainement je m'efforçais de démontrer le mensonge à mes yeux ; non, je ne pouvais m'empêcher de la reconnaître. C'était elle, c'était l'image ineffaçable de mon infortunée Vinetti que j'avais devant moi. Et comment aurais-je pu m'abuser? A ces grands yeux noirs, à ces nobles tempes, à cette bouche superbe, à ces lèvres dédaigneuses, comment ne point la reconnaître, celle que j'avais pressée sur mon cœur? Cependant je demeurais toujours debout et me raidissais à dessein contre l'impression étrange que produisait sur moi cette image, car je sentais déjà se troubler mes idées. J'étais là depuis long-temps, immobile et plongé dans ma contemplation, lorsque le fellah me saisit par le bras et me fit remarquer le cercueil d'albâtre sculpté au-dessous de cette image. Il leva le couvercle. Je poussai un cri et tombai sans connaissance. C'était le cadavre d'une fille de Pharaon, de ma Fleur Bleue!

Je ne veux plus la voir. Les esprits malins éblouissent souvent le cœur de l'homme pour le perdre. Ils veulent m'enlever ma raison. Suis-je donc insensé, pour confondre ainsi les temps antiques avec les jours présens? Le fellah s'est aperçu de l'indicible impression que la vue de cette momie a faite sur moi; et comme il me demandait toujours ce qui m'avait si vivement frappé en elle, j'ai dû lui répondre que c'était une ressemblance inexplicable avec la jeune fille que j'aimais et qui est morte. Le vieillard a souri d'un air de mystère, et depuis il se tait. — Je ne veux plus la voir, je veux chasser de mon esprit

ces images fantastiques qui l'égarent. Demain, je pars pour Alexandrie, j'ai retrouvé les trois cents pièces d'or que je portais cousues dans ma ceinture; elles pourvoiront aux frais de ma traversée. Je veux faire un pèlerinage au tombeau de mon père.

Alexandrie.

Je suis arrivé ici sous le costume d'un négociant européen; un navire marchand de Hambourg est au port; après-demain je m'embarque dessus. Comme tout est changé! Pareil au nuage chargé d'éclairs et de tempêtes, Bonaparte a passé. Aujourd'hui tout est calme et silencieux comme autrefois. Le Turc indolent, assis les jambes croisées devant la porte du café, pousse dans l'air bleu des bouffées de tabac, les regarde s'évanouir, puis recommence. Les chameaux vont et viennent; les maisons ont toujours leurs toits plats et leurs galeries, les mosquées leurs minarets et leurs sveltes colonnettes, et toujours le désert immense s'étend au dehors avec ses éperviers qui croassent et ses chacals qui hurlent. Nous avons passé comme la foudre. Je suis un lâche compagnon, car je pleure à l'égal d'une femme.

Les esprits du monde fantastique sont encore venus m'assaillir; ils ne me laissent pas de trêve, car je suis leur plus vieil ami, celui auquel ils s'attachent de préférence. Les voilà tous encore, avec leurs faces bizarres, sérieuses et pourtant risibles. — Hier, l'honnête fellah entra tout à coup dans ma chambre, il venait du fond de la Thébaïde, et ses deux fils qui le suivaient m'apportaient cette belle momie qui faillit à Gournah me faire perdre la raison. Ce mendiant me donne pour souvenir une fille de Pharaon. Elle est enveloppée de fines bandelettes couvertes de signes hiéroglyphiques. Ma destinée serait-elle écrite là d'avance? Elle veut passer en Europe avec moi. Le destin me domine de toute sa puissance, je me soumets.

Égypte, vain fantôme des nuits, rentre dans ton sépulcre de trois mille ans! Le roulement des tambours français, l'explosion des canonnades ne t'éveille plus en sursaut. Poursuis tes songes mystérieux; rêve de Sésostris, d'Alexandre et de Bonaparte, jusqu'à ce que le sable ait englouti tes sphynx et tes gigantesques ruines, jusqu'à ce que le simoun règne seul dans le vide.

IV.

Là se termine le journal du Bohême, dit Melchior en s'interrompant.

— Mais la belle Vinetti, cette fiancée mystérieuse dont il ne parle qu'avec délire, qu'est-elle devenue? demanda Ottilie.

— Cette lettre que Seph, au moment de s'embarquer pour l'Égypte, écrivait de Toulon à son père adoptif, va nous l'apprendre.

Toulon.

« Père, tu m'as aimé, toi, bien que tu ne m'aies pas épargné les rudes traitemens. Si j'ai, malheureux vagabond que je suis, le vague sentiment d'une patrie, c'est à toi que je le dois, à toi qui déposas ce germe dans mon cœur lorsque je commençais à vivre. Dans ta maison j'étais heureux, j'aurais continué de l'être si je n'avais dû apprendre tôt ou tard la fatalité de mon origine. Te souviens-tu du jour où la horde bohême traversa le village, de ce cortége où nous étions, la douce jeune fille et moi? L'amour ne devait fleurir pour moi que le temps d'enivrer mon ame de son éclat et de ses divines senteurs: noble lys, à peine je l'avais respiré sur sa tige épanouie, qu'un affreux coup de vent vint le briser à mes yeux! — Pendant la nuit qui suivit, nous fûmes traqués comme des bêtes fauves par les fusiliers du prince; mes camarades et moi, nous nous défendîmes en désespérés, de buisson en buisson. Quels cris! quels gémissemens! quelle épouvantable confusion de combattans et de mourans, de femmes et d'enfans enveloppés dans la mêlée! Nos adversaires finirent par nous débusquer du petit bois, et nous refouler vers la mer. Vinetti, ma bien-aimée Vinetti, sauta dans une barque de pêcheur attachée au rivage, et, la mettant à flot, s'écria : Seph! Seph, viens ici. Cependant les soldats du prince fondaient sur nous à la baïonnette; je me jetai à la mer, et, comme je m'efforçais de saisir la rame que Vinetti me tendait, au même instant de nouveaux coups partirent, et Vinetti tomba dans la nacelle. Je poussai un cri d'horreur, et me sentis couler à fond. Cependant je ne tardai pas à revenir à la surface; la barque flottait à dix pas de moi, sans rame et chassée seulement par la vague et le vent. Je me hâtais de toutes mes forces pour l'atteindre, mais elle reculait toujours. Cette lutte avec les flots durait depuis long-temps, et le rivage était déjà bien loin derrière moi. Lorsque par instans je cessais de battre la mer, j'entendais une voix gémissante qui s'élevait du bateau. Mille fois j'appelai : Vinetti! Vinetti! avec d'affreux sanglots! — Les gémissemens continuaient toujours dans la barque, et je n'apercevais point son visage au-dessus du bord. Il n'y a donc point de Dieu au ciel, m'écriai-je; puis encore : Vinetti! Vinetti! — Je tendais de toute la puissance de mon être vers cette barque où gisait ma fiancée, la merveilleuse jeune fille, et la barque, en dépit de tant d'efforts, s'éloignait toujours comme pour railler mon désespoir et ma misère. Ce-

pendant je commençais à m'épuiser, ma poitrine se déchirait par les efforts inouis que je faisais pour nager. Alors je fus saisi d'un désespoir inexprimable. En un transport suprême dont l'idée seule me pénètre encore aujourd'hui jusqu'à la moëlle des os, je ramassai mes dernières forces, les forces du délire; déjà je touchais des doigts les planches glissantes de la nacelle, déjà d'une main j'en atteignais le bord; j'y portai l'autre, et me laissai flotter sur l'eau, car toutes mes forces s'étaient évanouies. Vinetti, m'écriai-je, Vinetti, je suis là, vis-tu encore? — Point de réponse. — J'épiais de tous mes sens: plus de gémissement, plus de souffle! Je me laissai remorquer ainsi pendant près d'une heure sans pouvoir soulever ma tête ou ma poitrine jusqu'au-dessus du bord de la nacelle. Toutes mes forces s'en allaient en sanglots, et ma voix s'écriait dans le vide et les ténèbres: « Vinetti, Vinetti! ma bien-aimée! » Nul ne comprendra jamais ce qu'un homme peut souffrir dans une nuit pareille, nuit d'angoisse et de désespoir! Un vent frais poussait vers la haute mer la barque qui m'entraînait après elle. La lune s'était enfin couchée; je sentais mes membres s'engourdir à l'air glacé du matin; cependant je ne désemparai pas. Enfin le jour parut; je tentai sur mes forces une dernière épreuve; l'effort me réussit, et je parvins à poser mon menton sur le bord de la barque. Horreur! jamais ce spectacle ne s'effacera de mon ame. Vinetti gisait là, pâle, immobile, morte! ma Vinetti, froide et belle comme une blanche statue de marbre sur un coussin de pourpre; ma Vinetti morte et noyée dans des flots de sang vermeil! Une douleur sans nom fondit sur moi comme la foudre, je perdis tout sentiment de l'être et retombai dans la mer. Pourquoi n'ai-je pu me noyer alors? pourquoi dois-je vivre, ou plutôt revivre? car j'étais bien mort à cette heure, plus que mort, j'étais anéanti! — Quand je revins à moi, je me trouvai sur un navire appartenant à la république batave. Les hommes de l'équipage qui m'avaient retiré de l'abîme, quand je leur parlai de la barque et du cadavre qu'elle emportait, me dirent n'avoir rien aperçu de tout cela sur la mer. C'était donc un rêve, mon Dieu!

« On a fait de moi un soldat de la république française. Que veulent-ils donc, ces Français? qu'entendent-ils par ce mot de liberté qu'i ont sans cesse à la bouche? Savent-ils bien ce que c'est que la liberté, eux qui vivent dans des rues étroites et tortueuses, dans des villes ceintes de remparts? Qu'ils s'en informent auprès de nous Bohêmes, nous leur dirons ses joies et ses douleurs. On nous a dirigés sur Toulon; fussé-je mille fois mort! Une balle charitable aura pitié de moi!

« Personne ne sait encore sur quel point sera dirigée cette expédition pour laquelle on fait ici d'immenses préparatifs. On parle de l'Égypte, mais tout bas; à ce nom, mon ame tressaille, et l'énigme de mon existence s'éveille en moi. En reviendrai-je donc jamais? Oui sans doute, il le faut : un désir infini me possède, le désir de revoir la tombe de mon père le Bohême, de mon père qui m'a fait avec son corps une patrie de six pieds de long, là-bas, sous le saule vert, sur les côtes de la mer d'Allemagne! Si l'esprit de ma destinée a quelque bon sens, il me ramènera dans ma patrie, au tombeau de mon père. — Je t'embrasse mille fois. SEPH. »

— Son pressentiment ne le trompait pas, continua Melchior en refermant ses tablettes; la destinée l'a ramené au rivage de la mer allemande, au tombeau de son père; la destinée est intelligente et veille sur les hommes!

V.

L'histoire aventureuse et singulière du pauvre Seph m'avait touché; je résolus de voir cette nuit même son cadavre, et, quittant ma petite chambre, je descendis sous le hangard, où les hommes de la côte l'avaient déposé. Une femme, récitant la prière des morts, veillait auprès. Quel bizarre contraste! à côté d'une momie séculaire gisait un jeune soldat englouti par la tempête quelques jours auparavant; deux cadavres qu'un humble prêtre luthérien allait ensevelir le lendemain, selon le rite évangélique, sur le rivage de la mer du Nord, dans le cimetière d'un pauvre village de pêcheurs. Je décrochai la lampe, pour contempler de plus près la face de la momie: elle était parfaitement conservée, et des traces d'une grande beauté s'y laissaient vraiment encore surprendre. Des figures bizarres et des hiéroglyphes serpentaient par myriades tout autour de l'enveloppe. Je remarquai que la boîte avait un peu souffert du côté droit, sans doute par les roues du chariot sur lequel on avait transporté les deux cadavres. Une main de la momie était presque nue; je la pris, et comme je la soulevais doucement, une bulbe de fleur s'en échappa; c'est cette bulbe même qui s'épanouit aujourd'hui à nos yeux sous la forme d'une belle amaryllis d'azur.

Ainsi finit l'histoire du pauvre Bohème et de son infortunée Vinetti.

Ottilie avait enlacé de ses bras le vase où fleurissait l'amaryllis, et, les yeux mouillés de larmes : — Douce fleur du prodige, dit-elle,

énigme gracieuse, noble fille des Pharaons, je veux t'aimer comme une sœur dans ton manteau d'azur; et si je dois te perdre, je me souviendrai toujours de toi pendant mes heures de bonheur, de toi, le plus charmant mystère que j'aie rencontré dans ma vie.

— Ce que la parole humaine ne peut rendre, même dans le transport de l'enthousiasme, reprit Frédéric, ces idées intimes et profondes, ces souvenirs immédiats du passé, une fleur les exprime dans son langage de couleurs et de parfums. C'est l'histoire du monde qui s'épanouit devant nous, dans cette fleur si délicate et si frêle.

— Oui, poursuivit L...., semblable à ce lotus mystique d'où le Brahma indien s'élance dans la création, cette fleur renferme en son calice l'Égypte ancienne, l'Égypte avec ses siècles, ses dieux et ses croyances. Cette fleur est l'ame du monde antique.

Et Melchior, penché sur l'amaryllis bleue comme sur un œil vivant dont le charme le fascinait: — Tes racines, dit-il, plongent dans les profondeurs des âges mythiques, douce fleur du sentiment et de l'amour, et tu lèves ta tête à travers les siècles, dont nous respirons l'esprit en ton haleine. Salut donc, ô fleur sainte! salut, nous adorons ton mystère. Ainsi ce qu'il y a de plus fragile au monde est éternel. Prophétesse, nous comprenons ta langue symbolique, qui nous annonce l'évangile des temps nouveaux et nous parle d'un dieu dans l'histoire du monde, d'un dieu qui rattache par d'invisibles liens le passé antique au jour d'hier, le jour d'hier au jour d'aujourd'hui et de demain, et dont la présence éternelle porte partout l'ordre et l'harmonie dans la succession des temps.

Cependant la lune s'était levée, les nuages qui menaçaient pendant le jour avaient disparu, emportant avec eux les éclairs et les sourds roulemens du tonnerre; de tout cet appareil d'orage il ne restait dans l'atmosphère que quelques vapeurs transparentes. Déjà, depuis long-temps, la barque qui devait nous ramener à la ville nous attendait sur le fleuve.

L.... et sa jeune femme nous reconduisirent jusqu'à la rive, à travers le jardin tout étoilé de vers luisans, tout embaumé de centifolias et de lys qui s'exhalaient à chaudes bouffées.

— Adieu, — à revoir. — Et déjà nous ramions sur les eaux, dont le courant nous entraînait au-devant d'un riche arc-en-ciel d'opale, qui, par cette belle nuit d'été, semblait un pont merveilleux jeté par les Elfes et les Esprits des rosées entre le firmament et la terre.

HENRI BLAZE.

DÉBATS PARLEMENTAIRES.

ÉTAT DE LA QUESTION D'ORIENT. — CONSÉQUENCES DU TRAITÉ DU 15 JUILLET (1).

La France a récemment donné au monde un éclatant spectacle qu'elle seule entre les nations était en mesure de présenter. Sa tribune a été le théâtre de luttes merveilleuses, et jamais plus de talent ne fut dépensé dans une plus grande cause.

Cependant, lorsque, dans ce calme de la pensée où l'on sent le besoin de rentrer après de telles émotions, l'on s'interroge sur les résultats acquis, sur les idées pratiques sorties de ce débat, il faut bien reconnaître que ces idées et ces résultats ne sont peut-être pas à la hauteur de ce qu'il en a coûté d'efforts pour les atteindre.

La France ne pénètre guère mieux qu'avant ces explications so-

(1) La *Revue* a déjà publié sur la question d'Orient divers travaux dus à des plumes éminentes; l'article d'aujourd'hui, sur les *Conséquences du traité de Londres*, s'éloigne quelque peu du point de vue des précédens; mais la question est assez grande et assez ardue pour qu'on veuille entendre toutes les voix, nous voulons dire les voix importantes.

lennelles, le sens véritable et la portée du traité de Londres; elle connaît peut-être les causes accidentelles de sa conclusion, mais elle n'est point fixée sur les motifs déterminans de la politique nouvelle inaugurée par cet acte; enfin, la négociation s'est moins déroulée à ses yeux dans son esprit et sa vérité, que dans le sens des intérêts personnels qu'un fatal concours de circonstances avait engagés dans cette affaire.

Si celle-ci s'était traitée au sein du parlement britannique, si la convention du 15 juillet avait été conclue entre la Russie et la France, en dehors et au détriment des plus chers intérêts de l'Angleterre, combien de temps pense-t-on que le parlement eût consacré aux récriminations individuelles et aux vues rétrospectives sur la politique des précédens cabinets? Eût-il placé le nœud de la difficulté dans le passé plutôt que dans l'avenir, et pense-t-on qu'il se fût plus inquiété du soin de signaler des fautes que de celui de chercher des remèdes?

Soyons juste toutefois envers la chambre, et ne lui imputons pas un tort qui est malheureusement celui de la situation elle-même. L'ordre intérieur est en France si mal affermi, la lie des passions remonte si vite à la surface au moindre souffle de l'orage, et l'entraînement des accidens l'emporte tellement parmi nous sur la permanence des desseins, que de telles préoccupations sont inévitables. Depuis dix ans, toute négociation de nature à se résoudre par la guerre a rencontré devant elle une question préalable qui a fini par la dominer, et les problèmes les plus élevés se sont abaissés presque toujours au niveau d'une question d'émeute. Nous foulons aux pieds un sol qui tremble, et il est difficile que cet ébranlement ne nuise pas à l'appréciation haute et sereine des faits.

La question d'Orient a pris pour la chambre et pour le pays le caractère qu'avaient antérieurement revêtu tous les débats de même nature. Les deux hommes éminens dans lesquels se sont en quelque sorte incarnés les deux points de vue de cette grande affaire, ont bien moins trouvé leur force dans les raisons d'un ordre diplomatique sur lesquelles ils étaient l'un et l'autre en mesure de s'appuyer, que dans les sympathies politiques groupées autour d'eux et si puissamment suscitées par leur parole.

Nous faisons cette remarque moins pour accuser la chambre que pour constater l'empire des préoccupations qui la dominent. Cet empire, nous le subissons nous-même, et nous ne comprendrions pas qu'il fût possible de s'en défendre. Les questions politiques ne sauraient être traitées abstraction faite du milieu social dans lequel elles

se produisent, et vainement attendrait-on d'une assemblée délibérante, troublée par les sourds bruissemens de la tempête sociale, ces décisions calmes et prévoyantes des gouvernemens fortement assis sur leurs bases.

La question d'Orient n'a pas été débattue en elle-même : elle a été dominée par des considérations d'ordre intérieur, cela est trop évident. Ce qui n'est pas moins certain, c'est que la solution qui lui a été donnée par la chambre, solution dont plus que personne nous déplorons l'insuffisance, était la conséquence forcée des fautes commises dès l'origine et durant le cours des négociations.

On se rappelle en quelles circonstances l'opinion fut saisie pour la première fois de cet immense intérêt. C'était à la veille de la double catastrophe de Constantinople et de Nézib, lorsque l'empire et le sultan descendaient à la même heure dans la même tombe. La chambre et le pays s'emparèrent avec ardeur de la large perspective que cette question semblait ouvrir devant la France. Si les uns y virent une occasion de relever le pays de la solution donnée aux affaires belge, espagnole et italienne, d'autres, et c'était le plus grand nombre, acceptèrent avec bonheur l'affaire d'Orient comme une entreprise toute nationale, dans laquelle la France aurait enfin à intervenir sans faire appel à des passions révolutionnaires, et sans rencontrer en face d'elle l'Europe conjurée. On le croyait alors. C'était comme une grande puissance maritime et continentale ayant mission de protéger à la fois son influence légitime et l'équilibre européen, c'était au nom de ses intérêts et de ses plus sacrés souvenirs que la nation s'élançait dans ce champ de l'Orient où elle avait fondé des empires et d'où venaient ses plus grandes gloires.

La France est autre chose dans le monde qu'une révolution incarnée : les quatorze siècles de sa vie historique ne se résument pas dans une seule date, et quelque crainte qu'elle puisse inspirer à l'Europe, celle-ci aura toujours besoin d'elle pour toute œuvre durable. Ainsi sentait du moins la conscience publique, lorsqu'elle suivait avec anxiété les évènemens dont le cours paraissait devoir modifier d'une manière heureuse notre situation dans le monde.

Malheureusement l'opinion était déplorablement préparée pour atteindre un tel résultat, et les idées les plus fausses, alors généralement répandues, ne permettaient guère d'entrer de prime-abord dans une voie pratique et prudente. L'Angleterre, par une multitude de publications, s'était attachée à établir l'identité des intérêts anglais et français en Orient, en armant contre la Russie et ses pro-

jets sur l'empire ottoman toutes les antipathies libérales. Elle dénonçait périodiquement à Paris, dans des journaux et des brochures soumis à son influence, le colosse du Nord et l'ours polaire; et, dans une fièvre risible d'indignation et d'épouvante, elle montrait à la France les Cosaques, à peine établis à Constantinople, se préparant à descendre à Toulon pour opérer une restauration à Paris (1). Cela s'est écrit, cela s'est cru, cela s'est propagé, aux grands applaudissemens de notre presse.

Ainsi, pendant que la France souffrait profondément derrière ses frontières échancrées, elle repoussait péremptoirement et sans discussion la seule hypothèse qui pût lui permettre d'espérer un remaniement de l'Europe. Elle se clouait à l'alliance anglaise, qui lui ôtait jusque dans l'avenir le plus éloigné toute chance de légitime redressement et d'extension territoriale. Elle écartait les Russes des rives du Bosphore en s'effrayant naïvement de l'extension de la marine moscovite, lorsqu'elle présentait comme un titre à la reconnaissance du monde l'indépendance des États-Unis et la fondation de la marine américaine! Elle s'inquiétait des progrès de l'industrie dans la Russie méridionale, lorsque l'Angleterre l'avait à peu près supplantée dans son médiocre commerce du Levant; et pour la question de Constantinople elle identifiait très sérieusement ses intérêts continentaux avec ceux de la puissance maîtresse des îles Ioniennes, de Malte, du cours de l'Indus et du Gange.

Lors de la crise de 1833, cette pensée avait seule préoccupé le gouvernement français, qui n'avait songé à donner aux différends du sultan et du pacha d'Égypte une solution provisoire que dans le but unique de garantir Constantinople. Ce fut sous l'impression de ces précédens que délibéra la commission nommée en 1839 à l'occasion du crédit de 10 millions pour complément des armemens maritimes. Couvrir l'empire ottoman contre l'ambition russe lui parut le premier devoir de la France. Elle n'admit pas qu'une résolution différente pût, en aucune hypothèse, se produire sur ce point, et fit ainsi d'une résistance permanente aux projets prêtés à la Russie un principe fondamental et invariable de la politique française.

Cependant l'opinion commençait à être saisie de faits nouveaux dont il était impossible de ne pas tenir grand compte. L'Égypte s'était organisée sous la main vigoureuse d'un soldat heureux. C'était peut-être moins un peuple qu'une armée; mais il y avait là le germe

(1) Voyez *la Russie, la France et l'Angleterre*, etc.

d'un grand établissement, du jour où la délimitation définitive des territoires permettrait à Méhémet-Ali d'imprimer à sa belle création un caractère permanent et pacifique. Une glorieuse campagne venait de lui assurer la Syrie; il dominait du Nil au Taurus, et l'empire était coupé en deux. L'Égypte parlait à tous les souvenirs comme à toutes les espérances, et la France dut embrasser avec ardeur la pensée de cultiver sur la terre des Pharaons, comme sur celle d'Homère, un germe indigène qui pourrait en écarter les ambitions étrangères. La commission de 1839 fut donc égyptienne; elle pouvait d'autant moins se refuser à l'être, que dans son sein et pour la première fois se révélèrent les sérieuses inquiétudes que devaient causer à la France les projets déjà manifestes de l'Angleterre sur ces contrées, projets que les expéditions maritimes et les établissemens militaires de la Grande-Bretagne aux abords de l'Égypte et de l'Arabie ne trahissaient pas moins que les funestes conseils donnés par son ambassadeur au lit de mort du sultan Mahmoud.

Mais si la commission se montra favorable à l'Égypte et témoigna le vœu que les efforts de la France vinssent en aide aux prétentions du pacha pour lui assurer, sous la suzeraineté de la Porte ottomane, le gouvernement héréditaire de ses possessions, il faut bien reconnaître que dans la pensée de la majorité de ses membres, dans celle de l'unanimité *moins un*, comme l'a déclaré l'honorable M. Jouffroy (1), la question principale ne fut jamais à Alexandrie et qu'elle resta toujours à Constantinople. Abolir le traité d'Unkiar-Skelessi et substituer dans le protectorat de l'empire ottoman les cinq grandes cours au cabinet russe, former un concert européen sur la question turque pour la résoudre contre la Russie, et, à l'aide de ce même concert, résoudre ensuite la question égyptienne contre l'Angleterre; chercher à Londres un point d'appui contre Saint-Pétersbourg en ce qui concerne Constantinople, puis attendre de Saint-Pétersbourg un concours chaleureux contre les prétentions conçues à Londres relativement à Alexandrie; avoir besoin, pour la réalisation de ses vues, de deux assistances qu'on s'aliénait l'une et l'autre; n'être avec personne et mettre tout le monde contre soi, telle était l'inévitable conséquence de ce concert européen si solennellement réclamé, et dont la France ne pouvait manquer de se trouver exclue, à moins de consentir, en y restant, à d'énormes sacrifices.

Dans l'accord si malheureusement invoqué par la commission est

(1) Séance du 1er décembre 1840.

le germe de tous les embarras, de toutes les impossibilités qu'a rencontrées la France dans ses prétentions les plus modérées et les plus légitimes. Cette puissance a été le centre d'une négociation qui n'eût pas pu se nouer sans elle. Si la note du 27 juillet n'a pas été une inspiration exclusivement française, c'est la France seule qui l'a rendue possible; c'est elle qui en portera toute la responsabilité devant l'histoire.

Que la Turquie eût fléchi sous le coup du grand désastre de Nézib, et de cette mort du sultan Mahmoud emportant avec lui la force et l'orgueil de l'empire, c'est ce qui n'est pas douteux, si l'on considère les dispositions du divan et du harem à cette époque, c'est ce qui l'est davantage, j'en conviens, lorsqu'on tient compte des influences diplomatiques. Mais quelque action que pût exercer lord Ponsonby, même après le résultat malheureux de ses instigations passionnées, il est certain que la France, exploitant habilement et les dangers de la situation, et les alarmes de l'Autriche, et les dispositions bien connues de quelques ministres turcs, conservait plus de chances de provoquer alors un arrangement direct entre l'empire humilié et son vainqueur, arrêté au pied du Taurus par l'autorité de nos conseils, qu'elle n'en a pu trouver un seul moment dans la négociation déplorable où, pendant le cours d'une année, s'est si tristement usée son influence. Si l'on peut douter de l'efficacité d'une autre politique, il n'est pas permis de méconnaître l'extrémité où nous a conduits celle du concert européen, concert mensonger qui n'existait pas lorsqu'on l'annonçait si solennellement en face du monde, source de déceptions réciproques et successives, pour l'Autriche en 1839, lorsqu'elle rêvait son congrès à Vienne; pour l'Angleterre, lorsqu'elle osa, au mois d'août de cette même année, nous proposer la complicité d'un autre Navarin; pour la France enfin, lorsqu'en juillet 1840 elle s'est trouvée soudainement exclue des conseils de l'Europe.

Nous avons entendu, dans cette longue discussion, se jeter tour à tour des récriminations et des reproches. Pour nous, nous dirons, dans la sincérité d'une appréciation consciencieuse, que ce qui nous est apparu jusqu'à l'évidence, c'est l'impossibilité où se sont trouvés les divers cabinets successivement chargés en France de cette grande affaire, d'établir sur un bon terrain une négociation faussée dès l'origine. La pensée de ce concert impossible, nous l'imputerons à qui elle appartient, à la chambre elle-même, qui l'a sanctionnée de son approbation et de son vote; c'est à elle et à elle seule que nous aurons le courage et la justice de renvoyer la responsabilité du traité de

Londres, virtuellement contenu dans cette note collective du 27 juillet, qui n'était elle-même que l'application rigoureuse des principes posés dans le rapport de la commission.

Hâtons-nous d'ajouter qu'en adhérant aux conclusions de ce rapport, d'ailleurs si remarquable, la chambre cédait à un honorable sentiment, et qu'elle était, à son insu peut-être, dominée par cet esprit de transaction et d'équité qui depuis vingt-cinq années s'introduit dans le droit public européen comme le germe précieux d'une organisation nouvelle. Le parlement a subi cette influence à laquelle un grand pays peut être fier d'avoir fait des sacrifices, alors même qu'ils ont si cruellement tourné contre lui. La France n'a pas voulu rompre la première la grande association dans laquelle elle fut admise après la libération de son territoire; elle a eu foi dans le désintéressement de l'Europe, parce qu'elle était elle-même désintéressée; et, comme il convient à son génie et à sa mission dans le monde, elle a devancé l'avenir, même au détriment de ses intérêts.

Si c'est là une faute, elle peut honorablement s'avouer. Mais, au point de vue politique, elle n'en reste pas moins grave, car la moindre connaissance des vues divergentes des cinq puissances devait, ce semble, dissuader d'un mode de procéder dont il était facile de prévoir le résultat final.

Nous nous croyons le droit de tenir ce langage, parce que nous n'avons pas attendu, pour manifester notre désaccord sur ce point, les déceptions amères sorties des évènemens. Au sein de la commission de 1839, l'auteur de ces réflexions combattit seul la pensée plus loyale que politique d'un concert qu'alors, comme aujourd'hui, il réputait chimérique. Cette opinion, il l'a portée deux fois à la tribune (1); il a constamment établi, par ses écrits comme par ses paroles, qu'à ses yeux la question de Constantinople n'avait pour la France qu'une importance de second ordre, que le premier devoir de celle-ci était de préserver Alexandrie et Suez, non moins menacées que le Bosphore; et deux fois il a répété, en improuvant la négociation collective alors entamée, qu'un arrangement prompt et direct entre le suzerain et le vassal pouvait seul empêcher l'accord funeste de l'Angleterre et de la Russie, en dehors et au détriment des vues modérées de la France. Il a donc le droit de persister dans des opinions que les circonstances n'ont point faites et qui sont destinées à leur survivre.

(1) *Moniteur*, séances du 1er juillet 1839 et 11 janvier 1840.

Quelque jugement que l'on porte, d'ailleurs, sur la politique inaugurée par la chambre dans la session de 1839, il est impossible de méconnaître le soin scrupuleux avec lequel cette politique a été suivie par le cabinet du 12 mai. Le rapport de l'honorable M. Jouffroy est devenu le programme même du ministère, et si cette politique n'a pas été constamment heureuse, elle a été du moins essentiellement parlementaire. Comme la commission, le cabinet du 12 mai poursuivit simultanément un double but : il entendait protéger le pacha contre l'Angleterre, et l'empire ottoman contre la Russie; mais il donna toujours à ce second protectorat, partagé avec l'Europe tout entière, la première place dans sa pensée; il fit enfin de l'abolition du traité russe de 1833 le but principal de ses efforts.

Cette direction fut suivie avec une persévérance à laquelle la France est aujourd'hui en mesure de rendre hommage; et sans provoquer pour ce ministère les honneurs d'un héroïsme posthume, il est juste de reconnaître qu'en ce qui concerne l'occupation temporaire de Constantinople et les conventions d'Unkiar-Skelessi, il s'est montré décidé dans ses paroles comme dans ses actes. Mais une chose manqua toujours à la politique de ce cabinet, ce fut un point d'appui pour faire prévaloir sa double pensée dans la conférence européenne. Les propositions portées à Londres par M. de Brunow en septembre 1839, et reprises en janvier 1840, prouvèrent à l'Angleterre que la Russie, inquiète elle-même de son droit exclusif et des obligations dangereuses que ce droit pouvait soudainement lui imposer, était disposée à en modifier l'exercice. Dès-lors de nouvelles perspectives s'ouvrirent soudain devant la politique britannique, et le cabinet de Londres cessa d'éprouver le besoin de s'appuyer aussi fortement sur celui de Paris. Le concours de la France n'était nécessaire à l'Angleterre que contre la Russie, et du moment où, par une combinaison hardie autant qu'habile, le gouvernement russe consentait à désintéresser l'Angleterre en sacrifiant son traité de 1833, la force des choses plaçait notre alliée dans une attitude hostile en face de nous, puisqu'il ne restait plus dans le débat qu'une seule question, celle de l'Égypte.

Les esprits doués de quelque prévoyance purent donc annoncer comme infaillible le succès de la négociation russe; ils furent autorisés à dire que de vagues antipathies ne résisteraient pas à des intérêts trop évidens; ils purent enfin regarder la cause égyptienne comme perdue, du moment où la Russie venait se joindre à l'Angleterre pour en rendre le succès impossible. Ce qui s'est fait, comme ce qui se

prépare, est donc le résultat logique du principe posé de prime-abord; il est manifeste aujourd'hui, quelque pénible que puisse être cette découverte pour les ames honnêtes, que, pour faire prévaloir en Orient notre politique de justice et de loyauté, il fallait avoir avec soi l'un des deux grands intérêts européens qui pèsent sur ce pays et menacent son avenir.

On avait, il est vrai, compté sur l'Autriche, comme si l'on avait ignoré que Vienne ne *veut rien* contre Londres et *n'ose rien* contre Saint-Pétersbourg. L'on avait sérieusement entretenu l'espérance que ce cabinet aimerait mieux se *mésallier* avec la France de 1830 que se *mal allier* avec l'Europe de 1815, comme si, dans tout projet d'union, les susceptibilités d'une certaine nature ne se résignaient pas plus facilement aux sacrifices des intérêts qu'à ceux de la vanité! La France n'a pas eu le droit de s'étonner en voyant le cabinet de Vienne, qui, au début de ces négociations, acceptait les bases de notre plan quant à la délimitation territoriale et à l'hérédité des possessions du vice-roi, se rallier soudain à l'Angleterre, dès que la possibilité d'une union a été constatée entre Saint-Pétersbourg et Londres. Il n'était pas douteux non plus qu'une inspiration analogue associerait étroitement à cette politique le cabinet prussien, dont les efforts tendront toujours à montrer à la France l'Europe forte de son unité et liée par les souvenirs de la grande lutte soutenue contre Napoléon.

L'instant décisif de la négociation a donc été celui où le baron de Brunow reparaissait en Angleterre avec de nouvelles propositions, dont il était impossible de méconnaître la portée, puisqu'elles impliquaient très nettement l'abandon des droits exclusifs de la Russie dans la mer de Marmara. Devant le péril de cette négociation toujours ouverte, car le cabinet du 12 mai en avait plutôt suspendu la conclusion qu'il ne l'avait fait repousser, une seule alternative se présentait évidemment. Il eût fallu choisir à l'instant même entre une attitude tellement décidée, qu'il restât démontré pour l'Angleterre que la conclusion d'un arrangement opposé à nos vues entraînerait l'éclatante rupture de notre alliance et celle de la paix du monde, et une politique de transaction qui, sans sacrifier le pacha, aurait constaté dès l'abord que la France n'entendait pas lier son sort et son honneur à la solution de la question des limites de la Syrie. De ces deux politiques, l'une était plus conforme aux engagemens moraux pris par les pouvoirs de l'état, l'autre était, on ne saurait en disconvenir, plus en rapport avec une situation intérieure dont il

est impossible de méconnaître la gravité. La première avait grande chance de réussir par le seul effet d'une décision énergique, car l'Angleterre n'eût point affronté, on peut le croire, les périls d'une rupture avec la France, si elle les avait estimés sérieux, si elle avait cessé de répéter dans son cœur ce mot fatal : *On n'osera pas;* la seconde politique pouvait aussi être acceptée de l'opinion, si l'on y avait préparé le pays en lui faisant comprendre le danger du rapprochement formidable qui se préparait à Londres, au lieu de lui présenter en toute occasion cette tentative comme insensée et chimérique.

Les hommes les plus dévoués à l'intérêt égyptien, et nous n'hésitons pas à nous placer dans cette catégorie, auraient compris que l'avantage d'assurer la totalité de la Syrie au vice-roi, quelque réel qu'il fût d'ailleurs, n'équivalait pas pour la France au péril d'une alliance entre l'Angleterre et la Russie, et à celui d'une guerre universelle. Les esprits les moins disposés aux transactions après le traité signé sans la France et à son insu se seraient empressés, on peut le croire, de les conseiller dans une certaine mesure, alors que le pays pouvait encore les faire honorablement, car autre chose est de se montrer décidé en face d'une situation périlleuse, autre chose est d'empêcher par sa prudence une telle situation de se produire.

Au lieu de cela, qu'a-t-on fait? On a montré de l'entêtement sans décision, et l'on a lassé par ses délais sans inquiéter par ses préparatifs; on n'a su ni s'opposer énergiquement au danger dans son principe, ni faire spontanément en temps utile une concession pour le conjurer. C'est ainsi que nous sommes arrivés, dans notre incertitude et notre confiance, jusqu'à cette extrémité de subir la loi de l'Europe aux dépens de notre influence, si ce n'est de notre honneur, ou d'engager contre elle une lutte de vengeance et de désespoir.

Dans le premier trimestre de 1840, à l'arrivée du nouvel ambassadeur du roi à Londres, le moment était évidemment arrivé de prendre une résolution définitive. Donner pour instructions à M. Guizot, en l'envoyant en Angleterre, de gagner du temps, et d'observer, d'écouter toutes les propositions sans prendre de parti sur aucune; se préoccuper de la mission de M. de Brunow comme d'un incident, au lieu d'y voir une combinaison nouvelle d'un succès trop certain, si la France ne coupait court brusquement à des ouvertures si redoutables pour elle-même, c'était laisser au hasard des évènemens ce que la bonne politique prescrivait impérieusement de lui ôter.

Deux cabinets ont successivement partagé, à cet égard, des illusions que les préoccupations publiques en France contribuaient d'ailleurs à

faire naître et à entretenir. Le ministère du 12 mai a pensé que le rejet par l'Angleterre des secondes propositions Brunow entraînait pour conséquence un rapprochement avec le gouvernement français, et il a constamment maintenu la demande de la Syrie et de l'Égypte héréditaires pour le vice-roi, en ne retirant de ses propositions primitives que la possession viagère de Candie; le ministère du 1er mars a cru que le fait même de sa formation, et l'éclatante déclaration politique qui l'avait précédée, allaient nous rendre les plus beaux jours de l'alliance anglaise; il n'a pas douté que devant la cendre de Napoléon qu'elle venait de nous rendre, notre alliée ne s'empressât de faciliter, au prix de quelques concessions, la marche d'un cabinet qui faisait de l'union intime des deux pays la base et le résumé de ses croyances politiques.

Comment admettre d'ailleurs, s'écriait-on à cette époque, que l'Angleterre, menacée par la Russie jusqu'aux extrémités de son vaste empire, qui trouvait partout l'influence russe sur ses pas, en Perse et dans la Haute-Asie aussi bien que sur le Bosphore, que l'Angleterre, qui refusait avec son vieux Chatam de discuter contre tout homme ne voyant pas que le maintien de l'empire ottoman était la condition même de l'existence de l'empire britannique; comment croire que cette puissance, foulant soudainement aux pieds et ses profondes antipathies, et ses amitiés récentes, et sa haine du despotisme, et sa foi constitutionnelle, se priverait, pour un intérêt du second ordre, du plus puissant moyen de résistance aux projets de Catherine? comment supposer qu'elle ferait taire dans son cœur sa haine éternelle contre la Russie, devant sa haine d'un jour contre un pacha d'Égypte?

Ainsi s'entretenaient des illusions désastreuses, et des lieux communs de journaux sur l'alliance des deux grandes nations libérales masquaient à tous les yeux le travail souterrain qui se faisait à Londres. La France ne comprenait pas qu'elle n'avait plus de concession à attendre depuis qu'elle avait cessé d'être nécessaire pour résoudre la question de Constantinople; elle ne voyait pas se produire cette évolution nouvelle par laquelle la politique anglaise allait chercher la solution des graves questions que l'Orient porte en son sein dans le concert exclusif de deux grandes puissances.

Cependant les propositions anglaises, loin de se rapprocher des nôtres, s'en éloignaient de plus en plus; à l'offre faite, sous le 12 mai, de donner le pachalick d'Acre en hérédité sans la place, avait succédé, sous le 1er mars, l'offre illusoire de donner la place

sans l'hérédité. Mais cette immobilité de la négociation, ce parti pris de la part du cabinet anglais, ces derniers efforts de l'Autriche, alarmée d'une résolution décisive, n'apportaient d'enseignement à personne. et l'on tenait l'alliance pour si bien trempée, qu'on ne reconnaissait à aucune puissance humaine le pouvoir de la rompre.

Déjà cependant l'Angleterre, après six mois de méditations sur les éventualités les plus éloignées de cette immense affaire, avait pris son parti avec cette résolution calme et forte qui ne lui manque en aucune grande circonstance. Pendant que l'on préparait sa réconciliation avec Naples, elle disposait froidement l'insurrection de la Syrie; puis, un mois plus tard, elle expliquait la signature du traité par la découverte d'une négociation directe qu'aurait fomentée la France. Au fond, cette explication en valait une autre pour masquer une décision dont notre adhésion tardive et contrainte n'eût pas changé le caractère, décision qui n'en serait pas moins restée, même avec cinq signatures, le premier monument de l'accord de l'Angleterre et de la Russie pour régler, selon leurs vues et par leur prépondérance absolue, les affaires de l'empire ottoman. La France aurait été invitée à signer des stipulations contraires à ses intentions manifestées avec tant de persistance, que ce témoignage de déférence n'eût pas rendu sa défaite moins éclatante. Les égards de protocole ne restituent pas aux cabinets l'influence politique qui se retire, et la France était évidemment vaincue à Londres du moment qu'il ne lui restait d'autre ressource que d'y subir les conditions qu'elle n'avait pu faire modifier. Le défaut d'une invitation adressée à notre gouvernement pour joindre sa signature à celle des quatre puissances peut sembler un manque de procédés; mais là n'est pas la gravité de l'acte lui-même, là n'est pas la rupture de l'alliance de dix années: cette rupture gît tout entière dans ce grand fait d'un rapprochement opéré moyennant des concessions réciproques entre les cours de Russie et d'Angleterre pour régler les affaires d'Orient sur d'autres bases que celles proposées par la France.

Quelle est la valeur politique de ce fait nouveau, si long-temps réputé impossible, et que nous étions à peine admis, dans la discussion de 1839, à signaler à la tribune comme une éventualité lointaine? Quels ont été, dans l'esprit des puissances signataires, la portée immédiate et les conséquences plus éloignées du traité de Londres?

En s'en rapportant aux organes de la publicité, et même à des appréciations d'un caractère plus élevé, l'acte du 15 juillet aurait été à la fois une coalition contre la révolution française, le préliminaire

d'un partage de la Turquie, puis en même temps, et le plus souvent sans transition, une œuvre toute individuelle de lord Palmerston, une petite vengeance contre la personne de M. Thiers, un nuage passager entre les deux nations dont les intérêts ne restent pas moins unis pour l'avenir, une sorte de brouille d'époux, destinée à leur rendre bientôt les douceurs du *honey-moon*.

Dans la solennelle discussion qui vient d'occuper le monde, M. le ministre des affaires étrangères du cabinet actuel, dont les paroles empruntent tant d'autorité à son ancienne situation et à sa position présente, et avec lui les membres de la majorité de la commission, après un laborieux examen des détails de cette grande transaction, ont paru en attribuer la conclusion soudaine à deux causes : la persistance de la France dans des propositions itérativement repoussées par les autres cours, et la découverte d'une négociation séparée tendant à l'arrangement direct entre le suzerain et son vassal. M. le ministre des affaires étrangères a cru pouvoir ajouter que, dans sa conviction profonde, le traité ne s'appliquait en réalité qu'aux intérêts qu'il avait définis, que cet acte ne contenait rien de moins et rien de plus, et il a paru l'envisager beaucoup moins comme l'inauguration d'une politique nouvelle dans les affaires d'Orient que comme un incident déterminé par certaines fautes; il a semblé enfin y voir un épisode, grave sans doute, mais transitoire, dans l'histoire de nos bons rapports avec la Grande-Bretagne.

Nous ne saurions accepter cette opinion, et réduire à de telles proportions le grand acte qui a si vivement ému la France et le monde.

Le gouvernement français a eu le tort réel, et nous l'avons déjà reconnu, de ne pas modifier son attitude à Londres sitôt que la position s'y était trouvée radicalement changée par les progrès évidens de la négociation Brunow; il a eu le tort moins sérieux, réel cependant, de fournir, par l'envoi de M. Périer en Égypte, non pas un motif, mais un prétexte au gouvernement qui ne craint pas de mettre une tentative de conciliation parfaitement légitime, même au point de vue du concert européen, puisque l'accord prétendu dont on arguait depuis le 27 juillet était alors évidemment rompu, en regard de l'insurrection de Syrie et des ordres sans exemple donnés aux amiraux de sa flotte; mais ces torts ne suffisent en aucune façon pour expliquer, au simple point de vue des intérêts de l'Angleterre, le brusque et complet abandon de l'alliance française.

Ce serait aussi par trop nous rabaisser dans l'estime du monde que de croire notre concours d'un prix assez faible pour être aussi légè-

rement répudié. L'alliance française ne vaudrait pas pour la Grande-Bretagne une simple contrariété; elle ne résisterait pas, cette alliance, à un accès de mauvaise humeur, et le concours d'une armée de cinq cent mille hommes, d'une flotte formidable, et l'appui du nom de la France, ne compenseraient pas le très faible inconvénient de laisser quelques années à un septuagénaire le gouvernement des provinces occupées par ses armes! Oh! c'est pour le coup que le traité du 15 juillet serait la plus sanglante des dérisions, la plus amère des insultes! c'est pour le coup que la France devrait trouver dans son honneur outragé la force de révéler ce qu'elle vaut au cabinet qui l'aurait aussi indignement oublié!

Mais non, qu'on se rassure: nous n'avons pas subi ce dernier outrage, nous n'avons pas été livrés à si bon marché dans la conférence de Londres, et lorsqu'on s'est séparé de nous, en arguant des torts de notre cabinet, on a compris qu'on faisait une chose grande, sérieuse, et, tranchons le mot, irrévocable. On a pu penser que la France s'isolerait d'abord et n'oserait rien dans son isolement: en cela, l'on a eu raison; mais on n'a pas cru, on n'a pas pu croire qu'elle pardonnerait l'outrage de son alliance aussi cavalièrement livrée; on n'a pas pu ignorer qu'une réaction formidable se préparerait bientôt contre notre union léonine avec l'Angleterre dans l'esprit même de ses plus aveugles partisans. On connaît à Londres et la vivacité de nos impressions et l'entraînement de nos pensées; l'on y a certainement pressenti, avant de signer le traité, des paroles analogues à celles de M. Mauguin, on en a mesuré d'avance l'effet énorme sur la chambre, sur la nation et sur l'Europe. L'Angleterre ne nous méprise pas assez, croyons-le bien, pour n'avoir pas compris qu'en signant la convention du 15 juillet, elle déchirait de sa propre main le gage de notre union. Si elle s'est décidée à se passer de nous pour le règlement ultérieur de cette grande affaire d'Orient, si elle a gratuitement renoncé à la seule alliance qui rendît pour long-temps du moins inexécutables les plans de la Russie, c'est qu'elle s'est d'avance résignée à les subir, en s'assurant des avantages qui finiront peut-être un jour par lui faire devancer à elle-même le cours des évènemens.

Il n'y a, sans doute, rien d'écrit, à l'heure qu'il est, entre M. de Brunow et lord Palmerston, et si les Russes s'établissaient aujourd'hui à Constantinople, cet évènement aurait une telle influence sur l'opinion publique en Angleterre, qu'il suffirait, on peut le croire, pour rompre une alliance naissante, et briser le ministre qui a si hardiment ouvert une phase nouvelle à la politique de son pays. Des

assurances à cet égard sont donc parfaitement inutiles, et ne manqueraient pas même d'une certaine naïveté. Mais ce qui reste démontré pour tout esprit sérieux, connaissant et la politique de l'Angleterre et le sens droit et pratique de ce pays, c'est qu'un point de vue tout différent de celui où l'on s'était placé depuis un siècle s'est ouvert pour le cabinet, lorsqu'il a signé le traité du 15 juillet, et pour la nation elle-même, lorsqu'elle a ratifié l'œuvre de son gouvernement par une approbation qui n'est douteuse pour personne. L'Angleterre soupçonne déjà qu'il y a moyen de s'arranger avec la Russie dans l'Orient autrement qu'à coups de canon. En se plaçant aux bords de l'Euphrate et sur l'isthme de Suez dans une position identique à celle qu'occupe sa rivale sur le Bosphore, elle vient de faire un premier acte de résignation pieuse à la destinée : très versée dans la science du droit public, tel que les publicistes des deux derniers siècles l'ont faite, elle a rempli un impérieux devoir en pondérant l'influence russe en Roumélie par l'influence anglaise en Syrie et en Égypte; elle saura pousser jusqu'au bout cet esprit de résignation, en faisant le sacrifice de ses haines aux nécessités de l'équilibre européen, et la croisade furieuse de M. Urquhart avortera désormais contre la pacifique théorie des compensations.

L'Angleterre n'a certainement pas encore le projet arrêté d'occuper en toute souveraineté la vallée du Nil et les chaînes du Liban; mais lorsqu'elle s'établissait au fort William et au fort Saint-George, lors même qu'elle gagnait la bataille de Plassey, elle ne soupçonnait pas non plus que d'un tel évènement sortirait bientôt un fabuleux empire de cent millions d'ames. Elle n'a pas conçu *à priori* la pensée de conquérir les Indes, et cette conquête est sortie de la force des choses, à laquelle il est juste de reconnaître que le cabinet britannique s'est long-temps efforcé de résister. Or, la domination de l'Égypte et de la Syrie, l'occupation des deux routes de l'Inde, la centralisation à Alexandrie du commerce de ce grand peuple dont les deux capitales s'appellent Londres et Calcutta, la réalisation complète des destinées conçues pour la ville d'Alexandre par le génie de son grand fondateur, la domination des fellahs de l'Égypte et des fières tribus de la Syrie, à l'aide du merveilleux système qui ploie sans effort comme sans souffrance sous la civilisation de l'Europe et les peuples du Gange aux mœurs timides, et les hordes indomptées de l'Himalaya; ce sont là autant de faits contre lesquels nous lutterions désormais en vain, et que les deux mondes peuvent tenir pour irrévocablement consommés. J'ignore si les Anglais évacueront Saint-Jean-d'Acre :

cela se peut, et je le crois; mais, ce que je tiens pour certain, c'est que ce siècle n'aura pas terminé son cours avant que le régime politique de l'Inde anglaise soit établi aux bords même de la Méditerranée. L'Égypte et la Syrie auront aussi leurs pachas et leurs émirs pensionnaires du grand empire maritime; ils recevront de sa libéralité de l'or, des armes, des officiers, puis des garnisons et des citadelles; alors il en sera de l'intégrité de l'empire ottoman comme il en fut de la suzeraineté du Mogole de Delhi. Ceci est le dernier terme de la question d'Orient, telle que le traité du 15 juillet l'a commencée.

A ce prix, l'Angleterre pourrait à coup sûr livrer un jour Constantinople. Sans contester la haute importance d'une telle possession, il faut en effet se garder de l'exagérer pour en apprécier la valeur réelle.

Dans notre opinion, Constantinople apporterait à la Russie un grand accroissement de force morale plutôt qu'un immense développement de puissance matérielle. On oublie trop en traitant cette question qu'on s'inquiète de faits déjà presque complètement accomplis. Constantinople ne fera pas de la Russie une puissance maritime, car elle l'est déjà, puisqu'elle est maîtresse de la mer Noire, et qu'elle y entretient une flotte formidable; Constantinople ne fera pas de la Russie une puissance commerciale, car on tisse le coton et l'on raffine le sucre en Crimée aussi bien qu'à Manchester, et Odessa communique chaque jour avec Liverpool. La plupart des argumens en circulation en France et en Angleterre sur ce sujet s'appliquent bien moins à l'état actuel des choses qu'à ce qu'était la Russie avant que la mer Noire fût un lac russe, et que ses provinces méridionales fussent dominées par la civilisation et l'industrie de l'Europe. Ce qu'on redoute existe, et si c'était un malheur pour le monde, ce malheur-là serait déjà presque consommé.

Que gagnera donc la Russie en occupant Constantinople? D'avoir les clés de sa maison. C'est beaucoup sans doute, je ne le nie pas; mais en quelles mains sont donc ces clés? Est-il un portier plus débonnaire et dont on doive moins redouter les capricieuses velléités? Refusera-t-il jamais d'ouvrir ces portes, tant qu'une armée aux pieds des Balkans menacera Andrinople, tant qu'une flotte pourra dans trois jours venir les forcer ou incendier le sérail en cas de refus? Si la Russie avait aujourd'hui une collision dans la Méditerranée avec une puissance maritime, le divan serait-il en mesure de clore les Dardanelles pour empêcher la sortie des escadres de Sébastopol? pourrait-il davantage empêcher un corps russe d'occuper en pareil cas les châteaux

d'Europe et d'Asie pour défendre le détroit contre une flotte ennemie? Il n'est pas de stipulations écrites qui tiennent contre de pareils faits. L'Europe aura beau passer des notes diplomatiques, elle n'ôtera jamais à la Russie le bénéfice d'une telle proximité, et les traités préparés laborieusement dans les chancelleries pour la garantie de Constantinople devront, sous peine de rester frappés d'un vice originel et d'un ridicule, trouver préalablement un moyen de rapprocher Toulon de la mer de Marmara et d'en éloigner Sébastopol. Lorsque ce problème géographique aura été résolu, j'entrerai de grand cœur dans le concert européen.

Ne raisonnons donc pas sur l'occupation de Constantinople, comme on aurait pu le faire avant les conquêtes de Pierre Ier et de Catherine II. Concevons bien, d'une part, que la Russie se dirige vers le Bosphore par une force d'entraînement aussi irrésistible que celle qui pousse les grands fleuves de leur source à leur embouchure dans l'Océan (1). Comprenons bien, de l'autre, la portée véritable de cet évènement dans l'économie générale du monde. La conquête de Constantinople constituera, dans la Méditerranée, une marine puissante : celle-ci sera bien loin cependant d'égaler la marine anglaise; mais par son association avec la nôtre elle préservera la liberté commerciale du monde si sérieusement menacée. Cette conquête donnera nécessairement à la Russie le patronage et peut-être la souveraineté de l'archipel et d'une portion de l'Asie-Mineure : extension redoutable sans doute, qui ne compenserait pas néanmoins celle que la domination de l'Angleterre, depuis Alexandrie jusqu'à Bagdad, assurerait à la souveraine des deux presqu'îles de l'Inde.

Il se peut donc que la Grande-Bretagne accepte un jour, même au prix de Constantinople, le complément d'une domination qui comptera probablement alors la Chine parmi les peuples vassaux de son empire; il se peut qu'elle se résigne à livrer à ses destinées la ville de Constantin. Il se peut aussi, et nous n'avons garde de le nier, qu'elle recule devant l'audace d'une aussi grande chose. Si le traité du 15 juillet est le premier pas dans cette carrière, le but est bien loin encore derrière la génération contemporaine, et plus d'une fois, sans doute, les reviremens de l'opinion feront hésiter l'Angleterre entre son vieux système anti-russe et la politique nouvelle si résolument commencée par lord Palmerston.

(1) On nous permettra de renvoyer sur cette question au deuxième volume *des Intérêts nouveaux en Europe*, où nous avons eu occasion de la traiter avant qu'elle fût de circonstance.

Que s'il en est autrement, et si l'alliance du 15 juillet est destinée à résister aux complications prochaines de l'Orient, la France peut voiler pour jamais la statue de sa gloire, et descendre silencieusement et sans résistance au rang des puissances secondaires, car l'arrêt porté sur elle sera devenu irrévocable. L'alliance de l'Angleterre et de la Russie, c'est à la fois la paix et l'asservissement du monde; c'est son asservissement fondé sur l'abaissement politique de l'Allemagne et de la France; c'est la paix telle que la servitude la donne, la paix et pour long-temps peut-être, car le partage de la terre serait consommé.

Qu'on veuille bien ne pas sourire trop dédaigneusement à ces périls fantastiquement évoqués, qu'on ne dise pas surtout avec une gravité bouffonne que l'empire de l'Inde sera le sujet d'une éternelle hostilité entre la Russie et la Grande-Bretagne, comme si les Russes convoitaient le Bengale pour s'y établir, comme si, une fois rendus à Constantinople, ils songeraient encore à aller à Calcutta, comme si leurs tentatives actuelles aux extrémités même de l'Asie étaient autre chose que des étapes vers le Bosphore! Qu'en appréciant la politique conjecturale, les puissans raisonneurs soient aujourd'hui modestes, et qu'ils sachent bien qu'au temps près, dont le bénéfice ne manque jamais aux nations assez fortement constituées pour l'attendre, il y a moins loin de l'état actuel des choses à celui-là que de l'alliance anglaise de 1839 à l'alliance anglo-russe de 1840.

Le traité de Londres est l'un des évènemens de ce siècle les plus féconds en conséquences menaçantes. Ainsi l'a compris l'instinct public, qui va droit au fond des choses et supprime les transitions pour aborder les situations politiques dans leur réalité intime et leurs fatalités logiques; ainsi le comprend sans doute aussi le cabinet du 29 octobre, lors même qu'il affecte d'en amoindrir la portée en le réduisant aux proportions d'une sorte de représailles contre l'arrangement direct; autrement il serait insensé d'imposer à la France les énormes sacrifices qu'on lui montre en perspective pour deux années, car il n'y aurait aucun motif sérieux à ces armemens hors de toute proportion avec nos ressources. Ou le cabinet nouveau sacrifie à une sorte de respect humain et aux considérations les plus coupables l'or et les forces vives du pays, ou il s'inquiète autant que nous-même d'un accord et d'un avenir sur lequel il est loin d'avoir dit sa pensée tout entière.

Le traité du 15 juillet n'a pas seulement donné à l'affaire d'Orient une direction déplorable pour la France; il a tristement révélé son

isolement en Europe, au sein des gouvernemens et des peuples. L'Autriche et la Prusse ont embrassé avec ardeur l'idée d'un accord européen dont nous serions exclus; l'une et l'autre ont fait à cette passion d'une autre époque des sacrifices d'influence et peut-être de sécurité. La convention de Londres, qui, prise au pied de la lettre, n'offre en effet qu'une importance secondaire, si l'on n'y voit que la part trop faible faite au pacha d'Égypte, tire donc son caractère véritable de sa double tendance politique. D'une part, c'est un vague ressouvenir de Chaumont; de l'autre, c'est le principe avoué de la direction suprême de l'Angleterre et de la Russie dans les affaires d'Orient. C'est une ombre évoquée dans le passé, c'est une perpétuelle menace dans l'avenir.

Les conséquences éventuelles d'un pareil acte, et l'isolement où le seul fait de sa conclusion plaçait la France, imposaient à celle-ci l'impérieux devoir d'arrêter le mal dès son principe, en réclamant avec une décision calme, mais inflexible, une modification à l'état de choses, très alarmant pour elle, créé par le traité. Espérer que ce traité conclu ne serait pas ratifié, ou que, les ratifications échangées, il serait sursis à son exécution ; ne pas pressentir que cette exécution serait hardie autant que rapide, à raison même des obstacles que tout retard pouvait entraîner, c'eût été se bercer d'illusions tellement inexplicables, que tout le monde se défend aujourd'hui de les avoir éprouvées. Il fallait donc qu'une résolution instantanée répondît à un acte tout au moins imprudent, qui, en rompant une alliance de dix années, déplaçait soudainement toutes les positions du monde politique; il fallait que la France se mît immédiatement en mesure d'obtenir, par un complément de négociations appuyé d'une intervention directe sur le théâtre des évènemens, une modification aux dispositions de Londres, modification bien moins importante pour sauver les intérêts du pacha d'Égypte que pour prévenir les conséquences ultérieures de l'intervention anglo-russe en Orient.

Nous éviterons le ridicule des plans de campagne tracés après coup; mais nous devons à notre conscience de déclarer qu'à nos yeux, si une fâcheuse indécision n'avait paralysé toutes les résolutions du gouvernement, il y avait des moyens à employer pour rendre l'exécution intégrale du traité tellement difficile, que les puissances signataires, ménagées d'ailleurs dans leurs justes susceptibilités, comme nous demandions à l'être nous-mêmes, auraient vraisemblablement accepté, avant de pousser les choses à outrance, l'occasion d'ouvrir des négociations avec la France. Ne peut-on pas croire, par exemple,

que si, au lieu de paraître menacer l'Europe tout entière par la violence et le vague même de ses projets, la France, maintenant soigneusement à la question son caractère exclusivement oriental, avait jeté, à l'instant même du traité dénoncé, quelques milliers de ses soldats dans Saint-Jean-d'Acre, et envoyé à sa flotte, non pas lors de la tardive scission du 2 octobre, mais durant l'unanimité des derniers jours de juillet, l'ordre de cingler vers Alexandrie, ne peut-on pas croire qu'un cours tout différent eût été imprimé aux évènemens dans ces contrées? Les relations de chaque jour entre Alger et Toulon assuraient, ce semble, et la promptitude et le secret d'une telle expédition, qui ne contrariait pas d'ailleurs la lettre du traité, puisque celui-ci garantissait primitivement la place d'Acre au pacha d'Égypte. Quelle objection aurait du moins rencontrée un système de coopération analogue à celui qui avait prévalu pour l'Espagne, par exemple, un système qui, poussé avec ardeur, aurait donné en quinze jours au pacha d'Égypte, dans nos garnisons du midi et dans celles de l'Algérie, une force militaire supérieure à celle qui a renversé sa puissance? Si des uniformes français s'étaient montrés en Syrie, si la France n'avait pas abandonné au hasard des évènemens les populations dont le cœur bat depuis tant de siècles à l'unisson du sien, si elle avait pris l'engagement solennel d'écouter leurs vœux et de faire droit à leurs justes griefs, n'est-il pas évident qu'une démoralisation soudaine n'aurait pas livré à quinze cents Anglais l'avenir de ces magnifiques contrées?

On a beaucoup reproché au cabinet du 1er mars ses résolutions du 2 octobre et la rentrée de l'escadre à Toulon. Sans le défendre à cet égard contre des reproches qu'il a paru accepter lui-même, nous dirons que l'inaction de la flotte nous paraît bien moins excusable avant le mois d'octobre qu'après la crise ministérielle de cette époque, et qu'à nos yeux tout avait cessé d'être possible du jour où l'on avait laissé l'Angleterre en mesure de dominer la côte entière de la Syrie, sans craindre de rencontrer la France devant elle. Le seul cas de guerre vraiment efficace et digne de nous était l'interdiction d'attaquer une place forte couverte par la présence de notre drapeau.

D'ailleurs, était-ce la guerre qu'une interférence conforme aux principes les plus rigoureux du droit des gens, en face d'un traité dont la portée peut échapper à ceux même qui l'ont conclu de bonne foi? était-ce la guerre qu'une intervention conciliatrice en Syrie après que la paix du monde avait résisté à une intervention bien moins régulière à Ancône? Non, ce n'était pas la guerre, nous en avons la con-

viction intime, et nous pourrions au besoin appuyer un avis sans aucun poids par lui-même sur les plus imposantes autorités. Mais la guerre fût-elle sortie de ces mesures prudemment combinées, qu'alors, appuyée sur l'honneur et sur le droit, elle eût été mille fois préférable et à la paix qui nous est faite, et aux hasards dont nous étions menacés. Notre supériorité, du moins temporaire, dans la Méditerranée n'a pas été contestée dans la discussion; elle nous permettait de nous établir en force sur le théâtre des évènemens. Si un conflit fatal devait sortir plus tard de dispositions légitimées par la prudence et par le droit commun des nations, nous étions dès-lors en mesure d'attendre l'ennemi derrière nos frontières, au lieu de le menacer sur le Rhin et sur les Alpes en engageant la Sardaigne et la confédération germanique tout entière dans une querelle sortie d'un traité pour un règlement de limites en Syrie.

La solution de la question d'Orient a été perdue pour la France du jour où, derrière le traité du 15 juillet, une portion de la presse française a fait apparaître les traités de 1815, et lorsque nous avons semblé vouloir faire, dans des conditions moins favorables, ce que nous avions refusé lorsque la Belgique, la Pologne et l'Italie nous tendaient les bras, et que la neutralité de l'Angleterre ouvrait du moins des chances à une lutte égale. Ici nous n'accusons pas le cabinet, qui a souffert sans nul doute plus que personne de la direction si imprudemment imprimée à l'opinion; nous constatons seulement un fait dont il a été, nous le reconnaissons, bien moins responsable que victime. L'opinion européenne, qui eût applaudi à tout acte de résolution fait en temps utile en Orient, s'est soulevée à la tardive provocation que la France jetait au monde pour se venger de ses déboires diplomatiques. Nos neuf cent trente mille hommes du printemps prochain auraient trouvé l'Europe tout entière en armes, en face d'eux, évoquant les souvenirs de 1813 et ne s'inquiétant pas d'une excitation factice qui eût difficilement compensé par son énergie les embarras qu'elle nous aurait créés. Placée entre une guerre révolutionnaire entreprise sans fanatisme et une lutte régulière soutenue sans alliance et sans aucune chance sérieuse de succès durable, l'opinion n'aurait pas donné au gouvernement cette force qu'elle emprunte elle-même ou à l'entraînement des passions, ou au sentiment profond du droit.

On sait d'ailleurs quelle cruelle déception devait bientôt saper par sa base ce plan déjà si hardi par lui-même. La Syrie soumise sans résistance, Acre tombé, le pacha traitant dans Alexandrie sous le

canon britannique, tous ces faits auraient donné à la France continuant ses armemens, pour obtenir une modification à un traité déjà accepté par la partie intéressée, une attitude vraiment difficile à qualifier.

Résumant en peu de mots cette longue histoire de nos déceptions diplomatiques, nous dirons qu'il n'y a pas trop à s'étonner si un échafaudage de négociations élevé sur le mensonge patent de la note du 27 juillet a croulé par sa base en nous couvrant de ses débris. Peut-être nous permettra-t-on d'ajouter que, du 1er janvier au 1er septembre, il a existé un moment décisif pour transiger, comme un moment décisif pour agir, et qu'on a laissé passer ces deux instans suprêmes sans profiter de l'un pour faire accepter à l'opinion quelques concessions nécessaires devant le péril d'une coalition imminente, sans user de l'autre pour une intervention directe et courageuse. La note du 8 octobre émanait sans doute d'une honorable inspiration, mais elle laissait la France désarmée en Égypte et en Syrie, alors que son concours y devenait indispensable, et faisait du cas de guerre un moyen de rétablir notre honneur en Europe plutôt que de maintenir nos intérêts en Orient.

La chambre s'est donc trouvée dans cette situation déplorable de se résigner aux actes consommés, en ne prenant pour l'avenir que de vagues et insuffisantes réserves, ou d'accepter un plan assis sur une hypothèse de résistance si cruellement démentie par les faits, douloureuse alternative qui a pesé à plus d'une conscience.

Puissent au moins le pays et son gouvernement prendre au sérieux la situation qui nous est faite! puissent-ils comprendre que toute démonstration empressée pour sortir d'un isolement plus redoutable aux autres qu'à nous-mêmes serait à la fois une atteinte à la dignité nationale et la plus énorme des fautes! S'il existait quelque part l'arrière-pensée de reprendre à la première démonstration amicale venue de Londres, et le cours de nos anciens rapports, et notre place dans cette conférence où la France siégerait désormais au-dessous de la Prusse; si l'on avait conçu l'espoir de faire oublier à la nation le traité du 15 juillet, en accolant son nom à je ne sais quelle stérile et caduque garantie de l'intégrité de l'empire ottoman; si l'on était dévoré du besoin de rentrer dans la communion des chancelleries étrangères, sans voir qu'entre la France et l'Europe la situation est radicalement changée depuis six mois, je plaindrais les hommes qui auraient conçu de telles pensées, car elles seraient l'arrêt de leur mort politique et le signal d'une inévitable réaction.

Il ne faut pas hésiter à le reconnaître, en prenant par le traité du 15 juillet l'initiative de la rupture du grand accord d'Aix-la-Chapelle, l'Europe a replacé la France à l'état de nature vis-à-vis d'elle, et, depuis la signature de cette convention, la paix du monde reste sans base comme sans garantie. C'est là un grand malheur sans nul doute, mais c'est aussi un fait qu'il faut savoir accepter dans toutes ses conséquences. Il n'y a ni dithyrambe pacifique, ni théorie humanitaire qui tiennent contre le sentiment de l'abaissement descendu au cœur d'un grand peuple; et le jour où la nation aurait la pleine conscience qu'elle est tombée au rang des puissances du second ordre, ce jour-là la paix publique traverserait la plus terrible des épreuves, car l'on pourrait craindre de voir la France immoler son gouvernement en holocauste à sa vieille gloire. Le génie des peuples est indestructible comme leur histoire, et tout cabinet qui mettrait contre lui ces forces vives ne serait pas seulement le plus impopulaire des pouvoirs, il en serait encore le plus dangereux.

Or, c'est aux hommes plus spécialement préoccupés des intérêts de conservation et d'ordre intérieur qu'il appartient de le comprendre et de le confesser, la France s'inquiète pour sa juste part d'influence sur les destinées du monde. Elle se dit que depuis un siècle les dépouilles de tous les états faibles en Pologne, en Allemagne et en Italie, sont passées, par la conquête ou la spoliation, aux mains de quatre grandes puissances, et qu'elle n'a plus ses frontières de Louis XIV. N'est-il pas même trop évident qu'au point de vue de son système fédératif et de sa force relative, elle est descendue fort au-dessous de la France de Louis XV? Après la paix honteuse de 1763, après l'inexpiable faiblesse de 1772, la France possédait encore de magnifiques colonies qu'elle a perdues; son alliance intime avec l'Espagne, alors grande puissance maritime, lui permettait de résister à l'Angleterre et de la vaincre; dans le Nord, elle contenait la Russie par la Suède et l'empire ottoman; en Allemagne, elle paralysait, l'une par l'autre, la Prusse et l'Autriche, en état constant d'hostilité, et dominait sans résistance les petits états de l'empire attenant à ses frontières. Aujourd'hui la Russie est au cœur même de l'Allemagne et tient une flotte toujours armée pour Constantinople; l'Autriche et la Prusse s'entendent contre nous, l'une pour garder ses acquisitions italiennes, l'autre pour conserver un pied sur le territoire même de la vieille France; de nos plus intimes alliées, la Suède ne pèse plus dans la balance continentale, et l'Espagne se débat dans l'anarchie en insultant notre nom. Pendant ce temps, la Russie et l'An-

gleterre enlacent le monde de leurs formidables étreintes et signent un pacte qui semble nous ôter jusqu'à la chance dernière de leurs divisions et de leurs haines. Et l'on voudrait que la France se tînt pour satisfaite et heureuse du présent, qu'elle restât calme et stoïque en face d'un tel avenir! Non, non! croyez-le bien, ce ne sont pas seulement les instincts révolutionnaires et les passions mauvaises qui s'émeuvent et qui fermentent; il y a de la souffrance et de l'anxiété dans les intérêts nombreux sur lesquels vous vous appuyez, mais qui, jusque dans leur égoïsme, ont besoin d'être ménagés. Il y a surtout un redoublement de mauvais vouloir et d'ironie dans ces influences d'un autre ordre que vous conviez avec raison à prendre au sein de la société nouvelle la place qui leur appartient. Si la révolution de 1830 leur semblait incapable de porter sans fléchir le legs glorieux transmis par tant de générations, les classes même qui ont si promptement amnistié l'empire tout couvert du sang de Condé, se tiendraient éternellement séparées d'un gouvernement sans prestige comme sans génie, dont le seul résultat historiquement constaté aurait été d'appeler à la direction des affaires des hommes peu préparés à la vie publique par leurs précédens, et venant étaler aux yeux du monde le spectacle d'ambitions sans grandeur et de rivalités implacables.

Grace au ciel, il y a en France autre chose que des utilitaires et des jacobins; il est une politique civilisatrice et nationale qui répudie la politique chinoise comme la politique napoléonienne. S'appuyer sur les seuls intérêts de l'ordre matériel pour résister à l'entraînement révolutionnaire serait le moins sûr de tous les calculs, et proclamer le système de paix comme inhérent à l'essence même de la monarchie de 1830 serait la plus dangereuse des formules. Un ministère peut sans doute faire de la paix la base de son administration temporaire, parce qu'un cabinet ne suffit d'ordinaire qu'à une seule situation; mais un gouvernement embrassant dans sa durée les phases les plus diverses ne pourrait, sans un immense péril, paraître envisager l'éventualité d'une guerre comme impliquant une sorte d'incompatibilité avec sa nature même. L'Europe, qui signale la France comme le centre de toutes les violences révolutionnaires, a violé elle-même depuis un siècle avec tant de cynisme les maximes les plus sacrées du droit des gens et les plus simples prescriptions de la politique, elle nous a fait une situation si fausse et si précaire, que de tous les pays du mon de la France est à coup sûr celui où l'on prendrait avec le moins d'à-propos l'initiative de la théorie de l'abbé de Saint-Pierre. Notre devoir est

de proclamer, pour l'éventualité d'une crise européenne, de nouveaux et plus généreux principes de droit public; nous pouvons à l'avance subordonner solennellement l'esprit de conquête au droit imprescriptible des nationalités; mais la France se doit à elle-même de ne pas se désintéresser de l'avenir, et de ne point jeter l'ancre à l'instant même où la face du monde change autour d'elle.

Que l'on ne se méprenne pas sur le sens de cette observation et sur le sentiment qui nous l'inspire. Bien loin de condamner les résolutions pacifiques du cabinet actuel, nous nous y sommes pleinement associé, parce que, dans la situation où le plaçaient et des fautes antérieures et des déceptions inouies, le parlement n'avait évidemment à consacrer que le principe de la paix armée et de l'isolement de la France. Mais cette résolution, base d'une politique nouvelle, n'est pas à nos yeux une vaine et dispendieuse satisfaction donnée à l'opinion publique. La France, tout entière désormais au soin d'augmenter ses ressources militaires et surtout ses ressources maritimes, se retire, parce que le soin de ses intérêts comme de son honneur le lui commande, des transactions entamées en Orient, en protestant par son absence. Libre de l'alliance qui pesait sur elle à ses portes comme à l'extrémité du monde, elle va attendre, sans la hâter par des avances peu politiques, la seule chance que la Providence puisse ménager à sa fortune, celle d'un désaccord entre l'Angleterre et la Russie, pour prendre dans cet instant décisif conseil de ses seuls intérêts.

Elle se gardera donc de protéger de son nom aucune ruine, et d'accoler sa garantie à aucun acte de nature à compromettre l'avenir. Elle ne rentrera pour aucun prix dans les transactions relatives à l'Égypte, parce que de quelque manière qu'elles se terminent, et à quelque concession que la Porte puisse être amenée, le pacha ne sera plus qu'un agent soumis de l'Angleterre, qu'un nabab placé à l'avant-garde de l'empire des Indes, rôle qui a pu coûter d'abord à sa fierté, mais qu'il accepte avec une résignation toute musulmane. Elle ne nouera pas, en ce moment du moins, de négociation directe relative à la condition politique de la Syrie, parce qu'une telle négociation échouerait infailliblement contre l'influence anglaise, ou se terminerait à son profit exclusif; elle saura attendre, pour reprendre en ce pays la prépondérance qui lui appartient, les embarras qu'engendrera bientôt pour le gouvernement britannique une intervention de jour en jour plus délicate au sein de ces populations divisées de croyance, d'origine et d'intérêts; elle ne poursuivra pas comme une victoire

diplomatique la conquête de vaines stipulations relatives à Constantinople, stipulations qui se briseraient bientôt contre la puissance de faits invincibles. Elle résistera à la tentation de rentrer accessoirement dans la conférence qui a cru pouvoir se passer d'elle. Son isolement sera sérieux et digne, comme son repos sera fécond pour sa force et son avenir.

C'est ainsi que nous comprenons la paix armée, et c'est ainsi, nous n'hésitons pas à le dire, que la chambre presque entière l'a comprise. Si une interprétation moins nationale et moins politique était donnée à ce système, l'opinion s'élèverait bientôt pour protester contre elle. Il importe d'être bien fixé sur l'impression dominante que le grand débat de l'adresse a laissée dans le parlement et dans le pays. Non, la chambre ne voit pas l'Europe à l'état de coalition permanente contre nos institutions intérieures. C'est là un lieu commun que son bon sens répudie; elle sait très bien qu'il faudrait des provocations fort directes de notre part pour que l'Europe se décidât à prendre contre nous l'initiative d'une agression. Elle n'est donc nullement alarmée pour la sécurité du gouvernement de 1830, qui peut bien nous ôter des alliances, mais ne nous suscitera jamais d'hostilités ouvertes; ce n'est pas pour sa révolution que la France s'inquiète aujourd'hui; ce qu'elle redoute, ce qui lui est apparu comme manifeste dans le cours de ce débat solennel, c'est l'abaissement de son influence et de sa dignité de grande nation; ce qu'elle porte au plus profond de son cœur comme une incurable blessure, c'est le sentiment de son alliance méprisée, soit qu'on l'ait estimée d'un prix bien faible, soit que dans une insultante confiance on ait compté la retrouver toujours sous la main. La France ne pardonnera jamais au cabinet britannique l'initiative d'une telle rupture. C'est de ce côté, et de ce côté seul, que vont les irritations populaires et les préoccupations de l'avenir; c'est vers ce point que doivent se diriger toutes les sollicitudes du pouvoir, car un pouvoir n'est fort dans les jours difficiles qu'en sachant dégager et comprendre ce qu'il y a de profond et de légitime jusque dans les plus vagues émotions du pays.

L. DE CARNÉ.

DE

LA POLITIQUE DU 1ER MARS

ET

DE LA SITUATION ACTUELLE.[1]

Quand, il y a deux mois, le ministère du 29 octobre arriva aux affaires, sa prétention était de n'apporter à la politique de ses prédécesseurs aucun changement de quelque importance. Tout ce qu'avait fait le ministère du 1er mars était bien fait; tout ce qu'il avait dit était bien dit. Ses journaux seuls avaient dépassé la mesure; mais on pouvait continuer sa politique sans adopter celle de ses journaux. On

(1) En insérant ce travail politique si remarquable par la netteté de l'exposition, mais qui diffère à plusieurs égards des vues qu'on trouvera émises tout à côté, la *Revue* tient à prouver avec quelle impartialité scrupuleuse elle s'efforce de réunir tous les élémens propres à éclairer et à représenter l'opinion. L'auteur distingué de ce travail, dans sa défense du ministère du 1er mars, a un point de départ tout autre que celui de la *Revue;* il accepte et loue la coalition avec une vivacité sincère; nous persistons à croire, sans vouloir récriminer, qu'au contraire bien des déviations viennent de là. La *Revue* a appuyé le ministère du 1er mars, mais elle l'a appuyé à droite; il eût été à souhaiter que tous les conservateurs fissent comme elle. L'auteur de l'article conclut par un appel à la transaction; ce serait là un résultat de nécessité et de modération pour lequel nous n'avons pas assez de vœux.

venait donc prendre la place de M. Thiers, non parce qu'elle était mal remplie, mais parce que volontairement M. Thiers l'avait quittée. Entre M. Thiers et son successeur, il n'existait en réalité qu'une différence : c'est que celui-ci, tout en se proposant le même but, croyait plus que celui-là à une solution pacifique. Aux yeux du 29 octobre, le grand armement n'était pas immédiatement nécessaire, mais il le pouvait devenir, et le 29 octobre alors ne resterait pas en arrière du 1er mars.

Tel fut, on s'en souvient, le langage des premiers jours, langage destiné à calmer l'agitation du pays et à déplacer la majorité ministérielle. Cependant, quand il parut certain que la majorité suivrait l'impulsion donnée et que le pays resterait tranquille, le langage ne tarda pas à changer. On découvrit alors qu'avant comme après le traité, le ministère du 1er mars avait marché de faute en faute, d'imprudence en imprudence, de témérité en témérité. On découvrit que son désir apparent de maintenir une paix honorable cachait l'intention bien arrêtée d'allumer en Europe un immense incendie et de bouleverser le monde. On découvrit, enfin, qu'aussi insensé que coupable, ce ministère avait en trois mois préparé la chute de la monarchie constitutionnelle et le démembrement de la France. Il fut dès-lors entendu que le pays venait d'échapper à un très grand danger, et que, pour conjurer les plus déplorables extrémités, il était temps qu'un nouveau ministère Périer succédât à un nouveau ministère Laffitte. C'est encore ce qu'on répète aujourd'hui, en y ajoutant le sombre tableau du déficit dans nos finances et des 8 à 900 millions que le 1er mars a, dit-on, engloutis.

De ces deux versions, laquelle est la bonne? Ce n'est certes pas la seconde, et personne, même ceux qui le disent, ne pense sérieusement qu'entre le 1er mars et le 29 octobre il y ait cette énorme distance. Est-il vrai, d'un autre côté, que, comme on le prétendait d'abord, les deux ministères se touchent? Nous sommes loin de le penser, et nous voulons essayer de montrer quel est, à l'extérieur comme à l'intérieur, le caractère fort distinct des deux politiques. Nous aborderons cet examen avec tout le respect possible pour les personnes, mais avec la ferme résolution de dire la vérité tout entière sur les choses et sur les situations.

Le grand but de la coalition, de cette coalition si diversement jugée, et sur laquelle il serait puéril d'instituer aujourd'hui une nouvelle polémique, son but avoué, c'était, tout le monde le sait, de rétablir la vérité du gouvernement représentatif et d'assurer définitivement

à la chambre élective l'influence prépondérante qu'elle tient de la révolution de 1830. Mais, outre ce but, il y en avait deux autres. A la politique extérieure prudente, mais ferme et active, des premières années, avait succédé une politique que M. Guizot qualifiait d'inerte et de timide, que M. Villemain flétrissait par la dénomination devenue classique d'*abaissement continu*, que M. Duchâtel signalait comme la cause principale, sinon unique, de son accession à la coalition. D'un autre côté, à l'intérieur, le gouvernement, par les oscillations involontaires ou calculées de sa conduite et de son langage, avait achevé de décomposer les vieux partis et de détruire les classifications établies. Il s'agissait donc à la fois de rendre à la France le rang qui lui appartient dans le monde et de constituer sur de nouvelles bases une majorité assez large pour que toutes les fractions de l'opinion constitutionnelle fussent appelées à y prendre place, assez unie et assez ferme pour qu'en haut ou en bas aucune volonté extérieure ne pût la dominer. L'œuvre sans doute était difficile. Le lendemain des élections, elle paraissait pourtant accomplie, quand de funestes rivalités détruisirent en un jour le travail d'une année. Né de la lassitude générale et d'une émeute, le ministère du 12 mai vint alors offrir une sorte de trève et donner à tout le monde le temps de se reconnaître. Mais le 12 mai, on lui doit cette justice, n'oublia pas qu'il sortait de la coalition. Il s'efforça, dans sa politique extérieure, de secouer les traditions de ses prédécesseurs et de faire prendre à la France une attitude digne d'elle. Il travailla, dans sa politique intérieure, à rapprocher les opinions modérées et à former ainsi entre les exagérations démocratiques et monarchiques un vaste juste-milieu. Souvent ses forces trahirent ses intentions, mais ses intentions furent toujours excellentes.

Quand le 1er mars prit le pouvoir, il venait donc, non pas changer radicalement la politique de ses prédécesseurs, mais essayer si dans d'autres conditions, et avec des appuis nouveaux, il ne réussirait pas mieux dans la même entreprise. Ainsi le ministère du 1er mars ne se donnait pas pour un ministère de gauche ou de centre, mais pour un ministère de transaction. Ainsi encore il ne prétendait pas déchirer les traités de 1815 et changer la carte de l'Europe, mais relever la France de la situation qu'on lui avait faite, et rendre à sa voix quelque puissance dans les conseils européens. Tel était, tout le monde s'en souvient, le programme du 1er mars. Voyons s'il est resté fidèle à ce programme, ou si, comme on l'en accuse, il s'en est écarté.

Dans la longue et pénible discussion qui a ouvert la session actuelle, on a beaucoup recherché si, pendant le temps qui a précédé le traité du 15 juillet, il y aurait eu moyen d'arriver à une transaction tolérable, et si, pendant le temps qui l'a suivi, les mesures adoptées par le gouvernement ont été toujours les meilleures possible et les plus efficaces. A notre sens, il n'est pas, en présence d'un grand danger, de débat plus mesquin, plus indigne d'une assemblée sérieusement dévouée à soutenir l'honneur et la grandeur du pays. Il est toujours fort aisé d'être devin après l'évènement, et de démontrer que tel acte qui n'a pas réussi devait nécessairement échouer. Il est plus aisé encore de découvrir dans toute négociation un certain point où l'on eût pu prendre une autre route, et d'affirmer que cette autre route n'eût pas manqué de conduire au but. Mais nous demandons si des hommes éclairés et impartiaux ont jamais ainsi jugé le gouvernement de leur pays. Pour notre part, si nous étions obligé d'exprimer une opinion sur les négociations qui ont précédé le traité, nous dirions, en nous appuyant sur des autorités assez imposantes, que la grande faute, la faute capitale, c'est l'acte collectif qui a empêché le sultan de s'arranger avec le pacha d'Égypte, et fait de la question territoriale une question européenne. Une fois cette faute commise, nous sommes disposé à croire qu'il était impossible de la réparer, et que l'arrangement à quatre devenait inévitable. Quant au plan de campagne éventuel auquel le ministère du 1er mars s'est arrêté après le traité, il est bien clair qu'il se fondait sur l'espérance qu'Ibrahim tiendrait quelques mois en Syrie, et que, fût-il vaincu à Damas, Saint-Jean-d'Acre résisterait jusqu'au printemps prochain. Cette espérance si cruellement déçue n'était-elle pas alors partagée par tout le monde, et fallait-il absolument deviner la prompte dispersion de l'armée égyptienne et l'explosion de la poudrière de Saint-Jean-d'Acre? Il est donc permis de sourire quand on voit de grands hommes d'état se faire les prophètes du passé et prédire à coup sûr tout ce qui est arrivé. Il est permis de sourire quand, parfaitement certains de n'être pas pris au mot, ils racontent les mesures hardies qu'ils auraient conseillées dès le début et les miracles qu'ils auraient accomplis. Ce courage rétrospectif, comme on l'a spirituellement appelé, est sans doute fort méritoire; mais il ne faudrait pas qu'il dispensât d'un courage plus difficile, celui d'affronter les difficultés et les dangers actuels.

Qu'avant ou après le traité il y ait eu, par les uns ou par les au-

tres, quelques fautes commises, la question n'est pas là, et aucun ministère, que nous sachions, ne peut prétendre à l'infaillibilité. Voici, selon nous, ce qui, indépendamment de toutes les chicanes, caractérise nettement, dans cette grande affaire, la conduite du 1er mars. Avant le traité, il n'a pas consenti à sacrifier même à l'alliance anglaise la politique traditionnelle de la France, la politique que par un sentiment d'honneur bien entendu, et par une juste appréciation de ses intérêts, le pays tout entier avait approuvée et consacrée. Après le traité, il n'a point voulu accorder à la menace ce qu'il avait refusé à la prière, et il a donné clairement à entendre, sans forfanterie comme sans faiblesse, que l'Europe devait opter entre une concession et la guerre. En même temps, par des armemens sérieux et poussés avec activité, il a prouvé que, pour lui du moins, il ne s'agissait pas d'une vaine démonstration. Quand enfin les évènemens se sont pressés et sont devenus plus graves, il y a vu, non comme d'autres, un motif de reculer, mais une raison de redoubler d'énergie et de se préparer à passer prochainement de la parole à l'action.

Voilà, non dans ses détails et ses moyens d'exécution, mais dans sa pensée principale et dominante la politique du 1er mars. Le premier depuis quatre ans, ce ministère a osé regarder l'Europe en face, et lui déclarer que de gré ou de force il fallait compter avec la France. Le premier depuis quatre ans, il a protesté contre l'opinion déshonorante dont lord Palmerston a été l'organe, et qui tend à nous faire tomber au rang de la Belgique ou de la Suisse. Le premier depuis quatre ans, il a posé sérieusement un cas de guerre et mis l'honneur et les intérêts du pays sous la sauvegarde de sa force. C'est ce qui fait que, malgré la conspiration de tant de passions et d'ambitions acharnées à le perdre, le ministère du 1er mars est sorti de la discussion de l'adresse beaucoup plus fort qu'il n'y était entré.

Un pays ne peut demander à son gouvernement que sa diplomatie détourne tous les dangers, et que ses plans de campagne réussissent toujours. Ce qu'il a droit d'exiger, c'est que son gouvernement ne l'engage pas légèrement, et qu'après l'avoir engagé il ne se décourage pas à la première difficulté. Or, le ministère du 1er mars a trouvé le pays engagé, et ce n'est pas lui qui s'est découragé.

A la vérité, parmi ceux qui, au début, pensaient et disaient que la France, plutôt que de laisser exécuter le traité du 15 juillet, devait lutter seule contre toute l'Europe et épuiser la dernière goutte de son sang, il en est qui, subitement éclairés, trouvent aujourd'hui ce

traité le plus juste du monde, et font un crime au 1er mars de ne l'avoir pas pris en bonne part. Sans doute, cela valait mieux, à tout prendre, que d'avancer pour reculer ensuite, que de mettre la main sur la garde de son épée pour la laisser dans le fourreau, que de menacer pour ne pas frapper. Mais on ne peut du moins accuser de faiblesse les hommes qui ont tenu jusqu'au bout le même langage, et qui ont cessé d'être ministres plutôt que de souscrire à l'abaissement du pays.

Pour être parfaitement impartial, il faut pourtant reconnaître qu'une faute grave a signalé les derniers jours du 1er mars, et jusqu'à un certain point compromis sa situation. Jusqu'au bombardement de Beyrouth, on pouvait très raisonnablement espérer que les quatre puissances, averties des intentions de la France, y auraient égard, et consentiraient, pour éviter la guerre, à une transaction honorable pour tous. Dès-lors le ministère du 1er mars aurait été coupable si, par une détermination violente et précipitée, il eût allumé l'incendie et donné le signal d'une collision universelle; mais une fois Beyrouth bombardé, il devint évident que les puissances ne croyaient pas à la résolution inébranlable de la France, et qu'elles étaient déterminées à pousser les choses jusqu'au bout. C'était le moment de substituer l'action à la discussion, ou du moins, si l'on continuait à négocier, d'appuyer la négociation par quelque mesure efficace et hardie. Le ministère du 1er mars fut de cet avis, et proposa, comme on le sait, l'envoi immédiat de la flotte à Alexandrie, avec mission expresse de combattre la flotte anglaise, si la flotte anglaise ne s'arrêtait pas. Nous avons de fortes raisons de croire que cette résolution, si elle avait reçu son exécution, eût changé notablement la marche des évènemens, et maintenu en Orient la vieille influence de la France. Il est donc très fâcheux que le ministère ait cru devoir retirer la démission qu'il avait d'abord donnée, et accepter un ajournement. Nous savons les graves motifs qui, au milieu de l'agitation qui régnait alors, pesèrent sur sa détermination. Quand les amis les plus fermes de la monarchie constitutionnelle disent à des ministres pénétrés du sentiment de leur responsabilité que leur retraite, si elle a lieu, sera le signal de l'insurrection et peut-être de l'assassinat; quand ils leur demandent s'ils veulent jouer le rôle d'Espartero et quitter le pouvoir pour y être ramenés par l'émeute huit jours plus tard; quand, allant plus loin encore, ils vont jusqu'à leur montrer une révolution comme la conséquence possible et même probable du parti qu'ils veulent prendre, il est, nous le comprenons, bien difficile de résister et de se refuser à

toute transaction. Nous regrettons pourtant que le ministère du 1er mars ait cédé, et qu'il ait ainsi, sans le vouloir, facilité l'œuvre déplorable qui s'est accomplie depuis. Mais si, comme nous le pensons, le reproche est fondé, ce n'est certes pas du parti pacifique et ultrà-monarchique qu'il devait venir. C'est pourtant ce dernier parti qui, après avoir profité de la faute du 1er mars pour le renverser, n'a cessé, pour achever de le perdre, de s'en faire une arme contre lui! C'est ce dernier parti qu'on a entendu, qu'on entend encore chaque jour, au nom des principes constitutionnels les plus absolus, blâmer sa condescendance et railler son dévouement! Nous espérons que la leçon profitera, et qu'aucun ministre, désormais, quelles que soient les circonstances, ne fera au parti conservateur des sacrifices qui obtiennent tant de reconnaissance, et dont on est payé par de si loyaux procédés.

Au dehors, nous croyons l'avoir suffisamment prouvé, le dernier cabinet s'est montré parfaitement fidèle à son programme. L'a-t-il été moins au dedans? C'est ce que nous allons examiner.

Nous avons entendu quelques personnes, dont nous honorons le caractère, établir entre la politique extérieure et la politique intérieure du dernier cabinet une distinction radicale. Selon ces personnes, la politique extérieure du dernier cabinet, bonne en soi, a malheureusement été compromise par sa politique intérieure. Les passions anarchiques sortant de leur tombeau, les esprits ébranlés et agités, le désordre réprimé avec une mollesse voisine de la connivence, la presse, même ministérielle, plus violente, plus incendiaire que jamais, voilà, disent ces personnes, ce qu'on a vu sous le 1er mars, voilà ce qui a justement effrayé le parti conservateur tout entier. Pour tout exprimer en un seul mot, pour la première fois depuis huit ans, le pouvoir a été livré sans partage aux hommes et aux doctrines de la gauche. Ce n'est certes pas là ce que le 1er mars promettait lors de son avènement.

Il y a d'abord une grave observation à faire. En supposant que, sous le 1er mars, le pouvoir, en effet, se fût fixé exclusivement à gauche, à qui faudrait-il l'imputer? Au ministère qui avec loyauté et fermeté offrait à toutes les opinions modérées de la chambre une équitable transaction, ou bien à ceux qui dès le premier jour, sans attendre les actes, ont brutalement et systématiquement repoussé cette transaction? Depuis vingt-cinq ans que le gouvernement représentatif existe en France, bien des ministères se sont succédés. Il n'y a pourtant que deux exemples d'une opposition assez hostile pour

débuter par un refus absolu de concours, l'un en 1830, l'autre en 1840. Quand le parti conservateur traitait M. Thiers comme le parti libéral sous la restauration avait traité M. de Polignac, serait-il bien surprenant que M. Thiers se fût cru parfaitement libre à l'égard du parti conservateur, et que, maître du pouvoir, il l'eût placé exclusivement là où, malgré de vieilles préventions, il trouvait bienveillance et modération? Cependant M. Thiers n'en a rien fait, et c'est une des plus grandes preuves de sagesse et de bon sens qui jamais aient été données. Ainsi le ministère du 1er mars avait déclaré qu'il n'apportait point la réforme électorale. La réforme électorale a-t-elle été par lui ouvertement ou secrètement soutenue? Le ministère du 1er mars avait annoncé qu'il n'y aurait point de réaction administrative. Cette réaction a-t-elle eu lieu? Le ministère du 1er mars, enfin, avait dit que dans la distribution des places il ne se montrerait pas exclusif. S'est-il montré exclusif, quand dans son impartialité, il a été jusqu'à offrir une place élevée dans la magistrature à un ancien ministre du 15 avril, à celui-là même que repoussait six mois auparavant M. Teste, aujourd'hui collègue de M. Martin? Il est vrai qu'en même temps le ministère du 1er mars acceptait avec joie, avec reconnaissance, l'appui de la gauche constitutionnelle. Mais où a-t-on vu que le moyen d'opérer une transaction entre plusieurs partis soit d'excommunier un d'entre eux? Pour notre part, nous le déclarons, quand le ministère du 1er mars s'est formé, nous osions à peine espérer que la gauche constitutionnelle se prêtât si facilement, si loyalement à la politique de transaction. Dans plusieurs occasions, sans doute, et notamment quand il s'est agi de mettre l'administration secondaire en harmonie avec l'administration supérieure, la gauche constitutionnelle s'est plainte que le ministère fît trop peu ; mais elle a compris en même temps que, dans la situation qu'il avait prise, le ministère dût éviter jusqu'à l'apparence d'une réaction, et elle n'en a pas moins continué à lui donner son appui. Que l'on compare cette conduite à celle du parti ultrà-conservateur, et qu'on dise de quel côté est, depuis deux ans, la véritable modération.

Nous voudrions, d'ailleurs, qu'on nous dît qui dans la chambre, ou hors de la chambre, a maintenant le droit de se présenter comme pur de tout contact avec la gauche, et comme ennemi systématique de toutes concessions à ce parti. Est-ce le 15 avril qui, dans des vues qu'il ne s'agit pas d'apprécier ici, débuta par lui jeter la plus énorme des concessions, celle de l'amnistie? Est-ce le 12 mai dont la politique envers la gauche a été précisément celle du 1er mars, et qui

ne peut revendiquer d'autre avantage que celui d'avoir moins bien réussi? Est-ce enfin le 29 octobre, dont presque tous les membres ont fait partie de la coalition? Il faudrait enfin renoncer à ces banales accusations, et reconnaître qu'entre la gauche constitutionnelle et une portion du centre il n'y a plus aujourd'hui d'abîmes infranchissables comme en 1831 et 1832. Il faudrait reconnaître que le temps a dépouillé les opinions des uns et des autres de ce qu'elles avaient d'exclusif, et rendu un rapprochement possible. Depuis trois ans, ce rapprochement a été tenté par tous les ministères. Le seul tort du 1er mars est d'avoir été plus habile ou plus heureux que ses devanciers.

La question, au surplus, n'est pas de savoir qui a voté pour le ministère du 1er mars, mais comment il a gouverné. Or, nous défions que dans toute sa conduite on trouve une concession, une seule aux idées anarchiques et désorganisatrices. On prétend que, sous ce ministère, l'ordre n'a pas été suffisamment maintenu. Où a-t-on vu cela? Sous le ministère du 1er mars, la société a couru deux immenses dangers, celui des émeutes nées de la disette et celui de vastes coalitions d'ouvriers. Ce ne sont pas là malheureusement des dangers qu'on puisse prévenir; mais n'ont-ils pas été partout énergiquement, efficacement réprimés? Certains conservateurs, à la vérité, auraient voulu que les ouvriers coalisés fussent dès le premier jour traités comme les insurgés d'avril ou de juin, et qu'une bataille régulière dans Paris prouvât de nouveau la fidélité des troupes et la force du gouvernement. Nul doute qu'il n'eût fallu, si le désordre avait duré, en venir à cette déplorable extrémité; mais ne vaut-il pas cent fois mieux l'avoir évitée? Nous sommes d'avis qu'on ne saurait, quand l'émeute éclate, déployer trop d'énergie pour la réprimer, trop de sévérité pour la punir; mais nous sommes d'avis aussi qu'il faut d'abord épuiser tous les moyens d'éclairer les esprits et de calmer les passions. C'est ce qu'a fait le ministère du 1er mars dans l'affaire des coalitions, et il a réussi. Qui oserait s'en plaindre?

Ce n'est pas sérieusement que l'on reproche au 1er mars l'agitation qui a suivi le traité du 15 juillet, et les manifestations auxquelles cet évènement a donné lieu. Il était impossible, assurément, que la France apprît sans s'émouvoir qu'une coalition nouvelle venait de se former; il était impossible que cette émotion ne produisît pas quelques désordres et ne rallumât pas quelques mauvaises passions. Plus d'ailleurs on peindra l'anarchie comme menaçante, plus on prouvera qu'il est nécessaire de lui opposer toutes les forces du pays, plus

on condamnera l'absurde politique qui tend à les diminuer en frappant d'une exclusion systématique une des portions notables de l'opinion constitutionnelle. Le parti conservateur craint avec raison l'opinion radicale ou républicaine, et par une incroyable aberration il travaille à lui rendre des alliés qu'elle avait presque perdus. Ce n'est point ainsi que le 1er mars avait compris sa mission, et M. Garnier Pagès sait ce qu'il dit quand il annonce que la gauche modérée, si cela dépend de lui, restera long-temps dans l'opposition.

Il faut dire la vérité : ce ne sont là que des prétextes, et le grand grief du parti conservateur contre le 1er mars, c'est que, tout en le blâmant quelquefois, les deux journaux principaux de la gauche constitutionnelle, *le Courrier Français* et *le Siècle*, l'ont habituellement soutenu. « Le ministère du 1er mars, entend-on encore répéter tous les jours, a été perdu par ses journaux; » et comme cette phrase est simple et facile à retenir, elle passe, aux yeux de bien des gens, pour un argument final et sans réplique. *Le ministère du* 1er *mars a été perdu par ses journaux*, cela veut dire pour celui-ci : « Quand je sollicitais les faveurs du 1er mars, j'avais bien l'intention de lui rester fidèle, mais je ne prévoyais pas alors que *le Courrier français* m'affranchirait de toute reconnaissance en ménageant M. Thiers. » Pour celui-là : « J'étais tout prêt à lutter bravement contre la coalition étrangère, mais j'ai dû, pour ne pas me trouver dans les mêmes rangs que *le Siècle*, réprimer mon courage. » *Le ministère du* 1er *mars a été perdu par ses journaux*, cela répond à tout et dispense de tout autre raisonnement.

Examinons pourtant ce grief et voyons ce qu'il vaut. Chaque opinion, on le sait, doit avoir ses organes dans la presse comme à la chambre. Quand à la chambre le centre gauche et la gauche constitutionnelle appuient un cabinet, il est donc parfaitement naturel, parfaitement légitime que le centre gauche et la gauche constitutionnelle l'appuient également dans la presse. Est-ce à dire qu'une administration quelconque puisse et doive jamais répondre de tout ce que publient les journaux qui la défendent librement? Qu'on voie où cela conduirait. Assurément, entre le ministère du 29 octobre et les journaux conservateurs, il y a aujourd'hui des rapports bien plus intimes, des liens bien plus solides qu'entre le ministère du 1er mars et les journaux de la gauche constitutionnelle. Est-ce donc le ministère du 29 octobre qui répète chaque jour, depuis deux mois, que le cabinet précédent est le plus funeste et le plus coupable qui jamais ait pesé sur le pays? Est-ce le ministère du 29 octobre qui, accusant

ce cabinet tantôt de faiblesse, tantôt de témérité, lui reproche à la fois d'avoir voulu la paix et la guerre à tout prix? Est-ce le ministère du 29 octobre qui, descendant aux plus basses calomnies, emploie contre des hommes honorables des armes ramassées dans le vieil arsenal des partis anarchiques, et dont ces partis eux-mêmes rougiraient de se servir aujourd'hui? Est-ce enfin le ministère du 29 octobre qui l'autre jour déclarait avec une si admirable naïveté qu'en demandant la corde ou la guillotine pour M. Thiers et pour ses collègues, les journaux anglais empiètent sur la justice du pays? Non, certes, et nous croirions, rien qu'à le penser, faire injure au ministère du 29 octobre, à celui de ses membres particulièrement qui, comme ambassadeur, s'est jusqu'au mois d'octobre associé au 1er mars.

Quoi que l'on fasse, chaque parti sera toujours plus vif dans la presse que dans la chambre. Quoi que l'on fasse aussi, chaque parti trouvera fort innocentes les attaques dont souffrent ses adversaires, fort condamnables celles qui peuvent l'atteindre. Est-il vrai pourtant que du 1er mars au 29 octobre les journaux de la gauche constitutionnelle, ceux qui ont perdu le ministère, aient été, comme on le prétend, extravagans et violens. Il faut distinguer. Pendant cette période, nous en convenons, la gauche constitutionnelle a, dans ses journaux, traité avec peu de ménagement le parti conservateur qui le lui rendait bien; mais si, dans le feu de la polémique, le parti conservateur a pu recevoir quelques blessures, jamais, en revanche, les grands principes d'ordre sur lesquels repose la société n'avaient obtenu des journaux de la gauche constitutionnelle une plus éclatante adhésion. Pour juger les organes d'une opinion, ce n'est pas aux organes de l'opinion contraire, mais à eux-mêmes, à d'autres époques, qu'il convient de les comparer. Or, nous demandons à quelle époque le langage des journaux de la gauche constitutionnelle avait été, en ce qui touche aux choses, si plein de réserve et de modération. Qu'on se rappelle leur attitude pendant les émeutes pour les grains et pendant les coalitions d'ouvriers. Les a-t-on vus dans ces deux circonstances décidées rester comme jadis indifférens et méfians? ou bien ont-ils, sans hésiter, sans faiblir, mis au service du gouvernement tout ce qu'ils possédaient d'influence et d'action? Et dans cette question même de paix et de guerre qui pendant trois mois a si profondément remué le pays, peut-on dire que les journaux de la gauche constitutionnelle aient, comme en 1831, prêché une croisade nationale contre les traités de 1815, et demandé en quelque sorte la guerre pour la guerre. Loin de là, ils n'ont cessé de répéter que la paix était

préférable à la guerre, et que, si la France pouvait la maintenir avec honneur, il n'y avait point à hésiter. Quelquefois à la vérité leurs sentimens et leurs inquiétudes ont débordé avec quelque vivacité; mais en cela, ils étaient égalés, si ce n'est dépassés, par le principal organe du parti conservateur, alors plus résolu que personne. La seule différence, c'est que leur langage a été le même du commencement à la fin, et que le canon de Beyrouth n'a pas subitement fait défaillir leur voix et glacé leur ardeur.

Voici donc, en définitive, à quoi se réduit le grief. Le ministère du 1er mars, violemment attaqué par le parti conservateur, a trouvé dans la presse des amis qui, tout en faisant leurs réserves, ont bien voulu lui prêter leur libre appui, et défendre, de concert avec lui, la double cause de l'indépendance parlementaire et de l'honneur du pays. Nous souhaitons que les rapports de leurs successeurs avec la presse soient toujours aussi honorables.

En résumé, placé non par sa faute en face d'une coalition redoutable, le ministère du 1er mars a su au dehors, sans forfanterie et sans imprudence, soutenir dignement l'honneur du pays et mettre la France en état de se faire respecter. Il a, au dedans, sans concession dangereuse et sans réaction, rallié au gouvernement une portion considérable de l'ancienne opposition et enlevé aux partis extra-constitutionnels un point d'appui sans lequel leur impuissance est évidente. Voilà ce qu'a fait le ministère du 1er mars. Voyons ce qu'est venu faire le ministère du 29 octobre.

Il y a d'abord dans le fait même de l'avénement du cabinet actuel et dans les circonstances qui ont précédé cet avénement, quelque chose de fâcheux et presque de fatal. Le jour où le dernier cabinet, avec modération, mais avec fermeté, déclara à l'Europe étonnée que la France n'entendait pas être mise hors des affaires européennes, et que, pour soutenir ses justes prétentions, elle était prête même à faire la guerre, il s'éleva dans les chancelleries étrangères une clameur unanime contre un cabinet dont la témérité s'élevait jusqu'à des résolutions si étranges. De Saint-Pétersbourg à Londres, le mot d'ordre fut donc que si la France voulait qu'on se montrât indulgent pour elle, il fallait qu'elle prouvât son repentir en chassant du pouvoir le ministre incendiaire qui osait, un contre quatre, ne pas désespérer de son pays. Dans le premier moment, cette injonction des quatre puissances excita, on le sait, une indignation générale, et affermit le ministère au lieu de l'ébranler. Cependant le sacrifice que demandaient les chancelleries étrangères a été fait, et le ministère

proscrit par elles est tombé. Il est tombé, parce qu'au mépris de menaces officielles ou officieuses il voulait faire tenir à la France un langage digne d'elle, et compléter un armement sérieux. N'est-ce pas là pour la France un premier échec et une première humiliation?

Ce n'est pas tout. Il est aujourd'hui parfaitement prouvé que, dès le début de la crise, il y a eu sous un langage et des actes communs deux politiques fort différentes : l'une qui, sans désirer la guerre, la regardait comme possible et s'y préparait; l'autre qui, résolue à maintenir la paix, ne voyait dans les armemens et dans toutes les autres démonstrations qu'un moyen de faire peur à la coalition. Pendant quelque temps ces deux politiques avaient pu marcher d'accord et se confondre en apparence; mais elles devaient se séparer le jour où il serait bien démontré que la coalition n'était pas d'humeur à se laisser effrayer. Or, la première de ces politiques, il ne faut pas se le dissimuler, a été vaincue dans la personne des ministres du 1er mars. La seconde a triomphé, et les ministres du 29 octobre en ont pris la responsabilité. Qu'ils le veuillent ou qu'ils ne le veuillent pas, les ministres du 29 octobre sont donc aux yeux de la France et de l'Europe les représentans de cette politique. C'est là la situation qu'ils ont acceptée, situation qui, comme il arrive presque toujours, doit être plus forte que leurs intentions.

Le ministère du 29 octobre, indépendamment de sa volonté, indépendamment de ses actes, avait donc, ce nous semble, un double vice originel. En succédant au 1er mars et en réduisant les armemens projetés, comme lord Melbourne l'avait si cavalièrement exigé, il donnait satisfaction complète à l'Europe contre la France, et justifiait pleinement la prédiction de lord Palmerston. En acceptant la mission d'abandonner la position prise par ses prédécesseurs et de rompre leurs engagemens, il détruisait pour un long avenir toute confiance dans les paroles de la France, toute foi dans ses résolutions. C'était un mal énorme et malheureusement irréparable. Mais du moins pouvait-on espérer que le ministère du 29 octobre lutterait avec fermeté contre les inconvéniens de sa situation. Il ne nous semble pas qu'il l'ait fait jusqu'ici. Après la prise de Saint-Jean-d'Acre, on a pu dire avec quelque raison que tout était terminé en Syrie, et qu'on ne pouvait revenir sur les faits accomplis; mais il ne faut pas oublier que Saint-Jean-d'Acre tenait encore lors de la rédaction du discours du trône et de la discussion de l'adresse à la chambre des pairs. Avant la chute de Saint-Jean-d'Acre, il était donc établi par le cabinet que la France ne devait plus rien à Méhémet-Ali, et qu'il fallait qu'il se sauvât par ses propres

forces, ou qu'il pérît. Il était établi que toutes les espérances dont on avait flatté jusqu'ici ce vieil allié de la France étaient de vaines paroles et de tristes déceptions. Or, ce qui abaisse un pays, ce n'est pas de se tromper, c'est de faiblir; ce n'est pas d'avoir trop bonne opinion de la puissance d'un allié, c'est de retirer à cet allié malheureux l'appui qu'on lui avait promis, même avant qu'il soit définitivement vaincu, même quand il est permis de croire encore que cet appui peut le sauver. Qu'on ne cherche donc pas à abuser la France par de pompeuses protestations. Quoi que l'on fasse et que l'on dise aujourd'hui, l'Europe sait qu'avant la prise de Saint-Jean-d'Acre la France avait abandonné son allié et cédé sur tous les points. Méhémet-Ali sait que désormais, dans aucun cas, il n'a plus rien à attendre de la France. La conséquence certaine, inévitable, c'est que l'Europe écoutera moins que jamais notre voix; c'est que Méhémet-Ali, ainsi que l'Angleterre l'y convie chaque jour, cherchera ses garanties là où elles sont sûres et puissantes. Allié sur lequel on ne peut pas compter, ennemi avec lequel on n'a pas besoin de compter, voilà ce qu'aux yeux du monde est devenu notre pays! Voilà le sort qu'on lui a fait, et dont on veut encore qu'il soit fier et reconnaissant!

Nous ne voulons point insister sur cette triste situation. Les ministres du 29 octobre, nous le croyons sincèrement, la jugent comme nous, et ce n'est pas sans un profond chagrin qu'ils voient la France privée de toute action et de toute influence. Quand ils ont pris le pouvoir, ils espéraient du moins que le sacrifice de M. Thiers suffirait à l'Europe, et qu'en échange de ce sacrifice la France, représentée par eux, obtiendrait quelque concession notable. Leur espérance a été cruellement déçue, et ils s'aperçoivent aujourd'hui que c'est par la fermeté, non par la faiblesse, qu'un peuple se fait écouter et respecter. Si, comme on a pu s'en flatter un moment, l'union des pouvoirs dans une détermination irrévocable eût convaincu l'Europe qu'entre la guerre et la déchéance dont le traité du 15 juillet l'a frappée, la France choisirait la guerre, nous ne doutons pas une minute que l'Europe n'eût accordé à la France ce qu'il fallait au moins pour mettre à couvert son honneur. Mais, comme M. Thiers l'a dit à la tribune, l'Europe a toujours douté de l'énergie de notre volonté, et nous venons de justifier sa prévoyance. Elle use donc de ses avantages, et nous traite comme nous semblons le mériter. Tout ce ce que, dans cette déplorable position, on peut demander au gouvernement, c'est, tout en préparant un meilleur avenir par des armemens formidables, de rester dans l'isolement et dans l'inaction. Il serait

indigne de la France d'aller renouer des alliances si injurieusement rompues, ou de s'exposer ailleurs, par des avances intempestives, à des refus blessans et à de sanglans dédains. Il serait absurde de recommencer la comédie des derniers mois, et de s'engager dans quelque nouvelle entreprise, pour s'en retirer bien vite au premier danger. Ce qu'il y a de pire, en ce monde, c'est d'avoir des prétentions que l'on n'ose pas soutenir jusqu'au bout. Il faut donc, ainsi qu'on le conseillait naguère à la tribune, être modeste et se contenter de peu.

Voilà pour l'extérieur. Venons à l'intérieur, et cherchons quelle est de ce côté la mission du 29 octobre et quelle doit être son œuvre.

Depuis trois ans, nous le répétons, tous les bons esprits en France sont préoccupés d'une grande et salutaire pensée, l'oubli des vieilles querelles et le rapprochement dans un vaste parti de toutes les opinions modérées et constitutionnelles. Cette pensée, le 1er mars s'honore de l'avoir plus nettement formulée qu'aucun autre cabinet; mais elle n'appartient pas à lui seul. Dans la coalition et après la coalition, M. Guizot, avec sa haute intelligence, l'avait admirablement comprise et pratiquée. Ministres au 12 mai, M. le maréchal Soult, MM. Duchâtel, Villemain, Duperré, Teste, Cunin-Gridaine lui-même, en avaient fait la base de leur politique. Le seul ministre du 15 avril, enfin, qui fasse partie du cabinet actuel, M. Martin du Nord, semblait, vers la fin de la dernière session, disposé à s'y rallier. Nous n'avons donc aucune raison de croire que le ministère du 29 octobre ait le parti pris de s'en écarter; mais ici encore sa situation domine sa volonté. Quel est, aux yeux des amis du 29 octobre, le crime irrémissible du 1er mars? Celui d'avoir vécu en bonne intelligence avec la gauche, et rapproché du pouvoir les fractions modérées de l'ancienne opposition. Par le fait seul de son avènement, le ministère du 29 octobre est donc venu de nouveau couper la chambre en deux, et séparer ou plutôt armer l'un contre l'autre l'esprit conservateur et l'esprit progressif, l'amour de l'ordre et l'amour de la liberté. Par le fait seul de son avènement, il a replacé les partis dans la situation de 1834, et ressuscité les haines et les querelles de cette époque. Par le fait seul de son avènement, en un mot, il a détruit ou du moins suspendu le travail de réconciliation qui s'opérait depuis deux ans, et auquel la plupart de ses membres ont eux-mêmes contribué. Est-ce là une sage tentative, une tentative qui mérite d'être approuvée? Est-ce du moins une tentative qui ait quelque chance de succès? Ni l'un, ni l'autre, ce nous semble. Lorsque

le 22 février tomba, nous étions bien plus près des grandes luttes qui nous avaient divisés, et rien encore n'avait ébranlé nos défiances et nos préventions réciproques. Le 6 septembre, qui, comme le 29 octobre, essaya de reconstituer l'ancienne majorité et l'ancienne opposition, échoua pourtant et vécut six mois seulement. Depuis, il y a eu la coalition, le 12 mai, le 1er mars, qui tous, avec plus ou moins de succès, ont concouru à effacer les vieilles lignes de démarcations. Et l'on veut aujourd'hui rayer quatre années de notre histoire politique, et reprendre toutes les questions au point où les avaient laissées 1834 et 1835! On veut rejeter, d'une part, le centre droit modéré sur la droite ultrà-conservatrice, de l'autre, le centre gauche et la gauche constitutionnelle sur la gauche radicale! On veut replacer ainsi le gouvernement de juillet entre un parti qui le compromette et un parti qui l'attaque, entre des amis imprudens et des ennemis dangereux! Est-ce là, nous le demandons à tout homme sincère, travailler pour le salut de la monarchie constitutionnelle, et pour l'anéantissement des factions?

Il faut aller au fond des choses. Sous des dénominations diverses, il n'y a eu long-temps dans la chambre que deux partis, une droite et une gauche; mais chacun de ces deux partis contenait dans son sein des élémens hétérogènes qui, réunis momentanément par un intérêt commun, devaient se séparer un jour. Ainsi à droite des hommes réellement, cordialement dévoués à nos institutions, pleins d'indépendance et de fermeté, mais à côté d'eux d'autres hommes pour qui nos institutions sont un mal nécessaire, et toujours prêts, pour diminuer ce mal, à se ranger aveuglément derrière le pouvoir royal; à gauche des partisans sincères de la monarchie constitutionnelle et de la dynastie actuelle, mais tout près d'eux des ennemis avoués ou déguisés de toute monarchie et de toute dynastie : tel est, quand on ne s'en tient pas aux apparences, l'état vrai des partis, tels qu'ils existaient en 1834. Si donc on veut placer exclusivement le gouvernement à droite ou à gauche, voici ce qui arrive : si c'est la droite qui gouverne seule, elle n'offre point pour la défense de la volonté parlementaire un point d'appui suffisant; si c'est la gauche, elle laisse prendre aux partis extra-constitutionnels trop d'ascendant et d'influence. Pour éviter l'un et l'autre écueil, il n'y a qu'un moyen, l'alliance de la portion libérale de la droite et de la portion conservatrice de la gauche. Là seulement est la base d'une majorité qui soit à l'abri, quoi qu'il arrive, de se montrer servile ou factieuse. Or, cette alliance était commencée, elle se consolidait, et le 29 octobre

est venu précisément pour la rompre. Il se trouve donc condamné à gouverner à l'aide de la droite seule, de la droite tout entière, dans ses nuances les plus vives, les moins parlementaires. Se croit-il, dans cette situation, bien maître de sa politique, bien libre dans ses mouvemens? Quand il s'agira de résister à l'anarchie, il sera fort sans doute, et le secours de sa majorité ne lui manquera pas. Mais s'il veut résister ailleurs, pourra-t-il compter encore sur cette majorité? Pour être un ministère sérieux et puissant, il faut pourtant être en mesure de résister partout, en haut comme en bas.

Entre un ministère et ceux qui l'appuient, il s'opère d'ailleurs un échange inévitable de cóncessions réciproques. Quelles seront les concessions du ministère du 29 octobre au parti ultrà-conservateur? Ce parti, qui voulait la paix avant tout, s'est jusqu'ici montré peu exigeant sur tout le reste; mais la paix assurée, on ne peut croire qu'il mette aux pieds du 29 octobre ses doctrines et ses prétentions. Il se souvient avec amertume, avec colère, que les membres les plus considérables du cabinet actuel ont fait partie de la coalition, et ce souvenir ne le dispose ni à l'indulgence ni à la modération. Cependant, nous le répétons, pour que le ministère vive dans les conditions où il s'est placé, il faut que le parti ultrà-conservateur, dans toutes ses nuances, vote constamment pour lui. Encore une fois, que fera le ministère pour le parti ultrà-conservateur dans toutes ses nuances?

Nous croyons avoir suffisamment indiqué quelles sont les différences réelles qui, à l'extérieur aussi bien qu'à l'intérieur, distinguent le ministère du 29 octobre du ministère du 1er mars. A l'extérieur, le ministère du 1er mars désirait sincèrement la paix, mais il était résolu à courir les chances terribles de la guerre plutôt que de sacrifier, dans la question d'Orient, les intérêts, l'influence, la dignité de la France, en souffrant que le traité du 15 juillet fût exécuté jusqu'au bout. Le ministère du 29 octobre a pensé au contraire qu'après avoir épuisé en faveur du pacha d'Égypte et de la politique française tous les moyens purement comminatoires, il convenait de s'arrêter et de laisser régler la question d'Orient au gré de l'Angleterre plutôt que de renoncer à la paix. A l'intérieur, le ministère du 1er mars travaillait à accomplir le vœu des esprits éclairés, en séparant à droite comme à gauche les opinions modérées des opinions extrêmes, et en formant ainsi entre toutes les exagérations un vaste juste-milieu; le ministère du 29 octobre est venu refouler de chaque côté les opinions modérées sur les opinions extrêmes, et détruire

ainsi, autant qu'il était en lui, l'œuvre de deux années. Selon nous, ces différences sont telles que nous comprenons peu qu'on puisse donner au ministère du 1er mars et au ministère du 29 octobre une égale adhésion. Est-ce à dire que les partisans du 1er mars doivent se proposer systématiquement pour but le renversement du 29 octobre, et voter contre toutes les mesures, bonnes ou mauvaises, qu'il pourra proposer? Nous croyons qu'il y a pour les partisans du 1er mars un rôle bien plus digne, bien plus noble, bien plus utile au pays. Ce rôle, c'est avec ou sans le ministère, d'éclairer la France sur sa situation actuelle, et de la préparer à la grande lutte que, selon toute apparence, elle aura bientôt à soutenir. C'est, en même temps, d'obliger le gouvernement, quand bien même il n'en aurait pas le désir, à conserver vis-à-vis des puissances étrangères l'attitude que la chambre a voulue dans la seconde édition de son adresse. Dans des circonstances ordinaires, une opposition tracassière et journalière peut avoir ses avantages. Dans les circonstances où nous sommes, une telle opposition serait funeste et malhabile.

Nous devons d'ailleurs le dire : il n'y a, selon nous, rien de plus déplorable en politique que les changemens de personnes sans changement dans les choses. Si donc il était vrai qu'au sein de la majorité triomphante, quelques-uns cherchassent à se faire pardonner leur victoire en sacrifiant celui ou ceux auxquels cette victoire est due, et qui ont du moins le mérite d'en accepter bravement l'impopularité, nous prendrions en grande pitié ces intrigues dont le succès n'aurait d'autre effet que de donner satisfaction à de mesquines jalousies et à de petites inimitiés. Il est juste et bon, en définitive, que chaque opinion se range derrière ses hommes les plus éminens, et nous ne pensons pas que l'ostracisme, dans une cause ou dans l'autre, ajoute à la force et à la grandeur du gouvernement représentatif. Quand on regarde ce qui se passe à l'étranger, ce qui se passe dans la chambre même, il est impossible de ne pas croire qu'une politique différente de celle du 29 octobre ne devienne bientôt nécessaire. Nous ne doutons pas alors que, malgré les calomnies dont on le poursuit et les dégoûts dont on l'abreuve, l'homme d'état qui a présidé le conseil du 1er mars ne soit prêt à mettre de nouveau au service du pays sa haute intelligence et sa rare activité; ainsi du moins c'est une pensée politique qui succédera à une autre; ce ne sont point quelques personnes qui prendront la place de quelques autres, pour marcher précisément dans les mêmes voies et faire les mêmes choses.

Est-il vrai pourtant, comme certaines personnes le prétendent,

que la transaction essayée par le 1er mars soit désormais impossible, et qu'il ne s'agisse plus que de faire prévaloir un côté de la chambre sur l'autre, en renonçant à tout espoir de rapprochement ultérieur. Ce n'est pas notre avis. Sans doute dans l'état actuel des choses, il y a peu de place pour un parti intermédiaire, et ceux qui refuseraient de se ranger à droite ou à gauche courraient risque d'essuyer le feu des deux armées; mais c'est là une situation transitoire, et qui cessera nécessairement avec les circonstances qui l'ont produite. Quoi que l'on fasse, entre les hommes qui veulent que la royauté soit tout, et ceux qui veulent qu'elle ne soit rien, il existe dans la chambre, comme dans le pays, une majorité que de vieilles préventions n'empêcheront pas éternellement de se réunir. C'est seulement par la formation d'une telle majorité, c'est-à-dire, nous le répétons, par l'alliance de la gauche conservatrice et de la droite libérale, qu'il y a chance de donner enfin à la France un gouvernement indépendant et puissant. Plusieurs des ministres pensaient, il y a deux ans, de cette alliance tout ce que nous en pensons, et y travaillaient ardemment. Nous déplorons qu'ils pensent autrement aujourd'hui, et qu'ils fassent une tentative contraire. Mais, tout en regrettant vivement de les avoir pour adversaires, et sans nous dissimuler les difficultés nouvelles qui résultent d'un tel changement, nous croyons que l'œuvre doit être poursuivie sans eux. Nous dirons donc aux ministres du 1er mars et à leurs amis, que l'échec qu'ils ont éprouvé et toutes les indignités qu'ils ont subies, ne doivent pas les décourager et leur faire quitter le terrain sur lequel ils s'étaient placés. Nous dirons à la gauche constitutionnelle qu'elle aurait tort, dans sa juste irritation, de paraître encore une fois confondre sa cause avec celle de la gauche radicale et républicaine, qui jadis l'a si souvent compromise. Nous dirons à la droite libérale qu'elle ferait une faute immense en associant définitivement son sort à celui de la droite ultrà, et en se perdant pour une politique qui n'est pas la sienne. On a parlé du changement notable qui, du commencement à la fin de la discussion de l'adresse, s'était manifesté dans les esprits, changement que l'on peut mesurer en comparant le premier projet d'adresse à l'adresse votée. Mais, depuis, n'est-on pas bien plus frappé encore du discrédit chaque jour croissant où tombe la politique inactive et timide? Un jour la chambre nomme une commission qui vote à l'unanimité pour les fortifications de Paris, et qui choisit M. Thiers pour président et pour rapporteur; le lendemain, toutes les opinions se réunissent pour demander que les armemens terri-

toriaux et maritimes soient, en 1841 et 1842, élevés jusqu'au petit pied de guerre. Imagine-t-on que la chambre consente à de si énormes dépenses sans la prévoyance prochaine d'évènemens sérieux et sans un vif désir de faire reprendre au pays le rang qu'il a perdu? Non certes, et ce serait mal comprendre l'esprit et les sentimens de la chambre. Il nous paraît donc que les fractions modérées de la gauche et de la droite ne manqueront pas, bientôt peut-être, d'occasion de se rapprocher et de s'unir dans un grand intérêt national. Il nous paraît que devant cet intérêt tomberont d'elles-mêmes toutes les petites barrières qu'on prend aujourd'hui tant de peine à relever.

Quoi qu'il en soit, et en supposant qu'aucun évènement ne survienne, voici le véritable état des choses. Si de la majorité manifestée par le vote de l'adresse on déduit trente voix à peu près de la gauche et du centre gauche qui, dissidentes sur une question spéciale, n'ont pas rompu pour cela leurs vieux engagemens, il reste au profit de la droite, en comptant depuis MM. Passy et Dufaure jusqu'à MM. de Lamartine et de Salvandy, vingt à trente voix à peu près. Personne ne peut penser qu'il y ait là les élémens d'une majorité durable; personne ne peut penser non plus que des élections, si elles avaient lieu, vinssent accroître cette majorité. Aujourd'hui, tout autant qu'il y a un an, une transaction est donc nécessaire, et toutes les opinions qui veulent sincèrement la vérité du gouvernement représentatif et la grandeur de la France doivent s'y préparer. Si elles s'y refusent, elles n'auront que le triste avantage de s'annuler réciproquement et de condamner pour long-temps le parlement à l'impuissance et le pays à l'humiliation.

UN DÉPUTÉ.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 décembre 1840.

La chambre des députés, après ses longs et ardens débats sur le projet d'adresse, paraît frappée d'une sorte d'atonie. Les affaires la fatiguent sans l'intéresser; une discussion paisible et approfondie l'effraie sans l'exciter: aussi les députés sont-ils clairsemés sur les bancs de la chambre, et après un débat assez terne, le projet de loi sur le travail des enfans dans les manufactures a-t-il réuni avec peine le nombre de suffrages nécessaires pour le vote d'une loi. Il en faut 230; il y en avait 235. Parmi les votans, combien y en a-t-il qui aient prêté à la discussion une attention constante, suivie, propre à leur faire apprécier la loi dans son ensemble et dans ses détails?

Quant à la loi elle-même, ce qu'on peut dire de plus favorable, c'est qu'au point où en étaient les choses, il fallait enfin adopter un projet quelconque et commencer l'expérience. En réalité, nul ne connaît suffisamment la matière, les faits qui s'y rattachent, les résultats qu'on peut produire par telle ou telle mesure. On généralise des faits particuliers sans savoir si la généralisation est physiquement possible; on méconnaît, d'un autre côté, certains faits généraux, et on se jette arbitrairement dans un particulier auquel répugne le principe fondamental de notre droit; on agit sous l'inspiration d'une philantropie (ne la confondons pas avec l'humanité et la justice) plus inquiète et ambitieuse de faire qu'éclairée, et l'on ne recule pas devant l'imitation servile de l'étranger, comme s'il y avait entre les pays dont on invoque l'autorité et la France analogie sous le rapport des principes fondamentaux du droit public, de l'organisation administrative, des conditions économiques, physiques et commerciales! Tout cela est vrai, tout cela saute aux yeux. Qu'importe? Puisqu'on veut décidément faire des essais à coups de loi et statuer législativement avant que l'observation et l'expérience aient fourni des faits

suffisamment épurés et des formules savamment élaborées, puisqu'on fait au conseil d'état l'honneur incroyable de craindre que, si on le chargeait de faire ces expériences par voie de règlement, il pourrait un beau jour détrôner les deux chambres, il faut bien se résigner à l'esprit du temps et marcher sur la route qui nous est ouverte. Dès-lors l'essentiel est d'avoir une loi le plus tôt possible et de commencer l'expérience. Si la chambre des pairs touche à la loi, qui certes est loin d'être parfaite, après avoir perdu déjà une année, on en perdra une seconde, et en attendant le mal subsiste, les enfans souffrent, les mauvaises habitudes s'enracinent, et les intérêts égoïstes deviennent d'autant plus âpres, plus actifs, plus féconds en mauvais expédiens, qu'ils se sentent plus menacés. Nous espérons que la chambre des pairs ne discutera point la loi, ou que du moins elle n'y fera pas d'amendemens, encore une fois, non parce que la loi est bonne, mais parce qu'il importe avant tout, au point où en sont les choses, qu'une loi sur la matière soit mise à exécution.

Il est vrai, trop vrai, d'un autre côté, que ce sera là la première affaire de quelque importance dont la chambre des pairs aura cette année à s'occuper. Il y a deux mois que le parlement est assemblé, et on pourrait presque dire que la chambre des pairs n'a pas encore siégé. Le gouvernement n'a pas trouvé dans son portefeuille un projet de quelque valeur à lui soumettre. Aux derniers jours de la session, lorsqu'on aura fait ses adieux à la chambre des députés, qu'au su et vu de tout le monde messieurs les députés auront presque tous repris le chemin de leurs départemens, on ira à la chambre des pairs lui demander, par toutes sortes de mauvaises raisons, d'adopter, sans y changer un mot, une virgule, tous les projets qu'on aura pu obtenir de l'autre chambre. Que les hommes de certaines opinions trouvent cela bon et conforme à leurs vues, nous le concevons sans peine, et nous n'en sommes ni scandalisés ni surpris. Disons plus : les opinions sincères, conséquentes, qui, sans attenter violemment à ce qui est, profitent habilement des brèches qu'on veut bien leur ouvrir, si elles n'ont pas nos sympathies, ont du moins droit à notre respect. Ce que nous ne concevons guère, c'est que les conséquences de l'abandon qu'on paraît faire d'un des grands pouvoirs de l'état, ne soient pas vivement senties par les serviteurs les plus dévoués et les plus intelligens de la monarchie constitutionnelle. Il faut que la chambre des pairs fasse, sans humeur comme sans crainte, sentir son droit; elle se le doit à elle-même, elle le doit à la chose publique. Mais, encore une fois, nous espérons qu'elle ne prendra pas pour point de résistance le projet de loi sur le travail des enfans dans les manufactures; l'humanité commande d'en finir avec ce projet; une loi imparfaite vaut mieux qu'un nouveau retard.

M. le ministre des finances vient de présenter à la chambre des députés le budget de 1842. Nous n'avons pas le temps de l'examiner avec l'attention qu'on doit à un travail de cette importance.

Seulement nous avons vu avec plaisir que notre situation financière, même en comptant les nouvelles dépenses, n'est pas, à beaucoup près, aussi mau-

vaise que quelques personnes paraissaient le craindre. En dernier résultat, l'équilibre pourra se rétablir dans notre budget au moyen d'un emprunt de 4 à 500 millions, emprunt qui n'est pas urgent et dont les produits seront consolidés sur notre sol par des travaux publics qui augmenteront notre puissance productive et la richesse nationale. Au fait, on ne demande à l'avenir que de payer une faible partie de l'immense accroissement de capital qu'on lui laisse.

Si la guerre devait éclater, nous entrerions dans une voie exceptionnelle à laquelle toute nation jalouse de sa dignité et de sa véritable grandeur doit savoir se résigner, lorsque le devoir et l'intérêt de l'état le lui commandent. Sans doute, nos finances, comme celles de tout pays qui supporte les énormes dépenses d'une guerre, éprouveraient alors quelque gêne. Nous devrions détourner des travaux publics et d'autres voies d'améliorations les sommes qui y sont maintenant consacrées; nous devrions probablement grever l'avenir de charges plus considérables, tout en lui laissant un moindre capital. C'est le cas d'une famille laborieuse qu'une maladie vient de frapper ou qui se trouve impliquée dans un procès fort coûteux. Elle ne pourra pas faire face aux nouvelles dépenses avec son revenu; elle le pourra encore moins si elle ne diminue pas ses dépenses ordinaires. Il y aurait sans doute folie à se donner la maladie pour le plaisir de l'avoir; il y aurait folie à ne pas éviter un procès si l'honneur n'est pas engagé, s'il ne s'agit pas d'un de ces intérêts majeurs où l'on ne peut rien concéder, enfin si une transaction équitable et honorable est encore possible. Mais si la maladie nous atteint, si le procès est inévitable, à quoi bon les plaintes, les lamentations? Il faut, avant tout, conserver sa vie, défendre son droit, maintenir son honneur.

Si la paix, ainsi que le pense M. Humann, est maintenue, nos petits embarras financiers ne tarderont pas à disparaître, même en ajoutant une centaine de millions par an à nos dépenses militaires. D'un côté, la prospérité publique augmentera naturellement d'année en année le produit des impôts actuels; de l'autre, sans introduire un impôt nouveau, on pourra facilement, par quelques dispositions nouvelles, obtenir des impôts existans un revenu plus considérable.

M. Humann se propose de rendre au produit du timbre tout ce que la violation des lois et la fraude lui enlèvent. Nous ne pourrons qu'applaudir à cette mesure; la morale, la justice, comme l'intérêt du trésor, nous le commandent. Ainsi que tous les autres impôts, celui du timbre doit être, conformément aux prescriptions des lois, payé par tous. Comment souffrir que, tandis que le timbre est une charge lourde et inévitable pour les uns, pour les plaideurs, les journalistes, pour ceux qui ont besoin d'actes authentiques, d'actes privés enregistrés, il puisse être impunément évité par un grand nombre de contribuables, par des hommes qui pourraient le payer beaucoup plus facilement que la plus grande partie de ceux qui le supportent effectivement? On a beau se dissimuler la nature morale des faits, elle n'est pas

moins repoussante pour tout honnête homme qui veut un instant réfléchir. Il en est de ceux qui violent les lois du timbre comme des contrebandiers; qu'ils s'en doutent ou non, l'argent qu'ils gagnent ne sort pas du trésor public, mais de la poche du voisin. Le trésor public demande aux uns ce que les autres lui refusent; il lui faut sa somme bien ronde et bien comptée, et il la trouve, et il a raison de la trouver, car il sait fort bien qu'un pays comme la France, lorsque la moyenne de l'impôt n'y dépasse pas trente et quelques francs par tête, n'est pas un pays écrasé de contributions. Ainsi tout dépend de l'assiette de l'impôt, de la répartition, de la rentrée: il peut y avoir dans nos lois de finances quelques lacunes à combler, quelques défauts à corriger, nous le voulons bien; mais ce qu'on doit vouloir avant tout, c'est que nul ne puisse, de son autorité privée, se décharger d'un impôt légalement établi et en rejeter la charge sur son voisin.

Au surplus, nous avons grande confiance dans les talens et dans la fermeté financière de M. Humann. Cette confiance, il l'inspire généralement, et c'est là, nous le reconnaissons, un point capital, surtout lorsque l'état peut être dans la nécessité de s'adresser au crédit public. Nous concevons sans peine, et nous sommes loin de lui en faire un reproche, que M. Humann désire vivement le maintien de la paix et l'économie dans les dépenses. Cela est très naturel dans l'homme dont les idées ont été principalement dirigées vers les affaires financières et industrielles; cela est d'ailleurs fort séant pour l'homme qui est chargé de la garde du trésor public. Nous voudrions être également certains que ces vues et ces habitudes, fort louables en soi, de M. le ministre des finances, ne l'empêcheront pas d'envisager à leur point de vue le plus élevé les questions politiques qui doivent se décider dans les conseils de la couronne. M. Humann le sait sans doute; il est des économies qui seraient une honte, et la honte est presque toujours l'avant-coureur d'un désastre.

Méhémet-Ali a dû passer par de nouvelles humiliations. Il a entendu l'amiral Stopford traiter avec un superbe dédain la convention conclue avec le commodore Napier. Il a pu croire un instant que l'Angleterre voulait lui enlever même l'Égypte. Il a dû, pour la conserver, souscrire à de nouvelles conditions, se prosterner de nouveau aux pieds du sultan la face contre terre. Dans nos idées et dans nos mœurs, il a passé et repassé sous les fourches caudines jusqu'à l'opprobre. C'est une chute profonde dont ne se relèveront ni lui ni les siens.

Ainsi le sultan est sans force; Méhémet a perdu la sienne. Que peuvent devenir l'Égypte, la Syrie, si les Anglais ne se chargent pas de les garder, d'y comprimer le brigandage, l'insurrection, la révolte? Ne désespérons pas de la générosité de lord Ponsonby et de lord Palmerston. Grace à leur intervention, l'ordre régnera en Égypte et en Syrie!

On dit que des ames pieuses demandent aux puissances de profiter de l'état actuel de la Syrie pour enlever Jérusalem à la domination turque et en faire une ville européenne, une ville libre sous le protectorat de l'Europe, une ville

ouverte aux prières des chrétiens de tous les pays et de toutes les communions. Il serait en effet difficile qu'il pût sortir de l'intervention des signataires du traité du 15 juillet un établissement exclusivement catholique, mais il serait encore plus difficile de faire en sorte que les catholiques voulussent s'associer aux dissidens dans une fondation essentiellement religieuse. Ils regarderaient peut-être cette association comme une profanation plus déplorable que la domination des musulmans.

Mais ce n'est pas là, bien s'en faut, ce qui préoccupe dans ce moment les esprits et ce qui mérite toute l'attention des hommes politiques. La question des armemens et des fortifications de Paris, les observations adressées de Vienne et de Berlin à notre cabinet, enfin la dépêche que M. de Nesselrode vient de faire communiquer officiellement à M. le ministre des affaires étrangères, ce sont là les trois points essentiels de toute discussion politique dans ce moment.

Nous ne reviendrons pas sur le premier. Fortifier Paris et maintenir les armemens de précaution qu'on a appelés la *paix armée,* c'est pour nous une politique d'autant plus nécessaire que le contraire serait à nos yeux une honte et presque une trahison. Sans doute nous ne voulons pas dire par là que la France devra toujours avoir cinq cent mille hommes sur pied, mais elle doit les avoir aujourd'hui, dans la situation d'isolement qu'on lui a faite et qu'elle doit garder avec la fierté calme et prévoyante qui sied à une grande nation. Et sur ce point et sur celui des fortifications, le ministère déclare formellement que ses intentions sont tout-à-fait conformes aux projets qu'il a présentés, qu'il partage sur ces deux points les opinions qne nous avons toujours défendues. Nous le croyons et nous sommes charmés qu'il en soit ainsi.

Il est donc deux grandes questions sur lesquelles, Dieu soit loué, tout le monde est d'accord : l'armement de précautions et les fortifications de Paris. Nous disons tout le monde, bien qu'il puisse y avoir quelques obscures et timides dissidences. On peut donc espérer qu'à l'occasion de ces grandes questions, la tribune ne retentira plus de ces violens débats qui substituaient les personnes aux choses, et rabaissaient les affaires du pays au niveau d'une querelle de club ou d'une haine de famille. On peut espérer qu'on ne sera plus forcé de s'écrier : Au nom de Dieu, messieurs, parlez-nous de la France, de ses intérêts, de ses affaires; que nous importent vos personnes, vos antécédens, votre avénement, votre chute, les exploits de vos amis, les fautes de vos adversaires? Il s'agit bien de cela en présence de l'Europe, liée, si ce n'est pas tout-à-fait contre nous, du moins malgré nous et dans des intérêts qui ne sont pas les nôtres, en présence de l'Europe qui cherche à inspirer contre nous d'injustes alarmes, à rendre notre puissance suspecte, en profitant de l'ignorance où les gouvernemens sont parvenus à tenir les peuples sur leurs vrais intérêts.

Au reste, nous sommes convaincus que si tout devait se passer d'un côté entre l'illustre rapporteur de la loi des fortifications et quelques-uns de ses

amis, et de l'autre les chefs naturels de toutes les sections du parti conservateur, nous aurions enfin le spectacle digne et consolant d'une discussion toute politique, au point de vue le plus élevé, au point de vue national, sans retour sur les personnes, sans autre souci que de la chose publique. Nous aurions une discussion qui ne serait en réalité que la recherche animée et consciencieuse des moyens les plus propres à atteindre le but que tous les hommes politiques se proposent. Mais les chefs seront-ils imités, écoutés par tous leurs amis? Les ambitions secondaires peuvent-elles se contenir comme les grandes et nobles ambitions, comme celles pour qui il n'est jamais question que d'opportunité et de temps? Hélas! nous ne l'espérons guère; et tandis qu'il s'agit de montrer à l'étranger que, bien qu'amis sincères de l'ordre et de la paix, nous sommes et voulons être les maîtres chez nous, tandis qu'il importe de le lui montrer avec d'autant plus d'accord, de calme, de fermeté, qu'il affecte de s'inquiéter de nos affaires et de s'étonner et de s'alarmer des faits et actes qu'il a rendus nécessaires, nous craignons, disons-le, que les vanités de tribune et les haines personnelles n'enlèvent à ces débats une partie de leur grandeur, et aux mesures proposées quelque chose de leur importance et de leur efficacité morale.

Hier encore, n'avons-nous pas vu, dans l'enceinte des études les plus pacifiques, là où la politique ne devrait jamais pénétrer qu'à l'état de science et par ses plus hautes spéculations, un homme à qui il aurait été si facile de bien faire, céder à la tentation de l'épigramme, et consumer son esprit dans des allusions déplacées? car il ne voudrait pas, en les niant, se laisser accuser de lieux communs et d'aphorismes trop vulgaires.

Et cependant avant lui un autre homme éminent s'était trouvé sur un terrain non moins glissant, et il y avait marché d'un pas noble et ferme, sans donner à ses amis un seul instant d'inquiétude, ni à ses ennemis, si par aventure il s'en était glissé dans cet auditoire où éclataient de si unanimes applaudissemens, une lueur d'espérance. Nous laissons à d'autres l'appréciation littéraire du discours de M. Molé, mais nous le remercions de ces belles et nobles paroles : « Pourquoi faut-il que cette sorte de justice mutuelle soit encore si rare? Comment ce progrès des lumières dont nous sommes si fiers ne tourne-t-il pas davantage au profit de l'impassibilité des esprits, de la douceur des jugemens? »

Si nous sommes bien informés, les observations des cabinets de Vienne et de Berlin sur nos armemens, observations du reste qui paraissent avoir été faites avec une parfaite mesure et dans les termes les plus convenables, avaient pour but, non de rien reprocher à la France ni de lui contester le moins du monde son droit, mais de lui représenter que malheureusement ses armemens mettraient les gouvernemens voisins dans la pénible et coûteuse nécessité d'accroître leurs forces et leurs dépenses militaires. Dépouillées de tout appareil diplomatique, ces modestes représentations revenaient à nous dire : Au nom de Dieu! ne dépensez pas trop d'argent, car vous nous obligeriez alors à

en dépenser aussi, et nous n'en avons guère. A quoi M. le ministre des affaires étrangères aurait fait une réponse qu'on pourrait abréger et traduire ainsi : Si nous armons, c'est votre faute, et nous ne devons pas, la position restant la même, désarmer; si vous armez à votre tour, je ne vous demanderai pas d'explications, mais je serai charmé de voir que vos fautes vous coûtent cher. Du reste, quoi qu'il en soit des termes mêmes du dialogue qui a dû avoir lieu à cette occasion, le ministère persiste formellement dans les deux mesures projetées; on a le droit et l'obligation d'en conclure que sa réponse a été telle que la dictaient l'honneur, la sûreté, la dignité de la France.

Maintenant, que les gouvernemens de l'Allemagne arment aussi, en vérité cela peu nous importe. Nous savons à quoi nous en tenir sur les efforts et les menaces (si menaces il y avait) de la confédération germanique. Elle ne pourrait tenter quelque chose de grand et de sérieux qu'en réveillant chez les Allemands des sentimens qu'on a trahis et une ardeur d'unité nationale qui est avant tout à redouter pour les princes de ce pays, et plus encore pour l'Autriche, pour le roi des Pays-Bas, pour le Danemark. Avant de songer à réaliser sur l'Alsace des rêves par trop absurdes, l'Allemagne, si jamais elle s'apercevait de son excessive bonhomie en fait de politique, aurait autre chose à faire : elle ne voudrait pas se brouiller sans rime ni raison avec nous et recommencer une lutte qui lui serait funeste en cas de revers, et qui ne ferait, dans le cas contraire, que river en Allemagne les chaînes du pouvoir absolu. Sans doute, les feuilles allemandes, toutes censurées, et les niais d'estaminets, race plus nombreuse dans les pays allemands que partout ailleurs, ont dit et se sont laissé dire que les Français voulaient repasser le Rhin, subjuguer l'Allemagne, porter les limites de l'empire sur l'Oder, sur l'Elbe, que sais-je? De tous ces ridicules mensonges préparés à dessein, il en est résulté une petite fermentation dont les gouvernemens allemands se servent avec une habileté quelque peu grossière pour nous dire qu'eux aussi seront malheureusement obligés d'armer, afin de calmer chez eux cette opinion qu'ils ont faite et, pour ainsi dire, fabriquée à la main. Ils ont fait le mal pour avoir le prétexte d'administrer le remède. Qu'on leur réponde froidement ce que nous aimons à croire qu'on leur a dit, qu'on leur dise : « Messieurs, armez tout à votre aise; cela nous est fort égal; nous voulons faire chez nous tout ce que bon nous semble; imitez-nous si cela vous convient, » et tout cet échaffaudage s'écroulera, et les gouvernemens allemands seront les premiers à dire à leurs dociles sujets : « Calmez-vous, les journaux se sont trompés, la France n'a aucune envie de nous dévorer; le peuple français est un excellent voisin, plus patient, plus endurant qu'on ne le dit, et le gouvernement français un gouvernement loyal, honnête, pacifique. Ainsi, nul besoin d'armer, nul besoin de dépenser notre argent. » Alors, au lieu de nous parler de nos armemens, on nous parlera, avec plus de raison, du besoin qu'on a de la France pour assurer le repos du monde, et on fera des efforts sérieux pour

réparer la faute qu'on a faite en apposant sa signature au traité du 15 juillet. Mais, encore une fois, pour atteindre ce but, il faut du calme, de la suite, de la patience, et avant tout une armée de cinq cent mille hommes et les fortifications de Paris. C'est là notre *delenda Carthago*. Ces mesures sont excellentes. En veut-on la preuve, la meilleure des preuves? Elles déplaisent souverainement à l'étranger; ses conseils charitables sur l'état de nos finances, ses plaisanteries, son indifférence affectée, ne sont que des formes diverses du même sentiment, qui est un sentiment de déplaisir, de chagrin. Pourquoi? parce qu'on ne pourra plus surprendre et tromper la France, parce qu'il faudra avoir pour une des premières puissances de l'Europe tous les égards auxquels elle a droit, lors même que cette puissance s'appelle et qu'elle veut s'appeler, la France de 1789, la France de juillet, la France révolutionnée, la France qui veut à sa tête la dynastie de son choix.

Ayons de la force sans arrogance, du calme sans faiblesse, une persévérance froide et inébranlable dans les mesures qu'on a projetées, et tout ce qu'il peut y avoir eu de pénible pour le sentiment patriotique dans les évènemens qui viennent de s'accomplir, peut encore être réparé, réparé sans violentes secousses. L'Europe a plus besoin de la paix que nous-mêmes, infiniment plus, et l'Europe sait que la paix est compromise, si la France, armée et forte, est mécontente.

Les succès de l'Angleterre en Orient ont blessé la Russie, ses intérêts, son orgueil national; il est impossible qu'il en soit autrement. Et il n'y a pas d'hommes de quelque valeur, en Angleterre, qui ne sache qu'en cas d'une lutte avec la Russie, l'Angleterre ne pourrait se passer du secours de la France.

La Russie à son tour, la Russie, qui ne peut pas ne pas prévoir une lutte avec l'Angleterre, peut-elle s'engager seule dans le combat avec quelque chance de succès, si la France était de nouveau l'alliée intime de la Grande-Bretagne? Certes, non. La Russie le sait : de là, ses efforts pour briser l'alliance anglo-française. Ces efforts, grace à l'étrange politique de lord Palmerston et à la politique plus étrange encore de Vienne et de Berlin, ont été couronnés de succès au-delà de toutes espérances. L'alliance est brisée, et, ce qui plus est, on est parvenu de l'autre côté de la Manche à réveiller les vieilles antipathies des peuples par de pitoyables gaucheries et par un langage déplorable. La Russie doit être satisfaite; mais ce n'est là cependant que la moitié de sa besogne.

Les esprits prompts et aventureux sont convaincus que la Russie vient de commencer l'autre moitié de son œuvre par la dépêche, conçue en termes très flatteurs pour la France, que M. de Nesselrode a fait communiquer à notre gouvernement. C'est la première fois, dit-on, que la cour de Russie tient au gouvernement de juillet ce langage ouvert, amical, et qui paraît faire pressentir le désir de plus d'intimité dans les relations des deux pays. Nous ne voulons rien hasarder; nous voudrions encore moins rien précipiter. Il est très possible que cette dépêche ne soit au fond qu'une de ces politesses

qui peuvent, au choix de celui qui les fait, être quelque chose ou n'être rien du tout, selon le sens qu'on leur donne après coup. Il se peut, c'est là ce qu'il y a de plus probable pour le moment, que la diplomatie russe n'ait eu d'autre but que de nous fourvoyer et d'élargir en même temps la brèche que lord Palmerston s'est plu à ouvrir entre son pays et le nôtre.

Quoi qu'il en soit, toujours est-il que, si la France ne s'empresse pas de quitter sa politique d'isolement, si on exécute en même temps les mesures de prudence et de vigueur que le gouvernement lui-même propose, notre position ne tardera pas à redevenir ce qu'elle doit être. La France choisira son allié, car, tout considéré, tout le monde a besoin d'elle et pour la paix et pour la guerre.

La pensée d'une nouvelle croisade contre la France n'est qu'un épouvantail. La France n'aurait contre elle l'Europe que le jour où elle voudrait décidément rompre en visière à l'Europe entière. Encore nous en doutons. Quoi qu'il en soit, ce n'est pas là la pensée de la France ni de son gouvernement. Ce que la France veut, c'est son rang dans le monde; avec la France humiliée, il n'y aurait de sûreté pour rien ni pour personne.

— La quinzaine a été marquée par deux évènemens littéraires sur lesquels l'attention publique s'était par avance vivement portée. On a eu au Théâtre-Français la reprise de *Marie Stuart;* on a eu à l'Académie française la réception de M. le comte Molé. Nous reviendrons en détail sur l'une et sur l'autre de ces solennités. La première représentation de *Marie Stuart*, il y a plus de vingt ans, se trouve être l'un des chapitres littéraires les plus curieux de la restauration, et nous tâcherons de l'écrire. Avant de marquer aussi, avec quelque détail, les traits nobles et délicats qui appartiennent au personnage public et au talent oratoire de M. Molé, constatons seulement aujourd'hui le succès si légitime et si universel de son discours, l'intérêt tout singulier qu'il a excité et justifié. La réception de M. le comte Molé à l'Académie a été un jour de fête pour l'élite de la société française. De si purs, de si flatteurs témoignages sont bien la couronne de toute une vie.

V. DE MARS.

UN HIVER

AU

MIDI DE L'EUROPE.

I.

Deux touristes anglais découvrirent, il y a, je crois, une cinquantaine d'années, la vallée de Chamounix, ainsi que l'atteste une inscription taillée sur un quartier de roche, à l'entrée de la Mer de Glace. La prétention est un peu forte, si l'on considère la position géographique de ce vallon, mais légitime jusqu'à un certain point, si ces touristes, dont je n'ai pas retenu les noms, indiquèrent les premiers aux poètes et aux peintres ces sites romantiques où Byron rêva son admirable drame de *Manfred*. On peut dire en général, et en se plaçant au point de vue de la mode, que la Suisse n'a été découverte par le beau monde et par les artistes que depuis le siècle dernier. Jean-Jacques Rousseau est le véritable Christophe Colomb de la poésie alpestre, et, comme l'a très bien observé M. de Châteaubriand, il est le père du romantisme dans notre langue.

N'ayant pas précisément les mêmes titres que Jean-Jacques à l'immortalité, et en cherchant bien ceux que je pourrais avoir, j'ai trouvé

que j'aurais peut-être pu m'illustrer de la même manière que les deux Anglais de la vallée de Chamounix, et réclamer l'honneur d'avoir découvert l'île de Majorque. Mais le monde est devenu si exigeant, qu'il ne m'eût pas suffi aujourd'hui de faire inciser mon nom sur quelque roche baléare. On eût exigé de moi une description assez exacte, ou tout au moins une relation assez poétique de mon voyage, pour donner envie aux touristes de l'entreprendre sur ma parole; et, comme je ne me sentis point dans une disposition d'esprit extatique en ce pays-là, je renonçai à la gloire de ma découverte, et ne la constatai ni sur le granit ni sur le papier.

Si j'avais écrit sous l'influence des chagrins et des contrariétés que j'éprouvais alors, il ne m'eût pas été possible de me vanter de cette découverte; car chacun, après m'avoir lu, m'eût répondu qu'il n'y avait pas de quoi. Et cependant il y avait de quoi, j'ose le dire aujourd'hui, car Majorque est pour les peintres un des plus beaux pays de la terre, et un des plus ignorés. Mais là où il n'y a que la beauté pittoresque à décrire, notre plume littéraire est si pauvre et si insuffisante, que je ne songeai même pas à m'en charger. Il faut le crayon et le burin du dessinateur pour révéler les grandeurs et les graces de la nature aux amateurs de voyages. Donc, si je secoue aujourd'hui la léthargie de mes souvenirs, c'est parce que j'ai trouvé un de ces derniers matins sur ma table un joli volume intitulé : *Souvenirs d'un Voyage d'art à l'île de Majorque, par J.-B. Laurens* (1). Ce fut pour moi une véritable joie que de retrouver Majorque avec ses palmiers, ses aloès, ses monumens arabes et ses costumes grecs. Je reconnaissais tous les sites avec leur couleur poétique, et je retrouvais toutes mes impressions effacées déjà, du moins à ce que je croyais. Il n'y avait pas une masure, pas une broussaille, qui ne réveillât en moi un monde de souvenirs, comme on dit aujourd'hui; et alors je me suis senti, sinon la force de raconter mon voyage, du moins celle de rendre compte de celui de M. Laurens, artiste intelligent, laborieux, plein de rapidité et de conscience dans l'exécution, et auquel il faut certainement restituer tout l'honneur d'avoir découvert l'île de Majorque.

Ce voyage de M. Laurens au fond de la Méditerranée, sur des rives où la mer est parfois aussi peu hospitalière que les habitans, est beau-

(1) Chez Arthus Bertrand, libraire-éditeur, rue Hautefeuille, 23, et chez Gihaut frères, boulevard des Italiens; 1 vol. grand in-8°, avec 55 planches lithographiées. Prix : 24 fr.

coup plus méritoire que la promenade de nos deux Anglais au Montanvert. Néanmoins, si la civilisation européenne était arrivée à ce point de supprimer les douaniers et les gendarmes, ces manifestations visibles des méfiances et des antipathies nationales, si la navigation à la vapeur était organisée directement de chez nous vers ces parages, Majorque ferait bientôt grand tort à la Suisse; car on pourrait s'y rendre en aussi peu de jours, et on y trouverait certainement des beautés aussi suaves et des grandeurs étranges et sublimes qui fourniraient à la peinture de nouveaux alimens. Pour aujourd'hui, je ne puis en conscience recommander ce voyage qu'aux artistes robustes de corps et passionnés d'esprit. Un temps viendra sans doute où les amateurs délicats, et jusqu'aux jolies femmes, pourront aller à Palma sans plus de fatigue et de déplaisir qu'à Genève.

Long-temps associé aux travaux artistiques de M. Taylor sur les vieux monumens de la France, M. Laurens, livré maintenant à ses propres forces, a imaginé, l'an dernier, de visiter les Baléares, sur lesquelles il avait eu si peu de renseignemens, qu'il confesse avoir éprouvé un grand battement de cœur en touchant ces rives où tant de déceptions l'attendaient peut-être en réponse à ses songes dorés. Mais ce qu'il allait chercher là, il devait le trouver, et toutes ses espérances furent réalisées; car, je le répète, Majorque est l'Eldorado de la peinture. Tout y est pittoresque, depuis la cabane du paysan, qui a conservé dans ses moindres constructions la tradition du style arabe, jusqu'à l'enfant drapé dans ses guenilles, et triomphant dans sa malpropreté grandiose, comme dit Henri Heine à propos des femmes du marché aux herbes de Vérone. Le caractère du paysage, plus riche en végétation que celui de l'Afrique ne l'est en général, a tout autant de largeur, de calme et de simplicité. C'est la verte Helvétie sous le ciel de la Calabre, avec la solennité et le silence de l'Orient. En Suisse, le torrent qui roule partout, et le nuage qui passe sans cesse, donnent aux aspects une mobilité de couleur et pour ainsi dire une continuité de mouvement, que la peinture n'est pas toujours heureuse à reproduire. La nature semble s'y jouer de l'artiste. A Majorque, elle semble l'attendre et l'inviter. Là, la végétation affecte des formes altières et bizarres; mais elle ne déploie pas ce luxe désordonné sous lequel les lignes du paysage suisse disparaissent trop souvent. La cime du rocher dessine ses contours bien arrêtés sur un ciel étincelant, le palmier se penche de lui-même sur les précipices sans que la brise capricieuse dérange la majesté de sa chevelure, et jusqu'au moindre cactus rabougri au bord du chemin,

tout semble poser avec une sorte de vanité pour le plaisir des yeux.

Avant de suivre M. Laurens dans son *Voyage d'art*, nous donnerons une description très succincte de la grande Baléare, dans la forme vulgaire d'un article de dictionnaire géographique. Cela n'est point si facile que cela semble, surtout quand on cherche à s'instruire dans le pays même. La prudence de l'Espagnol et la méfiance de l'insulaire y sont poussées si loin, qu'un étranger ne doit adresser à qui que ce soit la question la plus oiseuse du monde, sous peine de passer pour un agent politique. Ce bon M. Laurens, pour s'être permis de *croquer* un castillo en ruines dont l'aspect lui plaisait, a été fait prisonnier par l'ombrageux gouverneur, qui l'accusait de lever le plan de sa forteresse (1). Aussi notre voyageur, résolu à compléter son album ailleurs que dans les prisons d'état de Majorque, s'est-il bien gardé de s'enquérir d'autre chose que des sentiers de la montagne, et d'interroger d'autres documens que les pierres des ruines. Après avoir passé quatre mois à Majorque, je ne serais pas plus avancé que lui, si je n'eusse consulté le peu de détails qui nous ont été transmis sur ces contrées. Mais là ont recommencé mes incertitudes, car ces ouvrages, déjà anciens, se contredisent tellement entre eux, et, selon la coutume des voyageurs, se démentent et se dénigrent si superbement les uns les autres, qu'il faut se résoudre à redresser quelques inexactitudes, sauf à en commettre beaucoup d'autres. Voici toutefois

(1) «La seule chose qui captiva mon attention sur ce rivage, fut une masure couleur d'ocre foncé et entourée d'une haie de cactus. C'était le castillo de Soller. A peine avais-je arrêté les lignes de mon dessin, que je vis fondre sur moi quatre individus montrant une mine à faire peur, ou plutôt à faire rire. J'étais coupable de lever, contrairement aux lois du royaume, le plan d'une forteresse. Elle devint à l'instant une prison pour moi. J'étais trop loin d'avoir de l'éloquence dans la langue espagnole pour démontrer à ces gens l'absurdité de leur procédé. Il fallut recourir à la protection du consul français de Soller, et, quel que fût son empressement, je n'en restai pas moins captif pendant trois mortelles heures, gardé par le señor *Sei-Dedos*, gouverneur du fort, véritable dragon des Hespérides. La tentation me prenait quelquefois de jeter à la mer, du haut de son bastion, ce dragon risible et son accoutrement militaire; mais sa mine désarmait toujours ma colère. Si j'avais eu le talent de Charlet, j'aurais passé mon temps à étudier mon gouverneur, excellent modèle de caricature. Au reste, je lui pardonnais son dévouement trop aveugle au salut de l'état. Il était bien naturel que ce pauvre homme, n'ayant d'autre distraction que celle de fumer son cigare en regardant la mer, profitât de l'occasion que je lui offrais de varier ses occupations. Je revins donc à Soller, riant de bon cœur d'avoir été pris pour un ennemi de la patrie et de la constitution. » (*Souvenirs d'un Voyage d'art à l'île de Majorque*, par J.-B. Laurens.)

mon article de dictionnaire géographique; et, pour ne pas me départir de mon rôle de voyageur, je commence par déclarer qu'il est incontestablement supérieur à tous ceux qui le précèdent.

Majorque, que M. Laurens appelle *Balearis Major* comme les Romains, que le roi des historiens majorquins, le docteur Juan Dameto dit avoir été plus anciennement appelée *Clumba* ou *Columba*, se nomme réellement aujourd'hui par corruption Mallorca, et la capitale ne s'est jamais appelée Majorque, comme il a plu à plusieurs de nos géographes de l'établir, mais Palma. Cette île est la plus grande et la plus fertile de l'archipel Baléare, vestige d'un continent dont la Méditerranée doit avoir envahi le bassin, et qui, ayant uni sans doute l'Espagne à l'Afrique, participe du climat et des productions de l'une et de l'autre. Elle est située à 25 lieues sud-est de Barcelone, à 45 du point le plus voisin de la côte africaine, et je crois à 95 ou 100 de la rade de Toulon. Sa surface est de 1,234 milles carrés (1), son circuit de 143, sa plus grande extension de 54, et la moindre de 28. Sa population, qui, en l'année 1787, était de 136,000 individus, est aujourd'hui d'environ 160,000. La ville de Palma en contient 36,000, au lieu de 32,000 qu'elle comptait à cette époque. La température varie assez notablement suivant les diverses expositions. L'été est brûlant dans toute la plaine; mais la chaîne de montagnes qui s'étend du nord-est au sud-ouest (indiquant par cette direction son identité avec les territoires de l'Afrique et de l'Espagne, dont les points les plus rapprochés affectent cette inclinaison et correspondent à ses angles les plus saillans) influe beaucoup sur la température de l'hiver. Ainsi, Miguel de Vargas rapporte qu'en rade de Palma durant le terrible hiver de 1784, le thermomètre de Réaumur se trouva une seule fois à 6 degrés au-dessus de glace dans un jour de janvier; que d'autres jours il monta à 16, et que le plus souvent il se maintint à 11. — Or, cette température fut à peu près celle que nous eûmes dans un hiver ordinaire sur la montagne de Valdemosa, qui est réputée, il est vrai, une des plus froides régions de l'île. Dans les nuits les plus rigoureuses, et lorsque nous avions deux pouces de neige, le thermomètre n'était que de 6 à 7 degrés. A huit heures du matin, il était remonté à 9 ou 10, et à midi il s'élevait à 12 ou 14. Ordinairement, vers trois heures, c'est-à-dire après que le

(1) « Medida por el ayre. Cada milla de mil pasos geometricos y un paso de 5 pies geometricos. » (Miguel de Vargas, *Descripciones de las islas Pitiusas y Baleares.* Madrid, 1787.)

soleil était couché pour nous derrière les pics de montagnes qui nous entouraient, le thermomètre redescendait subitement à 9 et même à 8 degrés.

Les vents de nord y soufflent souvent avec fureur, et, dans certaines années, les pluies d'hiver tombent avec une abondance et une continuité dont nous n'avons en France aucune idée. En général, le climat est sain et généreux dans toute la partie méridionale qui s'abaisse vers l'Afrique, et que préservent de ces furieuses bourrasques du nord la Cordilière médiane et l'escarpement considérable des côtes septentrionales. Ainsi, le plan général de l'île est une surface inclinée du nord-ouest au sud-est, et la navigation, à peu près impossible au nord à cause des déchirures et des précipices de la côte, *escarpada y horrorosa, sin abrigo ni resguardo* (1), est facile et sûre au midi.

Malgré ses ouragans et ses aspérités, Majorque, à bon droit nommée par les anciens l'Ile dorée, est extrêmement fertile, et ses produits sont d'une qualité exquise. Le froment y est si pur et si beau, que les habitans l'exportent, et qu'on s'en sert exclusivement à Barcelone pour faire la pâtisserie blanche et légère, appelée *pan de Mallorca*. Les Majorquins font venir de Galice et de Biscaye un blé plus grossier et à plus bas prix, dont ils se nourrissent; ce qui fait que, dans le pays le plus riche en blé excellent, on mange du pain détestable. J'ignore si cette spéculation leur est fort avantageuse. Dans nos provinces du centre, où l'agriculture est le plus arriérée, l'usage du cultivateur ne prouve rien autre chose que son obstination et son ignorance. A plus forte raison en est-il ainsi à Majorque, où l'agriculture, bien que fort minutieusement soignée, est à l'état d'enfance. Nulle part je n'ai vu travailler la terre si patiemment et si mollement. Les machines les plus simples sont inconnues; les bras de l'homme, bras fort maigres et fort débiles comparativement aux nôtres, suffisent à tout, mais avec une lenteur inouie. Il faut une demi-journée pour bêcher moins de terre qu'on n'en expédierait chez nous en deux heures, et il faut cinq ou six hommes des plus robustes pour remuer un fardeau que le moindre de nos portefaix enlèverait gaiement sur ses épaules.

Malgré cette nonchalance, tout est cultivé, et en apparence bien cultivé à Majorque. Ces insulaires ne connaissent point, dit-on, la misère; mais au milieu de tous les trésors de la nature, et sous le plus beau ciel, leur vie est plus rude et plus tristement sobre que celle de

(1) Miguel de Vargas.

nos paysans. Les voyageurs ont coutume de faire des phrases sur le bonheur de ces peuples méridionaux, dont les figures et les costumes pittoresques leur apparaissent le dimanche aux rayons du soleil, et dont ils prennent l'absence d'idées et le manque de prévoyance pour l'idéale sérénité de la vie champêtre. C'est une erreur que j'ai souvent commise moi-même, mais dont je suis bien revenu, surtout depuis que j'ai vu Majorque. Il n'y a rien de si triste et de si pauvre au monde que ce paysan qui ne sait que prier, chanter, travailler, et qui ne pense jamais. Sa prière est une formule stupide qui ne présente aucun sens à son esprit, son travail est une opération des muscles qu'aucun effort de son intelligence ne lui enseigne à simplifier, et son chant est l'expression de cette morne mélancolie qui l'accable à son insu, et dont la poésie nous frappe sans se révéler à lui. N'était la vanité qui l'éveille de temps en temps de sa torpeur pour le pousser à la danse, ses jours de fête seraient consacrés au sommeil.

Mais je m'échappe déjà hors du cadre que je me suis tracé. J'oublie que, dans la rigueur de l'usage, l'article géographique doit mentionner avant tout l'économie productive et commerciale, et ne s'occuper qu'en dernier ressort, après les céréales et le bétail, de l'espèce homme. Dans toutes les géographies descriptives que j'ai consultées, j'ai trouvé, à l'article *Baléares*, cette courte indication que je confirme ici, sauf à revenir plus tard sur les considérations qui en atténuent la vérité : « Ces insulaires sont *fort affables* (on sait que, dans toutes les îles, la race humaine se classe en deux catégories : ceux qui sont anthropophages et ceux qui sont fort affables). Ils sont doux, hospitaliers; il est rare qu'ils commettent des crimes, et le vol est presque inconnu chez eux. » En vérité, je reviendrai sur ce texte. Mais, avant tout, parlons des produits; car je crois qu'il a été prononcé dernièrement à la chambre quelques paroles (au moins imprudentes) sur l'occupation réalisable de Majorque par les Français, et je présume que, si cet écrit tombe entre les mains de quelqu'un de nos députés, il s'intéressera beaucoup plus à la partie des denrées qu'à mes réflexions philosophiques sur la situation intellectuelle des Majorquins.

Je dis donc que le sol de Majorque est d'une fertilité admirable, et qu'une culture plus active et plus savante en décuplerait les produits. Le principal commerce consiste en amandes, en oranges et en cochons. O belles plantes hespérides gardées par ces dragons immondes, ce n'est pas ma faute si je suis forcé d'accoler votre souvenir

à celui de ces ignobles pourceaux dont le Majorquin est plus jaloux et plus fier que de vos fleurs embaumées et de vos pommes d'or! Mais ce Majorquin qui vous cultive n'est pas plus poétique que le député qui me lit. Je reviens donc à mes cochons. Ces animaux, cher lecteur, sont les plus beaux de la terre, et le docte Miguel Vargas fait, avec la plus naïve admiration, le portrait d'un jeune porc qui, à l'âge candide d'un an et demi, pesait vingt-quatre arrobes, c'est-à-dire six cents livres. En ce temps-là, l'exploitation du cochon ne jouissait pas, à Majorque, de cette splendeur qu'elle a acquise de nos jours. Le commerce des bestiaux était entravé par la rapacité des *assentistes* ou fournisseurs, auxquels le gouvernement espagnol confiait, c'est-à-dire vendait l'entreprise des approvisionnemens. En vertu de leur pouvoir discrétionnaire, ces spéculateurs s'opposaient à toute exportation de bétail, et se réservaient la faculté d'une importation illimitée. Cette pratique usuraire eut le résultat de dégoûter les cultivateurs du soin de leurs troupeaux. La viande se vendant à vil prix et le commerce extérieur étant prohibé, ils n'eurent plus qu'à se ruiner ou à abandonner complètement l'éducation du bétail. L'extinction en fut rapide. L'historien que je cite déplore pour Majorque le temps où les Maures la possédaient, et où la seule montagne d'Arta comptait plus de têtes de vaches fécondes et de nobles taureaux, qu'on n'en pourrait rassembler aujourd'hui, dit-il, dans toute la plaine de Majorque.

Cette dilapidation ne fut pas la seule qui priva le pays de ses richesses naturelles. Le même écrivain rapporte que les montagnes, et particulièrement celles de Torrella et de Galatzo, possédaient de son temps les plus beaux arbres du monde. Certain olivier avait quarante-deux pieds de tour et quatorze de diamètre; mais ces bois magnifiques furent dévastés par les charpentiers de marine qui, lors de l'expédition espagnole contre Alger, en tirèrent toute une flottille de chaloupes canonnières. Les vexations auxquelles les propriétaires de ces bois furent soumis alors, et la mesquinerie des dédommagemens qui leur furent donnés, engagèrent les Majorquins à détruire leurs bois, au lieu de les augmenter. Aujourd'hui la végétation est encore si abondante et si belle, que le voyageur ne songe point à regretter le passé; mais aujourd'hui comme alors, et à Majorque comme dans toute l'Espagne, *l'abus* est encore le premier de tous les pouvoirs. Cependant le voyageur n'entend jamais une plainte, parce qu'au commencement d'un régime injuste le faible se tait par crainte, et, quand le mal est fait, il se tait encore par habitude.

Quoique la tyrannie des *assentistes* ait disparu, le bétail ne s'est point relevé de sa ruine, et il ne s'en relèvera pas, tant que le droit d'exportation sera limité au commerce des pourceaux. On voit fort peu de bœufs et de vaches dans la plaine, aucunement dans la montagne. La viande est maigre et coriace. Les brebis sont de belle race, mais mal nourries et mal soignées; les chèvres, qui sont de race africaine, ne donnent pas la dixième partie du lait que donnent les nôtres. L'engrais manque aux terres, et, malgré tous les éloges que les Majorquins donnent à leur manière de les cultiver, je crois que l'algue qu'ils emploient est un très maigre fumier, et que ces terres sont loin de rapporter ce qu'elles devraient produire sous un ciel aussi généreux. J'ai regardé attentivement ce blé si précieux que les habitans ne se croient pas dignes de le manger; c'est absolument le même que nous cultivons dans nos provinces centrales, et que les paysans appellent blé blanc ou blé d'Espagne; il est chez nous tout aussi beau, malgré la différence du climat. Celui de Majorque devrait avoir pourtant une supériorité marquée sur celui que nous disputons à nos hivers si rudes et à nos printemps si variables. Et pourtant notre agriculture est fort barbare aussi, et sous ce rapport nous avons tout à apprendre; mais le cultivateur français a une persévérance et une énergie que le Majorquin mépriserait comme une agitation désordonnée.

La figue, l'olive, l'amande et l'orange viennent en abondance à Majorque; cependant, faute de chemins dans l'intérieur de l'île, ce commerce est loin d'avoir l'extension et l'activité nécessaires. Cinq cents oranges se vendent sur place environ 3 fr.; mais, pour faire transporter à dos de mulet cette charge volumineuse du centre à la côte où on les embarque, il faut dépenser presque autant que la valeur première. Cette considération fait négliger la culture de l'oranger dans l'intérieur du pays. Ce n'est que dans la vallée de Soller et dans le voisinage des criques, où nos petits bâtimens viennent charger, que ces arbres croissent en abondance. Pourtant ils réussiraient partout, et dans notre montagne de Valdemosa, une des plus froides régions de l'île, nous avions des citrons et des oranges magnifiques, quoique plus tardives que celles de Soller. A la Granja, dans une autre région montagneuse, nous avons cueilli des limons gros comme la tête. Il me semble qu'à elle seule, l'île de Majorque pourrait entretenir de ces fruits exquis toute la France, au même prix que les détestables oranges que nous tirons d'Hyères et de la côte de Gênes. Ce commerce, tant vanté à Majorque, est donc, comme le reste, entravé

par une négligence superbe. On peut en dire autant du produit immense des oliviers, qui sont certainement les plus beaux qu'il y ait au monde, et que les Majorquins, grace aux traditions arabes, savent cultiver parfaitement. Malheureusement ils ne savent en tirer qu'une huile rance et nauséeuse qui nous ferait horreur, et qu'ils ne pourront jamais exporter en abondance qu'en Espagne, où le goût de cette huile infecte règne également. Mais l'Espagne elle-même est très riche en oliviers, et, si Majorque lui fournit de l'huile, ce doit être à fort bas prix. Nous faisons une immense consommation d'huile d'olive en France, et nous l'avons fort mauvaise à un prix exorbitant. Si notre fabrication était connue à Majorque, et si Majorque avait des chemins, enfin si la navigation commerciale était réellement organisée dans cette direction, nous aurions l'huile d'olive beaucoup au-dessous de ce que nous la payons, et nous l'aurions pure et abondante, quelle que fût la rigueur de l'hiver. Je sais bien que les industriels qui cultivent l'olivier de paix en France préfèrent de beaucoup vendre au poids de l'or quelques tonnes de ce précieux liquide que nos épiciers noient dans des foudres d'huile d'œillet et de colza, pour nous l'offrir au *prix coûtant;* mais il serait étrange qu'on s'obstinât à disputer cette denrée à la rigueur du climat, si à vingt-quatre heures de chemin nous pouvions nous la procurer meilleure à bon marché. Que nos *assentistes* français ne s'effraient pourtant pas trop : nous promettrions au Majorquin, et je crois à l'Espagnol en général, de nous approvisionner chez eux et de décupler leur richesse, qu'ils ne changeraient rien à leur coutume. Ils méprisent si profondément l'amélioration qui vient de l'étranger, et surtout de la France, que je ne sais si pour de l'argent (cet argent que cependant ils ne méprisent pas en général) ils se résoudraient à changer quelque chose au procédé qu'ils tiennent de leurs pères (1).

Ne sachant ni engraisser les bœufs, ni utiliser la laine, ni traire les vaches (le Majorquin déteste le lait et le beurre autant qu'il méprise

(1) Cette huile est si infecte, qu'on peut dire que dans l'île de Majorque, maisons, habitans, voitures, et jusqu'à l'air des champs, tout est imprégné de sa puanteur. Comme elle entre dans la composition de tous les mets, chaque maison la voit fumer deux ou trois fois par jour, et les murailles en sont imbibées. En pleine campagne, si vous êtes egaré, vous n'avez qu'à ouvrir les narines; et si une odeur d'huile rance arrive sur les ailes de la brise, vous pouvez être sûr que derrière le rocher, ou sous le massif de cactus, vous allez trouver une habitation. Si dans le lieu le plus sauvage et le plus désert cette odeur vous poursuit, levez la tête; vous verrez à cent pas de vous un petit Majorquin sur son âne descendre de la colline et se diriger vers vous. Ceci n'est ni une plaisanterie ni une hyperbole; c'est l'exacte vérité.

l'industrie), ne sachant pas faire pousser assez de froment pour oser en manger, ne daignant guère cultiver le mûrier et recueillir la soie, ayant perdu l'art de la menuiserie autrefois très florissant chez lui et aujourd'hui complètement oublié, n'ayant pas de chevaux (l'Espagne s'empare maternellement de tous les poulains de Majorque pour ses armées, d'où il résulte que le pacifique Majorquin n'est pas si sot que de travailler pour alimenter la cavalerie du royaume), ne jugeant pas nécessaire d'avoir une seule route, un seul sentier praticable dans toute son île, puisque le droit d'exportation est livré au caprice d'un gouvernement qui n'a pas le temps de s'occuper de si peu de chose, le Majorquin végétait et n'avait plus rien à faire qu'à dire son chapelet et rapiécer ses chausses, plus malades que celles de don Quichotte, son patron en misère et en fierté, lorsque le cochon est venu tout sauver. L'exportation de ce quadrupède a été permise, et l'ère nouvelle, l'ère du salut, a commencé. Les Majorquins nommeront ce siècle, dans les siècles futurs, l'âge du cochon, comme les musulmans comptent dans leur histoire l'âge de l'éléphant.

Maintenant l'olive et la caroube ne jonchent plus le sol; la figue du cactus ne sert plus de jouet aux enfans, et les mères de famille apprennent à économiser la fève et la patate. Le cochon ne permet plus de rien gaspiller, car le cochon ne laisse rien perdre, et il est le plus bel exemple de voracité généreuse, jointe à la simplicité des goûts et des mœurs, qu'on puisse offrir aux nations. Aussi jouit-il, à Majorque, des droits et des prérogatives qu'on n'avait point songé jusque-là à offrir aux hommes. Les habitations ont été élargies, aérées; les fruits, qui pourrissaient sur la terre, ont été ramassés, triés et conservés, et la navigation à la vapeur, qu'on avait jugée superflue et déraisonnable, a été établie de l'île au continent. C'est donc grace au cochon que j'ai visité l'île de Majorque; car si j'avais eu la pensée d'y aller, il y a trois ans, le voyage, long et périlleux sur les caboteurs, m'y eût fait renoncer. Mais, à dater de l'exportation du cochon, la civilisation a commencé à pénétrer. On a acheté en Angleterre un joli petit *steamer*, qui n'est point de taille à lutter contre les vents du nord, si terribles dans ces parages, mais qui, lorsque le temps est serein, transporte une fois par semaine deux cents cochons et quelques passagers par-dessus le marché, à Barcelone. Il est beau de voir avec quels égards et quelle tendresse ces messieurs (je ne parle point des passagers) sont traités à bord, et avec quel amour on les dépose à terre. Le capitaine du steamer est un fort aimable homme, qui, à force de vivre et de causer avec ces

nobles bêtes, a pris tout-à-fait leur cri et même un peu de leur désinvolture. Si un passager se plaint du bruit qu'ils font, le capitaine répond que c'est le son de l'or monnayé roulant sur le comptoir. Si quelque femme est assez bégueule pour remarquer l'infection répandue dans le navire, son mari est là pour lui répondre que l'argent ne sent point mauvais, et que, sans le cochon, il n'y aurait pour elle ni robe de soie, ni chapeau de France, ni mantille de Barcelone. Si quelqu'un a le mal de mer, qu'il n'essaie pas de réclamer le moindre soin des gens de l'équipage; car les cochons aussi ont le mal de mer, et cette indisposition est, chez eux, accompagnée d'une langueur spleenétique et d'un dégoût de la vie qu'il faut combattre à tout prix. Alors, abjurant toute compassion et toute sympathie pour conserver l'existence à ses chers cliens, le capitaine en personne, armé d'un fouet, se précipite au milieu d'eux, et derrière lui les matelots et les mousses, chacun saisissant ce qui lui tombe sous la main, qui une barre de fer, qui un bout de corde, en un instant toute la bande muette et couchée sur le flanc est fustigée d'une façon paternelle, obligée de se lever, de s'agiter, et de combattre par cette émotion violente l'influence funeste du roulis. Lorsque nous revînmes de Majorque à Barcelone, au mois de mars, il faisait une chaleur étouffante; cependant il ne nous fut point possible de mettre le pied sur le pont. Quand même nous eussions bravé le danger d'avoir les jambes avalées par quelque pourceau de mauvaise humeur, le capitaine ne nous eût point permis, sans doute, de les contrarier par notre présence. Ils se tinrent fort tranquilles pendant les premières heures; mais, au milieu de la nuit, le pilote remarqua qu'ils avaient un sommeil bien morne, et qu'ils semblaient en proie à une noire mélancolie. Alors on leur administra le fouet, et régulièrement, à chaque quart d'heure, nous fûmes réveillés par des cris et des clameurs si épouvantables, d'une part la douleur et la rage des cochons fustigés, de l'autre les encouragemens du capitaine à ses gens et les juremens que l'émulation inspirait à ceux-ci, que plusieurs fois nous crûmes que le troupeau dévorait l'équipage. Quand nous eûmes jeté l'ancre, nous aspirions certainement à nous séparer d'une société aussi étrange, et j'avoue que celle des insulaires commençait à me peser presque autant que l'autre; mais il ne nous fut permis de prendre l'air qu'après le débarquement des cochons. Nous eussions pu mourir dans nos chambres que personne ne s'en fût soucié, tant qu'il y avait un cochon à mettre à terre et à délivrer du roulis. Je ne crains point la mer; mais quelqu'un de ma famille était dangereuse-

ment malade. La traversée, la mauvaise odeur et l'absence de sommeil n'avaient pas contribué à diminuer ses souffrances. Le capitaine n'avait eu d'autre attention pour nous que de nous prier de ne pas faire coucher notre malade dans le meilleur lit de la cabine, parce que, selon le préjugé espagnol, toute maladie est contagieuse; et comme notre homme pensait déjà à faire brûler la couchette où reposait le malade, il désirait que ce fût la plus mauvaise. Nous le renvoyâmes à ses cochons, et quinze jours après, lorsque nous revenions en France sur *le Phénicien,* un magnifique bateau à vapeur de notre nation, nous comparions le dévouement du Français à l'hospitalité de l'Espagnol. Le capitaine d'*el Mallorquin* avait disputé un lit à un mourant; le capitaine marseillais, ne trouvant pas notre malade assez bien couché, avait ôté les matelas de son propre lit pour les lui donner.... Quand je voulus solder notre passage, le Français me fit observer que je lui donnais trop; le Majorquin m'avait fait payer double. — D'où je ne conclus pas que l'homme soit exclusivement bon sur un coin de ce *globe terraqué*, ni exclusivement mauvais sur un autre coin. Le mal moral n'est, dans l'humanité, que le résultat du mal matériel. La souffrance engendre la peur, la méfiance, la fraude, la lutte dans tous les sens. L'Espagnol est ignorant et superstitieux; par conséquent il croit à la contagion, il craint la maladie et la mort, il manque de foi et de charité. — Il est misérable et pressuré par l'impôt; par conséquent il est avide, égoïste, fourbe avec l'étranger. Dans l'histoire, nous voyons que là où il a pu être grand, il a montré que la grandeur était en lui; mais il est homme, et dans la vie privée, là où l'homme doit succomber, il succombe. J'ai besoin de poser ceci en principe avant de parler des hommes tels qu'ils me sont apparus à Majorque, car aussi bien j'espère qu'on me tient quitte de parler davantage des olives, des vaches et des pourceaux. La longueur même de ce dernier article n'est pas de trop bon goût. J'en demande pardon à ceux qui pourraient s'en trouver personnellement blessés, et je prends maintenant mon récit au sérieux; car je croyais n'avoir rien à faire ici, qu'à suivre M. Laurens pas à pas dans son *Voyage d'art*, et je vois que beaucoup de réflexions viendront m'assaillir malgré moi en repassant par la mémoire dans les âpres sentiers de Majorque.

II.

Mais, puisque vous n'entendez rien à la peinture, me dira-t-on, *que diable alliez-vous faire sur cette maudite galère?* — Je voudrais

bien entretenir le lecteur le moins possible de moi et des miens; cependant je serai forcé de dire souvent, en parlant de ce que j'ai vu à Majorque, *moi* et *nous;* moi et nous, c'est la *subjectivité* accidentelle, sans laquelle *l'objectivité* majorquine ne se fût point révélée sous de certains aspects, sérieusement utiles peut-être à révéler maintenant au lecteur. Je prie donc ce dernier de regarder ici ma personnalité comme une chose toute passive, comme une lunette d'approche à travers laquelle il pourra regarder ce qui se passe en ces pays lointains desquels on dit volontiers avec le proverbe : J'aime mieux croire que d'y aller voir. Je le supplie en outre d'être bien persuadé que je n'ai pas la prétention de l'intéresser aux accidens qui me concernent. J'ai un but quelque peu philosophique en les retraçant ici, et, quand j'aurai formulé ma pensée à cet égard, on me rendra la justice de reconnaître qu'il n'y entre pas la moindre préoccupation de moi-même.

Je dirai donc sans façon à mon lecteur pourquoi j'allai dans cette galère, et le voici en deux mots : c'est que j'avais envie de voyager. — Et, à mon tour, je ferai une question à mon lecteur : Lorsque vous voyagez, cher lecteur, pourquoi voyagez-vous? — Je vous entends d'ici me répondre ce que je répondrais à votre place : Je voyage pour voyager. — Je sais bien que le voyage est un plaisir par lui-même; mais enfin, qui vous pousse à ce plaisir dispendieux, fatigant, périlleux parfois, et toujours semé de déceptions sans nombre? — Le besoin de voyager. — Eh bien! dites-moi donc ce que c'est que ce besoin-là, pourquoi nous en sommes tous plus ou moins obsédés, et pourquoi nous y cédons tous, même après avoir reconnu mainte et mainte fois que lui-même monte en croupe derrière nous pour ne nous point lâcher, et ne se contenter de rien?

Si vous ne voulez pas me répondre, moi j'aurai la franchise de le faire à votre place. C'est que nous ne sommes réellement bien nulle part en ce temps-ci, et que de toutes les faces que prend l'idéal (ou, si mon mot favori vous ennuie, le sentiment du *mieux*), le voyage est une des plus souriantes et des plus trompeuses. Tout va mal dans le monde officiel : ceux qui le nient le sentent aussi profondément et plus amèrement que ceux qui l'affirment. Cependant la divine espérance va toujours son train, poursuivant son œuvre dans nos pauvres cœurs, et nous soufflant toujours ce sentiment du mieux, cette recherche de l'idéal. L'ordre social, n'ayant pas même les sympathies de ceux qui le défendent, ne satisfait aucun de nous, et chacun va de son côté où il lui plaît. Celui-ci se jette dans l'art, cet autre dans la

science, le plus grand nombre s'étourdit comme il peut. Tous, quand nous avons un peu de loisir et d'argent, nous voyageons, ou plutôt nous fuyons, car il ne s'agit pas tant de voyager que de partir, entendez-vous? Quel est celui de nous qui n'a pas quelque douleur à distraire ou quelque joug à secouer? Aucun. Quiconque n'est pas absorbé par le travail, ou engourdi par la paresse, est incapable, je le soutiens, de rester long-temps à la même place sans souffrir et sans désirer le changement. Si quelqu'un est heureux (il faut être très grand ou très lâche pour cela aujourd'hui), il s'imagine ajouter quelque chose à son bonheur en voyageant; les amans, les nouveaux époux partent pour la Suisse et l'Italie tout comme les oisifs et les hypocondriaques. En un mot, quiconque se sent vivre ou dépérir est possédé de la fièvre du juif errant, et s'en va chercher bien vite au loin quelque nid pour aimer ou quelque gîte pour mourir.

A Dieu ne plaise que je déclame contre le mouvement des populations, et que je me représente dans l'avenir les hommes attachés au pays, à la terre, à la maison, comme les polypes à l'éponge! mais si l'intelligence et la moralité doivent progresser simultanément avec l'industrie, il me semble que les chemins de fer ne sont pas destinés à promener d'un point du globe à l'autre des populations attaquées de spleen, ou dévorées d'une activité maladive. Je veux me figurer l'espèce humaine plus heureuse, par conséquent plus calme et plus éclairée, ayant deux vies : l'une, sédentaire, pour le bonheur domestique, les devoirs de la cité, les méditations studieuses, le recueillement philosophique; l'autre, active, pour l'échange loyal qui remplacerait le honteux trafic que nous appelons le commerce, pour les inspirations de l'art, les recherches scientifiques et surtout la propagation des idées. Il me semble, en un mot, que le but normal des voyages est le besoin de contact, de relation et d'échange sympathique avec les hommes, et qu'il ne devrait pas y avoir plaisir là où il n'y aurait pas devoir. Et il me semble qu'au contraire, la plupart d'entre nous, aujourd'hui, voyagent en vue du mystère, de l'isolement, et par une sorte d'ombrage que la société de nos semblables porte à nos impressions personnelles, soit douces, soit pénibles.

Quant à moi, je me mis en route pour satisfaire un besoin de repos que j'éprouvais à cette époque-là particulièrement. Comme le temps manque pour toutes choses dans ce monde que nous nous sommes fait, je m'imaginai qu'en cherchant bien, je trouverais quelque retraite silencieuse, isolée, où je n'aurais ni billets à écrire, ni journaux à parcourir, ni visites à recevoir, où je pourrais ne jamais

quitter ma robe de chambre, où les jours auraient douze heures, où je pourrais m'affranchir de tous les devoirs du savoir-vivre, me détacher du mouvement d'esprit qui nous travaille tous en France, et consacrer un ou deux ans à étudier un peu l'histoire et à apprendre ma langue *par principes* avec mes enfans.

Quel est celui de nous qui n'a pas fait ce rêve égoïste de planter là un beau matin ses affaires, ses habitudes, ses connaissances et jusqu'à ses amis, pour aller dans quelque île enchantée vivre sans soucis, sans tracasseries, sans obligationset surtout sans journaux? L'on peut dire sérieusement que le journalisme, cette première et cette dernière des choses, comme eût dit Ésope, a créé aux hommes une vie toute nouvelle, pleine de progrès, d'avantages et de soucis. Cette voix de l'humanité qui vient chaque matin à notre réveil nous raconter comment l'humanité a vécu la veille, proclamant tantôt de grandes vérités, tantôt d'effroyables mensonges, mais toujours marquant chacun des pas de l'être humain, et sonnant toutes les heures de la vie collective, n'est-ce pas quelque chose de bien grand, malgré toutes les taches et les misères qui s'y trouvent? Mais, en même temps que cela est nécessaire à l'ensemble de nos pensées et de nos actions, n'est-ce pas bien affreux et bien repoussant à voir dans le détail, lorsque la lutte est partout, et que des semaines, des mois s'écoulent dans l'injure et la menace, sans avoir éclairé une seule question, sans avoir marqué un progrès sensible? Et dans cette attente qui paraît d'autant plus longue qu'on nous en signale toutes les phases minutieusement, ne nous prend-il pas souvent envie, à nous autres artistes qui n'avons point d'action au gouvernail, de nous endormir dans les flancs du navire, et de ne nous éveiller qu'au bout de quelques années pour saluer alors la terre nouvelle en vue de laquelle nous nous trouverons portés? Oui, en vérité, si cela pouvait être, si nous pouvions nous abstenir de la vie collective, et nous isoler de tout contact avec la politique pendant quelque temps, nous serions frappés, en y rentrant, du progrès accompli hors de nos regards. Mais cela ne nous est pas donné, et, quand nous fuyons le foyer d'action pour chercher l'oubli et le repos chez quelque peuple à la marche plus lente et à l'esprit moins ardent que nous, nous souffrons là des maux que nous n'avions pu prévoir, et nous nous repentons d'avoir quitté le présent pour le passé, les vivans pour les morts.

Voilà tout simplement quel sera le texte de mon récit, et pourquoi je prends la peine de l'écrire, bien qu'il ne me soit point agréable

de le faire, et que je me fusse promis, en commençant, de me garder le plus possible des impressions personnelles; mais il me semble à présent que cette paresse serait une lâcheté, et je me rétracte.

Nous arrivâmes à Palma au mois de novembre 1838, par une chaleur comparable à celle de notre mois de juin. Nous avions quitté Paris quinze jours auparavant par un temps extrêmement froid; ce nous fut un grand plaisir, après avoir senti les premières atteintes de l'hiver, de laisser l'ennemi derrière nous. A ce plaisir se joignit celui de parcourir une ville très caractérisée, et qui possède plusieurs monumens de premier ordre comme beauté ou comme rareté. Mais la difficulté de nous établir vint nous préoccuper bientôt, et nous vîmes que les Espagnols qui nous avaient recommandé Majorque comme le pays le plus hospitalier et le plus fécond en ressources, s'étaient fait grandement illusion, ainsi que nous. Dans une contrée aussi voisine des grandes civilisations de l'Europe, nous ne nous attendions guère à ne pas trouver une seule auberge. Cette absence de pied-à-terre pour les voyageurs eût dû nous apprendre, en un seul fait, ce qu'était Majorque par rapport au reste du monde, et nous engager à retourner sur-le-champ à Barcelone, où du moins il y a une méchante auberge appelée emphatiquement l'*Hôtel des quatre nations*. A Palma, il faut être recommandé et annoncé à vingt personnes des plus marquantes, et attendu depuis plusieurs mois, pour espérer de ne pas coucher en plein champ. Tout ce qu'il fut possible de faire pour nous, ce fut de nous assurer deux petites chambres garnies, ou plutôt dégarnies, dans une espèce de mauvais lieu, où les étrangers sont bien heureux de trouver chacun un lit de sangle avec un matelas douillet et rebondi comme une ardoise, une chaise de paille, et, en fait d'alimens, du poivre et de l'ail à discrétion. En moins d'une heure, nous pûmes nous convaincre que, si nous n'étions pas enchantés de cette réception, nous serions vus de mauvais œil comme des impertinens et des brouillons, ou tout au moins regardés en pitié comme des fous. Malheur à qui n'est pas content de tout en Espagne! La plus légère grimace que vous feriez en trouvant de la vermine dans les lits et des scorpions dans la soupe, vous attirerait le mépris le plus profond et soulèverait l'indignation universelle contre vous. Nous nous gardâmes donc bien de nous plaindre, et peu à peu nous comprîmes à quoi tenaient ce manque de ressources et ce manque apparent d'hospitalité. Outre le peu d'activité et d'énergie des Majorquins, la guerre civile, qui bouleversait l'Espagne depuis si long-temps, avait intercepté, à cette époque, tout mouvement entre

la population de l'île et celle du continent. Majorque était devenue le refuge d'autant d'Espagnols qu'il y en pouvait tenir, et les indigènes, retranchés dans leurs foyers, se gardaient bien d'en sortir pour aller chercher des aventures et des coups dans la mère-patrie.

A ces causes il faut joindre l'absence totale d'industrie et les douanes, qui frappent tous les objets nécessaires au bien-être d'un impôt démesuré (1). Palma est arrangée pour un certain nombre d'habitans; à mesure que la population augmente, on se serre un peu plus, et on ne bâtit guère. Dans ces habitations, rien ne se renouvelle. Excepté peut-être chez deux ou trois familles, le mobilier n'a guère changé depuis deux cents ans. On ne connaît ni l'empire de la mode, ni le besoin du luxe, ni celui des aises de la vie. Il y a apathie d'une part, difficulté de l'autre: on reste ainsi. On a le strict nécessaire, mais on n'a rien de trop. Aussi toute l'hospitalité se passe en paroles. Il y a une phrase consacrée à Majorque, comme dans toute l'Espagne, pour se dispenser de rien prêter; elle consiste à tout offrir : *La maison et tout ce qu'elle contient est à votre disposition*. Vous ne pouvez pas regarder un tableau, toucher une étoffe, soulever une chaise, sans qu'on vous dise avec une grace parfaite : *Es a la disposicion de usted*. Mais gardez-vous bien d'accepter, fût-ce une épingle, car ce serait une indiscrétion grossière. Je commis une impertinence de ce genre dès mon arrivée à Palma, et je crois bien que je ne m'en relèverai jamais dans l'esprit du marquis de ***. J'avais été très recommandé à ce jeune *lion* palmesan, et je crus pouvoir accepter sa voiture pour faire une promenade. Elle m'était offerte d'une manière si aimable! Mais, le lendemain, un billet de lui me fit bien sentir que j'avais manqué à toutes les convenances, et je me hâtai de renvoyer l'équipage sans m'en être servi.

J'ai pourtant trouvé des exceptions à cette règle, mais c'est de la part de personnes qui avaient voyagé, et qui, sachant bien le monde,

(1) Pour un pianino que nous fîmes venir de France, on exigeait de nous 700 fr. de droits d'entrée; c'était presque la valeur de l'instrument. Nous voulûmes le renvoyer, cela n'est point permis; le laisser dans le port jusqu'à nouvel ordre, cela est défendu; le faire passer hors de la ville (nous étions à la campagne), afin d'éviter au moins les droits de la porte, qui sont distincts des droits de douane, cela était contraire aux lois; le laisser dans la ville, afin d'éviter les droits de sortie, qui sont autres que les droits d'entrée, cela ne se pouvait pas; le jeter à la mer, c'est tout au plus si nous en avions le droit. Après quinze jours de négociations, nous obtînmes qu'au lieu de sortir de la ville par une certaine porte, il sortirait par une autre, et nous en fûmes quittes pour 400 fr. environ.

étaient véritablement de tous les pays. Si d'autres étaient portées à l'obligeance et à la franchise par la bonté de leur cœur, aucune (il est bien nécessaire de le dire pour constater la gêne que la douane et le manque d'industrie ont apportée dans ce pays si riche), aucune n'eût pu nous céder un coin de sa maison sans s'imposer de tels embarras et de telles privations, que nous eussions été véritablement indiscrets de l'accepter.

Ces impossibilités de leur part, nous fûmes bien à même de les reconnaître lorsque nous cherchâmes à nous installer. Il était impossible de trouver dans toute la ville un seul appartement qui fût habitable. Un appartement à Palma se compose des quatre murs absolument nus, sans portes ni fenêtres. Dans la plupart des maisons bourgeoises, on ne se sert pas de vitres, et lorsqu'on veut se procurer cette douceur, bien nécessaire en hiver, il faut faire faire les châssis. Chaque locataire, en se déplaçant (et l'on ne se déplace guère), emporte donc les fenêtres, les serrures et jusqu'aux gonds des portes. Son successeur est obligé de commencer par les remplacer, à moins qu'il n'ait le goût de vivre en plein vent, et c'est un goût fort répandu à Palma. Or, il faut au moins six mois pour faire faire non-seulement les portes et fenêtres, mais les lits, les tables, les chaises, tout enfin, si simple et si primitif que soit l'ameublement. Il y a fort peu d'ouvriers; ils ne vont pas vite, ils manquent d'outils et de matériaux. Il y a toujours quelque raison pour que le Majorquin ne se presse pas. La vie est si longue! Il faut être Français, c'est-à-dire extravagant et forcené, pour vouloir qu'une chose soit faite tout de suite. Et si vous avez attendu déjà six mois, pourquoi n'attendriez-vous pas six mois de plus? Et si vous n'êtes pas content du pays, pourquoi y restez-vous? Avait-on besoin de vous ici? On s'en passait fort bien. Vous croyez donc que vous allez mettre tout sens dessus dessous? Oh! que non pas! Nous autres, voyez-vous, nous laissons dire, et nous faisons à notre guise.

— Mais, n'y a-t-il donc rien à louer? — Louer? qu'est-ce que cela? louer des meubles? Est-ce qu'il y en a de trop pour qu'on en loue? — Mais il n'y en a donc pas à vendre? — Vendre? il faudrait qu'il y en eût de tout faits. Est-ce qu'on a du temps de reste pour faire des meubles d'avance? Si vous en voulez, faites-en venir de France, puisqu'il y a de tout dans ce pays-là.

— Mais pour faire venir de France, il faut attendre six mois tout au moins, et payer les droits. Or donc, quand on fait la sottise de venir ici, la seule manière de la réparer, c'est de s'en aller? — C'est ce que

je vous conseille, ou bien prenez patience, beaucoup de patience; *mucha calma,* c'est la sagesse majorquine.

Nous allions mettre ce conseil à profit, lorsqu'on nous rendit, à bonne intention certainement, le mauvais service de nous trouver une maison de campagne à louer. C'était la villa d'un riche bourgeois qui pour un prix très modéré, selon nous, mais assez élevé pour le pays (environ 100 fr. par mois), nous abandonna toute son habitation. Elle était meublée comme toutes les maisons de plaisance du pays. Toujours les lits de sangle ou de bois peint en vert, quelques-uns composés de deux tréteaux sur lesquels on pose deux planches et un mince matelas, les chaises de paille, les tables de bois brut, les murailles nues bien blanchies à la chaux, et, par surcroît de luxe, des fenêtres vitrées dans presque toutes les chambres; enfin en guise de tableaux, dans la pièce qu'on appelait le salon, quatre horribles devans de cheminée, comme ceux qu'on voit dans nos plus misérables auberges de village, et que le señor Gomez, notre propriétaire, avait eu la naïveté de faire encadrer avec soin comme des estampes précieuses, pour en décorer les lambris de son manoir. Du reste, la maison était vaste, aérée, trop aérée, bien distribuée et dans une très riante situation, au pied de montagnes aux flancs arrondis et fertiles, au fond d'une vallée plantureuse que terminaient les murailles jaunes de Palma, la masse énorme de sa cathédrale, et la mer étincelante à l'horizon.

Les premiers jours que nous passâmes dans cette retraite furent assez bien remplis par la promenade et la douce *flânerie* à laquelle nous conviait un climat délicieux, une nature charmante et tout-à-fait neuve pour nous. Je n'ai jamais été bien loin de mon pays, quoique j'aie passé une grande partie de ma vie sur les chemins. C'était donc la première fois que je voyais une végétation et des aspects de terrain essentiellement différens de ceux que présentent nos latitudes tempérées. Lorsque je vis l'Italie, je débarquai sur les plages de la Toscane, et l'idée grandiose que je m'étais faite de ces contrées m'empêcha d'en goûter la beauté pastorale et la grace riante. Aux bords de l'Arno, je me croyais sur les rives de l'Indre, et j'allai jusqu'à Venise sans m'étonner ni m'émouvoir de rien. Mais, à Majorque, il n'y avait pour moi aucune comparaison à faire avec des sites connus. Les hommes, les maisons, les plantes, et jusqu'aux moindres cailloux du chemin, avaient un caractère à part. Mes enfans en étaient si frappés, qu'ils faisaient collection de tout, et prétendaient remplir nos malles de ces beaux pavés de quartz et de marbres veinés de toutes couleurs, dont les talus à *pierres sèches* bordent

tous les enclos. Aussi les paysans, en nous voyant ramasser jusqu'aux branches mortes, nous prenaient, les uns pour des apothicaires, les autres nous regardaient comme de francs idiots.

L'île doit la grande variété de ses aspects au mouvement perpétuel que présente un sol labouré et tourmenté par des cataclysmes postérieurs à ceux du monde primitif. La partie que nous habitions alors, nommée *Establiments*, renfermait, dans un horizon de quelques lieues, des sites fort divers. Autour de nous, toute la culture, inclinée sur des tertres fertiles, était disposée en larges gradins irrégulièrement jetés autour de ces monticules. Cette culture en terrasse, adoptée dans toutes les parties de l'île que les pluies et les crues subites des ruisseaux menacent continuellement, est très favorable aux arbres et donne à la campagne l'aspect d'un verger admirablement soigné. A notre droite, les collines s'élevaient progressivement depuis le pâturage en pente douce jusqu'à la montagne couverte de sapins. Au pied de ces montagnes coule, en hiver et dans les orages de l'été, un torrent qui ne présentait encore à notre arrivée qu'un lit de cailloux en désordre. Mais les belles mousses qui couvraient ces pierres, les petits ponts verdis par l'humidité, fendus par la violence des courans, et à demi cachés dans les branches pendantes des saules et des peupliers, l'entrelacement de ces beaux arbres sveltes et touffus qui se penchaient pour faire un berceau de verdure d'une rive à l'autre, un mince filet d'eau qui courait sans bruit parmi les joncs et les myrtes, et toujours quelque groupe d'enfans, de femmes et de chèvres accroupis dans les encaissemens mystérieux, faisaient de ce site quelque chose d'admirable pour la peinture. Je regrette bien que M. Laurens ne l'ait pas vu; il aurait ajouté plusieurs dessins à sa charmante collection. Nous allions tous les jours nous promener dans le lit du torrent, et nous appelions ce coin de paysage *le Poussin*, parce que cette nature libre, élégante et fière dans sa mélancolie, nous rappelait les sites que ce grand maître semble avoir chéris particulièrement.

A quelques centaines de pas de notre ermitage, le torrent se divisait en plusieurs ramifications, et son cours semblait se perdre dans la plaine. Les oliviers et les caroubiers pressaient leurs rameaux audessus de la terre labourée, et donnaient à cette région cultivée l'aspect d'une forêt. Sur les nombreux mamelons qui bordaient cette partie boisée s'élevaient des chaumières d'un grand style, quoique d'une dimension réellement lilliputienne. On ne se figure pas combien de granges, de hangars, d'étables, de cours et de jardins, un *pagès* (paysan propriétaire) accumule dans un arpent de terrain, et

quel goût inné préside à son insu à cette disposition capricieuse. La maisonnette est ordinairement composée de deux étages avec un toit plat dont le rebord avancé ombrage une galerie percée à jour, comme une rangée de créneaux que surmonterait un toit florentin. Ce couronnement symétrique donne une apparence de splendeur et de force aux constructions les plus frêles et les plus pauvres, et les énormes grappes de maïs qui sèchent à l'air, suspendues entre chaque ouverture de la galerie, forment un lourd feston alterné de rouge et de jaune d'ambre, dont l'effet est incroyablement riche et coquet. Autour de cette maisonnette s'élève ordinairement une forte haie de cactus ou nopals, dont les raquettes bizarres s'entrelacent en muraille et protégent contre les vents du nord les frêles abris d'algue et de roseaux qui servent à serrer les brebis. Comme ces paysans ne se volent jamais entre eux, ils n'ont pour fermer leurs propriétés qu'une barrière de ce genre. Des massifs d'amandiers et d'orangers entourent le jardin où l'on ne cultive guère d'autre légume que le piment et la pomme d'amour; mais tout cela est d'une couleur magnifique, et souvent, pour couronner le joli tableau que forme cette habitation, un seul palmier déploie au milieu son gracieux parasol, ou se penche sur le côté avec grace, comme une belle aigrette.

Cette région est une des plus florissantes de l'île, et les motifs qu'en donne M. Grasset de Saint-Sauveur dans son voyage aux îles Baléares, confirment ce que j'ai dit précédemment de l'insuffisance de la culture en général à Majorque. Les remarques que ce fonctionnaire impérial faisait, en 1807, sur l'apathie et l'ignorance des *pagès* majorquins, le conduisirent à en rechercher les causes. Il en trouva deux principales.

La première, c'est la grande quantité de couvens, qui absorbait une partie de la population, déjà si restreinte. Cet inconvénient a disparu, grace au décret énergique de M. Mendizabal, que les dévots de Majorque ne lui pardonneront jamais.

La seconde est l'esprit de domesticité qui règne chez eux, et qui les parque par douzaines au service des riches et des nobles. Cet abus subsiste encore dans toute sa vigueur. Tout aristocrate majorquin a une suite nombreuse que tout son revenu suffit à peine à entretenir, quoiqu'elle ne lui procure aucun bien-être; il est impossible d'être plus mal servi qu'on ne l'est par cette espèce de serviteurs honoraires.

Quand on se demande à quoi un riche Majorquin peut dépenser son revenu dans un pays où il n'y a ni luxe ni tentations d'aucun genre, on ne se l'explique qu'en voyant sa maison pleine de sales

fainéans des deux sexes, qui occupent une portion des bâtimens réservés à cet usage, et qui, dès qu'ils ont passé une année au service du maître, ont droit pour toute leur vie au logement, à l'habillement et à la nourriture. Ceux qui veulent se dispenser du service le peuvent en renonçant à quelques bénéfices; mais l'usage les autorise encore à venir chaque matin manger le chocolat avec leurs anciens confrères, et à prendre part, comme Sancho chez Gamache, à toutes les bombances de la maison. Au premier abord, ces mœurs semblent patriarcales, et on est tenté d'admirer le sentiment républicain qui préside à ces rapports de maître à valet; mais on s'aperçoit bientôt que c'est un républicanisme à la manière de l'ancienne Rome, et que ces valets sont des cliens enchaînés par la paresse ou la misère à la vanité de leurs patrons. C'est un luxe à Majorque d'avoir quinze domestiques pour un état de maison qui en comporterait deux tout au plus. Et quand on voit de vastes terrains en friche, l'industrie perdue, et toute idée de progrès proscrite par l'ineptie et la nonchalance, on ne sait lequel mépriser le plus, du maître qui encourage et perpétue ainsi l'abaissement moral de ses semblables, ou de l'esclave qui préfère une oisiveté dégradante au travail qui lui ferait recouvrer une indépendance conforme à la dignité humaine.

Il est arrivé cependant qu'à force de voir augmenter le budget de leurs dépenses et diminuer celui de leurs revenus, de riches propriétaires majorquins se sont décidés à remédier à l'incurie de leurs tenanciers et à la disette des travailleurs. Ils ont vendu une partie de leurs terres en viager à des paysans, et M. Grasset de Saint-Sauveur s'est assuré que, dans toutes les grandes propriétés où l'on avait essayé de ce moyen, la terre, frappée en apparence de stérilité, avait produit en telle abondance entre les mains d'hommes intéressés à son amélioration, qu'en peu d'années les parties contractantes s'étaient trouvées soulagées de part et d'autre. Les prédictions de M. Grasset à cet égard se sont réalisées tout-à-fait, et aujourd'hui la région d'Establiments, entre autres, est devenue un vaste jardin; la population y a augmenté, de nombreuses habitations se sont élevées sur les tertres, et les paysans y ont acquis une certaine aisance qui ne les a pas beaucoup éclairés encore, mais qui leur a donné plus d'aptitude au travail. Il faudra bien du temps encore pour que le Majorquin soit actif et laborieux, et s'il faut que, comme nous, il traverse la douloureuse phase de l'âpreté au gain individuel, pour arriver à comprendre que ce n'est pas encore là le but de l'humanité, nous pouvons bien lui laisser sa guitare et son rosaire pour tuer le temps. Mais

sans doute de meilleures destinées que les nôtres sont réservées à ces peuples enfans que nous initierons quelque jour à une civilisation véritable, sans leur reprocher tout ce que nous aurons fait pour eux. Ils ne sont pas assez grands pour braver les orages révolutionnaires que le sentiment de notre perfectibilité a soulevés sur nos têtes. Seuls, désavoués, persécutés et combattus par le reste de la terre, nous avons fait des pas immenses, et le bruit de nos luttes gigantesques n'a pas éveillé de leur profond sommeil ces petites peuplades qui dorment à la portée de notre canon au sein de la Méditerranée. Un jour viendra où nous leur conférerons le baptême de la vraie liberté, et ils s'assoieront au banquet comme les ouvriers de la douzième heure. Trouvons le mot de notre destinée sociale, réalisons nos rêves sublimes, et, tandis que les nations environnantes entreront peu à peu dans notre église révolutionnaire, ces malheureux insulaires, que leur faiblesse livre sans cesse comme une proie aux nations marâtres qui se les disputent, accourront à notre communion. En attendant ce jour où, les premiers en Europe, nous proclamerons la loi de l'égalité pour tous les hommes et de l'indépendance pour tous les peuples, la loi du plus fort à la guerre, ou du plus rusé au jeu de la diplomatie, gouverne le monde, le droit des gens n'est qu'un mot, et le sort de toutes les populations isolées et restreintes,

> Comme le Transylvain, le Turc ou le Hongrois (1),

est d'être dévorées par le vainqueur. S'il en devait être toujours ainsi, je ne souhaiterais à Majorque ni l'Espagne, ni l'Angleterre, ni même la France pour tutrice, et je m'intéresserais aussi peu à l'issue fortuite de son existence qu'à la civilisation étrange que nous portons en Afrique.

Nous étions depuis trois semaines à Establiments, lorsque les pluies commencèrent. Jusque-là nous avions eu un temps adorable, les citronniers et les myrtes étaient encore en fleurs, et, dans les premiers jours de décembre, je restai en plein air sur une terrasse, jusqu'à cinq heures du matin, livré au bien-être d'une température délicieuse. On peut s'en rapporter à moi, car je ne connais personne au monde qui soit plus frileux, et l'enthousiasme de la belle nature n'est pas capable de me rendre insensible au moindre froid. D'ailleurs, malgré le charme du paysage éclairé par la lune, et le parfum

(1) La Fontaine, fable des *Voleurs et l'Ane*.

des fleurs qui montait jusqu'à moi, ma veillée n'était pas fort émouvante. J'étais là, non comme eût fait un poète cherchant l'inspiration, mais comme un oisif qui contemple et qui écoute. J'étais fort occupé, je m'en souviens, à recueillir les bruits de la nuit et à m'en rendre compte. Il est bien certain, et chacun le sait, que chaque pays a ses harmonies, ses plaintes, ses cris, ses chuchotemens mystérieux, et cette langue matérielle des choses n'est pas un des moindres signes caractéristiques dont le voyageur est frappé. Le clapotement mystérieux de l'eau sur les froides parois des marbres, le pas pesant et mesuré des sbires sur le quai, le cri aigu et presque enfantin des mulots qui se poursuivent et se querellent sur ces dalles limoneuses, enfin tous les bruits furtifs et singuliers qui troublent faiblement le morne silence des nuits de Venise, ne ressemblent en rien au bruit monotone de la mer, au *qui vive?* des sentinelles et au chant mélancolique des *serenos* de Barcelone. Le lac Majeur a des harmonies différentes de celles du lac de Genève. Le perpétuel craquement des pommes de pin dans les forêts ne ressemble en rien non plus aux craquemens qui se font entendre sur les glaciers. A Majorque, le silence est plus profond que partout ailleurs. Les ânesses et les mules qui passent la nuit au pâturage l'interrompent parfois en secouant leurs clochettes, dont le son est moins grave et plus mélodique que celles des vaches suisses. Le bolero y résonne dans les lieux les plus déserts et dans les plus sombres nuits. Il n'est pas un paysan qui n'ait sa guitare et qui ne marche avec elle à toute heure. De ma terrasse, j'entendais aussi la mer, mais si lointaine et si faible, que la poésie étrangement fantastique et saisissante des Djins me revenait en mémoire.

J'écoute,
Tout fuit.
On doute,
La nuit,
Tout passe.
L'espace
Efface
Le bruit.

Dans la ferme voisine, j'entendais le vagissement d'un petit enfant, et j'entendais aussi la mère, qui, pour l'endormir, lui chantait un joli air du pays, bien monotone, bien triste, bien arabe. Mais d'autres voix moins poétiques vinrent me rappeler la partie grotesque de Majorque. Les cochons s'éveillèrent et se plaignirent sur un mode que

je ne saurais point définir. Alors le *pagès*, père de famille, s'éveilla à la voix de ses porcs chéris, comme la mère s'était éveillée aux pleurs de son nourrisson. Je l'entendis mettre la tête à la fenêtre et gourmander les hôtes de l'étable voisine d'une voix magistrale. Les cochons l'entendirent fort bien, car ils se turent. Puis, le pagès, pour se rendormir apparemment, se mit à réciter son rosaire d'une voix lugubre, qui, à mesure que le sommeil venait et se dissipait, s'éteignait ou se ranimait comme le murmure lointain des vagues. De temps en temps encore les cochons laissaient échapper un cri sauvage; le pagès élevait alors la voix sans interrompre sa prière, et les dociles animaux, calmés par un *Ora pro nobis* ou un *Ave Maria* prononcé d'une certaine façon, se taisaient aussitôt. Quant à l'enfant, il écoutait sans doute, les yeux ouverts, livré à l'espèce de stupeur où les bruits incompris plongent cette pensée naissante de l'homme au berceau, qui fait un si mystérieux travail sur elle-même avant de se manifester.

Mais tout à coup, après des nuits si sereines, le déluge commença. Un matin, après que le vent nous eut bercés toute la nuit de ses longs gémissemens, tandis que la pluie battait nos vitres, nous entendîmes, à notre réveil, le bruit du torrent qui commençait à se frayer une route parmi les pierres de son lit. Le lendemain, il parlait plus haut; le surlendemain, il roulait les roches qui gênaient sa course. Toutes les fleurs des arbres étaient tombées, et la pluie ruisselait dans nos chambres mal closes.

On ne comprend pas le peu de précautions que prennent les Majorquins contre ces fléaux du vent et de la pluie. Leur illusion ou leur fanfaronnade est si grande à cet égard, qu'ils nient absolument ces inclémences accidentelles, mais sérieuses, de leur climat. Jusqu'à la fin des deux mois de déluge que nous eûmes à essuyer, ils nous soutinrent qu'il ne pleuvait jamais à Majorque. Si nous avions mieux observé la position des pics de montagnes et la direction habituelle des vents, nous nous serions convaincus d'avance des souffrances inévitables qui nous attendaient.

Mais une autre déception plus sérieuse nous était réservée : c'est celle que j'ai indiquée dans mon premier paragraphe, lorsque j'ai commencé à raconter mon voyage par la fin. Un d'entre nous tomba malade. D'une complexion fort délicate, étant sujet à une forte irritation du larynx, il ressentit bientôt les atteintes de l'humidité. La Maison du Vent (*Son-Vent* en patois), c'est le nom de la villa que le señor Gomez nous avait louée, devint inhabitable. Les murs en étaient

si minces, que la chaux dont nos chambres étaient crépies se gonflait comme une éponge. Jamais, pour mon compte, je n'ai tant souffert du froid, quoiqu'il ne fît pas très froid en réalité; mais pour nous, qui sommes habitués à nous chauffer en hiver, cette maison sans cheminée était sur nos épaules comme un manteau de glace, et je me sentais paralysé. Nous ne pouvions nous habituer à l'odeur asphyxiante des braseros, et notre malade commença à souffrir et à tousser.

De ce moment nous devînmes un objet d'horreur et d'épouvante pour la population. Nous fûmes atteints et convaincus de phthisie pulmonaire, ce qui équivaut à la peste dans les préjugés contagionistes de la médecine espagnole. Un riche médecin, qui, pour la modique rétribution de 45 francs, daigna venir nous faire une visite, déclara pourtant que ce n'était rien, et n'ordonna rien. Nous l'avions surnommé *Malvavisco*, à cause de sa prescription unique.

Un autre médecin vint obligeamment à notre secours; mais la pharmacie de Palma était dans un tel dénuement, que nous ne pûmes nous procurer que des drogues détestables. D'ailleurs, la maladie devait être aggravée par des causes qu'aucune science et aucun dévouement ne pouvaient combattre efficacement.

Un matin, que nous étions livrés à des craintes sérieuses sur la durée de ces pluies et de ces souffrances qui étaient liées les unes aux autres, nous reçûmes une lettre du farouche Gomez, qui nous déclarait, dans le style espagnol, que nous *tenions* une personne, laquelle *tenait* une maladie qui portait la contagion dans ses foyers et menaçait par anticipation les jours de sa famille; en vertu de quoi il nous priait de déguerpir de son palais dans le plus bref délai possible. Ce n'était pas un grand regret pour nous, car nous ne pouvions plus rester là sans crainte d'être noyés dans nos chambres; mais notre malade n'était pas en état d'être transporté sans danger, surtout avec les moyens de transport qu'on a à Majorque, et le temps qu'il faisait. Et puis la difficulté était de savoir où nous irions, car le bruit de notre phthisie s'était répandu instantanément, et nous ne devions plus espérer de trouver un gîte nulle part, fût-ce à prix d'or, fût-ce pour une nuit. Nous savions bien que les personnes obligeantes qui nous en feraient l'offre n'étaient pas elles-mêmes à l'abri du préjugé, et que d'ailleurs nous attirerions sur elles, en les approchant, la réprobation qui pesait sur nous. Sans l'hospitalité du consul de France, qui fit des miracles pour nous recueillir tous sous son toit, nous étions menacés de camper dans quelque caverne comme des Bohémiens véritables.

Un autre miracle se fit, et nous trouvâmes un asile pour l'hiver. Il y avait à la chartreuse de Valdemosa un Espagnol réfugié qui s'était caché là pour je ne sais quel motif politique. En allant visiter la chartreuse, nous avions été frappés de la distinction de ses manières, de la beauté mélancolique de sa femme, et de l'ameublement rustique et pourtant comfortable de leur cellule. La poésie de cette chartreuse m'avait tourné la tête. Il se trouva que le couple mystérieux voulut quitter précipitamment le pays, et qu'il fut aussi charmé de nous céder son mobilier et sa cellule, que nous l'étions d'en faire l'acquisition. Pour la modique somme de mille francs, nous eûmes donc un ménage complet, mais tel que nous eussions pu nous le procurer en France pour cent écus, tant les objets de première nécessité sont rares, coûteux, et difficiles à rassembler à Majorque.

Comme nous passâmes alors quatre jours à Palma, quoique j'y aie peu quitté cette fois la cheminée que le consul avait le bonheur de posséder (le déluge continuant toujours), je ferai ici une lacune à mon récit pour décrire un peu la capitale de Majorque. M. Laurens, qui vint l'explorer et en dessiner les plus beaux aspects l'année suivante, sera le cicérone que je présenterai maintenant au lecteur, comme plus compétent que moi sur l'archéologie.

GEORGE SAND.

(*La suite à un prochain numéro.*)

POÈTES

ET

ROMANCIERS MODERNES

DE LA FRANCE.

XLII.

M. LEBRUN.

(*MARIE STUART.*)

Quelque dégagé qu'on veuille paraître des considérations traditionnelles et des doctrines dites classiques, on ne peut nier que le plus clair et le plus solide de la richesse poétique de la France ne soit dans le genre dramatique et sous la forme de tragédie. Les grandes sources sentimentales et lyriques que notre époque a comme trouvées en elle et fait jaillir plus abondamment que tous les anciens jets d'eau de Chantilly ou de Versailles, ne sauraient dissimuler et masquer ce noble fond régulier, harmonieux, de l'édifice, ce portique d'un beau temple qu'on ne referait plus. On a beaucoup parlé,

depuis tantôt deux années, de la réaction classique; elle est assez réelle, très légitime; il n'y faudrait pourtant pas voir plus qu'il n'y a véritablement. Une jeune actrice, un soir où l'on n'attendait rien, s'est trouvée dire à merveille des vers que depuis long-temps on ne récitait plus à la scène d'une façon tolérable. Le plaisir était neuf, grande fut la surprise. — Quoi! cela est encore beau, se dit-on. — Et là-dessus on s'est mis à désirer de réentendre ces pièces immortelles, éclipsées un long moment, et dans lesquelles tant de personnes de la société recommençaient aussi à aimer les souvenirs de leur propre jeunesse. Le dégoût qu'inspiraient certains excès dramatiques récens fut pour beaucoup dans la joie et la vivacité de cette reprise. On s'étonna, on s'empara, comme de beautés nouvelles, de ces situations plus ou moins simples ou convenues, mais que revêtait habituellement la noblesse, l'élégance du langage. On se plut même et on applaudit aux singularités les plus passées de ce langage héroïque ou amoureux, comme à de belles modes du temps de Mmes de Longueville ou de la Vallière; on aima jusqu'au *parfait amant*, et jusqu'à l'*adorable furie*, tout comme on aime des meubles de Boule. Il y eut, dans cette espèce de renaissance qui en est à son troisième hiver, des succès qui, par leur fraîcheur, leur ensemble et leur plénitude, semblèrent dater d'aujourd'hui. *Polyeucte*, par exemple, n'eut jamais autant de faveur à aucune époque, je le pense, ni jamais même à son début, que dans cette mémorable soirée où Pauline, néophyte, fut vue si simple et si sublime, où l'acteur aussi, près d'elle, parut si chrétiennement passionné, où le rôle de Félix lui-même fut compris.

Il était naturel qu'après ces veines heureuses la Comédie-Française songeât, à l'aide du jeune talent qu'elle possède, à toucher comme d'un aimant les œuvres d'un répertoire plus moderne, déjà négligé, et qu'un succès solennel avait consacrées une fois. A ce titre la *Marie Stuart* de M. Lebrun venait en première ligne; c'était, en effet, de nos jours, sous la restauration, en renom comme en date, la première transition de l'ancienne forme tragique à une forme, à un sujet et à un langage plus récens.

Qui dit transition dit quelque chose de relatif à ce qui précède et à ce qui suit. Il était à craindre sans doute que ce qui avait paru à une certaine date très neuf et à la limite la plus avancée de la hardiesse permise, ne fût jugé, vingt ans après, trop timide, et en arrière, ou des progrès, ou des licences dramatiques désormais autorisées. Il était à craindre que le public ou les critiques d'une génération renouvelée ne se montrassent volontiers ingrats, légers (c'est

si facile), en raison même de l'écho fameux, contre l'œuvre déjà ancienne d'un auteur très vivant et arrivé par les voies les plus honorables aux dignités littéraires et sociales.

Et puis, ce qu'on appelait réaction classique, qui roulait, après tout, sur les rôles d'une seule actrice, et, à cette occasion, se reprenait à vénérer les styles de Corneille et de Racine, n'allait pas jusqu'au fond, j'ai regret de le dire, ni jusqu'à restaurer le moins du monde la forme de la *tragédie* à proprement parler, laquelle restait encore avec tous ses inconvéniens inévitables de lenteur, de raideur et de convenu. L'honneur de M. Lebrun, dans *Marie Stuart*, était bien d'avoir, le premier sous la restauration, détendu les vieux ressorts tragiques, mais dans une mesure qui dut être surtout sensible alors. Sa pièce de 1820 n'était autre, après tout, qu'une tragédie.

Voilà ce qu'on se pouvait dire, ce que le poète aurait pu opposer aux idées de reprise, s'il avait mieux aimé sa tranquille possession de renommée que l'art même, si long-temps glorieux, qu'il a, pour sa part, cultivé d'un noble effort, et qu'il parut, à un certain jour, avoir agrandi. — « J'irai voir ce soir vos *Templiers*, disait quelqu'un à M. Raynouard vers 1836. » — « Vous n'irez pas, » répondit-il. — « Et pourquoi? » — « Je vais de ce pas moi-même défendre à la Comédie de les jouer. Je ne veux pas reparaître comme Sully sous Louis XIII. » Ainsi répliqua brusquement le vieux et excellent philosophe-philologue de son ton le plus grondeur.

Mais c'eût été ici par trop grondeur, et rien n'eût absous la bonne grace du poète d'aller riposter de la sorte à des désirs de reprise qui lui venaient au nom du jeune talent même que le public avait si vivement adopté. La reprise de *Marie Stuart* n'était pas seulement pour la Comédie-Française une démarche naturelle et tout-à-fait indiquée; elle était pour Mlle Rachel un rêve d'imagination; disons mieux, une délicatesse de reconnaissance et comme un vœu. De nobles patronages, de hautes amitiés, qui ne sont pas étrangères à ce grand nom des Stuarts, agirent-elles en effet sur elle pour la fixer dans ce choix? Mais il y avait plus, et l'idée du choix date d'auparavant. Toute petite fille, et à ses jours de pire misère, la digne enfant avait joué au théâtre Molière ce rôle de Marie Stuart; un vieil amateur en sortant se récriait : « Quelle est donc cette petite fille qui vient de jouer si bien? Qu'elle a d'intelligence! Que je la voudrais connaître! » — « C'est moi, monsieur, répliqua-t-elle en se retournant brusquement dans le couloir, son petit cabat à la main, c'est moi-même; mais donnez-moi donc deux sous, pour m'acheter de la galette, s'il

vous plaît.» Et voilà pourquoi, entre autres motifs à l'appui, elle eut toute raison, l'autre soir, de reparaître dans le personnage de l'illustre infortunée à qui elle avait dû une joie d'enfance; voilà pourquoi elle eut raison de vouloir dire, aux applaudissemens de tous, ce mot de fierté qu'elle relève si bien :

Si le ciel était juste, indigne souveraine,
Vous seriez à mes pieds, et je suis votre reine.

Son succès devant cette salle d'élite a été réel; à quelques endroits on a pu regretter que le peu de force de son organe ne lui permît pas l'expansion. Elle a triomphé pleinement dans la dignité. Quant à l'œuvre dramatique, pour tous ceux qui veulent tenir compte de ce qu'était et de ce que devait être une tragédie avant que les moules fussent brisés, même une tragédie en voie de renouvellement, elle a fait tête à la reprise. Le mérite de l'innovation première n'y pouvait plus être manifeste; on s'est trouvé plutôt sensible à ce qui y reste nécessairement de l'appareil traditionnel. Eh bien! à ce point de vue, on doit le rappeler aux plus sévères, l'intérêt, un intérêt élevé n'y a pas fait faute aux grands momens voulus et désignés par l'art dans l'architecture graduée de cette forme classique. Les applaudissemens en tragédie, comme le tonnerre sur les temples, doivent tomber là où il faut. Ici, dans *Marie Stuart*, il y a eu la grande scène du troisième acte, et le pathétique de tout le cinquième.

Mais, pour rester bon juge de la valeur de cette œuvre distinguée, pour ne rien méconnaître des mérites sérieux qu'on y salua si vivement à sa naissance, pour garder tout respect enfin à une pure impression de notre jeunesse, il y a à revenir aux circonstances même où la pièce s'est produite, voilà plus de vingt ans, et au point de départ qui avait précédé. Et quelle est l'œuvre tragique, de celles qu'on appelle simplement distinguées, qui, à l'occasion et à l'aide d'une seule actrice, se pourrait reprendre au théâtre, après vingt années, sans causer une hésitation d'un moment, et sans réclamer du spectateur par endroits quelque juste complaisance? Je n'excepte qu'à peine ce petit nombre de chefs-d'œuvre qui furent comme doués du souffle immortel, revêtus de l'enchantement du style et marqués au front des signes de l'impérissable beauté :

. . . . Lumenque juventæ
Purpureum et lætos oculis adflarat honores.

Et encore ces œuvres-là, si la vénération ne s'en mêlait et n'ache-

vait souvent, ne réparait çà et là, sembleraient-elles donc en tout et à jamais divines?

La première représentation de *Marie Stuart* remonte au 6 mars 1820; les tout premiers débuts littéraires de M. Lebrun sont de près de quinze ans antérieurs. Né à Paris en 1785, arrivant à l'adolescence avec le Consulat, il mûrit sa jeunesse sous l'Empire. Ses plus profondes impressions, lui-même s'en fait gloire, datent d'alors et donnent le sens vrai de son talent. Tous ceux qui ont vu l'Empire en ont été fortement marqués dans leur imagination; et j'appelle avoir vu l'Empire, non pas être né à telle date qui permît de le voir, mais, même très jeune, avoir été placé dans une position et comme à une fenêtre d'où on le vit réellement se déployer. On sait la large empreinte qu'en reçut le poète qui a dit : *Ce siècle avait deux ans...* Un autre qui naissait quand ce siècle avait quatre ans déjà, pour rendre ce même effet indélébile, a pu dire :

Nous tous, enfans émus d'un âge de merveilles,
Bercés sous l'étendard aux salves des canons,
Des combats d'Outre-Rhin balbutiant les noms,
Nous avons souvenir de plus d'une journée
Où l'Empire leva sa tête couronnée;
Quelque magnificence, une armée, un convoi,
Un *Te Deum* ardent, la naissance d'un Roi;
Et l'Empereur lui-même, au moment des campagnes,
Il passait dénombrant les aigles, ses compagnes;
Du geste il saluait tout un peuple au départ,
Et, moi qui parle ici, mon front eut son regard!

M. Lebrun eut plus qu'un regard du maître d'alors. Par des essais poétiques très précoces et déjà imprimés, il avait, vers la fin du Directoire, attiré l'attention de François de Neufchâteau, ministre de l'intérieur, lequel, ayant été lui-même un de ces talens précoces, se complaisait à les discerner. Le jeune enfant *n'était pas même encore écolier* (1); le ministre le nomma élève du Prytanée français (*Louis-le-Grand*), seul collége tout récemment rouvert. L'élève Pierre Lebrun s'y distingua; nous avons sous les yeux, dans les fastes annuels du Prytanée, des couplets qu'il faisait à l'âge de treize ans pour la plantation de l'arbre de la liberté à Vanvres, maison de campagne de l'établissement, et une autre pièce assez remarquable, intitulée *les Souvenirs*, et qui est de 1802. A cette époque de renaissance pour la

(1) Expression de M. Lebrun dans son discours de réception à l'Académie française, lorsqu'il y succéda en 1828 à François de Neufchâteau lui-même.

société et pour les lettres, l'ordre des études et des âges n'était pas très bien observé; il y avait dans tous les genres une émancipation rapide, une confusion assez aimable et non sans profit pour les essors généreux. C'est ainsi que, lorsque le Prytanée français eut envoyé une petite colonie pour fonder le Prytanée de Saint-Cyr, l'élève Lebrun, qui en était, se trouva monter un jour dans la chaire de belles lettres et y remplacer son professeur De Guerle, malade pour le moment. L'Empereur ou le Consul, qui soignait déjà sa pépinière de Saint-Cyr et y allait mesurer des hommes, entre à l'improviste dans la classe et n'est pas peu étonné d'y voir un élève en chaire; on lui explique comment. Il s'assied à côté de lui, et là, durant plus d'un quart d'heure, il interroge les élèves sur les tropes, non sans quelque croc-en-jambe, je le crois bien, aux définitions de Dumarsais. Un ou deux ans après, on était au lendemain d'Austerlitz, l'Empereur au château de Schœnbrunn, après le dîner, avec M. Daru et M. de Talleyrand, reçoit le *Moniteur,* et y voit une ode *à la Grande Armée* signée Lebrun : « Lisez-la, » dit-il à Daru.

Suspends ici ton vol; d'où viens-tu, Renommée?
Qu'annoncent tes cent voix à l'Europe alarmée?...

Et pendant la lecture, il interrompt, il loue, il critique même, et conclut en ordonnant d'écrire à Lebrun que l'Empereur lui accorde une pension de 6,000 fr. : il n'avait pensé qu'à Lebrun-Pindare. Quand on vint à découvrir le malentendu et que l'ode était de l'élève de Saint-Cyr, les 6,000 fr. se convertirent pour le jeune homme en une pension de 1,200 fr. Lebrun-Pindare en eut beaucoup de mauvaise humeur : rien n'est démontant comme les homonymes dans les lettres. Lequel des deux? ce mot-là est une chiquenaude à la gloire. Le vieux Mercier, si peu glorieux qu'il fût, ne pouvait point pardonner à Lemercier Népomucène.

En France, parmi les journalistes même les mieux placés, la méprise avait eu lieu; les critiques, dès le premier moment, n'avaient pas manqué de retrouver dans l'ode en question les qualités, les défauts surtout du grand lyrique d'alors : il fallut décompter. Boufflers s'en raille agréablement dans quelques lignes spirituelles (1). Ginguené, qui n'avait pas été dupe, et malgré son culte pour l'autre Lebrun, accorda au jeune auteur des encouragemens sérieux (2).

(1) *Courrier des Spectacles.* Son article est intitulé : ***Peine, critique, érudition perdues.***

(2) ***Revue philosophique, littéraire et politique,*** an XIV.

Quand Lebrun-Pindare mourut en 1807, le nôtre ne se vengea de lui qu'en déplorant cette perte dans une ode élevée qui justifiait le *uno avulso non deficit alter...*, et qui rappelle celle de Le Franc de Pompignan sur la mort de Jean-Baptiste Rousseau, la plus belle pièce encore qu'on doive à celui-ci, a dit dans le temps un méchant. Une strophe de l'ode de M. Lebrun, où il rendait un hommage à Delille, lui valut une visite du vieux poète, ce qui était alors une gloire.

Les huit années, de 1805 à 1814, furent remplies pour lui de beaucoup d'études et de plusieurs essais. Une première tragédie, ou plutôt une *pastorale dramatique*, intitulée *Pallas*, fils d'Évandre (1806), et inspirée des derniers livres de l'*Énéide*, se fait déjà remarquer par du pathétique et plus de naturel que ne s'en permettaient volontiers les muses de l'Empire. Cette pièce, non représentée, n'eut pas même la publicité de l'impression à sa naissance (1). J'imagine que les plaintes du vieil Évandre s'arrachant des bras de son fils unique, qui vole aux combats et à la mort, n'auraient pas convenu pour l'attendrissement au maître sourcilleux :

N'as-tu pas des enfans? Un jour, Ilionée,
Si le ciel en son cours ne rompt ta destinée,
Tu connaîtras combien les momens sont cruels
Qui ravissent un fils loin des bras paternels.
Tu verras comme moi s'alarmer ta tendresse,
Surtout si c'est l'enfant sorti de ta vieillesse,
S'il a survécu seul à ses frères nombreux,
S'il est l'unique bien que t'aient laissé les Dieux,
S'il est l'appui dernier d'une maison qui tombe,
Et si tous ses aïeux le suivent dans la tombe.

Le jeune poète servait mieux la pensée impériale par deux odes sur les campagnes de 1806 et de 1807, par une autre *au Vaisseau de l'Angleterre*, qui a de l'énergie dans la menace :

Il n'a pas lu dans les étoiles
Les malheurs qui vont advenir;
Il n'aperçoit pas que ses voiles
Ne savent plus quels airs tenir;
Que le ciel est devenu sombre....

Un jour, en 1808, à Fontainebleau, l'Empereur, qui se souvenait de la méprise de Schœnbrunn et de la visite de Saint-Cyr, et pour qui

(1) Elle fut imprimée chez Didot en 1822, à très peu d'exemplaires.

l'auteur était devenu très distinct, dit à une dame du palais, qui s'intéressait à M. Lebrun : « Que fait-il? J'ai lu dans le temps son ode à l'armée, j'y ai trouvé plus de verve qu'on n'en trouve dans les ouvrages d'à-présent; mais on dit qu'il s'endort. » Ce mot, cet aiguillon rapporté au poète, tira de lui, en *réponse*, des stances émues, pleines de grace. Napoléon régnant semble avoir tellement guindé et glacé ses chantres officiels, qu'une pièce quelque peu vive est une bonne fortune dans la poésie d'alors. Je veux citer celle-ci presque tout entière (1) :

« On dit qu'il s'endort. » - Caroline,
Est-il vrai qu'à Fontainebleau
Ce puissant maître de château,
Devant qui l'Europe s'incline,

Que lui-même, que l'Empereur,
Parmi tous les soins de l'empire,
Sache même que je respire,
Et me flattez-vous d'une erreur?

Quoi! de ma jeune destinée
Le cours n'en est point inconnu!
Quoi! l'Empereur s'est souvenu
Des promesses du Prytanée!

J'occupe donc, si je vous crois,
Un coin de sa vaste pensée,
Où la terre entière est pressée,
Où se meut le destin des rois.

Qu'il se souvienne de nos gloires,
Des pays de tous ses combats,
Du nom de toutes ses victoires,
Et du sort de tous ses soldats;

. . . .

De tous les rois dont son pouvoir

(1) Il faut savoir, pour tout entendre, que la personne qui avait rapporté ce mot, Mme Caroline de B..., dame d'honneur de l'impératrice-mère, avait été la première passion de Bonaparte jeune, quand il était en garnison à Valence. Elle s'appelait alors Mlle Du Colombier; il en parle dans le *Mémorial de Sainte-Hélène :* « On n'eût pas pu être plus innocens que nous, dit-il; nous nous ménagions de petits rendez-vous. Je me souviens encore d'un, au milieu de l'été, au point du jour. On le croira avec peine, tout notre bonheur se réduisit à manger des cerises ensemble. »

A fait ou défait la couronne :
Certes, mon esprit s'en étonne,
Pourtant je le puis concevoir.

Mais de moi! Mais qu'il se souvienne
Qu'autour du char qui l'a porté,
Parmi les voix qui l'ont chanté
Il n'a plus entendu la mienne!

« On dit qu'il s'endort! » — Votre esprit
N'a-t-il pas trompé votre oreille?
Napoléon, eh! qui t'a dit
Si je m'endors ou si je veille?

Grand homme, qui pourrait dormir
Au bruit dont tu remplis la terre?
Est-il séjour si solitaire
Qui ne l'entende au loin frémir?

Mais quoi! voilerai-je un mensonge
De mots si pleins de vérité?
Oui, je dormais, oui, d'un doux songe
Mon cœur se berçait enchanté.

D'une autre idole que la Gloire
Je faisais mon cher entretien :
Un nom qui n'était pas le tien
T'avait distrait de ma mémoire.

Les jours, les nuits à mes travaux
N'étaient plus que de longues trèves;
Je ne voyais plus dans mes rêves
Flotter ton aigle et tes drapeaux.

N'as-tu jamais, à pareil âge,
Toi-même, si plein d'avenir,
Pour quelque brune ou blonde image
Perdu tout autre souvenir?

Que Caroline me réponde :
Dites, vous la première amour
De ce cœur qui devait un jour
Battre pour l'empire du monde,

Dites, n'a-t-il jamais dormi
Sous les cerisiers de Valence,
Aux temps d'ivresse et d'innocence
Où vous l'appeliez votre ami,

Quand le héros à son aurore,
Si loin du zénith radieux,
Brillait seulement à vos yeux
D'une épaulette neuve encore?

Mais il parle : adieu, songe vain!
Dites-lui que dans ma retraite
Sa voix parvenue a soudain
Réveillé son jeune poète.

Me voici!. . . . . . .
. . . .

Suivez, suivez Napoléon,
Mes chants, de rivage en rivage,
Et que puisse ainsi d'âge en âge
Mon nom accompagner son nom!

Que puisse ma muse fidèle
A sa gloire à jamais s'unir!
Aigle, je m'attache à ton aile :
Emporte-moi dans l'avenir.

Ces vers n'ont jamais été imprimés. D'autres vers que M. Lebrun avait composés sur la mort d'un fils de la reine Hortense, de cet enfant si cher à Napoléon qui le pleura, sont également restés en portefeuille avec une quantité de petites pièces. Sous l'Empire, il y avait cela de particulier : on pouvait faire des vers élégiaques, plus ou moins intimes, mais on les gardait, et en public, si on visait à la gloire, on ne donnait que des rimes grandioses sur des évènemens héroïques, sur des sujets qu'on s'appliquait à traiter. La poésie se piquait d'être encore plus cérémonielle que sous Louis XIV. Les inconvéniens de ce trop de respect nous ont sauté d'abord aux yeux; ils devraient être jugés moins sévèrement aujourd'hui que nous savons l'excès contraire et que nous sommes tombés dans le déshabillé.

Alors du moins on croyait à la grandeur; des types élevés, bien qu'un peu stériles, dominaient sincèrement les ames. Il y avait des buts marqués, des couronnes; il y avait carrière. Toucher à la palme tragique une ou deux fois dans sa vie, c'était le rêve immortel. La voie sacrée, la route au Capitole sous le soleil, semblait ouverte, mais difficile, et l'honnête louange enflammait. Cela fait rire aujourd'hui qu'on jouit encore plus qu'on ne s'afflige de toute la variété de vices d'une littérature sans frein et prodiguement inventive. Le

style en général était assez pauvre sous l'Empire et servait mal l'aspiration de la pensée. César montait droit à l'Olympe; la pensée à sa suite y visait de son mieux, mais le style n'allait pas du tout. Il s'était amaigri et comme desséché en passant durant des années par tant d'usages peu littéraires; il s'était altéré au souffle des révolutions, et, comme on ne s'en rendait pas compte, comme on se croyait toujours classique, on ne le retrempait pas. Quand je parle ainsi de l'Empire et de sa grande route régulière, il va sans dire que M. de Châteaubriand et Mme de Staël sont toujours en dehors. Pourtant, avec la prétention, le goût aussi de l'antique reprenait; l'étude ramenait à des sources. M. Lebrun fut un de ceux qui, dès le début, accusent en eux avec le plus d'intelligence le culte et le sentiment des anciens : c'est le mérite de son *Ulysse*.

Lemercier avait rouvert le premier, avec bien de l'honneur, cette scène grecque-française, et renoué avec *Andromaque* par *Agamemnon*. Marie-Joseph Chénier, conseillé par Daunou, revenait, bien qu'un peu tard, aux anciens, et s'initiait aux douleurs d'Électre. Un sourire du maître, plus que le talent de Luce, faisait la fortune d'*Hector*. *Ulysse* est de cette famille; mais, suivant la très juste remarque de Charles Nodier, un moment continuateur de Geoffroy au feuilleton des *Débats* (1), Ulysse, personnage épique, ou tout au plus personnage dramatique du second ordre, ne pouvait être le héros d'une bonne tragédie; il a trop de finesse pour cela. Sophocle dans *Philoctète* l'a pu faire servir à nouer l'intrigue; mais il ne l'a pas mis au premier plan. C'est un caractère d'âge mûr, beau à la réflexion, mais qui en a besoin pour se justifier, et qui n'offre rien de ces dehors émouvans où se prend la foule au premier abord. A Télémaque lui-même qui s'étonne de tant de prudence, Ulysse a besoin de dire :

> Peut-être tu sauras, par l'exemple d'un père,
> Que parfois au héros la feinte est nécessaire;
> Qu'elle est vertu souvent, et qu'avec le danger
> La forme du courage est sujette à changer (2).

La pièce jouée pour la première fois le 28 avril 1814, cinq jours avant la rentrée de Louis XVIII dans sa capitale, n'eut qu'un petit nombre de représentations, ce qu'on appelait un succès d'estime. On y crut voir pourtant un intérêt de circonstance, le retour de l'exilé, du

(1) 30 avril 1814.
(2) Acte III, scène II.

monarque légitime dans la patrie. On aurait pu y voir aussi la malédiction patriotique contre l'intrusion étrangère :

> Mon héritage est las de se voir votre proie,

s'écriait Télémaque à la face des prétendans (1). Le fait est que les allusions ne venaient que de pur hasard et de coïncidence, la pièce se trouvant achevée depuis plus de trois ans et l'auteur n'y ayant rien changé. A la lecture, il y transpire quelque chose des douces et graves beautés d'Homère. Dans la première scène, Pénélope dit à Télémaque qui voudrait encore espérer :

> Le séjour qui d'Ulysse a retenu les pas,
> O mon fils, est un lieu d'où l'on ne revient pas,
> Dont nul homme jamais n'apporta de nouvelle;
> Formidable séjour de la nuit éternelle,
> Et dont les habitans, pâles et désolés,
> Sont de leur doux pays à jamais exilés.
> S'il respirait encor, dis-moi, la renommée,
> Cette immortelle voix par la terre semée,
> Eût-elle été muette? et quel pays lointain
> Aurait pu si long-temps nous taire son destin?
> Je sais trop bien entendre un semblable silence.

Au commencement du troisième acte, Ulysse inconnu, et qui se donne pour un simple compagnon du héros, y parle ainsi indirectement de lui-même à son fils :

> Il se peignait souvent ces rivages chéris,
> Où l'attendaient en vain Pénélope et son fils.
> Quelques maux dont il vît sa tête menacée,
> Ithaque était toujours sa première pensée;
> Quelque bien que le ciel lui permît de choisir,
> Ithaque était encor son unique désir.
> En vain le soin des dieux et l'amour des déesses
> Environna son cœur des plus douces promesses;
> A l'offre du ciel même et des divins honneurs,
> Il fixait sur la mer un œil mouillé de pleurs.
> Si de loin sa pensée entrevoyait une île
> Abondante en troupeaux, en oliviers fertile,
> Il n'apercevait plus d'autre lieu, d'autre bien,
> Et l'immortalité ne lui semblait plus rien.

(1) Mlle Duchesnois faisait Télémaque.

Ce sont là des vers charmans, mélodieux, de l'école de Racine; je n'y regrette que cette fumée d'Ithaque que l'Ulysse d'Homère aurait voulu voir seulement de loin, et puis mourir.

La pudeur de Pénélope, lorsqu'accordée par son père Icare à Ulysse, elle se voila et ne répondit au désir de l'époux que par l'aveu du silence, y est rappelée en des vers non moins touchans. La ruse du tissu y est ingénieusement exprimée, bien qu'avec une élégance singulièrement moderne, par la bouche du bouvier Eumée.

Mais, dès qu'Ulysse a vu l'arc, cet arc voulu par l'oracle et que seul il peut armer, le sentiment de vengeance éclate en lui avec toute l'antique beauté. L'horreur sacrée des foudres de Dodone a tous ses échos dans les vers suivans :

Ce jour doit être sourd, aveugle, inexorable,
Et ne sera content que du dernier coupable.
. . . .
. . . . Eumée, ah! quelle joie
De tenir dans mes mains et leur vie et ma proie,
De les voir, reculant à l'aspect de leur roi,
Fuir sans trouver d'asile où se sauver de moi,
Et, pâles de leur crainte et de la mort future,
Implorer vainement, même la sépulture!

Les souvenirs d'Homère se combinent, se croisent, vers cette fin, avec ceux de Virgile, et sans s'y affaiblir : on sait le *pallida morte futura* de Didon. Comme étude d'imitation et de style, *Ulysse* garde son prix.

La chute de l'Empire remplit l'ame de M. Lebrun d'amertume et de patriotique douleur. Les mêmes malédictions durent lui échapper, que tout à l'heure il prêtait à Ulysse vengeur. Deux odes de 1814 en font foi; ce sont des messéniennes écrites sous le coup. L'une a pour titre *Jeanne d'Arc;* l'autre est une paraphrase très sentie du psaume *Super flumina*. En même temps, le changement de régime avait pour effet de rendre sans réserve le poète à la vie littéraire; il n'y appartenait plus tout entier depuis quelques années. Selon l'usage de l'Empire, où les lettres se coordonnaient volontiers aux affaires, il occupait dans l'administration bienveillante de Français de Nantes une place assez considérable au Havre, une de ces places, il est vrai, données tout exprès pour très peu assujettir; il passait une bonne partie de sa vie à Rouen ou à Paris. Revenu pourtant à sa pleine liberté et obéissant à l'aiguillon d'une émulation généreuse, il put,

durant les quinze années qui suivirent, attacher avec honneur son nom à des ouvrages étendus et médités : *Marie Stuart, le Cid d'Andalousie* et le *Poème de la Grèce*. Sa seconde manière, la seule sous laquelle il soit connu, va se produire.

Un prix d'académie commença de le mettre en lumière, car *Ulysse* s'était comme perdu dans le bruit des circonstances politiques. Son épître *sur le Bonheur de l'étude* partagea avec la pièce de M. Saintine la couronne décernée par l'Académie française en 1817. Dans ce même concours où Charles Loyson obtint l'accessit, on distinguait le nom surgissant de Victor Hugo; la jeune milice de la restauration s'essayait. M. Lebrun était déjà d'une génération assez antérieure : son premier concours eût été naturellement de 1805; mais il recommençait en quelque sorte.

Le genre académique heureusement ne le retint pas. Ce qui distingue les tentatives de M. Lebrun au théâtre ou dans le poème, c'est un certain degré d'innovation. Si l'Empire avait subsisté, cette innovation se serait-elle produite dans son sein; en serait-elle graduellement sortie ? je le crois. Déjà, sous la fin du Directoire, on avait vu la littérature d'alors, celle qui datait de l'an III, en train de se modifier par Lemercier, par Benjamin Constant, par Mme de Staël, qui y appartenait à cette époque. Le Consulat vint et brisa le développement, la transformation dès-lors très sensible. Rien d'analogue ne s'était encore produit au sein de la littérature impériale proprement dite; mais, quelques années encore, et immanquablement on aurait eu quelque chose qui s'y serait essayé, même à travers les entraves. Les grandes émotions de l'Empire devaient avoir leur contre-coup et leur après-coup en littérature. — « Pour moi, je l'avoue, disait un jeune colonel au spirituel M. de Stendhal, il me semble, depuis la campagne de Russie, qu'*Iphigénie en Aulide* n'est plus une aussi belle tragédie. » — La seconde génération de l'Empire, un peu plus tôt, un peu plus tard, devait en venir là. La restauration, en brisant, hâta et mit en demeure de faire. M. Lebrun, l'un des premiers, ressentit en poésie ce besoin de nouveau, surtout de naturel, et travailla de son point de vue à le servir. Pour bien définir son rôle, je dirai de lui qu'il est le plus jeune des poètes de l'Empire, de même qu'on pourrait dire de M. Delavigne ou de M. de Lamartine qu'ils sont les aînés des poètes de la restauration. Eh bien ! lui, ayant déjà assez avant l'empreinte de l'époque antérieure, il ne s'y est pas immobilisé; mais, prenant la chose dramatique au point juste où elle était, il l'a poussée du premier jour à l'innovation dans une mesure

habile, heureuse, applaudie. Sa *Marie Stuart,* qui parut d'abord un commencement, était à certains égards une fin; c'était la fin et le romantisme modéré le plus avancé, le plus extrême, de cette honorable reprise dramatique qui s'ouvre par *Agamemnon,* qui se continue par *les Templiers*, dans laquelle Ducis, venu un peu plus tard, eût trouvé sa place. *Marie Stuart,* dans les mêmes formes encore, prolonge et couronne. L'art dramatique postérieur, qui fait peut-être fi de tout cela maintenant, aura-t-il donc de loin des témoignages si imposans à offrir dans cet inventaire final qui réduit tant d'œuvres?

Qu'on me laisse dire encore : ces points de vue sont si éloignés déjà, si fugitifs; ceux même qui les devraient le mieux savoir semblent si peu s'en ressouvenir en jugeant aujourd'hui, que j'ai besoin de tourner en tous sens pour les marquer. *Marie Stuart* était une transition, mais j'ose ajouter, une transition à ce qui n'est pas venu, à ce que l'auteur n'a pas achevé de réaliser lui-même. La tentative du moins était bonne, et elle demeure en vue comme une tête de pont qui n'aurait pas été continué. *Le Cid d'Andalousie,* qui devait faire l'arche suivante, a manqué, est resté en suspens et comme non avenu. Lors de *Hernani*, plus tard, le pont a été hardiment repris, mais à un autre endroit et de l'autre côté de la rive. Il en résulte qu'entre l'ancien art dramatique et le nouveau il n'y a pas eu de pont et qu'on n'a point passé.

Représentons-nous bien l'état littéraire de la France aux abords de l'année 1820. La jeune école de Mme de Staël commençait à percer dans le monde; la jeune école normale, M. Cousin en tête, étonnait dans son premier feu. Le plus léger des houzards romantiques, M. de Stendhal, poussait des pointes en divers sens; des esprits studieux et libres, comme M. Fauriel, avaient de l'action dans de petits groupes distingués. Le séjour et les relations de Manzoni en France l'avaient fait d'abord connaître; Charles Loyson, dans une ode sur *l'Enthousiasme poétique*, qu'il adressait à l'illustre Lombard, lui disait:

> Toi, le talent est ton excuse;
> L'art te condamne, mais ta muse
> S'absout, à force de beautés (1).

Plusieurs des romans de Walter Scott venaient de passer le détroit.

(1) *Lycée français,* tome IV, page 241. Dans ce même tome du *Lycée,* page 61, se trouvait une critique de *Carmagnola* par M. Chauvet, laquelle provoquait Manzoni à sa lettre en français *sur les Unités*. Mais ceci empiète et touche à la fin de 1820.

Byron était moins accessible; on rôdait, en quelque sorte, autour de son œuvre de mystère, sans bien savoir; des articles de M. Lebrun lui-même, dans *la Renommée*, contribuèrent aux premières notions qu'on en eut. En 1820, Schiller n'était pas traduit (1) : Mme de Staël, dans son *Allemagne*, l'avait magnifiquement analysé; mais, si je ne me trompe, la première connaissance plus détaillée qui en vint à M. Lebrun, fut du côté de M. de Barante, qui, à son tour, devait cette initiation à l'heureux hasard de Coppet. Et puisqu'ici ces deux noms amis se rencontrent, notons, en passant, que sous la restauration M. Lebrun a eu assez exactement en poésie un rôle qui ferait pendant à celui de M. de Barante dans le genre critique et historique, quelque chose d'assez analogue dans le degré d'innovation et de réussite.

Je n'aborde pas la Marie Stuart réelle, celle de l'histoire approfondie; ç'a été l'autre jour, dans cette *Revue* même, la docte tâche et très éloquente de M. Philarète Chasles. Je me tiens à l'héroïne de la tradition et de l'illusion; je me borne au point de vue français et de 1820 encore; je me reporte à la première représentation, à l'une des cinquante premières. On raconte que, lorsque le bourreau décoiffa, pour la faire tomber, cette tête charmante, on découvrit que ses beaux cheveux avaient légèrement blanchi. Je ne sais si, dramatiquement parlant, quelques mèches grises aussi ne se sont pas glissées, depuis vingt ans, sur cette tête si applaudie. Le fait est que, lorsqu'elle se produisit d'abord, il n'y eut qu'une voix sur l'accueil soudain, sur l'intérêt excité et sur les larmes. J'ai sous les yeux la plupart des journaux du temps; le *Journal des Débats*, le seul qui, dès ce temps-là, voulut être sévère, constate lui-même l'entier triomphe : « La joie est dans le camp des romantiques, s'écrie Étienne Becquet en commençant (2); le succès de M. Lebrun est un succès de parti, une victoire des lumières sur les préjugés. Un courrier extraordinaire, envoyé par M. Schlegel, est allé en porter la nouvelle à la diète assemblée... » Ceci, pour commencer, n'était pas tout-à-fait juste; le succès de M. Lebrun, malgré l'origine de l'imitation, ne pouvait être dit un succès allemand, mais bien français. En même temps que l'auteur, par sa ma-

(1) Du moins tant soit peu complètement et convenablement. Le *Théâtre* traduit par La Martellière (1799) ne contenait que trois pièces, et *Marie Stuart*, qui se faisait seulement alors, n'y était pas. Quérard indique une traduction de cette dernière pièce par M. Hess (Genève, 1816). Celle du baron de Riedern, publiée par M. de Latouche, ne parut que dans le courant de l'année 1820. M. de Barante publia les *OEuvres dramatiques* de Schiller l'année suivante.

(2) 13 mars 1820.

nière plus naturelle et par la source où il puisait, réjouissait l'espérance des esprits libres, il satisfaisait pleinement les spectateurs simples. Sa nouveauté, sans avoir besoin de théorie, était aussitôt comprise, assortie par le sujet au génie français, au pathétique populaire. La Marie Stuart de Brantôme, celle qui mourut sur l'échafaud et qui fit ses adieux à la France, était restée dans toutes les imaginations, victime intéressante, figure embellie :

Coupable seulement des erreurs d'une femme,
Vos fautes dans le ciel ne suivront pas votre ame!

légende presque aussi présente que celle d'Héloïse, ou de La Vallière, ou encore de cette bonne impératrice Joséphine (1). Quand on relit aujourd'hui Schiller, et que l'on compare avec la tragédie de M. Lebrun, on peut trouver, très à son aise, qu'il a trop sobrement glané à travers cette végétation de poésie si féconde et si luxuriante. Alors, par une impression tout inverse, il eût été blâmé plutôt d'en avoir trop gardé. Becquet le loue d'avoir *séparé assez habilement l'or pur du plomb vil,* d'avoir su *éviter adroitement les fautes nombreuses qui déshonorent l'ouvrage de Schiller.* « Il en est une pourtant, dit-il, dont il ne s'est pas garanti, la contagion germanique l'a gagné... » Qu'est-ce? on attend l'énormité. C'est que M. Lebrun n'a pas observé l'unité de lieu. Mais, répondait-on, toute la pièce se passe dans l'intérieur du château de Fotheringay; on ne sort pas de l'enceinte. Peu importe, ajoutait le critique; *dès qu'on baisse la toile, ne fût-ce que pour passer de l'antichambre dans le salon, l'unité de lieu est totalement violée* (2). C'est devant des juges de cette force, alors nombreux, gens d'esprit avec cela, qu'il fallait innover.

Dès la première scène de Schiller, le chevalier Paulet, gardien de Marie, est dans la chambre de la captive avec une espèce de serrurier;

(1) On peut s'étonner qu'il n'y ait pas eu plus tôt en français de tragédie, du moins notable, sur Marie Stuart. C'était un sujet à tenter l'auteur d'*Adélaïde du Guesclin* et de *Tancrède*. Boursault, sur la fin du XVIIe siècle, en avait fait une pièce ridicule. Celle d'un certain Regnault en 1639, et une autre d'un anonyme en 1734, furent en naissant oubliées. Une des moins mauvaises était encore *l'Écossoise* du vieux poète Montchrétien, de l'école de Garnier. Marie Stuart, énumérant tous les malheurs qui l'ont assaillie dès le berceau, y dit ces deux vers touchans :

Comme si dès ce temps la fortune inhumaine
Eût voulu m'allaiter de tristesse et de peine.

Alfieri a fait une *Marie Stuart*, mais qui n'est pas de l'époque de l'échafaud.

(2) Dans son second feuilleton du 20 mars.

il fait forcer les armoires pour enlever bijoux, lettres; le miroir même et le luth ont été saisis. Dans la pièce française, on ne voit pas ces objets, et ils ne sont pas nommés; la nourrice Anna redemande un peu vaguement à Paulet

Ces lettres, ces écrits, ces secrets caractères,
De ses longs déplaisirs tristes dépositaires.

On a récemment blâmé la périphrase; on n'oublie qu'une chose : en 1820, à la scène, dans une tragédie, le mot propre pour les objets familiers était tout simplement une impossibilité; il ne devint une difficulté que quelques années plus tard. Cinq ans après, dans *le Cid d'Andalousie*, le mot *chambre* excitait des murmures à la première représentation. *Le Globe* (1) était obligé de remémorer aux *ultrà*-classiques le vers d'Athalie :

De princes égorgés la chambre était remplie.

Depuis, il faut en convenir, on a terriblement enfoncé la porte de cette chambre; on a été d'un bond jusqu'à l'alcôve. Mais, avant 1830, chaque mot simple en tragédie voulait un combat et coûtait à gagner presque autant, je vous assure, qu'un député libéral à la chambre durant le temps de la majorité Villèle. M. de Chauvelin nommé, ou un mot propre à travers toute une scène, c'étaient d'insignes triomphes.

M. Lebrun, dans *Marie Stuart*, satisfaisait les novateurs judicieux par des qualités de langage qu'à cette époque le style élégant de M. Delavigne, ni celui d'aucun autre tragique du moment, n'offraient dans la même nuance. En redescendant du cothurne de l'Empire, on goûtait fort chez lui quelque chose de senti, de naturel et de vrai dans la diction, d'assez voisin de la prose, avec du feu poétique pourtant et des veines de chaleur. La première scène du troisième acte, quand Marie, échappée dans le jardin, se ressaisit du jour et de la libre lumière, fut admirée de tous pour l'expression. Ces vers purs, charmans en effet, et d'une douceur presque racinienne, se retrouvent dans nos mémoires, à nous qui les entendîmes alors, et font partie de nos classiques réminiscences :

. . . . Ah! laisse-moi jouir
D'un bonheur que je crains de voir s'évanouir.
Laisse mes libres pas errer à l'aventure.

(1) 5 mars 1825, article de M. Trognon.

Je voudrais m'emparer de toute la nature.

. . . .

. . . . Ah! laisse-moi du moins,
Soulevant un moment ma chaîne douloureuse,
Rêver que je suis libre et que je suis heureuse.
Ne respiré-je pas sous la voûte des cieux?
Un espace sans borne est ouvert à mes yeux.
Vois-tu cet horizon qui se prolonge immense?
C'est là qu'est mon pays; là l'Écosse commence.
Ces nuages errans qui traversent le ciel
Peut-être hier ont vu mon palais paternel.
Ils descendent du Nord, ils volent vers la France.
Oh! saluez le lieu de mon heureuse enfance;
Saluez ces doux bords qui me furent si chers!
Hélas! en liberté vous traversez les airs.

Béranger, qu'il sied si bien de nommer à côté d'un poète qui fut son ami de jeunesse et de tous les temps, a dit, par un sentiment assez semblable, dans le refrain touchant d'un captif :

Hirondelles de la patrie,
De ses malheurs ne me parlez-vous pas?

Alceste mourante, dans Euripide, s'écriait : « O soleil, ô lumière du jour, ô nuages qui roulez sur nos têtes!... O terre, ô palais, ô lit nuptial d'Iolcos, ma patrie!,.. » Ce sont les deux mêmes sentimens que dans *Marie Stuart*, le regret de la patrie et le regard au ciel, si ce n'est que Schiller et M. Lebrun les ont réunis. De tout temps, les exilés, les mourans, les amans, se sont ainsi adressés volontiers à tout ce qui vole et passe, comme à des messagers de leurs regrets, aux échos, aux nuages, aux fumées qui montent à l'horizon, aux hirondelles de la patrie, aux flots qui peut-être ont baisé l'autre rivage (1).

(1) C'est le cas de rappeler les belles stances de Byron *à l'Eridan*, quand il charge les flots, qu'en naviguant il contemple, d'aller vers Ravenne couler aux pieds de la dame de son amour : « Le flot qui emporte mes larmes ne reviendra plus; reviendra-t-elle celle que ce flot va rejoindre? » On me cite encore la funèbre apostrophe que voici, tirée de la première scène de *Rubena* par le poète portugais Gil Vicente, de la fin du XVe siècle; c'est l'héroïne qui, dans les transes étouffées d'un enfantement mortel, s'écrie : « Sombres et tristes nuées, qui passez si rapides, oh! délivrez-moi de ces angoisses, et emportez-moi jusque vers les profonds abîmes de l'Océan où vous allez; que mon malheur vous touche, et puissiez-vous me conduire en toute hâte à cette vallée de tristesse où les maudites du sort, où les infortunées sont ensevelies! » — Par contraste, dans *le Mariage de Figaro*, Chérubin dit bien gaiement *je vous aime* aux arbres, au vent, aux nuages.

Les anciens pourtant, remarquons-le, n'apostrophent que discrètement, hors de la forme mythologique, ces choses naturelles extérieures. Philoctète, Ulysse, regardent les flots et ne leur parlent pas. Aristophane le fait pour les nuées, mais en pur grotesque. Cette mélancolique communication de l'ame avec les objets extérieurs, et particulièrement avec les nuages, est un trait plutôt moderne et du Nord. De ce ciel-là, Ossian est l'Homère, l'Écosse en est l'Olympe. Le nuage par Schiller nous en arriva. Tel qu'il vogue léger et se colore dans le coin de ciel découpé par M. Lebrun, il n'eût pas été repoussé de Racine.

Le personnage de Leicester, même avec les adoucissemens que l'auteur français y apportait, eut peine d'abord à se faire accepter. Talma s'en aperçut aux premières scènes : le parterre, à certains momens, hésitait et ne savait trop comment le prendre; le grand acteur n'hésita point; il arracha cela, selon l'expression vive d'un excellent spectateur, *comme on arrache une dent*. Nous n'avons plus apparemment cette dent-là, et de plus odieux que Leicester passent dorénavant, sans dire gare, au théâtre. Talma se montrait particulièrement admirable par son jeu muet dans la grande scène du troisième acte entre les deux reines. A la dernière scène de la pièce, au dernier vers, au moment du coup fatal, le *Ah!* classique (*Ah! je meurs*) devenait dans sa bouche un *Han!* qui sentait le bourreau. Ce terrible *Han!* interjection inouie en tragédie, contrariait fort Becquet et les puristes.—M[lle] Duchesnois, en énergie, en pathétique, prêtait la main à Talma et ne laissait rien à désirer.

Marie Stuart allait aux nues et soulevait des transports. M. Lebrun s'y arrache. Il part pour la Grèce le surlendemain de la première représentation, comme pour ne pas s'énerver dans le triomphe; il ne veut point de Capoue. A ce printemps de 1820, la Grèce n'était pas insurgée encore; mais on parlait alors de Parga, de ce peuple chrétien, livré, vendu au pacha d'Épire par l'Angleterre, et qui avait fui en emportant ce qu'il avait pu des tombeaux paternels. Il y avait là un sujet vivant, le poète y court. Ou je me trompe, ou je vois dans ce départ empressé quelque chose de généreux, un trait tout-à-fait digne d'un lendemain de haute tragédie. Pour son *Ulysse*, M. Lebrun s'était reporté jusqu'à Homère; il avait emprunté à l'Allemagne dans *Marie Stuart;* tout à l'heure il s'adressera à l'Espagne pour *le Cid d'Andalousie*, et maintenant le voilà en quête de poésie vers la Grèce. Par ces excursions, par ces alliances combinées en divers sens, il cherchait évidemment à remonter, à ravitailler le genre classique,

à qui de lui-même l'invention manquait un peu. On ne saurait méconnaître dans cet ensemble d'efforts élévation et courage.

Il s'embarque à Marseille sur *le Thémistocle*, le plus beau des vaisseaux d'Hydra, commandé par Tombasis, qui, un an après, devenait le navarque glorieux des îles en délivrance; déjà on chantait à bord le chant de Rhigas. Il visita ces sites vénérés que la beauté décore, qu'a nommés la Muse, et parmi lesquels Ithaque, la *pierreuse* Ithaque, l'attirait plus tendrement par le souvenir d'Ulysse, et comme eût fait une patrie. Une ode de 1821 consacre cette impression bien sentie. C'est un des plus doux bonheurs du poète de pouvoir reconnaître un jour par lui-même les lieux désirés dont les noms erraient sur ses lèvres avec harmonie dans les rêves de sa jeunesse.

De retour en France en 1821, il publia, vers septembre, un *poème lyrique* sur la mort de Napoléon, morceau étendu, plein d'harmonie, de souffle et d'émotion. Le poète, rassemblant toutes ses ardeurs et ses enthousiasmes du premier âge, ne craignait pas de s'y montrer plus napoléonien qu'on ne se le permettait généralement alors dans cette fraction du parti libéral qui confinait aux opinions doctrinaires. C'était payer la dette du Prytanée. Il la paya complète : la pension de 1,200 francs qu'il devait à l'Empereur pour son ode *à la Grande Armée* lui fut ôtée par le ministère Villèle pour cet hommage de reconnaissance rendu au bienfaiteur mort.

Ce poème lyrique sur Napoléon, qui clot la série des odes de M. Lebrun, est certainement ce qu'on a écrit en vers de plus développé et à la fois de plus soutenu sur le grand homme avant que M. Victor Hugo en vînt à le célébrer. Le style lyrique de M. Hugo, par la magnificence de détail qu'il prodigue, fait tort nécessairement à celui de tous ses devanciers, et les deux Lebrun peuvent en souffrir. Béranger n'échappe aux confrontations qu'à force de traits aussi et par la perfection serrée de sa forme. Mais il semble que ce n'est plus assez maintenant, dans l'ode, que la roue aille vite, d'un noble et nombreux essor, et parcoure toute l'arène: il faut que chaque clou y soit d'or :

> L'or reluisait partout aux axes de ses chars.

Et quelquefois même il arrive que le char va tout lentement et presque au pas, comme pour mieux montrer chaque diamant. — Gloire pourtant et merveille! le char s'emporte et vole, tout s'allume, tout n'est qu'éclair!

Le naturel et la grace en poésie résistent mieux aux modes, aux

révolutions du style, que le grandiose; ils sont comme le roseau qui *plie et ne rompt pas.* Le sacre de Charles X inspira ou imposa bien des poèmes : le seul qu'on puisse relire, ce sont *les Oiseaux* de Mme Tastu. M. Lebrun, alors retiré à la campagne dans les douces prémices de la saison et dans l'indépendance du poète, a fait à la cérémonie officielle une contre-partie souriante et toute de fraîcheur, avec un certain accent de Chaulieu à Fontenay ou de Fontanes à Courbevoie, avec un accent d'Horace. Pendant que Charles X prend la couronne à Reims, lui, à Champrosay (pour dire le fait en prose), il pend la crémaillère. La pièce est inédite; on saura deux fois gré à l'auteur de nous avoir permis de la citer.

La Vallée de Champrosay

LE JOUR DU SACRE DE CHARLES X. (29 mai 1825.)

O Champrosay, champêtre scène
De repos, de calme et d'oubli,
Entends-tu venir, sur la Seine,
Du canon qui tonne à Vincenne
Le son, par l'espace affaibli?

Reims couronne Charle à cette heure;
Il marche au sacre en cet instant,
Où moi, par fortune meilleure,
J'inaugure ici ma demeure,
Plus roi que Charle et plus content.

Je crois ouïr l'église immense
Élever son bruit jusqu'aux cieux.
De loin vers ces bois il s'élance,
Et vient accroître le silence
De leurs dômes religieux.

Des transports, selon l'habitude,
Là, chargent l'air de mille vœux!
Ici, loin de la multitude,
De la fidèle solitude,
Le silence parle bien mieux.

Peut-être, à l'usage fidèles,
Maintenant mille passereaux,
Lâchés sous les nefs solennelles,
Aux cierges saints brûlent leurs ailes,

Et du bec battent les vitraux.

Liberté !... c'est donc le symbole
De celle que nous font les rois?
Plus semblables à mon idole,
Vous me montrez celle qui vole,
Oiseaux qui chantez dans les bois.

C'est ici que j'aurais dû naître,
Champrosay ! nom plein de douceur !
O ma maison, reçois ton maître !
Forêt, fleuve, côteau champêtre,
Recevez votre possesseur.

Heureux qui de son espérance
N'étend pas l'horizon trop loin,
Et, satisfait de peu d'aisance,
De ce beau royaume de France
Possède à l'ombre un petit coin !

Un cerisier, près de mon Louvre,
Le cache et l'indique au regard;
Devant, la Seine se découvre,
Et derrière une porte s'ouvre
Sous les ombrages de Senart.

Le domaine ne s'étend guère,
Mais il est selon mon trésor.
Si liberté n'est pas chimère,
Pour vivre libre et lire Homère,
Bien portant, que faut-il encor?

Pour m'agrandir m'irai-je battre?
Trois arpens sont assez pour moi :
Dans trois arpens on peut s'ébattre.
Alcinoüs en avait quatre,
Mais Alcinoüs était roi.

Oh ! bien fou qui jamais n'arrête
Ses vœux d'heure en heure plus grands,
De biens nouveaux toujours en quête !
On blâme l'esprit de conquête,
On imite les conquérans.

Si les hommes pouvaient s'entendre !
Mais non. Tant qu'il trouve un voisin,
Tout homme a le cœur d'Alexandre,
Et, prince ou bourgeois, veut étendre

Ou son royaume ou son jardin.

Quant à moi, devenu plus sage
Et dans mes désirs satisfait,
Peu redoutable au voisinage,
Je ne demande à ce village
De lot que celui qu'il m'a fait,

Content si, m'assurant la vue
De la rivière et du côteau,
J'y puis seulement, sur la rue,
Joindre la place étroite et nue
Que borne, en fleurs, le vieux sureau.

C'est tout... Et puis encor peut-être
Ce petit bois plein de gazon,
Qui se berce sous ma fenêtre
Et semble m'attendre pour maître,
Caché derrière ma maison.

Rien de plus... Et si, murmurante,
Dans ce bois, devenu le mien,
Venait à luire une eau courante,
Alors,... si ce n'est quelque rente,...
Il ne me manquerait plus rien.

Le Cid d'Andalousie, représenté pour la première fois le 1er mars 1825, avait été retardé long-temps par les tracasseries de la censure: c'est à M. de Châteaubriand, ministre, que la pièce avait dû de sortir de dessous la griffe, non pas sans trace de mutilation. M. Lebrun s'était adressé à l'illustre écrivain comme au patron naturel de tous les hommes de lettres honorables. M. de Châteaubriand lui donna audience aussitôt : — « On dit qu'un roi joue un vilain rôle dans votre pièce ; cependant, monsieur, il serait bien temps, ce me semble, de laisser les rois tranquilles. » — M. Lebrun n'eut pas de peine à se faire entendre, lorsque, protestant contre toute allusion misérable, il se retrancha dans la vérité de l'histoire et des mœurs qu'il voulait peindre. La fortune de la pièce à la représentation fut contrariée; ce fut un de ces combats vaillans, mais indécis, desquels il ne ressort ni défaite ni victoire. L'impatience du parterre commença à se faire sentir à une scène de l'acte second, laquelle, au contraire, paraissait alors à de très bons juges d'un charme sans exemple sur notre scène, et comparable seulement à l'entrevue de Juliette et de Roméo; la fameuse scène de doña Sol, depuis, rentra dans cette

situation. Mais laissons parler là-dessus un témoin bien grave et hautement autorisé en toute matière, M. le duc de Broglie, qui, dans la *Revue Française* de janvier 1830, venant constater, à propos de l'*Othello* de M. de Vigny, la révolution sensible qui s'opérait dans le goût du public, écrivait : « Chacun peut se rappeler les murmures qui interrompirent, lors de la première représentation du *Cid d'Andalousie,* cette scène charmante où le héros de la pièce, tranquillement assis aux pieds de sa bien-aimée, sans desseins, sans inquiétude, uniquement possédé de l'idée de son prochain bonheur, dans un profond oubli et du monde et des hommes, et de toutes choses, l'entretenait doucement des progrès de leur amour mutuel, et lui rappelait, en vers pleins de délicatesse et de grace, les premiers traits furtifs de leur muette intelligence. Ni le talent de Talma, ni celui de M[lle] Mars, ne purent obtenir grace, en cette occasion, devant le rigorisme du parterre. Le parterre trouva qu'une telle scène était un hors-d'œuvre, qu'elle entravait la rapidité de l'action, en un mot, qu'elle violait ouvertement la règle : *Semper ad eventum festina;* il fut inexorable. » Je viens moi-même de lire dans le manuscrit la *scène du banc,* ainsi on l'appelait par rapprochement avec la scène shakspearienne du *balcon :* comme douceur, naturel, harmonie de diction, je trouve qu'elle justifie tous les anciens éloges.

Les murmures qui l'avaient troublée à la première représentation se réveillèrent durant tout le cinquième acte; le nom de l'auteur put être proclamé, mais cette première soirée restait grandement douteuse. La seconde parut tout réparer. Je trouve dans d'excellens articles du *Globe* (1), dus à la plume de M. Auguste Trognon, le bulletin fidèle de ces vicissitudes. La pièce avec quelques coupures était remise à flot; elle semblait lancée, lorsqu'après la quatrième représentation une indisposition subite de Desmousseaux vint, comme à point, interrompre. Quand Desmousseaux fut remis, Talma partait en congé. Au retour de Talma, Michelot, qui trouvait son rôle odieux, refusa de le reprendre. Puis Talma mourut. D'attente en attente, l'auteur garda sa pièce, qui ne fut même pas imprimée, de sorte que *le Cid d'Andalousie,* dans la chronique littéraire et dramatique de notre temps, n'est plus qu'une vague rumeur et un nom. — L'année même du *Cid,* comme par un retour de pensée vers Marie Stuart, l'auteur allait en Ecosse et y passait trois jours à Abbotsford, visitant avec Walter Scott tous les environs à l'avance connus. Par ce voyage

(1) 3, 5 et 8 mars 1825; on y revint trois fois à la charge, comme dans un combat.

il accomplissait, en quelque sorte, le cycle régulier de ses excursions romantiques.

Le poème de *la Grèce* parut en 1828. Depuis le voyage de 1820, la Grèce était devenue à la mode, et le troupeau des rimeurs y avait passé. Tout l'Eurotas, chaque semaine, était bu; on ne voyait qu'abatis de lauriers-roses. M. Lebrun, dans ses vers, rendit aux rivages célèbres quelque chose de leur naturelle et sauvage verdeur; on sentit l'homme qui avait visité ce pays de renaissante mémoire, avant de le chanter. M. Thiers journaliste écrivait que cette composition, pour ainsi dire errante, était pleine de charme (1). M. Ampère, dans *le Globe* (2), y relevait ces vers simples, mélodieux, touchans, par lesquels le poète, revoyant son vaisseau *le Thémistocle* à la tête de de la flotte qui va combattre, se rappelle les impressions toutes pacifiques du premier départ :

Et nos plaisirs rêveurs ! les vagues et leur bruit,
Les étoiles, le chant prolongé dans la nuit;
    Souvenir qui me trouble encore !
Et nous lisions Homère; et dès la blonde aurore,
Je sentais, vers la mer l'œil fixé tout le jour,
Pour l'eau bleue et profonde un indicible amour,
    Et j'écoutais le vent sonore.
    Oh ! c'était un charme puissant
D'entendre sa présence à la poupe fidèle,
Et de voir le vaisseau, sur l'onde alors glissant,
Fuir et pencher sa voile, ainsi qu'une hirondelle,
Quand rasant l'eau, joyeuse, elle y trempe son aile.

Il fallait, remarquait-on justement, avoir vécu sur mer, avoir aimé la mer, pour la chanter ainsi. En somme, à travers des portions quelque peu incultes et rudes comme le pays même, on sentait partout un fond de récitatif qui n'était pas écrit d'après les impressions d'autrui. La façon du vers libre dans sa forme, et souvent hardi sans système, ne rompait pas absolument avec l'ancien genre (3), mais jurait encore moins avec le goût nouveau, avec le rhythme émancipé de 1828; et nous alors, poètes de nouvelle volée, en le lisant, en

(1) *Constitutionnel*, 25 août 1828.

(2) 26 mars 1828.

(3) Il y avait encore par-ci par-là quelques périphrases,

Le tube qu'on allonge ou resserre à son choix,

pour *lorgnette*. (Article de M. Patin, *Revue encyclopédique*, mars 1828.)

notant ses coupes, en insistant sur ses mots familiers et simples, sur les gaietés de Klefte lâchées à l'écho :

> Du pistolet joyeux il fait siffler la balle,

nous disions, nous avions droit de dire : *Il est des nôtres.*

M. Lebrun allait être de l'Académie. Depuis son succès de 1820, sa place y semblait marquée avec certitude; seulement son poème *sur la Mort de Napoléon* l'avait fort retardé. Sous le ministère Villèle, l'Académie française avait pris, comme toutes choses, une couleur politique; de très légitimes choix y purent se faire sans doute sous la faveur royaliste, mais il y avait exclusion d'autres choix non moins légitimes, plus populaires, et c'était fâcheux pour l'Académie, ajoutons aussi pour la constitution sociale des lettres. M. Royer-Collard, le premier, força la porte, et les *libéraux* purent entrer. M. Lebrun fut reçu tout aussitôt après M. Royer-Collard. On jouait ce jour-là *la Princesse Aurélie* à la Comédie-Française. La princesse, en entrant, aperçoit quelque homme de lettres de sa cour et lui dit :

> Ah! votre Académie a fait un fort bon choix;
> Le public avec vous a nommé cette fois.

Et le parterre d'applaudir très vivement. C'était alors l'âge d'or des publiques sympathies. Nous aimons à en rappeler ce détail aujourd'hui que M. Lebrun, à son tour, vient de contribuer autant que personne, par son vote actif et persistant, à faire cesser au sein de l'Académie l'absence trop marquée d'un illustre novateur.

La révolution de 1830, en ouvrant à M. Lebrun la carrière de la haute administration et des affaires, a tenu, en quelque sorte, pour lui les promesses et payé l'arriéré de l'Empire. Depuis ce temps, le poète, l'homme de lettres en lui a dû se moins manifester, et on ne le retrouverait guère directement que dans les solennités de l'Académie, y portant la parole en toute convenance. Ce serait sortir de notre sujet, et presque de notre droit, que de toucher dans l'homme l'esprit disert, sociable, fidèle à ses amitiés, assorti aux choses, et faisant honneur à son passé en se montrant à l'aise en chaque emploi. Ce que nous avons voulu ici, ç'a été, à propos d'une reprise qui rappelait les titres acquis, de bien marquer la trace qu'a faite à son jour M. Lebrun dans l'art de son temps, et de rattacher à son nom l'idée qu'il y faut mettre : poète, presque formé déjà sous l'Empire, et qui sut être le semi-romantique le mieux autorisé sous la Restauration.

SAINTE-BEUVE.

DE

MADEMOISELLE SÉDAINE

ET

DE LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE.

Lettre à Messieurs les Députés.

I.

POSITION DE LA FILLE D'UN ÉCRIVAIN CÉLÈBRE.

Ceci n'est point un roman, c'est une histoire d'hier, d'aujourd'hui et assurément de demain. C'est de cela qu'il faut gémir, et c'est pour que ce ne soit pas celle de demain et de l'avenir que je la raconte ici. Je désire qu'elle tombe entre les mains des députés, et, parmi eux, de ces hommes qui sentent l'importance de la question vers laquelle ce récit doit nous conduire.

La presse est une tribune qui convient à ceux qui aiment la solitude. Elle suffit au peu de choses que je dis, et, quelque droit que j'en puisse avoir, de long-temps je n'en chercherai une autre, car je ne suis qu'un étudiant perpétuel. — Je veux donc vous écrire, mes-

sieurs, ce que j'aurais aimé peut-être à vous dire. Il sied mieux d'ailleurs que ces idées ne paraissent pas autrement qu'elles ne vont être présentées ici. Chacun de vous a le temps aujourd'hui de se recueillir un moment pour y penser. A présent les grandes questions qui nous passionnent ont été agitées, sinon résolues, et les parlemens se taisent sur elles. Est-ce le silence qui suit un orage ou celui qui en précède un autre? Je ne sais, mais enfin on se tait. Vous avez cru le vaisseau politique emporté par les courans sur les écueils, et vous avez viré de bord; à présent, il faut relever le pavillon. On s'en occupe, dit-on, et après tout la toge de la France n'a encore secoué ni la paix ni la guerre. On dit qu'enfin on pourra terminer aux chambres cette loi depuis assez long-temps projetée sur l'héritage de la propriété littéraire. Cette grave question, il faut l'avouer, n'a jamais été qu'ébauchée et traitée avec une sorte de légèreté, parce qu'elle est réputée facile, parce que ceux qui la connaissaient le mieux n'en ont pas dit assez jusqu'ici, et il est à craindre encore qu'au lieu de résoudre le problème de la propriété et de l'héritage, on ne se contente de prolonger de quelques années une mauvaise coutume.

Je me serais reproché d'envelopper dans les détours d'une invention cette histoire qui condamne si bien l'une des imperfections de nos lois. Aucun argument n'a la force d'un fait pareil à celui que j'ai à dire, et il faut dépouiller l'art quelquefois quand le vrai douloureux, le vrai tout éploré, se présente à nous comme un reproche vivant. C'est alors qu'il faut le montrer seul et nu aux indifférens pour les émouvoir. Montrons-le surtout dans ces momens décisifs où l'on va poser la pierre d'une loi incomplète, et quand il y a danger public, danger d'erreur.

Voici donc ce que j'avais à raconter :

— Un matin, il y a peu de temps, est entrée chez moi une personne âgée et inconnue qui voulait me parler et m'entendre, m'entrevoir, si elle le pouvait encore un peu tenter. J'allai vite au-devant d'elle, effrayé de lui voir chercher à tâtons le fauteuil que je lui offrais et dans lequel je l'aidai à s'asseoir. Je considérai long-temps avec attendrissement une femme d'un aspect distingué, de nobles manières, et dont la physionomie vive, spirituelle, et le langage poli, avaient la gaieté pénible des aveugles, ce sourire forcé que n'accompagne plus le regard. C'était Mlle Sédaine, la fille du poète, de celui dont on joue sans cesse et dont nous écoutons avec délices les drames toujours nouveaux. On venait de lui lire un livre où je parlais de son père, et elle avait pensé que celui qui était si touché de ce souvenir

le serait de sa présence. Elle ne s'était pas trompée; l'impression en fut profonde, comme mon étonnement de son récit. Elle a maintenant soixante-quatorze ans. Sédaine n'avait laissé à sa mère et à elle qu'un seul héritage, dit-elle, celui de ses *droits d'auteur*. Ces droits, *selon la loi*, expirèrent dix ans après lui. L'Empereur sut cette situation, en fut touché, et douze cents francs de pension vinrent remplacer un revenu qui devait être au moins de douze mille francs annuels, à voir combien de fois alors on représentait les nombreux ouvrages de l'auteur du *Philosophe sans le savoir*. Mais enfin *c'était du pain*. Le vin y fut ajouté par le roi Louis XVIII, qui donna cinq cents francs d'augmentation. La mère et la fille s'en trouvaient heureuses. Elles pouvaient quelquefois venir considérer les représentations de leurs pièces chéries (nées près de leur foyer) dans un coin de ces salles dont le luxe, trop stérile pour elles, était alimenté par les œuvres de Sédaine. Mais bientôt la veuve suivit son mari et laissa seule Mlle Sédaine, qui jamais n'avait voulu quitter ce nom sacré pour elle, et qui vit un ministre rayer, par fantaisie, en jouant avec sa plume, les douze cents francs qu'on lui avait conservés, et les réduire à neuf cents... Il y a de cela plus de onze années. Depuis ce temps, elle n'a cessé de demander la restitution de cette précieuse rente, donnée par le conquérant absolu, mais on n'écoute pas sa voix tremblante. Rien ne lui est venu que les années, que les douleurs, que la cécité. Une première opération de la cataracte ne lui a pas rendu la vue, mais l'a presque entièrement ruinée; la seconde serait trop dispendieuse pour elle. Un de ses yeux est perdu, un nuage s'épaissit sur l'autre; elle le sent et le laisse se former, parce qu'une opération serait douteuse peut-être et à coup sûr la laisserait plus pauvre encore pour plusieurs années. Voilà tout. Vous le voyez, je l'ai promis, l'histoire est courte, et, que l'on attende encore, le dénouement viendra, le plus sombre qu'on le puisse faire.

Or, à présent, à qui s'en prendre? Je vais le dire. Mais je veux commencer par examiner les labeurs de l'homme. Je devine que vous pesez en vous-mêmes les mérites du père pour mesurer les droits de la fille. Eh bien! je vous suivrai. Aussi bien faisais-je comme vous; et tandis qu'elle me racontait en peu de mots ses longues douleurs, je repassais dans ma mémoire cette liste si grande de travaux et de succès toujours brillans et toujours inutiles, et je me demandais comment, après tout cet éclat, on laissait en cet état sa famille en mourant.

II.

DES TRAVAUX ET DE LA VIE DE SÉDAINE.

Le théâtre est un livre dont chaque phrase prend une voix humaine, un tableau dont chaque figure s'anime et sort de la toile. Comme écrivain et comme peintre, l'auteur jouit plus pleinement de sa pensée et de sa forme; il entend l'une, il voit l'autre, il les juge et les perfectionne par les sens, et peut étudier désormais avec moins de fatigue son invention réalisée. Ajoutez à ces jouissances complètes de l'art quelque chose des émotions de la guerre; car le théâtre met l'auteur en face de l'ennemi, le lui fait voir, compter et combattre. Les livres ne disent point comment ils l'ont rencontré; leurs luttes ont été des duels secrets et silencieux, dont les triomphes se devinent d'années en années, et leur inventeur n'a pu mesurer que rarement et imparfaitement les effets des émotions qu'il a voulu donner; le théâtre les fait sortir à la clarté de mille flambeaux, par des cris de joie ou par des larmes; le peuple s'avoue vaincu et applaudit à sa défaite et à la victoire d'une idée heureuse. Ne soyez donc pas étonnés que ce travail charmant soit devenu, dans beaucoup de cœurs, une passion.

Nous allons voir par quel hasard cette passion entra dans l'ame honnête de Sédaine, et jeter un coup d'œil sur sa vie avant de revenir à celle de sa fille.

Le 4 juillet 1719 était né à Paris Michel-Jean Sédaine, fils de l'un des architectes les plus honorés de la ville. Sa famille, heureuse et estimée, lui faisait faire de sérieuses études. Il avait à peine treize ans lorsque son père fut tout à coup ruiné, et s'étant réfugié au fond du Berri, où il avait emmené ses enfans, y mourut en peu de temps, dévoré par une tristesse profonde. Le pauvre petit Sédaine, resté seul avec son plus jeune frère, le prend par la main et se met en route pour Paris. Sa mère y était retirée dans une abbaye. Il veut l'aller rejoindre. Il avait alors pour tout bien dix-huit francs; il les emploie à payer la place de son frère dans la lourde diligence de ce temps, lui donne sa veste parce qu'il fait froid, et suit la voiture à pied. Quelquefois les voyageurs font monter sur le siége du conducteur ce petit père de famille de treize ans, et il arrive ainsi à Paris. C'est là, c'est alors qu'il reprend par la base le métier de son père et se met vaillamment à tailler la pierre, aidant ainsi à la subsistance de

sa mère et à l'éducation de ses jeunes frères. Tandis qu'il travaillait gaîment, les larmes venaient aux yeux des maçons qui avaient connu son père l'architecte et servi sous lui comme des soldats; aussi quelquefois, quand la chaleur était trop ardente ou la pluie trop forte, il trouvait sa pierre placée par eux à l'abri et transportée la nuit sous quelque hangar. Cependant Sédaine étudiait toujours; à côté de sa longue scie, le tailleur de pierre posait Horace et Virgile, Molière, Montaigne, qui furent les adorations de toute sa vie; et quand ses compagnons les maçons dormaient couchés sur la poitrine dans le gazon, il prenait ses chers livres et pensait à l'écart.

Voilà donc les deux sources de ses idées : la famille et l'atelier des maçons.

Les premières voix qu'il entend sont douces, dans les premières années heureuses : le vieux père, la mère, l'oncle, les anciens domestiques en cheveux blancs, pareils à cet Antoine du *Philosophe*, ayant comme lui peut-être une fille qui n'est placée ni si haut que la maîtresse de la maison ni si bas que la femme de chambre, ainsi que *Victorine;* un salon, des parens sages et bons, quelques-uns magistrats : *la bonne robe est sage comme la loi*, il le dit avec le proverbe; des tantes un peu entichées de la noblesse qu'elles avoisinent, des amis financiers, toute la bonne maison de bonne bourgeoisie de Paris chez l'architecte de la cité, *domus*. Porté, bercé d'abord par tous ces bras, endormi sur ces genoux, passé d'une épaule à l'autre, baisant ces grands fronts vénérables, poudrés et parfumés, assis sur les robes de damas à grandes fleurs, jouant avec les longues boucles de cheveux enrubanés, cet enfant n'entend alors que bons propos, que paroles d'attendrissement pour lui, de sagesse, de bonne grace envers tous. Il conçoit donc, de prime-abord, ce monde élégant, poli et posé, dans lequel plus tard il aimera à faire vivre les familles de son invention, ces familles honnêtes et charmantes où les imprudences sont enveloppées de tant de formes respectueuses, et où les caprices et les passions même se tiennent toujours à demi inclinées devant les devoirs. Les secondes paroles qui frappent cette jeune oreille sont celles de la poésie populaire et du peuple même. Les artisans, les ouvriers l'entourent, Colas et Nicolas travaillent à ses côtés pendant qu'il lit les dialogues des *Jacqueline*, des *Pierrot* et des *Martine* de Molière. Là, c'est la pauvreté joyeuse, le travail au sommeil tranquille, la vigoureuse santé, les chansons en plein air et à pleine voix, les soldats dont le mal du pays fait des déserteurs, des enfans déjà fiancés au berceau, dont les parens ne peuvent qu'à grand' peine re-

tarder la noce. Le jeune apprenti regarde et lit tour à tour; ses oreilles vont du son à l'écho, ses yeux de la nature au miroir; il ne comprend pas encore cette double face des choses, mais il la devine; il en est tout charmé, et sent vaguement que le Vrai a besoin de revêtir le Beau comme un rayonnant visage, selon l'expression de Platon.

Mais je m'arrête dans cette recherche, car bientôt et tout à coup il s'affranchit des impressions premières, il se dégage entièrement de lui-même, il s'élève, il invente, et nous ne devons pas chercher trop avant dans le cœur, quand la tête est si libre. Lorsqu'il s'agit d'examiner les œuvres d'un homme dont le génie est dramatique, d'un poète épique ou d'un romancier, de celui enfin qui crée et fait mouvoir des personnages, il ne faut pas chercher trop minutieusement, dans ses œuvres, l'histoire détaillée des souffrances de son cœur, ni la chronique des accidens et des rencontres de sa vie, mais seulement les mille rêves de son imagination et leur mérite aux yeux de ceux qui savent tous les secrets de l'art difficile de la scène. Quels rapports ingénieux ne trouverait-on pas entre les ouvrages d'un homme célèbre et les impressions qu'il reçut du dehors, entre sa vie idéale et sa vie réelle, si l'on voulait trop s'étudier à leur faire suivre deux lignes parallèles ! Mais que de fois il faudrait tordre la ligne de la vérité des faits pour lui faire rejoindre celle des créations imaginaires, et qu'elle serait souvent rompue à la peine !

Le premier devoir du poète dramatique est le détachement de lui-même. Avant de mettre le pied dans l'enceinte de son théâtre idéal, il faut que son imagination boive une coupe de l'eau du Léthé, qu'elle oublie son séjour dans une tête humaine, son rôle dans la comédie de la vie, et qu'elle souffle ensuite, qu'elle agrandisse et diminue, qu'elle colore des mille nuances du prisme, les bulles de savon qu'elle va librement jeter dans l'espace illimité. Si le poète trop préoccupé de lui-même se laissait entraîner à se peindre dans chacun de ses ouvrages, il tomberait dans une monotonie de traits et de couleurs que Beaumarchais compare avec sa justesse d'esprit accoutumée à des *camaïeux;* — on appelait ainsi certains petits tableaux imitant le camée et l'onyx, où tout était blanc et ombré de bleu; — certes l'azur est une belle couleur, mais tout dans la nature et dans la vie n'est pas azuré, il s'en faut de beaucoup. C'est une prétention moderne et tout-à-fait de notre temps, outrée quelquefois au-delà de toute mesure, que celle de jeter son portrait partout, posé dans la plus belle attitude possible. Je ne sais si l'on y pensait autant avant J.-J. Rous-

seau, son Saint-Preux et ses Confessions. Une fois ces ressemblances de l'auteur glissées dans ses œuvres, aisément dépistées et faiblement niées, le public et la critique ont pris fort naturellement l'habitude de fureter dans tous les coins d'un drame et d'un roman, de lever tous les voiles et tous les chapeaux pour reconnaître l'écrivain en dessous. Dangereuse coutume de bal masqué, en vérité très désastreuse pour l'art si elle prenait racine parmi nous, car on n'oserait plus peindre un scélérat ni la moindre scélératesse, de crainte d'être pris pour un pénitent qui parle au confessionnal. Ce grand amour des portraits et des secrets surpris fait que nous les cherchons trop souvent où il ne sont pas. Il est bien vrai qu'il y a dans tous les théâtres certaines belles œuvres, mais très rares, plus particulièrement empreintes que les autres d'une souffrance profonde, et que le poète semble avoir écrites avec son sang versé goutte à goutte. Les tortures de la jalousie peuvent avoir fait sortir Othello et Alceste tout armés du poignard et de l'épée, des fronts divins de Shakspeare et de Molière; mais les argumens vigoureux des personnages graves qui combattent les plus emportés, sont prononcés par une voix toute puissante, celle de la raison du penseur; elle est debout à côté de la passion et lutte corps à corps avec elle; dès que je l'entends parler, je sens que sa présence m'ôte le droit de rechercher les douleurs personnelles d'un grand homme qui sait si bien les dompter et qui en connaît si parfaitement le dictame et les antidotes, je replace le voile sur son buste et je ne veux voir et écouter que les personnages qu'il s'est plu à faire mouvoir sous mes yeux. L'examen a sa mesure, et l'analyse a ses bornes. Gardons-nous bien de porter trop loin ce caprice moderne qu'on pourrait nommer *la recherche de la personnalité*. La scène a toujours été assez pure en France de l'affectation de se peindre, et je ne vois pas que ni les moindres, ni les plus excellens de nos poètes dramatiques se soient étudié à s'y représenter. J'estime que si parfois leurs sentimens secrets se sont fait jour dans le dialogue de leur théâtre, ce fut malgré eux, par des soupirs involontaires, et l'homme croyait son caractère et sa vie bien en sûreté sous le masque. Les plus déterminés aventuriers n'ont pas même eu l'idée, au temps de Louis XIV, qu'il fût permis de se décrire ainsi soi-même; et Regnard, ce hardi voyageur, riche, élégant, joyeux, passionné, épris en Italie d'une belle Provençale, prisonnier avec elle à Alger, esclave à Contantinople, rachetant sa maîtresse et non le mari, courant en vain la Pologne et la Laponie pour l'oublier, n'a pas écrit un vers ni une ligne dans toutes ses comé-

dies qui pût rappeler ses aventures et une vie toute *byronienne,* comme nous dirions aujourd'hui. Ce serait donc une sorte de profanation que de chercher à savoir plus que le poète n'a dit de lui-même, et les commentaires minutieux, les inductions hasardées, les interprétations détournées, fausseraient à la longue l'esprit du spectateur, qui, au lieu de contempler les larges traits d'un tableau de la nature composé de manière à servir de preuve à quelque haute idée morale, n'y voudrait plus voir que l'étroit scandale de quelque petit roman intime où l'auteur paraîtrait comme acteur, et viendrait révéler sa vie privée, tout en dénonçant celle des autres. Ces fausses données ont d'ailleurs un grand malheur, c'est qu'il suffit d'une page de mémoires, moins que cela, d'une lettre pour les démentir et les rendre nulles.

C'est lorsque l'on veut apprécier le génie élégiaque qu'il convient de prendre l'auteur même pour but de son examen, puisqu'il est lui-même le sujet de ses œuvres. Ici la beauté s'accroît de la ressemblance du portrait. Le caractère et la vie du poète impriment leur grandeur et leur sentiment sur son image, et plus on retrouve l'homme dans l'œuvre, plus sont profondes les émotions qu'elle donne. Comme Narcisse, le poète élégiaque a dû se poser en tout temps sur le bord d'un ruisseau, s'y mirer et y dessiner avec soin son image; il ne doit oublier ni un cheveu arraché, ni une larme, ni une goutte de sang, et c'est pour cela qu'on l'aime (quand on l'aime), et qu'il faut s'intéresser à lui forcément, puisque son personnage souffrant ou rêveur est le seul qu'il mette en scène, puisque partout et toujours il se regarde et se peint, et jusques en enfer, quand il ira, il se regardera encore dans l'eau en passant la barque d'Homère ou celle de Dante :

> Tum quoque se, postquàm est infernâ sede receptus
> In Stygiâ spectabat aquâ.

Nous allons voir, en suivant la vie de Sédaine, combien son imagination fut indépendante des phases diverses de sa destinée, et qu'il ne prit soin que de perfectionner cette rare qualité qu'il eut et dont la difficulté est rarement comprise, parce que, plus on l'atteint, plus elle se voile sous le naturel, je veux dire la Composition.

Il ne s'était jamais avisé de rien écrire pour le théâtre, lorsqu'un jour de l'année 1754, il le raconte lui-même dans une lettre fort étendue, lettre inédite que j'ai entre les mains, et qui, jointe à sa correspondance et à ses œuvres posthumes, serait une bonne fortune pour les éditeurs; lorsqu'un jour, dis-je, un certain Monnet, directeur de

l'Opéra-Comique, vint frapper à sa porte et lui offrir ses entrées à son théâtre, pour avoir le bonheur, dit-il, de voir un *grand homme* qui a fait *la Tentation de Saint-Antoine*, la *Chanson de Blaize*, l'*Épître à mon Habit*, etc., etc. On sait quelles étaient ces petites chansonnettes à la mode alors, et dont la première est assez dans le ton de celles de Vadé, de Collé et de Piron, et sent quelque peu les caveaux de Momus et de Comus. Il n'avait fait alors que cela et d'autres vers d'un ton plus élevé, des pièces fugitives qui étaient encore toute sa gloire et faisaient le bonheur du salon de Mme de Soucy, sous-gouvernante des enfans de France, où la baronne de Makau et Mme Diane de Polignac, bien jeune alors, se trouvaient. Il y cherchait, dans une douce habitude de tous les soirs, ce langage de bon goût qu'il avait en lui, ce bon ton qu'il a répandu dans ses œuvres, et elles rendaient plus exquise encore cette noblesse parfaite, cette délicatesse de sentimens que lui ont connues tous ses amis. Mme de Soucy le nommait son berger, tant il l'avait nommée Philis! Enfin ces chansons avaient enchanté M. Monnet, aussi bien que les femmes de la cour; mais Sédaine le refusa d'abord.

— Je me garderai bien d'accepter vos entrées, lui dit-il; on n'offre rien pour rien, et vous espéreriez de moi quelque opéra-comique, ce que vous pouvez être sûr que je ne ferai pas. Je fais des maisons, et puis voilà tout : *Je suis maçon pour vivre et poète pour rire.*

Cependant peu de temps après le même visiteur revint. Il était triste, désolé. — Monsieur, je suis au désespoir, et si vous ne me tirez pas de la situation où je me trouve, je suis un homme perdu. Vadé me quitte, ne veut plus rien faire pour moi; ainsi, je suis forcé de vendre mon fonds. Or, c'était l'*Opéra-Comique;* n'est-on pas tenté de dire à ce mot de *fonds :*

> Comme avec irrévérence
> Parle des dieux ce maraud!

mais alors c'était le terme. Et, ajoute Monnet, comme je n'ai aucun ouvrage pour en soutenir le crédit, je le vendrai moitié moins. Si vous vouliez me faire un opéra-comique, je vendrais ma salle et mon privilége comme il faut. — Mais je n'ai pas le temps, dit Sédaine. — Mais, monsieur, ce soir en rentrant envoyez-moi vos brouillons, je les ferai copier.

Ainsi fut fait, et voilà comme on devient auteur malgré soi.

Pour sauver le directeur de l'Opéra-Comique, Sédaine fait tout à coup *le Diable à quatre*. Il réussit, ne se fit pas nommer, et ne pen-

sait plus au théâtre, quand, cinq ans après, un autre directeur le vint tenter encore. Philidor interrompit une partie d'échecs pour faire la musique d'un nouvel opéra, et voilà Sédaine parti; la passion du théâtre le saisit; chaque année voit paraître et réussir deux pièces nouvelles, trois quelquefois, d'allure franche, naïve, décidée, d'imagination neuve chacune :

> Comme une jeune fille au teint frais et vermeil,
> . . . .
> L'eau pure a ranimé son front, ses yeux brillans,
> D'une étroite ceinture elle a pressé ses flancs,
> Et des fleurs sur son sein, et des fleurs sur sa tête,
> Et sa flûte à la main. . . . . .

Cette flûte qui chantait tantôt avec Grétry, tantôt avec Monsigny. Trente-quatre ouvrages se succèdent à peu de distance, et les moindres sont joués par toute l'Europe, dans les cours d'Autriche et de Russie; c'était une mode, une vogue, une fureur; c'était plus aussi, un mérite réel et durable les soutenait. J'ai hâte d'arriver à ses deux chefs-d'œuvre.

Je trouve avec satisfaction, dans une notice sur sa vie, écrite par la princesse de Salm, qu'il répétait souvent *qu'il fallait passer au moins un an à faire le plan d'une grande pièce, mais qu'on pouvait n'être qu'un mois à l'écrire*. Ce mot atteste un homme qui sentait la difficulté de ce talent de Composer pour lequel il faut tant d'invention et de méditations sérieuses combinées, et tant de science de ces proportions dans lesquelles l'art de la scène doit enserrer, résumer, concentrer et faire mouvoir sans effort toutes les observations recueillies dans la mémoire du poète sur la vie, les mœurs et les caractères. Faute de comprendre cette partie de l'art, on l'a quelquefois traitée légèrement, comme on fait tout ce qu'on ignore ou ce qu'on ne peut atteindre. Cela s'est appelé, pour quelques personnes, *charpenter*, et ce travail leur a semblé chose grossière et facile. Mais l'architecte Sédaine pensait différemment, sans doute à cause de sa première profession, et savait que sans charpente il n'y a pas de maison, et que tout palais croulerait s'il n'en avait une largement jetée, appuyée sur des bases solides et habilement façonnée; que Sophocle, Euripide, Plaute, Shakspeare, Corneille et Molière furent les plus habiles charpentiers du monde, et celui surtout qui disait, après avoir lentement dessiné la charpente de sa pièce et tourné autour de son plan,

comparé ses mille ébauches et avoir arrêté ses lignes : *Tout est fait, je n'ai plus qu'à écrire les vers.* C'est que ces hommes-là connaissaient la scène et l'avaient bien arpentée, c'est qu'ils savaient ses secrets ignorés de beaucoup de ceux qui jugent ses mérites, c'est qu'ils jetaient leur coup d'œil de maître sur les magiques perspectives du théâtre, du point de vue au point de distance, à la manière de Michel-Ange, autre constructeur de monumens. Ils posaient d'abord leur idée-mère, leur pensée souveraine, et la scellaient comme un roi pose la première pierre d'un temple; de ses larges fondations s'élevaient les charpentes fortes et élégantes avec leurs courbures célestes, leurs larges entrées et leurs passages dérobés, leurs vastes ailes et leurs flèches légères, et tout était ensuite recouvert d'une robe d'or ou de plomb, de marbre ou de pierre, sculptée et égayée d'arabesques, de figurines, de chapiteaux, ou simple, grave, sombre, pesante et sans parure. Qu'importe? La forme extérieure n'est rien qu'un vêtement convenable qui se ploie, se courbe ou s'élève au gré de l'idée fondamentale; et toute la construction de l'édifice avec l'habileté de ses lignes ne fait que servir de parure à cette idée, consacrer sa durée et demeurer son plus parfait symbole.

L'épreuve la plus sévère pour le rare génie de la Composition, c'est le théâtre. C'est le feu où se brisent les faibles vases, où les forts durcissent leur forme et reçoivent l'immortalité des couleurs. C'est du lecteur de nos livres que l'on peut dire qu'il est patient parce qu'il est tout-puissant. Il surveille lui-même ses impressions et les abrège ou les prolonge à son gré, traverse et foule aux pieds les pages qui l'empêchent dans sa marche; il va en avant malgré les landes, il a des échasses; ou tout à coup il s'arrête, revient sur ses pas pour revoir quelque point du pays mal examiné, pour entendre deux fois une explication mal comprise; il y supplée au besoin avec son crayon, et ajoute à ses informations de voyageur, sur la marge; il est à son aise enfin, et, s'il est las, laisse le voyage et le livre pour long-temps ou pour toujours. Mais le cercle des trois heures presse le spectateur, et malheur si les divisions n'y sont pas exactement mesurées, si toute idée, tout sentiment n'occupe pas sa place précise; malheur si l'aiguille, en avançant, surprend un personnage en retard, ou s'il manque au dernier quart d'heure dans lequel se dénoue chaque lien et s'accomplit chaque destinée. Ce sont deux parts toutes différentes de l'art : le poème historique, le roman épique, sont pareils à des Bas-reliefs dont les tableaux successifs s'enchaînent à peine par le pied

des personnages; mais tout drame est un Groupe aussi pressé que celui de Laocoon, un Groupe dont les personnages doivent être liés fortement dans les nœuds du serpent divin de l'art.

Ce talent de dessin, de prévision constante et habile, appartint à Sédaine assurément, et de façon à surprendre lorsqu'on examine la perfection et l'ordre de ses moindres productions. Malheureusement il donna au plus grand nombre de ses compositions la forme la moins littéraire, celle qui seconde et soutient le maestro, celle du libretto. Cette bienfaisance insouciante qu'il montre, dans la lettre que j'ai citée, lui fit faire ce qu'il fallait pour empêcher l'Opéra-Comique de mourir, et comme ce théâtre était toujours mourant et renaissant, ainsi que nous le voyons encore, le bon Sédaine ne cessait de le soutenir et de lui faire des béquilles et des lisières.

Deux fois cependant il s'avisa de penser à lui-même sérieusement, et, pour sa réputation, donna deux ouvrages à la Comédie-Française, qui n'a cessé de s'en parer et de les porter avec orgueil comme deux pendans d'oreille de diamans : *La Gageure imprévue* et *le Philosophe sans le savoir*.

Je m'arrête ici à dessein, et je sens le besoin de vous faire mesurer pièce à pièce la valeur de cet écrin et de prendre en main l'un après l'autre chacun de ces deux bijoux. — Cette *Gageure imprévue*, qui de vous, qui de nous, ne l'a écoutée avec ce sourire paisible que l'on sent venir sur son visage malgré soi en présence de ce monde choisi où les vertus ne *sont point diablesses*, comme dit Molière, où elles ont un langage fin, piquant, animé, passionné même parfois; où il se livre une petite guerre de paroles élégantes dont les menaces ne sont pas graves en apparence, mais cependant touchent vivement et sondent profondément le cœur; où les plus nobles sentimens ne font point parade de leurs bonnes actions et glissent avec grace sur toute circonstance qui les pourrait faire valoir; où la coquetterie et la jalousie sont passagères et n'ont que de si courts accès, qu'ils servent seulement à faire ressortir le fonds d'honnêteté qui règne dans ces ames sereines; dans ce monde enfin qui par ses qualités naturelles et coutumières, bien plus que par ses formes élégantes, méritait et mérite encore partout où il se rencontre le nom de beau monde?

Quelle grace, quelle finesse, quel naturel dans cette courte comédie! Quelle plus ingénieuse broderie orna jamais un fond plus léger? La composition si simple en apparence et savante dans tous ses détails, c'est un ruban de femme, un ruban rose et moiré, qui, tout chatoyant et flexible qu'il est, forme cependant un nœud et un nœud

serré, difficile, habilement tordu par une main de maître qui sait ce qu'elle prépare. Voyez d'abord ce désœuvrement de château, que pourra-t-il éclore de là? rien en apparence, et personne ne pense qu'il y ait chance pour nul évènement. Mme de Clainville s'ennuie à la campagne, c'est tout simple; il y arrive si peu de chose et l'on a tant d'heures à employer! Madame va de long en large sur le balcon, madame a épuisé en une heure toutes ses ressources de divertissement, cette liste de plaisirs innocens que Voltaire nommait, et elle le répète involontairement tout bas, *les premiers des plaisirs insipides*. Elle a visité la volière qui lui a sali les doigts et les cheveux, la basse-cour qui lui a sali les pieds; elle a passé un moment à la porte de l'écurie à regarder la croupe luisante des chevaux, elle a dit bonjour aux palefreniers et bonsoir aux bouviers, en longeant l'étable et en regardant les vaches défiler la sonnette au col; elle a passé la main sous le menton d'une petite jardinière, elle a voulu parler jardinage à la mère et n'a su que lui dire, faute de savoir les mots en usage, pendant que la jardinière n'a su que répondre de peur de les prononcer : dialogue muet et embarrassé; elle a regardé le grand parc et la garenne avec tous ses lapins, elle a même parlé au garde-chasse édenté qui revenait avec tous ses chiens et un perdreau dont il écrasait la tête avec son pouce; elle a dissimulé son mal de cœur le mieux qu'elle a pu, elle est revenue avec de l'eau, de la boue et de la paille sur ses bas blancs et dans ses petits souliers à talon haut; quelque peu enrhumée, mais la conscience en repos sur son devoir de châtelaine qui se croirait fermière volontiers et utile au pays. Elle n'a plus rien à faire; comme Titus, elle a rempli sa journée, et il n'est encore que dix heures du matin. De désespoir, et après avoir séché ses plumes et ses ailes, rentrée dans sa chambre à coucher, elle prend un livre (affreuse extrémité pour une femme du monde), et le mettant dans sa main droite, ouvert au hasard avec un doigt qu'elle y laisse, elle croise les bras de manière à couvrir ou couver plutôt l'heureux livre sous son épaule gauche, et s'appuyant sur son balcon, elle regarde pendant quatre heures la pluie qui tombe sur les passans.

Une longue plaine, une plaine de Beauce, j'en suis sûr, avec un bel horizon de blés et de blés coupés; une grande route avec des rouliers en blouse et en bonnet de coton, un gros chien dormant sous la voiture, une grosse voiture de toiles mouillées, toujours des charrettes lourdes, lentes, des hommes en sabots, et pas même un coche ridicule qui la ferait rire avec ses nourrices; mais de gros tonneaux

traînés par de gros chevaux qui ont de gros colliers de bois et de laine bleue. Quelle vue pour de beaux yeux !

Elle rentre dans sa chambre. Que trouver dans une chambre, sinon une femme de chambre? Aussi la prend-elle en horreur tout d'un coup. La pauvre Gotte (car je lui donne son vrai nom, moi), la malheureuse ne peut pas dire un mot ce matin qui ne soit une sottise, une insolence, un crime! — Madame veut son clavecin. Vite! il faut ouvrir son clavecin; est-il accordé? elle est folle de musique, ce matin. Elle veut jouer Grétry ou J.-J. Rousseau; si le clavecin n'est pas accordé, elle sera au désespoir, elle en pleurera. — Il l'est, madame, dit la pauvre femme en tremblant, le facteur est venu ce matin. — Madame est prise, il faut jouer du clavecin, plus de motif de colère. — Elle prend son parti tout à coup, tourne le dos au clavecin, et dit en soupirant: J'en jouerai ce soir; puis elle retourne à sa chère fenêtre.

Ah! chose précieuse qu'une fenêtre à la campagne, quelque monotone que soit le paysage; s'il peut arriver un bonheur, c'est par là. — Il arrive au galop; c'est un jeune homme, c'est un officier: il a un chapeau bordé d'argent! Enfin, voilà un homme et non des animaux. — Allez vite à la porte du parc, je l'invite à dîner; elle a juré qu'elle ne dînerait pas seule. On dira ce qu'on voudra, il arrivera ce qu'il pourra, malheur à ceux qui se scandalisent! En ce moment, elle donnerait sa part de paradis pour une conversation de Paris; la voilà, elle ne se perdra pas, elle l'appelle par la fenêtre; la conversation parisienne ne se fait point prier, elle ôte son manteau, elle passe la porte secrète, elle monte, elle est vive, elle est fine, elle a tous ses atours, elle est charmante.

Et cette petite faute de désœuvrement et de curiosité sera toute la pièce, c'est sur ce crime d'enfant que tout cet édifice est bâti, cet édifice aux lambris élégans et dorés. Que de ruses en effet! que de finesses viennent au secours de Mme de Clainville, pour l'aider à déguiser sa curiosité puérile! Il faut changer de nom, faire inviter le bel officier de la part de Mme de Wordacle, une vieille *comtesse, si laide et si bossue,* dit-elle avec douleur, tant pour une heure ce nom lui fait peine à porter; il faut chercher à donner du sérieux à ce rendez-vous et du respect à cet inconnu, et trouver une seconde ruse à jeter par-dessus la première. Mais voici bien autre chose; au moment d'inquiéter son mari dans ses possessions, elle est menacée dans les siennes. Une jeune personne est logée chez son mari, avec sa gouvernante; elle le découvre par ses gens, fait venir

cette jeune et rougissante beauté, qui a été hier tirée du couvent par son mari, on ne sait pourquoi; elle ne le demande pas, et, avec une dignité douce et parfaite, la fait reconduire à son appartement. Déjà donc, un peu troublée, elle reçoit le chevalier Détieulette, et enfin *ne dîne pas seule*, comme elle l'avait juré. Que d'esprit il y eut à ce dîner, à en juger par la fin de cette conversation, où le chevalier, dans un continuel persiflage, lui fait des femmes un tableau malin, qu'il attribue à M. de Clainville, son mari, qu'elle est forcée de renier et de ne pas connaître. La punition commence pour la gracieuse étourdie; elle devient bientôt plus grave, car M. de Clainville revient; il faut cacher un inconnu chez elle, dans un cabinet secret, c'est déjà assez leste, mais c'est peu encore, elle s'enfonce dans le crime. Il lui est resté sur le cœur un mot de son mari contre les femmes, le diable lui souffle qu'elle se doit venger et prouver la supériorité de son sexe; la ruse est ourdie à l'instant, et le plan de sa gageure imprévue, improvisée plus tôt. Elle torture son mari, ce grand chasseur, par le pari qu'il ne pourra tout décrire dans une serrure; elle lui dit qu'il a oublié la clé, et lui avoue qu'un officier, un inconnu, est caché derrière cette serrure, parvient à le troubler enfin dans son sang-froid, puis offre cette clé quand il est en colère, le promène ainsi long-temps entre deux sentimens, le fait tomber à genoux, et jouir bien pleinement, par-devant ses domestiques, de la supériorité de son sexe; puis, par pure grandeur d'ame, va ouvrir à l'inconnu quand son mari vaincu est sorti. Elle triomphe : — Eh bien! monsieur, êtes-vous convaincu de l'avantage que toute femme peut avoir sur son mari? — Il salue, il est plein de respect, mais on ne sait pourquoi il est peu convaincu. C'est que la trompeuse est trompée, c'est que cet inconnu était l'ami de son mari, et venait chez elle tout simplement pour épouser cette jeune personne mystérieuse. — Comment, monsieur, j'étais donc votre dupe? — Non, madame, mais je n'étais pas la vôtre. — Et la duplicité est ainsi gracieusement châtiée, et rien que de bien n'a été entendu et vu, et un spectacle charmant a été donné.

Vous connaissez ces bustes de marbre qui forment une double haie si solennelle et si mélancolique dans le foyer public de la Comédie-Française? Un soir, non pendant un entr'acte, il y a trop de monde, mais pendant une scène de confidens, au milieu de quelque honnête ragédie par trop régulièrement parfaite, allez un peu rêver devant ces marbres vénérés, arrêtez-vous au pied de celui de Molière (1),

(1) Par Houdon.

qui a les yeux si beaux, le sourire si fin et le col si gracieusement tourné sur l'épaule; jetez aussi un regard sur celui de Dufrény, et sachez que c'est à ce bon Sédaine que vous les devez tous deux; oui, à Sédaine et à *la Gageure Imprévue,* car il abandonna tout ce qu'elle rapporterait pour faire, « dit-il, dans son enthousiasme, le buste en « marbre du premier auteur comique de l'univers, et peut-être du « seul philosophe du siècle de Louis XIV. » Je dois ajouter, en toute conscience, que Dufrény (1) fut sculpté *par-dessus le marché,* parce qu'il se trouvait plus d'argent qu'il n'en fallait pour le buste seul de Molière. Cette jolie *Gageure,* si généreuse, eut un triomphe charmant parmi tous les autres, et qui fut plus sensible encore à Sédaine que les visites qu'il reçut du roi de Danemark, accompagné de Struensée, du roi Gustave de Suède, de l'empereur Joseph II et du jeune fils de l'impératrice Catherine II, depuis Paul I[er]; ce triomphe, qui le ravit, fut le plaisir que prit la reine de France à jouer le rôle de M[me] de Clainville. Sédaine présidait aux répétitions de Versailles, et, en échange de ce qu'il enseignait, il apprit quelques graces nouvelles de sa *gracieuse majesté* Marie-Antoinette, comme on dirait en Angleterre; il remarque que, dans la scène d'impatience, elle jetait ses plumes sur le bureau avec un abandon si bien placé et une intention si fine, qu'il donna ce mouvement pour modèle à toutes les actrices qui représentèrent depuis ce joli rôle. Vous voyez qu'il reste à notre Théâtre-Français des jeux muets et des traditions qui viennent d'assez bon lieu.

Aussi délicieux et bien plus grave fut le drame du *Philosophe sans le savoir.* Écoutez cette fois Sédaine lui-même vous dire comme il y pensa : —

« — En 1760, m'étant trouvé, dit-il, à la première représentation « des *Philosophes* (mauvais et méchant ouvrage en trois actes), je « fus indigné de la manière dont étaient traités d'honnêtes hommes « de lettres que je ne connaissais que par leurs écrits. Pour récon- « cilier le public avec l'idée du mot : philosophe, que cette satire pou- « vait dégrader, je composai *le Philosophe sans le savoir.* Dans ce « même temps un grand seigneur se battit en duel sur le chemin de « Sèvres; son père attendait dans son hôtel la nouvelle de l'issue du « combat, et avait ordonné qu'on se contentât de frapper à la porte « cochère trois coups si son fils était mort. C'est ce qui m'a donné « l'idée de ceux que j'ai employés dans cette pièce. » Telle était sa

(1) De Pajou.

manière de travailler. L'idée conçue, il attendait que quelque chose de vrai et de beau se trouvât sous ses pas, et toujours sur son chemin la nature jetait de ces fleurs que le vulgaire ne sait pas trouver, et que sent de loin et respire dans l'air l'homme d'un odorat exquis, *homo emunctæ naris*. Voltaire savait cela. Voltaire le rencontre un jour au sortir de l'Académie et lui dit : Ah! monsieur Sédaine, *c'est vous qui ne prenez rien à personne. — Aussi, je ne suis pas riche*, répondit vivement cet homme d'un esprit fin et d'un cœur modeste, qui ne me paraît pas s'être jamais donné grand'peine pour se faire valoir. Si j'en crois le récit de la princesse de Salm, il se trouva près de lui, dans sa maison, une jeune fille qui s'intéressait à lui sans s'en douter elle-même, et fut le modèle de Victorine. C'était encore là une de ces fleurs rencontrées sur le chemin, et ce fut la plus pure, la plus belle, la plus parfumée.

Je ne crois pas que jamais pièce de théâtre ait été plus souvent et mieux jouée que celle-ci par toute cette famille d'excellens acteurs, qui se passait les traditions des maîtres et perpétuait devant nos yeux la représentation des manières élégantes du monde d'autrefois et ses graces décentes. Il n'est pas un de vous qui n'ait vécu dans la maison de ce philosophe charmant, et n'ait suivi ce jour de noce, qu'une querelle de jeune homme a failli ensanglanter; pas un qui n'ait compris de quelles études sur la nature humaine et sur l'art une si belle œuvre est le résultat. La rareté des *drames sérieux*, comme les nomment Beaumarchais et Diderot, prouve leur extrême difficulté. « Il « est de l'essence de ce genre, dit le premier de ces grands écrivains, « d'offrir un intérêt plus pressant, une moralité plus discrète que la « tragédie héroïque et plus profonde que la comédie plaisante, toutes « choses égales d'ailleurs. Il n'a point les sentences et les plumes du « tragique, les pointes et les cocardes du comique lui sont absolu- « ment interdites, il est aussi vrai que la nature même; il doit tirer « toute sa beauté du fond, de la texture, de l'intérêt et de la marche « du sujet. — C'est dans le salon de Vanderk que j'ai tout-à-fait perdu « de vue Préville et Brizard, pour ne voir que le bon Antoine et son « excellent maître et m'attendrir véritablement avec eux. » Tous les grands esprits de ce temps n'ont cessé de citer et d'admirer ce drame, qu'ils regardaient comme le chef-d'œuvre de ce *genre dramatique sérieux*, qu'ils estimaient, non sans raison, le plus difficile à bien traiter au théâtre; vous auriez plaisir à lire quelques lettres de Grimm, inédites encore et que j'ai là sous les yeux, et à voir quelle sincère chaleur d'enthousiasme se mêle à une raison excellente dans

les conseils. Voyez comment on étudiait alors avec gravité une œuvre d'une haute portée, et comme on en sondait les profondeurs avec conscience.

La première représentation ayant été troublée par des causes que je dirai plus bas, Grimm écrivit le lendemain à Sédaine :

« Je ne puis vous dire que je sois touché, enchanté, ivre, car j'ai « éprouvé un sentiment d'une nouvelle espèce. Je me félicitais hier « toute la soirée comme si j'étais l'auteur de la pièce, j'avais aussi « l'ame serrée, et je l'ai encore. Si cette pièce n'a pas le plus grand « succès sous quinze jours, si l'on n'y court pas comme des fous, si « l'on n'en sort pas plein de joie d'avoir fait connaissance avec une si « honnête et digne famille, il faut que cette nation soit maudite et « que le don de juger et de sentir lui ait été retiré; mais il n'en sera « pas ainsi. »

Il n'en fut pas ainsi en effet, la nation n'était pas incapable de juger et de sentir, mais son jugement était faussé d'avance par les envieux, race impérissable.

« Une nation, continue Grimm, dont le recueil de comédies serait « composé de telles pièces, en deviendrait plus respectable et dans le « fait meilleure. — A propos de cet éloge du commerce (que fait « Vanderk), je voudrais que le poète dît un mot, à votre manière, « sur l'indépendance de cet état qui ne met jamais dans le cas de « rechercher avec souplesse des graces, des faveurs, qui laisse par « conséquent à l'ame toute sa fierté, toute son élévation. M. Vanderk « finirait par un trait que je trouve beau, et *qui est vrai*... Mon fils, « en 17... (il faut savoir l'année de disette ou de récolte manquée), « en 17..., je perdis cent mille écus dans les blés, mais cette pro- « vince fut préservée de la famine. Il y a dix, onze, douze ans de « cela, et vous êtes le seul et le premier confident de cette perte. Le « gouvernement n'en sait rien, je n'en attends ni récompense ni « éloge. Voyez si ce sont là les principes d'un autre état que celui de « négociant.... »

Ainsi l'on se passionnait, ainsi l'on étudiait ce grand ouvrage comme un traité grave et profond, on appréciait ainsi tout ce qui touchait aux questions sociales. Diderot fut tout effrayé et tout indigné de la première représentation; il va, à pied, par une grande gelée, au fond du faubourg Saint-Antoine, chez Sédaine, l'aperçoit à la fenêtre, et lui crie : « Sois tranquille, ils en auront le démenti; la pièce est bonne, elle réussira. » Ne soyez donc pas trompés sur l'importance de cette œuvre par la simplicité du langage, la noblesse

gracieuse des scènes, qui se suivent avec tant d'aisance et de naturel; rien de plus difficile à atteindre, et si j'ai cité les opinions des hommes célèbres de l'époque, c'est pour assembler tout ce qui atteste comment fut fondée et reconnue la puissance de ce genre de drame, puissance qui ira toujours en s'accroissant, à mesure qu'il traitera des questions plus graves et plus étendues. Le temps a consacré ce succès que Diderot avait prédit, et, depuis soixante-quinze ans, ce drame n'a cessé d'être, de saison en saison, un sujet d'attendrissement et d'étude. Trésors charmans de raison et de bonté, de quel cœur vous êtes sortis! Créations heureuses que le temps ne peut flétrir, et que chaque printemps rajeunit! Quel plus noble caractère que celui de Vanderk, et comme il était bien digne d'être complété par le beau trait que Grimm voulait ajouter à sa généreuse figure! Il est gentilhomme, et le cache à son fils; il a craint que l'orgueil d'un grand nom ne devînt le germe des vertus de son enfant; il a voulu qu'il ne les tînt que de lui-même. La ruine de sa famille, une affaire d'honneur, l'ont exilé de la France. Il a changé de nom, il s'est livré au commerce, y a porté de grandes vues, et avec, j'ai presque dit *malgré* une austère probité, il a acquis une grande fortune et racheté tous les biens que ses ancêtres avaient vendus, l'un après l'autre, pour servir plus long-temps et plus généreusement la patrie, comme faisait cette vieille noblesse tant persécutée. Il avait suspendu son épée dans la salle des états de sa province, et l'est venue reprendre; il pourrait aussi reprendre son nom et son rang, mais il ne le daigne pas. Il laisse à sa sœur les revenus et l'éclat des grandes terres qu'il a rachetées pour son fils; il la laisse faire bien du bruit, bien des impertinences, et jouer de l'éventail dans des carrosses au milieu de ses livrées, courir de ses châteaux à Paris et tuer les postillons, préparer même un mariage avec son fils, où lui Vanderk, lui le grave et laborieux père de famille, laissera la tante et le neveu, et se soustraira, et *ne paraîtra pas*. Il sourit doucement avec un regard mélancolique et grave; il sourit de pitié, mais il l'excuse. *C'est de l'honneur*, mal entendu, dit-il à son fils; mais *c'est toujours de l'honneur*. Aujourd'hui, il est heureux, un peu heureux, car un esprit philosophique ne l'est jamais tout-à-fait et s'étourdit peu sur l'avenir; mais enfin il a l'ame sereine : sa fille se marie, elle épouse un jeune et sage magistrat. La noce est prête, on s'occupe de costumes, de belles robes; sa fille n'est pas reconnaissable, tant elle est parée. Il joue avec tout cela; mais tout est troublé. Son fils, son jeune fils, cet élégant officier, a un nuage sur le front : on a insulté devant lui les négocians.

Il va se battre. Cet orage va gronder au-dessus de tout ce beau jour. Victorine, cette douce et vive enfant, Victorine est la seule d'abord qui en ait aperçu le premier éclair; elle a entendu parler d'une querelle dans un café. Si le jeune officier arrive, elle l'annonce en courant toute haletante, toute charmée; s'il part, elle le suit des yeux; elle a pour lui un sentiment secret indéfinissable, délicieux, qui le protége, qui l'enveloppe, qui le suit comme le nuage doré dont Vénus inondait ses favoris; et pourtant, Sédaine l'a fait remarquer lui-même, le mot d'amour n'est pas une fois prononcé, mais tous les personnages de la famille le sentent, le devinent, le ménagent, le respectent. La sœur appelle Victorine en témoignage des heures où rentre son frère; la mère ne la gronde que les larmes aux yeux de ce qu'elle s'inquiète tant de son fils; le père, lorsqu'elle s'écrie : *Mort! — Qui? — Monsieur votre fils!* le père lui défend de pleurer, mais il la prend dans ses bras, et reçoit toutes ses larmes sur sa poitrine, et sait bien que c'est là le seul cœur où puisse être cachée une douleur égale à sa douleur. Tout perd la tête dans la maison, excepté le maître de cette grande maison, le meilleur, le plus sensible des hommes et le plus juste. Le vieux Antoine, le vieux marin, jette des cris de douleur et d'effroi, il sanglotte comme un enfant; c'est le père qui le console et le raffermit. Je ne sais s'il y a beaucoup de scènes plus belles que celle-là sur aucun théâtre, et où le cœur soit plus ému et en même temps l'esprit plus dompté par la contemplation d'un caractère fort et d'une raison supérieure.

J'ai voulu parcourir ainsi et d'une manière légère et bien imparfaite les chefs-d'œuvre de Sédaine, afin que nous eussions bien d'abord sous les yeux ses premiers titres : ses travaux et la nature de son talent. Pour ses succès, ils furent immenses, et rien n'y manqua, même le combat perpétuel des lettres, la lutte contre la calomnie et ses basses menées. — Quel homme n'en est atteint? quel temps n'en est empoisonné? La méthode est connue : « Susciter une méchante « affaire, et, pendant la fermentation, calomnier à dire d'experts. « D'abord un bruit léger, rasant le sol comme une hirondelle avant « l'orage... » Vous savez qui je cite aussi bien que moi, messieurs.

Dans cette lettre inédite de Sédaine, que l'on pourrait considérer comme une note sur des états de service et que j'ai citée plus haut, il dit que jamais ouvrage n'avait eu autant de peine à paraître sur la scène. « Je fus un an entier à en obtenir la permission. On disait que « le titre de la pièce était le duel, et qu'elle en était L'APOLOGIE! » On le poursuivit sous ce prétexte; il fallut amener le lieutenant de

police et le procureur du roi à une répétition, pour les convaincre que l'on allait entendre au contraire le plus beau plaidoyer contre le duel, et pour écouter ces passages, qui laissent peu de doute sur l'opinion que l'ouvrage défend :

« Vous allez commettre un assassinat. — La confiance que l'agres-
« seur a dans ses propres forces fait presque toujours sa témérité. —
« Préjugé funeste! abus cruel du point d'honneur! tu ne pouvais
« exister qu'au milieu d'une nation vaine et pleine d'elle-même,
« qu'au milieu d'un peuple dont chaque particulier compte sa per-
« sonne pour tout, et sa patrie et sa famille pour rien. »

Le croirait-on? malgré ces paroles, le sens entier de la pièce, le soupir qui la termine, la leçon sévère à la jeunesse trop ardente et trop brave, et enfin ce tableau vivant des douleurs que peut causer une bravade, la première représentation fut troublée par cette opinion que l'on jeta dans le public. Les bouffons et les diffamateurs du jour, des auteurs manqués réfugiés dans le pamphlet, que les amis de Sédaine désignent dans leur correspondance et dont les noms sont depuis long-temps perdus, je ne sais quels gens incapables et importuns dont parlent Grimm et Collé, qui avaient pour habitude de refaire en un tour de main les pièces de Voltaire, de Diderot et de Beaumarchais, furent les premiers à répandre que Sédaine avait écrit *l'apologie du duel*. Il faut peu de chose, vous le savez, pour accréditer ces interprétations perfides; il suffit de quelques sots blessés par des *portraits noirs de leur ressemblance*, selon l'expression d'André Chénier, et offusqués de la vue d'un succès, pour se cramponner au premier argument qui leur est fourni; le reste du troupeau de Panurge suit très volontiers et sans hésiter : *Tous crians et bellans*, dit Rabelais, *en pareille intonation, la foule était à qui premier saulteroyt après leur compaignon*. Chacun répétait : *C'est l'apologie du duel*, et s'étonnait cependant de sortir tout en larmes du désordre que l'ombre d'un duel avait jeté dans une belle famille. Pendant trois jours, il fut convenu que l'auteur avait fait une œuvre admirable, il fallait bien le confesser, mais qu'il avait commis une mauvaise action. « Vous voyez la calomnie se dresser, siffler, s'enfler..... Qui diable y « résisterait ? »

Qui? Le beau et le vrai. Ils résistent, ils règnent, et en peu de jours, vous le savez vous-même, Beaumarchais. Les bruits injurieux s'éteignent, l'œuvre continue son cours et jette sa lueur avec une sérénité de soirs en soirs plus parfaite. Il y a soixante-et-quinze ans que nos pères et nous jouissons de cette douce lumière, nos

neveux la verront après nous, et, je le répète, le nom de ceux qui persiflaient le poète et croyaient le perdre et l'abîmer, selon leur expression, est dans l'abîme depuis soixante-et-quinze ans. Il en sera toujours ainsi. J'aurais honte de vous rappeler qu'il y a peu de temps vous entendîtes aussi crier à l'*apologie du suicide*, si vous n'aviez fait justice vous-même de ces cris lorsqu'ils pénétrèrent dans l'enceinte de la chambre, chez vous, en plein sénat.

Tout cependant n'est pas inutile dans les œuvres d'art. Conduit par ce drame à réfléchir sur les pareils de Chatterton, M. de Maillé (1) en a conçu l'idée de fonder par testament un prix de chaque année, pour le début le plus brillant en poésie; mais il n'a pu faire que l'œuvre d'un généreux citoyen à son lit de mort par cette dotation qui ne s'accorde qu'une fois. C'est à la nation d'achever en donnant ce que j'avais demandé par cette pièce, qui fut une pétition et un plaidoyer en faveur de ces travaux mal appréciés. C'est à vous qu'il appartient de faire ce que je vous demande encore par la voix des acteurs. Dites un mot de plus parmi tous ceux qui se disent inutilement, et croyez bien que la France ne vous en voudra pas d'ajouter cette loi aux autres par un seul article que je me figure conçu à peu près en ces termes; car, que puis-je donner autre chose qu'une imparfaite ébauche?

— « Tout poète qui aura produit une œuvre d'un mérite supérieur, dont la publication aura excité l'enthousiasme parmi les esprits d'élite, recevra de la nation une pension annuelle de quinze cents francs pendant trois ans. Si, après ce laps de temps, il produit un second ouvrage égal au premier, sinon en succès, du moins en mérite, la pension sera viagère. S'il n'a rien produit, elle sera supprimée. »

Il faudrait aussi déterminer quel jury distribuerait cette juste faveur, et je suis le premier à reconnaître que sa formation est d'une extrême difficulté. Mais enfin, par cette ombre de projet de loi que je vous supplie de pardonner au plus obscur des électeurs et à celui qui fait le moins d'usage de ses pouvoirs, je crois qu'on étoufferait entièrement toute plainte. Jusque-là, avouez-le, elles seront justes, car si je réduis les faits à leur plus simple expression, je trouve que la poésie est reconnue la plus mauvaise des industries et le plus beau des arts. Sur trente-quatre millions que nous sommes, trois mille *dilettanti* à peine l'aiment et l'achètent. Il a fallu la mort, et une mort tragique, et bien des efforts, pour faire connaître, après qua-

(1) M. le vicomte de Maillé, frère de M. le duc de Maillé.

rante ans de silence, André Chénier, qui n'est pas encore populaire. Ces perles si lentement formées et si peu achetées, ne sauraient donc faire vivre l'ouvrier qui les couve dans son sein, au fond de ses solitudes sacrées. Ne pouvant que par des siècles épurer le goût d'un peuple, avisons à faire vivre ceux qui lui donnent des œuvres pures.

J'ai dû, vous le voyez, être ramené à cette question que j'avais traitée deux fois, dans un livre et sur la scène, parce qu'elle est la même exactement que celle où m'a conduit aujourd'hui le spectacle du contraste des travaux de Sédaine et de l'infortune non méritée de sa fille. Seulement ici c'est le supplice après la mort, ici l'homme de lettres est poursuivi dans son sang.

Sédaine, après avoir vécu en honnête homme, dans l'amitié intime de ce qu'il y avait de plus considéré dans les lettres et dans le grand monde, visité par les rois, chéri et vénéré par Voltaire, Ducis (le vertueux Ducis), d'Alembert, Diderot, Duclos, La Harpe, Lemierre, tous les grands artistes de son temps, tels que Houdon et ce David qu'il forma pour la peinture, qu'il créa presque pour l'avenir, qu'il aima et qu'il éleva comme un second fils; Sédaine enfin, après tous ses travaux, après une longue vie de probité et de sagesse, après avoir écrit et fait représenter avec d'éclatans succès les deux pièces de la Comédie-Française que je viens de vous remettre sous les yeux, et *trente-deux* opéras-comiques, en avoir écrit *vingt* autres restés en portefeuille, dut croire, en fermant les yeux, qu'il laissait, avec un renom considérable, un fonds solide, une valeur réelle à sa fille. Dix ans après sa mort, tout fut perdu pour elle, *selon la loi.*

C'est donc à cette loi encore en vigueur qu'il faut s'en prendre: trop heureux de n'avoir point cette fois à faire de reproches à la société, et de n'avoir à examiner qu'une question de droit.

III.

DE LA DIGNITÉ DES HOMMES DE LETTRES DE NOTRE TEMPS, ET DU SENTIMENT QUI A DICTÉ LA LOI.

La loi du 13 janvier 1791 posa les limites de cinq ans à la propriété littéraire des héritiers ou cessionnaires; la loi du 19 juillet 1793 les a reculées jusqu'à dix années après la mort de l'auteur. Un sentiment universel d'équité a remué les cœurs au spectacle d'un grand nombre de familles envers lesquelles l'application de la loi actuelle a semblé une spoliation, tant elle est rude et tant elle anéantit brus-

quement les existences. De là la séance de la chambre des pairs du 28 mai 1839. J'ai espéré inutilement que les travaux de la chambre des députés lui permettraient de donner suite à un vote généreux, quoique bien incomplet. Voilà où nous en sommes aujourd'hui. — La loi de la Convention règne encore, et rien depuis n'a été fait, sinon un décret supplémentaire de l'Empire sur les ouvrages dramatiques posthumes prenant aussi les dix années pour terme.

Avant de porter vos regards en arrière sur ce qui fut proposé par des esprits graves et désintéressés à la chambre des pairs, ne pensez-vous pas qu'il soit utile de sonder la nature même de ce sentiment de justice qui appelle l'attention sur ce point et contraint les assemblées législatives d'accorder de temps à autre un sursis à ces familles condamnées? Je n'hésite pas à le dire, ce sentiment ne prend pas sa source uniquement dans la pitié, mais aussi dans un fait incontestable, la dignité toujours croissante de l'homme de la pensée.

Au-dessus de toutes les ruines faites par nos révolutions, et de tous les abaissemens faits par nos démocraties, s'élèvent de plus en plus les têtes pensantes qui parlent aux nations. Poètes, grands écrivains, hommes de lettres (et ce dernier nom est resté, tout mal fait qu'il est, le nom général de la nation de l'esprit), tous ont droit, de par les travaux et les peines de leurs devanciers autant qu'au nom des leurs, à une meilleure et plus digne existence. Ceux-là sont aussi des serfs affranchis, et, à ce propos, je ne puis comprendre les erreurs et les idées fausses qui se répètent à nos oreilles de temps en temps, à époque fixe.

Il est nécessaire que je le dise ici, une étrange et secrète tendance se devine dans des écrits dont l'influence est incontestable, mais fatale. On dirait que certains hommes ont pris à tâche de porter atteinte à la considération des lettres, ce noble pouvoir! comme si les résistances et les infortunes n'y suffisaient pas. Ils travaillent sans relâche à décourager les plus jeunes et les plus enthousiastes écrivains; ils reviennent sans cesse à la charge, et jettent leur glace sur toute source chaude qui perce dans l'ombre; on dirait qu'un silence universel, qu'une mort complète de l'art peuvent seuls les calmer. La légèreté, l'insignifiance accoutumée de leurs écrits, font qu'on ne les réfute jamais, et cette impunité les enhardissant, ils redoublent, et leurs idées fausses gagnent et sont répétées par les indifférens en grand nombre qui engourdissent le monde. On ne pourrait croire tout ce que fait dire l'ardeur étourdie de la critique et quels exemples on va chercher dans les chroniques d'un autre temps : —

Pourquoi se plaindre? dit-on, Tasse et Camoëns ne se plaignirent pas; Sixte-Quint garda les pourceaux, et J.-J. Rousseau fut laquais; vous pouvez bien vous résigner à servir vous qui ne les valez pas.

D'où donc peuvent venir de telles intentions, et comment cette prétendue humilité se rencontre-t-elle chez ces hommes qui ne cessent de rechercher dans l'histoire les avilissemens d'autrefois, pour que l'on prenne gaiement son parti des souffrances de ce jour? Eh quoi! la civilisation n'a-t-elle pas marché pour tout le monde? La classe moyenne, en élargissant son cercle, dont la France s'est assez enorgueillie, n'a-t-elle pas compris, dans une large circonférence, les maîtres de la pensée et de la parole? Le bourgeois a bien cessé d'être vassal, l'écrivain a dû cesser d'être bateleur, parasite, laquais et mendiant comme ceux des siècles passés qu'on ne craint pas de donner en exemple à notre siècle. L'intention apparente de modérer les prétentions de la jeunesse n'excuse point les conseils insultans qu'on lui donne. Il est trop facile d'ailleurs d'en comprendre l'intention, et de répondre que le gardeur de porcs et le laquais de M[me] de Vercellis n'étaient ni Sixte-Quint ni Rousseau. Le vigneron Félix Peretti, en 1529, pouvait bien garder des troupeaux; mais sitôt qu'il sut lire, se nomma Montalte et eut fait son premier sermon de théologie à Sienne, il sentit ce qu'il pouvait être, et nul n'eût osé le renvoyer à l'étable. Le petit garçon qui arrivait de l'hospice des catéchumènes de Turin, en portant son habit au bout d'un bâton, pouvait être laquais parfaitement et sans déroger à sa gloire; mais lorsqu'il eut écrit sa première page, et senti qu'il était Jean-Jacques en la relisant, quel prince, quel roi eût réussi à en faire autre chose que le plus indépendant et le plus fier des citoyens et des penseurs? Cet homme si sensible et si susceptible qui permettait à peine aux grands seigneurs de lui offrir à dîner après vingt ans d'intimité et en sortant de leur table copiait sa musique, tout infirme qu'il était, pour ne vivre que de son travail, ne nous a *confessé* son état de valet que lorsqu'il s'est vu si haut qu'il ne risquait rien de l'avouer, et il a mis du faste à étaler cette plaie de l'enfance après avoir écrit le *Contrat social* et l'*Émile*. En vérité, prendre l'auteur de l'*Inégalité des conditions* pour modèle de résignation au dédain, c'est par trop maladroit. C'est celui-là, justement, qui a le mieux compris et enseigné la dignité de l'écrivain dans nos temps, et mis en pratique ce respect qu'il doit avoir pour lui-même, afin que l'on prenne au sérieux ses enseignemens. Pour affirmer que Camoëns et Tasse ne se sont pas plaints de l'injustice des temps, il faudrait

avoir écouté les cris de l'un à l'hôpital, et avoir lu ce que l'autre écrivait sur le mur de son cachot; ces exemples innombrables des injustices de la société *qui ne veut jamais avoir tort* ne sauraient se justifier par aucun paradoxe. C'est une bien cruelle plaisanterie que de dire à quatre siècles de distance que ces illustres infortunés ne se plaignirent pas, parce que nous n'avons pas entendu leurs plaintes à travers les temps; c'est une curieuse manière d'argumenter que celle-ci : — Courbez-vous sous tous les bâtons, rentrez dans la souillure et la honte après avoir produit des œuvres distinguées, jeunes gens instruits et bien élevés de notre époque, puisqu'au XVIe siècle un enfant de huit ans, fils d'un paysan et ne sachant pas lire, garda les pourceaux avant de devenir un grand pape, et parce qu'au dix-huitième un autre enfant ignorant fut laquais à seize ans, vingt ans avant d'être un grand écrivain. Ces jeunes gens, doux et graves, que nous voyons chaque jour autour de nous, sauront bien répondre à ces étranges conseillers : « Pourquoi donc nos deux révolutions, si l'on écrit encore de telles choses? Vous voulez nous corrompre le cœur et nous amener au mépris de nous-mêmes en confondant tout et en troublant notre esprit. Sans doute ils étaient courbés bien bas ceux à qui nous dressons des statues, mais ils pouvaient encore se consoler en voyant que tout était désordre et injustes humiliations autour d'eux et dans leurs siècles encore barbares. Quand l'homme de guerre vivait de pillages et vendait son sang au plus offrant, quand tous les habitans d'une capitale, rangés à coups de bâton et tenant une torche de chaque main, servaient de candélabres aux danses lascives d'un roi à demi fou, quand il n'y avait que des valets et des maîtres et rarement un citoyen, l'homme de lettres, qui n'était bon qu'à divertir et n'instruisait qu'à la dérobée et sans avoir l'air d'y prétendre, pouvait bien être aux gages d'un financier et lui écrire : *J'ai l'honneur de vous appartenir*. Mais aujourd'hui, s'il est vrai que tout travailleur soit traité selon le but de ses œuvres, et que ses droits à une vie indépendante et respectée soient consacrés par des institutions achetées assez cher, du plus pur de notre sang, gardez-vous de nous conseiller de prendre notre parti du dédain, sous prétexte de nous donner de l'énergie. Si nos œuvres, faites avec tant de travaux douloureux, sont mauvaises, ou si, étant bonnes, elles tardent à être appréciées, nous saurons nous taire et en faire d'autres. Si nous ne pouvons vivre ainsi, nous vivrons à notre manière, et, sans abaissement honteux, nous serons soldats volon-

taires à Alger ou ouvriers à Paris, quoique tout énervés par les effrayans labeurs du cerveau. Quand nous serons malades, on nous portera à l'hôpital comme Hégésippe Moreau, et nous y mourrons en silence près des sœurs de charité, mais nous aurons protesté et déclaré nos droits à une vie *décente* et *honorée,* ce premier besoin de tout homme de notre temps dont l'esprit est éclairé par une éducation libérale et un travail assidu : *Labor improbus.* »

Si des paroles d'un simple bon sens ne répondaient ainsi quelquefois à des paradoxes injurieux, répétés à dessein, ceux d'entre vous, messieurs, qui sont le plus en garde contre certaines feuilles, pourraient croire que les hommes de lettres en sont venus à faire trop bon marché des lettres et d'eux-mêmes, et à se laisser classer trop bas; jamais on n'aurait une idée vraie de ce que mérite d'estime cette grande république des lettres. Autorisés par leur propre exemple, vous vous fortifieriez dans l'habitude déjà trop reçue parmi vous de traiter légèrement toute question d'art; vous oublieriez entièrement ce que méritent d'égards ces hommes qui possèdent *le seul talent incontestable dont le ciel ait fait présent à la terre,* et de qui Platon, vous vous en souvenez, a dit : « Le poète est un être ailé et sacré. Il est incapable de chanter « avant que le délire de l'enthousiasme arrive. Il a une force divine qui « le transporte, semblable à celle de la pierre magnétique. Une longue « chaîne d'anneaux de fer suspendus les uns aux autres empruntent « leur vertu de cette pierre. Le poète emprunte la sienne à la muse « et la communique à l'acteur, » — Et si vous entrez attentivement dans l'examen des disproportions qui existent aujourd'hui entre cette condition et les autres; convaincus qu'elle est demeurée seule en arrière dans le progrès général du bien-être, vous ne permettrez plus qu'on pousse trop loin, en votre nom, ces recherches inquisitoriales qui, pour dépister quelques intrigans, forcent de savans et nobles vieillards à expliquer publiquement comment et pourquoi ils reçoivent de notre riche nation le plus misérable secours, le plus pauvre et frêle bâton de vieillesse, auquel ils ont droit aussi bien que le magistrat, l'homme de guerre et l'administrateur. Vous voudrez donner suite, avant peu, à ce projet que la chambre des pairs a déjà discuté, et dont j'ai voulu parler ici après vous avoir donné, par l'histoire de M[lle] Sédaine, le plus triste exemple de l'insuffisance de nos lois sur l'héritage littéraire. Le sentiment qui a dominé dans la chambre haute, lors de cette discussion, fut sans doute le désir de donner à la vie privée des auteurs, et à celle de leur famille après

eux, une attitude décente, indépendante, et en accord avec le degré d'éclat que répand leur renommée sur leur nom, et enfin d'ôter à l'existence de l'homme de lettres, dans ses rapports avec les conditions stables, ce je ne sais quoi d'aventureux et de bohémien si indigne de lui. Il est donc important de se rappeler ce qui fut dit dans cette journée. Cela pourra se réduire à peu de mots.

IV.

LA LOI.

Le 23 mai 1839, par un généreux mouvement, M. Portalis proposa d'étendre à cinquante années après la mort de l'auteur le droit de propriété de ses œuvres, reculant ainsi de la moitié d'un siècle le moment où le domaine public s'empare de cette propriété, aussi sacrée que toute autre, tandis qu'on n'en voit aucune subir le même sort. Cette proposition fut combattue, et, par l'article 2 du projet, la propriété des héritiers réduite à trente ans. La pensée des adversaires de la proposition pouvait sembler juste dans les idées actuellement reçues et selon la loi encore en vigueur; ils disaient que la gloire même « des écrivains célèbres pourrait souffrir d'être un demi-siècle « séquestrée entre les mains d'une famille jalouse, et dont les divi- « sions pouvaient priver la France de l'œuvre disputée; que les édi- « tions ne pourraient ainsi se multiplier assez au gré des besoins et « des caprices du pays, et que, le public n'ayant pas d'avocat dans « cette grande cause, il était juste de lui donner aussi des défen- « seurs. »

La cause est grande en effet pour le pays, puisqu'il s'agit à la fois de son intelligence et de sa gloire. Aussi les partisans du projet le soutinrent, quoique assez faiblement, en mettant en avant la généreuse insouciance des hommes de lettres, « qui les rend trop dédai- « gneux, dirent-ils, de leurs intérêts matériels, et incapables de « pourvoir, par de sages mesures, à l'avenir de leurs héritiers; » et n'osant pas pousser trop loin la frontière de la propriété héréditaire, de peur d'entamer les terres du domaine public, laissèrent prévaloir les trente années. Un orateur sortit de la question pour exalter les œuvres des sciences mécaniques et le génie porté dans les perfectionnemens utiles des machines à vapeur, oubliant qu'une fois la machine créée, les hommes vulgaires s'enrichissent par son application

sans le moindre mérite, qu'il ne faut qu'une invention pour cent mille industries, tandis qu'il faut une invention par œuvre dans les lettres; la chambre enfin s'arrêta encore dans le vague et le provisoire, car il n'y a aucun esprit attentif qui ne doive se demander pourquoi la troisième génération des descendans de tel écrivain célèbre serait expropriée plutôt que la première et la seconde. Aussi, dans un pressentiment de cette injustice, un orateur de la haute chambre éleva la voix pour donner en garde les familles dépossédées ainsi par la loi à la générosité du gouvernement.

Certes, messieurs, le sort actuel de Mlle Sédaine peut vous faire voir que dans les reproches que vous faites quelquefois au gouvernement, les folles dépenses sur ce point ne sauraient être comprises, et vous verrez bientôt, par une dernière note, combien au contraire ils méritent d'éloges de votre part pour leur économie exemplaire. Mais aussi, plus elle est grande, moins il serait sûr, vous en conviendrez, de leur léguer trop de veuves et d'orphelins sur parole.

Une chose a pu vous frapper dans cette discussion de la chambre des pairs, c'est qu'elle fut inattentive et n'atteignit pas toute la profondeur du sujet. Tout le monde y parut vouloir rester à côté de la question, et personne ne pensa à remettre la chambre dans la voie de l'idée vraie, non assurément que les grands talens et les nobles cœurs aient manqué parmi les orateurs, mais le temps sans doute pour étudier la matière, et aussi, on l'entrevoit, le courage d'avouer que l'on prenait, en face de la nation, une part entière, personnelle, vigoureuse, à une question d'art et de littérature. Vous verrez encore, je le crains, la même pudeur, un peu gênée, d'ailleurs, dans votre enceinte; car, le moment venu, on craint d'insister, les plus lettrés se montrent les plus timides, je ne sais pourquoi; un scrupule les prend, à leur insu, de ne plus se faire voir peut-être assez hommes d'état, de toucher à leur propre cause et de tenir trop aux œuvres d'imagination, non qu'ils ne sachent bien que ce sont là les premières et les plus sérieuses sous une forme passionnée, mais ils désespèrent de le persuader, n'en osent prendre la défense, et la loi va son train et règne sans obstacle, étouffant des noms et des familles, décourageant et détournant des vocations précieuses.

La question n'était point, je pense, de retarder de trente, de cinquante, ou même de cent ans, le moment où l'œuvre littéraire tomberait fatalement dans le gouffre du domaine public, et de dérober ainsi, au profit de la famille, ces lambeaux de propriété conquis à grand' peine sur la propriété universelle; il ne s'agissait point de

prendre parti, comme on l'a fait, pour la Nation contre la Famille, ou pour la Famille contre la Nation, mais il fallait trouver un moyen d'accorder le droit des héritiers avec le droit de la société. Or, dans cette discussion, messieurs les pairs n'ont fait autre chose que pousser tour à tour un peu en avant ou un peu en arrière la borne qui sépare les biens de la Famille de ceux de la Nation. Dans ce ballottage, les avocats des deux parties eurent évidemment raison, à mon sens.

Il serait juste, en effet, de dire que l'idée et sa forme appartiennent à celui qui les a conçues, et que si la propriété en a été reconnue appartenir à ses héritiers, on ne sait pas pourquoi la quatrième génération serait expropriée plutôt que la première. Mais il serait tout aussi juste d'ajouter que l'auteur, n'ayant conçu ses œuvres que pour en faire don aux hommes qui les acceptent et donnent en échange leur admiration et leurs deniers, il est bon que la propriété soit partagée entre la famille et la nation, et ce partage est facile à faire. Le pays doit déclarer que : « l'auteur ayant cessé de vivre, *la propriété « littéraire est abolie.* Qu'à dater de ce jour, tous les théâtres pour- « ront représenter les œuvres dramatiques aussi souvent qu'il leur « conviendra, sans que les héritiers ou cessionnaires puissent retirer « l'œuvre, en suspendre les représentations ou en empêcher l'im- « pression; mais qu'ils percevront un droit égal à celui que recevrait « l'auteur vivant. Que les éditeurs auront tous le droit, aussi à dater « de la mort de l'auteur, de publier autant d'éditions d'un livre qu'il « leur conviendra d'en imprimer, moyennant un droit par exemplaire, « proportionné au prix du format et à ses frais d'impression. »

Tout ainsi ne serait-il pas prévu? La justice ne serait-elle pas satisfaite ainsi? Le pays a souvent eu à se plaindre des longues interruptions que des difficultés de famille causaient dans certaines publications. On cite des mémoires célèbres et volumineux (1) qui n'ont pu être réimprimés pendant sept ans, des livres d'utilité pratique et d'instruction élémentaire qui ne peuvent (2) l'être encore pour cette raison. Le tort est réel, la nation a droit de se plaindre. Il est arrivé aussi que les héritiers d'un écrivain célèbre ont vendu à telle famille, blessée par des mémoires, l'anéantissement du livre. Ici encore la postérité est offensée, et nous devons prévenir ces corruptions. Cette esquisse imparfaite d'un projet de loi aurait encore l'avantage,

(1) Les *Mémoires* de Saint-Simon.

(2) La *Tenue des Livres*, par Desgranges.

aux yeux de l'équité la plus scrupuleuse, que le revenu des héritiers serait géométriquement proportionné au succès du livre et du drame. Il y a des soirs où un héritier de Molière recevrait mille francs; il y a telle année où un neveu de Pascal, de Fénelon, de Montaigne, recevrait vingt mille francs, tandis que ceux de Campistron et de Laclos seraient forcés, à notre louange, pour vivre de leur héritage, d'attendre le retour du mauvais goût et des mauvaises mœurs. Tout serait donc conclu de part et d'autre avec une exacte probité; on n'aurait rien à se reprocher de poète à nation, ni de parens à peuple; la bourse de l'esprit aurait ses hausses et ses baisses; les degrés des droits seraient mesurés à ceux de l'estime générale et au baromètre du goût public; d'un côté, on aurait du pain, et de l'autre de nobles plaisirs. Les Chatterton et les Gilbert ne se tueraient plus, et les enfans de Corneille et de Sédaine vivraient dans l'aisance.

V.

DU MOT CARRIÈRE DES LETTRES.

Lorsque l'on considère combien il est difficile de faire reconnaître et consacrer par des lois ces droits que tout notre code accorde aux autres propriétés héréditaires ou acquises, dans sa lassitude et son étonnement, on est forcé de regarder comme un coupable et un corrupteur le premier qui a prononcé le mot de : Carrière des lettres.

Sur ce mot vide de sens se sont embarqués, pour faire naufrage dans la mer perfide de la publicité, des milliers de jeunes gens dont le cœur généreux était déçu par un espoir chimérique et les yeux fascinés par je ne sais quel phare toujours errant. Comparant cette carrière aux autres : il leur semblait y voir aussi une élévation successive, de grade en grade, jusqu'à un rang pareil à une sorte de pairie. Mais ils n'ont pas assez aperçu les différences profondes des autres professions à celle-ci. Partout le temps de service est un titre, et on ne demande à l'officier dans son régiment ou sur son vaisseau, au diplomate dans les chancelleries, à l'employé dans son administration, que sa présence assidue et des travaux monotones et constans, d'où il ne peut sortir que par de rares rencontres une action d'éclat ou une négociation habile; travaux qui, dans leur régularité, amènent presque à jour fixe un avancement immanquable. Mais la vie de l'homme de lettres tient malheureusement par l'inégalité de ses chances à celles du joueur et de l'ouvrier.

Les lettres et les arts ont cela de fatal que la position n'y est jamais conquise définitivement, et c'est ce qui doit nous rendre modestes après nos combats les plus heureux. Le nom de chaque auteur est remis en loterie à chaque nouvel écrit et secoué, tiré pêle-mêle avec les plus indignes. L'art du théâtre est le plus insulté de tous. On pourrait contester au public le droit d'être si léger, mais enfin il le prend, et tous les jours on cherche à le rendre plus dédaigneux des œuvres d'imagination au lieu de lui en faire comprendre les immenses difficultés. Chaque production est un début pour les poètes et les écrivains les plus célèbres. L'ingratitude du public est inexorable et féroce. A peine a-t-il applaudi une œuvre qu'il s'enquiert de celle qui va suivre, la regarde d'avance et la toise. Si elle ne réussit pas, le passé est rayé, l'homme brisé comme un enfant et foulé aux pieds, eût-il précédemment entassé vingt couronnes sur son front; ainsi est tombé devant nous Gros, le grand peintre, malgré son Iliade immortelle. C'est que, disposé par ceux qui le dirigent à une défiance insultante contre toute imagination inventive, l'affamé public marche derrière nous, comme ces bêtes fauves du désert qui baissent la tête devant l'homme debout, et qui, s'il bronche et tombe, s'élancent sur lui pour le dévorer.

Ce n'est qu'après la mort que tout est remis à sa place et que l'on pardonne des *Scythes*, des *Guèbres*, des *Agésilas* et des *Paradis reconquis*. Mais la *carrière* n'existe pas. *L'ouvrier en livres,* comme je l'ai nommé, tout glorieux qu'il doit être après la vie, ne marche que d'escalade en escalade, et son repos est perdu quand il a tenté le passage d'une barrière qu'il n'a pu franchir. Il est donc aussi faux de dire : *Carrière des lettres*, qu'il le serait de dire : *Carrière de l'imagination;* il n'y a que des fantaisies immortelles inspirées à de rares intervalles.

Il ne dépend point assurément des corps législatifs de changer rien à cette loterie, qui tient à notre nature même, à cet *ostracisme perpétuel* dont j'ai parlé ailleurs, à la manière dont se fait trop souvent la critique, à la versatilité de nos goûts et de nos opinions; mais il dépend d'eux de donner aux travailleurs de la pensée la consolation de voir constituer du moins la propriété des œuvres enfantées par d'honorables labeurs. On le voit par l'exemple que j'ai pris ici pour texte de mes inutiles discours, si Sédaine fût resté *maçon pour vivre et poète pour rire*, ainsi qu'il le disait au directeur de l'Opéra-Comique, comme il avait eu aussi de grands succès dans ce premier métier, meilleur que l'autre, il eût facilement laissé plusieurs mai-

sons et quelque grand hôtel à sa fille; elle y pourrait faire jouer des comédies où ceux qu'elle a dû solliciter désireraient aujourd'hui une invitation, et ni les larmes ni les fatigues d'une pareille vie ne lui auraient ôté la vue du ciel. Mais, Sédaine ayant été *poète pour vivre et maçon pour rire*, il était nécessaire que ses enfans vécussent pour souffrir; je dis ses enfans, car Mlle Sédaine a un frère plus malheureux qu'elle encore et aussi courageux.

Une circonstance curieuse achèvera le tableau de cette pénible vieillesse. Mlle Sédaine a présenté un mémoire, il y a huit ans, pour demander le rétablissement de sa pension de douze cents francs (sa seule ambition), et ce mémoire fut apostillé de MM. de Lamartine, Salverte, Dupin, Pagès, Étienne, Bignon, Viennet, Clément, de Vendeuil, Royer-Collard, de Salvandy, Duchâtel, Guizot et Thiers. Plusieurs de ces messieurs, depuis cette époque, ont été de temps en temps ministres, et n'ont pas eu, ce me semble, les égards que tout le monde en France aurait pour leurs noms propres, car enfin, chacun d'eux a retrouvé, sans en faire grand cas, la pétition qu'il s'était présentée à lui-même, a lu sa signature de protecteur sur sa table de ministre, et l'a dédaignée. — Ah! messieurs, quand on devient roi de France, il est beau certainement de répondre : Je ne me souviens plus des injures faites au duc d'Orléans; mais il serait encore mieux de dire : Je me souviens des demandes du duc d'Orléans.

Cte ALFRED DE VIGNY.

LA

LITTÉRATURE FRANÇAISE

AU XVIE SIÈCLE.

Il est des siècles littéraires plus parfaits que le XVIe; il n'en est pas de plus énergique et de plus puissant. Dans ce siècle mémorable, l'esprit humain marche en tous sens, il avance par toutes ses voies. Tous les contrastes sont en présence; on adore l'antiquité, et un immense besoin de nouveauté ébranle les antiques croyances; on s'inspire des traditions un peu artificiellement ranimées de la chevalerie, et un épicuréisme hardi, effronté, envahit les ames. Le fanatisme religieux arme bien des bras, les passions qui se rattachent aux querelles religieuses remuent bien des cœurs, et le scepticisme le plus audacieux bouleverse et dévaste les esprits. Temps prodigieux où toutes les puissances de la nature humaine coexistent pêle-mêle dans un chaos fécond; temps de l'enthousiasme et de l'ironie, de la poésie et de la science, de l'art et de la politique, du fanatisme religieux et de l'élan philosophique! Il suffit de prononcer les noms des personnages célèbres du XVIe siècle, pour sentir vivement ces contrastes; le XVIe siècle est le siècle de Machiavel et de L'Hôpital, de

Calvin et de sainte Thérèse, de Montaigne et d'Ignace de Loyola, de Rabelais et de d'Urfé.

Ce siècle se divise en deux parties distinctes. La période qui embrasse les règnes de François Ier et de Henri II est dominée par la grande lutte que la France soutient contre les prétentions de l'empire et de la monarchie espagnole; la période qui commence sous Charles IX, se prolonge sous Henri III et se termine sous Henri IV, est remplie par les guerres de religion. Ces deux époques ont deux caractères entièrement différens. La première est plus brillante, ses vices sont cachés par un vernis d'élégance, elle se colore des derniers reflets de la chevalerie. La foi sérieuse du moyen-âge n'existe plus, mais l'enthousiasme vit sous une autre forme, et l'on peut dire de ce temps ce que François Ier disait après la bataille de Pavie : « tout est perdu fors l'honneur. » Quelques bûchers, quelques gibets s'élèvent, mais les lettres et les arts couvrent tout de leur éclat. La seconde moitié du siècle est plus sombre, plus tragique. La chevalerie est morte; les luttes sont atroces. On s'empoisonne, on s'égorge, et l'on finit par la Saint-Barthélemy.

Bien qu'on doive tenir compte d'une division aussi importante, il est impossible de la prendre pour base de l'histoire littéraire; on courrait le danger de séparer des ouvrages qui ne doivent pas l'être, et, pour éviter ce risque, il faut suivre une autre marche qui au fond n'est pas moins réellement historique. On doit, je pense, examiner d'abord tout ce qui se rapporte aux âges précédens, ce qui en est la continuation, le prolongement, puis ce qui appartient en propre à ce XVIe siècle; son passé, d'abord, puis son présent littéraire et intellectuel; enfin, ce qu'il y a d'avenir en lui, ce par quoi il annonce, prépare, produit ce qui viendra plus tard.

En suivant cette marche, on rencontre d'abord la littérature chevaleresque. La chevalerie, née au moyen-âge de l'exaltation religieuse, amoureuse et guerrière, après avoir faibli pendant le prosaïque XVe siècle, reparaît au seizième à l'état d'imitation, de renaissance; en même temps un fait analogue s'accomplit dans la littérature; l'épopée chevaleresque du moyen-âge devient le roman de chevalerie du XVIe siècle. La chevalerie passe de la poésie à la prose. Ce fait important et significatif s'était déjà produit partiellement dans le Lancelot et dans d'autres compositions romanesques; il devient universel. Le roman s'efforce de reproduire l'idéal des sentimens chevaleresques, création du moyen-âge. Il y atteint parfois, mais souvent il les raffine outre-mesure ou les exagère, faute de les bien comprendre. A

côté de ces sentimens souvent forcés viennent se placer des sentimens, des expressions, des peintures d'une nature moins relevée et plus terrestre. Une sensualité vive et parfois grossière forme le plus étrange contraste avec les délicatesses d'un sentimentalisme exalté. Ce contraste, c'est celui des mœurs et de l'imagination, des mœurs qui sont les mœurs du temps, de l'imagination qui est encore par souvenir, par un dernier retour vers le passé, l'imagination du moyen-âge.

Enfin, dans la dernière partie du XVIe siècle, la chevalerie va se retirant toujours, de plus en plus, des mœurs et des sentimens qui, sous les influences de la corruption italienne et du fanatisme religieux, finissent par perdre presque toute trace d'honneur et de générosité. En ces temps funestes et sanglans, le besoin de l'idéal chevaleresque, l'habitude des sentimens qui s'y rattachent, subsistent encore dans les ames comme un écho après un écho; et alors, pour satisfaire à ce besoin qui survit, pour ainsi dire, à sa cause, pour satisfaire à cette habitude qu'on a prise et qu'on ne peut se résigner à perdre, on imagine de transporter l'idéal des sentimens romanesques après l'avoir encore raffiné, et lui avoir ôté tout ce qui pouvait lui rester d'une réalité quelconque, on imagine de le transporter dans un monde purement fictif, de le placer non plus parmi des chevaliers, car il n'y a plus de chevaliers, mais parmi des bergers imaginaires. C'est ainsi que la fin du siècle verra naître ce dédale de subtilités, de délicatesses amoureuses, si patiemment développées et nuancées si savamment dans l'interminable *Astrée*.

Au moyen-âge, à côté de l'épopée chevaleresque, est le fabliau; de même que l'épopée chevaleresque se fait prose au XVIe siècle dans les romans de chevalerie, de même le fabliau du moyen-âge devient *nouvelle;* le XVe siècle a produit le recueil des *Cent nouvelles Nouvelles;* le XVIe voit naître l'*Heptaméron* de la reine de Navarre, et les *Contes* de Bonaventure Desperiers. Dans cette continuation en prose, le fabliau du moyen-âge a conservé toute sa gaieté, et, malheureusement, a conservé aussi toute sa licence.

Marot, le plus ancien de nos auteurs que Boileau ait adopté, Marot est sorti d'un groupe de poètes qui eux-mêmes appartiennent à une famille née au XIVe et au XVe siècle, après les trouvères. Mais, en même temps que Marot se rattache à eux par la nature et la forme de ses compositions morales, galantes, satiriques, il s'en détache parce qu'il a tout ce qui leur manque, la grace, la finesse, l'enjouement. Marot a publié des éditions du *Roman de la Rose* et des poésies de

Villon. Le *Roman de la Rose* est une longue allégorie, galante dans sa première partie, satirique et encyclopédique dans la seconde. Villon, c'est un poète populaire, ou plutôt un poète peuple, plein de gaîté et d'amertume, de grossièreté et de mélancolie. Marot est le continuateur du *Roman de la Rose* et de Villon, avec plus de finesse, de grace et d'esprit que le *Roman de la Rose*, avec plus d'urbanité, mais peut-être moins de verve que Villon. Boileau n'avait pas lu Villon, et l'a bien prouvé par ces deux vers :

. . . . Villon, l'un des premiers,
Débrouilla l'art confus de nos vieux romanciers.

Villon n'a pas plus de rapport avec les vieux romanciers français que Béranger avec Walter Scott. Mais Boileau connaissait Marot et l'a parfaitement caractérisé :

Imitez de Marot l'élégant badinage.

La création, la gloire de Marot, c'est en effet le badinage élégant.

La renaissance de l'antiquité et de l'art s'est accomplie en Italie au XV[e] siècle; elle a passé en France au XVI[e]; sous ce rapport, nous retardons de cent ans sur l'Italie; la renaissance est donc un élément à la fois antérieur et étranger à la France du XVI[e] siècle, mais qui s'y continue et s'y naturalise. La renaissance a produit dans notre pays de grands érudits comme Budée, les Estienne, le latiniste Muret. Enfin, c'est à ce mouvement qui poussait les esprits vers l'antiquité, qu'il faut rapporter les traductions des auteurs anciens, essayées déjà bien des fois en France, comme le montre le catalogue de la bibliothèque de Charles V, mais qui jusqu'au XVI[e] siècle n'avaient guère eu pour objet que des auteurs latins, et s'étendirent alors aux écrivains de la Grèce. La plus célèbre de ces traductions est la traduction de Plutarque, par Amyot, qui a prêté à l'original une réputation mensongère de naïveté, mais qui certainement a eu pour résultat de populariser l'antiquité, et de la rendre familière à un grand nombre de lecteurs. Amyot, trop vanté sous le rapport du style, car il écrivait au siècle de Montaigne et de Rabelais, mérite cependant de compter dans l'histoire des développemens successifs de notre langue.

Le résultat le plus important et le plus littéraire de l'action de l'antiquité sur les esprits au XVI[e] siècle, c'est la célèbre tentative poétique de Ronsard et de ses amis; tentative dont tout le monde a lu l'histoire dans l'ingénieux et ardent récit de M. Sainte-Beuve. Cette tentative, qui a fondé chez nous l'école romantique, n'était

autre chose que l'effort de quelques ultrà-classiques pour se faire de modernes anciens et de Français Grecs et Latins ; effort analogue à celui par lequel, dans différens pays de l'Europe à la fois, on essayait de substituer les vers mesurés des anciens aux vers rimés des modernes, ou même les vers latins aux français. Ronsard et ses amis voulaient que leurs vers français ressemblassent le plus possible à des vers antiques. Les odes de Ronsard étaient jetées dans le moule pindarique; il introduisit dans le langage poétique, plus rarement il est vrai qu'on ne l'a dit, des mots composés à la manière des mots grecs; dans son essai d'épopée, *la Franciade*, il calqua, avec un rare talent d'imitation, la marche de son récit sur l'Iliade. Ce qui est évident pour la forme n'est pas moins réel pour le fond : cette école de Ronsard, qui, dans le mètre, dans la coupe des strophes, dans toutes les parties extérieures de l'art, s'efforce, en faisant souvent violence au génie de la langue française, de reproduire le génie antique; cette même école, par ses sentimens, par son tour d'imagination, non-seulement par la manière dont elle s'exprime, mais par les choses qu'elle dit, se rapproche encore de l'antiquité; elle n'est pas moins païenne par le cœur que par le langage. L'amour que chantent Ronsard ou Dubellay, c'est l'amour antique, c'est celui d'Anacréon, de Properce, de Tibulle, et non l'amour chevaleresque, celui des trouvères, de Pétrarque ou de Dante. Ainsi, tout se tient dans cette révolution littéraire, et le fond et la forme sont également empruntés à l'antiquité.

Dans les genres littéraires jusqu'ici énumérés, les siècles antérieurs peuvent réclamer leur part; mais ce qui appartient en propre au XVIe siècle, ce qui est pour lui la littérature, non du passé, mais du présent, c'est l'histoire; c'est surtout cette quantité de mémoires qui fondent alors définitivement parmi nous un des genres dont nous aurons le plus exclusivement à nous enorgueillir, cette série de productions remarquables qui, traversant le XVIe, le XVIIe et le XVIIIe siècle, aboutira enfin à ces Mémoires que nous attendons tous et que je ne me lasserai pas de supplier publiquement l'auteur de mettre au jour, ces Mémoires, qui seront ceux de notre époque, signés de l'un des plus illustres noms de ce siècle, du nom de Châteaubriand.

Outre les mémoires, le XVIe siècle a son histoire dans la narration que de Thou, par un respect pour l'antiquité qui ne surprend point à cette époque, a écrite en latin, et à laquelle il a imprimé ce caractère de gravité, apanage de la famille parlementaire qu'il représente

si bien, et qui soutint si haut, au milieu du bruit des armes et du tumulte des factions, la majesté des lois.

Je citerai au premier rang des mémoires la vie de Bayard, écrite par le *loyal serviteur*, dans laquelle les vertus du héros sont racontées avec une naïveté charmante qui rappelle Joinville célébrant les vertus de saint Louis, et les faits d'armes retracés avec une vivacité digne de Froissart; dans laquelle enfin éclate cette noble nature, cette ame admirable de Bayard, gloire morale de la France au XVI[e] siècle, de Bayard qui prit au sérieux la chevalerie à laquelle personne ne croyait plus, et dont beaucoup s'amusaient encore; qui en réalisa l'idéal dans sa vie guerrière. Bayard se montre tout entier, avec la candeur de ses vertus, dans la narration du Plutarque inconnu qui a écrit son histoire et qui était digne de l'écrire.

Mais ce qui fait le mieux connaître de quelle trempe étaient ces hommes du XVI[e] siècle, ce sont certains mémoires comme ceux de d'Aubigné, de Tavannes, de Montluc. D'Aubigné attache par l'énergie de son caractère, l'ardeur de ses passions et de ses préjugés, et un bizarre mélange du puritain et du gascon. Tavannes interrompt sans cesse son récit par des digressions souvent fatigantes, mais dans lesquelles on rencontre çà et là des pensées, des vues, des boutades, pleines de vigueur et d'originalité. Tavannes, écrivant dans son château de Sully, comme il le dit, tandis que *les épées étaient de repos*, prédisait qu'une révolution pouvait venir et renverser la monarchie; Tavannes, tout fier gentilhomme qu'il était, parlait éloquemment du besoin d'égalité en France, et avec une singulière pénétration avertissait son pays de ne pas se ruer vainement sur l'Italie et de se porter du côté du Rhin; Tavannes enfin avait pensé à tout, même aux fortifications de Paris.

Blaise Montluc, à l'âge de soixante-quinze ans, tout couvert de cicatrices, après une vie d'aventures, de siéges, de batailles, écrit, *pour les capitaines ses compagnons*, son odyssée belliqueuse à travers laquelle il a déployé un caractère à la fois de Spartiate et de Romain; Montluc se sert d'une plume qui semble taillée à coups de dague, et que le vieux guerrier tient d'une main aussi ferme que son épée.

La littérature politique est le cachet d'un siècle où a vécu Machiavel; cette littérature date en France d'un peu plus haut, car elle remonte à Commines, mais il ne l'avait qu'entrevue et sous un jour particulier. Au XVI[e] siècle, la littérature politique embrasse un bien plus grand nombre d'objets, et les considère sous des points de vue

bien plus variés : toutes les opinions qui aujourd'hui nous divisent sur l'origine, le but, la constitution du pouvoir et de la société, toutes ces opinions, sans en excepter les plus hardies, ont été professées énergiquement au XVI[e] siècle. Parmi les théoriciens, les uns étaient monarchiques, comme Bodin, mais monarchiques modérés à la manière de Montesquieu; Bodin disait que le prince comme le peuple doit obéir à la *nature* de la loi, souveraine de tous deux, *lex utrinque domina* (1); Lanoue demandait les états-généraux; d'autres étaient républicains comme La Boëtie. La Boëtie, dont Montaigne a raconté la mort antique, écrivit à dix-huit ans un petit livre qui ne ressemble pas aux *Sonnets* publiés par Montaigne, et que Montaigne n'osa pas publier. Dans cet ouvrage qui porte le titre expressif de *Contre un*, le principe monarchique est attaqué sans aucun ménagement. En même temps, Languet publiait le *Vindiciæ contrà tyrannos*, et son livre était traduit en français sous ce titre : *Du pouvoir du peuple sur le prince et du prince sur le peuple.*

Après les théoriciens politiques viennent les diplomates, car le XVI[e] siècle est le point de départ de la diplomatie en Europe; cette science naît avec la grande question de l'équilibre européen : alors paraissent Jeannin, Dossat, Granvelle, qui créent la littérature diplomatique. Les pamphlets politiques sont aussi anciens en France que l'imprimerie. On peut distinguer les pamphlets personnels, comme ceux qui furent écrits contre Catherine de Médicis, et les pamphlets dans lesquels, à l'occasion d'un évènement particulier, on traite une question générale, par exemple, celui qu'on trouve dans les *Mémoires de Charles IX* sous ce titre : *l'Autorité d'élire les princes, à qui appartient.* Puis viennent les sermons des ligueurs et le chef-d'œuvre des pamphlets politiques du XVI[e] siècle, celui qui le couronne et le termine, celui qui est en même temps une excellente satire, une excellente comédie, et un monument de bon sens et de bons sentimens, de bonne langue et de bonne éloquence, la *Satire Ménippée.*

La jurisprudence montre avec orgueil les noms de Cujas et de Dumoulin, et se glorifie de cette illustre magistrature française à la tête de laquelle il semble qu'on voit marcher L'Hôpital avec *son apparence de Caton*, comme parle un contemporain, *sa longue barbe, son visage pâle et sa face grave.*

L'art militaire éprouve aussi au XVI[e] siècle une révolution décisive, par l'établissement définitif des armées permanentes, des troupes

(1) Lerminier, *Introduction générale à l'Histoire du droit*, pag. 71.

soudoyées, et par les perfectionnemens que l'art des fortifications et l'artillerie doivent surtout à l'école italienne. De là résulte toute une série d'ouvrages qui traitent des questions nouvelles, et l'on peut dire que la littérature militaire surgit en France au XVIe siècle.

Je n'ai pas encore parlé du plus grand évènement intellectuel et moral de ce temps, de la réforme religieuse qu'il a vu naître. Cet immense évènement se rattache immédiatement à l'histoire littéraire de la France, car Jean Calvin fut l'un des pères de notre prose; mais, pour apprécier ce grand fait de la réforme, il faut l'étudier en lui-même dans ses causes et dans son esprit, il faut en rechercher les antécédens et en parcourir les phases principales. Pour caractériser Calvin, il faut le comparer avec Luther et Zwingle; enfin, il faut examiner quelle a été l'action de la réforme sur la philosophie, sur la politique, sur les lettres et les arts. La réforme a été préparée par les âges antérieurs, et cependant elle est bien l'œuvre du XVIe siècle, elle est bien sa propriété. En même temps elle tient à ce qui a suivi, elle regarde vers l'avenir, on ne saurait le méconnaître; elle a laissé sur l'Europe, dont elle a conquis une partie, une empreinte qui dure encore, d'abord dans les pays où elle règne, à Londres et à Berlin, et même dans les pays catholiques; la réforme a agi jusque sur les écrivains qui lui sont le plus opposés. Enfin, et ce n'est pas là sa moindre influence, elle a provoqué une réaction admirable qui commence au XVIe siècle avec Ignace de Loyola et sainte Thérèse, et qui, dans le siècle suivant, par saint François de Sales, par le cardinal de Berulle, arrive jusqu'aux plus glorieux champions du catholicisme, Pascal et Bossuet.

Bien plus encore que la littérature née de la réforme, la littérature philosophique du XVIe siècle se rattache à ce qui a suivi. Cette littérature est représentée surtout par le nom de Montaigne, Montaigne le sceptique, qui ne veut rien renverser, mais qui touche, qui remue toutes les idées, et, par là, en ébranle beaucoup. Montaigne est le père de tous les libres penseurs qui viendront ensuite; il a presque agi sur Pascal, qui a eu peur de lui, et ne s'est sauvé du scepticisme qu'en se précipitant, les yeux fermés, dans l'abîme de la foi. Lamotte-le-Vayer, Bayle, Fontenelle, et en partie Voltaire, relèvent de lui. Montaigne, c'est un esprit d'une indépendance absolue qui échappe à toute prise, d'autant plus puissant qu'il est plus naturel, et pour ainsi dire plus involontaire, qu'il se transporte, à son gré, d'un pôle de la pensée à l'autre et se retrouve toujours dans son assiette, allant ainsi au bout de toute chose sans sortir de chez soi. Son style,

duquel il est plus vrai de dire que d'aucun autre, avec Buffon : « Le style, c'est l'homme même; » son style qu'il n'a trouvé nulle part, dont il n'a communiqué le secret à personne, qu'il invente à chaque moment pour le besoin de sa pensée, son style est aussi rapide, aussi divers, aussi ondoyant que son esprit.

Il ne reste plus qu'un grand nom à prononcer pour terminer cette revue rapide, et ce n'est pas le moins célèbre de tous. Rabelais est le fou du siècle; son rôle est de dire mille vérités à travers mille extravagances. Je ne vois pas en lui un philosophe ayant un système arrêté sur l'éducation, sur la politique, sur la morale; je ne chercherai pas la vérité dans la *dive bouteille;* je ne m'appesantirai pas sur chaque partie du *Gargantua* ou du *Pantagruel*, pour y trouver des allusions perpétuelles, des intentions profondes, pour faire, enfin, le métier de ce que Rabelais appellerait *un abstracteur de quintessence;* mais je crois qu'en se jouant, en se *gaussant*, Rabelais, par la pénétration naturelle de son esprit, a rencontré une foule d'idées ingénieuses, de vues originales. Ses opinions sont des saillies plutôt que des jugemens et ressemblent aux propos heureux qui échappent dans l'ivresse. Ce que l'on doit admirer surtout chez Rabelais, malgré la déplorable grossièreté, les souillures immondes qui déshonorent son livre, c'est cette gaieté intarissable et qui n'a peut-être été donnée à nul mortel au même degré, cette verve qui ne se fatigue et ne se repose jamais, et, par-dessus tout, ce style prodigieux, si riche, si souple, si abondant, si précis, cette phrase apprise à l'école des attiques et dans laquelle brille, à un si haut degré, la vivacité, la netteté, l'harmonie, apanages naturels de la prose française.

Enfin le théâtre aussi prend un essor nouveau : on écrit encore des mystères et des moralités; mais Jodelle fonde la tragédie imitée des anciens, et Hardi la tragédie romanesque; il a composé, dit-on, huit cent pièces. Hardi est de la famille de Lope de Vega.

Cette énumération incomplète suffit pour montrer quel spectacle varié, attachant, animé, présente la littérature française au XVIe siècle; mais l'histoire littéraire, aussi bien que l'histoire politique, ne doit pas être seulement un spectacle, elle doit encore être un enseignement. Parmi toutes les leçons qu'on peut tirer de l'étude du mouvement littéraire au XVIe siècle, il en est une qui m'a surtout frappé et dont je crois que notre temps pourrait profiter.

Ce siècle si rempli par les produits de l'intelligence et de l'imagination, ce siècle dans lequel toutes les facultés de l'esprit humain et

de l'ame humaine ont été représentées par des hommes éminens, ont enfanté des œuvres remarquables, n'a pas été, il s'en faut, un siècle tranquille et pacifique, une époque de loisir commode aux penseurs et aux écrivains; il a été, au contraire, un des âges les plus orageux, les plus remplis par l'action, les plus tourmentés par les révolutions qu'ait vus l'humanité, un siècle de guerres et d'agitations, de troubles, de déchiremens. C'est au milieu de ces agitations, de ces tempêtes, que les hommes du XVIe siècle ont fait tout ce qu'ils ont fait; les guerres étrangères, les désordres plus déplorables des guerres civiles, n'ont pas empêché ces hommes d'écrire, et d'écrire beaucoup d'in-folios, de se nourrir avec passion de l'antiquité, d'agiter les plus grands problèmes de la religion et de la philosophie. Ceci doit être une leçon pour tous les temps et particulièrement pour le nôtre. Si nous sommes destinés, comme il est possible, à voir des troubles et des guerres, il est bon de nous dire, par avance, que les plus grandes agitations publiques, les plus grands désordres sociaux même, ne doivent point distraire des intérêts intellectuels de l'humanité. Il en est ainsi à plus forte raison quand l'agitation est dans les esprits encore plus que dans les faits; il serait inexcusable alors de se laisser tellement posséder par les préoccupations politiques, qu'on oubliât le culte de la pensée, l'étude, l'art, la science. Il ne s'agit nullement ici de la plus légère indifférence pour les intérêts publics : les hommes du XVIe siècle étaient très loin de cette indifférence; tous prirent une part active aux affaires et aux passions contemporaines, mais en ressentant ces préoccupations impérieuses, sacrées, ils trouvaient du temps, ils trouvaient de la force pour penser, pour apprendre, pour produire. Imitons l'exemple de ces hommes, et en ressentant, comme c'est notre devoir et notre honneur, en ressentant profondément l'intérêt qui s'attache aux agitations publiques, recueillons dans nos cœurs assez d'énergie encore pour remplir notre tâche, pour faire notre travail; qu'ainsi aucune force, aucune faculté, aucune activité ne soit perdue, et, quoi qu'il advienne, à travers tous les évènemens qui peuvent naître, que chacun de nous, dans sa vocation, selon sa destinée, s'efforce de donner à la France un grand siècle de plus.

J.-J. AMPÈRE.

DE L'ACADÉMIE.

RÉCEPTION DE M. LE COMTE MOLÉ.

De très bonne heure, et presque au lendemain de son institution, il s'est fait des épigrammes contre l'Académie; elles venaient de ceux même qui en ont été et de ceux qui n'en pouvaient pas être. Il y a eu les épigrammes que j'appellerai innocentes et gaies, comme celles des poètes épicuriens Chapelle et Lainez au XVIIe siècle, comme ensuite celles de Piron. Il y a eu les traits plus violens et même envenimés, comme ceux que Chamfort, tout académicien et lauréat d'académie qu'il était, aiguisa, tailla, assembla en faisceau, pour en faire un instrument de mort aux mains de Mirabeau, qui devait frapper le coup. Et pourtant l'Académie a subsisté, a revécu du moins, et sans trop se modifier encore; elle a peu dévié de l'esprit de sa fondation, elle y est revenue dès qu'elle a pu; elle a même gardé de son prestige, et le mot de d'Alembert, dans son ingénieuse préface des *Éloges*, qui répond d'avance à tout, reste parfaitement vrai : « L'Académie française, dit-il, est l'objet de l'ambition secrète ou avouée de presque tous les gens de lettres, de ceux même qui ont fait contre elle des épigrammes bonnes ou mauvaises, épigrammes dont elle serait privée pour son malheur, si elle était moins recherchée. »

Montesquieu, Boileau lui-même, Charles Nodier, avaient commis

bien des irrévérences contre le corps ou contre les membres immortels, et ils en ont été; et chose plaisante! quand on est une fois de l'Académie, on fait comme tout académicien; avec plus ou moins de bonne grace, on remercie de même, on est flatté de même, on est plus ou moins conquis. Nous verrons bien pour M. Hugo.

A ceux qui, jeunes, débutent par l'attaquer, par la dédaigner, l'Académie, qui n'est pas une personne jeune, mais d'âge moyen, et qui ne meurt pas, peut répondre : *J'attendrai.* Cette fièvre d'audace et de propre bonheur, cette ébullition, ce rien qu'on appelle la jeunesse se passe, et l'attaquant, s'il a quelque valeur et s'il cherche dans la société toute la place à laquelle il peut prétendre, commence un jour à lorgner de loin l'Académie. S'il est vrai, comme l'a dit d'Alembert encore, que l'écrivain isolé soit une espèce de *célibataire*, il vient un âge où les plus intrépides célibataires commencent à ne pas trouver absurde de se marier. Pour un mariage avec l'Académie, il n'est jamais trop tard. Et l'Académie vous voit venir, et elle sourit, et elle triomphe; et dans sa malice (car elle en a, jamais de colère), elle vous fait dire plus d'une fois : *Repassez.*

L'Académie, en un mot, répond parfaitement à un certain changement d'âge dans les esprits littéraires. A vingt ans, quand on est novateur et révolutionnaire, on donne en plein dans le Chamfort. A quarante, pour peu qu'on s'écoute sincèrement, on commence à pencher au d'Alembert.

Quel est, quel peut être le rôle de l'Académie dans notre temps? Comment peut-elle se donner toute l'importance qui lui est permise et que plusieurs lui contestent? Est-elle surtout un ornement littéraire, et doit-elle se borner, en général, à n'être que cela? Graves questions toujours agitées, et assez inutilement par ceux qui sont hors de l'Académie. Dès qu'on y entre, on salue, on s'asseoit et l'on n'en parle plus. Mais il est un point que j'oserai croire plus essentiel qu'aucun, et pour lequel il n'y a aucune innovation à demander; j'en parlerai donc; il ne s'agit pas du *Dictionnaire.* C'est que dans ce temps de mœurs littéraires si mauvaises et si gâtées, en ce temps de grossièreté où la littérature, ce qu'on ose appeler ainsi, trop souvent imite la rue et n'en a pas la police, il importe que l'Académie reste un lieu où la politesse, l'esprit de société, les rapports convenables et faciles, une transaction aimable ou du moins suffisante, la civilisation enfin en littérature, continuent et ne cessent jamais de régner. Il importe que l'Académie redevienne ou reste autant que possible une *compagnie.*

Des coteries, de tout temps il y en a eu au sein de l'Académie. C'est malgré une coterie qu'y entrait La Bruyère, lequel s'en est si fort souvenu dans la préface de son discours de réception. Mais ces petits groupes très mobiles, et formés d'ordinaire à l'encontre d'une seule personne, n'avaient rien de persistant; ce n'étaient pas des partis. Au XVIIIe siècle, en avançant, les oppositions intestines devinrent plus marquées, plus régulières : les évêques et le parti encyclopédique se disputaient plus ou moins ouvertement les nominations. La pièce, tout-à-fait parricide, de Chamfort, en 90, en éclatant, nous révèle tout ce qu'il y avait de haines sourdes qui couvaient entre confrères (1). Pendant les dix ou quinze années de révolution qui suivirent, le parti philosophique était le maître à l'Institut, dans les diverses sections; je ne sais s'il y fut aussi intolérant qu'on l'a dit quelquefois; les autres, en petit nombre, s'y montraient certainement assez hargneux. Sous la restauration, il y eut coup d'état dès l'abord et installation d'une majorité politique au sein de l'Académie plus que restaurée. Cette espèce de domination non littéraire, avec d'heureux intervalles pourtant, se prolongea jusqu'au renversement du ministère Villèle : c'est cette réduction, cette sujétion de l'Académie à un parti politique qui est, avant toutes choses, à éviter. La modération de la révolution de juillet a tourné l'écueil, et, bien qu'elle ait rempli l'Académie de ses personnages, ç'a été à des titres bien patens et sans idée aucune d'asservissement ou d'exclusion. Ainsi il n'y a plus de parti politique faisant loi à l'Académie. L'élection de M. Hugo vient de rompre toute reprise de coalition littéraire exclusive, si toutefois cela méritait ce nom. L'important, c'est que l'Académie soit libre dans ses choix, qu'elle les fasse aussi balancés, aussi imprévus, aussi étendus que possible, et sans s'interdire même les gens de lettres proprement dits, spéciaux, isolés, *célibataires* obstinés

(1) Cette pièce est d'ailleurs des plus piquantes pour l'esprit. Chamfort s'égaie bien vivement de l'homme de lettres *célibataire* de d'Alembert; il commente très drôlement ce mot : « *L'homme de lettres qui tient à l'Académie donne des ôtages à la décence;* » mais, si malin que fût Chamfort, n'était-il pas un peu bonhomme et crédule quand il disait : « Nous arrivons à la troisième fonction académique, les complimens aux rois, reines, princes, princesses ; aux cardinaux, quand ils sont ministres, etc. Vous voyez, messieurs (l'ouvrage est sous forme de discours), par le seul énoncé, que cette partie des devoirs académiques est diminuée considérablement, vos décrets ne laissant plus en France que des citoyens. » — Le monde me fait parfois l'effet d'une très bonne montre ; on fait tout pour la gâter et la déranger; mais, pour peu qu'on la laisse quelque temps dormir tranquille, elle revient d'elle-même au bon point.

jusque-là, et qui, à ce titre, ont marqué un peu vivement. Chacun a ses torts. Ceux qui ne se sont occupés toute leur vie que des lettres, ne peuvent avoir que des torts et des peccadilles littéraires, et ils en ont nécessairement, à moins d'être et d'avoir été toujours des sujets exemplaires, ce qui, on en conviendra, est la pire des choses en littérature.

Après cela, que l'Académie tempère, qu'elle entremêle, qu'elle *espace* et *distance* (sont-ce des mots académiques?) les gens de lettres par des choix d'une littérature moins spéciale, et par toutes les sortes de variétés que présentent, dans une société comme la nôtre, les applications publiques de la parole : à la bonne heure ! l'Académie est un salon; pour qu'il reste le premier de tous, à de certains jours, il faut qu'il n'y manque aucune des formes et des distinctions possibles du langage. Et puis, qu'on ne l'oublie pas, plus de la moitié des académiciens de tout temps ont été des grands seigneurs, des évêques, des maréchaux de France de père en fils, de ces membres, comme disait le digne et ingénieux d'Alembert, que la compagnie *avait plutôt reçus qu'adoptés.* Mais, va-t-on s'écrier, on a aboli tout cela; non point, s'il vous plaît; vous retombez dans l'illusion de Chamfort; on n'a point aboli, on a *transformé* tout cela. Il n'y a plus de grands seigneurs à l'Académie, reçus à ce titre et sur un mot du roi. Le temps est loin en effet, où le duc de Villars s'y voyait nommé pour succéder à son père le maréchal, lequel en était pour la victoire de Denain. En 1738, le marquis de Saint-Aulaire, le spirituel ancêtre du très légitime académicien d'hier, avait, comme directeur de l'Académie, à recevoir le duc de La Trémoille qui n'y avait d'autre titre que ses hautes qualités et fonctions à la cour. Mais il se trouvait, par bonne fortune, que le père de ce duc de La Trémoille, avait épousé la petite-fille de M[me] de La Fayette, l'auteur de *la Princesse de Clèves*, et le nouvel académicien, arrière-petit-fils de M[me] de La Fayette par sa mère, se pouvait dire de la sorte petit-neveu (à la mode académique) de *la Princesse de Clèves* et de *Zaïde*. M. de Saint-Aulaire, en homme d'esprit et de ressource, ne manqua pas de le lui dire : « Pouvaient-elles mieux s'acquitter (*les lettres*) de ce qu'elles devaient elles-mêmes à cette femme incomparable, dont le nom, qui s'est perdu dans votre maison, fut encore moins fameux par les grands hommes qui l'ont porté..., que par les deux chefs-d'œuvre immortels?... » Et il se jette, en finissant, sur Castor et Pollux, comme Simonide. On est bien loin de ce temps-là. Mais, encore une fois, il y a eu transformation plutôt que destruction à l'Académie, et les hautes

fonctions, les services rendus à l'état dans la carrière publique, sont et seront toujours des indications pour les choix, pourvu qu'il s'y joigne à l'appui un accompagnement, un prétexte littéraire, ou un retentissement d'éloquence.

La société est faite ainsi, elle a ses raisons. Si littérateur qu'on soit ou qu'on se fasse, je ne saurais y voir un grand inconvénient. Le danger pour l'Académie, si danger il y avait, ne viendrait jamais de quelques hommes distingués et lettrés du monde politique; il viendrait des gens de lettres médiocres s'attroupant en bloc, se coalisant ou se déchirant. Si, par grand hasard et malheur, un Trissotin se glissait dans l'Académie, oh! pour Dieu! qu'il n'y ait du moins jamais de Vadius; ou si Vadius s'y trouvait installé sans qu'on sût comment, pour Dieu! alors qu'on n'y reçoive jamais Trissotin. Échapper toujours aux ridicules littéraires, c'est beaucoup, c'est difficile pour un corps; mais surtout ne jamais donner accès aux vices littéraires, voilà le possible et l'essentiel. Les vices littéraires sont ce qu'il y a au monde de plus bas et de plus vil; la littérature actuelle en abonde. Je conçois que l'Académie mette du temps et grande réserve à trier.

Pour les gens de lettres eux-mêmes, s'ils en valent la peine, il n'est pas sans profit d'attendre la fin de l'épreuve et de n'arriver à l'Académie qu'un peu sur le tard. Le mieux est d'avoir fourni auparavant tout ce qu'on peut en plein air, avec ses coudées franches. Même dans les plus beaux jours du passé académique, de bien illustres, il est flatteur de se le dire, sont entrés tard et bien tard : Boileau, La Fontaine, Voltaire :

> Et j'avais cinquante ans quand cela m'arriva.

Une compagnie d'honnêtes gens, aimant les lettres, y arrivant, y revenant de bien des côtés, se plaisant à en causer dans leur âge mûr, ou sur leurs vieux jours, s'y réconciliant, s'il le faut, et croisant sur un même point, sur un mot de vocabulaire, des pensées d'origine bien diverse, ainsi je me figure la réunion de famille et le *tous-les-jours* de l'Académie.

En face du public, c'est autre chose, c'est la distribution bien entendue de revenus assez considérables, la dispensation de certaines récompenses littéraires, la provocation à de certains travaux ou exercices plus ou moins bien choisis. Il y a enfin dans l'Académie le grand corps de l'état, je passe et m'incline.

Un des hommes qui ont caché et enterré le plus d'esprit sous le plus d'érudition, Gabriel Naudé, assistant à la fondation des Acadé-

mies d'Italie et de France, a dit qu'elles étaient des *bals*, que les bons esprits y allaient comme les belles femmes au bal, pour y passer leur temps agréablement et pour s'y montrer. Je ne sais si Richelieu, qui aimait tant les ballets, et qui savait qu'on les aime en France, a pensé à cela en fondant l'Académie française; mais il se trouve que c'est assez vrai. Oui, on y peut voir parfois des bals de beaux esprits, bals parés, brillans, très courus. Plus jeune on aimait mieux un autre bal, plus frivole certainement, plus sérieux aussi, demandez à Roméo. Les beaux esprits, les délicats, en avançant, se mettent à convoiter ce dernier bal commode, riant, honoré. On a tout vu, on a assez dit. On est un peu las de la vie, du festin, non pas assez pour quitter la table; c'est le dessert. « Je ne sors point, si ce n'est pour aller un peu à l'Académie, afin que cela m'amuse, » disait La Fontaine. En autre saison, ne lui en voulez pas, il eût mieux aimé aller au bois sous la coudrette, même seul, pour dormir *parmi le thym et la rosée.*

L'Académie française, entre toutes les autres, est la seule qui ait gardé le privilège de donner des bals, ou pour parler moins légèrement, de vraies fêtes. C'en est une toutes les fois qu'elle a à recevoir un nom connu, célèbre. C'en était une l'autre jour et très brillante. Bien des points de vue s'y joignaient. Il y avait jouissance de société, il y avait caractère public et sérieux hommage : un prélat mort, un homme d'état considérable qui le remplaçait, et qu'on nous permette d'ajouter, un homme aimable.

Je ne dirai pas, je ne sous-entendrai pas un mot de politique dans tout ceci, je me hâte de le déclarer, même s'il m'arrivait, par mégarde, de me risquer à toucher au discours de M. Dupin. Pas un mot de politique, ceci seulement : quand on est bien persuadé (et c'est peut-être fort triste) que l'art de gouverner les hommes n'a pas dû changer malgré nos grands progrès, et que, moyennant ou nonobstant les divers appareils plus ou moins représentatifs et soi-disant vrais, au fond cet art, ce grand art, et le premier de tous, de mener la société à bien, de la conserver d'abord, de l'améliorer et de l'agrandir s'il se peut, ne se pratique jamais directement avec succès qu'en vertu de certains résultats secrets d'expérience très rigoureux, très sévères dans leur équité, très peu optimistes enfin, on en vient à être, non pas indifférent, mais assez indulgent pour les oppositions de systèmes plus apparentes que réelles, et à accorder beaucoup, au moins quand on n'est que simple amateur, à la façon : je rentre, on le voit, en pleine littérature.

Parmi les hommes d'état qui ont paru en première ligne dans nos

affaires depuis dix ans, il en est plusieurs qui se sont fait bien des titres de gravité, de vertu, d'éloquence; il en est deux que j'ai toujours involontairement rapprochés par le contraste et aussi par de certaines ressemblances dans l'effet produit. M. Thiers est certainement un homme de la toute nouvelle société; M. Molé devient chaque jour un des plus rares représentans de l'ancienne. Ils appartiennent, au moins depuis quelques années, à des systèmes opposés et qui se se sont combattus; l'origine de leurs idées semblait les destiner à se combattre bien plus nettement encore. Les habitudes, les applications de leur parole, ou sobre et proportionnée, ou abondante et féconde, en font des orateurs des plus distincts. Eh bien! l'un et l'autre pourtant, à l'aide ou des saillies ou des nuances de cette parole, l'un et l'autre de plus ou moins loin et tous les deux de près, arrivent à produire un effet analogue de persuasion facile, de séduction aisée. Ils agréent chacun dans sa forme; on a, si on l'osait dire, du goût pour eux. Un certain charme d'orateur ou de causeur est bien quelque chose à noter le jour où l'on parle d'académie.

Je disais tout à l'heure que le rôle le plus indiqué de l'Académie en ce moment était de maintenir, au milieu de la ruine des procédés et à travers les violations courantes du droit des gens dans les lettres, une certaine politesse, une conciliation dans son sein, une douceur enfin de civilisation à l'aide de ce qui en a été toujours considéré comme l'expression et la fleur. En portant son choix sur M. Molé, qu'a-t-elle fait, sinon de se donner l'élu que lui aurait offert en tout temps, et lorsque la chose comme le nom existait le plus, la société française elle-même?

M. Molé, au début de son discours, a parlé avec modestie, avec émotion, des jours de son enfance et des enseignemens littéraires réguliers qui, a-t-il dit, lui ont manqué. « Vous, les maîtres de l'art d'écrire et de la parole, la chaîne des temps n'a pas été interrompue pour vous; avant d'exceller vous-mêmes, vous avez appris. Ceux qui vous ont précédés dans la carrière y ont dirigé vos premiers pas... Vous ne sentez peut-être pas assez vous-mêmes tout le prix de ces biens que vous avez reçus; croyez-en celui qui les regrettera jusque dans sa vieillesse, et dont l'enfance sans protection, sans guide, n'eut de leçons que celles du malheur. » — On s'étonnait un jour devant M. d'Andilly que son très jeune frère, le docteur Arnauld, au sortir des écoles, eût pu produire en français un livre aussi bien écrit que celui de *la Fréquente Communion*. « Mais il me semble, répliqua M. d'Andilly un peu fièrement, qu'il n'avait pour cela qu'à parler la langue

de sa maison. » A la modestie de M. Molé, on aurait pu répondre quelque chose de tel. S'il n'eut pas les écoles, il eut la famille. Et quant au fond, il ne sera pas sans intérêt ici de parler de ces leçons du malheur qu'il a touchées d'un mot.

Son père, président au parlement de Paris, n'avait point émigré; après un voyage à Bruxelles, où son fils, âgé alors de dix ans, l'accompagnait, il était rentré en France dans le délai accordé par la loi. Mais bientôt, mis en arrestation par mesure générale avec les principaux habitans du faubourg Saint-Germain, il faillit être enveloppé dans les massacres de septembre. C'est alors que commença cette rude et forte éducation des choses pour le jeune Mathieu Molé, âgé de onze ans. Il s'agissait de sauver son père, il fallait pénétrer aux sections, solliciter les meneurs, les intéresser, arracher un ordre de délivrance. Cette première fois le jeune enfant l'obtint; il vit son père tiré vivant du sein du massacre et ramené à l'hôtel Molé aux applaudissemens du même peuple mobile qui, la veille, l'aurait insulté, et qui le lendemain le verra mourir. Le jeune homme ne se doutait pas qu'il avait déjà beaucoup appris. Il avait déjà trouvé, par piété filiale, dans ses journées passées aux sections, quelque chose de l'art d'aborder, de deviner, de manier les hommes.

Son père ne tarda pas à être ressaisi par la loi des suspects; compris ensuite dans la mise en jugement du parlement de Paris, il allait monter à l'échafaud. Cette fois, les sollicitations, les efforts désespérés du jeune homme ne purent rien : il passait sa vie à épier à la sortie quelques membres du tribunal ou de la Convention, quelque ancienne connaissance, telle que Hérault de Séchelles, qu'il avait vu chez son père. Rien n'y fit. Son père mourut. Le lendemain de l'exécution, sa mère, sa famille et lui, fils unique, étaient mis hors de l'hôtel Molé, et dépouillés de tout, à la lettre, par confiscation nationale. Il avait treize ans à peu près, et il dut devenir l'unique soutien des siens pendant quelques années. La détresse des premiers mois fut inexprimable. Sa précocité acheva de s'y développer; sa nature offrait alors, à ce qu'il paraît, un caractère méditatif qui s'est dérobé depuis sous le positif des affaires et la bonne grace du monde.

Robespierre tomba : le jeune témoin assistait aux séances de la Convention qui amenèrent sa chute. C'était un cours de rhétorique parlementaire très forte, ou même de philosophie de l'histoire, qui en valait bien un autre. La discussion de l'adresse pourrait bien après ne paraître qu'un jeu. Il recueillit de tout cela des impressions profondes, ineffaçables, de ces impressions qui ne devraient jamais être

séparées de l'histoire, et sans lesquelles elle n'est que froide et morte, toujours plus ou moins menteuse. Et on ne la comprend, l'histoire, que quand on la revivifie avec ces impressions devinées, ressaisies dans le passé, à l'aide de celles que nous éprouvons nous-mêmes dans le présent.

Au moment de pire souffrance, un volume de Bernardin de Saint-Pierre tomba sous la main du jeune homme; il n'avait rien lu; ce fut comme un rayon consolateur qui vint luire à ses yeux et lui révéler un monde nouveau. Un peu plus tard, ayant trouvé un petit emploi qui l'envoyait à une vingtaine de lieues de Paris, il y lut les ouvrages de Richardson; mais son trouble intérieur, loin de s'en apaiser, s'en accroissait encore. Un brave capitaine, homme instruit, lui conseilla de sortir de ce vague douloureux par des études précises, et s'offrit de lui enseigner les mathématiques. Le jeune homme s'y appliqua aussitôt et y réussit singulièrement. Les jours et une partie des nuits suffisaient à peine à son zèle. De retour à Paris, il put suivre les cours de l'école, alors libre, qui menait aux ponts-et-chaussées, aux mines, aux armes savantes, et il y rencontrait, comme camarade, celui qui fut le général Bernard, et dont l'éloge l'a ramené à ce touchant souvenir. De tout le discours de M. Dupin, j'aime à me rappeler un mot qui aurait semblé parfait, s'il avait été moins accompagné : « Vous avez fait comme nous, monsieur, vous avez commencé. » — Cependant les temps étaient devenus meilleurs; la société entière renaissait. La Harpe, au Lycée, rouvrait son cours; les acteurs français, sortis de prison, rendaient la vie aux chefs-d'œuvre. On se retrouvait, on vivait. Ce fut un moment unique pour tous; que n'était-ce pas pour ceux qui y arrivaient dans le flot montant et l'aurore de leur propre jeunesse!

On croit trop que la société, la civilisation, sont des choses inhérentes à l'homme, impérissables, et comme éternelles. Réfléchissez un peu : à chaque révolution, à chaque calamité sociale un peu longue, quelle interruption notable en tout se fait aussitôt sentir! et combien il faudrait peu de chose pour l'intercepter, pour l'éteindre, cette civilisation dont on est si sûr, aux lieux même où elle paraît le plus brillante! La société, a-t-on dit, est une invention d'Orphée; mais il convient d'y veiller, de l'entourer d'un entretien perpétuel, sous peine d'avoir à la réinventer encore.

A ce moment de renaissance, aux environs de 1800, M. Molé, qui avait retrouvé toutes les relations naturelles de sa famille, y joignit des amitiés littéraires illustres et toutes particulières. Fontanes,

rentré de son exil de fructidor, se liait étroitement avec lui; M. Joubert, dont on sait de belles pensées et dont les œuvres plus complètement recueillies ne tarderont pas à paraître, voyait dans le jeune homme sérieux le confident peut-être le plus ouvert à ses subtiles et fines délicatesses. M. de Bonald s'y mêlait; M. de Châteaubriand, enfin, venait couronner le cercle de cette intimité d'alors, autour de M[me] de Beaumont. Les *Mémoires* consacreront un jour cette société de la rue Neuve-du-Luxembourg.

En entendant l'autre jour à l'Académie M. Molé, il me semblait reconnaître une teinte marquée de cette époque qui se réfléchissait dans son discours; c'était un certain accent de doctrines religieuses, sociales, conservatrices, réparatrices. L'abbé Emery y avait bien la louange qu'on lui donnait en ce temps-là. L'académicien parlait entre M. de Châteaubriand et M. Royer-Collard. Et nul doute que c'était le souvenir de ces années de jeune union, qui avait ramené là M. de Châteaubriand, malgré son absence de dix ans à ces sortes de solennités.

Un ouvrage de M. Molé se rapporte à ce moment qui précéda son entrée dans la carrière publique. Il fit paraître en 1806, sans nom d'auteur, des *Essais de Morale et de Politique*, qu'appuyèrent fort ses amis, Fontanes notamment dans le *Journal de l'Empire*. Beaucoup de gens aujourd'hui vous parlent à l'oreille de cet ouvrage et l'incriminent sur ouï-dire; la plupart seraient fort étonnés, s'ils le lisaient, d'y trouver un écrit tout de forme métaphysique et de déduction abstraite, d'un dogmatisme ingénieux, mais assez difficile et obscur. Le livre donne du respect pour la jeune intelligence qui l'a conçu. On sent que l'auteur a causé beaucoup avec M. de Bonald, et qu'aussi il a étudié les mathématiques. Mais, si mûr qu'il fût alors, il ne l'était pas encore assez pour paraître simple. Je conjecturerais que les résultats de l'expérience de l'homme politique sont devenus, depuis, d'autant plus positifs qu'il ne les formule jamais.

La seconde édition des *Essais de Morale et de Politique* (1809) contenait de plus une *Vie de Mathieu Molé*, où se mêlent avec convenance, à une manière nette et tout-à-fait saine, quelques traits d'imagination et de sentiment : « Pendant que Troie était en flammes, écrit l'auteur en commençant, peu de gens ont imité le pieux Énée; pour moi, moins heureux que lui, je n'ai pu sauver mon père, mais je ne me suis jamais séparé de mes dieux domestiques. » Les dernières pages offrent quelque chose de méditatif, une sorte de reflet détourné, mais sensible, du jeune contemporain de

René : « Au terme de sa carrière, dit-il de son grand aïeul, on ne vit point se réveiller en lui ces regrets si ordinaires aux vieillards. Il n'éprouva pas le besoin d'aller goûter dans la retraite le souvenir de ses sacrifices. Il ignora cette sorte de rêverie des derniers jours que produisent les illusions détruites, et qui console de tout ce qui échappe par le plaisir d'en être détrompé. Exempt d'infirmités et de mélancolie, comme un ouvrier robuste, vers la fin de sa tâche, il s'endormit. »

En cette renaissance de toutes choses, on reprenait quelques anciens livres oubliés; Balzac redevint de mode un instant; on en publia des pensées, on en causait beaucoup. Il semblait que la société voulût refaire par lui sa rhétorique. Un jour, à Champlâtreux, comme la conversation roulait sur cet auteur, M. Molé, qui l'avait sous la main, l'ouvrit, le commenta : plus d'un auditeur en a gardé le souvenir, comme d'une agréable leçon.

Balzac et sa rhétorique ne venaient, pour M. Molé, que tard, après l'étude de la société, des hommes, des mathématiques, après l'école des choses. Il ne lui en est resté, dans le style et dans la parole, que l'indispensable. Son expression comme orateur est surtout simple. Il s'est fait, dans les luttes parlementaires dernières où il a paru se surpasser, un genre à lui qui n'a rien d'ambitieux et qui persuade. Au milieu des grands éclats et des torrens d'éloquence de tant d'orateurs rivaux, il a trouvé sa veine à part. Ces joutes brillantes des princes de la parole ne sont-elles pas un pur jeu et en pure perte? demandait-on un jour devant lui; et il répondait que la plus grande originalité serait encore celle-ci : *un honnête homme venant dire simplement et clairement des choses sensées.* J'appuie cet amendement proposé à l'antique définition de l'orateur.

Ce tact, cette justesse délicate qu'il n'a cessé de garder sur des scènes plus passionnées, ne pouvait lui manquer au sein de l'Académie, où il est permis d'en faire preuve à loisir. Je ne relèverai que quelques traits du discours çà et là. On a fort applaudi et l'on goûte de nouveau à la lecture cette parole de moraliste sur l'indulgence : « Pour moi, je le confesse, le résultat d'une longue suite de jours, qui ne sont pas sans souvenirs, n'aura pas été uniquement de rendre mes convictions d'autant plus inébranlables, mais aussi, mais surtout de m'apprendre que l'indulgence, dont on se vante, a encore des rigueurs que n'aurait pas une complète justice. »

De simples mots ont produit un effet au passage : « Voilà, me dit-il un jour (en parlant de l'abbé Émery), voilà la première fois

que je rencontre un homme doué d'un véritable pouvoir sur les hommes, et auquel je ne demande aucun compte de l'usage qu'il en fera. » Ce *me dit-il un jour* a fait mouvement; il s'agissait de Napoléon. Les hommes qui ont causé avec Napoléon deviennent rares. M. Molé est un de ceux avec qui il a le plus causé, et de tout; car ce que Napoléon avait peut-être encore de plus remarquable, c'était l'esprit, l'audace et la verve de l'esprit. Les *Souvenirs* entièrement écrits de M. Molé en rendront plus tard fidèle témoignage.

L'orateur, à un endroit, a très bien caractérisé et loué le style uni et limpide de M. de Beausset, qui réfléchit quelque chose de ce dix-septième siècle dont il parcourt l'histoire. On a comparé aussi les nombreuses et agréables citations que fait M. de Beausset des écrivains du grand siècle, à des îles verdoyantes et fraîches qui ornent le courant du récit et s'y prolongent encore par leurs ombres. On est loin de là. C'est Byron, je crois, qui a dit du style d'Hazlitt qu'il ressemblait à une irruption de petite vérole. Presque tous les styles modernes sont dans ce cas, plus ou moins *gravés*. La parole lisse, unie, polie, quand on la retrouve, en tire du charme.

M. Molé a parlé avec élévation et sentiment de la conduite de M. de Quélen durant le choléra, et de son sermon à Saint-Roch pour les orphelins de ce fléau : « Serait-il vrai, messieurs, qu'il y eût pour tous les hommes dont la vie mérite qu'on la raconte, un moment, une journée, où ils arrivent au plus haut qu'il leur soit donné d'atteindre, où ils sentent, au plus intime comme au plus profond de leur ame, une sainte estime d'eux-mêmes qui ne saurait être surpassée? » S'il est en effet, au milieu des luttes et des travaux de la vie active, tel jour méritoire où l'homme se sent le plus lui-même, il est aussi, pour quelques-uns, dans l'honorable loisir qui suit le combat et dans l'arrière-saison éclairée, tel jour de retour où la vie retrouve toute sa grace. Je me figure que c'était là l'autre fois un de ces jours doux et ornés qui comptent dans une vie.

SAINTE-BEUVE.

POLITIQUE EXTÉRIEURE.

—

L'ESPAGNE.

Voici quatre mois qu'une révolution a eu lieu en Espagne au nom du principe de liberté. Il est peut-être à propos d'examiner ce que l'Espagne a gagné sous ce rapport, et dans quel état elle se trouve aujourd'hui. Cet état est, comme on devait s'y attendre, l'anarchie la plus complète et la plus générale. Le gouvernement ne fait rien ou donne la main aux plus grands excès. L'autorité de toutes les lois, même de celles qui ont servi de prétexte au fameux *pronunciamiento*, est méconnue et foulée aux pieds. Le pays est livré à une minorité turbulente et fantasque qui satisfait à son gré tous les caprices de l'arbitraire le plus absolu. De tous les pays de l'Europe, l'Espagne est celui qui peut souffrir le plus long-temps une situation aussi violente sans se dissoudre entièrement. L'absence de gouvernement est sur cette terre un mal chronique, dont les symptômes les plus affligeans n'ont pas la gravité qu'ils auraient ailleurs. Mais enfin, même en Espagne, la société finit par s'user dans ces saturnales, et nous n'oserions pas affirmer que la Péninsule en ait encore pour long-temps avant d'arriver au dernier degré de la décomposition sociale.

Il serait trop long de citer ici tous les faits qui peuvent faire connaître l'état du pays. Nous allons indiquer sommairement quelques-

uns des plus récens. Ils suffiront probablement pour démontrer aux plus incrédules que ce n'est pas de liberté qu'il s'est agi en Espagne, lors du dernier mouvement, mais bien au contraire de tyrannie et de réaction, au profit d'un parti contre un autre, et que finalement ce qui l'a emporté, ce n'est pas un ordre quelconque, mais le désordre à sa plus haute expression. Un seul fait consolant se fait jour au travers de tant de circonstances déplorables, c'est que les Espagnols paraissent avoir renoncé à verser le sang dans leurs commotions politiques. A part la mort funeste du général Latre et quelques autres faits isolés, il n'y a encore eu ni assassinats, ni massacres. Il faut féliciter de ce progrès la nation entière; car, certes, si le sang ne coule pas, c'est à l'adoucissement général des mœurs qu'il faut l'attribuer, et non à l'autorité organisée, qui n'est en état de rien empêcher. On va en juger.

Prenons d'abord pour exemple les ayuntamientos. On a dit que le mouvement de septembre avait eu lieu pour conserver le mode d'élection institué par la constitution de 1812, pour les corporations municipales. Eh bien! les juntes des provinces ont dissous, de leur autorité privée, les ayuntamientos des villes et villages dont la composition n'était pas conforme à leurs désirs, quoiqu'ils eussent été élus en vertu *de la bonne loi*, et les ont remplacés sur plusieurs points par d'autres désignés par elles. Ainsi, ce n'était pas assez d'avoir annulé par la force une loi librement votée par les deux chambres et sanctionnée par la couronne; il a fallu faire encore une distinction dans le suffrage universel, et choisir ceux qui pouvaient être élus par cette voie et ceux qui ne pouvaient pas l'être. La loi de 1812 existe pour les uns, et n'existe pas pour les autres.

Le mois dernier, il y a eu des élections générales pour les ayuntamientos et pour les députations provinciales, et quoique le pays ne soit plus dans le premier feu de la révolution, le même principe oppressif a prévalu. Partout où les *progressistes* en ont eu besoin pour s'assurer la majorité, des bandes d'assommeurs publics se sont répandues dans les rues le bâton à la main, et ont prévenu les modérés qu'ils eussent à s'abstenir de prendre part au vote. C'est à Malaga, à Cadix, à Palencia, et surtout à Cordoue, que ce système de terreur a été principalement mis en usage. Dans cette dernière ville, les bastonnades patriotiques ont duré quinze jours. Le gouvernement, obligé par la clameur publique à s'occuper de ces scandales, en a ordonné la poursuite dans des termes si équivoques et surtout si prévenans pour la multitude, que la circulaire du ministre de l'in-

térieur Cortina, parfaitement comprise par le chef politique ou préfet, M. Iznardi, a été plutôt un encouragement qu'un obstacle pour les assommeurs. Les dernières nouvelles annoncent que des soldats de compagnies franches s'étaient postés à une des portes de la ville, que là ils dépouillaient les passans de leurs manteaux et de leurs bourses, et qu'ils parcouraient ensuite la ville après boire en criant : *Vive la liberté! à bas les écrevisses!* On devine sans peine que cette épithète populaire s'applique aux modérés.

A Pruna, dans la province de Séville, des désordres analogues se sont produits. Le scrutin avait à peine commencé, avec toutes les formalités voulues par la loi de 1812, que les exaltés, prévoyant qu'ils ne seraient pas les plus nombreux, ont parcouru les rues en poussant des cris et en tirant des coups de fusil en l'air. Sur ce l'alcade, tumultueusement élu en septembre dernier lors du pronunciamiento, assemble la garde nationale, déclare que la tranquillité publique est compromise, suspend l'élection, et fait arrêter ou exiler les électeurs influens du parti modéré. Comme dans la singulière organisation donnée au pays les vainqueurs se sont placés partout, l'autorité supérieure de Séville a approuvé la conduite de l'alcade de Pruna.

A Gavia, dans la province de Grenade, la nouvelle municipalité n'ayant pas été du goût des meneurs de la capitale, on l'a révoquée, quoique les élus eussent eu 132 voix contre 8.

A Motril, les coryphées du parti exalté sollicitaient les voix des électeurs de la petite ville de Gualenos. Sur le refus de ces derniers, arrêté municipal de l'alcade de Motril portant défense d'admettre au marché de la ville les denrées apportées par les habitans de Gualenos.

On sait quelle a été l'indifférence générale de la population pour des élections ainsi viciées dans leur principe. A Madrid, sur quarante mille électeurs, trois cent trente-sept seulement ont pris part au vote. A Vich, ville importante de la Catalogne, on a renchéri encore sur Madrid. Aucun électeur ne s'est présenté pour constituer le bureau qui devait présider à l'élection du député au conseil provincial. Force a donc été à l'alcade, président du bureau provisoire, de se constituer à lui seul en bureau définitif. C'est sous les auspices de semblables garanties qu'on s'apprête à consulter l'opinion du pays par des élections générales aux cortès.

Si de la liberté électorale à l'usage des patriotes espagnols nous passons à d'autres ordres de faits, voici ce que nous trouvons. Un des grands crimes reprochés aux modérés avait été la destitution de quel-

ques fonctionnaires. Dans les trois derniers mois, on a vu la destitution universelle, absolue, sans exception, de tous les fonctionnaires du pays, grands et petits, *y compris les alguazils et les facteurs de la poste.* Le dévouement aux institutions constitutionnelles, les sacrifices faits à la cause de la liberté, l'émigration soufferte sous l'absolutisme, les services rendus, rien n'a été un motif suffisant pour conserver à un modéré une place honorablement acquise. Dès qu'on n'était pas *progressiste*, on a été mis à la porte et traité en ennemi public.

En ce moment même, on poursuit comme des délits les votes émis dans les dernières élections en faveur des cortès dissoutes. Un malheureux alcade, qui n'ose se nommer, écrit à un journal de Madrid que, sous prétexte de la part qu'on l'accuse d'avoir prise aux élections de 1839, terminées il y a onze mois, ses ennemis l'ont jeté en prison depuis le jour du pronunciamiento (septembre dernier), et qu'on l'y garde en le maltraitant, mais sans lui faire subir d'interrogatoire, le soumettant à une procédure secrète, comme au temps de l'inquisition. A Caceres, don Maurice Cerisoles, ex-député provincial, propriétaire, homme influent et considéré, est depuis deux mois en prison pour le même motif. On voit comment s'exécute l'amnistie proclamée par la régence pour l'oubli de toute récrimination politique.

Veut-on savoir cependant à quoi les dépositaires de l'autorité font servir le pouvoir dont ils sont revêtus et dont ils se gardent bien de faire usage pour faire respecter les citoyens? Voici à ce sujet un bien petit fait, mais curieux et caractéristique. Le nouveau chef politique de Pampelune se rendait dernièrement à son poste; il voyageait par la diligence. Arrivé à l'auberge de Campanas, située sur la route, l'appétit lui vient; il demande à déjeuner. On lui répond que ce n'est pas là le lieu ordinaire de la halte. Peu lui importe. Il ordonne que la diligence s'arrête, il en descend, et les voyageurs sont obligés d'attendre que sa seigneurie ait fini tranquillement son repas. Sans attacher à ce fait plus d'importance qu'il n'en mérite, nous le donnons comme un exemple de l'idée que les autorités progressites se font de leurs droits.

Venons maintenant à quelque chose de plus sérieux. La désorganisation générale a gagné l'armée elle-même, cette source de la puissance d'Espartero. A Valladolid, des officiers se sont réunis en banquet patriotrique, et ont parcouru la ville en criant : *Vive la république!* A Murcie, le régiment provincial d'Oviedo s'est soulevé et

a déposé son colonel, brave militaire qui avait planté le premier, sur les fortifications de l'ennemi, à Ramalès, le drapeau de son régiment. Les organes du gouvernement ont annoncé, il est vrai, que des mesures allaient être prises pour réprimer ces coupables excès; mais de pareils faits n'en sont pas moins des indices certains du ravage qui se fait dans les rangs de l'armée. Qui sait d'ailleurs jusqu'à quel point l'autorité actuelle pourra punir de pareils désordres. Le temps n'est plus où Espartero était investi de cette force morale qui lui permit de rétablir la discipline dans ses troupes par de terribles exécutions militaires; il a donné lui-même l'exemple de la rébellion et brisé ainsi dans ses propres mains l'autorité du commandement.

Enfin, comme si ce n'était pas assez de tout ce qui précède pour montrer ce qu'apporte toujours après lui l'entraînement révolutionnaire, l'Espagne était destinée à voir s'accomplir dans son sein des scènes qui n'ont pas eu d'analogues aux jours les plus néfastes de la révolution française. Une partie de sa population a pris au pied de la lettre les idées de loi agraire, et comme il n'y a pas loin en Espagne de la théorie à la pratique, les attentats à la propriété ont commencé.

Dans un bourg des environs de Cadix, appelé Conil, les habitans se sont partagé sans façon une grande partie des terres appartenant à une dame Lobaton et au marquis de Villafranca. Les propriétaires dépossédés se sont plaints à la députation provinciale, sorte de conseil administratif qui tient à la fois de notre conseil de préfecture et de notre conseil-général. Celui-ci a ordonné à l'ayuntamiento de Conil de faire procéder à la restitution; mais l'ayuntamiento, appliquant à sa manière la souveraineté dont la dernière révolution a investi les municipalités, a refusé de s'en charger. La députation provinciale a été obligée de s'adresser au chef politique de la province. Alors, sur un ordre péremptoire venu de l'autorité exécutive, l'ayuntamiento a répondu qu'il était prêt à obéir, mais qu'il manquait de force pour se faire soutenir, et que les révoltés étant au nombre de deux cent cinquante, il avait des craintes graves pour la tranquillité publique. Il a fallu donner l'ordre à cinquante chevaux qui étaient à Véjar de se porter sur Conil, et d'autres forces ont été dirigées sur ce point. C'est un journal de Cadix qui rapporte le fait.

A Casabermeja, près de Malaga, on en a fait autant. Près de treize cents fanègues de terre (mesure équivalant à un hectare et demi) ont été ainsi distribuées. Quand la justice s'est présentée pour faire

rendre à chacun ce qui lui appartenait, les usurpateurs se sont attroupés et ont chassé les magistrats. Le capitaine-général de la province a dû à son tour envoyer des troupes; le journal de Malaga contient le bulletin de la campagne entreprise par le colonel don Francisco Feliu de la Peña pour ramener les habitans de Casabermeja au respect de la propriété.

A Barcelone, ville qui a toujours précédé le reste de l'Espagne dans les innovations révolutionnaires, il se forme en ce moment une redoutable coalition d'ouvriers pour faire la loi aux maîtres.

Ces faits sont, comme on voit, de l'ordre le plus grave; ils sont justement considérés par les journaux modérés de Madrid comme les symptômes d'une révolution sociale venant à la suite d'une révolution politique. Mais quelque effrayantes que soient les révélations qu'ils apportent sur l'état intérieur de la Péninsule, ils n'auront peut-être pas encore sur l'avenir du gouvernement et de la nation l'influence que paraît devoir exercer une affaire toute récente et d'une tout autre nature. Nous voulons parler du coup d'état qui vient de frapper le représentant du saint-siége à Madrid, don José Ramirez de Arellano, et du retentissement que ce coup doit avoir en Espagne, à Rome et dans toute l'Europe.

Ce serait une erreur de croire que l'Espagne, malgré la ferveur de son catholicisme, soit restée fort en arrière de la France sous le rapport des libertés ecclésiastiques. Le concordat passé avec la cour de Rome par le dernier grand homme de la Péninsule, le comte d'Aranda, sous le règne de Charles III, a renfermé dans d'étroites limites l'autorité du saint-siége. Depuis ce concordat, Rome n'avait d'autres droits que de donner l'investiture aux évêques désignés par le gouvernement espagnol, de prononcer en dernier ressort sur la validité des vœux monastiques, d'accorder des dispenses pour le mariage au troisième degré de parenté, et de pourvoir directement à cinquante-trois bénéfices dont la disposition lui avait été nominativement réservée. Seulement, comme le droit canonique était toujours en vigueur en Espagne, un tribunal suprême ecclésiastique, connu sous le nom de tribunal de la Rote, avait été institué par une bulle du pape Clément X, en date du 26 mars 1771, pour juger toutes les questions de discipline religieuse. Une partie des membres de ce tribunal étaient présentés par le roi et confirmés par le pape; les autres, comme le fiscal ou procureur-général, étaient nommés par le pape et confirmés par le roi; tous étaient inamovibles, et leur siége ne pouvait devenir

vacant que par mort, avancement, renonciation ou déposition canonique, laquelle ne pouvait être prononcée qu'après une procédure et par jugement.

C'est ce tribunal que la régence provisoire vient de supprimer, en même temps qu'elle a exilé le vice-régent de la nonciature apostolique.

Au moment de la mort de Ferdinand VII, la cour de Rome venait de rappeler le cardinal Tiberi, nonce de sa sainteté à Madrid, et de le remplacer par l'archevêque de Nicée. Le pape n'ayant pas reconnu la reine Isabelle, les bulles du nouveau nonce ne reçurent pas l'exéquatur (*el pase*). Le cardinal Tiberi, en prenant congé du nouveau gouvernement, se borna à demander qu'un vice-régent de la nonciature fût nommé pour expédier les affaires courantes, et proposa pour cet emploi don Francisco de Campomanès, qui fut agréé par la reine. Plus tard, don Francisco de Campomanès étant tombé malade, don José Ramirez de Arellano fut proposé pour le remplacer et également agréé par le gouvernement. Depuis cette époque, la nonciature proprement dite était restée vacante, et il en était résulté un grand désordre dans l'organisation ecclésiastique de l'Espagne, où il n'y a pas en ce moment moins de trente-huit siéges épiscopaux vacans; mais enfin on avait vaqué au plus pressé, et il y avait encore quelque chose qui représentait, aux yeux des populations espagnoles, l'orthodoxie de leur gouvernement. Rien de pareil n'existe plus aujourd'hui, et aux maux de tous genres qui désolaient déjà ce malheureux pays est venu se joindre le plus terrible de tous, la menace d'une révolution religieuse.

Voici maintenant à quelle occasion ces mesures violentes ont été prises :

La junte de Madrid, pendant qu'elle exerçait l'autorité absolue qu'elle s'était arrogée après le glorieux pronunciamiento du 1er septembre, avait illégalement suspendu de leurs fonctions trois juges du tribunal de la Rote et retiré à don José Ramirez de Arellano lui-même les fonctions de fiscal, qu'il n'exerçait plus d'ailleurs depuis qu'il était investi de la vice-régence. Aussitôt après la constitution de la nouvelle régence du royaume, don José Ramirez lui a adressé une exposition, en date du 5 novembre dernier, pour réclamer contre cet abus de pouvoir et demander que les juges suspendus fussent rétablis sur leurs siéges. Dans cette réclamation, rédigée avec une grande modération, le vice-régent de la nonciature rappelait en même temps d'autres usurpations du même genre, commises pendant

le règne des juntes. Ainsi la junte de Caceres a suspendu et arrêté son évêque; celles de Grenade, la Corogne, Malaga, Ciudad-Real et autres ont déposé les doyens, dignitaires et chanoines de leurs églises, les curés et autres ministres de la religion, pour en nommer d'autres à leur place.

« Si ces faits, disait le vice-régent, étaient de ceux qui peuvent être soufferts en secret, on se serait tu; mais il sera manifeste pour V. E. que le territoire de l'église a été envahi, et que l'ordre établi par Dieu même pour la gouverner a été bouleversé, puisque la nomination de ses ministres, leur destitution et leur suspension, après une procédure canonique, est un droit qui lui appartient exclusivement. Subordonner le pouvoir des pasteurs, des juges et autres ministres dans l'exercice de leurs fonctions ecclésiastiques à la puissance temporelle, c'est ne pas reconnaître l'église elle-même. V. E. n'ignore pas qu'on s'est engagé là dans un chemin impraticable. Les hommes vraiment catholiques sont persuadés que la régence du royaume sauvera les fidèles du schisme dans lequel on tomberait infailliblement, si l'on persistait dans une voie pareille. »

Cette réclamation n'est pas la seule que don José Ramirez Arellano ait eu à présenter. Un décret de la régence ayant arbitrairement divisé Madrid en vingt-quatre paroisses, le vice-régent a écrit encore pour se plaindre de cette nouvelle violation des droits de l'église. Mais ce n'est pas encore là la plus importante des affaires qui ont amené la rupture entre la régence du royaume et la nonciature apostolique. La cause décisive de cette rupture est l'affaire de l'évêque de Malaga.

Don Valentin Ortigosa, évêque élu de Malaga, avait soulevé contre lui, par sa conduite, la réprobation de son chapitre, qui l'avait dénoncé à l'autorité canonique, comme auteur de propositions sentant l'hérésie, *redolentes et sapientes heresim*. Cet évêque avait été appelé à Séville devant le métropolitain, et le diocèse était administré en son absence par un vicaire capitulaire. Après le mouvement de septembre, la junte de Malaga a dissous le chapitre et rappelé l'évêque. Un décret de la régence en date du 1er novembre, se conformant à la volonté toute-puissante de la junte, a ordonné que don Valentin Ortigosa serait rétabli dans l'administration de son diocèse, sans attendre que son procès fût vidé. Don José Ramirez a répondu à ce décret par une protestation vigoureuse, déclarant *qu'il ne pourait avoir d'autre effet canonique que de troubler les consciences des fideles, et de produire des maux spirituels sans nombre, attendu que tous les actes du nouvel évêque seraient nuls de plein droit*, et menaçant don Valentin de la

réprobation de l'église, s'il persistait à se mettre en possession. De son côté, la régence provisoire a déféré la protestation au tribunal suprême de justice, haute cour qui a remplacé l'ancien conseil de Castille dans la plupart de ses attributions, et qui réunit la juridiction de notre conseil d'état et celle de notre cour de cassation.

C'est ici surtout que se montre dans toute sa passion le gouvernement de parti qui dirige en ce moment les destinées de l'Espagne. Au lieu de rendre un avis motivé avec la dignité et l'autorité qui conviennent à une magistrature aussi élevée, le tribunal suprême de justice a libellé contre le vice-régent de la nonciature un véritable pamphlet, aussi remarquable par la véhémence de sa rédaction que par son interminable longueur, car il n'occupe pas moins de dix colonnes et demie de la *Gazette de Madrid.* On ne sera pas étonné du caractère réactionnaire de ce document quand on saura que le tribunal suprême a eu le sort de tous les corps publics de l'Espagne, et qu'il a été presque entièrement renouvelé par la junte de Madrid, à la suite du mouvement de septembre, malgré le privilége d'inamovibilité attaché en Espagne, comme partout ailleurs, aux membres de la magistrature. Ce tribunal appartient maintenant tout entier à l'opinion dominante; ceux qui étaient d'une autre couleur ont été exclus. L'ancien ministre Calatrava en est le président.

« On ne peut cesser de s'étonner, commence à dire le tribunal dans son manifeste, que don José Ramirez de Arellano, prenant le titre de vice-régent, se soit proposé de contrarier les dispositions (*las providencias*) de la régence provisoire, ces dispositions ayant été prises par elle, en pleine connaissance de cause, pour le bien des administrés. Une pareille conduite serait à peine excusable chez un nonce qui, étant étranger et lié par des relations spéciales aux maximes et aux intérêts de la cour de Rome, pourrait avoir quelques motifs pour la suivre; mais elle mérite une qualification plus dure, quand celui qui la tient est un Espagnol qui doit tout ce qu'il est et tout ce qu'il peut être au gouvernement de son pays. »

Après ce début, le tribunal examine longuement le droit de don José Ramirez Arellano à prendre le titre de vice-régent de la nonciature apostolique, et conclut en lui refusant cette qualité. Or, don José Ramirez exerce ses fonctions depuis plusieurs années en vertu d'un rescrit émané directement du saint-siége, et auquel le gouvernement de la reine a accordé son assentiment dans toutes les formes voulues. Il est vrai que ce rescrit a été présenté par l'archevêque de Nicée, qui n'a jamais été reconnu comme nonce, et c'est sur ce

défaut de formalité qu'incidente le tribunal. Mais la secrétairerie d'état, à qui appartenait le jugement de la question quand elle s'est présentée, en 1835, sous le ministère de M. de Toreno, a considéré que c'était du pape lui-même et non de l'archevêque de Nicée que don José Ramirez tenait son titre, et qu'il n'y avait conséquemment aucun inconvénient à le reconnaître. Il y a donc sur ce point force de chose jugée. Il est d'ailleurs évident qu'on n'a eu besoin d'établir en Espagne un vice-régent de la nonciature que parce qu'il n'y avait pas de nonce légalement reconnu, et il est absurde d'exiger que le vice-régent soit institué par le nonce, quand il n'est établi que pour le suppléer.

Après avoir ainsi essayé de démontrer que don José Ramirez de Arellano a usurpé un titre qui ne lui appartenait pas, le tribunal suprême examine les griefs qui ont donné lieu aux réclamations de ce prélat, et il les trouve, comme on devait s'y attendre, faux, imaginaires et de pure invention. La résolution adoptée par la régence de remettre don Valentin Ortigosa en possession de son siége, malgré l'opposition de l'autorité ecclésiastique, lui paraît, au contraire, réclamée par le vœu, l'impatience (*ansiedad*) et l'unanime sollicitude de la province de Malaga. En conséquence, il déclare que les actes émanés de la nonciature constituent une *offense* envers l'autorité suprême de l'état, *dont les membres ne le cèdent pas en catholicisme à Ramirez de Arellano*, et qu'ils n'ont pu avoir d'autre but que de chercher querelle à la régence et aux juntes (*hostilizar a la regencia y a las juntas*), et de miner leur autorité et leur prestige (*minar su autoridad y prestige*).

Par ces motifs, appuyés d'ailleurs sur l'idée que s'est faite le tribunal *des opinions politiques de Ramirez de Arellano et du parti auquel il appartient*, le tribunal ne conclut à rien moins qu'à déclarer nul l'assentiment royal donné à l'institution de la vice-régence, à fermer la nonciature apostolique et à supprimer le tribunal de Rote, à exiler du royaume Ramirez de Arellano et à saisir ses revenus ecclésiastiques. Et toutes ces propositions irréfléchies ont été immédiatement exécutées. Un décret de la régence, en date du 29 décembre, a brisé le dernier lien qui rattachait l'Espagne catholique au saint-siége. La nonciature a été fermée par la force publique; le tribunal de la Rote a cessé de tenir ses séances; le tribunal suprême de justice a été chargé de chercher les moyens d'expédier, *sans recourir à Rome*, les affaires portées jusqu'ici devant la juridiction ecclésiastique; le vice-régent, arrêté dans son domicile, a reçu l'ordre de désigner le point

de la frontière où il voulait être conduit, et, sur sa réponse, il est parti pour la France sous bonne escorte, dans les vingt-quatre heures. Le dictateur Espartero, à qui l'on a tant répété depuis quelque temps qu'il était le Napoléon de son pays, a désormais un point de ressemblance de plus avec son modèle. Nous verrons si cet attentat lui réussira aussi bien que les violences militaires exercées sur la personne de Pie VII, et s'il n'aura pas un jour à se repentir d'avoir porté la main avec tant de précipitation sur la tiare, après l'avoir portée avec tant de bonheur sur la couronne.

Ce n'est pas ici le lieu de juger la politique suivie par le saint-siége à l'égard de l'Espagne. Peut-être aurait-on pu espérer de la sagesse éprouvée de la cour de Rome plus de sympathie pour les tentatives de rénovation légitime qui ont eu lieu dans ce pays. Si le Vatican avait reconnu de bonne heure la reine Isabelle, et qu'il eût montré pour son gouvernement un peu de cette bienveillance dont il a fait preuve pour le gouvernement de la France après la révolution de juillet, beaucoup des maux qui pèsent en ce moment sur la Péninsule auraient pu être évités, et les vides apportés dans son administration ecclésiastique n'affligeraient pas les regards de toute la catholicité. Mais même en supposant que le saint-siége ait eu des torts, ce que nous n'oserions affirmer, rien ne saurait justifier la conduite insensée et coupable que vient d'adopter le ministère-régence. Les réclamations qui ont servi de prétexte à la persécution exercée contre le représentant de l'autorité pontificale étaient évidemment légitimes, et toutes les arguties du tribunal suprême de justice n'ont pu prouver que les juntes aient eu le droit de déposer et de nommer à leur gré des évêques, pas plus qu'elles n'ont établi que le gouvernement puisse exiler sans forme de procès un citoyen espagnol, sous prétexte qu'il n'a pas assez respecté le *prestige* sacré des juntes, et qu'il appartient à un parti hostile au parti dominant!

Don Valentin de Ortigosa, évêque élu de Malaga, pour qui se fait tout ce bruit, est l'ami intime de MM. Arguelles et Calatrava. Voilà l'unique motif du coup d'état que vient de frapper le ministère. Or, la presse de Madrid a eu souvent à s'occuper de ce prêtre depuis quelque temps; les griefs qui lui sont imputés sont connus de toute l'Espagne. L'origine de la querelle n'est pas de nature à faire excuser la violence des procédés, et il ne s'agit pas ici d'une de ces questions vitales qui peuvent passionner tout un peuple. Bien loin de là. Il faut donc s'attendre à des protestations de toute sorte. Déjà l'archevêque de Tolède, prélat vénérable et connu par des

idées sagement libérales qui ne sont pas aussi étrangères qu'on le croit aux chefs du clergé espagnol, n'a pu tolérer les empiétemens des juntes et du ministère; il a offert sa démission. Tout ce qui reste en Espagne de clergé constitué résistera. De son côté, la cour de Rome ne laissera pas fouler aux pieds son autorité sans répondre. La persécution aura fait sans doute de Ramirez de Arellano un cardinal, et ses effets ne se borneront pas là; ceux des journaux de Madrid qui défendent avec tant de talent et de courage les idées d'ordre et de gouvernement, prévoient chez eux un nouveau soulèvement de la Vendée, *qui ne s'arrêtera pas*, dit l'un deux, le *Correo Nacional*, *à l'une de nos provinces*.

Nous savons qu'il est en Espagne comme partout des esprits ardens qui commencent à parler de schisme, de constitution civile du clergé et même de protestantisme. La société biblique de Londres, venant à l'appui des vues politiques du gouvernement anglais dans la Péninsule, y répand avec profusion le Nouveau Testament traduit en espagnol. Des missionnaires méthodistes s'y sont introduits et y prêchent publiquement dans plusieurs villes. Malgré ces efforts de l'Anglererre pour semer en Espagne des dissensions religieuses, nous ne croyons pas qu'elle y obtienne des résultats durables. Ce n'est pas au moment où l'ardeur de la réforme s'affaiblit et s'éteint dans tous les pays les plus anciennement protestans, qu'elle parviendra à s'implanter en Espagne, où elle n'a pas pu pénétrer au plus beau temps de son expansion et de sa force. Quelle que soit la puissance du duc de la Victoire, nous doutons qu'il y ait en lui l'étoffe d'un Henri VIII. Nous lui rendons même la justice de croire qu'il n'y pense pas. Il aura signé l'ordre d'exil du vice-régent apostolique, comme il a tout fait, sans se rendre bien compte des conséquences. Ces conséquences l'étonneront probablement beaucoup quand elles se produiront, comme l'étonnent dès aujourd'hui, dit-on, les divers projets des hommes qu'il s'est donnés pour soutiens.

Quoi qu'il en soit, tout indique que l'Espagne est sur le point de devenir le théâtre de nouveaux évènemens. Les progressistes ne sont pas encore contens de l'état où ils ont mis leur pays, et qui devrait cependant les satisfaire. Ils méditent de faire un pas de plus. Nous n'avons aucun doute sur le résultat final de toutes ces convulsions : il en sera de la révolution espagnole comme de toutes les révolutions qui ramènent à l'ordre par l'anarchie; mais il est impossible de prévoir quel sera le résultat immédiat de la nouvelle crise qui se prépare. Le caractère de l'homme sur qui tout repose en ce moment,

Espartero, devient de plus en plus une énigme pour ses compatriotes. Son indifférence et son inertie au milieu de l'agitation générale font naître les conjectures les plus contradictoires; les uns croient qu'il est lié en secret avec les républicains, et qu'il n'attend que le moment pour déposer avec eux la reine Isabelle et se mettre à sa place; les autres disent qu'il résistera à l'impulsion révolutionnaire, et que les anarchistes n'auront pas bon marché de lui, quand le jour de la lutte sera venu. Nous croyons, nous, que ces deux opinions sont également erronées, et que, fidèle au système qu'il a adopté par tempérament et qui lui a si bien réussi jusqu'ici, il attend les évènemens, non pour les conduire, mais pour se laisser conduire par eux.

Ce sera certainement une des figures les plus étranges de l'histoire, car son nom est désormais historique, que cet homme qui est parvenu si haut, comme général et comme politique, par ce qui empêche ordinairement les hommes de parvenir, le défaut absolu d'action. Pendant que d'autres se donnent tant de mal et le plus souvent pour échouer, lui se couche, s'endort et laisse faire, confiant en sa fortune, qui a toujours travaillé pour lui. Il paraît inexplicable à tous ceux qui veulent absolument lui trouver un système; c'est qu'en effet il n'en a pas. Fataliste par orgueil et par paresse, prêt à tout par égoïsme et par ambition, il accepte tout ce qui peut l'élever et n'intervient qu'au dernier moment dans les causes gagnées, pour s'en donner l'honneur et le profit. Du reste, sans vues, sans idées, sans initiative d'aucun genre, aussi insouciant de la couronne que de la liberté, malfaisant sans parti pris, utile sans préméditation et sans mérite, il a fait successivement le bien et le mal de son pays, suivant le flot qui l'a poussé. Nul ne peut dire où il s'arrêtera, car le principe qui le guide n'est pas en lui; mais aussi, dès que la fortune l'abandonnera, il tombera misérablement. Il n'est pas de ceux qui se perdent par un effort inopportun, mais il n'est pas non plus de ceux qui se sauvent par la puissance de leur volonté.

Dans tous les cas, s'il finit par lui arriver malheur, il ne pourra pas dire que la France se soit mêlée en rien de ses affaires. On sait avec quel emportement il a accusé la France de menacer l'indépendance de l'Espagne, quand il se laissait porter à la régence par le parti anglais. Certes, il ne peut pas en dire autant aujourd'hui. Son envoyé a été reçu par la cour des Tuileries; les produits de l'insurrection de septembre ont été reconnus par notre gouvernement; le ministre des affaires étrangères a déclaré plusieurs fois à la tribune que la France ne prétendait intervenir en aucune façon dans les affaires

intérieures de nos voisins. Espartero ne peut pas demander davantage. Il ne dépend pas de nous d'empêcher que nos sympathies aient été pour la reine et pour le parti modéré. Tout ce que la France peut donner au parti exalté victorieux, c'est sa neutralité; elle la donne. Elle fait plus même, à ce qu'il paraît; on a parlé de conseils donnés au nouveau gouvernement; on a dit qu'on faisait des vœux pour qu'il parvînt à établir un peu d'ordre en Espagne. Nous venons de voir comment il y a réussi; mais n'importe : ce qui est bien constaté, c'est que, s'il n'y réussit pas, ce ne sera pas la faute de la France.

Quant à l'Angleterre, elle se donne moins de peine pour dissimuler son action. Elle a raison; les évènemens l'ont rendue maîtresse du terrain. Espartero avait pensé un moment à flatter une vieille passion des Espagnols en déclarant la guerre au Portugal pour la navigation du Douero; l'Angleterre ne l'a pas permis. Nous ne savons pas précisément où en est le fameux traité de commerce, mais à coup sûr il se négocie, et en attendant, les marchandises anglaises entrent en foule dans la Péninsule par le moyen d'une contrebande organisée sur la plus grande échelle. Il paraîtrait même que le désintéressement britannique songe à s'assurer d'autres gages de la reconnaissance des Espagnols pour les bienfaits dont les a comblés leur dernière révolution. Il est question d'un consul anglais qui vient d'arriver à la Havane, et qui a commencé par y prêcher contre l'esclavage des noirs. On sait que, lorsque les Anglais veulent s'établir quelque part, ils commencent par exciter une partie du pays contre l'autre. C'est une tactique qui pourrait bien leur servir à enlever à l'Espagne ses dernières colonies, comme elle leur a servi déjà à abaisser l'Espagne elle-même. Nous ne tarderons peut-être pas à apprendre qu'il y a eu aussi quelque insurrection d'Indiens dans les îles Philippines. Jusque-là, il demeure évident que l'*indépendance nationale* de la Péninsule, menacée par la France, a été sauvée par le pronunciamiento. Les Espagnols amis de leur pays ont grand tort de n'en être pas convaincus.

****.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 janvier 1841.

La chambre a entendu hier, et le *Moniteur* publie aujourd'hui, le rapport de la commission chargée d'examiner le projet de loi sur les fortifications de Paris. Nous avons à peine eu le temps de jeter un coup d'œil sur un travail qui exige un examen attentif, une étude sérieuse. M. Thiers a développé, ce nous semble, cette grande question sous toutes ses faces; sans trop insister sur ces vues générales, qui commençaient à devenir lieux communs, il est entré, avec une connaissance intime des données du problème, au fond même de la question, comme un homme pratique qui aborde franchement les hypothèses probables, qui ne dissimule aucune difficulté, et sait combien il importe de proportionner les moyens au but qu'on se propose. En parcourant ce beau travail, tout homme impartial aura fait, comme nous, deux remarques importantes : la première, que M. Thiers, fidèle à la haute mission que les suffrages de ses collègues venaient de lui confier, s'est scrupuleusement abstenu de tout ce qui pouvait donner à son rapport les apparences d'un plaidoyer ou d'un discours d'opposition. Est-il un membre de la chambre, je parle de ceux qui veulent fortifier Paris, qui ne se trouvât honoré de mettre sa signature au bas de ce rapport? La question n'y est point rabaissée aux mesquines proportions d'une lutte de partis. Ce n'est pas là une apologie du cabinet du 1er mars; ce n'est point une attaque du centre gauche et de la gauche contre les centres; il n'y a ni hostilité ni regrets; c'est le travail d'un loyal député, d'un bon Français.

La seconde remarque est celle-ci : en se plaçant sans hésiter sur les hauteurs de la question, M. Thiers, sous l'influence du grand intérêt national qu'il avait mission de faire prévaloir, a écarté d'une main ferme toutes les objections, quel que fût leur principe, quelle que fût l'opinion politique qui les soulevait. C'est ainsi qu'en parlant des forts détachés, après avoir démontré

qu'à la distance où ils seront placés ils ne peuvent être, même pour les esprits les plus ombrageux, une cause légitime d'alarmes, M. Thiers n'a pas craint de dire que ces ombrages n'avaient aucun fondement plausible, et que les suppositions auxquelles on se livrait étaient plus encore une injure gratuite pour le gouvernement qu'un motif sérieux d'anxiété pour la liberté. M. Thiers a raison. Le jour où la force publique, oubliant ce qu'elle doit à la patrie, entourerait de cinq cent mille baïonnettes dévouées, fanatiques, le trône d'un despote, la liberté serait, nous ne dirons pas perdue, mais compromise, même sans fort détachés : d'un autre côté, qu'importent les forts détachés, lorsque désormais un despote est impossible et que l'armée est nationale?

Espérons que la chambre sanctionnera par un vote imposant le travail de la commission. Cette grande mesure n'aura toute son importance, toute sa valeur, que si elle obtient les suffrages presque unanimes de l'assemblée. Que serait-ce si les voix, en se partageant, laissaient apercevoir une faiblesse, une hésitation, une division, qui donneraient aux adversaires de la mesure, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur, l'espoir de la voir bientôt abandonnée? Serait-il vrai que les évènemens qui viennent de s'accomplir ne peuvent pas même nous fournir l'occasion de faire ce qui devrait être achevé depuis vingt ans? On raconte qu'un général, aussi spirituel que savant, interrogé peu de temps avant sa mort sur la question de savoir quand on commencerait à fortifier Paris, répondit sèchement : Quand il ne sera plus temps. Sans doute, c'était là une boutade, la répartie d'un homme compétent qui se sentait blessé dans ses convictions d'homme de guerre, comme dans son sentiment national. Doit-on craindre que le vote de la chambre ne paraisse justifier la répartie? Il faut bien le dire : le bruit ne se répand que trop depuis quelques jours qu'une opposition formidable, patente et cachée, se prépare contre les fortifications de Paris. On craint que des intérêts variés, des vues diverses ne se réunissent pour faire échouer la mesure. Nous vivons dans un temps de coalitions. Il y en a toujours de toutes prêtes pour empêcher et pour renverser; peut-être y en aura-t-il un jour pour édifier et pour soutenir.

En attendant, on assure que les fortifications de Paris pourraient bien être repoussées par des financiers qui feront sonner haut et exagéreront au besoin le chiffre de la dépense, par des militaires dont le nom ne resterait pas attaché à ce grand ouvrage, par les ennemis acharnés de M. Thiers, qui veulent, avant tout, faire autre chose que ce que M. Thiers a désiré et proposé; par des hommes du centre, ministériels sans doute, mais qui ne seraient pas trop fâchés de voir le cabinet se débattre contre les difficultés que ferait naître le rejet de la loi; par des ministériels dévoués, mais fortement persuadés en même temps que les ministres, après tout, aiment encore mieux un échec que le succès d'une mesure qui appartient en réalité au 1er mars; enfin la loi sera probablement rejetée par tous ceux que les fortifications de Paris effraient au lieu de les rassurer; il en est un bon nombre parmi les propriétaires, les hommes de commerce, les hommes d'affaires, convaincus qu'ils

sont que le meilleur moyen d'empêcher qu'on ne mette un pétard sous une porte, c'est de la laisser ouverte.

Ce serait une chose déplorable et qui imprimerait à la session de 1841 une longue et triste célébrité, que de voir cette grande et patriotique mesure, repoussée par la coalition tacite et momentanée d'opinions et de vues très diverses, voire même opposées. Voudrait-on donner un pendant à la loi de dotation? On dit qu'indépendamment des votes négatifs et silencieux, il y en aura qui seront vivement et hautement exprimés à la tribune; on cite, entre autres, l'illustre auteur de *la Chute d'un Ange*. Nous voulons encore espérer que ce bruit n'est pas fondé. Il nous serait douloureux d'entendre une admirable parole prendre la défense de l'opinion qui veut laisser Paris exposé aux insultes de l'étranger. Que peut-on dire en effet? Que l'hypothèse de l'investissement de Paris n'est qu'un rêve! Ce rêve s'est, de nos jours, réalisé deux fois. Que Paris investi par l'ennemi n'a pas besoin de fortifications pour se défendre? Hélas! il a été de nos jours pris deux fois; deux fois l'étranger a bivouaqué aux Champs-Élysées; deux fois, en s'emparant de la capitale, il a renversé le gouvernement établi et accompli une révolution politique sans l'assentiment du pays; deux fois il nous a imposé des traités qui ont démembré l'empire; deux fois il a fait peser sur la France des contributions et des charges dont la dixième partie aurait suffi pour couvrir les frais du système de fortifications le plus étendu et le plus redoutable. Il faut bien que les hommes d'imagination ne l'oublient pas, lorsqu'ils aspirent, et c'est leur droit et nous sommes loin de les en blâmer, à devenir des hommes politiques: il n'y a rien de plus inflexible qu'un fait.

Paris non fortifié, Paris capitale et clé de voûte d'un vaste système de centralisation, Paris décidant par sa chute ou par sa résistance du sort de la France, Paris très rapproché de celle de nos frontières qui se trouve la première exposée aux grands efforts de toute coalition envieuse de la grandeur, de la prospérité, de la gloire de notre pays, Paris est tombé deux fois aux mains d'un ennemi que menaçaient les débris formidables encore de la grande armée et le génie étincelant encore, dans ses dernières lueurs, du plus grand capitaine des temps modernes. Qui osera nous dire: Nous serons plus habiles que Napoléon, plus braves que les soldats de l'empire? Cependant le génie de Napoléon lui-même et la bravoure du soldat français ne pouvaient se déployer, par de vastes et efficaces combinaisons, sans un point d'appui. La grande stratégie n'est possible qu'à deux conditions : il lui faut de l'espace et du temps. Son principe est le mouvement, le mouvement dans ses combinaisons les plus hardies et les plus habiles. Otez-lui ses conditions d'existence, tout s'évanouit; l'imprudence devient sagesse, l'erreur habileté; la science militaire la plus consommée, les conceptions du génie ne sont plus qu'impuissance et rêverie. C'est ainsi qu'en 1814 les alliés s'emparaient de la France par une pointe sur la capitale qui aurait dû leur tourner à piége, et que Napoléon, plein d'espérance encore, ne revenait toucher à la banlieue que pour en-

tendre les fanfares triomphales des Russes et des Prussiens, maîtres de Paris. Qu'a-t-il manqué à la fortune de la France au milieu de ces grands évènemens? Un peu de temps, quelques jours de résistance à Paris, le temps d'arriver sur le flanc et les derrières de l'ennemi avec ces fortes et vaillantes garnisons qui ont dû plus tard évacuer tristement ces places qu'elles avaient si inutilement défendues; le temps d'enlever à l'ennemi ses réserves, ses magasins, et de menacer sa retraite; le temps de lui apprendre qu'on ne s'engage pas impunément au cœur même de la France. Paris, opposant pendant quinze jours un front d'airain à l'ennemi, aurait donné le temps de réaliser ces immenses résultats; Paris, ville ouverte, dut remettre aux mains des alliés les clés de la France, car, encore une fois, les clés de la France sont à Paris.

Tous les discours du monde, tous les efforts de l'éloquence n'ôteront rien à la vérité et à la puissance de ces faits. Paris, ville ouverte, a été deux fois occupée. Comment nous prouverez-vous qu'en laissant par vos suffrages Paris dans son état actuel, vous ne nous exposez pas à devenir une troisième fois la proie de l'étranger?

Dira-t-on que la défense de Paris est impossible, que les Parisiens ne résisteraient pas à l'éclat d'une bombe, à la vue d'un obus, aux ravages d'un incendie? Je ne sais en vérité de quel droit on se permettrait de révoquer en doute le courage, le dévouement, l'élan patriotique du peuple de Paris et de la garde nationale. Les bataillons parisiens ont fait leurs preuves dans les rues de la cité et dans les champs de bataille, et lorsqu'ils affirment qu'ils défendront la patrie, son indépendance, son honneur, ses institutions, son gouvernement, en défendant vaillamment l'enceinte de la capitale, ils ont certes le droit d'être crus sur parole.

Ce serait mal juger de l'état moral de Paris assiégé en le comparant à une ville de guerre ordinaire. Loin de croire que la comparaison serait défavorable à Paris, nous sommes profondément convaincus que la population parisienne s'associerait avec enthousiasme aux efforts et aux nécessités de la défense. Il est dans la nature humaine de proportionner les sacrifices au but, l'élan à la hauteur qu'il importe d'atteindre. Ce n'est pas en vain que la Providence nous a mis dans le cœur le sentiment de la responsabilité morale, et on calomnierait les masses en croyant qu'elles n'éprouvent pas ce sentiment. Là où il paraît anéanti, c'est sur les institutions et les gouvernemens que le blâme en doit retomber. Ils ont engourdi, abruti les masses; faut-il s'étonner de les voir demeurer spectatrices stupides et impassibles des plus grands évènemens? Dieu merci, le peuple est éveillé chez nous; il sait ce qu'il peut et ce que la patrie attend de lui.

Ainsi que nous le disions, il est dans la nature humaine que le sentiment de la responsabilité se proportionne par la vivacité et la persévérance de ses manifestations à la grandeur du danger et à l'importance du but. Les populations de Besançon et de Bedford ne seraient pas convaincues, comme celles de Paris, qu'une fois leur ville prise, tout est perdu pour la France. Nous

sommes loin de révoquer leur patriotisme, leur dévouement à la commune patrie; mais si elles se surprenaient à désirer une capitulation avant d'être réduites aux dernières extrémités, elles ne seraient pas à la fois effrayées et contenues par la terrible pensée qu'en livrant la place, elles donneraient à la guerre une issue funeste et définitive.

Cette grande et terrible pensée serait au contraire toujours présente à l'esprit des Parisiens. Ils seraient à la fois fiers et jaloux du rôle que les évènemens de la guerre leur auraient réservé. Voudraient-ils que la France entière pût s'écrier : Les Parisiens pouvaient, par une résistance de quelques jours, sauver la patrie, les Parisiens ne l'ont pas voulu; ils ont préféré au salut de la France leurs pénates, leurs maisons, leurs richesses, leurs plaisirs; ils ont préféré les plaisirs des boulevards aux dangers du rempart.

Non, de pareilles suppositions sont également repoussées et par l'histoire et par l'observation du cœur humain.

Dès-lors il ne reste qu'une ressource aux ennemis du projet : c'est de nier la possibilité de fortifier Paris. Réduite à ce point, la question n'est plus sérieuse. Quoi! des financiers, des commerçans, des littérateurs, des juristes, pourraient nier avec quelque autorité ce qui a été de tout temps, et à la suite des études les plus approfondies, affirmé par les hommes de guerre les plus illustres, par les juges les plus compétens! En vérité, quel que soit notre respect pour les opposans, nous demandons humblement la permission de nous en tenir à l'avis de Vauban et de Napoléon.

Une observation nous frappe. Les opposans insistent sur les dangers que la défense ferait courir à la population parisienne, sur les souffrances auxquelles elle serait exposée, sur la probabilité d'une prompte reddition, auquel cas les fortifications, disent-ils, deviendraient dans les mains de l'ennemi une arme contre nous. Mais se placent-ils avec le même soin au point de vue de l'ennemi? Tiennent-ils compte de sa situation, de ses prévisions, de la difficulté d'entreprendre avec succès un si grand siége, des dangers que la résistance de Paris lui ferait courir, pouvant à chaque instant perdre ses lignes de communication, ses magasins, ses réserves, et se voir contraint à une retraite désastreuse, ou menacé d'une destruction totale? Là est cependant le point capital de la question. On parle du siége de Paris, et il importe, avant tout, de parler des raisons qu'aurait l'ennemi de ne pas entreprendre ce siége, de ne pas s'aventurer sous les murs d'une capitale fortifiée qui peut faire sortir de ses entrailles une armée formidable, une armée qui peut coordonner son action avec les mouvemens de l'armée extérieure, une armée exaltée par la grandeur de la lutte et l'immense importance des résultats. Les fortifications de Paris ne sont donc pas seulement un moyen défensif, elles seront avant tout un moyen préventif. Elles auront pour effet certain de ramener la guerre dans les conditions de ces guerres de siéges et de frontières qui ont jeté un si grand éclat sur le règne de Louis XIV. On pourra sans doute attaquer nos frontières, mais on n'osera plus laisser derrière soi nos places fortes et leurs garnisons pour se ruer sur Paris.

En veut-on la meilleure, la plus décisive des démonstrations? Elle se trouve pour nous dans l'humeur que le projet de loi a donnée à l'étranger. On le critique, on le blâme, on en déconseille l'adoption. Adoptons-le. L'humeur de l'étranger est un excellent *criterium* de la bonté du projet de loi.

Le rejet de la loi serait un évènement grave et fâcheux pour tout le monde, pour le pays, pour le gouvernement, pour le cabinet, pour la chambre elle-même.

Le pays, par des craintes chimériques et une économie mal entendue, se trouverait privé, Dieu sait pour combien d'années encore, d'un moyen de sûreté et de puissance que les circonstances lui commandent impérieusement de se donner. La France est isolée; quoi qu'on fasse, elle le sera long-temps encore. En brisant l'alliance anglo-française, lord Palmerston ne se doutait peut-être pas de toutes les conséquences de cet acte d'orgueil et de légèreté. L'alliance anglo-française était l'ancre de la paix européenne, et cette alliance n'est aujourd'hui qu'un vain mot. Le maintien de la paix est possible encore, mais la France serait inexcusable, si, tout en désirant vivement le maintien de la paix, elle n'embrassait pas dans ses prévisions des évènemens d'une autre nature.

Le gouvernement du pays a besoin, avant tout, de force et de grandeur. Les fortifications de Paris sont un grand acte national. Le gouvernement de juillet veut faire ce que Vauban et l'empereur avaient imaginé dans leur vive sollicitude pour la sûreté et la puissance de la France, dans la tendresse naturelle, pour parler comme Vauban, qu'en hommes de bien ils avaient pour la patrie; il veut réaliser une grande pensée que d'autres ont conçue, que nul n'a pu mettre à exécution jusqu'ici. Le rejet de la loi serait un affaiblissement pour le pouvoir, il tendrait à prouver qu'il n'y a pas unité de vues entre le gouvernement et le pays; c'est une mesure trop capitale pour que le dissentiment soit chose indifférente. Le gouvernement a pris l'initiative; le pays lui donnera-t-il un démenti?

Le cabinet serait fort embarrassé par le rejet de la loi. S'il ne l'a pas inventée, il l'a adoptée; il l'a faite sienne; le projet lui appartient autant qu'au 1er mars, autant qu'à la commission de la chambre. La commission, par un juste sentiment de l'importance de la mesure, a mis de côté toute idée trop absolue; elle a fait de nobles sacrifices d'opinion; elle est tombée parfaitement d'accord avec le ministère. Dès-lors le rejet de la loi serait un échec pour le cabinet, un échec grave. Il prouverait qu'il n'a pu ou qu'il n'a pas voulu exercer d'influence sur ses amis. Ce serait un échec à moins qu'on ne le crût complice, mais ce serait alors une trahison.

Le ministère n'ignore sans doute pas qu'il circule d'étranges bruits sur son compte. On dit que la plupart des ministres n'ont aucun goût pour le projet de loi, que deux ou trois seulement en désirent fermement l'adoption, que les autres déguisent fort mal leurs répugnances. Nous aimons à croire que ce sont là propos inconsidérés de subalternes, suppositions gratuites de ces hommes qui se croient tout permis pour faire échouer une mesure qui n'a pas

été imaginée dans leur camp. Aussi sommes-nous convaincus que les ministres donneront à ces bruits un démenti solennel, le seul qui puisse dissiper tous les doutes, en prenant à la discussion une part très active, en défendant le projet envers et contre tous, avec ce talent, cette énergie, cette fermeté, cette obstination, dont ils ont donné plus d'une preuve lorsqu'ils étaient convaincus de la nécessité d'une grande mesure. Nous sommes convaincus que le cabinet ne se fait pas de vaines illusions. Encore un fois, si le projet échouait, la moindre conséquence qu'on pourrait en tirer serait que le ministère ne gouverne pas, qu'il est traîné à la remorque par de prétendus amis auxquels il ne coûte rien de le déconsidérer, qu'il ne vit que d'une vie précaire et d'emprunt. Nous comptons à la fois et sur ses lumières et sur sa loyauté, quelque peu aussi sur son propre intérêt.

La chambre elle-même se préparerait, par le rejet de la loi, un avenir bien morne et des souvenirs difficiles à porter. Dans dix-huit mois, dans un an, peut-être plus tôt, il faudrait reparaître devant le corps électoral et lui avouer qu'on n'a pas osé faire ce que Napoléon et Vauban jugeaient indispensable au salut de la patrie, qu'on n'a pas osé fermer à l'étranger l'entrée de la capitale. Il faudrait reconnaître qu'on a préféré à ce grand intérêt national l'économie de quelques millions, les agrémens de la promenade au bois de Boulogne, la tranquillité et le doux sommeil de la bourgeoisie et du commerce de Paris; car, après tout, ce sont là les seules raisons, je ne dis pas bonnes, le ciel m'en préserve, mais réelles.

Au surplus, nous avons la ferme espérance que le projet sera adopté et par une majorité imposante. Nous supplions tous les amis de cette grande œuvre nationale d'imiter la sagesse politique du rapporteur et de la commission de la chambre. Ils ont fait au gouvernement des concessions; il faut les maintenir. Essayer des amendemens dans le sein même de la chambre, c'est s'affaiblir, se désunir, prêter le flanc aux adversaires de la loi, qui sauront bien se porter en masse partout où ils apercevront une brèche, dans l'espoir de voir le nombre de suffrages affirmatifs diminuer dans le vote final.

En attendant ce grand débat, la chambre des députés élabore péniblement le projet de loi sur la vente des immeubles. C'est une discussion qui ne paraît pas devoir laisser de traces lumineuses dans les annales parlementaires. La chambre des députés n'a pas plus osé que la chambre des pairs introduire dans la loi la seule disposition qui aurait été vraiment utile, la purge par l'effet de l'adjudication de toutes les hypothèques même légales. C'est se traîner dans l'ornière d'une jurisprudence timide et rétrospective.

A l'occasion d'une disposition relative au choix des journaux où doivent être insérées les annonces judiciaires, il s'est élevé une discussion plutôt animée que lumineuse, les uns voulant confier aux tribunaux la désignation des journaux, les autres réclamant le régime de la liberté. On a invoqué à ce sujet les grands principes de la liberté de la presse. C'est un abus des mots. Il ne s'agit que d'industrie. On ne publie pas des opinions, mais de modestes extraits de cahiers des charges. Quoi qu'il en soit, et sans vou-

loir entrer ici dans le fond de la question, nous dirons que ce n'est pas sans quelque étonnement que nous avons vu une partie de la chambre avoir recours, dans cette occasion, aux expédiens extrêmes de la tactique parlementaire. Un certain nombre de députés ont voulu, en se retirant pendant la discussion de l'article en question, rendre la délibération impossible.

Nous ne dirons pas que c'est là un expédient illicite, une manœuvre répréhensible; on peut à la rigueur imaginer telle circonstance où tout bon citoyen ne devrait pas hésiter à l'employer. Il se peut qu'une assemblée peu nombreuse, emportée par la passion, se livre à des résolutions qu'elle ne prendrait pas, si elle se donnait le temps de réfléchir, et si tous les députés étaient présens. A la vérité, avec nos règlemens et nos formes, ces cas sont rares, très rares chez nous. Toute question grave est annoncée long-temps d'avance, et les députés, dans ces jours solennels, se rendent régulièrement à leur poste. Les questions imprévues qui peuvent surgir dans le débat des affaires courantes n'ont guère d'importance. Quoi qu'il en soit, nous ne contestons pas le droit; mais ce droit est, ce nous semble, un de ces moyens extraordinaires qu'il convient de réserver pour les grandes circonstances : c'est alors seulement qu'on peut l'exercer avec dignité. Prodigué, il ôte aux débats législatifs leur sérieux et leur gravité.

Une dépêche télégraphique annonce l'arrangement de nos difficultés avec le gouvernement de Buénos-Ayres. C'est une heureuse nouvelle, car nous espérons que les conditions du traité ne nous feront pas regretter la cessation des hostilités.

Le différend de l'Espagne avec le Portugal paraît devoir se terminer par la médiation de l'Angleterre, qui ne laisse échapper aucune occasion d'étendre son influence à la Péninsule tout entière. Espartero voulait, en mettant l'épée dans les reins aux Portugais, se préparer un titre à la reconnaissance des Espagnols, peut-être aussi trouver une occupation pour une partie de l'armée. L'armée est à la fois sa force et un embarras pour lui.

De nouveaux troubles ont été sur le point d'éclater en Suisse, dans le canton de Soleure. La Suisse, avec sa vieille organisation fédérale, est comme une rivière dont on n'a pas depuis long-temps réparé les digues. L'eau s'échappe de tous côtés, tantôt ici, tantôt là. Les partis osent tout, parce qu'ils ne sentent pas au-dessus d'eux une autorité centrale forte et régulière. Le directoire fédéral est obligé d'intervenir comme il peut. Il maintient l'ordre public par des coups d'état. Il sauve la vieille constitution fédérale en la violant. La force de la Suisse est tout entière dans ses mœurs, dans l'organisation de la famille et de la commune. Elle est forte des vices qu'elle n'a pas. Morcelée, démocratique, dépourvue de grandes villes, de grandes existences, de grandes fortunes, elle ne connaît pas de grandes influences personnelles. Celui qui peut agiter sa commune est inconnu à deux lieues de là; il serait parfaitement ridicule s'il essayait de faire sentir son influence plus loin que l'ombre du clocher de son village. Ce morcellement de toutes choses a de grands inconvéniens, des inconvéniens que rien ne peut complètement rache-

ter. Il a aussi quelques avantages. Le mal s'y propage tout aussi difficilement que le bien; tout est local, même l'esprit d'insurrection et de révolte. Il y a eu vingt révolutions en Suisse depuis 1830; mais on ne peut pas dire que la Suisse ait été révolutionnée. Le directoire fédéral se trouve maintenant à Berne. Le président, M. Neuhaus, est un esprit aussi éclairé que résolu. Le canton de Berne est, par sa population et ses forces, le premier canton de la Suisse. Les aristocraties déchues choisiraient mal leur moment, si elles rêvaient aujourd'hui des contre-révolution.

Ainsi qu'il était facile de le prévoir, la Syrie est en proie à l'anarchie. C'est là probablement tout ce que désirait le cabinet anglais : à coup sûr, lorsqu'il l'enlevait à Méhémet-Ali, il ne croyait pas que la Porte eût les moyens de rétablir dans ces provinces une autorité régulière. L'histoire prouve que c'est là la tactique anglaise en Orient : affaiblir d'abord le pouvoir indigène, profiter ensuite des troubles qui sont la conséquence nécessaire de cet affaiblissement, pour étendre d'abord l'influence, plus tard l'empire de l'Angleterre. Dans l'Inde, il est désormais évident qu'elle veut franchir l'Indus. En Chine, le même travail vient de commencer, et on peut être certain que l'Angleterre ne perdra plus de vue les produits du céleste empire et les 200 millions de consommateurs qu'elle peut y trouver. Jamais l'esprit d'envahissement et de conquête n'a été poussé plus loin; jamais, nous le reconnaissons, il ne s'est développé avec plus d'habileté, de persévérance et de suite.

En présence de ces faits, on se demande quel sera le terme de ces immenses conquêtes? L'Angleterre subira-t-elle un jour le sort de tous les conquérans dont l'ambition a été illimitée? Ou bien trouvera-t-elle dans sa puissance maritime, commerciale et industrielle, et dans le génie cosmopolite de ses peuples, les moyens de conserver ses immenses possessions?

Dans ce cas, les états européens verraient leur puissance relative s'affaiblir de jour en jour. L'Angleterre serait en réalité la maîtresse du commerce, de l'industrie, des marchés des deux hémisphères; disons-le, la maîtresse du monde.

C'est là, si les puissances continentales ne s'aveuglent pas sur leurs vrais intérêts, la question qui deviendra bientôt pour tous une question, si ce n'est de vie ou de mort, du moins de grandeur et de progrès.

La pensée de faire de Jérusalem une ville libre, où tous les chrétiens trouveraient la même protection et jouiraient des mêmes droits, est désormais accueillie par des hommes considérables et influens. Nous sommes convaincus qu'elle ne tardera pas à pénétrer dans les conseils des puissances. Le sentiment religieux trouvera de nombreux auxiliaires dans tous les amis de la civilisation, quelle que soit d'ailleurs leur croyance. La création d'un état grec aux dépens de l'empire ottoman ne paraissait dans le principe qu'un rêve, une chimère. Il existe cependant, et son existence est assurée. La délivrance de Jérusalem est loin d'offrir les mêmes difficultés que celle d'Athènes. Si les puissances le voulaient, la Porte ne pourrait refuser cette concession à la

chrétienté. Il s'agit seulement d'organiser un protectorat qui garantisse également la sécurité et les droits de tous les habitans de la ville sainte, sans qu'aucune puissance européenne puisse s'en arroger la souveraineté.

ANALYSE DE L'HISTOIRE ROMAINE, par M. Arbanère (1). — « O vérité! as-tu fui dans les cieux avec Astrée après l'âge d'or! Daigne descendre, fais entendre ta voix, et épargne ainsi à notre entendement cette longue fatigue de chercher à concilier des masses d'opinions toutes contradictoires! » Cette invocation épique, à l'occasion des systèmes de Micali et de Niebuhr sur les origines de Rome, fera mieux connaître l'ouvrage de M. Arbanère que tous les développemens auxquels nous pourrions nous livrer. Elle peint merveilleusement le besoin du vrai, la candeur scientifique, le respect pour la phrase traditionnelle, l'horreur du mot propre, la dévotion sincère aux divinités de l'Olympe, et le classique cortége des vertus littéraires qui ramènent le lecteur à l'âge d'or de la république des lettres.

M. Arbanère a publié précédemment une *Analyse de l'histoire asiatique et de l'histoire grecque*, qui, sur le rapport d'une commission formée dans le sein de l'Institut, fut jugée digne des honneurs de l'Imprimerie royale. La publication que nous annonçons aujourd'hui reproduit le plan du premier travail, avec des proportions beaucoup plus larges. M. Arbanère ne s'est pas appliqué à suivre l'ordre des temps; il ne s'est pas mis en frais de composition et de coloris pour promener le lecteur indolent dans une galerie de tableaux; il a voulu parler à l'intelligence plutôt qu'à l'imagination, et, pour être plus utile, il s'est résigné à être moins attrayant. Son procédé rappelle, un peu trop peut-être, celui des anatomistes qui commencent par désorganiser la machine humaine pour étudier isolément chacun des organes qui la composent. Ainsi, M. Arbanère a disloqué le corps de l'histoire romaine pour en opérer la dissection plus à son aise; il a mis à nu les fibres nationales et les a observées une à une. Gouvernement, religion, système militaire, relations politiques, sciences et arts, littérature, esprit public, vie privée, institutions impériales, réforme par le christianisme, tels sont les titres sous lesquels vont se ranger méthodiquement les faits consignés par les annalistes romains. On s'étonne seulement que l'auteur n'ait pas ménagé dans son plan une section particulière pour la législation civile. La loi des douze tables n'obtient que quelques lignes insignifiantes; les autres lois mentionnées dans le courant du livre sont seulement celles qui se rapportent au droit public. C'est une lacune impardonnable dans une analyse présentée comme une restauration complète de la société romaine. L'exposition des lois civiles est toujours le meilleur commentaire de l'histoire politique. Quand on connaît la condition légale des dif-

(1) Quatre vol. in-8°, chez Firmin Didot.

AFFAIRES

DE

BUÉNOS-AYRES.

Expéditions de la France contre la République Argentine.

§ I. — ORIGINE DES DIFFÉRENDS, EXPOSÉ DE NOS GRIEFS.

Tant que dura la restauration, le gouvernement français se montra fort sévère à l'égard des nouvelles républiques de l'Amérique. En vain celles-ci vinrent-elles nous supplier de reconnaître leur indépendance, de les admettre au nombre des nations souveraines; nous repoussâmes toujours, et souvent avec dédain, les avances qu'elles nous firent. En cela, la restauration obéissait à des sympathies de famille, à son principe même d'existence, que ce monde républicain, éclos de la révolte contre la légitimité et contre la domination des Bourbons d'Espagne, avait violemment heurté. On peut regarder cette répulsion instinctive et maladroite comme le prétexte, sinon comme la cause première, des défiances que nous inspirons aux gouvernemens nouveaux de

l'ancienne Amérique espagnole. Ajoutons que l'Espagne avait basé sur la haine de l'étranger le pouvoir absolu qu'elle exerça pendant trois siècles dans ces contrées, et le temps seul peut effacer complètement un préjugé si fatal et si profondément enraciné. Aussi, bien qu'à Buénos-Ayres, un contact plus fréquent et plus ancien avec les étrangers, une certaine confraternité d'armes avec eux pendant la guerre de l'indépendance, des circonstances particulières enfin, aient fort affaibli cette prévention fâcheuse, on y retrouve souvent encore le vieux levain d'antipathie presque judaïque que la race espagnole semble porter dans son sang contre toutes les autres races.

La révolution de juillet amena de notre part un changement total de politique à l'égard de l'Amérique espagnole; malheureusement, il faut le dire, nous nous jetâmes dans un autre extrême. Les plaintes du commerce contre les préjugés exclusifs des Bourbons de la branche aînée avaient été si vives, si générales, qu'on crut devoir donner une satisfaction à cette espèce de cri public, et faire un acte de haute politique, en reconnaissant sans aucune condition l'indépendance de toutes les nouvelles républiques de l'Amérique. Si alors on eût stipulé pour nos compatriotes établis dans ces contrées des avantages commerciaux, des garanties pour leurs personnes et leurs propriétés, on se fût épargné de grands embarras pour l'avenir; mais l'idée d'une reconnaissance sans condition avait été si souvent mise en avant, si souvent employée par l'ancienne opposition comme une arme offensive contre les tendances de la légitimité, que personne n'eût osé en contester l'opportunité. On comptait d'ailleurs sur un retour de générosité chez ces peuples nouveaux, auxquels on tendait la main pour les élever tout à coup au rang des nations. Plein de confiance dans les résultats de la haute faveur qu'il venait d'accorder, le cabinet des Tuileries décida donc qu'à l'avenir il entretiendrait à Buénos-Ayres un consul-général chargé d'affaires. Le premier qu'on nomma fut M. de la Forêt.

Mais la reconnaissance n'est point la vertu des peuples. La République Argentine refusa tout net l'envoyé diplomatique de la France, sous le prétexte que sa conduite dans une mission précédente au Chili avait été hautement blâmable. Certes, la leçon était sévère pour le ministère des affaires étrangères et rudement donnée. La France ne s'émut point à cet affront fait à son représentant par une petite république lointaine dont elle connaissait à peine le nom. Nous nous contentâmes de remplacer M. de la Forêt. Le choix tomba sur le marquis de Vins de Peyssac, qui avait déjà rempli les fonctions de consul-général successivement à Cadix, à New-York, à la Havane. Le caractère conciliant de M. de Vins de Peyssac était bien connu. Cependant, pour éviter toute difficulté, il lui fut recommandé de se faire reconnaître d'abord en sa qualité de consul-général seulement, et de ne présenter ses lettres de créance comme chargé d'affaires de France qu'après avoir bien sondé les dispositions du gouvernement argentin, et s'être assuré d'une manière positive que l'*exequatur* lui serait accordé sur-le-champ. Malgré cette prudente invitation, M. de Peyssac se fit tout d'abord annoncer avec son double titre,

et il fut admis immédiatement comme consul; mais, avant de l'autoriser à exercer ses fonctions diplomatiques, on lui fit subir un honteux noviciat. Pourquoi ces hésitations, ces délais dans une semblable question? Le gouvernement de Buénos-Ayres avait à s'expliquer. Aux sollicitations de notre agent, tantôt on répondait que la chambre des représentans était occupée d'affaires trop importantes pour qu'il lui restât le temps de jeter les yeux sur les lettres patentes de l'envoyé de la France, tantôt on alléguait d'autres prétextes non moins frivoles et non moins offensans. Avouons-le franchement, la dignité de la France fut compromise alors, et cette conduite dilatoire du gouvernement de Buénos-Ayres était d'autant plus humiliante pour nous, que déjà et depuis long-temps les Anglais jouissaient des franchises et des garanties d'un traité de commerce fort libéral. Mais la faute était commise, et M. de Vins, qui voulait à tout prix justifier aux yeux de son gouvernement la légèreté de sa première démarche, en dévorait en silence les fruits amers. Pendant près d'une année, il dut caresser tous les caprices du gouverneur-général Rosas. Ce temps d'épreuve achevé, on voulut bien l'admettre enfin comme chargé d'affaires de France auprès de la République Argentine, avec la clause expresse toutefois que *cela ne tirerait pas à conséquence pour l'avenir*. Le gouvernement français blâma vivement, nous devons le dire, son agent de s'être soumis à cette indigne condition; mais le gouverneur Rosas et ses ministres étaient satisfaits dans leur orgueil: pouvaient-ils espérer un représentant de la France plus souple, plus accommodant, plus docile? Aussi le traitèrent-ils depuis avec toutes les démonstrations d'une bienveillance extrême; et à la mort de M. de Vins, qui suivit bientôt sa reconnaissance comme chargé d'affaires, ils lui firent de magnifiques funérailles; le ministre des relations extérieures prononça son oraison funèbre et pleura sur sa tombe; aujourd'hui encore ils ne parlent de M. de Vins qu'avec un vif sentiment de regret.

Un simple élève consul, M. Roger, attaché à la mission de M. de Vins, se trouva dès-lors chargé par *intérim* des fonctions consulaires. Peut-être le général Rosas n'était-il pas fâché de voir ce poste occupé par un jeune homme qui, distrait par les plaisirs et retenu d'ailleurs par l'infériorité de son rang, ne pourrait ou n'oserait s'élever contre les actes arbitraires du gouvernement auprès duquel il était accidentellement appelé à résider. Rosas traita avec une apparente confiance notre jeune vice-consul, l'admit dans son intimité; et celui-ci, charmé d'être l'objet des caresses du gouverneur, se montra obséquieux à son tour et plein de déférence. Cependant le général argentin laissa percer bientôt le peu de considération qu'il avait pour notre agent. Le jeune vice-consul, ardent, de mœurs faciles, d'intelligence prompte, saisissant bien les rapports des choses, mais dédaignant trop peut-être l'influence des considérations personnelles dans les relations politiques, se sentit vivement blessé; il ne sut point retenir les éclats de son mécontentement. A un enthousiasme irréfléchi succéda la haine; une lutte d'homme à homme, bien inégale du côté de notre agent, s'engagea. L'amour-propre blessé se retrancha derrière les

intérêts du pays. Dans ces régions lointaines, où la loi n'est souvent qu'un vain mot, où la volonté du chef constitue presque toute l'autorité, plus d'une occasion devait s'offrir pour compromettre les deux nations et les entraîner dans un conflit. Au milieu d'un peuple à peine organisé, les étrangers ont toujours quelque réclamation pendante, soit pour violation de priviléges, soit pour déni de justice; il suffisait d'aigrir un peu les plaintes ou de les présenter sur le ton de la menace.

A cette époque, c'était vers la fin de 1837 et dans les premiers mois de 1838, le ministère français éprouvait de graves embarras : la coalition des opinions les plus divergentes qui s'était formée contre lui le menaçait d'une crise. En présence de cette situation difficile à l'intérieur, le gouvernement sentait d'autant plus vivement le besoin de terminer avec éclat nos affaires d'Amérique. De là les expéditions du Mexique et de Buénos-Ayres. Certes, il n'entra jamais dans les vues des ministres de la France de lancer leur pays, par distraction seulement, dans une querelle longue et coûteuse, au risque d'un conflit sanglant, dont l'issue nous poussait forcément à prendre pied sur les bords de la Plata, et à nous fourvoyer dans les guerres civiles d'un pays séparé de nous par deux mille lieues de mer. L'idée n'était pas venue davantage d'employer ainsi cinquante navires de guerre et plus de cinq mille matelots sans but, sans espérances, alors qu'on pouvait déjà pressentir les germes d'une guerre générale en Europe. Mais on représentait le gouverneur Rosas comme *un tyran atteint de folie,* comme un chef perdu de crédit, désormais sans influence sur son pays, et qu'une simple menace de la France amènerait à résipiscence, ou ferait infailliblement tomber. Sur ces données, dont on ne vérifia pas assez l'exactitude, l'agent consulaire reçut l'ordre de réunir tous ses griefs contre l'administration de Buénos-Ayres, d'insister sur nos réclamations, et de faire entendre au dictateur de la République Argentine un langage énergique.

On commettait une étrange erreur dans l'appréciation des ressources du général Rosas; mais à qui la faute? Un gouvernement, quel qu'il soit, ne peut se former une idée précise des contrées lointaines où il entretient des relations que sur les rapports de ses agens. Si les faits que nous allons retracer provoquent quelque désapprobation, que le blâme en retombe sur les hommes qui, chargés de la grave mission de juger des forces de l'ennemi, de mesurer le danger et de rendre compte des faits, se firent sans doute illusion à eux-mêmes, prirent leurs désirs pour la réalité, et entraînèrent leur gouvernement et leur pays dans des dépenses sans profit et sans gloire.

Les journaux ont retenti si long-temps de nos griefs, qu'il suffira de rappeler ici les principaux.

César-Hippolyte Bacle avait établi à Buénos-Ayres une imprimerie lithographique. Ses affaires allaient mal : il forma le projet de transporter son établissement au Chili, où il avait fait un voyage. Il publia sur l'administration de la république quelques articles où le gouvernement de Rosas était amèrement critiqué. Bacle avait en outre des relations avec l'ex-président Rivadavia.

Il fut décrété de haute trahison, jeté dans un cachot, jugé et condamné à mort. L'intervention des consuls de France et d'Angleterre fit suspendre l'exécution de Bacle; on lui rendit même sa liberté; il put rentrer dans sa famille, où il mourut quelque temps après.

Pierre Lavie tenait un café qu'il avait fondé lui-même et qui prospérait. Un soupçon de vol plana sur lui, l'autorité se saisit de l'affaire. Lavie fut livré aux tribunaux, convaincu légalement, et condamné à six mois de prison.

Bacle était Suisse, mais sous la protection de la France; Lavie est citoyen français.

Notre agent prétendait que le jugement des tribunaux, dans ces deux affaires, était inique, et réclamait contre leur décision, comme violant le droit des Français. Le gouvernement argentin soutenait au contraire que les formes légales de la république avaient été respectées, et maintenait les arrêts de ses tribunaux, qu'il adoucit seulement en faveur de Bacle.

Un autre grief encore vint figurer dans nos plaintes. Une loi fondamentale de la république dénationalise les étrangers après deux ans de séjour sur le territoire argentin. En vertu de cette loi, on avait imposé le service de la milice à deux Français; le vice-consul exigeait qu'on les déchargeât de cette obligation.

§ II. — RUPTURE. — DÉCLARATION DU BLOCUS ET SES PREMIÈRES CONSÉQUENCES.

Dès que notre agent consulaire eut pressenti les nouvelles dispositions du gouvernement français, il se mit à l'aise dans ses sentimens personnels; sa parole devint vive : nos réclamations, faites jusqu'alors avec l'accent de la prière, portèrent avec elles la menace. A ce brusque changement, le dictateur de Buénos-Ayres, loin de se laisser abattre, se raidit davantage. Il s'étonna que l'agent qu'il reconnaissait à peine comme consul revendiquât des priviléges diplomatiques et osât s'arroger le droit de traiter des questions qu'un chargé d'affaires seul eût pu aborder. Jamais il ne voulut voir en notre vice-consul le vrai représentant de son pays, ni trouver dans son langage l'expression des volontés de la France; il dédaigna même de répondre, comme si ce n'eût été qu'une moquerie.

D'un autre côté, nos compatriotes s'échauffaient et prenaient une part active dans la querelle. C'est une chose curieuse à observer que la population française dans toutes les républiques espagnoles. Composée en grande partie d'ouvriers et d'artisans de toute sorte, de tailleurs, de cordonniers, de boulangers, d'ébénistes, de commis attachés à des maisons de commerce, d'individus qui pour la plupart ont été obligés de quitter leur patrie, soit parce qu'ils n'y pouvaient trouver qu'une existence misérable, soit parce que de mauvaises affaires les en ont chassés, tous ces hommes enfin qui n'étaient rien en France, transportés tout à coup au milieu d'une civilisation informe, s'y

croient d'une nature supérieure, parce qu'ils conservent encore un reflet de la noble terre qui les enfanta : ils se donnent comme les représentans de la grande nation, parlent haut, parfois avec arrogance, et blessent trop souvent les indigènes par leurs prétentions exorbitantes. Les exigences de nos agens ne sont pas moins exagérées : ils voudraient imposer aux populations, et le moindre d'entre eux prétend à la considération qui entoure un ambassadeur. Les plus ardens allèrent s'inspirer chez le jeune consul, et celui-ci, faisant de la politique à ciel ouvert, haranguait les adeptes, donnait le mot d'ordre et s'enivrait, ainsi que son entourage, à la comparaison de la toute-puissance de la France avec la faiblesse de la république de Buénos-Ayres.

On va vite dans cette voie brûlante. Au mois de janvier 1838, notre agent exigea d'une manière péremptoire les satisfactions qu'il réclamait depuis longtemps. Il fallait y faire droit sur-le-champ, ou s'attendre à voir fondre sur le pays de grands malheurs. Le général Rosas ne comprit pas bien tout le danger de cette notification : il sourit même de mépris aux menaces du jeune vice-consul; il ne croyait point braver réellement la colère de la France. Notre agent prit un parti extrême : il ferma sa chancellerie, et le drapeau tricolore cessa de flotter sur la terrasse de la maison consulaire.

Que dans un pays tel que la République Argentine le commandant d'une force armée tente spontanément un coup de main pour obtenir la réparation d'une insulte, d'un grief, dont ses nationaux ont à se plaindre; soit qu'il réussisse, soit qu'il échoue, il ne s'ensuit point forcément une querelle entre les nations : les gouvernans peuvent, selon leurs convenances, accepter ou répudier les conséquences du fait. Mais quand un agent politique se retire avec éclat du pays où il était accrédité, il oppose nation à nation, le différend s'aigrit entre les gouvernemens sous le regard jaloux des peuples, l'amour-propre national s'en mêle, et presque toujours l'issue de la querelle est sanglante. Ainsi advint-il quand notre vice-consul parla comme agent diplomatique et se retira à Montevideo. Là, les proscrits de la République Argentine l'entourèrent, et son indignation se fortifia de toutes leurs fureurs : ils le caressèrent du titre de vengeur de l'humanité, et lui, comme par reconnaissance, les laissa rêver le retour dans leur patrie à l'abri des armes de la France et le châtiment de leur persécuteur sous les coups de la commune vengeance.

Alors se trouvait à Rio-Janeiro, commandant les forces navales françaises au Brésil et dans la Plata, le contre-amiral Leblanc. Il avait l'ordre de prêter à l'agent consulaire l'appui de sa division. En prenant une pareille résolution, le gouvernement français s'était laissé gagner aux raisons de son agent, qui affirmait que la vue seule de nos navires de guerre frapperait de terreur le général Rosas. A l'appel du vice-consul, l'amiral se rendit à Montevideo vers la fin du mois de mars 1838. Cependant, avant de laisser déclarer le blocus de Buénos-Ayres dont il espérait un effet magique, l'agent consulaire, par une appréhension vague sur le résultat de ses plans, jugea convenable de tenter une nouvelle sommation. Il rentra dans la ville et y resta trois jours.

Mais en vain annonça-t-il que l'heure de la vengeance était proche, que les vaisseaux de la France allaient arriver pour accomplir ses menaces; en vain essaya-t-il de séparer la cause du gouverneur de celle de la nation, répétant que c'était le général Rosas seul et non le peuple argentin que nous poursuivions : on le traita comme un faux prophète, sa voix fut méprisée.

Quand l'amiral Leblanc vint mouiller dans la Plata, son pavillon flottait sur la frégate *la Minerve*. Il se rendit devant Buénos-Ayres avec notre agent sur la gabarre *l'Expéditive*, l'eau manquant aux frégates pour remonter la rivière. A sa venue, le gouvernement argentin, rejetant toute la faute du malentendu sur le caractère privé du jeune agent consulaire, engagea l'amiral à descendre à terre, l'assurant que tout s'arrangerait à l'amiable dès qu'un homme grave, un véritable mandataire politique, viendrait parler au nom de la France. Les journaux du pays, écho de leur gouvernement, répétèrent à l'envi cette assertion. Mais notre agent, qu'une circonstance fortuite portait, dès le début de sa carrière, à la tête d'une affaire où il allait engager le grand nom de la France, enflait son langage, et criait qu'il y aurait déshonneur pour un officier général de la marine française à négocier et à traiter avec des hommes qu'une menace amènerait humiliés à ses pieds. Malheureusement le vieux marin se laissa entraîner aux conseils ardens du jeune consul. L'amiral resta sur ses vaisseaux, et ce fut de là que, le 28 mars 1838, fut déclaré le blocus des ports de la République Argentine.

On s'étonne, et c'est avec raison sans doute, que, dans une affaire dont les conséquences devaient être si graves pour son pays, l'amiral Leblanc, sur le point de jeter dans la balance l'autorité de sa parole et le poids de ses canons, se soit décidé sur la foi d'un jeune homme qu'il connaissait à peine; qu'il ait refusé d'aller juger par lui-même des hommes et des choses, alors que l'ennemi l'en suppliait et remettait pour ainsi dire à sa haute sagesse, dès qu'elle serait éclairée sur les lieux, le pouvoir d'imposer les conditions de la paix. Sans doute, il y allait de la réputation du vice-consul de représenter toutes ces protestations comme un leurre, comme une fourberie nouvelle où l'on voulait enlacer le chef militaire : cet avis prévalut dans nos conseils. Maintenant les évènemens vont se dérouler.

Qu'il nous soit permis de placer ici quelques réflexions préliminaires; elles sont indispensables pour donner une pleine intelligence du blocus et montrer de quelle manière il fut conduit.

Le Rio de la Plata, ou Rivière d'Argent, est le déversoir commun des eaux qui descendent du versant oriental de la Cordillière des Andes, des montagnes du Brésil et de la chaîne transversale qui réunit ces hautes terres en marquant de ses crêtes la frontière du Pérou. Ce vaste bassin commence au point de jonction de l'Uruguay et du Parana, fleuves immenses dont l'un est navigable à deux cents lieues et l'autre à six cents lieues de son confluent. C'est dans les plaines sans bornes sillonnées par ces magnifiques cours d'eau et leurs affluens que sont éparses les diverses provinces dont se compose la République Argentine. Les marins considèrent le Rio de la Plata comme

une petite mer méditerranée, comme un bras de l'Atlantique, car il a près de quatre-vingts lieues de profondeur dans l'intérieur des terres, et l'on compte cent cinquante milles de distance entre les deux caps qui marquent l'endroit où ses eaux viennent se mêler aux eaux de l'Océan. L'hydrographie du Rio de la Plata ayant été jusqu'ici incomplète ou mal faite, la navigation de ce fleuve conservait quelque chose d'incertain et de fabuleux : on savait que sous ses flots se cachent d'innombrables bancs où bien des navires sont restés ensevelis, que des courans rapides portent et reportent alternativement ses eaux du rivage à la mer, et de la mer à ses rives intérieures, en suivant mille canaux tortueux. Bien des navigateurs ne parlent encore qu'avec effroi des *pamperos,* de ces coups de vent éclos dans les déserts des *pampas,* qui balaient inopinément le fleuve dans toute sa longueur et vont ensuite expirer à deux ou trois cents lieues dans l'Atlantique. Tous ces dangers exagérés ou mal appréciés provoquaient des craintes irréfléchies. La rive gauche ou septentrionale du fleuve est occupée par la république orientale de l'Uruguay (1); la rive droite sert de frontière naturelle à la province de Buénos-Ayres.

C'est sur cette dernière rive et presque au fond de la rivière qu'est située la ville qui donne son nom à toute la province. Autrefois la résidence des vice-rois, on la regarde aujourd'hui comme la capitale de la République Argentine. Il y a douze ans, on comptait dans son enceinte plus de quatre-vingt mille habitans; mais elle a singulièrement déchu depuis cette époque. Les guerres civiles, les proscriptions et le blocus de la France ont réduit sa population à cinquante mille ames à peine. Là se trouve l'entrepôt général des marchandises dont l'Europe alimente les provinces intérieures, là aussi viennent s'entasser tous les produits de la contrée, et c'est dans la rade de Buénos-Ayres, rade foraine et ouverte à tous les vents, que se réunissent les mille navires chargés annuellement du commerce d'échange entre cette partie de l'Amérique et le reste du monde.

On voit tout d'abord qu'il y avait deux manières d'établir le blocus : ou bien on pouvait fermer complètement la rivière en traçant une ligne de croisière d'un cap à l'autre de son embouchure, choisissant Rio-Janeiro comme pivot de la station, comme point de ravitaillement de nos navires, et alors on bloquait tout à la fois et les provinces argentines et la république de l'Uruguay; ou bien, laissant libre toute la Bande Orientale, et même se l'attachant par les liens d'un intérêt commun, on pouvait se borner à éparpiller le long de la côte méridionale de la Plata, sur les hauts-fonds dont elle est bordée, un réseau de petits navires qui la tiendraient étroitement gardée. Dans cette dernière combinaison, Montevideo devenait le point d'appui de toutes nos opérations : nous y trouvions un port de refuge, de ravitaillement et de radoub pour notre division navale.

Ainsi se trouvaient en présence deux systèmes opposés dans leurs principes,

(1) Nous appellerons indifféremment République Orientale, république d'Uruguay, province cis-platine, Bande Orientale, l'état dont Montevideo est la capitale.

l'un repoussant loin de nous l'état oriental, l'autre recherchant son amitié. Pour nous décider dans cette alternative, il fallait donc que nous prissions en considération l'état politique du pays.

Deux partis en armes se disputaient, à cette époque, le pouvoir dans la république de l'Uruguay : le premier obéissait au président légal de la république, Oribe; le second, révolté contre l'autorité légitime, reconnaissait pour son chef le général don Fructuoso Rivera, ex-président de l'état, alors proscrit et forcément jeté à la tête de la révolution. Don Fructuoso avait pour lui l'influence que donne un habile exercice du pouvoir suprême pendant quatre années, l'éclat de son nom, le souvenir de grands services militaires rendus à la patrie dans les guerres de l'indépendance contre les Espagnols et contre les Portugais qu'il expulsa de la république, l'autorité qui s'attache toujours à un grand citoyen injustement persécuté, enfin un prestige puissant vis-à-vis de l'armée, et une popularité extrême parmi les gens de la campagne, riches propriétaires aussi bien que paysans. Don Fructuoso est en effet leur patron et leur camarade, il les apostrophe par leurs noms, il leur frappe sur l'épaule, il partage volontiers leurs habitudes et surtout leurs plaisirs; il se les attache par une générosité sans bornes, par une sorte de lien féodal en leur donnant des terres sans rétribution, en franc aleu; aussi aiment-ils tous leur *compadre* Rivera. Oribe, moins populaire, entouré de bien moins d'illustration, tirait sa force principale de la ville de Montevideo, la plus grande partie des habitans s'étant prononcée énergiquement pour lui, par opposition radicale au parti de la campagne : il comptait aussi sur la grande majorité de la population des rives de l'Uruguay, puissamment intéressée à sa conservation; enfin à cette opinion s'étaient joints naturellement tous ceux qui étaient mécontens de l'ancienne administration. Chaque parti avait son nom : les *rouges* (*colorados*) à la suite du général Rivera, les *blancs* (*blanquillos*) à la suite du président Oribe; chacun était classé d'après la couleur de son drapeau.

Le général Rosas et le général Rivera se haïssent profondément. Nous n'entrerons pas dans le détail des évènemens qui ont fait éclater ce sentiment entre deux chefs dont la puissance a la même origine et la même base, qui tous deux s'appuient sur le même élément de force, la campagne. Qu'il nous suffise ici de constater le fait et d'indiquer une opposition complète entre les caractères de ces deux hommes : Rosas vindicatif, cruel, implacable; Rivera sans fiel, débonnaire même, du moins en apparence, incapable de se laisser emporter à aucun élan de colère ou de vengeance, pardonnant et faisant du bien à tous ses ennemis. Quant au président Oribe, il est entièrement dévoué au général Rosas, et celui-ci considérait leur cause comme unie si étroitement, qu'il était prêt à intervenir dans la république de l'Uruguay comme protecteur armé de l'état actuel des choses, soit pour repousser une agression étrangère, soit même pour étouffer les révoltes intérieures.

Naturellement, nous souhaitions le triomphe du général Rivera; nos nationaux, emportés par leur fougue habituelle, manifestaient hautement leur

antipathie pour le président Oribe, qui, de son côté, ne dissimulait point son éloignement pour les Français. Montevideo ne nous offrait donc qu'une hospitalité douteuse; d'ailleurs, en ces temps de guerre civile, Montevideo était bien loin de l'état de splendeur et de l'importance commerciale où il s'est élevé pendant notre blocus. En l'englobant dans le blocus général de la Plata, le tort qui en fût résulté pour le commerce étranger et pour le nôtre n'eût pas été considérable. Cependant on préféra le second moyen de blocus, celui qui se bornait à surveiller la côte argentine, moins puissant et moins rigoureux sans doute, mais qui écartait tout ombrage et ne laissait aux neutres aucun sujet de plainte. On le fit ainsi, et l'on fit bien.

Telle était d'ailleurs au début notre confiance dans le résultat de nos réclamations et notre désir de prouver à toutes les nations notre désintéressement, que nos officiers reçurent l'injonction de n'intervenir jamais dans les troubles civils du pays, d'offrir un asile au malheur sans distinction de drapeau, et de ne témoigner de préférence pour la cause d'aucun des partis alors en guerre ouverte. Nous eussions cru tomber en déchéance et manquer à la dignité de la France, si, dans cette querelle avec Buénos-Ayres, nous avions écouté seulement la proposition d'associer nos couleurs à celles de l'un des chefs qui se disputaient le pouvoir.

Quand l'agent consulaire et l'amiral Leblanc eurent prononcé solennellement la formule du blocus, ils se reposèrent pleins de foi dans l'effet prestigieux de leurs menaces, se flattant chaque jour que le gouvernement de Buénos-Ayres les enverrait supplier de lever l'interdit dont ils avaient frappé les ports argentins. Le premier se retira à Montevideo, le second sur la côte du Brésil. L'amiral attachait si peu d'importance à cette affaire, qu'il en abandonna la direction à l'un de ses capitaines, M. Daguenet, le laissant avec quatre navires, *le d'Assas, l'Alerte, la Camille* et *l'Expéditive,* pour barrer les principales voies du commerce de Buénos-Ayres. Mais sur quoi se basaient donc cette imperturbable assurance d'un côté et cette crédulité naïve de l'autre? On se disait : — Le commerce extérieur fait la vie de Buénos-Ayres, sa splendeur et toute son importance; tout le revenu du trésor public repose sur les douanes; arrêtons le commerce étranger, c'est le premier effet du blocus, et d'un seul coup nous tarissons la source du trésor public. Ainsi, tout manquera à la fois au général Rosas, et la solde de son armée et le traitement de ses employés; son gouvernement devient impossible; tandis que les habitans, gênés par la privation des objets de luxe, dont un long contact avec les Européens leur a fait une habitude, irrités de se voir fermer tous les débouchés pour les productions du pays, ou le forceront à traiter avec nous, ou se soulèveront contre lui et le renverseront. — Le dilemme paraissait sans réplique. Seulement on avait oublié deux traits distinctifs du caractère de ces peuples de race espagnole : l'inertie et une certaine fanfaronnade de point d'honneur. Là se retrouve encore comme une vertu innée quelque reste de la sobriété antique des Espagnols; d'ailleurs, le sol du Nouveau-Monde est assez riche des fruits qu'il produit spontanément pour suffire toujours aux premiers besoins

de l'homme. Les habitans savent se passer, avec une merveilleuse facilité, du luxe de notre Europe, qui ne s'est pas encore naturalisé au milieu d'eux; et si la parole ou la menace d'un étranger vient heurter de front le point d'honneur de la nation, il n'est point de privations qu'ils ne soient prêts à supporter plutôt que de transiger avec ce sentiment d'orgueil. Précisément, le langage de l'agent consulaire révoltait cet orgueil; il y avait dans ses exigences et dans les refus de l'amiral quelque chose d'humiliant. Et quelle gloire pour la république de Buénos-Ayres de pouvoir se vanter un jour d'avoir tenu la France en échec! L'amour-propre national en était flatté et tenait compte au général Rosas de sa résistance.

Tandis que nos agens attendaient les évènemens qu'ils croyaient avoir préparés d'une manière si infaillible et qui pourtant ne se réalisaient point, la fortune de son côté arrangeait sans nous des combinaisons nouvelles. Le général Rivera poursuivait ses succès; la lutte qu'il avait engagée contre Oribe et qu'il menait depuis plus de deux ans avec une rare habileté, touchait à son dénouement. Aucun chef ne connaît aussi bien que le général son pays et les ressources qu'on en peut tirer: il avait lentement préparé la population de la campagne, et toute cette population s'était prononcée en sa faveur. Il s'était encore ménagé un autre élément de force. Pendant sa première administration, il avait offert une hospitalité généreuse aux mécontens du gouvernement du général Rosas. Que ce fût de sa part seulement un instinct de générosité ou un calcul de politique habile, toujours est-il certain que l'état oriental était devenu l'asile des proscrits argentins, et qu'il faut chercher dans ce fait la cause principale de la haine du gouverneur de Buénos-Ayres contre le général Rivera, haine qui poussait Rosas à soutenir le parti d'Oribe de son influence, de son argent et de ses troupes. Don Froute, ainsi qu'on nomme familièrement dans le pays le général Rivera (1), cache sous une apparence de bonhomie presque grossière un génie fin, rusé et astucieux. Il fit entendre aux exilés argentins que sa cause était la leur; qu'ils avaient le même ennemi, Rosas; que, s'il ressaisissait le pouvoir, son premier soin serait de porter la guerre dans les provinces argentines pour faire tomber le dictateur, dont l'existence était incompatible avec la sienne; qu'ils devaient donc s'armer en sa faveur et venir grossir ses rangs, puisque son triomphe était le seul et dernier espoir qu'ils pussent avoir de retrouver leur patrie, et de se venger d'un tyran maudit depuis tant d'années.

Ce langage éveillait bien des espérances Ces hommes se levèrent en assez grand nombre, mirent à leur tête le général Lavalle, le plus connu d'entre eux par ses faits d'armes, et formèrent un bataillon sacré dans l'armée du général Rivera. Ainsi ce chef eut une armée capable de tenir la campagne, et Oribe, acculé dans les villes, à Montevideo, à la Colonia, à Paysandou, voyant les sympathies populaires s'éloigner de lui chaque jour de plus en plus, mais comptant encore sur l'armée qu'il tenait à sa solde, résolut de risquer les

(1) *Don Froute*, abréviation de don Fructuoso.

hasards d'une bataille. Elle eut lieu au Palmar, au mois de juin 1838. Qu'on ne se figure point des centaines de mille hommes se heurtant sous le feu d'une nombreuse artillerie et se disputant pied à pied le terrain sanglant du combat. Les armées qui décident ici du sort des empires sont des corps de deux ou trois mille hommes, presque tous à cheval, plus ou moins mal armés, et se précipitant, à peine en ordre, les uns sur les autres; ceux qui se débandent les premiers sont les vaincus : ils fuient au hasard, et portent au loin la renommée de la *bataille si terrible* (*la batalla tan terrible*)! On compte les morts sur le champ du carnage, et c'est à peine si l'on trouve quelques malheureux gisant démontés ou expirant de leurs blessures.

Le général Lavalle eut les honneurs de la journée; il enleva la victoire à la pointe de la lance. Son nom retentit par toute la contrée comme celui d'un héros; la cause des Argentins proscrits sembla se personnifier en lui. Aussi, quand le mois suivant (24 juillet) il se présenta aux portes de la Colonia, soumise quelques jours auparavant sans effusion de sang aux lieutenans du général Rivera, il fut reçu comme en triomphe : la population courut à sa rencontre, les cloches se mirent en branle, tous les partis s'embrassèrent comme de vieux amis qui se retrouvent; l'air retentit des cris de *vive Lavalle! meure Rosas!* Nos officiers, témoins de ces ovations, et qui, nouvellement arrivés dans la Plata, ignoraient encore combien l'enthousiasme naît et meurt vite chez ces peuples, crurent que l'heure de la chute du général Rosas allait sonner.

Le président Oribe s'enfuit à Montevideo pour réchauffer le zèle de ses partisans, s'y procurer de l'argent et une nouvelle armée. Il fut suivi par le général Rivera, mais lentement et pas à pas; ce chef, long-temps éprouvé par la fortune, donne peu au hasard : il connaît trop bien ses compatriotes. D'un coup d'œil il jugea la cause de son adversaire perdue; dès-lors ce ne fut plus pour lui qu'une question de temps; sûr de le faire tomber, il ne voulut rien compromettre par une précipitation inutile : les caprices de la fortune ont une trop grande part dans les chocs brusques; il alla camper aux portes de Montevideo et attendit.

Durant ces premiers mois, notre blocus s'établit, mais avec une bénignité touchante. On se faisait de part et d'autre de mutuelles protestations d'une sincère amitié. Le capitaine Daguenet recommandait les plus grands ménagemens aux officiers chargés de signifier le blocus aux caboteurs, *dans la crainte de fâcher le gouvernement de Montevideo;* et quels procédés n'avait-on pas pour les Argentins qu'on arrêtait, tant on appréhendait d'irriter les susceptibilités nationales! car c'était avec le gouverneur Rosas et non avec son peuple que nous étions en hostilité. Et cependant le gouvernement de Buénos-Ayres ne venait pas faire amende honorable, et les habitans de la province ne se soulevaient pas pour briser l'entêtement du chef! Nos agens s'aperçurent enfin qu'il pouvait bien y avoir quelque chose d'exagéré dans leurs premières espérances. Les lettres du capitaine Daguenet allèrent inquiéter l'amiral Leblanc à l'île de Sainte-Catherine, où il était retiré. De jour en jour, les

chances d'un accommodement amiable semblaient diminuer. L'amiral revint avec la frégate *la Minerve* à Montevideo; il y trouva l'agent consulaire piqué de l'insuccès des premières mesures. Leur mauvaise humeur s'irrita encore des dispositions malveillantes du gouvernement d'Oribe et des sanglantes railleries dont ils furent l'objet. Un Américain, nommé Brown, commandait une flottille argentine dans le port même de Montevideo; il tremblait qu'il ne passât par la tête d'un de nos officiers d'aller le brûler lui et ses goëlettes dans le port même, et, pour cacher sa peur, il proclamait hautement qu'il forcerait le blocus de nos navires et qu'il capturerait à leur barbe nos bâtimens de commerce. Dans ce pays de vanteries et de fanfaronnades, il y avait dans les cafés et à la bourse des défis continuels, et tous ces bavardages que nos gouvernemens d'Europe méprisent, répétés au consulat, remuaient les fibres de nos agens et souvent déterminaient leur conduite. L'amiral bloqua Brown et sa flottille dans Montevideo. Nous ne nous contentâmes plus de faire des vœux secrets pour la chute d'Oribe et le triomphe de son rival; il fut patent que nous nous disposions à hâter ce résultat. Ainsi l'on semblait délaisser dans un accès de passion le système si sage qui considérait la France comme trop haut placée parmi les nations pour se mêler aux querelles des partis.

Alors arrivèrent de France des lettres qui annonçaient que le gouvernement approuvait pleinement la conduite de l'agent consulaire, et qu'il insistait sur les réparations à exiger du général Rosas. Il n'en fallut pas davantage pour enflammer d'une ardeur belliqueuse des esprits peu endurans et qui supportaient mal l'ironie qui les poursuivait. Les proscrits argentins attisèrent le feu : quel coup de politique s'ils eussent pu associer dès-lors la France à leur implacable haine contre leur persécuteur! Les femmes y joignirent leurs séductions irrésistibles. Une humeur guerrière se manifesta sur nos navires; qu'allait-il se passer? On l'ignorait encore, mais on pouvait pressentir un combat ou quelque tentative à main armée.

§ III. — ULTIMATUM DE LA FRANCE. — PRISE DE L'ILE DE MARTIN-GARCIA.

La cause du président Oribe était perdue : il n'avait plus pour lui que Paysandou, où commandait le général Lavalleja, ancien ami de Rosas, et Montevideo, où il résidait en personne. Il put voir à la réunion des chambres que sa puissance expirait : à peine compta-t-il trois voix en sa faveur. Nous avions cessé de rester neutres; car, tandis que Rivera était aux portes de Montevideo, et que nous nous prétendions en pleine paix avec la République Orientale, nous tenions bloquée la flottille de Brown, et souvent, pendant la nuit, nos embarcations, chargées d'aller correspondre avec le rebelle, affrontèrent le feu des batteries de la ville. Ainsi nous compliquâmes la position presque désespérée d'Oribe de l'appréhension d'une guerre extérieure, éloignant de lui les hommes timorés qui redoutaient pour leur pays la colère de la France, et nous donnâmes à la cause de son rival une nouvelle force mo-

rale, car on crut que nous appuyions les opérations du siége qu'il dirigeait en personne. Oribe succomba : il dut se démettre des fonctions de président en faveur du général Rivera, son ennemi. Il quitta Montevideo la haine au cœur contre les Français : il refusa même une goëlette de guerre argentine que nous laissions à sa disposition, ne voulant rien nous devoir, pas même une politesse; il aima mieux fuir comme en cachette à bord d'un navire de commerce, et se réfugia à Buénos-Ayres. Il y fut bien accueilli par le général Rosas.

Les avantages que nous retirions du renversement d'Oribe peuvent justifier en quelque sorte notre quasi-intervention armée dans les troubles civils qui déterminèrent cet évènement. Nous l'avons déjà dit, dans le système de blocus adopté, il nous était presque indispensable de trouver un appui à Montevideo, soit pour réparer nos navires, soit pour y vendre les prises. Tant qu'Oribe fut à la tête de la république, nos rapports avec la ville furent plutôt hostiles que bienveillans. Le triomphe du général Rivera, au contraire, était notre propre triomphe. Montevideo devenait tout à coup une ville amie, nous avons presque dit alliée; notre blocus se simplifiait, et nous le rendions en même temps plus effectif.

Nous ne nous arrêtâmes pas là. Tout fier de l'approbation de son gouvernement, l'agent français lança l'ultimatum du 23 septembre. Cette pièce semblait calquée sur le fameux ultimatum du Mexique, où M. le baron Deffaudis exposa d'une manière si énergique devant le monde entier les étranges iniquités contre lesquelles nos compatriotes invoquaient la protection de leur patrie. Il y avait loin sans doute de la grande affaire du Mexique, dénouée par le beau fait d'armes de Saint-Jean-d'Ulua, à cette question de Buénos-Ayres; mais l'agent consulaire avait à cœur de prouver au général Rosas et au gouvernement argentin qui feignaient d'en douter, que c'était bien au nom de la France qu'il avait parlé jusqu'alors; il insistait donc. « Le gouvernement français, disait-il, a jugé à propos de charger son consul gérant le consulat-général de France à Buénos-Ayres, *et nul autre*, de rappeler succinctement les griefs dont la France doit obtenir réparation, et de faire connaître les satisfactions qu'elle exige comme conditions indispensables du rétablissement de la bonne harmonie entre la France et la République Argentine. »

Cette déclaration, malgré ses formes pompeuses, eut le sort des précédentes : on savait que M. Buchet-Martigny, consul-général de Buénos-Ayres, ne devait pas tarder à venir; le général Rosas attendit; s'il était réduit à plier, au moins ce ne serait pas devant notre jeune consul.

Sans doute aussi M. le contre-amiral Leblanc se lassait d'être le dépositaire d'une force qui semblait dans sa main un épouvantail inutile : il résolut d'entrer activement dans la querelle et d'y marquer une trace profonde.

A l'extrémité de la Plata, au point même où le Parana et l'Uruguay, se faisant jour à travers mille découpures du terrain, viennent confondre leurs eaux, s'élève solitaire au milieu de leurs flots bourbeux l'îlot rocailleux de Martin-Garcia. La nature semble l'avoir placé là pour indiquer la limite où

commence le Rio de la Plata. Tout autour de l'îlot de Martin-Garcia, les courans du fleuve, arrêtés et refoulés un instant, ont déposé des bancs de sable que d'étroits canaux séparent, navigables seulement quand les vents de la mer accumulent les eaux au fond de la rivière. Il y a long-temps que l'importance politique de ce rocher est appréciée : on y a bâti un fort dont le commandant peut ouvrir ou fermer à son gré la navigation des deux fleuves. Sur les bastions du fort flottait le drapeau de Buénos-Ayres, et cent cinquante soldats de la République Argentine, sous les ordres du colonel Costa, le gardaient. Le fort en lui-même avait peu de valeur : les murs en sont de terre, et les feux des batteries, au lieu de se croiser et de se réunir, s'entre-nuisaient et laissaient à découvert le point attaquable. Tel qu'il était cependant, et dans son état d'abandon, il paraissait aux soldats de Rivera un inexpugnable boulevard; mais pour nos armes l'enlèvement de ce poste, si redouté dans le pays, n'était qu'un jeu, et nous savions qu'une fois là nulle puissance n'essaierait d'en déloger nos soldats. Ce fort, par sa position isolée du continent, par son caractère purement militaire, pouvait être considéré, ainsi que le sont les navires de guerre, comme un moyen de blocus; sa prise n'entraînait donc pas une déclaration de guerre formelle. L'amiral décida qu'il s'en emparerait. Vers la fin de septembre, le brick-canonnière *la Bordelaise* et la gabare *l'Expéditive* reçurent l'ordre de bloquer l'îlot et d'empêcher qu'il fût secouru. En vain, à la vue des préparatifs hostiles, le colonel Costa protesta-t-il que la paix n'était point rompue entre les Français et les Argentins, et qu'il n'avait pas l'ordre de se défendre; l'enlèvement du fort à la baïonnette était une affaire résolue. Certes nos matelots suffisaient pour ce coup de main, nous n'avions pas besoin d'emprunter le secours de soldats étrangers; cependant l'amiral crut prudent d'adjoindre aux deux cent soixante-cinq marins désignés pour cette expédition cent cinquante soldats de l'Uruguay; il admit aussi les goëlettes du général Rivera à coopérer avec nos navires de guerre. Il voulait par là démentir l'accusation portée contre nous par les Argentins de méditer une conquête dans l'Amérique méridionale.

Le 11 octobre 1838, *la Bordelaise* et *l'Expéditive* s'embossèrent devant une des faces du fort. Les canots chargés des troupes de débarquement débordèrent ensemble de ces deux navires, et allèrent prendre terre sur un point du rivage qu'abritait contre le feu du fort une berge à pic. Heureusement les canons de l'ennemi ne commencèrent à tirer que quand nos matelots se trouvèrent abrités par cette espèce de chemin couvert : aucun des coups ne porta, et d'ailleurs ce feu fut bientôt éteint par celui de nos navires. Les matelots se mirent au pas de course, franchirent le fossé et la muraille; les soldats argentins, étourdis de cette brusque attaque, ne se défendirent pas, et trente-deux minutes après le moment où les canots s'étaient mis en marche, le drapeau français était arboré aux créneaux de Martin-Garcia, uni aux couleurs orientales. Il importe peu de compter ici les blessés et les morts : notre perte fut insignifiante. Les soldats du général Rivera partagèrent avec nos matelots le service de la garnison, association malheureuse qui, en donnant

à la France des auxiliaires plutôt embarrassans qu'utiles, leur créa, pour ainsi dire, le titre d'alliés de fait, et provoqua des prétentions que nous verrons bientôt s'élever contre notre liberté d'action. La garnison argentine fut transportée à Buénos-Ayres.

Jusqu'ici du moins, on ne pouvait pas nous reprocher de nous être fait une arme de la guerre civile, car le général Rivera, président légal de la république de l'Uruguay, était un pouvoir souverain dont nous acceptions la coopération sans blesser le droit international. Il faut dire, à la louange de ce chef, qu'il faisait un noble et digne usage de son triomphe : non-seulement il ne souilla son succès d'aucun acte de vengeance, d'aucune cruauté, mais encore il montra une clémence sans bornes. Nulle opinion ne fut violentée; ses ennemis purent exhaler contre lui toute leur mauvaise humeur sans qu'il les en punît. En vain chercha-t-on à l'irriter contre les partisans d'Oribe, qui ne le ménageaient guère; il résista à toutes les mauvaises suggestions. Cependant il était revêtu de pouvoirs extraordinaires, et il ne reculait devant aucune responsabilité de ses actes. Placé comme Rosas au-dessus de la loi, tandis que celui-ci s'armait d'une main de fer et régnait par la crainte, Rivera caressait tout le monde et cherchait dans le cœur des hommes qu'il commandait une puissance plus douce et peut-être plus solide.

§ IV. — M. BUCHET-MARTIGNY. — PREMIÈRE COALITION CONTRE LE GÉNÉRAL ROSAS.

Vers cette époque arriva à Montevideo M. Buchet-Martigny, consul-général et chargé d'affaires de France à Buénos-Ayres. Il avait l'ordre d'examiner les choses, et, selon sa conviction, de recourir, pour terminer le différend, aux moyens pacifiques ou aux mesures de rigueur. Jusqu'alors on avait senti dans la direction de cette affaire quelque chose d'incertain, une allure malaisée et presque sans franchise, une sorte de désaccord entre la tête qui concevait et la main qui exécutait. C'est que sans doute le contre-amiral éprouvait une sorte de honte de se trouver obligé de recevoir l'impulsion du jeune consul, d'agir d'après une pensée qu'il blâmait parfois en secret, et qu'il aurait pu dès l'abord soumettre à la sienne, mais qui le dominait désormais parce qu'il en avait été un instant subjugué. Par intervalles il s'efforçait d'y échapper, comme on le vit à la prise de Martin-Garcia, tentative violente qui ne faisait que compliquer nos affaires et que n'approuvait point l'agent consulaire, qui désavoua publiquement la conduite de l'amiral. Mais en vain le chef militaire se regimbait-il, la force des choses l'entraînait dans la voie où il s'était laissé fourvoyer.

L'arrivée de M. Buchet-Martigny imprima un caractère plus net et plus tranché à nos opérations. Depuis quatorze ans bientôt, M. Buchet-Martigny résidait auprès des républiques de l'Amérique; il avait même fondé les premières relations politiques et commerciales de la France avec plusieurs d'entre

elles. Successivement porté à New-York, à Philadelphie, à Carthagène, à Bogota, sur les rivages de la mer du Sud ou au sommet des Andes, à Chuquisaca, au Potosi, tantôt parcourant les vallées riantes du Haut-Pérou, tantôt séjournant isolé et comme perdu dans ces régions âpres et désolées où les montagnes d'argent ont fait surgir des capitales sur des roches nues, tantôt traversant à cheval les vastes plaines des pampas, il avait étudié les peuples de ces contrées sous l'impression des grandes scènes de la nature. Homme de convictions profondes, hardi dans ses conceptions, d'une intelligence élevée, avec une tête froide pourtant, mais une ame chaleureuse, il conservait au fond du cœur, au milieu des solitudes du Nouveau-Monde et parmi des peuplades qui entendaient prononcer le nom de la France pour la première fois, une sorte de religion pour ce nom et un vif désir de le voir glorifié. Dans sa pensée, la question de Buénos-Ayres lui semblait renfermer tout l'avenir des relations de son pays avec l'Amérique du Sud; il voyait dans la solution de cette affaire le développement inattendu ou la ruine prochaine de notre commerce dans ces parages. Il croyait que la France tenait en sa main l'existence même de ces nouvelles républiques, menacées, si nous les abandonnions, d'être dévorées par un despotisme affreux, ou destinées, si nous le voulions, à graviter autour de la civilisation française. Irréprochable dans sa vie, libéral, désintéressé, il pouvait s'égarer à la fausse application d'une noble et généreuse idée, poursuivre une glorieuse chimère, et entraîner son pays dans cette voie dangereuse, quoi qu'il en coûtât. Tel est l'homme que le gouvernement français envoyait pour mettre fin au démêlé qui divisait la France et le gouvernement de Rosas.

Une année auparavant, quand déjà son prédécesseur poursuivait ses réclamations auprès de la République Argentine, M. Buchet-Martigny, désigné pour le poste de Buénos-Ayres, était passé par cette ville, allant en France en congé et pour y rendre compte d'une mission antérieure. L'accueil qu'il reçut alors de Rosas et de ses ministres lui parut une offense; il en tira un mauvais augure, peut-être même en conserva-t-il quelque ressentiment secret. Il arriva donc à Montevideo frappé de cette prévention défavorable. Là tous les esprits étaient exaltés par les succès du général Rivera; on n'entendait que des paroles de haine contre son ennemi, le général Rosas, dont on présageait la chute prochaine et infaillible, car c'était le désir commun de tout ce qui s'agitait autour de nous. Ce tourbillon enveloppa M. Buchet-Martigny, et Montevideo fut pour lui ce qu'il avait été pour le contre-amiral Leblanc, l'écueil qui l'égara. Au lieu de se rendre à Buénos-Ayres, de chercher à apaiser les haines, à effacer d'injustes préjugés, en un mot, à concilier les esprits, notre chargé d'affaires envisagea les choses d'un point de vue hostile, et suivit la ligne dans laquelle on était entré; il ne notifia pas même officiellement ses pouvoirs au gouvernement argentin, il se contenta de se substituer vis-à-vis de son gouvernement à M. Roger, qui pour les Argentins restait, comme par le passé, le représentant de la France.

Il est difficile de peindre l'irritation que cette manière d'agir provoqua chez le général Rosas et parmi les hommes de son entourage. Ils avaient toujours dit que la querelle était personnelle à M. Roger, qu'ils n'attendaient pour s'entendre avec la France que l'envoi d'un personnage dont ils pussent respecter le rang et le caractère. Ils avaient annoncé publiquement que M. Buchet-Martigny allait tout concilier, et voilà que le consul-général de France ne daigne même pas leur donner avis de sa présence! Alors ce fut sur lui que retomba toute l'indignation; on n'avait pas de termes assez insultans pour qualifier la conduite de cet agent; on était outré contre M. Buchet-Martigny; on mit en jeu l'orgueil national; les femmes furent chargées d'exalter les ressentimens populaires. « Il ne veut même pas nous reconnaître comme un peuple civilisé! » s'écriait-on; et ces paroles trouvèrent de l'écho, car on ne foule pas impunément aux pieds le point d'honneur d'une nation, si faible qu'elle puisse être. Chacun se raidit contre les ennuis du blocus; après tout, résister à un blocus n'exige que de la force d'inertie.

Sous la main plus forte de M. Buchet-Martigny, le plan déjà suivi reçut un développement inattendu. D'abord on n'avait vu dans l'élévation du général Rivera qu'un moyen auxiliaire pour le succès de notre blocus, car on ne pouvait plus se dissimuler que nos navires, trop peu nombreux, n'avaient réellement qu'une force illusoire pour l'exécution de nos menaces. On conçut alors le projet d'appuyer sur notre division de blocus une confédération d'états coalisés pour le renversement du général Rosas. La province de Corrientes venait de se prononcer contre lui; on accrédita le bruit qu'un soulèvement général contre le dictateur était imminent. Il n'est pas nécessaire, sans doute, de faire remarquer que les proscrits argentins furent les premiers coryphées de cette opinion. On ménagea une alliance entre Corrientes et l'état oriental; les deux provinces devaient combiner leurs armées; l'heureux général Rivera en prendrait le commandement en chef, et chasserait de l'Entre-Rios Echague, gouverneur de cette province pour Rosas. On avait ainsi un nouvel état indépendant qui entrait dans la coalition et formait une alliance offensive et défensive contre le tyran. L'orage, ainsi accumulé sur la rive gauche du Parana, devait s'étendre de l'autre côté, dans les provinces du nord, et, retombant vers le sud sur la province de Buénos-Ayres, effacer de la terre l'ennemi commun. Le rusé Rivera laissa faire; son influence gagnait à tous ces projets : la province de Corrientes se compromit hautement avec lui par un traité signé le 31 décembre 1838 sur cette base.

Malheureusement on oubliait quelque chose de bien important pour le succès de ce plan : c'était d'abord la bonne foi des parties contractantes, et peut-être la possibilité d'agir conformément aux engagemens pris. Quand on réclama l'accomplissement de la parole donnée, l'astucieux gaucho resta prudemment sur son terrain, où sa force allait croissant. En vain M. Roger se rendit-il au camp du Durazno pour hâter le mouvement des troupes, le général Rivera promit qu'il allait partir, mais il ne bougea pas, il laissa l'en-

nemi écraser son allié. Une seule affaire décida du sort de Corrientes (le 31 mars, jour de Pâques); elle fut terrible : les plaines de Pago Largo en ont conservé la sanglante trace. Veron de Astrada, gouverneur de la province, fut défait à la tête de ses troupes, et les soldats de Rosas exercèrent sur lui des atrocités révoltantes. Il fut tué à coups de lance, puis écorché, dit-on, et sa peau coupée par lanières; mais il faut se défier de ces détails de cruautés que publient les hommes intéressés à soulever des haines. Les deux partis s'accusent réciproquement d'actes qui font frémir l'humanité.

Quant à nous qui étions l'ame de la coalition, dès le 1er janvier 1839, nous avions envoyé dans le Parana une flottille composée de cinq navires, *la Bordelaise, l'Expéditive, la Vigilante*, *l'Éclair* et *la Forte;* nous avions même disloqué notre blocus pour faire réussir la nouvelle combinaison. Et en vérité, en présence du magnifique résultat dont on caressait l'espoir, qu'était-ce que le blocus? Notre flottille avait pour mission de dominer sur le Parana, d'empêcher les troupes du général Rosas de passer ce fleuve pour se rendre dans l'Entre-Rios : le premier but de la coalition une fois obtenu, tous les lieutenans de Rosas chassés de la rive gauche, nos amis triomphant dans la province de Corrientes, dans l'Uruguay et dans l'Entre-Rios, nos navires devaient porter les vainqueurs sur la rive opposée, et les escorter jusqu'à Buénos-Ayres, où nous partagerions leurs succès. Cette fois encore on mêla nos drapeaux aux drapeaux du général Rivera : trois petits navires de guerre orientaux se joignirent à notre flottille. Cette association ne pouvait que nous être nuisible. On recommandait à nos officiers de se montrer réservés dans leurs actes contre les Argentins; mais les Orientaux avaient des haines à assouvir : sait-on jamais où l'on s'arrêtera quand on entre dans une telle voie?

La flottille remonta le Parana sans que les troupes du général Rosas cherchassent à nous en défendre la navigation; elle passa en branle-bas de combat, mèche allumée, sous les batteries du Rosario; mais les canons de l'ennemi restèrent muets, et nos voiles et nos pavillons flottèrent en liberté sur le fleuve. Nos navires remontèrent jusqu'au port de la Bajada, nommé aussi la ville de Parana, capitale de l'Entre-Rios : l'ennemi ne nous fit aucune opposition; cependant nous étions là pour seconder les efforts de l'armée combinée qui devait venir s'emparer de ce point et le prendre pour centre de ses opérations ultérieures; mais cette armée ne parut pas.

N'insistons point sur cette première expédition du Parana, nos marins en revinrent comme ils y étaient allés. Pourtant nous aurions dû en tirer une leçon sévère et apprendre à connaître Rivera, Rivera, qui ne sait jamais refuser ce qu'on lui demande, ni tenir ce qu'il a promis; facile ami, mais allié dangereux. Et cependant cette expérience fut perdue pour nous; ni l'armée des Correntinos écrasée au Pago Largo, ni la mort de Veron de Astrada, dont on fit de si touchans récits, ni les embarras où nous jeta la dislocation de notre blocus, rien ne suffit à nous éclairer sur le danger de nous livrer à la foi de l'heureux gaucho.

On comprendra facilement d'ailleurs l'entraînement des proscrits argentins dans cette coalition fondée sous les auspices de la France. Ces malheureux sans patrie accouraient dès qu'on leur en présentait l'ombre ou du moins l'espérance. Le général Rivera les vit se rallier en grand nombre sous ses drapeaux : don Juan Lavalle les commandait encore; mais ils ne tardèrent pas à reconnaître qu'ils s'étaient leurrés d'un vain espoir. Trompés dans leurs désirs les plus ardens, ils se retirèrent en maudissant l'auteur de leurs amères déceptions. Le général Lavalle, indigné contre Rivera, qu'il avait toujours trouvé faux dans ses promesses, alla dévorer ses chagrins à la Colonia, en jurant de ne plus se laisser prendre à un appât si souvent trompeur. Ainsi s'évanouit comme un songe tout l'espoir de cette coalition, et il n'en resta qu'un pénible souvenir.

§ V. — NÉGOCIATION DU COMMODORE NICHOLSON. — OPÉRATIONS MILITAIRES.

Nos agens s'étaient bercés d'espérances brillantes, mais malheureusement un peu chimériques; ils tombèrent comme étourdis devant la réalité : plus le rêve avait été beau, plus le désenchantement fut pénible; au réveil, ils se trouvèrent jetés dans une guerre dont on ne pouvait prévoir la fin, privés des moyens de la pousser activement, et n'ayant pour appui que l'approbation douteuse de leur gouvernement. La France ne s'apercevrait-elle pas que nous nous étions fourvoyés? L'épuisement amena le découragement; ils désespérèrent un instant. Ce fut alors que le commodore américain, John B. Nicholson, vint proposer son intervention officieuse dans le but de ménager un accommodement entre la France et la République Argentine. Il avait suivi attentivement la querelle dans ses phases diverses, et ce qu'il avait vu des hommes et des choses lui faisait penser qu'au fond tout se réduisait à une question de mots, à des amours-propres blessés, à d'injustes préventions qu'une conciliation adroite pouvait effacer. Jusque-là M. Buchet-Martigny s'était maintenu à une hauteur presque inabordable, il y croyait l'honneur de la France engagé; sa résolution se modifia un peu avec les circonstances, il prêta l'oreille aux ouvertures du commodore, mais à la condition que celui-ci écarterait avec soin toute idée de mandat officiel, car l'agent français, qui n'avait pas même notifié au gouvernement de Buénos-Ayres son arrivée dans la Plata et l'objet de sa mission, eût cru compromettre la dignité de son pays et la sienne propre en faisant au général Rosas des avances pacifiques.

Le commodore écouta M. Buchet-Martigny et M. le contre-amiral Leblanc, puis il se rendit à Buénos-Ayres (4 avril 1839); il vit le gouverneur et lui proposa d'ouvrir des conférences de paix. D'abord le général Rosas insista pour avoir l'assurance écrite que le commodore était duement autorisé dans ses démarches par les agens de la France. Cette première satisfaction obtenue, il reçut les propositions de l'Américain; mais avant d'y répondre il fit éclater

le fond de sa pensée : il laissa voir tout son ressentiment contre notre chargé d'affaires et combien il avait l'ame ulcérée de ses dédains. Préalablement à toute discussion, il réclamait « des agens suffisamment autorisés par sa majesté le roi des Français. Je ne doute pas un moment, écrivait-il au commodore, dès que votre seigneurie me l'assure, que M. Martigny ne soit revêtu par son gouvernement du caractère de consul-général et de chargé d'affaires de France, et que, comme tel, il ne soit autorisé à discuter et à régler la question pendante entre la France et cette république; mais votre seigneurie reconnaîtra également que cette croyance ne me relève pas de l'obligation d'attendre, dans mon caractère officiel, la présentation des lettres de créance dont a besoin M. Martigny pour traiter sur une matière publique avec mon ministre des relations extérieures. L'usage des nations et les règles les plus communes observées en pareil cas m'imposent cette formalité... »

Rappelons ici que, dans son ultimatum du 23 septembre 1838, notre premier agent consulaire avait présenté ses conditions sous une forme inexorable; il exigeait :

1° Comme réparation du passé, des indemnités pour les Français lésés par les autorités locales; on citait nominalement les ayant-cause, et l'on fixait la quotité des allocations;

2° Comme satisfaction présente due à la France, la destitution du général Ramirez, qu'il accusait d'attentat contre notre compatriote Lavie;

3° Comme garantie d'avenir, le traitement de la nation la plus favorisée pour nos nationaux établis dans le pays, au moins en ce qui concerne les personnes et les propriétés.

Dans les propositions du commodore, les termes n'étaient plus aussi rigoureux; il demandait comme base des conférences : 1° la jouissance pour nos nationaux, quant à leurs personnes et leurs propriétés, de la protection qui est accordée à tous les autres étrangers qui n'ont *aucun traité positif;* 2° le même traitement pour ce qui est relatif au service militaire; 3° le principe des indemnités seulement, mais avec arbitrage. Il stipulait en outre la remise de l'île de Martin-Garcia, et, afin de ne point heurter une loi fondamentale de la république par laquelle il est défendu au gouverneur-général de traiter avec un chef à la tête d'une force armée, il promettait qu'à l'arrivée de M. Buchet-Martigny l'escadre de blocus se retirerait hors de vue de la ville, vers la pointe de l'Indio ou à la Colonia. Mais les contre-propositions du général Rosas étaient bien loin de ce projet, déjà si mitigé. Il n'accordait aux citoyens français, « pour leurs personnes et leurs propriétés, que la protection que la loi accorde à tous les étrangers *qui n'ont aucun traité*, et, pour ce qui a rapport au service militaire, que le traitement de ces mêmes étrangers; il posait le principe des indemnités réciproques, considérant comme dommages indemnisables par la France les effets de notre blocus, avec décision d'arbitres. »

N'était-ce là que l'entrée en pourparlers d'un homme qui prétendait avoir surtout à cœur d'établir son droit de discuter les propositions de la France et de repousser l'idée qu'il s'humiliait sous les conditions rigoureuses d'un

ennemi, mais tout prêt cependant à faire de grandes concessions? Ou bien était-ce réellement son dernier mot, c'est-à-dire un refus net d'accommodement? Nos agens s'arrêtèrent à cette dernière interprétation : leur réponse fut que de pareilles propositions ne pouvaient être prises en considération, attendu qu'elles étaient totalement inadmissibles. Elles semblaient en effet cacher un piége, car c'était précisément contre la loi du pays que nous protestions, et particulièrement contre celle du 10 avril 1821, qui dénationalise tout étranger après deux ans de résidence dans la république. M. Buchet-Martigny était blessé au cœur de voir que le général Rosas faisait de cette querelle une question personnelle aux envoyés de la France : il livra à la publicité tous les détails de la négociation, déclarant hautement que l'initiative de l'intervention appartenait au commodore seul, qui même avait dépassé la limite de nos concessions; il rejetait sur Rosas toutes les conséquences funestes de cette lutte où la France soutenait « la cause de l'humanité et de la civilisation contre un gouvernement qui refusait de se soumettre, non-seulement au droit des gens, mais aux lois éternelles de la justice et de l'humanité. »

Nous savons que du haut point de vue de notre patrie on regardera peut-être avec mépris tous les détails où nous venons d'entrer, et l'on se demandera si la France, cette nation qui compte 33 millions d'habitans, une armée de 500 mille soldats, trente vaisseaux de ligne armés et 56 mille matelots, mesure à une parole près les démarches qu'elle fait pour rester en paix avec une petite république qui pourrait à peine armer dix mille soldats, et dont la principale défense est dans l'étendue de ses déserts; mais nous prions qu'on daigne prendre en considération que par-delà l'Atlantique, à deux mille lieues de distance, la grande voix de la France n'arrive que comme un écho fort affaibli.

Dès-lors tout arrangement parut impossible, les passions haineuses déchaînées ne gardèrent plus de mesure dans leur langage; les Orientaux ennemis du général Rosas et les Argentins proscrits envenimèrent la querelle, on soufflait partout la guerre à mort contre Rosas; mais comment y entraîner la France? M. Roger partit avec la mission de faire valoir auprès du gouvernement les vues de nos agens.

Au début de la querelle, personne ne contestait au général Rosas le titre de représentant légal de la République Argentine; nous exigions seulement certaines concessions pour renouer avec lui nos relations de bonne amitié. Mais quand nous eûmes pris parti dans les intérêts de localité, que nous nous fûmes associé des haines privées, l'affaire se dénatura, la question cessa d'être française et devint cis-platine. Nos efforts n'eurent plus pour but principal les satisfactions dues à la France, mais le renversement de Rosas. Sans avouer cette prétention devant laquelle notre gouvernement se fût certainement cabré, il s'agissait de compromettre à son insu la France, de telle manière qu'elle s'en fît pour elle-même un point d'honneur. Voici quelle tactique on suivit : on représenta le général Rosas comme un tyran universellement exécré, comme un fou furieux honni de ses compatriotes, et qui ne conservait une apparence d'autorité que par des moyens de terreur, par les plus atroces

forfaits. Telle est, disait-on, l'unanimité des vœux de la population argentine pour la déchéance de ce monstre, qu'il suffirait d'offrir à ce peuple de victimes un point d'appui pour qu'aussitôt la nation entière se levât comme un seul homme, et demandât compte à son bourreau de tous ses crimes. Que la France jette seulement sur le sol de la république un bataillon de ses soldats, qu'elle élève un drapeau à l'ombre duquel tous ceux qui se déclareront contre Rosas trouveront un asile, et à l'instant Buénos-Ayres se donne à nous; la ville et la campagne, affranchies d'un joug sanglant, salueront la France du nom de leur libératrice, et le tyran abandonné de tous n'aura d'abri qu'à bord des navires de l'Angleterre.

Telles sont les idées que M. Roger fut chargé d'accréditer auprès de son gouvernement. Il demandait une expédition militaire, un corps de troupes peu nombreux, et il répondait du succès. De son côté, M. le contre-amiral Leblanc donnait les mêmes assurances; il réclamait de nouvelles forces, des soldats pour opérer un débarquement et détruire d'un seul coup (ainsi le croyait-il) cet homme qui depuis plus d'un an nous défiait et nous tenait en échec. Mais cette fois le gouvernement français ne jugea pas prudent de se livrer aveuglément aux conseils du contre-amiral et du jeune consul : le nouveau projet pouvait entraîner à de graves conséquences; avant de se jeter dans cette expédition, on interrogea les faits accomplis. — Si la lutte avait été engagée, c'était sur l'assurance bien positive qu'il suffirait d'une simple menace de la France pour dompter le général Rosas : la menace avait été faite, et Rosas n'en avait tenu aucun compte. Puisqu'une parole n'est point assez significative, eh bien ! que M. Roger quitte Buénos-Ayres! et le consul de France avait levé sa chancellerie, et Rosas avait vu, sans s'en inquiéter, notre drapeau se ferler sous ses yeux. Alors on avait dit : Déclarez l'interdit des côtes argentines, bloquez Buénos-Ayres, et vous verrez tomber tout cet orgueil. Le contre-amiral Leblanc avait prononcé la formule sacramentelle du blocus; mais le général Rosas était resté impassible, il avait vu fermer ses ports, enlever son île de Martin-Garcia, une coalition de tous ses ennemis appelés par nous se former et grossir, sans paraître même s'en émouvoir. — En présence de tant d'assurances si souvent démenties par les faits, le ministère sentit chanceler sa confiance dans les hommes qui les avaient si hardiment garanties; il attendit que les évènemens vinssent l'éclairer, et lui tracer une marche moins incertaine.

Cependant nos agens dans la Plata, livrés à leurs seules ressources, s'irritaient de leur impuissance et accusaient le gouvernement de les abandonner. Des considérations particulières ajoutaient encore à leurs ennuis : ils supportaient mal l'ironie et les plaisanteries blessantes que le commerce étranger faisait pleuvoir sur eux. Quelques bruits injurieux s'étaient répandus sur la manière dont le commerce de contrebande était mené et sur certaines licences accordées par le chef de notre division navale. Celui-ci en éprouva le plus vif ressentiment, et, pour donner un démenti à tous les propos calomnieux, il résolut de frapper sur les contrebandiers et le commerce argentin un coup dont le souvenir restât.

A quinze lieues environ dans le sud-est de Buénos-Ayres se trouve un petit port connu dans le pays sous le nom de l'*Atalaya*. Là s'est établi, disait-on, un entrepôt de toutes sortes de marchandises de contrebande, et la fraude s'y fait à une prime très faible. Dans ce port, ou plutôt dans cette crique, on comptait en effet vingt-un bâtimens de commerce. Ils y étaient entrés sans difficulté, attendu que nul navire de guerre n'avait croisé dans ces parages pour les arrêter; car, nous l'avons dit plus haut, on avait été obligé de disloquer le blocus pour l'expédition du Parana. Le 3 mai 1839, les bricks *la Bordelaise* et *le Lutin* allèrent reconnaître les plages et éclairer la côte. Ces navires ignoraient encore le vrai but de leur mission, lorsque le 7, pendant la nuit, ils furent joints par une flottille de canots qui venait pour pénétrer dans la rivière et livrer aux flammes tous les bâtimens qui s'y trouvaient. Ce ne fut que le 9 dans la matinée que l'état de la mer permit d'effectuer le débarquement projeté. La rivière de la Madeleine ou de l'Atalaya trace mille sinuosités dans la plaine avant de se jeter dans le Rio de la Plata; entre son embouchure et le renflement de son lit, qui forme le réduit ou petit port de l'Atalaya, on compte huit méandres; les roseaux et les broussailles dont ses rives sont couvertes, dérobent aux yeux ses paisibles eaux. La flottille, composée de dix-huit canots, remonta lentement le lit tortueux de la rivière. La mer était calme; le soleil brillait au ciel et faisait resplendir les armes de nos matelots, dont la ligne d'embarcations s'allongeait et se repliait tour à tour en serpentant comme le cours de l'eau. L'officier qui commandait avait jeté sur le rivage une troupe d'éclaireurs pour battre le terrain couvert; mais tel était l'inextricable réseau formé par les broussailles, qu'on eût difficilement arrêté la cavalerie ennemie, habituée à ce terrain, et qui accourut au galop lorsque nos matelots, engagés trop avant, ne pouvaient déjà plus reculer, si *la Bordelaise* n'eût pris spontanément une position d'où son artillerie balaya la plaine et traça par la portée de ses canons un cercle infranchissable aux Argentins. Cet heureux embossage de *la Bordelaise* assura le succès : l'ennemi n'osa point approcher, et ses coups, annulés par la distance, tombèrent sans force au milieu de nos marins, dont deux seulement furent blessés. Chacun s'arma de torches, et la flamme de l'incendie dévora bientôt quatorze des bâtimens marchands; sept échappèrent, parce que le feu, mal attaché à leurs flancs, s'éteignit de lui-même. Cette expédition put donner une haute idée de la discipline de nos marins, car ils défoncèrent sur la plage deux cents barriques de vin, et il n'en résulta aucun désordre.

La petite flottille sortit de la rivière comme elle y était entrée, laissant seulement derrière elle, pour marquer sa trace, un épais nuage de fumée sillonné de grandes flammes rouges et déchiré de temps en temps par des explosions de navires.

Une autre expédition du même genre eut lieu le 20 juin dans la rivière du Sauce; mais là il ne fut pas possible de nous embosser de manière à couvrir le rivage du feu de nos canons. Nous réussîmes à incendier quelques contrebandiers; malheureusement nous eûmes à déplorer la perte de trois

hommes, parmi lesquels on compta un élève de marine, le jeune Redon, à qui l'avenir semblait promettre une belle carrière.

On fit encore sur divers points de la côte quelques descentes, mais trop peu heureuses ou trop peu importantes pour qu'il en soit fait mention ici. La nécessité seule peut justifier les actes dont le but unique est la destruction.

§ VI. — LA GUERRE CIVILE ALLUMÉE PAR NOS AGENS. — SECONDE COALITION CONTRE LE GÉNÉRAL ROSAS.

Le général Lavalle vivait à la Colonia, loin des affaires publiques : il cherchait dans les soins affectueux de sa famille, la plus charmante qui se puisse imaginer, une consolation aux déceptions de la vie politique. Blessé au cœur, désespérant de sa cause et de sa patrie, dégoûté de la guerre, il avait déposé les armes en jurant qu'il ne les reprendrait plus. Dans l'amertume de ses souvenirs, il exhalait son indignation contre le général Rivera, l'accusant hautement de duplicité et lui reprochant un affreux égoïsme. Il est des ménagemens que l'on doit au malheur; peut-être le président Rivera n'avait-il point assez caché un sentiment de rivalité jalouse, et le trait restait dans l'ame du proscrit, qui se repliait en vain dans les joies du foyer domestique, seule patrie qui lui restât. Mais il ne languit pas long-temps dans cette molle oisiveté. Les exilés, ses compagnons d'infortune, épiaient toutes les occasions de retour dans leur pays. Ces malheureux sentirent leurs espérances se réveiller plus vives que jamais, au moment où nos agens laissèrent éclater leur dépit contre Rosas. L'amiral et le chargé d'affaires se virent entourés : on flattait leur indignation; chacune de leurs malédictions trouvait un écho; autour d'eux on ne parlait qu'un seul et même langage, celui qui charmait leur penchant. Les provinces argentines, disait-on, courbées depuis trop long-temps sous leur tyran, appellent un libérateur; qu'importe que Rivera recule devant cette noble mission? il ne fait défaut qu'à sa gloire; le premier chef armé qui déploiera le drapeau de la liberté sur le sol argentin, ralliera à lui toutes les populations. Et pour établir cette opinion, on produisait des lettres des hommes les plus influens, émanées, disait-on, des quatre coins de la république, qui annonçaient la chute inévitable du barbare. Au milieu de ce concert de réprobation contre Rosas, où nulle voix ne s'élevait pour modérer l'entraînement général, nos représentans, qu'emportait d'ailleurs l'ardeur de leurs désirs, se bercèrent de cette flatteuse pensée, que leur colère était l'expression du vœu unanime, et que le destin les désignait pour briser le joug d'un chef odieux à tous. Cette opinion leur parut irréfragable; et, croyant poursuivre un tyran détesté, au nom de toutes les relations sociales, de la civilisation, de l'humanité, ils allumèrent la guerre civile au sein des provinces argentines.

Tous les proscrits s'accordèrent à désigner le général Lavalle pour être le mandataire suprême de la sainte cause. Ils lui envoyèrent une députation ; mais

d'abord il résista à leurs sollicitations pressantes, car sa conviction semblait profonde : « Rien ne peut nous rendre notre patrie, leur dit-il ; la civilisation dont nous sommes les représentans est sans germe dans la République Argentine; le peuple a prononcé sur nous, c'est son vote qui nous a expulsés. » On insista ; puisque la masse de la nation repoussait l'ancien drapeau des unitaires, on l'abandonnerait cette fois; ce n'était plus sur l'alliance de Rivera toujours perfide, toujours funeste, qu'on comptait; c'était sur la France elle-même prête à fournir des armes et de l'argent, à envoyer ses vaisseaux, ses matelots, ses soldats, pour soutenir une cause qu'elle adopterait comme sienne. L'ame du général s'exalta encore à l'espoir de reconquérir sa patrie, à la chance de nouveaux combats, au leurre de la gloire, à l'idée si séduisante de mêler ses armes à des armes françaises, et il bondit sur sa lance. A Montevideo, il eut, le 18 mai, avec le contre-amiral Leblanc, une première et secrète entrevue à bord du brick *le Sylphe;* il en revint plein d'enthousiasme. Les promesses du chargé d'affaires achevèrent de le séduire; nous prenions pour notre compte les premiers frais de l'entreprise. Il rappela secrètement à lui ses partisans qui servaient encore dans l'armée de Rivera; puis, accompagné d'une poignée de ses fidèles, il s'esquiva, comme un transfuge menacé d'être arrêté et saisi par l'ordre du président, sur un navire qu'il avait équipé sous main et sans l'autorisation du gouvernement oriental, dans le port même de Montevideo. De là il se transporta à Martin-Garcia, où il établit son quartier-général, et qu'il choisit comme point de réunion de son armée expéditionnaire, sous la protection de notre drapeau.

Dès-lors le blocus ne fut plus dans les combinaisons de nos agens qu'une mesure tout-à-fait secondaire. Les espérances se concentrèrent sur le général Lavalle et ses compagnons d'armes, qui, *semblables à l'étoile du Rédempteur, devaient se lever à l'orient des provinces argentines,* parcourir la république aux acclamations du peuple qui leur ferait des ovations et les suivrait pour aller abattre le tyran.

Cependant ce grand évènement d'une croisade générale contre le gouverneur Rosas ne s'annonçait pas d'une manière éclatante. Vers la mi-août, Lavalle, à Martin-Garcia, ne comptait encore que quatre cent cinquante hommes sous ses ordres. C'était un ramassis de gens de toute sorte, les uns sortis des îles du Parana, les autres venus avec lui de Montevideo, auxquels s'étaient joints quelques Argentins qui, conduits par Baltar, un de leurs chefs, avaient quitté l'armée orientale où ils servaient comme volontaires, pour se ranger sous les drapeaux de leur compatriote. Cependant il conservait en apparence avec le général Rivera de bonnes relations; mais en vain le supplia-t-il de lui envoyer deux cents hommes d'infanterie et deux pièces d'artillerie, nul secours ne lui vint de ce côté. L'amiral Leblanc, au contraire, empressé à le soutenir, mit à sa disposition, à Martin-Garcia, trois navires du blocus, *la Bordelaise, l'Expéditive* et *la Vigilante*, et plusieurs prises armées par nos marins. L'officier commandant ces navires devait effectuer le transport du corps expédi-

tionnaire, le débarquer au point que désignerait le général, l'aider même, s'il était nécessaire, du feu de ses canons, jusqu'à ce qu'il eût pris une position sûre, et lui offrir asile en cas de revers ou de retraite.

A l'apparition de ce nouvel étendard que protégeaient nos navires, la petite colonie d'exilés argentins de Montevideo sembla transportée dans un monde de chimères. A ses yeux, déjà Buénos-Ayres était libre, Rosas n'existait plus, on organisait un gouvernement, on se distribuait le pouvoir, chacun prenait sa part. Mais puisqu'on répudiait l'ancien signe des unitaires, Lavalle, chassé autrefois comme chef de ce parti par le vœu de la nation, ne pouvait plus se présenter pour occuper le rang suprême. Aussi s'annonçait-il simplement comme général, sans autre prétention que celle d'affranchir le pays de la tyrannie; une junte, sous le nom de *Commission argentine,* fut réunie, elle se composait d'hommes qu'on croyait influens parmi les proscrits; notre chargé d'affaires, dont elle était l'œuvre, en restait le haut et mystérieux directeur. C'était elle qui devait imprimer l'impulsion aux affaires, représenter le pouvoir législatif, et, après la prise de Buénos-Ayres, convoquer le peuple, afin de prononcer la déchéance de Rosas et sa mise hors la loi, élire enfin un nouveau gouverneur qui fût la véritable expression du vœu de la nation. Par les mains de cette commission devaient passer l'argent de la France et tous les secours d'armes et de munitions que nous avions promis. Le général correspondrait avec le comité directeur, s'inspirerait de ses avis, de ses ordres même. Tel fut le plan politique.

Quant à la conception militaire, la voici telle qu'elle existait dans l'imagination de nos agens. Nos navires porteraient dans l'Uruguay Lavalle et ses partisans, et remonteraient jusqu'au confluent du Gualeguaychù, où s'opèrerait le débarquement; alors le général libérateur, composant son armée de l'élite des braves prise dans la foule des habitans qui se prononceraient spontanément en sa faveur, traverserait toute la province de l'Entre-Rios, en organisant les villages où il passerait, se rendrait à la Bajada, capitale de la province, dont il prendrait possession, destituerait Echague, gouverneur de l'état et fidèle à Rosas, établirait une administration nouvelle dévouée à la cause sainte; et, ce premier pas fait (bien facilement sans doute, puisque tous les cœurs de l'Entre-Rios allaient voler au-devant du libérateur), tandis que le général argentin achèverait de pacifier la province et d'y fonder son autorité, nos navires, redescendant l'Uruguay et remontant le Parana jusqu'à la Bajada, prendraient à leur bord l'armée libératrice victorieuse, et la porteraient sur la rive droite du fleuve, dans la province de Santa-Fé, qui, ainsi que l'Entre-Rios, se lèverait devant le libérateur et le porterait en triomphe, entraînant comme un torrent par son exemple toutes les autres provinces du nord et de l'ouest; puis, le héros des vrais cœurs argentins, poursuivant sa marche triomphale, irait dans les temples de Buénos-Ayres bénir Dieu de l'avoir choisi pour sauver la patrie.

Ainsi nous combinions le renversement du général Rosas, et lui, de son

côté, sans se préoccuper de notre blocus, ni de nos menaces, ni de ce rival qu'on lui créait de toutes pièces et qui devait apparaître comme un météore terrible, préparait tranquillement la destruction de Rivera et le rétablissement d'Oribe dans l'état oriental. Au moment même où la troupe de Lavalle allait s'embarquer sur nos navires pour tenter de révolutionner l'Entre-Rios, le gouverneur de cette province, Echague, passait l'Uruguay à la tête de trois mille hommes, et pénétrait au cœur même de la République Orientale dans le but de faire prononcer à Montevideo la déchéance de Rivera, fermer le port aux navires de la division française, et nous ôter toute ressource dans la Plata.

Arrêtons-nous là, et du monde des idées où nous venons de voir deux combinaisons si diverses près de se résoudre par une lutte sanglante, descendons maintenant à l'exécution : les rêves s'évanouiront, la réalité seule restera. Nous suivrons parallèlement les mouvemens des deux chefs et des deux armées.

Le 2 septembre, la flottille qui portait (nous le croyions du moins) les destinées des provinces argentines appareilla de Martin-Garcia. La brise était favorable; les navires refoulèrent sans peine le courant de l'Uruguay, et, le 4, on mit à terre dans la rivière de Nancay, petit affluent du fleuve, un détachement de cent cinquante hommes. Ce corps d'avant-garde devait ramasser des chevaux dans les *estancias* du voisinage, mais en se maintenant toujours à portée de nos navires, et manœuvrer de manière à rejoindre le reste de l'armée au débarquement général. A l'embouchure de l'*arroyo* (ruisseau) de la Landa, le contour de la rive forme un petit port naturel, une petite baie de sable, qui a pris son nom de l'estancia de don Basile, située dans le voisinage; là toute la flottille se trouva réunie et jeta l'ancre. A l'entour, le terrain est marécageux; nulle surprise n'était à craindre. On y débarqua un second détachement, qui prit terre aussi sans être inquiété, sans tirer un coup de fusil, et le lendemain, 8 septembre, on vit accourir le premier corps expéditionnaire, qui poussait devant lui trois cents chevaux. Le reste des troupes fut porté par les navires quelques lieues plus haut, au Gualeguaychù, d'où l'on détacha vingt hommes encore jusqu'à San Lorenzo pour s'y procurer des chevaux. Dès le 10, la petite armée libératrice eut à sa disposition douze cents chevaux. Tout avait été payé comptant avec notre argent; aussi les habitans n'avaient-ils fait aucune résistance, mais pas un ne s'était joint aux libérateurs. Qu'on ne s'étonne pas de cette prodigieuse multitude de chevaux; ainsi vont les armées de ce pays, composées presque entièrement de cavalerie; chaque soldat traîne à sa suite deux et même trois chevaux.

Le Gualeguaychù fut le point de départ. De là le général Lavalle adressa de touchans adieux à nos marins, qui y répondirent par des vœux sincères pour sa cause; puis, le 14, il s'enfonça dans l'intérieur de la province. Sa proclamation aux habitans, manifeste politique et le grand œuvre de la commission argentine, est marquée d'un sceau bien étrange pour un chef de parti qui appelle son pays à une révolution. —« C'est du peuple, dit-il, que je viens

recevoir ma foi politique. Je n'apporte avec moi aucun souvenir : j'ai répudié toutes mes traditions. Un triple vœu forme ma devise : *La nation! la liberté! guerre au tyran Rosas!* »

La légion libératrice s'avança vers le nord. Deux raisons la déterminaient à choisir d'abord cette direction : elle longeait les rives du fleuve, conservant ainsi des communications faciles avec nos navires, et en même temps elle se rapprochait de la province de Corrientes, dont on avait appris le soulèvement, et qui lui offrait ou des renforts ou un refuge, selon que la fortune lui serait favorable ou contraire. Sa marche n'avait rien de précipité; le général voulait ménager les chevaux. Cependant, derrière elle, se formait un orage : don Vicente Zapata, gouverneur délégué de l'état, la suivait pas à pas, à la tête de quinze à seize cents cavaliers ramassés à la hâte parmi les milices du pays. Le 22, au point du jour, près d'Yerua, il apparut menaçant l'arrière-garde; heureusement un ravin arrêta la charge et donna le temps aux soldats de Lavalle de monter sur leurs chevaux de bataille et de fondre à leur tour sur l'ennemi, qu'ils mirent en complète déroute.

Ce succès, par lequel Lavalle ouvrait la campagne, exalta ses partisans à Montevideo et nous éblouit. Hélas! comment, au milieu de l'enivrement causé par cette nouvelle, ne s'éleva-t-il pas dans le conseil de nos agens une voix qui leur dît : — Ce général Lavalle sur lequel vous fondez votre avenir est sans doute un vaillant officier; il n'en est pas à faire ses preuves de bravoure; ne l'a-t-il pas montrée dans vingt combats? Mais comme chef de parti, comme promoteur d'une révolution, quelle est sa valeur? S'est-il même levé spontanément entraîné par la force des choses et l'appel de la nécessité? Non, c'est vous qui l'avez armé de toutes pièces : les hommes qui le suivent, c'est vous qui les soldez; ses armes, vous les avez fournies, et votre or a payé les chevaux de son armée. A quel caractère pouvez-vous donc vous flatter qu'il soit l'élu du peuple? Trouve-t-il des sympathies vives dans le pays où il est entré? Aucune. Partout il rencontre des visages hostiles, et il s'estime heureux quand les habitans ne s'arment pas contre lui.

Don Pascal Echague, gouverneur de l'Entre-Rios, s'avançait dans l'état oriental. L'avis qu'il reçut de l'expédition du général Lavalle ne l'émut point; il sourit aux plans chimériques qu'on fondait sur un pareil adversaire et poursuivit l'exécution de ses projets contre Montevideo. Avec quelle anxiété nous suivions tous ses mouvemens! La question était pour nous pleine d'intérêt; on sentait qu'une crise approchait. D'un côté se trouvait Rivera, notre douteux ami, menacé par le lieutenant de Rosas et seul dans l'Uruguay pour lui résister; de l'autre était Lavalle dans l'Entre-Rios, Lavalle, notre créature et le dépositaire de toutes nos espérances. L'absence d'Echague et de toute son armée laissait la province libre de se prononcer pour notre cause; c'était là un concours surprenant d'évènemens favorables; notre but fut de le maintenir. Nous craignions médiocrement pour Rivera et tout pour Lavalle d'une rencontre avec l'armée ennemie; notre escadrille eut l'ordre de fermer à celle-ci l'Uruguay, et nos navires se postèrent en effet de manière à lui couper la re-

traite. *La Bordelaise* mouilla devant Paysandou, la ville la plus considérable de la province cis-platine sur sa frontière de l'ouest; la goëlette *la Vigilante* remonta vingt lieues plus haut jusqu'au Salto, et la gabare *l'Expéditive* fut chargée de surveiller le cours inférieur du fleuve.

La principale force de l'armée d'Echague consistait dans sa cavalerie, dont quelques corps étaient bien exercés. Tant qu'il se maintint dans le nord du Rio Negro (Rivière Noire), qui partage en deux l'état oriental, le pays découvert et peu accidenté lui donnait une supériorité incontestable. Aussi le général Rivera ne s'aventura-t-il pas à risquer toute sa fortune dans un combat où l'ennemi aurait eu pour lui tant de chances favorables. Le plan du rusé gaucho était plus sage; il avait de l'infanterie, et il savait que, dans un camp retranché et protégé par son artillerie, jamais la cavalerie ne le taillerait en pièces; il résolut donc de laisser l'ennemi s'épuiser en courses inutiles et de le forcer enfin à venir chercher la bataille sur le terrain qu'il aurait choisi, dont il connaîtrait toutes les ressources, et où il pourrait multiplier ses forces. Echague, en effet, passa la Rivière Noire : sur ce terrain entrecoupé, les avantages du sol ne furent plus pour lui; cependant Rivera se replia vers Montevideo, mais cette marche rétrograde n'était pas une fuite. Du premier coup d'œil, il avait merveilleusement jugé l'issue de la campagne : « Maintenant, écrivait-il le 26 septembre, que les troupes d'Echague ont passé le Rio Negro, elles sont battues, parce qu'elles ont perdu leur mobilité; mais je ne veux pas encore les attaquer, j'attends que Lavalle ait eu quelques succès. »

Nos agens aussi se berçaient de l'espoir de ces succès, mais ils étaient impossibles. Déjà le vain fantôme de popularité dont nous avions prétendu revêtir le général Lavalle s'était évanoui. Il ne lui restait plus qu'à confesser lui-même son impuissance. Après avoir attendu quelques jours l'effet de ses proclamations, voyant que la campagne demeurait sourde à sa voix, il avait envoyé une commission à la ville de Parana pour sonder les dispositions des habitans : l'accueil que reçurent ses députés lui fit assez voir que son nom était au moins sans prestige, si même l'instinct du peuple ne le repoussait pas. Presque réduit aux abois et traqué comme une bête fauve par plusieurs chefs dont il connaissait la férocité, il se vit contraint à faire ce pénible aveu que, « n'ayant pas trouvé dans l'Entre-Rios la sympathie qu'il espérait, et redoutant la barbarie d'Urquiza, il avait dû se retirer à Corrientes. » (8 octobre.) Croirait-on que nos agens, loin d'être désabusés par ces désolantes paroles, persistèrent plus aveuglément que jamais à garder leur foi dans l'influence populaire du général Lavalle?

Là sans doute auraient dû s'arrêter forcément nos spéculations révolutionnaires, si un évènement inattendu n'était venu relever toutes nos espérances et provoquer de nouvelles combinaisons. Nous prions qu'on veuille bien se rappeler le premier mouvement insurrectionnel de Corrientes étouffé dans le sang de Veron de Astrada. A la suite de cette commotion, don Pascal Echague avait fait élire comme gouverneur de la province le colonel de milices don José Antonio Romero, attaché à la cause du général Rosas. Mais le ferment de

révolte, comprimé un instant par la présence des troupes victorieuses, fit explosion de nouveau dès qu'elles se furent éloignées; le 6 octobre, la chambre des représentans destitua Romero et nomma provisoirement à sa place le brigadier-général don Pedro Ferré, choix que la nation ratifia. Il fallait organiser le pays et le mettre en état de défense; il fallait trouver un officier éprouvé sur le champ de bataille, qui pût donner de la confiance à la nouvelle armée, la discipliner, l'exercer, tout en restant lui-même sous la dépendance du gouverneur de l'état. Ferré, homme habile dans les affaires et citoyen vertueux, n'avait de militaire que son titre de général. Lavalle se présenta au milieu de ces circonstances uniques; il réunissait précisément toutes les qualités qu'on recherchait dans le chef militaire : sa bravoure était connue, et l'affaire d'Yerua donnait encore un éclat nouveau à son renom de vaillance; d'ailleurs suppliant et réduit à demander asile, il ne pouvait inspirer d'ombrage. Ferré n'hésita point à l'accueillir, et, comptant sur sa reconnaissance, il le nomma général en chef de l'armée des Correntinos, se réservant, comme chef suprême de l'état, la haute direction des troupes.

Étrange caprice de la fortune! Tout à l'heure le général Lavalle n'était qu'un simple chef de rebelles, soulevé contre le gouvernement reconnu et légal de son pays par l'argent de l'étranger, un homme que le succès seul pouvait arracher aux lois humaines, qui toutes le condamnaient impitoyablement à une mort ignominieuse, et voici qu'il devenait tout à coup le général d'un état constitué légalement, et la loi des nations sanctionnait désormais ses entreprises. A partir de ce moment, notre politique tendit à raviver le fameux traité du 31 décembre 1838, entre le président Rivera et le gouverneur de la province de Corrientes, à reconstruire cette ligue si rapidement et si désastreusement dissoute, pour lancer sur Rosas les armées combinées de Corrientes et de l'Uruguay, dont Rivera serait encore le généralissime.

Echague menaçait Montevideo; déjà même il n'en était plus éloigné que de quelques lieues. Cette ville était le pivot de notre blocus, il fallait à tout prix nous la conserver. Dans ce but, notre chargé d'affaires proposa de la mettre sous la protection d'une garnison de marins français. Par là Rivera se trouvait délivré de l'inquiétude de la couvrir, ce qu'il n'espérait pas pouvoir faire; elle lui restait comme le point d'appui de ses opérations, centre inébranlable entre les mains des Français où se briserait en vain l'armée d'Echague, et toutes ses forces demeuraient disponibles pour agir contre l'ennemi. Le président Rivera reçut avec joie cette proposition, que les habitans eux-mêmes le pressèrent d'accepter. Nous ne retracerons point ici les répugnances de M. le contre-amiral Leblanc à l'idée de faire occuper Montevideo par nos matelots; on lui arracha son consentement, et quatre cents hommes pris sur nos navires, soutenus par les Français de la ville qui s'armèrent en même temps, répondirent au gouvernement oriental de la sûreté de cette place.

Certes, nous pouvons le déclarer hautement, les services que nous avons rendus au général Rivera, en intervenant dans les affaires de son pays, sont incontestables, sont immenses. A Montevideo, notre division navale et notre

flottille dans l'Uruguay ont été ses plus fermes soutiens. Qu'on jette un coup d'œil sur l'état politique de la Bande Orientale : deux partis, nous l'avons déjà dit, les *rouges* et les *blancs*, s'entredéchirent. La rive de l'Uruguay, guidée en cela par son intérêt bien marqué, tenait pour Oribe, car l'Uruguay, dont les eaux baignent à l'occident l'Entre-Rios et à l'est la frontière de l'état oriental, est la grande artère du commerce intérieur de cette dernière république. Les grands navires le remontent jusqu'au Salto, et de là des bateaux plats ou d'un faible tirant d'eau transportent fort avant dans le nord, vers la frontière du Brésil, les marchandises de l'Europe en échange des produits du pays. Ces productions, on le sait, sont peu variées, mais très volumineuses; elles consistent en bois, dont la partie inférieure du fleuve est totalement dépourvue, en cuirs, laines, graisses, fromages, troupeaux et débris d'animaux. De là un grand mouvement de navires. Plusieurs villes ont surgi spontanément pour l'entretien de ce commerce; elles sont échelonnées le long du fleuve comme des étapes de navigation. Nous devons les décrire, car la France ignore encore jusqu'au nom de ces villes naissantes, et cependant leur existence toute commerciale nous intéresse à un haut degré; on ne se représente pas assez ce qu'il y a de vitalité sur les bords de ces grands fleuves de l'Amérique. Paysandou, la principale, ne le cède déjà en grandeur et en importance qu'à Montevideo : elle a six mille habitans, et l'on y compte habituellement près de cent bâtimens de commerce, soit goélettes, soit bricks, qui mouillent le long de la rive, dont la berge à pic forme un quai naturel, où ils déposent et embarquent leurs marchandises avec une facilité extrême; les maisons sont neuves, régulières et belles. Plus haut, à vingt lieues environ dans le nord, se trouve la jolie petite ville de Salto : là, ainsi que nous l'avons dit, s'arrêtent les grands navires, et les bateaux y fourmillent, tantôt remontant ou descendant le fleuve, tantôt se transportant d'une de ses rives à l'autre; on n'y compte encore que quelques jolies maisons et environ mille habitans, mais ce n'est qu'une ville naissante, et tout y respire une activité prodigieuse. Belem, à vingt lieues au-dessus du Salto, vient à peine d'éclore : son port est le rendez-vous d'une multitude de lanchons, de canots, de pirogues, de baleinières; c'est le vrai port des bateaux. Un fait à remarquer, c'est que toutes ces villes sont situées sur la rive orientale, et qu'elles monopolisent le commerce des deux bords. Il leur importe donc beaucoup qu'il y ait paix entre l'Entre-Rios et la république cis-platine, union et commerce réciproque entre les deux pays. De là leur préférence pour Oribe, l'ami de Rosas et d'Echague; de là leur répulsion pour Rivera, dont la seule présence allumait la guerre et tarissait le commerce de l'Uruguay, car, chez les peuples ainsi que chez les individus, l'intérêt guide les affections. Aussi Paysandou fut-il le dernier boulevard d'Oribe, et, malgré la présence de nos navires, il devenait chaque nuit une sorte de coupe-gorge; des partis de *blanquillos* battaient la campagne et semaient partout la terreur. Combien de fois nos marins ne recueillirent-ils pas de malheureuses familles expulsées par la guerre civile! Les égorgemens cessaient là où apparaissait le drapeau tricolore. Ce fut notre plus beau rôle.

Malgré nos déclarations publiques de n'intervenir jamais dans les troubles du pays, nos capitaines avaient l'ordre « d'user de leur artillerie contre les ennemis du général Rivera, qui n'envahissaient l'état oriental que pour en chasser les *immondes* Français. » Et nous assurâmes ainsi le triomphe des *rouges,* partisans de Rivera, car, en arrêtant tous les secours que l'Entre-Rios envoyait aux *blancs,* nous privâmes ceux-ci de leur principale force : ils furent vaincus.

Une circonstance inopinée vint accroître la confiance de nos agens dans le succès de leurs combinaisons. Le 9 novembre, le contre-amiral Leblanc reçut la visite de plusieurs individus accourus de la province de Buénos-Ayres. —Tout le sud de la province est en révolution, lui dirent-ils; dans nos rangs se trouve un frère de Rosas; notre chef, Crammer, est un Français; il ne nous manque que des armes; nous sommes députés vers vous pour vous supplier de nous en procurer. Hâtez-vous de nous aider, et Buénos-Ayres est libre. — La même députation se rendait auprès du général Lavalle pour l'engager à coopérer avec les mécontens du sud, et même à se mettre à leur tête. Ce cri : *Buénos-Ayres est libre!* courut avec la rapidité de l'éclair de Montevideo à Corrientes; nos officiers s'en firent les messagers et les échos. Lavalle, au premier avis qu'il en eut, voulait tout quitter pour se rendre au vœu des nouveaux révoltés; il était prêt à abandonner les Correntinos, qui l'avaient nommé leur général en chef, et désertait ainsi cette grande combinaison de Rivera et de Ferré dont nous voulions écraser Rosas. Ce nouveau rêve ne fut pas long : on vit bientôt arriver un millier de malheureux fugitifs, débris de la grande révolution du sud. Ainsi que nous, ils avaient fait fonds sur une haine spontanée et universelle contre Rosas; ils s'étaient avancés jusqu'aux portes de Buénos-Ayres sans armes, en criant aux habitans de secouer le joug du tyran. Un détachement de soldats sortit de la ville et marcha vers eux : ils se figurèrent que la désertion commençait; mais, au lieu de se jeter dans leurs bras, cette troupe leur tira des coups de fusil. Crammer tomba raide mort, frappé d'une balle au front; Castelli, le fils d'un des héros de l'indépendance et le promoteur de la révolte, périt également; le reste s'enfuit, et les plus compromis vinrent à Montevideo chercher un asile pour échapper aux vengeances de Rosas. Nous donnâmes des armes à neuf cents de ces nouveaux proscrits, et la commission argentine les envoya au général Lavalle, qui les reçut avec affection, peut-être même blessa-t-il les Correntinos par une préférence trop marquée pour ses compatriotes. Il y avait eu un instant d'éblouissement au mot de *Buénos-Ayres est libre!* le rêve finit là.

Revenons au blocus : il était poussé assez mollement; comment eût-on pu tenir sérieusement à une mesure qui n'était qu'accessoire dans le vaste échafaudage de révolutions qu'on bâtissait? Cependant le contre-amiral Leblanc fit avec Rivera une convention qui porta ses fruits, quand nous fûmes revenus plus tard à des sentimens moins exaltés. D'une rive à l'autre de la Plata, la contrebande se menait avec une audace provoquante. Les expéditions étaient préparées dans la province orientale, sous les yeux même de

nos officiers; on chargeait de petits bâtimens et des baleinières à marche rapide; pendant une nuit sombre ou par un temps d'orage, ces contrebandiers mettaient à la voile, traversaient notre ligne de blocus sans être aperçus ou sans pouvoir être poursuivis par nos canots de garde (le vent régnant dans ces parages les favorisait); ils allaient s'échouer à la côte, où les habitans les tiraient sur le rivage et les déchargeaient. Le président Rivera nous concéda le droit de visite sur tous les bâtimens en chargement à la côte orientale; nul ne devait circuler sans un laissez-passer délivré par nos officiers : nous pûmes saisir jusque dans les *arroyos* (ruisseaux) et dans les criques les plus abritées toutes les barques orientales chargées de marchandises, qui ne justifieraient pas légalement de leur destination pour quelque point librement ouvert au commerce. Comme mesure auxiliaire de notre blocus, on n'en pouvait imaginer de plus puissante ni de plus féconde en résultats.

Divers chefs dévoués à Rosas s'étaient jetés dans l'Entre-Rios : c'était don Pablo Lopez, gouverneur de Santa-Fé, à la tête de six cents hommes; on l'avait surnommé *Mascara* (le masque) à cause des trous dont la petite vérole a semé son visage; c'était Oribe avec un nombre à peu près égal de partisans : Urquiza, surnommé le féroce, Lavalleja et Servando Gomez, après avoir battu quelque temps la campagne et dispersé des partis de Correntinos, s'étaient réunis à l'armée d'Echague, et Lavalle, immobilisé à la tête de sa nouvelle armée, restait dans la province de Corrientes. Il eût voulu que la marine française allât bloquer tout le cours du Parana pour empêcher les communications entre l'Entre-Rios et les autres provinces argentines; ainsi tous les petits chefs de guerillas, coupés du centre de leurs ressources, se fussent trouvés comme perdus. De son camp de Curuzucuatia, d'où il ne pouvait bouger, il demandait que nous fissions une expédition contre le Rosario, regardé alors comme la clé de la navigation du fleuve, pour démanteler le fort, détruire les batteries et enclouer les canons; il essayait de nous émouvoir en piquant notre orgueil national : « N'est-il pas honteux pour le pavillon tricolore, disait-il, de ne pouvoir naviguer que de nuit dans le Parana, parce que Rosas s'y oppose? » D'un autre côté, le contre-amiral Leblanc, dont les évènemens de l'Entre-Rios n'avaient pas suffi à dessiller les yeux sur le peu d'influence de Lavalle comme chef populaire, ne songeait qu'à l'envoyer sur la rive droite du Parana; il écrivait sérieusement : « Qu'il batte vite et Lopez et Oribe! Ainsi l'Entre-Rios est libre, et alors qu'il passe le fleuve! sa présence révolutionnera Santa-Fé et les autres provinces; mais qu'il se hâte, car les subsides de la France peuvent lui faire défaut. » On va vite en révolutions quand c'est l'imagination qui les combine. M. le contre-amiral Leblanc, qui se savait remplacé dans son commandement, désirait ardemment précipiter la conclusion des affaires avant l'arrivée de son successeur; malheureusement la fortune n'avait pas rangé ce résultat parmi les éventualités possibles.

Echague s'était avancé jusqu'aux portes de Montevideo; mais, à la vue de nos marins disposés à faire pleuvoir du haut des terrasses sur ses escadrons une grêle de mitraille et de balles, il inclina ses armes et poussa un rugisse-

ment de rage, car nous lui enlevions sa conquête, et il sentait que contre nous tous ses efforts se briseraient inutilement. Cependant il ne désespéra pas encore. Maintenant qu'il ne devait plus compter sur la prise de Montevideo, sa condition d'assaillant lui faisait une nécessité de livrer une bataille; il la chercha. Il faut le dire, cet ennemi si dédaigné montrait une singulière audace. Vingt fois il essaya d'attirer Rivera en rase campagne, mais le patient gaucho, sans se laisser amorcer, resta inébranlable dans son camp retranché de Cagancha, à treize lieues de la ville. Force fut donc à Echague de tenter de rompre les lignes et de pousser l'ennemi dans ses retranchemens. C'est ce qu'il fit. Trois fois il lança sa cavalerie contre l'armée orientale, et trois fois l'artillerie et l'infanterie de Rivera lui firent éprouver des pertes considérables sans se laisser entamer un instant. Ces charges réitérées et toujours malheureuses épuisèrent les troupes argentines; le découragement les saisit, le désordre se mit dans leurs rangs, les escadrons se débandèrent, chacun s'enfuit en tirant de son côté; la bataille fut gagnée pour Rivera. Il lui suffit que l'ennemi fût en déroute et quittât le territoire de la république; il ne le poursuivit pas : être maître chez lui était son seul désir; il s'estimait assez heureux de pouvoir annoncer la fin de l'année 1839 par le bulletin d'une victoire éclatante. Telle fut la bataille de Cagancha, qui a fait du 29 décembre une grande journée pour la République Orientale.

Echague se retira dans sa province sans être inquiété : toutes ses troupes le rallièrent, et il effectua son passage de l'Uruguay au paso de los Higos (1), sans qu'aucun ennemi s'y opposât. Nos agens s'irritèrent contre le général Lavalle, qui ne parut point pour harceler les fuyards. « Où donc est-il? que fait-il? Quand trouvera-t-il une meilleure occasion d'en finir avec Echague et l'Entre-Rios? Vraiment Lavalle est inexplicable! » Ainsi éclataient nos plaintes. Si nous avions voulu nous tenir dans la réalité, la réponse était facile : nous nous étions formé du général Lavalle une opinion exagérée; pouvait-il satisfaire nos impatiences et nos ardens désirs?

Mais déjà M. le contre-amiral Leblanc ne commandait plus la division française; il avait fait ses adieux aux marins le 23 décembre, et bientôt après il partit pour la France avec la frégate *la Minerve*. Les habitans de Montevideo, les proscrits argentins surtout, lui exprimèrent les regrets les plus vifs; nos marins le virent s'éloigner avec indifférence. C'est au milieu de ces circonstances que M. le contre-amiral Dupotet venait prendre le commandement de l'escadre. Tout le monde était dans l'ivresse de la victoire de Cagancha, on ne rêvait que triomphes à Montevideo, chacun croyait toucher au dénouement. Disons tout de suite les difficultés de la position du nouveau chef. Quand on lui confia le commandement de la station du Brésil, le gouvernement français,

(1) Les *pasos* sont des points de rétrécissement dans le lit profond du fleuve. Les habitans choisissent ces endroits pour le traverser, soit à la nage en jetant un bras sur le dos de leurs chevaux, soit dans des barques recouvertes en peaux et qu'ils nomment *pelotas* (ballons).

las de voir la question de la Plata traîner en longueur, lui avait donné la direction des affaires politiques et militaires; puis, par un retour sur cette première disposition, on lui avait retiré toute intervention diplomatique; les opérations militaires seules restaient de son ressort. Ainsi le contre-amiral Dupotet demeurait forcément enchaîné à la ligne de conduite suivie jusqu'alors; il fallait qu'il concourût aux plans du chargé d'affaires, quelle que fût sa conviction personnelle. Certes, il y avait là quelque chose de pénible pour l'amiral, car nous nous étions jetés dans des complications d'intérêts de localité où toutes les démarches n'étaient pas avouées, où certains actes occultes pouvaient ne pas convenir à toutes les consciences. Et si ces actes ne sont justifiables que par le succès, comment les jugera l'homme qui, dans sa conviction, les croira inutiles, impuissans et même nuisibles à la cause de son pays?

La bataille de Cagancha était le premier pas vers l'exécution du traité du 31 décembre 1838, et celui qu'on considérait comme le plus difficile; le reste semblait n'exiger que de la persévérance. Mais il fallait s'assurer la coopération du général Rivera. Notre agent espéra l'enchaîner à la parole jurée par son propre intérêt. Nous signâmes sous main avec lui une convention par laquelle nous donnions au président de la république de l'Uruguay cent mille patacons (six cent mille francs), sous la condition qu'il passerait l'Uruguay avec son armée; que, ce passage effectué, nous lui en avancerions cent mille autres, mais que, s'il manquait à ses engagemens, la première somme, au lieu d'un subside, ne serait qu'un prêt remboursable. Au flair de l'or, Rivera signa tout ce qu'on voulut, et nous lui mîmes entre les mains six cent mille fr. Laissons maintenant se dérouler les résultats de cette convention.

Au 1er janvier 1840, nous nous trouvions exactement dans la même situation qu'au 1er janvier 1839. Nos auxiliaires étaient les mêmes : c'étaient le président de l'état oriental et le gouverneur de la province de Corrientes. Nos ennemis n'avaient pas changé : vainqueurs au Pago Largo, ils avaient été vaincus à Cagancha. Nous reprenions les mêmes projets, les mêmes manœuvres; seulement l'expérience avait jeté dans notre esprit une cruelle défiance. Rappelons le but du traité : c'était de fonder une ligue offensive et défensive entre Corrientes et la république cis-platine, de combiner les deux armées sous le commandement en chef du général Rivera, de chasser de l'Entre-Rios les lieutenans de Rosas et d'y détruire complètement son influence; cette première partie intéressait spécialement Rivera et Ferré, mais la suite nous importait surtout : c'était de franchir le Parana, de révolutionner les provinces argentines, et de précipiter la chute de Rosas.

D'abord l'amiral Dupotet et M. Buchet-Martigny s'entendirent sur les mesures à prendre. Notre garnison de Montevideo, devenue inutile, fut rappelée à bord de l'escadre; puis on disposa une petite division composée de cinq navires, *l'Expéditive, la Bordelaise,* le brick *le Sylphe*, les canonnières *l'Églantine* et *la Tactique,* qui partit le 28 janvier pour remonter le Parana. Sa mission était la même que l'année précédente : soutenir nos alliés, leur offrir un refuge, un appui et des moyens de transport le long du fleuve, arrêter

toute communication d'une rive à l'autre entre les troupes de Rosas, sans cependant opérer aucun débarquement de nos marins. Les navires défilèrent en ligne sous les batteries du Rosario, qui cette fois ne restèrent pas silencieuses; elles ouvrirent leur feu, et nos marins ripostèrent chaudement. Nous n'eûmes heureusement à déplorer la perte d'aucun des nôtres.

Ce fut près de la Bajada que la flottille alla prendre position : ainsi elle avait devant elle, d'un côté la capitale de l'Entre-Rios, à la prise de laquelle elle était prête à coopérer puissamment dès que le général Lavalle se présenterait pour l'attaquer, de l'autre Santa-Fé, dont elle surveillait tous les mouvemens et qu'elle tenait comme bloquée. D'ailleurs, elle pouvait établir des communications faciles avec l'armée de nos amis. Mais hélas! nos espérances reposaient sur une base bien fragile, sur un pacte d'union entre notre agent, Rivera, Ferré, Lavalle et ses Argentins! Nous ne connaissions que trop déjà la foi punique de Rivera, et malheureusement nous ne voulions pas voir que son apparente perfidie n'était que le résultat d'une science parfaite des hommes et des choses de son pays. Nos plans furent toujours des chimères à ses yeux; s'il eut l'air de se prêter à nos illusions, ce fut pour avoir sa part de notre argent: sa seule prétention était de demeurer le maître chez lui, et il y réussit. Ferré ne songeait qu'à protéger sa province : on le berça de l'espoir d'expulser de l'Entre-Rios toutes les troupes de Rosas, et il se laissa séduire à une idée dont sa confiance en Rivera et son ignorance de l'art militaire lui cachaient toutes les difficultés. Le général Lavalle et ses Argentins n'avaient qu'un seul but, rentrer à Buénos-Ayres en renversant Rosas; c'était le nôtre : aussi un intérêt plus particulièrement commun nous liait-il plus intimement à ces derniers. Une honteuse défiance régnait entre tous les intéressés; on se sentait toujours prêt à se trahir mutuellement. De part et d'autre, on s'envoya des députés pour tâcher de cimenter l'union entre les chefs; nos officiers furent chargés de donner au gouverneur Ferré l'assurance que Rivera passerait dans l'Entre-Rios le plus tôt possible avec deux mille hommes et dix pièces d'artillerie, que Lavalle se rangerait immédiatement sous les ordres de Rivera, nommé général en chef; qu'il fallait donc que le gouverneur de Corrientes usât de son pouvoir et de son influence pour maintenir la bonne harmonie entre les deux rivaux. On promettait que Rivera ne passerait point le Parana, cette seconde partie de l'entreprise étant dévolue au général Lavalle, qui d'ailleurs, reniant ses antécédens politiques, s'était engagé, une fois maître de Buénos-Ayres, à ne point prendre lui-même l'autorité suprême, et à ne point établir un gouvernement unitaire que réprouvait le vœu général. L'envoyé de Rivera fit les mêmes protestations. Ferré, sincèrement dévoué à sa patrie et à la cause qu'il embrassait, homme de mœurs antiques et simples aussi bien que son ami M. Aimé Bonpland, notre compatriote, qu'il admet à tous ses conseils, Ferré crut à toutes ces paroles, et se livra avec une foi naïve aux promesses de l'avenir. Il nomma Rivera généralissime de l'armée combinée, et prépara une sorte de congrès entre lui, représentant de la république de Corrientes, Rivera et Lavalle, où seraient appelés comme membres consultans

M. Buchet-Martigny et le contre-amiral Dupotet. Dans cette solennelle assemblée, on devait décider du sort des républiques de l'Amérique du sud, fixer les bases de leur équilibre, régler leur avenir et fonder leur bonheur. Beau rêve d'un cœur épris d'une noble passion pour le bien des sociétés humaines, et dans lequel Ferré, vieux champion de la constitution fédérale, se complaisait! Plein de ces flatteuses espérances, il confia toutes ses troupes à Lavalle, et le 27 février, la nouvelle armée libératrice se mit en marche sous les ordres de ce *fils chéri de Mars,* comme l'appelait le gouverneur de Corrientes dans ses proclamations. Quant au général, son langage aux Entrerianos fut clair : « Si vous nous recevez en frères et combattez avec nous, leur dit-il, vous serez heureux et libres; si vous résistez, votre mort est certaine, nous mettrons à feu et à sang votre belle patrie. » Ce premier pas fait, Ferré pressa Rivera d'accourir et de hâter le triomphe de la cause sainte. L'astucieux gaucho, bien résolu à jouer tout le monde, cherchait à modérer cette ardeur. « Nous possédons l'un et l'autre, lui écrivait-il; il faut que nous agissions sans précipitation, pour conserver d'abord ce que nous avons. Quant aux Français, comptons sur leur argent et sur leurs ressources; leur honneur est engagé dans l'affaire, et ils ont besoin de nous. »

Lavalle et Rivera se connaissent intimement : ils se sont souvent trouvés en contact dans les affaires publiques, à la ville et dans les camps, et ils se méprisent réciproquement. Aussi, les officiers que nous avions envoyés dans le Parana, et qui ne pensaient qu'à l'exécution franche et loyale du plan qui leur était confié, pressèrent-ils vainement Lavalle de faire au bien général le sacrifice de son amour-propre en se rangeant sous les ordres de Rivera. « Savez-vous, répondit-il, ce que c'est que le général Rivera? Comment donc osez-vous me demander de remettre entre ses mains les destinées de la République Argentine? Rappelez-vous que ce n'est qu'en échappant à ses piéges que nous avons pu sortir de Montevideo pour proclamer la liberté de notre patrie, et qu'une fois à Martin-Garcia, loin de nous soutenir, il nous a traités en ennemis; à Yerua, il nous a laissés combattre un contre quatre sans nous secourir. Malgré tous ses sermens, a-t-il envoyé un seul soldat oriental dans l'Entre-Rios? Non! il nous laissera encore livrer bataille seuls malgré l'infériorité de nos forces. Toutes ses mesures sont hostiles à nos desseins. Remettre aux mains du général Rivera cette grande révolution, ce serait la perdre : je ne puis me ranger sous les ordres de cet homme, car je ne veux point trahir mes compatriotes qui espèrent leur salut de moi, qui se sont fiés à ma foi; et d'ailleurs jamais ils ne consentiraient à le suivre. » Puis, ne voyant autour de lui que défiance et mauvaise foi, il se disposait à abandonner tout le monde, cherchant à agir seul, par lui-même, mais en enlevant toutefois à ses alliés le plus qu'il pourrait emporter. « Ah! disait-il à ses confidens, si je pouvais m'affranchir de Rivera et de Ferré, passer le Parana avec les troupes qu'on m'a confiées! Et, une fois devant Buénos-Ayres, si l'on se déclarait pour moi, si je pouvais agir en mon nom propre et me délivrer de cet appui de la France que mes ennemis me reprochent comme un opprobre,

et dont ils se servent pour rendre ma cause odieuse! » Et alors il agissait sans consulter Ferré, sans lui donner avis de ses résolutions, quelquefois même malgré les ordres qu'il en avait reçus. Il demandait à nos officiers de le transporter secrètement lui et sa troupe sur l'autre rive du Parana, au mépris des promesses les plus sacrées.

Jusqu'ici nous n'avons point parlé de la guerre de plume qui marchait de front avec la guerre d'épée. Imaginez de grossières injures dans le goût des héros d'Homère; appelez le général Rosas l'infame Rosas, le tyran sanguinaire, le monstre féroce; Échague et Lopez, des sauvages immondes; Urquiza, Lavalleja et Oribe, des vandales sur lesquels il faut prononcer anathème et guerre à mort; qualifiez Lavalle et ses adhérens du titre d'assassins; nommez-nous enfin les dégoûtans Français; puis brodez, à l'aide de ces auxiliaires du langage, un tissu de calomnies bien noires, de conceptions hideuses et fantastiques, et vous aurez une idée de la polémique des journaux et des gouvernans du pays, et même des proclamations des chefs. Nous devons dire ici cependant qu'à partir du moment où le contre-amiral Dupotet mouilla sur la rade de Montevideo, les journaux argentins, auparavant si véhémens, si pleins d'invectives et d'ignobles injures contre nous, quittèrent tout à coup à notre égard ce jargon des halles et ne laissèrent même plus échapper une parole insultante pour nous; leurs armes étaient devenues courtoises.

Échague, rentré dans sa province avec les débris de son armée, avait rallié successivement les divers corps de troupes éparpillés dans l'Entre-Rios, et s'était posté à quinze lieues environ de la Bajada, sa capitale. Nos officiers, habitués à la tactique des armées disciplinées de l'Europe, ne s'expliquèrent pas comment le général Lavalle n'avait pas couru sur son ennemi au moment où celui-ci rentrait en désordre; mais les nouvelles troupes du libérateur n'étaient que de la cavalerie mal organisée, des milices à demi sauvages qu'aucun frein de discipline n'avait encore instruites à se rallier autour du drapeau. De pareils soldats, pour qui le pain est une chose presque inconnue, et qui ne vivent que de bestiaux, traînent à leur suite des troupeaux entiers. Avec de telles bandes, le général eût compromis sa cause et celle de Corrientes, s'il se fût engagé à la légère à la poursuite d'un ennemi insaisissable et pourtant aguerri. Il ne le fit pas : il aima mieux attendre que son adversaire fût campé. Ce camp d'Échague était bien choisi. L'artillerie, de six pièces de canon, et l'infanterie, composée de sept cents hommes, occupaient à la droite un mamelon sur les bords du ruisseau de don Cristoval; la cavalerie, étendue sur une ligne à gauche, barrait le chemin à l'ennemi. Lavalle se présenta à la tête de deux mille sept cents hommes; c'était le 10 avril. Il descendait des collines après une pénible marche, et voulait gagner le ruisseau pour y abreuver ses chevaux. La cavalerie d'Echague prétendit s'y opposer et se porta en avant; mais la soif aiguillonnait les premiers escadrons de l'armée libératrice : ils n'attendirent aucun signal et chargèrent la lance au poing, entraînant presque toute l'armée du même mouvement contre la gauche de l'ennemi, qui plia. Ils voulurent enlever de même l'artillerie et l'in-

fanterie; mais la mitraille et les feux de file des bataillons firent cabrer les chevaux et reculer les escadrons : la victoire s'arrêta là.

On publia ce succès comme un grand triomphe; notre flottille du Parana tira des coups de canon d'allégresse. Néanmoins la question restait toujours indécise. Échague conservait toutes ses forces. Il compléta son armée, et vint s'établir à douze lieues de la Bajada, au lieu que nous avons nommé le Grand Saule (*el Sauce Grande*). Lavalle escarmouchait autour de lui. Pendant des mois entiers, les deux armées restèrent ainsi en présence sans se faire aucun mal. L'ennemi était fort surtout en artillerie et en infanterie; l'instinct et la nécessité lui avaient révélé que c'étaient là ses vrais élémens de résistance; le souvenir sanglant de Cagancha lui restait en mémoire; toute sa cavalerie s'y était brisée contre les lignes de Rivera. D'ailleurs, comment nourrir de nombreux chevaux dans un camp nécessairemant fort limité?

Cependant le général Lavalle se consumait en efforts superflus. Il désespérait de voir arriver aucun secours de Rivera, et il avait, au mois de juillet, la plus belle armée qu'il pût réunir : c'étaient toutes les forces de Corrientes, troupes mobiles et réserve; il comptait près de trois mille cavaliers, et en tout trois mille cinq cents hommes environ sous ses ordres. Déjà les pâturages étaient sur le point de lui manquer; il se trouvait dans la nécessité de brusquer le dénouement et de tenter la fortune d'un combat. A quelques lieues de lui, près de Punta-Gorda, toute la flottille française réunie lui offrait une retraite sûre : pouvait-il espérer des chances plus favorables? Le 15 juillet, il résolut d'attaquer.

Deux ravins profonds et bourbeux, comme deux grandes lignes parallèles, protégeaient le front et les derrières d'Échague; ses flancs étaient abrités par des fossés et des trous formés naturellement par les eaux dans un sol marécageux et couvert d'herbes épaisses. Lavalle ignorait l'existence du second ravin : tandis qu'il attaquait de front avec son infanterie, il lança sur les derrières de l'ennemi un corps de cavalerie qui se débanda bientôt au milieu des obstacles imprévus qu'il rencontra; un second corps de cavalerie, jeté sur la droite, s'embourba dans les fosses couvertes qui protégeaient le flanc droit d'Échague; un seul corps de cavalerie, qui pénétra par la gauche du camp, enfonça la cavalerie ennemie, mais il fut obligé de rebrousser chemin devant l'infanterie, qu'il ne put entamer, et sous le feu d'une artillerie assez bien servie, qu'un simple changement de front démasqua. Toute l'armée libératrice, en désordre, s'enfuit vers nos navires, sans qu'Échague la poursuivît dans sa retraite. Ce ne fut que cinq jours après que l'ennemi se présenta au rivage de Punta-Gorda pour inquiéter l'embarquement des soldats de Lavalle : nous les transportâmes d'abord avec tous leurs bagages, cinq cents bœufs et douze cents chevaux, sur une île du fleuve qui fait face au point d'embarquement. Le feu d'une batterie que l'ennemi réussit à établir, gêna un peu nos marins.

Lavalle tombait à bord de nos navires tout étourdi de sa défaite. Les troupeaux qui suivaient son armée furent bientôt consommés. Que résoudre? Remonter le fleuve jusqu'à Corrientes était une chose impraticable; la flottille

manquait de vivres pour tant de monde. Se jeter dans la province de Santa-Fé, et tenter le grand acte de la guerre, le soulèvement de toutes les provinces? Hélas! cette proposition lui donnait le vertige: une expédition de quelques centaines d'hommes qu'il avait envoyés en avant (le 26 mars) pour éprouver les dispositions des habitans, avait reçu un accueil qui le faisait frémir. On avait soulevé contre lui jusqu'aux Indiens sauvages, et le dernier représentant d'une malheureuse famille dont nous retracerons plus tard la fin lamentable, le colonel don Francisco Reyna-Fé, ses compagnons et leur chef, don Mariano Vera, avaient payé leur tentative du dernier supplice. Il désespéra un instant de sa cause. Il ne vit plus d'autre ressource que de s'abandonner au courant du fleuve et de se laisser dériver jusqu'à l'île de Martin-Garcia, où il trouverait du moins un asile pour lui et les siens sous la protection du drapeau de la France. Une ombre d'espérance, mais bien vague, flottait dans son esprit: si, pendant le trajet, il pouvait s'emparer, sur les rives du Parana, d'un nombre de chevaux assez considérable pour monter toute son armée, peut-être se relèverait-il encore! Nos navires appareillèrent suivis d'un convoi, et emportèrent avec Lavalle et ses mille Argentins deux mille Correntinos, l'espoir de Ferré, qui poussa un long cri de désespoir quand il vit sa patrie dégarnie de défenseurs et exposée aux vengeances d'un ennemi dont les coups avaient porté le deuil un an auparavant dans toutes les familles de Corrientes. Il maudit Lavalle et l'accusa de perfidie.

Les soldats de Rosas attendaient nos navires du haut des batteries du Rosario; toutes les pièces étaient chargées; les mèches fumaient aux mains des canonniers. De ce côté du Parana, la berge acore et taillée à pic, quelquefois même surplombant les eaux, s'élève à quatre-vingts pieds de hauteur perpendiculaire au-dessus du niveau du fleuve. Les habitans appellent ces bords abruptes des *barrancas*. La barranca du Rosario est célèbre dans le pays, comme l'était, dans la Grèce antique, le fameux rocher de Leucate; on fait des récits de sauts merveilleux exécutés à cette barranca par des gens désespérés. Les canons qu'on a placés sur la crête du Rosario dominent la passe de leurs feux plongeans: bien dirigés, ils eussent fait de terribles ravages dans l'armée qui défilait, si l'on n'eût découvert pour le convoi un passage abrité par une île. Nos navires de guerre seuls affrontèrent les boulets de l'ennemi; ils passèrent en s'enveloppant de feu et de fumée et renvoyant à l'ennemi dix coups pour un. Notre perte fut insignifiante. Cependant, à bord du brick *le Sylphe*, on pleura la mort d'un jeune officier sorti de l'école polytechnique, l'enseigne de vaisseau Fabre, qui eut la colonne vertébrale et les reins brisés par un boulet: frappé à mort, et tombant en secouant son bras coupé du même coup, il criait pour dernier adieu à sa patrie: *Vive la France!*

La flottille arriva devant San-Pedro, où elle s'arrêta. Les vivres commençaient à manquer; il était à craindre qu'on n'en eût pas assez pour aller jusqu'à Martin-Garcia. Nos officiers pressaient le général Lavalle de débarquer et de tenter la fortune dans la province même de Buénos-Ayres. Un parti d'une centaine

d'hommes envoyés en éclaireurs un peu plus bas, au Barandero, avait ramené des chevaux. Cependant Lavalle demeurait dans une désolante perplexité, lorsqu'un détachement jeté à terre au hasard, mais soutenu par nos canons, surprit si bien un petit corps d'observation de l'armée de Rosas, qu'il s'enfuit abandonnant un parc de deux mille chevaux. Ce fut comme un éclair de fortune pour l'armée libératrice, qui prit possession de San-Pedro, où elle se trouva tout à coup montée en chevaux et prête à entrer en campagne, et qui de fugitive qu'elle était auparavant, exposée à mourir de faim, et ne sachant si elle pourrait atteindre une terre hospitalière pour recueillir ses débris, devenait en quelques heures envahissante, et arrivait à l'improviste aux portes de la capitale de l'ennemi, le menaçant au cœur, comme si elle fût tombée du ciel. L'effectif de cette armée était d'environ trois mille deux cents hommes; mais sa véritable force consistait dans les deux mille soldats de Corrientes.

Le général Lavalle mit une petite garnison dans San-Pedro, où nos navires appuyèrent ses opérations; puis il s'aventura dans les vastes plaines de la province de Buénos-Ayres, appelant les habitans à la liberté.

§ VII. — SCISSION ENTRE M. BUCHET-MARTIGNY ET LE CONTRE-AMIRAL DUPOTET. — LE VICE-AMIRAL BAUDIN. — LE VICE-AMIRAL DE MACKAU.

Sous le nouvel amiral, le blocus avait cessé d'être une mesure presque dérisoire; c'était bien véritablement l'acte capital de la guerre; le nombre de nos navires s'était accru; une multitude de baleinières et de bateaux furent capturés sur les contrebandiers; on les arma, et l'on s'en servit comme d'auxiliaires fort utiles. Nos jeunes officiers firent alors un rude apprentissage de leur métier; on les expédiait sur tous les points de la rivière pour fouiller les ruisseaux et les criques, et dans cette guerre d'extermination, qu'on semblait avoir jurée à la contrebande, ils ne laissèrent à celle-ci aucun réduit où elle pût encore se réfugier. Ils partaient pour ces expéditions hasardeuses dans des barques découvertes, dans de simples canots, où rien ne les abritait de la pluie ni de l'écume des vagues, et restaient des semaines, des mois entiers, n'ayant pour se guider qu'une boussole, pour provisions que quelques galettes de biscuit et un baril de vin, pour munitions qu'un peu de poudre et leurs armes. Ils s'aventuraient audacieusement au milieu des roseaux et des joncs qui couvrent les terrains d'alluvion, pénétraient dans les mille replis du fleuve, aux lieux les plus cachés, au risque d'y être égorgés. Ils vivaient avec leurs matelots de leur chasse et de leur pêche, toujours en garde contre les surprises des tigres tapis en embuscade dans les branches des arbres penchés sur les eaux, et qui, dans les canaux étroits surtout, guettaient l'embarcation au passage pour happer et déchirer dans leurs griffes quelqu'un des rameurs. Et pourtant cette vie toute de privations les charmait. Le spectacle de cet immense fleuve, cette nature solitaire, mais imposante, ce sol vierge où l'on ne découvrait que des bêtes féroces dans les hautes herbes, de loin en loin une autruche fuyant

comme un cavalier gaucho, et des centaines d'oiseaux rares, des myriades d'insectes curieux, les remplissaient de vives émotions; ils se laissaient éprendre aux séductions de la vie sauvage. Alors vraiment notre blocus ferma presque hermétiquement la côte argentine; il fut effectif.

Malheureusement il survint dans nos affaires même une nouvelle complication : la discorde éclata entre notre agent diplomatique et le chef de la division navale. A l'arrivée de l'amiral Dupotet, le bruit s'était répandu que la France envoyait un nouvel agent muni de pleins pouvoirs pour arranger le différend. Sur cette simple nouvelle, le général Rosas et son gouvernement s'empressèrent de donner l'assurance que désormais on pouvait compter sur la paix, puisque M. Buchet-Martigny, l'auteur ou du moins le fauteur de la querelle, l'ennemi irréconciliable de la république, était enfin rappelé. Mais toutes ces espérances furent vaines; l'amiral Dupotet n'avait aucune mission pour traiter. Cependant le ministre de sa majesté britannique à Buénos-Ayres, M. Mandeville, lui fit secrètement des ouvertures d'accommodement; il les écouta, et se rendit devant la ville, sous le prétexte de visiter les divers navires du blocus. On arrangea une entrevue entre l'amiral et le ministre des relations extérieures, don Felipe Arana; cette entrevue eut lieu comme par hasard à bord de la corvette anglaise *l'Actéon*. Un dîner donné par le capitaine devait couvrir le mystère. Le ministre argentin remit au contre-amiral français des propositions que celui-ci se chargea seulement de transmettre au chargé d'affaires. Tout à coup, à Montevideo, parmi les proscrits argentins et les ennemis les plus acharnés du général Rosas, on publia que le contre-amiral Dupotet, au mépris des pouvoirs conférés à notre chargé d'affaires, avait engagé la France dans l'acceptation de conditions humiliantes. L'affaire n'eut que trop de retentissement en France, où les journaux s'en saisirent. Les reproches qu'on adressait à l'amiral avaient un singulier caractère d'acharnement. — Il souillait, disait-on, l'honneur national; il livrait traîtreusement au poignard de leur féroce ennemi les hommes que nous avions nous-mêmes soulevés et armés; il justifiait la conduite de Rivera, qui ne faisait que nous rendre mauvaise foi pour mauvaise foi; enfin, par une malencontreuse occurrence, il détruisait (au moins s'efforçait-on de le faire croire) l'effet de deux années de blocus, car cette fatale conférence de *l'Actéon* avait lieu à l'époque où allait expirer la présidence du général Rosas, et ce chef odieux se prévalait de l'espoir d'une paix prochaine pour rallier à lui les esprits et concentrer encore sur sa personne tous les vœux du peuple.

L'aigreur et la violence de ces accusations en font assez ressortir l'injustice. Il faut toujours se tenir en garde contre ces renseignemens lointains apportés par de prétendues correspondances de commerce. Restons dans le vrai. Qu'avait donc fait le contre-amiral Dupotet? D'abord il avait pleinement adopté le système tracé par le chargé d'affaires, et n'avait rien négligé pour le faire réussir; mais quand il eut reconnu sur quels élémens on s'appuyait, qu'il trouva la défiance partout, qu'il vit nos associés dans cette entreprise se renvoyer publiquement la haine et le mépris, il douta de l'excellence du plan

suivi jusqu'alors. Or, pour toute opinion passionnée, le doute seul est un crime. Bientôt la surprise du contre-amiral fut grande à la vue de l'agent français, qui, résistant aux instructions précises de son gouvernement, loin de tenter de nouvelles négociations, comme il lui était impérieusement prescrit de le faire, déclarait hautement que tout arrangement avec le général Rosas était impossible, et n'hésitait pas à précipiter aveuglément son pays dans une voie de guerres civiles dont l'issue était plus que douteuse. Le contre-amiral voulut examiner par lui-même ce qu'il y avait de positif ou d'erroné dans le point de vue du chargé d'affaires, dont il avait quelques raisons de suspecter la vérité. Il se mit en rapport direct avec les hommes, et constata ce fait, que le général Rosas était disposé à traiter à des conditions raisonnables, pourvu qu'on lui envoyât un homme qui n'insultât point à la dignité de la nation argentine. Malheureusement, le contre-amiral Dupotet oublia trop peut-être le respect des formes; l'opinion publique l'en punit cruellement. On lui fit un sanglant reproche d'avoir accepté une conférence avec un ennemi sous le pavillon de l'Angleterre, et la presse, s'emparant du texte des propositions dont il ne se portait pas garant, et qu'il n'avait même pas discutées, trouva le moyen de formuler contre lui une accusation de déloyauté.

Il y eut dès-lors rupture presque flagrante et incompatibilité complète entre nos deux agens. La cause fut renvoyée à Paris pour que le gouvernement prononçât sur l'un et sur l'autre; il le fallait, car la marche des affaires était devenue complètement impossible. Qu'on nous permette d'exprimer ici le regret que l'union ait été ainsi rompue entre deux hommes si recommandables et si dévoués à leur pays, alors que la bonne harmonie de leurs mesures importait tant à la dignité et aux intérêts de la France. Ainsi la solution définitive de la question de la Plata allait dépendre du jugement que le gouvernement français prononcerait sur la conduite de ses agens. On le sentit si bien, que quand M. Buchet-Martigny, cédant enfin à ses instructions, voulut faire un appel aux agens étrangers pour qu'ils intervinssent officieusement, ni le général Rosas ne crut à la sincérité de cette démarche, et sa réponse le témoigna bien, ni M. Buchet-Martigny lui-même ne s'y décida avec l'espérance ou l'intention qu'elle réussît.

Le gouvernement français n'approuva publiquement ni l'un ni l'autre de ses agens; il les remplaça par un chef supérieur à tous les deux : il appela dans ses conseils le vice-amiral Baudin, et lui confia la suite de cette affaire avec de pleins pouvoirs, soit pour la paix, soit pour la guerre. La prise du château de Saint-Jean-d'Ulua, le plus éclatant fait d'armes de ces derniers temps, a placé l'amiral Baudin au premier rang parmi les chefs de la marine française. Homme de tête et de réflexion, d'un coup d'œil sûr, instruit d'ailleurs à l'école du malheur et ne prenant un parti qu'après s'être entouré de toutes les lumières, l'amiral Baudin joint à une grande audace dans ses résolutions un ardent amour de la gloire de son pays. Nul autre choix ne pouvait plaire davantage aux marins; tous eussent voulu le suivre, bien

convaincus que, quelle que fût l'issue de l'entreprise, il saurait la marquer d'un cachet de glorieuse énergie. Quant aux instructions qu'il reçut de son gouvernement, il n'est pas nécessaire d'être dans les secrets de l'état pour les connaître. La politique de la France à l'égard de la République Argentine n'a point de mystères sans doute; les discussions de la chambre des députés n'ont rien laissé ignorer à cet égard. Nous n'avons dans ce pays d'autres prétentions, d'autres intérêts que ceux de notre commerce. Toute idée de conquête ou d'envahissement doit être repoussée comme une folie. Nous ne pouvions vouloir, nous ne voulions que les bases fondamentales de l'ultimatum, c'est-à-dire la consécration du principe des indemnités pour nos nationaux lésés par les administrations antérieures, et des garanties pour leurs personnes et leurs propriétés égales aux priviléges concédés aux autres nations; enfin, bien qu'on ne pût invoquer aucun engagement public de notre part, afin de ne pas laisser même suspecter la loyauté de la France, nous voulions encore obtenir quelque stipulation favorable aux Argentins qui s'étaient attachés accidentellement à notre cause.

De deux choses l'une : ou le général Lavalle était réellement populaire dans la république et réunissait en sa faveur les vœux de la nation, ainsi que le prétendait notre chargé d'affaires, et alors les millions déjà avancés par nous, les armes, les munitions que nous lui avions fournies, le puissant soutien qu'il avait trouvé dans notre division navale, devaient avoir assuré le triomphe prochain de sa cause; et si déjà il n'avait renversé son rival, s'il n'était déjà établi à Buénos-Ayres maître des destinées du pays, au moins les choses devaient être si avancées, que nul doute ne pouvait plus rester sur une solution imminente de la lutte en sa faveur. Ou bien l'on s'était trompé sur l'influence de ce parti révolutionnaire, et on avait fomenté étourdiment la guerre civile dans le pays; alors Lavalle n'était qu'un chef sans consistance, lancé presque en enfant perdu dans les provinces argentines et tirant sa principale force de l'étranger. Dans le premier cas, s'il était vrai que Rosas eût soulevé contre lui l'indignation générale de la république, qu'il se fût fait exécrer comme un effroyable tyran, il ne fallait pas hésiter à jeter dans la balance l'épée de la France, et, sous sa noble intervention, faciliter aux provinces argentines, affranchies soudain d'un joug odieux, les moyens de se constituer selon le vœu populaire : notre intérêt, celui de l'humanité, nous en faisaient une loi. Dans le second cas, cette même humanité nous imposait le devoir de nous retirer d'une voie fausse, d'une voie de sang et de carnage, car les atroces vengeances qu'allume la guerre civile, nous les éternisions par notre appui, et nous couvrions d'un long deuil ce pays, déjà si malheureux.

L'amiral Baudin arrêta d'abord son esprit sur l'emploi de la force. Il connaît bien ces pays de descendance espagnole, et sa première pensée fut qu'une expédition lancée de France à travers deux mille quatre cents lieues de mers, pour se hasarder au milieu des pampas, à la poursuite de bandes insaisissables de gauchos, ces Scythes des déserts de l'Amérique, n'avait en perspective que des chances de désastre. Il fallait donc se borner à un brillant coup de

main, frapper l'imagination des habitans du pays par un exploit éclatant et rapide, s'emparer de la ville de Buénos-Ayres, et de là, mais sans insulter à l'orgueil national, car on ne cherche jamais impunément à avilir une nation, dicter ses conditions et se retirer sans laisser d'autre trace de l'occupation des troupes françaises qu'un glorieux souvenir. C'est dans cette pensée qu'il accepta la mission qu'on lui offrait et se contenta des forces que le ministère mettait à sa disposition. Ces forces consistaient en trente-six navires de guerre de toutes dimensions, frégates, corvettes, bricks, gabares, goëlettes, bateaux à vapeur et canonnières; il y avait cinq cents hommes d'infanterie de marine, une batterie d'artillerie et cent hommes de cette arme, cinquante mineurs; enfin, tous ces corps réunis aux marins de la division constituaient un effectif de près de six mille hommes.

Ce fut une grave question pour la France que celle de décider si cette force était réellement suffisante. Outre l'appréciation des circonstances nouvelles du pays et des hommes, on eut encore pour se guider l'étude des expéditions anglaises faites contre Buénos-Ayres au commencement du siècle. Ces faits historiques jettent trop de lumières sur l'ensemble même de l'affaire qui nous occupe pour que nous n'en présentions pas ici un résumé très succinct.

Dans les années 1805 et 1807, les Anglais firent deux tentatives pour s'emparer de Buénos-Ayres. Le pays était alors occupé par les Espagnols. La première expédition ne fut réellement qu'une surprise. Quinze cents hommes, sous les ordres du général Beresford, furent jetés à terre par le commodore sir Home Popham, à quelques lieues dans le sud de la ville, à la pointe de Quilmes; ils débarquèrent sans opposition, pénétrèrent dans la ville, s'emparèrent du fort qui domine la plage et restèrent là. L'étonnement avait paralysé toute résistance. Pendant quelques jours, ils demeurèrent maîtres de cette capitale et de richesses vraiment colossales. Les premiers rapports qui arrivèrent en Angleterre sur ce succès inoui allumèrent des espérances délirantes et provoquèrent les plus folles spéculations. C'était alors l'époque du blocus continental. La Grande-Bretagne regorgeait de marchandises, l'industrie et le commerce étaient dans un état de pléthore; le gouvernement crut leur offrir un soulagement dans la conquête de la province de Buénos-Ayres. Par là on ouvrait tout à coup un nouveau marché aux produits manufacturés du royaume-uni, l'esprit d'entreprise de ses marchands se livrait à son essor naturel; ses marins, ses navires trouvaient de l'emploi, car sans doute ces vastes contrées, arrachées au despotisme et à la barbarie, et appelées à jouir tout à coup de la civilisation de l'Europe, allaient s'empresser de demander des objets de luxe. Le désir d'obtenir ce résultat était si vif, qu'on se fit volontiers illusion sur la possibilité du succès; on n'écouta que ce qui flattait les espérances. « Toutes les sympathies populaires nous appellent, disait-on : depuis long-temps l'Angleterre fait un grand commerce illicite avec l'Amérique du Sud; ses marchandises y sont recherchées avec avidité. Le pays est mûr pour une révolution, car les entraves de l'Espagne lui sont odieuses; pour déterminer le peuple à se soulever, il suffit de lui offrir un point d'appui. Que les Anglais se présentent, qu'ils se

décident à l'occuper militairement, qu'ils y fondent des lois libérales, et bientôt tous les habitans se prononceront en leur faveur, et l'on verra les populations les saluer comme leurs libérateurs! » Malheur à quiconque eût osé alors révoquer en doute ces dispositions favorables, moins encore laisser percer le soupçon de la haine qu'inspirait le nom anglais!

On se trompe toujours quand on base de grandes entreprises sur les affections populaires d'une nation pour l'étranger; l'Angleterre en fit là une sanglante expérience. Après le premier moment de stupeur qu'avait causé l'audace du général Beresford, les habitans de Buénos-Ayres comptèrent leurs ennemis. Il était honteux vraiment qu'une ville de soixante mille ames se fût laissée surprendre par quinze cents hommes. Un Français, le colonel Liniers, rallia autour de lui quelques milices du pays et une poignée de soldats. La forteresse est dominée par les maisons voisines; il mit à profit cette circonstance, il embusqua ses hommes sur les terrasses, et Beresford et sa troupe furent contraints de se rendre, car Liniers les tenait acculés dans le fort même, où toute défense était impossible, et d'où ils ne pouvaient s'échapper.

Une seconde expédition arriva en 1807; elle était considérable; on y comptait près de douze mille hommes des meilleures troupes de la Grande-Bretagne; un nombreux convoi de marchands, d'artisans, enfin une colonie entière la suivait; le général Whitelocke la commandait. Rien n'y manquait pour fonder d'une manière stable la domination anglaise. Il y avait beaucoup de sagesse dans les principes politiques dont l'application était surtout recommandée au général en chef. Il devait 1° se concilier le bon vouloir des habitans en ne choquant ni leurs opinions religieuses ni leurs préjugés relativement aux personnes et aux propriétés, et en s'abstenant de leur imposer aucune gêne nouvelle; 2° en ce qui regardait le commerce, respecter autant que possible les droits, les priviléges et les usages établis, et ne changer que ce qui serait absolument nécessaire pour que l'autorité de sa majesté britannique fût substituée pleinement à celle du roi d'Espagne; 3° donner des emplois aux habitans du pays de préférence.

Tout d'abord Whitelocke éprouva un vif désappointement : au lieu de l'appui qu'il espérait trouver dans les habitans, il ne vit que défiance et hostilité. Il ne put se procurer un corps de cavalerie auxiliaire, et même pour ses transports les chevaux lui manquèrent. L'occupation de Buénos-Ayres lui paraissait forcément le premier acte de la conquête. Il prépara son débarquement, mais il ne voulut l'opérer que sous la protection des canons de ses navires. Les renseignemens qu'il avait sur la navigation de la rivière étaient mauvais; au lieu de prendre terre au nord, il se crut obligé de le faire à trente milles environ dans le sud-est de la ville, au fond de la Ensenada de Barragan : il réunit sur ce point près de huit mille hommes et dix-huit pièces d'artillerie de campagne. C'était au mois de juin, pendant la saison des pluies. De là jusqu'à Buénos-Ayres le terrain est marécageux et entrecoupé de ruisseaux. Il franchit tous les obstacles. Son premier plan d'attaque était bon : il voulait s'emparer du couvent de la Recoleta, situé sur une élévation immé-

diatement au bord de la rivière, d'où il aurait pu communiquer facilement avec sa flotte, et se procurer ainsi sa grosse artillerie. On trouva des inconvéniens à ce projet; c'étaient d'abord une grande perte de temps, puis le danger de laisser les soldats anglais exposés aux intempéries de l'air, enfin les conséquences d'un bombardement sur l'esprit de la population, qu'on s'aliénerait ainsi, car les bombes frapperaient à la fois et les soldats en armes et les citoyens paisibles. Au moment d'agir, on consulte, on change d'avis et l'on décide « qu'on délogera l'ennemi pour l'acculer dans un coin de la ville; là on lui fera beaucoup de prisonniers, ce seront autant d'otages et de rançons pour les soldats de Whitelocke, tandis que le bourgeois, tranquillement tapi au fond de sa maison, pourra échapper au danger de l'attaque. » Les assaillans durent traverser la ville dans toute sa longueur pour aller s'établir sur les terrasses les plus élevées du bord de l'eau, et prendre position sur les points culminans d'où l'on dominerait la place. On croyait que les habitans ne feraient aucune résistance; les soldats anglais marchèrent en avant l'arme au bras, le fusil déchargé. Mais voici qu'au lieu de l'indifférence sur laquelle on comptait, on trouve tout le monde en armes, les rues barricadées, coupées de fossés et défendues par des canons, l'ennemi du haut des terrasses et sur tous les édifices fusillant impitoyablement les Anglais à coups de mousquet, les femmes même lançant dans la rue des grenades et des pierres, tous les propriétaires à la tête de leurs noirs défendant leurs maisons; en un mot, chaque citoyen était devenu soldat, chaque maison était une forteresse. Whitelocke perdit deux mille cinq cents hommes. Il n'y eut bientôt plus que deux moyens de se tirer de là, ou en traitant, ou en se rembarquant sous le feu de l'ennemi. Les Anglais préférèrent le premier moyen; ils consentirent à abandonner toute la Plata. On voit encore leurs drapeaux appendus aux murailles de la cathédrale; la religion prête ses solennités à ce grand souvenir de la patrie.

Entre ces expéditions et celle que nous méditions, les différences sont trop saillantes sans doute pour qu'il soit nécessaire de les faire ressortir davantage. L'amiral Baudin pesa les chances diverses de succès, puis il répondit à son gouvernement que, si le général Rosas le forçait à la guerre, il saurait bien planter son drapeau sur les murs de Buénos-Ayres et l'y maintenir, et que ce serait sur le sol argentin, mais sous les trois couleurs de la France, qu'il signerait alors le traité pour lequel il allait combattre. Et personne ne douta qu'il ne tînt parole. Les navires destinés à son expédition partirent successivement des divers ports de France pour se réunir sous ses ordres dans la Plata; lui-même se rendit à Cherbourg, où il arbora son pavillon sur la frégate *la Gloire*. Un ardent enthousiasme animait tous nos marins; on n'attendait plus que les vents favorables pour appareiller, quand tout à coup on annonça que l'amiral Baudin ne commandait plus l'expédition. Six heures encore, et la fatale dépêche télégraphique fût arrivée trop tard, la brise qui se leva eût emporté l'amiral Baudin avec notre flotte vers l'Amérique. L'amiral a cru devoir garder le silence sur les motifs secrets de sa disgrace, ce n'est pas à nous de les révéler; disons seulement qu'ils commirent une étrange mal-

adresse, les journaux qui tentèrent de faire planer sur lui un soupçon d'indiscipline. L'expédition qu'il commandait prit soin de le laver de cet injuste reproche par la tristesse morne avec laquelle elle accueillit ses adieux.

Pour remplacer l'amiral Baudin, le ministère ne sortit point des illustrations de la marine; son choix se porta sur le vice-amiral baron de Mackau. Du reste, il n'y avait de changé dans l'expédition que le commandant. Nul autre chef n'était plus digne que l'amiral de Mackau de remplir la place que l'amiral Baudin laissait vacante. On sait par quelle vaillante action l'amiral de Mackau a marqué ses débuts dans la carrière des armes: jeune aspirant, commandant accidentellement un brick de guerre, il prit un brick anglais plus fort que le sien. L'habileté qu'il a toujours déployée dans les hautes missions qui lui furent confiées, l'a placé dans une sphère à part. Pacificateur à Haïti, commandant en chef des Antilles françaises quand la guerre menaça d'éclater entre la France et les États-Unis, négociateur et général tout ensemble à Carthagène des Indes, il répondit toujours par le plus entier succès à la confiance de son gouvernement. Cette fois, on le substituait à un plénipotentiaire habile, à un général de haut renom, la tâche était difficile; les faits diront s'il a démenti les espérances qu'on fondait sur lui.

Reportons notre attention sur les bords de la Plata.

Le général Lavalle courait la campagne de Buénos-Ayres. D'abord il battit ou dispersa quelques petits détachemens des troupes de Rosas; mais où donc étaient les sympathies populaires qui devaient naître sous ses pas? A son approche, tout le monde fuyait; ses caresses même épouvantaient. Est-ce donc là l'accueil que le peuple fait à ses élus? Si même San-Pedro lui restait comme point de refuge, c'est que notre flottille le lui gardait.

La double nouvelle du débarquement inopiné du général Lavalle et d'une prochaine expédition des Français arriva à Buénos-Ayres. La résolution de Rosas fut aussitôt prise; on vit bien qu'il mûrissait son plan depuis long-temps. Les Français n'en voulaient qu'à sa ville, il le savait : la défendre contre nous, c'était s'exposer à y être pris lui-même; il n'y songea pas un instant: il l'abandonna, et porta son armée à cinq lieues dans la campagne, où il se retrancha. Il regarda comme une folie l'idée que nos troupes pussent s'aventurer dans la plaine de Buénos-Ayres. Il ne craignait point, quant à Lavalle, qu'il essayât de forcer ses retranchemens; quelques centaines d'hommes qu'il laissa dans la ville lui parurent une force suffisante pour la mettre à couvert d'un coup de main de ce côté, bien persuadé que, si ces unitaires réprouvés osaient seulement se présenter, la terre semblerait enfanter une armée spontanément, vieillards et enfans s'armeraient pour les exterminer. Lavalle en effet poussa ses excursions jusqu'aux avant-postes de Rosas; il escarmoucha autour de son camp, mais là se borna son audace: il établit son quartier-général à la Guardia de Lujan, à quelques lieues du camp de son ennemi. Nous ne dirons point les transports de joie des exilés argentins à la nouvelle du débarquement de leur général dans la province de Buénos-Ayres; on les devine assez; quant à leur langage, on le connaît déjà : « Que l'amiral Dupotet,

disaient-ils, fasse seulement une démonstration hostile sur la ville, et toute la province se lève en masse, et le tyran tombe! » Si nous en disions davantage, nous ne ferions que nous répéter. Le chargé d'affaires se fit le coryphée de cette opinon, invariable refrain d'une prophétie toujours démentie : il provoqua le contre-amiral Dupotet à une démarche qui eût forcément engagé la France à poursuivre le renversement de Rosas. Le contre-amiral refusa net, et les clameurs redoublèrent contre lui.

Tâchons de nous tenir en dehors de toutes ces passions ardentes. Sans doute, elle doit toucher tous les cœurs, la cause de ces malheureux proscrits; mais, dans une circonstance où il s'agissait de nous jeter dans une lutte de partis qui faisait de la France le brandon d'interminables discordes civiles, il est permis de se demander si des désirs et des espérances chimériques n'obscurcissaient pas la raison. Écartons les déclamations vagues et furibondes. Certes, s'il était un homme intéressé à donner de sa cause et de ses ressources une haute idée, c'était le général Lavalle. Eh bien! invoquons la parole même du général Lavalle.

Il n'était plus qu'à quelques lieues de son ennemi et à la tête de toutes ses troupes réunies, quand il apprit l'arrivée prochaine de l'amiral Baudin avec deux ou trois mille hommes. Que résoudre? « Rosas a une infanterie quadruple de la mienne, écrivit-il, et le double ou le triple d'artillerie; si l'évènement ne répondait pas aux espérances de tous et aux miennes, mon nom serait maudit pour n'avoir pas attendu la jonction des troupes françaises. J'établis deux hypothèses : dans la première, l'amiral Baudin ne *peut mettre son infanterie sous mes ordres,* et voudra la faire opérer séparément. En ce cas, elle ne pourrait agir efficacement que dans la capitale même, dont elle pourrait s'emparer à *l'aide des Français qui y sont établis* et de l'armée libératrice, qui s'en rapprocherait; l'occupation même d'un quartier serait suffisante. Mais vous ne méconnaîtrez point les inconvéniens de ce plan, dont le plus grave est que, pour que les troupes françaises pussent compter sur la coopération de l'armée libératrice, il faudrait que celle-ci se fût d'abord mise à portée de l'armée de Rosas, *avec laquelle une bataille, où elle ne serait pas immédiatement secondée par les Français, serait inévitable.* L'armée libératrice et la colonne française ne se prêteraient donc un mutuel secours qu'en ce qu'elles *multiplieraient les embarras* de Rosas. Vous conviendrez donc que tout l'avantage est du côté de la seconde hypothèse, c'est-à-dire *l'incorporation des troupes françaises dans l'armée libératrice....* » Mettre nos soldats et nos marins *sous les ordres du général Lavalle!* A cette proposition, qu'eût répondu le commandant en chef de ces fiers officiers de marine, dont le moins élevé se croyait bien au-dessus du général Lavalle et de toute son armée?

Ainsi, dans l'opinion du général Lavalle, tout ce que nous avions obtenu après deux ans de blocus, avec les millions distribués pour soulever une armée révolutionnaire, tout ce que nous pouvions espérer de la grande expédition française, c'était de multiplier les embarras de Rosas! Cette lettre de Lavalle

est désolante. Non, la France ne pouvait point adopter cette cause. Disons-le sans détour, on avait marché d'erreur en erreur, il était temps de s'arrêter. Nous prions qu'on nous dispense de toute autre réflexion; nos paroles peut-être blesseraient le malheur.

Cependant le mois d'août s'écoula tout entier, puis passèrent les premiers jours de septembre; l'amiral Baudin ne vint pas, et la nouvelle de son remplacement retentit dans la Plata, où elle éveilla de douloureux échos. Le général Lavalle n'attaqua point son ennemi, et un beau jour on apprit qu'il avait disparu de la campagne de Buénos-Ayres sans qu'on sût ce qu'il était devenu. On répéta bien vaguement qu'il avait pris sa course vers le nord; mais on ne s'en occupa plus : le général Lavalle n'était plus rien pour la France.

L'inexplicable retraite de l'armée libératrice fut le signal de réactions déplorables. Jusqu'alors les biens des émigrés argentins étaient restés sous la protection de la loi; on avait bien pu déplorer quelques pillages, des exactions sur les proscrits, mais au moins les anciens maîtres demeuraient-ils toujours propriétaires en titre. Au moment où l'armée libératrice quitta la province, il y eut à Buénos-Ayres, parmi le peuple et les plus chauds partisans de Rosas, une explosion de murmures et de vociférations contre les rebelles, qui, disait-on, avaient passé sur la plaine comme une nuée de sauterelles, pillant, dévastant les terres des fidèles patriotes, et les soumettant eux-mêmes à des tortures. On demandait une expiation. Le gouvernement lança un décret par lequel il rendait les biens des exilés responsables des pertes supportées par les citoyens pendant l'invasion du général Lavalle. C'était tout simplement un décret de confiscation contre les proscrits. Là ne s'arrêtèrent pas les vengeances. Un club s'est organisé depuis quelque temps dans la ville de Buénos-Ayres, réunion d'ardens patriotes dont la devise est : *Vive Rosas! meurent les sauvages unitaires! Fédération ou la mort!* Le club des jacobins, en 1793, ne fut pas plus redoutable à l'ancienne noblesse de France. Composé d'un ramassis de gens sans aveu, la plupart souillés de crimes, de la lie du peuple enfin, il se soutient par la terreur qu'il inspire. Il prend aujourd'hui le nom de *Société populaire;* mais d'abord il s'était nommé *Société de la Mazorca*, (épi de maïs), symbole de l'union, les associés prétendant être unis entre eux comme le sont les grains de maïs sur la plante. Ce nom, par un jeu d'esprit, a été transformé par les proscrits argentins en celui de *Mas-horca* (*outre-potence*); jamais, à Montevideo, les membres de cette redoutable société ne sont désignés par une autre qualification que celle de *Mas-horqueros* (*outre-potenciers*). Les crimes nocturnes qui ont désolé Buénos-Ayres, et plongé la ville dans une sorte de stupide frayeur, émanaient de ce club. Le comité-directeur résout, une bande de bourreaux exécute. C'est contre le parti unitaire et pour son extinction que s'est formée cette monstrueuse association. Ses commencemens ont été protégés d'abord par le gouvernement de Rosas, car elle se présentait comme son défenseur le plus dévoué; aujourd'hui elle le déborde, ses sicaires lui font peur, ainsi qu'il arrive toujours quand on déchaîne les fureurs

populaires. Rosas seul, Rosas maître de l'armée, peut encore quelque chose pour modérer sa frénésie, mais il n'en suspend pas les coups à son gré. Cette horde sauvage, que l'éloignement du gouverneur et de l'armée laissait sans frein et sans répression, se livra à ses inspirations sanguinaires : elle poussa des rugissemens contre le parti unitaire et contre tous ceux qu'on soupçonnait de le favoriser; elle envoya ses séïdes fouiller les maisons, insulter les femmes et les vieillards, voler et saccager, sous prétexte de rechercher des preuves à ses accusations. Alors chaque jour se leva sur un crime nouveau : tantôt on trouvait le matin le cadavre d'un citoyen gisant dans la boue, tout défiguré ou privé de la tête, tantôt une tête de victime piquée sur le fer d'une lance ou accrochée à la corde d'un réverbère. Tous les citoyens honnêtes frémissaient d'horreur; un silence morne, une muette stupeur, régnaient sur la ville. Le poignard des assassins faisait justice la nuit d'une parole échappée le jour en faveur du parti dont la ruine était jurée. Cependant, il faut le dire, jamais le bras de ces scélérats ne s'égara jusqu'à frapper un Français. Pendant tous ces jours de deuil et d'effroi, bien que nos compatriotes ne se contraignissent guère dans l'expression de leur indignation, jamais aucun d'eux ne fut même insulté.

Mais que de longs et douloureux retentissemens n'aura pas dans le pays l'expédition infructueuse du général Lavalle! Les vengeances ont commencé; le sang versé veut du sang; les haines deviennent féroces; écloses dans la ville, elles se répandent de proche en proche dans la campagne. Quand s'arrêtera le contre-coup? En poussant Lavalle à envahir son pays à main armée, sans avoir la certitude d'un prompt succès, on a allumé et secoué sur ces malheureuses provinces les torches des furies. L'assassinat même semble trouver sa justification. Ne sommes-nous pas las de ne voir les choses qu'à travers des passions aveugles? Laissons là pour un instant tous ces mots de héros libérateur, d'exécrable tyran, qui ne sont que l'expression de haines et d'intérêts particuliers; dépouillons-nous de toute prévention de parti, plaçons-nous au point de vue de la raison, de la France enfin, interrogeons les évènemens, et l'existence actuelle de la République Argentine perdra son caractère énigmatique, nous nous trouverons en face d'un fait fort simple.

§ VIII. — ÉTAT ACTUEL DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE. — LE GÉNÉRAL ROSAS.

Ici nous sommes forcément entraîné à une courte revue rétrospective : l'histoire du passé nous paraît la meilleure introduction aux évènemens du présent.

Treize états libres et indépendans constituent la confédération des provinces de la Plata. Fixons d'abord leurs positions respectives; c'est un point important. Buénos-Ayres est le premier de ces treize états, et le seul dont la mer baigne les rivages : sa limite au sud se perd dans les déserts de la Patagonie. Viennent ensuite Santa-Fé au nord, à l'ouest Cordova et Mendoza. Ces quatre

provinces embrassent les plaines si connues sous le nom de *Pampas*. Entre le Parana et l'Uruguay sont situés, comme une nouvelle Mésopotamie, l'Entre-Rios et Corrientes; leur sol, fécondé par ces deux fleuves et leurs nombreux affluens, est le plus riche de la république. San-Luis, San-Juan et la Rioja occupent la déclivité des Andes, ainsi que Catamarca, qui est formé par une chaîne de montagnes secondaires, une arête rocheuse dont les entrailles cachent de riches filons d'or et d'argent. Santiago del Estero et Salta, sur un sol doucement incliné, unissent par une pente insensible le bassin des Pampas aux sommets du Haut-Pérou, dont l'état de Tucuman avec ses fertiles vallées posées au milieu des montagnes comme des crèches parallèles forme la frontière naturelle.

Les Espagnols s'établirent d'abord dans le Tucuman, et l'on retrouve encore dans ses vallons l'organisation féodale des premiers conquérans, une puissante aristocratie terrienne. Ils cherchaient de l'or; on leur dit : — L'*El Dorado* est au sud avec ses merveilleux empires, ses précieux métaux, ses diamans, — et ils se répandirent dans la plaine, courant après l'inconnu. Des tribus sauvages, la plupart belliqueuses, possédaient primitivement la contrée. Ces indigènes disputèrent leur terrain pied à pied.

Chaque province se forma comme avait commencé l'ancienne Rome. Une poignée d'aventuriers audacieux poussait en avant, ils fortifiaient un camp, puis ils se considéraient comme les maîtres de la terre et se la partageaient. Chacun faisait la guerre à ses frais. Tout soldat était volontaire; le chef n'avait que l'autorité d'un courage supérieur, d'une habileté reconnue. La solde était le butin, composé des prisonniers faits dans les excursions, ramassés comme des troupeaux et enchaînés aux *estancias* ou *encomiendas* de leurs maîtres, où ils gardaient le bétail et cultivaient quelques champs. Ainsi chaque camp devenait une ville, un centre de domination autour duquel il n'y avait que des exploitations agricoles, et dont la limite s'arrêtait avec la course des *conquistadores*.

Toute cette histoire est encore empreinte sur la face même du pays. Jetez les yeux sur la carte : de quoi se compose la province de Buénos-Ayres? D'une ville, d'une seule, et d'une immense campagne partagée en *estancias*, ou domaines privés destinés à élever des bestiaux. Santa-Fé est la seule ville de sa province, comme la Bajada l'est de l'Entre-Rios. L'état de Cordova n'en a pas d'autre que sa capitale; Corrientes, Mendoza et toutes les autres provinces sont à peu près dans le même cas. Montevideo même, avant ces derniers temps, où l'émigration européenne et argentine est venue peupler les déserts de l'Uruguay, était la seule ville de l'état oriental.

On peut remarquer que l'étendue de la province diminue à mesure que le sol offre plus de difficultés, soit à exploiter, soit à posséder. Tous les états de la plaine sont très vastes; les habitans y élèvent surtout des bestiaux; ce sont, à vrai dire, des peuples pasteurs, et l'on sait ce qu'il faut d'espace pour satisfaire aux besoins de ces peuples. Mendoza, pays d'exploitations agricoles, n'a qu'une médiocre étendue : San-Juan et San-Luis, plus accidentés, sont

plus petits encore. Catamarca est resserré entre deux étroites frontières; ses intérêts principaux sont concentrés dans l'exploitation de ses mines, ses habitans ne pourraient vivre épars. On pourrait même déterminer le caractère des habitans et les tendances des divers gouvernemens d'après la physionomie de la contrée. Dans les provinces consacrées principalement à l'élève des bestiaux, comme Buénos-Ayres, Santa-Fé, Cordova, Entre-Rios, etc., l'homme des champs, toujours à cheval et en action, sent sa force; la souveraineté populaire réside dans la campagne; c'est la domination du paysan, du gaucho. Les états agricoles sont plus disposés au gouvernement tempéré. Quant au Tucuman, chaque famille conquérante a fondé son pouvoir dans son vallon et l'y maintient : là, le seigneur féodal, le baron, l'aristocrate, y est de sang espagnol, le vassal de race indienne.

Il advint de tout cela que chaque province constitua une individualité jalouse de ses droits, en rivalité constante et souvent en guerre avec ses voisins. Cependant, sous le pouvoir absolu de l'Espagne, sous son joug de fer, tout pliait; et bien qu'il y eût à peine quelques liens communs entre les provinces, toutes obéissaient à la même autorité étrangère. Au cri de l'indépendance, tous ces membres épars semblèrent un instant se rallier en faisceau; mais cette union, que cimentait seulement un intérêt éphémère, la haine de la domination espagnole, fut bientôt dissoute avec la cause passagère qui l'avait produite. Chaque état s'efforça d'isoler son existence de celle des autres états, et de former une unité indépendante. C'est un fait que jamais les treize provinces ne constituèrent un tout compact, un corps de nation bien unie et soumise à une loi générale. On les vit seulement s'associer et s'allier partiellement deux à deux, trois à trois, sous l'empire d'un danger commun, absolument comme sont associés aujourd'hui Rosas, Échague et Lopez. La collection des traités et conventions des états en fait foi.

Cependant Buénos-Ayres rêvait d'autres destinées. Nous avons dit quels avantages commerciaux lui confère sa position exceptionnelle. Elle voulait fonder une confédération générale dont elle eût été forcément la tête; et cette prérogative, elle la revendiquait encore au nom des grands services qu'elle a rendus à la liberté de l'Amérique. C'est de son sein qu'est partie la première étincelle de la révolution ; c'est elle qui conduisit la guerre de l'indépendance, elle qui fournit des armes, de l'argent, des soldats, des généraux, au Chili, aux deux Pérous; elle enfin qui imposa une barrière aux envahissemens de l'empire du Brésil, et fit constituer l'état de l'Uruguay. Elle faisait valoir d'autres droits encore. Parmi ses habitans, la haute classe possédait d'immenses domaines et de grandes richesses commerciales. Les plus distingués, empreints des mœurs et de la civilisation de l'Europe, rappelaient par leur élégance et leur politesse les raffinemens du monde parisien. Ils crurent que cette civilisation exquise, dont ils étaient fiers à juste titre, devait naturellement s'établir et dominer sur leur pays, comme si les peuples, ainsi que les particuliers, n'avaient pas divers degrés d'éducation. Dans leur plan de confédération, l'élite de la société représentait tout le pays en face des autres

peuples, et résumait ainsi la nation en une sorte d'aristocratie très limitée. Ce parti prit son nom du but même qu'il se proposait : on l'appela *unitaire*. Un instant (mais alors aucun chef n'avait révélé au peuple sa force) on crut toucher à ce résultat. Le 23 janvier 1825, la loi fondamentale, que la nation n'a malheureusement pas sanctionnée, unit les treize provinces sous le même pacte de confédération ; le capitaine-général de la province de Buénos-Ayres était chargé du suprême pouvoir exécutif des provinces unies du Rio de la Plata. La présidence de M. Rivadavia sembla réaliser un instant ce beau idéal. On conservera long-temps le souvenir de ce qu'était Buénos-Ayres à cette époque : elle justifiait son surnom d'Athènes de l'Amérique. Quel triomphe pour la civilisation européenne ! L'intelligence donnait la loi, et la force brutale, qui s'ignorait encore, demeurait passive et obéissait. Il faut le dire, le rêve des unitaires fut beau, mais il fut court.

Au sein de la campagne de Buénos-Ayres, au milieu des gauchos dont il était le compagnon, s'élevait un homme que la fortune destinait à renverser tous ces plans, et, le dirons-nous? à faire triompher la civilisation grossière, mais énergique, du paysan sur la civilisation raffinée et un peu énervée du riche habitant de la ville. Cet homme du destin, c'est le général don Juan Manuel de Rosas. Son père était un *estancier* aisé du sud de la province. Jusqu'à l'âge de vingt-six ans, le jeune don Manuel vécut sous le toit paternel avec les paysans, les gauchos, dont il partageait les occupations et les plaisirs. Il les surpassait tous dans leurs jeux et dans leurs travaux. Dans les exercices du corps, il était le plus fort et le plus agile; nul ne l'égalait pour dompter un cheval sauvage, abattre un taureau furieux, ou rallier un troupeau fuyant devant une terreur panique; il lançait les boules et le lacet (*bolas y lasso*) avec une habileté merveilleuse. Mais ce qui frappait surtout en lui, c'était un caractère indompté et indomptable, une énergie de volonté que rien ne faisait plier. Il quitta la maison de son père plutôt que de céder à son autorité. Il ne lui fut pas difficile de trouver à employer son activité ; les grands propriétaires le recherchèrent ; il gagna à son tour des terres, des bestiaux ; son influence s'étendit parmi les gauchos, ils le nommèrent, en 1818, capitaine des milices du district de Chascomus. Deux frères, les plus riches *estanciers* de la province, don Nicolas et don Tomas Manuel Anchorena, qui déjà méditaient d'opposer la campagne à la ville, comprirent tout ce qu'il y avait à espérer de cet ardent gaucho ; ils se l'associèrent et lui confièrent l'administration de leurs vastes *estancias*. Rosas pressentit son avenir et jeta les bases de sa haute fortune : il devint chef d'escadron des milices, enchaîna à lui les gauchos en se déclarant leur protecteur, et prit dans la campagne un ascendant extraordinaire. Dans cette voie qu'il suivit avec persévérance, il eut quelques mauvaises affaires avec les autorités locales, dont il envahissait les attributions ; mais il s'en tira avec l'appui des Anchorena. Tout à coup il apparut comme l'homme de l'ordre public, en prêtant au général Rodriguez, gouverneur de Buénos-Ayres, le secours de ses partisans pour étouffer un soulèvement qui éclata en octobre 1820. Les habitans de Buénos-Ayres furent d'abord effrayés

à la vue de cet homme qui accourait à toute bride à la tête de deux cents cavaliers inconnus, tous vêtus de rouge, sa couleur favorite; puis ils admirèrent l'audace avec laquelle cette troupe attaqua et défit les rebelles; ils furent émerveillés de leur discipline, car Rosas avait menacé de tuer de sa propre main quiconque, parmi ses compagnons, prendrait pour la valeur d'un réal pendant l'attaque, et il l'eût fait. Il gagna dans cette affaire le titre de colonel de milices, reçut des félicitations publiques, et fut nommé chef militaire des districts de Chascomus et de la Guardia del Monte.

Dès-lors il rêva tout. Il avait trente-un ans. Il jeta un coup d'œil sur sa patrie et la sonda jusque dans les entrailles pour reconnaître sur quels élémens son ambition pouvait fonder sa puissance. Tout d'abord il vit deux classes de citoyens bien distinctes, le riche habitant de la ville et l'habitant des campagnes; le premier éclairé, civilisé, maître de la république et faisant la loi, et cependant faible, sans énergie et peu nombreux; le second, au contraire, composant la masse de la nation, plein de force et rudement trempé aux fatigues et aux dangers, mais jusqu'ici humble, obéissant aux ordres de la ville, et s'ignorant complètement. Rosas sentit que l'avenir de la république reposait sur la campagne; pour disposer de tous ses élémens vitaux, il suffisait de donner un chef aux gauchos. Les tribus sauvages faisaient souvent des incursions jusqu'au cœur de la province. Le nouveau colonel des milices profita de cette circonstance pour habituer les paysans à recourir sans cesse à lui; il les tint en haleine. Sa maison de la Guardia del Monte devint une forteresse d'où toute la campagne reçut le mot d'ordre. Il parvint à inspirer une sorte de terreur aux barbares; il réussit même à s'attacher quelques-unes des hordes éparses qui se sont fixées dans la république, et se trouva tout à la fois et le héros du désert et le roi des gauchos.

Les unitaires préparaient l'union des provinces. Rosas crut s'apercevoir que le vœu général était pour la confédération, établie sur une base différente de celle qu'on méditait; selon lui, l'élément populaire devait dominer. Mais il ne pouvait espérer de tenir seul en échec la grande influence du congrès général réuni par ses adversaires. Il chercha des amis parmi les hommes qui, comme lui, s'étaient élevés en s'appuyant sur la campagne : tels étaient le gouverneur de Cordova, Bustos; Ibarra, commandant de Santiago del Estero; enfin Quiroga, le féroce gaucho de la Rioja. Leur but était d'empêcher l'organisation fédérative de la république sous l'influence des unitaires. Ils ne purent prévenir la formation du congrès de 1824, ni l'acte fédéral de 1825; mais quand eut adhéré à la ligue le fameux Lopez de Santa-Fé, si puissant parmi les gauchos de sa province, ils protestèrent hautement, et, soutenus de l'assentiment de plusieurs états, ils opposèrent puissance à puissance, la campagne à la ville, et le colonel don Manuel Dorrego au président unitaire de la république, M. Rivadavia. Le triumvirat de Rosas, Bustos et Quiroga menaça les armes à la main le pouvoir établi, et les chefs unitaires, plus philosophes qu'hommes d'action, effrayés de voir la guerre civile près d'embraser le pays, se retirèrent volontairement des affaires, avouant naïvement

que leur patrie n'était pas mûre encore pour les principes de haute *civilisation* dont ils se faisaient les représentans. Au mois de juillet 1827, le président de la république quitta son poste, et le congrès national fut dissous.

Dorrego fut élu gouverneur de la province de Buénos-Ayres. Alors l'armée de la république était occupée à repousser les prétentions du Brésil sur l'état oriental. Rosas profita de l'éloignement de la force militaire pour augmenter son pouvoir dans la campagne. Il ne pouvait point espérer de se concilier les sympathies des chefs de l'armée, lui qui n'était point soldat de l'indépendance, et qui ne trouvait que dédain chez les vétérans de la révolution; mais il s'attacha les principaux chefs des gauchos, et par ce moyen il gagna la confiance des soldats, pour la plupart enfans de la campagne, et qui, dans leurs bivouacs, rappelaient les prouesses du héros des gauchos. Peut-être même préparait-il sourdement le renversement de Dorrego, lorsque celui-ci signa, en octobre 1828, un traité de paix avec Rio-Janeiro, et rappela l'armée.

L'armée se montra mécontente de l'ordre de choses existant. Dans ses rangs se trouvait un officier qui s'était distingué par de nombreux exploits et dans la guerre de l'indépendance et dans la guerre contre les Brésiliens : c'était le général Lavalle. Il se mit à la tête des mécontens, chassa Dorrego, et prit sa place de gouverneur de la province (1er décembre). Rosas soutint Dorrego. Lavalle courut sus à ces deux chefs, les battit à Navarro, s'empara de la personne de Dorrego, et, sans jugement, sans autre forme de procès, le fit impitoyablement fusiller. Jusqu'alors on ne s'était pas délivré de ses ennemis politiques d'une façon si cruelle, et ce premier pas dans la voie de l'assassinat a laissé une tache de sang ineffaçable au nom de Lavalle.

Rosas, Lopez et Quiroga resserrèrent leur ligue. Lavalle s'effraya, il pactisa avec le premier et crut faire un grand acte de désintéressement en signant sa propre déchéance et résignant l'autorité suprême aux mains du général Viamont, nommé gouverneur. Mais Rosas ne se servit de Viamont que pour désarmer son ennemi : ses partisans inondèrent la ville, bientôt même Lavalle ne s'y crut plus en sûreté et se retira dans l'état oriental. Puis tout à coup l'administration de Viamont cessa de pouvoir marcher; une puissance occulte supérieure à la loi paralysait son action. Le gouverneur reconnut que Rosas ne l'avait pris que pour marche-pied : il ne voulut pas jouer plus long-temps ce rôle humiliant, et quitta volontairement le pouvoir.

L'heureux gaucho, l'homme qui, sorti des rangs des paysans, s'était élevé à ce degré de force, qu'il faisait et défaisait à son gré les gouverneurs de sa patrie, Rosas enfin fut élu pour occuper le poste suprême. Dès ce moment il s'inquiéta de consolider les bases de sa puissance. Le général Paz commandait à Cordova : homme habile, officier distingué des guerres de l'indépendance, citoyen recommandable par sa famille, par ses penchans, par ses antécédens, il se trouvait un des chefs du parti unitaire. Un pareil gouverneur de l'état limitrophe de Buénos-Ayres était incompatible avec Rosas et lui portait ombrage : celui-ci lança contre Paz les principaux chefs populaires. Au nord, Lopez de Santa-Fé

accourut sur la province de Cordova, et, combinant son armée avec une armée expéditionnaire de Rosas, son allié, il opéra un mouvement de front, pénétra dans la contrée de l'est à l'ouest et l'envahit à la tête de cinq mille hommes, tandis que Quiroga attaquait par le sud. Paz se défendit habilement, mais la fortune lui fut contraire; il tomba aux mains de Lopez, qui cependant épargna sa vie. A l'intérieur, le gouverneur Rosas étendit les ramifications de sa police de manière à embrasser tout le pays d'un réseau d'agens dévoués à sa personne. Il augmenta le nombre des juges de paix en circonscrivant l'étendue de leur juridiction, il multiplia les commissaires de police, nomma des hommes de son choix aux places d'alcades et d'adjoints, de sorte qu'on ne trouverait pas aujourd'hui une réunion de trois cabanes où il n'ait un homme à lui. La cavalerie composait cinq régimens de milice, un régiment par chaque division de la campagne. De ces cinq divisions primitives il en fit douze, et accrut de même le nombre des régimens. Or, chacun de ces corps a un état-major et un bataillon de troupes de ligne dans ses rangs caserné dans le district; par cette seule mesure, il tripla le nombre des employés et des agens dont la nomination lui est réservée. Enfin, il couvrit de sa protection les hommes les plus influens qui pendant les guerres civiles s'étaient enrichis aux dépens des unitaires par le vol des bestiaux et par d'autres dilapidations, et ces hommes qu'il maintint au-dessus de la loi lui restèrent fortement attachés par le lien de l'intérêt.

A son entrée en fonctions, il s'était fait donner des pouvoirs extraordinaires afin de parer aux circonstances difficiles où il se trouvait. Don Tomas Anchorena, son premier ministre en 1832, et qui l'a toujours soutenu dans sa carrière, l'aida puissamment en faisant voter une loi de *surveillance et d'épuration* contre les unitaires. On déclara conspirateurs contre l'ordre public et passibles de la peine capitale tous ceux dont les opinions politiques seraient contraires aux principes du gouvernement. Une rétractation publique et éclatante pouvait seule sauver du péril les partisans connus de l'opinion proscrite. Rosas ne cachait plus la haine profonde qu'il avait vouée aux unitaires; entre eux et lui désormais c'était une guerre à mort.

Suffisamment affermi, il crut pouvoir sans danger déposer les insignes de la puissance et attacher à son nom un reflet de gloire guerrière. Les Indiens insoumis du sud avaient fait depuis quelque temps des incursions qu'on n'avait pas repoussées : un grand nombre de familles avaient été enlevées et traînées en esclavage par ces barbares; c'était un acte de patriotisme que d'essayer de les leur arracher. Rosas se mit à la tête de quatre mille hommes et poussa sa course jusque dans la Patagonie. Le général don Juan Ramon Balcarce avait été nommé gouverneur. Balcarce appartenait au parti fédéral ennemi des unitaires, mais il ne partageait pas les principes exagérés de Rosas. Il était loin d'approuver l'application de la loi si foudroyante de *surveillance et d'épuration* dont Anchorena était l'auteur. Aussi à peine l'ex-gouverneur eut-il quitté la ville pour s'enfoncer dans les déserts, où pendant quelque temps il sembla perdu, que la terrible loi fut rappelée. Alors s'éleva une querelle

entre les fédéraux; d'un côté se trouvaient les *mitigés* ayant pour chef Balcarce, de l'autre les *exaltés* fidèles au souvenir de leur chef absent. Balcarce voulut employer la force; on résista à son autorité, on cria aux armes. Ce fut, dit-on, de la maison même de la femme de Rosas, doña Encarnacion Ezcurra, que le cri partit. Cette dame, dévouée à son mari, avait embrassé chaudement sa cause : elle soutenait ses partisans, les ralliait, rassurait les timides, et même s'était attaché la société de la *Mazorca,* qui venait de se former. Les dames du parti aristocratique lui reprochaient sa popularité et l'appelaient tout bas la *reine de la canaille.* A son appel, six mille gauchos envahirent la capitale. Balcarce, mis à la raison, fut obligé de déposer le pouvoir.

Rosas revint de son expédition; il ramenait une multitude de malheureux arrachés par lui à l'esclavage des Indiens. Il fut reçu comme en triomphe. A la vue de la discorde qui régnait parmi ses partisans, il éprouva un sentiment de rage : pour distinguer les diverses nuances des fédéraux, il inventa de singulières appellations; ses fidèles furent les *dos rouges,* ceux de Balcarce les *dos noirs,* et sa femme reçut le surnom de *l'héroïne.* Son secrétaire particulier, don Manuel Vicente Maza, fut nommé au commandement de Buénos-Ayres; mais évidemment ce n'était là qu'un gouverneur de parade : le vrai maître des affaires, le dépositaire réel du pouvoir, ne se donnait guère la peine de se cacher.

Les représentans du peuple procédèrent à l'élection d'un nouveau gouverneur. Le choix était forcé : Rosas fut nommé au premier tour de scrutin; l'unanimité se prononçait, il refusa. Une seconde élection eut lieu : son nom sortit encore de l'urne; nul autre choix n'était possible, et il refusa encore. Une troisième élection amena un troisième refus; la quatrième eut le même sort. Cinq fois de suite enfin il repoussa le titre de gouverneur qu'on lui conférait. Ce n'était point assez pour lui, il voulait des pouvoirs extraordinaires. Dans cet état de crise, un député, Garrigos, ouvrit l'avis qu'on lui donnât *toute la somme du pouvoir public pour une période de cinq années.* C'était la dictature; c'était opérer dans l'état une révolution fondamentale. Les représentans, acculés dans une impasse, n'osèrent s'élever contre cette proposition; elle fut votée. Rosas dédaigna de l'accepter de leur main. « Un tel vote, dit-il, annule la représentation nationale : les députés n'ont pas le droit de se détruire eux-mêmes, puisqu'ils n'existent que par le vœu du peuple; le peuple seul peut me conférer ce pouvoir suprême; qu'on le consulte ! » Et tous les citoyens consultés nominativement approuvèrent la résolution de leurs représentans. Rosas fut confirmé dans son titre de dépositaire de tout le pouvoir public.

Ici commence véritablement le règne du général Rosas. Des crimes trop fameux l'ont signalé : ses ennemis l'accusent de les avoir ordonnés; au milieu des fureurs révolutionnaires, il est difficile de porter un jugement sûr. Le premier de ces crimes, celui dont le retentissement fut le plus grand, c'est l'assassinat de Quiroga, en 1835. Rosas l'avait envoyé dans les provinces du nord avec une mission de confiance : à son retour, tandis qu'il traversait l'état de Cordova, Quiroga périt assassiné. Quatre frères composaient alors la famille

des Reyna-Fé : l'un d'eux était gouverneur de la province de Cordova, un second y exerçait les fonctions de commandant militaire, les deux autres y occupaient de hauts emplois. Le dictateur Rosas ordonna qu'on les saisît, les accusant hautement de l'assassinat de Quiroga. Trois furent pris, le quatrième échappa; nous avons déjà dit comment il termina sa vie. On leur fit leur procès, mais on ne respecta point assez les formes judiciaires protectrices de l'innocence; ils furent condamnés à mort et exécutés (1).

A la mort du gouverneur de Santa-Fé, du célèbre don Estanislao Lopez, un soupçon abominable fut jeté dans le public; mais rien ne le justifie : Rosas n'avait aucun intérêt à se délivrer par le poison d'un ami si long-temps éprouvé. Don Domingo Cullen, qui lui succéda, fut fusillé au moment où il mettait le pied dans la province de Buénos-Ayres : ici la preuve du crime est dans son utilité. Cullen était l'ennemi de Rosas.

Le sang du docteur Maza fume encore. Cet infortuné vieillard présidait la chambre des représentans au moment où l'on immolait son fils, compromis dans une conspiration. La *Mazorca* fit remonter le crime du fils au père; le vieillard fut égorgé. Rosas repousse avec horreur toute idée de complicité dans le meurtre, mais les proscrits argentins en font peser sur lui toute la responsabilité.

Si le général Rosas a trempé dans toutes ces atrocités, il faut le flétrir; nulle raison d'état ne peut justifier de tels actes. Mais ces accusations que nous venons de répéter ici, il n'y a que ses mortels ennemis qui les portent contre Rosas. Ils l'accusent d'avoir organisé lui-même la *Société populaire,* d'appuyer son administration sur une horde de bandits toujours prêts à frapper du poignard les victimes qu'il désigne. Il faut l'avouer, les *Outre-potenciers,* comme les nomment les proscrits argentins, se sont signalés dans ces derniers temps par des actes affreux. Nous craignons de répéter, avec les hommes respectables du pays, que Rosas n'est pas toujours le maître d'arrêter ses féroces amis. Les passions populaires déchaînées par l'invasion du général Lavalle, par les cruautés, vraies ou imaginaires, que les fédéraux, à leur tour, reprochent à l'armée que nous avons appelée *libératrice,* ont détruit toute idée de justice et d'équité dans ce malheureux pays. Au moment de voir tous les liens sociaux se dissoudre, une anarchie épouvantable désoler les provinces argentines, les plus cruelles vengeances s'exercer en semant partout des ruines, les hommes qui aiment encore leur patrie se rallient autour du général Rosas, dont le nom est puissant parmi le peuple, dont la volonté n'est jamais méprisée en vain, qui dispose de l'armée, et qui seul peut encore sauver la république; mais ils repoussent avec indignation la responsabilité de ces horribles forfaits, dont on cherche à souiller et le chef de l'état et eux-mêmes.

Depuis plusieurs années, la France n'apprend plus rien de cet homme

(1) Ce sont les unitaires seuls qui accusent Rosas d'avoir fait égorger son ami; Rosas et tous ses partisans rejettent ce crime sur les unitaires, dont Quiroga était l'ennemi mortel; la famille de Quiroga partage l'opinion du général Rosas.

extraordinaire que par l'organe des proscrits argentins, ses ennemis forcenés. Ils ont caressé l'idée de le mettre au ban de l'humanité et d'appeler, s'il se pouvait, contre lui l'Europe entière. Ils font une peinture hideuse de ses mœurs et de ses plaisirs. Allons au fond des choses : cet homme dont la volonté mène toute la république, qui dispose de ses destinées, qui ne recule devant aucun détail d'administration, qui porte son œil scrutateur dans toutes les branches du gouvernement, après de longues journées d'un pénible travail, souvent même au milieu des nuits données aux affaires de l'état, n'oublie pas assez, dans ses délassemens, son origine un peu sauvage. Il aime encore les jeux dont il s'amusait lorsqu'il était au milieu des gauchos, les faisant monter à cheval sur le dos les uns des autres, jouant avec eux au *cheval fondu*, et se plaisant à cent autres folies d'écolier. Ces plaisirs, ces grossières bouffonneries, on s'applique à les représenter comme des actes barbares ou féroces; on lui fait un crime de permettre à sa fille, doña Manuelita, sur laquelle semblent se concentrer toutes ses affections, de venir quelquefois à cheval sur le dos d'un domestique solliciter en se jouant la grace d'un malheureux. Dans le secret de sa maison, quand il est retiré avec les compagnons de ses farces, il se livre à mille folles inspirations qui répugnent à nos idées d'élégance, mais qui charment ces hommes nourris dans les prairies, au milieu des courses de chevaux, et de mœurs toutes différentes de celles de l'Europe.

Cet homme, qui a fondé sa puissance sur l'affection du peuple, ne croit pas se dégrader lorsqu'il se livre aux jeux que le peuple affectionne. Mais dès qu'il se trouve en face d'un étranger de distinction, de quelque personnage dont il désire conquérir l'estime, le grossier gaucho disparaît; son langage s'épure, sa voix sonore flatte l'oreille, son œil est caressant; son regard attentif et plein d'intelligence captive tout d'abord. Quoiqu'il ne se soit jamais signalé par aucun fait d'armes remarquable, personne ne lui refuse du courage. La vive douleur qu'il fit éclater à la mort de sa femme, la tendresse extrême qu'il marque à sa fille, semblent indiquer que toute sensibilité n'est point éteinte en son cœur. Cette fille si chérie, il la désigne comme la dépositaire de ses hautes pensées et l'héritière de sa fortune; et parce qu'il lui réserve de grandes richesses, on l'accuse de vouloir lui élever un trône.

Comment, si Rosas n'était qu'un barbare, expliquer ce dévouement absolu de ses partisans à sa personne, cette confiance illimitée dans sa parole? Est-il un seul de ses lieutenans qui ait trahi spontanément sa cause? Echague, dans l'Entre-Rios, faisait tête seul à Rivera, à Ferré et à la division navale de la France; si le général Lamadrid, dans le Tucuman, quitta son drapeau, c'est que l'armée et le gouvernement de cet état le mirent dans l'obligation ou de n'être rien ou de renier son ami. Qu'on cite le nombre de ses soldats qui désertèrent à l'ennemi!

Enfin, au mois d'avril 1840, son pouvoir dictatorial expirait, notre blocus durait depuis deux ans, la ville et la campagne souffraient beaucoup; la nation fut convoquée pour élire un nouveau président, eh bien! le choix qui l'appela fut unanime. Et ce ne furent pas seulement quelques députés timorés qui lui

votèrent encore la dictature, mais le peuple entier, consulté nominativement. Faut-il attribuer à la terreur cette voix irrésistible des masses? On peut au fond de son cœur détester le principe qui pousse ainsi le peuple; mais vouloir lui prouver par la violence qu'il se trompe, le civiliser par le sabre, c'est folie aujourd'hui.

§ IX. — NÉGOCIATIONS ET TRAITÉ.

Nous avons successivement exposé la situation des provinces argentines telle que l'ont envisagée nos agens et les unitaires proscrits, et telle qu'elle s'offre à l'observateur impartial; nous avons dit les illusions et les fautes; nous avons essayé de peindre fidèlement l'homme avec lequel l'amiral de Mackau devait combattre ou traiter : nous touchons maintenant à la solution.

L'amiral de Mackau se présenta dans la Plata sur la frégate *la Gloire*. Ce fut à Montevideo qu'il alla mouiller d'abord, le 23 septembre. Montevideo s'élève à l'opposite de Buénos-Ayres, sa rivale par sa position sur la Plata, comme dans ses intérêts les plus chers. Elle aspire hautement à devenir bientôt la tête d'une confédération des provinces situées à l'est du Parana, rejetant sur la rive occidentale de ce fleuve la frontière de la République Argentine. Elle serait ainsi l'entrepôt de tout le commerce de l'Uruguay et d'une grande partie de celui qui remonterait et descendrait le Parana entre Martin-Garcia, le Paraguay, et par-delà les Missions la frontière du Brésil. Sans attacher trop d'importance aux éventualités d'un avenir fort éloigné sans doute, et en tenant compte seulement des faits accomplis sous nos yeux, nous devons dire que Montevideo grandit et s'enrichit de tout ce qui abaisse et appauvrit Buénos-Ayres. Elle a passé par-dessus ses anciennes murailles, et ses maisons couvrent un espace double de celui qu'elles occupaient naguère. Pendant notre blocus, ses richesses et son commerce se sont accrus comme par enchantement; le revenu de ses douanes avait décuplé.

Tout s'émut à l'arrivée de l'amiral de Mackau; toutes les passions intéressées au même but s'unirent. Ce fut une conspiration unanime entre les ministres de l'état oriental, nos agens consulaires, les habitans du pays, les proscrits argentins et nos compatriotes, qui, sur la promesse illusoire d'une guerre d'extermination contre Rosas, s'étaient jetés dans des spéculations aventureuses; il s'agissait d'entraîner l'amiral plénipotentiaire dans la voie où depuis si long-temps on s'était fourvoyé, de l'escamoter, pour ainsi dire, au profit des intérêts de localité, comme on avait fait de l'amiral Leblanc, et plus tard de M. Buchet-Martigny; il fallait le pousser à mettre hors la loi des nations le tyran Rosas, et engager enfin irrévocablement la France dans une interminable guerre.

L'amiral s'établit dans la ville; il voulait éclairer sa conscience et ne se décider qu'avec une connaissance parfaite des hommes et des choses. Sa porte fut ouverte à tout le monde; il écouta toutes les plaintes, toutes les douleurs.

Son ame s'émut sans doute aux pleurs des familles proscrites de Buénos-Ayres; quel cœur ne compatirait aux angoisses de tant de malheureux chassés de leur patrie, dont ils étaient naguère les premiers et les plus opulens citoyens, et qui, leurrés chaque jour de la promesse d'y rentrer triomphans, voient chaque jour cet espoir leur échapper? Tous ces hommes n'avaient qu'un même langage; il suffisait d'une parole de l'amiral, d'un soldat français jeté sur le littoral de Buénos-Ayres, pour renverser le tyran. On ne parlait de Rosas qu'en accolant à son nom des épithètes atroces. On semait sur son compte des anecdotes qui faisaient frémir. Ce n'étaient qu'assassinats, cruautés inouies; on citait de prétendues lettres de Buénos-Ayres pleines de récits horribles sur ce qui s'y passait. On y a organisé le meurtre, disait-on; ni le sexe, ni l'âge ne sont épargnés; c'est parmi les Français surtout que le poignard des scélérats va choisir ses victimes. Traiter avec le monstre serait pour la France un déshonneur contre lequel tous les Français doivent protester.

Cependant, au milieu de ce déchaînement d'opinions exclusives, les hommes le mieux placés pour connaître le pays et juger des évènemens, souriaient à tous ces efforts combinés pour éblouir l'amiral. « On se trompe étrangement, disaient-ils, sur le prétendu état de faiblesse de Rosas; le système suivi jusqu'à présent repose sur une donnée chimérique. Comment donc les hommes d'état de la France peuvent-ils prendre de pareils rêves pour base de leurs résolutions? » L'homme le plus intéressé au résultat, le général Rivera, s'abstint aussi de mêler sa voix à ce concert d'exécrations contre Rosas, soit que sa conscience, troublée par le souvenir de sa duplicité, ne lui permît pas d'espérer qu'il pût nous jouer encore, soit qu'il eût compris que cette fois la France avait envoyé un plénipotentiaire supérieur à toutes les trames dont on cherchait à l'envelopper. Il resta dans son camp de Paysandou. Aux instances qu'on lui fit pour qu'il accourût essayer son influence sur l'amiral de Mackau, il répondit : « Non; le plénipotentiaire arrive avec des instructions de son cabinet, il les suivra; on l'a bien instruit des vrais intérêts de la France, il les soutiendra. L'illusion est passée. »

Vraiment, les affaires de la Plata présentaient un étrange spectacle. L'un criait : *Vive Rosas! meurent les sauvages unitaires!* l'autre : *Vive Lavalle! meure l'infame Rosas!* Et nous, nous envoyés pour cimenter de notre sang la cause de l'humanité et de l'intérêt national, nous allions adopter pour ralliement un de ces cris barbares, et inscrire une de ces féroces devises sur le noble drapeau de notre patrie, car de notre France et de sa cause sainte, il n'était plus question : on était pour Lavalle ou pour Rosas, on n'était plus Français!

L'amiral plénipotentiaire retourna sur ses vaisseaux, et là, se retrouvant sur le sol de la France, il s'inspira des vrais intérêts de son pays. Quel était l'état réel des choses? Nos compatriotes à Buénos-Ayres étaient-ils maltraités? Il ne fut pas peu surpris d'apprendre d'eux-mêmes que, malgré les commotions sociales de la république, jamais ils n'avaient joui d'une plus entière sécurité. Ainsi, tous ces meurtres, tous ces attentats exercés sur la population

française, et dont on racontait des détails affreux, n'étaient que des contes inventés à plaisir!

Où donc était Lavalle? Il avait disparu de la plaine de Buénos-Ayres, et nul ne pouvait dire où il s'était réfugié. D'ailleurs on sait assez ce que nous avions à espérer d'un pareil auxiliaire : Lavalle tremblait devant Rosas. Quant au président Rivera, il ne nous était aussi que trop connu. Il y avait assez long-temps qu'on se jouait de nous. Désormais c'était en nous-mêmes qu'il fallait chercher nos ressources : la France ne devait plus agir que par elle seule et pour elle-même. Fallait-il faire la guerre? Avec quoi? L'amiral n'avait que cinq cents hommes d'infanterie. Rosas, d'ailleurs, protestait de son désir sincère de traiter, affirmant que le caractère des hommes qu'on lui avait envoyés jusqu'alors avait seul entretenu la discorde.

L'amiral penchait pour la guerre; deux sentimens l'y poussaient : le premier reposait sur les sympathies que lui inspiraient les proscrits argentins; le second, sur le désir d'attacher son nom à quelque grand exploit de la marine, et il ne manquait pas autour de lui de gens animés du même esprit. Mais il représentait avant tout la France. Qu'avait la France à gagner par la guerre? Sur un petit mamelon à portée du canon de la ville, vers le nord, est situé l'ancien couvent de la Recoleta, aujourd'hui abandonné; nous pouvions le prendre, presque sans coup férir : il n'était pas plus difficile de nous établir au sud d'une manière analogue. Fallait-il le faire, et de là bombarder Buénos-Ayres sans défense, sans murailles et délaissée par Rosas? Prendre la forteresse qui domine la rade n'était pour nous sans doute que l'affaire d'un coup de main; mais qu'en eussions-nous fait? Les malheureuses expéditions des Anglais nous ont assez révélé l'impuissance de cette position contre la ville; il aurait donc fallu la démanteler. Bloquer la ville par des batteries élevées sur son contour, comme autant de forts détachés, dont les feux croisés eussent balayé tous les passages, n'était pas une chose praticable, car la ville ne s'arrête pas là où finissent ses maisons; elle se prolonge au loin dans la plaine par ses jardins, par ses habitations de plaisance, par ses vergers entourés de murs et de haies. Rosas restait maître absolu de la campagne. Lavalle n'était rien ou avait déserté notre cause. Devions-nous improviser dans la ville un gouvernement qui signât avec nous un simulacre de traité que Rosas eût biffé?

Ainsi, en adoptant la guerre, l'amiral se trouvait dans l'alternative de jouer un rôle ridicule avec les faibles moyens dont il disposait, ou de forcer son pays à lui envoyer dix mille hommes et 20 millions pour n'obtenir rien de plus que par la voie de la paix; car Rosas proposait la paix, et tout prouvait qu'il parlait sincèrement et qu'il était las du blocus; quoique trop faibles pour la conquête, nous étions assez forts pour lui créer de graves embarras.

Le gouvernement de Montevideo prétendit au droit de se faire représenter dans la discussion du traité. Le plénipotentiaire repoussa net cette prétention. La France, il est vrai, s'était laissé escamoter de l'argent par Rivera dans un pacte passé sous des noms supposés, mais jamais elle n'avait engagé sa liberté d'action. Rivera ne réclama point contre cette décision. L'amiral parut devant

Buénos-Ayres le 13 octobre. M. Page, son aide-de-camp, alla en parlementaire proposer d'ouvrir des conférences de paix; mais nous exigions qu'elles eussent lieu à bord de nos navires, au milieu de nos marins, sous le pavillon de la France. Une foule immense attendait le parlementaire au rivage. C'était un jour de fête, l'anniversaire de la chute de Balcarce; toute la ville était pavoisée de drapeaux blancs et rouges. Le peuple suivit l'aide-de-camp en silence; mais tous les trente pas un homme, vêtu d'un *puncho* rouge, coiffé d'un bonnet phrygien de couleur écarlate, criait : *Viva el gobernador Rosas! mueran los infames unitarios!* et le peuple en chœur répétait *viva!* et *muera!* Tout le monde portait les couleurs favorites de Rosas : gilets rouges, cravates rouges, ceintures rouges, larges rubans rouges à la boutonnière; les fleurs ponceau éclataient dans la coiffure des femmes et dans les nœuds de leurs robes.

Les conférences furent acceptées avec une joie véritable. « Enfin, disait-on, la France nous envoie un mandataire qui ne nous insulte pas. » Elles s'ouvrirent le 15 octobre, à bord de la canonnière française *la Boulonnaise,* qui alla s'établir en parlementaire près de la ville. D'un côté figurait, pour la France, le vice-amiral baron de Mackau; de l'autre, pour la République Argentine, le ministre des relations extérieures, don Felipe Arana. Le premier, d'un extérieur plein de noblesse et de dignité, d'une politesse exquise, calme et fier quand il parlait au nom de la France; l'autre, fin et rusé, souple et caressant de manières, à la voix doucereuse, au regard oblique et perçant; en un mot, c'était la plus haute civilisation de l'Europe aux prises avec l'habileté un peu sauvage de l'Amérique espagnole. On put voir là combien cette noblesse des formes, qui s'acquiert au sein des villes d'Europe, est supérieure à la ruse et à la souplesse insinuante de ces peuples nés d'hier. Jamais M. Arana, dont l'esprit est si délié et si pénétrant, ne s'était trouvé face à face avec un homme comme l'amiral de Mackau, toujours maître de lui-même, ne risquant jamais une parole, un geste qui ne fût commandé par l'esprit de sa haute mission. L'homme d'élite de la France domina son rival, qui, lui aussi cependant, était la plus haute expression de la civilisation de son pays.

Chacun des plénipotentiaires présenta ses conditions. Il faut l'avouer : à la lecture du projet de M. Arana, l'amiral eût pu croire fondées les accusations qui représentaient le général Rosas comme un fourbe avec lequel tout arrangement était impossible; on ne nous offrait que les propositions faites au contre-amiral Dupotet, et si cruellement stigmatisées. Toutefois l'habile plénipotentiaire ayant démêlé que le gouvernement de Buénos-Ayres se faisait un point d'honneur national d'établir son droit de discussion, que nos agens jusqu'ici lui avaient en quelque sorte refusé, ne crut pas devoir rompre la conférence; il déclara seulement que toute discussion était impossible, si préalablement « le principe des indemnités dues aux citoyens français n'était solennellement consacré. » Quant au chiffre, depuis long-temps on l'avait abandonné; M. Martigny lui-même avait adopté l'arbitrage. Cette première base obtenue, nous concédâmes l'évacuation simple de l'île de Martin-Garcia.

Il nous importait qu'elle fût prompte, car, si nous avions donné le temps à Rosas et à Rivera de faire leurs préparatifs de guerre, ces deux rivaux auraient pu se disputer cet îlot sous nos yeux : nous laissâmes aux Argentins deux petits navires capturés, afin de ne pas les dépouiller de tout moyen de transport pour leurs troupes. L'amnistie des proscrits était difficile à obtenir, c'est le peuple lui-même qui les a chassés; l'amiral stipula pourtant que la patrie se rouvrirait pour la plupart d'entre eux : ils nous devront de pouvoir rentrer dans leur pays, d'où un arrêt de mort les expulsait depuis dix ans. Nous mîmes de même sous la reconnaissance de la France *la liberté donnée en 1828 à l'état oriental de se constituer en état libre et indépendant, dans la forme qu'il jugera le plus convenable à ses intérêts, à ses nécessités, à ses ressources.* L'amiral obtint enfin le point principal de la négociation, le point qu'avait depuis long-temps abandonné M. Martigny comme impossible à conquérir, et dont M. Thiers lui-même avait hésité à faire une condition absolument indispensable, *le traitement de la nation la plus favorisée pour nos nationaux.* La clause du dernier article n'est point une exclusion, mais une garantie contre tout ce qui pourrait compromettre nos compatriotes dans les affaires du pays, puisque, dans le cas où la ligue amphictyonique long-temps rêvée entre les républiques espagnoles s'établirait, les Français, comme tous les autres Européens et les Américains du Nord, seraient tenus en dehors de l'exercice des facultés électorales, de la nomination aux emplois publics, ainsi que de tout service dans les milices.

Au milieu des conférences, un évènement déplorable vint effrayer les esprits et préoccuper vivement les plénipotentiaires, ainsi que tous les officiers de l'escadre, qui ne purent d'abord en prévoir les conséquences. Un citoyen de Buénos-Ayres, vieillard septuagénaire, vénérable et vénéré de tout le monde, l'ami particulier de M. Arana et l'allié de sa famille, don Juan Pedro Varangot, fut arraché de sa maison pendant la nuit par trois hommes masqués et armés, traîné dans la rue et égorgé. Le lendemain, on trouva son cadavre jeté à la voirie, la tête séparée du tronc. La nouvelle de cet attentat souleva partout un cri d'horreur. A Montevideo, les proscrits argentins publièrent que ce malheureux était Français, et que les assassins étaient des membres de la *Mas-horca* envoyés par le général Rosas. La veuve de la victime écrivit à l'amiral, qui se hâta de lui offrir toutes les consolations qu'un noble cœur peut trouver pour une si grande infortune, et qui mit à sa disposition et nos vaisseaux où elle trouverait un asile digne d'elle, et son crédit pour percer les ténèbres de cette odieuse affaire et en punir les auteurs.

L'amiral ne put apprendre sans une pénible surprise qu'un soupçon de complicité planait sur le général Rosas. Son ame se révolta à l'idée de continuer les négociations entamées avec les représentans du gouvernement argentin, avant qu'il se fût pleinement justifié d'une telle accusation, et qu'on lui eût assuré justice pleine et entière, si le malheureux était Français. Le ministre Arana, atterré lui-même de l'énormité du crime, fournit tout d'abord la preuve authentique que don Juan Varangot n'était pas Français; c'était un

extrait des registres de la paroisse, constatant que don Juan Pedro Varangot était né à Saint-Sébastien dans le Guipuscoa, qu'il était venu dans la Plata comme patron de barque avant la déclaration de l'indépendance, et qu'en 1811 il s'était fait naturaliser Argentin, afin de se marier avec une femme blanche du pays. Mais cette déclaration ne suffisait pas à l'amiral : allait-il apposer sa signature à côté de celle d'un chef d'assassins? Il fallait une explication sur cette redoutable *Société populaire,* sur ces *outre-potenciers,* comme on dit à Montevideo. Ici, nous le sentons, toutes nos paroles sont brûlantes; mais, puisque les aides-de-camp du gouverneur Rosas et les Argentins à la suite du ministre Arana, pressés par les aides-de-camp de l'amiral de Mackau, ont éclaté comme les échos de leur maître injustement accusé, le public français est intéressé à savoir ce qui a percé dans l'escadre de ces révélations qui ont rassuré nos officiers sur le traité qu'on signait.

C'est au milieu des troubles civils que s'est formée la *Société populaire;* elle s'organisa dans les rangs du peuple et soutint Rosas absent; elle s'inspira d'une haine instinctive contre les unitaires (1), et se proposa toujours comme but avoué le maintien du général à la tête des affaires. « La guerre que les unitaires font au général Rosas, disaient à nos officiers les partisans du gouverneur, est odieuse, car ils ne reculent devant aucune calomnie, devant aucun moyen infame, pour le perdre; ils soulèveraient, s'ils le pouvaient, l'univers entier contre lui, et lui feraient refuser jusqu'à la qualité d'homme. Eh bien! à son tour le général prononce au nom du peuple anathème sur les unitaires : entre ces hommes et la masse de la nation argentine, l'antipathie est profonde; qu'ils soient rejetés à jamais du sol de la patrie! S'ils osaient y rentrer, la terre les dévorerait. Le peuple, dans ses vengeances, ne procède pas toujours par la voie de l'équité; cette *Société populaire,* recrutée dans les rangs infimes de la population, se souille quelquefois d'actes criminels. La partie éclairée de la nation en gémit : aucun homme, parmi ceux qui appartiennent aux classes élevées ou respectables, ne fait partie de cette association, tous n'en parlent qu'avec un certain effroi; mais il y aurait danger de mort à exprimer trop hautement sa réprobation, car cette société est puissante dans le peuple, qui partage sa haine patriotique contre les unitaires : malheur à qui oserait provoquer ses chefs, car ils ont de terribles moyens de vengeance!

« Pour ces hommes, une seule autorité reste encore respectable, c'est celle du gouverneur : idole des gens de la campagne, cher au peuple qui l'a vu naître et grandir dans son sein, maître de l'armée qu'il a su habilement s'attacher, on sent qu'en sa main réside le suprême pouvoir, et nul ne s'attaque à cet homme énergique, qui briserait son ennemi. Et c'est le sentiment de cette énergie, de cette force, qui rallie à lui tout ce qu'il y a de citoyens dévoués à leur pays, car lui seul peut encore rétablir l'ordre; il n'y a d'espoir qu'en lui. Il réprouve la cruauté de ces démagogues forcenés qui déshonorent la cause

(1) Le parti des unitaires n'existe plus, mais le nom est resté à tous les ennemis de Rosas.

du peuple; mais, en ce moment où il n'a pas assez de toutes ses forces pour lutter contre la France et la coalition que les unitaires ont soulevée contre lui, il est souvent obligé de fermer les yeux : cette *Société populaire* est une bête féroce qu'il caresse parce qu'il ne peut encore l'étouffer. »

« On vous a trompés, ajoutaient-ils, quand on vous a fait associer les armes de la France à la cause des exilés argentins; ces hommes ne sont pas seulement proscrits par l'autorité, ils sont les réprouvés de la nation. — Eh bien! qu'eussiez-vous obtenu par la guerre? Buénos-Ayres était à vous, nous vous l'abandonnions, car la valeur française nous est connue; nous savions que nous étions impuissans contre vos moyens d'attaque, le général avait déjà quitté la ville; à moins de délire, vous ne vous seriez pas aventurés dans nos plaines. Quant à Lavalle, nous rougirions de mettre son nom à côté de celui de la France (et un geste de mépris accompagnait ces mots). La paix est, en cette occasion, un acte d'humanité aussi bien que de politique; le général Rosas en a besoin pour mettre un frein aux fureurs populaires; désormais le commerce emploiera ces hommes qui ne songent aujourd'hui qu'à troubler le repos public. Pour donner un démenti formel aux calomnies dont on essaie de le flétrir, le général Rosas, quand il aura rétabli l'action des lois, se constituera lui-même l'ambassadeur de son propre gouvernement, et ira en France signer avec votre roi un traité d'amitié, de commerce et de navigation entre votre pays et le nôtre. »

Que répondre à ce langage, à ces désaveux formels de toute solidarité avec la société si cruellement stigmatisée sous le nom d'*Outre-Potence?* Il ne restait plus qu'à déplorer les maux que les révolutions et la guerre civile ont appelés sur ce malheureux pays. C'est au gouvernement de faire connaître les paroles de M. Arana, les promesses par lesquelles notre plénipotentiaire, pleinement rassuré, n'hésita plus à signer la convention de paix. Pendant tout le cours des négociations, rien n'avait transpiré : l'amiral et sa suite répugnaient à cette politique des rues si long-temps suivie, et dont nous avons décrit les déplorables résultats. A la nouvelle du traité, il y eut à Montevideo un déchaînement des plus ignobles passions; les agens consulaires, dont cet acte condamnait toute la conduite, les accapareurs, les gens qui pendant le blocus s'étaient enrichis des dépouilles de Buénos-Ayres, tous les intérêts sordides s'unirent pour protester contre le traité, avant même d'en connaître la teneur; les proscrits argentins poussèrent des cris de délire (1). Tous ces sentimens

(1) Quelques journaux se sont constitués les échos de la presse que les proscrits argentins dirigent à Montevideo : ils donnent cours aux bruits les plus absurdes sur les derniers évènemens de la Plata. Qu'on le sache bien : les exilés argentins à Montevideo sont, à l'égard de Buénos-Ayres, exactement ce qu'étaient à Coblentz ou ailleurs les émigrés français à l'égard de la France républicaine et de la France impériale. Ils s'efforcent de représenter comme une monstruosité sociale l'état actuel du pays qui les repousse de son sein. Ils exploitent avec un art infini l'ignorance où nous sommes généralement en France de ces contrées lointaines, pour accréditer parmi nous des fables atroces et ridicules. Lettres forgées, faits supposés, fausses

mauvais se résumèrent dans une protestation à la chambre des députés, pièce étrange dont nous rougissons pour nos compatriotes, à cause du motif qui l'a dictée. Le gouvernement de Montevideo envoya officiellement des commissaires à l'amiral pour désavouer toute participation de sa part à cet acte inqualifiable, que les Français de Buénos-Ayres désapprouvèrent aussi en votant au plénipotentiaire une adresse de remerciemens.

Nous ne peindrons pas la joie et les acclamations par lesquelles l'amiral fut accueilli à Buénos-Ayres. Il y resta dix-sept jours, rassurant les esprits, consolidant son œuvre, protégeant tous les intérêts et toutes les infortunes. Sa parole était toute-puissante auprès du général Rosas, et il lui apprit à se montrer clément envers ses ennemis; à sa demande, près de sept cents détenus politiques furent mis en liberté. A l'heure où nous écrivons, Buénos-Ayres n'est plus cette morne cité que trois ans d'un régime de sombre terreur avaient désolée. La vie lui est revenue avec le commerce; les fêtes si long-temps sus-

pièces officielles, tout est mis en usage pour soulever notre indignation contre la majorité populaire qui leur ferme les portes de leur pays. Telle est l'exaltation des esprits, que nous avons entre les mains une collection d'actes prétendus officiels, et que le gouvernement a déclarés mensongers. Malheureusement il se trouve à Paris même des hommes intéressés à progager ces erreurs, car nos sympathies pour les proscrits de Buénos-Ayres ne se sont pas bornées à de simples vœux. Nous avons jeté l'argent à pleines mains : le chiffre seul des dépenses secrètes de notre agent s'élève à 2,700,000 fr.; et si l'on savait quels hommes cet or a pensionnés! La folie de ce gaspillage a mérité dans le pays à l'argent de la France le nom d'*argent niais*. Si nous ajoutons à cette somme les armes, les munitions, les vivres, gratuitement donnés à la prétendue armée libératrice, et les frais de nos expéditions dans la Plata, nous serons forcés d'avouer que nous avons dépensé follement près de 14 millions à soutenir une rêverie. L'amiral de Mackau a rendu un grand service à la France en mettant fin à une duperie si long-temps prolongée. Les proscrits argentins, les contrebandiers, les *loups-cerviers* qui achetaient nos prises au quart de leur valeur, les fournisseurs qui réalisaient de gros bénéfices, effrayés de voir tout à coup se tarir pour eux les sources de notre budget, se sont ligués contre l'amiral de Mackau; il ne faut pas s'en étonner: sur le point de quitter Cherbourg, l'amiral Baudin avait prédit à son gouvernement cette opposition des intérêts privés. C'est toujours sur l'ignorance publique qu'ils spéculent. Leur plan de campagne convenu est de représenter le traité comme nul, parce que quelques provinces du nord (le Tucuman, toujours si jaloux de son indépendance absolue, Santiago et Salta, où son influence domine; enfin l'insignifiant état de la Rioja, qui n'a que 14,000 habitans), avec lesquelles nous n'avons ni ne pouvons avoir aucuns rapports directs, protestent contre Rosas. Faut-il répéter que jamais la confédération n'a réellement embrassé les treize provinces argentines? Autant vaudrait dire que les traités faits par la France pendant le soulèvement de la Vendée sont frappés de nullité. Nous espérons que la chambre des députés ne croira pas que, déserté par les cinq ou six mille marins que nous avions dans la Plata, l'honneur national se soit vu réduit à chercher un refuge chez la classe d'hommes qui prétendent représenter le nom français à Montevideo.

pendues ont recommencé; elle a retrouvé ses chants de joie; on n'y entend plus parler de ces attentats dont l'épouvante est arrivée jusqu'en Europe. Buénos-Ayres reste ce qu'elle était, la capitale des provinces de la confédération argentine. L'homme qui préside à ses destinées peut aujourd'hui disposer de ses forces pour calmer les agitations intestines : il était puissant au moment de la déclaration du blocus, il est puissant encore au milieu de son peuple; trois années de guerre ne l'ont point ébranlé.

Le tableau que nous venons de tracer des affaires de Buénos-Ayres, provoque sans doute de pénibles réflexions. C'est un spectacle douloureux de voir un gouvernement comme celui de la France, trompé par ses propres agens, se lancer, sur de faux renseignemens, dans une guerre de trois années à deux mille lieues de distance, et, désertant ses principes conservateurs, aller, sur la foi d'un simple consul, allumer la guerre civile, la soudoyer de son or, lui donner ses armes, la couvrir de son drapeau, sans être certain d'avance des sympathies nationales; puis, comme pour s'étourdir sur la responsabilité du sang versé au milieu d'assassinats politiques, de vengeances de partis, dont il est peut-être la première cause, accréditer contre son ennemi des fables atroces, afin de rendre l'opinion publique elle-même complice de ses erreurs. Si c'était un fait isolé, inoui, sans probabilité de retour, nous n'insisterions pas; le mieux serait de couvrir d'un voile les fautes commises Mais il n'y a pas de raison pour que, d'un bout du monde à l'autre, nous ne voyions se reproduire à chaque instant de semblables querelles, aussi légèrement engagées et plus légèrement conduites encore ; car, nous n'hésitons pas à le déclarer, la cause du mal réside dans la composition même du corps consulaire et dans ses attributions. S'il est une prière que nous croyons devoir adresser à notre gouvernement, c'est de se montrer sévère dans le choix des hommes qu'il envoie comme ses représentans à l'étranger : il faut que nos agens consulaires soient vraiment des hommes de consistance et d'autorité, pour maintenir la dignité de notre pays parmi l'espèce d'hommes qui émigrent pour aller chercher fortune sur des terres lointaines. Qu'on rappelle à nos consuls qu'ils sont avant tout des agens commerciaux. C'est une chose désolante de voir le nom de la France exposé toujours à couvrir des passions personnelles ou de folles rêveries. En cherchant à présenter notre démêlé avec la République Argentine sous son point de vue réel, nous ne nous sommes pas dissimulé combien il était difficile de faire revenir l'opinion publique d'une erreur adoptée depuis trois ans, et si fatale dans ses résultats. Nous craignons bien que cette leçon de l'expérience ne soit perdue pour l'avenir; cependant nous avons cru qu'il était de notre devoir d'en consigner ici le souvenir.

Un Officier de la flotte.

HUIT MOIS AU MINISTÈRE

DE

L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Le ministère du 1er mars s'est retiré sur la question d'Orient. La conduite qu'il voulait suivre en cette circonstance difficile peut être diversement jugée; mais si nous ne sommes pas arrivés aux plus mauvais jours du bas-empire, qui pourra le blâmer d'avoir relevé la marine et l'armée, d'avoir porté l'une et l'autre au grand pied de paix qui convient à un pays placé dans notre situation géographique et politique, et, à défaut du rempart de l'Océan, d'avoir mis du moins sur le cœur de la France la cuirasse impénétrable des fortifications de Paris?

Oui, j'ai concouru, et de grand cœur, à ces mesures, et, quoi qu'il arrive, je m'honorerai toujours d'y voir mon nom attaché pour sa faible part. Mais dans le cabinet du 1er mars j'avais encore un rôle spécial où ma responsabilité personnelle est surtout engagée; ce sont surtout mes actes comme ministre de l'instruction publique et grand-

maître de l'Université, qui m'appartiennent. Dans la retraite, où pour long-temps je suis renfermé, et dans les loisirs qu'elle me fait, j'ai voulu recueillir ces actes et les présenter dans leur ensemble au jugement de tous ceux qui, en France et en Europe, s'intéressent à la grande affaire de l'éducation publique.

Je suis arrivé au ministère après une longue étude des matières d'éducation, avec des desseins bien connus et exposés dans mes deux ouvrages sur l'instruction publique en Allemagne et en Hollande. Voici ce que je disais dans l'avant-propos de la troisième édition (1) de mon rapport sur l'instruction publique en Allemagne, édition qui paraissait en même temps que j'entrais dans les conseils de la couronne : « Puisqu'en ce moment la confiance du roi m'appelle à la tête du ministère de l'instruction publique, je n'ai point à imaginer des théories nouvelles, je n'ai qu'à pratiquer celles que j'ai moi-même proposées et dans cet écrit et dans mon ouvrage sur la Hollande (2), qui sert de complément à celui-ci. L'Université de France, telle qu'elle est sortie de l'esprit de son fondateur, forme un système simple et puissant qu'il faut défendre contre les attaques de la passion et de l'ignorance, en le développant sans le déformer, en l'enrichissant d'un certain nombre d'institutions empruntées à l'expérience générale et que nous pouvons perfectionner encore en les transportant parmi nous. Ce que j'ai dit, je le ferai; ce que j'ai conseillé, je l'exécuterai moi-même; et j'espère que je n'oublierai jamais que je ne suis pas arrivé au poste où le roi m'a appelé pour ma satisfaction personnelle, mais pour le progrès de la plus grande cause du XIXe siècle, celle de l'instruction publique. »

Ai-je rempli ces engagemens publiquement contractés? Ne suis-je pas resté trop au-dessous de la confiance du roi et de celle de mes collègues? Le recueil de mes actes répondra pour moi.

J'avouerai d'abord que, comme ministre, j'ai très peu fait pour l'instruction primaire.

L'éducation du peuple était le premier devoir de la révolution de juillet. Dans les premières années de cette révolution, tous mes efforts comme conseiller de l'Université, comme écrivain, comme pair de France, ont été tournés de ce côté. C'est pour préparer une bonne loi sur cette matière que j'allai étudier l'organisation et l'état

(1) *De l'Instruction publique dans quelques pays de l'Allemagne et particulièrement en Prusse*, troisième édition, 2 vol. in-8°, chez Pitois-Levrault, 1840.

(2) *De l'Instruction publique en Hollande*, 1 vol. in-8°, chez Pitois-Levrault; Paris, 1837.

de l'instruction primaire en Allemagne et particulièrement en Prusse, où cette partie de l'instruction publique est si florissante. Je crois pouvoir dire que mes travaux n'ont pas été inutiles à la loi de 1833; j'ai été le rapporteur de cette loi à la chambre des pairs, et je n'ai cessé de concourir activement à son exécution et à son développement. La loi de 1833 peut avoir quelques défauts de détail; mais elle a le mérite de former un système un et complet, dont toutes les parties se soutiennent les unes les autres; elle a de plus un caractère essentiellement pratique. Aussi a-t-elle fait un bien immense; ce bien continue chaque jour; il faut le laisser se répandre et s'accroître sans le troubler par des innovations prématurées. Remuer sans cesse une législation quand elle est bonne généralement, c'est en diminuer l'autorité, c'est lui enlever le respect dont elle a besoin, car le respect ne s'attache qu'aux choses qui durent. En Hollande, la loi de 1806 est encore intacte; en Prusse, la loi de 1819 n'a pas même été perfectionnée; laissons donc notre loi de 1833 s'enraciner dans le sol et porter tous les fruits dont elle contient le germe.

Cette loi a établi des commissions d'examen en possession exclusive de conférer les brevets de capacité pour les écoles publiques et privées : fortifions sans cesse ces commissions, entretenons leur zèle, inspirons-leur une juste sévérité; car, si elles se relâchent, si, par une indulgence mal entendue, elles deviennent trop faciles et accordent légèrement le brevet de maître d'école, c'en est fait de toute l'instruction primaire qui repose en dernière analyse sur l'excellence des instituteurs.

Pour assurer au pays de bons instituteurs et des candidats qui puissent se présenter honorablement à de sérieux examens, la loi de 1833 a fondé les écoles normales primaires, institutions à la fois bienfaisantes et périlleuses, qui peuvent faire ou beaucoup de bien ou beaucoup de mal, dignes des bénédictions de tous les vrais amis du peuple, si elles forment des maîtres d'école d'une instruction bornée, mais solide, modestes, patiens, attachés à leur humble et sainte profession. Ayons les yeux toujours ouverts sur les écoles normales primaires. C'est là qu'est particulièrement nécessaire une administration ferme et vigilante.

Le ressort le plus puissant peut-être de l'instruction primaire est l'inspection, celle surtout qui se fait au nom de l'état, par les inspecteurs primaires. Moins ces fonctionnaires seront chargés de soins étrangers à leur mission, plus on pourra exiger d'eux qu'ils la remplissent exactement. J'ai tout fait pour les délivrer du travail ingrat

de tant et tant d'écritures sous lesquelles ils succombent, et qui les transforment en hommes de bureaux au lieu d'être des hommes d'intelligence et d'action. J'ai plusieurs fois écrit à M. le ministre des finances pour qu'il voulût bien transporter à ses agens le soin des écritures relatives à la participation des instituteurs aux caisses d'épargne. Je souhaite vivement que la négociation entreprise à ce sujet réussisse. Je me suis surtout opposé, à la chambre des pairs et devant une commission de la chambre des députés, à ce qu'on employât nos inspecteurs primaires à la surveillance de la loi faite ou à faire sur le travail des enfans dans les manufactures. Il faut arriver à avoir un inspecteur primaire par arrondissement, et que dans cet arrondissement l'inspecteur soit l'ame de l'éducation du peuple à tous ses degrés, qu'il connaisse personnellement tous les instituteurs, au moins tous les instituteurs publics, qu'il soit leur conseiller assidu, en quelque sorte leur directeur spirituel et aussi leur intermédiaire bienveillant auprès des autorités locales et du recteur de l'Académie, et pour cela il faut, comme en Prusse et en Hollande, que ce soit un homme ayant déjà par lui-même, soit par sa fortune, soit par des fonctions antérieures honorablement remplies, de la considération et une certaine autorité; surtout il faut qu'il soit libre de tout autre soin et qu'il puisse se donner corps et ame à l'éducation du peuple.

Les instituteurs réclament contre la modicité de leur traitement fixe et la presque nullité de leur traitement éventuel. Ai-je besoin de répéter ici ce que j'ai dit si souvent, que l'instituteur doit être content de sa profession pour la bien exercer; que cette profession ne peut attirer à elle, comme dans les deux pays si souvent cités, des hommes honorables qu'autant qu'elle pourvoira aux nécessités de la vie. Il faut donc améliorer la condition des instituteurs, mais comment et dans quelle mesure? Je n'hésite point à dire qu'il ne faut pas songer d'ici à long-temps à élever le traitement fixe. Ce serait accabler les communes déjà chargées de tant de dépenses obligatoires. Selon moi, il suffit d'abord de rendre le traitement éventuel, la rétribution scolaire réelle et effective. La loi donne ici aux conseils municipaux un double pouvoir : 1° déterminer chaque année le taux de la rétribution scolaire; 2° établir une liste d'enfans dont les familles, à titre d'indigence, sont exemptées de cette rétribution. Sur quoi il arrive qu'un très grand nombre de conseils municipaux abaissent beaucoup trop la rétribution et prodiguent les exemptions, ce qui annule à peu près le traitement éventuel et ruine le maître d'école. Le moment est venu de porter remède à ce mal. Tous les institu-

teurs demandent, et je demande avec eux, que les arrêtés des conseils municipaux sur les deux points mentionnés soient soumis à l'approbation des sous-préfets et des préfets qui puissent prendre en main les intérêts des maîtres d'école. Une modification à l'article XIV de la loi de 1833 pourrait donc être présentée aux chambres; elle suffirait aux seuls besoins pressans que l'expérience indique, et rendrait la condition des instituteurs publics au moins supportable; car enfin il n'y aurait pas une commune rurale en France, où le maître d'école n'eût, au nom de la loi, un logement convenable dans la maison même de l'école, ordinairement avec un petit jardin, un traitement fixe de deux cents francs par an, un petit traitement éventuel sur lequel il pourrait compter, indépendamment de ce qu'il peut gagner encore à l'aide des divers services qu'il rend à la commune. Ce n'est pas là, dans un village, une très mauvaise condition; et dans les villes, on sait que la rétribution scolaire est fructueuse, et que presque toujours le conseil municipal accorde à l'instituteur public un traitement supplémentaire, double ou triple du traitement fixe.

J'avoue donc que je n'avais en vue aucune autre modification législative en fait d'instruction primaire. Quand on possède une bonne loi, d'excellentes ordonnances, d'excellens règlemens généraux, que reste-t-il à faire, sinon de les exécuter et d'administrer? L'impulsion a été une fois donnée et bien donnée, il ne s'agit plus que de la continuer.

Le seul point dans l'instruction primaire où j'aie voulu mettre particulièrement la main, où j'aurais ardemment désiré réussir, mais où le succès n'est promis qu'à une action persévérante et infatigable poursuivie pendant plusieurs années, ce sont les écoles primaires supérieures.

Les écoles primaires supérieures forment la partie la plus nouvelle de la loi de 1833. Je n'avais pas été le dernier à réclamer une instruction intermédiaire entre les écoles élémentaires, telles qu'elles étaient sous la restauration, et nos colléges.

« En France, disais-je en 1831, au ministre de l'instruction publique, dans mon rapport sur la Prusse (1); en France, l'instruction primaire est bien peu de chose: et entre cette instruction et celle de nos colléges, il n'y a rien; d'où il suit que tout père de famille, même dans la partie inférieure de la bourgeoisie, qui a l'honorable désir de donner à ses enfans une éducation convenable, ne peut le faire qu'en

(1) Tome 1, page 306.

les envoyant au collége. Il en résulte deux graves inconvéniens. En général, ces jeunes gens, qui ne se sentent point destinés à une carrière élevée, font assez négligemment leurs études; et quand, après des succès médiocres, ils rentrent vers dix-huit ans dans la profession et les habitudes de leur famille, comme rien dans leur vie ordinaire ne leur rappelle et n'entretient leurs études passées, quelques années ont bientôt effacé le peu de savoir classique qu'ils avaient acquis. Souvent aussi, ces jeunes gens contractent au collége des relations et des goûts qui leur rendent difficile ou presque impossible de rentrer dans l'humble carrière de leurs pères : de là une race d'hommes inquiets, mécontens de leur position, des autres et d'eux-mêmes, ennemis d'un ordre social où ils ne se sentent point à leur place, et prêts à se jeter avec quelques connaissances, avec un talent plus ou moins réel et une ambition effénée, dans toutes les voies ou de la servilité ou de la révolte. . . . . Assurément nos colléges doivent rester ouverts à quiconque peut en acquitter les charges; mais il ne faut pas y appeler indiscrètement les classes inférieures, et c'est le faire que de ne point élever des établissemens intermédiaires entre les écoles primaires et nos colléges. L'Allemagne et la Prusse en particulier sont riches en établissemens de ce genre. J'en ai signalé et décrit plusieurs en détail à Francfort, à Weimar, à Leipzig, et la loi prussienne de 1819 les consacre. Vous voyez que je veux parler des écoles bourgeoises (*Bürgerschulen*), nom qu'il est peut-être impossible de transporter en France, mais qui est en lui-même exact et vrai par opposition aux écoles savantes (*Gelehrteschulen*), appelées en Allemagne gymnases et parmi nous colléges. . . . . L'école élémentaire doit être une, car elle représente et elle est destinée à nourrir et à fortifier l'unité nationale, et, en général, il n'est pas bon que la limite fixée par la loi pour l'enseignement de l'école élémentaire soit dépassée; mais il n'en est point ainsi pour une école bourgeoise, car celle-ci est destinée à une classe toute différente; il est donc naturel qu'elle puisse s'élever en proportion de l'importance des villes pour lesquelles elle est faite. Aussi l'école bourgeoise a-t-elle en Prusse des degrés bien différens, depuis le minimum fixé par la loi, jusqu'au degré où elle se lie au gymnase proprement dit. . . . . Les écoles bourgeoises allemandes, un peu inférieures à nos colléges communaux pour les études classiques et scientifiques, sont incomparablement supérieures à la plupart pour l'enseignement de la religion, de la géographie, de l'histoire, des langues modernes, de la musique, du dessin et de la littérature nationale. Selon moi, il est de

la plus haute importance de créer en France, sous un nom ou sous un autre, des écoles bourgeoises dont le développement soit très varié, et de réformer dans ce sens un certain nombre de nos colléges communaux. Je regarde ceci, monsieur le ministre, comme une affaire d'état. . . . . En Prusse, les noms d'école élémentaire et d'école bourgeoise, comme représentant le plus faible et le plus haut degré de l'instruction primaire, sont populaires; celui d'école intermédiaire (*mittelschule*) est aussi employé dans quelques parties de l'Allemagne. Voyez, monsieur le ministre, si ce nom ne pourrait pas être adopté parmi nous.... »

On voit quelle importance j'attachais dès 1831 à la fondation d'une instruction intermédiaire entre les écoles populaires proprement dites et nos colléges, et j'insistai vivement pour que cette instruction intermédiaire fût établie dans la loi sous le nom même qui lui appartient, qui l'explique à tous les esprits, et pouvait plaire à la vanité des familles en substituant à nos colléges des établissemens d'un ordre distingué, et qu'il était impossible de confondre avec les écoles élémentaires. Mais tout le monde ne fut pas de cet avis, et je dois remercier publiquement M. Guizot d'avoir eu le courage de déposer au moins dans la loi un germe que le temps et des soins habiles peuvent développer. Ce fut là la tâche que je me donnai à moi-même relativement à l'instruction primaire. Pour faire apprécier le bienfait de la nouvelle institution, je me proposai de former un certain nombre d'établissemens modèles de ce genre dans les dix villes du royaume qui paraissaient s'y prêter le mieux, Paris, Lyon, Bordeaux, Rouen, Marseille, Strasbourg, Nantes, Caen, Orléans et Lille. Je m'efforçai d'imprimer à cette partie du service une impulsion sérieuse qui, je n'en doute pas, aurait surmonté tous les obstacles, si sur ces entrefaites n'était arrivé le renouvellement des administrations municipales, qui me força d'ajourner mes instances auprès des villes, et dans cet intervalle notre ministère avait cessé d'être. Du moins ma correspondance contient-elle des directions qui pourraient être suivies avec succès : 1° point de gratuité, sauf un certain nombre de bourses données par les villes, conformément à la loi, à des enfans de familles pauvres, qui dans l'école élémentaire auraient montré une capacité particulière; une rétribution scolaire modérée, mais fort au-dessus de celle de l'école élémentaire; par conséquent, distinction bien tranchée de l'école intermédiaire d'avec l'école élémentaire, et en même temps moins de sacrifices imposés aux villes; 2° autoriser les écoles renfermées sous ce titre général d'instruction primaire supé-

rieure à prendre le nom d'écoles intermédiaires, comme les établissemens compris sous le titre général d'instruction secondaire sont appelés colléges; accorder un assez libre développement à ces écoles selon les besoins et les ressources des localités, comme le dit la loi elle-même, afin qu'elles s'élèvent au-dessus des écoles élémentaires et prennent le rang spécial qui leur appartient; tout en leur maintenant le caractère d'instruction générale propre à tous les citoyens, quelle que soit plus tard leur vocation, admettre déjà dans ces écoles quelques annexes professionnels, industriels, commerciaux, ce qui les sépare plus fortement encore et de l'école élémentaire et du collége; 3° en général, fixer à trois ans l'étendue du cours, et s'appliquer à bien graduer l'enseignement de ces trois années; n'admettre dans la première année que d'après un examen constatant que l'élève possède à peu près l'instruction primaire élémentaire; établir des examens et des prix entre le passage d'une année à l'autre; donner quelque solennité à ces distributions de prix; enfin employer le plus possible pour l'enseignement les professeurs ou régens des colléges royaux ou communaux, avec une indemnité convenable pour traitement, ce qui est à la fois un moyen d'économie pour la ville et un élément de dignité pour l'école.

Je visitai moi-même l'école primaire supérieure de Paris, rue Neuve-Saint-Laurent, dans le 6e arrondissement, et un examen attentif me convainquit qu'elle pouvait servir de modèle à tous les établissemens de cette sorte; j'en envoyai le prospectus, modifié dans un sens un peu plus universitaire, à toutes les académies du royaume; je réclamai avec force auprès de la ville de Paris une école semblable pour chaque arrondissement, et j'obtins l'assurance que bientôt on esaierait d'en établir une dans le 11e arrondissement. Avec l'école de Paris, celle de Caen, autant que j'en puis juger par le rapport du digne recteur de cette académie, peut être proposée en exemple à toutes les villes du royaume.

Telle était l'œuvre à laquelle je m'étais attaché dans l'instruction primaire. Puisse un autre l'accomplir, et la France un jour posséder réellement une institution qui a fait tant de bien en Allemagne et en Hollande!

Mais je me hâte d'arriver à l'objet principal de mes efforts, le perfectionnement de l'instruction secondaire et de l'instruction supérieure. Il ne s'agit plus ici de projets commencés et inachevés, mais de travaux conduits à leur fin.

Dans l'instruction secondaire, un but a sans cesse été devant mes

yeux, la loi promise par la charte, et si ardemment réclamée, sur la liberté de l'enseignement.

Je l'avais annoncée pour la prochaine session à la chambre des pairs et à la chambre des députés. J'ai tenu ma parole en ce qui dépendait de moi. Je laisse une loi toute faite; on la trouvera dans ce recueil, avec l'indication des différences qui la séparent du projet présenté en 1837 par M. Guizot.

Le caractère commun de ces deux projets est le respect et le maintien du système entier de nos établissemens publics d'instruction secondaire. Sans doute on peut, on doit, sur plus d'un point, modifier et perfectionner ce système; mais tout cela peut se faire par voie d'ordonnance royale ou d'arrêté du conseil ou du ministre. Une loi n'est réclamée, n'est indispensable qu'en ce qui concerne les établissemens privés. Là, en effet, il s'agit d'un changement radical à apporter dans la législation existante des deux grands décrets de 1808 et de 1811, et ce changement ne peut avoir lieu que par une loi.

Voici quelle est aujourd'hui la condition légale des établissemens particuliers d'instruction secondaire :

1° Indépendamment des garanties morales et littéraires, exigées de quiconque veut établir une école secondaire privée, une autorisation spéciale du ministre accordée en conseil royal est nécessaire; cette autorisation doit être renouvelée quand le chef de l'établissement veut le transporter d'un lieu à un autre, et elle peut être retirée après une enquête administrative et par une décision du conseil et du ministre, sans aucune intervention de la justice ordinaire du pays. Il est reconnu qu'un tel état de choses ne peut subsister, que l'autorisation préalable doit être supprimée, qu'un jugement de la justice ordinaire du pays est nécessaire pour fermer un établissement existant, et que l'état, tuteur né de l'éducation de la jeunesse, doit être satisfait des garanties littéraires et morales préalablement exigées, du droit permanent d'inspection, et de celui de déférer aux tribunaux tout chef d'établissement suspect. Telles sont les dispositions de la loi de 1833 sur les écoles primaires privées; elles ont paru s'appliquer convenablement aux établissemens particuliers d'instruction secondaire.

2° D'après les deux décrets précités, tout établissement particulier doit conduire ses élèves au collége royal ou communal auprès duquel il se trouve; et à cette condition seule, ces élèves peuvent se présenter au baccalauréat ès-lettres, qui est l'entrée de toutes les carrières libérales. Tous les jeunes gens sont donc obligés de fréquenter les

écoles de l'état; il n'y a d'exception qu'en faveur des droits de la puissance paternelle : un certificat d'études domestiques faites dans la maison même du père de famille est seul admis en remplacement du certificat d'études faites au collége. Il est encore reconnu aujourd'hui que les droits de la puissance paternelle sont plus étendus, et qu'un père de famille doit pouvoir faire étudier ses enfans dans tout établissement privé, légalement autorisé, qui jouit de sa confiance, sans que ces enfans soient tenus de suivre le collége, et que par conséquent toutes les écoles privées sont aptes à préparer à l'examen du baccalauréat ès-lettres.

Cet examen, avec les garanties morales et littéraires, le droit d'inspection, et celui de déférer aux tribunaux, est la dernière ressource de la société, son dernier rempart, mais aussi un rempart invincible contre les établissemens privés qui ne répondraient pas à leur mission. Ils sont perdus, si les élèves qui en sortent, se présentant à l'examen du baccalauréat ès-lettres, n'y réussissent pas.

Là-dessus tout le monde est à peu près d'accord. Mais voici où commencent les difficultés. Les écoles secondaires privées sont de deux sortes, suivant la législation impériale, à savoir, les écoles laïques et les écoles ecclésiastiques. D'après la législation impériale, ces deux sortes d'écoles étaient sous le même régime; mais en 1814 une ordonnance royale, en opposition aux décrets de 1809 et de 1811, fit des écoles secondaires ecclésiastiques, auxquelles jusqu'alors s'appliquait le régime commun des écoles privées, des établissemens spéciaux qui successivement obtinrent des priviléges, et furent soumis à des conditions extraordinaires. Aux termes de la dernière ordonnance sur cette matière, la célèbre ordonnance de 1828, les écoles secondaires ecclésiastiques ou petits séminaires conservent le privilége inoui de n'être assujétis ni aux garanties littéraires et morales exigées de tout chef d'établissement secondaire privé, ni même à l'inspection de l'état, et en même temps ils ne peuvent recevoir d'externes, ni préparer directement au baccalauréat ès-lettres, sur cette hypothèse que ces établissemens sont principalement chargés de préparer des sujets pour les grands séminaires par une éducation appropriée. Ajoutez que les petits séminaires sont aussi exemptés de l'impôt appelé taxe universitaire. Cependant les petits séminaires se plaignent des entraves qui leur sont imposées; les autres établissemens privés se plaignent des priviléges accordés aux petits séminaires, priviléges qui rompent l'égalité et empêchent toute concurrence. Personne n'est content, tout le monde réclame.

J'ai pensé que le seul remède était ici le retour à l'ancienne législation impériale, le rétablissement du régime commun pour toutes les écoles secondaires privées. Dans l'instruction primaire, la loi ne distingue pas les écoles tenues par des laïques et celles qui sont dirigées par des ecclésiastiques, par exemple, les Frères de la doctrine chrétienne; pourquoi n'en serait-il pas de même dans l'instruction secondaire? Mêmes charges, et mêmes garanties : telle est la législation que je voulais établir, avec les tempéramens convenables. Ainsi, pour les ecclésiastiques, les certificats de moralité pourraient être conférés par les supérieurs dans l'ordre ecclésiastique; et en supposant que l'on conservât l'impôt universitaire, des remises de cet impôt auraient pu être accordées et réparties par le ministre de l'instruction publique sur la proposition des évêques, d'après le nombre moyen des jeunes gens qui entrent chaque année dans les séminaires, afin que les écoles secondaires ecclésiastiques pussent continuer de servir au recrutement du clergé.

C'était ainsi que j'aurais voulu fonder dans l'instruction secondaire, comme nous l'avions fait en 1833 dans l'instruction primaire, la liberté commune de l'enseignement avec de communes garanties. J'étais parvenu à gagner à ce projet les membres les plus influens de l'une et de l'autre chambre. M. le comte de Tascher, dans plusieurs rapports sur des pétitions relatives à la liberté d'enseignement, avait présenté, d'accord avec moi, les mêmes vues qui avaient obtenu les suffrages à peu près unanimes de la chambre des pairs. J'avais consulté plusieurs ecclésiastiques éminens qui ont adhéré à ce projet, et monseigneur l'archevêque actuel de Paris en avait approuvé l'esprit et même les principales dispositions, dans une conversation que j'eus l'honneur d'avoir avec lui sur ce grave sujet. Je ne crois pas céder à une illusion flatteuse envers moi-même en me nourrissant de l'espoir que ces pensées conciliatrices qui étendaient les droits de l'état en augmentant la liberté de tous, eussent obtenu l'assentiment général et résolu d'une manière satisfaisante le problème compliqué de la légitime liberté de l'enseignement.

Mais il ne faut pas se le dissimuler, l'établissement de la liberté d'enseignement est une innovation grave pour l'Université et pour la société toute entière. J'ose dire que pendant les huit mois de mon ministère, je n'ai pas passé un seul jour, une seule heure, sans préparer l'Université à cette crise redoutable et sans prendre toutes les mesures qui pouvaient mettre les écoles publiques en état de soutenir la concurrence avec les écoles privées.

Deux sortes de mesures sont ici nécessaires : 1° augmentation du nombre des colléges royaux ; 2° perfectionnement de leur système d'études.

Quant au premier point, en 1837, la chambre des députés avait voté le principe d'un collége royal par département; j'avais moi-même rappelé ce principe à la chambre; j'avais déclaré à la commission du budget, avec son approbation unanime, que, l'année prochaine, d'une main je présenterais la loi sur la liberté de l'enseignement, et, de l'autre, j'apporterais la demande de cinq nouveaux colléges royaux. Un collége royal avait été voté par la chambre en 1838 pour la ville de Saint-Étienne. J'ai repris les négociations entamées à ce sujet, et à l'heure qu'il est ce collége est en pleine activité, et sa prospérité naissante répond à mes efforts et à mes espérances. La chambre m'ayant accordé à moi-même un autre collége royal, dès le lendemain de la publication de la loi des dépenses, je m'adressai à la ville d'Alençon, et cette ville ayant éprouvé des difficultés pour satisfaire aux engagemens qu'elle aurait dû contracter, je me suis adressé immédiatement à une autre ville, à Angoulème, et, grace à l'activité éclairée de M. le recteur de l'Académie de Bordeaux que j'envoyai sur les lieux, je suis parvenu à réaliser en quelques mois le collége royal voté par la chambre, de telle sorte que j'eusse pu lui présenter les résultats déjà obtenus à l'appui des nouveaux sacrifices que je lui aurais demandés.

Voici maintenant dans leur ordre d'importance et dans leur enchaînement logique les diverses mesures que j'avais cru devoir prendre dans l'intérêt de l'enseignement national.

La première de toutes, la plus indispensable, était la réforme du baccalauréat ès-lettres. Au moment où vous émancipez toutes les institutions privées et leur donnez le droit de préparer à l'examen du baccalauréat, votre premier devoir est d'élever et de constituer sérieusement cet examen. Il est le terme des études, il les résume, il les juge. Il est le passage du collége à l'instruction supérieure et à la société. Il faut que nul ne puisse franchir ce passage sans justifier d'une capacité suffisante. D'abord l'épreuve du baccalauréat doit être uniforme d'un bout de la France à l'autre. Jusqu'ici, excepté pour la philosophie, les matières étaient différentes dans toutes les Académies. J'ai rendu l'examen absolument le même partout, et je l'ai à la fois simplifié et fortifié; je l'ai fortifié en y introduisant une composition, une version latine où chaque candidat doit montrer qu'il sait le latin et surtout le français, qu'il sait au moins l'écrire correc-

tement; je l'ai simplifié en retranchant une foule de détails littéraires, historiques et géographiques, où triomphait la mémoire, où périssait l'intelligence. Or, c'est l'intelligence qu'il s'agit de former; l'instruction elle-même n'est qu'un moyen, l'éducation de l'intelligence est le but. Une épreuve nouvelle a été introduite, l'explication grammaticale et littéraire des classiques français. Enfin, pour qu'on ne pût accuser de partialité les jugemens des commissions d'examen, il a été prescrit que dans toutes les académies où il n'y aurait pas de facultés des lettres, l'examen eût lieu non plus dans l'enceinte du collége, mais en public, dans le bâtiment même de l'Académie, et encore que les censeurs et les proviseurs ne fissent plus partie de ces commissions. Ainsi constituée, l'épreuve du baccalauréat acquiert une autorité incontestée, et elle protége efficacement la société contre les vices ou les négligences de l'éducation privée.

Mais la réforme du baccalauréat ès-lettres eût été un contre-sens, si elle ne se fût appuyée sur la sérieuse entreprise d'améliorer l'intérieur de nos colléges, et d'en faire de plus en plus des établissemens modèles placés au-dessus de toute rivalité par la force des maîtres, la sévérité de la discipline et l'excellence du système d'études.

La division de l'agrégation des sciences, jusqu'ici unique, en deux agrégations distinctes, l'une pour les sciences mathématiques, l'autre pour les sciences physiques et naturelles, est un perfectionnement considérable apporté à l'enseignement scientifique. Quand je n'aurais pas fait autre chose pour les sciences, je croirais encore les avoir bien servies. La nécessité, pour se présenter à chacune de ces agrégations, de justifier du double brevet de licencié ès-sciences mathématiques et ès-sciences physiques, maintient cette généralité de connaissances indispensable à tout véritable savant; et en même temps la division de deux ordres d'agrégation suscite des vocations spéciales, crée des professeurs plus profondément instruits et capables de donner un enseignement plus solide. Par là encore, les sciences naturelles, qui jusqu'ici n'avaient obtenu aucune place dans l'agrégation, y sont convenablement représentées, et leur enseignement si négligé acquiert une juste importance de la qualité même de ceux qui désormais en seront chargés, et qui devront avoir passé aussi comme tous les autres professeurs des colléges par un concours d'agrégation. Cela m'a permis d'introduire enfin à l'école normale le sérieux enseignement des sciences naturelles et d'établir dans la section des sciences deux divisions correspondantes aux deux nouveaux ordres d'agrégation. Ce perfectionnement est, je crois, le der-

nier que pût recevoir encore cette grande école (1), dont je m'honore d'être sorti, à laquelle j'ai si long-temps consacré mes soins, et qui désormais n'a plus besoin que d'un bâtiment digne d'elle, parfaitement approprié à son usage; ce bâtiment, j'en avais moi-même arrêté le plan à l'aide d'un habile architecte, et je regrette de n'avoir pu le présenter à la chambre et donner à l'école normale ce dernier gage du profond intérêt que je ne cesserai de lui porter (2).

En même temps que je préparais de bons professeurs à l'enseignement des sciences naturelles, je constituais cet enseignement jusque-là si divers, si arbitraire, tantôt trop faible, tantôt trop fort; ici, à Paris, annexé à la sixième, là à des classes très différentes. L'ancien programme avait soulevé d'unanimes réclamations. Grace aux conseils que m'ont donnés deux honorables membres de l'Académie des sciences, M. Beudant, inspecteur-général des études, et M. Milne Edwards, professeur-suppléant d'histoire naturelle à la faculté des sciences de Paris, j'ai pu rédiger un programme qui détermine le véritable but de l'enseignement des sciences naturelles dans les colléges, lui donne son vrai caractère et en fixe le plan. Mais une fois cet enseignement bien constitué avec le caractère général et philosophique qui lui appartient, il était impossible de le placer en sixième; j'ai dû le mettre à sa véritable place, dans la première année de philosophie, entre le cours de physique et de philosophie qu'il soutient et qui le complète.

Ceci me conduit naturellement au service le plus effectif que je crois avoir rendu à la fois à l'enseignement scientifique et à l'enseignement littéraire; je veux parler du nouveau règlement des études.

Ce nouveau règlement n'est pas autre chose que le retour, avec quelques perfectionnemens, au plan d'étude des lycées de l'empire, qui lui-même était la pratique perfectionnée des anciens colléges de l'Université de Paris. Depuis il avait été introduit diverses innovations, perpétuellement changeantes et chaque année modifiées, sans avoir encore pu satisfaire personne, dans le but d'entremêler l'enseignement des sciences et celui des lettres, depuis le commencement jusqu'à la fin des études. Le dernier essai joint l'histoire naturelle à la sixième, l'arithmétique et la géométrie à la cinquième, à la quatrième et à la troisième, la chimie à la seconde, la cosmographie à la rhétorique, etc., en donnant à cet enseignement

(1) Voyez l'ouvrage intitulé *École normale*, un vol. in-8°; Paris, 1837.

(2) C'est le plan récemment présenté à la chambre.

additionnel le moins de temps possible. Il ne produisait donc aucun fruit et n'excitait qu'un très médiocre intérêt de la part des maîtres et de la part des élèves, et ce peu de temps accordé aux sciences, et qui ne leur servait à rien, était un dommage considérable pour l'enseignement des lettres auquel il avait été retranché. Je ne prétends pas que ce mélange n'eût quelques avantages accessoires; mais en tout ce n'est pas l'accessoire, c'est le principal qu'il faut considérer, et le principal ici, c'est l'immense inconvénient de tout mêler dans la tête des jeunes gens et d'énerver leurs forces en les disséminant sur un trop grand nombre d'objets disparates. Quel est le but du collége? Ce n'est pas de donner une certaine dose d'instruction, non; le but du collége est tout autrement général et élevé; ce n'est pas moins, je l'ai déjà dit, que l'éducation de l'intelligence à l'aide d'enseignemens divers convenablement répartis selon les forces et les besoins de chaque âge. De là cette grande maxime qui sort et de la connaissance de l'esprit humain et de l'expérience universelle, que les lettres doivent venir avant les sciences dans l'intérêt des unes et des autres, et dans l'intérêt commun de la bonne et solide culture de l'intelligence. Quand les lettres, par l'enseignement des langues et de l'histoire, ont cultivé à la fois et l'esprit et le cœur et l'imagination, quand elles ont formé l'homme, c'est aux sciences de l'achever en donnant la main à la philosophie; je parle des sciences prises au sérieux, car tout enseignement qui n'est pas sérieux n'est pas seulement inutile, mais dangereux; il amollit et efféminé l'esprit; il est un mauvais apprentissage de la vie, il donne ce préjugé, qu'avec peu de peine on peut apprendre quelque chose, ce qui est radicalement faux. Voilà pourquoi j'ai supprimé, depuis la sixième jusqu'à la rhétorique, tous ces petits et légers enseignemens d'histoire naturelle, de chimie et de géométrie, et je les ai réunis et placés après la rhétorique dans l'année de philosophie, selon la pratique universelle en France jusqu'en 1789, et selon le plan d'études de l'empire tel qu'il était suivi de mon temps. Cependant j'ai laissé la faculté d'établir des conférences libres de mathématiques depuis la sixième jusqu'à la rhétorique pour le petit nombre de nos élèves qui n'ont pas en vue le baccalauréat ès-lettres, c'est-à-dire l'éducation complète et régulière du collége, mais les écoles spéciales, militaires et autres, et qui par conséquent ne font d'ordinaire ni rhétorique ni philosophie et ont besoin d'une culture scientifique particulière avant d'arriver à l'enseignement approfondi des sciences qui commence à la fin de la rhétorique. Suit qui veut ces conférences préparatoires; elles ne sont

imposées à personne et ne déforment pas le plan général des études, fondé sur la nature même des choses, sur l'expérience à la fois et sur une haute philosophie.

Par ce nouveau règlement d'études, je crois avoir donné une nouvelle preuve de ma haute estime pour l'enseignement des sciences et en particulier des sciences mathématiques. Sans doute mes propres réflexions et le profond sentiment de la dignité des sciences m'avaient depuis long-temps conduit à ce résultat; mais je m'y suis d'autant plus attaché, que j'ai vu mes principes confirmés par l'imposante autorité de celui des membres du conseil royal qui est chargé de la direction des études mathématiques, M. Poinsot, ancien inspecteur-général des études, membre de l'Académie des sciences, et que la voix publique proclame comme l'un des mathématiciens les plus habiles de la France et de l'Europe.

En même temps que je m'efforçais de fortifier ainsi l'enseignement des lettres et des sciences, j'ai voulu fonder d'une manière sérieuse celui des langues vivantes. Je leur ai donné trois années consécutives, à partir de l'âge où l'esprit, déjà formé par une certaine connaissance des langues anciennes, est apte à avancer rapidement dans l'étude plus facile des langues modernes. Je leur ai donné trois années, il est vrai, avec une seule leçon par semaine, mais avec une leçon de deux heures, qu'il serait mieux peut-être de diviser en deux leçons d'une heure chacune. J'ai moi-même tracé dans une circulaire le plan que doit suivre pendant ces trois années le maître chargé de cet enseignement.

Mais que pourraient produire ces améliorations, si les élèves auxquels elles s'adressent en définitive peuvent manquer impunément d'attention et de zèle, et ceux-là surtout qui tiennent de la munificence nationale le bienfait de l'instruction, et qui à ce titre devraient toujours être les modèles de leurs camarades? J'ai donc prescrit qu'aucune promotion de bourse ne pût être accordée que sur des preuves de travail et de capacité, aux élèves qui seraient portés, d'après l'ensemble de leurs notes, sur la liste d'avancement; car, si les demi-bourses doivent être données au mérite de la famille, toute promotion doit être le prix du mérite personnel de l'élève. J'ai voulu aussi que nul ne pût passer dans une classe supérieure sans avoir prouvé qu'il est en état de la suivre avec fruit, mesure décisive qui, bien exécutée, avec un juste tempérament de sévérité et d'indulgence, doit, après quelques années d'épreuves, délivrer nos colléges de cette foule de mauvais élèves, retardataires incorrigibles qui assistent aux

leçons du professeur sans les comprendre, trompent leur famille en se traînant ainsi de classe en classe jusqu'à la fin de leurs études, et vont encombrer les carrières distinguées de candidats entièrement incapables.

J'ose dire que cet ensemble de mesures, toutes empruntées à l'expérience et d'un succès infaillible, si on veut y tenir la main, devait assurer à nos colléges une prépondérance incontestable, dans la vaste concurrence qu'allait ouvrir l'émancipation de l'instruction secondaire. C'est après avoir ainsi armé l'Université que j'aurais sans crainte présenté la loi sur la liberté de l'enseignement.

D'ailleurs, je m'empresse de le reconnaître : toutes les réformes organiques sont vaines sans une administration vigilante, conduisant habilement ou expédiant avec rapidité les affaires, et surtout attentive au choix des hommes; car, on ne saurait trop le redire, dans l'Université les hommes sont tout. C'est au choix des hommes que je me suis particulièrement appliqué. J'ai fait des conseillers, des inspecteurs-généraux, des proviseurs, des censeurs, des professeurs de tout ordre, et on a bien voulu remarquer que, dans aucune circonstance, je n'ai fait plier l'intérêt universitaire devant des considérations politiques; que sourd à toutes les sollicitations, de quelque côté qu'elles partissent, j'ai toujours été chercher l'homme le plus capable, d'abord par justice, pour honorer le mérite et dans l'intérêt du service, ensuite parce que, dans un corps où tous les membres se connaissent, les choix sont un enseignement pour le corps entier; et, grace à cet enseignement, le plus clair de tous, quinze jours après mon entrée aux affaires, je n'ai plus reçu que des demandes suffisamment autorisées.

Mais, dans l'instruction supérieure, la meilleure administration ne pourrait suppléer aux vices de l'organisation ; et, il faut le dire, autant l'instruction secondaire est admirablement constituée en France, autant l'instruction supérieure laisse encore à désirer, j'entends pour l'organisation. Les facultés confèrent des grades, c'est là leur principale mission, et elles la remplissent d'une manière satisfaisante, avec zèle et avec équité. Mais le nombre des facultés dans les différens ordres est arbitraire, et leur répartition sur les divers points du territoire n'est réglée par aucun principe. Le mode de nomination des professeurs est divers dans les différentes facultés, et il est très justement attaqué. Il n'y a aucune émulation parmi les étudians; en un mot, sans renouveler ni multiplier des critiques qui ont été cent fois faites, je rappellerai que moi-même, dans mes ouvrages

sur l'instruction publique en Allemagne et en Hollande, j'avais signalé le mal et indiqué le remède. Après cela, étais-je donc reçu à ne rien faire, et à ne point exécuter moi-même, comme ministre, ce que j'avais tant recommandé comme conseiller et comme écrivain? Voilà ma réponse aux personnes, même bienveillantes, qui, un peu étrangères à ces matières, se sont étonnées du grand nombre d'ordonnances et de règlemens que j'ai publiés en si peu de temps sur l'instruction supérieure. Si j'ai été si vite, c'est, encore une fois, qu'en arrivant aux affaires, j'avais un but, un plan, des desseins tout arrêtés; c'est que je savais aussi que le temps m'était mesuré, que les ministères durent peu, et que si je ne mettais moi-même courageusement et promptement la main à l'œuvre, des pensées utiles, long-temps mûries dans mon esprit, couraient le risque d'y mourir. Je ne prendrai qu'un seul exemple, celui des écoles de droit. Depuis long-temps, il n'y a qu'un cri sur les vices de l'enseignement du droit parmi nous, et pourtant qui a commencé la moindre réforme? Du moins, ai-je fait le premier pas. Mais j'ai donné M. Rossi au conseil royal; c'est à lui de poursuivre et d'achever la réforme que j'avais entreprise et que j'ai à peine commencée en ce qui regarde les écoles de droit.

Et puis, on n'a pas remarqué que ce grand nombre d'ordonnances, de règlemens et d'arrêtés, ne sont que les diverses faces de deux ou trois idées. Les ordonnances royales posaient les principes, les règlemens entraient dans toutes les dispositions particulières de la matière, et les arrêtés ministériels exécutaient. Je n'ai pas posé dans une ordonnance un seul principe qui ne soit aujourd'hui en pleine exécution.

Voici les principales idées générales auxquelles on peut rapporter tous mes actes relatifs à l'instruction supérieure.

1° Conformément à tout ce que j'avais dit et répété dans mes ouvrages, je me proposais de substituer peu à peu aux facultés isolées, éparpillées et languissantes sur une multitude de points, un système de grands centres scientifiques où toutes les facultés fussent réunies, selon la pratique du monde entier. Oui, je ne le cache pas, si j'admire profondément l'unité de la France, je ne crois pas que cette précieuse unité fût en péril, parce qu'il y aurait de la vie ailleurs qu'à Paris. Pour me borner à l'instruction publique, je suis convaincu qu'il est possible d'établir, dans un certain nombre de villes, des foyers de lumières qui, en projetant leurs rayons autour d'eux, éclaireraient et vivifieraient de grandes provinces au profit de la civilisation de la France entière. Par exemple, j'ai voulu faire une sorte

d'université bretonne à Rennes. Il y avait déjà à Rennes une faculté de droit et une faculté des lettres; j'ai demandé à la chambre des députés les fonds nécessaires pour y établir encore une faculté des sciences et une faculté de médecine pour tous les départemens de l'ouest. La chambre a voté sans difficulté la faculté des sciences, et je n'ai pas perdu de temps pour l'établir et la constituer fortement avec un personnel d'élite. Le projet d'une faculté de médecine n'a pu être discuté, et je l'aurais reproduit à cette session. Je me serais présenté à la chambre des députés, appuyé d'une part sur l'ordonnance qui constitue solidement les écoles secondaires de médecine qu'on n'aurait pu m'accuser de vouloir détruire; de l'autre, sur les vœux hautement exprimés de la Bretagne tout entière, excepté la ville de Nantes. La chambre des pairs, par l'organe de M. de Gérando, s'était prononcée nettement à cet égard; elle réclamait le plus tôt possible une faculté de médecine à Rennes, et nous aurions vu si, à la chambre des députés, de petits intérêts de localité l'eussent emporté sur des vues nationales, sur l'expérience universelle, sur l'opinion de la chambre des pairs et sur les besoins de toute la Bretagne. En tout cas, la chambre aurait dû se charger elle-même de la responsabilité du rejet de cette loi, car je n'aurais pas hésité à la lui présenter. J'espère qu'au moins l'école secondaire de médecine de Rennes se ranimera dans l'atmosphère scientifique que va lui créer la faculté des sciences, et qu'ainsi il y aura, dans cette capitale intellectuelle de la Bretagne, avec un des meilleurs colléges du royaume et une grande école normale primaire, quatre belles écoles de droit, de lettres, de sciences et de médecine, où viendront se former tout ce qu'il y a en Bretagne de jeunes et nobles esprits aspirant à se distinguer. Il ne faut pas craindre les foules, c'est des foules que sortent les hommes supérieurs, parce que dans les foules seules il y a de l'ardeur, de l'émulation, de la vie. Quatre départemens de la Bretagne sur cinq ont voté des sacrifices pour la future école de médecine qu'un projet de loi, une fois présenté, leur a promise. La ville de Rennes a contracté l'engagement de consacrer un grand bâtiment académique aux facultés réunies. Avant de quitter le ministère, j'ai fait un envoi considérable de livres précieux pour la bibliothèque de ces facultés, et en particulier pour la nouvelle faculté des sciences. A ma prière, mon honorable ami, M. de Rémusat, ministre de l'intérieur, avait commandé un buste de Descartes, le plus illustre enfant de la Bretagne, pour la faculté des sciences de Rennes, et j'avais promis aux députés de la Bretagne, je

m'étais promis à moi-même d'aller à Rennes inaugurer l'établissement d'une université bretonne; du moins, les fondemens de cette université sont posés; le temps, j'espère, fera le reste.

Ce que j'ai presque accompli à Rennes pour la Bretagne, je l'avais tenté à Caen pour la Normandie. Caen est évidemment la capitale intellectuelle de la Normandie. Il y a eu là autrefois une université qui a compté des hommes de beaucoup de mérite. Il serait facile d'y rétablir un certain mouvement scientifique et surtout littéraire. Il y a une faculté de droit, une faculté des lettres, une faculté des sciences, une école secondaire de médecine, que l'ordonnance du 13 octobre 1840 va développer encore; mon dessein était d'y transporter la faculté de théologie de Rouen. L'ordonnance de translation existe, signée par le roi. Une faculté de théologie à Rouen est un germe stérile. Elle est isolée; elle ne s'appuie point sur une faculté des lettres. Rouen est une admirable ville de commerce, mais nullement une ville d'études, encore bien moins d'études ecclésiastiques. Aussi cette faculté n'a-t-elle jamais produit aucun résultat; elle est entièrement ignorée, et c'est presque en voulant la déplacer que j'ai appris aux habitans de Rouen son existence. Les cours ne se font pas; l'archevêque y est contraire; le doyen m'avait spontanément envoyé sa démission. A la lettre je l'ai trouvée morte; j'ai voulu la recréer en la transportant ailleurs. J'ai offert à Rouen, au lieu de cette faculté insignifiante, une grande école intermédiaire que la loi impose à la ville, et qui lui serait d'une utilité incontestable. Au contraire, Caen est une ville où une faculté de théologie serait parfaitement bien placée, par les dispositions générales et l'esprit du pays, où la piété est en très grand honneur, à cause aussi du voisinage des trois autres facultés, qui fourniraient un magnifique auditoire à des prédicateurs de religion éloquens et instruits, comme déjà je les avais trouvés. Le recteur de l'Académie, M. l'abbé Daniel, avait pris à cœur cette affaire, et personne n'était plus propre que lui à la négocier habilement. Je fais des vœux pour qu'elle réussisse; ce serait un grand avantage pour la Normandie tout entière, qui aurait aussi son université.

Successivement, j'aurais ainsi essayé d'établir dans le cœur de chacune des grandes régions de la France plusieurs facultés, liées entre elles, se soutenant et s'animant l'une l'autre, mettant en commun leur bibliothèque, leurs élèves, leurs lumières.

2° Mais la base d'un tel système est l'institution des agrégés de facultés, en possession exclusive de suppléer les professeurs empê-

chés, et ayant le droit de faire des cours libres dans l'auditoire même de la faculté, avec l'assentiment du doyen et du ministre. Les agrégés, voilà l'élément de vie pour une faculté. J'ai emprunté cette grande institution d'abord à nos facultés de médecine, ensuite à la pratique de l'Allemagne, où elle donne les plus admirables résultats. Elle existait même jusqu'à un certain point dans les facultés de droit, car les suppléans sont de vrais agrégés; il n'y avait plus qu'à leur conférer le droit de faire des cours complémentaires. J'ai l'honneur de l'avoir introduite pour la première fois dans les facultés des lettres et dans les facultés des sciences. Je ne me suis pas contenté de mettre cette institution dans une ordonnance; j'ai réalisé l'ordonnance par des réglemens, et ces réglemens je les ai exécutés immédiatement. De grands concours se sont ouverts à Paris, à la Sorbonne, pour les sciences mathématiques, pour les sciences physiques, pour les sciences naturelles, pour les lettres, pour la philosophie, pour l'histoire. De tous les points de la France s'y sont présentés de nombreux candidats, l'élite des agrégés de collége, la fleur de l'Université. Ces concours ont été présidés par les hommes les plus éminens, tous membres de l'Institut et hauts fonctionnaires de l'instruction publique. L'éclat de ces concours a converti les plus incrédules, et la nouvelle institution a été fondée à son début par ses succès même. Douze agrégés pour les facultés des lettres et des sciences ont été nommés cette année : ils sont aujourd'hui en exercice à Paris et en province. De leur côté, les agrégés des facultés de droit ont demandé et obtenu la permission de faire des cours complémentaires sur des points importans et négligés de la science juridique. Si donc on sait se servir de cette institution, elle rendra en France les mêmes services qu'en Allemagne : elle vivifiera continuellement l'enseignement supérieur; car il ne faut pas s'y tromper : pour l'enseignement comme pour la guerre, ne comptez que sur la jeunesse. Au bout de quinze ou vingt ans d'enseignement, j'entends d'un enseignement assidu et un peu éclatant, un homme est usé. Il peut avoir son mérite et son utilité encore, mais il n'a plus le feu sacré. Il faut donc toujours auprès d'une faculté un certain nombre de jeunes gens pleins d'ardeur et même d'ambition, qui représentent le mouvement comme les vieux professeurs représentent la stabilité. Ces deux élémens sont également nécessaires dans une faculté comme ailleurs. Les agrégés ne sont pas faits, il est vrai, pour l'agrément des vieux professeurs, qui redoutent de jeunes rivaux; mais ces jeunes rivaux mûriront avec

l'âge, et feront à leur tour des titulaires pleins d'autorité. Ils donnent d'abord à la jeunesse une vive impulsion, en attendant qu'ils aient acquis le droit de la retenir.

Un des résultats futurs de l'institution des agrégés de facultés nommés d'après un concours public sera la suppression du concours pour les professeurs titulaires dans les deux facultés de droit et de médecine. Cette suppression que j'ai moi-même demandée (1), qui a été réclamée par tous les esprits impartiaux, était arrêtée dans ma pensée; mais je ne pouvais guère la réaliser que par une loi, et cette loi, je ne pouvais la présenter aux chambres qu'après que l'agrégation aurait acquis toute la popularité qu'elle mérite : alors il eût été évident que le ministre qui avait établi spontanément les concours de l'agrégation, ne voulait pas supprimer ceux du titulariat en haine des concours en général. Les concours sont admirables pour la jeunesse; ils ne conviennent point pour l'âge mûr, et il faut qu'un titulaire ait déjà un certain âge et une belle renommée. Les renommées fuient les concours qui leur paraissent au-dessous d'elles : elles ne sont pas tentés de comparaître, un peu en suppliantes, devant un tribunal composé de juges où elles n'aperçoivent pas toujours des égaux, encore moins des supérieurs. Il ne faut pas non plus qu'une faculté se recrute elle-même sans aucun contrôle; car supposez une majorité composée une fois ou de gens de parti ou de gens médiocres, on ne sait jusqu'où les choix pourront s'abaisser ou s'égarer, tandis qu'une présentation de la faculté, balancée par une autre présentation, celle d'une académie de l'Institut, par exemple, en laissant au choix du ministre une certaine latitude, nécessaire fondement de sa responsabilité, est infiniment plus favorable aux grandes candidatures.

3° Si l'institution des agrégés anime l'enseignement, celle des prix de facultés anime les études. Ici encore j'ai été guidé par l'exemple des écoles de médecine et par la pratique de l'Allemagne confirmée par celle de la Hollande (2). Déjà même deux facultés de droit, celles d'Aix et de Poitiers, avaient fondé quelques prix dont la libéralité des conseils de départemens faisait les frais. De ces précédens isolés, j'ai tiré une institution générale pour toutes les facultés de droit du royaume, et cette institution, mise immédiatement à exécution, a

(1) *De l'Instruction publique dans quelques pays de l'Allemagne*, tom. Ier, pag. 119, 173, sqq. — *De l'Instruction publique en Hollande*, pag. 93, sqq.

(2) *De l'Instruction publique en Allemagne*, tom. Ier, pag. 113, 119. — *De l'Instruction publique en Hollande*, pag. 219.

produit d'abord les meilleurs fruits. La distribution de ces prix s'est faite partout avec une solennité utile (1). Grace à la pieuse munificence d'une mère admirable (2), les prix de la Faculté de Paris sont dignes de faire naître de sérieux travaux. Si, dès la première année, nous avons eu de si beaux résultats, que ne faut-il pas attendre de l'avenir! Les jeunes gens qui remporteront les prix à la licence, seront attirés aux examens du doctorat, puisque cet examen et les inscriptions qui y donnent accès ne leur coûteront rien. Une fois docteurs, ils songeront naturellement à se présenter au concours pour les prix du doctorat. Voilà donc plusieurs années de solide travail ménagées à la jeunesse. Ajoutez que pour autoriser davantage cette utile innovation, M. le ministre de la justice et M. le ministre des finances ont établi de sages priviléges en faveur des lauréats des écoles de droit, de sorte que cette institution, qui est d'hier, semble aujourd'hui presque consacrée.

Les prix, dans les facultés des lettres et des sciences, sont des remises de frais assez considérables d'examens et d'inscriptions pour les candidats qui se distinguent dans les concours de licence et dans les épreuves du doctorat.

Je n'insisterai pas sur quelques autres mesures qui se lient à celles-là. Ainsi, puisque la licence et le doctorat ès-lettres tirent une nouvelle importance des récompenses qui y sont affectées, il fallait d'autant plus volontiers constituer convenablement ces deux épreuves et en surveiller les résultats. De là le devoir imposé à toutes les facultés des sciences et des lettres d'adresser au ministre un rapport sur les épreuves du doctorat et de la licence, et l'examen de ces rapports en conseil royal, ce qui souvent donne lieu à des observations du conseil qui, adressées aux facultés, servent à exciter leur zèle et leur juste sévérité. La même règle a été appliquée au doctorat en droit. Pour tous ces examens, l'usage de la langue latine a été aboli, même pour les exercices relatifs au droit romain. Enfin, un cours d'introduction générale à l'histoire du droit a été établi dans toutes les écoles pour les élèves de première année, à Paris, par une chaire spéciale, ailleurs, soit par des cours complémentaires faits par des agrégés, soit par un certain nombre de leçons préparatoires placées au début du cours de droit civil.

(1) Lisez dans le *Journal de l'Instruction publique* les rapports sur les concours des étudians dans les diverses facultés de droit.

(2) Mme de Beaumont.

Pour la médecine, je crois l'avoir servie en assurant, par des priviléges modérés, l'avenir des écoles secondaires de médecine qui forment le premier degré de l'enseignement médical, en faisant entrer les écoles de pharmacie dans le cadre universitaire, et en donnant à ces écoles une organisation commune qui répond à l'importance de leur objet. Ces deux ordonnances ont prouvé au corps médical ce que j'aurais osé faire si une plus longue durée m'eût été donnée.

Il me reste à dire un mot de cette partie du ministère de l'instruction publique qui comprend les établissemens littéraires et scientifiques placés en dehors de l'Université proprement dite, et l'emploi des fonds consacrés à l'encouragement des sciences et des lettres.

Il n'y a qu'un seul moyen d'être utile à l'Institut de France, c'est de lui fournir l'occasion de s'honorer par de nouveaux services. La révolution de juillet avait rétabli l'académie des Sciences Morales et Politiques, supprimée en 1803; pour achever ce grand acte de réparation, auquel je suis fier d'avoir concouru, j'ai voulu mettre la nouvelle académie au niveau de toutes les autres, en la chargeant d'écrire l'histoire des sciences qui forment son domaine depuis 1789, comme chacune des académies de l'Institut l'avait fait pour les sciences diverses qui leur sont confiées. L'académie a noblement répondu à cet appel; déjà les travaux des différentes sections sont commencés, et je me flatte que l'ordonnance du 20 mars 1840 fera naître un ouvrage digne d'être placé à côté des beaux rapports de Dacier, de Delambre et de Cuvier, une grande page de l'histoire de l'esprit humain dans une de ses époques les plus agitées et les plus fécondes.

Quand je suis venu demander à la chambre des députés un modeste crédit de 5,000 francs pour la création d'une chaire nouvelle au Collége de France, consacrée à l'enseignement de la langue et de la littérature slave, je rencontrai des objections de plus d'un genre. Où sont-elles aujourd'hui devant le savant et brillant enseignement de M. Mickiewitz? En donnant à la France une chaire de slave et M. Mickiewitz, je crois avoir rendu à la France et aux lettres un double service. Mon dessein, je ne le dissimule pas, et M. de Gérando, à la chambre des pairs, m'a déjà un peu trahi, mon dessein était de demander à la session prochaine un nouveau crédit de 5,000 francs pour établir à ce même collége de France une nouvelle chaire de langue et de littérature germanique, et je n'étais pas sans espérance de séduire M. Grimm, comme j'avais fait M. Mickiewitz.

Pour les souscriptions, ma règle a été bien simple : n'en accorder

sous aucun prétexte qu'à des ouvrages sérieux, honorables au pays, onéreux à leurs auteurs. On peut voir dans ce recueil la liste des ouvrages auxquels j'ai appliqué les souscriptions du gouvernement.

Les encouragemens aux savans et aux gens de lettres se divisent en deux classes : les simples secours une fois donnés et les indemnités qui autrefois s'appelaient indemnités annuelles, et qu'on appelle aujourd'hui indemnités éventuelles, de peur de leur donner le caractère de pension, quoi qu'elles se renouvellent ordinairement, sauf des cas très rares. J'ai suivi la vraie maxime en cette matière, celle qu'avait rappelée l'honorable rapporteur du budget à la chambre des pairs, M. d'Audiffret : moins de secours, et plus d'indemnités sérieuses pour des titres sérieux. J'ai repoussé l'idée de détruire arbitrairement ce qu'avaient fait mes prédécesseurs et de porter le deuil ou l'effroi dans l'ame de tant de personnes estimables en les frappant subitement, parce qu'elles n'avaient peut-être pas toute l'illustration ou toute la misère requise; j'aurais reçu cet ordre que je ne l'aurais pas exécuté, je le déclare ici hautement. J'ai donc respecté le passé, qui n'était pas mon ouvrage; mais j'ai voulu que l'avenir pût braver tous les regards, et, depuis le 1er mars jusqu'au 29 octobre 1840, je n'ai accordé ni une indemnité ni même un simple secours qu'au grand jour et en publiant moi-même ce que je faisais dans *le Moniteur.* On y trouvera les noms des personnes qui ont reçu de pareils encouragemens. On y verra que je me suis surtout proposé, dans l'intérêt de la dignité des lettres, d'accorder très peu d'indemnités à titre gratuit et de les attacher à des missions ou à des travaux, en sorte que ces encouragemens soient à la fois une dette envers ceux qui les reçoivent et un service envers le public par les ouvrages qu'ils favorisent et dont ils sont la récompense anticipée.

A l'égard de la Légion-d'Honneur, cette grande et nationale institution affaiblie par tant de prodigalités, et qu'il importe de relever, soit par une mesure législative, soit du moins par un sobre et sévère usage de la prérogative royale, si la loi sortie des débats provoqués par la noble proposition de M. Mounier n'a point été sanctionnée, je me suis fait un point d'honneur de la pratiquer en ce qui concernait mon département. Le *Journal de l'Instruction publique* a publié toutes les nominations qui ont été faites le 1er mai 1840, et les motifs sur lesquels reposent ces nominations. Nulle nomination isolée n'a eu lieu, et toutes ont été fondées sur cette maxime que j'ai tant de fois répétée, ou de très longs services ou des services très éclatans.

Mais il est temps de terminer ce compte déjà trop long d'une ad-

ministration qui a si peu duré. J'ai cru le devoir à mon pays, à l'Université, à moi-même. J'ai voulu placer les réformes que j'ai entreprises sous la protection de l'opinion des juges compétens en France et en Europe. Pourquoi ne le dirais-je pas? Je suis, je l'espère, au-dessus de tout soupçon de regretter le pouvoir; mais, en achevant ce récit, en posant ici la plume, il me semble que je quitte de nouveau, et avec un sentiment que je n'essaie pas de dissimuler, ce corps illustre qui est pour moi une seconde patrie dans la grande patrie, où je suis entré comme simple élève de l'école normale dans les premiers jours de 1810, où j'avais conquis lentement un avancement légitime, auquel depuis dix années, comme membre du conseil royal et directeur de l'école normale, je rapportais presque toutes mes pensées, que j'ai un moment dirigé avec ce sérieux dévouement qui sert et ne flatte pas, et que j'aimerai et continuerai de servir pendant toute ma vie, dans toutes les fortunes que me fera la divine Providence.

A la Sorbonne, 20 janvier 1841.

V. Cousin.

LE

THÉATRE ESPAGNOL.

De l'Honneur comme ressort dramatique. — Théâtre de Calderon, Rojas, etc. (1)

Ce que la fatalité était pour les tragiques grecs, l'honneur l'est en quelque sorte pour les poètes dramatiques de l'Espagne. Ils nous le montrent comme une puissance mystérieuse planant sur l'existence entière de leurs personnages, les entraînant impérieusement à sacrifier leurs sentimens et leurs penchans naturels, leur imposant tantôt des actes du plus sublime dévouement, tantôt des crimes, des forfaits vraiment atroces, mais qui perdent ce caractère par l'effet de l'impulsion qui les produit, de la terrible nécessité dont ils sont le résultat. L'honneur, pour eux, n'est pas la vertu, en tant du moins qu'on voudrait donner au mot de vertu sa signification chrétienne; c'est quelque chose de tout-à-fait distinct, souvent même d'absolument contraire, qui semble plutôt se rapprocher des instincts d'une société encore barbare dans ce qu'ils peuvent avoir de généreux et d'aveugle tout à la fois. Tenir à tout prix la parole une fois donnée, alors même qu'elle ne peut être tenue qu'en violant

(1) Voyez les livraisons du 15 mars, 1er mai, 15 juillet et 1er novembre 1840.

les lois de la morale et de la justice, et à bien plus forte raison, si en la donnant on n'a compromis que sa propre existence et ses plus chers intérêts; défendre, envers et contre tous, la cause, quelle qu'elle soit d'ailleurs, de son roi, de son père, de son ami, de tous ceux qu'on est appelé à protéger, soit par la nature ou par une obligation positive, soit parce qu'on a été invoqué par eux au moment du danger; repousser énergiquement et laver dans le sang tout outrage, toute insulte, toute apparence même d'insulte, tels sont les devoirs de l'honneur, comme on les comprenait en Espagne à l'époque représentée par les drames de Calderon.

Ces idées ne sont pas si absolument différentes, dans leur essence, de celles qui dominent encore la société européenne, que nous puissions beaucoup nous en étonner. Restreintes dans de certaines limites, elles ont incontestablement un côté brillant, elles répondent à de nobles inspirations; mais l'exagération qu'y portent souvent les poètes dramatiques rend parfois méconnaissable le principe primitif auquel elles se rattachent. Si, en les poussant au-delà des limites de la raison, ils s'élèvent en quelques occasions à un degré de sublimité qui exalte et ravit l'ame, souvent aussi, à force de vouloir vaincre la nature pour rehausser la puissance de l'honneur, ils tombent dans l'absurdité, dans l'horreur même. Ce n'est jamais impunément qu'on secoue l'empire du bon sens. Tôt ou tard la tête tourne à ceux qui s'écartent des voies éclairées par sa lumière, et leur imagination égarée ne produit plus que des monstres.

Disons cependant, pour justifier ces poètes, que, dans leurs plus grands écarts, ils avaient une excuse qui manque complètement à leurs modernes et frénétiques imitateurs. Cette exaltation délirante dont ils nous offrent le tableau, répondait, au moins jusqu'à un certain point, au caractère de leur nation et de leur siècle. Notre La Fontaine a admirablement caractérisé l'esprit qui, à cette époque, n'avait pas encore cessé d'animer les Espagnols, lorsque, racontant un de ces grands et passionnés dévouemens qui étonnent notre nature, il a dit avec tant de simplicité et de profondeur :

> C'est le trait d'une ame espagnole
> Et plus grande encore que folle.

Il est d'ailleurs un signe non équivoque auquel on peut reconnaître si ce qui nous paraît bizarre et extraordinaire dans les poètes d'un autre âge que le nôtre, était en réalité un caprice arbitraire de leur imagination, ou représentait véritablement, sous des formes plus ou moins exagérées, des sentimens et des idées alors existant. Ce signe, c'est une certaine vigueur, une puissance de vitalité, que la vérité des données générales imprime seule aux ouvrages de l'imagination, que le talent, que le génie même, lorsqu'ils se perdent dans ces conceptions factices, ne peuvent pas atteindre, sans lesquelles on peut obtenir une vogue d'engouement nécessairement passagère, mais qui seules assurent les succès durables. Les poètes, en un mot, ne vivent dans la postérité et n'agissent puissamment sur elle qu'à une seule condition, celle

d'avoir représenté des sentimens et des idées réels, d'avoir été les fidèles interprètes de leur génération.

Cette condition a sans doute été remplie par les auteurs des drames espagnols dont l'action est fondée sur le mobile de l'honneur. Il n'en est pas, en effet, qui saisissent plus fortement les imaginations et qui laissent au fond de l'ame des impressions plus profondes, soit d'admiration, soit de terreur.

Dans le *Cid* de Guilen de Castro, dans *l'Étoile de Séville* de Lope de Vega, c'est l'admiration qui domine. Le Cid immolant son amour à la vengeance de son père, Sancho Ortiz, pour venger son roi qu'il croit outragé et à qui il a engagé sa parole, élevant au péril de sa vie un obstacle insurmontable entre lui-même et la maîtresse adorée dont il allait recevoir la main, ce sont là de ces grandes luttes entre la passion et le devoir qui ont été de tout temps, il faut le dire à l'honneur de la nature humaine, la source des plus vives comme des plus nobles et des plus pures émotions. On sait assez quel admirable parti en ont tiré Lope et Guilen de Gastro et de quelles brillantes couleurs ils ont revêtu ces élans d'héroïsme et de générosité chevaleresque.

Une comédie de Calderon, *l'Alcade de Zalamea*, moins connue, surtout hors de l'Espagne, que ces deux chefs-d'œuvre, ne leur est pourtant pas inférieure, et à certains égards mérite peut-être davantage encore de fixer l'attention. L'honneur, avec les rigoureux, les terribles devoirs qu'il impose quelquefois, en est encore le sujet, mais il y est présenté sous un aspect tout nouveau et assez étranger aux habitudes de la scène espagnole, à la nature même du génie de Calderon, si aristocratique dans la plupart de ses conceptions. Ici l'intérêt ne porte pas sur un guerrier illustre, sur un brillant chevalier; il ne s'agit plus de ces susceptibilités exquises, délicates, un peu factices, si promptes à se révolter à la moindre atteinte souvent imaginaire. Le héros est un homme simple et droit, un roturier plein de sens et de prudence, d'un courage ferme et contenu, en qui l'honneur n'est autre chose que le sentiment de la dignité humaine, et qui ne se décide à venger la plus mortelle injure qu'après avoir perdu tout espoir d'en obtenir réparation. L'offenseur, au contraire, est un jeune gentilhomme, un militaire aveuglé par les orgueilleux préjugés de sa naissance et de sa profession, et qui, dédaignant trop profondément d'obscurs roturiers pour les croire capables de ressentir bien vivement un affront, se permet envers eux, presque sans scrupule, des violences dont il ne soupçonne même pas les conséquences terribles. Cette combinaison déjà essayée avec succès par Lope de Vega, qui, dans sa célèbre comédie *le Roi est le meilleur alcade*, en avait rattaché le développement à un fait emprunté aux annales un peu fantastiques du moyen-âge et de la féodalité, est bien autrement approfondie dans le drame de Calderon, dont l'action appartient à une époque plus récente et vraiment historique, au règne de Philippe II.

Le moment choisi par le poète est celui où Philippe II, après l'extinction de la maison royale de Portugal, fit occuper militairement ce pays pour y

établir sa domination. Un corps de troupes commandé par don Lope de Figueroa marche sur Lisbonne et traverse l'Estremadure espagnole. Une partie de cette division prend pour quelques jours ses cantonnemens dans le village de Zalamea. Les officiers et les soldats sont logés chez les paysans. Il y a là une peinture vive, franche, animée de la vie des camps et des habitudes qui s'y rattachent. C'est un tableau complet, aucun détail n'est omis, quelque minutieux qu'il puisse paraître, et cependant le poète ne tombe jamais dans le bas ni dans le trivial. Remarquons, en passant, que tout son talent n'eût pas suffi peut-être pour éviter cet écueil, s'il n'eût eu le bonheur d'écrire dans un de ces idiomes privilégiés où il est constamment permis d'être naturel et simple sans être commun, parce que les expressions les plus familières sont aussi celles de la langue poétique.

On retrouve toute la puissante originalité de Calderon dans la manière dont il a conçu le rôle de don Lope de Figueroa. Il avait à peindre un personnage historique. Don Lope était un des plus illustres chefs de ces bandes qui, au XVIe siècle, portèrent si haut la gloire des armes espagnoles. Nous ignorons si les traits que lui a prêtés Calderon ont été puisés dans la tradition, mais il nous le montre si vivant, si animé, qu'on ne peut se décider à y voir une pure fiction poétique. L'affection et la crainte que don Lope inspire tout à la fois à ses soldats, son inflexible attachement à la discipline, les préjugés militaires qui se mêlent en lui à tant de droiture, de générosité et de bonté, sa politesse noble et courtoise qui domine, sans pouvoir les contenir tout-à-fait, les mouvemens de brusque impatience auxquels le livrent ses infirmités : c'est bien là l'idéal du vieux guerrier. Nous ne connaissons pas au théâtre un caractère plus achevé et mieux soutenu.

En face de cette énergique physionomie, Calderon a placé une autre figure non moins remarquable et qu'il n'a pas dessinée avec moins de vigueur. Pedro Crespo, l'hôte de don Lope, est un riche paysan, ferme, prudent, rusé, en qui un profond sentiment d'indépendance et d'honneur se cache sous les dehors d'une déférence respectueuse jusqu'à l'humilité pour tous ceux que leur rang social élève au-dessus de lui, mais qui, on s'en aperçoit dès le premier moment, ne permettrait pas qu'on prît trop au sérieux cette humilité et qu'on voulût en abuser.

A peine ces deux hommes, en apparence si différens, se trouvent-ils en présence, qu'ils se sentent attirés l'un vers l'autre par une sorte de sympathie. C'est qu'en effet leur nature est au fond la même, malgré l'extrême inégalité de leur position et la diversité qui en résulte dans leur attitude. Rien de plus attachant, de plus vrai, de plus fortement comique (nous employons à dessein cette expression) que les nombreuses scènes où ils figurent ensemble. Attentif à remplir généreusement les devoirs de l'hospitalité, Crespo reçoit avec une respectueuse réserve les témoignages de cordialité et de bienveillance que lui prodigue don Lope ; mais lorsque le vieux soldat, tourmenté par un accès de goutte ou échauffé par quelque contrariété, se laisse emporter à une

vive explosion de brusquerie, il lui fait comprendre bien vite qu'il est peu disposé à se laisser traiter de la sorte. Son langage s'empreint alors d'une rude familiarité, d'une naïveté sournoise, qui ont bientôt calmé don Lope, et chacun de ces démêlés se termine par une explication franche et amicale. Toutes ces scènes, dont il serait impossible de conserver le charme dans une traduction, sont du plus grand effet, et, en les lisant, on oublie complètement que peut-être elles occupent trop de place dans un drame où elles ne se lient à l'action que d'une manière assez indirecte comme moyen d'en faire bien connaître le héros principal.

Crespo est père d'une jeune fille remarquable par sa beauté. A l'arrivée des soldats, il a pris la précaution prudente de la reléguer dans un appartement écarté; mais un des officiers placés sous les ordres de don Lope, le capitaine don Alvaro de Atayde, a entendu vanter les charmes d'Isabelle, il est parvenu à l'apercevoir, et se persuadant, avec la confiance naturelle à son âge et à sa profession, qu'une villageoise ne peut manquer d'accueillir les hommages d'un homme tel que lui, il s'est empressé de les lui offrir. Le peu de succès de sa première tentative ne le décourage pas; tout au contraire, sa vanité blessée donne presque le caractère de la passion à ce qui n'était d'abord qu'un simple caprice. Ses efforts pour pénétrer auprès d'Isabelle, une sérénade qu'il lui donne, éveillent les inquiétudes de Crespo et de son fils; de vives explications et même des voies de fait ont déjà eu lieu, les paysans prennent parti pour Crespo, les soldats pour leur capitaine, et don Lope se voit forcé d'intervenir. Les remerciemens que Crespo lui fait à ce sujet et la manière dont il y répond sont tout-à-fait caractéristiques.

Crespo. — Je vous rends mille graces, monseigneur, pour m'avoir ainsi ôté l'occasion de me perdre.

Don Lope. — Expliquez-moi comment vous vous seriez perdu.

Crespo. — En donnant la mort à qui m'eût fait le moindre affront.

Don Lope. — Vive Dieu! savez-vous bien qu'il est capitaine?

Crespo. — Vive Dieu! je le sais; mais fût-il général, au moment même où il aurait blessé mon honneur, je l'aurais tué.

Don Lope. — Je jure le ciel que je ferais pendre quiconque serait assez hardi pour toucher le moindre de mes soldats.

Crespo. — Et moi, je jure le ciel que je pendrais celui qui se permettrait envers moi le plus léger outrage.

Don Lope. — Mais ignorez-vous que votre condition vous oblige à supporter ces charges?

Crespo. — Dans ma fortune, oui, mais non pas dans mon honneur. On doit au roi vie et fortune, mais l'honneur est le patrimoine de l'ame, et l'ame n'appartient qu'à Dieu.

Don Lope. — Vive Dieu! je crois que vous avez raison.

Crespo. — Vive Dieu! j'en suis bien sûr.

Don Lope, craignant que l'irritation des esprits ne finisse par causer quelque malheur, se décide à hâter le départ des troupes. Les ordres sont aussitôt donnés pour qu'elles continuent immédiatement leur marche. Il prend lui-même congé de ses hôtes avec la courtoisie la plus gracieuse. A Isabelle, il laisse en souvenir une croix de diamans. Il consent à emmener avec lui et à prendre sous sa protection son jeune frère, qui désire embrasser la profession des armes.

Déjà les soldats sont partis. Isabelle, sortant de l'espèce de prison où son père l'avait reléguée par prudence, vient devant la porte de sa maison respirer la fraîcheur du soir. Elle ne soupçonne pas le danger qui la menace. Le capitaine don Alvaro, plus irrité que découragé par tous les obstacles que sa folle passion a successivement rencontrés, s'est promis de la satisfaire à tout prix. A l'entrée de la nuit, il revient secrètement à Zalamea avec quelques soldats, il surprend Isabelle et l'entraîne dans un bois voisin. Crespo, qui aux cris de sa fille s'est empressé de prendre une épée et d'accourir, essaie vainement de la délivrer; les complices de don Alvaro le désarment, et, pour l'empêcher d'aller chercher du secours, l'attachent à un arbre où il s'épuise en vains efforts pour se dégager. Son fils, qui se préparait déjà à aller rejoindre don Lope, averti trop tard, se met aussi à la poursuite des ravisseurs; lorsqu'à l'aube du jour il parvient enfin à les joindre, il n'est plus temps de sauver l'honneur de la malheureuse Isabelle, il ne peut penser qu'à la venger. Tandis qu'il se précipite avec fureur sur don Alvaro, qui tombe percé d'un coup d'épée, Isabelle, éperdue, s'échappe des bras de son coupable amant. Dans la honte qui l'accable, elle ne sait où diriger ses pas. Le hasard la conduit au lieu même où son père est enchaîné depuis la veille. La situation ainsi amenée par Calderon est sans doute neuve et hardie, tellement hardie que je ne sais s'il était possible d'en surmonter toutes les difficultés, et de prêter à cette jeune fille prosternée, en larmes, aux pieds du vieux Crespo, un langage qui ne blessât pas plus ou moins les convenances. En tout cas, la condition première d'un tel langage devait être une extrême simplicité. Calderon ne l'a pas compris. Rien de plus prolixe et de moins naturel que le récit qu'Isabelle fait à son père; la métaphore et l'antithèse y abondent; elle se perd en déclamations sentimentales contre la grossièreté du sentiment qui peut consentir à devoir à la violence le prix dû seulement à l'amour partagé Tout cela, bien qu'exprimé en fort beaux vers, est certainement fort ridicule dans un tel moment; mais on retrouve Calderon dans la réponse de Crespo. En présence d'une infortune désormais irréparable, ce noble vieillard, dont la colère ne connaissait aucune borne tant qu'il conservait encore quelque espoir, a retrouvé tout son calme. C'est lui qui console sa fille. « Lève-toi, mon Isabelle, lève-toi, lui dit-il; si le ciel ne nous avait pas destinés à éprouver ces grandes douleurs, pourquoi nous aurait-il donné la force de souffrir? C'est dans de telles occasions que nous devons user de notre courage. Hâtons-nous de regagner ma maison. Pensons à ton frère. En s'attaquant au capitaine, il s'est

exposé à un grand danger. Il faut l'en tirer, il faut d'abord savoir ce qu'il est devenu. Quant au capitaine, si la nécessité de faire soigner sa blessure l'a ramené dans le village, il eût mieux valu pour lui qu'il en mourût sur-le-champ... »

En ce moment le greffier de Zalamea vient annoncer à Crespo que les paysans l'ont élu la veille pour leur alcade. Il le félicite de ce que son entrée en fonctions va être signalée par deux évènemens remarquables : le roi arrive le jour même à Zalamea, et des soldats ont ramené secrètement le capitaine don Alvaro, blessé on ne dit par qui. Comme le fait remarquer le greffier avec une certaine satisfaction, cela pourra donner lieu à un grand procès.

Crespo ne perd pas un instant pour mettre à profit l'occasion qui s'offre à lui. Accompagné de quelques paysans, il arrête lui-même le capitaine, qui, moins gravement atteint qu'on ne le supposait d'abord, et comprenant le danger de sa position, se disposait à partir après avoir fait mettre un premier appareil sur sa blessure. Don Alvaro s'écrie que la justice ordinaire n'a rien à voir avec un officier. Crespo l'engage à se calmer, et donne ordre à tous les assistans de se retirer, voulant, dit-il, avoir seul à seul une explication importante avec le capitaine. Il y a ici une scène vraiment admirable.

Crespo. — Maintenant que j'ai fait usage de mon autorité pour vous forcer à m'entendre, je la mets de côté avec cette baguette qui en est le signe, et c'est d'homme à homme que je vous dirai mes chagrins. Nous sommes seuls, parlons clairement et avec calme. Je veux imposer silence à tous les sentimens qui s'agitent dans mon cœur. Je suis un homme de bien, don Alvaro. Si ma naissance laisse quelque chose à désirer, ce n'est pas ma faute, et Dieu sait que, si cela eût dépendu de moi, il n'y manquerait rien. J'ai toujours vécu de manière à me faire respecter de mes égaux, et les habitans de ce village viennent de me prouver leur estime. Le bien que je possède est assez considérable pour que, grace à Dieu, je sois le plus riche laboureur de tout ce canton. Ma fille a été élevée dans la modestie et la vertu : elle avait, hélas! une si digne mère! Pour vous prouver que je vous dis la vérité, il suffira d'ajouter que, riches et habitant une petite ville où l'on ne s'occupe comme d'ordinaire qu'à répéter le mal qu'on sait et celui qu'on ne sait pas, personne cependant ne tient sur nous de mauvais propos. Quant à la beauté de ma fille, je m'en rapporte à vous. Vos emportemens n'en portent que trop témoignage : c'est de là que vient tout mon malheur, ce malheur si grand que, si je pouvais l'ensevelir dans l'oubli, je consentirais à le souffrir en silence, et je ne vous en parlerais pas. Malheureusement, c'est impossible, il ne peut rester secret. Il faut donc y trouver un remède. J'ai beau chercher, je n'en vois qu'un qui me convienne à moi, et qui pour vous ne soit pas fâcheux. Je vais vous le dire. Prenez tout ce que je possède, sans que je me réserve un seul maravédis pour moi et pour mon fils. Nous demanderons l'aumône, s'il le faut; et, si cela ne suffit pas encore, faites-nous vendre l'un et l'autre comme esclaves pour augmenter la

dot que je vous offre avec ma fille. A ce prix, rendez-lui l'honneur que vous lui avez ôté. Vous n'avez pas à craindre de dégrader par là votre race, car ce que vos enfans perdraient à être mes petits-fils, ils le regagneraient à être issus de votre sang. En Castille, dit le proverbe, c'est le cheval qui porte la selle. Je vous en supplie à genoux, par mes cheveux blancs, par les pleurs que vous voyez couler de mes yeux. Pensez que ce que je vous demande comme une faveur, c'est mon honneur que vous-même m'avez ravi, pensez que je puis de mes mains en obtenir la réparation, que je ne le fais pas, et que j'aime mieux vous le devoir à vous-même.

Don Alvaro. — La patience m'échappe. Vieillard insensé, rendez-moi grace de la vie que je veux bien vous laisser après ce que vous m'avez fait, vous et votre fils. C'est à la beauté d'Isabelle que vous en êtes redevable. Si c'est par les armes que vous prétendez vous venger, j'ai peu à craindre; si c'est par voie de justice, vous n'avez pas juridiction sur moi.

Crespo. — Ainsi donc, mes larmes ne vous touchent pas?

Don Alvaro. — Larmes de vieillard, d'enfant et de femme signifient peu de chose.

Crespo. — Vous vous refusez à toute réparation?

Don Alvaro. — Ne devez-vous pas vous tenir trop heureux de conserver la vie?

Crespo. — Pensez-y bien, c'est à genoux que je vous redemande mon honneur.

Don Alvaro. — Quel ennui!

Crespo. — Pensez que je suis aujourd'hui alcade de Zalamea.

Don Alvaro. — Il ne vous appartient pas de me juger, le conseil de guerre m'enverra chercher.

Crespo. — C'est votre résolution dernière?

Don Alvaro. — Oui, mille fois oui, insupportable vieillard.

Crespo. — Il n'y a pas de remède?

Don Alvaro. — Le silence est le seul qui vous reste.

Crespo (se relevant et reprenant sa baguette). — Eh bien! je jure le ciel que je serai vengé! Holà! (Aux paysans qui accourent.) Arrêtez sur-le-champ le capitaine.

Don Alvaro. — Vous perdez l'esprit. Cela ne se fait pas avec un homme comme moi et qui est au service du roi.

Crespo. — C'est ce que nous verrons. Vous ne sortirez d'ici que mort ou prisonnier.

Don Alvaro. — Savez-vous que je suis un capitaine en activité?

Crespo. — Croyez-vous que je sois un alcade endormi? Rendez-vous sans plus de délai.

Don Alvaro. — Il faut bien céder à la force; je me plaindrai au roi de cet affront.

Crespo. — Il en est un autre dont je lui porterai plainte également. Heu-

reusement il n'est pas loin d'ici; il nous entendra l'un et l'autre. Remettez cette épée.

Don Alvaro. — Il n'y a pas de raison...

Crespo. — Comment! N'êtes-vous pas prisonnier?

Don Alvaro. — Traitez avec respect...

Crespo.—Cela va de soi-même. (Aux paysans.) Conduisez-le, avec respect, à la prison commune; mettez-lui, avec respect, les fers aux pieds et aux mains; empêchez, le plus respectueusement du monde, qu'il ne parle à ses soldats, pour qu'on puisse les interroger tous séparément. Et maintenant, capitaine, soit dit entre nous, si j'y trouve matière, tenez pour certain que, sans manquer à tout le respect que je vous dois, je vous ferai pendre.

Pour bien apprécier l'effet de cette scène si originale, il faut que ceux qui la liront dans cette faible traduction tiennent compte de tout ce que doit y ajouter de piquant l'expression tout à la fois familière, noble et énergique du texte espagnol. Encore une fois, ce sont de ces beautés qui ne peuvent être transportées que bien incomplètement dans notre langue.

Crespo n'a plus qu'une pensée, c'est de terminer rapidement le procès du capitaine. Il interroge les soldats arrêtés avec lui, et obtient leurs aveux en les menaçant de la question; il force la malheureuse Isabelle, qui voudrait ensevelir sa honte dans le silence, à déposer elle-même contre son ravisseur; il fait arrêter son fils, prévenu du crime d'avoir tiré l'épée contre son supérieur militaire, et comme on s'étonne de cette rigueur: « Je n'aurais pas hésité, répond-il, à traiter de même mon propre père, si la loi l'avait exigé. » Puis il ajoute à demi-voix, avec cette finesse sournoise qui est un des traits de son caractère: « On croit que je fais un miracle de justice et d'impartialité, et on ne s'aperçoit pas que c'est la seule manière de lui sauver la vie. »

Un soldat échappé aux poursuites de Crespo est allé porter à don Lope la nouvelle de ce qui se passe à Zalamea. Le vieux général ne voit dans l'arrestation d'un de ses officiers qu'une atteinte portée aux priviléges et à l'honneur militaire. Sa tête s'échauffe, il accourt, et, ne soupçonnant pas le rôle que joue dans cette affaire son ami Crespo, c'est chez lui qu'il vient descendre; il faut les entendre s'expliquer.

Crespo. — Veuillez me dire, monseigneur, ce qui vous ramène? Vous paraissez grandement affecté.

Don Lope. — C'est que je viens d'apprendre l'acte le plus impudent, la plus incroyable folie qu'il soit possible d'imaginer. Un soldat que j'ai rencontré sur la route, m'a dit... j'étouffe de colère...

Crespo. — Continuez.

Don Lope. — Il m'a dit qu'un misérable alcade a fait arrêter le capitaine... Je crois que jamais je n'ai senti si péniblement les douleurs de la goutte qui me tourmente, que dans ce moment où elle m'a empêché d'arriver aussi vite

que je l'aurais voulu pour châtier ce manant. Vive Dieu! je le ferai mourir sous les coups de bâton.

CRESPO. — Je crains bien qu'en revenant, vous n'ayez perdu votre peine, et qu'il ne veuille pas les recevoir.

DON LOPE. — Je me passerai de sa permission.

CRESPO. — Cela ira mal, on vous a mal conseillé, c'est moi qui vous le dis. Savez-vous pour quel motif il a fait arrêter le capitaine?

DON LOPE. — Non, mais quel que soit ce motif, c'était à moi qu'il fallait demander justice; j'aurais très bien su, s'il l'avait fallu, lui faire couper le cou.

CRESPO. — Vous ne savez pas apparemment, monseigneur, quelles sont les attributions d'un alcade ordinaire?

DON LOPE. — Peut-il, après tout, être autre chose qu'un manant?

CRESPO. — Un manant qui, s'il s'est mis dans la tête de faire étrangler le capitaine, en viendra à ses fins.

DON LOPE. — Non, par Dieu! il n'en viendra pas à ses fins, et, si vous êtes curieux d'en avoir la preuve, dites-moi où il habite?

CRESPO. — Bien près d'ici.

DON LOPE. — Dites-moi donc quel est cet alcade?

CRESPO. — Moi.

DON LOPE. — Vive Dieu! je suis tenté de le croire.

CRESPO. — Tenez-le pour certain.

DON LOPE. — Eh bien! Crespo, ce que j'ai dit est dit.

CRESPO. — Eh bien! don Lope, ce que j'ai fait est fait.

DON LOPE. — Je suis venu chercher le prisonnier et faire bonne justice de ce qui s'est passé.

CRESPO. — Je le garde en prison ici, pour un fait qui s'est passé ici.

DON LOPE. — Savez-vous qu'il est au service du roi, et que je suis son juge?

CRESPO. — Savez-vous qu'il m'a enlevé ma fille?

DON LOPE. — Savez-vous que c'est à moi qu'il appartient de juger cette affaire?

CRESPO. — Savez-vous qu'il a eu l'audace de me ravir l'honneur?

DON LOPE. — Savez-vous combien l'emploi que j'exerce m'élève au-dessus de vous?

CRESPO. — Savez-vous que je lui ai offert la paix, et qu'il ne la veut pas?

DON LOPE. — Vous empiétez sur une autre juridiction.

CRESPO. — Il a empiété sur mon honneur, qui n'est pas soumis à la sienne.

DON LOPE. — Je m'engage à vous donner satisfaction.

CRESPO. — Je n'ai jamais demandé à un autre ce que je pouvais me procurer moi-même.

DON LOPE. — Enfin, j'y suis décidé, j'emmènerai le prisonnier.

CRESPO. — Je lui ai déjà fait son procès.

DON LOPE. — Je vais le chercher à la prison.

Crespo. — Je ne vous empêche pas d'y aller; seulement, je vous avertis qu'il y a ordre de tirer sur le premier qui approchera.

Don Lope. — Oh! je ne crains pas les balles; mais, en cette occasion, il ne faut rien mettre au hasard. Holà! soldat, va dire à toutes les compagnies qui sont logées dans les environs de se rendre ici en bataille, fusil chargé et mèche allumée.

Le soldat. — C'est inutile, les voici qui arrivent déjà de tous côtés.

Don Lope. — Nous verrons bien si on me rendra le prisonnier.

Crespo, entrant dans sa maison. — Je vais y mettre bon ordre.

Don Lope. — Soldats, voilà la prison où est le capitaine; si on ne le rend pas, mettez-y le feu à l'instant, et brûlez tout le village, s'il veut se défendre.

Au moment où les soldats et les paysans rassemblés par Crespo vont en venir aux mains, on annonce l'arrivée du roi, attendu depuis le matin. Le roi s'étonne de tout ce tumulte, il en demande la cause. Don Lope lui répond qu'il ne faut l'imputer qu'à l'incroyable audace d'un alcade de village qui a fait arrêter un capitaine et qui ne veut pas le rendre.

Le Roi. — Et quel est cet alcade?

Crespo. — Moi, sire.

Le Roi. — Comment excusez-vous votre conduite?

Crespo. — Par le procès qui a été dressé et qui prouve le fait d'un délit digne de mort. Il s'agit d'une jeune fille enlevée de force, déshonorée dans un lieu inhabité, et que le coupable a refusé d'épouser lorsque son père est allé l'en supplier.

Don Lope. — Sire, celui qui vous parle est tout à la fois l'alcade et le père.

Crespo. — Il n'importe. Si un étranger était venu me demander justice, n'aurais-je pas dû la lui faire? Et pourquoi ne me serait-il pas permis d'accorder à ma fille ce que je ne refuserais pas à d'autres?... Jetez les yeux sur les pièces du procès, voyez, examinez si j'ai commis quelque prévarication, si j'ai séduit quelque témoin, si j'ai ajouté quelque chose aux dépositions. Si l'on peut rien prouver de semblable, j'ai mérité la mort.

Le Roi. — Tout me paraît en règle, mais vous n'avez pas l'autorité nécessaire pour rendre la sentence exécutoire; cela regarde un autre tribunal; envoyez-y l'accusé.

Crespo. — Cela me serait difficile, sire. Comme il n'existe à Zalamea qu'un degré de juridiction, les arrêts y sont immédiatement exécutés. C'est ce qui vient d'avoir lieu pour celui-ci.

Le Roi. — Que dites-vous?

Crespo. — Si vous n'en croyez pas mes paroles, tournez les yeux de ce côté, voilà le capitaine.

Une porte s'ouvre et on aperçoit le cadavre de don Alvaro assis dans un fauteuil où il vient de subir la peine du garrot, c'est-à-dire de l'étranglement.

Le Roi. — Comment avez-vous eu cette audace?

Crespo. — Votre majesté n'a-t-elle pas dit que le procès était régulièrement fait?

Le Roi. — Le tribunal compétent n'était-il pas là pour y donner suite?

Crespo. — Sire, toute votre justice n'est qu'un seul corps avec plusieurs mains. Qu'importe, lorsqu'un homme doit être frappé par elle, qu'il le soit par une de ces mains, au lieu de l'être par l'autre? Qu'importe une erreur dans la forme, lorsqu'on a raison au fond?

Le Roi. — Mais le capitaine était gentilhomme; pourquoi ne l'avoir pas fait décapiter?

Crespo. — Les gentilshommes de ce pays se conduisent de telle sorte que le bourreau n'a jamais eu occasion d'apprendre à couper les têtes...

Le Roi. — Don Lope, la chose est faite, le capitaine méritait la mort, on ne peut le nier; il n'y a donc à blâmer que la forme, et cela importe peu. Faites partir à l'instant toutes les troupes, il faut qu'elles arrivent promptement en Portugal... Pour vous, je vous crée alcade perpétuel de Zalamea.

Don Lope. — Rendez grace au ciel de ce que sa majesté est arrivée si à propos.

Crespo. — Quand elle ne serait pas arrivée, tout était déjà fini.

Don Lope. — N'eût-il pas mieux valu venir me trouver, me remettre le prisonnier et chercher avec moi les moyens de sauver l'honneur de votre fille?

Crespo. — Ma fille entrera dans un couvent, elle y trouvera un époux qui ne s'inquiète pas de la qualité.

Don Lope. — Rendez-moi les autres prisonniers?

Crespo. — Les voici.

Don Lope. — Je ne vois pas votre fils; c'est un de mes soldats, il ne doit pas rester en prison.

Crespo. — Je veux le punir, monseigneur, pour avoir eu l'audace de blesser son capitaine. Il avait, il est vrai, à venger son honneur, mais il devait s'y prendre autrement.

Don Lope. — Il suffit, Crespo, faites-le venir.

Ce qui est surtout remarquable dans ce dénouement si terrible et si original tout à la fois, c'est que le moyen auquel Crespo a recours pour venger son honneur, tout irrégulier, tout cruel qu'il est en effet, n'a rien qui nous révolte : l'outrage est tellement sanglant, le châtiment si juste en lui-même, il est si vraisemblable que de toute autre façon le coupable y aurait échappé; enfin, Crespo met dans sa conduite tant de fermeté, de courage, nous dirons même tant de modération et de prudence aussi long-temps qu'il entrevoit la possibilité d'obtenir une réparation non sanglante, qu'il est impossible de lui refuser une entière sympathie et de ne pas applaudir à une vengeance qui a tous les caractères de la justice. A cet égard, nos impressions sont encore, malgré la différence des idées et l'adoucissement des mœurs, ce qu'étaient celles de Calderon et de ses contemporains, et la manière dont le rustique héros de ce

drame comprend le sentiment et les devoirs de l'honneur n'a rien d'étrange pour nous. La situation donnée, sa conduite nous paraît parfaitement droite et naturelle. Le sentiment et la raison s'accordent pour la sanctionner.

Nous n'en dirons pas autant d'un autre drame beaucoup plus célèbre que *l'Alcade de Zalamea*, et dans lequel tout l'art, tout le génie du poète suffisent à peine pour surprendre notre intérêt en faveur d'une combinaison qui, exposée avec moins de talent, nous révolterait sans aucun doute et froisserait notre délicatesse aussi bien que notre humanité. Nous voulons parler de *Garcia del Castañar*. Cette comédie, également connue sous ces deux autres titres, *le Paysan homme d'honneur*, ou *Après le roi personne*, n'a pas cessé jusque dans ces derniers temps d'être représentée très fréquemment sur le théâtre de Madrid, où on l'a toujours accueillie avec une faveur marquée. C'est le chef-d'œuvre de Rojas, l'un des plus grands poètes dramatiques de l'Espagne, qui, quelquefois égal à Calderon par ses conceptions tragiques, souvent comparable pour la force comique à Moreto, mériterait peut-être de figurer avec eux au premier rang sans l'infériorité de son style, tout surchargé de *gongorisme* et déjà empreint de cette barbarie de la décadence, plus insupportable cent fois que celle qui précède les temps de maturité et de perfection.

Le sujet de *Garcia del Castañar* est assez compliqué pour qu'il soit nécessaire de l'exposer d'abord en peu de mots. L'époque est celle du règne d'Alfonse XI, de ce grand prince qui gouverna si glorieusement la Castille au commencement du XIV[e] siècle. Garcia del Castañar, ou plutôt, pour le désigner par son véritable nom, le comte Garcia Bermudo, est le fils unique et l'héritier d'un puissant seigneur qui, après avoir joué un rôle important à la cour et dans les affaires de l'état, s'est trouvé compromis par suite des troubles auxquels a donné lieu la longue minorité du roi, et n'a échappé que par la fuite aux terribles conséquences d'une accusation de haute trahison. Le jeune Garcia, réduit lui-même à cacher sa naissance pour se dérober aux ressentimens qui dans ces temps barbares poursuivaient trop souvent les proscrits jusque dans leur postérité, Garcia s'est établi au sein des montagnes voisines de Tolède, près du village de Castañar, où, avec les débris de la fortune paternelle, il a acheté des domaines assez considérables. C'est là qu'il attend qu'un ami de son père, le vieux comte d'Orgaz, qui seul possède le secret de son existence, et qui jouit d'un grand crédit auprès du roi, soit parvenu à dissiper les préventions qui pèsent encore sur le fils du proscrit et l'empêchent de prendre dans la société la place qui lui appartient. Plein de confiance dans son généreux protecteur, il se dirige exclusivement par ses conseils. Le comte lui a fait épouser récemment une jeune fille dont la situation a beaucoup de rapport avec la sienne : c'est Blanche de Lacerda, issue de la maison royale, dont le père, après avoir disputé la couronne au souverain régnant, a aussi fini ses jours dans l'exil, et qui, élevée dans un asile obscur que le comte d'Orgaz a ménagé à son enfance, ignore complètement le secret de son illustre origine. Garcia lui-même, bien qu'il n'ignore pas que l'épouse qu'il a choisie est d'une grande naissance,

Garcia ne sait pas qu'il a donné sa main à la descendante des rois de Castille. Leur protecteur commun n'a pas cru pouvoir le lui révéler encore.

Les deux jeunes époux, vivement épris l'un de l'autre, mènent, dans leur heureuse retraite, une existence que le poète a su peindre avec un charme infini. Ce n'est pas celle de puissans seigneurs féodaux, elle ne conviendrait pas à leur situation; c'est celle que pouvaient avoir alors de riches roturiers; c'est le mélange d'une abondance un peu rustique avec un certain luxe, une certaine élégance même, où se révèle le sentiment de ce qu'ils sont en effet. Garcia ne s'éloigne quelquefois de sa bien-aimée que pour aller chercher dans les émotions bruyantes de la chasse l'image des hasards et des périls de la guerre, encore interdits à son courage, et une distraction plus conforme à son instinct que les occupations obscures de l'agriculture. Blanche vivant au milieu de ses nombreux serviteurs, leur distribuant le travail, partageant leurs amusemens, est un modèle délicieux de grace, de finesse, de naïveté piquante. Son langage est tout à la fois en accord avec ce qu'elle est réellement et avec ce qu'elle croit être. Il n'y a rien dans ses propos qui ne convienne à la fille des rois, mais rien aussi qui ne puisse se concilier avec l'éducation modeste qu'elle a reçue loin des villes et de la cour.

Cependant le roi Alfonse, qui se prépare à sa fameuse expédition contre Algésiras, a réclamé le concours de ses sujets pour cette grande entreprise qui doit tant contribuer à hâter la fin de la domination des Maures. Les Castillans ont répondu généreusement à l'appel de leur souverain. Il se fait lire l'état des offres de secours arrivées de toutes parts. Don Gil de Albornoz promet de lever et d'entretenir dix mille soldats, le comte d'Orgaz en mettra sur pied deux mille, le comte d'Astorga quatre mille, les bonnes villes enverront seize mille combattans, les trois confréries de Castille feront marcher toutes leurs troupes, le comte d'Aguilar fournira, avec mille chevau-légers, un subside de mille ducats; enfin Garcia del Castañar donnera, pour sa part de contribution aux frais de la campagne, cent quintaux de viande salée, deux mille fanègues de farine, quatre mille d'orge, quatorze cuves de vin, et trois troupeaux entiers sous l'escorte de cent fantassins. « Mon offrande, a-t-il ajouté, serait moins modeste, si l'année eût été plus favorable; mais je supplie sa majesté de vouloir bien accepter avec elle le dévouement simple et franc d'un homme loyal, qui connaît ses devoirs s'il ne connaît pas son souverain. »

La magnificence de ce don étonne le roi. Il demande quel est ce Garcia dont le nom même lui était inconnu. Le comte d'Orgaz saisit avec empressement l'occasion de préparer les voies à la réhabilitation de son protégé. Sans révéler encore à Alfonse l'illustre origine du fils du proscrit, il lui vante son courage, sa force, son adresse éprouvée à la chasse des bêtes féroces et dans les combats de taureaux; il le présente comme un homme qui, s'il l'emmenait à l'armée, pourrait lui rendre d'importans services, mais qu'un caractère indépendant et sauvage a jusqu'à présent éloigné de la cour; il lui décrit l'établissement magnifique et rustique tout à la fois que Garcia s'est créé au milieu

des montagnes. Le roi, dont les récits du vieux comte ont adroitement piqué la curiosité, veut absolument connaître Garcia. Il donne ordre qu'on prépare une chasse aux environs de Tolède : feignant de s'être égaré dans la forêt, il ira avec deux ou trois de ses courtisans demander l'hospitalité au Castañar, et sans se faire connaître autrement que comme un des officiers de la suite du roi, il jugera par lui-même de l'exactitude des informations qu'on vient de lui donner.

C'est précisément ce que désirait le comte d'Orgaz. Pour mieux assurer l'effet de son bienveillant artifice, il se hâte de faire prévenir Garcia de la visite qu'il va recevoir, et à laquelle il ne doit pas paraître préparé. Garcia, n'ayant jamais vu le roi, pourrait ne pas le distinguer au milieu des courtisans dont il sera accompagné; le comte d'Orgaz le lui désigne comme celui qui sera décoré d'une écharpe ou plutôt d'un grand cordon rouge. Remarquons que cette circonstance qui, ainsi qu'on le verra bientôt, doit avoir une influence décisive sur toute l'action, n'est pas un anachronisme, comme on pourrait le supposer. Alfonse XI avait précisément établi un ordre de chevalerie dont un cordon rouge constituait tout à la fois le nom et la décoration.

A peine Garcia a-t-il reçu la lettre du comte, que quatre inconnus viennent lui demander l'hospitalité. Ils s'annoncent à lui comme des gentilshommes de la maison royale que l'entraînement de la chasse a conduits jusqu'auprès de sa demeure et qui désirent s'y reposer en attendant la fraîcheur du soir. Garcia, apercevant sur l'un d'eux l'écharpe rouge que le comte lui a indiquée, le prend naturellement pour le roi; il se trouve qu'Alfonse, sans doute pour éviter d'être reconnu, ne s'est pas revêtu de cet insigne, tandis qu'un de ses courtisans, don Mendo, à qui il vient d'en faire don, s'est empressé de s'en décorer.

C'est une scène très remarquable et justement célèbre que celle dans laquelle le roi, s'entretenant avec Garcia qui voit en lui un simple gentilhomme, s'attache, par des questions adroites, à pénétrer le caractère et les dispositions de l'homme dont le comte d'Orgaz lui a fait un éloge si complet. Il lui témoigne son admiration des dons généreux par lesquels il a offert de contribuer à la guerre d'Andalousie; il lui affirme que le roi, profondément touché de ces témoignages de dévouement, veut l'appeler à sa cour et lui donner auprès de sa personne la plus brillante position. Garcia, repoussant une pareille idée, s'écrie qu'il préfère de beaucoup à tout l'éclat des faveurs royales les loisirs et les libertés de la vie champêtre. Le tableau qu'il en trace est un de ces morceaux que savent par cœur tous les amateurs de la poésie espagnole. Il est plein de traits heureux et pittoresques. J'ose à peine dire que j'y trouve pourtant une certaine afféterie, une minutieuse affectation de naïveté qui, dépouillées du prestige de la poésie, ne seraient plus tolérables dans une traduction. Ce qui suit est bien mieux fait pour en supporter l'épreuve.

LE ROI. — Mais si vous tenez à ce point à ne pas quitter votre retraite, comment avez-vous proposé au roi de l'accompagner à la guerre?

DON GARCIA. — Pardonnez, vous ne me comprenez pas. Le roi, c'est évident, a une dette privilégiée sur la fortune et la vie de tout homme d'honneur. Emporté par son zèle généreux, il se prépare à marcher en Andalousie pour en extirper l'infidélité; il a besoin pour cela d'hommes et d'argent. Je lui ai fait offrir ma personne avec tout ce que je possède, sans ambition, pour remplir un devoir, parce que je considère le sacrifice de mon existence même comme un impôt qui lui est dû, et que je dois acquitter sans attendre qu'il le réclame.

LE ROI. — Mais, la guerre finie, ne voulez-vous pas rester à la cour?

DON GARCIA. — On vit ici plus à l'aise et avec plus de sécurité.

LE ROI. — Il pourrait se faire que le roi vous offrît une grande place.

DON GARCIA. — Serait-il raisonnable qu'il donnât à un paysan comme moi une place que tant d'autres sont mieux faits pour occuper?

LE ROI. — Mon cher Garcia, le roi a bien le droit de choisir ses serviteurs; c'est faire acte de justice distributive.

DON GARCIA. — Quoi qu'il en soit, le roi le voulût-il, il ne m'y ferait pas consentir. De telles faveurs sont trop dangereuses, et je sais qu'il ne me conviendrait pas de les accepter. Les favoris des rois sont exposés à trop de périls. J'ai toujours entendu dire qu'il y avait moins de risque à encourir leur haine qu'à obtenir leurs bonnes graces. Dans le premier cas, on se tient sur ses gardes; dans l'autre, on n'est que trop porté à une imprudente confiance. J'avais un père, homme sage et éclairé, qui me donnait de bons conseils. Il m'a dit plus d'une fois que les rois étaient comme la flamme : d'un peu loin elle échauffe, de trop près elle brûle.

LE ROI. — On a dit aussi que, comme Dieu, les rois avaient la puissance de tirer de la boue qu'ils foulent aux pieds des hommes qui, honorés de leurs faveurs, deviennent l'objet du respect universel.

DON GARCIA. — Plus d'une fois ils ont replongé dans le néant celui qu'ils en avaient ainsi tiré.

LE ROI. — C'est que sans doute il ne méritait pas ce qu'on avait fait pour lui.

DON GARCIA. — Qu'il le méritât ou non, qu'est-ce que le roi peut donner à qui ne désire rien?

LE ROI. — Vous pouvez attendre de lui des récompenses.

DON GARCIA. — Et des châtimens.

LE ROI. — Il peut vous donner du pouvoir.

DON GARCIA. — Et des soucis.

LE ROI. — Des richesses.

DON GARCIA. — Qu'on m'enviera.

LE ROI. — Sa faveur.

DON GARCIA. — Avec les ennemis qu'elle me vaudra. Ne vous fatiguez pas

en vain pour me persuader. Encore une fois, je sais que tout cela ne me convient pas. Je ne donnerais pas pour tout ce qu'il possède un pouce du terrain de Castañar, et je proteste que par ces paroles je n'entends pas porter atteinte au juste éclat dont son trône est environné. Mais laissons cela; il est temps que je fasse préparer le repas que vous voulez bien accepter.

Ce qui, à notre avis, constitue la beauté de cette scène, c'est que les argumens par lesquels Garcia motive son éloignement pour la cour ne sont pas purement des banalités philosophiques noblement exprimées. Le roi, qui ne le connaît pas, pourrait n'y voir que cela; mais, dans la pensée de Garcia, chacune des paroles qu'il prononce est une amère allusion aux malheurs de son père et à ceux qui ont poursuivi son enfance. Cela est vraiment dramatique.

Tandis que le roi, par des entretiens adroitement dirigés, met ainsi à l'épreuve l'ame et l'esprit de son hôte, don Mendo, le courtisan au cordon rouge, tente une entreprise moins généreuse. Frappé de la beauté de Blanche, il a conçu l'espérance de séduire sans beaucoup de peine une villageoise qui, à ce qu'il suppose, doit être facilement éblouie par les hommages d'un homme tel que lui. Il y a beaucoup d'agrément dans la manière dont elle repousse ses propos galans, sans éclat d'indignation, sans faire parade de sa vertu, avec une malicieuse affectation d'humilité et d'ignorance rustiques, dont l'ironie, mêlée parfois de traits assez fins, doit lui faire comprendre qu'il serait inutile et peut-être imprudent de persister dans ses projets de séduction. Cela rappelle quelques-uns des plus jolis dialogues de Tirso de Molina.

Lorsque les nobles visiteurs ont quitté le Castañar, Garcia, qui a remarqué les assiduités de don Mendo auprès de sa femme, et qui, le prenant pour le roi, en a conçu quelque inquiétude, laisse voir une certaine préoccupation. Quelques mots de Blanche, pleins de grace, d'enjouement et de tendresse, le rassurent d'autant plus facilement, que, dans sa loyauté, il se reproche d'avoir pu concevoir un pareil soupçon sur celui qu'il regarde comme son souverain.

Mais don Mendo, forcé de s'éloigner pour accompagner le roi, n'a pas renoncé à son coupable projet. Convaincu, dans sa présomption, que la résistance de Blanche n'a rien de bien sérieux, il veut faire une nouvelle tentative pour en triompher. Dès le lendemain, un valet qu'il a gagné lui apprend que Garcia doit passer la nuit dans les montagnes à la chasse du sanglier. Il se décide à profiter de cette absence, et, accourant en toute hâte de Tolède, il pénètre vers minuit dans la maison de Garcia par une fenêtre que son complice a laissée ouverte à dessein. On peut juger de sa consternation lorsqu'il aperçoit Garcia lui-même, qu'un hasard heureux a ramené chez lui avant l'heure accoutumée. Pour bien apprécier la scène qui va suivre entre ces deux hommes, rappelons-nous l'erreur à laquelle a donné lieu le cordon rouge, insigne de l'ordre de chevalerie conféré au courtisan.

DON MENDO (s'enveloppant la figure dans son manteau). — Vive Dieu!... c'est Garcia... Bon courage, il n'est plus temps de reculer... Voilà ce qu'on gagne à se confier à un manant.

DON GARCIA. — Mon gentilhomme, — si pourtant l'auteur d'une telle bassesse peut l'être en effet, — si quelque besoin impérieux vous a entraîné à tenter de me voler, dites-moi ce que vous désirez; je vous promets, foi d'homme d'honneur, d'essayer de vous satisfaire.

DON MENDO. — Laissez-moi partir, Garcia.

DON GARCIA. — Pour cela, non. Je dois d'abord savoir qui vous êtes. Découvrez-vous sans plus tarder, ou la balle de cette arquebuse m'en fera raison.

DON MENDO. — Prenez donc garde à ne pas me manquer, car je vous avertis qu'une fois désarmé, la partie entre vous et moi ne serait plus égale. Votre cause peut être plus juste que la mienne; mais, en valeur comme en naissance, la supériorité que j'ai sur vous compenserait bien, je crois, cet unique avantage. Le cordon qui décore ma poitrine vous fera connaître ce que je suis. (Il jette son manteau.)

DON GARCIA (à part, laissant tomber son arquebuse). — C'est le roi! Le ciel me soit en aide! Et ses paroles me prouvent qu'il sait que je le connais. Honneur, devoir, que faire? Comment sauver l'un sans manquer à l'autre?

DON MENDO (à part). — Que je reconnais bien là l'ame basse d'un vil roturier! Le respect que mon rang lui inspire le glace d'effroi.... Le moindre effort de mon courage eût suffi pour me tirer des mains d'un pareil homme. C'est donc là celui dont le comte d'Orgaz vantait tant la bravoure! Le bon viellard ne s'y connaît plus. (Haut.) Vous me trouvez dans votre maison; je ne puis ni fuir ni le nier; j'y suis entré cette nuit....

DON GARCIA. — Pour me voler l'honneur.... Certes vous me payez bien l'hospitalité que Blanche et moi nous vous avons donnée. Votre conduite et la mienne présentent un étrange contraste. Outragé par vous, je continue à vous respecter, et vous, à qui j'ai donné des preuves d'un loyal dévouement, c'est par une injure mortelle que vous m'en récompensez!

DON MENDO (à part, voulant ramasser l'arquebuse de don Garcia). — Il faut se défier d'un homme de cette classe, lorsqu'on l'a offensé. Cette arme me servira de défense.

DON GARCIA. — Que faites-vous? Laissez là cette arquebuse. Si je vous empêche d'y toucher, c'est que je ne veux pas que vous puissiez attribuer à l'avantage qu'elle vous donnerait la fin de cette aventure. Le cordon qui orne votre poitrine a suffi pour vous protéger; les rayons du soleil de la Castille vous ont sauvé en m'aveuglant.

DON MENDO. — Enfin, vous me connaissez?

DON GARCIA. — Jugez-en par ma conduite.

DON MENDO. — Mon rang ne me permet pas de vous donner satisfaction. Que ferons-nous?

Don Garcia. — Retirez-vous, priez Dieu qu'il veuille réprimer vos passions, et ne revenez plus au Castañar.... S'il ne m'est pas permis de tirer vengeance de vos injures, le ciel, à qui je m'en remets, peut m'en faire justice.

Don Mendo. — Garcia, je n'oublierai pas ce que je vous dois.

Don Garcia. — Je ne veux pas de vos faveurs.

Don Mendo. — Que le comte d'Orgaz ignore ce qui s'est passé.

Don Garcia. — Je vous le promets.

Don Mendo. — Que Dieu vous protége.

Don Garcia. — Puisse-t-il vous être en aide et nous préserver, Blanche et moi, contre vos projets.

Don Mendo. — Votre femme....

Don Garcia. — Pas un mot de plus. Je la connais; je sais que vous seul êtes coupable.... Où allez-vous?

Don Mendo. — Je cherche la porte.

Don Garcia. — Quel aveuglement! C'est par ici que vous devez sortir.

(Il lui montre la fenêtre par laquelle il est entré.)

Don Mendo. — Encore une fois, vous me connaissez?

Don Garcia. — Je vous garantis que, si je ne vous avais pas connu, vous seriez descendu plus vite.... Mais maintenant prenez cette arquebuse. Il y a des voleurs dans la forêt; ils pourraient ne pas vous traiter avec autant de ménagement que moi. Descendez promptement. Je ne veux pas que Blanche sache rien de cette aventure.

Don Mendo. — Je vous obéis.

Don Garcia. — Dépêchez-vous; trève de complimens, et prenez garde de vous laisser tomber; je craindrais qu'une chute ne vous retînt un moment de plus dans ma maison. Descendez, ne craignez rien, je tiens l'échelle.

Je connais peu de conceptions aussi fortes, aussi dramatiques que la double erreur de Garcia et de don Mendo, dont l'un, prêt à frapper l'homme qui a voulu l'outrager, passe à son égard de la menace au respect lorsqu'il a cru reconnaître en lui son souverain, tandis que l'autre, toujours présomptueux, ne soupçonne pas même que les ménagemens excessifs dont il est l'objet soient accordés à autre chose qu'à la supériorité de rang d'un seigneur de la cour sur un pauvre campagnard ébloui de sa naissance et de sa qualité. Il était impossible de mieux faire ressortir le caractère des deux personnages.

Garcia, resté seul, s'abandonne au plus violent désespoir. Sa tête s'exalte. Bientôt il ne voit plus d'autre moyen de déjouer les projets du roi et de sauver son honneur, que de donner la mort à son innocente femme. Une lutte horrible s'engage dans son cœur, entre l'amour et la cruelle jalousie qui lui met le poignard à la main. Tandis qu'il hésite, qu'il se débat, Blanche, éperdue, s'échappe et cherche un asile dans la forêt voisine, où elle rencontre leur noble protecteur, le comte d'Orgaz. Il venait en ce moment même annoncer à Garcia que le roi se proposait de lui conférer un commandement contre les

Maures. Blanche, à peine rassurée par sa présence, lui raconte le danger qu'elle vient de courir; toujours douce et tendre, elle cherche à excuser son mari, dont elle ne peut concevoir les emportemens. Le comte charge un de ses serviteurs de la conduire auprès de la reine, à qui il a confié le secret de sa naissance et qui la prendra sous sa protection. Lorsqu'elle s'est éloignée, il va trouver Garcia, et, après lui avoir reproché vivement l'action barbare qu'il a voulu commettre, il l'invite à le suivre à Tolède pour remercier le roi de la haute marque de confiance et de faveur dont il vient de l'honorer; mais Garcia, dans tout ce que le comte vient de lui dire, n'a entendu qu'une chose, c'est que Blanche a été conduite dans le palais du roi. Épouvanté à cette idée, n'osant expliquer ni sa conduite, ni ses terreurs, pour ne pas manquer à l'engagement qu'il croit avoir pris envers son souverain, il n'a plus qu'une pensée, c'est de partir à l'instant même pour la cour. A peine arrivé, on l'introduit auprès du roi, qu'il trouve entouré de ses courtisans. En un moment tout est éclairci, et la vérité apparaît enfin aux yeux de Garcia.

LE ROI. — Approchez-vous, et venez recevoir de ma bouche l'expression d'une bienveillance que vous avez si bien méritée.

DON GARCIA (ne reconnaissant pas le roi). — Pardonnez, laissez-moi d'abord baiser les pieds de sa majesté. (Il s'approche de don Mendo qu'il prend pour le roi.)

DON MENDO. — Voici le roi, Garcia.

DON GARCIA (à part). — Qu'entends-je? ô mon honneur! Quelle erreur est-ce là? Sire, permettez-moi de baiser votre main... si je mérite... vous pouvez...

LE ROI. — Remettez-vous. D'où vient ce trouble? Vous pâlissez.

DON GARCIA (à part). — Un noble peut-il ne pas pâlir lorsqu'il a perdu l'honneur. (Haut.) Sire, permettez-moi de vous dire deux mots en secret. Vous êtes le soleil; prosterné à vos pieds, la puissance de vos rayons a mis au jour ce que vous lisez sur mon visage.

LE ROI. — Avez-vous à vous plaindre d'un outrage?

DON GARCIA. — Je connais celui qui m'a offensé.

LE ROI. — Qui est-il?

DON GARCIA. — J'ignore son nom.

LE ROI. — Indiquez-le-moi.

DON GARCIA. — C'est ce que je vais faire. (A don Mendo.) Je voudrais vous entretenir un moment d'une affaire importante, mais le roi ne doit pas assister à notre explication.

DON MENDO. — Je vous attends dans la pièce voisine.

LE ROI. — Où allez-vous, Garcia?

DON GARCIA (sortant). — Exécuter l'ordre que vous venez de me donner.

LE ROI. — Sa douleur m'afflige. Il me tarde de savoir de qui il a à se plaindre.

DON GARCIA (derrière le théâtre). — Don Mendo, voilà ce que c'est que l'honneur. (Il le frappe de son poignard.)

DON MENDO. — Je suis mort!

Le roi ordonne qu'on arrête le meurtrier. Loin de chercher à fuir, Garcia se présente fièrement; maintenant que son honneur est vengé, peu lui importe le reste. Autant tout à l'heure son langage était confus et troublé, autant maintenant il parle avec assurance et même avec une sorte d'exaltation intrépide. Il révèle au roi le secret de sa naissance et celle de Blanche; il lui raconte par quelle odieuse provocation il a été conduit à l'acte de vengeance qu'il vient d'accomplir. « Cet hôte perfide, dit-il, à peine reçu dans ma maison, a osé porter sur Blanche des regards criminels. Le prenant pour vous, sire, par l'effet de je ne sais quel malentendu, j'ai fait céder ma juste colère au devoir d'un sujet loyal : je l'ai respecté. Mais, cette erreur une fois reconnue, l'honneur d'un homme tel que moi demandait impérieusement vengeance. J'ai saisi ce poignard, je lui ai percé le cœur... Vous le voyez mort. Vous m'auriez regardé comme un infâme si, lorsque vous m'aviez demandé de vous faire connaître celui que j'accusais de m'avoir offensé, je vous l'eusse montré respirant encore. Fût-il le fils du soleil, un des grands de l'état, le premier dans votre faveur, le second dans votre royaume, vous savez qui je suis, quel affront j'avais reçu. Voilà le coupable offenseur, voici le bras qui l'a frappé. Que ce bras tombe, s'il le faut, sous la hache du bourreau; mais, tant que ma tête reposera sur mes épaules, *personne après le roi,* personne ne m'offensera impunément. » Le roi, pleinement convaincu par cette justification fière et respectueuse, n'a plus pour Garcia que des paroles d'approbation. Il lui confie le commandement de l'expédition projetée contre Algésiras, et le nouveau général part aussitôt pour l'Andalousie.

Certes ce terrible dénouement est préparé avec un art infini. L'horreur même de l'assassinat y disparaît en quelque sorte sous l'intérêt habilement excité en faveur de Garcia. Néanmoins, l'émotion de la scène une fois passée, il ne nous est pas possible de nous écrier avec lui : *Voilà ce que c'est que l'honneur!* Pour comprendre cette exclamation accompagnant un coup de poignard donné à un homme qui ne se défend pas, il faut de toute nécessité que, nous dépouillant des idées de notre temps, nous sachions nous pénétrer des impressions, des sentimens auxquels répondait le drame de Rojas.

S'il est un trait de mœurs assez universellement reproduit dans les anciennes comédies espagnoles pour qu'il soit impossible de n'y voir qu'une fiction poétique, c'est la jalousie, moins encore peut-être celle qui tient aux délicatesses du cœur ou à la capricieuse exaltation des sens que la jalousie d'honneur, celle que j'appellerai la jalousie de l'esprit, et qui, fondée sur des devoirs et des convenances plutôt que sur des passions, a le même caractère, se révèle par les mêmes symptômes dans le père, dans le frère, dans le mari, presque dans l'amant. Ce que les mœurs modernes de l'Europe

ont conservé de ce sentiment peut à peine nous faire soupçonner ce qu'il paraît avoir été alors en Espagne. Il semblerait que, par l'effet du long séjour des Maures, quelque chose des idées de l'Orient mahométan s'y était mêlé aux idées de l'Occident chrétien, dans la manière de concevoir l'existence des femmes et leurs rapports sociaux.

Que voit-on en effet dans toutes ces comédies, même dans celles qui, par le choix des sujets et des personnages, ont évidemment pour objet de nous présenter le tableau de la vie commune plutôt que quelque scène exceptionnelle d'une nature romanesque et tragique? C'est qu'il suffit pour compromettre une femme qu'un étranger pénètre, sans motif connu, dans la maison qu'elle habite, ou même se promène le soir sous son balcon; c'est que quelques mots échangés avec elle emportent presque la conviction d'une liaison coupable; c'est que la certitude d'un tel fait ou même le simple soupçon, en engageant bien plus encore que son propre honneur l'honneur de l'homme chargé de sa garde ou de sa protection, met celui-ci dans la nécessité absolue de ne reculer devant aucun moyen de réparation ou de vengeance. Sa raison peut se révolter contre une telle nécessité; on le voit même assez souvent se récrier contre l'inflexible loi qui le force à subir ainsi les conséquences de fautes et d'entraînemens auxquels il est étranger. Ces plaintes, que Molière rend si plaisantes et si naïves dans la bouche du poltron Sganarelle, prennent parfois un caractère pathétique et élevé chez les poètes espagnols, qui les prêtent à des hommes pleins de courage et de loyauté. Mais, quelle que soit leur répugnance, ils n'hésitent pas. Sous peine d'être déshonorés eux-mêmes, il faut qu'ils versent le sang, non seulement de l'audacieux qui a osé adresser ses hommages à leur fille, à leur sœur, à leur femme, mais même de l'imprudente qui les a acceptés ou qui ne les a pas assez énergiquement repoussés. La coupable le sait si bien d'avance, que sa première pensée, au moment où elle se voit soupçonnée, est celle de la mort qui la menace et qu'elle paraît considérer comme la suite toute naturelle de sa faiblesse. Dans les drames les moins tragiques, au milieu des scènes les plus gaies, on voit fréquemment un frère ou un père tirer son épée ou son poignard pour en frapper, sur un simple soupçon, celle qui a eu le malheur d'en devenir l'objet. Le dénouement ordinaire, c'est qu'à cette heure de crise, l'amant propose un mariage qu'on accepte avec empressement, parce qu'il est parfaitement convenable et qu'il eût pu être conclu dès le premier moment, si une intrigue secrète n'eût été indispensable pour fournir la matière de la comédie.

On le voit, même dans les compositions les plus enjouées, les poètes espagnols nous montrent en perspective le meurtre, tranchons le mot, l'assassinat comme un accessoire presque obligé de la jalousie et de l'amour. Lorsqu'ils aspirent à des effets plus tragiques, ils ne s'arrêtent pas là. C'est un mari qu'ils mettent en scène, et comme alors l'affront est irréparable, comme il n'y a pas d'excuse pour des tentatives dont le but était nécessairement criminel, comme, dans la terrible logique de l'honneur, la volonté d'y porter

atteinte est aussi coupable et ne peut pas plus être pardonnée que le fait accompli, le sang doit couler de toute nécessité, il doit couler à l'instant même, et le moindre retard aggraverait l'outrage. Ainsi s'explique *Garcia del Castañar,* ainsi s'expliquent d'autres drames espagnols dont l'action, jugée d'après nos idées, serait bien plus révoltante encore et nous paraîtrait inconciliable avec la loyauté, la probité même.

Dans *le Médecin de son honneur,* de Calderon, un mari, ne pouvant se venger sur l'amant de sa femme, qu'un rang presque royal met à l'abri de ses coups, ne voulant pas non plus, par un raffinement d'orgueil, donner à sa vengeance une publicité qui révélerait à tout le monde l'affront qu'il a reçu ou plutôt qu'il craint d'avoir reçu, livre à la mort la plus étrange cette femme qu'il adore, mais dont il croit que l'existence, prolongée un moment de plus, serait pour lui une flétrissure mortelle : il force un chirurgien à la saigner, à laisser couler tout son sang, et lorsqu'elle a expiré, il va dire au roi, avec l'accent du désespoir, que la maladresse de cet homme vient de lui enlever le bonheur de sa vie, et le roi, qui sait la vérité, qui en est profondément affligé, le sévère, l'équitable, le *justicier* don Pèdre, n'ose pourtant désapprouver un pareil acte commis de sang-froid après une longue délibération.

Il y a quelque chose de plus fort encore dans une autre pièce du même poète, dont le titre est singulièrement expressif : *A secret affront secrète vengeance.* Là l'époux offensé, n'ayant aucun motif d'épargner son heureux rival, mais retenu aussi par la crainte de publier son déshonneur, feint de l'ignorer, assassine traîtreusement ce malheureux dans un bateau où il l'a engagé à s'embarquer avec lui pour traverser le Tage, submerge ensuite le bateau pour faire croire qu'il a péri dans les flots, et après s'être donné l'atroce plaisir de porter la mort dans le cœur de sa coupable femme en lui apprenant cet accident comme une chose qui doit lui être indifférente, la poignarde elle-même au milieu de la nuit, puis met le feu à sa maison, et lorsqu'elle est entièrement consumée, raconte à tout le monde que, malgré ses efforts, il n'a pu arracher aux flammes sa compagne chérie. Le roi Sébastien, qui n'ignore rien de ce qui s'est passé, ne se borne pas, comme don Pèdre, à laisser impunie cette abominable justice; il se montre pénétré d'une admiration qui devait trouver quelque sympathie parmi les contemporains de Calderon, puisqu'il osait l'exprimer ainsi devant eux dans un drame singulièrement remarquable par la couleur de fatalisme mystérieux et de sombre terreur qu'il a su y jeter.

Une considération nous frappe en présence de ces étranges conceptions, qui, nous le répétons, étaient, au moins dans une certaine mesure, le reflet des opinions du temps. Les Espagnols de cette époque entendaient bien autrement qu'on ne le fait aujourd'hui la vengeance de l'honneur outragé. Aujourd'hui, en exigeant dans des cas bien rares une satisfaction sanglante, on se propose moins d'assouvir son ressentiment, de punir son ennemi, que de faire soi-même preuve de courage, de prouver qu'on ne méritait pas l'injure dont on a

été victime, de s'en relever, et par-là d'échapper au mépris. Cette préoccupation n'était pas celle du XVIe siècle, peut-être parce que, dans la classe seule soumise alors aux exigences de l'honneur, le courage personnel était, par l'effet de l'éducation et des habitudes, une chose trop ordinaire, trop naturelle, pour qu'il fût nécessaire de la prouver. Ce qu'exigeait absolument l'honneur offensé, c'était un sacrifice sanglant, seul capable de laver la tache qu'il avait reçue. La vengeance proprement dite, ce sentiment implacable, si fortement enraciné dans le cœur de l'homme, que la plus extrême civilisation réussit à peine, non pas à l'étouffer, mais à en adoucir les manifestations, la vengeance, dans sa forme la plus rude, la plus cruelle, tel était encore l'impérieux besoin de l'honneur compromis. Pourvu qu'elle fût terrible, peu importait qu'elle fût atroce, qu'elle eût été préparée par les moyens les plus perfides. Le but, promptement, complètement atteint, justifiait les moyens. Tout était permis contre le provocateur. C'était le code de la vie sauvage, prolongeant son empire au milieu d'une société civilisée à tant d'égards jusqu'au raffinement. Il ne faut rien exagérer : l'empire de pareilles idées n'était sans doute ni absolu, ni universel. Le théâtre espagnol lui-même, où nous recueillons tant de témoignages de leur influence, atteste qu'il s'y mêlait souvent de plus généreuses, de plus nobles inspirations, qui semblaient les contredire. Il n'en pouvait être autrement, car la nature humaine, si incomplète, si inconséquente dans le bien, l'est heureusement beaucoup plus encore dans le mal; mais ce n'étaient là que des exceptions, et il est incontestable que les auteurs des drames du XVIIe siècle ne choquaient pas le public, ne dégradaient pas leurs héros, en leur prêtant les plus affreuses, les plus impitoyables, les plus odieuses vengeances; que, tout au contraire, la physionomie de ces héros, présentée de la sorte, paraissait plus énergique, plus passionnée, plus digne d'intérêt.

Comment de tels écarts pouvaient-ils se concilier avec l'exaltation pieuse qui dominait tous les esprits, qui animait toutes les imaginations? Pour résoudre cette question, il suffit de se rappeler ce que les Espagnols avaient fait alors du christianisme. Là où un fanatisme cruel et absurde, appuyé sur les bûchers et les tortures de l'inquisition, avait pris la place du sentiment religieux, il n'y avait pas lieu de s'étonner de voir l'honneur, cette image de la vertu, aussi étrangement dénaturé; peut-être même était-il difficile qu'il en fût autrement. Nous doutons, en effet, que la morale puisse long-temps rester saine, lorsque la religion, qui en est la base, a reçu, non seulement dans ses formes et dans ses accessoires, mais dans son principe même, des altérations aussi profondes, aussi monstrueuses.

Il n'est pas sans intérêt de rechercher par quelle voie les Espagnols étaient arrivés à d'aussi prodigieux égaremens dans un siècle qui n'était certes pas un siècle d'ignorance et de barbarie. Peu de mots suffiront pour l'expliquer. Il est dans la nature de l'esprit espagnol de tout exagérer, de chercher l'excès en toute chose, de poursuivre, non pas seulement ce qui est grand, mais ce

qui est gigantesque, de pousser l'approbation jusqu'à l'enthousiasme, le blâme jusqu'à l'indignation, l'affection et le dévouement jusqu'à l'adoration aveugle, le mépris et l'antipathie jusqu'à la haine la plus furieuse, la plus impitoyable, de suivre jusque dans ses dernières conséquences cette terrible logique de la passion et du fanatisme qui exerce sur les imaginations prévenues un si funeste et si dangereux empire. Dans des ames ainsi organisées, il y a peu de place pour ces instincts d'humanité et de bon sens que la Providence a déposés en nous pour suppléer à l'imperfection de notre intelligence, et qui seuls peuvent nous retenir lorsque nous nous laissons égarer soit par les sophismes d'un argument captieux, soit par les illusions de l'orgueil ou de la vengeance. Ces bienfaisantes, ces saintes inspirations ne s'appuyant pas sur le raisonnement, c'est en elles-mêmes, c'est dans leur évidence que réside toute leur force. Lorsqu'on est parvenu à en obscurcir la clarté, à se persuader qu'il y a quelque chose de plus vrai que la raison, quelque chose de plus respectable que la vie des hommes, à croire qu'il peut être méritoire de fouler aux pieds comme d'insignes faiblesses, comme de vulgaires préjugés, le bon sens, la pitié, la bonne foi, alors il est impossible de fixer la limite des horreurs et des extravagances auxquelles on peut se laisser emporter : on arrive à l'inquisition, à la Saint-Barthélemy, au comité de salut public; alors aussi, ajouterons-nous en revenant à notre sujet, on en vient à applaudir comme autant d'actes magnanimes les vengeances des héros de Calderon et de Rojas.

LOUIS DE VIEL-CASTEL.

LA HOLLANDE.

II.[1]

ANCIENNE LITTÉRATURE.

Diverses tribus ont passé sur le sol des Pays-Bas ; trois races principales l'ont peuplé : celle des Saxons, des Francs et des Frisons. Les Saxons, dit un historien allemand, forcés de quitter leur patrie, donnèrent à la province qu'ils envahirent le nom de Flandre, dérivation de l'épithète de flamands (fugitifs), qui exprimait leur situation. D'autres Saxons se répandirent dans les districts de Drenthe et de l'Overyssel, qui forment aujourd'hui deux provinces du royaume de Hollande. Les Francs se fixèrent d'abord dans le Brabant, et, au VIII[e] et au IX[e] siècle, étendirent leur domination sur une partie du sol conquis par les Frisons, qui furent alors refoulés sur les côtes de la mer du Nord (2). La fusion des idiomes de ces trois peuples forma l'ancien néerlandais, et de ce dialecte primitif, grossier, dont on n'a pas de monument écrit, mais qui subsiste encore parmi le bas peuple de quelques provinces, surgit peu à peu la langue littéraire, la langue

(1) Voyez la livraison du 1[er] janvier.

(2) Mone, *Niederlandsche Volkslitteratur*.

écrite, que l'on divise encore en deux dialectes, le hollandais et le flamand. Le hollandais est resté plus près de la source, le flamand a été altéré par l'influence de la France. Ces deux dialectes ne diffèrent cependant entre eux que par certaines locutions et par des terminaisons de mots; leurs racines sont restées les mêmes, leur syntaxe est aussi la même, et qui comprend l'un comprend sans difficulté l'autre. Les nuances légères qui les séparent sont du reste assez récentes; au moyen-âge, elles n'existaient pas encore. Les œuvres écrites à cette époque à Gand ou à Amsterdam sont rangées dans la même catégorie. Maerlandt, né en Flandre, et Melis Stoke, né en Hollande, sont inscrits l'un comme l'autre dans les rangs d'une littérature que nous ne connaissons que sous le nom de littérature hollandaise.

Cette littérature a beaucoup imité et peu inventé. Placée entre le génie de deux grands peuples qui devaient nécessairement la dominer, trop faible pour se développer et s'affermir d'elle-même, pour surmonter les circonstances qui pouvaient arrêter ses progrès, elle a été tour à tour sous l'influence de la France et de l'Allemagne, plus souvent cependant sous celle de la France, et par contre-coup sous celle de l'Espagne et de l'Italie, comme un habile écrivain l'a tout récemment démontré (1).

Dès ses premières tentatives, et pour ainsi dire à son point de départ même, la littérature hollandaise fut entravée par le morcellement des Pays-Bas, par leur division en comtés et en petites principautés, chacun de ces petits états s'isolant des autres et se formant un dialecte et une littérature à part. En 1383, les diverses provinces furent réunies sous une même domination; mais cette domination était celle des ducs de Bourgogne. Ce fut pour la littérature de Hollande un malheur plus grand encore. L'élément germanique, l'esprit national de cette littérature, fut alors violemment comprimé par l'autorité française. La langue du souverain devint en peu de temps celle des principaux fonctionnaires et des classes élevées. C'était dans cette langue que le prince rendait ses arrêts et que toutes les affaires importantes du pays étaient traitées. Du domaine de la politique, elle passa peu à peu dans les habitudes de la vie privée, et la langue hollandaise, vaincue et refoulée par cette puissante rivale, ne trouva de refuge qu'au sein du peuple et des classes intermédiaires.

Quand Maximilien Ier devint maître des Pays-Bas par son mariage avec Marie de Bourgogne, il essaya vainement de rendre quelque

(1) Declercq, *Verhandeling ter beantwoorting der vraag welken invloed*, etc., 2e édit., Amsterdam, 1826.

autorité à la langue primitive de ces provinces. Pour la relever de l'espèce d'asservissement où l'avait jetée dans le cours d'un siècle la domination bourguignonne, il eût fallu lui prêter un appui énergique et soutenu. Charles-Quint, successeur de Maximilien, n'eut sans doute jamais l'idée d'entreprendre une pareille tâche. Dans sa jeunesse, il ne savait lui-même pas l'allemand, et Philippe II, qui devint après lui souverain des Pays-Bas, s'inquiétait fort peu du langage usité dans cette partie lointaine de ses états, pourvu que ce langage fût soumis et orthodoxe. Cependant, sous son règne rigoureux, une ère nouvelle se prépare; la réformation, qui depuis plusieurs années gagnait sourdement et peu à peu l'esprit du peuple, éclate tout à coup, et les mesures de violence employées pour en comprimer les progrès ne font que lui donner plus de force. En 1579, les cinq provinces de Seelande, Utrecht, Gueldre, Frise et Hollande se déclarent, par le traité d'Utrecht (1), indépendantes de l'Espagne; en 1580, la province d'Overyssel, et en 1594 celle de Groningue, s'associent au même traité. De cette époque date tout à la fois l'affranchissement religieux, politique et littéraire de la partie septentrionale des Pays-Bas; de cette époque date aussi la formation de la république, à laquelle la province la plus étendue, la plus riche, la province de Hollande, donna son nom. Quant aux provinces méridionales, on sait qu'elles restèrent sous la domination de l'Espagne, et l'action continue du français enfanta dans quelques-uns de ces districts le dialecte bâtard qu'on appelle wallon.

Toute l'ancienne littérature de la Hollande se compose d'imitations ou de traductions. Tous les anciens romans de chevalerie se retrouvent là, en vers ou en prose : les romans du cycle d'Arthur et du cycle de Charlemagne, les épopées naïves où les héros antiques figurent sous un vêtement de baronnet, les contes facétieux de France et les mélancoliques légendes d'Allemagne, tout a été consciencieusement reproduit en hollandais. Et à voir ce pays mettre ainsi en tête de sa littérature le catalogue de tous ces poèmes et romans populaires du moyen-âge, on pourrait le croire très romantique. Tant s'en faut, hélas! et je le dis à regret, la Hollande n'est nullement romantique.

(1) L'original de ce traité, qui occupe une place si importante dans l'histoire des Pays-Bas, se trouve maintenant dans les archives de La Haye. C'est un long et large parchemin, où il y a seulement une clause de quelques lignes; tout le reste est couvert de signatures. Le savant M. de Jonge est parvenu à déchiffrer toutes ces signatures, et en a publié un *fac-simile* très curieux.

Que ceux dont l'esprit se tourne de préférence vers les merveilleuses inventions de la poésie populaire ne s'attendent pas à trouver ici ces légions de fées, de sylphes, de génies terrestres et aériens qui peuplent les vastes contrées de l'Orient et les mélancoliques solitudes du Nord. Il est vrai que cette mythologie d'une race primitive et poétique a été introduite en Hollande. Il est vrai, comme l'a dit un écrivain, que sur les bords de l'Amstel, comme sur les bords de l'Elbe, on a cru aux elfes qui dansent le soir dans les prairies, aux nixes habitans des eaux, qui entraînent les jeunes filles dans leurs grottes de cristal. Mais ces créations fabuleuses ont disparu bien vite devant l'austère réalité. Le merveilleux enfanté par l'imagination de l'homme ne subsiste pas long-temps, s'il n'est soutenu par l'évènement irrégulier que l'ignorance appelle un phénomène, ou par l'aspect d'une nature étrange et mystérieuse. Placez en face d'une telle nature l'homme simple et impressionnable qui ne connaît encore ni les lois de la physique ni celles de l'astronomie, et qui pourtant veut se rendre compte des choses singulières qu'il observe : soudain vous allez avoir les symboles fantastiques de l'antiquité et du moyen-âge. Le volcan s'allume, la terre s'ébranle : ce sont les Titans enfermés dans le sein des montagnes qui se tournent sur le flanc et cherchent à respirer. Le tonnerre gronde : c'est le dieu Thor qui se promène sur son char d'airain attelé de deux boucs. Les Pyrénées étonnent, par leurs longues ondulations et leur cime imposante, le regard du voyageur : c'est Hercule qui a entassé l'une sur l'autre ces masses de terre pour faire le tombeau de sa bien-aimée Pyrène. En Allemagne, la petite crevasse noire qui s'ouvre dans l'intérieur des montagnes conduit à une route profonde où habitent les nains gardiens des trésors; en Suède, les lacs cachent dans leur enceinte des villes englouties pour leurs péchés; en Norvége, les longues et sombres forêts de sapins sont peuplées d'une foule de petits êtres dangereux à rencontrer. Ici un roc fourchu apparaît sur la crête d'une montagne, et le peuple raconte que Roland, dans sa colère, l'a fendu de son épée. Là on distingue sur une dalle une empreinte pareille à celle d'un pied de cheval : c'est le coursier de saint Olaf qui y a laissé cette trace de son passage. Le bruit du Rhin, au détour de Lurley, c'est le soupir d'amour d'une magicienne. Les blocs ératiques disséminés dans les plaines de la Scanie sont les pierres que les géans se jetaient à la tête dans leurs jeux et dans leurs luttes, et les nuages flottans sur les collines de l'Écosse cachent dans leurs replis la grande ombre de Fingal.

Mais en Hollande il n'y a ni rochers, ni forêts, ni montagnes, rien qui étonne l'imagination, rien qui jette dans l'esprit cette mystérieuse terreur d'où naît le conte fantastique et la légende populaire. Là, l'homme a lui-même coupé, desséché et pour ainsi dire formé le sol qu'il occupe; il en connaît la surface et le fond, et il sait bien qu'il n'y a là ni sylphes ni fées; il sait comment il a été lui-même l'unique magicien de cette terre difficile à cultiver, comment il l'a épurée par des canaux et préservée de l'inondation par des digues. Chaque jour encore il est obligé d'y travailler, et ce travail matériel, continu, ne lui permet guère de rêver. Les romans fériques, les poèmes chevaleresques traduits du français et de l'allemand, firent, il est vrai, pendant deux ou trois siècles, les délices de la noblesse hollandaise; mais à côté de cette classe riche et galante qui aimait les récits de batailles et de tournois, les descriptions vraies ou fictives des cours étrangères et les aventures de voyage ou d'amour, il y en avait une autre plus nombreuse, et dont la fortune, l'influence, allaient toujours en augmentant: c'était la bourgeoisie. Dès le XIIIe siècle, le commerce et l'industrie lui avaient donné un ascendant qu'elle était loin encore d'avoir dans les autres pays. Bruges était un vaste entrepôt de toutes sortes de denrées; Gand avait le langage haut et fier, et quand on parlait de la province de Hollande, on l'appelait la Hollande la riche (1). Or, tous ces bons bourgeois, tous ces honnêtes merciers et tisserands dont la grande affaire était de fabriquer de bonnes marchandises et de les vendre au meilleur prix possible, comprenaient fort peu le bonheur de s'en aller sur les grandes routes chercher les aventures, les batailles, contre les dragons et les enchanteurs, les pérégrinations à travers le monde, pour retrouver une belle inconnue, et toutes les autres charmantes fictions des romans de chevalerie. Quand ils avaient fermé leur comptoir et tiré le verrou sur leur porte, si le soir, assis au milieu des leurs, la fantaisie leur venait de lire, il leur fallait des ouvrages plus positifs. De son côté, le clergé ne lisait guère, ou du moins ne devait décemment lire que des livres de piété, des légendes de saints, et quant au bas peuple, il était trop ignorant pour s'enquérir des manuscrits.

(1) Dans l'épitaphe de Jean II de Valenciennes, qui mourut en 1306, il est dit :

CHY GIST LE GENTIL JEAN DE PARIS,
JADIS EUST DESSOUS LUI COMPRIS
QUATRE PAYS DE GRANDE NOBLESSE;
C'EST HAYNAU, COME BIEN APRIS,
ZEELANDE ET FRISE, QUE MOULT PRIS,
ET HOLLANDE PLEIN DE RICHESSE.

La littérature chevaleresque et galante, ou, pour nous exprimer plus nettement, la littérature romantique n'était donc acceptée que par la noblesse. Ce n'était pas assez pour lui donner une existence durable. De bonne heure il se forma une littérature anti-romantique dont Maerlant fut le chef. C'était un honnête greffier de la petite ville de Damme, qui vivait vers le milieu du XIII[e] siècle. Il se prit d'une vertueuse indignation contre les poèmes fabuleux que l'on traduisait alors en hollandais. A chaque instant il y revient, il les attaque, il les signale au mépris ou à l'animadversion de ses lecteurs. En même temps il s'efforce de ramener par ses ouvrages la littérature dans une autre voie. Il traduit sous le titre de *Riimbibel* (*Bible rimée*) la *Historia scolastica* de Pierre Commestor; sous le titre de *Bestiaris*, le *Liber rerum*, attribué à Albert-le-Grand, *la Vie de Saint François*, et le *Speculum historiale* de Vincent de Beauvais. Les ouvrages de Maerlant eurent une grande vogue parmi les graves familles marchandes des Pays-Bas, et on le surnomma le père de la poésie. A la même époque vivait, dans les états du comte Florens V, un clerc nommé Melis Stoke, qui écrivait une chronique rimée de Hollande. Dès ce jour, les œuvres romantiques des trouvères et des *minnesingers* furent moins lues encore que par le passé. La Hollande venait de trouver, dans les œuvres de Stoke et de Maerlant, les élémens de sa poésie future, poésie sèche, mesurée, didactique, qui s'appuie sur la Bible et sur les livres de morale, et se distrait de son enseignement dogmatique par quelque page d'histoire nationale, ou quelques innocentes descriptions de paysages.

Toute cette première époque de la littérature hollandaise n'est intéressante à étudier que sous le rapport philologique, car elle ne présente, comme nous venons de le voir, que des traductions ou des imitations. Cependant il y a là deux poèmes dont on n'a pas encore trouvé les originaux, et dont on peut, jusqu'à nouvelle information, faire honneur à la Hollande; l'un a pour titre: *Élegast et Charlemagne;* l'autre est un roman du *Renard* qui ne ressemble pas aux nôtres.

Le poème d'*Élegast* est le récit d'une de ces mille aventures attribuées à Charlemagne par les chroniqueurs et les légendaires du moyen-âge. L'archevêque Turpin a, comme on le sait, conté d'étranges choses sur l'illustre empereur; les poètes franco-normands l'ont fait voyager en Palestine (1); les poètes allemands le font re-

(1) *Travels of Charlemagne*, publiés par M. F. Michel.

vivre dans l'une des grottes du Wunderberg, et Pétrarque, le doux et mélodieux Pétrarque, a employé deux pages de son élégant latin à écrire l'histoire de l'anneau merveilleux qui enchaînait Charlemagne près du cadavre d'une femme chérie. Mais jusqu'à présent, on ne nous avait pas dit que ce héros de tant de nobles épopées, ce chef des douze pairs, ce roi de la chevalerie, se fût fait voleur, et qui plus est, voleur de grands chemins. Or, voilà précisément ce que nous raconte le poète hollandais. Dès le premier vers, l'auteur dit que c'est une véritable histoire (1); ainsi, il ne s'agit pas de plaisanter.

C'est le soir : Charlemagne vient de s'endormir, quand tout à coup il est réveillé par la voix d'un ange, qui lui crie : Lève-toi, noble Charles, prends tes vêtemens, tes armes, et va-t-en voler cette nuit; c'est Dieu qui te l'ordonne par ma bouche, et si tu ne m'obéis pas, tu es mort. — Tiens, dit l'empereur, quel étrange rêve je viens de faire!—Et là-dessus, il se tourne de l'autre côté et se rendort de nouveau; mais voilà que l'ange l'appelle une seconde fois, plus haut encore que la première, et lui ordonne impérieusement de se lever et d'aller voler. — Moi, voler! répond le bon Charlemagne, mais il n'y a pas sur la terre un roi ou un comte plus riche que moi; depuis Cologne jusqu'à Rome, tout appartient à l'empereur; je règne sur les rives sauvages du Danube, sur la Galice et sur l'Espagne. Qu'ai-je donc fait, malheureux homme que je suis, pour que Dieu me commande de voler?

Là-dessus, il essaie encore de fermer les yeux, mais l'ange qui veut remplir sa mission ne le quitte pas, et insiste si vivement, qu'à la fin Charles désespéré s'écrie : Eh bien! soit; je suivrai l'ordre de Dieu et je me ferai voleur, dussé-je être pendu par la gorge (2)! Il se lève, s'habille, prend ses armes qui étaient toujours posées près de son lit, passe au milieu de ses gens qui dorment d'un profond sommeil, descend à l'écurie, selle son cheval et se dirige vers la forêt, la tête baissée, le cœur désolé de l'ordre fatal auquel il doit obéir. Chemin faisant, il se rappelle qu'il a banni de sa présence, pour une faute de peu d'importance, le chevalier Élegast, et s'apitoie sur son sort. Élegast attend les passans sur la grande route, et respecte le

(1) Een vraie historie ende al waer
Mach ic u tellen.

Et plus loin :

Hoort hier wonder ende waerhede.

(2) Al soud ic hanghen bi der kele.

pèlerin, le marchand, mais il ne ménage ni les évêques, ni les chanoines, ni les abbés, ni le pape; tout ce qu'il peut leur prendre, il le prend sans pitié.

Ainsi rêvant et soupirant, Charles s'avance dans la forêt, et tout à coup il aperçoit un chevalier couvert d'une armure noire, portant un casque noir et monté sur un cheval noir. Ce chevalier l'arrête et lui dit d'une voix impérieuse: Qui es-tu? Où vas-tu? Comment se nomme ton père? — A ces mots Charlemagne reprend sa fierté d'empereur: — Jamais personne, s'écrie-t-il, ne m'a contraint de faire ce qui ne me plaisait point! Je ne te dirai pas qui je suis, mais nous combattrons l'un contre l'autre, et le vainqueur dictera ses conditions au vaincu. — Le défi est accepté; les deux champions font reculer leurs chevaux, puis fondent l'un sur l'autre avec impétuosité. Après une lutte violente, le chevalier noir est vaincu; il avoue alors son nom et sa profession de voleur, c'est Élegast; puis il invite son adversaire à montrer la même franchise, et l'empereur répond naïvement: — Moi, j'ai coutume aussi de voler, je vole les églises et les cloîtres, les grands et les petits. Il n'est si pauvre homme au monde de qui je ne tire quelque chose, et dont je ne puisse prendre le bien plutôt que de lui donner le mien. Mais à présent, si vous m'en croyez, nous irons prendre le plus riche trésor qui existe. — Lequel? demande Élegast. — Celui de l'empereur. — Non pas! s'écrie le vertueux voleur; quoique l'empereur m'ait enlevé ce que je possédais, quoiqu'il ait été injuste et cruel envers moi, je n'en suis pas moins son fidèle sujet, et j'aurais honte de lui nuire. Allons plutôt dans la demeure d'Eggherich, le beau-frère de Charles; c'est un méchant homme qui a déjà commis de nombreuses trahisons et qui ne mérite pas de vivre; nous pouvons sans scrupule lui enlever son trésor

Charles accepte et suit son étrange compagnon, touché de sa fidélité de sujet et déplorant son sort de voleur. Ils arrivent au milieu de la nuit à la porte d'Eggerich; Élegast place Charlemagne en sentinelle; et franchit l'enceinte de l'habitation. En passant, il arrache une plante qu'il porte à sa bouche, et c'est une de ces plantes merveilleuses qui font comprendre à l'homme le langage des animaux. Élegast entend les coqs qui crient, les chiens qui aboient et qui racontent, *dans leur latin* (dit le poète), que Charlemagne est à la porte. Il accourt tout effaré annoncer cette nouvelle à Charlemagne lui-même qui le raille de sa vaine frayeur. Élegast rentre dans la demeure qu'il veut piller, il pénètre jusque dans la chambre d'Eggerich, et il entend le chevalier félon qui dit à sa femme le projet qu'il a

formé de tuer l'empereur, et lui nomme les hommes choisis pour commettre ce régicide. Sa femme, à cet aveu, pousse un cri d'horreur, et Eggerich la frappe si rudement au visage, que le sang en jaillit jusque sur les mains d'Élegast.

Élegast sort, emportant la selle et l'épée du perfide Eggerich, puis il s'en va conter avec douleur à Charlemagne l'affreux secret qu'il vient d'entendre. — Allez trouver demain matin l'empereur, lui dit Charlemagne; apprenez-lui ce que vous avez découvert; il sera touché de votre fidélité, et, s'il en doutait encore, je serais là pour l'attester.—Élegast promet de suivre ce conseil, quoiqu'il redoute de braver la colère de son souverain et de reparaître devant lui. Charlemagne le quitte, rentre dans son palais, fait réveiller ses gens, ordonne qu'on range dans la grande salle une troupe de *Vransoys* et de *Bollonoys*. Vers le matin arrive Eggerich avec une suite nombreuse; on l'arrête, on fouille l'un après l'autre chacun de ceux qui l'accompagnent, et on trouve sous leurs vêtemens des poignards et des hallebardes. Eggerich, accusé de trahison, cherche en vain à se disculper. Élegast paraît, le défie au combat, le terrasse, lui fend la tête. Les compagnons du traître sont mis à mort; Élegast rentre en grace, et, pour prix de sa fidélité, épouse la veuve de celui dont il a découvert le complot.

Ainsi finit cette étrange histoire dont nulle traduction ne peut rendre le style naïf. La tradition populaire d'après laquelle le poème a été composé, est, à ce qu'il semble, très ancienne et a été répandue au loin, car on la retrouve en Danemark, et la bibliothèque d'Arras possède un manuscrit sur ce sujet. Quant à l'espèce d'épopée aventureuse que nous venons d'analyser, on ne la connaît que d'après deux exemplaires de deux éditions différentes dont l'un existe à la bibliothèque de La Haye, et l'autre à celle de Berlin. M. Hoffmann de Fallersleben l'a réimprimée récemment dans ses *Horæ belgicæ*.

Le second poème, dont les Hollandais prétendent avoir eux-mêmes inventé la forme et les principaux détails, est une charmante variante du roman du *Renard*, l'une des traditions les plus populaires du moyen-âge. Pas une contrée qui n'ait été occupée de cette tradition, pas une langue européenne dans laquelle elle n'ait été reproduite. Les trouvères de France et les scaldes du Nord l'ont racontée longuement (1); les savans en ont retrouvé les traces dans les fables

(1) Le roman du *Renard* a été réimprimé plusieurs fois en Suède et en Danemark; il a été aussi traduit en islandais.

de l'Orient (1); Goethe lui a prêté le charme de ses beaux vers, et dans plusieurs de nos provinces, dans les plaines de l'Alsace, et dans les chalets de la Franche-Comté, je me rappelle bien avoir entendu conter plus d'une fois, par les bonnes gens du peuple, les méchans tours du renard et la grosse niaiserie de l'ours et du loup vorace, ses ennemis. Pour que rien ne manquât à la gloire de cette histoire populaire, elle est entourée de nuages comme les plus grandes gloires de ce monde. On ne sait d'où elle vient, quand elle est née, comment elle a grandi; quatre à cinq pays se disputent son origine, comme les villes de la Grèce se sont disputé l'honneur d'avoir donné le jour à Homère, et les érudits en sont encore à demander si cette Iliade de l'Ulysse rusé des animaux a été enfantée par le génie d'un seul homme, si elle est venue au monde d'un seul jet, ou si elle a été peu à peu composée de divers épisodes par divers écrivains. Les uns, tels que M. Saint-Marc Girardin, qui a publié à ce sujet une éloquente dissertation, pensent que cette épopée cache sous son vêtement d'emprunt un fait historique; d'autres la regardent tout simplement comme une spirituelle fiction. A Dieu ne plaise que nous osions, nous humble narrateur, tenter de résoudre une question qui n'a pas encore été résolue par des hommes comme MM. Jacob Grimm, Mone, Raynouard, Willems. Nous nous bornons à exposer les pièces de la plaidoirie. Les débats du procès sont assez amusans pour que le public ne soit pas pressé de le voir finir.

Dans le poème hollandais que nous connaissons maintenant en entier, grace à l'excellente édition qui en a été publiée par M. Willems (2), il y a bien çà et là quelques mots français qui pourraient faire douter de sa parfaite originalité. Le château du Renard s'appelle Malpertuis (Maupertuis, mauvais trou), le coq Canteclaer (Chante-Clair), le petit chien Courtois, l'ours Brun, le lièvre Cuwaert (Couard); et quand le Renard fait devant son oncle son hypocrite confession, il prononce le mot de plaisir, sur quoi l'oncle s'écrie : Pourquoi parler français? parlez flamand, si vous voulez que je vous comprenne. Mais ce ne sont là que de légères couches d'un vernis étranger qui pouvaient bien provenir du contact perpétuel des Pays-Bas avec la France. Le fait est que ni les diverses branches du roman du *Renard* recueillies par Méon, ni le supplément publié par M. Cha-

(1) Dans un savant ouvrage sur le *Renard*, Grimm a démontré les rapports de cette tradition avec les fables orientales, grecques et latines.

(2) *Reinaert de Vos episch fabeldicht van der twaelfde en dertiende eeuw*, 1 vol. in-8°, Gand, 1836.

baille, ni *Renard-le-Bétourné* de Rutebœuf, ni *le Nouveau Renard* de Jacquemard Gielée, ni *le Couronnement du Renard* de Marie de France, ne peuvent être regardés comme les originaux du poème hollandais. La première partie de ce poème est antérieure au plus ancien ouvrage français que nous connaissions sur ce sujet : celui de Perrot de Saint-Cloud. M. Willems a cherché à démontrer, et, ce nous semble, par de très bonnes raisons, qu'elle date de la seconde moitié du XIIe siècle. Tous les évènemens racontés par le poète se passent en Flandre, et quelques-uns dans des lieux dont on connaît très bien l'histoire. Le récit est beaucoup plus dramatique, plus serré, que celui de nos anciens poètes, beaucoup moins licencieux, et l'ouvrage entier est empreint, comme l'a dit Jacob Grimm, d'une couleur toute flamande. La première partie est celle où il y a le plus de faits et de mouvement. La seconde, qui est beaucoup moins ancienne, tombe un peu dans le domaine de la poésie moralisante et didactique. Mais c'est chose curieuse de voir où en était déjà le langage de la morale aux jours lointains du moyen-âge, et tout ce que l'on osait dire à une époque dont nous avons tant de peine à saisir le véritable caractère et que nous regardons tantôt avec enthousiasme comme l'âge d'or des vertus chevaleresques, tantôt avec horreur comme une ère de barbarie.

Comme ce poème est encore peu connu, peut-être nous saura-t-on gré d'en donner ici une analyse. Le premier livre commence par un de ces petits tableaux champêtres que les poètes du moyen-âge, et surtout les minnesingers amoureux de la nature, aimaient à entremêler à leurs récits. C'était un jour de Pentecôte; les forêts et les champs étaient couverts de feuillage et de verdure; une foule d'oiseaux chantaient gaiement dans les haies et dans les bois; les plantes et les fleurs embaumées s'épanouissaient çà et là; le ciel était bleu et clair. Noble, roi des animaux, avait fait proclamer partout qu'il tiendrait ce jour-là cour plénière. Tous les animaux se hâtent de s'y rendre. Renard seul se tient prudemment renfermé chez lui; il a sur la conscience certains méfaits qui lui ont valu auprès du roi plus d'une mauvaise note, et il n'a garde de comparaître. A peine la cour est-elle réunie que de toutes parts des clameurs violentes s'élèvent contre le perfide habitant de Malpertuis. C'est d'abord le loup Isengrim, qui s'avance devant le trône du souverain et raconte comment Renard lui a fait tant de mal, que, si tout le drap que l'on fabrique à Gand était transformé en parchemin, il ne suffirait pas pour raconter les trahisons de la méchante bête et les souffrances du

pauvre loup sa victime; puis vient le petit chien Courtois, qui conte ses doléances en français (1) et accuse Renard de l'avoir volé; puis le pauvre Couard le lièvre, à qui Renard faisait épeler le *Credo* pour lui tordre pieusement le col au beau milieu de son oraison. Le malfaiteur, condamné devant le tribunal du roi par tant de voix, n'est défendu que par Tibert le chat et Grimbert le blaireau, qui le représentent comme un saint homme de Dieu fuyant le monde et le péché et ne vivant que d'abstinences et de mortifications. Au moment où Grimbert termine son apothéose, on voit descendre du haut de la montagne Chante-Clair qui amène sur un brancard les restes de Coppe, sa poule chérie, que Renard a traîtreusement égorgée, ainsi que dix de ses enfans. Le roi ému ordonne de chanter les vigiles; ensuite on porte Coppe en terre, on lui élève au milieu de l'herbe verte un tombeau de marbre, sur lequel on place cette inscription : *Ici est enterrée Coppe, qui savait si bien gratter la terre et que le cruel Renard a tuée avec sa race.*

La colère des ennemis de Renard puise dans cet incident une nouvelle énergie, et le roi, irrité enfin de tous ces méfaits, ordonne qu'on somme le coupable de paraître à sa cour. C'est Brun qui se charge de remplir cette mission, Brun l'ours, qui s'en va niaisement tomber dans le piége de son habile adversaire. Renard le reçoit avec empressement, lui fait toutes sortes de protestations affectueuses, et, sous prétexte de lui livrer de magnifiques rayons de miel, le conduit en un endroit où le malheureux ours se trouve tout à coup la tête prise dans un tronc d'arbre; puis il va sonner l'alarme dans le village, et tous les habitans accourent avec des pelles, des fourches, des pieux, frappant sur l'ours et le rouant de coups, tant qu'à la fin l'infortuné, voyant qu'il y va de sa vie, fait un effort désespéré, s'arrache la peau de la tête et se sauve, saignant, boitant, dans une rivière où ses ennemis furieux ne peuvent l'atteindre. Pendant ce temps, compère Renard avait trouvé moyen d'attraper une poule et s'en revenait l'esprit joyeux, le corps dispos, songeant que son ennemi Brun était mort, quand tout à coup, au détour de la colline, il l'aperçoit, couché sur le bord de la rivière, les flancs meurtris, la tête et les pattes pelées et toutes rouges de sang. — Oh! maudits villageois, s'écrie-t-il, qui avez laissé si sottement échapper la victime que je vous livrais! Puis il s'approche de lui en riant et se dandinant, et lui dit : Seigneur prêtre, que Dieu vous soit en aide? Connaissez-vous Renard le

(1) Ende clagede den coninc in fransois.

ribaud? Si vous voulez le regarder, le voilà ce manant à la peau rouge, ce larron cruel. Mais dites-moi, digne prêtre, mon bel ami, quelle est la confrérie où vous servez? dans quel ordre voulez-vous entrer, pour avoir ainsi ce chaperon rouge? Êtes-vous donc abbé ou prieur? Il a été bien près de vos oreilles, celui qui vous a taillé cette couronne. Vous avez perdu votre toupet, vous avez ôté vos gants. Vous allez, je suppose, chanter les complies ou dire votre bréviaire.

Hors d'état de se venger des trahisons de Renard, et ne pouvant supporter cette froide raillerie, Brun se jeta de nouveau dans la rivière, regagna la terre à quelque distance, et s'en alla rejoindre la cour, tantôt en posant péniblement une patte devant l'autre, tantôt en glissant sur sa queue ou en roulant sur lui-même.

Toute cette scène est vraiment une charmante comédie.

L'arrivée de Brun à la cour, l'état piteux où on le voyait reparaître, lui qui était parti si sûr de lui-même, excita une nouvelle tempête contre Renard. Le roi jura par ses grands dieux que Renard serait puni, et chargea le chat Tibert d'aller le sommer de venir. Le chat, moins présomptueux que Brun, n'accepta qu'avec peine cette dangereuse mission. Il connaissait les ruses de son cousin Renard, et n'aimait guère à entrer en lutte avec lui. Mais le roi le voulait: Tibert partit, l'esprit tout préoccupé de sombres pressentimens. Le long du chemin, il rencontra une corneille, et lui dit de voler à sa droite. La corneille prit la gauche. Ce fut pour le craintif Tibert un triste présage de plus. Ses sombres pensées ne devaient que trop tôt se réaliser. Il se laissa conduire par Renard dans le piége le plus cruel, et faillit y perdre la vie. Ces deux funestes tentatives avaient profondément exaspéré le roi. Cependant il résolut d'en faire encore une nouvelle, et cette fois il chargea Grimbert le blaireau d'aller porter ses derniers ordres à Renard. Grimbert était son ami dévoué, son neveu; il l'avait toujours fidèlement défendu à la cour. Aussi Renard ne cherche-t-il pas à lui jouer un méchant tour; il l'accueille comme un bon parent, il le présente à sa femme et à ses enfans, puis se met en route avec lui pour s'en aller comparaître devant le roi. Chemin faisant, Renard se met à sonder sa conscience et se sent effrayé de tous les méfaits qu'il a déjà commis : — Cher neveu, dit-il, il faut que je me confesse à toi; quand j'aurai avoué tous mes péchés, mon ame sera soulagée. — Et il se confesse avec toutes les formules du catholicisme; dans cette scène et dans plusieurs autres, on dirait que l'auteur du poème a pris à tâche de tourner en ridicule les pratiques et les enseignemens les plus graves de l'église.

La confession faite, l'absolution reçue, Renard continue sa route, fort repentant en paroles, très peu en réalité, cherchant toujours de l'œil le poulailler, et s'arrêtant avec un appétit sanguinaire en face d'une basse-cour de nonnes, où il voit passer les plus belles oïes du monde. Enfin il arrive devant le roi, un peu inquiet au fond de l'ame, mais comptant cependant sur son esprit et son habileté. Il arrive, il va se placer en face de son souverain, et lui adresse une magnifique protestation de respect et de dévouement. — C'est bon, c'est bon, s'écrie le roi; nous connaissons la souplesse de votre langage, mon maître, et nous n'en serons plus dupe.

Les ennemis de Renard, déconcertés d'abord par sa présence et sa harangue, reprennent leur audace à ces paroles du roi, et crient, et se lamentent, et s'emportent plus fort que jamais. Le roi assemble ses hauts barons, en appelle à leur jugement, et tous, d'une voix unanime, condamnent le traître à être pendu. — Eh bien! soit, s'écrie Renard en courbant la tête d'un air résigné; j'ai péché, j'en conviens, et la mort n'est peut-être qu'une faible expiation pour tous mes crimes. Allez donc, vous qui voulez me voir périr, allez préparer la potence. Portez la corde et le poteau; je suis prêt.

Là-dessus, ses ennemis s'éloignent, croyant l'arrêt sans appel et la mort du scélérat inévitable. Ils s'en vont faire les apprêts de son supplice; lui les regarde avec un rire sardonique, puis à peine ont-ils disparu, qu'il commence une autre harangue. Il raconte au roi comment il était né bon et vertueux, aimant la vie simple et honnête, la douce et riante nature; comment une première faute l'a entraîné dans une autre faute; comment, en prenant ainsi peu à peu quelque goût au mal, il a fini par devenir un grand coupable, par s'habituer au crime et par s'y complaire; puis il laisse comme par hasard tomber dans son discours un mot sur ses trésors immenses. A ce mot, le roi et la reine l'arrêtent, l'interrogent avec bienveillance. Renard leur dit qu'il a découvert une conspiration tramée par son père, par le Loup et l'Ours, pour détrôner le roi; qu'il a trouvé le trésor d'Ermenric, dont son père s'était emparé, et qui devait être employé au succès de la conspiration; qu'en enlevant ce trésor, il a déjoué tous les complots.

Il n'en fallait pas tant pour éblouir l'ame cupide du roi et la vanité de la reine. Renard obtient sa grace, à la condition de révéler l'endroit mystérieux où il a caché son trésor. Il indique une forêt sauvage, appelle en témoignage Couard le lièvre, qui fait en tremblant sa déclaration. Le roi n'a plus de doute; Renard triomphe, et quand

ses ennemis viennent réclamer l'exécution de l'arrêt, ils sont garrottés et jetés dans un cachot, commes des traîtres et des imposteurs. Ainsi va le monde : le pouvoir est au plus habile, et l'intérêt se revêt du nom de justice.

Cependant le roi voudrait que Renard le conduisît lui-même auprès de son trésor. A cette demande, le rusé diplomate répond par une pieuse lamentation; il est excommunié par le pape, non pas pour tous les crimes qu'il a commis, mais pour avoir empêché le loup qui s'était fait moine de rester dans son couvent. Il faut qu'il aille à Rome, en pèlerinage, chercher l'absolution et gagner des indulgences. Le roi a l'esprit trop orthodoxe pour ne pas approuver une telle raison. Renard ira à Rome, et avant de partir il se fait donner, pour faire un sac de pèlerin, un large morceau de la peau de l'ours, et pour faire des souliers, la peau des pieds du loup et de la louve.

L'hypocrite regardait déchiqueter ses ennemis et disait à la louve : « Ma tante, ma chère tante, combien de désagrémens vous avez éprouvés par ma faute! Je me repens de tous les autres, mais celui-ci me plaît, et je vous dirai pourquoi : vous êtes de mes parentes la plus chère, et Dieu sait que je porterai vos souliers pour votre bien. Vous aurez part aux grandes indulgences et à tous les pardons, chère tante, que j'irai chercher avec vos souliers au-delà des mers. »

Ainsi réhabilité à la cour du roi, vengé de ses ennemis, Renard se fait donner en grande pompe la besace et le bourdon par le chapelain de la cour, puis il se hâte de partir, car il tremble à tout instant qu'on ne vienne à découvrir sa dernière supercherie. Il emmène avec lui, en leur adressant de belles paroles d'affection, le lièvre et le bélier. A peine arrivés dans son château, il égorge le premier, lui coupe la tête, la met dans la besace et confie le tout au bélier, en lui disant que c'est une dépêche de la plus grande importance qu'il faut porter au roi.

Ici se termine le premier poème du *Renard*, qui se compose de trois mille et quelques cents vers. Environ un siècle plus tard, c'est-à-dire vers l'année 1250, si l'on s'en rapporte à l'opinion de M. Willems, un poète voulut y ajouter une seconde partie et imita les principaux évènemens de la première. Dans ce nouveau roman comme dans celui que nous venons d'analyser, le roi tient sa cour plénière; les animaux accusent Renard de toutes sortes de crimes. Renard, sommé de comparaître devant le tribunal suprême, quitte encore sa retraite avec son neveu Grimbert, et se confesse encore à lui le long

de la route. Il fait de nouveau un long et hypocrite plaidoyer; il trompe de nouveau le roi, en le leurrant par l'espoir de retrouver trois joyaux précieux qu'il prétend lui avoir envoyés. Condamné à se battre en champ clos contre le loup, il parvient, par un tour d'adresse, à le terrasser. Cette victoire est regardée comme le jugement de Dieu, et Renard devient le favori du roi. Le poème se termine par cette vive et mordante satire, qui semble avoir été écrite au XIIIe siècle pour le XIXe :

« Ceux qui ont les ruses de Renard sont chéris partout, et partout on les croit sur parole. Dans l'état ecclésiastique et dans le monde, on s'en rapporte aux conseils de Renard. On suit les détours de Renard, on marche sur ses traces. La réputation qu'il s'acquit dans le temps lui est toujours restée. Il a laissé une race nombreuse dont la fortune et la puissance s'augmentent sans cesse. Celui qui ne pratique pas les ruses de Renard ne vaut rien pour ce monde et n'obtient de pouvoir dans aucun état; mais s'il peut tendre les mêmes filets, s'il a été un écolier, il saura bien se faire un gîte. Il sait user des circonstances, il monte, et on le pousse en avant. Il y a une race de renards qui maintenant s'agrandit toujours : on trouve plus de renardeaux (sans barbe rousse, il est vrai) qu'on n'en vit jamais. La justice a disparu; la bonne foi et la vérité sont anéanties. A leur place, il nous est resté l'avarice, la méchanceté, la haine, l'envie. Tout est au pouvoir de ces vices. Avec leur seigneur, maître Orgueil, ils règnent sur la terre. A la cour du pape comme à celle de l'empereur, chacun cherche à enlever à son prochain l'honneur et la réputation, à se mettre en faveur par la ruse ou par la simonie. A la cour, on ne connaît que l'argent. L'argent est plus aimé que Dieu et a plus de pouvoir. Qui apporte de l'argent est le bien-venu, et ses désirs sont accomplis les premiers. Parmi les hommes et parmi les femmes, l'argent produit l'infidélité, enfante la honte et le faux témoignage. Le libertinage, la méchanceté, la luxure, ne sont qu'un jeu pour le clergé. Le pape et l'empereur de Rome sont entrés dans l'ordre de Renardie. En toute chose chacun ne pense qu'à soi. Je ne sais ce qui en arrivera. »

Ce second roman du *Renard* est en grande partie imité des poèmes français. Mais le premier est certainement une œuvre à part, une épopée complète, une comédie excellente écrite avec verve, avec une profonde connaissance des vices du temps et des subtilités du cœur humain. Jacob Grimm dit que cette satire de la société est, après *la Divine Comédie*, le meilleur poème du moyen-âge, et nous

pouvons ajouter qu'elle a été beaucoup plus populaire et plus répandue que l'œuvre immortelle du poète florentin.

Le roman du *Renard* et le petit conte d'*Élegast et Charlemagne* sont, comme poèmes, les deux seules traces de compositions originales que nous connaissions dans l'ancienne littérature hollandaise. Mais si de l'épopée nous passons à la poésie lyrique, voici venir une riche moisson de chants naïfs et touchans, ceux-ci imités de l'Allemagne, ceux-là nés sur le sol même de la Hollande, tous curieux à étudier et tous populaires.

Ces poésies populaires datent déjà du XIII[e] siècle; mais c'est au XV[e] surtout qu'on les trouve en abondance et avec un caractère marqué. Il en existe plusieurs recueils, et la bibliothèque de La Haye en possède encore un grand nombre manuscrits. Une portion considérable de ces recueils se compose de poésies religieuses très intéressantes à consulter, car elles expriment l'esprit de l'époque et notamment le mysticisme du XIV[e] et du XV[e] siècle. On y trouve des idées étranges et un style singulier. C'est l'ame considérée comme jeune fille et qui aspire à Jésus-Christ, son fiancé; c'est Jésus-Christ qui s'en va le soir de par le monde séduire avec son doux regard les ames vierges, et le poète emploie un incroyable mélange d'expressions et d'images profanes pour peindre l'amour divin. L'ame s'écrie : « Jésus, avec vos yeux noirs, vous me ravissez les sens. Je veux me plaindre à Marie de ce que vous me faites éprouver. » A quoi Jésus répond : « Oui, plaignez-vous à ma mère, et je m'en vengerai. Je vous ferai aimer, et votre cœur se brisera (1). » Alors l'ame soupire, elle languit comme la tourterelle qui a perdu son époux (2); puis elle dit adieu au monde qui l'a trompée, pour se plonger tout entière dans l'amour de Jésus, et elle s'écrie : « L'amour repose, l'amour marche, l'amour chante, l'amour saute, l'amour appelle l'amour, l'amour dort, l'amour veille, l'amour peut tout imaginer (3). »

Ce qui exprime encore très bien le caractère de l'époque, c'est

(1) Jesus met uwen brunen oghen
Ghi steelt mi minne sinne.

(2) Ic mach der tortel duven wael leken
Die haren gaden verloren heeft.

(3) Die minne staet, die minne gaet,
Die minne singhet, die minne springhet.

Ces vers sont tirés d'un long poème sur l'amour céleste, composé par une religieuse d'Utrecht, nommée Bertha. (*Horæ belgicæ*, par Hoffmann de Fallersleben, second volume, pag. 14.)

l'adoration de la Vierge, adoration ardente, passionnée, qui se manifesta surtout chez les peuples du Nord, et qui donna lieu à une multitude de chants religieux où toutes les expressions les plus éclatantes sont employées pour lui rendre hommage, où quelquefois même le Christ est représenté comme dépouillant auprès d'elle sa grandeur, et accourant à ses ordres dès qu'elle a besoin de lui (1).

Enfin, il existe encore un grand nombre de poésies populaires sur la naissance du Christ, l'arrivée des mages, la fuite en Egypte, etc. Tous les détails de la vie commune y sont dépeints avec une incroyable naïveté. Dans l'une, c'est l'enfant Jésus à qui sa mère fait prendre un bain, et qui s'amuse à faire jaillir l'eau hors du bassin (2); dans l'autre, c'est saint Joseph qui lui prépare un plat de bouillie (3). Puis on nous montre Marie occupée à filer pour gagner sa vie, et saint Joseph faisant des ouvrages de menuiserie. Quelquefois aussi, dans ces poèmes dont il faut admirer la bonne foi et la simplicité, l'âne joue son rôle. Saint Joseph s'arrête pour cueillir des dattes et lui dit: Reste là, mon petit âne, ne bouge pas, il faut cueillir ces fruits pour nous rafraîchir, car nous sommes très-las (4). Ce sont des images à mettre à côté de ces anciens tableaux de l'école de Cologne, où l'on voit Jésus s'amusant avec les ducats qu'un des mages lui présente dans une coupe d'or.

L'un des chants religieux les plus célèbres du XV[e] siècle est celui qui a pour titre : *La Fille du Sultan*. On le retrouve aussi en Allemagne (5), en Suède et en Danemark, mais sous une forme plus concise. C'est un chant qui a toute l'allure naïve de la ballade, et qui, sous un voile symbolique, porte tout le mysticisme de cette époque. Quoiqu'il soit un peu long, nous ne craignons pas de le citer en entier; car il nous apparaît comme un monument curieux et sous le rapport de l'art, et sous le rapport des idées religieuses :

(1) On trouve quelquefois dans ces chansons des détails comme ceux-ci : « Jésus prend une corbeille et s'en va cueillir les fèves dont il a besoin, puis il prend une cruche, va chercher de l'eau, et vient aider sa mère à éplucher les légumes : Hi nam een corf in sijn hant, etc. »

(2) Die moeder die makenden den kinder een bat.

(3) La même idée se reproduit dans une chanson en allemand sur les rois mages : « Joseph nahm ein Pfannebier. »

(4) Och! eselken, die moetste stille staen. (Voyez les *Horæ belgicæ* de M. de Fallersleben et les *Volkszangen* de M. Lejeune.)

(5) Der sultan hatte ein tochterlein. (Wunderhorn, ersten band.)

« Écoutez, vous tous qui êtes pleins d'amour, mon esprit va chanter un chant d'amour et de concorde, un chant de grandes et belles choses. Une fille de sultan, élevée dans une terre païenne, s'en alla un jour au lever de l'aurore le long du parc et du jardin.

« Elle cueillit les fleurs de toutes sortes qui brillaient sous ses yeux, et elle se disait : Qui donc a pu faire ces fleurs, et découper avec tant de graces leurs jolies petites feuilles? Oh! je voudrais bien le voir.

« Je l'aime déjà du fond du cœur; si je savais où le trouver, je quitterais le royaume du ciel pour le suivre. — Et à minuit, voici Jésus qui arrive, et qui s'écrie : Jeune fille, ouvrez! — Elle se lève sur son lit et accourt en toute hâte.

« Elle ouvre la fenêtre et aperçoit le bon Jésus resplendissant de beauté. Elle le regarde avec tendresse, puis s'inclinant devant lui : — D'où venez-vous donc, dit-elle, ô mon noble et majestueux jeune homme?

« Quel est le cœur qui pour vous ne s'enflammerait pas? car vous êtes si beau? Jamais, dans le royaume de mon père, je n'ai trouvé votre pareil. — Et moi donc, jeune fille, je te connais, je connais ton amour, apprends donc qui je suis : C'est moi qui ai créé les fleurs.

« — Est-ce bien vous, mon puissant seigneur, mon amour, mon bien-aimé? Combien de temps je vous ai cherché, et maintenant que vous voilà il n'y a plus ni bien, ni patrie qui m'arrête; avec vous je m'en irai. Que votre belle main me conduise là où il vous plaira.

« — Jeune fille, si vous voulez me suivre, il faut tout abandonner, votre père, vos richesses et votre beau palais. Votre beauté m'est plus précieuse que tout cela. C'est vous que j'ai choisie, c'est vous que j'aime. Il n'y a rien sur la terre d'aussi bien que vous.

« — Laissez-moi donc vous suivre où vous voudrez. Mon cœur m'ordonne de vous obéir, et je veux être à vous. — Il prit la jeune fille par la main. Elle quitta cette contrée païenne, et ils s'en allèrent ensemble à travers les champs et les prairies.

« Le long du chemin, ils s'entretenaient avec gaieté l'un l'autre, et la jeune fille lui demanda son nom. — Mon nom, dit-il, est merveilleux. Par sa puissance, il guérit le cœur malade; sur le trône élevé de mon père, tu pourras le lire.

« Donnez-moi tout votre amour, consacrez-moi vos sens et votre esprit. Mon nom est Jésus. Ceux qui m'aiment le connaissent bien. — Elle le regarda avec tendresse, et, se courbant à ses pieds, lui jura fidélité.

« — Comment, dit-elle, comment est votre père, ô mon beau fiancé? Pardonnez-moi cette question. — Mon père est très riche. La terre et le ciel lui obéissent, l'homme, le soleil, les étoiles lui rendent hommage.

« Un million de beaux anges s'inclinent devant lui les yeux baissés! — Si votre père est si puissant et si élevé au-dessus de nous tous, mon bien-aimé, comment donc est votre mère?

« — Jamais il n'y eut dans le monde une femme aussi pure. Elle devint mère d'une façon miraculeuse sans cesser d'être vierge. — Ah! si votre mère est si belle et si pure, de quelle contrée venez-vous donc?

« — Je viens du royaume de mon père où tout est joie, beauté, vertu. Là

des milliers d'années se passent comme un jour; d'autres milliers d'années leur succèdent pleines de repos et de félicité.

« — Seigneur, que de prodiges vous m'offrez! Hâtons-nous donc, ô mon roi, d'arriver à la demeure de votre père. — Restez pure et sincère, je vous donnerai mon royaume, et vous y vivrez éternellement.

« Ils continuèrent leur route à travers les champs et les prés, et ils arrivèrent auprès d'un couvent où Jésus voulait entrer. — Hélas! voulez-vous donc me quitter? Si je n'entends plus votre douce voix, je languirai sans cesse.

« — Attendez-moi ici, dit-il avec grace et bonté; il faut que j'entre dans cette maison. — Il entre, et elle reste à la porte pour l'attendre; mais, quand elle ne le voit plus, des larmes d'amour tombent sur ses joues.

« Le jour se passe, le soir arrive, elle attend encore; mais son fiancé ne vient pas. Alors elle s'avance vers le couvent, et frappe, et crie : Ouvrez-moi la porte, mon bien-aimé est ici.

« Le portier ouvre, et regarde cette jeune fille si belle et si imposante. — Que voulez-vous? dit-il. Pourquoi venez-vous ici toute seule? Pourquoi ces larmes? Dites-moi, quel chagrin avez-vous?

« — Hélas! celui que j'aime si tendrement m'a quittée. Il est entré dans cette maison, et je l'ai attendu long-temps. Pressez-le de sortir. Dites-lui de venir me trouver avant que mon cœur se brise, car il est mon fiancé.

« — Jeune fille, celui qui vous a quittée n'est pas venu ici; j'ignore qui est votre bien-aimé, je ne l'ai pas vu. — Mon père, pourquoi voulez-vous me le cacher? mon bien-aimé est ici. En me quittant, il m'a dit : J'entre dans cette maison.

« — Mais dites-moi comment il s'appelle, je vous dirai si je le connais. — Hélas! je ne puis le dire, j'ai oublié son nom. Mais c'est le fils d'un roi; son empire est large et profond. Son vêtement est bleu de ciel et parsemé d'étoiles d'or.

« Son visage est blanc et rose, ses cheveux sont blonds comme l'or, et toute sa nature est si merveilleuse et si douce, que rien au monde ne lui ressemble. Il venait du royaume de son père. Il voulait m'emmener avec lui; mais, hélas! il est parti.

« Son père tient le sceptre de la terre et du ciel; sa mère est une vierge très belle et très chaste. — Ah! s'écria le portier, c'est Jésus, notre Seigneur! — Oui, mon père; c'est lui que j'aime et que je cherche.

« — Bien, jeune fille; si c'est là votre fiancé, je veux vous le montrer. Venez, venez; vous êtes au bout de votre voyage. Entrez sous notre toit, ô jeune fiancée! et dites-moi, d'où venez-vous? Sans doute d'une terre étrangère?

« — Je suis la fille d'un roi; j'ai été élevée dans les grandeurs, et j'ai tout quitté pour celui que j'aime. — Vous retrouverez plus que vous n'avez quitté près de celui d'où les biens proviennent, près de Jésus, votre amour.

« Entrez donc et suivez mon conseil. Je vous mènerai à Jésus; mais renoncez à toutes les grandeurs païennes; renoncez à la tendresse de votre père, oubliez votre pays de paganisme, car désormais vous devez être chrétienne.

« — Oui, mon père, je me rends à vos avis. Mon amour est ce que j'ai de plus cher, et nul sacrifice ne peut m'effrayer. — Et alors le religieux lui

enseigne la vraie foi et la loi de Dieu. Il lui dit la vie de Jésus depuis sa naissance jusqu'à sa mort.

« La jeune fille dévoua son ame à Dieu; elle avait un grand désir de voir Jésus son bien-aimé, et elle l'attendit long-temps. Mais quand elle fut près de mourir, Jésus lui apparut.

« Il la prit doucement par la main et l'emmena dans son beau royaume. Là elle est devenue reine, elle goûte toutes les jouissances que son cœur peut désirer, et des milliers d'années passent pour elle comme un jour. »

On pourrait faire remonter très haut l'origine de ce chant religieux; celui que nous venons de citer tel qu'il existe aujourd'hui dans divers recueils hollandais (1), n'est probablement qu'une amplification assez récente d'un chant très simple et sans doute beaucoup plus court du XVe siècle. Il en est de même d'un grand nombre d'autres pièces, dont il faut reporter au XVe siècle, et quelquefois plus haut, l'invention et la composition première. L'original s'est perdu, et nous ne les connaissons que par des imitations disséminées de distance en distance au XVIe ou XVIIe siècle; mais il nous a paru plus convenable de les ramener toutes à leur point de départ, pour les resserrer en un même faisceau.

Après la série des chants religieux vient celle des chants profanes, chants de guerre et d'amour, romances et ballades. La même naïveté poétique, la même effusion de cœur que l'on admire dans la première, se retrouvent dans celle-ci, mais quelquefois avec plus de chaleur. Les sujets de ces chants sont très variés; c'est tantôt une tradition populaire qui présente toutes les péripéties du drame comme celle du *Comte Floris*, tantôt un chant national comme celui de *Guillaume de Nassau*, tantôt un conte de géant comme dans *le Chasseur de la Grèce*. Les scènes d'amour surtout reviennent à tout instant; l'amour occupe une grande place dans ces fraîches et chastes imaginations. Elles nous l'ont peint sous toutes les formes, avec la couronne de myrte sur la tête ou la branche de cyprès à la main, avec le sourire sur les lèvres ou les larmes dans les yeux, mais toujours tendre, religieux, dévoué. Ses chants de joie viennent du fond de l'ame, ses mots d'adieu font pleurer. Un chevalier revient d'une contrée lointaine; il aperçoit la tour de son château; il se hâte, car il est impatient de revoir sa jeune femme. Il rencontre en chemin un autre chevalier, qui lui dit : « Ta femme est infidèle; tiens, regarde cet anneau que je porte au doigt. Ne le reconnais-tu pas pour le

(1) Lejeune, *Neederlandsche Volkszangen*. — *De Nieuwe Oost-indische Roozeboom* (*Horæ belgicæ*).

sien? » — « Tu en as menti! » dit le voyageur, et il tire son épée et le tue. Cependant, quand il a observé l'anneau, il croit aux paroles du chevalier; il arrive plein de fureur et résolu de se venger. Cependant sa femme vient au-devant de lui, et le salue du regard et de sa voix angélique; à son doigt, elle porte l'anneau de fiançailles, l'anneau que son mari ne croyait plus revoir, et en la retrouvant avec ce gage de fidélité, il la presse dans ses bras, et se jette à genoux pour remercier le ciel.

Une jeune fille attend son amant qui demeure de l'autre côté du fleuve; elle allume le flambeau qui doit lui servir de guide. Le flambeau s'éteint. Le jeune homme se met à la nage et se noie. Son amante va le chercher avec un pêcheur, et, en retrouvant son corps, elle se jette sur lui, l'embrasse et meurt.

C'est quelquefois aussi une idée plutôt qu'un fait, une idée si simple, qu'il est en quelque sorte impossible de l'analyser, comme, par exemple, dans ce chant des *Trois jeunes filles :*

« Trois jeunes filles s'en allaient ensemble le long d'une forêt. Elles marchaient pieds nus sur la neige et la glace, et pourtant il faisait très froid.

« L'une d'elles pleurait amèrement; les deux autres avaient l'humeur assez joyeuse, et elles lui demandèrent comment allait son amour.

« — Pourquoi me faites-vous cette question ? dit-elle; trois hommes à cheval ont égorgé celui que j'aimais.

« — Si trois cavaliers ont égorgé celui que tu aimais, il faut choisir un autre amant, et vivre avec gaieté comme nous.

« — Comment pourrais-je choisir un autre amant, quand mon cœur est déchiré? Adieu, mon père et ma mère, vous ne me reverrez plus.

« Adieu, mon père et ma mère, et toi, ma douce petite sœur, je veux aller sous les verts tilleuls où repose mon bien-aimé. »

Je citerai encore cet autre chant qui paraît être fort ancien :

« Une jeune fille se levait le matin de bonne heure, et s'en allait sous les tilleuls pour attendre son amant, et son amant ne venait pas.

« Un jour, un cavalier s'approche d'elle et lui dit : Mon enfant, que faites-vous ici toute seule? Venez-vous compter ces arbres verts ou cueillir ces fleurs?

« — Non, je ne viens pas compter ces arbres verts ni cueillir ces fleurs; j'ai perdu mon bien-aimé, et je ne peux en apprendre aucune nouvelle.

« — Si vous ne pouvez en apprendre aucune nouvelle, moi, je veux vous en dire. Il est dans la Zélande, et il aime plusieurs jolies femmes.

« — Si ce que vous dites est vrai, que le ciel répande ses bénédictions sur lui et sur toutes les jolies femmes qui l'entourent.

« Qu'est-ce que le chevalier tire de dessous son manteau? Une belle chaîne en or. — Voyez, dit-il, je vous la donnerai si vous ne voulez plus penser à votre amour.

« — Quand cette chaîne d'or serait assez grande pour pouvoir toucher à la fois la terre et le ciel, j'aimerais mieux ne jamais l'avoir que de songer à un autre amour.

« Le chevalier se sentit ému. — Ma douce enfant, dit-il, je veux vous épouser, et je n'aimerai pas une autre femme que vous. »

Le morceau allemand qui répond à celui-ci est peut-être moins simple, mais il est plus poétique, plus richement développé, et se termine d'une manière plus complète que le chant hollandais :

« — Je voulais seulement t'éprouver, dit le chevalier; si tu avais fait entendre un reproche ou une malédiction, à l'instant même je t'aurais quittée. »

Un de nos amis de Hollande, M. Bogaers, l'auteur de deux charmans poèmes couronnés par l'Institut des Pays-Bas, se propose de publier un nouveau recueil de traditions et de chants populaires hollandais. Nous avons vu quelques-unes des pièces qui doivent faire partie de ce recueil, entre autres une légende qui a pour titre : *les Pains de pierre*. C'est un récit des plus dramatiques et des plus touchans, la description terrible d'une famine à Leyde, la chronique pieuse d'une sainte femme qui se prive du nécessaire pour soulager les misères du pauvre, tandis qu'à côté d'elle sa sœur repousse impitoyablement ceux qui viennent implorer son secours. A la fin, Dieu récompense par des dons abondans la femme charitable, et punit sa sœur cruelle en changeant en pierre les pains qu'elle gardait sordidement chez elle. Ainsi, au XIVe, au XVe et XVIe siècle, le peuple hollandais racontait en vers grossiers encore, mais pleins d'une douce émotion, l'évènement qui l'avait frappé; et pour donner plus de force et de popularité à ses sympathies politiques ou à ses principes de morale, il encadrait ses idées dans le récit d'un fait dramatique. Mais bientôt le langage étudié et prétentieux des *Chambres de rhétorique* l'emporta sur ces naïves compositions, et les ballades d'amour et les pieuses légendes, œuvres de sentiment, d'originalité, de candeur, disparurent sous le manteau brodé de la littérature académique.

En continuant notre récit, nous verrons comment cette littérature se développa peu à peu au sein même de la bourgeoisie, comment elle subit l'influence des littératures étrangères, et à son tour influa sur l'Allemagne. Si dans le cours de ses différentes phases nous ne rencontrons pas ces grands noms que le monde entier apprend à admirer, nous trouverons du moins çà et là, et surtout dans les derniers temps, plus d'un écrivain distingué, plus d'un poète tendre dont nous aimerons à caractériser le talent et à raconter les œuvres.

X. MARMIER.

REVUE

DE

LA LITTÉRATURE ANGLAISE.

Poètes, Romanciers et Prédicateurs. — Réaction Catholique.

Si l'on ne discerne aujourd'hui que très peu de mouvement dans la littérature anglaise, elle offre des symptômes qui méritent qu'on les observe. Les nuages qui passent au-dessus d'elle se reflètent dans son onde, et leur rapidité semble s'accroître par l'immobilité du miroir qui les reçoit. Elle dit peu de choses par elle-même; c'est du calme et de la limpidité; ce sont des sources connues et des vagues qui descendent à petit bruit des montagnes lointaines; ce sont des ruisseaux qui tombent de l'imitation byronienne ou des théories de Wordsworth. Mais elle annonce ou du moins elle indique des faits dignes d'attention.

A la tête de ces faits, je place la réaction plutôt sentie qu'avouée des idées catholiques et de l'autorité contre les idées protestantes et l'examen. Cette tendance est d'une nouveauté si imprévue, que per-

sonne, assurément, et surtout nul protestant ne sera tenté de nous croire. Que l'on nous permette, au moins, de voir, de prévoir et d'annoncer.

Ce résultat ne nous étonne pas. La critique ayant poussé son travail, et sur les autres et sur elle-même, jusqu'aux dernières limites de l'analyse, que lui restait-il à faire, si ce n'est de s'abdiquer et de mourir? — « Je vais vous dire ce qui me tue, écrivait le poète Shelley à sa femme; il me semble que je puis détailler la moindre pointe d'herbe et le plus petit brin de gazon avec une finesse microscopique. » C'est la maladie de l'analyse, c'est l'infini de la subdivision, c'est la recherche des molécules dernières. Les chartistes ont réclamé la communauté de biens, au nom de l'analyse et de la subdivision exacte. Les ennemis de l'épiscopat ont demandé au même titre la destruction de la hiérarchie. Alors l'anglicanisme, prenant l'alarme, et voyant d'avance la chute de son institution et de ses droits, a sonné le tocsin contre les résultats définitifs du protestantisme. Un docteur Pusey a créé, dans Oxford, un centre de semi-catholicisme, dont tous les argumens et toutes les tendances sont identiques aux idées et aux formules romaines. Un récent ouvrage de M. Gladstone, membre du parlement (*The State in relation with the Church*), soutient la nécessité d'augmenter les garanties de la religion nationale, et de l'armer d'un pouvoir à peu près semblable au pouvoir de la papauté.

Récemment on parlait, dans le *Quarterly Review*, de renouveler les formules de l'excommunication papale contre les chartistes. Récemment encore, la *Revue d'Édimbourg*, adversaire du *Quarterly*, avouait franchement que le protestantisme s'affaiblissait, que le catholicisme acquérait du pouvoir, et que cette marche, ascendante d'une part, descendante de l'autre, n'avait pas cessé depuis un siècle. Déjà les institutions universitaires d'Oxford cessent d'inspirer une vénération superstitieuse. On ose porter la main sur ce système colossal et bizarre qui date du moyen-âge, qui en porte l'empreinte profonde, et qui ne ressemble pas mal, par ses anomalies et la complication de ses ressorts, au code de lois qui régit l'Angleterre. On discute ouvertement la question d'une réforme à introduire dans les rapports des professeurs et des élèves. Les tories eux-mêmes prennent part à la discussion; au lieu d'opposer une résistance aveugle, ils essaient d'éviter, par l'adresse et la bonne grace, les atteintes qui pourraient être les plus fatales à l'établissement, base ancienne de leur existence et point de ralliement de leur parti. Ce sont des indices dont il faut tenir compte, et ce ne sont pas les seuls.

L'affaissement du préjugé protestant se fait sentir de toutes parts; on travaille à réhabiliter Marie Tudor : quelques savans, et surtout Patrick Fraser Tytler, l'Écossais, doué de cette patience et de cette aptitude au labeur que rien n'effraie et que rien n'étonne, ont déjà effacé plusieurs des taches de sang que la postérité et le protestantisme avaient imprimées sur la mémoire de la reine catholique. Tous les documens que M. Tytler a exhumés et réunis dans un récent ouvrage (*England under the reigns of Edward VI and Mary, with the contemporary history of Europe; illustrated in a series of original Letters never before printed, with historical introductions, etc.*), concourent à prouver le mensonge des opinions généralement admises à cet égard. Le caractère de Marie (comme l'avait affirmé le père Griffet dans un ouvrage trop peu connu) a été faussé par l'inimitié de l'histoire; l'héritage de son souvenir, transmis à ceux qu'elle avait combattus, n'a rencontré qu'injustice et colère; la vengeance et la haine l'ont mis en lambeaux. Une nation marchant tout entière dans les voies de la réforme ne pouvait agir autrement envers la fidèle alliée de la papauté. Les historiens reconnaîtront-ils enfin que les peuples ont des passions, comme les hommes?

« Je suis persuadé, dit M. Tytler (M. Tytler est presbytérien), que Marie Tudor était fort digne d'estime. Avant son mariage avec Philippe (elle avait trente-neuf ans alors), on ne peut lui faire qu'un seul reproche, si c'est un reproche, celui d'être restée fidèle à la religion romaine. C'est pour ce seul motif que Fox, Carte, Strype, tous les protestans zélés ont si mal parlé d'elle. Ses lettres inédites que je publie sont simples, pleines de bonté de cœur et de convenance. Elles contrastent singulièrement avec le pédantisme, l'affectation et l'obscurité du style d'Élisabeth. Nous appelons encore aujourd'hui cette dernière « la bonne Betty » (*queen Bess*), et sa sœur, « la Sanguinaire : » sobriquets fort mal appliqués. Après le mariage de Marie avec Philippe, il s'opère dans ce caractère aimable et confiant un changement graduel, dont on n'a pas observé les causes. Son cœur ardent et tendre est blessé par la froideur, la négligence et l'abandon qui récompensent mal son dévouement. Espérances flétries, affection payée d'ingratitude, il y a là de quoi changer les dispositions les plus heureuses. L'ombrage, le dégoût et la tristesse pénétrèrent dans une ame trompée. Elle laissa ses ministres, Pole, Gardiner et Bonner, opposer leurs efforts aux progrès de la réforme. Souvent, comme nous le prouverons, elle se montra indulgente et charitable quand ils se montraient inexorables et violens. » En effet, M. Tytler

cite une lettre charmante de Marie en faveur de deux pauvres domestiques, et prouve qu'elle s'est conduite avec une clémence extrême envers Elisabeth, coupable d'avoir trempé dans la conjuration de Wyatt. Cette complicité d'Élisabeth n'est plus l'objet d'un doute; elle avait voulu détrôner sa sœur. Le châtiment, selon la loi, c'était la mort. Elisabeth reçut son pardon, fut traitée avec les égards les plus grands, vécut paisible et monta ensuite sur le trône. Elle ne fut pas aussi indulgente envers Marie Stuart.

A Elisabeth, reine protestante, appartenaient la coquetterie, pour ne pas dire mieux, la fourberie et la cruauté. On l'a bénie et environnée d'une constellation de vertus; Marie a été maudite. Élisabeth marchait avec sa nation, et Marie contre sa nation. Suivre le courant des destinées et se laisser emporter au fleuve des opinions, c'est s'assurer le bénéfice de l'indulgence et préparer pour sa mémoire une guirlande de bonne renommée. Remonter le courant d'un siècle, témérité ou folie, courage néanmoins, a coûté cher à ces ames qui l'ont tenté. L'empereur Julien y gagna le sobriquet d'apostat et l'exécration de quatorze siècles. Marie Tudor fut surnommée *la Sanguinaire* (*bloody Mary*), bien qu'elle ne fût pas plus cruelle que Henri VIII ou Élisabeth. Il n'appartient qu'au philosophe de contredire les masses, de montrer aux nations leur route, quand elles sont ivres, de réveiller la conscience du genre humain, quand elle s'endort; cela n'est point permis aux rois. Voilà pourquoi le philosophe s'élève si haut. La grandeur des prêtres de la vérité l'emporte sur toute grandeur; Tacite domine Tibère; Thucydide, Pisistrate; Saint-Simon, Louis XIV. L'homme politique qui se croit maître et pilote, suit le courant, sous peine de s'abîmer. Il n'a point de libre arbitre, et il est enchaîné à son succès.

Marie Tudor, comme l'empereur Julien, n'a point réussi dans sa tentative, d'ailleurs mal calculée, pour arrêter l'essor des esprits et refouler le mouvement de son siècle. On ne réussit jamais à cela. Elle est morte sur le trône; c'est tout ce qu'elle y a gagné. Aussitôt disparue, on s'est vengé cruellement. On a défiguré sa mémoire, effacé ses vertus, exagéré ses fautes et souillé son cadavre; vengeance qui a duré trois cents ans. Le temps qui peut tout, ce *galant 'uomo* des Italiens, excellent et patient critique, a fini par dégager le souvenir de Marie de ses antiques flétrissures. Il a fallu pour cela que tout fût calme, que le protestantisme, essence vitale de la constitution anglaise, perdît après un développement splendide, sa vigueur avec sa [illegible].

Si l'on veut observer le premier jet de cette vigueur et de cette passion, avant la naissance même de Marie et à la première aube de la réforme; il faut consulter un vieux drame extrêmement curieux par sa date, pamphlet autant que drame, controverse autant que pamphlet, et qu'un membre de la société des antiquaires de Londres vient de publier. Payne Collier, dont les recherches ont éclairé les origines du théâtre anglais, et substitué des documens à cette légende qui passait encore, il y a vingt ans, pour l'histoire de Shakspeare, vient de découvrir dans de vieux papiers ce drame inédit, qui remonte au règne de Henri VIII d'Angleterre, et dont l'auteur est l'évêque protestant Bale. Il a pour titre : *le Roi Jean* (*Kyng Johan, a play in two parts*). On y voit le pape Innocent, le cardinal Pandolfo, Étienne Langton, Simon de Swinstead, un moine nommé Raymond, jouer leurs rôles à côté de Noblesse, Clergé, Ordre civil, Trahison, Vérité et Émeute : cette dernière remplace le fou de la pièce. Quelque talent se mêle à beaucoup de violence, dans cet essai tenté au commencement du XVI[e] siècle, pour unir la forme des moralités allégoriques à la tragédie politique; on y découvre obscurément le germe du drame appliqué à l'histoire, tel que Shakspeare l'a conçu. Le roi Jean résiste au pape, voit son royaume frappé d'interdit, se soumet aux foudres romaines, et est empoisonné par un moine : dernière catastrophe qui n'est pas prouvée, mais que l'écrivain protestant a soin de développer, en haine du catholicisme.

Ce drame-pamphlet est une date politique. Sous les yeux de Henri VIII, la réforme commence à évoquer l'examen. La critique est livrée au peuple; jamais elle n'avait encore attaqué ouvertement les actes de ses maîtres. Elle l'ose enfin sous Henri VIII; et le drame de Bale, composé tout exprès pour affermir l'œuvre du monarque, nous place au berceau même du pouvoir nouveau. Non-seulement les destinées politiques de l'Angleterre ont été modifiées par lui, mais il a donné sa couleur à toute la littérature du même pays. Le drame moral de Shakspeare, c'est la liberté souveraine portée dans l'examen de l'homme, de ses conditions, de ses humeurs et de ses passions. Le drame historique du même poète, c'est la liberté portée dans l'examen des faits, sans exception de classes, de rangs et de fortunes. Mais, chez Bale, cette liberté ne se produit encore que sous la forme d'une attaque sans justice. Chez Shakspeare et Cervantes, deux intelligences pures, deux types de l'impartialité souveraine, elle comprend et embrasse l'équité, la sympathie, la mi-

séricorde, le sentiment du beau, tout ce qui rend ces deux génies véritablement divins.

Bale fait venir une pauvre veuve éplorée dans le palais du roi Jean. Cette veuve est l'Angleterre, qui porte plainte contre le clergé.

La veuve Angleterre (1). — J'espère que votre grace soutiendra la cause d'une pauvre veuve, traitée contre la loi de Dieu, comme vous le verrez dans mon bref plaidoyer.

Le roi Jean. — Oui, je le jure, si votre plainte est vraie et juste, j'y ferai droit.

La veuve Angleterre. — Comme c'est la vérité, permettez que je la fasse entendre.

Le roi Jean. — Eh bien! douce veuve, dites-moi quel est le sujet de votre plainte?

La veuve Angleterre. — Hélas! votre clergé s'est bien mal conduit, et m'a traitée contre tout droit et toute justice. Il excite d'autres personnes à me faire du mal.

Le roi Jean. — Quels sont ceux qu'il excite à vous maltraiter?

La veuve Angleterre. — Les hypocrites et les fourbes, ceux qui ressemblent à de mauvais arbres chargés d'épines, et donnant des fruits pires que leurs épines.

Le roi Jean. — Expliquez-vous!

La veuve Angleterre. — Ce sont ces gens inutiles (2) dont les têtes s'enferment sous des capuchons; moines, nonnes, chanoines, de nuances et de formes diverses, blancs, noirs et tachetés; que Dieu les empêche de s'accroître (3)!

Le roi Jean. — Que je sache votre nom, avant d'aller plus loin?

La veuve Angleterre. — Angleterre, monseigneur, Angleterre; c'est bien mon nom.

Le roi Jean. — Je suis étonné et affligé de vous voir si changée, etc.

Ainsi les moines, pour le peuple anglais, étaient des *lubbers,* un fardeau : la colère, l'aigreur, la vengeance, règnent dans ce libelle dramatique. Le clergé romain y apparaît sous la forme d'un cardinal

(1) *Ynglond vidua.*

(2) *Lubbers.*

(3) Suche lubbers as hath disgysed heads in their hoodes
Whych in ydelness do lyve by other mennes goodes,
Monkes, Chanons, and Nones in dyverse colour and shappe,
Bothe wyght, blake and pyed, God send their increase yll happe!

ventru, dont la rotondité est, pour le roi Henri VIII, le texte de quelques mauvaises plaisanteries.—«Mon cher, lui dit-il, vous m'avez l'air d'avoir trop d'embonpoint; on vous dégraissera. » — Dissimulation, placée tout à côté du clergé, et sa conseillère habituelle, lui dit alors : — « Taisez-vous. Je vais mettre mes lunettes et voir si l'on ne peut pas aller remuer le peuple :

« Peace, for with my spectacles vadam et videbo! »

Depuis que *Vidua Ynglond*, comme disait l'évêque réformateur, adressait à Henri VIII ses suppliques, les réformes qu'elle demandait se sont opérées avec une liberté et une puissance que l'évêque ne prévoyait pas sans doute. En dépit des injonctions de ce roi, qui voulait que personne ne quittât le sentier tracé par lui, et qui faisait tomber la hache sur quiconque osait dévier à droite ou à gauche, fût-ce d'une ligne, l'examen royal a encouragé l'examen des sujets; autour de l'église nationale, fondée par lui, mille églises se sont élevées. Le protestantisme a suivi son vaste cours; ce n'est pas à nous d'en refaire l'histoire. Bossuet l'a tracée d'avance. Mais le grand écrivain catholique, pontife gallican du catholicisme, et debout comme gardien de la foi au pied du trône de Louis XIV, n'a ni dû prévoir, ni pu révéler les conquêtes futures du mouvement social auquel l'examen protestant présidait. Ce mouvement embrasse le nord de l'Europe tout entier, et comprend la révolution de 1688 en Angleterre, la fondation des États-Unis, toute la littérature anglaise et allemande depuis deux siècles, notre philosophie du XVIIIe siècle, et notre révolution de 1789. Cet ensemble de faits qu'on doit, pour être logique, ou condamner dans son ensemble, ou absoudre sans réserve, découle de la même pensée. La pensée est la source des faits, quoi qu'on en dise. Aujourd'hui, ce travail tout protestant, tout d'examen, est arrivé à son terme. La civilisation le réclamait autrefois; devenu inutile, la civilisation l'abjure. Le protestantisme ou le génie de la critique perd du terrain dans toute l'Europe.

Un de ces écrivains qui spéculent sur la curiosité, et qui l'exploitent pour le bénéfice des libraires et pour le leur, après avoir publié les portraits et les caricatures des membres du parlement, vient de passer en revue les prédicateurs de la métropole britannique. Ses deux volumes (*The metropolitan Pulpit, or sketches of the most popular preachers in London*), ne se recommandent ni par la sagacité, ni par l'élégance, encore moins par la profondeur; c'est une verbosité qui ne dit rien; ce sont des détails dont la niaiserie étonne; c'est la fidélité d'un rap-

porteur sans esprit. L'auteur nous apprend que M. Dale, le révérend Thomas Dale, touche 562 livres sterling par an; que M. Harding improvise ses discours; que le docteur Croly lève le bras perpendiculairement et l'agite transversalement; que M. Melvil aime les allusions politiques; que M. Judkins fait vendre ses poésies à la porte de sa chapelle. Tout cela, exprimé dans un style qui ne vaut pas mieux que le fonds de l'ouvrage, est peut-être d'une exactitude que nous devons admirer; mais ce qui étonne davantage, c'est la stérilité, la maigreur et l'insignifiance des compositions que font imprimer ces prédicateurs passés en revue par M. Grant.

Il n'y a pas de pays où l'on prêche plus qu'en Angleterre. Un *million* de sermons par année, tombant régulièrement de toutes les chaires, trouvent des auditeurs toujours, quelquefois des imprimeurs, des lecteurs jamais. La fadeur, la subtilité, la nullité, le lieu-commun de ceux de ces discours que nous nous sommes imposé la tâche de parcourir, justifient bien l'indifférence du public. Point d'émotion, nulle simplicité, nul enthousiasme, aucun style. Ainsi s'annonce la décadence de l'anglicanisme dans son propre domaine. Les devoirs, les dogmes, les douleurs, les calamités, les consolations de l'humanité ne tiennent point de place dans ces sermons. Ils traitent « d'esthétique, de causes finales, de volition et d'impénétrabilité, de nécessité morale et de puissance déterminante ; » grace au balancement des périodes et à leur lenteur, ces investigations de la chaire sont du sommeil tout préparé. Le temps n'est plus où cette chaire servait de citadelle aux ennuis de la papauté alliée à Louis XIV. C'était un tambour, comme le dit Hudibras (1), au moyen duquel on appelait aux armes les bourgeois émus et furieux. Maintenant, personne ne craint plus les catholiques; on laisse en paix Louis XIV, et les dissidens les plus déterminés renoncent à l'invective. Un examen philosophique a remplacé l'examen théologique, et plusieurs membres de l'église établie publient des opinions que Gibbon ou Hume auraient avouées. M. Milman, dans sa récente *Histoire du Christianisme* (*the History of Christianity, from the birth of Christ to the abolition of paganism*... etc. By the rev. H. H. Milman, prebendary of Saint-Peter), s'éloigne complètement des voies de l'église anglicane, à laquelle il appartient comme prébendaire de l'église de Saint-Pierre. Il ne rejette pas tout-à-fait la révélation et l'Évangile; il n'adopte pas les doctrines de Strauss et de Kuinoël; mais il laisse deviner son pen-

(1) *Drum ecclesiastick.*

chant pour cette théorie du rationalisme allemand, qui cherche dans la vie du Christ le développement d'un mythe déposé au sein des populations souffrantes et fécondé par le cours des évènemens. Ainsi, pendant que le docteur Pusey, dans Oxford même, au centre de l'anglicanisme, relève la bannière de l'autorité contre l'examen, Milman, un autre ecclésiastique, pousse jusqu'à ses limites la hardiesse de l'examen, et porte atteinte à la réalité du Messie. Le protestantisme britannique est frappé de deux blessures à la fois.

Les romanciers anglais, si l'on excepte miss Martineau, M. James et Ainsworth, dorment d'un profond sommeil. M. Ainsworth s'est emparé de la terreur, du mouvement, des brigands et des escrocs. Le mélodrame de ses narrations plaît à un certain public, à ce public qui veut des sensations et ne s'embarrasse pas du reste. M. James est un imitateur pacifique et prosaïque de Walter Scott, un laborieux romancier de l'histoire. Miss Martineau, l'économiste politique, a dépensé quelque talent pour prouver au monde que la révolution de Saint-Domingue s'est faite très vertueusement, et que Toussaint-Louverture valait un peu mieux que Socrate. Haïti doit une statue à miss Martineau.

Il y a plus de vigueur de style, plus de vivacité de coloris, plus de passion et même de poésie dans deux simples traités de chasse qui viennent de paraître à Londres et à Édimbourg, que dans les romans de M. Ainsworth et dans tous les poèmes dus à la fécondité des muses féminines: *La Ligne et le Fusil* (*the Rod and the Gun*), par M. Wilson, et le traité de M. Scrope sur la *Chasse au Cerf* (*Deer-Stalking*), ouvrage imprimé avec magnificence, réunissent le mérite d'exactitude que l'on demande aux traités didactiques, et la chaleur d'entraînement qui relève les œuvres d'imagination. Nous sommes fort peu chasseur, nous l'avouons humblement; nous partageons l'avis du rêveur Jacques, ce bon personnage de Shakspeare qui estimait le cerf au bord de son torrent, au sein de sa forêt, plus digne d'intérêt que son persécuteur. Mais M. Scrope nous a fait connaître les émotions de la grande chasse. C'est merveille de le suivre dans ses immenses bois de l'Écosse septentrionale, et d'écouter avec effroi ses naïves et plaisantes prédications sur le caractère, la moralité, le talent, l'adresse et le courage nécessaires au chasseur. « Ses muscles sont de marbre, ses nerfs sont d'acier; sa course est celle de l'antelope, et la brise ne le devance pas. Il faut qu'il sache marcher ou plutôt courir courbé, le front à deux pouces de terre, le buste parallèle au niveau du sol, pendant une lieue. Il doit glisser comme une anguille, ventre à terre,

au milieu des sables mouvans; c'est son plaisir de mettre le pied sur les roches aiguës des torrens, sans se laisser entraîner par le flot qui se précipite. Renversé dans le courant, il tient son fusil suspendu au-dessus de sa tête, pour que le plus grand des accidens, sa poudre mouillée, ne détruise pas toute l'espérance de sa journée. Je lui recommande de pratiquer cet exercice dans le Tilt, pendant vingt-quatre heures, par une bonne bise gaillarde, qui le rafraîchira et qui le mettra parfaitement au fait de la chose. Ce vent est défavorable à la chasse du cerf, et il est bon de ne pas perdre une heure dans le cours d'une éducation si difficile. Apprendre à nager serait peu digne d'un bon chasseur; subterfuge misérable! Se laisser noyer ne serait pas pardonnable; le chasseur que j'élève m'est cher : son honneur m'intéresse; et mourir, c'est être battu. »

Ceci est l'*humour* de M. Scrope.

Mais les bonnes anecdotes, les chaudes narrations, les descriptions exactes et animées abondent dans son livre. On se retrouve au milieu des forêts si bien peintes par Walter Scott, dont la poésie a peu de force lorsqu'il veut atteindre la tragédie et l'épopée; mais qui, dans le domaine de ses halliers et de ses bois, n'a point d'égal en fraîcheur et en délicatesse. On voit passer à chaque instant ces troupes de daims sauvages qu'il aimait tant : vous les suivez du regard; — « sortant de l'ombre des vieux sapins, troupe royale; le beau cerf au port auguste, et la biche svelte, l'œil aux aguets, le nez au vent, respirant l'air sauvage. Près d'eux bondit sans défiance le fils du printemps et de leurs amours; le petit daim délicat et joyeux, avec ses taches roses comme le ciel du matin, et folâtre même dans sa terreur (1). » Tous les bruits, tous les évènemens, toutes les tragédies de la forêt, se retrouvent dans le récit de M. Scrope, ouvrage plus littéraire par sa vérité et sa verve qu'une foule de romans prétentieux et philosophiques.

Parmi les nouveaux poètes, je ne vois que M. Robert Monckton Milnes qui mérite une mention très brillante. Les *Poèmes* de M. John Sterling justifient mal, à notre sens, les éloges que les *Revues* anglaises lui prodiguent. Coleridge et Wordsworth ont déteint sur cette poésie dont la pâleur manque de vie, dont l'abondance manque de force, et qui atteint presque constamment la région moyenne de

(1) .... The spring-born offspring of their loves. —
The delicate and playful fawn
Dappled like the rosy dawn,
And sportive in its fear.

ces deux genres, sans jamais s'élever plus haut. M. Sterling est essentiellement imitateur. Sans doute il faut que le flambeau d'un poète s'allume aux foyers consacrés. Mais ensuite, que sa flamme lui devienne propre; qu'elle soit nourrie et animée des alimens qui lui appartiennent, qu'elle soit à lui seul, comme son étoile et sa splendeur. Les poésies de reflet ne sont pas des poésies, mais des études.

Les idées habituelles de M. Sterling, jeune ecclésiastique, lui ont inspiré toutefois une pièce de vers remarquable, et qui se détache singulièrement sur le fonds un peu commun de son recueil. Ce poème est intitulé *The Sexton's daughter*. Le *sexton* d'une paroisse d'Angleterre est à la fois bedeau, fossoyeur et gardien de l'église, une espèce d'officier de la mort et de ministre placé sur les limites des deux mondes. Notre *sexton*, veuf de sa femme, a transporté toutes ses affections sur sa fille. Jeanne rit si gaiement, qu'elle arrache des sourires au vieillard. Le *sexton* qui ne voit dans l'univers qu'un tombeau, cet homme qui végète à l'abri du clocher de village, le cœur endurci comme une des pierres sur lesquelles il inscrit le nom de ses morts, comprend l'espoir et la joie, la passion et la souffrance, le bonheur et la vie, par cette émotion unique. Cependant Jeanne grandit, elle aime; celui dont elle a fait choix meurt, et elle-même le suit bientôt dans la tombe. Le *sexton* reste seul et pleure. C'est la première fois qu'il pleure. La mort, la jeunesse, l'amour paternel, réunis dans ce petit cadre à l'abri de la pensée de Dieu, composent une harmonie très singulière dont la simplicité profonde fait le charme.

« Il avait une petite fille, cet homme taciturne; et quand la petite Jeanne riait aux éclats dans sa libre joie, la figure grave du vieillard s'épanouissait,

« C'est qu'elle s'était emparée de son cœur, et s'y était enlacée, lui-même n'aurait pu dire comment; mais souvent il lui arrivait de sentir son ame tout oppressée, parce que l'enfant pleurait.

« Le reste ne lui semblait rien : le monde et les hommes étaient matière à linceul. Il se trouvait là, pour jeter la terre sur les corps, indifférent et muet d'ailleurs.

« L'homme, la femme, les époux et les amours, il regardait toutes choses comme mortes. Mais sa petite Jeanne vivait si bien, que lui croyait qu'elle ne mourrait jamais.

« Elle pouvait à peine marcher que, tenant de sa petite main le doigt ridé du vieillard, et babillant sans cesse, elle lui faisait quitter son labeur pour écouter Jeanne.

« Souvent, quand le soleil dorait le bord de la fosse commencé, il

relevait son front ridé, s'arrêtait, regardait Jeanne et se remettait à travailler pour la mort. »

. . . .

« Mais un jour, la beauté de l'enfant changea;

« Le sourire de Jeanne devint plus grave; on aperçut dans l'œil voilé de la vierge un rayon de l'âme de la femme.

« C'était une vie qui allait commencer pour elle, un nouveau destin qui s'annonçait; c'était l'ombre sérieuse que projette devant soi la passion, quand elle va naître. »

Il y a du talent et de la sensibilité dans cette peinture; mais le reste des œuvres de ce jeune ecclésiastique manquent d'originalité. M. Sterling a versifié des mythes sur Dédale, sur Aphrodite, sur Mirabeau et sur Jeanne d'Arc. Je n'aime point un mythe sur Mirabeau; un mythe sur Dédale m'intéresse médiocrement. Le poète a consacré une description païenne à l'entrée de Jeanne d'Arc aux champs élyséens. La lumière pure et suave de Virgile, les ombres molles des chênes verdoyans, les douces promenades des ames heureuses sous les feuillages odorans, tout s'y trouve, et les voluptés du paganisme se réveillent autour de cette noble et chrétienne villageoise de la Lorraine. C'est pousser bien loin l'ardeur de l'imitation. Dans la plupart de ses poèmes, M. Sterling est moins classique et beaucoup plus métaphysique, selon la coutume de ses compatriotes.

Les trois géans de la poésie anglaise, Milton, Shakspeare et Byron, ont lutté avec succès contre le penchant et le danger des muses septentrionales, contre la rêverie sans forme, l'analyse sans puissance, la subtilité sans fécondité, la maladie de la pensée, se dévorant elle-même dans ses cavernes. Milton, Shakspeare et Byron ont su trouver la forme, et l'ont consacrée sur l'autel du beau, en lui donnant le rhythme et l'image. Le Satan et l'Adam de Milton sont des formes vraies, ainsi que tous les personnages de Shakspeare. Wordsworth lui-même et William Cowper ont détaillé finement la simplicité des mœurs, l'humilité des conditions, les tristesses et les tendresses de la vie rustique; cette réalité chez eux n'a jamais la prétention de la grandeur, elle possède la grace du vrai. Mais Spencer, au XVIe siècle, Cowley au XVIIe, Shelley au XIXe, et de nos jours Alfred Tennyson, ont essayé la poésie métaphysique, la poésie sans forme: le nuage qui passe dans le ciel et se disperse sous le vent qui souffle, la mélodie sans mesure et sans terme qui parcourt les feuillages de la forêt, l'encens qui fuit et qui caresse au loin l'espace. On est entraîné par un certain charme vers cette jouissance qui semble réunir

les priviléges de la pureté et de l'élévation ; mais l'absence de l'art, pouvoir solide qui concentre et qui règle, se fait bientôt regretter. Les œuvres de ces poètes auxquels appartenait le don de poésie, mais non sa couronne, ne se gravent pas, elles flottent; la mollesse de contours, la diffusion des couleurs, l'incertitude des images, la finesse des analyses, la ténuité des rapports, fatiguent (si l'on me passe l'audace de ce terme en faveur de sa justesse) l'œil et l'oreille de l'intelligence. Bien des routes conduisent à ce résultat; les écrivains que j'ai nommés, et auxquels j'aurais dû joindre Akenside, représentant de la même école au XVIII[e] siècle, y sont parvenus, chacun selon le goût de son temps. Spencer procède par l'allégorie; Cowley adopte le *concetto* italien ; Akenside suit les pas de Berkeley ; Shelley rédige en vers le néo-platonisme, et Tennyson essaie de versifier les systèmes de Hegel. Personne n'a mieux décrit cette inspiration mystique que Shelley, qui l'a toujours éprouvée. « Ce souffle divin, dit-il quelque part, m'emporta au-dessus des vagues lumineuses, et je fus soutenu par cette moelleuse nacelle, dont le duvet éthéré ne s'abîme sous aucune tempête. Et je planais comme plane un ange, dans les régions où s'écoule éternellement, sous la sérénité sublime, un esprit d'émotion profonde (1). » On ne peut rien ajouter à la mélodie de ces vers dans l'original, à la richesse de leur expression, et même à la profondeur de leur sens; l'ame s'abandonne un moment à ce prestige, émue et comme enchantée, mais bientôt elle cherche un point solide, une forme précise, un contour arrêté; elle a peur de ce nuage qui l'environne, comme elle aurait peur de l'ivresse.

Nous préférons de beaucoup M. Milnes à M. Sterling. M. Milnes est parmi les jeunes poètes anglais celui dont l'inspiration est la plus décidée et la plus énergique. Sans compter la variété d'une érudition qui se révèle souvent, mais qui est ici de peu de valeur, l'originalité de ses impressions le détache de presque tous les versificateurs qui ont tenté la fortune poétique dans ces derniers temps. Son dernier volume, *Poésie du Peuple* (*Poetry for the People*), l'emporte de beaucoup en simplicité et en concision sur l'œuvre de son début (*Poems of many years*). On y reconnaît un effort habile et souvent très heureux pour ramener à une forme plus simple et plus populaire l'étude de l'émotion humaine, telle que Wordsworth l'a tentée

(1) It bore me, like an Angel, o'er the waves
Of sunlight, whose swift pinnace of dewy air, etc.

et accomplie avec une profondeur philosophique. Il y a de la grace dans la pièce suivante :

« A moi, disais-je, un toit domestique (1), abri certain et favorable pour les pas les plus fatigués. A moi les travaux de la journée, que l'espérance soutiendra, et qui amèneront des soirées de délices. Puis une vigne aux larges pampres environnera mon toit, et un ruisseau des montagnes murmurera le langage que je sais, le langage que j'aime.

« Tout cela, c'était un rêve.

« A moi cette retraite qui eût donné joie au plus sombre cœur, un temple pour l'amour pur, un lieu que les années respecteront, quelque chose de doux et de charmant comme la lueur de la nuit, lorsque tous les contours s'arrondissent, lorsque tout est grace et harmonie dans le monde enchanté.

C'était un rêve. »

Le sonnet suivant est bien plus remarquable par la grandeur de la pensée et l'excellence de l'exécution :

LA MADELEINE A PARIS.

Les années n'ont pas ménagé ce temple d'Athènes que Jupiter Olympien remplissait de sa majesté. Il s'écroule au milieu de ce paysage doux et calme de l'Hymette qui éteignait mollement tant de splendeur. Cependant, aujourd'hui, sur des rives alors barbares, aux bords de la Seine, le même type reparaît dans la perfection de sa beauté. Il est consacré, — à quel Dieu, je vous prie?... — à un pauvre être, un enfant de Syrie, créature misérable et fragile, qui traîna ses jours méprisés dans l'infamie et la douleur; humble créature qui n'a eu pour histoire que ces mots : « Elle aima le Christ, et pleura près de sa tombe. Elle aima; tout lui fut pardonné. »

La traduction ne reproduit jamais, on le sait, l'harmonie, la concision, le mètre, l'idiotisme, c'est-à-dire, tout ce qui est le pouvoir actif et le magnétisme de la poésie. Cette tapisserie retournée fait grand tort aux poètes. Voici un autre sonnet qui, dans l'original, est parfait de rapidité, d'expression, de brièveté et de mouvement :

« Sans crainte et sans honte ils avouèrent qu'ils s'aimaient, et ce mariage de l'ame, ils le jugeaient plus saint que le devoir du foyer domestique, et les hommes disaient entre eux que le châtiment viendrait les frapper.

(1) *I had a* HOME...

« Cela fut vrai. La vie pour eux fut mauvaise. Lui savait bien qu'il avait brisé sa vie de jeune fille, et semé le trouble, le regret, la douleur et l'angoisse là où croissaient auparavant les tendresses et les plaisirs.

« Il souffrait, et la souffrance de la personne aimée lui rendait le supplice qu'il avait créé pour elle. La Douleur les suivait l'un et l'autre; c'était leur page; dans cette fête de l'Amour, la Douleur versait l'amer nectar et remplissait les deux coupes jusqu'aux bords (1).

« Ils demandèrent à leurs semblables un peu d'espoir. Non. La mort vint, qui leur donna l'espoir avec l'éternité. Puis on les pleura; — le monde suivit sa route; — et aujourd'hui comme jadis, ceux qui qui aiment aiment, et ceux-là se perdent. »

Les illuminations du Vatican, la bénédiction papale, les mystères et les légendes, compris dans le sens le plus entièrement catholique, ont inspiré à M. Milnes, membre du parlement, et tory ecclésiastique, des vers que l'énergie de l'expression, souvent la profondeur de l'idée, isolent et distinguent. C'est assurément une des intelligences les plus avancées et les plus actives de la jeune Angleterre; il se livre hardiment et résolument à cette impulsion. Depuis l'an 1450 jusqu'au milieu du XVI[e] siècle, nul voyageur philosophe ne visita Rome sans en rapporter le mécontentement, la colère, la tristesse, souvent la haine. La réforme commençait alors. Cette cataracte qui a couvert le Nord de ses eaux, bondissait de son premier élan. Rome, en 1500, faisait des protestans. En 1840, elle fait des catholiques. La phase est terminée, la période est accomplie.

Il ne s'agit pas ici du mérite des doctrines protestante ou catholique, de leur lutte ou de leur supériorité. Il ne s'agit point de maudire ou de bénir. Au lieu de considérer le protestantisme comme frappé d'anathème ou marqué du sceau divin, si l'on abandonne la stérilité et la petitesse de ce point de vue, si l'on gravit cette hauteur de l'histoire qui ennoblit l'impartialité sans l'amollir par indifférence, on reconnaîtra la double place et la double mission des deux systèmes. L'un a créé l'Europe par la foi, l'autre a détruit et balayé par

(1) Thus, at love's feast, did Misery minister
And fill their cups together to the brim.

They askt their kind for hope, but there was none,
Till death came by and gave them that and more;
Then men lamented — But the earth rolls on;—
And lovers love and perish as before.

le doute les souillures mêlées à ce que l'autre avait fondé. L'énergie du catholicisme s'est ravivée dans sa lutte avec la réforme. Aujourd'hui la réforme, en possession de son triomphe, est vaincue par sa victoire. Ce qui se passe en Angleterre et en Allemagne le prouve.

L'institution catholique a nourri de son lait énergique l'Europe moderne. Le palais, le temple et le trône de la puissance chrétienne ont surgi sous la main des papes. Mais le catholicisme avait pour instrumens des hommes, c'est-à-dire des vices; et quand le pouvoir fut assuré, lorsque les colonnes et les degrés du temple étincelèrent aux yeux du monde ébloui, les maîtres s'endormirent dans leur autorité. Ce fut alors que la force antagoniste et secondaire, le doute, souffla comme l'orage et réveilla ce sommeil sous la pourpre, cette langueur sous la couronne. Œuvre qui touche à sa fin; tout est détruit. Aussi voit-on le protestantisme effrayé reculer sur lui-même, comme s'il craignait sa puissance, comme s'il prévoyait sa propre destruction, comme si l'élément qui fait sa force commençait à exercer cette force pour le suicide.

On peut donc, sans blasphème et sans contradiction, réserver une part d'estime diverse à ces deux philosophies, à ces deux religions, à ces deux zones. Il n'est pas étonnant de voir reparaître même en Angleterre, et d'une manière que les publicistes n'avaient point prévue, le catholicisme, la loi qui embrasse et contient le protestantisme, fragment détaché, mais nécessaire, du vaste ensemble. Le principe qui affirme et le principe qui doute, l'autorité et l'examen, l'amour et l'ironie, la croyance et le soupçon, s'enchaînant dans le tissu et dans le mystère de l'existence et du monde, comme la vie est enchaînée à la mort, ne cesseront leur alliance et leur antagonisme qu'au moment où tout finira. Quand même la grande ère nouvelle, dont les ruines actuelles sont la lointaine prédiction, ne devrait commencer à se développer que dans des siècles avec une régularité féconde, la civilisation ne pourrait s'avancer que par la lutte soutenue des deux forces, tour à tour victorieuses et vaincues. Mais ces assertions paraîtront téméraires. Il semble en vérité que l'on ne puisse, dans la même piété d'ame et dans la même hauteur d'esprit, admirer les résultats providentiels des deux principes, ces nobles évêques qui civilisèrent la Gaule, et ces sublimes puritains qui fondèrent les États-Unis; ces chrétiens de deux âges, les chrétiens de la foi sans mélange, fils de la première époque, et les chrétiens de l'examen, enfans de la réaction!

PHILARÈTE CHASLES.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 janvier 1841.

Après un long, mémorable et singulier débat, l'amendement Schneider vient d'être rejeté par une assez forte majorité : 236 boules noires contre 175 boules blanches. La différence serait plus que suffisante pour une question ordinaire; nous l'aurions voulu plus forte encore dans le cas particulier.

Qu'on déduise des 175 voix qui ont accepté l'amendement vingt ou trente suffrages appartenant à des hommes des partis extrêmes qui probablement ont, eux aussi, adopté l'amendement comme moyen de faire rejeter la loi tout entière, et il reste une masse de 150 voix des centres qui ont sans scrupules prononcé le rejet de la proposition du gouvernement, du projet que les ministres de la couronne ont présenté, maintenu, défendu, du projet qu'ils ont formellement déclaré être nécessaire à la France, non-seulement comme moyen défensif, mais comme moyen préventif, comme moyen de paix digne et honorable, comme témoignage de force et de puissance morale. C'est par l'adoption hautaine, presque unanime du projet de loi, que la France devait dire à l'Europe : Rien ne me coûte, tous les efforts me sont faciles, tous les sacrifices me sont agréables lorsqu'il s'agit d'assurer mon indépendance, de maintenir ma dignité, de consolider la monarchie de mon choix. Le projet est gigantesque, soit; très coûteux, soit encore. En l'adoptant, je ne prouve que mieux la fermeté de mes résolutions, la hauteur de mes vues, la portée de la loi.

Ces grandes vérités ont été dites à la chambre, entre autres, il est juste de le reconnaître, par le chef politique du cabinet, par M. le ministre des affaires étrangères. Sa parole s'était rarement élevée plus haut à la tribune nationale;

jamais les élans patriotiques d'un loyal député n'avaient été plus heureusement conciliés avec la mesure et la réserve que sa position commande au ministre qui préside à nos relations extérieures.

Comment se fait-il cependant que le projet du cabinet, le projet des mandataires responsables de la couronne ait pu trouver 150 voix hostiles dans les centres? Il aurait succombé sans le secours habile, loyal, énergique de l'opposition; il aurait succombé si le talent, l'éloquence, l'influence parlementaire de MM. Thiers, de Rémusat, Odilon Barrot, n'avaient écarté l'écueil contre lequel on voulait le pousser et le briser. Nous ne ferons pas ici l'éloge des orateurs qui sont venus au secours de la loi. Cet éloge est dans la bouche de tout le monde. Leurs adversaires politiques eux-mêmes rendent hommage à la puissance de leur parole. Il n'y a, au reste, plus rien à dire sur ces vieux athlètes de la tribune que la France entière connaît; M. de Rémusat, qui n'avait pas jusqu'ici pris une part très active aux combats parlementaires, M. de Rémusat s'est surpassé. Il est désormais au nombre des orateurs les plus habiles de la chambre. Il n'y en a guère de plus spontanés, de plus simples, de plus efficaces.

Que faut-il craindre? que peut-on espérer? Verrons-nous le projet de loi, le projet du gouvernement repoussé par une portion toujours si considérable des centres?

Nous savons tout ce que l'amour-propre, les paroles dites, les partis pris peuvent imposer même aux hommes les plus honorables. Cependant nous aimons à croire que parmi les 175 il s'en trouve un grand nombre qui n'ont voté l'amendement que dans la conviction que c'était là, non un moyen de faire tomber la loi, ni même le seul système de fortifications possible, mais bien le système qui conciliait le mieux la défense de la capitale avec l'économie. Ceux-là veulent les fortifications, ils les veulent aussi résolument, aussi loyalement que nous; mais ils étaient persuadés, sincèrement persuadés qu'entre les deux systèmes on pouvait sans crainte donner la préférence au système des forts détachés. Redisons-le : nous ne condamnons pas comme absurde, comme inique, comme déloyale, cette opinion qui n'est pas la nôtre. Nous la concevons, nous la respectons partout où elle est raisonnée et sincère. Mais cette opinion a succombé dans l'épreuve. Dès-lors tous ceux qui veulent fortifier la capitale, tous ceux qui ne veulent pas laisser aux coalitions de l'étranger l'espoir de nous faire une guerre révolutionnaire, et de frapper la France d'une balle à la tête, tous ceux qui aiment la paix de la force et de la dignité, et non la paix de la servitude et de la honte, tous ceux-là doivent maintenant se rallier franchement, sans arrière-pensée, sans regret, au projet du gouvernement; ils doivent dire aux ministres de la couronne : Nous avons pu désirer autre chose, il a pu y avoir parmi nous une diversité d'opinions qui, de votre propre aveu, a existé même au sein du cabinet; mais l'épreuve est faite, le jugement est porté; nous ferons dans la chambre ce que plus d'un ministre a fait dans le conseil; nous sacrifierons nos préférences à la nécessité

de la mesure, à la hauteur du but : soyons forts avant tout ; loin de le redouter, faisons avec empressement, avec entraînement, ce que l'étranger n'aime pas que nous fassions ; soyons maîtres chez nous ; qu'importe après tout à la France que cette grande entreprise nationale, que ce fait d'autant plus digne d'elle qu'il n'a pas d'exemple, coûte quelques millions de plus ou de moins?

Nous ne résistons pas ici à l'envie de répéter un mot bien simple, mais bien efficace que nous entendions nous-mêmes, il y a peu de jours, de la bouche d'un modeste ouvrier. Tout à son travail, pendant qu'un grand seigneur étranger faisait quelques observations contre le projet de loi, à peine paraissait-il prendre quelque intérêt à la conversation ; mais lorsqu'il entendit ces paroles : « Cela coûtera bien cher, » il nous montra tout à coup un front, un regard pleins de bon sens et de fierté, et dit : « De l'argent, monsieur ! la France aussi n'en manque pas ! »

C'est la réponse du pays. Au point où le débat a mené la question, ce n'est plus pour tout homme impartial, sans passion, qu'une affaire d'argent. Ici encore M. Guizot a parfaitement raison.

Faut-il fortifier la capitale, la mettre à l'abri d'un coup de main? Il n'y a pas d'homme sérieux qui ose le nier. Comment nier en effet ce que Vauban, ce que Napoléon, ce qu'Haxo, Rogniat, Sébastiani, ce que tous les hommes de guerre et de grande politique ont constamment dit, répété et désiré de pouvoir faire?

L'enceinte continue affaiblit-elle le système des forts détachés? du camp retranché? Non, mille fois non. M. le maréchal Soult nous l'a dit et répété à satiété : « L'enceinte continue, je m'en serais passé, mais je l'accepte parce qu'elle ne fait que renforcer mon système ; elle me donne plus que je ne voulais, mais elle ne m'ôte rien de ce que je croyais nécessaire. C'est une dépense qui, à mon avis, n'est pas indispensable, mais elle est loin d'être nuisible. Chargé de défendre Paris, je ne le défendrai que mieux à l'aide de l'enceinte continue. » C'est là évidemment ce que le maréchal a dit, ce qu'il a voulu dire, à travers les embarras de sa position et les irritations de son amour-propre.

Ici que M. le maréchal Soult nous permette une remarque. Dans tout ce débat, il a été, ce nous semble, sous l'empire d'une singulière préoccupation. Il paraissait craindre qu'une autre gloire ne prétendît s'élever, sur le terrain même de la guerre, à côté et au-dessus de la sienne, qu'on n'eût la prétention de lui en remontrer en fait de science militaire ; il semblait apercevoir une main audacieuse osant jeter un voile sur la noble figure du guerrier qui a défendu Gênes et combattu à Toulouse. C'est là ce que nous appelons sans hésiter une singulière préoccupation d'esprit. Nul n'a conçu semblable pensée ; nul homme de sens ne pouvait la concevoir. Lorsqu'on fait à ses adversaires l'honneur de les redouter, il faut en même temps leur accorder ce qui rend redoutable, de l'esprit et du bon sens. Il n'y a qu'une seule personne au monde qui ait fait bon marché de la gloire du maréchal Soult : c'est lui-même ; car c'est en faire bon marché, et c'est ne pas y croire, que d'imaginer

qu'elle puisse être diminuée, obscurcie, par de semblables tentatives, fussent-elles sérieuses et réelles.

Mais, encore une fois, c'est là une préoccupation d'esprit sans fondement aucun. Un avis différent n'est pas une attaque personnelle, et la défense de sa propre opinion n'ôte rien à la gloire de ses adversaires. Les luttes parlementaires, comme les grandes et nobles luttes de la guerre, ne rabaissent personne. Le maréchal Soult le sait; on le lui a souvent dit, de toutes manières, même à Londres. N'a-t-il pas serré la main du duc de Wellington? Dans tous les combats, dans les combats parlementaires en particulier, ce n'est pas seulement le succès, avant tout c'est l'habileté, la bravoure, la loyauté, qui en font la grandeur.

Quoi qu'il en soit, maintenant que ce malheureux amendement dont nous ne voulons pas rechercher ici avec trop de curiosité l'origine, le but, la portée, a disparu de la scène, M. le maréchal Soult fera sans doute tous ses efforts, déploiera toute son influence (elle est grande), pour rallier au projet de loi tous ceux que sa parole plus individuelle jusqu'ici que ministérielle avait laissé débander. Veut-il sérieusement fortifier Paris? Veut-il que la France lui en sache gré? que ce titre de gloire s'ajoute à tous ceux qui honoreront sa mémoire? Qu'il s'empare, une fois pour toutes, de cette grande affaire, qu'il la fasse sienne plus qu'elle ne l'est jusqu'ici; la France ne demande pas mieux que de la lui confier. Tout ce qu'elle veut, c'est qu'on l'accepte de bonne foi, en homme sérieux, consciencieux. Au surplus, il y a là une immense responsabilité à laquelle rien ne peut le soustraire, car le public croit au maréchal Soult, à son influence, à son autorité, plus que lui-même. Si la loi est adoptée, si elle est adoptée à une grande majorité, si elle est promptement, franchement, loyalement exécutée, le pays en saura gré au maréchal. Si le contraire avait lieu, rien au monde n'empêcherait que l'histoire inexorable n'écrivît ces terribles paroles sur la tombe du vieux guerrier : « Par une préoccupation d'amour-propre, il fit en sorte qu'une grande et noble entreprise nationale, la défense de la capitale, du trône, de la France, ne fût pas dignement accomplie. »

Au surplus, ceux des députés des centres qui redoutent de nouvelles crises ministérielles, doivent faire un peu de réflexion sur la situation de la chambre et des partis qui la divisent, et sur la position du cabinet au milieu de cette confusion des langues. Jamais le système représentatif n'a présenté spectacle plus singulier et plus affligeant pour les amis sincères des institutions de notre pays.

Un cabinet qui parle et vote contre la majorité de ses amis! Une majorité qui, loin de suivre ses chefs naturels, les combat, soutenus qu'ils sont par l'armée opposée! Un débat qui sans l'intervention habile et loyale de M. Guizot aurait passé par-dessus la tête des ministres, comme s'il se fût agi d'une palme à disputer entre M. Thiers et M. Dufaure, entre M. de Lamartine et M. de Rémusat!

En effet, si l'amendement eût été adopté, le bon sens disait qu'il fallait

céder le banc ministériel à MM. Dufaure et de Lamartine ; si la loi était adoptée à une faible majorité, c'est-à-dire par les votes de l'opposition aidée de cette portion des centres qu'on a souvent poursuivie de mordantes épigrammes, et qui, par sa constante fidélité au pouvoir, a peut-être de notre situation politique un sentiment plus vrai que ceux qui se targuent d'une indépendance excentrique et subversive, il faudrait appeler au ministère MM. Thiers et Rémusat. Ce n'est pas nous qui nous en plaindrions. Suivez vos fantaisies, soit; mais sachez que, bon gré mal gré, elles produiront leurs conséquences naturelles.

Il est des hommes qui se révoltent à l'idée du prochain retour de M. Thiers aux affaires. Nous ne sommes pas de ceux-là, nous le répétons; mais nous sommes de ceux qui ne voudraient pas acheter la chute du cabinet par le rejet des fortifications, et nous dirons à ces hommes inconséquens : Tâchez donc de vous mettre d'accord avec vous-mêmes; soutenez donc les projets que présente le cabinet de votre choix; et, quelle qu'en ait été l'origine première, quoi qu'en pense l'opposition, couvrez-les, pour ainsi dire, de vos suffrages; faites que personne n'ait le droit de vous dire bientôt : Cette grande mesure nous appartient; vous n'en vouliez pas, c'est à nous de l'exécuter.

Mais, disent les grands politiques, rien de semblable n'est à craindre ici : les ministres ne font pas de leur projet une question de cabinet. Faut-il donc répéter tous les jours les vérités les plus vulgaires? Est-ce à nous, qui ne sommes pas dans le camp ministériel, de vous dire que les questions de cabinet se font toutes seules, par la force et la nature des choses, sans le cabinet, malgré le cabinet? Avait-on fait préalablement, explicitement une question de cabinet du traité d'Amérique, de la loi de disjonction, de la dotation? Les hommes, en prenant les affaires, doivent-ils donc renoncer à tout respect pour eux-mêmes, et fouler aux pieds l'opinion publique et le bon sens?

Aussi qu'arrive-t-il? On renverse les ministres et on s'étonne de les avoir renversés. On est tout ébahi de son propre fait. Puis bientôt on s'en console; on s'en frotte même quelque peu les mains; on se dit avec une sorte d'étonnement orgueilleux, j'ai donc pu faire cela! Et à la première occasion on recommence ce jeu déplorable, sans savoir au juste ni ce qu'on veut ni où l'on va; on abat pour abattre, pour essayer ses forces, pour se convaincre soi-même qu'on est un homme important, redoutable.

Nous ne savons pas si l'amendement de M. Schneider n'était pas, ainsi que plus d'une personne l'a imaginé, une combinaison de parti, si, en renversant l'enceinte continue, on n'espérait pas démasquer deux batteries, l'une dirigée contre le 1er mars, l'autre contre le 29 octobre.

Laissons ces conjectures peut-être hasardées. Toujours est-il que M. Guizot a bien senti les embarras de la position que cet amendement faisait au cabinet. Aussi a-t-il cherché à s'en démêler dans son discours d'hier, et il l'a fait avec loyauté. Il a ménagé les centres, il le devait; il a cherché à éviter toute collision avec le président du conseil, il le devait; il a repoussé l'amendement et maintenu avec force, par les argumens politiques et de pur bon sens, le

projet du gouvernement; il le devait encore, il le devait à sa propre dignité, il le devait à la couronne, il le devait à ses collègues et au pays. Pourquoi faut-il que l'exemple de M. Guizot soit perdu pour les journaux du gouvernement, qui ne trouvent que des termes d'admiration à l'endroit des discours des adversaires de la loi, tels que MM. Passy et Dufaure?

Croirait-on, si tout n'était pas croyable aujourd'hui, qu'il est des conservateurs qui reprochent amèrement à M. Guizot son discours d'hier, qui l'accusent d'avoir parlé contre l'amendement? Ils voulaient donc qu'il donnât un démenti formel au cabinet, ou, ce qui aurait été moins digne encore, qu'il acceptât par un silence pusillanime le rejet de la pensée ministérielle! C'est ainsi qu'on a à cœur l'honneur, la dignité du gouvernement du roi?

Aspirez-vous au pouvoir, êtez-vous impatiens d'y arriver? A la bonne heure : n'amoindrissez donc pas, ne dilapidez pas l'héritage que vous ambitionnez.

Au surplus il est juste d'ajouter que si, parmi les conservateurs, un trop grand nombre s'est laissé égarer par l'esprit de parti et par d'aveugles antipathies, il en est aussi plusieurs qui, s'élevant au-dessus de ces misérables querelles, ont su avec un noble courage rendre hommage à la vérité. Ils ne se sont pas demandé si le projet qu'ils défendaient venait de M. Thiers, mais s'il était utile à la France. Aussi, au lieu de voir leur talent se rapetisser dans la lutte, on l'a vu se développer et grandir. Nous citerons entre autres MM. Bugeaud et Chasseloup-Laubat.

Quant à nous, s'il nous était permis d'adresser un conseil à M. le ministre des affaires étrangères, nous lui dirions que, tout en ménageant, dans une certaine mesure seulement, les susceptibilités et les faiblesses des hommes, il a plus que personne l'obligation et le droit de se préoccuper avant tout des choses, des intérêts du pays et de l'avenir de la monarchie. Qu'il exerce l'ascendant qui doit lui appartenir, prêt à quitter le pouvoir la tête haute et la conscience satisfaite le jour où il ne pourrait le conserver qu'en se livrant à la merci des petits esprits et des petites passions.

Pour nous qui aimons les situations nettement dessinées, le discours de la reine d'Angleterre a été ce qu'il devait être. Qu'aurait-on pu dire en effet? L'alliance anglo-française est dissoute; elle est dissoute du fait de l'Angleterre, et tant que lord Palmerston dirigera les affaires de ce pays, nous ne pouvons ni ne devons songer à la rétablir. Nous sommes des voisins qui ont entre eux des rapports usuels de bon voisinage; nous ne sommes plus des alliés. Nous n'avons plus de secrets à nous dire, ni de complimens à nous faire. C'est ici le cas d'appliquer cette maxime dont on a si étrangement abusé : chacun chez soi, chacun pour soi.

Dans le parlement anglais, la discussion de l'adresse n'a rien offert de très remarquable. Une différence cependant est digne d'être notée. Dans la chambre des communes, il s'est trouvé, même dans le parti tory, des hommes, tels que sir Robert Peel, M. Milnes, qui, dans un noble et patriotique langage, ont exprimé leur regret de la rupture de l'alliance et de l'étrange con-

duite de lord Palmerston. Dans la chambre des lords, le duc de Wellington a complètement approuvé le ministère, tout en reconnaissant la nécessité du concours de la France pour assurer la paix du monde, tout en témoignant le désir de voir la France concourir de nouveau aux délibérations de l'Europe. Nous ne voulons pas relever la contradiction qui est au fond du discours du noble duc. Si le concours de la France est une garantie nécessaire de la paix du monde, il est bien peu digne d'éloge le ministre qui n'a rien fait pour l'obtenir, qui l'a sacrifié à son orgueil et aux passions de son agent à Constantinople. Sir Robert Peel avait raison, il était conséquent; mais sir Robert Peel n'a pas été dans la franc-maçonnerie du congrès de Vienne et de la sainte-alliance. Tant qu'il restera dans ce monde un vieux débris de cette ligue, la France peut être certaine de ne pas trouver en lui un ami, ni même un juge impartial. Chose singulière, mais vraie cependant, celui de tous qui se laisse le moins aveugler par ce vieux préjugé, c'est M. de Metternich. Ce n'est cependant pas l'Autriche qui a eu le moins à souffrir de nos luttes gigantesques avec l'Europe.

La Syrie est livrée au désordre et à l'anarchie. Si on en croit certains bruits, l'Égypte aussi n'est pas dans un état parfaitement rassurant. On dit que les populations y sont fort ébranlées dans leur soumission au pacha. Il ne leur paraît plus ni si fort, ni si redoutable. Qui sait? peut-être nous prépare-t-on quelque coup de théâtre en Égypte. Peut-être apprendrons-nous un beau jour que la flotte anglaise a dû intervenir pour rétablir l'ordre à Alexandrie.

En attendant, la pensée d'arracher la Syrie à l'anarchie, en lui imprimant le cachet européen, prend toujours plus de consistance. Les uns parlent surtout de Jérusalem, les autres voudraient affranchir le territoire de la Palestine, lui appliquer le principe de neutralité qui protége la Grèce et la Belgique, en faire un pays ouvert à tous, protégé par tous, n'appartenant à personne qu'à lui-même. Nous avons devant les yeux un petit écrit fort remarquable sur cette question, et dont, au reste, le titre paraîtra peut-être exorbitant à un grand nombre de lecteurs. Sous le titre d'*Unité européenne*, M. d'Eichthal n'a parlé que de la Syrie dans ses rapports avec l'Europe.

Les deux chambres se trouvent maintenant nanties d'affaires importantes et nombreuses. Nous ne mentionnerons aujourd'hui qu'un seul projet de loi, celui sur la propriété littéraire, que M. Villemain a présenté à la chambre des députés. En reprenant le projet adopté par la chambre des pairs en 1839, le gouvernement, tout en conservant les principaux résultats consacrés par les délibérations de la pairie, y a introduit dans les détails d'utiles changemens, dont l'importance et l'opportunité sont parfaitement démontrées dans un exposé des motifs bref, lucide, substantiel, comme M. Villemain pouvait le faire. Citons ici une seule de ces améliorations. Nous approuvons la disposition qui permet à l'état de recueillir par voie de succession en déshérence les droits d'auteur d'un mort civilement, afin de pouvoir les attribuer, par ordonnance royale, au conjoint et aux parens de l'auteur. Dans nos temps

de troubles civils, et lorsque malheureusement le crime ne craint pas de choisir ses instrumens dans les classes instruites, il n'est que trop permis de supposer un auteur qui rachèterait dans la solitude de la prison, par d'importans travaux, le mal qu'il aurait fait à la société, et s'efforcerait de gagner quelque gloire et du pain pour sa famille. Bacon a presque fait oublier le chancelier prévaricateur. Pourquoi la clémence royale ne descendrait-elle pas sur le conjoint et les parens? Pourquoi livrer à la cupidité mercantile cette propriété, qui est en même temps une expiation et un soulagement?

Peut-être la répression de la contrefaçon n'est-elle pas assez sévère; peut-être la peine de la prison devrait-elle frapper le contrefacteur, lors même qu'il n'y aurait pas de récidive. La contrefaçon est une sorte de vol, un vol toujours longuement et froidement médité, un vol qui n'est jamais excusable. Celui qui soustrait un pain de l'étalage du boulanger est souvent un malheureux qui se meurt de faim, et que la vue même de l'objet qu'il convoite pousse au délit. Le contefacteur est un spéculateur qui calcule dans son cabinet combien il pourra ajouter à sa fortune en s'emparant du bien d'autrui.

Empressons-nous d'ajouter que la propriété littéraire ne sera efficacement protégée que lorsque le gouvernement aura trouvé les moyens de garantir les auteurs et les éditeurs de la contrefaçon étrangère, lorsqu'on fera cesser ce brigandage qui est une honte pour des nations civilisées. Répétons-le, on sévit contre les voleurs, on signe contre eux des traités d'extradition, et on protége les contrefacteurs qui font également main basse sur le bien d'autrui! Nous savons que le remède est difficile, nous savons qu'il n'est pas au pouvoir de M. le ministre de l'instruction publique de réprimer cet abus. Cependant, quelles que soient les difficultés, il faut s'efforcer de les vaincre. L'opinion et la morale publique viendront en aide aux négociateurs. On est enfin parvenu à réprimer la traite des noirs. Nous espérons que le ministère ne perdra pas de vue les intérêts d'une branche si importante et si honorable du commerce français.

V. de Mars.

pouvoir, et que lord Grey remplaça le duc de Wellington; or, par ses antécédens, par ses principes, le parti whig était l'ami naturel de la France libérale, et pour nouer une alliance solide, il suffisait que lord Grey ne démentît pas les hommes d'état illustres dont il s'honorait, à juste titre, d'avoir été le confident et le collègue. Lord Grey d'abord fut fidèle à son origine, et, lors de la première expédition française en Belgique, fit tête avec beaucoup de fermeté aux clameurs qui, partant de plusieurs point du royaume, et surtout de la Cité, accusaient le ministère anglais de livrer Bruxelles et Anvers à l'ambition de la France. Quand, quinze mois plus tard, le ministère du 11 octobre résolut le siége d'Anvers, lord Grey montra un peu plus d'incertitude, et ce ne fut pas sans quelques efforts qu'on obtint son adhésion. Elle vint pourtant, mais après que l'ordre d'entrer en campagne avait été déjà donné par le cabinet. Parmi les actes de la politique française depuis 1830, c'est assurément un de ceux qui font le plus d'honneur au gouvernement, et qui tranchent le plus vivement avec ce que nous avons vu depuis.

Bien qu'un peu tardive, l'accession de l'Angleterre au siége d'Anvers était un fait important et qui marque, à vrai dire, le point culminant de l'alliance anglo-française. Dans cette occasion en effet, la France et l'Angleterre, liées par une convention séparée, agissaient ensemble contre le vœu bien connu des autres puissances, et soutenaient en commun la cause libérale et révolutionnaire contre la cause absolutiste. C'était un premier pas qui fut bientôt suivi d'un second, mais non sans quelque peine. Le roi d'Espagne était mort laissant un royaume partagé et une succession disputée; or, des cinq puissances européennes, la France et l'Angleterre seules avaient, dès le début, reconnu la jeune reine. Là donc se trouvait encore une occasion naturelle de resserrer l'alliance et de la rendre efficace et sérieuse. On croit généralement que l'Angleterre s'y prêta tout d'abord, et que les difficultés, s'il y en eut, vinrent surtout de la France. C'est une grave erreur, et voici au contraire ce qui se passa. Au commencement de 1834, on s'en souvient, don Carlos et don Miguel réunis menaçaient à la fois les deux trônes constitutionnels d'Espagne et de Portugal. Pour mettre fin à cette situation qui, en Portugal surtout, compromettait gravement ses intérêts, l'Angleterre entama, par l'intermédiaire de M. de Miraflores, une négociation secrète avec l'Espagne et le Portugal, négociation qui devait unir les trois pays, sans qu'il fût question de la France. En conséquence, un traité fut signé et communiqué à M. de Talleyrand,

non pour que la France en devînt partie, mais pour qu'elle y donnât son adhésion. Une pareille proposition, on le pense bien, ne pouvait convenir ni à M. de Talleyrand ni au cabinet français, qui, avec beaucoup de peine et après quelques tentatives infructueuses, obtinrent que la convention fût refaite, et qu'elle reçût la forme qu'on connaît. C'est ainsi que prit naissance le traité dit de la quadruple alliance, traité qui, bien que spécial et limité, semblait opposer l'union des quatre états constitutionnels de l'Occident à l'union des trois puissances absolutistes du Nord. L'alliance anglaise était alors dans toute sa force et brillait de tout son éclat.

Malheureusement il survint bientôt des questions qui l'altérèrent sensiblement, et qui en marquèrent le déclin. Mais avant d'en venir à ces questions, il est certains détails personnels qu'il est bon de connaître, parce qu'ils exercèrent une influence notable sur les événemens qui suivirent. Je veux parler de la fameuse querelle de lord Palmerston avec M. de Talleyrand.

Il y a une école historique qui, systématiquement, s'efforce d'attribuer à de petites causes tous les grands effets. Il y en a une autre qui, non moins systématiquement, ne veut reconnaître que les causes générales, et qui subordonne à une loi fatale et nécessaire tous les évènemens de ce monde. De ces deux écoles, aucune n'a absolument raison, et la vérité est au milieu. Ainsi, il est possible que, dans tous les cas, l'alliance anglaise fût destinée à périr; mais il est certain que la brouille survenue entre M. de Talleyrand et lord Palmerston prépara la ruine de cette alliance et la précipita. Le cabinet de la réforme, on le comprend, jouissait de peu de faveur auprès des trois grandes cours du Nord et de leurs représentans; mais, dans ce cabinet, l'objet particulier de leur antipathie était lord Palmerston. Soit que dans lord Palmerston, ancien tory, les ambassadeurs du Nord vissent un renégat, plus odieux à ce titre que ses collègues, soit que, comme ministre des affaires étrangères, ils eussent avec lui plus de points de contact et de sujets de querelle, il était de notoriété publique que contre lui principalement se dirigeaient toutes leurs attaques et toutes leurs menées. A les entendre, lord Palmerston était un brouillon, un révolutionnaire qui, dans un pur intérêt de vanité, eût volontiers mis le feu à l'Europe et jeté les peuples dans l'anarchie et la guerre. Il importait de délivrer promptement l'Angleterre et le monde d'un homme si dangereux. La diplomatie du Nord, on le voit, ne s'est pas mise en frais d'imagination dans la guerre qu'elle a faite dernièrement à un autre ministre des

affaires étrangères; il lui a suffi de répéter, contre M. Thiers, tout ce qu'elle disait en 1833 contre lord Palmerston. Quoi qu'il en soit, quand les puissances absolutistes, si peu bienveillantes pour la France de 1830, attaquaient avec cette violence et par de tels motifs le ministre whig, il semble que ce ministre dût au moins trouver chez l'ambassadeur de France bonne volonté et appui. Il n'en fut rien. Presque dès son arrivée, M. de Talleyrand avait jugé convenable de manifester à la fois, pour le gouvernement qui l'accréditait et pour le ministère auprès duquel il était accrédité, beaucoup d'indifférence et même de dédain. Vivant au milieu des tories, il parlait leur langage, flattait leurs passions, encourageait leurs intrigues. Selon lui, les whigs, par tous pays, étaient un parti bâtard, sans principes, sans consistance et sans avenir. Quant à lord Palmerston personnellement, il le traitait avec une légèreté et une hauteur qui devaient le blesser au cœur. La conséquence, c'est qu'un jour lord Palmerston irrité se vengea de M. de Talleyrand en le faisant attendre deux heures dans son antichambre. A dater de ce moment, M. de Talleyrand jura la perte de lord Palmerston, et s'unit fort étroitement, pour y parvenir, aux ambassadeurs d'Autriche, de Prusse et de Russie. Ceux-ci, ravis d'un tel renfort, trouvèrent fort piquant de prendre fait et cause pour M. de Talleyrand, et de s'abriter, pour diriger leurs batteries contre le ministre révolutionnaire, derrière l'ambassadeur de la révolution.

Les choses en étaient là quand, en 1834, après la retraite de lord Grey, le parti-ultrà tory, secondé par la reine, poussa le faible roi Guillaume à congédier brusquement lord Melbourne et à appeler sir Robert Peel. On sait la part que prit le corps diplomatique à cette tentative malheureuse; mais on ne sait pas assez que, dans une si grave circonstance, les whigs n'eurent point d'adversaire plus prononcé que l'ambassadeur de France. Quand il vit que les whigs allaient revenir au pouvoir de vive force, et que lord Palmerston, malgré l'Europe entière, malgré le roi, malgré la chambre des pairs, ne pouvait manquer de reprendre le portefeuille des affaires étrangères, M. de Talleyrand sentit que sa situation à Londres n'était plus tenable, et donna sa démission. Il ne fallut rien moins ensuite que l'habileté bien connue de son successeur, le général, aujourd'hui maréchal Sébastiani, pour réparer un peu la brèche et pour rétablir des rapports convenables avec lord Palmerston et le cabinet whig.

Encore une fois je ne veux pas attribuer à la querelle de M. de Talleyrand et de lord Palmerston une importance démesurée. J'ai

pourtant lieu de croire qu'elle contribua à rendre les sentimens moins bienveillans, les relations plus difficiles. J'ajoute que la lettre par laquelle M. de Talleyrand, en se retirant, semble faire remonter jusqu'à la couronne elle-même la responsabilité de sa conduite, fut loin d'apaiser les ressentimens que cette conduite avait excités, et de rétablir la bonne harmonie entre la France et le ministère whig.

Je viens maintenant aux questions dont j'ai parlé, et sur lesquelles la France et l'Angleterre ne purent parvenir à s'entendre. La première est la question grecque, dont jamais on n'a beaucoup parlé, mais qui donna lieu à une dissidence profonde entre les deux cabinets.

Depuis la fondation de l'état grec, cet état, on le sait, était de fait sous le protectorat collectif de la France, de l'Angleterre et de la Russie, qui plus tard, en 1832, convinrent par un traité de venir efficacement à son aide, et de garantir l'emprunt qu'il désirait contracter. Cette garantie impliquait naturellement pour chacune des trois puissances le droit de se mêler jusqu'à un certain point des affaires de la Grèce et de veiller à ce que ses ressources ne fussent point gaspillées. Or, sur ce terrain, il fut constamment impossible à la France et à l'Angleterre de se mettre d'accord. La France, fidèle à son principe de constituer dans la Méditerranée de véritables nations, demandait que le roi Othon consacrât sa nationalité nouvelle en renvoyant les Bavarois qui l'entouraient, et en donnant au peuple qu'il était appelé à gouverner, non certes une constitution comme la nôtre, mais des institutions raisonnables et assorties aux mœurs et aux habitudes du pays. L'Angleterre, fidèle à son habitude de domination exclusive, contrariait ouvertement les desseins de la France, et soutenait de toute son influence M. d'Armansperg, dont elle avait su faire un instrument. La querelle alla si loin, qu'au commencement de 1835, je crois, lord Palmerston trouva bon de dénoncer à la cour de Vienne M. le duc de Broglie, alors ministre des affaires étrangères en France, comme un révolutionnaire, et presque comme un jacobin. Selon lui, donner à la Grèce des institutions même mitigées était un acte de folie, si ce n'est quelque chose de pis. Ce qu'il fallait à ce pays, c'était le despotisme pur et simple.

Grace à l'appui de la Russie et de l'Autriche, lord Palmerston l'emporta; mais quelque temps après, M. d'Armansperg tomba et avec lui l'influence prépondérante de l'Angleterre. Sait-on alors ce que fit le cabinet whig? Changeant subitement de principe et de langage, il devint l'allié non du parti constitutionnel modéré, mais

du parti révolutionnaire. Dès-lors des institutions mesurées, raisonnables, graduelles, ne suffirent plus, et la Grèce fut excitée à se donner sur-le-champ une constitution radicale et telle que le pays ne pouvait la supporter. L'influence qu'elle avait demandée au despotisme, l'Angleterre en un mot la demanda à l'anarchie, et trouva fort mauvais que la France ne la suivît pas sur ce nouveau terrain.

On comprend facilement que, d'une divergence si complète et si prolongée, il naquit à Athènes, entre les ministres de France et d'Angleterre, à Paris et à Londres, entre les deux gouvernemens, de vives et quelquefois d'amères discussions. Comment s'accorder d'ailleurs quand le point de départ et le but sont si fort éloignés l'un de l'autre? Ce que voulait la France, comme elle l'a voulu depuis en Égypte, c'est créer une puissance indépendante, vivant de sa propre vie, capable de choisir ses alliances et de compter dans le monde. Ce que voulait l'Angleterre, comme elle le veut aujourd'hui en Égypte, c'est abaisser toute puissance qui s'élève, affaiblir tout état qui se fortifie, et tenir, à tout prix et par tous les moyens, les gouvernemens et les peuples sous sa main.

Pendant que l'affaire de Grèce aigrissait ainsi les esprits et préparait obscurément la rupture de l'alliance, une autre affaire, celle de l'Espagne, vint porter un coup bien plus rude aux bonnes relations des deux pays. Pour apprécier sainement la conduite de l'Angleterre en cette occasion, il convient de remonter assez haut.

J'ai dit qu'au début l'Angleterre n'avait vu qu'avec répugnance et jalousie la France entrer dans le quadruple traité, et devenir, au même titre qu'elle, protectrice des gouvernemens de Portugal et d'Espagne. En Portugal, il est vrai, l'influence de la France était presque nulle à côté de la sienne; mais en Espagne, le parti modéré qui gouvernait en 1834 et au commencement de 1835, paraissait s'appuyer sur la France plus que sur l'Angleterre. Quand donc, en 1835, MM. Martinez de la Rosa et de Toreno demandèrent l'intervention, l'Angleterre, consultée par le ministère du 11 octobre, s'y refusa tout net. Ce n'est pas tout. Quelque temps après, le ministère du 11 octobre, préoccupé de l'état de l'Espagne et convaincu, comme l'expérience l'a prouvé depuis, que les provinces basques se battaient pour leurs *fueros* plutôt que pour don Carlos, revint à la charge et proposa à l'Angleterre, non plus une intervention, mais une médiation armée entre les parties belligérantes. Or, cette médiation, à laquelle l'Espagne avait donné son assentiment, fut encore refusée. Ainsi, qu'on le remarque bien, deux refus successifs de la part de

l'Angleterre, deux refus pendant que le parti modéré gouvernait l'Espagne et que la France y avait quelque influence.

Plus tard, à la vérité, en 1836, l'Angleterre se ravisa, et ce fut elle-même qui insista pour l'intervention. Mais les circonstances étaient changées. De 1834 à 1836, les puissances du Nord, que l'alliance anglo-française gênait et inquiétait, avaient fait à Paris de grands efforts pour démontrer que cette alliance était funeste, et que la France, si elle voulait y moins tenir, trouverait ailleurs de larges compensations. Placé entre les flatteries intéressées des cabinets du Nord et les exigences un peu capricieuses du cabinet anglais, le cabinet des Tuileries se trouva donc dans la nécessité de faire un choix, et de se prononcer pour l'action avec lord Palmerston, ou pour la temporisation avec M. de Metternich. Ce fut, on le sait, M. de Metternich qui l'emporta, et lord Palmerston resta seul contre tous. Il est inutile de dire que son irritation contre le cabinet des Tuileries s'en accrut considérablement.

De ce jour à l'avènement du 12 mai, c'est-à-dire pendant toute la durée du 6 septembre et du 15 avril, il n'y eut entre la France et l'Angleterre que froideur et aigreur. L'alliance, sans doute, n'était pas officiellement rompue, et chaque année les discours du trône y faisaient allusion; mais c'était une alliance dénuée de toute bienveillance et de toute cordialité. Sans parler des incidens secondaires qui sur plusieurs points du globe firent éclater entre les deux peuples de vives jalousies et des rivalités acharnées, on eut, dans l'affaire belge, où l'Angleterre n'hésita pas une minute à se séparer de la France, une preuve éclatante de cette disposition. Dès cette époque d'ailleurs, les cours du Nord, satisfaites d'avoir à demi brouillé la France et l'Angleterre, commençaient à s'adoucir singulièrement pour le cabinet whig et même pour son ministre des affaires étrangères. M. de Metternich, deux ans auparavant, l'antagoniste le plus décidé de ce ministre, reconnaissait qu'après tout lord Palmerston avait du bon, et qu'il gagnait à être connu. Il travaillait donc activement et fructueusement à renouer les vieilles relations politiques et commerciales de l'Angleterre et de l'Autriche. Ainsi, tandis que le cabinet des Tuileries se croyait recherché par tout le monde et maître de choisir ses alliés à son gré, le cercle allait chaque jour se rétrécissant, et l'isolement se préparait. On ne comprendrait pas ce qui s'est passé dernièrement, si l'on n'avait sans cesse sous les yeux ce double travail des cours du Nord, d'une part pour séparer le cabinet des Tuileries du cabinet whig, de l'autre pour se rapprocher elles-mêmes de ce dernier cabinet.

Cependant il y a lieu de penser qu'après la victoire de la coalition et quand le 12 mai arriva aux affaires, il existait une belle chance d'effacer entre la France et l'Angleterre tous les ressentimens des dernières années, et de renouer solidement l'alliance. Le cabinet anglais était alors fort préoccupé de la question d'Orient, et la Russie l'inquiétait. Dans un pays libre, d'ailleurs, l'opinion publique pèse toujours plus ou moins sur le gouvernement. Or, l'opinion publique, qui se souciait peu des irritations personnelles de lord Palmerston, n'avait pas aperçu, du moins dans toute son étendue, la brèche faite à l'alliance, et restait aussi favorable à la France que contraire à la Russie. C'est sous l'impression de ces sentimens et de ces inquiétudes que le cabinet anglais manifesta le désir d'un accord intime entre la France et l'Angleterre dans la question d'Orient, et d'une action commune. Mais le cabinet du 12 mai préféra poursuivre le concert européen, et les ouvertures de l'Angleterre n'eurent aucune suite. Il y a lieu de croire que ce fut là le dernier coup porté à l'alliance, et que lord Palmerston, dont les rancunes n'étaient point éteintes, tira grand parti de cet incident. « L'alliance de la France, ne cessa-t-il de répéter dès-lors, est sans doute fort précieuse; mais qu'est-ce qu'une alliance qui n'agit jamais? La France, si elle le veut, est maîtresse de temporiser toujours et de regarder faire tout le monde, plutôt que de risquer une rupture avec personne; mais une telle politique ne saurait convenir à l'Angleterre. De tout temps, l'Angleterre a eu l'habitude de mettre la main partout et de se mêler de tout ce qui se passe. Elle ne renoncera pas à cette habitude pour plaire à son alliée. » Quand, profitant habilement de cette disposition, la Russie offrit à lord Palmerston d'oublier les anciennes querelles et de s'entendre, la Russie trouva donc lord Palmerston tout prêt à l'accueillir.

Je n'ai pas besoin de rappeler jusqu'où les choses avaient été poussées lorsque M. Thiers devint premier ministre. Déjà toutes les bases de l'arrangement étaient posées, et il ne manquait plus, pour compléter l'œuvre, que l'accomplissement de quelques formalités. Personne pourtant, s'il eût été temps encore, n'était mieux placé que M. Thiers pour renouer l'alliance. En 1836, M. Thiers avait soutenu, dans le cabinet français, la même politique que lord Palmerston, et il s'était retiré plutôt que de renoncer à cette politique. En 1838 et 1839, il avait placé au nombre de ses principaux griefs contre le 15 avril le relâchement des bons rapports entre la France et l'Angleterre. En 1840, enfin, il venait de prononcer un discours qui lui avait attiré le reproche de vouloir sacrifier à l'alliance anglaise les grands

intérêts nationaux. Aussi l'avénement de M. Thiers fut-il accueilli à Londres avec beaucoup de satisfaction; mais, soit que les choses parussent trop avancées, soit qu'on eût pris son parti d'agir, pour cette fois, sans la France, on n'offrit à M. Thiers rien de plus qu'à ses prédécesseurs. Il se trouva donc dans l'alternative ou de laisser périr une alliance qui lui était chère, ou de sacrifier à cette alliance la politique constante et les intérêts indubitables du pays. On sait quel fut son choix. Pour moi, malgré tout ce qui s'est passé, je l'en loue hautement, et j'ajoute que ceux qui le lui reprochent demanderaient aujourd'hui, s'il en eût fait un contraire, sa mise en accusation.

Dans ce court résumé, j'ai tâché d'être juste et de ne pas grossir les torts de nos adversaires en dissimulant les nôtres. En y regardant de près, il est pourtant aisé d'apercevoir que si, pendant que l'alliance a duré, la France s'est plus d'une fois montrée inerte, irrésolue, malhabile, l'Angleterre est loin d'avoir mis dans sa politique toute la netteté, toute la droiture qu'on devait attendre d'elle. Il est aisé d'apercevoir aussi que les ressentimens personnels de lord Palmerston ont beaucoup influé sur sa conduite publique, et que, depuis plusieurs années, il était l'ennemi de la France ou du moins de son gouvernement. De l'hostilité cachée à l'hostilité ouverte et d'une brouille à une rupture il y a pourtant loin, et l'on ne peut douter qu'avant de faire le dernier pas, le cabinet anglais n'ait long-temps hésité. Pour lord Palmerston, ancien tory et ministre de cinq ou six cabinets divers, c'était peu de chose que de rompre l'alliance française et que de revenir à l'alliance des puissances absolutistes du continent. C'était beaucoup pour lord Melbourne, pour lord Clarendon, pour lord Landsdowne, pour lord Holland surtout, neveu de Fox et ami constant de la France. Aussi lord Palmerston rencontra-t-il de la part des hommes d'état que je viens de nommer une vive opposition; mais, à force de répéter qu'il connaissait par expérience le gouvernement français, et que tout se bornerait de sa part à quelques vaines protestations, il eut l'art de gagner à sa cause lord John Russell, l'homme principal du cabinet. Au moment décisif, enfin, il employa le dernier des argumens, celui de sa démission. Or, la démission de lord Palmerston entraînait avec elle celle de lord John Russell et la chute du cabinet.

Voyons maintenant, une fois le traité signé, quel effet il produisit sur les divers partis, et quelle fut, depuis ce moment jusqu'à l'époque actuelle, la marche de l'esprit public. C'est une étude curieuse et qui porte avec elle d'utiles enseignemens.

Ainsi que je l'ai dit, l'alliance française avait acquis en Angleterre, depuis dix ans, une espèce de popularité. Les radicaux, par sympathie politique et par amour de la paix, s'y montraient sincèrement et fortement attachés; les whigs en faisaient un article essentiel de leur programme. Les tories modérés l'acceptaient comme un moyen d'affermir l'équilibre européen. Les ultrà-tories seuls, ceux dont lord Londonderry est le représentant dans la chambre des lords, et sir Robert Inglis dans la chambre des communes, conservaient contre la France toutes leurs vieilles haines et tous leurs vieux préjugés. Les progrès et les empiétemens de la puissance russe, voilà d'ailleurs ce qui troublait, ce qui agitait le pays, et l'on sentait parfaitement combien, dans le cas d'une lutte avec cette puissance, l'amitié de la France avait de prix. Quand un matin, par une indiscrétion du *Morning-Herald*, on apprit la conclusion du quadruple traité, il y eut donc, même avant de savoir ce qu'on dirait à Paris, étonnement général et stupeur universelle. Cette impression devint bien plus vive encore au moment où les lettres et les journaux de France firent connaître la juste irritation qui se manifestait dans toutes les opinions, dans tous les partis, dans toutes les situations. Aussi deux jours avant la clôture de la session, le 6 août, lord Palmerston se crut-il obligé de rassurer l'opinion, et de promettre tout haut, comme il l'avait fait tout bas, la résignation, si ce n'est l'adhésion de la France. Il accompagna cette déclaration d'un récit des faits inexact et de quelques politesses destinées à faire passer tout le reste. Mais la France n'en était pas encore venue au point d'accepter avec joie et presque avec reconnaissance de vaines protestations et de doucereuses paroles. Le mouvement continua donc, et l'Angleterre put croire que lord Palmerston s'était trompé, et qu'il s'agissait de toute autre chose en France que d'un dépit bruyant et passager.

A partir de ce moment, il faut, en Angleterre comme en France, distinguer deux périodes fort différentes, avant et après la prise de Beyrouth. Voici quelle fut avant la prise de Beyrouth l'attitude des partis.

Pour les tories, il faut l'avouer, la situation ne laissait pas d'être embarrassante. Bien que les plus modérés d'entre eux, le duc de Wellington et sir Robert Peel en tête, se fussent rattachés à l'alliance française, cette alliance n'était pourtant pas celle vers laquelle les portaient naturellement leurs principes et leurs antécédens. Les tories ardens, en félicitant bruyamment lord Palmerston sur son retour à la vieille et bonne politique, gênaient d'ailleurs le parti tout

entier, et lui imposaient une certaine retenue. Dans cette situation, les chefs des tories modérés résolurent de laisser marcher les événemens, se réservant, selon qu'ils tourneraient bien ou mal, d'approuver ou de blâmer. Abandonnés à eux-mêmes et privés de toute direction, les journaux tories de toute nuance donnèrent alors le spectacle de la plus étrange confusion. De ces journaux, il y en eut deux qui restèrent, l'un, le *Morning-Herald*, systématiquement contraire, l'autre, le *Standard*, systématiquement favorable à la politique de lord Palmerston. Quant au *Morning-Post*, au *Courrier*, au *Times* surtout, le plus important d'entre eux, ils ne cessèrent de voyager avec une incroyable rapidité d'un point de vue au point de vue tout opposé. Un jour lord Palmerston avait parfaitement raison, et le traité, en droit comme en fait, était inattaquable. Le lendemain lord Palmerston compromettait la paix du monde pour un intérêt chimérique, et méritait presque d'être mis en accusation. Les vives réclamations de la France passaient aussi tantôt pour justes et raisonnables, tantôt pour insensées et absurdes. Et ce qu'il y a de plus curieux, c'est que l'intermittence n'étant pas la même pour tous les journaux tories, l'un démentait d'ordinaire ce que l'autre disait, l'un trouvait bon ce que l'autre trouvait mauvais. A cette époque, je le répète, ballotté entre sa haine pour lord Palmerston et sa malveillance pour la France, le parti tory n'avait point de parti pris et tournait à tous les vents.

Au fond du cœur, les whigs ne devaient pas être moins perplexes que les tories. Le traité du 15 juillet, en effet, leur faisait renier tout leur passé et abjurer tous leurs principes. Ils s'étaient toujours opposés à ce que l'Angleterre intervînt, par la force des armes, dans les affaires intérieures des autres pays, sans un intérêt évident, sans une pressante nécessité, et on les conduisait au feu contre un prétendu sujet rebelle en faveur d'un prétendu souverain légitime qui n'avait pas su lui-même maintenir sa puissance et son autorité. Ils se vantaient, un mois auparavant, d'être les champions les plus déterminés, les gardiens les plus fidèles des alliances constitutionnelles, et on leur faisait tout d'un coup embrasser les alliances absolutistes, et déserter les alliances constitutionnelles. Depuis cinquante ans, enfin, ils s'étaient donnés comme les amis de la France, qui leur en savait gré, et on les priait d'approuver et de sanctionner un tort grave fait à la France, un tort qui devait nécessairement mettre fin pour long-temps à toute amitié entre les deux peuples. Tout cela coûtait aux whigs; mais dans ce pays de mœurs parlementaires bien établies et de forte discipline, on suit ses chefs, tout en les blâmant.

Les whigs suivaient donc, et une fois engagés, ils s'irritaient d'autant plus qu'au fond de l'âme ils sentaient mieux leur faute. Pour mettre leur conscience en repos, il fallait absolument que la prédiction de lord Palmerston s'accomplît, et que la France restât spectatrice inerte et soumise de l'exécution du pacha. Chaque mot qui se disait en France et chaque mesure qui s'y prenait soulevaient donc au sein du parti whig de violentes colères. On a souvent parlé du ton de bravade des journaux français pendant la crise. Je voudrais que ceux qui répètent ce reproche voulussent bien parcourir avec quelque attention la collection du *Morning-Chronicle*, du *Globe* et du *Sun* depuis la signature du traité. Je ne sache pas, pour ma part, de langage plus froidement insultant, plus outrageusement ironique. Et cependant, qu'on le remarque bien, il était plus facile à l'Angleterre qu'à la France de garder dans cette circonstance son sang-froid et sa modération. La France se sentait abandonnée et se croyait injuriée. L'Angleterre avait fait l'injure, et s'appuyait, pour en répondre, sur trois alliés puissans.

Il n'y a rien à dire des Irlandais, qui, cette fois comme toujours, subordonnèrent la question générale à leurs intérêts locaux. O'Connell fit bien quelques discours pour insulter de nouveau l'empereur Nicolas, et pour reprocher à lord Palmerston d'avoir donné la main à celui qu'il appelle « un monstre couronné; » mais la conclusion de ses discours fut toujours qu'il fallait profiter de la circonstance, et n'aider l'Angleterre, en cas de guerre, que si l'Angleterre achetait, par de nouvelles concessions, le secours de l'Irlande. L'Irlande n'était donc point, pour la politique française, un point d'appui actuel. Mais si la situation se compliquait, on ne pouvait douter que ce pays ne dût donner au gouvernement anglais, quel qu'il fût, de sérieux embarras. C'était pour tous les hommes sensés en Angleterre, et particulièrement pour les tories, un grave motif de ne s'engager dans aucune guerre continentale qu'à la dernière extrémité

Il faut le reconnaître, le seul parti qui, du commencement à la fin, se montra franchement, décidément hostile au traité du 15 juillet et favorable à la France, ce fut le parti radical, non dans celle de ses fractions qui touche aux whigs, et se confond presque avec eux, mais dans tout ce qu'il a d'énergique et d'ardent. Au parlement, cette portion du parti radical s'était nettement prononcée, dans la chambre des lords, par la bouche de lord Brougham, dans la chambre des communes par celles de MM. Hume et Leader. Elle eut dans la presse, pour organes, le *Spectator,* l'*Examiner* (ce dernier avec

une certaine réserve) et une foule de feuilles quotidiennes ou hebdomadaires, dans les grandes villes menufacturières. Mais c'est surtout dans des *meetings* publics qu'elle manifesta ses sentimens. Ceux qui ignorent combien peu l'opinion radicale, lorsqu'elle est isolée, exerce d'influence sur les déterminations et la conduite du gouvernement anglais, attachèrent, je le sais, à ces démonstrations beaucoup trop d'importance. Elles n'en restent pas moins comme un signe très curieux des progrès que l'alliance française avait faits avant le traité du 15 juillet, au sein des masses populaires. Pour qui se rappelle l'état de l'Angleterre, il y a vingt ans, c'est assurément un étrange spectacle que de voir à Carlisle une assemblée nombreuse « désavouer hautement toute participation à l'insulte faite à la nation française au moment où la France a pour premier ministre un partisan avoué de l'alliance anglaise; » à Newcastle un orateur déclarer, aux acclamations réitérées de la foule, que « s'il y a à choisir entre M. Thiers et une armée française d'une part, lord Palmerston et une armée russe de l'autre, il faut se joindre à la France et à M. Thiers. » « Voilà, messieurs, ma détermination, s'écrie en terminant l'ora- « teur, quelle est la vôtre? Lesquels préférez-vous, les Russes ou les « Français? — (Les Français!) — Dans un tel cas, lèveriez-vous la « main contre la France? — (Non! non!) — Êtes-vous unanimes? « — (Oui! oui! faites voter.) — Si vous êtes unanimes, levez la « main. » — Une forêt de mains se lève aussitôt au milieu des acclamations répétées : « Les Français! les Français! »

Je le répète, on se trompait quand on attribuait à cette scène et à plusieurs autres du même genre une portée qu'elles n'avaient pas. Il y a pourtant là quelque chose qui, soit en Angleterre, soit en France, mérite de fixer l'attention.

Ainsi les tories divisés et incertains entre l'éloge et le blâme, les whigs soutenant lord Palmerston, mais par point d'honneur plus que par conviction; les radicaux modérés plus froids encore que les whigs et plus embarrassés; les Irlandais se préparant, si la question devenait plus grave, à s'en faire une arme nouvelle et à n'offrir leur concours que conditionnellement; les radicaux extrêmes enfin, unanimement soulevés contre lord Palmerston et pour l'alliance française : tel était l'état des partis en Angleterre pendant les deux mois qui suivirent le traité, c'est-à-dire au moment où l'opinion en France paraissait unanime. Il faut ajouter à cela, dans tous les partis, beaucoup d'opinions individuelles, qui, par un sentiment ici religieux, là commercial et industriel, repoussent systématiquement la guerre

quand elle n'a pas pour objet la défense directe et incontestable du territoire et de l'honneur national.

Je le dis avec une entière sincérité, plus j'examine l'état des esprits à cette époque, plus je me persuade que la politique de lord Palmerston n'avait point l'assentiment national, et que s'il eût cru à la ferme détermination de la France, le pays eût pesé sur son gouvernement pour lui imposer une honorable transaction. C'est ce que lord Brougham exprimait il y a peu de jours à la chambre des lords, dans des termes qu'il est bon de reproduire : « Tout le monde sait, disait lord Brougham le 26 janvier dernier, que si la portion libérale du pays avait appris tout à coup que la guerre était imminente entre l'Angleterre et la France, elle se serait levée comme un seul homme pour enjoindre au gouvernement de maintenir la paix, quoi qu'il pût arriver. » A la chambre des communes, un des membres les plus éclairés du parti tory, M. Milnes, a dit à peu près la même chose. Lord Palmerston, au reste, connaissait et craignait cette disposition; c'est pourquoi, tout en expédiant en Orient l'ordre de se hâter et d'en finir promptement à tout prix, il cherchait à contenir à la fois la France et l'Angleterre, en laissant espérer une révision amiable du traité et un honorable arrangement.

La comédie, pourtant, tirait vers sa fin, et l'Angleterre, mise en demeure par les concessions de Méhémet-Ali, allait être forcée de dire son dernier mot, quand arriva la nouvelle de la prise de Beyrouth. On sait quel effet produisit en France cet évènement, qui glaça soudainement tant d'ardeurs, abattit tant de courages, retourna tant d'opinions. En Angleterre, l'impression fut naturellement toute contraire, et l'amour-propre national satisfait commença à venir en aide à la politique de lord Palmerston. Dans le premier moment, néanmoins, la satisfaction n'était pas sans mélange, et l'on attendait avec inquiétude les nouvelles de France. Mais quand on vit que la France, au lieu de s'irriter, se calmait; quand on apprit ce qui se passait dans le cabinet et hors du cabinet; quand en outre l'insurrection de Syrie et l'inaction d'Ibrahim vinrent donner l'espoir fondé que la résistance serait courte et que tout se terminerait avant l'hiver, il n'y eut plus, à vrai dire, en Angleterre qu'une opinion et qu'une voix. Lord Palmerston avait prédit deux choses, que le pacha d'Égypte serait facilement vaincu, et que la France céderait. Or, la double prédiction se réalisait, et lord Palmerston était triomphant sur tous les points. Les whigs et les radicaux modérés, délivrés d'une pénible anxiété, battirent donc des mains, et proclamèrent lord Palmerston

le plus grand des ministres. Les tories prirent leur parti et se rangèrent du côté de la victoire. Les radicaux extrêmes se turent et réservèrent pour un temps meilleur leur opposition. Depuis ce moment d'ailleurs, la politique anglaise marcha de succès en succès. Ce fut d'abord la chute du ministère du 1er mars, puis la prise de Saint-Jean-d'Acre, puis le vote de l'adresse, et chacun de ces évènemens consolida l'alliance qui venait de s'établir, aux dépens de la France, entre tous les partis.

En Angleterre comme en France, il y a donc eu, qu'on ne l'oublie pas, deux périodes fort distinctes et que sépare la prise de Beyrouth, l'une de fermeté et de presque unanimité, l'autre de division et d'incertitude; mais ces deux périodes ne correspondent pas l'une à l'autre dans les deux pays, ou plutôt correspondent en sens inverse. Pendant la première, quand on craignait encore que la France ne fît la guerre, il existait en Angleterre beaucoup d'hésitation et de doute. Pendant la seconde, quand on fut assuré que la France resterait tranquille, le doute et l'hésitation disparurent. Et qu'on ne croie pas qu'à mesure que la France se montrait plus accommodante, les exigences à son égard devinssent moins impérieuses, l'opinion moins injuste, le langage moins amer. C'est précisément tout le contraire. Sous le ministère du 1er mars, on avait bien voulu reconnaître que la France avait droit à certains égards, à certaines concessions, et qu'il ne fallait pas blesser sa juste susceptibilité. Sous le ministère du 29 octobre, il fut établi que la France avait tort « du commencement à la fin, en droit et en fait, selon l'esprit et selon la lettre, dans l'esprit et dans la forme, » et qu'elle devait se tenir pour contente, si, oubliant ses folles menaces, on consentait à la faire rentrer dans l'association européenne. On ne tarda pas à découvrir aussi que la paix armée et les cinq cent mille hommes de M. Guizot n'étaient guère moins dangereux que les neuf cent mille hommes et la guerre possible de M. Thiers. A la fameuse lettre de lord Melbourne contre les neuf cent mille hommes et la guerre possible succéda donc une lettre du duc de Wellington contre les cinq cent mille hommes et la paix armée, lettre colportée dans quelques salons, mais qui, grace au vote formel de la chambre, n'a pas encore produit le même effet. Aujourd'hui, whigs et tories se réunissent pour signifier à la France que son attitude inquiète l'Angleterre, et qu'elle doit en changer.

Du récit que je viens de faire, il y a, ce me semble, deux conclusions à tirer : l'une que, si la politique de lord Palmerston est aujourd'hui populaire en Angleterre, elle ne l'était pas d'abord, et ne l'est

devenue que le jour où toute chance d'une collision avec la France a complètement disparu; l'autre, qui est la conséquence de la première, qu'avec un peu plus de persévérance la France eût obtenu, non peut-être tout ce qu'elle désirait, mais une concession suffisante pour sauver ses intérêts et mettre à couvert son honneur; et cette concession, qu'on le remarque bien, l'Angleterre, si ce n'est lord Palmerston, pouvait la faire sûrement et honorablement. Quand on est quatre contre un, on a le droit incontestable de se montrer prudent et modéré.

Tous ces faits bien établis, il reste encore, avant d'arriver à l'ouverture du parlement, une question à examiner. Quelle a été, en signant le traité, la vraie pensée de l'Angleterre, ou, si l'on veut, du cabinet whig et de lord Palmerston?

Il est d'abord deux explications officielles que lord Palmerston me permettra de ne pas prendre au sérieux : celle qui présente le traité du 15 juillet comme un moyen de prévenir la guerre, et celle qui prétend y découvrir l'anéantissement de la prépondérance russe à Constantinople. En Angleterre même, la risée publique a fait bonne et prompte justice de cet étrange système qui consiste à faire la guerre pour la prévenir, et à allumer soi-même l'incendie de peur qu'il n'éclate. Quant à la Russie, il est vraiment par trop naïf de supposer qu'elle ait poursuivi avec tant de persévérance et d'ardeur l'accomplissement du traité qui devait lui porter un coup si rude. En France, si ce n'est en Angleterre, on rend plus de justice à la politique russe, et on comprend parfaitement les motifs qui l'ont déterminée à sacrifier l'ombre au corps et l'apparence à la réalité. Après comme avant le traité, les flottes et les armées russes sont aux portes de Constantinople, et, tout rétabli qu'il est dans son indépendance et son intégrité, l'empire ottoman n'est certes pas aujourd'hui plus qu'il y a six mois en mesure de les en éloigner. L'unique différence, c'est que l'alliance anglo-française est rompue, et que le plus grand obstacle aux desseins de la Russie se trouve ainsi détruit ou écarté.

Mais outre les deux buts que je viens de signaler, le traité, selon les publicistes dévoués à lord Palmerston, en a un autre encore bien respectable assurément et bien sacré. Qu'est-ce après tout que Méhémet-Ali? un sujet rebelle. Qu'est-ce que le sultan? le souverain légitime de l'empire ottoman. Le droit est donc du côté du sultan, précisément comme il serait du côté de la reine d'Angleterre si le

vice-roi d'Irlande prenait les armes contre elle. Et n'est-il pas admirable dès-lors de voir l'Angleterre et ses alliés venir généreusement au secours du droit opprimé par le fait, et prêter une main protectrice au souverain légitime contre le sujet rebelle? Qu'en France, où les idées sont perverties, on ne rende pas justice à tant de magnanimité, cela se conçoit; mais il est permis à la vieille Angleterre, toujours si scrupuleuse et si droite, d'avoir une autre politique et de la pratiquer!

Qu'on ne croie pas que j'invente ou que j'exagère. Ce que je viens d'écrire, je l'ai lu vingt fois depuis six mois, et je le lis encore tous les jours. A la vérité, tandis qu'en Syrie l'Angleterre se préparait à soutenir le droit contre le fait, les pouvoirs établis contre l'insurrection, dans un autre pays, en Espagne, la même Angleterre prenait parti pour le fait contre le droit, pour l'insurrection contre les pouvoirs établis. C'est dans les premiers jours de juillet, peu de jours avant le traité, qu'Espartero, encouragé, excité par l'Angleterre, leva l'étendard de la révolte à Barcelone et dépouilla violemment la reine régente de ses attributions constitutionnelles; c'est le 11 août, peu de jours après le même traité, que l'Angleterre encore adressa à Espartero une lettre officielle pour lui annoncer que la reine venait de lui conférer la grande croix de l'ordre du Bain, « comme une marque de haute estime pour sa personne et comme une récompense de sa loyale conduite envers sa souveraine. » Mais que signifient ces apparentes contradictions? Tout simplement qu'il n'y a rien d'absolu dans ce monde et que le droit a plusieurs faces.

Je ne voudrais pas être trop sévère pour la politique anglaise. J'avoue pourtant que, lorsque je vois les écrivains whigs et tories de ce pays se réunir pour reprocher à la politique française de « manquer de moralité » et « de n'avoir pas un principe fixe d'action, » je ne puis me défendre du sentiment le plus amer. La politique anglaise, je le reconnais volontiers, a toujours eu « un principe fixe d'action, » l'intérêt; mais je ne sache pas qu'un tel principe ait jamais passé pour très moral. Il y a quelques années, en parcourant la correspondance officiellement publiée de l'ambassadeur d'Angleterre à Lisbonne, au moment de l'usurpation de don Miguel, j'y trouvai le passage suivant qui me parut caractéristique : « J'ignore, disait l'ambassadeur, quel parti prendra le gouvernement britannique au sujet de l'usurpation de don Miguel; mais, en attendant, je cherche à rendre cette usurpation aussi irrégulière que possible. Elle

en sera d'autant plus facile à renverser, si vous le voulez, et vous en aurez, si vous préférez la reconnaître, d'autant plus de mérite. » Il y a dans ce peu de paroles toute la politique anglaise en abrégé.

Avec la meilleure volonté du monde, il est impossible d'admettre qu'en signant le traité du 15 juillet, l'Angleterre ait été mue par un amour platonique et désintéressé pour les droits du sultan et pour sa légitimité. Est-il plus vrai qu'elle ait voulu, comme elle le prétend encore, mettre fin à la tyrannie de Méhémet-Ali et affranchir d'un joug insupportable les populations chrétiennes de la Syrie? Chose singulière! il y a douze ans, l'Angleterre faisait la guerre pour soustraire les populations chrétiennes de la Grèce aux horreurs de la domination turque; elle fait la guerre aujourd'hui pour rendre aux populations chrétiennes de la Syrie les bienfaits de la même domination. Disons toute la vérité. Si la tyrannie égyptienne était déplorable, l'anarchie turque ne l'est pas moins. Mais l'Angleterre n'exploitait pas la tyrannie égyptienne, et elle espère exploiter l'anarchie turque. De là sa préférence pour celle-ci, et l'intérêt tout nouveau qu'elle semble prendre au bien-être et à la liberté des populations.

Ce n'est donc, quoi qu'on en puisse dire, ni pour consolider la paix, ni pour diminuer l'influence russe, ni pour protéger la légitimité du sultan, ni pour venir en aide aux populations opprimées, que l'Angleterre s'est séparée de la France et a tiré le canon. Ce sont là de vains prétextes qui s'évanouissent au plus léger examen, et la vraie raison reste toujours à trouver. Cette vraie raison, voyons pourtant si nous ne pourrions pas la découvrir, non par le raisonnement, mais par l'examen attentif de certains documens irrécusables et clairs. Et d'abord, quand on cherche en Angleterre la pensée des partis, ce ne sont ni les journaux quotidiens ni les discours parlementaires qu'il convient d'interroger. Les journaux quotidiens, rédigés à la hâte, ont en général le caractère d'une spéculation plutôt que d'une opinion. Au parlement, on se pose, on se drape, on parle par la fenêtre; mais chaque parti a une *Revue* où d'ordinaire il dépose toute sa pensée et où se trahissent quelquefois ses plus secrètes intentions. Telle est pour les radicaux la *Revue de Westminster*, pour les tories la *Revue trimestrielle*, pour les whigs la *Revue d'Édimbourg*. Or, ces *Revues* ont toutes les trois, dans leur dernier numéro, examiné dans son ensemble et dans ses détails la question d'Orient. Voici, si j'ai bien lu, ce qui résulte de cet examen.

Je dirai peu de mots de l'article de la *Revue de Westminster*, écrit,

dit-on, par M. Bowring. Cet article, très favorable à la France, est d'un bout à l'autre la critique la plus amère de toute la politique de lord Palmerston. Après avoir fait ressortir ce que ces mots, « indépendance et intégrité de l'empire ottoman, » ont de ridicule dans la bouche de puissances qui, depuis bon nombre d'années, pillent à l'envi les provinces de cet empire, et qui aujourd'hui même dictent au sultan toutes leurs volontés, l'organe du parti radical rappelle l'assentiment éclatant donné par l'Angleterre à l'arrangement de Kutayah, et déclare la politique actuelle du cabinet whig aussi déloyale qu'inconséquente. Puis, au moyen d'une analyse approfondie de l'état moral et religieux des populations orientales, il arrive à cette double démonstration, qu'il est impossible de rétablir en Syrie la domination turque, et que, quand bien même on y parviendrait, ni la Syrie ni la Turquie ne s'en trouveraient mieux. La conclusion, c'est que lord Palmerston, pour un but chimérique et mauvais, a brisé l'alliance française et troublé la paix du monde. Il est inutile d'ajouter que de la *Revue de Westminster* il ne sort, sur les intentions et les vues du ministère, aucune révélation.

Avec la *Revue trimestrielle*, dont l'article est écrit par M. Croker, la lumière commence à poindre. Pour la forme, on adresse bien à lord Palmerston quelques reproches rétrospectifs; mais en ce qui touche sa conduite depuis six mois, on lui donne raison sur tous les points. Le seul tort de lord Palmerston, c'est d'avoir montré trop de déférence pour la France et de lui avoir fait trop de concessions. Ainsi le traité aurait pu et dû être plus long-temps caché au cabinet français. Ainsi encore, c'est une faiblesse insigne que de revenir sur la déchéance prononcée contre Méhémet-Ali. Mais, à ces légères fautes près, lord Palmerston a rendu un grand service à son pays. Sait-on pourquoi? *La France tendait à prendre en Egypte et en Syrie une influence qu'il importait de lui enlever.* La *Revue* tory ne regrette nullement d'ailleurs la rupture de l'alliance française, surtout quand cette rupture peut conduire à un rapprochement avec les cours du Nord. Pour tout dire en un mot, le traité fait rentrer la politique anglaise dans la voie d'où jamais elle n'aurait dû sortir. A ce titre, il mérite l'approbation de tous ceux qui tiennent aux vieilles traditions nationales.

Ce langage, on le voit, est déjà fort clair; mais celui de la *Revue d'Edimbourg*, organe avoué du ministère, l'est bien plus. Pour comprendre toute l'importance de l'article dont il s'agit, il faut savoir qu'il a été écrit par M. Macaulay, membre du cabinet, et retouché d'une

part par lord Palmerston lui-même, de l'autre par lord Clarendon, de tous les ministres le plus favorable à la France depuis la mort de lord Holland. L'article peut donc être regardé comme l'expression fidèle de l'opinion moyenne du cabinet. Or, cet article, que dit-il? Très nettement et je le crois très sincèrement, que le traité a eu pour but d'empêcher que l'influence en Orient se partageât entre la Russie et la France. Pendant que la Russie dominait à Constantinople, la France, patrone des chrétiens syriens et protectrice de Méhémet-Ali, prenait dans la Méditerranée une situation fâcheuse et humiliante pour l'Angleterre. Cette situation, l'Angleterre, dans l'intérêt de sa puissance aussi bien que de son commerce, ne pouvait la tolérer plus long-temps. A la vérité, quelques personnes pensent qu'on s'y est mal pris, et qu'au lieu de détruire Méhémet-Ali, il eût mieux valu prendre sa cause en main et l'enlever à la France. Mais la France avait pris les devans, et, sur ce terrain, elle eût été victorieuse. Le ministère whig a donc choisi une autre route, et l'évènement prouve qu'il ne s'est pas trompé.

Ce qu'il y a d'admirable, c'est qu'après de tels aveux l'organe du ministère whig se croit encore obligé de signaler à l'indignation publique ce qu'il appelle la politique tortueuse du 12 mai et du 1er mars. Le 12 mai et le 1er mars ne sont-ils pas bien coupables en effet de n'avoir pas apprécié tout ce qu'il y avait de bienveillant et d'amical pour la France dans la politique qu'explique si clairement la revue? Ne sont-ils pas bien ingrats de s'être tenus en garde et mis à l'écart plutôt que de reconnaître par une prompte et franche adhésion de si excellens procédés? M. Macaulay, lord Palmerston et lord Clarendon, qui ne disent pas un mot des tentatives insurrectionnelles encouragées et soldées par l'Angleterre, avant le traité et au mépris de la note collective du 27 juillet, reviennent d'ailleurs, avec une vertueuse colère, sur le fameux arrangement direct, et montrent combien il était odieux de chercher à mettre d'accord le pacha et le sultan, au lieu de les brouiller. Après une action si noire, la France n'avait plus rien à attendre, et lord Palmerston pouvait sans scrupule cacher le traité bien plus long-temps qu'il ne l'a fait à M. Guizot et à M. Thiers. Quant à la réponse de lord Palmerston à la note du 8 octobre, réponse qui, on le sait, ne fut rédigée qu'après la formation du nouveau cabinet, elle était absolument nécessaire; sans cette note, la France eût pu croire qu'on lui reconnaissait le droit de prendre l'établissement égyptien sous sa protection, et de protester contre la déchéance de Méhémet-Ali. Que cette dé-

chéance fût ou non raisonnable, il appartenait au sultan seul, *conseillé* par ses augustes alliés, de la maintenir ou de la révoquer. La France n'était pas plus autorisée à s'en mêler que de la nomination ou de la destitution du gouverneur du Canada ou du lord lieutenant d'Irlande!

L'article collectif des trois ministres se termine d'ailleurs par quelques mots de regret sur le mécontentement de la France. Ce sont ces dernières phrases que certains journaux français ont pris soin de détacher du reste et d'offrir comme une preuve des excellens sentimens de l'Angleterre à notre profonde gratitude.

Il n'est pas besoin maintenant, je pense, de chercher quelle a été dans la question d'Orient la vraie pensée de l'Angleterre. Ce qu'elle a voulu abattre en Égypte et en Syrie dans la personne de Méhémet-Ali, comme en Espagne dans la personne de la reine régente, c'est l'influence française; ce qu'elle a voulu fonder, c'est sa puissance sur les débris de la nôtre. Maintenant le but est atteint, et déjà l'on se dit qu'après s'être servi de la Russie pour abaisser la France, il serait doux de se servir de la France pour affaiblir la Russie. De là les politesses qu'on nous fait et la peine qu'on veut bien se donner pour nous prouver qu'après tout les derniers évènemens nous sont très avantageux, et que nous n'y avons perdu que des embarras et des illusions.

Si tel est vraiment l'état des choses, on comprendra facilement que les premières séances du parlement ne m'aient pas, comme certaines personnes, transporté d'aise et rempli d'admiration. Whigs, tories et radicaux, tout le monde, il est vrai, a cru devoir parler poliment de la France; mais tout le monde, en même temps, à deux ou trois orateurs près, a donné à la politique dont la France se plaint justement une complète adhésion. Voilà le résultat dont on a osé se vanter comme d'une réparation éclatante et presque comme d'un triomphe! Ainsi l'Angleterre aura, depuis six mois, fait, malgré la France, contre la France, tout ce qu'elle voulait, et comme elle le voulait! Par sa diplomatie et par ses armes, notre puissance sera abaissée, notre influence détruite, notre honneur compromis! Puis, après cela, il suffira de cinq ou six phrases bienveillantes pour que tout soit fini, pour que nous nous tenions pour contens, pour que nous nous sentions pénétrés d'orgueil et de reconnaissance! Pour ma part, je comprends tout autrement la situation qu'on nous a faite et les sentimens qu'elle doit nous inspirer. Je ne suis point de ceux qui se sont plaints que le nom de la France fût omis dans le dis-

cours de la couronne; je suis encore moins de ceux qui se glorifient parce que dans la discussion de l'adresse quelques orateurs ont jeté à mon pays quelques complimens concertés. Ces complimens, d'ailleurs, je sais quel en a été le prix, et je ne puis trouver qu'ils vaillent ce qu'ils coûtent.

Maintenant je vais plus loin, et je me demande s'il est vrai que la discussion de l'adresse ait en définitive témoigné d'une si grande bienveillance à notre égard? Le langage du parti tory, il faut le reconnaître, a été parfaitement convenable, et, tout en approuvant le traité, le duc de Wellington et sir Robert Peel n'ont pas hésité à déclarer « qu'il n'y a point de sécurité possible dans le monde quand la France est en dehors des conseils européens. » Sir Robert Peel a même fait plus, et blâmé le *mauvais procédé* de lord Palmerston au moment de la signature du traité. Mais il s'en faut que les ministres et leurs amis aient mis dans leurs discours la même courtoisie envers la France et les mêmes ménagemens. C'est lord John Russell, qui se plaint amèrement que le gouvernement français ait été assez étourdi (*reckless*) pour trouver mauvais que les puissances coalisées se soient passées de la France. C'est lord Palmerston qui se justifie d'avoir tenu la France dans l'ignorance du traité par cette simple considération, que la France, avertie, eût probablement demandé à présenter ses observations, et que beaucoup de temps ainsi aurait pu être perdu. C'est lord Melbourne enfin, qui, lorsque lord Brougham parle de ménager la susceptibilité connue de la France, répond qu'on ne peut admettre qu'une nation trouve dans son tempérament irritable une raison de dicter la loi aux autres. « Ce serait, ajoute-t-il, faire comme dans la vie privée, où trop souvent le plus mauvais caractère de la famille parvient à gouverner les autres membres à force de répéter qu'il est très irritable, très susceptible, et qu'il ne faut pas le mettre en colère. » Tel est le langage conciliant des ministres whigs; voici maintenant celui de leurs amis. En Angleterre, on le sait, le membre qui propose l'adresse et celui qui l'appuie sont expressément désignés par le ministère et s'entendent avec lui. Or, que dit lord Brabason, en présentant l'adresse? « Qu'il se réjouit, en bon Anglais, que le traité se soit exécuté malgré la France et même *en dépit* (*in spite*) de son oppposition. Il espère, d'ailleurs, que la France reconnaîtra *son erreur.* » Que dit M. Grantley Berkeley en appuyant la même adresse? « Que la politique de son noble ami (lord Palmerston) a fait de l'Angleterre l'arbitre du monde, en dépit (*in spite*) des attaques et des clameurs françaises. » Vient ensuite M. James,

autre ami du ministère, qui, comme la *Revue d'Édimbourg*, déclare nettement que « le traité a eu pour but d'empêcher que la France n'eût dans le Levant plus de puissance et d'influence que l'Angleterre. L'Angleterre tout entière doit se féliciter que ce but soit glorieusement atteint. »

Qu'on ne croie pas que par ces citations je veuille ajouter à une irritation déjà bien forte; mais il est nécessaire que la vérité soit connue : or, la vérité, je le répète, c'est que, pour tous les partis en Angleterre, l'abaissement de Méhémet-Ali et la destruction de l'influence française dans le Levant sont le sujet d'une vive satisfaction; c'est de plus qu'une fois l'œuvre accomplie, tous les partis commencent à songer à l'avenir, et à se dire que, dans le cas possible d'une lutte entre la Russie et l'Angleterre, il serait fâcheux d'avoir entièrement perdu l'amitié de la France. Il faut donc à la fois prouver à l'Angleterre qu'on a remporté une grande victoire, et à la France que cette victoire n'est rien. Il faut, pour expliquer la rupture de l'alliance, grandir le traité outre mesure, et, pour obtenir que l'alliance se renoue, réduire le même traité aux plus minces proportions. Il faut, en un mot, démontrer qu'on a eu raison de tenir peu de compte de la France, et donner à entendre que néanmoins on est plein d'estime pour elle. Or, cela est plus embarrassant pour ceux qui ont fait le traité que pour ceux qui l'ont accepté, pour les whigs que pour les tories, pour lord Melbourne et lord Palmerston que pour le duc de Wellington et sir Robert Peel.

Je viens maintenant à la question la plus grave de toutes. En supposant que l'Angleterre fasse des avances sérieuses à la France, convient-il de les accepter? En d'autres termes, l'alliance rompue par le traité du 15 juillet doit-elle être renouée?

Il est d'abord un point qui me paraît hors de doute : c'est qu'aujourd'hui, et tant que le ministère whig sera à la tête des affaires, la reprise de l'alliance serait un déshonneur et une impossibilité. L'alliance anglaise, il faut le dire, n'a jamais été très populaire en France, et ce n'est pas sans peine que les efforts réunis du gouvernement et de la presse étaient parvenus à la faire accepter. Les raisons en sont simples. La première, tout le monde la sent ou la comprend, c'est le souvenir de la grande lutte qui, en 1814 et 1815, se termina si malheureusement pour nous. Que l'Angleterre ne conserve de cette lutte aucun ressentiment, cela est naturel, puisqu'elle en est sortie victorieuse; mais nous ne sommes pas dans la même situation, et tout patriotisme serait éteint en France si de tels évènemens n'avaient

laissé dans tous les cœurs de bien amers souvenirs. Il y a d'ailleurs quelque chose de plus. S'il existe une idée populaire, une idée nationale, c'est que les traités de 1815, en privant la France de toutes ses conquêtes, de celles même qui, à d'autres époques, avaient été reconnues et consacrées par l'Europe, l'ont laissée, par rapport aux autres puissances, dans un état de faiblesse et d'infériorité qui ne saurait durer toujours; c'est par conséquent que, le jour où l'équilibre européen actuel sera troublé, la France, rajeunie par une longue paix, aura droit à quelques compensations. Or cet espoir, prochain ou lointain selon le cours des évènemens, tout le monde sentait que l'alliance anglaise le détruisait d'avance. L'alliance anglaise, quelque bonne qu'elle pût être dans le présent, avait donc aux yeux des masses le double tort de froisser des souvenirs respectables et de détruire de chères espérances. Ajoutez qu'un vieil instinct avertissait le pays que l'Angleterre n'est pas une alliée fort sûre, et qu'il faut toujours se tenir en garde contre elle. Ajoutons encore que l'antagonisme mal entendu selon moi, mais incontestable, des intérêts commerciaux, inspirait à des classes nombreuses de la population des inquiétudes d'une tout autre nature.

Par ces raisons et par d'autres encore, les avantages de l'alliance anglaise, appréciés dans le monde politique, ne l'étaient pas ailleurs. Qui donc, après qu'elle a été si brusquement, si perfidement rompue, oserait aujourd'hui proposer de la renouer? Qui pourrait conseiller à la France d'oublier l'humiliation qu'elle a subie, le dommage qu'elle a éprouvé, et de tendre la main, comme si rien ne fût arrivé, à ceux qu'elle accuse à bon droit de ce dommage et de cette humiliation? Il est, je le sais, des philosophes dont l'intelligence est trop vaste pour se laisser emprisonner dans les limites d'une étroite nationalité, et qui n'ont pu encore découvrir ni l'intérêt que nous avions à défendre l'établissement égyptien, ni les torts de l'Angleterre à notre égard. Mais le bon sens public n'en juge pas ainsi, et comme il arrive souvent, le bon sens public a raison contre les philosophes. Aujourd'hui donc, je le répète, l'alliance anglaise est hors de cause. Quiconque tenterait de la renouer serait désavoué à l'instant même par le pays tout entier.

Mais les ministres passent, les impressions s'effacent, les circonstances changent. N'est-il donc pas possible que, dans un délai plus ou moins éloigné, la tentative des dernières années soit reprise, et que l'union des deux grands peuples constitutionnels de l'Europe, de ceux qui marchent à la tête de la civilisation, s'accomplisse enfin et

se consolide? N'est-il pas possible que cette union si grande et si féconde produise de tels résultats et porte de tels fruits, que toutes les rancunes et toutes les préventions s'évanouissent pour toujours?

Je suis, je l'ai dit ailleurs, de ceux qui ont toujours le plus vivement désiré le maintien et l'affermissement de l'alliance anglaise. Sans m'abuser sur les torts d'une politique toujours la même, quel que soit le parti qui gouverne, j'aime et j'estime l'esprit à la fois hardi et prudent, entreprenant et patient, qui a conduit ce peuple à de si hautes destinées. J'aime et j'estime jusqu'à cet orgueil patriotique qui, lorsque le nom anglais est sérieusement engagé, fait taire pour un moment toutes les dissidences, suspend toutes les querelles, efface toutes les nuances, et rallie autour du drapeau national toutes les opinions. C'est en Angleterre, d'ailleurs, qu'est né et que s'est développé dans sa grandeur et dans sa puissance le gouvernement auquel je suis sincèrement attaché, ce gouvernement parlementaire dont en France nous poursuivons la réalité avec tant de peine et si peu de succès. J'ajoute que, de tous les grands états européens, l'Angleterre est le seul qui n'ait aucune malveillance pour notre révolution, et qui, lorsque ses intérêts ne sont pas contraires aux nôtres, nous veuille un peu de bien. De plus, et ceci est le point capital, l'alliance anglo-française, quand elle est réelle, garantit la paix du monde, et favorise au plus haut degré les progrès de la civilisation. Malgré cela, je ne crois pas, je ne crois plus, à l'union intime de la France et de l'Angleterre. Je vais dire pourquoi.

Mettons pour un moment de côté les raisons que j'ai déjà indiquées, raisons graves pourtant, qui rendent l'alliance anglaise difficile à justifier dans le pays. Supposons que le temps ait triomphé des antipathies nationales, vaincu les préjugés populaires, rapproché les intérêts commerciaux; supposons même que toute idée d'agrandissement ait disparu, et que la France ne tourne plus un œil de regret vers son ancienne frontière; encore faut-il, pour que l'union intime des deux pays s'établisse, que ce soit à des conditions égales et de manière qu'une des parties ne reste pas à la discrétion de l'autre. Or, n'est-il pas presque impossible qu'il en soit ainsi? L'Angleterre, état insulaire et la première des puissances maritimes, n'a rien à craindre, on le sait et elle le sait, pour son indépendance et pour sa nationalité. Pour elle, toute la question est d'augmenter ses possessions d'outre-mer, d'accroître son commerce, d'étendre son influence. C'est donc à la fois sur tous les points du globe qu'on la rencontre,

c'est de toutes les puissances qu'elle a besoin à la fois, c'est à toutes les puissances qu'elle a simultanément affaire.

D'une telle situation plus encore peut-être que du caractère national, est née cette politique égoïste, qui, depuis si long-temps, a signalé tous les cabinets anglais. Parce qu'elle est en sûreté, l'Angleterre veut se passer toutes ses fantaisies; parce qu'elle a des intérêts divers dans toutes les parties du monde, il lui faut des appuis et des langages divers. Ne vous étonnez donc pas que l'Angleterre soit monarchique dans tel pays et républicaine dans tel autre, ici votre alliée, là votre ennemie, aujourd'hui pleine d'égards et de bienveillance, demain dédaigneuse et hautaine. Ne vous étonnez pas qu'elle emprunte successivement ou à la fois tous les principes et tous les tons. C'est là la condition de sa grandeur, de sa puissance et presque de son existence. On parle beaucoup depuis quelque temps de politique d'isolement; la politique d'isolement par excellence est celle de l'Angleterre. Il entre seulement dans les calculs de cette politique de ne pas s'avouer elle-même et de prendre un autre nom.

Je ne discute pas la politique que je signale en ce moment; je me borne à constater que cette politique existe et qu'elle paraît plus florissante que jamais. Or, la France, je le demande, y sera-t-elle prise une seconde fois? Dans le résumé qui commence cet article, on a pu voir comment, dans les plus beaux temps de l'alliance, l'Angleterre s'est comportée à notre égard en Grèce, en Espagne, en Belgique, partout. On a vu un peu plus loin quels sont les véritables motifs, les motifs avoués du traité du 15 juillet. La France s'exposera-t-elle de nouveau à de semblables déceptions? Voilà la vraie question, celle que je pose, et qui malheureusement ne me paraît pas susceptible de deux solutions. Ainsi, qu'on le remarque bien, il ne s'agit pas de savoir si l'alliance anglo-française, sincère et réelle, serait bonne pour la France et pour le monde. Sur ce point, je reste, pour ma part, fidèle à ma vieille conviction; mais il s'agit de savoir si, de la part de l'Angleterre au moins, l'alliance anglo-française peut être sincère et réelle; il s'agit de savoir en outre si la France doit s'accommoder d'être, selon les convenances et les caprices du moment, prise, quittée et reprise. Je ne le pense pas, et je crois être certain que la France est de cet avis tout entière. Il y avait en France, il y a un an, des hommes politiques qui combattaient l'alliance anglaise et d'autres qui la soutenaient. Les premiers aujourd'hui se targuent de prévoyance; les derniers s'affligent et s'irritent d'avoir été trompés;

tous se promettent de garder au fond du cœur le long souvenir d'une conduite que rien ne peut justifier.

Maintenant faut-il, passant d'un extrême à l'autre, que la France se précipite en aveugle dans de nouvelles alliances, et se pose systématiquement comme ennemie de l'Angleterre? Quelques personnes le voudraient; mais il n'y aurait, ce me semble, dans une telle politique ni dignité ni sûreté. De tout ce qui constitue une alliance réelle, la bienveillance réciproque, les rapports intimes et confians, les bons offices mutuels, il ne peut plus être question; rien n'empêche d'ailleurs que les deux pays, quand ils seront d'accord, n'agissent encore en commun. Nous sommes aujourd'hui, par rapport à l'Angleterre, ce que nous avons été depuis dix ans par rapport aux autres puissances européennes, désireux de vivre en paix, mais libres de tout engagement comme de toute préférence, et prêts, si quelque collision éclate, à profiter, soit d'un côté soit de l'autre, de toutes les chances qui peuvent s'offrir à nous. Si cette situation a ses inconvéniens, elle a aussi ses avantages, et, puisqu'on nous l'a faite, nous devons l'accepter résolument, sans hésiter et sans nous en départir.

Cette politique d'isolement et d'expectative est tout simplement, au reste, celle que la chambre a conseillée dans son adresse et que le gouvernement a acceptée. On sait quel est mon avis sur ce qui s'est passé il y a trois mois, et sur la mission que le ministère est venu remplir. Selon moi, il y avait dans la question d'Orient une autre attitude à prendre, un autre rôle à jouer, et je persiste à croire que, même au mois d'octobre, une résolution plus énergique eût tout sauvé. Mais quand les faits ont été accomplis et le ministère changé, il est clair que l'attitude d'isolement était la seule possible. J'ajoute, pour être juste, que, cette attitude une fois prise, il me paraît qu'elle a été jusqu'ici bien gardée. Je n'en veux d'autre preuve que l'inquiétude qui se manifeste en Angleterre, et l'amertume avec laquelle la presse ministérielle commence à parler des ministres qu'elle exaltait naguère, entre autres de M. Guizot. J'espère que le gouvernement persévérera, et que ni injures ni caresses ne le feront dévier de son terrain. Encore une fois, nous ne sommes pas les ennemis de l'Angleterre; nous ne sommes plus ses alliés. Il faut que cela soit bien entendu et bien compris de tout le monde.

Il est une dernière réflexion qui me frappe. Supposez qu'au mois de juillet dernier un ministère tory ait gouverné l'Angleterre et que les signataires du traité s'appellent le duc de Wellington et lord

Aberdeen, au lieu de lord Melbourne et de lord Palmerston; supposez que le parti, jusqu'à ce jour peu favorable à la France, ait ainsi brisé l'alliance française et rétabli, au profit du souverain légitime de la Turquie, une sorte de sainte-alliance; supposez que dans les détails de la négociation comme dans l'exécution de la convention il y ait eu si peu de franchise, de courtoisie, de ménagemens pour la France; puis supposez que le parlement s'ouvre dans de telles circonstances et ait à rendre compte de sa conduite, de quel blâme énergique, de quelles éloquentes malédictions les whigs et les radicaux ne poursuivraient-ils pas une politique si déloyale et si imprévoyante! « Vous triomphez, diraient-ils, parce que nos matelots se sont bien battus, et le succès actuel vous enivre; mais ce succès, il faut que le pays en connaisse les déplorables conséquences. L'Angleterre avait un ennemi qui depuis dix ans ne cesse de marcher à sa rencontre, et qui, tôt ou tard, doit lui livrer un combat à mort. Elle avait un allié sur lequel, au moment décisif, elle pouvait compter. Eh bien! pour un intérêt douteux, insignifiant, passager, vous avez voulu que l'Angleterre se joignît à son ennemi pour affaiblir, pour humilier son allié. Vous avez ainsi perdu cet allié, et préparé peut-être, pour un avenir prochain, la plus redoutable des coalitions. Vous avez de plus, en vous jetant dans les bras des états absolutistes, brisé à jamais l'union des états constitutionnels, cette union qui promettait de si nobles, de si pacifiques conquêtes à la liberté, à la civilisation. C'est là sacrifier le principal à l'accessoire, l'avenir au présent, la grande politique à la petite. La paix du monde compromise, les progrès de la civilisation arrêtés, l'alliance française perdue, la puissance russe doublée, voilà en définitive les résultats de votre funeste conduite. Retirez-vous donc, et cédez la place à des hommes qui pourront travailler à réparer les maux que vous avez faits. »

Si la question s'était ainsi posée et qu'un tel langage eût été tenu, la France du moins eût pu croire que le pays ne s'associait point à la conduite de son gouvernement. Au lieu de s'en prendre au pays, peut-être alors s'en serait-elle prise uniquement à ceux que, depuis cinquante ans, elle considère comme ses éternels ennemis. Mais ce sont les whigs qui ont signé le traité, et dès-lors toute illusion comme toute réparation est devenue impossible. Les tories ont approuvé le traité, parce qu'il est conforme à leur politique; les whigs et les radicaux modérés, parce qu'ils soutiennent le cabinet. Les radicaux extrêmes sont seuls restés fidèles à l'alliance, et ce n'est pas assez.

On peut donc dire qu'en trois mois les whigs ont fait plus que les tories en vingt ans pour séparer définitivement la France de l'Angleterre. J'ignore si cette déplorable politique leur a assuré pour quelques jours le pouvoir qui leur échappait à la fin de la dernière session; mais ce que je sais, c'est qu'ils ne tomberont plus aujourd'hui comme ils seraient tombés il y a un an. Il y a un an, ils eussent emporté leurs principes, leur caractère, et les vives sympathies de tout ce qui aime la liberté et la civilisation. Ils rentreront aujourd'hui dans la retraite, infidèles à eux-mêmes et maudits en Europe par ceux qui furent leurs véritables amis. Quant aux tories modérés, je n'hésite pas à dire qu'ils doivent beaucoup au traité du 15 juillet, et que leur situation s'est élevée autant que celle des whigs a descendu. La France, qui, l'an dernier, eût vu leur avénement avec chagrin, le verrait aujourd'hui avec joie, et les puissances absolutistes les préféreront toujours aux whigs, malgré ce que ceux-ci ont fait pour elles. Pour moi, je n'hésite pas à le dire, entre lord Melbourne et sir Robert Peel, celui-ci a la supériorité incontestable de la conséquence dans la conduite et de la mesure dans le langage. Quand sir Robert Peel sera premier ministre, je ne crois pas que l'alliance doive se renouer; mais elle sera certainement moins impossible qu'aujourd'hui.

P. Duvergier de Hauranne.

UN HIVER

AU

MIDI DE L'EUROPE.

DEUXIÈME PARTIE.[1]

Quoique Majorque ait été occupée pendant quatre cents ans par les Maures, elle a gardé peu de traces réelles de leur séjour. Il ne reste d'eux à Palma qu'une petite salle de bains. Des Romains, il ne reste rien, et des Carthaginois, quelques débris seulement vers l'ancienne capitale Alcudia, et la tradition de la naisance d'Annibal, que M. Grasset de Saint-Sauveur attribue à l'outrecuidance majorquine, quoique ce fait ne soit pas dénué de vraisemblance (2). Mais le goût arabe s'est perpétué dans les moindres constructions, et il était nécessaire que M. Laurens redressât toutes les erreurs archéologiques de ses devanciers, pour que les voyageurs ignorans comme moi ne

(1) Voyez la livraison du 15 janvier.

(2) « Les Majorquins prétendent qu'Hamilcar, passant d'Afrique en Catalogne avec sa femme, alors enceinte, s'arrêta sur une pointe de l'île où était bâti un temple dédié à Lucine, et qu'Annibal naquit en cet endroit. On trouve ce même conte dans l'*Histoire de Majorque*, par Dameto. » (Grasset de Saint-Sauveur.)

crussent pas retrouver à chaque pas d'authentiques vestiges de l'architecture mauresque.

« Je n'ai point vu dans Palma, dit M. Laurens, de maisons dont la date parût fort ancienne. Les plus intéressantes par leur architecture et leur antiquité appartenaient toutes au commencement du XVIe siècle; mais l'art gracieux et brillant de cette époque ne s'y montre pas sous la même forme qu'en France. Ces maisons n'ont, au-dessus du rez-de-chaussée, qu'un étage et un grenier très bas (1). L'entrée, dans la rue, consiste en une porte à plein cintre, sans aucun ornement; mais la dimension et le grand nombre de pierres disposées en longs rayons lui donnent une grande physionomie. Le jour pénètre dans les grandes salles du premier étage à travers de hautes fenêtres divisées par des colonnes excessivement effilées, qui leur donnent une apparence entièrement arabe. Ce caractère est si prononcé, qu'il m'a fallu examiner plus de vingt maisons construites d'une manière identique, et les étudier dans toutes les parties de leur construction, pour arriver à la certitude que ces fenêtres n'avaient pas été enlevées à quelques murs de ces palais mauresques, vraiment féériques, dont l'Alhambra de Grenade nous reste comme échantillon. Je n'ai rencontré qu'à Majorque des colonnes qui, avec une hauteur de six pieds, n'ont qu'un diamètre de trois pouces. La finesse des marbres dont elles sont faites, le goût du chapiteau qui les surmonte, tout cela m'avait fait supposer une origine arabe. Quoi qu'il en soit, l'aspect de ces fenêtres est aussi joli qu'original. Le grenier qui constitue l'étage supérieur est une galerie, ou plutôt une suite de fenêtres rapprochées et copiées exactement sur celles qui forment le couronnement de la *Lonja*. Enfin, un toit fort avancé, soutenu par des poutres artistement ciselées, préserve cet étage de la pluie ou du soleil, et produit des effets piquans de lumière par les longues ombres qu'il projette sur la maison et par l'opposition de la masse brune de la charpente avec les tons brillans du ciel. L'escalier, travaillé avec un grand goût, est placé dans une cour, au centre de la maison, et séparé de l'entrée sur la rue par un vestibule où l'on remarque des pilastres dont le chapiteau est orné de feuillages sculptés, ou de quelque blason supporté par des anges. Pendant plus d'un siècle encore après la renaissance, les Majorquins ont mis un grand luxe dans la construction de leurs habitations

(1) Ce ne sont pas précisément des greniers, mais bien des étendoirs, appelés dans le pays *porchos*.

particulières. Tout en suivant la même distribution, ils ont apporté dans les vestibules et dans les escaliers les changemens de goût que l'architecture devait amener. Ainsi l'on trouve partout la colonne toscane ou dorienne; des rampes, des balustrades, donnent toujours une apparence somptueuse aux demeures de l'aristocratie. Cette prédilection pour l'ornement de l'escalier et ce souvenir du goût arabe se retrouvent aussi dans les plus humbles habitations, même lorsqu'une seule échelle conduit directement de la rue au premier étage. Alors, chaque marche est recouverte de carreaux en faïence peinte de fleurs brillantes, bleues, jaunes, ou rouges. »

Cette description est fort exacte, et les dessins de M. Laurens rendent bien l'élégance de ces intérieurs dont le péristyle fournirait à nos théâtres de beaux décors d'une extrême simplicité. Ces petites cours pavées en dalles, et parfois entourées de colonnes comme le *cortile* des palais de Venise, ont aussi pour la plupart un puits d'un goût très pur au milieu. Elles n'ont ni le même aspect, ni le même usage que nos cours malpropres et nues. On n'y place jamais l'entrée des écuries et des remises. Ce sont de véritables préaux, peut-être un souvenir de l'atrium des Romains. On y retrouve en quelque sorte le prothyrum et le cavœdium; le puits du milieu y tient évidemment la place de l'impluvium. Lorsque ces péristyles sont ornés de pots de fleurs et de tendines de jonc, ils ont un aspect à la fois élégant et sévère dont les seigneurs majorquins ne comprennent nullement la poésie; car ils ne manquent guère de s'excuser sur la vétusté de leurs demeures, et si vous en admirez le style, ils sourient, croyant que vous les raillez, ou méprisant peut-être en eux-mêmes ce ridicule excès de courtoisie française.

Au reste, tout n'est pas également poétique dans la demeure des nobles majorquins. Il est certains détails de malpropreté dont je serais fort embarrassé de donner l'idée à mes lecteurs, à moins, comme écrivait Jacquemont en parlant des mœurs indiennes, d'achever ma lettre en latin. Ne sachant pas le latin, je renvoie les curieux au passage que M. Grasset de Saint-Sauveur, écrivain moins sérieux que M. Laurens, mais fort véridique sur ce point, consacre à la situation des garde-manger à Majorque et dans beaucoup d'anciennes maisons d'Espagne et d'Italie. Ce passage est curieux à cause d'une prescription de la médecine espagnole qui règne encore dans toute sa vigueur à Majorque, et qui est des plus étranges (1).

(1) Voyez Grasset de Saint-Sauveur, p. 119.

L'intérieur de ces palais ne répond nullement à l'extérieur. Rien de plus significatif, chez les nations comme chez les individus, que la disposition et l'ameublement des habitations. A Paris, où les caprices de la mode et l'abondance des produits industriels font varier si étrangement l'aspect des appartemens, il suffit bien, n'est-ce pas? d'entrer chez une personne aisée, pour se faire, en un clin d'œil, une idée de son caractère, pour se dire si elle a du goût ou de l'ordre, de l'avarice ou de la négligence, un esprit méthodique ou romanesque, de l'hospitalité ou de l'ostentation. J'ai mes systèmes là-dessus, comme chacun a les siens, ce qui ne m'empêche pas de me tromper fort souvent dans mes inductions, ainsi qu'il arrive à bien d'autres. J'ai particulièrement horreur d'une pièce peu meublée et très bien rangée. A moins qu'une grande intelligence et un grand cœur, tout-à-fait emportés hors de la sphère des petites observations matérielles, n'habitent là comme sous une tente, je m'imagine que l'hôte de cette demeure est une tête vide et un cœur froid. Je ne comprends pas que lorsqu'on habite réellement entre quatre murailles, on n'éprouve pas le besoin de les remplir, ne fût-ce que de bûches et de paniers, et d'y voir vivre quelque chose autour de soi, ne fût-ce qu'une pauvre giroflée ou un pauvre moineau. Le vide et l'immobile me glacent d'effroi, la symétrie et l'ordre rigoureux me navrent de tristesse; et si mon imagination pouvait se représenter la damnation éternelle, mon enfer serait certainement de vivre à jamais dans certaines maisons de province où règne l'ordre le plus parfait, où rien ne change jamais de place, où l'on ne voit rien traîner, où rien ne s'use ni se brise, et où pas un animal ne pénètre, sous prétexte que les choses animées gâtent les choses inanimées. Eh! périssent tous les tapis du monde, si je ne dois en jouir qu'à la condition de n'y jamais voir gambader un enfant, un chien ou un chat! Cette propreté rigide ne prend pas sa source dans l'amour véritable de la propreté, mais dans une excessive paresse, ou dans une économie sordide. Avec un peu plus de soin et d'activité, la *ménagère* sympathique à mes goûts peut maintenir dans notre intérieur cette propreté dont je ne puis pas me passer non plus. Mais que dire et que penser des mœurs et des idées d'une famille dont le *home* est vide et immobile, sans avoir l'excuse ou le prétexte de la propreté? S'il arrive qu'on se trompe aisément, comme je le disais tout à l'heure, dans les inductions particulières, il est difficile de se tromper dans les inductions générales. Le caractère d'un peuple se révèle dans son costume et dans son ameublement, aussi bien que

dans ses traits et dans son langage. Ayant parcouru Palma pour y chercher des appartemens, je suis entré dans un assez grand nombre de maisons; tout s'y ressemblait si exactement, que je pouvais conclure de là à un caractère général chez leurs occupans. Je n'ai pénétré dans aucun de ces intérieurs sans avoir le cœur serré de déplaisir et d'ennui, rien qu'à voir les murailles nues, les dalles tachées et poudreuses, les meubles rares et malpropres. Tout y portait témoignage de l'indifférence et de l'inaction; jamais un livre, jamais un ouvrage de femme. Les hommes ne lisent pas, les femmes ne cousent même pas. Le seul indice d'une occupation domestique, c'est l'odeur de l'ail qui trahit le travail culinaire; et les seules traces d'un amusement intime, ce sont les bouts de cigare semés sur le pavé. Cette absence de vie intellectuelle fait de l'habitation quelque chose de mort et de creux qui n'a pas d'analogue chez nous, et qui donne au Majorquin plus de ressemblance avec l'Africain qu'avec l'Européen. Ainsi, toutes ces maisons où les générations se succèdent sans rien transformer autour d'elles, et sans marquer aucune empreinte individuelle sur les choses qui ordinairement participent en quelque sorte à notre vie humaine, font plutôt l'effet de caravansérails que de maisons véritables; et tandis que les nôtres donnent l'idée d'un nid pour la famille, celles-là semblent des gîtes où les groupes d'une population errante se retireraient indifféremment pour passer la nuit. Des personnes qui connaissaient bien l'Espagne m'ont dit qu'il en était généralement ainsi dans toute la Péninsule.

Ainsi que je l'ai dit plus haut, le péristyle ou *l'atrium* des palais de *chevaliers* (c'est ainsi que s'intitulent encore les patriciens de Majorque) ont un grand caractère d'hospitalité et même de bien-être. Mais, dès que vous avez franchi l'élégant escalier et pénétré dans l'intérieur des chambres, vous croyez entrer dans un lieu disposé uniquement pour la sieste. De vastes salles, ordinairement dans la forme d'un carré long, très élevées, très froides, très sombres, toutes nues, blanchies à la chaux sans aucun ornement, avec de grands vieux portraits de famille tout noirs et placés sur une seule ligne, si haut qu'on n'y distingue rien, quatre ou cinq chaises d'un cuir gras et mangé aux vers, bordées de gros clous dorés qu'on n'a pas nettoyés depuis deux cents ans, quelques nattes valenciennes, ou seulement quelques peaux de mouton à longs poils jetées çà et là sur le pavé, des croisées placées très haut et recouvertes de pagnes épaisses, de larges portes de bois de chêne noir ainsi que le plafond à solives, et parfois une antique portière de drap d'or portant

l'écusson de la famille richement brodé, mais terni et rongé par le temps, tels sont les palais majorquins à l'intérieur. On n'y voit guère d'autres tables que celles où l'on mange; les glaces sont fort rares, et tiennent si peu de place dans ces panneaux immenses, qu'elles n'y jettent aucune clarté. On trouve le maître de la maison debout et fumant dans un profond silence, la maîtresse assise sur une grande chaise, et jouant de l'éventail sans penser à rien. On ne voit jamais les enfans: ils vivent avec les domestiques, à la cuisine ou au grenier, je ne sais; les parens ne s'en occupent pas. Un chapelain va et vient dans la maison sans rien faire. Les quinze ou trente valets font la sieste, pendant qu'une vieille servante hérissée ouvre la porte au quinzième coup de sonnette du visiteur. Cette vie ne manque certainement pas de *caractère*, comme nous dirions dans l'acception illimitée que nous donnons aujourd'hui à ce mot; mais, si l'on condamnait à vivre ainsi le plus calme de nos bourgeois, il y deviendrait certainement fou de désespoir, ou démagogue par réaction d'esprit.

Les trois principaux édifices de Palma sont la cathédrale, la Lonja (bourse) et le Palacio-Real.

La cathédrale, attribuée par les Majorquins à don *Jaïme el Conquistador*, leur premier roi chrétien et en quelque sorte leur Charlemagne, fut en effet entreprise sous ce règne, en 1390; mais elle ne fut terminée qu'en 1601. Elle est d'une immense nudité; la pierre calcaire dont elle est entièrement bâtie est d'un grain très fin et d'une belle couleur d'ambre. Cette masse imposante, qui s'élève au bord de la mer, est d'un grand effet lorsqu'on entre dans le port; mais elle n'a de vraiment estimable, comme goût, que le portail méridional signalé par M. Laurens comme le plus beau specimen de l'art gothique qu'il ait jamais eu occasion de dessiner. L'intérieur est des plus sévères et des plus sombres. Les vents maritimes pénétrant avec fureur par les larges ouvertures du portail principal, et renversant les tableaux et les vases sacrés au milieu des offices, on a muré les portes et les rosaces de ce côté. Ce vaisseau n'a pas moins de cinq cent quarante palmes (1) de longueur sur trois cent soixante-quinze de largeur. Au milieu du chœur, on remarque un sarcophage de marbre fort simple, qu'on ouvre aux étrangers pour leur montrer la momie de don Jaime II, fils du Conquistador, prince dévot, aussi faible et aussi doux que son père fut entreprenant et belliqueux.

(1) Le *palmo* espagnol est le *pan* de nos provinces méridionales.

Les Majorquins prétendent que leur cathédrale est très supérieure à *la de Barcelone,* de même que leur Lonja est infiniment, selon eux, plus belle que *la de Valence.* Je n'ai pas vérifié le dernier point; quant au premier, il est insoutenable. Dans l'une et dans l'autre cathédrale, on remarque le singulier trophée qui orne la plupart des métropoles de l'Espagne : c'est la hideuse tête de Maure en bois peint, coiffée d'un turban, qui termine le pendentif de l'orgue. Cette représentation d'une tête coupée est souvent ornée d'une longue barbe blanche, et peinte en rouge en dessous pour figurer le sang impur du vaincu. On voit, sur les clés de voûte des nefs, de nombreux écussons armoiriés. Apposer ainsi son blason dans la maison de Dieu était un privilége que les chevaliers majorquins payaient fort cher; et c'est grace à cet impôt prélevé sur la vanité, que la cathédrale a pu être achevée dans un siècle où la dévotion était refroidie. Il faudrait être bien injuste pour attribuer aux seuls Majorquins une faiblesse qui leur a été commune avec les nobles dévots du monde entier à cette époque.

La Lonja est le monument qui m'a le plus frappé par ses proportions élégantes et un caractère d'originalité que n'excluent ni une régularité parfaite ni une simplicité pleine de goût. Cette bourse, qui fut commencée et terminée dans la première moitié du XV[e] siècle, que l'illustre Jovellanos a décrite avec soin, et que le *Magasin Pittoresque* a popularisée par un dessin fort intéressant, publié il y a déjà plusieurs années, M. Laurens l'a retracée également, et je renvoie le lecteur à son article descriptif. L'intérieur est une seule vaste salle soutenue par six piliers cannelés en spirale, d'une ténuité élégante. Destinée jadis aux réunions des marchands et des nombreux navigateurs qui affluaient à Palma, la Lonja témoigne de la splendeur passée du commerce majorquin; aujourd'hui, elle ne sert plus qu'aux fêtes publiques. Ce devait être une chose intéressante de voir les Majorquins, revêtus des riches costumes de leurs pères, s'ébattre gravement dans cette antique salle de bal; mais la pluie nous tenait alors captifs dans la montagne, et il ne nous fut pas possible de voir ce carnaval, moins renommé et moins triste peut-être que celui de Venise. Quant à la Lonja, quelque belle qu'elle m'ait paru, elle n'a pas fait tort dans mes souvenirs à cet adorable bijou qu'on appelle la Cadoro, ou l'ancien hôtel des monnaies, sur le Grand-Canal.

Le Palacio-Real de Palma, que M. Grasset de Saint-Sauveur n'hésite point à croire romain et mauresque (ce qui lui a inspiré des émotions tout-à-fait dans le goût de l'empire), a été bâti, dit-on, en 1309. M. Laurens se déclare troublé dans sa conscience, à l'en-

droit des petites fenêtres géminées et des colonnettes énigmatiques qu'il a étudiées dans ce monument. Serait-il donc trop audacieux d'attribuer les anomalies de goût qu'on remarque dans tant de constructions majorquines à l'intercallation d'anciens fragmens dans des constructions subséquentes? De même qu'en France et en Italie le goût de la renaissance introduisit des médaillons et des bas-reliefs vraiment grecs et romains dans les ornemens de sculpture, n'est-il pas probable que les chrétiens de Majorque, après avoir renversé tous les ouvrages arabes, en utilisèrent les riches débris et les incrustèrent de plus en plus dans leurs constructions postérieures? Quoi qu'il en soit, le Palacio-Real de Palma est d'un aspect fort pittoresque. Rien de plus irrégulier, de plus incommode et de plus sauvagement moyen-âge que cette habitation seigneuriale; mais aussi rien de plus fier, de plus caractérisé, de plus hidalgo que ce manoir composé de galeries, de tours, de terrasses et d'arcades grimpant les unes sur les autres à une hauteur considérable, et terminées par un ange gothique, qui, du sein des nues, regarde l'Espagne par-dessus la mer (1).

Un quatrième monument fort remarquable est le palais de l'ayuntamiento, ouvrage du XVI[e] siècle, dont M. Laurens compare avec raison le style à celui des palais de Florence. Le toit est surtout re-

(1) Ce palais, qui renferme les archives, est la résidence du capitaine-général, le personnage le plus éminent de l'île. Voici comment M. Grasset de Saint-Sauveur décrit l'intérieur de cette résidence : « La première pièce est une espèce de vestibule servant de corps-de-garde. On passe à droite dans deux grandes salles, où à peine rencontre-t-on un siége. La troisième est la salle d'audience; elle est décorée d'un trône en velours cramoisi enrichi de crépines en or, porté sur une estrade de trois marches couvertes d'un tapis. Aux deux côtés sont deux lions en bois doré. Le dais qui couvre le trône est également de velours cramoisi surmonté de panaches en plumes d'autruche. Au-dessus du trône sont suspendus les portraits du roi et de la reine. C'est dans cette salle que le général reçoit, les jours d'étiquette ou de *gala*, les différens corps de l'administration civile, les officiers de la garnison, et les étrangers de considération. » Le capitaine-général, faisant les fonctions de gouverneur, pour qui nous avions des lettres, nous fit en effet l'honneur de recevoir dans cette salle celui de nous qui se chargea d'aller les lui présenter. Notre compagnon trouva ce haut fonctionnaire près de son trône, le même à coup sûr que décrivait Grasset de Saint-Sauveur en 1807; car il était usé, fané, râpé, et quelque peu taché d'huile et de bougie. Les deux lions n'étaient plus guère dorés, mais ils faisaient toujours une grimace très féroce. Il n'y avait de changé que l'effigie royale; cette fois, c'était l'innocente Isabelle, monstrueuse enseigne de cabaret, qui occupait le vieux cadre doré où ses augustes ancêtres s'étaient succédés comme les modèles dans le *passe-partout* d'un élève en peinture. Le gouverneur, pour être logé comme le duc d'Irénéus d'Hoffmann, n'en était pas moins un homme fort estimé et un prince fort affable.

marquable par l'avancement de ses bords, comme ceux des palais florentins et des chalets suisses; mais il a cela de particulier, qu'il est soutenu par des caissons à rosaces fort richement sculptées sur bois, alternées avec de longues cariatides couchées sous cet auvent, qu'elles semblent porter en gémissant, car la plupart d'entre elles ont la face cachée dans leurs mains. Je n'ai pas vu l'intérieur de cet édifice dans lequel se trouve la collection des portraits des grands hommes de Majorque. Au nombre de ces illustres personnages, M. Laurens a vu le fameux don Jaime, sous les traits d'un *roi de carreau*. Il y a vu aussi un très ancien tableau représentant les funérailles de Raymon Lulle, Majorquin, lequel offre une série très intéressante et très variée des anciens costumes revêtus par l'innombrable cortége du docteur illuminé. Enfin M. Laurens a vu dans ce palais consistorial un magnifique *Saint Sébastien* de Van-Dyck, dont personne, à Majorque, ne m'a daigné signaler l'existence. « Palma possède une école de dessin, ajoute M. Laurens, qui a déjà formé, dans notre XIXe siècle seulement, trente-six peintres, huit sculpteurs, onze architectes et six graveurs, tous professeurs célèbres, s'il faut en croire le dictionnaire des artistes célèbres de Majorque, que vient de publier le savant Antonio Furio. J'avoue ingénument que pendant mon séjour à Palma je ne me suis pas cru entouré de tant de grands hommes, et que je n'ai rien vu qui me fît deviner leur existence..... Quelques riches familles conservent plusieurs tableaux de l'école espagnole..... Mais si vous parcourez les magasins, si vous entrez dans la maison du simple citoyen, vous n'y trouverez que ces images coloriées étalées par des colporteurs sur nos places publiques, et qui ne trouvent accès en France que sous l'humble toit du pauvre paysan. »

Le palais dont Palma se glorifie le plus est celui du comte de Montenegro, vieillard octogénaire, autrefois capitaine-général, un des personnages de Majorque les plus illustres par la naissance et les plus importans par la richesse. Ce seigneur possède une bibliothèque que nous fûmes admis à visiter, mais dont je n'ouvris pas un seul volume, et dont je ne saurais absolument rien dire (tant mon respect pour les livres est voisin de l'épouvante), si un savant compatriote ne m'eût appris l'importance des trésors devant lesquels j'étais passé indifférent, comme le coq de la fable au milieu des perles. Ce compatriote (1), qui est resté près de deux ans en Catalogne et à Majorque

(1) M. Tastu, un de nos linguistes les plus érudits, et l'époux d'une de nos muses au talent le plus pur et au caractère le plus noble.

pour y faire des études sur la langue romane, m'a communiqué obligeamment ses notes, et m'a autorisé avec une générosité, bien rare chez les érudits, à y puiser à discrétion. Je ne le ferai pas sans prévenir mon lecteur que ce voyageur a été aussi enthousiasmé de toutes choses à Majorque que j'y ai été désappointé. Je pourrais dire, pour expliquer cette divergence d'impressions, que, lors de mon séjour, la population majorquine s'était gênée et resserrée pour faire place à vingt mille Espagnols que la guerre avait refoulés, et que j'ai pu, sans erreur et sans prévention, trouver Palma moins habitable, et les Majorquins moins disposés à accueillir un nouveau surcroît d'étrangers qu'ils ne l'étaient sans doute deux ans auparavant. Mais j'aime mieux encourir le blâme d'un bienveillant redresseur que d'écrire sous une autre impression que la mienne propre. Je serai bien heureux, d'ailleurs, d'être contredit et réprimandé publiquement, comme je l'ai été en particulier; car le public y gagnera un livre bien plus exact et bien plus intéressant sur Majorque que cette relation décousue, et peut-être injuste à mon insu, que je suis forcé de lui donner. Que M. Tastu publie donc son voyage; je lirai avec grand contentement de cœur, je le jure, tout ce qui pourra me faire changer d'opinion sur les Majorquins : j'en ai connu quelques-uns que je voudrais pouvoir considérer comme les représentans du type général, et qui, je l'espère, ne douteront pas de mes sentimens à leur égard, si cet écrit tombe jamais entre leurs mains.

Je trouve donc dans les notes de M. Tastu, à l'endroit des richesses intellectuelles que possède encore Majorque, cette bibliothèque du comte de Montenegro, que j'ai parcourue peu révérencieusement à la suite du chapelain de la maison, occupé que j'étais d'examiner cet intérieur d'un vieux chevalier majorquin célibataire, intérieur triste et grave s'il en fut, régi silencieusement par un prêtre.

« Cette bibliothèque, dit M. Tastu, a été composée par l'oncle du comte de Montenegro, le cardinal Antonio Despuig, l'ami intime de Pie VI. Le savant cardinal avait réuni tout ce que l'Espagne, l'Italie et la France avaient de remarquable en bibliographie. La partie qui traite de la numismatique et des arts de l'antiquité y est surtout au grand complet.

« Parmi le petit nombre de manuscrits qu'on y trouve, il en est un fort curieux pour les amateurs de calligraphie : c'est un livre d'heures. Les miniatures en sont précieuses; il est des meilleurs temps de l'art. L'amateur de blason y trouvera encore un armorial où sont dessinés avec leurs couleurs les écus d'armes de la noblesse espa-

gnole, y compris ceux des familles aragonaises, mallorquines, roussillonnaises et languedociennes. Le manuscrit, qui paraît être du XVIe siècle, a appartenu à la famille Dameto, alliée aux Despuig et aux Montenegro. En le feuilletant, nous y avons trouvé l'écu de la famille des *Bonapart,* d'où descendait notre grand Napoléon, et dont nous avons tiré le *fac-simile* qu'on verra ci-après.........

« On trouve encore dans cette bibliothèque la belle carte nautique du Mallorquin Valsequa, manuscrit de 1439, chef-d'œuvre de calligraphie et de dessin topographique, sur lequel le miniaturiste a exercé son précieux travail. Cette carte avait appartenu à Améric Vespuce, qui l'avait achetée fort cher, comme l'atteste une légende en écriture du temps, placée sur le dos de ladite carte : *Questa ampla pelle di geografia fù pagata da Amerigo Vespucci CXXX ducati di oro di marco.* Ce précieux monument de la géographie du moyen-âge sera incessamment publié pour faire suite à l'atlas catalan-mallorquin de 1375, inséré dans le XIVe vol., 2e partie, des Notices de manuscrits de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. »

En transcrivant cette note, les cheveux me dressent à la tête, car une scène affreuse se retrace à ma pensée. Nous étions dans cette même bibliothèque de Montenegro, et le chapelain déroulait devant nous cette même carte nautique, ce monument si précieux et si rare, acheté par Améric Vespuce 130 ducats d'or, et Dieu sait combien par l'amateur d'antiquités le cardinal Despuig!... lorsqu'un des quarante ou cinquante domestiques de la maison imagina de poser un encrier de liége sur un des coins du parchemin, pour le tenir ouvert sur la table. Le parchemin, habitué à être roulé, et poussé peut-être en cet instant par quelque malin esprit, fit un effort, un craquement, un saut, et revint sur lui-même entraînant l'encrier, qui disparut dans le rouleau bondissant et vainqueur de toute contrainte. Ce fut un cri général; le chapelain devint plus pâle que le parchemin. On déroula lentement la carte, se flattant encore d'une vaine espérance! L'encrier était plein, mais plein jusqu'aux bords! La carte était inondée, et les jolis petits souverains peints en miniature voguaient littéralement sur une mer plus noire que le Pont-Euxin. Alors chacun perdit la tête. Je crois que le chapelain s'évanouit. Les valets accoururent avec des seaux d'eau, comme s'il se fût agi d'un incendie, et, à grands coups d'éponge et de balai, se mirent à nettoyer la carte, emportant pêle-mêle rois, mers, îles et continens. Avant que nous eussions pu nous opposer à ce zèle fatal, la carte fut en partie gâtée, mais non pas sans ressource; M. Tastu en avait pris le calque

exact, et on pourra, grace à lui, réparer tant bien que mal le dommage. Mais quelle dut être la consternation de l'aumônier lorsque son seigneur s'en aperçut! Nous étions tous à six pas de la table au moment de la catastrophe; mais je suis bien certain que nous n'en portâmes pas moins tout le poids de la faute, et que ce fait, imputé à des Français, n'aura pas contribué à les remettre en bonne odeur à Majorque. Cet évènement tragique nous empêcha d'admirer et même d'apercevoir aucune des merveilles que renferme le palais de Montenegro, ni le cabinet de médailles, ni les bronzes antiques, ni les tableaux. Il nous tardait de fuir avant que le patron rentrât, et, certains d'être accusés auprès de lui, nous n'osâmes y retourner. La note de M. Tastu suppléera donc encore ici à mon ignorance.

« Attenant à la bibliothèque du cardinal se trouve un cabinet de médailles celtibériennes, mauresques, grecques, romaines et du moyen-âge, inappréciable collection, aujourd'hui dans un désordre affligeant, et qui attend un érudit pour être rangée et classée. Les appartemens du comte de Montenegro sont décorés d'objets d'art en marbre ou en bronze antique, provenant des fouilles d'Ariccia, ou achetés à Rome par le cardinal. On y voit aussi beaucoup de tableaux des écoles espagnole et italienne, dont plusieurs pourraient figurer avec éclat dans les plus belles galeries de l'Europe. »

Il faut que je parle du château de Belver ou Bellver, l'ancienne résidence des rois de Majorque, quoique je ne l'aie vu que de loin, sur la colline d'où il domine la mer avec beaucoup de majesté. C'est une forteresse d'une grande antiquité, et une des plus dures prisons d'état de l'Espagne. « Les murailles qui existent aujourd'hui, dit M. Laurens, ont été élevées à la fin du XIII[e] siècle, et elles montrent dans un bel état de conservation un des plus curieux monumens de l'architecture militaire au moyen-âge. » Lorsque notre voyageur le visita, il y trouva une cinquantaine de prisonniers carlistes, couverts de haillons et presque nus, quelques-uns encore enfans, qui mangeaient à la gamelle avec une gaieté bruyante un chaudron de macaroni grossier cuit à l'eau. Ils étaient gardés par des soldats qui tricotaient des bas, le cigare à la bouche. C'était au château de Belver qu'on transférait effectivement à cette époque le trop plein des prisons de Barcelone. Mais des captifs plus illustres ont vu se fermer sur eux ces portes redoutables. Don Gaspar de Jovellanos, un des orateurs les plus éloquens et des écrivains les plus énergiques de l'Espagne, y expia son célèbre pamphlet *Pan y toros*, dans la *torre de homenage, cuya cuca*, dit Vargas, *es la mas cruda prision*. Il y oc-

cupa ses tristes loisirs à décrire scientifiquement sa prison, et à retracer l'histoire des évènemens tragiques dont elle avait été le théâtre au temps des guerres du moyen-âge. Les Majorquins doivent aussi à son séjour dans leur île une excellente description de leur cathédrale et de leur Lonja. En un mot, ses lettres sur Majorque sont les meilleurs documens qu'on puisse consulter. Le même cachot qu'avait occupé Jovellanos, sous le règne parasite du prince de la Paix, reçut bientôt après une autre illustration scientifique et politique. Cette anecdote peu connue de la vie d'un homme aussi justement célèbre en France que Jovellanos l'est en Espagne, intéressera d'autant plus, qu'elle est un des chapitres romanesques d'une vie que l'amour de la science jeta dans mille aventures périlleuses et touchantes.

Chargé par Napoléon de la mesure du méridien, M. Arago était en 1808 à Majorque, sur la montagne appelée *le Clot de Galatzo*, lorsqu'il reçut la nouvelle des évènemens de Madrid et de l'enlèvement de Ferdinand. L'exaspération des habitans de Majorque fut telle alors qu'ils s'en prirent au savant français et se dirigèrent en foule vers le Clot de Galatzo pour le tuer. Cette montagne est située au-dessus de la côte où descendit Jaime Ier lorsqu'il conquit Majorque sur les Maures, et comme M. Arago y faisait souvent allumer des feux pour son usage, les Majorquins s'imaginèrent qu'il faisait des signaux à une escadre française portant une armée de débarquement. Un de ces insulaires nommé Damian, maître de timonerie sur le brick affecté par le gouvernement espagnol aux opérations de la mesure du méridien, résolut d'avertir M. Arago du danger qu'il courait. Il devança ses compatriotes, et lui porta en toute hâte des habits de marin pour le déguiser. M. Arago quitta aussitôt sa montagne et se rendit à Palma. Il rencontra en chemin ceux-là même qui allaient pour le mettre en pièces, et qui lui demandèrent des renseignemens sur le maudit *gabacho* dont ils voulaient se défaire. Parlant très bien la langue du pays, M. Arago répondit à toutes leurs questions, et ne fut pas reconnu.

En arrivant à Palma, il se rendit à son brick; mais le capitaine don Manoel de Vacaro, qui jusque-là avait toujours déféré à ses ordres, refusa formellement de le conduire à Barcelone, et ne lui offrit à son bord pour tout refuge qu'une caisse dans laquelle, vérification faite, M. Arago ne pouvait tenir. Le lendemain, un attroupement menaçant s'étant formé sur le rivage, le capitaine Vacaro avertit M. Arago qu'il ne pouvait plus désormais répondre de sa vie, ajoutant, sur l'avis du capitaine-général, qu'il n'y avait pour lui

d'autre moyen de salut que d'aller se constituer prisonnier dans le fort de Belver. On lui fournit à cet effet une chaloupe sur laquelle il traversa la rade. Le peuple s'en aperçut, et, s'élançant à sa poursuite, allait l'atteindre au moment où les portes de la forteresse se fermèrent sur lui. M. Arago resta deux mois dans cette prison, et le capitaine-général lui fit dire enfin qu'il fermerait les yeux sur son évasion. Il s'échappa donc par les soins de M. Rodriguez, son associé espagnol dans la mesure du méridien. Le même Majorquin Damian, qui lui avait sauvé la vie au Clot de Galatzo, le conduisit à Alger sur une barque de pêcheur, ne voulant à aucun prix débarquer en France ou en Espagne. Durant sa captivité, M. Arago avait appris des soldats suisses qui le gardaient que des moines de l'île leur avaient promis de l'argent s'ils voulaient l'empoisonner.

En Afrique, notre savant eut bien d'autres revers, auxquels il échappa d'une façon encore plus miraculeuse; mais ceci sortirait de notre sujet, et nous espérons qu'un jour il écrira lui-même cette intéressante relation.

Au premier abord, la capitale majorquine ne révèle pas tout le caractère qui est en elle. C'est en la parcourant dans l'intérieur, en pénétrant le soir dans ses rues profondes et mystérieuses, qu'on est frappé du style élégant et de la disposition originale de ses moindres constructions. Mais c'est surtout du côté du nord, lorsqu'on y arrive de l'intérieur des terres, qu'elle se présente avec toute sa physionomie africaine. M. Laurens a senti cette beauté pittoresque qui n'eût point frappé un simple archéologue, et il a retracé un des aspects qui m'avait le plus pénétré par sa grandeur et sa mélancolie; c'est la partie du rempart sur laquelle s'élève, non loin de l'église de Saint-Augustin, un énorme massif carré sans autre ouverture qu'une petite porte cintrée. Un groupe de beaux palmiers couronne cette fabrique, dernier vestige d'une forteresse des templiers, premier plan admirable de tristesse et de nudité au tableau magnifique qui se déroule au bas du rempart, la plaine riante et fertile terminée au loin par les montagnes bleues de Valdemosa. Vers le soir, la couleur de ce paysage varie d'heure en heure en s'harmonisant toujours de plus en plus; nous l'avons vu au coucher du soleil d'un rose étincelant, puis d'un violet splendide, et puis d'un lilas argenté, et enfin d'un bleu pur et transparent à l'entrée de la nuit.

M. Laurens a dessiné plusieurs autres vues prises des remparts de Palma. « Tous les soirs, dit-il, à l'heure où le soleil colore vivement les objets, j'allais lentement par le rempart, m'arrêtant à chaque pas

pour contempler les heureux accidens qui résultaient de l'arrangement des lignes des montagnes ou de la mer avec les sommités des édifices de la ville. Ici, le talus intérieur du rempart était garni d'une effrayante haie d'aloès d'où sortaient par centaines ces hautes tiges dont l'inflorescence rappelle si bien un candélabre monumental. Au-delà, des groupes de palmiers s'élevaient dans les jardins au milieu des figuiers, des cactus, des orangers et des ricins arborescens; plus loin apparaissaient des belvédères et des terrasses ombragées de vignes; enfin, les aiguilles de la cathédrale, les clochers et les dômes des nombreuses églises se détachaient en silhouette sur le fond pur et lumineux du ciel. »

Une autre promenade dans laquelle les sympathies de M. Laurens ont rencontré les miennes, c'est celle des ruines du couvent de Saint-Dominique. Au bout d'un berceau de vigne soutenu par des piliers de marbre se trouvent quatre grands palmiers que l'élévation de ce jardin en terrasse fait paraître gigantesques, et qui font vraiment partie, à cette hauteur, des monumens de la ville avec lesquels leur cime se trouve de niveau. A travers leurs rameaux on aperçoit le sommet de la façade de Saint-Étienne, la tour massive de la célèbre horloge baléarique (1), et la tour de l'Ange du Palacio-Real.

(1) Cette horloge, que les deux principaux historiens de Majorque, Dameto et Mut, ont longuement décrite, fonctionnait encore il y a trente ans, et voici ce qu'en dit M. Grasset de Saint-Sauveur : « Cette machine, très ancienne, est appelée l'*horloge du soleil*. Elle marque les heures depuis le lever jusqu'au coucher de cet astre, suivant l'étendue plus ou moins grande de l'arc diurne et nocturne, de manière que le 10 juin elle frappe la première heure du jour à cinq heures et demie, et la quatorzième à sept et demie, la première de la nuit à huit et demie, la neuvième à quatre et demie de la matinée suivante. C'est l'inverse à commencer du 10 décembre. Pendant tout le cours de l'année, les heures sont exactement réglées, suivant les variations du lever et du coucher du soleil. Cette horloge n'est pas d'une grande utilité pour les gens du pays, qui se règlent d'après les horloges modernes; mais elle sert aux jardiniers pour déterminer les heures de l'arrosage. On ignore d'où et à quelle époque cette machine a été apportée à Palma; on ne suppose pas que ce soit d'Espagne, de France, d'Allemagne ou d'Italie, où les Romains avaient introduit l'usage de diviser le jour en douze heures, à commencer au lever du soleil. Cependant un ecclésiastique, recteur de l'université de Palma, assure, dans la troisième partie d'un ouvrage sur la religion séraphique, que des Juifs fugitifs, du temps de Vespasien, retirèrent cette fameuse horloge des ruines de Jérusalem et la transportèrent à Majorque, où ils s'étaient réfugiés. Voilà une origine merveilleuse, conséquente avec le penchant caractéristique de nos insulaires pour tout ce qui tient du prodige. L'historien Dameto et Mut, son continuateur, ne font remonter qu'à l'année 1385 l'antiquité de l'horloge baléarique. Elle fut achetée des pères dominicains et placée dans la tour où elle existe. » (*Voyage aux îles Baléares et Pithiuses*, 1807.)

Ce couvent de l'inquisition, qui n'offre plus qu'un monceau de débris, où quelques arbrisseaux et quelques plantes aromatiques percent çà et là les décombres, n'est pas tombé sous la main du temps. Une main plus prompte et plus inexorable, celle des révolutions, a renversé et presque mis en poudre, il y a peu d'années, ce monument, que l'on dit avoir été un chef-d'œuvre, et dont les vestiges, les fragmens de riche mosaïque, quelques arcs légers encore debout et se dressant dans le vide comme des squelettes, attestent du moins la magnificence. C'est un grand sujet d'indignation pour l'aristocratie palmesane, et une source de regrets bien légitimes pour les artistes, que la destruction de ces sanctuaires de l'art catholique dans toute l'Espagne. Il y a dix ans, peut-être eussé-je été, moi aussi, plus frappé du vandalisme de cette destruction que de la page historique dont elle est la vignette. Mais quoiqu'on puisse avec raison, comme le fait M. Marliani dans son *Histoire politique de l'Espagne moderne*, déplorer le côté faible et violent à la fois des mesures que ce décret devait entraîner, j'avoue qu'au milieu de ces ruines je sentais une émotion qui n'était pas la tristesse que les ruines inspirent ordinairement. La foudre était tombée là, et la foudre est un instrument aveugle, une force brutale comme la colère de l'homme; mais la loi providentielle qui gouverne les élémens et préside à leurs apparens désordres sait bien que les principes d'une vie nouvelle sont cachés dans la cendre des débris. Il y eut dans l'atmosphère politique de l'Espagne, le jour où les couvens tombèrent, quelque chose d'analogue à ce besoin de renouvellement qu'éprouve la nature dans ses convulsions fécondes. Je ne crois pas ce qu'on m'a dit à Palma, que quelques mécontens avides de vengeances ou de dépouilles avaient consommé cet acte de violence à la face de la population consternée. Il faut beaucoup de mécontens pour réduire ainsi en poussière une énorme masse de bâtimens, et il faut qu'il y ait bien peu de sympathies dans une population, pour qu'elle voie ainsi accomplir un décret contre lequel elle protesterait dans son cœur. Je crois bien plutôt que la première pierre arrachée du sommet de ces dômes fit tomber de l'ame du peuple un sentiment de crainte et de respect qui n'y tenait pas plus que le clocher monacal sur sa base, et que chacun, sentant remuer ses entrailles par une impulsion mystérieuse et soudaine, s'élança sur le cadavre avec un mélange de courage et d'effroi, de fureur et de remords. Le monachisme protégeait bien des abus et caressait bien des égoïsmes; la dévotion est bien puissante en Espagne, et sans doute plus d'un

démolisseur se repentit et se confessa le lendemain au religieux qu'il venait de chasser de son asile. Mais il y a dans le cœur de l'homme le plus ignorant et le plus aveugle quelque chose qui le fait tressaillir d'enthousiasme quand le destin lui confère une mission souveraine. Le peuple espagnol avait bâti de ses deniers et de ses sueurs ces insolens palais du clergé régulier, à la porte desquels il venait recevoir depuis des siècles l'obole de la mendicité fainéante et le pain de l'esclavage intellectuel. Il avait participé à ses crimes, il avait trempé dans ses lâchetés. Il avait élevé les bûchers de l'inquisition. Il avait été complice et délateur dans les persécutions atroces dirigées contre des races entières qu'on voulait extirper de son sein. Et quand il eut consommé la ruine de ces Juifs qui l'avaient enrichi, quand il eut banni ces Maures auxquels il devait sa civilisation et sa grandeur, il eut pour châtiment céleste la misère et l'ignorance. Il eut la persévérance et la piété de ne pas s'en prendre à ce clergé, son ouvrage, son corrupteur et son fléau. Il souffrit long-temps, courbé sous ce joug façonné de ses propres mains. Et puis, un jour, des voix étranges, audacieuses, firent entendre à ses oreilles et à sa conscience des paroles d'affranchissement et de délivrance. Il comprit l'erreur de ses ancêtres, rougit de son abaissement, s'indigna de sa misère, et malgré l'idolâtrie qu'il conservait encore pour les images et les reliques, il brisa ces simulacres, et crut plus énergiquement à son droit qu'à son culte. Quelle est donc cette puissance secrète qui transporta tout d'un coup le dévot prosterné, au point de tourner son fanatisme d'un jour contre les objets de l'adoration de toute sa vie? Ce n'est, à coup sûr, ni le mécontentement des hommes, ni l'ennui des choses. C'est le mécontentement de soi-même, c'est l'ennui de sa propre timidité. Et le peuple espagnol fut plus grand qu'on ne pense ce jour-là. Il accomplit un fait décisif, et s'ôta à lui-même les moyens de revenir sur sa détermination, comme un enfant qui veut devenir homme, et qui brise ses jouets, afin de ne plus céder à la tentation de les reprendre.

Quant à don Juan Mendizabal (son nom vaut bien la peine d'être prononcé à propos de tels évènemens), si ce que j'ai appris de son existence politique m'a été fidèlement rapporté, ce serait plutôt un homme de principes qu'un homme de faits, et, selon moi, c'est le plus bel éloge qu'on puisse faire de lui. De ce que cet homme d'état aurait trop présumé de la situation intellectuelle de l'Espagne en de certains jours, et trop douté en de certains autres, de ce qu'il aurait pris parfois des mesures intempestives ou incom-

plètes, et semé son idée sur des champs stériles où la semence devait être étouffée ou dévorée, c'est peut-être une raison suffisante pour qu'on lui dénie l'habileté d'exécution et la persistance de caractère nécessaires au succès immédiat de ses entreprises; mais ce n'en est pas une pour que l'histoire, prise d'un point de vue plus philosophique qu'on ne le fait ordinairement, ne le signale un jour comme un des esprits les plus généreux et les plus ardemment progressifs de l'Espagne (1). Ces réflexions me vinrent souvent parmi les ruines des couvens de Majorque, lorsque j'entendais maudire son nom, et qu'il n'était peut-être pas sans inconvénient pour nous de le prononcer avec éloge et sympathie. Je me disais alors qu'en dehors des questions politiques du moment, pour lesquelles il m'est bien permis de n'avoir ni goût ni intelligence, il y avait un jugement synthétique que je pouvais porter sur les hommes et même sur les faits, sans crainte de m'abuser. Il n'est pas si nécessaire qu'on le croit et qu'on le dit de connaître directement une nation, d'en avoir étudié à fond les mœurs et la vie matérielle, pour se faire une idée droite, et concevoir un sentiment vrai de son histoire, de son avenir, de sa vie morale en un mot. Il me semble qu'il y a dans l'histoire générale de la vie humaine

(1) Cette pensée droite, ce sentiment élevé de l'histoire a inspiré M. Marliani lorsqu'il a tracé l'éloge de M. Mendizabal en tête de la critique de son ministère : « ... Ce qu'on ne pourra jamais lui refuser, ce sont des qualités d'autant plus admirables, qu'elles se sont rarement trouvées dans les hommes qui l'ont précédé au pouvoir : c'est une foi vive dans l'avenir du pays, c'est un dévouement sans bornes à la cause de la liberté, c'est un sentiment passionné de nationalité, un élan sincère vers les idées progressives et même révolutionnaires pour opérer les réformes que réclame l'état de l'Espagne; c'est une grande tolérance, une grande générosité envers ses ennemis; c'est enfin un désintéressement personnel qui lui a fait, en tout temps et en toute occasion, sacrifier ses intérêts à ceux de sa patrie, et qu'il a porté assez loin pour être sorti de ses différens ministères sans un ruban à sa boutonnière...... Il est le premier ministre qui ait pris au sérieux la régénération de son pays. Son passage aux affaires a marqué un progrès réel. Le ministre parlait cette fois le langage du patriote. Il n'eut pas la force d'abolir la censure, mais il eut la générosité de délivrer la presse de toute entrave en faveur de ses ennemis contre lui-même. Il soumit ses actes administratifs au libre examen de l'opinion publique; et quand une opposition violente s'éleva contre lui du sein des cortès, soulevée par ses anciens amis, il eut assez de grandeur d'ame pour respecter la liberté du député dans le fonctionnaire public. Il déclara à la tribune qu'il se couperait la main plutôt que de signer la destitution d'un député qui avait été comblé de ses bienfaits, et qui était devenu son plus ardent ennemi politique. Noble exemple donné par M. Mendizabal avec d'autant plus de mérite qu'il n'avait en ce genre aucun modèle à suivre! Depuis, il ne s'est pas trouvé de disciples de cette vertueuse tolérance. » (*Histoire politique de l'Espagne moderne*, par M. Marliani.)

une grande ligne à suivre qui est la même pour tous les peuples et à laquelle se rattachent tous les fils de leur histoire particulière. Cette ligne, c'est le sentiment et l'action perpétuelle de l'idéal, ou, si l'on veut, de la perfectibilité, que les hommes ont porté en eux-mêmes, soit à l'état d'instinct aveugle, soit à l'état de théorie lumineuse. Les hommes vraiment éminens l'ont tous ressenti et pratiqué plus ou moins à leur manière, et les plus hardis, ceux qui en ont eu la plus lucide révélation, et qui ont frappé les plus grands coups dans le présent pour hâter le développement de l'avenir, sont ceux que les contemporains ont presque toujours le plus mal jugés. On les a flétris et condamnés sans les connaître, et ce n'est qu'en recueillant le fruit de leur travail qu'on les a replacés sur le piédestal d'où quelques déceptions passagères, quelques revers incompris les avaient fait descendre. Combien de noms fameux dans notre révolution ont été tardivement et timidement réhabilités! et combien leur mission et leur œuvre sont encore mal comprises et mal développées! En Espagne, M. Mendizabal a été un des ministres les plus sévèrement jugés, parce qu'il a été le plus courageux, le seul courageux peut-être; et l'acte qui marque sa courte puissance d'un souvenir ineffaçable, la destruction radicale des couvens, lui a été si durement reproché, que j'éprouve le besoin de protester ici en faveur de cette audacieuse résolution et de l'enivrement avec lequel le peuple espagnol l'adopta et la mit en pratique. Du moins c'est le sentiment dont mon ame fut remplie soudainement à la vue de ces ruines que le temps n'a pas encore noircies, et qui, elles aussi, semblent protester contre le passé et proclamer le réveil de la vérité chez le peuple. Je ne crois pas avoir perdu le goût et le respect des arts, je ne sens pas en moi des instincts de vengeance et de barbarie, enfin je ne suis pas de ceux qui disent que le culte du beau est inutile, et qu'il faut dégrader les monumens pour en faire des usines; mais un couvent de l'inquisition rasé par le bras populaire est une page de l'histoire tout aussi grande, tout aussi instructive, tout aussi émouvante qu'un aqueduc romain ou un amphithéâtre. Une administration gouvernementale qui ordonnerait de sang-froid la destruction d'un temple, pour quelque raison d'utilité mesquine ou d'économie ridicule, ferait un acte grossier et coupable; mais un chef politique qui, dans un jour décisif et périlleux, sacrifie l'art et la science à des biens plus précieux, la raison, la justice, la liberté religieuse, et un peuple qui, malgré ses instincts pieux, son amour pour la pompe catholique et son respect pour ses moines, trouve assez de cœur et de bras

pour exécuter ce décret en un clin d'œil, font comme l'équipage battu de la tempête, qui se sauve en jetant ses richesses à la mer. Pleure donc qui voudra sur les ruines! Presque tous ces monumens dont nous déplorons la chute sont des cachots où a langui durant des siècles, soit l'ame, soit le corps de l'humanité. Et viennent donc des poètes qui, au lieu de déplorer la fuite des jours de l'enfance du monde, célèbrent dans leurs vers, sur ces débris de hochets dorés et de férules ensanglantées, l'âge viril qui a su s'en affranchir. Il a été cité, dans cette *Revue*, de bien beaux vers de Chamisso sur le château de ses ancêtres rasé par la révolution française. Cette pièce se termine par une pensée très noble et très neuve en poésie, comme en politique :

« Béni sois-tu, vieux manoir, sur qui passe maintenant le soc de la charrue, et béni soit celui qui fait passer la charrue sur toi ! »

Après avoir évoqué le souvenir de cette belle poésie, oserai-je transcrire quelques faibles pages que m'inspira le couvent des dominicains? Pourquoi non ? puisque aussi bien le lecteur doit s'armer d'indulgence, là où il s'agit pour lui de juger une pensée que l'auteur lui soumet en immolant son amour-propre et ses anciennes tendances. Puisse ce fragment, quel qu'il soit, jeter un peu de variété sur la sèche nomenclature d'édifices que je viens de faire!

LE COUVENT DE L'INQUISITION.

Parmi les décombres d'un couvent ruiné, deux hommes se rencontrèrent à la clarté sereine de la lune. L'un semblait à la fleur de l'âge, l'autre courbé sous le poids des années, et pourtant celui-là était le plus jeune des deux.

Tous deux tressaillirent en se trouvant face à face, car la nuit était avancée, la rue déserte, et l'heure sonnait lugubre et lente au clocher de la cathédrale.

Celui qui paraissait vieux prit le premier la parole : Qui que tu sois, dit-il, homme, ne crains rien de moi ; je suis faible et brisé : n'attends rien de moi non plus, car je suis pauvre et nu sur la terre.

— Ami, répondit le jeune homme, je ne suis hostile qu'à ceux qui m'attaquent, et, comme toi, je suis trop pauvre pour craindre les voleurs.

— Frère, reprit l'homme aux traits flétris, pourquoi donc as-tu tressailli tout à l'heure à mon approche?

— Parce que je suis un peu superstitieux, comme tous les artistes, et que je t'ai pris pour le spectre d'un de ces moines qui ne sont plus, et dont nous foulons les tombes brisées. Et toi, l'ami, pourquoi as-tu également frémi à mon approche?

— Parce que je suis très superstitieux, comme tous les moines, et que je t'ai pris pour le spectre d'un de ces moines qui m'ont renfermé vivant dans les tombes que tu foules.

— Que dis-tu? Es-tu donc un de ces hommes que j'ai avidement et vainement cherché sur le sol de l'Espagne?

— Tu ne nous trouveras plus nulle part à la clarté du soleil; mais, dans les ombres de la nuit, tu pourras nous rencontrer encore. Maintenant, ton attente est remplie; que veux-tu faire d'un moine?

— Le regarder, l'interroger, mon père; graver ses traits dans ma mémoire afin de les retracer par la peinture; recueillir ses paroles afin de les redire à mes compatriotes; le connaître enfin, pour me pénétrer de ce qu'il y a de mystérieux, de poétique et de grand, dans la personne du moine et dans la vie du cloître.

— D'où te vient, ô voyageur, l'étrange idée que tu te fais de ces choses? N'es-tu pas d'un pays où la domination des papes est abattue, les moines proscrits, les cloîtres supprimés?

— Il est encore, parmi nous, des ames religieuses envers le passé, et des imaginations ardentes frappées de la poésie du moyen-âge. Tout ce qui peut nous en apporter un faible parfum, nous le cherchons, nous le vénérons, nous l'adorons presque. Ah! ne crois pas, mon père, que nous soyons tous des profanateurs aveugles. Nous autres artistes, nous haïssons ce peuple brutal qui souille et brise tout ce qu'il touche. Bien loin de ratifier ses arrêts de meurtre et de destruction, nous nous efforçons dans nos tableaux, dans nos poésies, sur nos théâtres, dans toutes nos œuvres enfin, de rendre la vie aux vieilles traditions, et de ranimer l'esprit de mysticisme qui engendra l'art chrétien, cet enfant sublime!

— Que dis-tu là, mon fils? Est-il possible que les artistes de ton pays libre et florissant s'inspirent ailleurs que dans le présent? Ils ont tant de choses nouvelles à chanter, à peindre, à illustrer, et ils vivraient, comme tu le dis, courbés sur la terre où dorment leurs aïeux? Ils chercheraient dans la poussière des tombeaux une inspiration riante et féconde, lorsque Dieu, dans sa bonté, leur a fait une vie si douce et si belle?

— J'ignore, bon religieux, en quoi notre vie peut être telle que tu te la représentes. Nous autres artistes, nous ne nous occupons point des faits politiques, et les questions sociales nous intéressent encore moins. Nous chercherions en vain la poésie dans ce qui se passe autour de nous. Les arts languissent, l'inspiration est étouffée, le mauvais goût triomphe, la vie matérielle absorbe les hommes; et si nous n'avions pas le culte du passé et les monumens des siècles de foi pour nous retremper, nous perdrions entièrement le feu sacré que nous gardons à grand'peine.

— On m'avait dit pourtant que jamais le génie humain n'avait porté aussi loin que dans vos contrées la science du bonheur, les merveilles de l'industrie, les bienfaits de la liberté. On m'avait donc trompé?

— Si on t'a dit, mon père, qu'en aucun temps on n'avait puisé dans les richesses matérielles un si grand luxe, un tel bien-être, et, dans la ruine de l'ancienne société, une si effrayante diversité de goûts, d'opinions et de croyances, on t'a dit la vérité. Mais si on ne t'a pas dit que toutes ces choses, au lieu de nous rendre heureux, nous ont avilis et dégradés, on ne t'a pas dit toute la vérité.

— D'où peut donc venir un résultat si étrange? Toutes les sources du bonheur se sont empoisonnées sur vos lèvres, et ce qui fait l'homme grand, juste et bon, le bien-être et la liberté, vous a fait petits et misérables? Explique-moi ce prodige!

— Mon père, est-ce à moi de te rappeler que l'homme ne vit pas seulement de pain? Si nous avons perdu la foi, tout ce que nous avons acquis d'ailleurs n'a pu profiter à nos ames.

— Explique-moi encore, mon fils, comment vous avez perdu la foi, alors que, les persécutions religieuses cessant chez vous, vous avez pu élargir vos ames, et lever vos yeux vers la lumière divine? C'était le moment de croire, puisque c'était le moment de savoir. Et à ce moment-là, vous avez douté? Quel nuage a donc passé sur vos têtes?

— Le nuage de la faiblesse et de la misère humaines. L'examen n'est-il pas incompatible avec la foi, mon père?

— C'est comme si tu demandais, ô jeune homme, si la foi est compatible avec la vérité. Tu ne crois donc à rien, mon fils? ou bien, tu crois au mensonge?

— Hélas! moi, je ne crois qu'à l'art. Mais n'est-ce pas assez pour donner à l'ame une force, une confiance et des joies sublimes?

— Je l'ignorais, mon fils, et je ne le comprends pas. Il y a donc

encore chez vous quelques hommes heureux? Et toi-même, tu t'es donc préservé de l'abattement et de la douleur?

— Non, mon père, les artistes sont les plus malheureux, les plus indignés, les plus tourmentés des hommes, car ils voient chaque jour tomber plus bas l'objet de leur culte, et leurs efforts sont impuissans pour le relever.

— D'où vient que des hommes aussi pénétrés laissent périr les arts au lieu de les faire revivre?

— C'est qu'ils n'ont plus de foi, et que sans la foi il n'y a plus d'art possible.

— Ne viens-tu pas de me dire que l'art était pour toi une religion? Tu te contredis, mon fils, ou bien je ne sais pas te comprendre.

— Et comment ne serions-nous pas en contradiction avec nous-mêmes, ô mon père! nous autres à qui Dieu a confié une mission que le monde nous dénie, nous à qui le présent ferme les portes de la gloire, de l'inspiration, de la vie, nous qui sommes forcés de vivre dans le passé, et d'interroger les morts sur les secrets de l'éternelle beauté dont les hommes d'aujourd'hui ont perdu le culte et renversé les autels? Devant les œuvres des grands maîtres, et lorsque l'espérance de les égaler nous sourit, nous sommes remplis de force et d'enthousiasme; mais lorsqu'il faut réaliser nos rêves ambitieux, et qu'un monde incrédule et borné souffle sur nous le froid du dédain et de la raillerie, nous ne pouvons rien produire qui soit conforme à notre idéal, et la pensée meurt dans notre sein avant que d'éclore à la lumière.

Le jeune artiste parlait avec amertume, la lune éclairait son visage triste et fier, et le moine immobile le contemplait avec une surprise naïve et bienveillante.

— Asseyons-nous ici, dit ce dernier après un moment de silence, en s'arrêtant près de la balustrade massive d'une terrasse qui dominait la ville, la campagne et la mer. C'était à l'angle de ce jardin des dominicains, naguère riche de fleurs, de fontaines et de marbres précieux, aujourd'hui jonché de décombres et envahi par toutes les longues herbes qui poussent avec tant de vigueur et de rapidité sur les ruines. Le voyageur, dans son agitation, en froissa une dans sa main, et la jeta loin de lui avec un cri de douleur. Le moine sourit : Cette piqûre est vive, dit-il, mais elle n'est point dangereuse. Mon fils, cette ronce que tu touches sans ménagement et qui te blesse, c'est l'emblème de ces hommes grossiers dont tu te plaignais

tout à l'heure. Ils envahissent les palais et les couvens. Ils montent sur les autels, et s'installent sur les débris des antiques splendeurs de ce monde. Vois avec quelle sève et quelle puissance ces herbes folles ont rempli les parterres où nous cultivions avec soin des plantes délicates et précieuses dont pas une n'a résisté à l'abandon! De même les hommes simples et à demi sauvages qu'on jetait dehors comme des herbes inutiles, ont repris leurs droits, et ont étouffé cette plante vénéneuse qui croissait dans l'ombre et qu'on appelait l'inquisition.

— Ne pouvaient-ils donc l'étouffer sans détruire avec elle les sanctuaires de l'art chrétien et les œuvres du génie?

— Il fallait arracher la plante maudite, car elle était vivace et rampante. Il a fallu détruire jusque dans leurs fondemens ces cloîtres où sa racine était cachée.

— Eh bien! mon père, ces herbes épineuses qui croissent à la place, en quoi sont-elles belles et à quoi sont-elles bonnes?

Le moine rêva un instant, et répondit : — Comme vous me dites que vous êtes peintre, sans doute vous ferez un dessin d'après ces ruines?

— Certainement. Où voulez-vous en venir?

— Éviterez-vous de dessiner ces grandes ronces qui retombent en festons sur les décombres, et qui se balancent au vent, ou bien en ferez-vous un accessoire heureux de votre composition, comme je l'ai vu dans un tableau de Salvator Rosa?

— Elles sont les inséparables compagnes des ruines, et aucun peintre ne manque d'en tirer parti.

—Elles ont donc leur beauté, leur signification, et par conséquent leur utilité.

— Votre parabole n'en est pas plus juste, mon père; asseyez des mendians et des bohémiens sur ces ruines, elles n'en seront que plus sinistres et plus désolées. L'aspect du tableau y gagnera; mais l'humanité, qu'y gagne-t-elle?

— Un beau tableau peut-être, et à coup sûr une grande leçon. Mais vous autres artistes, qui donnez cette leçon-là, vous ne comprenez pas ce que vous faites, et vous ne voyez ici que des pierres qui tombent et de l'herbe qui pousse.

— Vous êtes sévère : vous qui parlez ainsi, on pourrait vous répondre que vous ne voyez dans cette grande catastrophe que votre prison détruite et votre liberté recouvrée, car je soupçonne, mon père, que le couvent n'était pas de votre goût.

— Et vous, mon fils, auriez-vous poussé l'amour de l'art et de la poésie jusqu'à vivre ici sans regret?

— Je m'imagine que c'eût été pour moi la plus belle vie du monde. Oh! que ce couvent devait être vaste et d'un noble style! Que ces vestiges annoncent de splendeur et d'élégance! Qu'il devait être doux de venir ici, le soir, respirer une douce brise, et rêver au bruit de la mer, lorsque ces légères galeries étaient pavées de riches mosaïques, que des eaux cristallines murmuraient dans des bassins de marbre, et qu'une lampe d'argent s'allumait comme une pâle étoile au fond du sanctuaire! De quelle paix profonde, de quel majestueux silence vous deviez jouir, lorsque le respect et la confiance des hommes vous entouraient d'une invincible enceinte, et qu'on se signait en baissant la voix chaque fois qu'on passait devant vos mystérieux portiques! Eh! qui ne voudrait pouvoir abjurer tous les soucis, toutes les fatigues et toutes les ambitions de la vie sociale, pour venir s'enterrer ici, dans le calme et l'oubli du monde entier, à la condition d'y rester artiste et d'y pouvoir consacrer dix ans, vingt ans peut-être, à un seul tableau qu'on polirait lentement comme un diamant précieux, et qu'on verrait placer sur un autel, non pour y être jugé et critiqué par le premier ignorant venu, mais salué et invoqué comme une digne représentation de la Divinité même!

—Étranger, dit le moine d'un ton sévère, tes paroles sont pleines d'orgueil, et tes rêves ne sont que vanité. Dans cet art dont tu parles avec tant d'emphase et que tu fais si grand, tu ne vois que toi-même, et l'isolement que tu souhaiterais ne serait à tes yeux qu'un moyen de te grandir et de te déïfier. Je comprends maintenant comment tu peux croire à cet art égoïste sans croire à aucune religion ni à aucune société. Mais peut-être n'as-tu pas mûri ces choses dans ton esprit avant de les dire; peut-être ignores-tu ce qui se passait dans ces antres de corruption et de terreur. Viens avec moi, et peut-être ce que je vais t'en apprendre changera tes sentimens et tes pensées.

A travers des montagnes de décombres et des précipices incertains et croulans, le moine conduisit, non sans danger, le jeune voyageur au centre du monastère détruit, et là, à la place où avaient été les prisons, il le fit descendre avec précaution le long des parois d'un massif d'architecture épais de quinze pieds, que la bêche et la pioche avaient fendu dans toute sa profondeur. Au sein de cette affreuse croûte de pierre et de ciment s'ouvraient comme des gueules béantes du sein de la terre, des loges sans air et sans jour, séparées les unes des autres par des massifs aussi épais que ceux qui pesaient sur

leurs voûtes lugubres. — Jeune homme, dit le moine, ces fosses que tu vois, ce ne sont pas des puits, ce ne sont pas même des tombes; ce sont les cachots de l'inquisition. C'est là que, durant plusieurs siècles, ont péri lentement tous les hommes, qui, soit coupables, soit innocens devant Dieu, soit dégradés par le vice, soit égarés par la fureur, soit inspirés par le génie et la vertu, ont osé avoir une pensée différente de celle de l'inquisition. Ces pères dominicains étaient des savans, des lettrés, des artistes même. Ils avaient de vastes bibliothèques où les subtilités de la théologie, reliées dans l'or et la moire, étalaient sur des rayons d'ébène leurs marges reluisantes de perles et de rubis, et cependant l'homme, ce livre vivant, où, de sa propre main, Dieu a écrit sa pensée, ils le descendaient vivant et le tenaient caché dans les entrailles de la terre. Ils avaient des vases d'argent ciselés, des calices étincelans de pierreries, des tableaux magnifiques et des madones d'or et d'ivoire, et cependant l'homme, ce vase d'élection, ce calice rempli de la grace céleste, cette vivante image de Dieu, ils le livraient vivant au froid de la mort et aux vers du sépulcre. Tel d'entre eux cultivait des roses et des jonquilles avec autant de soin et d'amour qu'on en met à élever un enfant, qui voyait sans pitié son semblable, son frère, blanchir et pourrir dans l'humidité de la tombe. Voilà ce que c'est que le moine, mon fils, voilà ce que c'est que le cloître. Férocité brutale d'un côté, de l'autre lâche terreur; intelligence égoïste, ou dévotion sans entrailles, voilà ce que c'est que l'inquisition. Et de ce qu'en ouvrant ces caves infectes à la lumière des cieux, la main des libérateurs a rencontré quelques colonnes et quelques dorures qu'elle a ébranlées ou ternies, faut-il replacer la dalle du sépulcre sur les victimes expirantes, et verser des larmes sur le sort de leurs bourreaux, parce qu'ils vont manquer d'or et d'esclaves?

L'artiste était descendu dans une des caves pour en examiner curieusement les parois. Un instant, il essaya de se représenter la lutte que la volonté humaine, ensevelie vivante, pouvait soutenir contre l'horrible désespoir d'une telle captivité. Mais à peine ce tableau se fut-il peint à son imagination vive et impressionnable, qu'elle en fut remplie d'angoisse et de terreur. Il crut sentir ces voûtes glacées peser sur son ame, ses membres frémirent, l'air manqua à sa poitrine, il se sentit défaillir en voulant s'élancer hors de cet abîme, et il s'écria, en étendant les bras vers le moine qui était resté à l'entrée : « Aidez-moi, mon père, au nom du ciel, aidez-moi à sortir d'ici!

— Eh bien! mon fils, dit le moine en lui tendant la main, ce que

tu éprouves en regardant maintenant les étoiles briller sur ta tête, imagine comment je l'éprouvai lorsque je revis le soleil, après dix ans d'un pareil supplice!

— Vous, malheureux moine! s'écria le voyageur en se hâtant de marcher vers le jardin, vous avez pu supporter dix ans de cette mort anticipée sans perdre la raison ou la vie? Il me semble que, si j'étais resté là un instant de plus, je serais devenu idiot ou furieux. Non, je ne croyais pas que la vue d'un cachot pût produire d'aussi subites, d'aussi profondes terreurs, et je ne comprends pas que la pensée s'y habitue et s'y soumette. J'ai vu les instrumens de torture à Venise; j'ai vu aussi les cachots du palais ducal avec l'impasse ténébreux où l'on tombait frappé par une main invisible, et la dalle percée de trous par où le sang allait rejoindre les eaux du canal sans laisser de traces. Je n'ai eu là que l'idée d'une mort plus ou moins rapide. Mais dans ce cachot où je viens de descendre, c'est l'épouvantable idée de la vie qui se présente à l'esprit. O mon Dieu, être là et ne pouvoir mourir!

—Regarde-moi, mon fils, dit le moine en découvrant sa tête chauve et flétrie; je ne compte pas plus d'années que n'en révèlent ton visage mâle et ton front serein, et pourtant tu m'as pris sans doute pour un vieillard. Comment je méritai et comment je supportai ma lente agonie, il n'importe. Je ne demande pas ta pitié; je n'en ai plus besoin, heureux et jeune que je me sens aujourd'hui en regardant ces murs détruits et ces cachots vides. Je ne veux pas non plus t'inspirer l'horreur des moines; ils sont libres, je le suis aussi; Dieu est bon pour tous. Mais puisque tu es artiste, il te sera salutaire d'avoir connu une de ces émotions sans lesquelles l'artiste ne comprendrait pas son œuvre. Et si maintenant tu veux peindre ces ruines sur lesquelles tu venais tout à l'heure pleurer le passé, et parmi lesquelles je reviens chaque nuit me prosterner pour remercier Dieu du présent, ta main et ton génie seront animés peut-être d'une pensée plus haute que celle d'un lâche regret ou d'une stérile admiration. Bien des monumens qui sont pour les antiquaires des objets d'un prix infini, n'ont d'autre mérite que de rappeler les faits que l'humanité consacra par leur érection, et souvent ce furent des faits iniques ou puérils. Puisque tu as voyagé, tu as vu à Gênes un pont jeté sur un abîme, des quais gigantesques, une riche et pesante église coûteusement élevée dans un quartier désert par la vanité d'un patricien qui ne voulait point passer l'eau ni s'agenouiller dans un temple avec les dévots de sa paroisse. Tu as vu peut-être aussi

ces pyramides d'Égypte qui sont l'effrayant témoignage de l'esclavage des nations, ou ces dolmens sur lesquels le sang humain coulait par torrens pour satisfaire la soif inextinguible des divinités barbares. Mais vous autres artistes, vous ne considérez pour la plupart, dans les œuvres de l'homme, que la beauté ou la singularité de l'exécution, sans vous pénétrer de l'idée dont cette œuvre est la forme. Ainsi, votre intelligence adore souvent l'expression d'un sentiment que votre cœur repousserait, s'il en avait conscience. Voilà pourquoi vos propres œuvres manquent souvent de la vraie couleur de la vie, surtout lorsqu'au lieu d'exprimer celle qui circule dans les veines de l'humanité agissante, vous vous efforcez froidement d'interpréter celle des morts que vous ne voulez pas comprendre.

— Mon père, répondit le jeune homme, je comprends tes leçons et je ne les rejette pas absolument; mais crois-tu donc que l'art puisse s'inspirer d'une telle philosophie? Tu expliques, avec la raison de notre âge, ce qui fut conçu dans un poétique délire par l'ingénieuse superstition de nos pères. Si, au lieu des riantes divinités de la Grèce, nous mettions à nu les banales allégories cachées sous leurs formes voluptueuses; si, au lieu de la divine madone des Florentins, nous peignions, comme les Hollandais, une robuste servante d'estaminet; enfin, si nous faisions de Jésus, fils de Dieu, un philosophe naïf de l'école de Platon, au lieu de divinités, nous n'aurions plus que des hommes, de même qu'ici, au lieu d'un temple chrétien, nous n'avons plus sous les yeux qu'un monceau de pierres.

— Mon fils, reprit le moine; si les Florentins ont donné des traits divins à la Vierge, c'est parce qu'ils y croyaient encore; et si les Hollandais lui ont donné des traits vulgaires, c'est parce qu'ils n'y croyaient déjà plus. Et vous vous flattez aujourd'hui de peindre des sujets sacrés, vous qui ne croyez qu'à l'art, c'est-à-dire à vous-mêmes! vous ne réussirez jamais. N'essayez donc de retracer que ce qui est palpable et vivant pour vous. Si j'avais été peintre, moi, j'aurais fait un beau tableau consacré à retracer le jour de ma délivrance; j'aurais représenté des hommes hardis et robustes, le marteau dans une main et le flambeau dans l'autre, pénétrant dans ces limbes de l'inquisition que je viens de te montrer, et relevant de la dalle fétide des spectres à l'œil terne, au sourire effaré. On aurait vu, en guise d'auréole, au-dessus de toutes ces têtes, la lumière des cieux tombant sur elles par la fente des voûtes brisées, et c'eût été un sujet aussi beau, aussi approprié à mon temps que le jugement dernier de Michel-Ange le fut au sien; car ces hommes du peuple, qui te semblent si

grossiers et si méprisables dans l'œuvre de la destruction, m'apparurent plus beaux et plus nobles que tous les anges du ciel, de même que cette ruine, qui est pour toi un objet de tristesse et de consternation, est pour moi un monument plus religieux qu'il ne le fut jamais avant sa chute. Si j'étais chargé d'ériger un autel destiné à transmettre aux âges futurs un témoignage de la grandeur et de la puissance du nôtre, je n'en voudrais pas d'autre que cette montagne de débris, au faîte de laquelle j'écrirais ceci sur la pierre consacrée :

« Au temps de l'ignorance et de la cruauté, les hommes adorèrent sur cet autel le dieu des vengeances et des supplices. Au jour de la justice, et au nom de l'humanité, les hommes ont renversé ces autels sanguinaires, abominables au Dieu de miséricorde. »

Ce n'est pas à Palma, mais à Barcelone, dans les ruines de la maison de l'inquisition, que j'ai vu ces cachots creusés dans des massifs de quatorze pieds d'épaisseur. Il est fort possible qu'il n'y eût point de prisonniers dans ceux de Palma lorsque le peuple y pénétra. Il est bon de demander grace à la susceptibilité majorquine pour la *licence poétique* que j'ai prise dans le fragment qu'on vient de lire. Cependant je dois dire que, comme on n'invente rien qui n'ait un certain fonds de vérité, j'ai vu, à Majorque, un prêtre, aujourd'hui curé d'une paroisse de Palma, qui m'a dit avoir passé sept ans de sa vie, *el flor de su joventud*, dans les prisons de l'inquisition, et n'en être sorti que par la protection d'une dame qui lui portait un vif intérêt. C'était un homme dans la force de l'âge, avec des yeux fort vifs et des manières enjouées. Il ne paraissait pas regretter beaucoup le régime du saint-office. A propos de ce couvent des dominicains, je citerai un passage de Grasset de Saint-Sauveur, qu'on ne peut accuser de partialité, car il fait, au préalable, un pompeux éloge des inquisiteurs avec lesquels il a été en relation à Majorque :

« On voit cependant encore, dans le cloître de Saint-Dominique, des peintures qui rappellent la barbarie exercée autrefois sur les Juifs. Chacun des malheureux qui ont été brûlés est répresenté dans un tableau au bas duquel sont écrits son nom, son âge, et l'époque où il fut victimé. On m'a assuré qu'il y a peu d'années les descendans de ces infortunés, formant aujourd'hui une classe particulière parmi les habitans de Palma, sous la ridicule dénomination de *chouettes*, avaient en vain offert des sommes assez fortes pour obtenir qu'on

effaçât ces monumens affligeans. Je me suis refusé à croire ce fait.... Je n'oublierai cependant jamais qu'un jour, me promenant dans le cloître des dominicains, je considérais avec douleur ces tristes peintures : un moine s'approcha de moi, et me fit remarquer parmi ces tableaux plusieurs marqués d'ossemens en croix. Ce sont, me dit-il, les portraits de ceux dont les cendres ont été exhumées et jetées au vent. Mon sang se glaça; je sortis brusquement, le cœur navré et l'esprit frappé de cette scène.

« Le hasard fit tomber entre mes mains une relation imprimée en 1755 de l'ordre de l'inquisition, contenant les noms, surnoms, qualités et délits des malheureux senteneiés à Majorque depuis l'année 1645 jusqu'en 1691. Je lus en frémissant cet écrit : j'y trouvai quatre Majorquins, dont une femme, brûlés vifs pour cause de judaïsme; trente-deux autres morts, pour le même délit, dans les cachots de l'inquisition, et dont les corps avaient été brûlés; trois dont les cendres ont été exhumées et jetées au vent; un Hollandais accusé de luthéranisme, un Majorquin de mahométisme, six Portugais dont une femme, et sept Majorquins prévenus de judaïsme, brûlés en effigie, ayant eu le bonheur de s'échapper. Je comptai deux cent seize autres victimes, Majorquins et étrangers, accusés de judaïsme, d'hérésie ou de mahométisme, sortis des prisons, après s'être rétractés publiquement et remis dans le sein de l'église. Cet affreux catalogue était clôturé par un arrêté de l'inquisition non moins horrible. »

M. Grasset donne ici le texte espagnol dont voici la traduction exacte :

« Tous les coupables mentionnés dans cette relation ont été publiquement condamnés par le saint-office, comme hérétiques formels; tous leurs biens confisqués et appliqués au fisc royal; déclarés inhabiles et incapables d'occuper ni d'obtenir ni dignité ni bénéfices, tant ecclésiastiques que séculiers, ni autres offices publics, ni honorifiques; ne pouvant porter sur leurs personnes, ni faire porter à celles qui en dépendent, ni or, ni argent, perles, pierres précieuses, corail, soie, camelot, ni drap fin; ni monter à cheval, ni porter des armes, ni exercer et user des autres choses qui, par droit commun, lois et pragmatiques de ce royaume, instructions et style du saint-office, sont prohibées à des individus ainsi dégradés; la même prohibition s'étendant, pour les femmes condamnées au feu, à leurs fils et filles, et pour les hommes, jusqu'à leurs petits-fils en ligne masculine; condamnant en même temps la mémoire de ceux exécutés en effigie, ordonnant que leurs ossemens (pouvant les distinguer de

ceux des fidèles chrétiens) soient exhumés, remis à la justice et au bras séculier, pour être brûlés et réduits en cendres; que l'on effacera ou râclera toutes inscriptions qui se trouveraient sur les sépultures, ou armes, soit apposées, soit peintes en quelque lieu que ce soit, de manière *qu'il ne reste d'eux, sur la face de la terre, que la mémoire de leur sentence et de son exécution.* »

Quand on lit de semblables documens, si voisins de notre époque, et quand on voit l'invincible haine qui, après douze ou quinze générations de juifs convertis au christianisme, poursuit encore aujourd'hui cette race infortunée à Majorque, on ne saurait croire que l'esprit de l'inquisition y fût éteint aussi parfaitement qu'on le dit à l'époque du décret de Mendizabal.

Je ne terminerai pas cet article, et je ne sortirai pas du couvent de l'inquisition, sans faire part à mes lecteurs d'une découverte assez curieuse, dont tout l'honneur revient à M. Tastu, et qui eût fait, il y a trente ans, la fortune de cet érudit, à moins qu'il ne l'eût, d'un cœur joyeux, portée au maître du monde, sans songer à en tirer parti pour lui-même, supposition qui est bien plus conforme que l'autre à son caractère d'artiste insouciant et désintéressé. Cette note est trop intéressante pour que j'essaie de la tronquer. La voici telle qu'elle a été remise entre mes mains, avec l'autorisation de la publier.

COUVENT DE SAINT-DOMINIQUE.

A PALMA, DE MALLORCA.

Un compagnon de saint Dominique, Michel de Fabra, fut le fondateur de l'ordre des frères prêcheurs à Mallorca. Il était originaire de la Vieille-Castille, et accompagnait Jacques Ier à la conquête de la grande Baléare, en 1229. Son instruction était grande et variée, sa dévotion remarquable; ce qui lui donnait auprès du *Conquistador*, de ses nobles compagnons, et des soldats même, une puissante autorité. Il haranguait les troupes, célébrait le service divin, donnait la communion aux assistans et combattait les infidèles, comme le faisaient à cette époque les ecclésiastiques. Les Arabes disaient que la sainte Vierge et le père Michel seuls les avaient conquis. Les soldats aragonais-catalans priaient, dit-on, après Dieu et la sainte Vierge, le père Michel Fabra.

L'illustre dominicain avait reçu l'habit de son ordre à Toulouse

des mains de son ami Dominique; il fut envoyé par lui à Paris avec deux autres compagnons pour y remplir une mission importante. Ce fut lui qui établit à Palma le premier couvent des dominicains, au moyen d'une donation que lui fit le procureur du premier évêque de Mallorca, D. J. R. de Torrella; ceci se passait en l'an 1231.

Une mosquée et quelques toises de terrain qui en dépendaient servirent à la première fondation. Les frères prêcheurs agrandirent plus tard la communauté, au moyen d'un commerce lucratif de toute espèce de marchandises, et des donations assez fréquentes qui leur étaient faites par les fidèles. Cependant le premier fondateur, frère Michel de Fabra, était allé mourir à Valence, qu'il avait aidé à conquérir.

Jaime Fabra fut l'architecte du couvent des dominicains. On ne dit pas que celui-ci fût de la famille du père Michel, son homonyme; on sait seulement qu'il donna ses plans vers 1296, comme il traça plus tard ceux de la cathédrale de Barcelone (1317), et bien d'autres sur les terres des rois d'Aragon.

Le couvent et son église ont dû éprouver bien des changemens avec le temps, si l'on compare un instant, comme nous l'avons fait, les diverses parties des monumens ruinés par la mine. Ici reste à peine debout un riche portail, dont le style tient du XIVe siècle; mais plus loin, faisant partie du monument, ces arches brisées, ces lourdes clés de voûte gisantes sur les décombres, vous annoncent que des architectes autres que Jaime Fabra, mais bien inférieurs à lui, ont passé par là.

Sur ces vastes ruines où il n'est resté debout que quelques palmiers séculaires, conservés à notre instante prière, nous avons pu déplorer, comme nous l'avons fait sur celles des couvens de Sainte-Catherine et de Saint-François de Barcelone, que la froide politique eût seule présidé à ces démolitions faites sans discernement.

En effet, l'art et l'histoire n'ont rien perdu à voir tomber les couvens de Saint-Jérôme à Palma, ou le couvent de Saint-François qui bordait en la gênant la *muralla de Mar* à Barcelone; mais au nom de l'histoire, au nom de l'art, pourquoi ne pas conserver, comme monumens, les couvens de Sainte-Catherine de Barcelone et celui de Saint-Dominique de Palma, dont les nefs abritaient les tombes des gens de bien, *las sepulturas de personas debe*, comme le dit un petit cahier que nous avons eu entre les mains, et qui faisait partie des archives du couvent? On y lisait après les noms de N. Cotoner, grand-maître de Malte, ceux des Dameto, des Muntaner, des Villalonga,

des La Romana, des *Bonapart!* Ce livre, ainsi que tout ce qui était le couvent, appartient aujourd'hui à l'entrepreneur des démolitions.

Cet homme, vrai type mallorquin, dont le premier abord vous saisit, mais ensuite vous captive et vous rassure, voyant l'intérêt que nous prenions à ces ruines, à ces souvenirs historiques, et d'ailleurs, comme tout homme du peuple, partisan du grand Napoléon, s'empressa de nous indiquer la tombe armoriée des *Bonapart*, ses aïeux, car telle est la tradition mallorquine. Elle nous a paru assez curieuse pour faire quelques recherches à ce sujet; mais, occupé d'autres travaux, nous n'avons pu y donner le temps et l'attention nécessaires pour les compléter.

Nous avons cependant retrouvé les armoiries des *Bonapart*, qui sont :

Parti d'azur, chargé de six étoiles d'or, à six pointes, deux, deux et deux; et de gueule, au lion d'or léopardé; au chef d'or, chargé d'un aigle naissant de sable;

1° Dans un nobiliaire, ou livre de blason, qui fait partie des richesses renfermées dans la bibliothèque de M. le comte de Monténegro, nous avons pris un *fac simile* de ces armoiries;

2° A Barcelone, dans un autre nobiliaire espagnol, moins beau d'exécution, appartenant au savant archiviste de la couronne d'Aragon, et dans lequel on trouve, à la date du 15 juin 1549, les preuves de noblesse de la famille des Fortuñy, au nombre desquelles figure, parmi les quatre quartiers, celui de l'aïeule maternelle, qui était de la maison de *Bonapart*.

Dans le registre : *Indice : Pedro III*, tome II des archives de la couronne d'Aragon, se trouvent mentionnés deux actes à la date de 1276, relatifs à des membres de la famille *Bonpar*. Ce nom, d'origine provençale ou languedocienne, en subissant, comme tant d'autres de la même époque, l'altération mallorquine, serait devenu *Bonapart*.

En 1411, *Hugo Bonapart*, natif de Mallorca, passa dans l'île de Corse en qualité de *régent* ou gouverneur, pour le roi Martin d'Aragon, et c'est à lui qu'on ferait remonter l'origine des *Bonaparte*, ou, comme on a dit plus tard, *Buonaparte;* ainsi *Bonapart* est le nom roman, *Bonaparte* l'italien ancien, et *Buonaparte* l'italien moderne. On sait que les membres de la famille de Napoléon signaient indifféremment *Bonaparte* ou *Buonaparte*.

Qui sait l'importance que ces légers indices, découverts quelques années plus tôt, auraient pu acquérir, s'ils avaient servi à démontrer

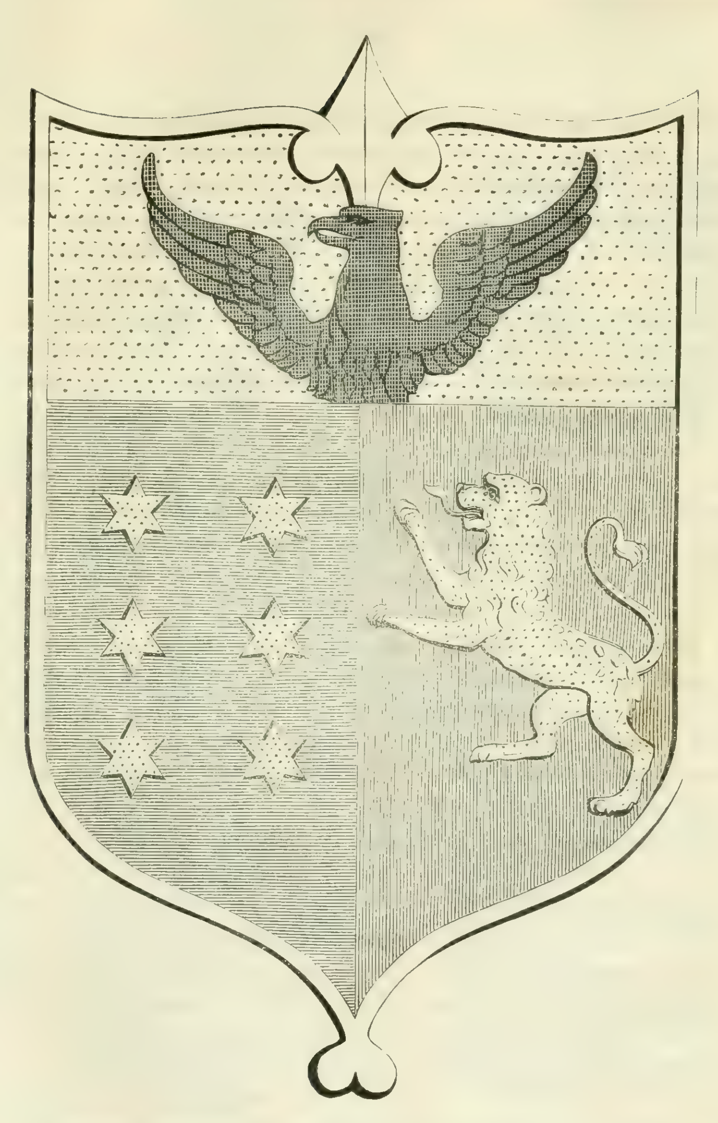
à Napoléon, qui tenait tant à être Français, que sa famille était originaire de France? »

—

Pour n'avoir plus la même valeur politique aujourd'hui, la découverte de M. Tastu n'en est pas moins intéressante, et si j'avais quelque voix au chapitre des fonds destinés aux lettres par le gouvernement français, je procurerais à ce bibliographe les moyens de la compléter. Il importe assez peu aujourd'hui, j'en conviens, de s'assurer de l'origine française de Napoléon. Ce grand capitaine, qui, dans mes idées (j'en demande bien pardon à la mode), n'est pas un si grand prince, mais qui, de sa nature personnelle, était certes un grand homme, a bien su se faire adopter par la France, et la postérité ne lui demandera pas si ses ancêtres furent Florentins, Corses, Majorquins, ou Languedociens; mais l'histoire sera toujours intéressée à lever le voile qui couvre cette race prédestinée, où Napoléon n'est certes pas un accident fortuit, un fait isolé. Je suis sûr qu'en cherchant bien, on trouverait dans les générations antérieures de cette famille des hommes ou des femmes dignes d'une telle descendance; et ici les blasons, ces insignes dont la loi d'égalité a fait justice, mais dont l'historien doit toujours tenir compte, comme de monumens très significatifs, pourraient bien jeter quelque lumière sur la destinée guerrière ou ambitieuse des anciens Bonaparte. En effet, jamais écu fut-il plus fier et plus symbolique que celui de ces chevaliers majorquins? Ce lion dans l'attitude du combat, ce ciel parsemé d'étoiles d'où cherche à se dégager l'aigle prophétique, n'est-ce pas comme l'hiéroglyphe mystérieux d'une destinée peu commune? Napoléon, qui aimait la poésie des étoiles avec une sorte de superstition, et qui donnait l'aigle pour blason à la France, avait-il donc connaissance de son écu majorquin, et, n'ayant pu remonter jusqu'à la source présumée des Bonpar provençaux, gardait-il le silence sur ses aïeux espagnols? C'est le sort des grands hommes, après leur mort, de voir les nations se disputer leurs berceaux ou leurs tombes.

George Sand.

BONAPART.



(Tiré d'un armorial MS. contenant les blasons des principales familles de Mallorca, etc., etc Le MS. appartenait à D. Juan Dameto, cronista de Mallorca, mort en 1633, et se conserve dans la bibliothèque du comte de Montenegro. Le MS. est du XVIe siècle.)

Mallorca, 20 septembre 1837.

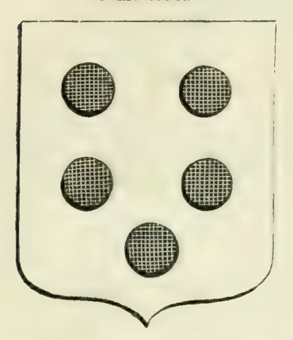
***

FORTUNY,

SON PARE, SOLAR DE MALLORCA.

FORTUNY,

Son père, ancienne maison noble de Mallorca.



Camp de plata, cinq torteus negres, en dos, dos, y un.

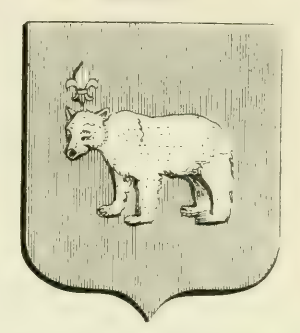
Champ d'argent, cinq tourteaux de sable, deux, deux et un.

COS,

SA MARE, SOLAR DE MALLORCA.

COS,

Sa mère, maison noble de Mallorca.



Camp vermell; un os de or, portant una flor de lliri sobre lo cap, del mateix.

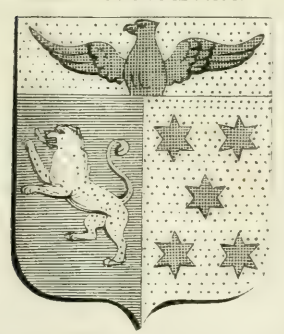
Champ de gueule, ours d'or couronné d'une fleur de lis, de même.

BONAPART,

SA AVIA PATERNA, SOLAR DE MALLORCA.

BONAPART,

Son aïeule paternelle, ancienne maison noble de Mallorca.



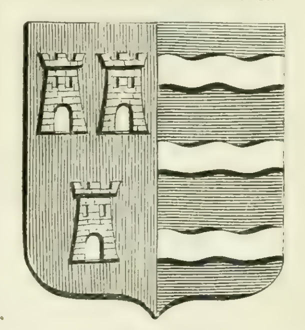
Ici manquait l'explication du blason: les différences proviennent de celui qui a peint ce nobiliaire : il n'a pas compté qu'il décalquait; d'ailleurs il a manqué d'exactitude.

GARI,

SA AVIA MATERNA, SOLAR DE MALLORCA.

GARI,

Son aïeule maternelle, ancienne maison noble de Mallorca.



Partit en pal, primer vermell, ab tres torres de plata, en dos, y una; segon blau, ab tres faxas ondeades, de plata.

Parti de gueule et d'azur, trois tours d'argent, deux, une, et trois fasces ondées, d'argent.



ESQUISSE

D'UNE PHILOSOPHIE

PAR M. F. LAMENNAIS.

C'est une périlleuse entreprise aujourd'hui plus que jamais, que de construire un système complet de philosophie. Dans une époque de grande civilisation, comme la nôtre, il y a tant d'idées en circulation, tant de questions à résoudre, qu'on ne peut guère se proposer de répondre à tout, et de tout renfermer dans un système. La curiosité de chaque siècle laisse à la postérité moins d'anciens problèmes résolus que de problèmes nouveaux à discuter. Il faut donc subir la loi de notre faiblesse; il faut choisir, ou de tracer un plan général et d'en asseoir fortement les bases, ou de s'isoler dans de patientes recherches sur un objet spécial, pour apporter ensuite cette obole à l'œuvre commune.

Au commencement d'une civilisation, quand la curiosité humaine n'est éveillée que d'hier, c'est l'âge d'or des systèmes. C'est ainsi que l'on voit, dans les premiers temps de la philosophie grecque, toute une famille de penseurs qui viennent, chacun à son tour, avec une confiance admirable, proposer sur la nature des choses une explication universelle, toujours différente il est vrai, mais toujours défini-

tive. Plus tard, et lorsque l'esprit grec se fut doublement éprouvé à l'école de Socrate et à celle de l'expérience et du temps, sa hardiesse ne parut pas affaiblie; et pour ne citer qu'un nom, Aristote put sans témérité, de cette même main qui élevait à la logique et à l'histoire naturelle des monumens immortels, écrire sa Rhétorique, sa Poétique, sa Morale, sa Physique générale, son Économique, pour terminer enfin dans la philosophie première le cercle entier de la science universelle. Il y a deux mille ans que se faisaient ces grandes choses; l'esprit humain, jeune encore, avec moins d'étendue et de sagesse, avait, à cause de cela même, plus d'audace, plus d'ardeur, une plus vigoureuse puissance d'initiative. Aristote recommencerait-il aujourd'hui, s'il avait derrière lui cette centaine de philosophies qui ont succédé à la sienne, et qui, moins heureuses pour la plupart, n'ont pas survécu à leurs auteurs?

Le moyen-âge fut aussi une époque de vastes conceptions systématiques. Ces sortes d'épopées se conçoivent également quand tout est nouveau, et que l'esprit humain a tout à faire par ses propres forces, et quand, soutenu par la foi dans une autorité, il se persuade que son effort doit tendre uniquement à coordonner ses croyances. Il suffit de rappeler la *Somme* de saint Thomas, prodigieuse encyclopédie, où toute la science, toute la foi, toute l'érudition de ce temps se développe et s'ordonne sous l'exacte discipline du syllogisme; lumineuse et imposante synthèse qui n'aspire à rien moins qu'à reproduire l'ordre absolu des choses, Dieu d'abord dans les profondeurs de l'unité, puis la Trinité, les personnes divines, la création, les lois générales du monde, l'homme enfin. C'est là précisément le plan de *l'Esquisse d'une philosophie*, et c'est, comme on voit, une très ancienne et très glorieuse origine.

Peut-être qu'en un temps qui n'est pas loin de nous, l'auteur de l'*Esquisse* n'avait pas de plus haute ambition que de rassembler, à l'exemple du *docteur angélique*, dans l'unité du dogme chrétien, tous les élémens scientifiques accumulés par le progrès des âges. Mais il ne s'agit plus aujourd'hui de refaire la *Somme* de saint Thomas : c'est une philosophie que M. Lamennais nous donne; il est entré sans retour dans cette famille de libres penseurs dont Descartes est le père, et qui doit être fière de le recueillir dans son sein, après une séparation qui n'a pas été sans orages.

Cette participation éclatante et fougueuse aux luttes religieuses et politiques n'aura donc été qu'un épisode dans la vie de M. Lamennais, et cette vie était vouée tout entière à l'établissement d'un sys-

tème philosophique. Il y a même là, avant toute appréciation de son livre, un sujet de défiance légitime : une telle entreprise dans une seule vie; l'homme, Dieu, la nature, toutes les sciences et tous les arts, embrassés à la fois dans une vue générale et ramenés à leurs principes! Est-il donné à un seul homme de nous dérouler ainsi les secrets de toutes choses? Bacon n'a-t-il pas épuisé son génie à tracer la méthode nouvelle? Descartes, qui n'était pas un esprit timide, demande déjà, à la fin de son *Discours de la Méthode,* plusieurs vies pour achever l'œuvre. Malebranche et presque tous les maîtres s'exercent dans des traités particuliers, avant de composer cette synthèse définitive que la mort interrompt presque toujours, guidés toutefois dans leurs travaux par un plan général et immense dont l'unité ne devait ressortir pour nous et peut-être pour eux-mêmes que quand l'édifice serait complet. Qui ne sait que Leibnitz, le plus actif génie et le plus fécond qui fut jamais, après soixante années de travaux et de veilles, n'a laissé que des fragmens?

Mais si l'entreprise de M. Lamennais a ses dangers, elle a ses avantages réels, qu'il ne faut pas méconnaître. Quelque résultat qu'elle amène, elle servira du moins à rappeler le caractère essentiel de la philosophie et le véritable objet de la science. A force de diviser, à force de spécialiser, le sentiment de l'ensemble, la vue générale finit quelquefois par disparaître; et dans ces temps où il n'y a plus, pour ainsi dire, d'école, où chaque disciple n'aspire qu'à renier son maître et à proclamer en toute hâte une indépendance souvent stérile, ne nous donne-t-on pas tous les jours une doctrine isolée, ou un fragment de doctrine, pour un système complet? Et ne voyons-nous pas prendre un point de la philosophie pour la philosophie entière? Une vue systématique, si audacieuse qu'elle soit, a donc son utilité et son importance propre; et quand le système ne contiendrait aucune partie qui fût neuve ou vraie, il est bon qu'il se produise des systèmes. M. Lamennais d'ailleurs, et cela doit nous rassurer, n'a pas la prétention d'innover, si ce n'est pour la construction de l'ensemble. Sa Trinité est la Trinité chrétienne, sauf l'incarnation et la foi; ses opinions sur la substance et la création sont conformes dans sa pensée, ou je me trompe fort, aux doctrines du concile de Latran; elles s'écartent fort peu des théories alexandrines; il explique la matière de la même façon et presque dans les mêmes termes que Plotin; la réalité des idées divines, l'uniformité et l'analogie des lois qui gouvernent le monde, la loi de l'affinité et de la cohésion dans le monde corporel considérée comme

une manifestation obscure de l'amour, c'est la pure doctrine platonicienne. Pour ce qui regarde l'homme et sa nature psychologique, sauf la liberté de la foi, qu'il emprunte au christianisme, et l'extase, qu'il place au-dessus même de la raison, comme tous les mystiques d'Alexandrie, il est de la grande école psychologique française. C'est à la louange de M. Lamennais, pour montrer que son entreprise était humainement possible, et que ses théories ont leurs racines dans l'histoire, que nous faisons ces rapprochemens. Une seule de ses doctrines n'a point de passé et ne date que de lui, c'est la doctrine de *la raison commune*. On peut lui trouver des analogues depuis Héraclite jusqu'à Oswald et Reid, mais pas d'antécédens véritables. Avant M. Lamennais, ceux même qui demandaient à la raison individuelle le sacrifice absolu de son indépendance reconnaissaient au moins un pouvoir dont ils ne craignaient que l'usage; mais ce n'est rien de prétendre que la raison humaine est trop sujette à faillir pour qu'on puisse s'en contenter: le scepticisme de M. Lamennais est plus radical, et ce n'est qu'après nous avoir ôté toute chance d'arriver par nous-mêmes à la certitude, qu'il nous propose sa théorie dogmatique de la raison universelle.

Cette grande et éternelle question de la certitude est sans contredit le premier de tous les problèmes philosophiques, c'est-à-dire le premier de tous les problèmes. Lorsque parut, il y a bien des années, l'*Essai sur l'indifférence en matière de religion*, tel fut sur le public français, aussi indifférent de sa nature à la philosophie qu'à la religion, l'effet de cette verve inépuisable et passionnée, qu'elle intéressa tout le monde à la question du *criterium* de la connaissance, et rendit en quelque sorte populaire une discussion de pure logique. Les critiques et les réfutations arrivèrent de toutes parts; elles trouvèrent M. Lamennais tout préparé à leur répondre, et aujourd'hui qu'après un long silence il revient à ses études philosophiques, le premier mot qu'il prononce est pour reprendre son ancien système. Il a entendu les objections, il les a pesées, il les a jugées, et il persiste; *tenacem propositi*. Dans sa marche rapide, il ne consacre à sa théorie logique qu'un petit nombre de pages; mais la raison individuelle y est proscrite avec ce même dédain d'autrefois et systématiquement soumise au joug de la raison générale.

Sans renouveler toute cette dispute, où chaque parti n'aurait eu qu'à répéter d'anciens argumens, on aurait pu donner quelques éclaircissemens sur deux ou trois points contestés. La théorie de M. Lamennais, faute de ces développemens nécessaires, pourra paraître

obscure à quelques esprits, et peut-être même contradictoire. Rien de plus simple que la partie critique et négative de cette théorie : elle n'a rien de bien nouveau, et l'intelligence humaine a été plus d'une fois battue en brèche par les mêmes raisons, et si j'ose le dire, par des raisons plus fortes encore; mais l'opinion dogmatique de M. Lamennais sur le principe de la certitude a suscité des objections qui conservent toute leur force, ou plutôt elles en acquièrent une nouvelle, grace à certains passages de l'*Esquisse*. Qu'on nous permette de le montrer en très peu de mots, et seulement pour ce nouvel ouvrage de M. Lamennais; car la question, en ce qui touche à la philosophie, nous paraît depuis long-temps résolue.

S'il est une fois bien constaté, disait-on, que la raison individuelle ne peut donner que des probabilités, et qu'elle doit toujours se défier d'elle-même, pourquoi se regardera-t-elle comme infaillible, quand elle affirme l'autorité de la raison commune? Le scepticisme qui attaque les facultés humaines, attaque la connaissance humaine dans sa seule et unique source; c'est un scepticisme radical et sans remède. Que M. Lamennais nous dise si un homme isolé du reste des hommes peut arriver par ses facultés propres à connaître la vérité : s'il répond que oui, il renonce à son système; s'il dit que non, il renonce à tout système et à toute connaissance; voilà ce que l'on disait. Que sera-ce, si aujourd'hui il répond à la fois oui et non? Or, le oui et le non se trouvent dans l'*Esquisse*, et, sauf explication, ils semblent également catégoriques. M. Lamennais dit à la page 12 : « Quelle que que soit la force avec laquelle une perception interne entraîne l'acquiescement d'un individu isolé, il ne doit pas regarder cet acquiescement, *même invincible*, comme le caractère définitif du vrai. » Il dit à la page 52 : « La raison ne relève que de ses propres lois, on peut l'atténuer, la détruire plus ou moins en soi ; mais tandis qu'elle subsiste et au degré où elle subsiste, sa dépendance est purement fictive, car c'est elle encore qui détermine, en vertu d'un libre jugement, sa soumission apparente. » Ce n'est pas ici de la raison générale qu'il s'agit, mais d'une opération de logique évidemment individuelle. On ne pouvait pas mieux exprimer une vérité plus incontestable, et Descartes n'aurait pas dit autrement.

Mais enfin si l'on consent à soumettre à la raison commune sa raison individuelle, à croire, quand la raison commune le voudra, le contraire de ce que l'on voit, de ce que l'on touche, de ce que l'on sent, nous donnerez-vous au moins, en échange de notre liberté, la sécurité dans la foi? Après l'*Esquisse*, on se demande encore :

qu'est-ce que la raison commune? Si par là vous entendez ce que les rationalistes ont coutume d'appeler la raison pure, vous réduisez la certitude à quelques axiomes de métaphysique, et l'humanité ne gagnera rien à passer de Hume à vous; car il nous ôtait le principe, et vous supprimez l'usage. Mais ce n'est pas là votre pensée : la raison commune est quelque chose d'extérieur; vous allez même jusqu'à l'appeler *la tradition*. Pourquoi donc lui donner aussi, dans ce livre, le nom de *raison universelle?* C'est la raison générale qu'il fallait dire. Il n'y a d'universel dans la croyance des hommes que ces axiomes nécessaires de la raison pure, et nous les savons universels par cette unique raison que nous les savons nécessaires.

C'est donc ici une question de majorité et non pas d'universalité. Et alors, quelle sera la majorité? La logique veut que ce soit la majorité de l'espèce humaine; le passé compte, prenez-y garde, l'avenir aussi; et comme dans vos principes le monde et l'humanité ne doivent point finir, calculez votre majorité sur cette base! Mais Dieu seul a cette connaissance, inutile pour Dieu seul. Si vous fixez une limite, elle ne peut être qu'arbitraire. Ne s'agit-il que d'une majorité éventuelle, sans limite déterminée, par exemple, la majorité parmi les personnes consultées, quel qu'en soit le nombre? On n'oserait vous imputer un pareil système, et pourtant quand vous prenez un exemple pour montrer comment se doit appliquer votre théorie, vous dites : « Qu'on se place par la pensée au milieu d'*un nombre quelconque* d'autres hommes. » Il est très vrai que l'opinion des personnes présentes, quel qu'en soit le nombre, exerce sur la nôtre une grande influence, c'est un fait constaté en psychologie; mais cette influence n'est-elle pas pernicieuse? n'est-ce pas là l'origine et la cause psychologique du *servum pecus?*

Au moins, nous laisserez-vous tenir compte de l'intelligence et de la capacité de ceux qui forment l'opinion générale? Importe-t-il, oui ou non, que ces hommes en nombre quelconque soient compétens ou ne le soient pas? Ici encore, l'*Esquisse* nous laisse dans les ténèbres, et on ne sait trop comment se décider; car, d'un côté, si l'on tient compte de la compétence, qui en sera juge? Le véritable arbitre est celui qui nomme les arbitres. Galilée, devant le tribunal, aurait bien pu se déclarer seul compétent. Du temps de Galilée (c'était aussi le temps de Bacon et de Descartes), la raison générale était pour l'immobilité de la terre, et la raison de l'inquisition aussi, comme il n'y parut que trop.

Si, au contraire, on coupe court à cette difficulté en ne considérant

pas la compétence des juges, songez que ce n'est pas à une raison plus éclairée que vous sacrifiez ma raison; vous sacrifiez la supériorité intellectuelle à la supériorité numérique. Cela est-il bien conforme *à la sagesse des nations*, dont vous devez particulièrement tenir compte, et qui proclame que les gens d'esprit sont partout en minorité? Vous-même, vous pensez avec raison que le peuple est dans une perpétuelle enfance : « Le peuple, sous bien des rapports, dites-vous, le peuple au moins tel qu'on l'a fait, ne sort guère de l'enfance, et c'est une des raisons pourquoi la police humaine, en tout ce qui tend à le maintenir dans l'ordre, agit sur lui par la sensation. » Si vous constituez le peuple juge souverain de la vérité (le peuple forme la majorité sans contredit), qui l'éclairera désormais, qui le guérira de ses préjugés? Ces préjugés, apparemment, ne sont pas ce qui constitue la raison commune, ce à quoi nous devons nous soumettre en dépit d'une *répugnance invincible?* Il est vrai qu'il s'agit, dans le passage cité, du peuple *tel qu'on l'a fait;* mais si la minorité intelligente façonne ainsi la majorité, que deviennent donc et cette majorité, et la vérité qu'elle garde comme en dépôt et qui dépend de ses appréciations? Dût M. Lamennais ne pas nous le pardonner, en matière de métaphysique, son opinion prévaudra toujours à nos yeux sur celle de mille ignorans.

Loin de diminuer les difficultés, cette nouvelle exposition de la théorie de M. Lamennais les a donc compliquées. La raison individuelle sacrifiée d'abord sans restriction à la raison commune, et l'indépendance radicale de cette même raison individuelle défendue ensuite avec une fierté digne de Descartes; la raison commune présentée d'abord sous le nom d'universelle et réduite à n'être plus que la raison générale; l'autorité de la majorité proclamée sans qeu l'on puisse savoir s'il s'agit de la majorité de l'espèce humaine, ou d'un nombre d'hommes déterminé, ou d'un nombre quelconque, ou des personnes seules dont nous sommes entourés, ou de celles que leurs études spéciales et la force de leur esprit élèvent au-dessus des autres, n'y a-t-il pas dans tout cela quelque contradiction ou au moins quelque obscurité? Il est bien loin de notre pensée de chercher dans M. Lamennais des contradictions. Cet esprit exact et lumineux embrasse sans doute aisément toutes les parties du système qu'il a enfanté; mais pour le lecteur moins accoutumé à cette théorie, une plus grande précision dans les termes et une exposition plus complète auraient pu prévenir bien des embarras et peut-être bien des erreurs.

Malgré tout notre désir de ne pas renouveler une discussion très grave il est vrai, mais que l'auteur n'a voulu qu'effleurer, il nous est impossible de ne pas exprimer l'embarras dont on est saisi quand on lit, dès la septième page du premier volume : « Placez-vous *mentalement* au milieu d'un nombre quelconque d'autres hommes, et faites-leur d'abord cette question : croyez-vous que j'existe et que vous existiez? » Ne semble-t-il pas que M. Lamennais abandonne tout à coup son système? Placez-vous *mentalement;* ces hommes que je vais consulter n'existent donc pas; c'est moi que je consulterai sous leur nom, et le moyen que ces hommes me répondent autre chose que les opinions que je leur prêterai? Comment? si je feins que ces hommes me répondent des choses absurdes, absurdes à mes propres yeux, je vais désormais croire cette absurdité sur la foi de cette majorité de mon invention? J'entends bien que je dois leur faire dire ce qu'il me semble que des hommes véritables diraient en leur place, mais des hommes de bon sens à coup sûr, et non des fous et des idiots; et si je juge qu'ils sont de bon sens, c'est donc que je leur attribue des pensées qui me semblent raisonnables, c'est moi qui suis le seul juge, et votre tribunal n'est qu'un théâtre de marionnettes où ma raison seule a la parole. « Croyez-vous que j'existe? » Que ce soit par la pensée ou autrement, qui fera jamais une telle question? Je ne croirai que j'existe, dites-vous, que quand j'aurai trouvé pour cette opinion une majorité respectable? Je croirai donc à ceux que je consulte avant de croire à moi-même? Je croirai à leur voix que j'entends, je croirai que j'entends, et cela sans l'autorité de personne, lorsque je ne veux pas croire sans garans à ma propre existence et à l'existence de ceux qui me parlent? Et si ces hommes à qui je demande : croyez-vous que j'existe et que vous existez? me répondaient qu'ils n'en savent rien, aurais-je le droit de m'en étonner, moi qui, consulté par eux, leur ferais à n'en pas douter la même réponse? M. Lamennais va jusqu'à supposer une négation formelle. « S'ils disent que non, ajoute-t-il, *évidemment* ils mentent, puisqu'ils répondent. » Il y a donc une *évidence* contre le témoignage unanime, une évidence supérieure à lui? Vous ne connaissez leur réponse que par vos sens; vous n'en concluez qu'ils existent que par votre raison; leur témoignage que vous invoquiez est contre vous. Que pourrait-on dire de plus pour vous réfuter?

M. Lamennais semble n'avoir pas assez remarqué que faire de la philosophie, discuter les bases de la connaissance humaine, c'est s'attribuer par cela même le droit de prendre un parti dans la dis-

cussion; qu'on ne peut abdiquer ce droit qu'au profit du scepticisme; qu'y renoncer pour reconnaître une autorité étrangère, c'est faire un paralogisme évident, puisqu'en prononçant sa propre faillibilité, la raison infirme jusqu'au jugement par lequel elle se soumet. La raison de chacun reste donc juge en dernier ressort; et quelque détour que l'on prenne, elle est la source première de toute certitude et de toute philosophie.

M. Lamennais méprise beaucoup les psychologues; et telle est à cet égard la force de ses convictions, qu'il oublie, quand il parle de la psychologie et de ceux qui la cultivent, cette réserve et cette gravité qui donne partout ailleurs un si beau caractère au style de l'*Esquisse,* et qui sied si bien à un esprit sage et élevé. S'il avait un peu moins dédaigné cette science, que d'autres grands esprits ont mieux appréciée, depuis Socrate, Platon et Aristote, jusqu'à Descartes, Locke et Kant (je ne veux pas citer de contemporains), M. Lamennais aurait mieux connu peut-être les conditions de la connaissance humaine; il n'aurait pas tenté l'impossible, et au lieu d'effleurer la psychologie pour étayer son scepticisme, il l'aurait étudiée pour l'approfondir.

Lorsqu'il sort de la théorie de la méthode, pour en commencer l'application, M. Lamennais relègue l'étude de l'homme après celle de Dieu, et s'applaudit d'éviter ainsi l'erreur des psychologues qui étudient la conséquence avant de connaître le principe. Dieu est le principe de l'homme, qui en doute? mais les facultés de l'homme sont pour nous le principe de toute connaissance, de la connaissance de Dieu comme de celle de tout le reste. M. Lamennais croit qu'il faut étudier Dieu d'abord pour connaître ensuite ses œuvres, comme si Dieu était plus à notre portée que le monde et que nous-mêmes. La connaissance du monde sans celle de Dieu est incomplète et stérile, voilà la vérité; mais si on ne veut réaliser la fable d'Ésope, des enfans qui bâtissent en l'air un palais, il faut se résigner à l'humble condition de notre nature, et fonder la science entière sur l'observation lente et circonspecte des faits. « Me voici sur le haut de la montagne, dit un illustre défenseur de la méthode psychologique, à qui on nous permettra d'emprunter une vive et heureuse image; mais je viens du fond d'une vallée obscure, et je puis encore apercevoir et montrer aux autres le sentier qui m'a conduit jusqu'où je suis parvenu, pour les aider et les encourager à s'y élever comme moi, au lieu de leur laisser croire et de me persuader à moi-même que je suis tombé là du haut des cieux. »

M. Lamennais se trompe singulièrement sur la psychologie : « C'est une sorte de dissection du moi, dit-il, une science aussi peu solide dans ses bases que stérile dans ses résultats; triste effort de l'esprit pour se saisir lui-même en se séparant de tout ce qui le fait ce qu'il est. » La psychologie en effet analyse l'homme, le décompose, le dissèque, si l'on veut; c'est une nécessité que M. Lamennais reconnaît lui-même un peu plus loin, et qu'il subit; mais tout le monde entend dans le même sens que lui cette prétendue dissection, et il ne rencontrera point de contradicteurs lorsqu'il dit : « Quoique, pour étudier l'homme, on soit contraint de le décomposer, on doit néanmoins se souvenir toujours que sa nature, dont on recherche les lois, se compose, comme celle de Dieu même, de propriétés essentielles, rigoureusement inséparables; et que des phénomènes qu'il présente, il n'en est pas un seul de concevable, pas un seul de possible, si les trois énergies qu'implique l'idée générale de l'être ne concourent à sa production. » Il n'est pas plus exact de dire, que la méthode psychologique suppose l'homme isolé de tout ce qui n'est pas lui, complètement séparé de tous les autres êtres; car c'est précisément pendant que nos facultés s'exercent, pendant qu'elles s'appliquent au monde extérieur pour le connaître ou agir sur lui, c'est alors que la psychologie les étudie. Isoler hypothétiquement l'homme de Dieu et de l'univers pour l'observer en soi, dans sa nature intime, c'est, dites-vous, l'absurdité la plus énorme qui jamais ait pu monter dans aucun esprit. Mais en vérité, est-ce donc isoler l'homme de Dieu et de l'univers que de rechercher par quel moyen l'homme arrive à connaître Dieu et l'univers? La psychologie est si éloignée de faire des hypothèses, qu'elle se met en présence des faits et les interroge sincèrement, sans autre parti pris que celui d'arriver à la vérité par la voie qui lui semble la plus sûre, quoique la plus lente. C'est bien plutôt vous qui faites des hypothèses, vous qui supposez la légitimité d'une idée que notre intelligence nous fournit, avant d'avoir reconnu la nature de notre intelligence et de nos idées; vous qui nous décrivez la nature de Dieu, ses propriétés, ses lois, ses actions, et qui déclarez en même temps que l'étude attentive et modeste de la nature de l'homme est un rêve absurde, une tentative impossible et stérile. Enfin, quand vous accusez la psychologie du parti pris de trouver dans les phénomènes la raison de toutes choses, il est clair que vous la calomniez, à votre insu sans doute; car, loin de chercher la raison de tout dans les phénomènes, elle constate au contraire que les phénomènes ne suffisent à rien expliquer, ni à s'expliquer eux-mêmes; elle constate,

comme vous, la présence d'une lumière intérieure, qui illumine nos ames, tout en restant distincte et souveraine; comme vous, elle prend pour guide cette lumière, et s'élève par son moyen, et grace aux idées qu'elle lui fournit, jusqu'à la raison des phénomènes, à la cause éternelle, nécessaire, absolue de toutes les existences. La différence est qu'elle opère ce passage les yeux ouverts, et vous les yeux fermés volontairement. Que si vous déclarez ce passage impossible, cela ne regarde en rien la psychologie; c'est alors l'affaire de toute raison humaine, et la condamnation de toute science du monde extérieur. La psychologie n'est donc pas réduite « à une sorte de panthéisme humain qui oblige à concevoir dans un même sujet les contradictoires. » Parlez en général, car c'est au genre humain que vous faites le procès, et non pas aux seuls psychologues.

On lit dans la préface de l'*Esquisse :* « Pour ce qui est des derniers, des psychologues, comme ils se nomment, on ne saurait rien imaginer de plus insensé que leur doctrine. » Mais puisqu'il s'agit des philosophes qui concentrent systématiquement la science dans l'étude des facultés intellectuelles de l'homme, ce nom n'est pas celui que les philosophes dont on parle se donnaient : ils s'appelaient *les idéologues.*

M. Lamennais ayant ajourné la psychologie, il faut bien, après avoir indiqué les motifs de notre dissentiment, le suivre dans la voie qu'il a préférée, et considérer d'abord avec lui la nature et les attributs de Dieu.

Rien de plus simple et de plus beau, dans un certain sens, que le système du monde ainsi que l'a conçu M. Lamennais. L'esprit humain, voulant remonter du même coup à la source de l'être et à la source de toute connaissance, découvre dans les profondeurs de la pensée une conception nécessaire, puisque toute autre conception l'implique, et nécessairement vraie, s'il existe quelque vérité en nous ou hors de nous, puisqu'il n'est pas d'affirmation où celle-là ne soit contenue. C'est l'idée de l'être, de l'être infini, nécessaire et éternel, de Dieu par conséquent, dont nous avons l'idée par cela seul que nous avons quelque idée, auquel nous croyons tous et d'une foi inébranlable, par cela seul que nous croyons à quelque chose. Cause première de tout, Dieu n'a point eu de cause, et existe par sa propre puissance; et comme tout découle de lui en vertu d'un acte libre de son intelligence souveraine, toute substance a sa racine dans la substance de Dieu, toute essence dans son essence. Sa pensée conçoit éternellement tous les possibles, et les réalise éter-

nellement hors de lui, par la seule efficace de sa volonté. Le monde, nécessairement divers, parce qu'il n'est pas égal à Dieu, c'est-à-dire parce qu'il n'est pas infini, parce qu'il est fini ou limité, et que la diversité et la multiplicité sont la condition, le caractère, l'essence même du fini, le monde est un par l'unité du type de chaque espèce, par la simplicité, l'analogie ou plutôt l'unité de ses lois, et cette unité lui vient de l'unité de la pensée et de la volonté divine. Dieu est puissance, intelligence, amour; et le monde image de Dieu, réalisation extérieure de la pensée interne de Dieu, est aussi puissance, intelligence et amour. Le monde, à mesure qu'il s'éloigne de Dieu. et qu'il se rapproche de la matière, devient une manifestation moins claire des trois attributs essentiels de l'être; mais ce n'en sont pas moins ces trois attributs sous une autre forme, les mêmes quant à leur essence positive, différens seulement par la prépondérance en eux de la négation et de la limite. Dieu n'a pas fait une seule espèce, différente en degrés, mais des espèces diverses, soumises à une même loi, et imitées d'un même modèle. Dans sa vie qui ne doit point finir, le monde se développe en s'améliorant, parce qu'il reproduit, dans un ordre d'ascension continuelle, toute la série des possibles que Dieu conçoit. Uni par sa substance à la substance même du Verbe divin, l'homme voit en Dieu les idées éternelles, universelles, nécessaires, sans lesquelles l'initiative de son intelligence n'existerait pas. Il se conduit dans ce monde par cette lumière, et se ramène par elle à son principe et à sa fin, qui est Dieu. Proscription de la philosophie dualiste, unité parfaite de Dieu, unité incomplète, mais nécessairement incomplète du monde, uniformité des lois qui président à la génération et à la détermination de tous les degrés de l'être; en Dieu, dans le monde, partout de la puissance, de l'intelligence et de l'amour; n'est-ce pas là, dans ses traits généraux, une doctrine capable de séduire l'esprit et de satisfaire le cœur, une philosophie conforme aux principes de la grande famille platonicienne, l'amour, l'esprit, l'unité? Mais la philosophie n'est pas comme la poésie, qui suffit à tout quand elle est noble et brillante; quelque vœu que l'on fasse pour une hypothèse philosophique, il faut la discuter, la détruire même, si sa base est fragile, et la reléguer parmi les fictions et les espérances. L'uniformité des lois du monde est un grand et fécond principe, reconnu depuis Platon par toute philosophie d'un ordre élevé: mais la nature de ces lois uniformes, cette triplicité constante dans chaque unité spécifique, que M. Lamennais prétend déduire de la Trinité des personnes dans l'unité de la substance divine, cette Trinité divine qu'il considère comme le principe

et le modèle de toute forme et de toute essence, c'est là un dogme emprunté au christianisme sans doute, mais nouveau par les applications, nouveau surtout par la démonstration qu'on en donne, et qui transforme un mystère en vérité philosophique. M. Lamennais explique le monde par la Trinité, et discuter la Trinité, c'est discuter sa philosophie tout entière.

Que Dieu soit une puissance, puisque tout et lui-même existe par lui; qu'il soit une intelligence, puisqu'il est la première, et, en un certain sens très véritable, la seule puissance; qu'il s'aime d'un amour sans bornes, puisqu'il se connaît et qu'il est la perfection même, ce sont là des doctrines que nous nous empresserons d'admettre, et qui n'avaient rien de nouveau, même en philosophie, lorsque Campanella écrivait en tête de la *Foi Naturelle:*

> Io credo in Dio, possanza, senno, amore.

Que la puissance, l'intelligence et l'amour soient en Dieu des propriétés plus accomplies, chacune selon son espèce, que les mêmes propriétés dans l'homme; que son amour soit parfait comme amour, et son intelligence comme intelligence, et sa puissance comme puissance, qui pourrait le nier ou le contester sans folie, puisque lui-même est parfait comme Dieu puissant, intelligent et aimant? Mais que cette plus grande perfection entraîne une distinction plus réelle, et qu'il résulte, de ce que l'amour de Dieu est plus parfait, plus complet, plus réel que le nôtre, que cet amour ne soit pas seulement une propriété de Dieu, un de ses attributs inséparables et éternels, mais une hypostase distincte, ou, comme dit M. Lamennais, une personne, c'est ce qui ne peut être admis sans démonstration plus satisfaisante. S'il est nécessaire que Dieu soit puissance, intelligence, amour, la puissance, l'intelligence et l'amour que Dieu est, ne peuvent être unis entre eux et à sa substance par un lien plus intime, plus fort, plus indissoluble que par ce lien nécessaire. La plénitude de ces propriétés rend chacune d'elles infiniment supérieure aux propriétés analogues en nous, et Dieu, qui les possède, infiniment supérieur à nous; elle ne rend pas plus complète la distinction des idées entre elles, distinction qui est déjà en nous aussi complète que possible. Vouloir que la séparation des attributs augmente avec leur plénitude, c'est diminuer d'autant l'unité de la substance. Je puis concevoir les attributs comme trois êtres séparés; je puis les concevoir comme les trois caractères indissolublement unis d'un seul être; chercher un

intermédiaire entre ces deux conceptions, c'est sortir des faits, de la psychologie; c'est tenter l'impossible, c'est construire une conception qui ne peut être conçue, comme dans la méthode on a affirmé une source de certitude, quoique aucun esprit individuel ne puisse rien affirmer avec certitude. C'est, de plus, faire ce qui est inutile, et même ce qui est contraire au but que l'on poursuit; car plus les attributs de Dieu seront indissolublement unis, plus chacun d'eux sera éloigné d'avoir une vie, une existence propre, distincte de celle des deux autres, et plus l'idée que nous nous faisons de Dieu approchera de la perfection.

Lorsque Dieu pense à lui et parle de lui, il dit moi, sans contredit; et ce moi, c'est moi, puissance infinie, intelligence infinie, amour infini. La puissance de Dieu n'a pas une conscience distincte de Dieu, et distincte de la conscience de l'intelligence. Si vous dites que ce sont trois consciences distinctes, trois *moi* distincts, d'abord c'est une hypothèse; ensuite, cette hypothèse est une erreur. S'il y a trois moi en Dieu, il y a trois dieux, au moins pour la raison, et trois dieux imparfaits : un dieu-amour, qui n'est pas intelligence, un dieu-intelligence, qui n'est pas amour, un dieu-puissance, qui n'est ni intelligence ni amour. Pendant que vous épuisez ainsi un esprit très pénétrant à faire une vérité philosophique de ce qui est et doit rester un mystère, vous ressemblez aux mystiques qui racontent l'ineffable, et cherchent à imposer à la raison humaine des idées dont elle ne comprend ni la vérité ni la possibilité.

Vous reconnaissez vous-même l'infirmité de notre esprit et de notre langage, et c'est en gémissant sur votre impuissance que vous substituez ce mot de *personne* à celui d'attribut. Mais attribut au moins se conçoit, tandis qu'aucun esprit ne comprendra jamais trois personnes dans un seul être. Vous rejetez avec raison le mot d'hypostase, employé par les méléciens et par les philosophes de l'école d'Alexandrie; mais si l'église d'Occident a préféré le mot de personne, vous le savez, ce n'est pas tant pour dire quelque chose que pour ne pas se taire. Quand on admet la révélation, on est forcé d'admettre le dogme de la trinité comme mystère; qu'il y ait des mystères dans une religion, quoi de plus simple et de plus nécessaire? Mais des mystères en philosophie, cela peut-il se supposer, ou même se concevoir? Et trois personnes, qui ne font qu'un seul être, qu'est-ce autre chose qu'un mystère?

La substance, dites-vous, se manifeste tantôt en Dieu, comme

infinie, tantôt dans le monde, comme finie. Sont-ce là deux substances? n'en est-ce qu'une seule? C'est une seule et même substance, comme vous en faites la démonstration. Le monde et Dieu ne diffèrent donc que par leurs essences; ils sont donc consubstantiels. Or, qu'y a-t-il de commun que la consubstantialité entre vos trois personnes divines? C'est, dites-vous, qu'il y a pour les personnes divines communion de la substance infinie. Mais, finie ou infinie, elle n'en est pas moins la même sous une modalité différente, et, la substance demeurant radicalement une, la consubstantialité universelle subsiste. Vous vous ôtez ainsi la division numérique par substances, et la division, la séparation d'êtres la plus complète qui vous reste, est précisément celle que nous exprimons par le mot de personne; c'est comme personne et uniquement comme personne que je me distingue de ce qui n'est pas moi. Cette distinction est-elle claire et complète? ai-je l'idée d'une distinction plus profonde? d'une séparation plus entière? Non, de toute évidence. Vos trois personnes sont donc aussi séparées qu'on puisse l'être, avec l'unité de la substance; elles sont trois dieux ou elles ne sont rien.

Et pourquoi vous en tenir à une trinité? « Il y a, dites-vous, dans l'intelligence divine ou dans le verbe divin, premièrement une pensée unique, qui est lui-même; secondement, des idées distinctes représentatives de tous les êtres particuliers; troisièmement, quelque chose qui détermine la distinction actuelle de ces idées particulières. » C'est une trinité nouvelle dans une des personnes de la trinité; vous aviez là les élémens d'une trinité de trinités, presque tous les termes d'une *ennéade;* et cette entreprise même n'aurait pas été plus nouvelle, puisque Théodore d'Asiné, l'*admirable* Théodore, comme l'appelle Proclus, l'a tentée autrefois, suivi en cela par bien des imitateurs. Mais vous êtes loin de l'école d'Alexandrie, et je n'hésite pas à le dire, quoique ce soit une grande école, vous êtes bien au-dessus d'elle. Les théories alexandrines, ces trois hypostases dont chacune en contient trois autres, ne seraient plus possibles au XIXe siècle; et pourtant que de grands esprits elles ont abusés dans des siècles éclairés, et malgré l'érudition philosophique la plus grande qui fut jamais!

On aurait révolté l'école d'Alexandrie tout entière en plaçant, comme le fait M. Lamennais, la puissance avant l'intelligence et l'amour. Cependant M. Lamennais démontre par des raisons sans réplique cet ordre d'antériorité logique entre ces trois attributs, ou, comme il les appelle, ces trois personnes coéternelles. Pourquoi,

dans son désir d'importer dans la philosophie le mystère chrétien tout entier, veut-il consacrer les mots de génération et de procession, comme celui de personnes? La puissance *engendre* l'intelligence; mais l'amour *procède* des deux autres personnes, et il serait faux de dire qu'elles l'engendrent. Engendrer, qu'est-ce donc? Après tout, ce ne peut être qu'une métaphore; et si tout cela a un autre sens qu'un sens mystique, la génération du fils par le père est impossible, à moins d'un troisième terme. Saint Anselme, qui, avant M. Lamennais, avait tenté d'expliquer les mystères de la trinité (c'est un précédent glorieux), saint Anselme a traité ce point dans le *Monologium*. Il y explique pourquoi il y a le père et le fils, et non pas la mère et la fille, c. XLII. Mais si ce n'étaient de si excellens esprits, saint Anselme, M. Lamennais, on se demanderait ce que devient au milieu de tout cela la philosophie. Certes, toutes ces contradictions dans le dogme philosophique de la Trinité ne font rien au dogme religieux. Que les mystères restent des mystères, et que l'esprit humain consente à n'admettre en philosophie que ce qu'il peut comprendre et prouver. Nous savons que Dieu est, et qu'il est le souverain bien. N'est-ce pas assez pour l'adorer? Quand nous voulons fixer le nombre de ses propriétés, en caractériser la distinction et les rapports, ne sortons-nous pas visiblement des conditions de la science? Le langage devient impuissant, dites-vous? Et cela ne doit-il pas vous avertir de l'impuissance de l'esprit humain?

S'il importe au système de M. Lamennais que les divers attributs de Dieu soient des personnes, il ne lui importe pas moins que ces personnes soient au nombre de trois, ni plus ni moins; car ce ternaire va tout à l'heure s'étendre à la nature universelle, et comme l'unité de Dieu, selon ses expressions, s'épanouit sous la forme ternaire, toute unité dans le monde enfermera une trinité, et la création reproduira sans fin cette loi suprême de l'être. Pourquoi donc y a-t-il en Dieu trois personnes, et n'y en a-t-il que trois? C'est ce qui ne nous paraît pas démontré; car il résulte de la raison qu'on apporte que nous ne pouvons pas affirmer légitimement l'existence d'autres personnes divines, mais il n'en résulte en aucune façon que nous puissions affirmer légitimement qu'outre ces trois personnes il n'en existe aucune autre. L'idée de l'Être infini, nous dit-on, implique nécessairement la puissance, l'intelligence et l'amour. On l'accorde. Il en résulte que l'Être infini possède nécessairement les trois attributs de puissance, d'intelligence et d'amour. On en convient encore; il est tout cela, et il est tout cela nécessairement. N'est-il

rien de plus? voilà la question. Nous ne pouvons affirmer que ce que nous pouvons déduire par une conclusion nécessaire; mais au-delà de ce que nous pouvons affirmer, au-delà de ce que nous pouvons connaître, qui nous garantit qu'il n'y a rien? Que nous puissions connaître avec certitude qu'il se rencontre en Dieu certains attributs dont le nom et la nature nous sont connus, n'est-ce pas assez? La science humaine peut-elle aller jusqu'à répondre qu'il n'y a en Dieu aucune puissance, aucune vertu que nous ne puissions découvrir en lui, et dont l'idée même nous manque? Lorsqu'on discutait dans les écoles la question de l'immatérialité de l'ame par des raisonnemens directs, sans remonter aux principes, l'argumentation de Locke, qui n'était pas matérialiste, mais qui n'était pas spiritualiste non plus, consistait à soutenir qu'à la vérité nous ne savons pas que la matière pense, mais que nous ne savons pas davantage qu'elle soit incapable de penser, ou qu'il soit impossible à Dieu de la rendre intelligente. Cet argument, fort indifférent du reste maintenant que la question est jugée de plus haut, n'était peut-être pas alors sans réplique; mais n'acquiert-il pas aussitôt tous les caractères de l'évidence, si de l'esprit que nous sommes et de la matière au sein de laquelle nous vivons, si de ce monde fini qui nous est analogue, nous le transportons à la nature de l'infini? Vous portez le défi à toute intelligence humaine de concevoir en Dieu quelque attribut qui ne se puisse ramener à l'une de ces trois personnes; portez donc à Dieu le défi de n'avoir pas en soi un attribut qui ne puisse être compris par une intelligence humaine!

Il est vrai que ce nombre trois fait une assez belle figure dans l'histoire de la philosophie; mais au fond ce n'est qu'une gloire usurpée et dont il serait bon de faire justice. Que le nombre trois ait été le nombre divin dans quelques théogonies antérieures au christianisme, c'est un honneur qu'il partage avec le nombre deux d'abord, et surtout avec le nombre quatre, cette fameuse *tetractys* par laquelle juraient les pythagoriciens. Quant au nombre sept, au nombre neuf, et au nombre dix, leur éloge remplit, hélas! plus de cent gros volumes, et M. Lamennais, dans une note fort judicieuse, apprécie à sa juste valeur tout ce bagage numérique dont les anciens philosophes s'étaient malheureusement embarrassés. A la différence des pythagoriciens, des alexandrins et de tant d'autres, ceux qui reprennent aujourd'hui le dogme de la Trinité comptent trois attributs en Dieu, parce qu'ils en découvrent trois, et non pas pour qu'il y en ait trois.

On peut s'étonner qu'opposés d'ailleurs de principes et de méthodes, ils diffèrent sur la qualité des personnes divines, et s'accordent sur le nombre. Mais d'abord il se peut faire qu'il y ait en Dieu trois attributs principaux, accessibles à notre intelligence; puis il y a la secrète influence du dogme chrétien; il y a la raison psychologique du triple aspect de l'ame humaine, qui peut conduire, à leur insu, les ennemis les plus déclarés de la psychologie, car on sait que, si Dieu a fait l'homme à son image, l'homme à son tour le lui a bien rendu. Il y a enfin cette éternelle opposition du fini et de l'infini, avec leur rapport conçu comme un troisième terme nécessaire. Véritablement, on a quelque peine à concevoir ce troisième terme comme une entité distincte; le rapport de deux êtres, ou, d'après le système de M. Lamennais, l'amour qui les unit, semble moins un troisième être que la disposition particulière de chaque terme intelligent vis-à-vis de l'autre, de sorte qu'il n'y aurait pas trois personnes, mais deux personnes seulement, et que la Trinité aurait usurpé injustement le caractère sacré qui appartient à la seule dyade.

Mais il est temps de suivre M. Lamennais dans l'application de son système trinitaire. Voici d'abord comment il l'exprime : « L'existence actuelle de tous les êtres implique l'union, actuelle aussi, de trois énergies diverses qui se supposent mutuellement; et rien n'est ni ne peut être que par la triplicité dans l'unité. » Sur ce principe, on ne voit plus dans le monde que des « unités s'épanouissant sous la forme ternaire. » Quelquefois ces trinités se rencontrent en effet dans la nature des choses, et alors, pendant que l'auteur croit tirer une conclusion de son système, c'est peut-être, à son insu, cette prétendue conclusion qui fortifie dans son esprit la croyance à son hypothèse. Quelquefois cette trinité est purement fictive, ou fondée sur une équivoque; mais l'auteur, emporté par ses vues systématiques, prend une probabilité pour une certitude, une analogie pour une identité; c'est au moins ce qui doit sembler à ceux qui regardent la donnée première comme une hypothèse. Toute conjecture sur ces grands problèmes paraîtra toujours bizarre à quiconque ne l'adoptera pas explicitement, et ne convaincra jamais personne aussi fermement que son auteur.

« Les êtres que le monde renferme peuvent se diviser en trois classes, dit M. Lamennais, car ils sont libres, organiques ou inorganiques. » Ce n'est pas là, comme on voit, la division ordinaire des trois règnes, où l'on fait des végétaux une classe à part; mais M. Lamennais

aime mieux se fonder sur la liberté, qui est assurément un bon caractère spécifique. Il faut dans chacune de ces trois espèces (ou de ces quatre espèces, si l'on revient à la distinction des végétaux), considérer trois énergies constitutives, sans le concours desquelles aucun être ne peut exister : la puissance, l'intelligence et l'amour. Ces trois énergies constitutives se retrouvent à des degrés différens dans tous les ordres de la création; elles changent seulement de nom, suivant les conditions dans lesquelles elles nous apparaissent. Considérées comme élémens constitutifs de tout être limité, elles sont la substance, la figure et la cohésion. Qu'est-ce, en effet, que la substance, sinon une force qui se développe? ou la figure, sinon la forme déterminée sous laquelle l'intelligence conçoit le développement d'une force? Et la cohésion n'est-elle pas identique à l'amour, puisqu'elle fait que les diverses molécules qui composent le tout d'une figure se joignent et s'unissent l'une à l'autre, au lieu de rester éparses et isolées? « Considérées comme causes générales, manifestées à nos sens, » la force, l'intelligence et l'amour subissent une autre transformation apparente, car « elles doivent alors être conçues sous la notion de fluides essentiellement distincts, le calorique identique à l'amour, la lumière identique à l'intelligence; et comme il ne peut plus y avoir qu'un fluide primitif élémentaire correspondant à la force, il faudrait conclure que les fluides magnétique, électrique et galvanique ne sont radicalement qu'un même fluide envisagé dans ses effets divers. » Cette dernière conjecture paraît avoir des partisans parmi les physiciens, qui doivent y être arrivés par une route un peu différente; M. Lamennais est plus heureux en ceci que les pythagoriciens, qui, ayant d'abord préconisé la *décade* et le système décadaire, et ne découvrant que neuf planètes, en affirmèrent résolument une dixième, en dépit du témoignage des astronomes de leur temps.

Si des élémens constitutifs des êtres M. Lamennais passe à des considérations d'un autre ordre, il faut, dit-il, embrasser trois choses dans l'étude des êtres intelligens, leur mode d'existence, leur mode d'action et leur fin. Il y a aussi trois qualités distinctives de l'homme, la force libre, la parole et la sociabilité. Jusqu'ici on avait accordé à l'homme cinq sens, à l'exception de Maupertuis, qui n'en voulait confesser qu'un seul; M. Lamennais en reconnaît trois; l'ouïe et la vue, que le vulgaire distingue, ne sont en réalité qu'un sens unique relatif à la forme, c'est-à-dire à l'intelligence; l'odorat et le goût, un

sens unique relatif à l'amour; le tact est relatif à la force. Les systèmes organiques destinés à la conservation de l'individu sont également au nombre de trois: le système nerveux, relatif à la force; l'appareil de la nutrition, relatif à la forme, parce que notre forme s'altérerait visiblement, selon la raison qu'en donne l'auteur, si nous n'avions soin d'alimenter notre corps; et l'appareil de la respiration, relatif à l'amour, ou à la vie, ou à la chaleur, ce qui est tout un, et ne vaut pas la peine d'être distingué. Autre trinité pour la génération, si on la considère dans les espèces les plus élevées; or c'est la même nature, moins développée, dans les autres espèces: d'abord la mère qui apporte le germe (la mère apporte-t-elle le germe?); le germe, c'est la forme. Le germe serait stérile, s'il n'était fécondé par le mâle. Le mâle apporte la force. Il paraît en effet, d'après les expériences de M. Lallemand, que la production du système nerveux (relatif à la force) dépend de l'action du mâle, et cela peut servir à confirmer l'hypothèse de M. Lamennais. Enfin, pour accomplir l'acte de la génération, l'amour mutuel, le concours du principe de vie est physiologiquement nécessaire. M. Lamennais profite ainsi, avec une érudition très variée, et une grande subtilité d'esprit, des découvertes et même des conjectures de la science. Haüy a reconnu que les formes élémentaires des cristaux se peuvent réduire à trois; éclatante confirmation de la trinité. M. Lamennais réduit également à trois tous les sons primitifs, sans nous dire à qui appartient cette découverte. Il triomphe sur les couleurs : « Les sept couleurs du prisme se réduisent à trois, le jaune, le rouge et le bleu : unies, elles donnent le blanc.... Les trois couleurs primitives correspondent donc aux trois principes générateurs des êtres; et comme ces trois principes sont ramenés à l'unité dans la substance, les trois couleurs qui les manifestent sont ramenées à l'unité dans le blanc. » Où M. Lamennais ne cherche-t-il pas des analogies? En voici une qui ne semblera pas digne des autres : « Les idées qu'expriment respectivement les mots *je*, *vous*, *il*, inhérentes à l'idée qu'exprime le mot *être*, en sont tellement inséparables, qu'à l'instant même où l'on essaie de les en séparer effectivement, l'idée d'être s'évanouit dans une nuit éternelle. De plus, les relations qui subsistent entre les personnes nécessaires du verbe, sont identiquement les mêmes que celles qui existent entre les personnes de l'Etre infini. *Vous* implique *je* comme son principe, sans quoi, qui jamais eût pu dire *vous*? *Vous* et *je* disent également *il*. Cette troisième personne a une rela-

tion semblable avec les deux premières et les suppose, car on ne saurait dire *il* qu'en parlant à un autre : elle *procède* de tous deux. » M. Lamennais dit à plusieurs reprises de grandes subtilités, et bien inutiles, sur le langage. Que ne laisse-t-il cela aux partisans des *Abraxas* et des talismans? Les mots ne sont rien que les signes arbitraires de nos idées; et le fameux *Sésame, ouvre-toi*, est désormais un conte, et ne peut plus passer pour une histoire.

Il serait curieux de rapprocher de ce système les autres théories trinitaires de notre époque; l'Allemagne en fournit un grand nombre. Le principe de la philosophie d'Oken est celui-ci : l'essence de toutes choses consiste dans la trinité qui est unité, et dans l'unité qui est trinité. Ces principes réussissent mieux en Allemagne qu'en France, où nous voulons toujours que l'on prouve. Il y a des doctrines qui s'affirment et ne se prouvent pas. Il est remarquable que les trinitaires s'accordent à admettre des trinités, mais que les termes de ces trinités diffèrent pour chacun d'eux. C'est même, à ce qu'il semble, une loi générale; car elle s'appliquait parfaitement, il y a dix-huit siècles, aux néoplatoniciens. Plutarque de Chéronée faisait deux hypostases distinctes de la prescience de Dieu et de son intelligence; cette distinction n'a pas été reprise après lui; il est vrai qu'il se fondait sur une raison toute verbale, qui n'est plus même intelligible depuis que les philosophes n'écrivent plus en grec. Numénius distinguait trois hypostases ou personnes divines, le père du monde, l'auteur du monde, et le monde. Ce système, qui nous est imparfaitement connu, semble avoir les plus grands rapports avec celui de M. Lamennais; car si l'on en croit Amélius, le père n'est autre chose que la puissance première d'où découle toute substance; l'auteur, ou le créateur, donne à cette substance des formes déterminées; et quant au monde enfin, considéré dans ce qu'il a de réel, ce n'est autre chose que les idées mêmes de Dieu ramenées à l'unité dans l'intelligence divine. Les alexandrins s'accordent à peu près à concevoir les hypostases divines dans cet ordre : l'unité, l'intelligence et l'ame. Mais de ces trois hypostases, quelle est celle qui produit le monde? Chacun d'eux a son opinion sur ce point. Plotin, il faut en convenir, hésite entre l'esprit et l'ame; Porphyre établit au contraire, par raisons démonstratives, que l'ame seule a le pouvoir de créer; Jamblique inclinerait plutôt à admettre le concours de toutes les personnes célestes. On disputait aussi pour savoir si c'est l'ame ou l'intelligence qui conçoit les idées éternelles, modèle intelligible du monde. Plusieurs en ont fait une hypostase distincte, et alors, pour ne pas sortir du ternaire, ils ont

fait, comme Théodore, un plus grand effort d'imagination, et ont proclamé une trinité de trinités, une ennéade. Le nombre trois est apparemment tout aussi sacré à la seconde puissance qu'à la première. On ne sait trop dans tout cela qui a raison ou qui a tort; leurs raisons se valent à peu près, et elles sont assez ingénieuses. Quoiqu'il coûte un peu de le dire, à cause de la bizarrerie des conséquences, chacun peut se convaincre, en lisant Plotin, Porphyre ou Proclus, que les raisons de M. Lamennais sont de la même famille que les leurs, et qu'il n'y a que le degré de subtilité qui diffère. Il y a moins de ressemblance entre les trinités que l'on veut aussi trouver dans le monde physique. M. Lamennais distingue le feu de la lumière; Oken fait du feu une trinité, composée de la pesanteur, de la lumière et de la chaleur; Hermann Fichte, au contraire, oppose la lumière à la pesanteur dans la nature, comme la liberté est opposée à la nécessité dans la conscience. Qu'en pense M. Arago?

Quand on expose ainsi une doctrine dans toute sa nudité, en la dépouillant du style dont l'auteur l'a revêtue, on commet souvent une injustice, mais une injustice nécessaire. Réduire un système à sa plus simple expression, pour le juger en lui-même, abstraction faite d'ornemens étrangers ou de parties accessoires qui l'embellissent sans changer sa nature, cela n'est que juste et indispensable, qui ne le voit? Mais l'auteur, en même temps, croit avoir le droit de se plaindre; car ce squelette qu'on lui présente, ce n'est pas là ce qui l'avait séduit et entraîné. Il a conçu sa doctrine sous le même aspect brillant qu'il a su lui donner dans son livre. Tous ces riches ornemens, qui nous cachent la vérité, la lui ont cachée à lui-même; et dans ce qui reste pour le jugement, quand on a banni l'imagination, il ne se reconnaît plus.

Le système de M. Lamennais ne repose pas seulement sur le dogme de la trinité, mais sur celui de la création. La trinité est le principe, et l'acte de la création l'intermédiaire. Ce n'est pas que M. Lamennais se flatte d'exprimer en langage humain cet acte évidemment inintelligible à l'homme que nous nous efforçons d'indiquer par le mot *créer*. Sa philosophie, sous ce rapport, est pleine d'une sage réserve à laquelle on ne peut qu'applaudir. Mais si l'acte simple nous échappe dans son essence même, si le comment de la création nous est à jamais inconnu, nous pouvons, selon lui, en connaître le mode, les conditions et les résultats immédiats et nécessaires. M. Lamennais est condamné, pour ainsi dire, à être très dogmatique sur ce point, puisqu'il doit conclure de ce qu'il y a en Dieu unité et triplicité,

qu'il y a aussi et nécessairement unité et triplicité en toutes choses. Pour qu'il y ait partout unité et triplicité, il faut d'abord qu'il en soit de même en Dieu, et ensuite que Dieu, lorsqu'il crée, ne puisse créer qu'à sa propre image; que tous les êtres qu'il produit participent à tous ses attributs essentiels. C'est sur cette affirmation, relative à un acte simple dont M. Lamennais déclare que nous ne pouvons rien connaître, c'est sur cette affirmation qu'il se fonde pour soutenir que dans le dernier atome de la matière il y a, sous une certaine forme et à un certain degré, de la puissance, de l'intelligence et de l'amour. La conséquence est assez importante, elle s'éloigne assez des idées reçues, de l'opinion générale et des apparences sensibles, pour que l'on se montre difficile sur la démonstration des prémisses. Nous avons vu que la trinité demandait de nouvelles preuves plus convaincantes; la théorie de la création demanderait aussi à être prouvée, et pourtant elle nous est donnée comme une chose si simple, si naturelle, si évidente, qu'on croirait nous faire injure en la démontrant. Ainsi, il y aura partout de la puissance, de l'intelligence et de l'amour, si ces trois attributs sont en Dieu, et si Dieu est le créateur de toutes choses. Nous connaissions un axiome qui dit : Nul ne donne ce qu'il n'a pas; faudra-t-il qu'on y ajoute cet autre principe : Nul ne donne pas tout ce qu'il a? Pour parler le langage consacré, toute qualité formelle dans l'effet suppose la même qualité, ou formelle, ou éminente, dans la cause; faudra-t-il aussi que toute qualité éminente dans la cause se retrouve au moins en tant que formelle dans l'effet? A toutes ces questions, le simple bon sens répond : non; si vous dites oui, il faut au moins fournir une preuve.

Cette doctrine de la création est, du reste, un des points qui embarrassent le plus M. Lamennais, et on le conçoit sans peine. Tant qu'il ne s'agit que de juger et de rejeter loin de lui diverses doctrines erronées sur la création, il déploie une netteté, une précision de style, une pénétration, une fermeté de jugement qui n'ont pas lieu de nous surprendre. C'est ainsi qu'il écarte les théories dualistes et manichéennes, qui admettent la co-existence de deux principes éternels, dont l'un est le principe du bien, et l'autre celui du mal; les doctrines essentiellement païennes qui, sans animer la matière, lui donnent une existence propre, nécessaire, éternelle, réduisent le créateur à la condition d'un artiste qui façonne une substance étrangère, et l'obligent à de pénibles efforts pour triompher de la résistance inerte que cette matière lui oppose; le système de l'émanation, qui fait sortir le monde de Dieu par une sorte de superféta-

tion naturelle et fatale de la nature divine, et celui qui, tout en conservant la création, altère ou plutôt détruit la nature de Dieu, parce qu'il substitue à l'acte libre d'une intelligence une sorte d'action nécessaire et aveugle, qui n'est qu'un *hasard subjectif*, c'est-à-dire un pur néant. Mais, quand il s'agit de produire lui-même une doctrine, son embarras se trahit par la multitude des métaphores qu'il emploie. L'abus des métaphores a ici un inconvénient particulier; car, depuis le temps que l'esprit humain s'épuise en vains efforts pour expliquer la création, tant de métaphores ont été employées, qu'il est difficile d'en trouver une qui ne caractérise une école et un système. M. Lamennais, qui s'empresse tant de rejeter l'émanation, emploie souvent le mot d'*écoulement :* « toute force est un écoulement du père, » ou le mot de *participation*. Celui de *génération*, qu'il emploie aussi, ne semble pas plus heureux : « Nous comprenons, dit-il, que la substance infinie peut se communiquer sans éprouver aucun changement; car l'homme aussi, dans l'acte de la génération, communique sa propre substance, sans que celle-ci soit altérée, diminuée, changée. » Il n'est pas nécessaire d'entendre à fond la métaphysique pour comprendre que le mot substance est pris ici dans deux acceptions différentes, c'est d'ailleurs expliquer un mystère par un autre, et M. Lamennais sans doute ne tient pas à cette comparaison. Participation, écoulement, génération, tout cela ne diffère guère de l'émanation; on ne comprend pas pourquoi M. Lamennais les préfère, ni comment l'émanation implique à ses yeux le panthéisme, tandis que l'écoulement ne l'implique pas. Il est vrai que M. Lamennais ajoute que cet écoulement a lieu par un acte libre de la volonté divine, et que Dieu, par cet acte, réalise hors de lui ses propres idées. Mais ceux qui ont employé le mot d'émanation ont-ils donc enseigné que le monde émane de Dieu, tout formé, ainsi que nous le voyons? Dans l'école d'Alexandrie, ou du moins chez un grand nombre de philosophes de cette école, l'émanation n'est autre chose qu'une émanation de substance; et Dieu donne une forme à cette substance, parce qu'il le veut, et parce qu'il le juge raisonnable. C'est pour cela qu'on distingue le père du monde et l'auteur du monde, et qu'on appelle Dieu un artiste et un architecte. C'est donc le propre système de l'*Esquisse*. M. Lamennais se rapproche d'autant plus des alexandrins que les écoulemens de son Dieu, comme les émanations du leur, ressemblent au principe dont ils sortent, et ne font qu'en reproduire l'image de plus en plus affaiblie. La conséquence extrême de cette théorie, conséquence proclamée par M. Lamennais, qu'il y

a de la pensée jusque dans les êtres inorganiques, est aussi reconnue par Plotin; et il y a de plus cet autre rapport que, pour les alexandrins comme pour M. Lamennais, la matière n'est rien par elle-même; elle est la négation de l'être, la limite, inintelligible en soi, et qui pourtant sert à la connaissance. Quand M. Lamennais emploie ces mêmes expressions, il sait bien qu'elles ne lui appartiennent pas, car il est aussi érudit qu'habile, et le rapprochement que nous indiquons ici entre sa doctrine et celle des alexandrins est sans nul doute le résultat d'une filiation avouée et reconnue.

Ce que M. Lamennais ajoute, que Dieu, dans la création, réalise ses idées hors de lui, présente encore quelques difficultés. Si l'acte de la création consiste à réaliser les idées, les idées avant la création n'avaient donc en Dieu que cette réalité que l'on appelle en métaphysique réalité subjective? elles n'étaient que de simples possibles? leur image extérieure, produit et résultat de la création, a plus de réalité qu'elles? Cela est évidemment contraire aux principes de M. Lamennais, qui, sur ce point comme sur tant d'autres, se range à l'avis de Platon, et considère les idées divines comme les archétypes de tout ce que le monde renferme, comme des existences réelles, plus réelles que leurs images, qui occupent nos sens. La création est donc si loin de réaliser les idées de Dieu, qu'elle fait précisément une opération toute contraire. D'ailleurs, comment les idées de Dieu seraient-elles réalisées hors de lui, s'il est vrai, comme M. Lamennais le démontre ailleurs, que Dieu est *le lieu universel*, que rien n'est ni ne peut être hors de lui, que nous sommes en lui, que nous vivons, que nous nous mouvons en lui; que c'est une conclusion nécessaire de l'omniprésence, et qu'enfin c'est dire une absurdité manifeste, que de placer quelque chose hors de Dieu?

Cela ne prouve pas (à Dieu ne plaise!) que M. Lamennais soit panthéiste, même à son insu, ni qu'il ait résolu moins philosophiquement que ses devanciers le problème insoluble de la création. Que l'on appelle la création une imitation comme Pythagore, ou une participation comme Platon, ou une émanation, un écoulement, une irradiation comme l'école d'Alexandrie, ou une fulguration comme Leibnitz; ou une chute, comme Schelling, ou un développement comme Hegel, ou bien que l'on emprunte aux Indiens cette analogie de l'araignée et de la toile, ce sont là, comme l'a dit Aristote, des métaphores poétiques, une pure affaire de style; et il ne faut pas croire que, pour avoir changé un mot, on a modifié un système. Il suffit qu'on admette, comme M. Lamennais, qu'il n'y a qu'un seul

principe, que le monde en est distinct et qu'il est produit par un acte libre. Tout ce qu'on pourra ajouter sur la nécessité où est le créateur de faire participer la créature à tous ses attributs essentiels, sur la valeur plus ou moins grande d'une métaphore et d'une analogie, sur le monde en Dieu ou hors de Dieu, (à moins que hors de Dieu ne signifie distinct de Dieu, et alors ce n'est là que poser la difficulté et non la résoudre) ; toutes ces tentatives n'aboutiront qu'à des hypothèses, et ne pourront servir qu'à encourager ceux qui, pour trancher le différend, nient la distinction radicale de l'effet et de son principe.

Triste sort de la science métaphysique! Sous chacun de ses pas s'ouvre un abîme. Si le monde est nécessairement produit par la substance divine, Dieu n'est pas libre; il est donc imparfait, et la notion même de Dieu périt. Si, au contraire, cette production (quelque nom qu'on lui donne) a pour cause un acte libre de la volonté du créateur, aussitôt les difficultés s'amoncellent et nous menacent de toutes parts; car de cette liberté de Dieu, unie à sa toute-puissance et à sa bonté infinie, il semble que l'on doive conclure sans hésiter que ce monde est aussi parfait qu'il pouvait l'être. Et pourtant, si le monde est nécessairement parfait à cause de la bonté de Dieu, Dieu est donc nécessairement déterminé au plus parfait; c'est partir de la liberté de Dieu pour arriver à la négation même de cette liberté. Il y a donc contradiction à admettre l'optimisme, et il semble qu'il y ait aussi contradiction à ne pas l'admettre. Qui ne voit d'ailleurs la longue série des objections qu'appelle l'optimisme? Ce monde si parfait n'a qu'une perfection bornée; sur quel fondement contester à Dieu, ou la faculté de concevoir quelque chose de plus rapproché de lui, ou la puissance de le réaliser? M. Lamennais, qui expose cette difficulté, croit avoir trouvé le moyen de la résoudre, mais sa solution ne paraît pas plus heureuse que celle de Leibnitz, qu'il rejette. « La création, dit-il, est la manifestation progressive de tout ce qui est en Dieu, et dans le même ordre qu'il existe en Dieu; et il est évident, dès-lors, que, tout ce qui peut être devant être, il n'y a pas même lieu à imaginer un choix. Dieu est libre en créant... » On demande à M. Lamennais ce que c'est que la liberté, là où il n'y a pas même lieu à imaginer un choix. La liberté sous cette condition n'est-elle pas plutôt la possibilité de la liberté, que l'exercice de la liberté même? Mais à supposer qu'il y ait exercice de la liberté là où il n'y a pas de choix, M. Lamennais n'est pas parvenu à son but, et Dieu aura toujours un choix à faire; car dans les autres hypothèses il choisissait entre créer ce monde, ou un autre, et dans celle de M. Lamennais,

il choisit entre créer ou ne pas créer. Soutenez-vous que ce choix même n'existe pas, et que la création est nécessaire à Dieu, comme Dieu est nécessaire à la création? Mais alors où donc se cachent la liberté et l'action de Dieu? Il n'est pas question d'ailleurs d'admettre en Dieu de la liberté pour une action et de la nécessité pour une autre. Toutes ses actions sont libres, s'il est parfait. Dieu ne peut pas être seulement parfait par quelque endroit; un défaut en lui, une seule action nécessaire, et il n'est plus la perfection par essence; il n'est que le moins imparfait de tous les êtres : or, il y a l'infini entre ces deux termes. Admettez-vous la liberté de créer ou de ne pas créer? Vous l'admettez; car, si le monde a commencé, comme vous le dites, Dieu ne l'a pas créé nécessairement. Mais avec la liberté revient la possibilité de choisir, condition de la liberté même, et de plus, la création, selon vous, est une déchéance. Quel est donc cet acte libre d'une intelligence parfaite qui a le moindre être pour but et pour résultat? N'est-ce pas comme si Leibnitz renonçait à son optimisme? S'il est malaisé de rendre compte de la perfection plus ou moins grande du monde créé, le simple fait d'une création, dès que la création est une déchéance, n'est-il pas encore plus inconciliable avec la perfection infinie de Dieu? C'est un abîme si difficile à combler, que l'école d'Alexandrie aimait mieux avouer que c'est une imperfection en Dieu d'avoir créé le monde. Et puis, si le monde a commencé, il y a donc eu un moment où Dieu a voulu qu'il commençât? Est-ce impuissance de le créer auparavant? est-ce caprice? Il est absurde, dites-vous, d'agiter de telles questions, parce qu'entre ce qui est éternel et ce qui ne l'est pas, il n'y a aucun terme commun. Mais que devient alors le pauvre esprit humain avec ses notions nécessaires sur la cause? car, enfin, faut-il croire que la cause a toujours produit et que l'effet n'a pas toujours existé?

Reste la redoutable question du mal, source féconde de sophismes et d'erreurs, qui a produit le manichéisme et suscité dans tous les temps à la vraie philosophie ses adversaires les plus dangereux. On connaît l'argumentation d'Épicure : « Ou Dieu veut détruire le mal et ne le peut, et alors il est impuissant; ou il le peut et ne le veut pas, et il est méchant; ou il ne le veut ni ne le peut, et il est méchant et impuissant tout à la fois; ou bien il le veut et il le peut; mais alors comment y a-t-il du mal? » M. Lamennais répond résolument : Il n'y en a pas; et, ce qui est mieux, il le prouve. Il n'y a pas de mal, puisque Dieu ne saurait être le principe du mal, et qu'on ne peut supposer l'existence du mal comme principe nécessaire opposé à

Dieu et coéternel à lui, sans admettre l'existence simultanée de choses qui s'excluent, et sans renverser la philosophie tout entière, la science humaine, toute connaissance et toute pensée. Il n'y a pas de mal, parce que, le bien étant identique à l'être et le moindre bien étant un moindre être, l'absence radicale du bien est l'absence même de l'être; et le mal absolu est égal à zéro. Le mal absolu n'existe donc pas dans la nature des choses.

Quant au mal relatif, qui n'est que l'absence d'une perfection, demander pourquoi il existe dans le monde, c'est demander pourquoi le monde est fini, et pourquoi Dieu, en créant, ne s'est pas reproduit lui-même. Le mal n'est que la limite, le plus grand mal n'est que la plus grande limite. Cette solution est aussi celle de Leibnitz, et c'est la solution véritable : elle s'étend à tout, au mal métaphysique; au mal physique, la douleur; au mal moral, le péché. Il y a plus, le péché est la condition nécessaire de la liberté; Dieu nous a rendus capables du mal pour que nous puissions faire le bien par choix. Il vaut mieux être placés plus haut dans l'échelle des êtres, avec le pouvoir de descendre par une dégradation volontaire, que si Dieu nous avait relégués aux derniers rangs en nous privant de la liberté. Cette doctrine nous rappelle que, dans *la République* et dans le *Gorgias*, Platon voit un bien dans la douleur même, quand elle est offerte par l'homme et acceptée par la Divinité en expiation des fautes commises. La seule objection qui demeure se tire du degré de l'imperfection; car enfin, s'il fallait nécessairement qu'il y eût du mal, tant de mal était-il nécessaire? C'est à cela que Leibnitz répond que ce monde est le meilleur des mondes possibles, sauvant ainsi la bonté de Dieu, dit M. Lamennais, aux dépens de sa liberté. M. Lamennais aime mieux dire que le monde va toujours en s'améliorant, et que, s'il ne peut, à cause de sa nature même, arriver à la perfection, il s'en rapproche sans cesse par un progrès continu qui ne s'arrêtera jamais. Nous avons vu que ce système n'est pas plus favorable que celui de Leibnitz à la liberté de Dieu; mais il échappe du moins au roman de *Candide* et à d'autres objections non moins fortes. *Candide* est d'autant plus redoutable pour les optimistes qu'il les attaque sur les faits particuliers, et qu'ils ne peuvent guère se défendre que par des raisons générales; car, pour eux, descendre dans les détails, c'est presque toujours compromettre leur théorie, et fournir des élémens à la science de Pangloss. Un des plus illustres optimistes de notre temps, que son savant traducteur, M. Joly, n'hésite pas à appeler le Cuvier de l'Angleterre, le révérend William

Buckland, a poussé si loin le zèle de l'optimisme, qu'il regarde les carnassiers comme les bienfaiteurs des herbivores dont ils se nourrissent, et qu'il ne voit pas pour ceux-ci de plus grand bonheur que celui d'être mangés en temps opportun. « Les espèces carnivores, dit-il, sont extrêmement bienfaisantes, même pour les animaux herbivores soumis à leur domination. Outre le bienfait si désirable d'une prompte mort aux approches de la vieillesse ou de la débilité, les carnivores rendent un autre service aux animaux dont ils font leur proie : par eux, les espèces sont maintenues dans une juste proportion numérique les unes par rapport aux autres; les êtres faibles, mutilés, âgés ou surnuméraires, sont dévoués à une mort soudaine et chaque individu souffrant, délivré promptement de ses douleurs, fait servir son corps affaibli à l'entretien de *son bienfaiteur carnivore.* »

M. Lamennais, tout en discutant ces hautes questions, rencontre les hypothèses que l'on a inventées pour expliquer le mal. Il ne s'arrête pas au manichéisme, dont sa philosophie tout entière est une réfutation victorieuse; mais il combat avec force le principe de la chute de l'homme, qui implique la négation de la loi du progrès, dit-il, et qui renverse de fond en comble toutes nos idées sur le mal moral et la justice de Dieu. Cette argumentation est solide. Le dogme du péché originel, admis dans l'église chrétienne sur l'autorité des saintes écritures, est encore un de ces mystères qui surpassent la raison humaine, et dont elle ne peut connaître l'existence que par la révélation. On a cherché dans tous les temps à rendre compte des mystères, comme si une telle entreprise n'était pas contradictoire, et le dogme de la transmission héréditaire d'une faute est un de ceux qui ont le plus exercé l'imagination des hommes. Malebranche pensait qu'en souillant son ame par le péché, la première femme avait contracté dans son corps une certaine disposition de la matière cérébrale, et une habitude des esprits animaux, qu'elle dut transmettre à ses enfans, et ceux-ci à leur postérité, de sorte que nous naissons pécheurs, et que nous ne pouvons être sauvés que par la grace. D'autres ont supposé que de l'ame d'Adam étaient sorties par émanation toutes les autres ames, et qu'Adam n'avait pu pécher sans entraîner dans sa chute toutes les ames qui devaient sortir de lui. Ou bien encore, on admet que, dès le premier jour de la création, le monde contenait en germe tous ses développemens successifs; que tous les hommes étaient déjà réellement dans leur premier père, à l'état d'animalcules invisibles.... Il ne faut pas trop mépriser une hypothèse à laquelle se rattache le nom de Leibnitz. La théorie

des musulmans a cet avantage sur toutes les autres, de récréer l'imagination; ils soutiennent que celui qui nous fera revivre un jour pour le jugement nous a donné par anticipation quelques instans de vie à l'origine des siècles, et que tous les hommes futurs, réunis dans une vallée, sous la forme de fourmis intelligentes, ont promis solennellement adoration et obéissance au Dieu qui venait de les créer. M. Lamennais n'a pas même voulu se rappeler toutes ces hypothèses, ni la métempsychose si chère aux disciples anciens et modernes de Pythagore, ni cette vie antérieure et bienheureuse, imaginée par Platon, reçue avec empressement par les poètes, et qui a servi de base à l'hérésie des *carpocratiens*. Qu'est-ce en effet que toutes ces théories qui veulent expliquer la transmission de la faute par une prétendue identité métaphysique, tandis qu'il ne peut y avoir d'imputation morale sans l'identité *personnelle*, qui implique la conscience et la mémoire? Ces vaines fictions ne servent qu'à montrer que le commentaire humain d'une croyance religieuse est le plus souvent une tentative insensée, où viennent échouer les intelligences les plus hautes.

A la suite de cette discussion sur le péché originel, M. Lamennais prend soin d'insinuer que cette théorie catholique n'est pas une tradition universelle; qu'il n'y a d'universelle que la croyance à la chute de l'homme, et que cette croyance peut être interprétée dans un sens favorable à ses opinions. L'insistance qu'il met à faire cette remarque n'a rien qui doive nous étonner, puisqu'en effet il semble résulter de ses principes que, si la tradition du péché originel était universelle, il se verrait forcé d'admettre lui-même ce dogme « sombre, lugubre et désespérant. » On a bien plutôt lieu d'être surpris de ne pas rencontrer plus souvent, dans cet ouvrage, des appels à la tradition, à la raison commune. D'un bout à l'autre de l'*Esquisse*, M. Lamennais parle en son propre nom, expose ses théories comme si l'autorité de sa parole suffisait pour les faire admettre, ou les démontre au moyen de l'expérience et de la raison individuelle. Il semble qu'il oublie entièrement son propre criterium de la certitude, exposé en tête de l'ouvrage. On dirait qu'en renouvelant cette déclaration de l'impuissance radicale de notre raison, au moment même où il allait user si largement de son droit d'initiative, il n'a voulu que protester de sa fidélité à ses principes.

Une seule fois, dans ces trois volumes, l'auteur paraît prêt à subir le joug qu'il prétend s'être imposé. C'est à propos de la tradition sur les anges : il n'en est pas, dit-il, de plus ancienne ni de plus géné-

rale. Nous allons croire sur ce fondement qu'il n'y a pas à ses yeux de vérité plus incontestable; mais quoi? cela n'est pas, ajoute-t-il, du ressort de la pure raison, et ne peut être admis que comme vraisemblable. Cependant la Trinité, qui est la base ontologique de tout le système, n'a pas pour elle assurément des traditions aussi anciennes et aussi nombreuses; loin de là, elle a contre elle l'opinion générale et l'opinion même des catholiques, car ils regardent la Trinité comme un mystère, et déclarent assez haut qu'elle n'est pas « du ressort de la pure raison. »

On ne peut s'empêcher de remarquer ici que, si le plan de l'*Esquisse* avait été conçu dans un point de vue catholique, presque toutes les difficultés auraient disparu. La tradition catholique eût été acceptée par l'auteur comme tradition universelle; la Trinité, par conséquent, eût été un fait et non une hypothèse, un mystère et non un philosophème; il y aurait eu harmonie parfaite entre la base logique et la base ontologique de la doctrine; tout se serait trouvé d'accord, et la philosophie de M. Lamennais aurait perdu ce nom et se serait appelée une hérésie.

Depuis la notion nécessaire de l'être jusqu'à la nature du mal, M. Lamennais nous a fait parcourir tous les problèmes de la philosophie. Après la métaphysique pure, il envisage encore comme appartenant à la science les lois générales qui président au développement de l'activité humaine. Le vrai, le beau et l'utile, la science, l'art et l'industrie, tout exercice de la puissance humaine est circonscrit dans ces limites. M. Lamennais ne consacre que quelques pages aux lois générales de l'industrie, et ce qui nous frappe surtout, c'est d'y voir le langage considéré comme un des fruits de l'industrie humaine. M. Lamennais se sépare en cela de l'école catholique, comme il se sépare de l'église catholique dans ses doctrines sur la Trinité, sur la création, sur le péché originel. La question de l'art, et cela devait être, est traitée plus longuement; M. Lamennais a déployé dans cette partie de son ouvrage tous les trésors de son imagination et de son style. On est bien loin de s'en plaindre; on regrette bien plutôt qu'il se soit imposé une règle si sévère en traitant de la métaphysique pure où son extrême concision nuit souvent à la clarté. M. Lamennais, dans ce que sa théorie du beau a de fondamental, est tout-à-fait platonicien. Le beau n'est à ses yeux que la forme du vrai, et Dieu seul est la beauté éternelle, absolue, parfaite. L'homme, pour exprimer hors de lui le sentiment du beau, est réduit à des images qui livrent sa pensée tout imparfaite et mutilée; la gloire des

beaux-arts est de partir de si haut et de faire oublier l'image à force de la rapprocher du modèle. L'image, la matière, ce qui ne parle qu'aux yeux ou à l'oreille, ce n'est rien. Tournés vers un unique but, appuyés sur les mêmes principes et gouvernés par les mêmes lois, les arts n'ont aussi qu'une histoire qui leur est commune. Ils vivent par l'idée, par la foi. Y a-t-il de l'enthousiasme sans la foi? Y a-t-il de l'art sans enthousiasme? Quand les croyances s'en vont, les arts périssent avec elles. A peine en reste-t-il quelque forme vaine, jeux puérils qui amusent l'esprit et ne l'éclairent pas, qui nous amollissent le cœur au lieu de l'enflammer pour tout ce qui est grand, noble et saint. L'artiste, oubliant Dieu, ne sait plus que reproduire et adorer ses propres passions, et il ravale à cette idolâtrie de soi-même l'art et la poésie, ces divines ailes que Dieu nous avait données pour remonter jusqu'à lui.

Pour qui se rappelle l'*Essai sur l'indifférence*, il est aisé de prévoir la conclusion de cette poétique. Ce siècle impie, qui renie toutes les religions et les méprise au point de ne plus même les attaquer, privé de toute croyance, est aussi, il le faut bien, sans art et sans poésie. C'est un de ces momens solennels, pleins d'angoisses et de terreurs, où les ressources de l'esprit humain semblent épuisées; mais l'humanité, qui marche sans cesse au progrès, est alors sourdement travaillée par l'enfantement de l'avenir. Faudra-t-il subir cet arrêt, et condamner à ce néant ces poètes, ces artistes, que nous tous, hélas! nous avons appris à révérer, et à qui, dans notre confiance, nous aurions prédit tant de gloire? Est-il vrai que le nom de Châteaubriand survivra seul à ce désastre, et que sa poésie, suivant les paroles de M. Lamennais, « prêtresse d'une religion qu'on ne saurait nommer, s'avance à travers les ruines, portant en ses mains les symboles voilés d'un Dieu inconnu. » Peut-être n'est-ce pas ainsi que l'auteur du *Génie du Christianisme* aimerait à être loué; mais à coup sûr il ne partage pas ce mépris pour le siècle qui l'a compris, qui l'a admiré. Il connaît plus d'un nom de poète, d'écrivain, de philosophe digne d'être cité à côté du sien, et il en est un surtout que M. Lamennais a seul le droit d'oublier.

On voit que nos objections (car nous n'avons voulu dans tout ce qui précède que proposer des objections à un maître) portent sans restrictions sur toutes les parties du système de M. Lamennais. Ce système pèche par la base, puisque le criterium de certitude qu'il propose est contradictoire et impossible; il pèche par sa méthode, puisqu'il part de la connaissance de Dieu pour en déduire la nature

de l'homme et celle de l'univers, tandis que nous ne parvenons à connaître ou plutôt à soupçonner quelque chose de la nature de Dieu qu'en nous aidant d'études antérieures sur le monde et sur nous-mêmes. Enfin, l'idée qu'on nous donne de Dieu dans ce système, cette Trinité à l'image de laquelle on construit toute réalité, n'est qu'un mystère religieux qui ne peut être ni compris ni démontré par la raison humaine. Un Dieu qui est un seul Dieu, et qui pourtant est trois personnes distinctes, un créateur qui, du moment qu'il crée, ne peut que reproduire sans fin sa propre image; toute réalité impliquant, comme la réalité divine, type et source de toutes les autres, de la puissance, de l'intelligence et de l'amour; de l'intelligence dans un grain de sable, de l'amour dans le dernier atome de la matière! la liberté de Dieu fondée précisément sur ce qui semble fait pour la détruire, puisque Dieu réalise tout ce qu'il pense, et dans l'ordre où il le pense, et qu'il n'y a pas même lieu à imaginer un choix; le monde distingué des idées divines par cela seul que les idées divines sont en Dieu, et que le monde, fait à leur image, est hors de lui, tandis qu'on déclare ailleurs que rien n'est ni ne peut être hors de Dieu, qu'il est le lieu universel, que tout ce qui est est en lui; c'est un système repoussé d'abord par la raison commune, si l'on entend par là les opinions généralement reçues, et ensuite par la raison individuelle, qui n'admet que des démonstrations et non des hypothèses, des vérités philosophiques et non des mystères. Que resterait-il à ce compte du livre de M. Lamennais? L'effort d'un grand esprit pour réunir en un système complet et régulier des doctrines dont aucun prestige de style ne saurait déguiser la radicale insuffisance. Voilà ce qui resterait pour la philosophie, et pour la renommée littéraire de M. Lamennais, un glorieux titre de plus.

JULES SIMON.

SOUVENIR.

J'espérais bien pleurer, mais je croyais souffrir,
En osant te revoir, place à jamais sacrée,
O la plus chère tombe et la plus ignorée
Où dorme un souvenir!

Que redoutiez-vous donc de cette solitude,
Et pourquoi, mes amis, me preniez-vous la main,
Alors qu'une si douce et si vieille habitude
Me montrait ce chemin?

Les voilà, ces coteaux, ces bruyères fleuries,
Et ces pas argentins sur le sable muet,
Ces sentiers amoureux remplis de causeries,
Où son bras m'enlaçait.

Les voilà, ces sapins à la sombre verdure,
Cette gorge profonde aux nonchalans détours,
Ces sauvages amis dont l'antique murmure
A bercé mes beaux jours.

Les voilà, ces buissons où toute ma jeunesse,
Comme un essaim d'oiseaux, chante au bruit de mes pas!
Lieux charmans, beau désert qu'aimait tant ma maîtresse,
Ne m'attendiez-vous pas?

Ah! laissez-les couler, elles me sont bien chères,
Ces larmes que soulève un cœur encor blessé!
Ne les essuyez pas, laissez sur mes paupières
        Ce voile du passé!

Je ne viens point jeter un regret inutile
Dans l'écho de ces bois témoins de mon bonheur.
Fière est cette forêt dans sa beauté tranquille,
        Et fier aussi mon cœur.

Que celui-là se livre à des plaintes amères,
Qui s'agenouille et prie au tombeau d'un ami.
Tout respire en ces lieux; les fleurs des cimetières
        Ne poussent point ici.

Voyez! la lune monte à travers ces ombrages.
Ton regard tremble encor, belle reine des nuits;
Mais du sombre horizon déjà tu te dégages,
        Et tu t'épanouis.

Ainsi de cette terre, humide encor de pluie,
Sortent, sous tes rayons, tous les parfums du jour;
Aussi calme, aussi pur, de mon ame attendrie
        Sort mon ancien amour.

Que sont-ils devenus, les chagrins de ma vie?
Tout ce qui m'a fait vieux est bien loin maintenant,
Et rien qu'en regardant cette vallée amie,
        Je redeviens enfant.

O puissance du temps! ô légères années!
Vous emportez nos pleurs, nos cris et nos regrets;
Mais la pitié vous prend, et sur nos fleurs fanées
        Vous ne marchez jamais.

Tout mon cœur te bénit, bonté consolatrice!
Je n'aurais jamais cru que l'on pût tant souffrir
D'une telle blessure, et que sa cicatrice
        Fût si douce à sentir.

Loin de moi les vains mots, les frivoles pensées,
Des vulgaires douleurs linceul accoutumé,
Que viennent étaler sur leurs amours passées
Ceux qui n'ont point aimé!

Dante, pourquoi dis-tu qu'il n'est pire misère
Qu'un souvenir heureux dans les jours de douleur?
Quel chagrin t'a dicté cette parole amère,
Cette offense au malheur?

En est-il donc moins vrai que la lumière existe,
Et faut-il l'oublier, du moment qu'il fait nuit?
Est-ce bien toi, grande ame immortellement triste,
Est-ce toi qui l'as dit?

Non, par ce pur flambeau dont la splendeur m'éclaire,
Ce blasphème vanté ne vient pas de ton cœur.
Un souvenir heureux est peut-être sur terre
Plus vrai que le bonheur.

Eh quoi! l'infortuné qui trouve une étincelle
Dans la cendre brûlante où dorment ses ennuis,
Qui saisit cette flamme, et qui fixe sur elle
Ses regards éblouis;

Dans ce passé perdu quand son ame se noie,
Sur ce miroir brisé lorsqu'il rêve en pleurant,
Tu lui dis qu'il se trompe, et que sa faible joie
N'est qu'un affreux tourment!

Et c'est à ta Françoise, à ton ange de gloire,
Que tu pouvais donner ces mots à prononcer,
Elle qui s'interrompt, pour conter son histoire,
D'un éternel baiser!

Qu'est-ce donc, juste Dieu, que la pensée humaine,
Et qui pourra jamais aimer la vérité,
S'il n'est joie ou douleur si juste et si certaine,
Dont quelqu'un n'ait douté?

Comment vivez-vous donc, étranges créatures!
Vous riez, vous chantez, vous marchez à grands pas;
Le ciel et sa beauté, le monde et ses souillures
Ne vous dérangent pas.

Mais lorsque, par hasard, le destin vous ramène
Vers quelque monument d'un amour oublié,
Ce caillou vous arrête, et cela vous fait peine
Qu'il vous heurte le pié.

Et vous criez alors que la vie est un songe,
Vous vous tordez les bras comme en vous réveillant,
Et vous trouvez fâcheux qu'un si joyeux mensonge
Ne dure qu'un instant.

Malheureux! cet instant où votre ame engourdie
A secoué les fers qu'elle traîne ici-bas,
Ce fugitif instant fut toute votre vie;
Ne le regrettez pas!

Regrettez la torpeur qui vous cloue à la terre,
Vos agitations dans la fange et le sang,
Vos nuits sans espérance et vos jours sans lumière,
C'est là qu'est le néant!

Mais que nous revient-il de vos froides doctrines?
Que demandent au ciel ces regrets inconstans
Que vous allez semant sur vos propres ruines
A chaque pas du Temps?

Oui, sans doute, tout meurt; ce monde est un grand rêve,
Et le peu de bonheur qui nous vient en chemin,
Nous n'avons pas plus tôt ce roseau dans la main
Que le vent nous l'enlève.

Oui, les premiers baisers, oui, les premiers sermens
Que deux êtres mortels échangèrent sur terre,
Ce fut au pied d'un arbre effeuillé par les vents
Sur un roc en poussière.

Ils prirent à témoin de leur joie éphémère
Un ciel toujours voilé qui change à tout moment,
Et des astres sans nom que leur propre lumière
Dévore incessamment.

Tout mourait autour d'eux, l'oiseau dans le feuillage,
La fleur entre leurs mains, l'insecte sous leurs piés,
La source desséchée où vacillait l'image
De leurs traits oubliés;

Et sur tous ces débris joignant leurs mains d'argile,
Étourdis des éclairs d'un instant de plaisir,
Ils croyaient échapper à cet Être immobile
Qui regarde mourir!

— Insensés! dit le sage — Heureux! dit le poète.
Et quels tristes amours as-tu donc dans le cœur,
Si le bruit du torrent te trouble et t'inquiète,
Si le vent te fait peur?

J'ai vu sous le soleil tomber bien d'autres choses
Que les feuilles des bois et l'écume des eaux,
Bien d'autres s'en aller que le parfum des roses
Et le chant des oiseaux.

Mes yeux ont contemplé des objets plus funèbres
Que Juliette morte au fond de son tombeau,
Plus amers que le toast à l'ange des ténèbres
Porté par Roméo.

J'ai vu ma seule amie, à jamais la plus chère,
Devenue elle-même un sépulcre blanchi,
Une tombe vivante, où flottait la poussière
De notre mort chéri,

De notre pauvre amour, que dans la nuit profonde
Nous avions sur nos cœurs si doucement bercé!
C'était plus qu'une vie, hélas! c'était un monde
Qui s'était effacé!

Oui, jeune et belle encor, plus belle, osait-on dire,
Je l'ai vue, et ses yeux brillaient comme autrefois.
Ses lèvres s'entr'ouvraient, et c'était un sourire,
Et c'était une voix;

Mais non plus cette voix, non plus ce doux langage,
Ces regards adorés dans les miens confondus;
Mon cœur encor plein d'elle errait sur son visage,
Et ne la trouvait plus.

Et pourtant j'aurais pu marcher alors vers elle,
Entourer de mes bras ce sein vide et glacé,
Et j'aurais pu crier : Qu'as-tu fait, infidèle,
Qu'as-tu fait du passé?

Mais non; il me semblait qu'une femme inconnue
Avait pris par hasard cette voix et ces yeux;
Et je laissai passer cette froide statue,
En regardant les cieux.

Eh bien! ce fut sans doute une horrible misère
Que ce riant adieu d'un être inanimé.
Eh bien! qu'importe encor? O nature! ô ma mère!
En ai-je moins aimé?

La foudre maintenant peut tomber sur ma tête,
Jamais ce souvenir ne peut m'être arraché.
Comme le matelot brisé par la tempête,
Je m'y tiens attaché.

Je ne veux rien savoir, ni si les champs fleurissent,
Ni ce qu'il adviendra du simulacre humain,
Ni si ces vastes cieux éclaireront demain
Ce qu'ils ensevelissent.

Je me dis seulement : à cette heure, en ce lieu,
Un jour, je fus aimé, j'aimais, elle était belle.
J'enfouis ce trésor dans mon ame immortelle,
Et je l'emporte à Dieu!

Alfred de Musset.

REVUE

LITTÉRAIRE.

Les doléances sur l'épuisement des auteurs et sur la satiété du public sont passées en habitude. Il ne faut pas dissimuler le mal; il ne faut pas non plus l'exagérer. La presse, dont la fonction est d'alimenter l'esprit public, répond à un besoin trop naturel, trop irrésistible, pour que la société puisse jamais s'y soustraire. Mais le goût des lecteurs change souvent, et chaque révolution littéraire fait des victimes. Lorsque la vogue a pris possession d'un des coins du vaste domaine des arts, la troupe servile des imitateurs s'y porte en foule : la spéculation s'y évertue jusqu'à ce qu'elle ait atteint le ridicule. Alors le public, long-temps ébloui, se laisse aller au désenchantement, et en traverse rapidement toutes les phases, depuis la fatigue jusqu'à la répulsion. A un engouement puéril succède une sévérité souvent excessive. Un cri de révolte est poussé, et aussitôt la vogue se transporte ailleurs, entraînant à sa suite la multitude indolente. Ceux qui sont froissés dans ce mouvement, auteurs ou libraires, se plaignent avec amertume et prédisent une ruine générale; il n'y a pourtant pas autre chose qu'une crise de transformation. L'ardeur intellectuelle et commerciale, éteinte sur un point, va se ranimer d'un autre côté; le centre d'activité s'est déplacé sans que le principe vital se soit affaibli de façon à causer des inquiétudes sérieuses.

La littérature romanesque, ou, pour mieux dire, la spéculation sur les romans, subit présentement une de ces crises; elle est beaucoup moins favorisée que par le passé. Il y a cinq à six ans, on fabriquait en ce genre plus d'un volume par jour; pendant l'année qui vient de finir, il a fallu un peu

plus de deux jours pour l'enfantement d'un in-octavo. Le nombre des volumes publiés ne s'élève pas au-delà de cent soixante-quinze. Il est vrai que ce chiffre indique seulement la production de la librairie; pour plus d'exactitude, il faudrait encore évaluer les innombrables romans émiettés en feuilletons. Est-il nécessaire de dire que les neuf dixièmes de ces compositions s'adressent à cette clientelle affamée des cabinets de lecture, qui absorbe sans déguster tout ce qui est papier imprimé? Peu nous importe que la pâture accommodée pour les esprits grossiers soit plus ou moins abondante. Nous remarquerons seulement, et avec un regret sincère, que le roman destiné aux lecteurs qui conservent le respect d'eux-mêmes a été plus rare que jamais. Y a-t-il fatigue chez les hommes d'imagination, ou dédain capricieux, satiété momentanée de la part des gens du monde? Il nous en coûte moins de nous en tenir à la seconde explication.

Nous ne croyons pas nous faire illusion en disant que la réussite la plus franche a été pour une œuvre que la *Revue des Deux Mondes* se félicite d'avoir obtenue de la plume trop discrète de M. Mérimée. Après *Colomba*, l'année dernière n'a pas eu, à notre connaissance, un succès éclatant à enregistrer. Elle a vécu sur une dizaine d'ouvrages, recommandables à des titres divers, et assez honnêtement accueillis. Nous serions entraînés trop loin si nous cédions au désir de les rappeler, en signalant les nuances variées de leurs mérites, et d'ailleurs nous craindrions que les oublis involontaires ne nous fussent reprochés comme des exclusions injustes. Il y a pourtant un grand fait à noter. M. de Balzac est détrôné; il n'a plus le droit de s'intituler le plus fécond de nos romanciers. Son bagage de l'année dernière est des plus minces : six volumes seulement, en y comprenant même ce qu'il a repris dans l'inépuisable succession de M. de Saint-Aubin! C'est une véritable abdication. Et pendant ce temps se dressait un rival, qui, en douze mois, lançait au moins vingt-deux volumes! Vous plaignez le téméraire qui ose risquer ainsi un volume par quinzaine, et vous tremblez de savoir son nom. Rassurez-vous. C'est un homme si merveilleusement organisé pour le drame, qu'il répand l'intérêt sur ses plus rapides ébauches : il est en frais de coloris pour rajeunir éternellement les *Impressions* effacées, et sa causerie est si entraînante, qu'on l'écoute encore lorsqu'il ne s'écoute plus lui-même. Pardonnez-lui donc les vingt-deux volumes de 1840. Il avait fait une gageure sans doute, et cette gageure, il l'a vertement gagnée. Mais il a un trop bon sentiment littéraire pour risquer à un pareil jeu une réputation des plus légitimes, et ce qui le prouve, c'est qu'il s'est ménagé le temps d'écrire une vive et attachante comédie, pendant de *Mademoiselle de Belle-Isle,* et qui, à ce titre, ne peut manquer d'être bien reçue par ce public d'élite qu'on ne trouve plus qu'au Théâtre-Français.

On entend dire assez souvent : Les poetes s'en vont en même temps que les rois! C'est là encore un lieu commun dans lequel il y a du vrai, mais qu'il ne faudrait pourtant pas prendre à la lettre. On ferait une très respectable cohorte en rassemblant tous les poètes qui ont bravé, en 1840, le pro-

saïsme de notre public. Nous avons eu des *Fleurs des Champs*, des *Fleurs des Savanes*, des *Fleurs de l'Ame*, des *Premières Fleurs*, des *Fleurs du Matin*, des *Fleurs du Soir*, des *Bluets*, des *Églantines*, etc. A voir la physionomie sombre et rechignée de notre époque, se douterait-on qu'elle possède tant d'imaginations fleuries? Il est fort rare que des syllabes comptées, soudées par des rimes et disposées d'une certaine façon, daignent s'appeler, comme anciennement, odes, sonnets, strophes, ou simplement poésies. Cela s'appelle aujourd'hui *Grains de sable* ou *Gouttes de rosée;* le nom n'y fait rien, pourvu qu'on soit prévenu. La carrière poétique est devenue un terrain neutre, où tous les âges et tous les rangs se rencontrent; la versification du collége se marie à la voix tremblottante de la vieillesse : à côté des auteurs qui font sonner leurs titres de comtes ou de marquis, vous en voyez d'autres qui affichent leur qualification de menuisiers ou de tisserands. Hélas! combien de veilles stériles, d'ambitions déçues, de sacrifices sans récompense dans ce travail poétique d'une seule année! Ne dirait-on pas que quelques poètes ont eu la franchise d'en convenir en intitulant leurs recueils : *Heures d'insomnie*, *Nuits rêveuses*, *Inania*, etc.? Il est pénible de penser qu'il y a sans doute dans ce pêle-mêle du talent enfoui, de l'ardeur étouffée; il y a peut-être quelque germe précieux auquel il ne manque, pour éclore et fleurir, que le rayon d'un regard sympathique, que le souffle échauffant d'une parole bienveillante. C'est là un malheur, mais qu'y faire? Qui voudrait se condamner à lire, dans une seule année, cinquante volumes de poésie, car 1840 n'en a pas produit moins, sans compter les innombrables pièces détachées? Et d'ailleurs, ces volumes, où sont-ils? Qui les a vus? Qui soupçonnerait leur existence, s'ils n'étaient pas officiellement inscrits dans le *Journal de la Librairie?* La critique, même la plus dévouée, ne peut pas aller au-devant de tous ceux qui entrent dans la lice : elle réserve naturellement son attention pour les lutteurs déjà applaudis ou pour ceux qui se présentent sous les plus favorables auspices. *Les Rayons et les Ombres*, le *Retour de l'Empereur*, ont fait grand bruit, comme tout ce que donne M. Victor Hugo. On a remarqué *Provence*, par M. Adolphe Dumas, *Béatrice*, poème par M. Saint-René Taillandier, et sans doute on ne tardera pas à s'occuper du poème mystique que M. Alexandre Soumet vient de publier sous le titre de la *Divine Épopée*.

La peinture du monde, la traduction des sentimens humains, exigent un mérite achevé. Le poète incomplet, le romancier médiocre, n'est dans la société qu'une excroissance incommode. Au contraire, avec une dose raisonnable d'intelligence, avec une honnête instruction et une certaine aptitude au travail, on peut, sinon briller, au moins se rendre utile et faire assez bonne figure dans une spécialité scientifique. Il ne faut peut-être pas chercher ailleurs que dans cette observation la cause du remarquable déplacement qui s'opère dans la littérature au profit des études positives, de la philosophie, de la science administrative, de l'érudition historique. En ces genres divers, il y a eu, en 1840, quelques-uns de ces ouvrages qui font date; par exemple, en philosophie, trois expositions dogmatiques qui, de quelque point de vue qu'on

les examine, annoncent chez leurs auteurs une grande force de pensée : le traité de M. Buchez, qui se déclare sincèrement catholique, celui de M. de Lamennais, qui croit l'être encore, et, à un rang inférieur, celui de M. Pierre Leroux, qui se pose en révélateur. La philosophie orthodoxe, ou, pour lui conserver son nom scholastique, la théologie, paraît enfin devoir rentrer dans les voies larges et lumineuses qu'elle avait trop long-temps négligées. Il y a peu d'années encore, le zèle mal entendu des ames pieuses inondait les villes et surtout les campagnes de ces petits livres qui ne servent qu'à développer un bigotisme étroit et tracassier, ou un mysticisme ridicule quand il n'est pas dangereux. Aujourd'hui, les publications des librairies religieuses semblent annoncer la reprise des grands travaux qui ont honoré le clergé français pendant la fin du dix-septième siècle et la première moitié du siècle suivant. La rareté des écrits originaux en ce genre s'explique par la réserve commandée à un corps qui ne doit pas manier étourdiment l'arme de la publicité. En fait d'écrits intelligens, émanés du clergé, nous ne saurions donc citer que les *Institutions liturgiques* de dom Guéranger, qui a entrepris de relever à Solesme une congrégation de bénédictins; la *Vie de saint Dominique,* hommage rendu par l'abbé Lacordaire au patron de l'ordre qu'il prétend restaurer; enfin, l'ouvrage de l'abbé Maret, qui a essayé de combattre les tendances philosophiques de l'époque dans un *Essai sur le panthéisme dans les sociétés modernes.* L'œuvre à laquelle se complaisent présentement les défenseurs du catholicisme est la restauration des grands monumens du passé, derrière lesquels ils se retranchent solidement, dans la prévision d'une lutte prochaine. Ainsi, l'année 1840 a conduit jusqu'au 130e volume la *Collection choisie des Pères de l'Église* (1). Malgré cette collection générale, d'autres éditeurs n'ont pas reculé devant la réimpression séparée des œuvres complètes de saint Augustin, de saint Bernard, de la *Somme théologique* de saint Thomas, etc. Nous signalerons encore l'achèvement de la collection des œuvres de saint Jean Chrysostôme, en grec et en latin, travail immense dans lequel M. Fix s'est montré savant helléniste et critique habile, en rectifiant et en complétant l'ancien texte des bénédictins. Le grand commentaire sur la Bible du jésuite Corneille de Lapierre, qui, dans l'ancienne édition, formait une douzaine de volumes in-folio, a été également remis sous presse. On a conduit à terme, et avec grand succès, dit-on, un Cours d'érudition biblique et un Cours complet de théologie (2), qui reproduisent et coordonnent les traités les plus estimés sur les divers points de la science sacrée; collections parallèles dont l'ensemble ne fournit pas moins de cinquante volumes, de très grand format, à deux colonnes et en caractères compacts. Ces entreprises, qui paraissent colossales quand on les compare aux minces publications dont on fait tant de bruit dans la librairie exclusivement littéraire, s'achèvent sans échos dans la presse pério-

(1) Éditeur, Parent-Desbarres, rue de Bussi, 12.

(2) *Theologiæ Cursus completus*, 25 vol. — *Scripturæ sacræ Cursus completus*, 25 vol. très grand in-8°.

dique, sans aucune des combinaisons du charlatanisme, et par le seul concours de cette population catholique, qui est la base ébranlée, mais non détruite, de la société française.

La politique abstraite enfante peu de livres : la polémique assourdissante des journaux est trop nuisible à la discussion calme et réfléchie. L'année dernière, M. Alexis de Tocqueville s'est maintenu au premier rang en complétant ses belles études sur les institutions démocratiques. L'économie publique, les branches diverses de la science administrative, sont étudiées avec intelligence et donnent lieu à des livres utiles. La *Revue* en a signalé plusieurs à leur apparition; elle consacrera bientôt une étude analytique à deux publications récentes : la continuation du grand ouvrage que M. Macarel poursuit sous le titre de *la Fortune publique en France*, et le *Système financier de la France,* par M. le marquis d'Audiffret.

C'est dans la carrière illimitée de l'histoire que se rencontrent aujourd'hui les intelligences actives. Nous n'exagérons pas en avançant que la moitié des écrits datés de l'année dernière pourraient se rapporter à quelqu'une des subdivisions de la science historique : il y a même, dans ce concert subit du public et des auteurs, quelque chose qui ressemble à de la vogue, et qui fait craindre pour la continuité du mouvement. Qu'on ne nous demande pas quels sont les tableaux de maître d'une composition assez savante, d'un assez riche coloris pour exercer une séduction sur la foule. L'Académie française a répondu pour nous en décernant une éclatante récompense à M. Augustin Thierry pour ses *Récits des temps Mérovingiens*. Quant aux compilations de documens, aux analyses de pièces, aux expositions de systèmes, aux recherches inédites, il y a eu surabondance, et les ouvrages estimables ont été si nombreux, qu'il faut renoncer à mentionner tous ceux qui mériteraient un souvenir. M. de Golbéry a couronné son intelligente traduction de l'*Histoire Romaine* de Niebuhr par un septième volume qui analyse et résume les derniers travaux de l'école allemande sur ce sujet inépuisable. De son côté, l'érudition française a maintenu son rang en ajoutant deux volumes aux mémoires de l'Académie des Inscriptions. Deux collections monumentales, les *Ordonnances des rois de France* et le recueil des *Historiens de France,* commencé par le bénédictin dom Boucquet, ont atteint chacune le vingtième volume. Il était digne de MM. Firmin Didot de relever la librairie française aux yeux de l'Europe savante en donnant une réimpression du *Glossaire* de Ducange (1) (*Glossarium mediæ et infimæ latinitatis*), dans laquelle le nouvel éditeur, M. Henschel, a intercalé les supplémens de Carpentier, avec ses propres additions et rectifications; c'est là une entreprise glorieuse qui peut devenir une spéculation très lucrative tant elle arrive à propos. La nouvelle *Collection des documens relatifs à l'histoire de France*, dont l'impression est à la charge de l'etat, a été augmentée, nous n'oserions pas dire enrichie,

(1) L'ancienne édition formait 10 vol. in-folio, dont le prix était devenu excessif. La réimpression est de format in-4, et offerte à un prix très modéré.

de plusieurs volumes. Les collecteurs qui nous paraissent avoir été le mieux inspirés dans le choix de leur labeur, sont M. le comte Beugnot et M. Bellaguet. Le premier a entrepris la publication des *Olim du parlement de Paris,* c'est-à-dire des registres des arrêts rendus par la cour du roi sous les règnes de saint Louis, de Philippe-le-Hardi, de Philippe-le-Bel, de Louis-le-Hutin et de Philippe-le-Long. On n'avait de la piquante chronique de Charles VI, écrite en latin par un contemporain, moine à Saint-Denis, qu'une paraphrase fautive donnée par Lelaboureur; on en devra à M. Bellaguet un texte complet et une traduction exacte. Malgré l'intérêt de quelques-unes des parties de cette *Collection de documens inédits,* nous nous réservons d'examiner dans un article spécial si l'entreprise, fort dispendieuse dans son ensemble et trop souvent exécutée de manière à effaroucher les plus intrépides lecteurs, présente une utilité proportionnée aux sacrifices qu'elle impose aux contribuables.

Nous regardons comme très heureux pour notre pays tout ce qui tend à développer l'ardeur intellectuelle à distance du foyer central; et sans nous prononcer sur le mérite des œuvres que produit la province, il y a dans l'émulation générale qu'on y remarque un bon exemple auquel on ne saurait trop applaudir. Presque toutes nos grandes villes ont des sociétés savantes et littéraires qui publient périodiquement leurs actes académiques. Parmi les recueils de ce genre, qui malheureusement ne nous sont connus que par les indications du Journal de la librairie, nous remarquons, pour l'année 1840, les Mémoires des académies de Lyon, Toulouse, Avignon, Dijon, Metz, Lille, Douai, des antiquaires de l'Ouest, etc. Les ouvrages qui depuis quelques années se sont adressés au patriotisme local, sont vraiment innombrables. Dans chaque pays, il se trouve aujourd'hui des esprits curieux, des ames tendres et rêveuses qui se laissent prendre à la poésie du passé. Les archives publiques, les mémoires privés, les œuvres d'art, les curiosités naturelles, les traditions, les usages, sont interrogés avec un zèle pieux, et avant peu il n'y aura pas en France une province, une ville, une ruine antique, un château ou une abbaye du moyen-âge, qui n'ait trouvé son historien. L'année dernière a été très féconde en travaux de ce genre. Plaçons au premier rang la grande *Histoire du Languedoc,* par dom de Vic et dom Vaissette, annotée et continuée jusqu'à nos jours par M. Du Mége (1). Cet ouvrage, l'un des plus respectables monumens de la patience bénédictine, présente moins les annales d'une seule province que les élémens d'une histoire complète de la Gaule méridionale, et il reçoit un nouveau prix du travail de M. Du Mége, qui a recueilli et employé, non pas sans un contrôle sévère, les acquisitions récentes de la science archéologique. Nous citerons encore la volumineuse *Histoire du Comté de Nantes* (2), laissée en manuscrit par l'abbé Travers, et

(1) L'ancienne édition avait 5 vol. in-folio. La nouvelle formera 10 vol. grand in-8° à deux colonnes. Les trois premiers, imprimés à Toulouse, sont en vente à Paris, chez Treuttel et Wurtz, rue de Lille.

(2) Elle formera 3 vol. in-4°. Les deux premiers sont publiés.

qui trouve de nos jours l'éditeur qui lui a manqué jadis. Dans une *Histoire du Parlement de Normandie,* qui ne fournira pas moins de six volumes, M. A. Floquet a su tirer une narration lucide et animée de l'effrayant amas de registres et de dossiers dont se composent les archives de l'ancien Échiquier de Rouen. Il est à croire que les auteurs et éditeurs des livres destinés à l'illustration de nos départemens sont encouragés par le succès, puisque leur nombre augmente sans cesse. N'est-ce pas un phénomène littéraire vraiment digne d'attention que cet éveil des provinces, tandis qu'une sorte d'engourdissement se manifeste à Paris?

Pour parler convenablement des livres consacrés à l'histoire étrangère, il faudrait faire une station dans chaque pays, car il est peu de contrées européennes qui n'aient donné lieu à de remarquables publications. Une section vraiment riche par le nombre et par l'importance des ouvrages est celle qui est consacrée à l'histoire de la littérature et des arts. Rappelons en courant le *Port-Royal* de M. Sainte-Beuve, dont les tableaux littéraires ont un charme particulier, parce qu'il sait faire aimer tous les personnages qu'il fait revivre; une piquante *Vie d'Horace,* par M. Walckenaër; le livre de M. Ampère, sur les origines de la littérature française, beau travail doublement couronné par les suffrages de l'Institut et par ceux des lecteurs éclairés. Les grands livres à figures, dont l'exécution exige le concours de plusieurs artistes, ne peuvent être produits que par des hommes assez bien placés dans la société pour faire le sacrifice de leur temps et d'une partie de leur fortune. Il se trouve encore des esprits sains et généreux qui préfèrent aux jouissances égoïstes des riches la passion des arts, passion ruineuse comme beaucoup d'autres, mais qui du moins n'est pas sans noblesse. Remercions M. Du Sommerard, dont le bel ouvrage sur les *Arts au moyen-âge* est une révélation d'autant plus précieuse pour nous qu'elle fait remonter au premier rang beaucoup d'artistes français oubliés depuis long-temps. M. le comte de Bastard poursuit de son côté un ouvrage qui présentera une histoire de l'art par les manuscrits. C'est une reproduction exacte et splendide des pages les plus célèbres des manuscrits anciens, avec leur luxe de coloris, leur dorure étincelante, avec toutes les coquetteries particulières à chaque époque. Chaque feuille de cet ouvrage fait tableau : le livre entier sera une riche galerie. Pour donner une idée de sa magnificence, il suffit de dire qu'il aura au moins douze livraisons d'un très petit nombre de feuilles, et que chaque livraison a dû être portée à un prix qui excède celui des ouvrages les plus volumineux et les plus splendides publiés jusqu'à ce jour.

Le plus grand, le plus utile travail bibliographique que la France ait produit après la *Bibliothèque historique* de Lelong et Fontette, la *France littéraire* de M. Quérard, va enfin être complété après dix ans de persévérance. Une pareille entreprise ne pouvait être conduite à bonne fin que par un accord de qualités assez rares dans les régions littéraires; chez l'auteur, ce zèle imperturbable qui touche au fanatisme, chez l'éditeur, le désir d'attacher son nom à une œuvre vraiment utile; chez l'un et chez l'autre, un désintéresse-

ment qui n'est plus de notre temps. M. Quérard n'a pas attendu que son immense répertoire bibliographique fût terminé pour en produire le complément indispensable. La *France littéraire* s'arrête aux dernières années de la restauration. Une continuation qui paraît sous le titre de la *Littérature française contemporaine* est une classification par noms d'auteurs de tous les écrits publiés depuis 1827 jusqu'aux derniers jours (1). Il n'y a plus à en douter, M. Quérard a pour la bibliographie, tout ingrate qu'elle est, un fonds de passion inépuisable. Après le laborieux enfantement de dix énormes volumes, il trouve pour un nouvel ouvrage une patience plus ingénieuse, des soins plus caressans encore que par le passé. Peut-être même que, dans son désir de ne rien omettre, il a mentionné des écrits par trop insignifians : en multipliant les notices et les jugemens, il a oublié, selon nous, que sa tâche est, non pas de faire une histoire littéraire, mais d'en préparer simplement les matériaux. Au reste, le reproche d'être trop complet est un de ceux que les bibliographes acceptent facilement, et il ne nuira pas au succès de la *Littérature contemporaine*, qui deviendra le manuel de la librairie, de même que la *France littéraire* est devenue le guide des hommes studieux.

Ne l'oublions pas, l'arbre du savoir dont nous contemplons orgueilleusement les ramifications, tient pourtant à la terre par des racines humblement cachées : la spéculation commerciale, dès qu'elle est en souffrance, cesse de fournir la sève qui doit nourrir la cîme et conduire à parfaite maturité les fruits de l'intelligence. Les progrès, la dignité de notre littérature, et en même temps l'influence de l'esprit français tiennent par tant d'attaches aux opérations matérielles de la librairie, que nous ne nous lasserons pas de réclamer les mesures favorables aux diverses industries qui vivent par la presse. Un projet de loi sur la propriété littéraire, adopté depuis deux ans par la chambre des pairs, est soumis présentement à la chambre des députés. Aux termes de ce projet, le droit exclusif de publier leurs ouvrages serait garanti aux auteurs, écrivains, musiciens ou dessinateurs pendant leur vie, et à leurs héritiers ou représentans pendant trente années, à partir du jour de leur décès. La majorité des gens de lettres et des libraires trouvent, assure-t-on, la proposition du gouvernement peu libérale. Les uns demandent que le terme de la jouissance posthume soit étendu à cinquante ans, d'autres, que le droit des auteurs soit illimité et perpétuellement transmissible. Les écrivains et les libraires oublient qu'ils ne sont pas seuls en cause, et qu'il faut aussi prendre en considération les intérêts de l'imprimerie, de la papeterie et des industries accessoires, qui gagnent à la concurrence dont les livres sont l'objet dès qu'ils tombent dans le domaine public. Il nous semble, au surplus, qu'à une époque où on voit tant d'auteurs survivre à leurs œuvres, les cinq premiers titres du projet n'ont pas toute l'importance qu'on leur attribue : au lieu de bâtir

(1) Elle doit former 3 ou 4 gros volumes in-8° Chez Daguin frères, quai Malaquais, 7.

des châteaux dans l'avenir, il serait bien plus sage d'étayer au plus vite l'industrie qui menace ruine.

L'extirpation de la contrefaçon intérieure et étrangère, voilà le but qu'il faut se hâter d'atteindre, voilà le grand service à rendre à la librairie française. La reproduction frauduleuse des livres est plus active, plus audacieuse que jamais. « Personne n'ignore, disent les libraires de Paris dans un mémoire qu'ils ont récemment publié, que la contrefaçon inonde de ses produits nos villes du nord; elle a établi à Kehl un dépôt destiné à l'approvisionnement des départemens du Rhin. Alger possède un autre dépôt, publiquement toléré, qui propage les éditions contrefaites dans le midi de la France. Les contrefaçons arrivent librement de Bruxelles à Paris, sous bande et par la poste (1). » Or, le projet de loi soumis aux députés ne présente aucune disposition de nature à protéger les intérêts compromis. Dans la rédaction primitive, amendée par la chambre des pairs, la reconnaissance du droit international de propriété littéraire avait pour base la réciprocité absolue entre les parties contractantes; c'était réduire un large principe aux proportions mesquines d'une convention de commerce; l'impossibilité d'établir cette réciprocité rigoureuse entre des peuples dont les lois et les usages sont différens porta malheur à la proposition, qui fut rejetée comme impraticable. Ce résultat était à craindre : aussi disions-nous alors (2) qu'il appartenait à la nation française de donner l'exemple, en proclamant d'une manière absolue l'inviolabilité de la propriété littéraire et en s'engageant à reconnaître sans restriction les droits acquis par les auteurs étrangers dans leur propre pays; que le principe une fois établi, il resterait à en tirer successivement les conséquences par des transactions diplomatiques. Cette opinion se trouve aujourd'hui corroborée par la demande formelle de la librairie. Déjà même le gouvernement est entré dans cette voie, qui seule conduira au but, pourvu qu'on y marche avec fermeté et persévérance. Dans le traité de commerce conclu entre la France et les Pays-Bas, à la date du 25 juillet 1840, M. Thiers a introduit un article ainsi conçu : « La propriété littéraire sera réciproquement garantie. Une convention spéciale déterminera ultérieurement les conditions d'application et d'exécution de ce principe dans chacun des deux royaumes. » Quand ce traité aura reçu, à Amsterdam et à Paris, la sanction des pouvoirs législatifs, la Hollande sera un premier marché fermé aux contrefacteurs; les libraires français blessés dans leurs droits pourront y invoquer contre les délinquans la protection des autorités locales. Si les renseignemens parvenus à la com-

(1) Qu'il nous soit permis d'exposer nos propres griefs, et de dire que la *Revue des deux Mondes* est présentement sous le coup de *cinq* contrefaçons, grossières, partielles ou falsifiées, il est vrai, mais qui se font à l'aide de deux maisons française et étrangère établies à Paris.

(2) Voyez, dans la livraison du 1er février 1839, un article où la question est développée, surtout en ce qui concerne les moyens d'exécution et les conséquences des traités à faire de puissance à puissance.

mission des libraires sont exacts, presque tous les pays de l'Europe laisseraient voir des dispositions également conciliantes. Ainsi, chaque fois qu'on aura glissé dans un traité une stipulation analogue, la librairie française regagnera un nouveau champ d'exploitation, de sorte qu'à la fin la contrefaçon, bonnie, chassée de toutes parts, languira dans son repaire, où elle sera traquée, et ne tardera pas à y périr faute d'air et de mouvement.

En attendant ces heureux résultats, que la critique, pouvoir dépourvu d'initiative, continue son humble tâche, qui est de refléter son époque, de signaler les livres saillans à leur apparition, de mettre en lumière les faits nouvellement énoncés, la somme d'utilité qu'ils présentent, et d'indiquer, autant que possible, la place assignée à chaque ouvrage dans l'ordre scientifique auquel il se rapporte.

ÉCONOMIE POLITIQUE DES ROMAINS, par M. Dureau de La Malle (1) — L'économie politique, science toute moderne, n'est pas autre chose qu'une analyse des phénomènes sociaux, qu'une méthode à l'aide de laquelle on parvient à décomposer les forces qui entrent en jeu dans une communauté politique. Elle classe les divers genres de malaise qui affectent les nations, et fournit, sinon le secret de la guérison, au moins la chance de prévenir le trouble, en décrivant les symptômes par lesquels il s'annonce. D'après cet exposé, l'histoire économique d'un ancien peuple devrait être avant tout une application du procédé analytique moderne aux résultats constatés par les historiens, de telle sorte que le principe et le fait s'éclairassent l'un par l'autre. Le livre que M. Dureau de La Malle a décoré du titre sonore d'*Économie politique des Romains*, ne répond pas strictement à ce programme. On y trouve de fort curieuses recherches sur les poids et mesures des anciens, sur le prix vénal des denrées et des services, sur la force numérique des populations italiennes, sur les procédés agricoles et sur divers points de l'administration romaine; mais on s'attend, sur la foi du titre, à un ensemble de solutions en harmonie avec le plan ordinaire des traités d'économie politique, et on est déçu. Il faut feuilleter la table des matières, et courir sans ordre au travers du livre, pour y recueillir des enseignemens sur la manière dont s'opéraient dans le monde romain la production des richesses, le mouvement des capitaux, l'organisation du travail, que le cours des siècles a souvent modifiée, les phénomènes de la circulation intérieure, les fluctuations du numéraire et les tâtonnemens dans la voie du crédit. L'auteur ne s'est pas aveuglé sur la légitimité de cette critique, et il croit se justifier en disant dans son avant-propos : « Si j'avais eu la prétention de traiter ce sujet à fond, ce livre n'aurait probablement jamais vu le jour. » Nous savons qu'un érudit ne peut jamais être complet dans toute la rigueur du mot, et que toujours quelques documens échapperont à ses recherches, quelles que soient son ardeur et sa clairvoyance;

(1) Deux vol. in-8°, chez Hachette, rue Pierre-Sarrazin, 12.

mais rien ne l'excuse de n'avoir pas dessiné un cadre qui admît plus facilement les faits connus, et reflétât une lumière égale sur l'ensemble du sujet.

Si on oublie les promesses du titre pour ne chercher qu'une série de mémoires sur certaines habitudes économiques et administratives des Romains, on placera sans peine le traité de M. Dureau de Lamalle à la suite de celui que M. Bœckh a intitulé : *Économie politique des Athéniens*, ouvrage dont le plan est également irrégulier et insuffisant, mais qui n'en a pas moins assuré à son auteur une place des plus honorables dans le monde érudit.

Des dissertations fort étendues sur la relation des poids, mesures et monnaies avec le système métrique en vigueur aujourd'hui, étaient les prolégomènes nécessaires d'une histoire économique. M. Dureau de La Malle defend contre l'opinion imposante de M. Letronne l'ancienne évaluation de la livre romaine, fixée par Lanauze et Barthelemy aux deux tiers de notre ancienne livre française. Des recherches sur le prix des objets de consommation et les salaires conduisent à des résultats inattendus. On n'apprend pas sans étonnement que, pour l'époque comprise entre Claude et Titus, le prix du pain était à peu près à Rome ce qu'il est aujourd'hui à Paris et à Londres; que le prix de la journée du travailleur libre, depuis la guerre du Péloponèse jusqu'aux premiers siècles de l'empire, n'était en moyenne que d'un tiers au-dessous du salaire actuel de nos journaliers, et que, si on calcule l'intérêt du fonds d'acquisition et les frais d'entretien courant, l'esclave était plus dispendieux pour l'entrepreneur que le travailleur libre de notre époque. Il n'est pas moins piquant de savoir que l'armée française dont le personnel est parfaitement pourvu, et dont le matériel est des plus riches, coûte pourtant moins cher à nos contribuables qu'il n'eût coûté en Grèce et en Asie, depuis le siècle de Périclès jusqu'à celui d'Alexandre, et dans l'empire romain, depuis César jusqu'à Justinien.

Le second livre a pour but d'établir le chiffre de la population romaine à diverses époques, et le rapport numérique de la classe libre à la classe servile. Cette serie de mémoires dont l'Institut a, en quelque sorte, sanctionné les résultats en les consignant dans son recueil, detruit des erreurs accréditees depuis des siècles. Presque tous les savans qui ont écrit sur l'esclavage antique, et on en pourrait citer une vingtaine, ont avancé que le nombre des esclaves dans les régions gréco-romaines était beaucoup plus élevé que celui des hommes libres. Déjà un écrivain qui a le don trop rare de vulgariser les découvertes de l'érudition, M. Letronne, a prouvé, dans un mémoire dont l'autorité est parfaitement établie, que les assertions du sophiste Athénée, relativement au nombre des esclaves dans l'Attique, étaient évidemment erronées. M. Dureau de La Malle a voulu faire pour Rome ce que son savant confrère avait accompli pour Athènes; mais il nous semble qu'il s'est jeté dans une exagération opposée en concluant ainsi : « L'Italie romaine eut, *à toutes les époques de son histoire*, une population libre plus forte, et moins d'esclaves qu'on ne l'a cru généralement; et, loin de dépasser le nombre des individus libres, le chiffre des esclaves ne l'atteignit même pas, et resta constam-

ment inférieur. » C'est en examinant son procédé, dont l'emploi exigeait d'ailleurs la patience la plus ingénieuse, que nous espérons démontrer à M. Dureau de La Malle qu'il en a forcé les résultats.

Aux termes d'un recensement officiel, fait l'an de Rome 529 (un peu avant la seconde guerre punique), l'Italie romaine, comprise alors entre le détroit de Sicile et la ligne tirée au nord des bouches du Rubicon au port de Luna, comptait sept cent cinquante mille citoyens en état de porter les armes. Le nombre des adultes mâles étant connu, il devient facile de savoir celui des femmes, des enfans, des adolescens et des vieillards. Il suffit de consulter les tables dressées par les savans modernes pour indiquer le rapport des âges; car il paraît démontré que, dans tout état de société, les populations se développent d'après des lois invariables. M. Dureau de La Malle a établi ainsi la relation :

Hommes libres de dix-sept à soixante ans.	750,000
Femmes libres du même âge.	750,000
Hommes et femmes libres de la naissance à dix-sept ans, et de soixante ans jusqu'à la mort.	1,165,805
Affranchis.	50,000
Total de la *population libre* (225 ans avant notre ère).	2,715,805

L'auteur s'est ensuite engagé dans les recherches les plus épineuses pour établir la production de l'Italie romaine en céréales, et la consommation présumée de chaque individu. En appréciant les circonstances accessoires avec une sagacité remarquable, il a trouvé que le territoire romain devait fournir annuellement 5,080,543,542 livres de blé poids de marc. Des textes que nous discuterons bientôt l'ont conduit à penser que la consommation individuelle devait être en moyenne de 1020 livres par année, c'est-à-dire un peu moins de 3 livres par jour. Or, la consommation de la classe libre étant prélevée, il restait en excédant assez de blé pour nourrir encore 2,262,677 individus. Ce dernier chiffre, suivant l'auteur, représente exactement le nombre des *métèques* ou étrangers, et des esclaves de tout âge et de tout sexe. D'après ce calcul, le total de la population romaine à cette époque eût présenté un peu moins de cinq millions d'ames (4,978,482), et la classe libre eût été à la classe servile dans la proportion de 27 à 22, c'est-à-dire qu'on aurait compté 22 esclaves ou métèques pour 27 hommes libres (1).

Le procédé de M. Dureau de La Malle est, nous le répétons, fort ingénieux; mais il nous semble qu'il a été faussé par l'application, et que les résultats n'ont pas l'exactitude désirable. N'est-ce pas une grande exagération que d'attribuer à tous les individus indistinctement une consommation de trois livres de pain par jour? L'auteur a oublié que les vieillards, qui mangent

(1) Déjà précédemment l'auteur a essayé de démontrer, d'après Denys d'Halicarnasse, que, l'an de Rome 278, trente-quatre ans après l'expulsion des rois, on comptait dans la population romaine un esclave seulement pour vingt-cinq hommes libres.

fort peu de pain, et que les enfans, qui n'en mangent pas encore, sont en assez bon nombre dans une population; que les femmes absorbent moins d'alimens que les mâles, et que les enfans au-dessous de dix ans comptent pour un cinquième dans le dénombrement d'un peuple. On se rapprocherait plus de la vérité en accordant aux femmes les deux tiers de la ration des hommes, ou deux livres de pain par jour, et moitié seulement, c'est-à-dire une livre et demie en moyenne, aux enfans de tout âge, aux adolescens et aux vieillards. Nous croyons encore que la part faite aux esclaves par M. Dureau de La Malle est en général trop forte. Au passage de Caton, qui accorde en effet trois livres de pain par jour aux ouvriers ruraux (1), nous pourrions opposer d'autres textes, desquels il résulte que les esclaves recevaient ordinairement quatre à cinq mesures (*modius*) de blé par mois, ce qui représente approximativement deux livres par jour. Si la nourriture de ces malheureux avait été aussi abondante que M. Dureau de La Malle paraît le croire, il n'eût pas été nécessaire de passer au cou de ceux qui tournaient la meule une planche percée par le milieu, pour les empêcher de porter la farine à leur bouche. Il est permis de croire encore que les ressources alimentaires ont été augmentées par des importations commerciales ou par des réquisitions faites en pays étrangers après la victoire. En recommençant tous les calculs d'après ces bases, nous avons trouvé que la population totale de l'Italie romaine au III[e] siècle avant notre ère, devait excéder six millions d'ames, et que les esclaves étaient sans doute en majorité dans ce nombre. Deux siècles plus tard, lorsque l'empire s'était accru des Gaules, de la Syrie, de la Palestine et de l'Égypte, l'Italie ne comptait plus que quatre cent cinquante mille citoyens de dix-sept à soixante ans. Sur ce nombre, trois cent vingt mille individus, privés de tous moyens d'existence, recevaient les secours de l'état; les domaines des grandes familles étaient devenus de petits royaumes; la classe moyenne avait disparu, et les fortunes indépendantes étaient si rares, que, suivant l'expression du tribun Philippe, rapportée par Cicéron, on ne comptait pas dans toute la république deux mille propriétaires. Cet état de choses avait grossi le troupeau servile d'une façon si effrayante, qu'on fut obligé d'étendre le droit de cité à plusieurs peuples conquis, et de multiplier les affranchissemens pour recruter les légions. D'après ces considérations, que nous pourrions fortifier en les développant, nous nous éloignerions des conclusions de M. Dureau de La Malle, pour revenir à celles du savant anglais M. Blair, qui soutient que, depuis l'expulsion des rois jusqu'à la prise de Corinthe (de 509 à 146 avant J.-C.), il y eut au moins un esclave pour un citoyen, et depuis cette dernière époque jusqu'aux temps d'Alexandre Sévère, trois esclaves au moins pour un homme libre.

Le troisième livre de M. Dureau de La Malle traite plutôt de l'économie domestique des Romains que de leur administration politique. Il n'en est pas

(1) Au temps de Caton, la plupart des ouvriers ruraux étaient des hommes libres, qu'on devait conséquemment traiter avec quelque libéralité.

moins curieux. Dans ses recherches sur les causes de l'insalubrité de la campagne romaine, sur les procédés agricoles des anciens, sur le revenu des propriétés rurales, sur la patrie des végétaux nutritifs, sur la naturalisation en Italie de plusieurs races d'animaux, l'auteur a su joindre des observations vraiment utiles à des caprices d'érudition fort piquans. Nous ne lui reprocherons pas d'avoir été incomplet en parlant des diverses conditions de fermage et particulièrement du *colonat,* puisqu'il promet un travail spécial sur cette institution trop peu connue, qui a marqué la transition de l'esclavage antique au servage du moyen-âge.

Au début du quatrième livre, consacré aux institutions administratives et financières, nous retrouvons un mémoire, déjà inséré parmi ceux de l'Académie des Inscriptions, sur le caractère des lois agraires chez les Romains. Par quelle fatalité un pareil sujet est-il, en quelque sorte, de circonstance aujourd'hui! Il est malheureusement vrai qu'il se trouve chez nous des fanatiques dont le dernier mot est le partage et l'égalisation des fortunes. Il ne serait peut-être pas inutile d'apprendre à ces tristes économistes ce qu'étaient les lois agraires des Romains, dans la crainte qu'ils ne crussent leur folle utopie autorisée par l'exemple des républicains de l'antiquité. Lorsque Rome jugeait à propos de déposséder un peuple vaincu, elle confisquait à son profit une partie des terres conquises : cette réserve devenait un domaine public sous le nom d'*ager publicus.* Or, les patriciens abusaient de leur crédit pour obtenir à perpétuité le bail de ces terres conquises; la faible redevance qu'ils versaient annuellement dans les caisses de l'état devenait insensiblement moins onéreuse par la dépréciation journalière du numéraire; après des siècles, elle était presque nulle, de sorte que ces fermiers du trésor étaient, sinon des propriétaires en titre, au moins les paisibles usufruitiers de ces vastes domaines qu'ils transmettaient héréditairement avec leur fonds patrimonial. L'usurpation était scandaleuse. La loi agraire de Licinius Stolo, renouvelée par les Gracchus, avait pour but de mettre un terme à ce désordre en déclarant qu'à l'avenir nul ne pourrait posséder plus de cinq cents jugères (cent vingt-six hectares) de ces terres publiques : la propriété particulière n'était aucunement menacée. Cette interprétation a été savamment développée par Heyne, Niebuhr, et récemment par M. Ch. Giraud d'Aix : nous l'adoptons pleinement, parce qu'elle est suffisamment justifiée par les textes, qu'elle est conforme à l'esprit et à la langue de la jurisprudence romaine (1), et qu'elle a pour elle la vraisemblance historique. Nous ne pouvons donc approuver M. Dureau de La Malle d'être revenu à l'opinion vulgaire, et de croire que la

(1) Les mots *possessio* et *possidere* se rapportaient, dans la langue juridique des Romains, à l'idée de *jouissance,* et non pas à celle de *propriété,* comme chez nous. M. Dureau de La Malle s'étonne que cette distinction, développée par Appien d'Alexandrie, n'ait pas été indiquée par les écrivains romains qui ont parlé des lois agraires. C'est qu'en général, quand on écrit pour ses compatriotes, on ne prend pas la peine d'interpréter les mots dont la signification doit être généralement connue.

loi des Gracchus, applicable à tous les genres de propriété, avait pour but de réduire indistinctement les fortunes légitimes ou usurpées.

Nous regrettons enfin que l'auteur n'ait pas accordé une attention spéciale aux institutions de crédit. Quelques assertions, beaucoup trop absolues, ne jettent sur ce sujet qu'une lumière douteuse. Prenons pour exemple le passage suivant (1) : « Les dettes publiques, les banques, les emprunts de l'état, les moyens de crédit et toutes ces créations de propriétés imaginaires, dont la jouissance repose sur les impôts que nos arrière-neveux voudront bien consentir à payer un jour, sont des fictions qui étaient totalement inconnues aux anciens. » Sans doute, l'antiquité n'a pas connu ces rouages financiers qui fonctionnent chez nous avec assez de puissance, pour donner l'impulsion au système général du gouvernement; mais il y avait à Rome, et dans les cités provinciales comme aujourd'hui à Paris et à Londres, des jours de besoins impérieux qui obligeaient les dépositaires du pouvoir à créer des ressources exceptionnelles. L'an 537 de Rome, les Scipions, qui commandaient en Espagne, firent savoir que leur armée était dans le plus complet dénûment. Le peuple fut convoqué en assemblée générale, et un magistrat fit la proposition d'un emprunt avec des garanties suffisantes : aussitôt trois compagnies se présentèrent. Quand le sénat romain, réduit aux extrémités, ne prenait pas d'engagemens à terme, il aliénait les terres du domaine public : c'était bien là encore une sorte d'emprunt dont la rente, au lieu d'être servie directement par l'état, était acquittée par le revenu dont il concédait la jouissance. M. Dureau de La Malle a cité, d'après Cicéron, plusieurs villes de l'Asie mineure qui, ne possédant ni trésors métalliques, ni propriétés foncières, n'avaient d'autres moyens pour se procurer de l'argent que les impôts et les emprunts. N'était-ce pas encore une sorte d'emprunt forcé que l'altération successive des monnaies, qui, pour ne parler que des espèces de cuivre, conserva à Rome le nom de *livre* à une pièce qui n'en pesait plus que la vingt-quatrieme partie? Sur tous ces points, l'auteur se montre suffisamment érudit; mais on regrette de ne pas voir apparaître plus fréquemment l'économiste.

Il n'est pas non plus parfaitement exact de dire que les anciens n'ont pas connu les banques. Dans la sphère des intérêts privés, les vertus de l'argent ont inévitablement frappé les esprits tenus en éveil par l'appât du gain. Tout porte à croire que l'agiotage était fort actif parmi ces puissantes corporations financières, dont les ambitieux cultivaient soigneusement l'alliance. L'idée de fonder des établissemens de crédit dans un intérêt général appartient peut-être aux hommes d'état romains, et il semble même que la conception primitive fût plus loyale et plus féconde que les combinaisons *progressives* des modernes. Mécènes, dont M. Dureau de La Malle a apprécié dignement le génie politique, conseillait à Auguste de capitaliser le prix des domaines nationaux et de fonder une banque de circulation qui avançât des fonds à des conditions modérées à ceux qui devaient en faire un emploi utile dans l'industrie ou dans l'agriculture. Un projet plus libéral encore fut mis à exécution par Tibère.

(1) Page 4, tome Ier.

Les usuriers, alarmés d'une démonstration faite contre eux, avaient manœuvré habilement pour rappeler leurs capitaux engagés. L'argent était devenu excessivement rare, et la circulation si languissante, que le corps politique paraissait en danger. L'empereur, voyant le mauvais effet de mesures violentes, attaqua les capitalistes par la concurrence. Il fonda de ses deniers une banque publique de prêt au capital de cent millions de sesterces (environ vingt millions de francs), et quiconque eut à offrir des garanties suffisantes obtint des avances pour trois ans et sans intérêt. Dans la constitution des cités provinciales, on trouve également trace de quelques établissemens de crédit. Il leur manqua sans doute la stabilité et la permanence pour être classés, comme les caisses modernes, au nombre des institutions nationales; mais, dans leur mécanisme intérieur, ils en différaient peut-être beaucoup moins qu'on ne le suppose. Les anciens eurent de très bonne heure l'équivalent de notre monnaie de papier, c'est-à-dire des signes de confiance, des jetons de cuivre, de fer ou d'étain qui multipliaient fictivement les métaux précieux. Les Carthaginois faisaient apposer un timbre sur des pièces de cuir, et Eschine le philosophe dit à ce sujet dans son *Dialogue sur les richesses :* « A Carthage, on se croit riche quand on possède beaucoup de ces pièces; chez nous, au contraire, celui qui en aurait un grand nombre ne serait pas plus riche que s'il possédait un tas de cailloux. »

Malgré les lacunes et les inévitables imperfections que nous avons signalées, le livre de M. Dureau de La Malle n'en conserve pas moins une utilité qui sera certainement appréciée. Nous désirons sincèrement que le succès fortifie l'auteur dans le désir qu'il laisse entrevoir d'aborder plusieurs points négligés. C'est d'ailleurs trop de modestie de sa part que de se contenter, comme il le dit lui-même, « de tirer des carrières de l'antiquité quelques pierres utiles à l'achèvement de l'ensemble. » Les savans apaisent trop souvent leur conscience littéraire avec de pareilles excuses; mais le public se refuse à les admettre. Un encombrement de matériaux est pour la foule un épouvantail : la voie où il se trouve cesse d'être fréquentée, et, pour qu'on y revienne avec plaisir, il faut qu'une main intelligente ait relevé les blocs épars et construit un édifice.

VITA DI CATERINA DE' MEDICI. Saggio storico di Eugenio Alberi (1). — Cette nouvelle biographie de Catherine de Médicis doit son principal intérêt à la communication faite à M. Alberi, des pièces diplomatiques et des correspondances confidentielles conservées dans les archives de Florence. La mémoire de Catherine gagne beaucoup à cette révélation tardive. La plupart des historiens nous ont montré jusqu'ici, dans la mère de Charles IX, une femme impérieuse, perfide, prompte au crime, dominée par une idée fixe, l'extermination de l'hérésie, et complotant le massacre des huguenots, sept ans à l'avance, dans une conférence qu'elle eut à Bayonne avec le farouche duc

(1) 1 vol. grand in-8° avec 18 portraits : à Florence et à Paris, chez Benjamin Duprat, rue du Cloître-Saint-Benoît, 7.

d'Albe. L'impression laissée par le livre de M. Albéri est bien différente. Suivant lui, Catherine, dédaignée par Henri II, qui était follement épris de la belle Diane de Poitiers, conserva, même après la mort de son mari, la contrainte et la défiance naturelles aux personnes qui ont long-temps souffert. Elle était naturellement ennemie des résolutions violentes, et si, pour le malheur de sa vie, elle fut obligée d'accepter la complicité du grand crime qui fait tache dans notre histoire, elle n'a pas encouru le reproche odieux de préméditation.

La cour de France, dit l'auteur italien, fort indifférente sur les principes religieux, eût accepté assez volontiers les conséquences politiques de la réforme. Elle sympathisait avec ces huguenots qu'elle était obligée de combattre. Au lieu de conspirer avec le duc d'Albe le massacre des hérétiques, la reine-mère, désespérée de ne pouvoir les appuyer ostensiblement, faisait jouer en leur faveur les ressorts secrets de sa diplomatie. Elle s'épuisait en promesses pour déterminer le duc de Florence, Cosme Ier de Médicis, à seconder les révoltés des Pays-Bas; elle lui offrait de l'aider à conquérir la Corse sur les Génois, et lui faisait espérer le titre de grand-duc de Toscane, qu'il ambitionnait ardemment. Le rusé Florentin ne prêtait l'oreille aux insinuations de sa parente que pour les déférer secrètement à la cour de Madrid, et s'y faire un mérite de sa trahison. Bien loin de porter secours aux révoltés, Cosme fait passer au roi d'Espagne cent mille sequins pour soudoyer l'armée du duc d'Albe. Catherine ne tarde pas à être instruite de ces faits, et, dans le premier emportement de la colère, elle accable son frère de reproches; mais elle sait que dans les évolutions politiques, les plus fiers tacticiens peuvent être conduits à miner la position où ils se retranchaient précédemment. Elle ne désespère donc pas de ramener le duc Cosme à ses desseins. Les sollicitations deviennent plus pressantes que jamais; la négociation est conduite par un certain Galéas Frégoso, un des subtils Italiens disséminés alors dans les cours de l'Europe, où ils étaient les agens brévetés de toutes les intrigues. Nous allons transcrire ce qu'on lit à ce sujet, dans un message du 16 avril 1571, adressé par le duc de Florence, à son représentant à la cour d'Espagne : c'est un renseignement précieux dont il faut savoir gré à M. Alberi. « Notre envoyé en France fut entrepris par Jean Galéas Frégoso, qui voulut l'induire à donner aide au duc de Nassau dans la guerre de Flandres; il a été de plus sondé par le comte de Nassau en personne, par l'amiral de Coligny, par Théligny, son gendre *au nom du roi*, et enfin *par le roi lui-même*, qui a donné une lettre écrite de sa main à Galéas » Le duc Cosme recommande à son ambassadeur de faire valoir à Madrid l'importance de cette révélation, et de solliciter le titre de grand-duc, qu'il pourrait obtenir par l'influence française, mais qu'il veut devoir uniquement au roi d'Espagne.

Les historiens, en général défavorables à Catherine, ont remarqué qu'en ordonnant la Saint-Barthélemy, elle avait agi contre ses intérêts personnels, et que sans doute elle avait cédé au transport d'un fanatisme aveugle. « On a peine à concevoir, a dit Voltaire dans son *Essai sur les Mœurs*, comment la

reine, à qui le parti huguenot était celui qui lui fesait le moins d'ombrage, put prendre une résolution si barbare. » La vérité des faits, judicieusement rétablie par M. Alberi, est que le massacre des huguenots, loin d'avoir été le résultat d'un complot tramé de longue main dans le conseil royal, ne fut qu'un audacieux guet-apens, qu'un violent coup de tête de la part des Guises, qui en recueillirent tous les avantages; qu'au contraire, par une fatalité étrange, Charles IX fut obligé d'assumer aux yeux de l'Europe l'odieux d'un crime qu'il détestait, et qui venait d'annuler en un instant les résultats de la politique suivie par sa mère depuis douze années.

Le véritable ennemi des huguenots, dit avec raison M. Alberi, était le peuple de Paris, dont la dévotion naïve, aigrie à dessein par les manœuvres des princes lorrains et des agens espagnols, était dégénérée en une sorte de frénésie religieuse. Il avait déjà été conduit au dernier point d'exaspération, lorsqu'eut lieu la tentative d'assassinat faite sur l'amiral de Coligny, à l'instigation des Guises. Les protestans furieux se rassemblent autour de leur chef blessé dangereusement; de leur côté, les Parisiens ne peuvent voir de sang froid l'attitude hostile des réprouvés qu'ils ont en horreur. Une collision est inévitable : quel parti prendra la cour? La neutralité absolue serait une abdication : incliner vers la minorité protestante, ce serait blesser le sentiment national et faire trop beau jeu aux princes lorrains, chefs avoués du catholicisme. Pendant que les conseillers de la couronne sont dans une perplexité cruelle, le duc de Guise ne néglige rien pour émouvoir la population parisienne. Il met sur pied la milice bourgeoise, qui ne compte pas moins de soixante mille hommes bien armés et échauffés par le fanatisme. Cette milice est la force la plus vive du royaume : on ne peut sans danger la laisser dans la main d'un ambitieux; pour la lui arracher, l'unique moyen est de le supplanter aux yeux de la foule, et d'accepter le plan infernal sur lequel il espère élever sa popularité. Le duc de Guise est donc mandé au dernier conseil, tenu pendant la nuit du 23 au 24 août 1572; des ordres lui sont donnés pour l'accomplissement du hardi coup de main qu'il a déjà préparé; il avait cru dominer le mouvement; par ces ordres qu'il reçoit, il descend au rôle d'exécuteur subalterne. La fatale consigne n'est que trop fidèlement exécutée. Dans la première ivresse du sang, le peuple parisien entonne un chant de triomphe; les instigateurs du massacre sont portés aux nues, comme les vengeurs du ciel et les libérateurs de la France. Le roi a la faiblesse de vouloir ravir à son rival tout le mérite de ce triste succès; il assemble solennellement le parlement, et réclame la responsabilité du coup d'état, en déclarant qu'il a cru devoir punir par un châtiment exemplaire une conspiration contre sa personne.

Cette démarche éclatante produisit l'effet que les conseillers de Charles en attendaient; on crut aisément que la sanglante tragédie avait été concertée entre le roi et sa mère. L'ambassadeur florentin résidant à Paris se laissa d'abord prendre aux apparences. Le message qu'il expédia à son maître, sous l'impression des faits, a été retrouvé dans les archives de Florence par M. Alberi; l'exaltation qui y règne en fait une pièce caractéristique. « Pouvait-on

mieux attendre, dit-il, de ce vrai Charlemagne (*di questo Carlo veramente magno*), et de sa très glorieuse mère, et des deux Césars ses frères? Que dire des princes de la maison de Guise et de ces autres seigneurs qui ont exécuté, avec autant de valeur que de prudence, les très saints ordres de leur bon roi, et qui n'applaudirait à ce peuple parisien qui s'est levé avec tant de joie, etc.?... Soit loué le Dieu tout-puissant, qui me donne occasion de vous annoncer ces merveilleuses nouvelles, et soit béni le triomphant saint Barthélemy, qui, dans le jour de sa fête, a daigné prêter aux fidèles son tranchant couteau (1), pour l'accomplissement du sacrifice salutaire! »

Cependant, continue l'auteur, à la suite de la crise fatale qui détruisait les résultats de sa courageuse persévérance, la reine-mère tomba dans une consternation profonde. Mais, chez les natures fortes, le découragement n'est jamais de longue durée; le grand ressort, un instant relâché, reprend subitement une énergie nouvelle. Catherine se remit donc bientôt à l'œuvre, et renoua les trames politiques qui avaient pour but de fortifier la faction des huguenots, comme contre-poids au parti catholique. Les dépêches d'un nouvel ambassadeur florentin, beaucoup plus clairvoyant que son prédécesseur, témoignent fréquemment de ces dispositions. Il résulte de ces pièces que, deux mois après la Saint-Barthélemy, la cour prend des mesures pour prévenir un nouveau massacre, et fait punir ceux qui le méditaient. Le cardinal Orsini, envoyé en France pour présenter les félicitations du saint-siége, n'est pas admis en présence du roi. Il reçoit à la cour un accueil si froid, qu'il demande aussitôt son rappel : on le laisse partir et on donne ordre aux gouverneurs provinciaux d'éviter les démonstrations sur son passage. La conduite du siége de La Rochelle est confiée au maréchal de Biron, qu'on croit huguenot, ou tout au moins ennemi des Guises. D'autres agens étrangers, attachés au parti catholique, se plaignent également des machinations de la reine-mère pour rétablir la cause de la réforme.

La peine que M. Alberi a prise, pour laver la mémoire de son héroïne des soupçons qui pèsent sur elle, donne trop souvent à sa narration le ton du panégyrique. On sent que, dans le choix et dans le développement de sa thèse, il a été préoccupé du désir de justifier le génie italien, dont Catherine de Médicis est, dans l'opinion des peuples septentrionaux, un des types le plus rembrunis. Il n'a rien négligé d'ailleurs pour que son plaidoyer se présentât avec tous les genres de séductions. Les grands personnages qui ont balancé avec Catherine les destinées de la France, revivent autour d'elle, dans une collection de dix-huit portraits, dessinés d'après les originaux les plus célèbres, avec un remarquable sentiment de la réalité historique. Le livre que M. Alberi a modestement présenté comme un essai, prendra donc rang parmi ceux qu'il est nécessaire de consulter pour connaître le XVIe siècle, et il en sortira un utile enseignement. En pensant que les Guises, ennemis acharnés

(1) On sait que saint Barthélemy, qui fut écorché vif, est ordinairement représenté avec un couteau à la main.

des huguenots, ont été traités avec ménagement, et qu'au contraire Catherine et son fils Charles, secrètement favorables à la réforme, ont été voués à l'exécration par les protestans et par les historiens du dernier siècle qui ont sucé le lait du protestantisme, on comprendra qu'en politique rien n'est plus dangereux que les tergiversations et les demi-mesures; on remarquera qu'un adversaire franchement déclaré obtient du moins le respect, tandis que ceux qui, par faiblesse de caractère ou par fatalité de position, veulent user de ménagemens et se maintenir entre les extrêmes, s'exposent au mépris et à la haine de tous les partis.

Le Livre des Singularités (1), par G.-P. Philomneste (Gabriel Peignot). — Assez de travaux sérieux, assez de discussions et de systèmes. Place et indulgence, s'il vous plaît, pour un livre dont la seule prétention est de vous distraire; pour un livre qui rappelle les temps de doux loisirs et de fine causerie, où on étudiait, non pas toujours pour battre monnaie et faire école, non pas pour se faire placer, comme un pâle martyr de la science, dans une des niches de quelque temple académique, mais tout bonnement pour alimenter son esprit, et apporter dans la société un peu de ce piquant savoir qui relève la conversation et provoque les saillies. Depuis la publication de ses *Amusemens philologiques*, Philomneste, le spirituel érudit, a beaucoup lu, beaucoup vu, beaucoup écouté : les singularités en tous genres qu'il a recueillies au jour le jour, composent un nouveau répertoire de balivernes instructives, de sornettes amusantes. Faisons donc cercle autour de Philomneste, car on voit, à je ne sais quel malicieux sourire, qu'il est en humeur de conter, et qu'il va entamer un chapitre trop négligé de l'histoire de cette pauvre humanité dont on parle aujourd'hui, le chapitre des bizarreries de l'esprit humain.

Pour qui fait un livre, il est moins facile qu'on le pourrait croire de commencer par le commencement. L'auteur du *Livre des Singularités* est du moins irréprochable sur cet article. Il débute par un chapitre intitulé *Antégénésie,* dans lequel il a rassemblé les opinions des fortes têtes anciennes et modernes, sur ce grave problème : quelles étaient les occupations de Dieu avant la création ? Ainsi posée, la question fait sourire : elle a pourtant des côtés sérieux que nous laisserons à dessein dans l'ombre, pour arriver plus tôt au piquant chapitre qui a pour titre : *Onomatographie amusante.* C'est un recueil curieux de recherches, de combinaisons de singularités, en un mot, qui ont pour objet le langage. Savez-vous, par exemple, combien il y a eu de langues jargonnées sur la terre, depuis la fatale aventure de Babel, comme dit l'auteur, jusqu'aux dernières énumérations des idiomes connus? Il y a environ deux siècles, le père Kircher, en accordant cinq cents langues à l'espèce humaine, avait paru bien généreux; mais à partir du dix-huitième siècle, nombre de savans ont été tourmentés du démon de la linguistique, et, grace à l'émulation qui s'est établie entre eux, la nomenclature des langues

(1) Dijon et Paris. Pellissonnier, rue des Mathurins-Saint-Jacques, 24.

anciennes et modernes s'est allongée à vue d'œil. Dans un *Catalogue des dialectes*, publié en 1820 à Saint-Pétersbourg, M. Frédéric Adelung en avait déjà porté le nombre à 3,064. Six ans après, M. Adrien Balbi stupéfia la république des lettres, en enregistrant dans son *Atlas ethnographique*, 860 langues, et plus de 5,000 dialectes. Le chiffre de M. Adelung était doublé, et il y avait pour la science cent pour cent de bénéfice. Depuis ce temps, l'ardeur ne s'est pas ralentie : les voyageurs qui exploitent les pays inconnus, et les érudits qui voyagent dans les espaces de l'antiquité, inventeraient des langues plutôt que de n'en pas découvrir; et M. Balbi ne manquera pas de profiter de leurs trouvailles, si jamais il donne une seconde édition de son Atlas.

Il n'était pas sans intérêt de savoir le nombre des mots dont se compose la langue française. L'honnête homme qui a pris la peine de les compter a sans doute bien mérité de la patrie, et ce fut de sa part un excès de modestie que de conserver l'anonyme. Le calcul fait sur l'édition du *Dictionnaire de l'Académie*, imprimé à Nîmes en 1789, donne un peu moins de 30,000 mots, savoir : substantifs, 18,716, — adjectifs, 4,803, — verbes, 4,557, — adverbes, 1,634, — en tout, 29,710 mots, auxquels il faut ajouter les termes, en très petit nombre, qui ont pour fonctions grammaticales d'exprimer non pas des objets, des actions, ou des idées, mais des rapports et des accidens : tels sont les articles, pronoms, prépositions, etc. A ce compte, la langue française serait aussi bien pourvue que la langue espagnole, à laquelle on attribue aussi 30,000 mots; moins riche que la langue italienne, qui en possède, dit-on, 35,000, et que la langue anglaise, qui d'après le dictionnaire de Johnson (1), en comptait 36,784. Mais nous ferons remarquer au nom de la France, que le calcul, en ce qui la concerne, a été fait sur un dictionnaire antérieur à la révolution de 1789; que depuis ce temps, le progrès a été mis à l'ordre du jour, et que la langue française a conquis une multitude de vocables, en politique, par le fait de la *constitutionnalité*, en philosophie, par l'*humanitairisme*, en littérature, grace à l'art romantique; que, dans les études positives, le jargon scientifique s'est tellement enrichi, qu'il exige aujourd'hui un vocabulaire à part, plus volumineux que celui de la langue usuelle, puisque, dans les sciences naturelles seulement, on compte 80,000 plantes dans le règne végétal, 100,000 espèces dans le règne animal, et dans l'histoire de la nature inorganique, un nombre effrayant de dénominations baroques, rangées sous 132 grandes divisions.

Après des recherches curieuses sur le mécanisme de quelques langues peu connues, l'auteur a rassemblé divers ouvrages de patience monacale, de longues histoires écrites en monosyllabes, des combinaisons de lettres ou de chiffres dont les résultats sont surprenans. Ce qu'on éprouve en voyant le

(1) L'analyse littérale de la langue anglaise a été poussée assez loin pour qu'on puisse apprécier les élémens apportés sur le sol britannique par les civilisations diverses qui l'ont fécondé successivement. Ainsi on a distingué dans les trente-six mille mots enregistrés par le savant Johnson, 15,709 dérivés, savoir : du latin 6,732, du français 4,812, du saxon, 1,665, du grec 1,148, etc.

travail bizarre qui se fait dans certains esprits, est un indéfinissable mélange de surprise et de pitié. On a découvert, par exemple, qu'en ôtant successivement au nom de Napoléon une lettre de gauche à droite, jusqu'à ce qu'il ne reste plus qu'une seule syllabe (1), on obtient six mots grecs, qui peuvent se construire et se traduire ainsi :

Napoleon	*ôn*	*o leôn*	*leôn*	*eon*	*apoleôn*	*polcôn.*
Napoléon	étant	le lion	des peuples,	allait	détruisant	des cités.

De tels résultats ne feraient-ils pas croire à la mystérieuse influence qu'on attribuait autrefois aux nombres et aux lettres? Voici pourtant qui est plus étrange encore. Peu après la révolution de juillet, un vote mémorable donna, en faveur du gouvernement nouveau, une majorité de 221 suffrages. Ce nombre rappelait une grande victoire du parti patriotique sous la restauration; aussi fut-il en général accueilli comme un augure favorable. Un peu d'humeur était bien permise aux fanatiques du parti légitimiste; pour eux, les 221 furent *la queue de Robespierre,* tandis que la minorité opposante, forte de 181 membres, composa tout naturellement le parti des *honnêtes gens.* Eh bien! il se trouva dans le fond d'une province un candide carliste qui entreprit sur le chiffre qu'il maudissait un travail cabalistique, et qui, à force de le sonder en tout sens, découvrit qu'en accordant à chaque lettre une valeur numérique en rapport avec le rang qu'elle tient dans l'alphabet (2), on trouve positivement le nombre 221 dans la qualification attribuée par les siens aux libéraux, et le nombre 181 dans l'épithète que les ennemis du gouvernement constitutionnel se décernent à eux-mêmes.

Les chapitres qui suivent, consacrés aux singularités historiques, forment une mosaïque d'anecdotes ou de documens bizarres que la grave histoire a trop souvent le tort de négliger. Nous remarquons, par exemple, les instructions données en 1504, par Henri VII d'Angleterre à des agens qu'il envoie à Naples avec mission d'observer une princesse qu'il se propose de demander en mariage. A la diplomatie galante du vieux monarque, aux détails minutieux qu'il exige sur les habitudes morales et les accidens corporels de la jeune

(1) *Napoléon, — apoleôn, — polcôn, — o leôn, — leôn* (forme attique), — *eon* (forme attique), — *ôn.*

(2) C'est-à-dire en comptant, à la manière des Grecs, A, la première lettre, pour 1, la seconde lettre B pour 2, et ainsi de suite jusqu'à 25. On nous pardonnera de reproduire ce curieux échantillon de l'esprit de parti, qui fera sourire ceux mêmes contre lesquels il est dirigé :

LA QUEUE DE ROBESPIERRE
12 1 17 21 5 21 5 4 5 18 15 2 5 19 16 9 5 18 18 5 | 221 — 221

LES HONNÊTES GENS
12 5 19 8 15 14 14 5 20 5 19 7 5 14 19 | 181 — 181

Nombre des votans. 402

fille, on retrouve les influences d'éducation qui ont dû former le caractère voluptueux et cruel du tyran qui occupa ensuite le trône d'Angleterre, du bourreau couronné d'Anne de Boleyn et de Catherine Howart. Rien n'est plus caractéristique que l'ordonnance rendue en 1563, « pour la fidélité du portrait de la reine Élisabeth d'Angleterre. » Une commission d'experts est instituée avec ordre de supprimer toute image « qui offrît quelques défauts ou difformités, dont, par la grace de Dieu, sa majesté est exempte. » Alexandre-le-Grand eut la même coquetterie, et défendit à tout autre artiste qu'à Lysippe de Sycione de reproduire ses traits; mais Alexandre était jeune lorsqu'il se permit cette boutade, et sans doute il en eût rougi plus tard. Au contraire, celle que Shakspeare appelait « la belle vestale assise sur le trône d'Occident » tenait d'autant plus à son ordonnance qu'elle se sentait vieillir, et à soixante ans, elle envoyait en prison un pauvre graveur en médailles qui, dans une épreuve de monnaie, avait eu le tort de faire avec trop d'exactitude le portrait de sa gracieuse souveraine.

Si les partisans du divorce renouvelaient leur requête si souvent étouffée, ils trouveraient dans le *Livre des Singularités* une pièce à l'appui, qui prouve, soit dit en passant, que les Orientaux ont appliqué avant nous la statistique à l'administration. Sur la porte principale de la ville d'Agra, dans l'Hindoustan, on voit, M. Peignot l'assure du moins, une inscription en très gros caractères, dont voici la traduction littérale : « Pendant la première année du règne de l'empereur Julef, deux mille mariages furent cassés par le magistrat, d'après le consentement réciproque des deux époux; l'empereur apprit ces détails avec une telle indignation, qu'il abolit le divorce dans ses états. Dans le cours de l'année suivante, le nombre des mariages à Agra diminua de trois mille, et celui des adultères augmenta de près de sept mille. Trois cents femmes furent brûlées vives pour avoir empoisonné leurs maris, et soixante-quinze maris le furent pour avoir assassiné leurs femmes. La quantité des meubles brisés et détruits dans l'intérieur des familles représenta une valeur de 3 millions de roupies. L'empereur se hâta de rétablir le divorce. »

Par les emprunts que nous avons faits à l'amusante compilation de M. Gabriel Peignot, on voit qu'il s'agit d'un livre auquel on ne peut appliquer les formules ordinaires de l'éloge ou du blâme. Les débauches d'érudition, fort communes quand les érudits étaient nombreux, sont devenues aujourd'hui assez rares : elles ont pourtant leur prix; on est heureux de trouver dans sa bibliothèque une œuvre excentrique, un aliment de saveur étrange, fortement relevé et de digestion facile, quand on sent, à une certaine pesanteur des idées, que l'intelligence affadie a besoin d'une excitation, et c'est pourquoi nous avons cru devoir signaler le *Livre des Singularités* comme une exception digne de remarque.

A. Cochut.

REVUE MUSICALE.

Mademoiselle Sophie Loewe.

La question est aujourd'hui de savoir si Mlle Loewe sera engagée à l'Opéra. Plusieurs fois déjà nous avons dit la triste situation où se trouve à cette heure l'Académie royale de Musique, les incertitudes du répertoire, le dénûment de ce personnel qui fut un des plus riches qu'on ait vus, mais où le temps, la mort et l'absence ont fait de larges brèches, par malheur bien peu habilement réparées, du côté de l'ensemble surtout. En effet, qui pourrait distinguer quelle école règne aujourd'hui à l'Opéra, dans quelle voie on marche? Quelle sympathie, quelle affinité de talens et de manières existe entre ces vétérans de la routine et ces hommes nouveaux formés au genre italien, entre le ténor et la prima donna, entre Duprez, chanteur méthodique et sévère, et Mme Stoltz, qui semble ignorer jusqu'aux premiers élémens de l'intonation et de la mesure, nous ne parlons pas du style? Cependant la première nécessité pour un théâtre de musique, c'est l'ensemble, et quatre voix qui s'accordent et sympathisent entre elles constituent un ensemble; voyez les Italiens, voyez l'Opéra aux beaux jours de *Robert-le-Diable*. Qu'on donne à Duprez et à Baroilhet une cantatrice de leur trempe, que Meyerbeer s'en mêle, et dans un an vous aurez un ensemble, une harmonie, une Académie royale de Musique; vous sortirez de cette Babel déplorable, où toutes les langues, tous les styles

s'entrechoquent dans le bruit et la dissonance. A tout prendre, la place de Mlle Falcon est la seule qui n'ait jamais été occupée; le provisoire ne peut pourtant pas durer toujours, et si nul prodige ne nous vient du Conservatoire, il est temps que nous regardions vers l'Italie ou l'Allemagne. J'espère qu'on n'ira pas faire d'un point d'orgue ou d'un trille une question de nationalité; et nous qui avons la prétention, assez fondée d'ailleurs, d'absorber et de régénérer toutes les gloires dans notre sein, qui faisons de Gluck un citoyen français, et de Rossini un Parisien du boulevard, nous serions mal venus à répudier une cantatrice, tout simplement parce qu'elle porte un nom milanais ou viennois. Or, voici maintenant que les choses semblent s'arranger à souhait pour que l'Opéra remonte enfin au rang qui lui convient; voici qu'une cantatrice éminente, la plus grande renommée en Allemagne depuis la Sontag, une cantatrice que Meyerbeer recommande, et pour laquelle il vient d'écrire le rôle tout entier de sa partition nouvelle, Mlle Loewe, nous arrive. On pense peut-être qu'en pareille circonstance toutes les difficultés vont s'aplanir, et que cette administration, si inhabile qu'elle puisse être à faire naître l'occasion du succès, saura du moins la saisir aux cheveux lorsqu'elle se présentera d'elle-même. Pas du tout; au lieu de regarder l'évènement comme une bonne fortune, on s'étudie à l'éluder; les portes, au lieu de s'ouvrir à deux battans, s'entr'ouvrent à peine, on parlemente, on négocie, on propose d'inadmissibles conditions; et pour pouvoir, sous le règne de la médiocrité, se retrancher derrière le nombre, pour pouvoir, à défaut du talent, alléguer la quantité, on multiplie les engagemens subalternes. Ah! Meyerbeer, vous voulez Mlle Loewe! fort bien, vous aurez Mme Nathan, cette cantatrice de marbre que le public a déjà refusé une fois d'adopter, et qu'on rappelle, sans doute parce qu'elle se sera formée depuis à l'illustre école de Bruxelles! Vous voulez Mlle Loewe! vous aurez Mlle Heinefetter, qu'on vient d'engager pour trois ans, ceci soit dit sans porter atteinte à l'honneur des débuts de Mlle Heinefetter, qui possède une voix magnifique, pleine de fraîcheur, de charme et de vibration, mais qui sent très bien, quel que soit d'ailleurs l'éclat incontestable et légitime de ses premiers pas dans la carrière, qu'elle a trop de choses encore à gagner du côté de la vocalisation et de l'intelligence dramatique pour oser prétendre de long-temps au premier emploi. En vérité, qui trompe-t-on? Le public? Mais il en est quitte pour ne pas venir, et laisser se consommer dans la solitude ces tristes représentations de *la Favorite*, ces représentations plus tristes encore (car il s'agit de chefs-d'œuvre) de *Guillaume Tell* et des *Huguenots*. Meyerbeer? Y pense-t-on; c'est se faire une bien singulière idée du caractère de l'auteur de *Robert*, que de s'imaginer qu'il ploiera jamais devant une question de ce genre, qui est tout simplement pour sa musique une question de vie ou de mort. Il y a dix ou quinze ans, lorsqu'il n'avait encore écrit pour nous que le *Crociato* (qui déjà signifiait bien quelque chose), que Meyerbeer se soumit à l'autorité d'une administration de théâtre, cela se conçoit; il y a même, dans ces démarches opiniâtres, dans cette rude et volontaire initiation à la gloire chez un homme que sa fortune met au-dessus des besoins de la vie, une

force de volonté d'autant plus noble, qu'elle est naturellement exempte de toute préoccupation industrielle et ne relève que de la conscience. Mais aujourd'hui qu'il a passé par les plus grands succès, aujourd'hui que sa renommée a reçu toute consécration, que lui importe la mise en scène d'un ouvrage de plus? Maître de chapelle du roi de Prusse, il peut attendre, bien certain que les théâtres ne lui manqueront pas, lorsqu'il lui prendra fantaisie de se voir représenter. Dans la position de l'auteur de *Robert-le-Diable* et des *Huguenots*, on ne reçoit pas de conditions, on impose les siennes, et l'administration de l'Opéra se prépare d'étranges mécomptes, si elle pense que lui, Meyerbeer, l'homme laborieux et ponctuel par excellence, confiera jamais la destinée d'un de ses chefs-d'œuvre à l'intonation équivoque de quelque cantatrice de second ordre.

Mlle Loewe est le plus charmant joyau que l'Allemagne musicale possède, le seul talent qui monte et qui s'élève, aujourd'hui que la Sontag, devenue comtesse, trône à la diète de Francfort, qu'il ne reste à la Ungher que son beau geste et sa physionomie de grande tragédienne, et que la Schroeder-Devrient, usée avant l'âge, succombe à cette nature ardente et passionnée qui était l'ame de son talent et qui l'a dévorée : de sorte que, si nous gardons Sophie Loewe, nous enlevons à l'Allemagne son trésor. N'importe, lorsqu'il s'agit de musique ou de poésie, l'Allemagne a bientôt fait de réparer ses pertes, et pour moi je ne la plaindrais jamais en pareille occasion, car il me semble qu'à l'exemple de ces mines des contes orientaux, elle renferme dans son sein des ressources inépuisables, et qu'il suffit de frapper cette terre du pied pour que les voix mélodieuses en jaillissent. C'est de Berlin que la réputation de Mlle Loewe s'est répandue sur toute l'Allemagne, pour venir ensuite jusqu'à nous. Pendant trois ans, Mlle Loewe a tenu sans partage l'emploi de prima donna sur le premier théâtre de la Prusse; pendant trois ans, elle a suffi seule à toutes les exigences du répertoire. Nous signalons ce fait, attendu que, pour quiconque saura l'apprécier, il constitue déjà un mérite peu ordinaire. En général, on ne connaît guère en France ce que c'est que le répertoire d'un grand théâtre allemand. Cette habitude que nous avons de définir les genres et de les parquer dans des salles spéciales, outre qu'elle nous entraîne à une dépense excessive de voix et de talens, contribue peut-être plus qu'on ne pense à tenir la musique dans un état de déplorable servitude. En effet, avec ces classifications qui nous viennent du privilége et qui subsistent encore fort vivaces, les chefs-d'œuvre du génie humain ne sauraient ici où s'installer. Prenez le *Freyschütz* par exemple, quel théâtre lui donnerez-vous à Paris? Le style sérieux de l'œuvre, son originalité, son importance musicale, proclament tout d'abord qu'elle appartient de droit à l'Académie royale. A merveille, mais l'Académie royale de Musique est un théâtre spécial où l'autorité des règlemens s'oppose à ce que le chant soit jamais interrompu, et Weber a négligé de noter les dialogues; vous voilà donc dans l'alternative impérieuse de porter le *Freyschütz* à l'Opéra-Comique, où l'exécution sera nécessaire-

ment sacrifiée, ou d'y ajouter des récitatifs, c'est-à-dire d'insolentes maculatures, pour qu'il puisse être admis à l'Opéra. La musique n'est pas d'un genre, mais de tous; n'oublions pas que c'est l'art romantique par excellence. Qui osera classer le *Don Juan* de Mozart? Quant à moi, je n'ai jamais rien compris à ces dénominatious singulières; qu'est-ce par exemple qu'un chanteur d'opéra-comique? que chante-t-il? que ne chante-t-il pas? Existe-t-il un point où le chanteur d'opéra-comique cesse, un point où le chanteur sérieux commence? Alors, comme toutes les grandes œuvres musicales, comme toutes les partitions de Mozart, de Weber, de Beethoven et de Rossini, admettent cette variété de style dont nous parlions; comme le *Freyschütz*, *Oberon*, *la Gazza*, *Fidelio*, se composent d'opéra-comique aussi bien que de grand opéra, il faudra donc renoncer à ces chefs-d'œuvre, ou, si l'on se décide à les exécuter, le même chanteur ne pourra suffire à son rôle; il en faudra deux, un pour la partie légère et *comique,* l'autre pour la partie sérieuse et dramatique. On se rappelle à ce sujet ces théâtres singuliers, issus, eux aussi, du privilége, où l'on voyait un comédien gesticuler vaillamment sur la scène, tandis qu'un autre parlait ou chantait pour lui dans la coulisse. Le privilége au théâtre n'a jamais fait que des bâtards. Comment voulez-vous que le génie, accoutumé à marcher droit et la tête haute, consente jamais à s'aventurer dans ces labyrinthes de règlemens et de conditions inextricables? Si les grands maîtres étrangers, si Rossini, Bellini, Meyerbeer lui-même, ont toujours soigneusement évité d'écrire pour l'Opéra-Comique, c'est qu'ils n'en sauraient comprendre l'économie; c'est qu'il n'a pu leur entrer dans la cervelle que, telle situation étant donnée, un musicien doive s'abstenir de certains effets, tout simplement parce qu'il écrit pour le théâtre Favart, au lieu d'écrire pour le théâtre Lepelletier. On ne fait pas ainsi de la musique une question de rue et de quartier. Il n'y a en somme ni chanteurs de grand opéra ni chanteurs d'opéra-comique; il y a de grands et de petits chanteurs, voilà tout. Le plus noble virtuose dont notre scène s'honore, celui qui sans doute a le plus ardemment travaillé à la régénération de la musique française, Nourrit, chantait en même temps *la Vestale, Guillaume Tell* et *la Dame Blanche*.

En Allemagne, on ne sait rien de ces subtilités; aussi le répertoire d'un grand théâtre de musique embrasse à la fois toutes les compositions anciennes et modernes, étrangères et nationales, tout depuis le *Don Juan*, l'*Iphigénie*, *la Vestale*, le *Freyschütz*, et l'*Eurianthe*, jusqu'à *la Sonnanbula*, à la *Lucia*, à l'*Ambassadrice*, jusqu'au *Postillon de Lonjumeau;* et pour quelques phrases de dialogue jetées plus ou moins dans le texte musical, on ne se croit pas dans la nécessité de créer un genre, de bâtir une salle et d'engager de nouveaux chanteurs, dont l'emploi sera de jouer d'abord, puis de chanter s'ils peuvent, tandis qu'il y en aura d'autres, à quelques pas de là, qui devront sur toute chose s'étudier à bien chanter. Dans une pareille organisation, on conçoit quelle responsabilité doit peser sur la cantatrice qui prétend régner seule et sans partage. Il s'agit ici, en effet, de tenir tête à toutes les

éventualités du répertoire, de se transformer à chaque instant, de se multiplier, d'être aujourd'hui doña Anna, Valentine, Norma; demain, Henriette de *l'Ambassadrice*, Angèle du *Domino Noir;* que sais-je? Et la voix se ploiera-t-elle à de si exigeantes conditions, changera-t-elle d'un moment à l'autre de caractère et de physionomie, passera-t-elle de l'expression tragique aux volubilités capricieuses d'une Persiani ou d'une Damoreau? En cela, le théâtre de Berlin avait trouvé sa cantatrice dans Mlle Loewe; dire qu'elle y tenait deux emplois à elle seule, que son activité se portait sur tous les points, qu'il n'y avait pas, dans ce vaste répertoire, un seul rôle en dehors de ses facultés et de ses moyens, c'est tout simplement rappeler un fait dont l'Allemagne a pu juger. Le talent de Mlle Loewe a deux faces, mais si distinctes, si nettement accusées, que l'une ne laisse jamais entrevoir ni deviner l'autre; c'est toujours comme une révélation chaque fois qu'elle change de style, et le contraste chez elle vous étonne moins encore que l'imprévu du contraste. Ainsi, entendez-la chanter l'*Adélaïde*, cette rêverie adorable dont elle exprime, comme peut-être on ne l'a jamais fait, toutes les délicates et vaporeuses nuances; et vous jurerez que, lorsque l'on est Allemande à ce point, on ne saurait être autre chose, et qu'une ame qui rend de pareils sons quand Beethoven la touche, est un clavier dont nul autre n'aura le secret. Fort bien; laissez-la reprendre haleine, dans un moment elle sera aux prises avec une cavatine d'Auber ou de Bellini, et vous me direz tout-à-l'heure, en la voyant se débattre avec tant de grace, d'espièglerie et d'élégance sous le réseau de filigrane de ces vocalisations inextricables, si c'est une Allemande qui chante ainsi. A l'énergie, à la puissance, à l'expression d'une tragédienne de premier ordre, Mlle Loewe réunit la flexibilité d'organe d'une virtuose, l'agilité d'une de ces cantatrices de luxe, qui fredonnent un air comme un rossignol sa chanson; et ces deux élémens, si peu accoutumés à se trouver ensemble, loin de se combattre, se fondent et se combinent dans la mesure la plus juste, c'est-à-dire que la flexibilité chez elle se subordonne toujours au sentiment et ne prend le dessus que dans les choses frivoles de la musique, dans certaines cavatines d'Auber, par exemple, qu'elle chante avec le goût, la finesse, la distinction, la coquetterie exquise de Mme Damoreau, mais avec une voix jeune, fraîche, vibrante, d'un timbre argentin et sonore, avec un ton de comédienne qui vous enlève. Depuis la Sontag, jamais cette union des deux genres les plus opposés qu'il y ait, cette harmonie parfaite ne s'était révélée d'une aussi éclatante manière. Encore faut-il voir dans la Sontag plutôt une virtuose, dans le sens italien, qu'une grande et forte cantatrice. Quels que soient les magnifiques élans qu'elle ait eus, l'inspiration dramatique lui vint un peu tard, et bien des gens persisteront à voir en elle plutôt l'Aménaïde de *Tancrède* et la Rosine du *Barbier de Séville* que la doña Anna de *Don Juan* ou la Desdemona d'*Otello*, c'est-à-dire plutôt l'instrument que l'expression, plutôt le gosier merveilleux que l'ame intelligente et passionnée. Les lueurs dramatiques de la Sontag n'apparurent guère que sur la fin de sa carrière musicale, lorsque l'astre de sa renommée allait disparaître, et l'on pourra toujours, sinon les contester, du moins

les attribuer à un enthousiasme exalté par la fièvre du moment, et que sa nature fragile n'aurait peut-être pas soutenu plus long-temps. N'importe, l'éclair fut beau et mérite qu'on en tienne compte. Ici au contraire l'accent dramatique est inné. Le sentiment de l'effet grandiose, qui chez la Sontag fut peut-être le résultat d'un moment d'inspiration tardive, habite ici dès l'origine et prend conseil de l'étude et de la réflexion. Sophie Loewe ne donne rien au hasard de la scène, elle compose son geste, arrange son maintien, et, si généreuse et si puissante que soit sa nature, veut que l'art en modère l'épanouissement. C'est au sein même de la musique, dans les entrailles de l'œuvre, qu'elle va chercher le secret du personnage qu'il s'agit de représenter, et jamais sa curiosité ne s'arrête dans cette voie d'exploration.

Le rôle de doña Anna la possède surtout. Incessamment préoccupée de l'idéal que Mozart a mis dans sa musique, elle essaie tous les moyens de l'exprimer; elle étudie, elle médite, et va jusque dans Hoffmann chercher des intentions qu'elle produit çà et là, mais avec une réserve pleine de goût et de discrétion. Aussi passe-t-elle aux yeux de l'Allemagne entière pour la plus noble et la plus mélancolique doña Anna qui se soit jamais rencontrée, et certes je ne vois pas d'éloge qu'on puisse ajouter à celui-là. Vous vous figurez à quel point Sophie Loewe doit être adorée des Allemands. On n'écoutait, on n'applaudissait, on ne rêvait qu'elle à Berlin; sa voix grandiose ou légère, capricieuse ou mélancolique, transportait d'enthousiasme tout ce monde de docteurs, et tournait chaque soir ces têtes pleines de métaphysique, de critique et d'exégèse. Le succès l'avait adoptée, et la mode, elle aussi, la mode qui naît du succès comme la couleur de la lumière; et, si l'on excepte quelques manœuvres de M. Spontini, le plus illustre cabaleur qui existe sous le ciel, lorsqu'il s'agit de sa musique, manœuvres qui du reste donnaient toujours au public l'occasion de se déclarer du parti de sa cantatrice, Mlle Loewe n'avait à Berlin que des hommages et des triomphes de toute espèce. Quand on sait quelle affectueuse admiration cette noble Allemagne portait à Sophie Loewe, on se demande comment la jeune cantatrice a fait pour s'échapper ainsi, on se demande pourquoi elle a renoncé à tant de glorieuses certitudes, et quitté volontairement le théâtre de ses plus beaux succès. Pourquoi? Est-il donc besoin d'expliquer les mille fantaisies qui passent par la tête aux cantatrices, ces aspirations invincibles qui les entraînent toutes vers la France et l'Italie, cette nécessité d'agir et de combattre qui leur fait échanger sans cesse les certitudes du présent contre les chances de l'avenir, la sécurité d'un succès légitime et durable contre les angoisses de nouveaux débuts, le calme de la possession contre les hasards de la conquête? C'est une chose triste à dire, mais vraie : la quiétude en ce bas monde n'appartient qu'aux sots.— *Dahin! Dahin! wo die Citronen blühn;* — là-bas! là-bas! où les citronniers fleurissent, dit Mignon. Sophie Loewe a fait ainsi; un beau matin, en s'éveillant, la belle cantatrice s'est écriée, dans l'exaltation de sa nature poétique : *Dahin! Dahin!* là-bas! là-bas! où les mélodies naissent d'elles-mêmes, où les voix sonores et flexibles

montent vers le ciel bleu, où le myrte croît silencieux près du laurier sublime :

Die Myrthe still und hoch die Lorbeer steht;

là-bas où vécurent tous ceux qui ont aimé la voix humaine et chanté pour elle, où les cavatines s'exhalèrent des lèvres de Cimarosa, où le mélancolique Bellini soupira son chant de cygne.

Cependant le roi de Prusse refusait de laisser partir sa cantatrice. En Allemagne, on ne se sépare pas si facilement. Une grande cantatrice, c'est l'amour de tout un peuple, l'honneur d'une résidence, presque un joyau de la couronne. Dans ce pays de mœurs paisibles et domestiques, il existe souvent, entre les souverains et les premiers artistes de leur théâtre, une certaine intimité, respectueuse d'une part, pleine de bienveillance de l'autre, mais avouée, honnête, et qui nous surprendrait peut-être en France, où les nécessités d'une situation presque toujours tendue laissent à peine le temps à nos rois de s'occuper de leur propre maison. En Allemagne, dans les états absolus, la machine du gouvernement fonctionne d'elle-même, et cette impulsion, reçue de longue date, permet aux princes une sorte de dilettantisme intellectuel, qui, la plupart du temps, va de la chose aux personnes. De là sans doute ces longues correspondances que Frédéric entretenait avec Voltaire; de là cet intérêt si touchant, cette sollicitude presque minutieuse avec laquelle Marie-Amélie et Charles-Auguste ne cessèrent de suivre pas à pas dans la vie chacun de ces hommes dont les écrits devaient illustrer la grande période de Weimar. Étendez les distances, et ces rapports deviennent impossibles. En Allemagne, où le théâtre, comme toutes les administrations, relève immédiatement de la couronne, le souverain sait tout ce qui se passe derrière le rideau, s'informe de son maître de chapelle et de sa cantatrice, et leur rend visite aussi bien qu'aux gens de sa cour, chaque fois qu'il lui en prend la fantaisie. Vous êtes chez une prima donna célèbre; une personne entre, s'assied, cause de littérature et de musique, souvent avec beaucoup d'esprit, et vous apprenez, quand elle se retire, que c'est le prince héréditaire du royaume ou le souverain du grand-duché. — Le roi de Prusse, qui ne voulait pas entendre parler du départ de Mlle Loewe, commença par lui faire les propositions les plus gracieuses; et, comme rien ne pouvait fléchir la belle doña Anna, décidée à courir le monde, Frédéric-Guillaume finit par lui reprocher d'être une mauvaise Allemande, et de n'avoir point de cœur pour son pays, *Kein Herz für Vaterland* (ne l'a-t-on pas dit de Goethe?). A cela, Mlle Loewe répondit à peu près par le langage que nous tenions dernièrement à M. Liszt, à savoir que les virtuoses n'ont point de patrie, ou plutôt qu'ils ont l'univers pour patrie, et qu'ils chantent comme les oiseaux du ciel, partout où il y a un rayon de soleil pour essuyer leurs ailes, un brin d'herbe pour cacher leur nid, une ame pour les écouter et les comprendre. Mais le roi n'en voulait pas avoir le démenti, et quand l'ingrate fugitive vint demander ses passeports, on les lui refusa sous prétexte qu'elle est née en Autriche, et qu'il fallait s'adresser à la chancellerie de

Vienne. Retenir de force une prima donna dans ses états, n'est-ce point là le plus aimable compliment qu'on puisse lui faire, et savez-vous une galanterie plus flatteuse que cette violence? Combien seraient heureuses de se voir contraintes de la sorte, et dont le public signerait au plus vite les passeports! Cependant Sophie Loewe en écrivit à M. de Metternich, qui leva les difficultés de la meilleure grace. Vienne enviait à Berlin sa cantatrice. Depuis, des négociations nouvelles ont eu lieu, mais sans résultat; on travaille à la rappeler avec autant d'ardeur qu'on en mettait à s'opposer à son départ. Chaque jour, l'intendant du théâtre de la cour, *Koeniglich-Hof-theater,* M. le comte de Rederen adresse à la jeune cantatrice les plus beaux projets d'engagemens qu'elle refuse. Sophie Loewe ne retournera pas à Berlin, de quelque temps du moins; elle sent qu'elle est arrivée à cette période du talent où le public d'une ville ne vous suffit plus, cette ville fût-elle la capitale d'un grand royaume. Elle veut entendre, étudier, connaître; si l'Opéra lui manque, les Italiens l'accueilleront; elle ira de Paris à Milan, de Milan à Londres, puis à Vienne, puis à Pétersbourg; elle prendra son vol à travers toutes les capitales, tous les succès, toutes les émotions; il lui faut l'espace et le grand air qu'ont respiré avant elle la Pasta, la Sontag, la Malibran, ses nobles sœurs de voix et de génie.

On a beaucoup disserté en Allemagne sur la voix de Mlle Loewe (sur quoi les Allemands ne dissertent-ils pas!); les uns prétendaient y voir les conditions d'un soprano sfogato; les autres se déclaraient ouvertement pour le mezzo-soprano. La querelle fut chaude, les antagonistes se rencontraient chaque matin sur le terrain de la publicité, et l'on pense quelles escarmouches avaient lieu! On n'eût pas mis plus de zele et de véhémence à traiter une question d'ontologie ou de vieux droit allemand. Quant à nous, s'il nous était permis d'intervenir dans ces graves débats, nous n'hésiterions point à nous déclarer pour la seconde de ces deux opinions, et nous avouerions franchement que nous pensons que la voix de Mlle Sophie Loewe est un mezzo-soprano. Et d'abord tâchons de nous expliquer. Personne n'ignore qu'il y a dans la nature deux espèces de voix élémentaires et fondamentales, le soprano et le contralto, c'est-à-dire, la force douce et féminine, et la force active; l'éclat et l'énergie, Vénus et Junon, l'or et l'argent; en un mot, ces deux principes éternels de vie et de génération qu'on retrouve partout, et que la plupart des mythes enveloppent. Cependant ces deux métaux originels, ces deux sonorités premières ne se rencontrent pas toujours à l'état pur, dans notre temps surtout, où les observateurs ont remarqué que les voix franches deviennent de plus en plus rares. De là des organes mixtes qui, sans pouvoir s'appeler soprano ou contralto, participent de l'un et de l'autre, embrassent même quelquefois la double gamme, mais à la condition d'une sensible altération dans le caractère essentiel de ces deux natures de voix; signe inhérent, du reste, à toute bâtardise. De là, les mezzo-soprani aigus, les mezzo-soprani graves, et les voix proprement dites sopran-e-contralti. Pour prendre au hasard des exemples, nous citerons au nombre des mezzo-soprani aigus la Persiani et la Loewe; des mezzo-soprani graves, les deux sœurs Heinefetter, Sabine et Catinka; et comme par-

courant avec une égale puissance les deux échelles de voix, c'est-à-dire comme sopran-e-contralti, la Malibran et Pauline Garcia. En ce qui touche les voix mixtes, les exemples se multiplieraient à l'infini, tandis que, si l'on cherche de notre temps un soprano pur, sans alliage, normal, on ne trouvera guère que la Grisi; et, pour nommer un véritable contralto, il faudrait remonter à la Mariani ou à la Pisaroni. Le soprano sfogato parcourt les deux octaves, et sa puissance réside d'ordinaire entre l'*ut* et le *mi* suraigu, tandis que le contralto, qui va du *sol* au *mi*, trouve sa force véritable entre le *si* et le *la*. Telle est à peu près la mesure de ces deux voix fondamentales, dont procèdent les mezzo-soprani, qui, bien qu'ils ne s'étendent que du *ré* au *la*, saisissent cependant presque toujours aux deux extrémités quelques notes qu'ils donnent avec plus ou moins de bonheur, ici ou là, selon qu'ils appartiennent à la classe des mezzo-soprani aigus ou des mezzo-soprani graves. Et c'est ce qui fait que tant de gens s'y trompent, et sur la foi d'un son arraché à l'enthousiasme du moment ou conquis par un travail opiniâtre, vont confondre ces organes mixtes avec les voix premières, les voix simples. On aurait grand tort de prendre l'étendue pour la seule et unique règle à suivre lorsqu'il s'agit de définir le caractère d'une voix. Un pur soprano peut ne monter que jusque s au *la* sans qu'on lui conteste sa nature, de même qu'un contralto qui ne descend que jusqu'à l'*ut* a des titres aussi légitimes à son nom que celui qui prend le *fa*. Ce qui classe une voix, c'est la qualité du son, la franchise avec laquelle certaines notes sont émises. Il ne s'agit pas de pouvoir parcourir à son gré les mille gammes fantastiques d'un rossignol qui s'égosille, mais d'avoir dans la voix un milieu juste, large, sonore, sympathique, un instrument généreux que l'art développe et mette un jour au service de l'ame. Maintenant, si nous rangeons la voix de Mlle Loewe dans la classe des mezzo-soprani aigus, ce n'est pas que nous ignorions le moins du monde les ressources fécondes de cette voix splendide. Nous ne voulons pas renouveler ici les querelles de Berlin, et nous savons aussi à merveille que cette voix, qui module avec une hardiesse sans égale, peut toucher en ses velléités ambitieuses, d'une part, aux belles notes du soprano sfogato, de l'autre, aux sons graves du contralto; mais ce qu'il y a de certain, c'est que la force originelle de cet organe, sa puissance, son timbre normal et caractéristique, résident entre le *ré* et le *la*, c'est-à-dire, dans la tonalité du mezzo-soprano. Cette quinte sert de point d'appui à sa voix tout entière; elle en est, qu'on nous passe l'expression, elle en est le germe et le noyau. Alors, comment se fait-il que, lorsqu'il se rencontre par hasard dans son chant une note douteuse, ce soit justement à ce point le plus ferme et le plus solide que le dommage arrive? A cela nous répondrons par une raison toute simple, c'est que là se trouve le passage le plus difficile à pratiquer qu'il y ait, le pont, comme disait Paër, entre le *mezzo-falso* et le pur *falsetto*, autrement appelé voix de tête, et que toute cantatrice, soprano sfogato ou mezzo-soprano, est sujette à trébucher en cet endroit. Nous avons nommé tout-à-l'heure la Persiani; qu'on ne s'y trompe pas, il y a plus d'un rapprochement à faire entre l'élève de Tac-

chinardi et la jeune Allemande dont il est question dans cette esquisse. Ces deux voix ont les mêmes principes radicaux; seulement la voix de la Persiani, brisée dès l'origine par le travail qui l'a déflorée, n'a pour ainsi dire point eu de jeunesse, tandis que la voix de Sophie Loewe, au contraire, fraîche, sonore, métallique, résiste à l'étude et n'en sort que plus éclatante et mieux trempée, comme l'acier de la fournaise. Il faut avoir entendu Sophie Loewe dans la sublime cantate de Beethoven, pour se faire une idée de l'art vraiment prodigieux avec lequel elle a su égaliser les registres de sa voix, dont il me semble qu'on pourrait définir ainsi les divisions originelles : entre le *mi* et le *sol*, jonction de la voix de poitrine avec la voix de mezzo-falso; entre le *ré* et le *fa*, jonction de la voix de mezzo-falso avec la voix de tête pure. Ce dernier *fa* surtout vibre dans son gosier d'un éclat incomparable. C'est sur cette note qu'elle file si admirablement le son merveilleux dont elle entoure comme d'une vague auréole le nom d'Adélaïde à l'avant-dernière mesure du morceau. Quant à la flexibilité de cette voix, il n'y a rien dans Rossini, dans Auber, qu'elle n'aborde avec une hardiesse, un aplomb, une verve musicale, qui vous étonnent. Aucun trait ne l'effarouche, aucune gamme chromatique ne l'épouvante; elle s'y lance à tire d'aile comme l'oiseau dans l'air, et s'y roule avec tant de fantaisie et de caprice, qu'on ne dirait jamais que le chant large et *spianato* est avant tout son élément natal. En effet, l'agilité de la voix de Sophie Loewe nous semble plutôt un résultat du travail, d'un travail opiniâtre, intelligent, heureux, qu'un don de la nature; c'est là plutôt une chose conquise qu'une de ces facultés innées qui la plupart du temps excluent chez une cantatrice la force d'ame et d'expression et l'entraînent irrésistiblement contre sa volonté, son goût même.

Le talent de Sophie Loewe procède comme sa voix, dont il a le caractère et la variété. Nous le répétons, ce qui distingue entre toutes cette cantatrice, c'est un assemblage original, singulier peut-être, des facultés les plus diverses, et qui, habilement distribuées et maintenues, composent l'harmonie de sa nature. Ainsi elle a, d'une part, plus de vocalisation que la Pasta, la Malibran, les grandes cantatrices purement dramatiques; de l'autre, plus de largeur de style, de *portamento*, que la Sontag, Mme Damoreau ou même la Persiani. Sa méthode est généralement bonne et puisée aux sources italiennes. Chaque son vibre ou porte, selon le caractère qu'elle imprime à la musique, dans les régions modérées surtout; la *mezza di voce* sort avec richesse et plénitude. Mais sa manière de filer les sons dans certaines parties de sa voix, entre le *ré* et le *la* par exemple, dépasse tout ce qu'on a pu entendre dans ce genre. C'est une pureté métallique, argentine, une délicatesse sans exemple; il y a quelque chose de vague, de poétique, de merveilleux dans ce fil sonore qui naît au-dessus du lac paisible et transparent de l'harmonie, s'étend et se prolonge sans se briser jamais, et finit par s'exhaler *moriendo* dans les vapeurs de l'air, comme ces imperceptibles tissus qu'avril balance dans la lumière du printemps. Avec plus d'haleine, la Grisi, dans le récitatif qui précède l'air de *Casta diva,* toucherait

de bien près à cette perfection dont Sophie Loewe semble jusqu'ici avoir possédé seule le secret. Sophie Loewe tire un rare parti de cet art dans sa manière de chanter *Adélaïde*. On le sait, depuis tantôt dix ans, cette noble cantate de Beethoven a toujours été pour les plus grands chanteurs un sujet d'étude et de triomphe. Haitzinger, Rubini, la Devrient, s'y sont exercés chacun selon la mesure de son intelligence et de son talent. La Devrient par exemple, qui produisit autrefois avec *Adélaïde* un si puissant effet, ne me semble pas en avoir jamais rendu le sens véritable, la légitime expression. Impétueuse et vive comme une femme dramatique et passionnée qu'elle est, la Devrient apportait dans cette élégiaque mélodie quelque chose des souvenirs du théâtre. Sophie Loewe, au contraire, s'y montre pleine de réserve et de discrétion. Elle récite *Adélaïde* avec une grace décente, une pureté suave, une mélancolique sérénité que bien des gens peuvent prendre pour de la froideur, mais qui nous paraît à nous l'idéal du caractère de ce morceau. Quelle poésie dans ces longues tenues, dans ces sons doucement prolongés dont elle file comme un voile de brouillards sur cette forme vague et mélodieuse! Oui, c'est bien là une rêverie dans les vapeurs d'une matinée d'Allemagne, lorsque la rosée tombe, que les oiseaux s'éveillent dans les branches, que l'ame se souvient et prie, une rêverie dans un jardin sonore tout rempli de bruits et de parfums, où s'élève peut-être au milieu des touffes de fleurs une croix de bois venue sur quelque tombe ignorée, cette croix que Goethe n'aimait pas à rencontrer dans ses promenades, et dont l'ombre presque toujours tempère le naturalisme éclatant de Beethoven.

Il convient de dire un mot du répertoire de Mlle Loewe; les rôles sur lesquels se fonde sa renommée en Allemagne sont en première ligne : la doña Anna de Mozart, la Desdemona de Rossini, la Jessunda de Spohr, la Norma de Bellini, puis dans un genre moins grandiose, mais aimable et charmant, la Henriette de *l'Ambassadrice*, l'Angèle du *Domino Noir*, la comtesse Reiterholm de la traduction de *Gustave* (on sait qu'en Allemagne les titres de nos opéras subissent fréquemment des modifications nécessaires); ce personnage de la comtesse surtout lui sied à ravir. Il faut voir quel ton de cour, quel goût, quelle dignité souveraine, quelle distinction dans le maintien et dans la mise! Et puis à Berlin on comprend cette musique de *Gustave*, on aime ce joli chef-d'œuvre que nous n'avons jamais voulu apprécier, peut-être à cause des acteurs et des actrices, qui ne savent rien exprimer de cette finesse, de cette grace mélancolique, de ce je ne sais quoi de comme il faut que M. Auber a mis dans sa partition. Jouer la tragédie, se pénétrer des passions d'un autre temps, les rendre avec énergie et puissance, être Iphigénie, la Vestale, Norma, cela me paraît un art grandiose, sublime; mais ce qui m'étonne davantage peut-être, c'est qu'on sache marcher et se tenir lorsqu'il s'agit de rendre ces passions sous les apparences du monde où nous pouvons les rencontrer, et qu'on le fasse sans exagération, sans embarras, avec politesse, convenance et bon air. J'avoue que Molé me semble encore plus merveilleux que Talma. Pendant les six derniers mois que Mlle Loewe a passés à Berlin, chaque fois

qu'elle jouait, un petit homme à l'œil intelligent et vif, au sourire inquiet et nerveux, venait s'asseoir dans une loge, et, d'un bout à l'autre de la soirée, écoutait religieusement. Or, cet auditeur mystérieux, c'était tout simplement l'auteur des *Huguenots* et de *Robert-le-Diable*, Meyerbeer, qui, du fond de sa cachette obscure, suivait dans ses moindres inflexions cette noble voix pour laquelle il écrivait alors son nouveau chef-d'œuvre, et ne se lassait pas d'étudier ce talent qu'il a pris à tâche de produire en France. Meyerbeer est ainsi fait; il court le monde à la recherche des belles voix : dès qu'il en rencontre une, il la note sur ses tablettes, et va se composant de la sorte une troupe idéale qu'il rêve incessamment pour l'exécution de sa partition prochaine. La voix de M. de Candia, la voix de Pauline Garcia, la voix de Sophie Loewe, toutes y sont; il les porte sur lui jour et nuit, et sait mieux que ceux qui les possèdent le parti qu'on en pourrait tirer dans l'occasion. Vous verrez qu'un de ces jours Meyerbeer prendra la poste et s'en ira noter en Italie les voix de Moriani et de Poggi, les seules qui lui manquent, je pense. Ne trouvez-vous pas qu'il y a quelque chose de fantastique dans cette manière de faire collection de soprani, de ténors et de basses-tailles? Meyerbeer vous découpe une belle voix, ni plus ni moins que ce diable qui prend au clair de lune l'ombre de Peter Schlemihl, la plie avec grand soin et l'enferme dans son portefeuille.

Maintenant, s'il faut dire toute notre pensée, nous croyons qu'en dépit de tant de magnifiques avantages que personne en Allemagne ne lui conteste, et qui font d'elle une cantrice d'opéra de première volée, en dépit du patronage actif et militant de Meyerbeer, Mlle Loewe ne sera point engagée à l'Académie royale de Musique. D'où vient cela? Quelle force mystérieuse, quelle puissance souveraine se révolte aujourd'hui contre l'autorité du génie et du succès? Il ne nous appartient pas d'entrer dans les secrets de l'administration; nous discutons ici une question d'art, et c'est à ce titre que nous déplorons les difficultés qui s'opposent aux débuts de Mlle Loewe, car il ne s'agit pas cette fois seulement d'une grande cantatrice que l'on pourrait avoir, et dont on prive, de gaieté de cœur, le répertoire, mais d'un chef-d'œuvre qu'on éloigne peut-être sans retour de notre première scène lyrique. En effet, sans Mlle Loewe, l'opéra de Meyerbeer devient impossible, et rentre dans la catégorie de ces illusions sans nombre dont on berce éternellement le public, fatigué jusqu'au dégoût des plagiats de M. Donizetti. Chacun sait que Meyerbeer est l'homme du monde qui met le plus de soin et de persévérance à combiner entre elles toutes les chances du succès, et cela se conçoit : l'homme qui a passé quatre ans à élaborer une œuvre dans les veilles, le recueillement et la méditation, ne va pas la jeter au public avec cette ridicule étourderie d'un improvisateur italien, qui compte ses semaines de travail par des partitions en cinq actes. Or, lorsque Meyerbeer a tant fait que d'écrire un rôle tout entier pour une cantatrice qu'il aime et qu'il admire, lorsqu'il a tant fait que de noter sa musique dans la gamme d'une voix dont il connaît les moindres ressources et dont il aura sans doute utilisé les plus secrètes inflexions, ce serait supposer au grand maître une singulière bonhomie que de croire qu'il

ira modifier son œuvre, et la remuer de fond en comble pour la mettre à la taille de Mme Nathan ou de Mme Stoltz, par exemple. Qu'un musicien remanie sa composition lorsqu'il s'agit de l'agrandir, de lui donner des dimensions plus larges et plus hautes, de la faire passer de l'Opéra-Comique à l'Opéra, de la voix de Ponchard ou de Chollet à la voix de Nourrit ou de Levasseur, cela se conçoit. Meyerbeer lui-même n'a pas fait autre chose pour *Robert-le-Diable*, destiné d'abord et mis à l'étude au théâtre Ventadour. Mais toucher à son œuvre dans des conditions d'amoindrissement, la reprendre pour la dégrader, en vérité une pareille besogne pourrait tout au plus se proposer à quelque honnête lauréat du prix de Rome, dans toute la candide effervescence d'un premier début; l'auteur des *Huguenots* n'en est point là. Quant à Mlle Loewe, à la saison prochaine, le Théâtre-Italien ne peut manquer de lui ouvrir ses portes. Pourquoi, dans cette occasion, le maître ne suivrait-il pas sa cantatrice? Nous ne pouvons croire que la fortune de Meyerbeer soit irrévocablement liée à la fortune de l'Académie royale de Musique. En tout cas, ce ne sont pas les égards dont on entoure la représentation de ses chefs-d'œuvre qui doivent le pénétrer d'une bien vive tendresse. Quoi d'étonnant d'ailleurs que l'auteur du *Crociato* voulût renouveler connaissance avec l'Italie? Plus d'une fois, au sortir de quelque magnifique représentation des *Puritains*, de *Norma* ou d'*Otello*, nous l'avons vu exprimer hautement le désir d'entendre exécuter sa musique par ces nobles voix. Du moment qu'il y a pensé, il le fera tôt ou tard. Alors pourquoi pas tout de suite? De la sorte, les choses s'arrangeraient à merveille pour Mlle Loewe aussi; car, lorsqu'on y réfléchit, on se prend à redouter pour cette voix si argentine, si flexible, si pure, ces terribles traditions de *urlo francese* encore fort en honneur rue Lepelletier, quoi qu'on dise; ce répertoire, véritable minotaure, qui en moins de dix ans a dévoré Nourrit, Mlle Falcon et Duprez. En somme, le voisinage de Rubini lui conviendrait mieux, et puis elle retrouverait sur cette scène Mozart, Rossini et Bellini, tous les maîtres qu'elle affectionne. Qui sait? c'était peut-être sa destinée de passer immédiatement du théâtre royal de Berlin au Théâtre-Italien de Paris, et de parcourir ainsi presque pas à pas la même route que la Sontag, pour atteindre ensuite au même but, à la même couronne, de grande cantatrice s'entend.

H. W.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 février 1841.

M. le président du conseil vient de présenter à la chambre des pairs le projet de loi sur les fortifications de Paris, tel qu'il a été voté par la chambre des députés. En demandant à la pairie l'approbation du projet, le maréchal Soult a formellement déclaré qu'il adoptait le système tout entier, sans réserve; que le cabinet prenait le projet amendé par la chambre élective sous sa responsabilité et se l'appropriait. D'ailleurs maintenant, le maréchal dit tout haut, à qui veut l'entendre, que c'est là le projet qu'il importe d'adopter et qu'il n'acceptera aucun amendement. Ainsi, plus de prétexte pour ceux des adversaires de la loi qui, hommes monarchiques et amis du pouvoir, n'envisagent pas cette grande question uniquement comme un levier pour faire sauter le cabinet. Il serait triste de voir choisir ce terrain, le terrain de la défense nationale, pour y établir une lutte de partis et d'intérêts personnels. C'est alors que la gauche et le centre gauche, qui ont fait taire toutes leurs rivalités politiques devant la grandeur imposante de cette question, auraient quelque droit de faire entendre au parti gouvernemental de sévères paroles. Il serait en effet trop déplorable de voir en ce moment éclater une crise ministérielle dont nul ne pourrait prévoir l'issue; elle éclaterait cependant si le projet n'était pas accepté; elle éclaterait au milieu d'une lutte entre les deux chambres; elle éclaterait, et en même temps l'opinion publique se trouverait vivement excitée par le rejet d'une mesure que le président du conseil a eu raison d'appeler *toute nationale*. Ce serait une triste célébrité que celle qui s'attacherait à une semblable crise et aux hommes qui en auraient été les auteurs. Et qui oserait

ensuite étendre la main vers le pouvoir et en saisir les rênes? Il le faudrait cependant, car, encore une fois, le ministère du 29 octobre ne pourrait pas les garder, et il est juste d'ajouter qu'il ne le voudrait pas, en eût-il le pouvoir. Il se formerait alors une coalition nouvelle, non cette coalition imaginée *à priori*, faite à la main, et sur laquelle la *Revue* garde ses premières et anciennes convictions, mais une coalition qui naîtrait de la situation, de la force des choses, une coalition qui se placerait non en face, mais autour du trône, afin de soutenir le gouvernement de notre choix dans ses nobles projets pour la défense et la dignité du pays. Cette coalition écrirait sur son drapeau, elle en aurait le droit : Révolution de juillet, monarchie de juillet, dynastie nationale, défense du pays, dignité de la France; qu'écriraient les adversaires sur le leur?

Qu'ils lisent les journaux de l'étranger, les journaux humbles et dociles de l'Allemagne censurée. D'où viennent ce langage superbe, ces menaces ridicules, ces colères si mal déguisées, ces inquiétudes affectées à propos de nos fortifications et de nos armemens? Ils avaient pris depuis vingt-cinq ans la douce habitude de voir la France démantelée, à moitié désarmée, ses arsenaux mal approvisionnés, ses ports dégarnis, et ils voudraient nous imposer cette faiblesse et cette misère comme notre état ordinaire, régulier, permanent. Il leur est alors si facile, si commode, sous les inspirations vivantes encore, quoi qu'on en dise, de la sainte-alliance et des fameux congrès de Vérone, de Leybach et autres, de renouer leurs vieilles amitiés, et de se mettre tous ensemble, en laissant la France de côté. Voyez plutôt le traité du 15 juillet, et ne perdons jamais de vue que la Prusse et l'Autriche y ont souscrit contre leurs vrais intérêts, uniquement pour aider la Russie à briser l'alliance anglo-française, au risque des luttes qui pourraient s'ensuivre. Que dis-je? ces puissances savaient bien que la France était loin d'être préparée pour ces luttes; elles savaient bien que leurs projets seraient accomplis avant que la France pût faire une démonstration sérieuse. S'ils avaient su le contraire, si notre armée, notre marine, nos forteresses, nos arsenaux, nos magasins se fussent trouvés dans une juste proportion avec le rang que la France doit occuper dans le monde, et avec les avantages et les inconvéniens qui sont l'effet inévitable de sa condition politique, le traité du 15 juillet n'aurait pas été signé; l'Autriche et la Prusse n'auraient pas fait si bon marché de leurs propres intérêts aux séductions moscovites et aux caprices despotiques du cabinet anglais. Mais rassurées par notre faiblesse, elles n'avaient qu'à opter entre leurs vieilles et intimes amitiés et leurs relations polies, mais froides, avec nous : elles n'ont pas hésité.

Ainsi que les amis de la paix quelle qu'elle soit, que ceux qui auraient le malheur de préférer quelque tentative industrielle de plus à la dignité de la France, ne viennent pas nous dire que, si le pays eût été armé, il n'aurait pu prévenir notre déchéance en Orient que par la guerre. Non; même ce triste et honteux prétexte leur manque; ce déplorable raisonnement n'est pas fondé.

Il n'est pas d'homme sensé qui ne soit convaincu que le traité n'aurait pas été signé en présence de la France *in procinctu*, toute préparée au combat. Il ne l'aurait pas été, quand même nos ministres auraient osé crier à tue-tête qu'ils voulaient la paix à tout prix, et que rien au monde ne les aurait déterminés à brûler une amorce. Nous avons assez montré à l'étranger que les ministres ne sont pas immortels chez nous, et que nous pouvons d'un instant à l'autre changer d'hommes et de système. Ce n'est pas à nos déclarations, c'est à notre impuissance que les étrangers se fiaient. Ils se rassuraient, ils osaient, parce que notre épée était brisée. Qu'importe le bras, lorsque l'épée manque? Mais si elle existe, et fortement trempée, l'étranger a-t-il besoin d'apprendre que le bras pour la manier ne manquerait jamais à la France?

La paix aurait donc été maintenue, cette paix dont nous ne méconnaissons certes pas les bienfaits, cette paix qu'avec tous les hommes sensés, raisonnables, nous désirons vivement conserver au pays. Mais dans l'état actuel des choses et du monde politique, la paix de la France désarmée serait une paix honteuse, la paix de la France armée et faisant chez elle ce que bon lui semble est seule une paix digne et honorable.

L'option n'est donc pas entre la paix et la guerre, mais entre l'abaissement et la paix, entre une paix imprévoyante, impuissante, résignée à tout souffrir, et une paix pleine de force et de prudence, connaissant les droits du pays, et décidée à les maintenir envers et contre tous, comme il convient à une grande puissance qui veut tout aussi peu chercher de méchantes querelles à ses voisins qu'être le jouet de leurs caprices ou la victime de leur égoïsme.

C'est de ce point de vue, c'est à la lumière de ces vérités, que nous envisageons la grande question des fortifications de Paris. Nous sommes heureux de nous trouver aujourd'hui parfaitement d'accord avec l'homme de guerre qui, dans sa longue carrière a donné tant de preuves de dévouement à la France, et a si vaillamment combattu pour la gloire et la dignité du pays le jour même où il n'était plus possible de combattre pour ses intérêts.

C'est avec le vainqueur de Toulouse que nous aimons à répéter que, « plus on ajoutera de garanties à la défense du pays, plus on donnera de gages au maintien de la paix; car la paix se fonde sur la force, et on ne peut la dicter et l'accepter honorablement qu'à ce prix. »

C'est avec lui que nous rappelons que, « en fait de dignité nationale, il y a des entreprises qu'on peut débattre longuement avant de les décider, surtout avant de les proclamer, mais sur lesquelles il n'est plus possible d'hésiter, une fois qu'elles ont été résolues et annoncées. »

C'est encore en empruntant ses paroles que nous disons : « C'est quand on n'a pas sujet de le craindre, qu'on peut supposer le danger et qu'on doit le prévenir. Faudrait-il attendre ici des coalitions renaissantes, pour y opposer l'enthousiasme indiscipliné du patriotisme qui cherche quelquefois le salut public dans des moyens extrêmes de résistance, et qui supplée par la

violence à la force? N'est-il pas plus sage de préparer une défense régulière et organisée? »

C'est là un langage d'homme sérieux, d'homme d'état; il est à regretter seulement qu'on ne l'ait pas tenu dès le principe. Quoi qu'il en soit, quand le maréchal Soult ne craint pas de rappeler que dans ce siècle la guerre remue des masses d'hommes, envahit brusquement les états et vise droit aux capitales, quand il ne craint pas de rappeler qu'on a vu, à deux reprises, la conquête décider, en vingt-quatre heures, à Paris, les destinées de la France et frapper de stérilité l'admirable campagne de 1814, parce qu'il manquait aux opérations de l'armée un point d'appui dans des fortifications qui, en couvrant la capitale, auraient déconcerté la marche des ennemis et rendu leur liberté d'action aux corps d'armée français, qui pourrait se croire le droit de repousser ces tristes souvenirs et ces leçons salutaires? Qui viendra nous dire: Nous ne redoutons rien de tout ce que redoute la vieille expérience d'un capitaine éprouvé, du lieutenant de l'empereur? N'aurait-on pas alors quelque droit de leur répondre : Vous avez donc un parti pris, vous voulez donc assurer non la défense, mais la reddition; vous aimez mieux nous livrer à l'étranger que de le combattre?

Sans doute, ce serait là méconnaître les intentions vraies des adversaires du projet. Le ciel nous préserve d'attribuer à qui que ce soit la pensée de livrer le sol de la patrie, la capitale de la France à l'ennemi. Nous voulions seulement faire sentir à des hommes honorables, dont nous ne partageons pas l'opinion, mais dont nous ne suspectons pas la bonne foi et le patriotisme, quelle conséquence extrême une logique rigoureuse pourrait essayer de tirer de leurs prémisses. Lorsque les fortifications de Paris sont hautement demandées par les hommes les plus compétens, lorsque les autorités les plus imposantes corroborent cette demande, lorsque la couronne les propose sous la responsabilité de deux cabinets de politique diverse, unanimes sur ce point, lorsque la demande se fonde et sur les faits historiques les plus irrécusables, les plus décisifs, et sur les principes de la grande guerre telle que les hommes de l'art la conçoivent et la font aujourd'hui, et sur les données les plus certaines de la politique, données dont, hier encore, on a vu quels sont les résultats et la portée, peut-on s'étonner si les hommes qui résistent à ces impulsions, qui ferment les yeux à cette lumière, sont accusés, dans nos temps de luttes et de partis, de méconnaître la dignité, la grandeur du pays, les intérêts de la défense nationale?

Au surplus, nous croyons, et c'est notre ferme conviction, que cette grande mesure nationale trouvera à la chambre des pairs l'accueil qu'elle a trouvé à la chambre des députés. Ce n'est pas au Luxembourg, où siégent tant d'hommes de guerre et tant d'hommes d'état, où les lumières d'une haute raison se fortifient de tout ce que l'histoire vivante de la patrie et l'expérience personnelle peuvent leur fournir d'appui, qu'on peut craindre de voir la loi rejetée ou altérée, ce qui, dans le cas particulier, ne serait qu'un rejet mal déguisé. La

chambre des pairs ne voudrait certes pas choisir pareil terrain pour faire acte de toute-puissance et amener pour son compte une crise ministérielle.

Sans doute le projet trouvera des opposans. Toute mesure importante en trouve, et il est bon qu'il en soit ainsi dans une assemblée politique; le débat élève, fortifie, nationalise les lois.

Sans doute quelque divergence politique, quelque reflet de l'esprit de parti pénètre même dans l'enceinte calme et grave du Luxembourg, assez pour animer la discussion, non pour en déterminer les résultats.

Sans doute encore l'origine première du projet paraît lui être défavorable au Luxembourg. Le cabinet du 1er mars n'y est pas, dit-on, en bonne odeur. Cependant, dans la session dernière, le cabinet du 1er mars étant aux affaires, la chambre a montré dans plus d'une occasion que, quelles que fussent les dispositions personnelles de ses membres envers ce cabinet, elle savait apprécier les mesures proposées en elles-mêmes, sans préjugé ni parti pris. Le rejet de la loi sur le remboursement de la rente ne touchait en rien à la politique du 1er mars.

Au surplus, si nous sommes bien informés, les hommes de guerre les plus éminens sont tous d'accord sur la question; tous reconnaissent que, dans l'état actuel des choses, le projet de loi doit être adopté, ainsi que M. le maréchal Soult l'a demandé dans l'exposé des motifs, sans modification aucune.

On dit que les fortifications de Paris n'éveillent pas seules la sollicitude de nos voisins. On assure qu'après les observations de l'Autriche et de la Prusse sur nos armemens de terre sont arrivées celles du cabinet anglais sur nos armemens maritimes, sur la force de notre marine dans la Méditerranée. Singulière inquiétude de la part d'une puissance qui couvre toutes les mers de ses vaisseaux, qui fait sans scrupule flotter son pavillon sur des territoires qui ne lui appartiennent pas, et qui marche effrontément de conquêtes en conquêtes, comme s'il n'existait dans ce monde d'autres états que l'Angleterre et les pays qu'elle dévore! La réponse a été, dit-on, la même que celle qui a été faite aux gouvernemens d'outre-Rhin. La France arme parce qu'il lui convient d'armer et qu'elle est maîtresse chez elle. Armez à votre tour, si cela vous convient : nous ne vous demanderons aucune explication, nous n'avons aucune crainte. De même pour l'Angleterre : qu'elle double, si bon lui semble, ses forces dans la Méditerranée. La France n'a pas d'observation à lui faire; elle n'en admet pas pour elle-même.

Méhémet-Ali s'est conformé aux injonctions du sultan. La flotte turque a quitté Alexandrie, et l'armée égyptienne doit, à l'heure qu'il est, avoir complètement évacué la Syrie. L'Égypte est abaissée; la Syrie est loin d'être rentrée sous la domination paisible de la Porte. L'esprit d'indépendance et de nationalité paraît vouloir s'éveiller dans cette partie de l'Orient, esprit que le sultan n'aurait pas les moyens d'étouffer. D'ailleurs l'élément chrétien s'agite de son côté et sert activement en Europe la cause des habitans de la Palestine

et de la ville de Jérusalem. Il est difficile de dire ce qui peut sortir de ces mouvemens : tout est encore à l'état d'embryon; mais le germe existe et les circonstances en favorisent le développement.

Les Anglais ne paraissent pas retirer tous les avantages qu'ils se promettaient de leur coup de main sur la Chine. Le coup de main était facile; le difficile est d'en tirer parti. L'inertie chinoise est plus redoutable qu'une armée aguerrie. Les Chinois ne se défendent guère, mais ils ne cèdent jamais qu'à moitié; ils traitent et ne concluent pas. En attendant, les Anglais se meurent misérablement, tués qu'ils sont par les fatigues, l'insalubrité du climat et la difficulté de suffire, dans ces lointains parages, à toutes les nécessités du soldat, et du soldat anglais, qui supporte mal la disette et les privations. Si elle n'obtient pas la libre importation de l'*opium*, l'Angleterre aura manqué le but de ses efforts; et quand même elle arracherait cette concession, quelle garantie aura-t-elle de l'exécution d'un traité qui aurait pour résultat l'empoisonnement d'un empire, l'abrutissement et la mort de nombreuses générations? Qu'on vienne ensuite nous parler de l'influence que les principes du christianisme exercent sur la politique de l'Angleterre!

Une affaire très grave agite maintenant les esprits en Angleterre et aux États-Unis. Nous voulons parler du procès criminel que l'état de New-York a cru pouvoir intenter contre M. Mac-Leod, comme coupable d'avoir, le 20 décembre 1837, pris une part active à l'incendie du brick américain *la Caroline*, stationné à Navy-Island et appartenant à l'état de New-York. Le navire incendié fut livré au courant qui l'entraîna dans la grande chute du Niagara, ce qui fut une cause de mort pour plusieurs Américains.

Nous ne voulons pas examiner ici la question de savoir si les autorités anglaises excédaient ou non le droit de la guerre par cette expédition, si cette violation du territoire de l'Union et de la propriété américaine était une représaille suffisamment justifiée ou du moins excusable. C'est là une question internationale à débattre entre les deux gouvernemens, le gouvernement anglais et la confédération. Mais quelque sévères et difficiles que nous ayons aujourd'hui le droit d'être à l'endroit du gouvernement anglais, notre impartialité ne nous permet pas de méconnaître tout ce qu'il y a d'insolite, disons-le, d'injuste, dans les poursuites intentées contre M. Mac-Leod. Il est constant, nul ne l'a mis en doute, que M. Mac-Leod n'était qu'un agent du gouvernement anglais, qu'il ne faisait que mettre à exécution les ordres de ses supérieurs hiérarchiques, qu'il faisait la guerre comme on lui avait ordonné de la faire, que le gouvernement anglais ne l'a point désavoué. Dès-lors qui a pu imaginer de changer la question et de faire une affaire personnelle d'une affaire internationale? Qui peut rendre M. Mac-Leod responsable des faits de son gouvernement? Autant vaudrait soutenir que, si Turenne se fût rendu aux eaux de Bade, on aurait pu l'incarcérer et le poursuivre pour l'incendie du Palatinat.

Cette question intéresse également tous les gouvernemens. Si les agens peu-

vent être personnellement responsables des faits de guerre, il n'y a plus d'obéissance militaire possible; chacun a le droit de discuter, avant d'agir; il ne faut plus songer ni à l'unité d'action, ni au secret des résolutions, ni à la promptitude du service. Il est inutile de rechercher ici quelles peuvent être en théorie les limites de l'obéissance passive des agens subalternes. Ces limites ne seraient pas applicables au cas particulier. Il n'appartenait pas aux soldats canadiens de savoir si l'Angleterre voulait ou non faire un acte d'hostilité ou de représaille envers un état de l'Union. Le gouvernement anglais n'a pas désavoué ses agens. Cela suffit. C'est une querelle de nation à nation, rien de plus, rien de moins.

Une affaire d'une certaine gravité vient aussi d'éclater en Suisse. A l'occasion de la révision de la constitution cantonale, une insurrection de catholiques a porté le trouble dans le canton d'Argovie, canton mixte où les catholiques sont aux protestans dans le rapport numérique de 6 sur 13. A tort ou à raison, on a accusé les ordres monastiques de l'Argovie d'avoir excité ou du moins fomenté l'insurrection : aussi dès que l'insurrection a été réprimée, le gouvernement cantonal, procédant *ab irato*, a supprimé d'un trait de plume tous les couvens.

Or, par une bizarrerie qu'expliquent facilement les circonstances qui ont donné naissance au pacte fédéral de 1815, à ce pacte que la Suisse ne peut aujourd'hui ni exécuter ni réformer, la garantie des couvens se trouve littéralement écrite dans ce pacte. Dans le système suisse, c'est là, il en faut en convenir, un étrange empiétement sur la souveraineté cantonale. Qu'importe à une confédération *mixte* qu'il y ait ou qu'il n'y ait pas de couvens dans certains cantons? Qu'importent les capucins de Zug, les bénédictins de Schwitz ou du Valais, les cordeliers ou les jésuites de Fribourg aux cantons de Berne, de Zurich, de Vaux, de Neuchatel, de Genève? Évidemment c'était là une affaire essentiellement cantonale, et si les auteurs du pacte de 1815 avaient eu plus à cœur les vrais intérêts de la confédération suisse que les intérêts contre-révolutionnaires, ils n'auraient pas mêlé la confédération à l'affaire des couvens, et auraient en revanche ôté aux cantons, pour le donner à la confédération, quelque droit bien autrement essentiel pour le salut de la Suisse que la protection des ordres monastiques.

Quoi qu'il en soit, toujours est-il qu'en se plaçant au point de vue de la légalité, il est impossible de ne pas reconnaître que le canton d'Argovie a violé une disposition formelle du pacte fédéral. Sévère, mais tardive leçon pour ces radicaux, dépourvus de tout sens politique et de toute vue saine d'avenir, qui en 1833 se réunissaient gaiement aux moines et aux ultra-conservateurs, à ces hommes fatalement condamnés à perdre tous les pays qu'ils gouvernent, pour faire repousser par des populations abusées la réforme du pacte fédéral! Aujourd'hui on accuse les radicaux, on les dénonce à l'Europe pour avoir enfreint les dispositions de ce même pacte qu'ils n'ont pas voulu réformer, parce qu'on ne leur donnait pas à la place je ne sais quelle vaine utopie. L'accu-

sation, encore une fois, est fondée dans la légalité. Le gouvernement d'Argovie devait s'adresser à la diète, s'il avait de justes motifs de supprimer les couvens.

Mais là s'arrête le droit. La question est d'ailleurs toute suisse et n'est que suisse. Nul n'a qualité pour s'immiscer dans cette querelle. Il n'y a rien là qui intéresse les rapports de la Suisse avec les puissances étrangères. Les journaux ont parlé de notes de la cour de Rome et de l'Autriche. Sans doute le pape peut interposer ses bons offices, et nous sommes convaincus que la confédération accueillera avec tous les égards qui lui sont dus la démarche toute paternelle du chef du catholicisme. Ce n'est pas comme prince que le pontife agit; dès-lors il n'y a rien là qui puisse blesser la susceptibilité nationale. Une démarche de l'Autriche pourrait avoir une tout autre portée. Les puissances ont garanti la neutralité de la Suisse, elles n'ont point garanti les clauses du pacte fédéral. La Suisse est libre de les changer, sauf à chaque état le droit d'examiner quels rapports il lui conviendrait de conserver avec la confédération organisée sur des bases nouvelles. Aussi, lorsqu'en 1832 la Suisse parut travailler sérieusement à la réforme de ses institutions fédérales, nul ne prétendit avoir le droit de s'y opposer. C'aurait été nier l'indépendance, l'*autonomie,* l'existence même de la Suisse. On put lui donner des conseils divers, mais son droit était incontesté et incontestable. Par la même raison, nul n'a le droit aujourd'hui d'intervenir dans la question des couvens. Au surplus, rien ne prouve qu'on y songe; en tout cas, nous sommes certains que notre gouvernement n'y songe pas; il se rappelle qu'en 1832 et 1833 il ne trouvait aucune objection au nouveau pacte fédéral proposé par la diète, et dans lequel la garantie des couvens n'avait pas été maintenue.

Les explications que M. le ministre des affaires étrangères a données à la chambre des pairs sur le traité conclu à Buénos-Ayres, ont dissipé tous les doutes. On pourra sans doute revenir sur des faits antérieurs, chicaner sur des détails, accuser celui-ci, justifier celui-là; le gros de l'affaire est irrévocablement jugé.

Le traité est-il conforme aux instructions? Nul doute. Qu'on lise d'un côté les instructions adressées soit au consul, soit à l'amiral, et de l'autre les clauses du traité, et il sera impossible de ne pas convenir que M. de Mackau a fait ce que ses instructions l'autorisaient à faire, même quelque chose de mieux.

M. Guizot aurait pu s'arrêter là. Il a été loyalement plus loin, et il a bien fait. Après avoir démontré que le traité était irréprochable pour le négociateur, il a prouvé qu'il l'était aussi pour le gouvernement, que les instructions avaient été ce qu'elles devaient être, qu'il n'y avait, dans les circonstances donnéees, rien de mieux à faire. C'est en effet une étrange prétention que de vouloir engager la France dans les atroces querelles des partis qui désolent l'Amérique du Sud, pour lui faire dépenser, à deux mille lieues de chez elle, le sang de ses soldats et l'or de ses contribuables. Certes, la France doit partout faire respecter les Français, partout protéger leurs biens et leurs légi-

times intérêts; mais les Français, de leur côté, ne doivent pas oublier qu'il ne leur appartient pas de se constituer juges, à Montevideo ou à Buénos-Ayres, des rapports de ces pays avec la mère-patrie, et d'épouser en pays étranger des querelles politiques qui ne les concernent pas, sans savoir s'il convient ou non à la France qu'ils s'immiscent dans ces troubles civils. Que serait-il arrivé si la guerre eût éclaté en Europe? Une partie de nos forces navales se serait trouvée aventurée dans les mers du Sud, et six mille de nos marins, au lieu de se battre dans la Méditerranée, auraient été guerroyer misérablement dans la Plata, pour savoir si Buénos-Ayres serait mal gouvernée par Rosas, par Lavalle, ou par tel autre chef peut-être sans consistance et sans avenir. L'Amérique du Sud ne sera, pendant long-temps, qu'un pays d'agitations, de troubles, de révolutions éphémères. Encore une fois, notre gouvernement doit y protéger les Français, et, s'il le faut, par des actes de vigueur et de sévérité; mais les Français, à leur tour, et le gouvernement le premier, doivent s'abstenir de prendre part aux odieuses et misérables querelles qui divisent ce pays.

Les millions que nous avons dépensés dans la Plata et dans la Bande Orientale, nous pouvions les dépenser avec profit dans plus d'un département français; et si nous voulions à tout prix les jeter au loin, mieux valait les employer dans nos colonies, aux Antilles, même dans l'Algérie.

Dans nos colonies, on aurait pu préparer ou commencer l'affranchissement des esclaves. L'intérieur des îles manque de routes; les écoles, les hôpitaux, les prisons, tout est dans un état déplorable; rien n'est proportionné aux besoins qui se manifesteront le jour où la population libre viendra tout à coup à s'accroître par l'émancipation des noirs.

Dans l'Algérie, que faisons-nous? Une guerre très coûteuse et sans issue, des incursions qui ressemblent plus encore au pillage qu'à la guerre. L'admirable bravoure de nos soldats, le talent de nos généraux, ne peuvent pas amener une crise, un résultat définitif.

L'Algérie ne sera pour nous qu'une possession coûteuse et précaire, un gouffre où nous jetterons inutilement nos soldats et notre argent, tant qu'une large ceinture de colonisations européennes ne sera pas solidement établie sur le littoral africain. Que nous importent les cabaretiers, les limonadiers, les pourvoyeurs de toute nature qui se transportent en Afrique, qui en peuplent les villes pour pourvoir aux consommations de l'armée et des employés du gouvernement? Ce ne sont pas là de vrais colons, ce n'est pas là une population attachée au sol africain et devenue en quelque sorte indigène par des intérêts permanens et fonciers. Ce qu'il nous faut, c'est une population agricole, des familles d'actifs et robustes paysans, pouvant à la fois fournir à la terre des laboureurs, à la milice locale de bons soldats. C'est ainsi qu'on parviendrait un jour à pouvoir garder l'Algérie avec une dépense tolérable et de faibles garnisons. Ces colonisations, malgré les difficultés du climat, ne sont pas impossibles. Ce qu'elles exigent avant tout, c'est un plan bien arrêté, un système suivi et quelques avances. Mieux vaut donner quelques millions à des

colons qui offriraient des garanties, que de faire chaque année d'énormes dépenses au hasard, comme si l'Algérie était un sol sur lequel nous fussions condamnés à toujours semer sans jamais moissonner.

La discussion de la loi des douanes continue assez péniblement et sans attirer sur les bancs de la chambre un nombre de députés proportionné à l'importance du sujet. Les argumens des producteurs nous ont rappelé la dernière *enquête commerciale;* nous y avons retrouvé cette même logique si naïve et si ingénieuse, qui a des armes au service de tous les intérêts et ne recule devant aucune contradiction. Peu importe la route; l'essentiel est d'arriver au même résultat, d'atteindre le même but, la *protection,* et une protection qui se rapproche le plus possible de la prohibition. Aussi ceux qui ne recherchent dans les débats parlementaires que le plaisir, ont-ils dû s'amuser en entendant tous ces intérêts alarmés s'écrier sur tous les tons : Protégez-nous!

Nous sommes une industrie naissante, faible encore, qui tâtonne; pendant quelques années nous ferons payer cher aux consommateurs nos essais et notre inexpérience; mais ensuite, lorsque nous aurons gagné quelques millions aux dépens de nos chers concitoyens, nous livrerons des trésors à la France : protégez-nous!

Nous sommes une vieille industrie, aussi vieille que l'art de coudre; y a-t-il rien de plus respectable, de plus digne de soutien que la vieillesse? protégez-nous!

Nous sommes très habiles aujourd'hui : nos produits ne redoutent aucune comparaison; demandez plutôt à nos savans. En conséquence (oh! puissance de la logique industrielle!) protégez-nous plus que vous ne l'avez fait jusqu'ici!

Nous employons beaucoup de matières premières, beaucoup de produits agricoles : protégez-nous!

Puis, nous employons beaucoup de travail et très peu de matières premières; c'est bien nous qui avons droit à la protection.

Nous ne pouvons rien vous promettre. Nous ne pourrons jamais réaliser certains produits étrangers, les châles de l'Inde par exemple. Les nôtres seront toujours d'un travail comparativement imparfait. Il est donc essentiel de nous protéger. — Une fois qu'on se place au point de vue des intérêts particuliers, ce dernier raisonnement est évidemment le plus concluant de tous.

L'intérêt général, les consommateurs, le public, nul n'en parle. L'ouvrier ne peut consommer de viande, tant elle est chère. Qu'importe? L'essentiel est que les propriétaires d'herbages retirent une bonne *rente* de leurs domaines.

C'est là, pour ceux qui connaissent ces matières, tout ce qui se cache sous ces mots imposans et pompeux : l'intérêt de l'agriculture. C'est la question de savoir si on retirera un pour cent de plus ou de moins des sommes qu'on a placées en fonds de terre.

Au surplus, nous ne sommes pas de ceux qui ouvriraient dès demain, s'ils le pouvaient, les portes du royaume à tous les produits étrangers. Nous n'oublions pas que la liberté commerciale est un principe qui admet d'importantes restrictions, et nous n'ignorons pas que, même sur les points où la restriction paraît désormais inutile, il n'est pas de la sagesse du gouvernement de procéder d'une manière soudaine. Nous savons tout ce que ces transitions offrent de difficultés, non-seulement au point de vue économique, mais au point de vue politique, et quels sont les ménagemens que commande le déplacement du capital et du travail.

Aussi, tout en appréciant ce qu'ils valent les argumens dont ne craint pas de se servir plus d'un producteur, nous ne regrettons pas jusqu'ici les propositions du gouvernement et les résolutions de la chambre. Le gouvernement, c'est une justice que nous rendons volontiers à MM. les ministres du commerce et de l'intérieur, a résisté avec talent et fermeté à des exigences par trop exagérées, et la chambre, en repoussant ces même exigences, a bien mérité du pays. Après tout, la loi sera utile, surtout si la chambre osait une fois modifier notre absurde législation sur les bestiaux, législation qui est en petit pour nous ce qu'est pour l'Angleterre la législation des céréales.

Sur cette importante question, le gouvernement paraît vouloir agir par voie de négociations. Il y a long-temps que ce moyen nous semble le plus propre à concilier tous les intérêts. Il est ainsi des parties de la France qui ne seraient pas privées de leur marché habituel, et d'autres parties où pourraient enfin arriver les bestiaux qui leur sont indispensables. Il y a long-temps aussi que le gouvernement a laissé entendre qu'il songeait à ces négociations. Hélas! les années se passent, les cabinets se succèdent; il n'y a qu'une chose qui continue, ce sont les souffrances des consommateurs.

Il est d'autres négociations que nous attendons avec une juste impatience. Des faits viennent nous prouver que les contrefaçons à l'étranger de nos productions littéraires se multiplient de plus en plus avec une rare impudence. Elles parviennent à s'introduire en France même, à ce qu'il paraît, à l'aide de la poste aux lettres. Il nous est impossible de croire que des gouvernemens qui se respectent puissent refuser de traiter avec nous pour réprimer des spoliations qui ont tous les caractères de la rapine, moins le courage. Espérons que notre traité avec la Hollande ne tardera pas à être mis à exécution, et que l'exemple honorable donné par le gouvernement néerlandais sera suivi par tous les gouvernemens qui ont à cœur le maintien de la morale publique.

La loi des fonds secrets ne paraît pas devoir soulever dans la chambre de vifs débats. L'éloquence parlementaire s'est épuisée dans la discussion des fortifications de Paris. Il y a eu sur cette affaire un pêle-mêle d'hommes de tous les partis qui rend difficile une bataille rangée sur les fonds secrets. Les partis n'ont pas eu le temps de se réorganiser et de rappeler sous le drapeau tous les soldats éparpillés. Sauf le grand débat qui se prépare à la chambre

des pairs, la session politique paraît terminée. Il est vrai que nous vivons dans un temps où les accidens parlementaires sont nombreux et surprennent quelquefois les plus habiles.

— Le travail que nous avons publié sur l'expédition de Buénos-Ayres a excité une certaine émotion dans le monde politique et parmi les personnes qui ont pris part aux affaires de la Plata Qu'on nous permette à ce propos d'insister avant tout sur un point : c'est que la presse quotidienne accueille peut-être avec trop de facilité des renseignemens venus des contrées lointaines dans des correspondances dont on ne prend pas assez soin de vérifier l'authenticité. Souvent l'erreur lancée par cette voie dans le public aboutit à des spéculations de commerce qui avortent, entraînant la ruine de quelques particuliers, ou bien elle amène une tentative de colonisation basée sur des données chimériques et terminée par des désastres, ainsi qu'on le vit en 1828, dans la déplorable affaire de Goazacoalco, où des centaines de colons français allèrent expier un moment de crédulité dans de véritables tortures. Mais les conséquences sont bien plus graves, quand le gouvernement, entraîné par l'opinion publique, fait de ces erreurs des questions nationales; l'histoire des quinze dernières années en fournit de mémorables exemples. C'est un devoir alors pour tout homme consciencieux de signaler l'écueil à l'opinion qui se fourvoie, et c'est le sentiment de ce devoir qui a dicté l'article sur l'expédition de Buénos-Ayres. Nous avions espéré qu'aucun des organes sérieux de la presse n'hésiterait, quels que fussent d'ailleurs ses antécédens en cette question, à se rendre devant la vérité ainsi présentée. Quelques journaux pourtant se sont plaints de la publication des renseignemens donnés dans ce travail. Auraient-ils préféré qu'on laissât le pays et le gouvernement persister dans une erreur funeste? MM. Buchet-Martigny et Roger ont protesté contre ce récit : il est tout simple que les représentans d'un système suivi si longtemps essaient encore de le défendre malgré les faits qui le condamnent. L'auteur de l'article sur Buénos-Ayres regrette sincèrement d'avoir été contraint à se mettre en opposition avec des hommes dont il apprécie le caractère. Telle est à nos yeux l'importance de la question et la sincérité que nous apportons dans ce débat, que nous nous empressons de rectifier une ou deux inexactitudes, les seules qui aient échappé dans le cours de ce long récit, et qui n'atteignent en rien le fond de la discussion. Ainsi, page 304, au lieu de Bacle « publia sur l'administration de la république quelques articles où le gouvernement de Rosas était amèrement critiqué, » on aurait dû dire : « Bacle exprima hautement sur l'administration de ce dernier pays des opinions qui parurent au général Rosas une critique amère de son gouvernement. » Et, page 305, quand on a dit que « Bacle était *Suisse*, qu'il avait été *jugé*, puis *mis en*

liberté; » que « Lavie avait été *livré aux tribunaux* et *convaincu légalement,* » il est bien entendu qu'on s'est servi des expressions du gouvernement argentin, tandis que notre agent soutenait au contraire qu'il n'y avait eu ni tribunaux ni jugement légal. L'alinéa qui suit les passages relatifs à Bacle et à Lavie ne permet d'ailleurs pas le moindre doute sur ce point. Enfin, page 314, au lieu de : « à bord d'un navire de commerce, » il faut lire : « à bord d'un navire anglais. »

— Sous le titre modeste de *Documens biographiques sur M. Daunou* (1), M. Taillandier, conseiller à la Cour de cassation, vient de publier un très intéressant volume, par lequel il a voulu payer sa dette à la mémoire du vénérable ami qui l'avait nommé son exécuteur testamentaire. Des voix éloquentes sont appelées à célébrer M. Daunou sous les divers aspects de sa carrière politique ou académique. M. Villemain s'est chargé de son éloge à la chambre des pairs; M. Mignet pourra le caractériser plus en détail encore et buriner sa grave figure au sein de l'Académie des sciences morales et politiques. L'un et l'autre devront puiser avec profit dans les précieux documens recueillis par M. Taillandier, et leur talent d'écrivain trouvera la tâche plus facile, la matière déjà préparée. Des extraits empruntés à d'anciens discours, à d'anciens articles de M. Daunou, enrichissent et appuient le récit presque à chaque page; des billets inédits de Mme de Staël, de M. de Talleyrand, et de divers autres personnages célèbres, y jettent du piquant. Deux chapitres d'un Essai d'histoire de la Convention nationale par M. Daunou, les seuls qu'on ait retrouvés dans ses papiers, terminent ce volume, qui fait honneur à l'investigation diligente et au judicieux esprit autant qu'à la pieuse intention du biographe. Nous devrions en parler ici plus au long, si, dans notre culte respectueux pour l'illustre défunt, nous ne nous réservions quelque jour de l'apprécier nous-même en détail, tel que nous l'avons bien connu, à titre d'*écrivain* particulièrement, et par les côtés approfondis du goût, du talent et de la diction *littéraire*.

(1) Firmin Didot, 56, rue Jacob.

V. DE MARS.

LA
DIVINE ÉPOPÉE

PAR ALEXANDRE SOUMET.

Deux beaux volumes in-8°. — Prix, 15 fr.

M. Jules Lefèvre, qui connaissait quelques fragments inédits du poëme de M. Alexandre Soumet, imprimait, il y a trois ans, dans son beau roman des *Martyrs d'Arezzo*, le passage suivant : « Un homme s'est rencontré, dans nos « jours de petitesse et d'égoïsme, qui a trouvé, au fond de « son âme, assez d'espérance pour oser dépasser les « limites de la clémence suprême, et demander, dans ses « chants, un dernier miracle à l'amour divin. Jamais « style plus brillant, plus nuancé de flamme et d'harmonie, « n'a revêtu des pensées plus nobles et plus saintement gé- « néreuses..... C'est un de ces projets grandioses qui n'ont « même pas besoin d'exécution pour attester le génie qui « les conçoit. Le poëte a imaginé de représenter, dans une « suite de tableaux, le rachat de l'enfer ; prêtant à Dieu « une pensée, qui ne peut venir que de lui, il a supposé « que Jésus-Christ, qui s'était fait homme pour traverser « nos douleurs et payer de son sang la rédemption du monde, « voulait, saisi d'une plus grande pitié pour de plus grands « coupables, renouveler dans l'abîme son sacrifice de la

par les deux Forster, Péron et Solander, a reçu de nouveaux développemens et donné lieu à des observations plus approfondies, tandis que l'étude des races s'est simplifiée par un classement lumineux, emprunté à la différence des mœurs et au contraste des types.

Sans doute d'autres travaux estimables, quoique moins étendus, ont été exécutés de nos jours dans cette partie du monde. Sans remonter plus haut que le début du siècle, nous trouvons l'amiral russe Krusenstern, dont la relation répandit un grand jour sur la configuration de l'Australie, des côtes du Japon et des îles de la mer de Chine. Son élève Kotzebue, commandant *le Rurick*, armé aux frais du comte de Romanzoff, lui succéda dans ces parages, et opéra sur les Carolines des reconnaissances pleines d'intérêt. Il eut en outre le bonheur d'avoir pour interprète le savant Chamisso, esprit délicat et orné, qui jeta quelque charme dans le récit de ce voyage. En même temps, l'Américain Porter éclairait la géographie des îles Marquises, comme son compatriote Paulding le fit plus tard pour les îles Mulgrave. Parmi les Anglais, nous ne voyons guère que le capitaine Beechey qui mérite une mention : cet intrépide navigateur dirigea son vaisseau, en 1826, vers le nord-ouest de l'Amérique, et pénétra, en longeant la limite extrême des glaces, sur des points que personne n'avait visités avant lui. La France a fait aussi quelques efforts. En 1823, M. Freycinet sillonna les mers du Sud sur la frégate *l'Uranie*, et nous lui devons une scrupuleuse monographie des îles Mariannes. M. Duperrey y parut à son tour, en 1823, sur la corvette *la Coquille*, et il est à regretter que la relation de ce curieux voyage se fasse encore attendre. Plus récemment, MM. Laplace et Dupetit-Thouars, envoyés en mission spéciale et pour un but déterminé, ont su donner une valeur scientifique à des campagnes plus particulièrement militaires. Enfin, King et Lütke, hydrographes si consciencieux, Billinghausen et Morrell, recommandables à d'autres titres, ont chacun laissé dans le monde savant quelques traces de leur passage. Certes, nous ne voulons pas dire que le nom de M. d'Urville doive être placé au-dessus de tous ces noms; mais il nous semble que les travaux de la première expédition de *l'Astrolabe* dominent ces travaux par des vues plus complètes et des observations plus concluantes.

La seconde exploration que cette corvette vient d'achever en compagnie de *la Zélée* promet à la science une moisson non moins abondante. L'idée principale de M. d'Urville, en reprenant la mer, était de s'assurer du crédit que méritaient les renseignemens de Weddell. Ce capitaine ayant trouvé les régions australes entièrement dégagées

de glaces par le 70e parallèle, il était naturel de croire que les abords du pôle offraient moins de difficultés dans cet hémisphère que dans le nôtre. Recherchant la théorie de ce fait, M. d'Urville avait pu l'entrevoir dans l'absence de grands continens du côté du sud et dans l'action plus efficace des vents sur des mers plus vastes. Quoi qu'il en soit, la solution de ce problème était assez intéressante pour aborder l'entreprise, même en courant le risque d'un échec. Les tentatives de Parry et de Ross, dans la zône boréale, ne sont pas restées sans éclat, quoique infructueuses. Ici d'ailleurs le champ était plus nouveau, moins circonscrit, moins embarrassé. Tout le monde le crut à bord des corvettes, et les équipages quittèrent Toulon le 7 septembre 1837, pleins d'ardeur et d'espérance. Le capitaine d'Urville montait *l'Astrolabe*, le capitaine Jacquinot commandait *la Zélée*.

Les premiers mois du voyage n'offrirent qu'un très médiocre intérêt. On traversait alors des mers trop connues. La curiosité ne se réveilla que dans le détroit de Magellan et au mouillage du Port-Famine. Des paysages vigoureux, une nature vierge encore, fixèrent sur-le-champ l'attention. On retrouva quelques traces du séjour du capitaine King et de deux baleiniers américains. Ces circonstances rendirent les équipages au sentiment de leur mission aventureuse. On commença les travaux soit à terre, soit à bord, et la carte du détroit fut rectifiée en plusieurs points à l'aide de relèvemens précis. Cependant les tribus voisines s'étaient familiarisées avec nos marins; on avait aperçu des Patagons et des Pecherais. Ces premiers n'ont rien des mœurs farouches que les anciens géographes leur ont attribuées. De haute taille sans être gigantesques, ils montrent un caractère doux et sociable, des mœurs simples et indolentes. Les Pecherais, bien plus dégradés au physique, ont également des habitudes paisibles. Toute la différence entre les deux races, sorties sans doute d'une souche commune, provient de leur manière de vivre. Le Patagon est chasseur; le Pecherai est pêcheur; celui-ci ne quitte pas sa pirogue, celui-là son cheval. Les uns et les autres sont d'une bienveillance extrême envers les étrangers, et deux matelots américains, abandonnés sur cette plage, avaient trouvé pendant plus d'un an, chez les Patagons, une hospitalité fraternelle. M. d'Urville recueillit ces malheureux, qui, après la croisière antarctique, furent débarqués au Chili.

On se trouvait alors à la fin de décembre, et il était temps de se diriger vers le pôle. De tous les navigateurs qui avaient pris cette route, Weddell était le seul dont on pût suivre les traces. Cook,

en 1775, avait sur ce point rencontré les glaces par le 60e degré; Powell, en 1721, n'avait pas pu aller au-delà de 62° 30′; Biscoë s'était élevé avec beaucoup de peine à 63°; mais Weddell assurait qu'il avait trouvé la mer libre jusqu'au 71° parallèle. Les corvettes naviguèrent donc dans cette direction et sur des eaux parfaitement unies; mais, le 18 janvier, un bloc de glace, de quatre-vingts pieds de haut, se montra devant *l'Astrolable*. Le lendemain, ces masses flottantes allèrent en augmentant, et, le 22, par 65° environ, une immense barrière se déroula sur toute la ligne de l'horizon. On se ferait difficilement une idée de la magnificence sinistre d'un tel spectacle. Abusé par un effet d'optique, l'œil découvre dans ces blocs inégaux des merveilles monumentales. Tantôt ce sont des clochers de cathédrales gothiques bizarrement sculptés, tantôt des forêts d'obélisques lumineux ou bien des temples gigantesques comme ceux d'Ellora, ou d'immenses carrières de marbre étincelant, ou enfin une vaste capitale hérissée d'édifices et dans la forme vaporeuse et confuse que lui donne le brouillard du matin.

Sans les dangers qu'elle recelait, cette scène aurait pu long-temps captiver le regard; mais il fallait songer à des soins plus sérieux, on avait l'ennemi en face. Pendant quelques jours, on côtoya cette éternelle muraille, en cherchant si elle n'offrirait pas dans son étendue quelque solution de continuité. Partout on la retrouva, toujours plus compacte et plus menaçante. A diverses reprises, les deux corvettes se trouvèrent resserrées entre d'énormes glaçons, et le 3 février, une barrière de deux cents toises de large les sépara de la haute mer. Qu'on juge des craintes qui vinrent assaillir les équipages! Il fallait s'ouvrir violemment un passage, tantôt à l'aide du vent, tantôt au moyen de pioches, de leviers et de pinces. A force de bras et de cordes, on tirait les bâtimens de manière à leur faire tracer un sillon au milieu des glaces. Pendant cinq jours, les équipages furent occupés à cette rude manœuvre. Le 9 au matin, les vents ayant passé au sud, les corvettes déployèrent toutes leurs voiles pour livrer à l'obstacle un dernier combat. Contenues par les glaces, mais chassées par la brise, *l'Astrolabe* et *la Zélée* se roulaient et s'agitaient en bondissant sur ce lit inégal. Ces secousses faisaient gagner un peu de chemin; mais tout s'arrêtait quand la barrière devenait trop haute. Alors il fallait employer les machines et les bras, coucher les vaisseaux sur le flanc pour les faire glisser avec plus de facilité et les traîner ainsi au risque de les voir se briser en mille éclats. Enfin cette angoisse eut un terme : après avoir creusé leur route pendant une lieue, *la Zélée* et

l'Astrolabe touchèrent de nouveau à la pleine mer. Elles étaient sauvées, non sans blessures; elles sortaient de cet étau qui les avait tenues comprimées pendant une semaine.

A la suite de cette épreuve si concluante, il n'y avait plus à se lancer dans de nouveaux périls, sur la foi de Weddel. Cependant il répugnait à M. d'Urville de n'emporter de ces parages qu'un désappointement. Il prolongea encore la barrière polaire pendant trois cents milles sans pouvoir trouver d'issue, et ne s'arrêta que lorsque la direction des glaces l'eut éclairé sur l'inutilité de ses efforts. Alors il se rabattit sur les îles Orkney, dont il compléta la géographie, puis sur la partie orientale du Shetland, qu'il rectifia et rétablit. Sur ce point, il y avait à s'assurer de l'existence de pitons neigeux qu'avaient aperçus des pêcheurs de phoques, et qu'ils avaient désignés sous les noms de *Terres de Palmer* et de *Trinité*. Foster, Biscoë et Morrell en avaient eu vaguement connaissance et leur avaient imposé divers noms. Le commandant de l'expédition française voulut fixer l'état réel de ces terres mystérieuses. Il les attaqua dans une partie qu'aucun navigateur n'avait encore aperçue, et en traça la configuration sur une étendue de cent vingt milles à peu près, entre le parallèle de 63° et 64°, et les méridiens de 58° et 62°, à l'ouest de Paris. Ces terres, couronnées de pics nombreux, sont couvertes d'une couche de glaces éternelles. La principale fut appelée *Terre de Louis-Philippe;* les autres reçurent divers noms. Cependant, au milieu de ces pénibles travaux la saison avançait, et les équipages commençaient à souffrir du scorbut. Il fallut quitter ces tristes contrées en toute hâte, et regagner l'un des ports du Chili. A l'arrivée devant la Conception, quarante hommes à bord de *la Zélée* étaient hors de service. *L'Astrolabe* ne comptait que quinze malades; mais déjà le mal faisait des progrès, et l'état-major lui-même commençait à en éprouver les cruels symptômes. Des soins attentifs, un régime salubre et l'air du rivage eurent bientôt combattu les atteintes du fléau, et ramené la santé sur les visages. Quand on mouilla dans la baie de Valparaiso, il ne restait plus que trois scorbutiques à bord.

Ici allait commencer pour l'expédition une autre série d'études. L'Océanie l'attendait; les corvettes, réparées, mirent leur proue sur ses archipels. A part don Juan Fernandez, célèbre par les aventures du matelot Selkirk qui inspirèrent le *Robinson Crusoé,* on n'aperçut aucune terre avant les îles Gambier, foyer intéressant d'une mission catholique. Il y a cinq ans de cela, ce petit groupe, qui forme l'extrémité orientale de l'archipel de la Société, était en proie aux misères et

aux dérèglemens de l'état sauvage. La polygamie, le fétichisme, l'anthropophagie, y règnaient sans partage, et la condition des naturels approchait beaucoup de celle de la brute. Quelques prêtres des missions de Paris ont changé tout cela. Déposés sur ces îles, ils se virent, pendant six mois, chaque jour à la veille d'être tués ou dévorés. La foi les soutint; ils attendirent. Quelques procédés industriels enseignés à propos, quelques médicamens distribués avec intelligence, leurs soins pour les malades, leur bonté envers les vieillards, leur tendre affection pour les enfans, adoucirent ces cœurs farouches et domptèrent ces natures rebelles. Un petit nombre d'indigènes se laissa d'abord baptiser, puis d'autres suivirent, enfin les chefs eux-mêmes abjurèrent leurs croyances, et mirent de leurs mains le feu aux idoles. Ce fut le signal d'une conversion générale. Aujourd'hui la population des îles Gambier est entièrement catholique.

Quand *l'Astrolabe* et *la Zélée* se trouvèrent en vue de ces terres, une embarcation se détacha du rivage et se dirigea vers les corvettes; trois Français et plusieurs insulaires la montaient. On les admit sur le pont; les Français étaient des matelots attachés au service de la mission. Quant aux indigènes, ils n'avaient rien de cette curiosité enfantine, de cette cupidité instinctive, qui caractérisent ces tribus; on voyait qu'une discipline religieuse s'était emparée de leurs esprits et commandait à leurs penchans. Ils ne touchaient à rien sans en demander la permission, et répondaient avec intelligence aux questions qu'on leur adressait. Un officier voulut mouler la figure de l'un d'eux, qui se prêta fort patiemment à cette opération délicate, et se montra enchanté des bagatelles qu'on lui donna en retour. Le teint de ces hommes était fortement cuivré; leurs traits, sans être réguliers, n'avaient rien de repoussant; leurs membres, bien conformés, accusaient de la vigueur. Ce groupe de Gambier, le plus important théâtre de la propagande catholique dans l'Océanie, se compose de cinq ou six îles peu distantes les unes des autres, et dont la plus considérable, Mangareva, est couronnée par un pic, le mont Duff, qui s'élève à une hauteur de douze cents pieds au-dessus du niveau de la mer. Le meilleur mouillage est à Kamaran, entre Mangareva et Karavaï, et ce fut là que les deux corvettes jetèrent l'ancre, le 4 août 1838.

Le principal chef des îles Gambier était alors Mapou-Taona; mais son influence paraissait subordonnée à celle de son oncle Matoua, ancien grand-prêtre des idoles, aujourd'hui catholique fervent. L'un et l'autre obéissaient d'ailleurs aux quatre membres de la mission, MM. Caret,

Laval, Guillemard et l'évêque de Nilopolis. Deux mille ames environ peuplent ce petit état insulaire, et relèvent de ce double pouvoir temporel et spirituel. C'est un noyau d'église qui, sans les jalousies de la société biblique de Londres, se serait bientôt étendu dans toute la Polynésie. Le commandant d'Urville avait quelques instructions au sujet de cet établissement. Il expédia d'abord à l'évêque les ballots qui lui étaient destinés, et alla ensuite lui rendre visite dans l'île d'Aokena, lieu de sa résidence. Le lendemain, l'évêque vint à bord en grand costume, et le roi des Gambier crut à son tour devoir honorer les corvettes de sa présence. Chacun de ces dignitaires se vit saluer de neuf coups de canon, et le pavillon de l'archipel fut hissé aux mâts des navires. Cet échange de bons procédés continua des deux côtés. Le roi envoya aux corvettes ce qu'il avait de meilleur, des fruits à pain, des poules, des cocos, des bananes, le commandant se fit un plaisir de lui offrir des objets qui le comblèrent de joie : un fusil à deux coups, de la poudre, des étoffes et un habillement complet.

Un jour avait été fixé pour une messe solennelle qui devait se célébrer en plein air sur le rivage. Elle eut lieu le 12 août. Dès le matin, les corvettes avaient été pavoisées; vers les neuf heures, l'état-major en grande tenue et les équipages en armes descendirent sur la plage de Mangareva. L'évêque officia, et tous les personnages des îles Gambier parurent à la cérémonie. Au premier rang figurait l'ancien grand-prêtre Matoua, géant de six pieds; puis venaient la reine et sa tante, coiffées toutes les deux d'un chapeau de paille et vêtues d'une robe d'indienne. Le roi, assis sur une sorte d'estrade, avait endossé une redingote en drap bleu et portait pour la première fois des souliers et des bas qui semblaient l'inquiéter beaucoup, et dont il se débarrassa après le service. Les princesses n'avaient pas poussé si loin l'étiquette; elles étaient demeurées pieds nus. La population s'échelonnait à quelque distance, les hommes d'un côté, les femmes de l'autre, tous accroupis sur leurs talons. Aux chants du prêtre, ils répondaient en chœur avec beaucoup d'ensemble et avec un accent guttural des plus prononcés. Quand l'office fut terminé, l'évêque adressa un petit sermon en français aux équipages, et un autre en langue indigène aux insulaires de Mangareva, qui l'écoutèrent dans le plus profond recueillement. Ce spectacle était plein d'émotion et d'intérêt; il rappelait les premières scènes de la conquête du Nouveau-Monde, quand des milliers d'Indiens s'inclinaient devant le crucifix d'un moine et signalaient leur soumission par de grandes abjurations publiques. Le triomphe du catholicisme

a même été sur ces plages plus pur et plus glorieux : l'Évangile n'y a point eu le bûcher pour auxiliaire.

Les missionnaires de Gambier racontèrent aux officiers des corvettes par quels prodiges de patience ils étaient venus à bout d'établir leur empire sur les naturels. Chez ces tribus, ce n'est pas le fanatisme qui domine, mais l'indifférence. Elles ne tiennent pas à leur culte, mais elles ne se passionnent pour aucun. Avec une pareille disposition des esprits la ferveur arrive lentement, et, sans la ferveur, point de néophytes. Ce n'est pas tout : il fallait rendre intelligibles à ces races abruties des mystères religieux que la plus haute raison ne saurait pénétrer. Les apôtres y épuisèrent toutes les ressources de leur piété, tous les trésors de leur persévérance. Ils fabriquaient de petites croix en osier et venaient les planter devant la case des chefs, afin de les familiariser avec la vue de cet emblème. Pour expliquer le dogme de la trinité, ils avaient adopté la feuille du trèfle, qui semblait résumer ce symbole des trois personnes en une seule. Chaque jour c'étaient de nouveaux efforts inspirés par la dévotion la plus ingénieuse. Rien ne réussissait pourtant. Alors les missionnaires appelèrent à leur aide des moyens plus profanes. Ils avaient apporté quelques outils et une petite pharmacie : ils mirent tout cela au service des naturels, ne se réservant rien pour eux-mêmes. De leurs mains ils creusèrent des puits, bâtirent des cases et entreprirent de construire une chapelle en bambous. Pendant ce temps, leur chétif bagage s'épuisait sans se renouveler; leurs vêtemens s'usaient, et ils étaient obligés d'en surveiller attentivement la conservation. Qu'on juge de leur embarras! Eux qui blâmaient la nudité chez les indigènes, ils étaient à la veille de n'avoir plus rien pour se couvrir, et d'énormes solutions de continuité dans leur costume les mettaient en infraction journalière avec les préceptes qu'ils enseignaient. Enfin tant d'héroïsme, tant de patience, furent couronnés de quelque résultat. Des secours arrivèrent d'Europe, et l'abjuration d'un grand chef décida du sort de l'archipel.

Depuis ce temps, les îles de Gambier ont changé d'aspect. A la promiscuité on a vu succéder les unions régulières; des mœurs réservées ont remplacé la licence d'autrefois. Quelques Français, fixés sur les lieux, se sont empressés de donner l'exemple en choisissant des femmes parmi les naturels et en élevant leurs familles à l'européenne. Une sorte de civilisation matérielle s'est introduite avec le culte nouveau et l'a rendu cher par des bienfaits aisément appréciables. Avant l'arrivée des missionnaires, ces peuples se faisaient la guerre pour

avoir des cadavres et se livrer à d'horribles festins. Il ne reste plus de traces de cette dépravation, et la concorde règne entre les chefs des îles. La mission a ouvert des écoles où les enfans viennent s'instruire : le beau-frère du roi commence à écrire passablement, et un grand nombre d'insulaires lisent très couramment leur catéchisme. Déjà les cases, plus solidement construites, prennent un air de propreté et d'aisance; les cultures sont mieux entendues, la canne à sucre a été naturalisée, et l'on va jusqu'à tisser le coton. La race elle-même semble s'améliorer. Le type plat et écrasé de ces tribus fait peu à peu place, chez les enfans, à des lignes plus gracieuses et plus pures. Au lieu de vivre seulement de pêche, les naturels élèvent maintenant des poules et des cochons, et sur leur terrain volcanique toutes les céréales réussissent à souhait. Avec des moyens plus puissans, cette civilisation microscopique serait certainement plus avancée; mais telle qu'elle est et si près de son berceau, elle surprend et charme à la fois. Rien n'est plus curieux que ces chrétiens qui marchent à demi nus, s'embarquent sur des pirogues à balancier, et brandissent leurs lances armées d'os de poissons. Sous cet aspect, en apparence farouche, ils cachent une docilité parfaite, et jamais on ne les vit rebelles à la voix de leurs pasteurs.

Ce n'est pas sans intention que nous parlons ici avec quelque développement de ce coin de terre. L'avenir de la propagande catholique dans les archipels de l'Océanie tient plus qu'on ne le suppose au succès de cette église naissante. Les missions anglaises et américaines, les presbytériens et les wesleyens, se partagent des îles importantes et les défendent contre le catholicisme avec une inquiétude ombrageuse. Vainement nos missions de Paris ont-elles engagé la lutte en envoyant de courageux apôtres à Taïti, aux Sandwich et dans la Nouvelle-Zélande. Les sectes luthériennes, investies de toute la puissance locale et agitant à leur gré les indigènes, ont suscité aux évangélistes français des difficultés sans nombre, et, ne pouvant les intimider, ont eu recours, sur plusieurs points, à des déportations violentes. Pour mettre un terme à cette oppression, notre gouvernement a fait quelques efforts : il a envoyé deux frégates (1) chargées de venger les outrages dont nos prêtres avaient à se plaindre. Mais le fanatisme religieux ne capitule pas facilement, et la leçon, si sévère qu'elle ait pu être, sera bien vite effacée. La propagande luthérienne, s'appuyant d'un côté sur l'union américaine,

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 août 1840, *l'Artémise à Taïti*.

de l'autre sur l'Angleterre, n'acceptera jamais, sur les lieux où elle règne, une lutte franche et sincère avec la propagande catholique. Sûre de ses avantages, elle préférera anéantir toute concurrence au moyen des armes temporelles. C'est beaucoup si elle souffre le voisinage de quelques établissemens précaires, tels que ceux des Gambier et de l'archipel d'Hamoa. Comme foyer et comme point de départ, ces églises au berceau ont donc une valeur réelle; elles peuvent devenir une pépinière d'apôtres et un lieu de refuge où ils viendront s'abriter contre la persécution.

Après quinze jours de station sur cet archipel, *l'Astrolabe* et *la Zélée* remirent à la voile, et le 24 elles étaient en vue des Iles Marquises (Nouka-Hiva). En aucun lieu de l'Océanie, le paysage n'est plus beau, plus riche, plus varié. Les vallons sont couverts d'une magnifique robe de verdure, que traversent de loin en loin, comme autant de sillons d'argent, de larges et éblouissantes cascades. Le cocotier, le bananier, l'arbre à pain, dominent le long des plages; les pandanus et les hibiscus règnent à mi-côte ; les sommets sont nus et stériles. Parmi les groupes qui se rattachent à la Polynésie, celui-ci est l'un des plus arriérés. Les naturels y vont presque nus, et quand les corvettes mouillèrent dans la baie d'Anna-Maria, plusieurs femmes, venues du rivage à la nage, montèrent sur le pont sans aucune espèce de vêtement. Le tatouage est l'ornement obligé de ces peuples : l'importance d'un individu se mesure au nombre et à la nature des lignes qui le sillonnent. Chez les femmes, cet ornement ne se compose que de dessins légers et superficiels; les jeunes filles n'y sont point assujéties.

Le séjour des deux corvettes devant les îles Marquises ne dura qu'une semaine, et pendant ce temps les rapports se maintinrent avec les habitans sur le pied le plus amical. Les naturels de la baie d'Anna Maria appartiennent à la tribu des Toupias, constamment en guerre avec les Hoppas et les Toapais, qui occupent le reste de ces îles. Ils obéissent à une reine que dirige un conseil de chefs. Cette princesse honora de sa visite *l'Astrolabe* et *la Zélée*, et parut flattée de quelques cadeaux qui lui furent offerts. L'exercice à feu l'étonna sans l'intimider, et elle fit même entendre qu'elle serait bien aise d'avoir de semblables instrumens de guerre pour s'en servir contre ses ennemis. Le lendemain de cette entrevue, les corvettes quittaient le mouillage. Après avoir reconnu une suite de petites îles, elles parurent devant Taïti le 9 septembre et relâchèrent dans la rade de Matavaï. Dans le même moment, la frégate *la Vénus* se trou-

vait à Pape-Iti, baie voisine, afin d'y poursuivre la réparation de quelques griefs. Les deux corvettes concoururent à la négociation qui intervint et qui fut terminée par *l'Artémise* quelques mois plus tard. Cet incident, plus politique que scientifique, était une sorte de hors-d'œuvre pour l'expédition : aussi le séjour à Taïti fut-il abrégé et suivi d'une reconnaissance hydrographique de tout le groupe. Il s'agissait de rectifier les cartes de Cook, dont les indications fautives faillirent causer la perte de l'une des corvettes sur les récifs de Mopélia.

De l'archipel de Taïti, on se dirigea sur celui d'Hamoa que Bougainville avait nommé *îles des Navigateurs*. Ces parages ont une triste célébrité dans l'histoire des voyages : ils furent témoins de la catastrophe du capitaine Delangle, compagnon de Lapérouse. Lapérouse venait de mouiller sur l'île de Maona en décembre 1787, et deux jours de relations bienveillantes l'avaient rassuré sur les dispositions des naturels. Les pirogues affluaient le long des bâtimens et s'y livraient à des échanges paisibles. Une petite rixe entre un sauvage et un matelot avait seule troublé la bonne harmonie; mais le commandant avait cru assez faire pour la sûreté des équipages en montrant aux indigènes, dans un tir aux pigeons, la puissance des armes à feu. Confiant dans sa force, Lapérouse se hasarda même à parcourir les hameaux de la plage, et l'accueil qu'il y reçut ne fit qu'accroître sa sécurité. Cependant une catastrophe se préparait.

Le troisième jour, le capitaine Delangle se rendit à l'aiguade avec deux chaloupes et deux canots montés par soixante-une personnes armées. La marée étant basse, on échoua les chaloupes; les canots seuls restèrent à flot. Dans les premières heures, l'opération se fit tranquillement; seulement peu à peu le nombre des naturels augmentait, et il s'éleva bientôt à plus de mille. D'abord curieux et importuns, ils finirent par devenir turbulens. Delangle voulut les apaiser avec quelques cadeaux, mais il plaça mal ses faveurs, et ne fit qu'aggraver la situation. Sous peine d'un désastre, il fallait opérer la retraite : Delangle l'ordonna trop tard. Le premier grapin venait d'être levé, quand une grêle de pierres annonça les hostilités. Le capitaine, désireux d'éviter une affaire sanglante, n'y fit répondre que par un coup de fusil déchargé en l'air. Ce fut assez pour provoquer une attaque générale. Mille sauvages se précipitèrent dans la mer, ayant de l'eau jusqu'à la ceinture. Les mousquets ne les arrêtèrent pas; ils allèrent droit aux embarcations. Delangle tomba le premier, renversé par un coup de casse-tête. A ses côtés périrent

les officiers qui cherchaient à le défendre. Doués d'une vigueur athlétique, les naturels engagèrent une lutte corps à corps dans laquelle tout l'avantage leur resta. Les pierriers des chaloupes portaient à faux; les mousquets, avec leurs amorces mouillées, faisaient mal leur service. Ce fut une horrible boucherie. Heureusement, par un mouvement spontané, les équipages compromis se décidèrent à abandonner les chaloupes pour se réfugier dans les canots. Cette diversion sauva une partie de nos marins. Ramenés par cette retraite à l'instinct du pillage, les sauvages se précipitèrent à l'envi sur les embarcations qu'on leur abandonnait, les mirent en lambeaux, les dépecèrent et s'en disputèrent les débris. Dans cet intervalle, les canots, un instant arrêtés dans leur marche, purent s'éloigner et regagner les frégates; mais vingt-cinq hommes étaient restés sur cette plage fatale, et long-temps on crut que leurs cadavres avaient été dévorés.

Le passage des corvettes à Opoulou, sur le groupe d'Hamoa, contribua à éclaircir ce qu'il y avait de mystérieux dans cette affaire. D'après les renseignemens qui furent donnés, ce désastre fut le résultat d'un malentendu, et non d'un complot formel. Les naturels d'Hamoa sont d'origine polynésienne, et rien chez eux ne révèle des habitudes de cannibalisme. Les corps des victimes furent donc inhumés, et quelques blessés, qui survécurent à la catastrophe, purent finir tranquillement leurs jours dans ces îles. La conduite des insulaires à l'égard de *l'Astrolabe* et de *la Zélée* ne démentit pas d'ailleurs ce qu'une explication semblable peut avoir de favorable pour eux. Durant le cours de la relâche, ils se montrèrent fort pacifiques. Un jour seulement il arriva qu'un élève, qui s'était aventuré dans l'intérieur, fut dépouillé par son guide. A l'instant, le commandant voulut donner au pays une leçon sévère. Cinquante hommes armés débarquèrent sur la grève, et une réparation fut demandée. Le chef du village l'accorda sans délai. Il fit restituer les objets volés, et y ajouta douze petits cochons, sous forme d'amende.

On recueillit, dans cette relâche, quelques détails sur les îles du groupe d'Hamoa. Le christianisme les a déjà visitées. Des missions luthériennes et catholiques y ont successivement paru. Le littoral semble à peu près converti; l'intérieur seul est idolâtre. Le type y est beau, les femmes surtout ont des formes remarquables. Au premier coup d'œil, il est facile de distinguer un chrétien d'un idolâtre. Le chrétien se coupe les cheveux; l'idolâtre les laisse croître, et comme la chevelure est fort crépue, on le dirait chargé d'une énorme per-

ruque. Le pays offre un aspect de richesse et d'abondance. Les cases, propres et symétriques, ressemblent à des ruches à miel; les pirogues, merveilleusement ajustées, ont jusqu'à cinquante pieds de long et sont manœuvrées avec une adresse infinie. Habiles et industrieux, les habitans excellent dans la fabrication des nattes, dont ils fournissent les archipels voisins. C'est en somme un peuple avancé, intelligent, prêt pour la civilisation.

Vavao, dans l'archipel de Tonga-Tabou, où se rendirent ensuite *l'Astrolabe* et *la Zélée*, est une station encore plus intéressante. Les missions luthériennes, si promptes à s'emparer de toutes les positions, n'ont pas négligé ce groupe, qui s'étend du 18e au 22e parallèle, et comprend deux grandes îles et une infinité de petits îlots. L'archipel de Tonga-Tabou marche presque de pair, pour l'importance, avec ceux de la Nouvelle-Zélande, de Taïti et des Sandwich. Il appartient, comme eux, à la race polynésienne et aux tribus les plus intelligentes de cette race. Il a ses traditions religieuses, son histoire militaire, ses grands hommes, sa généalogie de souverains. A Tonga-Tabou, l'autorité des anciens jours se perpétue; mais aux îles Hapaï et à Vavao l'influence des missionnaires semble avoir prévalu sur les pouvoirs idolâtres. De là une guerre intestine qui ne cessera qu'avec la conversion totale de ce groupe. Vavao est entièrement chrétien : les missionnaires Thomas et Brooks y tiennent les rênes du gouvernement, en même temps qu'ils dirigent les ames. Tonga-Tabou est plus rebelle : à diverses époques, les wesleyens ont tenté de s'y établir, et la persécution les en a chassés. Le résidence du roi et de la reine est à Vavao, devenu ainsi le vrai chef-lieu de l'archipel, et tôt ou tard cette circonstance ramènera les îles dissidentes à l'obéissance et à l'union.

A peine les deux corvettes étaient-elles mouillées sur cette baie que le couple royal se rendit à bord en compagnie des chefs de la mission. L'entrevue fut des plus amicales. M. d'Urville et le missionnaire Thomas n'eurent qu'à renouveler connaissance. Ils s'étaient déjà vus en 1827. Une rencontre plus inattendue fut celle d'un matelot, nommé Simonet, qui avait déserté de *l'Astrolabe* dans le cours de sa première campagne. Poussée par une tempête violente, la corvette, onze ans auparavant, s'était débattue pendant quatre jours contre les écueils, et, sauvée de ce péril, elle avait eu ensuite à se défendre d'un complot tramé par deux marins dont le résultat fut l'enlèvement d'un canot avec les hommes qui le montaient. Il fallut alors avoir recours au canon pour obtenir satisfaction de cette injure, et

encore la satisfaction demeura-t-elle incomplète, puisque le principal coupable ne fut pas rendu à ses supérieurs et livré à la justice navale.

Ce coupable était le même Simonet que l'on retrouvait à Vavao. Depuis le jour de sa désertion, il avait essuyé des fortunes diverses. Proscrit par les chefs indigènes, il avait quitté Tonga-Tabou, et s'était promené d'île en île sans pouvoir se fixer nulle part. Turbulent et débauché, la mission l'avait mis à l'index : on l'accusait d'être catholique et de vendre de l'eau-de-vie aux naturels. A quelque temps de là, ce fut bien pis encore. Un missionnaire français ayant paru sur ces rivages, Simonet crut devoir se constituer son défenseur, son interprète. La partie était trop inégale : le missionnaire catholique fut forcé de se rembarquer précipitamment; mais avant de partir, ce prêtre laissa entre les mains du matelot une lettre adressée au premier capitaine de la marine française qui relâcherait sur ces côtes. Naturellement cette pièce pouvait amener des représailles. Les missionnaires luthériens voulurent l'anéantir : Simonet la leur refusa. Alors on résolut sa perte. Enlevé et déporté dans une île inhabitée, il ne fut arraché à cet exil qu'après avoir payé une rançon de vingt piastres d'Espagne, et quand parurent *l'Astrolabe* et *la Zélée*, on l'envoya garrotté à bord des corvettes comme un malfaiteur. Là, Simonet chercha à atténuer ses torts, à expliquer sa conduite; mais le commandant le fit mettre aux fers et ne le relâcha qu'à la Nouvelle-Zélande, où il fut débarqué.

Pendant que l'expédition se reposait à Vavao, nos voyageurs mirent leur temps à profit pour étudier l'archipel de Tonga et ses races, fort curieuses. Déjà, dans un séjour antérieur, M. d'Urville avait recueilli sur cette contrée des notions étendues; il les compléta dans sa relâche nouvelle, et on nous saura gré de résumer ici rapidement le travail du navigateur le plus exact peut-être que l'Océanie ait inspiré.

Le type est beau dans ces îles. Les hommes y sont de haute stature; ils ont le nez aquilin, les lèvres minces, les cheveux lisses, le teint d'un jaune animé. Les femmes sont gracieuses, et dans le nombre il s'en rencontre de vraiment belles. Le buste chez les deux sexes est ordinairement nu : des étoffes de *tapa* (*broussonetia*) leur couvrent le reste du corps jusqu'à mi-jambe. Le caractère de ces peuples a été l'objet des jugemens les plus opposés, ce qui prouverait chez eux ou une grande mobilité d'humeur, ou une dissimulation raffinée. Leur état social est fort avancé. La famille y obéit à des cou-

tumes régulières, et les femmes y sont l'objet de plus d'égards que dans les autres groupes. On peut même dire que ces naturels possèdent des qualités d'un ordre supérieur, et entre autres une puissance sur eux-mêmes qui suppose une raison élevée et réfléchie.

Il est assez remarquable de retrouver sur ces écueils lointains quelque chose qui rappelle la société romaine. Les chefs tongas ont des cliens, de vrais cliens, qui, au moyen de ce patronage, tiennent un rang intermédiaire entre les patriciens et le peuple. Chacune de ces trois classes obéit à des lois qui lui sont propres et qu'on enfreint rarement. Le plus grand droit de la noblesse est ce même *tabou*, que l'on retrouve dans toutes les contrées polynésiennes. Un chef frappe de tabou, c'est-à-dire interdit à tous l'usage de denrées dont il craint l'épuisement; il suspend, à l'aide de ce mot sacramentel, la pêche dans certaines baies, dans certaines criques, afin que le poisson puisse s'y renouveler; il empêche de traverser les champs avant que la récolte soit faite, de toucher aux arbres avant que le fruit soit mûr. A ce point de vue, ce *veto* s'exerce tantôt pour l'utilité particulière, tantôt pour l'utilité commune. D'autres fois, il ne s'agit plus que de devoirs d'étiquette. Ainsi il est défendu de manger devant un chef, de toucher aux vivres qu'il a entamés. Ces interdictions puériles se multiplient à l'infini et ne semblent faites que pour maintenir la sévère distinction des rangs. Les classes peuvent se mêler par le mariage; mais l'homme qui épouse une femme d'un rang supérieur vit toujours avec elle dans des conditions d'infériorité. Les enfans prennent la position du conjoint le plus noble. Les mariages se contractent avec une grande liberté; les enfans des chefs seuls sont fiancés d'avance et astreints à une fidélité rigoureuse. Dans un cas d'adultère, la loi livre les deux coupables à l'époux outragé, qui peut se faire justice lui-même. Ordinairement il se borne à répudier sa femme. Peu de formalités accompagnent la cérémonie du mariage; l'époux va chercher sa future dans la maison de ses parens et donne ensuite un repas aux amis des deux familles. Il n'y a pas d'autre consécration.

Les maisons des Tongas, d'un ovale allongé, se composent d'un toit soutenu sur un assemblage de poteaux et de solives proprement ajustés et réunis par des liens. Le plancher, en terre battue, est recouvert d'une couche d'herbe sèche, au-dessus de laquelle sont étendues des nattes en feuilles de cocotier. L'intérieur peut se diviser en plusieurs pièces au moyen de compartimens. D'autres nattes, roulées sur le talus du toit, s'abaissent au besoin pour garantir l'habitation de la pluie, ou se relèvent, dans les ardeurs de l'été, pour donner

accès aux brises fraîches de la mer. Dans ce logis, les maîtres seuls occupent une pièce distincte; le reste de la famille couche dans la grande salle, et les serviteurs ont de petites cellules séparées. Les nattes servent de lits, et les vêtemens de couvertures. Quant aux meubles, ils ne sont pas nombreux : ce sont des bols pour le *kava*, boisson favorite des naturels, des gourdes pour contenir l'eau, des vases de coco remplis d'huile pour la toilette, des escabeaux et des coussinets en bois. Entourées d'un verger, ces habitations forment de petits villages bien découpés, bien tenus, palissadés dans un but de défense et ombragés par d'impénétrables berceaux de verdure.

Les principales occupations qui animent l'intérieur de ces cases consistent, pour les hommes, dans la fabrication des armes, des filets et des pirogues; pour les femmes, dans celle des étoffes. Les procédés employés pour ce dernier travail sont fort ingénieux : les ouvrières vont d'abord cueillir les plus jeunes baguettes du *brousso-netia*, dont elles enlèvent adroitement l'écorce, qui, nettoyée et plongée dans l'eau, s'y macère dans un sens opposé à sa courbure naturelle. A la suite de cette préparation, on étend l'écorce sur un tronc d'arbre qui sert d'établi, et on la bat avec un maillet prismatique à quatre faces, tantôt uni, tantôt garni de rainures. De temps à autre, la matière est repliée sur elle-même pour être battue et étendue de nouveau; puis, quand elle est arrivée au degré de finesse et de fermeté convenable, on la fait sécher. Les pièces obtenues par ce procédé ont une longueur qui varie de sept à huit pieds, sur une largeur moitié moindre. Ainsi préparée, l'étoffe est blanche; quand on veut la teindre, on la place sur une large planche garnie de substances fibreuses très serrées, et, à l'aide d'un bain de teinture de l'écorce du *koka*, on répand sur la pièce une couleur brune et lustrée. Un autre travail essentiel du ménage, c'est la cuisine, très raffinée dans l'archipel de Tonga. La préparation d'un porc entier dans un four de pierres incandescentes est une recette dont nos marins ont pu apprécier le mérite. Le porc est la base de tous les repas. Autour de ce mets de résistance figurent des fruits de toute sorte, des ignames bouillies et écrasées dans une émulsion de noix de cocos, des gelées faites avec des plantes saccharines, des racines de taro accommodées de diverses manières. Au moment du repas, ces divers objets sont étalés sur des feuilles de bananier, et le chef de la famille découpe les parts; des serviteurs, debout derrière les convives, leur présentent de temps à autre des courges remplies d'eau de coco.

Les soins de la toilette sont un objet essentiel pour les Tongas, et

les cheveux sont surtout chez eux l'objet d'un entretien de tous les instans. Autant de têtes, autant de coiffures. Quelques élégans laissent croître leur chevelure dans toute sa longueur, d'autres la portent absolument rase; il en est qui, à l'aide de mordans, la teignent en blanc, en rouge ou en blond, et la frisent ensuite avec une patience exemplaire. Quand ce chef-d'œuvre de l'art est achevé, ils ne bougent plus, de peur d'en déranger l'économie. Les femmes ne font pas autant d'apprêts, mais elles se couronnent de fruits de pandanus ou de fleurs odorantes. Dans les lobes de leurs oreilles, percés de larges trous, elles introduisent des cylindres de trois pouces de long, et des articulations de roseaux remplies de poudre jaune. Des colliers de coquilles, d'ossemens d'oiseaux, de dents de requins, d'arêtes de baleine complètent ces ornemens. L'usage des bains joint à des frictions constantes d'huile de coco, donne à leur peau une douceur et un lustre remarquables.

L'usage le plus caractéristique de ces pays est celui du *kava*, boisson particulière aux peuplades polynésiennes et produit de la fermentation des racines du *piper methysticum*. La préparation du kava est ordinairement un plaisir de famille; mais celle d'un kava solennel s'élève à la hauteur d'une cérémonie publique. Dans cette occasion, tous les chefs se placent en rond sur une vaste pelouse, les supérieurs tenant le haut côté du cercle, les inférieurs se rangeant auprès d'eux dans l'ordre de la hiérarchie. Le peuple n'est pas acteur dans ces scènes, il n'y assiste qu'en témoin, et a seulement le droit de circuler autour de l'enceinte. Quand tout le monde est assis, les serviteurs entrent et apportent les racines du kava; le président les passe à un préparateur, qui les nettoie et les livre ensuite à ceux qui offrent de les mâcher. Cette opération est nécessaire pour que l'eau puisse plus facilement absorber les parties épicées de la substance fibreuse. Ainsi triturées, les racines sont réunies dans un vase où l'on verse d'abord de l'eau, puis le préparateur les agite, les presse, les pétrit, afin d'en exprimer tout le suc; après quoi, jetant le tout dans un filet à larges mailles, il le tord de nouveau avec une grande force, de manière à ce que la partie énergique de la racine en découle entièrement. Un kava bien confectionné fait le plus grand honneur au préparateur : le kava a ses artistes. Quand la boisson est prête, le chef en règle la distribution avec un grand cérémonial. Chaque convive a préparé une coupe naturelle, à l'aide de feuilles de cocotier : cette coupe ne peut servir qu'une fois; après y avoir bu, on la jette pour en fabriquer une autre. L'étiquette la plus sévère préside à l'appel

des noms, et ce serait insulter gravement un Tonga que de le faire déchoir de son numéro d'ordre dans une distribution solennelle.

Il est peu de tribus qui aient autant de fêtes publiques, de bals, de tournois, que les Tongas. Les voyageurs ne tarissent pas sur ce sujet; Cook ne se lasse point d'admirer les danses gracieuses de ces insulaires, Maurelle en parle avec enchantement, d'Entrecasteaux leur consacre de longs récits, et Waldegrave renchérit encore sur ces peintures voluptueuses. Aujourd'hui ce n'est guère qu'à Tonga-Tabou, où les mœurs anciennes survivent, que l'on peut retrouver quelques vestiges de ces traditions. L'une des plus grandes fêtes du pays a un caractère belliqueux; on y voit deux partis de guerriers qui, arrivés dans une sorte de champ clos, y exécutent quelques manœuvres, et, après avoir échangé un défi bruyant, détachent de part et d'autre un champion déterminé. Ainsi de couple à couple l'action s'engage, et la bataille est un long duel. A chaque triomphe, quelques vieillards, juges du camp, proclament le nom du vainqueur, toujours accueilli par un cri d'enthousiasme. Des bouffons animent la scène et remplissent les intermèdes. Les femmes ne sont pas repoussées de ces tournois, et souvent, les mains garnies d'un ceste, elles se livrent à un pugilat qui n'est ni sans danger, ni sans gloire.

Ordinairement le combat fait place à une danse. Les musiciens qui l'exécutent sont armés de bambous dont le son est plus ou moins grave, suivant la longueur des tubes, ou bien de tambours composés d'un bloc de bois à demi évidé par une fente centrale. On se ferait difficilement une idée de l'harmonie qui résulte d'un pareil orchestre; mais les oreilles indigènes sont habituées à ce diapason. Au premier appel du tambour, quatre groupes d'hommes s'élancent, tenant à la main une pagaïe d'un bois mince et léger qu'ils font voltiger autour d'eux d'une manière prestigieuse, la portant tantôt à gauche, tantôt à droite, ou la faisant passer rapidement d'une main à l'autre. Rien de plus vif que ces évolutions combinées avec des mouvemens de danse et des poses d'ensemble. Parfois ce ballet se complète par le chant, et l'un des acteurs vient réciter un prologue auquel ses compagnons répondent comme dans les chœurs du théâtre antique; puis l'orchestre et les comédiens alternent, l'un avec un redoublement de tambours, les autres avec des chansons mélancoliques, tandis que l'auditoire s'associe à tous ces efforts et joue lui-même un rôle en criant : Bien! bien! encore! encore!

La danse aux flambeaux a un autre caractère; les femmes seules y

figurent, et c'est le soir seulement qu'elle a lieu. Le coup d'œil en est charmant. Tous les palmiers de la place publique sont garnis de torches de résine, qui répandent sur cette scène des clartés joyeuses. Les éclats de rire des jeunes filles préludent à la fête et ne cessent que quand les tambours ont donné le signal. Alors vingt danseuses, demi-nues, les cheveux garnis de roses de la Chine et le corps enveloppé de guirlandes, se répandent au milieu de l'enceinte et y décrivent des ondulations gracieuses. Les mouvemens de ces femmes sont d'abord lents et mesurés : elles pivotent sur elles-mêmes, ou s'inclinent toutes dans le même sens avec une précision merveilleuse. D'autres fois elles élèvent ensemble leurs mains au-dessus de leurs têtes de manière à se former une auréole, puis elles les ramènent avec une sorte de pudeur sur leurs poitrines nues. Par momens elles bondissent sur un pied et se replient ensuite en imitant le balancement de la vague. Cette danse calme laisse ressortir tout le luxe de la toilette, les bandes de tapa drapées avec goût, les fleurs, les colliers et la verroterie; aussi la coquetterie la prolonge-t-elle volontiers. Mais peu à peu le mouvement devient plus vif, et les poses s'animent avec la musique. Dans l'orchestre comme parmi les figurantes, la symétrie fait alors place au désordre, et cette danse peu édifiante ne finit pas même quand les flambeaux se sont éteints.

Les traditions religieuses des Tongas se réduisent à quelques croyances vagues. Ces insulaires adorent les esprits sous le nom d'*Hotouas*, et çà et là, dans l'intérieur des terres, on trouve des chapelles qui leur sont dédiées et qu'entourent des casuarinas, arbres sacrés du pays. Ainsi l'idolâtrie de ces insulaires est plus emblématique que réelle, et l'on n'a pas retrouvé chez eux les fétiches qui ornaient les temples de la Polynésie orientale. Peut-être faudrait-il plutôt regarder ce culte comme un naturalisme analogue à la doctrine des esprits, si répandue sur le continent asiatique. Une circonstance fort singulière, c'est qu'une légende locale rappelle l'histoire biblique de Caïn et d'Abel dans des termes auxquels il est impossible de se méprendre. Voici ce curieux morceau :

« Le dieu Tangaloa et ses deux fils allèrent habiter Bolotou. Il y avait demeuré long-temps quand il parla ainsi à ses deux fils : — Allez avec vos femmes et habitez dans le monde à Tonga. Divisez la terre en deux et peuplez-la séparément. — Ils s'en allèrent. Le plus jeune des deux fils était fort habile. Le premier, il fit des haches, des colliers de verre, des étoffes et des miroirs. L'aîné était tout autre : c'était un fainéant. Il ne faisait que se promener, dormir

et convoiter les ouvrages de son frère. Ennuyé de les demander, il pensa à le tuer et se cacha pour cette mauvaise action. Il rencontra un jour son frère qui se promenait, et il l'assomma. Alors leur père arriva de Bolotou, enflammé de colère, et l'interrogea : — Pourquoi as-tu tué ton frère? fuis, malheureux, fuis! — Ensuite Tongaloa adressa la parole à la famille de la victime.—Lancez vos pirogues, dit-il, faites route à l'est vers la grande terre. Votre peau sera blanche comme votre ame, car votre ame est belle. Vous serez habiles, vous ferez des haches, toutes sortes de bonnes choses et de grandes pirogues. — Puis Tangaloa dit au frère aîné : — Vous serez noir, car votre âme est mauvaise, et vous serez dépourvu de tout. Vous n'aurez point de bonnes choses, et vous n'irez pas à la terre de votre frère. Comment pourriez-vous y aller avec vos mauvaises pirogues? Mais votre frère viendra quelquefois à Tonga pour commercer avec vous. »

Cet échantillon des légendes de l'archipel de Tonga, s'il est vraiment authentique, comme l'assure Mariner, serait des plus précieux, car il renfermerait à la fois une analogie frappante avec les livres sacrés et une prophétie singulière touchant les voyages de découvertes des Européens.

Pour leur culte, tout idéal, les Tongas n'ont point de prêtres proprement dits. Le sacerdoce est un fait accidentel, qui se manifeste pour un homme à un jour, à une heure donnée. Le dieu l'inspire, aussitôt il est prêtre; il sort de la condition humaine, il passe à l'état de pure essence. Tant que l'extase dure, ce caractère persiste; il cesse quand le souffle divin n'anime plus l'homme. Aussi les prêtres appartiennent-ils, dans ces îles, à la classe inférieure. Aucun crédit ne s'attache à leurs fonctions, qui exigent une grande habileté de mise en scène, et rappellent les phénomènes extérieurs par lesquels se révélaient les anciennes pythonisses. Un prêtre tonga doit d'abord s'abandonner à une profonde mélancolie; il lutte avec le dieu et cherche à le vaincre : vaincu à son tour, il laisse échapper des révélations confuses et tombe dans une crise nerveuse dont il ne se relève que pour faire un excellent repas. Voilà le rôle; il n'est pas fait pour exciter l'envie. Les prêtres sont également consultés au sujet des malades que l'on promène de chapelle en chapelle. Ils paraissent encore, quoique d'une manière secondaire, dans les fêtes publiques et dans les funérailles, qui sont les plus belles de ces fêtes. C'est là qu'on voit accourir des populations entières chargées d'offrandes et prolongeant leur deuil pendant des mois entiers.

Quatre jours s'étaient à peine écoulés depuis l'arrivée de *l'Astrolabe* et de *la Zélée* à Vavao, et déjà les deux corvettes tournaient leurs proues vers d'autres rivages. Les missionnaires anglicans, MM. Brooks et Thomas, avaient obtenu du commandant leur passage jusqu'aux îles Hapaï, où on les déposa deux jours après. Le nom des îles Hapaï rappelle involontairement celui de Finau, le premier homme de guerre qu'ait produit l'archipel de Tonga. Finau joignait à un courage indomptable une sagacité surprenante. Il devinait notre civilisation européenne et en faisait la critique avec beaucoup de justesse. Deux chefs de Tonga-Tabou, qui avaient passé quinze mois dans la colonie anglaise de Sydney, lui racontaient un jour qu'on pouvait y mourir de faim en face de magasins regorgeant de vivres. — Est-il possible! disait ce grand chef. — Sans doute, reprenait son interlocuteur, pour se nourrir, il faut de l'argent.—L'argent, s'écriait alors Finau, de quoi est-ce fait? Est-ce du fer? Peut-on en fabriquer des armes ou des instrumens utiles? Si l'on peut en fabriquer, pourquoi chacun ne s'occupe-t-il pas à faire de l'argent pour l'échanger contre les objets qu'il désire? » Et son indignation s'exhalait en termes très vifs. Le chef tonga cherchait à le calmer et à l'éclairer. — Voici ce que c'est, disait-il: l'argent est moins embarrassant que les biens; il est très commode de changer ses biens pour de l'argent, puisqu'en retour on peut changer son argent contre des biens toutes les fois qu'on le désire. Les biens peuvent se gâter, surtout les provisions, mais l'argent ne peut s'altérer. — Malgré cette explication, Finau persistait et répliquait : — Non, cela ne doit pas être ainsi; il est absurde d'accorder à un métal une valeur qu'il n'a pas. Si l'on employait à cela du fer, ce serait bien : on pourrait en faire des couteaux, des ciseaux, des haches; mais de l'argent, à quoi bon? Si vous avez des ignames de trop, vous les troquez contre des étoffes. L'argent sans doute est plus commode; il ne peut se gâter ou s'user, mais alors on l'enterre, au lieu de le partager avec ses voisins, comme il convient à un noble chef. On devient avare et égoïste. On ne peut le devenir avec des provisions; il faut les échanger ou les donner. »

Voyez-vous ce roi polynésien parlant la langue de nos économistes, et défendant les valeurs en nature contre les valeurs monétaires! Ce n'est plus là un sauvage, mais un théoricien, un professeur, un philosophe.

Cette famille des Finau fut féconde en hommes remarquables de plus d'un genre. Le père avait porté la guerre dans les moindres îlots de l'archipel : sans redouter les représailles, il avait surpris plusieurs na-

vires européens, enlevé les équipages, brûlé les coques des bâtimens, massacré des hommes. Guerrier redoutable, il devait sa fortune à sa passion pour les armes. Monté sur le trône, son fils ne se laissa point égarer par l'exemple de son père. Il vit le pays dévasté, les populations affaiblies, les campagnes en friche. Son plan de conduite fut bien vite arrêté; il rassembla les chefs et leur tint le discours suivant : « Chefs et guerriers, mon ame a été attristée par les guerres continuelles de celui dont le corps repose actuellement dans la tombe. Nous avons beaucoup fait; mais quel est le résultat? La terre est envahie par la mauvaise herbe, il n'y a personne pour la défricher. La vie n'est-elle pas déjà trop courte? C'est une folie que de vouloir abréger ce qui est trop court. Qui parmi vous peut dire : Je désire la mort; je suis fatigué de la vie! Voyez; n'avez-vous pas agi comme des insensés? Appliquons-nous donc à la culture de notre sol, puisque c'est là le seul moyen de sauver et de faire prospérer notre pays. Pourquoi serions-nous jaloux d'un accroissement de territoire? Le nôtre n'est-il pas assez grand pour nous procurer notre subsistance? Nous ne pouvons jamais consommer tout ce qu'il produit. Mais je ne vous parle peut-être pas avec sagesse..... Les vieux chefs sont assis auprès de moi; je les prie de me dire si j'ai tort. »

Cependant les deux corvettes, poussées par une brise favorable, s'éloignaient du groupe de Hapaï, siége du pouvoir des Finau. A la hauteur des îles Hoïa et Oleva, elles quittaient la Polynésie et entraient dans la zône mélanésienne. Un contraste bien tranché sépare ces deux races si voisines sur la carte. D'un côté se trouvaient ces tribus que nous venons de décrire, tribus dont le teint est jaune, et qui reconnaissent la loi du *tabou;* en un mot, la tête de la civilisation océanienne. De l'autre côté allaient paraître des peuplades à peine distinctes de la brute et caractérisées par une couleur fuligineuse, des yeux mous et faux, des membres grêles et difformes, des cheveux laineux et crépus. Parmi elles, rien de fixe, rien de suivi; point de gouvernement, point de lois, mais seulement une haine profonde et générale pour l'étranger. Ici la femme ne tient plus le même rang que dans les îles orientales : elle vit dans l'abjection et la dégradation la plus complète. L'homme, de son côté, est farouche, impitoyable. La loi du plus fort est son code; ses besoins sont toute sa science.

En pénétrant dans ces parages, *l'Astrolabe* et *la Zelée* avaient à remplir une mission périlleuse et délicate. Un navire de commerce, appartenant à l'un de nos ports de l'ouest, *la Joséphine,* capitaine Bureau, avait été surpris par l'un des chefs de l'île de Piva, et mas-

sacre avec son équipage. De pareils évènemens ne sont pas rares sur ces côtes, au milieu de ces tribus farouches, et la baie de *Sandal-Wood* (1), dans les îles Viti, a déjà vu bien des aventures de ce genre. Celles de *la Favorite* et du *Hunter* sont les plus dramatiques. En 1809, *la Favorite*, capitaine Campbell, était venue couper du bois sur ces îles, dans un moment où une guerre d'extermination en agitait les tribus. Dès les premiers jours de son arrivée, deux officiers de ce navire tombèrent, avec quelques matelots, entre les mains d'un chef vitien, nommé Boullandam, la terreur de l'archipel. Pour sauver leur vie, ils furent obligés de l'accompagner dans une expédition décisive, et il est à croire qu'ils n'échappèrent à la mort qu'à cause du concours qu'ils lui donnèrent. Ce fut une campagne horrible dont ils ont raconté plus tard les détails. Après une bataille acharnée, un grand village fut pris d'assaut, pillé et livré aux flammes. Les femmes, les vieillards, les enfans, s'étaient réfugiés non loin de là dans un enclos qu'entourait une haie de palétuviers. Boullandam les y surprend; il pénètre dans l'enceinte et abat de sa main la première victime. Ses soldats achèvent l'œuvre, égorgent tout, jusqu'aux nourrissons, et transportent ces cadavres, chauds encore, dans leurs pirogues de guerre. Sur la plate-forme qui couronnait celle du chef vainqueur, on en entassa quarante-deux. Boullandam se montra flatté de cet hommage, et ayant remarqué, parmi ces corps inanimés, celui d'une jeune fille, il la désigna sur-le-champ pour défrayer sa table particulière. Cependant le festin ne devait pas avoir lieu sur la terre ennemie. C'était une fête que les vainqueurs voulaient célébrer dans leurs foyers. La flotte appareilla et regagna la grande île. Des cris de joie accueillirent son retour. On se précipita sur les pirogues, on s'arracha les cadavres pour les dépecer, et ces débris humains demeurèrent pendant deux jours suspendus aux arbres du rivage. Enfin on les apprêta, et deux cents convives prirent part à ce banquet. Comme témoignage de bienveillance à l'égard des Anglais captifs, Boullandam crut devoir leur envoyer quelques morceaux de sa table, qui furent repoussés avec horreur. Le chef vitien ne s'expliquait pas cette répugnance, et il dut prendre une opinion peu favorable du goût des Européens. Néanmoins, voulant se montrer généreux jus-

(1) On appelle ainsi une baie où les bâtimens de commerce viennent couper du bois de sandal pour le transporter en Chine, où l'on en fait des cercueils. La spéculation consiste à obtenir des blocs énormes qui puissent servir à confectionner un cercueil d'une seule pièce. Dans ces conditions, les Chinois opulens attachent au bois de sandal un prix excessif, et achètent leur caisse mortuaire de leur vivant.

qu'au bout, il relâcha les prisonniers, qui purent rejoindre leur navire après neuf jours de privations et d'angoisses.

L'aventure du *Hunter*, non moins lugubre, a été connue par le récit de Dillon, officier sur ce bâtiment. Le *Hunter*, en station dans la baie de Waïlea, sur l'une des îles Viti, entretenait des rapports avec un chef qu'il seconda dans ses expéditions. Grace aux Européens, ce Vitien écrasa son ennemi; mais, se refusant à tenir ses promesses, il ne voulut plus, après la victoire, donner au navire le bois de sandal dont on avait besoin. Une lutte s'ensuivit. Les équipages débarquèrent en armes et marchèrent droit aux Vitiens. Malheureusement, surpris par des masses de naturels, ils purent à peine se servir de leurs armes à feu, et furent en un instant entourés, coupés, anéantis. Un seul détachement restait sous les ordres de M. Dillon, qui put gagner un rocher à pic, où, avec quelques hommes, il tint tête à l'armée des sauvages. Quoique sa troupe fût réduite à trois combattans, il persévéra néanmoins dans sa résistance. D'ailleurs, en jetant un regard sur la plaine, il pouvait se convaincre que ces cannibales ne faisaient de quartier à personne. Les cadavres de ses compagnons étaient dévorés sous ses yeux, et deux de ses marins, ayant voulu capituler, avaient été massacrés sans pitié. Il était difficile de prévoir comment on pourrait se tirer de cette position désespérée. Dillon, qui connaissait les mœurs de ces peuples, eut recours à un stratagème : il s'empara d'un prêtre, personnage sacré pour les Vitiens, et le soir, quand le camp ennemi fut plongé dans le repos, il le traversa, précédé de son prisonnier, qu'il faisait marcher en lui tenant le pistolet sur la poitrine. Ainsi il put parvenir jusqu'à la chaloupe et regagner le *Hunter*.

Tel est le peuple auquel *l'Astrolabe* et *la Zélée* allaient demander une réparation. Les circonstances de la catastrophe du capitaine Buneau étaient encore peu connues. On savait seulement que cet officier était venu mouiller devant l'île de Piva avec son bâtiment marchand, *la Joséphine*, et que des relations s'étaient établies entre lui et l'un des chefs les plus farouches et les plus redoutés du pays, Missi-Maloa, surnommé Nakalassé. Quoique le pouvoir de ce sauvage fût subordonné à celui de l'*Abouni-Valou*, ou empereur résidant sur la grande île de Viti-Lebou, sa férocité lui avait valu une sorte d'indépendance. Comblé de faveurs et de présens par le capitaine Buneau, il n'en résolut pas moins sa perte, et, au moyen d'une surprise, il fit tomber sous ses coups le capitaine et les matelots. Ce massacre appelait une expiation, et elle était d'autant plus

nécessaire, que, depuis cet attentat, Nakalassé portait des défis continuels à notre pavillon, en répétant avec arrogance qu'il attendait un navire de guerre français afin de se mesurer avec lui. Le pillage de *la Joséphine* lui avait procuré des fusils, de la poudre et des canons, et les peuplades voisines tremblaient devant ses menaces. La chute de ce barbare importait donc à l'honneur de notre marine et à la sécurité de nos relations dans ces parages.

Ces détails furent donnés au commandant d'Urville par un chef nommé Latsiska, qu'en passant devant l'île de Laguemba on avait pris en qualité d'interprète. Cet homme, qui appartenait à l'une des premières familles de Tonga-Tabou, jouissait d'une grande influence dans les îles Viti. Son concours était précieux à ce titre. L'expédition contre Nakalassé offrait plusieurs difficultés. La première était d'aborder les rivages de Piva, qui sont environnés d'écueils à une distance assez considérable. Avec beaucoup de peine, et après avoir plus d'une fois labouré les pointes aiguës des coraux, les corvettes se trouvèrent enfin mouillées devant le village de Piva et à deux milles environ de sa forteresse. On pouvait de là distinguer cet ouvrage, qui ne manquait pas d'un certain art et qui tenait de sa position une grande force naturelle. Sur-le-champ M. d'Urville expédia son interprète Latsiska avec un des officiers de *l'Astrolabe* vers le chef suprême, le roi, dont la résidence était à Pao. Ce personnage se nommait Tanoa; c'était un vieillard de soixante-dix ans, remarquable par sa longue barbe. Il reçut les envoyés du commandant avec toute sorte de prévenances, et protesta de son dévouement sincère pour les Français. Quand il fut question de Nakalassé : « Ne me parlez pas de cet homme, s'écria-t-il, il me fait horreur; je désavoue ses crimes, et je fais des vœux pour qu'il en soit puni. Mais que voulez-vous? il est jeune, il est fort, et moi je ne suis plus qu'un vieillard. Il a des fusils, il a des canons, et je n'ai que des zagaies. Je suis son maître, son souverain, et pourtant il m'a vaincu, il m'a forcé souvent à chercher un asile dans les îles voisines. » Comme les envoyés insistaient pour que le vieux chef fît cause commune avec les Français, Tanoa ajouta avec une tristesse qui semblait sincère : « Je ne le puis; Nakalassé a un parti dans ma capitale; je suis entouré, surveillé par ses amis. Mais, continua le vieillard en s'animant, marchez contre lui, chassez-le de ses états, je dirai : C'est bien ; et s'il cherche un asile sur mon territoire, il n'y aura pas de grace pour lui. Quoiqu'il ait épousé ma nièce, je le tuerai de mes mains et le mangerai. » Après ces paroles, il n'y avait plus à insister. Les deux envoyés se retirèrent

et retournèrent vers les corvettes. On tint conseil à bord, et l'attaque du village de Piva fut résolue pour le lendemain, 17 octobre.

A cinq heures du matin, les embarcations débarquaient sur les récifs cinquante marins armés sous les ordres d'un lieutenant de vaisseau. Presque tous les officiers des deux navires avaient demandé à faire partie de l'expédition, en qualité de volontaires. On s'attendait à une vive résistance de la part de Nakalassé. La veille encore il avait déclaré que sa forteresse ne capitulerait pas devant les Français, et qu'il se ferait enterrer sous ses ruines plutôt que de se rendre. Cependant, quand le détachement marcha vers le village, aucun préparatif n'indiqua qu'on s'opposerait à ses efforts. C'est qu'au moment décisif, Nakalassé avait vu sa férocité naturelle se changer en un profond découragement. Son audace l'abandonna, et fuyant le péril, il ne songea plus à disputer la victoire. Nos marins trouvèrent la plage déserte. Pour laisser dans ces contrées un exemple éclatant, ils incendièrent le village de Piva et le palais de Nakalassé, orgueil de son maître. Deux heures après, il ne restait plus sur cet emplacement qu'un monceau de cendres et de décombres. Bien qu'il se fût soustrait à la vengeance des Français, le chef ennemi n'en était pas moins un homme perdu. Un préjugé religieux lui interdisait de rebâtir son village sur le même point, et partout ailleurs il se trouvait à la merci de rivaux implacables. Ainsi son châtiment aura été complet.

Le vieux chef de Pao parut s'associer de bonne foi au succès de cette affaire : la ruine de Nakalassé le débarrassait d'un voisin turbulent, que les conseils de déserteurs anglais auraient tôt ou tard poussé vers la conquête de toutes ces îles. En retour de ce service, il voulut que les Français vinssent le voir dans sa capitale et au milieu de tout l'appareil de sa grandeur. M. d'Urville se prêta à ce désir. Dans l'après-midi, l'état-major presque tout entier et un nombreux détachement des équipages se rendirent à Pao en grande tenue. Le vieux chef attendait ses hôtes sur la grande place du lieu, entouré des anciens de la tribu, rangés sur deux files et accroupis comme lui. A une distance plus grande se tenait la foule des insulaires, également assis sur leurs talons. Le silence le plus profond régnait dans cette assemblée. On eût dit une des scènes si bien décrites par Cook. Le détachement défila devant le roi, qui était nu comme ses sujets, et ne se distinguait que par un bonnet de laine, de fabrique anglaise, qui lui tenait lieu de couronne. Quand tout le monde fut en place, le commandant prit la parole; il dit au roi que ses navires ne faisaient pas la guerre

aux peuples de l'Océanie, mais que, sur leur route, ils avaient dû châtier un barbare, un meurtrier de sujets français; que le crime de Nakalassé était d'autant plus odieux, qu'il n'avait été amené par aucune provocation de la part du malheureux Buneau. « Voilà pourquoi, reprit le capitaine, j'ai ruiné Piva de fond en comble, et le même sort est réservé à tout chef vitien qui insulterait sans motif un navire de ma nation. La punition pourra être lente à cause des distances, mais elle atteindra toujours et tôt ou tard les coupables. » En terminant, M. d'Urville ajouta que la France n'avait qu'un ennemi sur ces îles, Nakalassé, et qu'elle désirait être l'amie, l'alliée du roi Tanoa et du peuple de Pao.

Cette allocution, courte et précise, avait pu durer de six à huit minutes; Simonet la traduisit en dialecte tonga à Latsiska, qui se chargea de la développer en langue vitienne. Jaloux de montrer ses talens, cet interprète en fit une véritable harangue, qui dura près de trois quarts d'heure. Toutes les finesses du geste et de la voix, toutes les ressources de la parole, furent mises en jeu par l'orateur, qui se recueillait de temps à autre, soit pour préparer ses argumens, soit pour observer les impressions de l'auditoire. Le morceau produisit un effet profond, et dans tous les yeux l'éloquent Latsiska pouvait lire la preuve de son succès. Par intervalles, les chefs interrompaient le discours pour s'écrier : *Saga!* (c'est juste), ou *binaka!* (c'est bien). Quelques hommes seulement semblaient, au milieu de l'assentiment général, conserver un air triste et contraint. C'étaient les partisans de Nakalassé, consternés de sa défaite. Mais ils formaient une minorité imperceptible; tous les autres se déclaraient franchement pour les Français. Ce qui avait surtout frappé ces peuples, c'était la rapidité du châtiment; on s'était figuré que Nakalassé opposerait une grande résistance, et Tanoa lui-même n'en pouvait croire ses yeux, lorsqu'il vit, au point du jour, le fort de ce chef conquis et livré aux flammes.

Quand les discours furent terminés, on donna aux indigènes le spectacle d'un exercice à feu. Les matelots tirèrent à la cible, et à chaque coup heureux les sauvages témoignaient leur admiration par des cris. L'échange de quelques cadeaux suivit ce divertissement militaire; puis on servit un grand kava. Les chefs se rangèrent en cercle; on prépara la liqueur dans un immense plat en bois et de la manière que nous avons décrite. La première tasse fut offerte à un vieillard confondu dans la foule, et comme M. d'Urville s'étonnait de cette préférence : — C'est notre grand-prêtre, notre dieu, — lui dit le

roi. La seconde tasse fut pour Tanoa, qui la fit passer au commandant. Celui-ci feignit d'y porter les lèvres et la renvoya à Simonet, qui la vida d'un trait. Les chefs indigènes burent ensuite; le reste fut distribué aux matelots, qui s'accommodèrent sans peine de cette liqueur épicée. Après le kava, on apporta des fruits, du poisson, des ignames, et ce repas termina la fête.

De la place publique, le roi se rendit à son palais, dont il fit les honneurs à M. d'Urville et aux officiers. Ce palais est une case vaste et belle de plus de quarante pieds de haut. Les habitans de trente villages y ont travaillé sans relâche pendant un mois. Elle a deux portes, dont l'une est exclusivement destinée au roi et à la reine; la franchir est un crime que la mort seule peut expier. En général les habitations de Pao sont assez bien construites, et leurs toitures en bambous recouvertes de nattes ne manquent pas d'une certaine élégance. Il est vrai que l'archipel de Viti renferme le peuple le plus intelligent de toute la Mélanésie, et Pao l'une des tribus les plus civilisées de l'archipel de Viti. Le voisinage des races polynésiennes et les relations qu'il entraîne ont contribué sans doute à ce résultat. Les naturels de Pao ont le teint fuligineux; ils sont grands, robustes, bien musclés, marchent presque nus, disposent leurs cheveux sur leur tête en forme de turban, ne se tatouent pas, mais se pratiquent sur la peau des incisions profondes. Les femmes et les filles, tenues dans une condition inférieure, s'occupent surtout des travaux du ménage. Guerriers et anthropophages, les naturels ont pour armes le casse-tête, la lance, l'arc, les flèches, et les manient avec une adresse remarquable. Habiles dans l'art de la navigation, ils exécutent des voyages de trois cents lieues sur de frêles pirogues; en fait d'industrie, ils connaissent la fabrication des paniers et des nattes, et celle de poteries grossières.

Comme chez tous les cannibales, la guerre parmi ces tribus ne se fait que dans un seul dessein, celui de faire des prisonniers. A diverses époques de l'année, on célèbre des réjouissances publiques qui exigent un certain nombre de victimes. Malheur alors aux naturels qui n'ont point d'asile, comme, par exemple, les habitans de Piva, errans depuis le matin, et leur chef Nakalassé. On fait la chasse aux vagabonds comme à une sorte de gibier, et on ajoute ce supplément au produit de la guerre. Enfin, quand tous ces moyens sont insuffisans, on sacrifie quelques femmes de la tribu, qui sont ainsi dévorées par leurs proches. Dans une occasion semblable, le vieux Tanoa avait fait récemment assommer trente femmes, pour défrayer un repas

public. Les familles ne s'en plaignaient pas, et en prirent leur part : c'était la coutume. La population mâle assiste seule à ces festins.

Après la visite au palais du roi, le commandant donna le signal de la retraite. Le vieux Tanoa voulut accompagner les Français jusqu'à bord des corvettes, et ne les quitta que fort tard. M. d'Urville lui fit encore quelques présens ainsi qu'à l'interprète Latsiska, dont le concours dans cette affaire avait été si utile et si intelligent. On se sépara fort satisfaits les uns des autres, et le lendemain *l'Astrolabe* et *la Zélée* quittaient cette plage, après y avoir assuré, par une leçon prompte et sévère, le respect du pavillon français.

Le reste de cette navigation à travers les îles Viti et les Nouvelles-Hébrides fut employé à des travaux hydrographiques. On reconnut le 20 octobre l'île de Lavouka, où les naturels ont presque tous les petits doigts coupés à la première ou seconde phalange. Par suite de la mort d'un grand chef, cette île se trouvait alors placée sous la loi d'une continence rigoureuse, ce qui dérangeait les relations ordinaires des femmes avec les équipages étrangers. *L'Astrolabe* et *la Zélée* n'en aperçurent aucune. Plus loin, les corvettes relevèrent successivement l'île Aurore, qui tient à l'archipel des Hébrides, Vanikoro, tombeau de Lapérouse et l'un des titres de *l'Astrolabe*, l'archipel de Santa-Cruz, puis Saint-George et Isabella, dans les îles Salomon. La nature étale beaucoup de puissance sur ces terres, et la richesse y est grande dans tous les règnes. On y trouva des insectes très-variés, des cacatois, des perroquets de mille couleurs, des tourterelles et un très beau coq sauvage. Les naturels étaient fort empressés à visiter les corvettes. Leurs mouvemens rappellent ceux des singes : petits, noirs et crépus, ils ont pourtant le caractère jovial ; ils mâchent du bétel et se barbouillent le visage avec une teinture blanche.

Le 12 novembre, les corvettes changèrent d'hémisphère en coupant l'équateur pour la seconde fois. Quelques jours après, on était devant Hogoleu, centre de l'archipel des Carolines, et pendant plusieurs jours on assura les positions de ce groupe. La race qui peuple ces terres est des plus abruties, et on pourrait la classer au-dessous des tribus mélanésiennes. Seulement, ici, le cannibalisme cesse; ces sauvages ne vivent que de fruits et de pêche. Quelques caractères du type chinois et malais, par exemple les yeux bridés, le nez épaté, la bouche grande, se retrouvent chez eux, mais à l'état de dégénération. Ils marchent vêtus d'une sorte de *puncho* en fibres de coco, et portent les cheveux très longs. Leurs figures sont barbouillées de rouge

et de jaune, et leur malpropreté est extrême. Jaloux de leurs femmes, ils les cachent aux yeux de l'étranger, et cette circonstance les distingue encore des autres peuplades océaniennes, si accommodantes sur ce chapitre.

Les deux corvettes venaient de parcourir les archipels les plus mal famés sans avoir eu à repousser aucune voie de fait, aucune violence : Hogoleu leur réservait cette épreuve. Depuis un ou deux jours, on envoyait les canots sur divers points pour faire des relèvemens. L'un d'eux, engagé dans les bancs de coraux, se vit assailli à l'improviste par une vingtaine de pirogues, qui lancèrent d'abord une grêle d'oranges et finirent par envoyer des zagaïes. Surpris par cette attaque, le canot ne se trouvait pas dans une situation assez libre pour se défendre avec tous ses avantages; il quitta l'écueil et navigua vers le large. A ce mouvement, qui ressemblait à une fuite, les sauvages poussèrent des cris de joie; ils poursuivirent l'embarcation et célébrèrent leur triomphe par des gestes insultans. Le canot continua sa manœuvre; mais, une fois au large, il vira de bord et tira un coup d'espingole à mitraille, tandis que les matelots commençaient la fusillade. Plusieurs insulaires furent atteints, les autres se sauvèrent à la nage; quatre pirogues, qui voulaient persister dans leur agression, furent presque anéanties. Le lendemain, les mêmes hostilités se reproduisirent sur le rivage. Nos marins ayant été assaillis à coups de pierre, il fallut encore avoir recours aux mousquets.

L'année 1839 trouva *l'Astrolabe* et *la Zélée* à Guam, sur les Mariannes, où elles venaient d'arriver. Pour l'expédition, ce fut là un millésime fatal. Le fléau des tropiques, la dyssenterie, s'était emparée des deux corvettes, où elle laissa des traces cruelles de son passage. De longues relâches dans des ports salubres, les soins les plus minutieux, tant pour le choix des vivres que pour le maintien de la propreté, ne purent arrêter ses ravages. Le mal frappa indistinctement l'équipage et l'état-major; le commandant de l'expédition subit lui-même la loi commune. Tant que les navires logèrent dans leurs flancs cet hôte fâcheux, il fut difficile d'apporter la même ardeur aux entreprises scientifiques et de s'exposer à des reconnaissances dangereuses qui demandent le concours de toutes les intelligences et de tous les bras. Un nouvel ordre de travaux commença alors, travaux non moins utiles, bien qu'exécutés dans des conditions moins périlleuses. Outre le groupe de Pelew, qui semble former la limite extrême de la zône océanienne, l'expédition étudia le vaste ensemble des archipels asiatiques, les Moluques, les

Philippines, les îles de la Sonde. Quoique très fréquentées, ces mers offrent encore bien des points sur lesquels la science hésite, et qui sont plutôt fixés dans la pratique que dans la théorie. Ces divers groupes exigeraient, dans leurs nombreux détails, une étude de plusieurs années, car, pour être plus voisins des grands continens, ils n'en sont guère mieux connus.

L'Astrolabe et *la Zélée* promenèrent d'Amboine à Batavia leurs marins décimés, en visitant sur cette route une foule de points intermédiaires. Durant les six derniers mois de 1839, l'état sanitaire des équipages ne fit qu'empirer. Une relâche à Batavia en octobre n'améliora pas la situation, et à l'arrivée à Hobart-Town, en Tasmanie (1), *l'Astrolabe* et *la Zélée* ressemblaient à des hôpitaux flottans. Le séjour dans ce port austral put seul amener une amélioration notable et arrêter les progrès du fléau. Les malades furent débarqués, et des secours bien entendus en sauvèrent le plus grand nombre. Dans cette longue et douloureuse campagne, le dévouement du chef de l'expédition et de ses officiers ne se démentit pas un instant. Toujours à leur poste, même quand leurs forces semblaient les trahir, ils luttèrent entre eux de courage et de zèle, et soutinrent le moral de ces hommes vaincus par la douleur. Le service médical se surpassa : il chercha à suppléer au nombre par l'activité; plusieurs traits d'un héroïsme simple et modeste marquèrent ces jours d'épreuve.

Cependant, à mesure que la vie renaissait parmi les équipages, le sentiment de leur mission se réveillait aussi parmi les chefs. L'air d'Hobart-Town avait opéré des prodiges : il ne restait plus dans l'hospice de la ville que sept à huit malades, et la vigueur était revenue à bord avec la santé. Le commandant tenait surtout à signaler son expédition par un succès du côté du pôle antarctique, et il avait résolu de tenter un dernier effort dans cette direction. Le 1er avril 1840, *l'Astrolabe* et *la Zélée* tournèrent de nouveau leurs proues vers ces zônes glaciales, où depuis deux siècles viennent se briser les efforts humains. Le désir d'atteindre à l'impossible est si vif dans nos cœurs, que les échecs ne nous détournent pas de cette poursuite. Le problème des pôles est, comme le problème de l'existence, impénétrable peut-être, et c'est pour cela que l'on s'obstine dans sa recherche. L'homme n'est curieux que de ce qu'il ignore. L'expédition australe obéissait à cet instinct.

Jusqu'au 60° de latitude, la navigation, pénible et lente, n'offrit

(1) Terre de Van-Diémen.

pas un grand intérêt; mais à partir de ce point jusqu'au 65° parallèle, les glaces parurent; des blocs énormes passaient à côté des corvettes, et on navigua un instant entre deux murs de soixante pieds de haut. Cependant divers indices annonçaient depuis quelques jours le voisinage d'une côte. Des pingoins volaient autour des mâts, on apercevait des phoques, des baleines; l'eau se décolorait, et une ligne brumeuse se montrait à l'horizon. Enfin, le 19 au soir, la terre fut signalée. Plusieurs officiers doutaient encore et n'y voyaient qu'une masse compacte de glaces; mais le surlendemain, les hésitations cessèrent. A dix milles de distance, et par 66° 30′ sud et 158° 21′ de longitude ouest, on aperçut très distinctement une longue côte se développant à perte de vue du sud-sud-ouest à l'est-sud-ouest. C'était une falaise presque taillée à pic, de deux à trois cents toises d'élévation et recouverte d'un manteau de glaces. Le commandant lui donna le nom de terre d'*Adélie*. Pour ne point laisser de prétexte à l'incrédulité, un canot débarqua sur le rivage un petit nombre d'officiers et des naturalistes. On recueillit quelques algues et des échantillons de roches, on tua quelques pingoins. Cette position était d'autant plus précieuse à constater, qu'elle semble très voisine du pôle magnétique. Les observations de l'aiguille aimantée ne laissèrent pas de doute à ce sujet. A la suite de cette reconnaissance, *l'Astrolabe* et *la Zélée* reprirent leur route vers l'ouest; mais les glaces opposèrent bientôt de tels obstacles, qu'il fallut gagner une mer plus libre. Cependant le 30 janvier on retrouva, par 64° 30′ sud et 129° 34′ de longitude orientale, une terre qui fut nommée *Côte Clarie* et reconnue sur une étendue de vingt lieues. Ce double succès suffisait pour une campagne. Aussi, quand la barrière de glaces se présenta de nouveau, les corvettes renoncèrent à la lutte et cinglèrent vers la Tasmanie.

Par un rapprochement assez singulier, dans le même moment, trois navires envoyés par le gouvernement américain croisaient dans ces parages, et tout un jour les deux expéditions se trouvèrent en vue. La corvette *le Vincennes*, qui, séparée de ses conserves, exécuta seule, sous les ordres du lieutenant Wilkes, des opérations importantes, reconnut la terre à diverses reprises entre les 65ᵉ et 67ᵉ degrés de latitude et du 95ᵉ au 152ᵉ degré de longitude orientale, ce qui conduit à supposer que ce sont là des rameaux distincts d'un même continent qui occuperait soixante degrés environ. Telle est du moins l'opinion du lieutenant Wilkes. Les rapports du capitaine Kemp, qui existent à Londres dans les archives de l'amirauté, confirmeraient cette hypothèse en reculant les limites de cette terre

jusqu'au 70e méridien, et les découvertes du capitaine Balleny, poussées jusqu'au 164e méridien, donneraient, dans un autre sens, un appui et une extension nouvelle à ces conjectures. De tout cela, on pourrait induire que le pôle antarctique, à la hauteur du 66e parallèle, est occupé par un continent considérable qui embrasse d'un côté les terres de Balleny, de l'autre celles de Kemp et de Wilkes, et dont les terres Adélie et Clarie de M. d'Urville seraient les saillies centrales. Ce continent comprendrait dix-sept cents milles en longitude, et avec un peu de goût pour les explications imaginaires on pourrait le prolonger de neuf cents milles encore jusqu'aux terres Enderby. Les explorations prochaines éclairciront ces questions confuses. Peut-être le capitaine James Clarck Ross, qui navigue maintenant dans les eaux antarctiques, a-t-il obtenu la solution de ce problème. Il est donc sage d'attendre et de se garder de toute hypothèse chimérique.

Vers la fin de février, après avoir touché à Hobart-Town, *l'Astrolabe* et *la Zélée* remirent à la voile, et, dans une patiente navigation autour de la Nouvelle-Zélande, en complétèrent l'hydrographie. Ces travaux durèrent jusqu'au 28 avril, jour où les corvettes parurent dans la Baie des Iles. Sur l'un des côtés de cet immense hâvre, est située Karora-Reka, qui est maintenant une ville européenne. Beaucoup de navires en rade, une ligne de maisons bien construites et régulièrement alignées, des quais, un débarcadère, des magasins, voilà l'aspect de cet entrepôt du commerce zélandais. Grace à l'activité anglaise, ce pays se métamorphose à vue d'œil. Chaque jour le nombre des naturels diminue, et celui des colons s'accroît. On prévoit quel sera le résultat de cette double tendance. Pour en finir plus vite, on excite l'instinct guerrier des tribus qui s'entredéchirent. Nous avons eu l'occasion naguère de parler avec étendue de ce pays; M. d'Urville y trouva les choses à peu près au même point où notre récit les laissait (1). La prise de possession au nom de l'Angleterre venait de s'accomplir; la Nouvelle-Zélande avait une garnison anglaise et un gouverneur. M. d'Urville y vit quelques membres de la mission catholique, et entre autres le curé Petit, qui officia dans une messe solennelle à laquelle assistait une portion des équipages des deux corvettes. Trente Zélandais, hommes ou femmes, composent la clientelle indigène de cette église, et quelques Irlandais s'y sont joints. Nos prêtres se plaignent plus que jamais de l'intolérance des missionnaires anglicans, dont la fortune scandaleuse

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 janvier 1840, *Colonisation de la Nouvelle-Zélande.*

grandit chaque jour. Il n'y a point d'autres banquiers à Karora-Reka que les capitalistes de la société biblique de Londres, et l'agiotage sur les terres ne compte pas de spéculateurs plus acharnés.

L'itinéraire que s'était tracé M. d'Urville se trouvait à peu près épuisé; l'expédition touchait à sa fin. Avant de rentrer en France, le commandant voulut couronner sa navigation par un travail depuis long-temps attendu, et ajouter quelques délinéations précises à la carte du globe. Le tracé de la Louisiade, depuis d'Entrecasteaux, était demeuré incertain. En quittant la Nouvelle-Zélande, les corvettes allèrent reconnaître ces terres, et il fut constaté que la Louisiade adhère à la Nouvelle-Guinée, et n'en est séparée par aucun bras de mer. Une grande partie de la côte fut relevée; puis, cette tâche accomplie, on entra dans le détroitde Torrès, la terreur des navigateurs. Il ne semble pas que, depuis Cook, cette syrte hérissée de récifs ait été l'objet d'aucune reconnaissance digne de ce nom. *L'Astrolabe* et *la Zélée* ne tinrent pas compte du danger à courir; elles ne virent que le service à rendre. Ce dévouement faillit leur coûter cher.

La première station dans le détroit eut lieu devant l'île d'Aroub-Dornely. Une embarcation se rendit au rivage, où l'on trouva des naturels, qui tiennent le milieu entre les Papous et les Australiens, doux, mais défians, nus, misérables et vivant de coquillages. Le jour suivant, on remit à la voile pour atteindre un espace libre qui, suivant les cartes, doit former canal entre les brisans de l'île Tonda et ceux de l'île Tehegne. On croyait être dans la bonne voie quand tout à coup la sonde à bord de *l'Astrolabe* annonça trois brasses d'eau. Il n'y avait pas un moment à perdre, on était sur l'écueil. L'ancre fut jetée, mais elle touchait à peine le fond que le navire talonna. *La Zélée* venait d'échouer aussi; elle signala qu'elle était en danger de se perdre. Ainsi, les deux corvettes étaient compromises à la fois de la manière la plus grave. La marée qui baissait empira encore la situation : laissés presque à sec, les navires se couchèrent sur le flanc. On pouvait craindre à chaque minute de les voir s'entr'ouvrir ou chavirer. *La Zélée*, plus voisine des brisans, était plus exposée; sa mâture, violemment secouée, menaçait de se rompre. Roulant sur les coraux qui déchirèrent ses bordages, *l'Astrolabe* avait gagné un demi-mille, et, assis sur la limite même du récif, le bâtiment comptait, à la mer basse, quatre pieds d'eau d'un côté et quatorze de l'autre. Quand le reflux fut arrivé à son dernier point, il s'inclina jusqu'à 38°.

Le commandant vit d'un coup d'œil tout le péril de la situation.

Ses mesures furent promptement prises. Les embarcations stationnèrent le long du bord : les unes étaient destinées à recevoir les équipages et les papiers les plus précieux de l'expédition; les autres devaient aller sonder les passes et reconnaître la ligne du canal navigable. Ces divers ordres s'exécutèrent. On élongea des cables, et, au moyen de cabestans, on chercha à tirer les malheureux navires du milieu des madrépores. Pendant deux jours, tous les efforts furent vains; ces masses restaient immobiles et semblaient adhérer au roc. Que le vent fraîchit, que le ressac augmentât, c'en était fait de *l'Astrolabe* et de *la Zélée*. Enfin, le 3 au soir, le mouvement du flux sembla agir sur les corvettes; *la Zélée* se dégagea la première, et se remit à flot. *L'Astrolabe* fut plus lente, et le concours des deux équipages suffit à peine pour la traîner sur les tranchans des coraux, où elle laissa une grande partie de son cuivre. Rendus à des eaux plus profondes, les deux bâtimens franchirent le détroit de Torrès et gagnèrent l'océan Indien.

Cet incident dramatique fut le dernier épisode du voyage. Le reste de la traversée n'offrit plus rien de curieux. L'expédition relâcha à Toupong sur l'île de Timor, passa à Bourbon vers la fin de juillet, et visita Sainte-Hélène un mois avant l'exhumation des cendres de l'empereur. Le 9 novembre, *l'Astrolabe* et *la Zélée*, compagnes inséparables, ramenaient dans le port de Toulon, après trente-huit mois d'absence, leur colonie flottante de marins, de dessinateurs et de naturalistes.

Pour apprécier les travaux d'une campagne si variée, une simple énumération suffit. Deux croisières au pôle, l'une sur les traces de Weddel, l'autre dans une direction plus nouvelle et plus féconde; une exploration presque simultanée de quatre grands archipels polynésiens, Nouka-Hiva, Tonga-Tabou, Taïti, la Nouvelle-Zélande; une étude hydrographique poursuivie, au milieu de dangers infinis, sur tous les points douteux de l'Océanie occidentale, aux îles Viti, aux Nouvelles-Hébrides, aux îles Salomon, Hogoleu et Pelew, le long de la Nouvelle-Guinée et de la Louisiade comme dans les labyrinthes du détroit de Torrès; une vérification attentive des positions les plus essentielles de l'archipel asiatique; trois découvertes importantes; une expédition heureuse contre un chef sauvage coupable du massacre d'un équipage français; une riche collection d'objets d'histoire naturelle et des observations précieuses à l'appui, voilà une récapitulation incomplète des fruits de ce long voyage et des travaux de ceux qui ont figuré activement dans ce long itinéraire.

De semblables entreprises n'honorent pas seulement les hommes qui y concourent; elles deviennent aussi des titres précieux pour les nations, elles propagent l'éclat de leur nom, elles importent à leur grandeur. Même au seul point de vue scientifique, il est digne, il est généreux, de se dévouer ainsi pour ajouter quelque chose au faisceau des connaissances humaines. Ce sont là des tâches qui échéoient aux peuples marqués du sceau de l'initiative. Il y a mieux : dans le sens de l'intérêt le plus étroit, ces croisières lointaines se justifient. Pour assurer son ascendant, un pavillon a besoin de se déployer dans toutes les mers sous des conditions d'autorité et de force. On fonde ainsi sans violence des habitudes de respect, on donne des gages à la sécurité des relations commerciales. Personne ne veut croire aux puissances absentes et à une influence qui ne se fait jamais voir. L'Angleterre et l'Union américaine ont compris cela, et leurs corvettes de guerre fatiguent toutes les plages. Aussi, ces états n'ont-ils pas, comme nous, des insultes à venger, ni des blocus onéreux à poursuivre. Menacer plutôt que sévir, prévenir plutôt que réprimer, telle est leur politique. C'est la moins coûteuse et la plus sûre.

Les expéditions scientifiques ont donc cet intérêt réel de porter le pavillon là où il est peu connu et d'en manifester au besoin la puissance, comme l'a fait le capitaine d'Urville avec tant d'à-propos et de succès. On peut donc les multiplier utilement en leur donnant des instructions plus étendues et des destinations moins rigoureuses. Tout y gagnerait, l'art nautique que perfectionne cette vie d'aventures, la politique qui désormais aurait moins de griefs à venger, le commerce heureux d'obtenir une protection plus suivie et plus efficace, enfin la science déjà si fière des efforts de nos marins, et redevable de tant de matériaux au commandant de *l'Astrolabe* et de *la Zélée*.

LOUIS REYBAUD.

DE
L'INFLUENCE FRANÇAISE
EN ITALIE.

Après la chute de l'empire romain, les différentes provinces occupées par les barbares furent soumises à des lois dont la base commune était le droit de conquête, et auxquelles ce droit donnait partout un air de ressemblance. Devenant tour à tour la proie de nouveaux envahisseurs qui se les disputaient, bouleversées par des révolutions toujours renaissantes, auxquelles les anciens habitans assistaient en esclaves, ces provinces furent divisées en plusieurs états, quelquefois indépendans les uns des autres, souvent rattachés par le principe féodal. Partout où ce principe était en vigueur, le suzerain dut toujours finir par soumettre ses vassaux : là où il n'y avait que des pairs, il devait se rencontrer tôt ou tard un chef plus habile ou plus hardi que les autres, capable de triompher de ses rivaux. Ce travail de dissolution et de recomposition s'est opéré plus ou moins lentement dans toute l'Europe. C'est ainsi qu'après les invasions des Saxons et des Jutes, l'Angleterre fut divisée en sept royaumes qu'Egbert ne put réunir qu'au bout de trois cents ans, et que l'Espagne, envahie tour à tour par les Alains, les Vandales, les Huns, les Visigoths et les Maures, fut partagée en un si grand nombre d'états. Il fallut onze

siècles pour que toutes ces couronnes des Asturies, d'Aragon, de Castille, de Majorque, de Cordoue, de Grenade, pussent se réunir sur la tête des descendans d'Isabelle et de Ferdinand-le-Catholique; et il ne fallut pas moins de temps pour que la France, déchirée d'abord par tous ces rois de Metz, d'Orléans, de Paris, de Soissons, divisée plus tard en une multitude de duchés et de comtés dont les chefs savaient se rendre redoutables au roi, finît, après l'extinction des ducs de Bretagne et de Bourgogne et des comtes de Provence, par ne former qu'un seul état.

Cette force d'agglomération, qui tendait à réunir en un seul corps les débris des grandes provinces romaines et à rapprocher des élémens en apparence si hétérogènes, résultait de plusieurs causes diverses. D'anciens rapports de race et de langue, dont l'origine se perd dans la nuit des temps, mais dont l'influence incontestable se manifeste encore, la force et la persistance de l'organisation romaine que les barbares n'ont jamais pu parvenir à abolir entièrement, et qu'ils cherchèrent à imiter dès qu'ils sentirent le besoin de reconstituer quelque chose; enfin, les circonstances géographiques, les chaînes de montagnes, les mers, les grandes rivières qui formaient des barrières naturelles entre ces diverses contrées, durent contribuer dans des proportions différentes à préparer les élémens de cet esprit d'unité qui est aujourd'hui le plus sûr garant de l'indépendance des nations.

Placée dans des circonstances analogues, envahie par les mêmes barbares, si l'Italie n'eût été soumise à des influences particulières, elle aurait traversé les mêmes révolutions et aurait fini, comme ces contrées, par ne former qu'un état. Si cette réunion ne s'accomplit pas, c'est que l'Italie ne put jamais être entièrement conquise, et ce qui s'y opposa, ce furent les papes. Plus capables d'appeler des auxiliaires que de se défendre par leurs propres forces, ne pouvant établir leur puissance temporelle qu'à la condition qu'ils ne seraient pas entourés de chefs trop puissans, n'ayant ni armée, ni patrie, soumis à un mode d'élection qui ne leur permettait pas d'aspirer à soumettre l'Italie, ils s'appliquèrent à perpétuer le désordre dans l'espoir de régner par les divisions. C'est le plus grand reproche qu'on puisse faire aux chefs de l'église, que cet appel continuel des étrangers. Sous Théodoric et ses successeurs, les pontifes flottent entre les Grecs et les Goths; après l'invasion des Lombards, ils appellent successivement Pépin et Charlemagne pour empêcher ces peuples de réunir l'Italie entière sous leur domination. Profitant

de donations vraies ou supposées et de la faiblesse des successeurs de Charlemagne, les papes s'élevèrent peu à peu à un degré de puissance qui leur permit d'entreprendre avec les empereurs d'Allemagne la grande querelle des investitures. A l'aide des Normands qui venaient d'arriver en Italie, Grégoire VII empêcha Henri IV de s'établir à Rome. Dans ces luttes qui furent si longues et si acharnées, le principe municipal, qui avait survécu à la chute de l'empire romain, se releva avec une vigueur extraordinaire; la ligue lombarde suffit d'abord pour contenir les Allemands. Mais, lorsque plus tard les empereurs héritèrent du royaume des Deux-Siciles, les papes, pressés de tous côtés par ces voisins dangereux, appelèrent les Français; et, après beaucoup de sollicitations, Charles d'Anjou se chargea de mettre un terme à la crainte qu'avait la cour de Rome de voir l'Italie se réunir sous le sceptre des Hohenstaufen. Les conventions qui eurent lieu à cette époque entre le pape et le nouveau roi de Naples, prouvent que ce que le pape craignait par-dessus tout, c'était la réunion de l'Italie. Les dépêches originales et secrètes (*lettres closes*) de cette curieuse correspondance existent encore à Paris aux Archives du royaume et mériteraient d'être publiées. Dans le traité par lequel le pape appelait en Italie de nouveaux étrangers, il est dit et répété à chaque phrase que le chef de la nouvelle dynastie ne pourra devenir empereur, ni seigneur de Lombardie ou de Toscane, ni d'une partie quelconque de la Lombardie ni de la Toscane; en un mot, qu'il ne pourra jamais tenter de réunir l'Italie. Au reste, malgré ces précautions, on sait que peu d'années après, le pape, redoutant probablement la trop grande puissance des Angevins, aida les Siciliens à la révolte et encouragea les Vêpres Siciliennes.

Il est à peine nécessaire de rappeler comment plus tard des pontifes, qui voulaient assurer à leurs parens l'héritage des républiques italiennes, se réconciliaient avec leurs plus cruels ennemis, les empereurs, et appelaient à leur secours ces bandes d'hérétiques qui venaient de saccager Rome plus brutalement que ne l'avaient fait les Goths d'Alaric. La réunion de l'Italie, que les papes avaient rendue impossible sous un prince, n'était guère plus aisée sous ces républiques, qui pendant trois siècles jetèrent une si vive lumière sur l'Occident, et donnèrent l'exemple, qui nous étonne tant aujourd'hui, du plus grand développement possible de la démocratie et de l'industrie avec le sentiment poétique excité au plus haut degré. Capables quelquefois de balancer la fortune des empereurs, elles étaient, par leur constitution, impuissantes à faire des conquêtes,

et d'ailleurs la ligue de Cambrai prouva au monde qu'au besoin on savait aussi tourner contre ces républiques les armes étrangères. Tant que le reste de l'Europe fut, comme l'Italie, morcelé, les républiques italiennes, animées par un principe plus énergique, purent facilement repousser les attaques des princes étrangers; mais, dès qu'il se forma partout de grands états, elles furent inhabiles à résister aux nations compactes et armées qui les entouraient. C'est en voyant l'impuissance où la démocratie était réduite que Machiavel, qu'on a si peu lu et si souvent cité, désespérant des républiques, voulut former un *prince* capable d'asservir et de défendre l'Italie. Il sentait que pour l'Italie il ne s'agissait plus alors de liberté, mais d'indépendance, et il espérait qu'à une époque où les princes seuls étaient forts, un prince pourrait chasser les étrangers d'une contrée qui n'avait besoin que d'être réunie. Personne ne répondit à cet appel fait par le secrétaire de la république de Florence, et les Farnèse, les d'Est, les Médicis, trouvèrent plus commode de régner sous le bon plaisir de l'étranger que de combattre son influence.

Bien que Charlemagne ait bouleversé la face de l'Italie, cependant, sous les rois de la seconde race, les Français n'exercèrent guère d'influence dans cette contrée. Ce fut plutôt l'Italie qui réagit sur la France, et ceux à qui le nouvel empereur d'Occident confia le soin de policer son peuple furent principalement des Italiens ou des hommes qui étaient allés s'instruire en Italie. Lorsque l'empire passa des Carlovingiens aux Saxons, les relations de la France et de l'Italie devinrent de moins en moins fréquentes, et ce ne fut que plus tard que les poésies des troubadours et les romans de chevalerie renouèrent les relations de ces deux pays. La littérature française s'était tellement répandue en Italie au XIIIe siècle, que, sans parler des poètes italiens qui écrivaient en langue romane, on connaît plusieurs ouvrages écrits en français par des Italiens, tels que la chronique de Canale, le *Trésor* de Brunetto Latini, le livre de physique d'Aldobrandin de Sienne; peut-être aussi la relation du voyage de Marco Polo fut-elle écrite d'abord en français. La bataille de Monteaperti, qui força tant de familles guelfes à chercher un asile en France, resserra les liens que l'activité des marchands lombards avait établis entre les deux pays, et enfin la conquête du royaume de Naples par Charles d'Anjou acheva de consolider ces liens.

Partageant avec le pape le soin de diriger la grande ligue guelfe, si souvent en guerre avec les Gibelins, dont l'empereur était le chef, le roi de France, au XIVe siècle, se trouvait investi d'un pouvoir

moral immense en Italie, où il avait en outre pour alliés le pape, le roi de Naples et les comtes de Savoie. Pendant le séjour que firent les papes à Avignon, les relations entre les deux pays devinrent encore plus intimes, et l'on sait combien de familles italiennes vinrent à cette époque s'établir dans le midi de la France, où la plupart occupent encore un rang élevé. Ce fut alors que le roi de France forma le projet de fonder en Italie un second royaume, qui aurait été donné à la branche d'Orléans, en obtenant du pape une cession générale de toutes les terres de l'église pour lesquelles il aurait reçu l'équivalent en France. Les pièces relatives à cette négociation peu connue existent aux Archives du royaume à côté de la correspondance déjà citée relative à Charles d'Anjou : elles montrent combien la France tenait à assurer sa suprématie en Italie. On doit bien regretter que cette négociation, qui dura plusieurs années et qui fut au moment de réussir, ait échoué; car, une fois le pape sorti d'Italie, les princes français établis à Naples et dans le nouveau royaume qu'on voulait fonder, aidés par les républiques guelfes, auraient fini par vaincre les Gibelins et par rejeter pour toujours les Allemands au-delà des Alpes. Alors, par la force des choses, se serait peu à peu accomplie cette réunion de l'Italie que Dante et les Gibelins avaient voulu voir s'exécuter sous les auspices de l'empereur, chargé par eux d'abattre le pape.

Plus tard, il est vrai, la France, déchirée par les factions et envahie par les Anglais, dut renoncer à exercer son influence au dehors, se résigner à assister à la ruine de la maison d'Anjou à Naples, et à laisser préparer la chute des républiques sans pouvoir s'y opposer ni en profiter. Cependant, dès qu'elle fut délivrée du soin de repousser les étrangers, elle porta de nouveau son attention sur l'Italie : Naples et Milan furent envahies successivement par Charles VIII, Louis XII et François Ier. Mais les Espagnols, alliés d'un jour qui se changèrent bientôt en redoutables adversaires, surent d'abord seuls, et ensuite réunis aux Allemands, empêcher les Français de s'établir dans la péninsule. Après la bataille de Pavie, François Ier parut oublier le rôle qu'il avait voulu jouer, et, négligeant les intérêts de la France au-delà des Alpes, sembla satisfait de tirer des artistes de cette Italie pour laquelle il avait prodigué tant de sang et de trésors. C'est alors que la cour de Rome abandonna la France et se jeta dans les bras de l'empereur, et que l'on vit un pape florentin appeler des hordes barbares pour asservir sa patrie au profit de ses parens. On ne saurait s'empêcher d'éprouver encore un sentiment d'anxiété et d'admiration en voyant

cette mère des arts, cette Florence qui s'était tant illustrée par les grands hommes qu'elle avait donnés au monde, abandonnée de tous ses alliés, n'ayant plus rien à espérer des puissances de la terre, se tourner vers le ciel, et, après avoir choisi Jésus-Christ pour roi, attendre seule avec confiance le choc de Charles V et du pape. Rien ne manqua au prestige de cette lutte admirable, ni l'espoir fondé d'une victoire qui aurait été miraculeuse, ni l'audace d'un Ferruccio, nouvel Annibal, sorti d'un comptoir, qui, pour délivrer sa patrie, forma le projet d'aller surprendre Rome, ni même le génie de Michel-Ange, qui voulut aider de ses propres mains à la défense du dernier rempart de l'indépendance italienne. Enfin Florence tomba: livrée par la trahison de ceux qui étaient chargés de la défendre, abandonnée par le roi de France qui oubliait ses promesses au sein des plaisirs, elle vit ouvrir ses portes à l'ennemi au moment où, après dix mois de siége, elle s'apprêtait à renouveler l'exemple de Sagonte (1). Cet abandon coûta cher à la France, qui perdit pour long-temps son influence en Italie et la confiance qu'on avait en ses promesses. Aussi, depuis lors, la France ne dut plus compter sur l'appui moral des Italiens, qui, livrés successivement à l'empire et à l'Espagne, ne purent voir, dans les irruptions des Français, qu'un moyen de changer de maître sans aucun espoir d'amélioration. Après l'abdication de Charles V, les Espagnols possédèrent Milan, Naples, la Sicile et la Sardaigne : ils rançonnaient tous ces petits princes italiens qui payaient volontiers des sommes énormes pour que leurs ambassadeurs pussent avancer d'un pas dans la chapelle de la cour à

(1) L'ambassadeur vénitien, Charles Capello, qui résidait à Florence pendant le siége, écrivait au doge de Venise, le 14 juillet 1530, que les Florentins étaient décidés à faire une sortie générale dès que Ferruccio, qui devait arriver de Pise au secours de la ville avec cinq mille hommes, serait en vue de Florence, et qu'ils voulaient tous vaincre ou mourir. Et il ajoutait : « Ils ont résolu que, si par malheur « ils étaient battus, ceux qui seraient restés à la garde des portes et des remparts « seraient obligés de tuer de leurs mains les femmes et les enfans, et d'incendier la « ville, et qu'ensuite ils devraient sortir pour se réunir aux autres combattans, afin « que, la ville étant détruite, il n'en restât que la mémoire de la grandeur d'ame des « citoyens, pour servir d'exemple à ceux qui sont nés libres et qui veulent vivre « en liberté. » Ferruccio fut surpris, au moment où il approchait de Florence, par le prince d'Orange, général en chef des assiégeans, et auquel Malatesta, qui commandait à Florence et qui trahissait, avait promis de ne pas laisser faire de sorties. Le prince d'Orange et Ferruccio se battirent avec acharnement et périrent tous deux. Malatesta ouvrit bientôt les portes de la ville aux ennemis, après avoir poignardé un des commissaires envoyés par la république pour lui ôter le commandement.

Madrid, et ils conspiraient sans cesse contre la république de Venise, qui, bien que déchue de son ancienne splendeur, luttait encore avec courage contre les Ottomans. La seule maison de Savoie, qui avait la clé des Alpes, put se ménager une espèce d'indépendance; et, tirant habilement parti de sa position, elle sut, par des alliances instables et souvent renouvelées, étendre lentement ses possessions. Depuis trois siècles, le Piémont est le seul état en Italie qui ait su s'agrandir, et cet agrandissement continuel est d'un bon augure dans un pays où tous les élémens de vie et de vigueur politique semblent manquer.

Bien que les Français n'allassent plus aussi souvent se montrer en armes aux Italiens, cependant les relations entre les deux peuples se renouèrent d'une autre manière, et la France, qui essayait, par des mariages multipliés, de soustraire les princes italiens à l'influence exclusive de l'Espagne, vit arriver à la suite de Catherine et de Marie de Médicis une foule de courtisans et de favoris dont la conduite ne dut pourtant pas toujours cimenter l'alliance entre les deux nations. Plus tard, les efforts immenses que fit Louis XIV pour asseoir son petit-fils sur le trône des Espagnes, donnèrent une grande idée de la puissance du cabinet de Versailles; mais, à la paix, la France, qui sembla renoncer à ses anciens projets, permit à l'Autriche de s'emparer du Milanais, qu'elle avait toujours convoité. On ajouta à cette faute celle non moins grave de donner la Toscane au duc de Lorraine, qui devait bientôt la rendre une dépendance de l'Autriche. La France aurait mieux fait de se réunir à la Hollande pour obtenir le rétablissement de la république de Florence; car le grand-duc, pressé par un de ses ministres, le marquis Rinuccini, ne se refusait pas, dit-on, à rendre la liberté aux Toscans.

Les souvenirs du règne de Louis XIV s'évanouirent sous la régence et sous Louis XV, et la France, déchue, par la faute de son gouvernement, du rang qu'elle doit occuper en Europe, semblait menacée de ne plus exercer aucune influence au dehors, lorsqu'elle se releva plus forte et plus puissante que jamais par l'action de ses écrivains. C'est un fait bien remarquable que la lenteur avec laquelle se sont répandus en Europe les ouvrages des grands écrivains français du XVIIe siècle, tandis que leurs successeurs ont pénétré partout avec une merveilleuse rapidité. En Italie comme ailleurs, les écrits de Montesquieu, de Voltaire, de Rousseau, ont été lus universellement avant que les tragédies de Racine ou les sermons de Bossuet fussent connus. Cela tient en général à ce que les écrivains du XVIIIe siècle,

qui ont porté si loin l'influence de la langue et des idées françaises, disaient avec hardiesse des choses nouvelles capables d'exciter les passions, d'ébranler les croyances et de frapper l'imagination, tandis que leurs admirables devanciers ne faisaient que reproduire sous des formes belles, mais anciennes, des principes déjà connus. En Italie, d'autres causes contribuèrent aussi à cette invasion de la littérature française. On croit généralement, et l'on répète sans cesse, en-deçà des Alpes, que le XVIIe siècle a été, pour la littérature italienne, une époque de décadence, et l'on semble oublier que, si Achillini et le chevalier Marino prodiguaient alors des *concetti* que l'Europe entière admirait et qui valaient à leurs auteurs de riches pensions, ce siècle, qui fut celui de Galilée, de Torricelli, de Redi et de l'académie *del Cimento,* vit la réforme de la philosophie en Italie, et que ces grands penseurs furent aussi d'éminens écrivains. La littérature, la langue, les arts ne déclinèrent en Italie qu'au XVIIIe siècle, et l'on sait combien, aux époques de décadence, on est disposé à accueillir les littératures étrangères. D'ailleurs, c'était alors le siècle des princes réformateurs; et, comme souvent ils rencontraient des obstacles dans les pays qu'ils gouvernaient, ils s'aidaient des idées françaises pour faire réussir leurs projets. C'est ainsi, par exemple, que le grand-duc Léopold de Toscane qui, lorsqu'il devint empereur, signa la fameuse convention de Pilnitz, était d'abord en correspondance avec Condorcet, et lui soumettait ses plans de réforme et ses projets de code. Avant la révolution, les idées françaises avaient envahi toute l'Italie. La guerre d'Amérique, où l'on vit la France monarchique soutenir les droits des républicains, contribua aussi à augmenter l'influence de ces idées. Si, en 1789, la France avait dû franchir les Alpes, elle aurait été accueillie partout avec un enthousiasme universel.

Mais l'invasion ne se fit que huit ans plus tard, après tous les déchiremens de la révolution, après tant de scènes lugubres racontées par des émigrés qui ne devaient pas ménager le gouvernement révolutionnaire, et après que le clergé, quittant presqu'en masse la France, avait excité contre la révolution française la haine de tout le clergé italien. Aussi, malgré les prodiges des premières campagnes d'Italie, malgré l'héroïsme de ces soldats de 1797, les Français ne furent bien accueillis que par quelques hommes doués d'un amour assez robuste de la liberté pour excuser les plus sanglans excès de la licence. Dans ses dépêches au directoire, Bonaparte se plaignait de l'isolement dans lequel, malgré le prestige de la victoire, se trouvaient les Français en Italie. Il fut, il est vrai, facile aux vainqueurs

d'établir partout des républiques démocratiques ; mais ces républiques, qui avaient toutes pour loi fondamentale qu'aucun décret des autorités italiennes ne serait exécutoire qu'avec le *visa* d'un général français, donnèrent matière à de sérieuses réflexions aux plus chauds partisans de la liberté. Malgré les cris d'indépendance que l'on fit entendre, l'Italie fut traitée durement et en pays conquis ; les chefs-d'œuvre de l'art, les monumens les plus précieux de la science et de la littérature, furent enlevés aux musées et aux bibliothèques, et durent passer les Alpes. C'était là, si on le veut, le droit du vainqueur; mais, en traitant avec cette rigueur les Italiens, on les blessait dans leurs sentimens les plus vifs. Le gouvernement français abandonnait ainsi l'espoir de se créer des auxiliaires, il renonçait à l'influence qu'il aurait dû vouloir exercer sur l'Italie, et s'imposait l'obligation de vaincre toujours. Le mécontentement du peuple italien, fomenté par le pape et par l'Autriche, fut contenu et réprimé tant que Bonaparte resta en Italie; mais, lorsqu'on le sut sur le rivage des Pharaons, et que l'on vit la fortune se déclarer contre les Français, les insurrections éclatèrent de toutes parts, et les nouvelles républiques furent bientôt renversées.

Ce fut un grand malheur, à notre avis, pour l'Italie que cette scission sur une question aussi capitale entre les gens éclairés qui désiraient la liberté, et le peuple qui voulait repousser les Français, et qui fit sur plusieurs points, à Naples surtout, une résistance désespérée. Sans doute, les partisans des Français, les *jacobins*, comme on les appelait en Italie, avaient d'excellentes intentions. Ils comptaient réformer une foule d'abus qui ruinaient l'Italie, ils voulaient la liberté, et ils surent l'honorer par leur courage sans la souiller par aucun excès. Malheureusement ils ne comprirent pas qu'avant la liberté il y avait l'indépendance, sans laquelle rien ne peut s'établir en Italie, et que, pour fonder l'indépendance, il fallait attirer le peuple, partager ses sentimens, faire cause commune avec lui et adopter ses croyances. Lorsque Napoléon entra en Espagne, certainement les Français amenaient avec eux une foule d'améliorations utiles et de réformes indispensables, et les *afrancesados* semblaient être les hommes du progrès. Cependant les véritables libéraux en Espagne furent ceux qui se joignirent au peuple pour repousser l'invasion. En effet, quoiqu'ils parussent combattre pour les abus, dès que l'élan fut donné, cette même nation, si dévouée aux moines, suivit partout où ils voulurent la guider les chefs en qui elle avait appris à avoir confiance sur le champ de bataille, et décréta bientôt l'abolition de l'inquisition. La

constitution des cortès, qui est la plus libérale de toutes celles qu'on a forgées dans ce siècle, a été rédigée par des hommes qui semblaient les ennemis des réformes. Si à la fin du XVIII[e] siècle le peuple italien avait vu les libéraux dans ses rangs, il les aurait investis de sa confiance, et, une fois réveillé, aguerri et bien commandé, il les aurait suivis partout où les intérêts de l'Italie l'auraient appelé. Ce fut là une faute d'autant plus grave que ces symptômes d'énergie dans un peuple si long-temps opprimé étaient plus extraordinaires. Aussi, depuis cinquante ans, l'action du libéralisme italien n'a produit que l'affaiblissement de ce principe d'énergie populaire sans pouvoir le remplacer par rien; les hommes qui aiment l'Italie doivent bien déplorer ce résultat. Au reste, il ne faut pas qu'on se méprenne sur la nature de nos regrets : nous regrettons ce résultat pour la France aussi bien que pour l'Italie. La plus formidable insurrection italienne aurait été un mal bien passager pour une nation qui, comme la France, sait soutenir avec honneur des luttes contre toute l'Europe. Mais si, par les suites d'une telle insurrection, l'Italie avait pu se rendre indépendante et secouer le joug de l'Autriche, la France, rassurée pour toujours du côté des Alpes et n'ayant plus cette frontière à garder, aurait acquis ainsi un degré de sécurité et un accroissement de puissance qu'elle ne devrait pas hésiter à se procurer par les plus grands sacrifices.

Ce qui était peut-être possible d'abord cessa de l'être après les réactions sanglantes qui suivirent partout la retraite des Français. Les auto-da-fé de Sienne, les exécutions barbares de Naples, cimentèrent dans le sang les inimitiés des partis. A Naples, on vit Nelson, aveuglé par une femme de mauvaise vie, prêter son vaisseau amiral aux bourreaux de la reine Caroline, et, ce qui est encore plus odieux, accepter un duché pour salaire de ce crime. Aussi dit-on qu'à Londres une main italienne a gravé le titre de *duc de Bronte* sur le tombeau du héros de Trafalgar.

Après la bataille de Marengo, Napoléon pouvait assurer l'indépendance italienne, et, en se faisant le protecteur du nouvel état, se créer un allié d'autant plus fidèle que les Italiens auraient su que leur sort était attaché à celui de la France, et que les défaites des Français devaient amener leur ruine; mais il préféra des sujets mécontens à des amis dévoués. Et on dut le croire préoccupé de la crainte que l'Italie ne devînt trop puissante, lorsqu'on le vit réunir Rome, la Toscane et le Piémont à la France, faire un *royaume d'Italie* qui était à peine le quart de l'Italie, donner Naples à son frère et former même un petit état pour sa sœur. Comme la Sicile et la

Sardaigne servaient d'asile aux rois de Naples et de Piémont, l'Italie, qui à présent est morcelée en huit états, se trouvait alors divisée en six. La différence, comme on le voit, n'est pas grande. Cet arrangement pouvait être utile pour la France en temps de paix et de prospérité; mais, à chaque guerre avec l'Autriche, l'Italie devenait une charge, et il fallait dépenser beaucoup d'argent et sacrifier beaucoup d'hommes pour la contenir; car les Italiens faisaient alors ce qu'ils ne cesseront de faire tant qu'on les traitera comme un peuple conquis : ils appelleront de tous leurs vœux les Français pour chasser les Autrichiens, et peu de temps après l'arrivée des Français, pour leur échapper, ils tendront les bras aux Autrichiens. Aussi, à l'approche de la chute de l'empereur, il y eut partout des émeutes et des soulèvemens en Italie, et l'on sait qu'il y en eut même qui furent l'ouvrage des libéraux.

Cependant, en quittant l'Italie, les Français y laissèrent des souvenirs ineffaçables. Ils avaient fait beaucoup : le nouveau code, l'égalité devant la loi, la division des propriétés, l'abolition des mains-mortes et des substitutions, la suppression des ordres monastiques, étaient des améliorations dues aux Français, et qu'à la restauration les anciens gouvernemens ne purent pas entièrement abolir, ils avaient fait mieux : ils avaient armé et aguerri le peuple, ils avaient donné un exemple admirable de la puissance de la discipline à des hommes plus capables en général de montrer de la bravoure individuelle que de soutenir avec calme, réunis en bataillons, le choc de l'ennemi. Aussi, après leur départ, malgré les proclamations les plus énergiques, dans lesquelles on avait cherché, à l'aide des promesses de liberté et d'ancienne gloire militaire, à soulever les Italiens, on se garda bien de conserver en Italie une armée italienne, et l'on eut toujours soin d'éparpiller dans les cantonnemens les plus reculés de l'empire les soldats qu'on tirait du royaume lombardo-vénitien.

Les idées à l'aide desquelles en Allemagne comme en Italie on avait excité les peuples contre Napoléon ne pouvaient pas rester stériles; et, lorsque la révolution d'Espagne fit croire aux Italiens que le temps était venu de secouer leurs chaînes, la révolution de Naples éclata, puis celle du Piémont, et une grande fermentation se manifesta dans la Lombardie et dans la Romagne. Si la France, à laquelle tout le monde tendait les bras depuis qu'on avait éprouvé de nouveau le joug de l'Autriche, se fût réunie à l'Angleterre et eût protesté contre les intentions de la sainte alliance, elle aurait raffermi son ascendant en Italie, et probablement l'invasion de Naples

n'aurait pas eu lieu; mais, inspirée par de mauvais conseils, elle donna son assentiment à la croisade qui se préparait contre la liberté italienne. On sait comment les choses se passèrent. La résistance ne fut pas longue, et la réaction fut terrible. Tous les échafauds furent couverts de sang. L'Autriche seule n'en fit pas verser. Elle espérait peut-être se faire une réputation de clémence en envoyant pourrir au Spielberg des hommes chez lesquels, en 1814, elle s'était appliquée à exciter les sentimens qu'elle punissait avec tant de rigueur en 1821.

Ces excès ne pouvaient pas changer les sentimens des Italiens, et comme, après la guerre d'Espagne, on se persuada que le gouvernement français redoutait toutes les tentatives d'insurrection, et qu'il aiderait à les réprimer partout, on fit des vœux pour qu'il fût renversé, et l'on assista avec passion à ce combat admirable que l'opposition en minorité dans les chambres, mais en majorité dans le pays, livrait aux Bourbons. Ce fut à cette époque que l'influence française parvint à son plus haut degré en Italie. Malgré les rigueurs des gouvernemens et l'habileté des douaniers, les discours de Foy, de Benjamin Constant, de Manuel, les pamphlets de Paul-Louis Courier, qui étaient lus et commentés d'un bout à l'autre de l'Italie, excitaient partout l'enthousiame et entretenaient la confiance.

On peut concevoir par là avec quels transports l'Italie reçut la nouvelle de la révolution de juillet. Ce grand acte de la justice nationale frappa autant par le courage que les vainqueurs avaient montré dans le combat que par leur modération après la victoire; et toutes les espérances durent renaître lorsqu'on vit la Belgique, la Pologne, la Saxe, suivre l'exemple donné par la France, et le ministère tory renversé en Angleterre. Vers la fin de 1830, on pensa généralement que, pour étouffer les germes de ces révolutions, l'Europe monarchique ferait la guerre à la France, et que, pour se défendre, celle-ci serait forcée de proclamer l'émancipation de tous les peuples. Dans le cas où la guerre n'éclaterait pas, on crut que l'Europe se verrait forcée de reconnaître l'indépendance de tous les peuples qui se seraient insurgés.

Bientôt fut proclamé en France le principe de non-intervention. Dans cette circonstance, les Italiens auraient cru manquer à leur fortune, s'ils n'avaient prouvé qu'ils étaient capables de renverser des gouvernemens qui ne vivaient que par l'appui de l'Autriche. Jusqu'à quel point furent-ils poussés à ces insurrections par la France? Jusqu'à quel point des hommes qui, immédiatement après la révolution de juillet, se trouvèrent portés au pouvoir plutôt par la

part qu'ils avaient prise à ce grand évènement que comme les représentans de la politique du pays, encouragèrent-ils les tentatives et les espérances des Italiens? C'est ce qu'il est bien difficile de déterminer. Il est probable que les uns en dirent plus qu'ils n'auraient dû dire, et que les autres comprirent plus qu'ils n'auraient dû comprendre. Toujours est-il qu'en entendant proclamer le principe de non-intervention, les Italiens crurent le moment opportun. On n'ignore pas comment se termina cette levée de boucliers. Les Autrichiens passèrent le Pô avec des troupes considérables, et sans même déclarer la guerre. Un changement de ministère s'ensuivit en France, et les Italiens, écrasés avant d'avoir songé à se défendre, furent encore plus sensibles aux sarcasmes dont on les accabla qu'à l'abandon qui avait amené leur chute.

Ce changement si subit porta un coup fatal à l'influence française en Italie. Non-seulement la défiance et le découragement firent place aux sentimens qui portaient généralement les Italiens vers la France, mais l'immense émigration qui fut la suite du triomphe des Autrichiens, éloigna du sol italien des milliers d'hommes imbus des idées françaises, et qui avaient de l'ascendant dans le pays. Or, en Italie, où il n'y a ni tribune, ni liberté de la presse, ni armée nationale les réputations se créent lentement et sont très difficiles à remplacer.

L'influence qui échappait à la France aurait pu passer aux mains de l'Autriche, si celle-ci avait su s'arrêter à temps et prendre l'initiative du progrès. Heureusement pour l'Italie, les Autrichiens n'ont jamais deviné ce qu'il fallait faire pour s'emparer de l'esprit des Italiens; on ne comprit même pas le cri de : *Viva i Tedeschi!* qui s'éleva dans quelques parties des légations à l'arrivée des troupes autrichiennes, et qui signifiait seulement qu'on les préférait encore au gouvernement pontifical. N'ayant plus d'espoir dans la France, les Italiens recommencèrent à faire ce qu'ils avaient déjà fait sous la restauration : ils se rattachèrent au parti qui leur promettait un appui, et cet appui, ils l'attendirent des radicaux français, qui se déclaraient les amis et les protecteurs des peuples opprimés, et qui repoussaient les actes de leur gouvernement. Pendant les dernières années qui suivirent l'invasion de la Romagne, tout ce qu'il y avait de patriotes ardens en Italie se rallia au parti radical. Ce mouvement, dirigé par des chefs qui n'étaient pas en Italie, finit par inquiéter sérieusement les gouvernemens italiens, et l'on poursuivit ces apôtres de la liberté avec une sévérité qui prit dans certains états le caractère

d'une véritable barbarie. Les persécutions et les tourmens étouffent rarement les sectes, et. si ce mouvement se ralentit peu à peu, ce fut d'un côté parce que, en prêchant la république pour arriver à l'indépendance, on renversait la question, qui en Italie est tout-à-fait indépendante de la forme du gouvernement, et d'autre part, parce qu'on commença généralement à craindre que la république ne pût s'établir en Italie qu'imposée par une minorité énergique, qui, comprimant l'opinion générale, aurait besoin pour réussir d'abolir la liberté. Or, même chez les Italiens qui aiment les républiques par le souvenir des grandes choses qu'elles ont faites au moyen-âge, il n'y en a pas beaucoup qui pensent devoir sacrifier la liberté à une forme de gouvernement. D'ailleurs, les radicaux italiens n'ont pu s'entendre long-temps avec les radicaux français, qui, malgré les leçons de l'expérience, ont semblé souvent trop disposés à renouveler la propagande armée et oppressive du dernier siècle, plutôt qu'à laisser chaque peuple développer à sa guise et suivant ses propres besoins les améliorations et les progrès qui lui sont nécessaires.

Depuis quelques années, les esprits se sont calmés sensiblement en Italie; excepté la Romagne et la Sicile, pays malheureux et horriblement gouvernés, et qui tous les jours espèrent changer, parce qu'ils ne sauraient rester comme ils sont, on a cessé de croire à un changement prochain. On prononce toujours le mot *Italie* avec espoir, on désire vivement l'indépendance italienne, mais on ne sait pas d'où elle peut arriver, et l'on cherche à instruire le peuple et à réaliser des améliorations qui ne peuvent produire leur effet qu'au bout d'un temps très considérable. On songe moins à la France, et l'on affecte même de s'en éloigner. L'occupation d'Ancône, qui produisit d'abord quelque effet, cessa d'exciter l'attention lorsqu'on dut renoncer à voir des ennemis du pape dans les soldats français. Les affaires de l'année dernière ont été vite et judicieusement jugées. On n'a pas cru que la France, malgré ses démonstrations, ferait la guerre à l'Europe pour soutenir le pacha d'Égypte, et l'on ne croit pas non plus que l'Europe ose, par une croisade inutile et dangereuse, forcer la France à sortir de son inaction.

En constatant cet affaiblissement de l'influence française, que pour notre part nous déplorons vivement, nous ne devons pas passer sous silence une autre cause qui a contribué notablement, avec les circonstances politiques, à amener ce résultat. Nous voulons parler de la manière souvent inexacte et quelquefois même malveillante dont l'Italie a été appréciée par la plupart des écrivains français.

De toutes les littératures étrangères, la littérature française est la seule qui soit véritablement répandue en Italie. Les ouvrages allemands y sont peu lus; les livres anglais le sont davantage, mais ils n'ont toujours qu'un nombre restreint de lecteurs, tandis qu'il n'y a pas une production remarquable publiée en France qui, malgré les défenses les plus rigoureuses, ne soit bientôt répandue en Italie où le français est fort cultivé par des gens qui parfois négligent même un peu leur propre langue. Les journaux, les *revues*, les voyages, les drames, y pénètrent à l'instant, et, comme on n'a pas grand'chose à faire en Italie, on y lit beaucoup, et l'on s'intéresse naturellement à ce qu'on dit des Italiens dans les autres pays. Dans une contrée où les travaux littéraires ne rapportent presque rien, on s'imagine que tout ce qu'écrit un auteur est l'expression de sa conscience, et l'on prend tout au sérieux, sans songer que souvent, dans les pays où la plume d'un écrivain est une source de gain, la production littéraire ne devient trop souvent qu'une spéculation industrielle, et que l'on fait parfois imprimer non pas ce que l'on croit vrai et utile, mais ce que l'on pense devoir obtenir un prompt débit. Or, ces voyages, ces articles de journaux, où l'Italie est jugée presque toujours d'après des impressions d'auberge ou des souvenirs de spectacle, et où les sarcasmes ne sont pas épargnés, produisent au-delà des Alpes un effet déplorable. En France, on se ferait difficilement une idée exacte du mal que font ces perpétuelles histoires de brigands, de vetturini et de cavaliers servans qui se répètent sans cesse et qui servent de canevas à presque tout ce qu'on écrit sur l'Italie.

En causant dernièrement en Italie avec un homme très considéré dans son pays, nous lui disions combien cette susceptibilité nous semblait excessive à l'égard de productions auxquelles en général on attache en France si peu d'importance. — « Vous avez raison, me répondit-il, et nous savons fort bien qu'à Paris, où l'on renonce rarement au plaisir de dire un bon mot, on imprime beaucoup de choses qui n'ont pas toute la portée qu'elles sembleraient avoir; la vivacité de leur caractère conduit quelquefois les Français à avancer un jour des propositions qu'ils rétractent d'une manière très aimable le lendemain, et nous n'avons pas oublié qu'en 1814 des écrivains fort connus crurent nous dire une injure en rappelant que ce Napoléon, dont on prépare en ce moment l'apothéose, *était Italien*. Mais comment voulez-vous que nous restions indifférens à toutes ces calomnies qui se débitent continuellement sur le compte de l'Italie?

Nous les ressentons d'autant plus vivement, que nous sommes plus malheureux, et il nous semble que l'Europe devrait être plus indulgente envers un pays à l'égard duquel elle a beaucoup de reproches à se faire. Toutes les nations ont eu leurs jours de gloire et d'abaissement : si nous étions libres et puissans, nous nous contenterions de sourire en lisant les injures que l'on vomit sans cesse contre l'Italie à propos de ces Borgia, qui étaient tous Espagnols ; en l'état où nous sommes, nous ne savons pas pardonner la malveillance de l'intention en faveur de l'ignorance de l'auteur. Un peuple qui se laisserait insulter sans ressentir l'injure aurait perdu jusqu'au souvenir du sentiment national. Voyez, ajoutait-il, comme tous les journaux français se sont émus au bruit d'une farce plate et ignoble, intitulée *le Coq gaulois*, qu'on joue dans ce moment-ci à Londres, et où il y a une chanson dont chaque couplet se termine par ces mots : *Le coq chante et ne se bat pas!* On devrait songer en France que tout cela profite à l'Autriche, qui est bien aise de voir les Italiens s'éloigner pour des misères de la seule nation intéressée à leur délivrance. »

Ces observations étaient justes, et j'en ai pu récemment constater l'opportunité en voyant combien, depuis quelques années, on était devenu ombrageux en Italie à l'égard de la France, et combien on cherchait, par toute sorte de moyens, à user de représailles. Pour répondre à ces articles de journaux où l'on annonce avec une certaine affectation chaque assassinat commis par un Italien, il y a des gens en Italie qui lisent avec une attention scrupuleuse la *Gazette des Tribunaux*, et qui forment une statistique exacte de tous les crimes qui se commettent en France. Dans la société italienne, on raconte avec délices les histoires vraies ou fausses des *lionnes* parisiennes et des membres du Jockey-Club, et l'on est enchanté lorsqu'on peut citer tel savant voyageur qui a donné, comme preuve de la douceur du climat de Milan, un palmier sur lequel il a vu des dattes (l'arbre et les fruits sont en bronze), ou tel autre (crime irrémissible aux yeux des Italiens) qui a attribué à Rembrandt un tableau de Raphaël. Tout s'envenime, et comme les gouvernemens italiens cherchent, par tous les moyens, à affaiblir l'influence française en Italie, ils jouissent de ces dissensions et les fomentent. Ces dispositions sont sans doute déplorables; mais comment les changer? Il faudrait qu'en France les écrivains et la presse tout entière se rappelassent toujours qu'à raison de la grande action qu'ils exercent sur l'Europe, ils ne

peuvent rien dire qui ne soit lu et commenté avec soin, et que, quand on est investi d'un tel ascendant, il faut ne rien avancer à la légère et sans y avoir réfléchi.

Telles sont les causes qui, nous le répétons avec un profond regret, ont affaibli dans ces dernières années l'action de la France en Italie. Elles se résument en deux mots : méfiance envers le gouvernement, irritation contre la presse française. Et pourtant l'alliance la plus intime ne serait-elle pas également utile aux deux pays ? N'est-il pas dans l'intérêt de la France de chercher à exercer en Italie une influence pour laquelle on a répandu tant de sang, et dont résultera toujours une diminution relative de la puissance des ennemis qu'on pourrait avoir à combattre un jour? Abandonnant ses anciens projets de conquête, la France relèverait infailliblement son ascendant en Italie, si elle se bornait à y exercer un patronage éclairé, et à s'y montrer prête, dans la paix comme dans la guerre, à soutenir le progrès. En temps de paix, elle doit rassurer les gouvernemens italiens sur ses intentions, se montrer favorable à toutes les améliorations, sans essayer d'imposer sa volonté. Que les peuples et les princes sachent que la France est disposée à donner au moins un appui moral à leur indépendance sans jamais vouloir y porter atteinte, qu'elle ne veut que contrebalancer la prépondérance exclusive de l'Autriche, et elle deviendra l'arbitre des destinées italiennes, car les conseils calmes et persévérans d'une grande nation finissent toujours par être écoutés. Mais il faut, avant tout, qu'elle se trace une ligne constante de conduite, sans jamais s'en départir. Au lieu de s'avancer quelquefois un peu à la légère, de manière à faire concevoir des espérances exagérées aux libéraux, pour reculer ensuite, il vaut mieux qu'elle reste en repos. Car, par sa constitution, par sa position, par sa littérature, par la gloire de ses armes, elle exercera toujours en Italie une action qui ne pourrait qu'être affaiblie par des tentatives avortées. Elle doit chercher à y répandre les produits de son industrie; elle doit surtout prouver aux princes qui voudraient préparer des réformes, et il y en a peut-être dans la péninsule, que dans les lois, dans l'administration, dans l'instruction publique, on ne peut rien réformer sans adopter ses principes.

Voilà quel rôle, en temps de paix, doit jouer la France en Italie. Pour le cas de guerre, il faut que, renonçant, nous le répétons, à toute idée de conquête, elle se borne à vouloir éloigner les Autrichiens d'Italie, en déclarant qu'elle laissera aux Italiens réunis et rendus à l'indépendance le soin de se constituer comme ils le juge-

ront à propos. Si l'Italie se persuade qu'elle sera traitée par la France comme une sœur cadette, à l'éducation de laquelle il faut pourvoir, elle s'attachera irrévocablement à la fortune de son aînée, pour qui elle deviendra une alliée sûre et utile, et fera bonne garde du côté de l'Allemagne. Autrement, on ne saurait assez le dire, si on la traite en pays conquis, l'Italie désirera toujours les Français tant qu'elle sera opprimée par les Autrichiens, et regrettera les Autrichiens quand elle aura les Français. Pendant la paix, la possession de l'Italie est sans doute chose fort agréable; mais, au moindre bruit de guerre, c'est un très grand embarras de garder un pays prêt toujours à s'insurger en faveur des ennemis de ceux qui l'occupent. Pour que les Italiens soient parfaitement rassurés, il faudrait que les partis en France s'entendissent à cet égard, car l'Italie a besoin de pouvoir compter sur les intentions de tous ceux qui tôt ou tard seraient appelés à diriger la politique française.

Si la France a intérêt, suivant nous, à raffermir son influence en Italie, nous croyons que l'Italie est encore plus intéressée à pouvoir compter sur l'appui de la France. Il serait sans doute fort beau pour les Italiens de se passer de tout secours étranger pour opérer leur régénération; mais cet espoir, que quelques personnes nourrissent encore, est-il fondé sur l'expérience, est-il justifié par l'étude des faits et des circonstances, par la connaissance des obstacles que l'on doit nécessairement surmonter pour parvenir à ce grand résultat? Malheureusement non. Même en temps de paix, et seulement pour opérer les réformes les plus sages, les plus nécessaires, on rencontre une opposition de la part de l'Autriche, qui ne favorise pas dans les autres états les améliorations qu'elle adopte chez elle. Ainsi, par exemple, visant à une popularité qu'elle n'atteindra jamais, nous en sommes convaincu, il paraît qu'elle désire se réserver le monopole des amnisties. Sans une cause puissante, sans cette opposition directe ou détournée de l'Autriche, comment expliquer ce fait singulier et passablement étrange du silence que gardent tous les princes italiens après l'amnistie que le nouvel empereur d'Autriche a accordée, il y a déjà assez long-temps, aux émigrés et aux condamnés politiques lombards, amnistie que personne n'a osé imiter? Peut-on supposer que sans un obstacle caché, et cet obstacle ne peut venir que de l'Autriche, d'autres princes italiens, dont quelques-uns ont été les amis, les complices même (qu'on nous permette ce mot qui ne saurait être pris ici en mauvaise part) des principaux émigrés, auraient pu ne pas rappeler d'anciens camarades? Peut-on croire que, sans

la volonté de l'Autriche, le chef d'une religion de pardon et de charité aurait consenti à se montrer plus rancunier que le fils de l'empereur François? Non; les intentions des Autrichiens sont manifestes; ils veulent paraître plus clémens que tous les autres gouvernemens de l'Italie, qui ont bien tort de pousser jusque-là leur déférence.

Tout ce qui éloigne les Italiens de la France les ramène nécessairement vers l'Autriche, qui profite de cet éloignement. Où trouveront-ils un autre appui? L'Angleterre est trop égoïste, et elle est l'alliée naturelle de l'Autriche; d'ailleurs, elle convoite peut-être la Sicile, et n'est probablement pas empressée de contribuer à la régénération d'un pays qui, comme Napoléon l'a remarqué, pourrait, par sa position, par l'étendue de ses côtes et par les dispositions naturelles des habitans, se rendre maître du commerce de la Méditerranée. L'Espagne, absorbée dans ses querelles intérieures et dépourvue de marine, ne saurait coopérer directement à l'affranchissement de l'Italie. La Russie, si éloignée, n'aime guère les peuples qui désirent l'indépendance, et nous ne sommes plus au temps où, comme on l'assure, elle cherchait à exciter secrètement des princes italiens contre l'Autriche. Reste donc la France, la France qui seule peut préparer la délivrance de l'Italie si elle adopte la politique de patronage et renonce aux conquêtes. Mais, pour que l'attention de la France soit attirée sérieusement de ce côté, il ne faut pas seulement qu'elle y trouve son intérêt, il faut aussi qu'elle voie dans les Italiens des hommes dignes de conquérir leur indépendance et capables de la conserver; il faut qu'elle leur reconnaisse les qualités des peuples qui méritent la liberté, qu'elle leur voie supporter le joug non-seulement avec impatience, mais aussi avec tristesse. Quand les étrangers reprochent aux Italiens des défauts qui sont inséparables de la nature humaine, ils ont tort; mais comment ne s'étonneraient-ils pas de cette soif de plaisirs, de cette inoccupation générale qu'ils remarquent si souvent en Italie? Ce qu'on demanderait surtout aux Italiens, c'est la gravité, la sévérité de mœurs qui sied si bien à tout le monde, et qui va à merveille aux hommes qui ont besoin de se préparer aux grandes luttes de l'ame et du corps. Les personnes qui connaissent le mieux l'Italie s'accordent à dire, il est vrai, que depuis quelques années, sous ce rapport, il y a amélioration au moins dans certaines provinces. Si le fait est vrai, on ne saurait assez s'en réjouir. Pour que l'Italie reprenne son rang parmi les nations, il faudra ou qu'un sentiment très vif s'empare des masses, ce qui n'est guère probable aujourd'hui, ou bien que l'homme y

devienne un instrument de production et de travail, au lieu d'être, comme il l'est à présent, un instrument de sentimens et de passions. C'est un fait qui ne peut plus échapper à personne : les peuples qui produisent peu n'ont ni les richesses ni l'activité nécessaire pour résister aux peuples productifs et travailleurs. Sans doute, sous le rapport esthétique, l'homme productif est moins intéressant que l'homme artiste; mais les artistes sont maintenant partout dominés par les travailleurs. La production active et multipliée, les affaires, la soif des richesses, sont aujourd'hui un stimulant funeste peut-être, mais nécessaire, pour les peuples, qui, à défaut d'autres principes, tomberaient dans l'anarchie ou dans l'affaissement. Il faut organiser les masses en Italie, il faut leur donner des besoins, des intérêts nouveaux; il faut les faire participer à la prospérité du pays. Le sentiment religieux n'est plus assez vif pour agiter fortement le peuple, et d'ailleurs il se passera long-temps avant que ce principe soit une force entre les mains des amis de l'indépendance italienne. Tous ceux qui s'occupent de la morale, du bien-être et de l'instruction des masses, travaillent pour le sort futur de l'Italie et méritent la reconnaissance du pays; mais il faudrait s'efforcer d'éviter ce qui est arrivé en d'autres contrées, où, à mesure que les masses s'élèvent, les sommités semblent s'affaisser. Il y a des gens qui ont cru remarquer que même en Italie, depuis que l'on s'y occupe beaucoup des connaissances et de l'instruction élémentaires, il surgit moins d'esprits supérieurs, et que les hommes qui honorent le plus ce pays sont presque tous d'un âge mûr. Ce ne peut être là qu'un fait accidentel, et sans doute la nouvelle génération, si dévouée à l'instruction du peuple, entreprendra avec succès dans la suite des travaux plus brillans, et n'oubliera jamais que, si le concours des masses est indispensable pour exécuter les grandes entreprises, les hommes éminens qui font la gloire des nations sont également nécessaires pour diriger ces entreprises et pour en assurer le succès.

G. Libri.

LES

RÉVOLUTIONNAIRES

D'ANGLETERRE ET DE FRANCE.

I.

PYM ET DANTON.

En 1638, il y avait à Whitehall, autour de la table du conseil que présidait Charles Ier, six hommes remarquables et prédestinés : le magnifique Buckingham, le brillant Holland, le triste et doux Falkland, le loyal Hamilton, le savant et obstiné Laud, le célèbre Strafford, et Charles Stuart, leur roi. Tous périrent d'une mort violente, Falkland sur le champ de bataille, Buckingham sous le poignard d'un assassin, Laud, Hamilton, Holland, Strafford et Charles Ier sur l'échafaud.

Ils ne savaient guère, ces hommes, lorsqu'ils décidaient autour de leur table du sort de l'Angleterre, que leur sentence était portée. Tous condamnés ! celui-ci revêtu de sa pompe archiépiscopale; ces autres sous la soie, le velours et l'or, tels que nous les offre le pin-

ceau charmant de Van-Dyck; ceux-là dont le front rayonne encore, long-temps après le moyen-âge, du dernier reflet de l'héroïsme chevaleresque. Tous condamnés! Rien de plus intéressant, rien de plus triste, rien de plus tragique que cette réunion. La plupart sont des ames honnêtes; mais les idées qu'ils personnifient ne sont plus que des fantômes.

La suprématie ecclésiastique a pour symbole Laud, le gouvernement monarchique Strafford, la prérogative royale Charles Ier, le dévouement chevaleresque Falkland. Sur toutes ces figures, vous pouvez lire comme un pâle pressentiment de la cause perdue. Ils sont embarqués sur le vaisseau fatal et tendent vers l'abîme, non sans le savoir; cependant leur tête reste haute, leur front serein, leur voix ferme, et le gouvernail ne leur échappe pas. Ils ne peuvent point réussir, puisqu'ils sont les hommes du passé, les défenseurs par devoir d'une forme de société qui se déchire, et de toutes les choses qui s'en vont. Aussi voyez sous quels traits délicatement douloureux les artistes contemporains ont reproduit leurs physionomies : tristesse infinie, non pas sombre, mais résignée; douleur calme et pressentiment du destin. Le trône chancelant de Louis XVI ne put réunir sur ses marches et autour de son dernier éclat ni de tels caractères, ni de tels esprits. C'est que le temps, en 1789, avait fait son œuvre, et que l'établissement monarchique, attaqué en 1640 par les communes d'Angleterre, possédait encore, dans le XVIIe siècle, une force vitale très réelle et très active qu'il était bien loin de posséder en 1789.

Quittez le palais et jetez un coup d'œil sur les communes. Voici Elliott, Hampden, Olivier Cromwell, Henry Marten, John Pym, les chefs du mouvement populaire. Il y a de la grossièreté et de la force sur les traits irréguliers et la tête carrée de Cromwell; une sévère douceur se fait lire dans la physionomie singulière d'Elliott; un mélange charmant de grace et de courage marque le front de Hampden, qui mourut si jeune. Ils ne se ressemblent que par un trait commun : l'espérance et l'audace; on voit qu'ils ont foi dans l'avenir; ce sont en effet les hommes des temps nouveaux.

L'histoire les a toujours groupés, se contentant de les faire marcher en bataillon et renverser le trône. Elle a vu plutôt dans leur union la masse révolutionnaire et l'armée d'attaque, qu'elle n'a déterminé l'influence de chacun d'eux sur ses compagnons d'armes et la conduite individuelle des chefs. Ainsi, se confondant au sein du combat terrible dans lequel ils étaient engagés, ils ont perdu leur

valeur personnelle et comme la responsabilité de leurs vertus et de leurs fautes. Je me propose de les détacher de cette mêlée et d'examiner de quelle façon chacun d'eux a concouru à l'œuvre commune. Pour abattre les victimes que j'ai montrées plus haut, pour accomplir le sacrifice inévitable que le passé fait toujours à l'avenir, pour annuler la valeur militaire de Charles Stuart et frapper d'impuissance Laud et Strafford, il n'a fallu rien moins que les efforts réunis des combattans populaires que j'ai cités et de plusieurs autres que je nommerai ensuite; ce sont les Danton, les Camille Desmoulins, les Mirabeau, les Barnave de ce temps. Demi-dieux ou démons pour le vulgaire, adorés ou maudits plutôt que jugés, adorés alors même qu'ils sont de fange, maudits même dans les vertus qui les rachètent ou les relèvent, ils offrent aux époques postérieures et indifférentes, telle qu'est la nôtre, un beau sujet de curiosité analytique. Nous pouvons aujourd'hui les blâmer sans les maudire et les comprendre sans les adorer. Rien ne nous force plus à transformer leurs cruautés ou leurs faiblesses en héroïsme. Vainqueurs et vaincus, on peut les apprécier avec une impartiale hauteur, les plaindre alors même qu'ils sont coupables, les admirer alors même qu'ils succombent. Il est vrai qu'il faut apporter à ce travail un désintéressement parfait et l'oubli de toutes les idées de parti; l'impartialité souveraine est le vrai génie de l'histoire.

Jean Pym, l'un des plus oubliés et des plus marquans parmi les fondateurs de la république d'Angleterre, fils d'un écuyer de Somersetshire, naquit à Brymore, dans le domaine paternel, en 1584. Élevé à Oxford, parmi les jeunes gentilshommes du pays, il dut à la protection du duc de Bedford, alors chef de l'opposition, une place de comptable dans les bureaux de l'Échiquier, c'est-à-dire au trésor, et conserva cette situation jusqu'en 1614, époque où le bourg de Calne l'envoya siéger au parlement. Il avait trente ans. Vers le même temps, il épousa miss Hooker, fille d'un gentilhomme de son comté; pendant les six années que dura son mariage, l'obscurité la plus profonde couvre sa vie. Mais, en 1620, il perd tout à coup sa femme et sa mère; et, revenant s'asseoir au parlement, à côté de Wentworth, du même âge que lui, comme lui ennemi de la cour, il commence avec une espèce de fureur cette guerre contre le trône dont nous verrons les résultats. Dès ce moment, il n'a plus de vie privée; on ne le rencontre plus, on ne l'aperçoit plus que sur le champ de bataille du parlement.

Tous les grands coups qui ruinèrent la monarchie absolue, depuis

l'accession de Charles Ier jusqu'à la mort de Pym, partirent de sa main. Ce ne fut pas sans raison que le peuple, avec son instinct divinateur des hommes, le nommait *king Pym* (le roi Pym). Il était roi, parce qu'il devinait le moment de l'action, frappait sans crainte, décidait le mouvement et entraînait tout.

Je le rapproche de Danton : une de ces figures éclairera l'autre; mais je ne prétends ni écrire la vie complète de Danton ni l'assimiler à Pym, qui ne fut point placé à la même époque et au même rang dans le mouvement révolutionnaire. Les analogies qui se trouvent entre ces deux hommes naissent de leurs caractères et de leur capacité, non des évènemens extérieurs et matériels sur lesquels ils agirent. Danton organisa la révolte dans les masses, Pym organisa la résistance dans le parlement. L'un se servait d'un instrument nouveau et remuait un peuple ignorant de liberté; l'autre employait une matière toute préparée, mais délicate et habituée depuis long-temps aux guerres parlementaires. Pym usa des formalités reçues pour tuer la vieille forme du gouvernement. Danton brisa violemment toutes les formes pour achever l'œuvre de Mirabeau et frapper la monarchie au cœur. Pym et Danton, qui n'avaient dans l'ame aucun fiel, ont commis des actes moralement exécrables; l'un marcha sur le cadavre de Strafford son ami, l'autre laissa massacrer les victimes de septembre.

Pym, à la fin de sa carrière, commençait, ainsi que Danton, à perdre son ascendant; il était usé; le peuple le huait. Si Pym avait vécu plus long-temps, il lui aurait fallu lutter contre Olivier Cromwell, qui l'eût écrasé comme Robespierre écrasa Danton.

L'extérieur de Pym répondait à son génie politique et à ses actions. Il était corpulent et athlétique; il avait la figure écrasée, le menton large, les traits sans délicatesse, mais étincelans d'intelligence et d'énergie, un sourire de bonne humeur, non sans finesse, errant sur ses lèvres épaisses, et l'œil à la fois vif et attentif (1). Ce front, plus élevé que vaste, semblait trahir une résolution inflexible. Une moustache épaisse et soignée, un bouquet de barbe qui terminait le menton, des cheveux longs encadrant une figure expressive et fleurie, un costume plus riche et plus élégant que celui de ses collègues, attestaient les goûts voluptueux et les habitudes galantes de ce chef du peuple. Dans le portrait original que nous avons vu et qui date de cette époque, un gland de soie bleue rattache son justau-

(1) Voyez les portraits de Vertue, Lodge, et surtout celui de R. Edwards.

corps de velours noir, et retombe sur sa poitrine, se mêlant avec grace au col de mousseline sans ornement qui se rabat sur des épaules carrées et massives. Dans l'ensemble de sa physionomie règne une finesse joviale jointe à une certaine expression de douceur, de fermeté et d'ironie cachée. Il y a là ce qu'il faut pour attirer les sympathies bourgeoises; on découvre même sur ces lèvres l'amour du vin, des plaisirs et de la gaieté. Ce fut cet homme qui groupa et arma contre Charles Ier la force civile de l'Angleterre, avant que Cromwell groupât contre le trône la force militaire du pays.

Lorsque Pym se montra sur la scène politique, en 1620, tout semblait soumis à l'autorité royale; la grande Élisabeth avait imprimé à l'industrie, au commerce et à la gloire britanniques un formidable mouvement. Mais ce développement même devait soulever le trône et le briser. Vers la fin du règne de Jacques, comme à la fin du règne de Louis XV, les premiers symptômes de l'expansion populaire se firent sentir et effrayèrent le roi. Ce pédant, qui ne manquait pas de finesse, eut recours à un expédient assez curieux; faisant contre fortune bon cœur, il affecta de remercier les communes de leur dévouement prétendu pour sa personne. Cependant les évènemens acquéraient de la gravité; tout devenait menaçant, lorsqu'il mourut, après avoir jeté sur le trône, par les faiblesses de sa conduite et le ridicule de son caractère, un discrédit singulier. Charles Ier, beaucoup plus pur, beaucoup plus digne d'estime et d'amour que Jacques, fut frappé à sa place. Nous ne rappelons pas ici les évènemens généraux d'une histoire que tout le monde sait; nous ne voulons pas faire ressortir les mouvemens parallèles et les analogies apparentes de notre histoire récente et des anciennes annales de l'Angleterre. Nous ne choisissons qu'un homme dans chacune d'elles : nous nous renfermons dans l'examen de ses moyens, de sa route, de ses ressorts, de ses fautes, de son éloquence. C'est bien assez de cette étude, qui n'est pas même une biographie, mais une analyse du jeu politique dans son action exercée sur l'homme, et de l'homme quant à son action sur la politique.

Comment Pym s'emparera-t-il de cette autorité populaire si facile à conquérir aujourd'hui, si difficile à saisir dans un temps où la royauté avait encore son culte réel, où rien n'était dissous, où l'autorité du monarque n'avait pas reçu ces coups terribles qui en ont abattu d'abord la théorie, puis la pratique?

Membre d'une bonne famille de province, il vient, en 1620, représenter dans les communes la classe autrefois si importante des gentilshommes provinciaux. Il voit autour de lui des mécontentemens

vagues, des colères indéterminées, des courages indécis, un respect traditionnel de l'autorité royale et un extrême mépris pour le roi lui-même. « Jugez, dit l'ambassadeur français Harlay de Beaumont, quels sont l'état et la condition d'un prince que les prédicateurs attaquent en chaire, que les comédiens parodient sur le théâtre, dont la femme se rend à ces représentations tout exprès pour avoir le plaisir de se moquer de son mari, que son parlement brave et dédaigne, et qui est universellement haï de tout son peuple?... Un langage audacieux, des caricatures injurieuses, des pamphlets calomnieux, tout ce qui annonce la guerre civile est commun ici; symptômes doublement puissans et qui indiquent assurément l'amertume profonde des esprits dans un pays tel que l'Angleterre, où la justice est plus respectée et le devoir plus sacré que partout ailleurs. » C'était en 1620 que l'ambassadeur de France écrivait ces révélations. En 1621, l'année suivante, Pym leva l'étendard des communes contre la race des Stuarts; on sait à quoi cette tentative aboutit. Jacques lui-même parut deviner l'échafaud de Charles Ier. Quand il vit Pym et ses onze confrères lui apporter la réponse altière du parlement à sa lettre ridiculement despotique, il s'écria : *Place! et des fauteuils! voici les douze rois!* Il avait raison. Je ne crois pas que le caractère de Jacques ait été suffisamment apprécié. C'était un homme vicieux, ridicule et pédantesque; mais il ne manquait pas d'esprit, et comme il y joignait de la bassesse, il échappait aux embarras beaucoup mieux que Charles Ier. Quand il ne pouvait plus faire peur, il faisait pitié. Ce n'est ni le talent ni la noblesse des actes qui réussissent dans les affaires de ce monde, c'est l'à-propos; peu importe qu'il se joigne à l'avilissement et au ridicule: les hommes n'y regardent pas de si près.

Le premier soin de Pym, qui avait passé six années dans sa retraite domestique et ne connaissait point l'état des partis, fut de s'affilier au groupe le plus honorable et le plus distingué de l'opposition, à celui qui réunissait tous les talens de la chambre. Les philosophes commencent les révolutions, les audacieux les font éclore, et les ambitieux les achèvent. C'est un fait curieux que jamais les réformes ne viennent d'en bas; c'est de l'intelligence, c'est de la sphère isolée du penseur et du savant qu'elles descendent. Plus elles s'éloignent de cette école première, plus elles deviennent brutales et violentes; alors elles oublient étourdiment leurs premiers moteurs. En 1620, comme en 1780, des coteries de philosophes et de savans préparaient en secret la pâte formidable des révolutions futures. Un antiquaire célèbre, sir Robert Cotton, réunissait

alors dans sa bibliothèque, à Westminster, les métaphysiciens et les légistes de l'époque, Selden, Camden, Coke, Noy, Stowe, Spelman, Philips, Mallory, Digges, Usher, Holland, Carew, Fleetwood, Hakewell. C'étaient les chefs de cette opposition d'abord légale, puis violente, qui changea, quoi qu'on ait pu dire, toute la constitution de l'Angleterre, et qui fit fleurir les germes populaires en étouffant le développement futur des principes monarchiques. Pym se joignit modestement à ces grands noms, les uns, comme Spelman, Coke et Noy, célèbres par la connaissance approfondie des lois nationales, les autres, comme Selden, Camden et Cotton, par une vaste et spirituelle érudition.

Pym, sous leur direction, marcha au combat. Les gens de cour, profitant de la faiblesse et de l'avarice du roi, lui extorquaient des patentes de monopoles, c'est-à-dire le droit de rançonner les citoyens en leur vendant de mauvais produits le plus cher possible. Buckingham et toute sa famille étaient engagés dans ces effroyables brigandages. Il n'y avait qu'un cri dans tout le peuple contre les auteurs de ces extorsions que personne n'osait attaquer; Pym s'en chargea. C'était frapper juste et attaquer l'iniquité évidente, reconnue, généralement sentie, celle qui pesait sur tous, et dont tous se plaignaient. Cependant, très jeune encore et homme de plaisir, il marchait plutôt avec ses collègues qu'il ne cherchait à les diriger. Nul métier n'exige plus impérieusement un apprentissage que le métier d'homme politique. Déjà on le distinguait, dit le chroniqueur Wood, comme « un « personnage très disert, d'une langue facile et d'une grande érudition légale (1). » Mais les Selden et les Camden étaient auprès de lui, et il avait le bon sens de ne pas précipiter son ambition. On le voyait paraître dans les occasions qui mettaient en jeu la passion populaire, favoriser le protestantisme, manifester une vive exaltation, appuyer tous les votes pour les protestans, toutes les accusations et toutes les iniquités contre les catholiques; attirer la haine sur les grands prélats qui étaient odieux au public, et consolider par là son crédit. Grand art, de ne point sembler prétendre à la direction des affaires, et de la conquérir cependant en s'associant aux haines dominantes!

Il commence ainsi doucement, de 1621 à 1625, déjà remarqué par la sagacité craintive de Jacques, qui l'appelait un « homme de fort mauvais caractère; » victorieux dans la question des monopoles,

(1) Ath., Ox. III, 73.

qui furent supprimés et marqués d'ignominie, il se trouve le principal promoteur de ces comités d'enquêtes qui n'étaient qu'un prélude, mais qui inquiétaient le roi, satisfaisaient les esprits, éveillaient le soupçon, dévoilaient les fautes de la cour, et enhardissaient l'opposition. Assidu aux comités, comme il arrive à tous les hommes politiques, qui, dignes de ce nom, veulent fonder leur crédit d'une manière solide, il avait été emprisonné deux fois; les bourgeois et les puritains le regardaient comme un de leurs bons défenseurs, et il se plaçait presque au niveau de Selden et d'Elliot, lorsque le nouveau règne commença.

Charles aurait dû voir que l'Angleterre brisait son enveloppe, et que les anciennes coutumes n'étaient plus assez vigoureuses pour contenir le déploiement de la nation. Dès qu'un peuple devient trop fort pour les vieilles lois qui l'enserrent, il brise son cadre, et cela s'appelle une révolution. La révolution française opérée en juillet n'en est pas une; c'est une transaction. La prétendue révolution anglaise de 1688 n'en était pas une; c'était un arrangement. Mais les vraies révolutions sont plus terribles. Elles ne remuent pas des ames épuisées et n'aboutissent pas à des compromis plus ou moins convenables. Les vraies révolutions sont des combats dans lesquels luttent tous ceux qui se savent rois, qui voudraient l'être ou qui croient l'être. Par le mot roi, il ne faut pas entendre seulement un chef légal ou héréditaire, mais tout homme que l'on suppose ou que l'on sait doué de la force qui doit régir. Quand la royauté est morte comme idée, elle renaît comme fait; quand on ne croit plus à l'abstraction de la royauté, elle cherche à s'incarner dans les individus, quels qu'ils soient. Ceux qui possèdent la force, qui pensent la posséder, qui espèrent l'atteindre, se livrent une guerre de titans. Toutes les chances se réunissent alors contre le vrai roi, le roi ancien et héréditaire, parce qu'il veut, au nom du passé, au nom de ses droits, arrêter le combat duquel dépend le développement social. Pourquoi calomnier une aussi déplorable victime? Charles Ier lui-même avait des antécédens sans nombre pour justifier ses actes monarchiques. La taxe des vaisseaux, qui souleva l'Angleterre, était, quoi qu'aient pu dire les whigs, écrite en toutes lettres dans les anciens priviléges de la royauté. Charles fut renversé par la société qui voulait grandir; sa faute et sa folie furent de prétendre y mettre obstacle. Il rencontra devant lui Pym et Hampden, comme Louis XVI rencontra Mirabeau et Danton.

Ces deux rois sans couronne, Danton en France et Jean Pym en

Angleterre, nous les plaçons en regard, sans prétendre les comparer; il n'y a guère dans les affaires de ce monde que des différences fondamentales, couvertes par des analogies de surface. Je n'assimile pas davantage les deux révolutions, dont l'une est l'aïeule de l'autre : ce serait fausser l'histoire. Laissons à chacun de ces combats les traits particuliers qui les signalent; étudions sans les confondre ces deux meneurs d'hommes, Pym et Danton, qui, placés dans des circonstances différentes, avaient, par le fond de l'ame et de l'esprit, par la conduite et la nature de leurs actes, des ressemblances véritables. Ils étaient surtout faits pour diriger les assemblées bourgeoises et les mouvemens populaires, pour imposer une sorte de règle à ce qui n'a pas de règle, pour grouper l'anarchie, pour ordonner le désordre : — des législateurs de la tempête.

La tempête s'annonce en 1625. Jacques, enlevé par une mort mystérieuse et soudaine, a laissé la couronne à un successeur bien plus digne de la porter et bien plus capable de la perdre. On a passé vingt années à se disputer quelques droits de peu d'importance; mais les communes se sont habituées à résister. On a pénétré le mystère de la faiblesse du trône, on s'est entendu, on a compris cet accroissement intérieur et secret des forces publiques, qui est le vrai mobile des révolutions. Le roi, jeune, mélancolique, plein de grace, de fierté et de bravoure, mais aussi d'obstination, vient ouvrir, le 18 juin 1625, la session du parlement. On remarque qu'il a sa couronne en tête, ce qui est contre toutes les coutumes et ce qui semble bizarre; mais ce qui le paraît davantage, c'est la solennelle politesse de son geste, lorsque, au commencement et à la fin de son discours, il abaisse devant les députés ce signe de commandement qu'ils feront tomber avec sa tête.

En vain Hallam et tous les écrivains whigs essaient-ils de prouver que Charles Ier dépassa Néron en tyrannie; ses torts furent ceux de la maladresse; en politique, ce sont des torts inexcusables. Au lieu de marcher de conserve et d'accord avec l'opinion générale de son peuple, qui haïssait le papisme et penchait vers les opinions puritaines, Charles, craignant pour son pouvoir les suites du principe d'examen, sembla, dès le premier moment de son règne, favoriser le catholicisme, et il effraya tous ses sujets. L'émancipation intellectuelle, qui réclamait son entier essor, fut épouvantée des influences catholiques. Tout se remua sourdement, les dévots pour leur liberté religieuse, les hommes politiques pour leurs droits civils, et le trône s'ébranla.

Ce fut là ce que Pym saisit admirablement. Il vit toute la situation. Dans son âme et sa conscience, il s'embarrassait peu de mysticisme ou de théocratie (1); mais il sentit que, hors des idées religieuses, il n'y avait rien à faire pour lui. Se constituant le dénonciateur des catholiques, le défenseur des puritains, attaquant et accusant tous ceux que le peuple abhorrait ou redoutait, il se trouva, dès 1627, porté à la tête du parti dont il n'était d'abord qu'un des premiers soldats : tactique devenue vulgaire, mais qui n'avait pas encore pris place dans les lieux communs de la vie politique. Montagu, partisan du pouvoir arbitraire ecclésiastique, est dénoncé par Pym. Buckingham, représentant du favoritisme usurpateur, est attaqué par Pym et Elliott. Dans cette dernière circonstance, il a le bon esprit de marcher le second et de ne pas briguer le premier rang. Voici pourquoi. La sévérité d'Elliott, la grave et imperturbable rigueur de ses mœurs et de sa conduite, frappaient avec bien plus de force un homme auquel le peuple reprochait surtout l'insolence du luxe et la dépravation des habitudes. Pym qui ne pouvait pas prétendre à un ascétisme rigoureux, se contenta donc de faire ressortir avec une simplicité concluante, ou plutôt accablante, tous les griefs de péculat et de rapine dont le brillant homme de cour s'était rendu coupable; désignant à la jalousie populaire l'immense fortune de Buckingham et à la vengeance des tribunaux ses vices; d'autant plus éloquent, qu'il se maintenait avec une réserve apparente dans la plus simple exposition des faits. « Le duc, vous le voyez, possède une fortune colossale, que diverses circonstances rendent plus surprenante. C'est la première fois qu'une somme semblable est sortie de la bourse publique pour entrer dans une bourse privée; jamais le roi n'eut autant besoin de fonds pour ses affaires étrangères et intérieures; jamais ses sujets n'ont fourni d'aussi gros subsides, et qui cependant ne peuvent jamais suffire. D'après sa propre confession, le duc ne doit-il pas plus de 100,000 livres sterling? Si la chose est vraie, pouvons-nous espérer satisfaire son immense prodigalité? Si elle est fausse, comment assouvirons-nous son avidité immense? Je ne m'étonne pas que les communes aient hâte de se délivrer de ce fardeau, et je me contenterai d'ajouter qu'un homme capable de s'attacher ainsi aux domaines du roi pour les épuiser, doit avoir plus d'un vice. Que votre sagesse y réfléchisse; je conclus en manifestant l'espoir que ce grand duc, dont les fautes ont dépassé toutes les fautes de ses

(1) Clarendon, *Hist.*, tom. II.

prédécesseurs, trouvera dans votre justice une punition qui dépassera les punitions ordinaires (1). » Comme cela est froid, désintéressé, naïf et perfide! Pym avait l'éloquence qui tue; les révolutions, qui sont des destructions, estiment peu celle qui sauve.

Ainsi allaient se déconsidérant, au souffle des hommes redoutables qui préparaient l'avenir constitutionnel de l'Angleterre, Charles Ier, Buckingham, le trône, le palais; bientôt après leurs soutiens ecclésiastiques, Laud et Montagu. Pym, que nous venons de voir prendre position, se charge surtout de la haine; c'est lui qui l'allume et l'excite avec une persévérance que rien ne fatigue. Sa théorie politique, à ce sujet, était fort curieuse, et il avait coutume de dire que l'on conduisait bien plus facilement une assemblée par la colère et la haine que par l'amour et la sympathie. « De toutes les formes de l'amour, ajoutait-il avec une profondeur originale, la haine est celle qui entraîne les hommes avec le plus de force et de certitude. On hait un objet qui fait obstacle à l'amour; on déteste ce qui empêche l'accomplissement de ses désirs. Il y a donc de l'amour dans la haine; il n'y a pas de haine dans l'amour. Servez les animosités; vous êtes maître d'une force double; deux puissances sont à votre disposition : sympathie et antipathie. »

Il continua de mettre en œuvre cette redoutable énergie de la haine, la plus envenimée et la plus funeste des armes politiques; provoquant la sympathie générale par ses services rendus aux antipathies du peuple, attaquant ce qui le blessait davantage. Charles ne trouva pas de meilleur moyen de sauver Buckingham que de dissoudre le parlement et d'emprisonner Pym. Mais élu de nouveau par le bourg de Tavitstock, celui-ci revint prendre sa place aux communes, plus déterminé que jamais à ne laisser à la cour aucun relâche. C'était au commencement de 1628. La chambre n'avait encore obtenu que faiblement l'appui du peuple et des bourgeois, plus occupés de leur commerce et de leur conscience, des dogmes de Calvin et des impôts à payer, que de leur indépendance politique. Pym, qui, nous l'avons dit, était homme d'assez peu de foi, songea dès-lors exclusivement à donner aux débats des communes la teinte religieuse qui pouvait seule assurer leur influence. Ce fut lui qui proclama l'autorité suprême du parlement en matière de dogmes, et qui provoqua la déclaration de foi religieuse de ce même parlement.

Passons en revue ses actes. Il avait commencé à ébranler la doc-

(1) *Old Parliam. Hist.*, 123, 139.

trine de l'autorité souveraine quand Charles Ier monta sur le trône; sa première tâche est ensuite d'attaquer le favori et le chapelain du roi. Certain dès-lors de sa puissance, son autorité secrète commence à se faire sentir dans les comités de la chambre, et l'on voit en lui un de ces hommes que l'on appelle *les meneurs* et qui se trouvent dans toutes les assemblées. Pas une des irrégularités du pouvoir n'échappe au coup-d'œil de Pym; après avoir décrédité le roi et la cour par mille diverses attaques, il s'aperçoit de la prépondérance que le parti religieux acquérait tous les jours, et accomplit la grande union entre ce parti et les hommes politiques. Coup vraiment fatal : les communes s'appuyaient ainsi sur le peuple, et ce dernier se détachait du roi.

L'amalgame de ces deux groupes, du groupe révolutionnaire et du groupe puritain, produisit un effet terrible et décida le cours des évènemens. Au moyen des idées puritaines, on avait prise sur la masse, qui ne comprenait point les subtilités du droit civil, et qui eût fait assez bon marché de sa liberté, mais qui, au nom de la Bible, de Dieu et du protestantisme, était capable de tous les crimes et de tous les efforts. « Pourquoi, disait un membre de la chambre à Pym, cherchez-vous à nous effrayer à propos des affaires religieuses? Elles ne sont point aussi désespérées que vous le prétendez. » — « N'en dites rien. Si vous suspendez ou que vous laissiez se refroidir votre ardeur religieuse, répondit Pym, vous perdrez votre influence civile. »

Pendant que les communes, sous la direction de cet homme, grandissaient en pouvoir et en popularité, la cour, irritée et violente, s'affaissait en s'agitant. Elle n'était plus protégée par la lâcheté pédantesque de Jacques; Charles Ier, altier, sensible, susceptible, trop faible envers sa femme qu'il aimait, trop fier en face d'un parlement plus fort que lui, se compromettait par ses menaces et par ses tentatives. Il exerçait de petites vengeances stériles; il essayait de contredire et de taquiner les communes : dès qu'elles avaient censuré les doctrines d'un ecclésiastique, le roi le choisissait précisément et faisait de lui l'objet d'une faveur spéciale. Ce fut alors que l'on vit un personnage de grossière apparence se lever en plein parlement et s'écrier : « On dit que le docteur Beard vient de prêcher, à la Croix de Saint-Paul, un sermon totalement papiste. Je sais aussi que l'évêque de Winchester vient de faire obtenir une riche prébende à Mainwaring, que vous venez de censurer. Si, pour devenir prébendaire, il faut désobéir aux lois et aux communes, à quoi ne devons-nous pas nous attendre! » — L'homme qui parlait ainsi était

Cromwell. Comme il réunissait en lui l'audace militaire et l'audace civile, et qu'il partageait les idées des hommes politiques et les passions des hommes religieux, tout le pouvoir devait finir par se concentrer un jour en lui seul.

La cour traquée cherchait partout des appuis. Il était évident que, si les choses continuaient, étant pauvre, obérée, en butte à un parlement riche, obstiné, que le peuple adoptait, il ne lui serait pas possible de soutenir le combat. Elle avait pour chef militaire le roi lui-même, pour directeur ecclésiastique Laud, homme inflexible; il lui manquait un chef civil. Elle fit des propositions à un membre de l'opposition, aussi remarquable par son talent que par ses alliances, ses amitiés, son caractère et son orgueil, le célèbre Wentworth, qui devint comte de Strafford. Il n'avait jamais manqué d'ambition; mais, jusqu'à cette époque, cette ambition était restée engagée dans les voies populaires. Aux premières propositions que lui fit la cour, il changea de parti, et l'on ne doit point s'en étonner. Le dépit l'avait mêlé aux révolutionnaires; sa nature même l'appelait ailleurs; c'était un homme fait pour le pouvoir. Sévère, aimant la force, mais aussi la justice, attaché à la loi comme à la royauté, depuis la fin du règne de Jacques Ier, il s'était mis dans l'opposition par haine du désordre et de la faiblesse qui régnaient dans les conseils du prince; quand il vit Charles régner et la balance pencher du côté de la démocratie, il fut saisi de frayeur et s'arrêta. La cour, heureuse de ce mouvement, lui offre ses faveurs. Il se livre à elle, et met aussitôt la main à l'œuvre de reconstitution monarchique qui lui coûtera la vie. Résolu à briser avec ses anciens collègues de l'opposition, il demande à Pym un rendez-vous et un entretien secret; les deux amis se rencontrent à Greenwich.

Ce fut une dramatique entrevue. La liaison de Pym et de Wentworth avait été intime. Ces deux caractères, l'un voué aux plaisirs et aux trames politiques, l'autre aux études et aux affaires; l'un populaire et facile, mais rusé et inexorable, l'autre altier et ambitieux, mais ayant surtout l'ambition des grandes choses, formaient par leurs dissonances mêmes une de ces harmonies qui constituent ou préparent les véritables amitiés. Ajoutons que Pym et Wentworth furent tous deux admirateurs de la comtesse de Carlisle; tous deux, à des époques différentes, réussirent auprès d'elle. Leur rivalité d'amour se mêla-t-elle à leur animosité politique? Nul ne peut le dire.

A peine Wentworth eut-il commencé ses explications, que son ancien ami l'interrompit. « — Vous n'avez pas besoin de tant de

préambules pour m'apprendre que vous nous quittez; mais souvenez-vous bien de ce que je vous dis : vous vous perdez! Souvenez-vous aussi que, si vous nous abandonnez aujourd'hui, je ne vous abandonnerai jamais, moi, que votre tête ne soit par terre. »

Pym tint sa parole.

Il a manqué à la révolution française un des personnages les plus curieux et les plus originaux de la révolution d'Angleterre, c'est cette même comtesse de Carlisle que j'ai nommée et dont il faut bien que je parle. Une femme étrangère aux opinions des partis, ne partageant point leurs passions, n'espérant rien d'eux, ne leur demandant rien, belle, orgueilleuse, riche, puissante, amoureuse de la gloire, surtout du succès, s'offre pour récompense au vainqueur, quel qu'il puisse être. Elle ratifie la sentence de la fortune; sa faveur est le sceau et la dernière couronne du triomphe. Elle traverse, qui le croirait? toutes les phases d'une révolution qui multiplie les défaites et les victoires, toujours belle, toujours adorée, et souriant toujours au triomphateur. Nous n'osons pas, en vérité, lui opposer notre Théroigne de Méricourt, qui n'avait pour elle que la beauté, la jeunesse et la violence, et qui, après un éclat passager, vit sa réputation équivoque et sa faible raison brisées par le premier choc révolutionnaire.

Lucy, comtesse de Carlisle, était la plus jeune fille du duc de Northumberland, Henri, huitième du nom; née en 1617, mariée à un courtisan faible et prodigue, elle jeta les yeux autour d'elle et chercha quel était le premier homme de son temps. C'était, de 1630 à 1640, Wentworth, comte de Strafford, qui essayait, au péril de sa tête, d'arrêter le torrent des opinions populaires et de soutenir le trône de Charles Ier. Il était magnifique, élégant, audacieux, aimé du roi, craint des communes. La liaison de lady Carlisle avec Strafford ne fut bientôt un secret pour personne. Lorsque ce ministre eut payé de sa vie l'audace et surtout l'habileté de sa tentative, lady Carlisle, que Warburton appelle l'*Érynnis* de son temps, chercha encore un roi à couronner. Elle se donna au grand homme du jour, à Pym, qui venait de tuer Strafford. Ce qu'elle aimait avant tout, ce n'était pas l'amour, mais la supériorité politique, la puissance actuelle, la royauté du moment. Elle était d'une beauté accomplie. Les poètes Suckling, Voiture et Davenant ne tarissent pas en éloges sur la perfection de ses traits et de sa taille, sur l'expression voluptueuse et fière de sa figure, sur ses longs cheveux noirs, sur la symétrie de ses formes et l'éclat de son teint. Elle ne fit pas plus mystère de sa nouvelle préférence

que de la première. Elle avait soutenu Strafford dans ses plans royalistes et dans ses manœuvres pour détruire le parti populaire. Elle fit passer sur la tête de Pym tout cet intérêt et toute cette faveur, trahit la cour pour faire réussir les projets de son nouvel amant, et plusieurs fois elle lui sauva la vie. « Cette femme, dit un de ses contemporains (1), n'aime jamais sérieusement; elle a un cœur trop orgueilleux pour ressentir un vif penchant pour les autres : son ame est altière, sa parole brève, elle préfère la conversation des hommes à celle des femmes. Ce qui lui plaît, c'est le succès, elle en est folle. Elle se donnerait à un bandit, pourvu qu'il fût célèbre... » Après la restauration, elle avait soixante ans; ne pouvant plus offrir aux concurrens de la renommée le prix de sa beauté, elle continua cependant de jouer à peu près le même rôle, et sa maison fut de nouveau le centre des intrigues royalistes.

Revenons à 1630 et à Pym, qui ne prétendait pas encore à cette noble conquête, mais qui travaillait à la mériter. Son rival heureux, Strafford, se rendit bientôt maître d'une grande fortune et d'un crédit sans bornes. Les deux amis suivirent leurs diverses routes : Pym devint maître des communes, Wentworth arbitre de la cour.

Entre 1630 et 1640, les deux partis et leurs chefs creusent profondément leur sillon. Les puritains, épouvantés des rigueurs de Laud, fuient en Amérique; le roi, à son tour, effrayé de cette désertion contagieuse, redouble de colère et d'efforts. Son peuple le hait, son parlement le brave; il ne lui reste que la couronne et cette vaine prérogative qui est de toutes parts attaquée, et qui le rend plus odieux. Son trésor est vide; pour se procurer de l'argent, il a recours aux iniquités des temps passés, qui, sanctionnées par les exemples de ses prédécesseurs, sont devenues impossibles et exécrables. On ne peut être surpris, si, dans une telle situation, il accumula les illégalités et les violences. Appuyé sur deux hommes absolus et obstinés, sur Laud, chargé d'établir la tyrannie ecclésiastique, et sur Strafford, qui dirigeait tout vers l'arbitraire civil, ne calculant ni ses forces ni celles de ses adversaires, il s'obstina à soutenir l'établissement monarchique pur qui avait succédé à la féodalité : forme transitoire qui ne pouvait durer long-temps. Le peuple était devenu fort; chacune de ces taxes inventées ou renouvelées pour remplir les coffres du roi rencontrait une résistance obstinée. Sous Henri VIII ou Élisabeth, on les eût payées sans murmurer. Sous un

(1) Sir Toby Matthews. Voir *Ellis' Letters*, tom. 2.

roi dont le coffre était vide et l'autorité déjà attaquée, les chefs de l'opposition avaient beau jeu; le géant des communes se soulevait avec d'autant plus de danger pour le monarque, qu'il marchait gravement, avec une énergie tranquille et résolue. Déjà en 1638, Pym, du consentement de tous, s'était placé à la tête des haines et s'était constitué le dénonciateur général des iniquités du pouvoir. Hampden se charge de la résistance héroïque; Pym, de l'accusation acharnée. L'organisation de ce terrible système, le système des pétitions, n'a pas d'autre créateur que Pym. Chacun des griefs de la nation anglaise se représente tour à tour dans ces remontrances, respectueuses pour la forme, meurtrières pour le fond. Charles s'irrite et s'aveugle chaque jour davantage, et, comptant sur le prestige de sa couronne et sur la fermeté de Strafford, il laisse ses agens multiplier les supplices. Ces supplices ne font qu'exalter le peuple. Quand le malheureux Burton, coupable d'avoir écrit un livre de controverse, eut les oreilles coupées, il s'éleva dans la foule un long murmure et des hurlemens de vengeance. Quand le pauvre Bastwyck subit la même indignité, sa femme, montant sur un tabouret, l'embrassa devant tout le peuple, et emporta ses deux oreilles sanglantes dans un mouchoir blanc, aux acclamations universelles (1). La fureur s'accrut lorsque le bourreau vint brûler les livres de Prynne, sous le nez de ce malheureux, qui fut presque suffoqué par la fumée, et dont une oreille fut abattue devant le palais, une autre à Cheapside (2). « Que pouvons-nous espérer, demandait Laud à Strafford? Prynne et ses camarades ont été escortés par des milliers de leurs acolytes à travers les rues de Londres. On les a écoutés et interrompus souvent par des applaudissemens et des acclamations. On a pris note de leurs discours dont on a répandu des copies dans la Cité. » Ces politiques aveugles auraient dû comprendre que le moment était venu de céder; mais se souvenant trop que Henri VIII, Élisabeth et Marie avaient trouvé une nation docile sous des outrages bien plus violens, ils ne reconnaissaient pas les changemens survenus dans la situation : prospérité croissante de la bourgeoisie, indépendance de la noblesse, décadence de la féodalité, pénurie du trône. Dans le palais de Charles Ier, un seul homme, bossu, contrefait et méprisé, voyait plus juste que les conseillers du roi : c'était Archie, le bouffon de Charles. Un jour qu'il s'était enivré dans une taverne de West-

(1) Lettre de Garrard à Wentworth.
(2) Lettre de Laud à Wentworth.

minster, il dit que tout était fini, et que le trône allait tomber, il se plaignit hautement de Laud, qui, disait-il, perdait le royaume, et qui était un « misérable, un traître et un moine (1). » Le malencontreux observateur fut condamné au bannissement, que l'on exécuta sans cérémonie, en le conduisant à la grande grille, l'habit retourné, et en le chassant à coups de fouet.

Pym ne restait pas oisif; en 1640, Hampden et lui se liguèrent intimement avec les chefs de la révolte religieuse d'Écosse, parcoururent ensemble les provinces anglaises, dirigèrent les choix électoraux, qu'ils firent tomber sur les partisans de la liberté religieuse et civile, et recueillirent des signatures nombreuses pour ces pétitions embarrassantes que la cour voyait pleuvoir de tous côtés. Cette tactique politique, qui n'est pas des plus honnêtes, mais dont l'effet est certain et à laquelle les pays constitutionnels sont accoutumés, eut pour inventeur Pym, infiniment moins scrupuleux que son collègue. Tout était prêt, et les matériaux inflammables se trouvaient accumulés, lorsque, le 3 avril 1640, un nouveau parlement s'assembla, plus nombreux, dès la première séance, que dans les sessions précédentes. Le roi, altier dans ses assertions despotiques, faible et suppliant dans ses demandes, désirait que la chambre s'occupât d'abord de la guerre avec l'Écosse et ensuite des subsides. Si la discussion commençait par s'engager sur la guerre d'Écosse, la cour ranimait ainsi les animosités nationales, réveillait les rivalités, effrayait l'Angleterre sur son péril, et préparait la chambre des communes à céder, à s'associer au roi et à faire pour lui ce qu'il voulait. Le succès dans les débats parlementaires dépend de peu de chose. Pym avait prévu le coup et le redoutait. Il ne voulut pas laisser la première chaleur se dissiper et le premier moment se perdre. Trois ou quatre pétitions, dont Pym était le moteur, succédèrent immédiatement au discours du roi, et, détournant l'attention générale, la forcèrent de se porter, non pas sur l'Écosse ennemie, mais sur les torts de la cour, sur les souffrances populaires, sur l'illégalité des impôts. Ces pétitions produisirent une sensation très vive. Pym vit que le moment était venu, que les royalistes eux-mêmes étaient ébranlés, que son parti frémissait d'ardeur et d'espoir, que cette occasion ne se représenterait pas; et, prenant la parole, « rompant la glace, comme s'exprime Clarendon, au moment où tous les membres se regardaient sans oser parler, » il déroula, dans un discours de six heures, sans ornemens et tout en-

(1) *Strafford's Papers*, 2, 140.

tier d'accusation, le long catalogue des griefs publics, réclamant en faveur de l'Angleterre les premiers travaux, les premiers momens de la chambre. Il s'assit enfin au milieu d'un long murmure, après avoir parlé avec une clarté, une adresse et une vigueur victorieuses. Il est impossible de ne pas admirer l'à-propos, la rapidité, le succès de ce mouvement. Je ne vois point dans l'histoire moderne un seul homme qui ait mieux connu que Pym les assemblées politiques et leurs passions. S'il eût prononcé ce discours plus tôt ou plus tard, s'il eût négligé ce moment unique, s'il n'eût pas jeté en avant ces fatales pétitions, il ne gagnait point la victoire.

C'est ainsi que l'on mène à son gré ces réunions d'hommes, qui semblent instituées pour éclaircir les questions, et qui les ont souvent embrouillées; perpétuel mystère. Que pensent-elles? que veulent-elles? vers quel but tendent-elles? *Elles ne le savent pas.* Quiconque le devine est leur maître, ou plutôt semble leur maître. Il y a en elles des volontés vagues, des instincts indéterminés, des nuages d'idées et de désirs incomplets, qu'il s'agit de comprendre, de fixer et de saisir. Parvenu à cette divination, vous les poussez, et elles marchent. Mais il faut frapper à l'heure, il ne faut pas se tromper sur le moment, sur le désir, sur son intensité, sur sa vivacité, sur sa profondeur; il faut calculer le degré de lâcheté, le degré de faiblesse, le degré de courage de chacun et de tous. Pym et Danton possédaient ce talent à un degré supérieur. Grands artistes politiques, habiles à jouer de cet instrument rempli de passions et de violences, ils lui arrachèrent tous les accords qu'il leur plut d'en tirer. Après un discours qui occupa toute une journée, Pym reprit sa place, et, regardant autour de lui, il vit que ses paroles avaient inspiré à toute la chambre une détermination profonde et invincible. Sa cause était gagnée, mais ce n'était pas tout. Il fallait encore affaiblir ou détruire l'autorité de la chambre des pairs, afin de transporter dans les communes toute la force parlementaire. Un vote des pairs venait de décider que l'on s'occuperait des subsides avant de s'occuper des griefs. Pym se rend lui-même à la chambre des pairs, et lit à leur barre une adresse de la chambre des communes, accusant la chambre haute de violation de privilége, et lui refusant son concours si elle persiste. « Milords, dit Pym, vos seigneuries se sont mêlées de fixer l'époque et la place des débats relatifs aux subsides, avant que les communes vous eussent demandé votre avis à cet égard. Il faut réparer ce grief, et les communes ont l'honneur de vous prier de chercher dans votre propre sagesse quelque espèce de réparation et un moyen de prévenir le retour d'un acte pareil. Les

communes me chargent de représenter à vos seigneuries, que dorénavant vos seigneuries ne doivent point prendre connaissance des débats des communes avant que les communes vous en aient officiellement informées. » Cette réclamation et le ton de Pym n'ont pas besoin de commentaire. A son retour, les communes lui votent des remerciemens solennels, et bientôt après le parlement est dissous.

On ne résiste, on ne proteste pas contre cette dissolution; les choses étaient trop avancées. « D'où vous vient cette tristesse, à vous, ordinairement si gai? » demandait Saint-Jean, membre de l'opposition, au royaliste Clarendon. — « Et vous, ordinairement si triste, d'où vous vient cette gaieté? » — « De la même cause, mylord. Les affaires vont admirablement mal. »

En effet, Charles Ier était vaincu partout. Pym ne se repose pas; habitant la Cité de Londres, il rassemble chez lui tous les seigneurs mécontens, tous les bourgeois de son parti, et les anime à continuer le combat; ce qui n'avait été qu'un complot parlementaire devient une conspiration véritable. Les conjurés se réunissent au château de Broughton, chez lord Say, dans l'Oxfordshire; ils entrent sans être vus, par un passage secret, et pénètrent dans une chambre d'où on éloigne les domestiques, étonnés du bruit et des discussions violentes dont ces personnages mystérieux font retentir le château (1). Quand ils craignent que leur point de réunion soit découvert, ils se transportent chez sir Richard Knightley, dans le manoir de Fawsley, où l'on conserve encore la table de bois qui servait aux conjurés (2). Le résultat de ces trames, à la tête desquelles est Pym, et qui sont à peu près aussi extra-parlementaires que l'a été le 10 août en France, c'est une pétition rédigée par lui et signée par dix mille citoyens pour demander la convocation d'un nouveau parlement.

Ce parlement n'était autre que le long parlement. Le 3 novembre 1640, cette célèbre assemblée se réunit, et sa première œuvre, c'est l'accusation de Strafford, dénoncé aux communes et livré au bourreau par Pym, qui tient sa promesse. Le roi savait bien que sa dernière espérance reposait sur Strafford; Pym ne l'ignorait pas.

Pour donner à ce grand procès politique toute sa valeur et tout son intérêt, il faut bien comprendre les relations antérieures des deux antagonistes, et la réalité des intérêts qu'ils représentent. Strafford revient de l'Irlande, où il a exercé avec sévérité et avec éclat le pouvoir

(1) Voyez Echard, *Histoire d'Angleterre*.
(2) *King's Pamphlets*, 113, part. 13.

souverain ; il est le Richelieu futur du roi d'Angleterre. Pym a employé son temps et son énergie à remuer et à soulever toute la Cité; il est le symbole du pouvoir populaire. Rivaux d'amour, rivaux de gloire, rivaux d'autorité, fanatiques de leur opinion, tous deux chefs non-seulement d'une armée, mais d'une idée, ils apportent dans l'arène la double destinée ou monarchique ou démocratique de l'Angleterre. Mais Strafford est vaincu d'avance. Son ennemi le force de venir plaider sa cause devant ceux même qui l'accusent. En vain Charles essaie-t-il de sauver son puissant ministre par des concessions faites aux chefs de l'opposition. C'est une lutte à mort. Lorsque Pym vit que le procès traînait en longueur, que la sévérité mélancolique, la haute éloquence, la dignité imperturbable de Strafford, commençaient à exciter l'intérêt public, il produisit des notes secrètes que son ami Vane lui avait communiquées, et demanda l'*attainder*, ou bill de proscription définitive, contre Strafford. Le roi, présent à cette mémorable séance et caché par un treillage en bois qui le séparait de l'assemblée, brisa de sa main irritée le treillage qui le protégeait; Pym ne se troubla pas, et continua son accusation plus terrible qu'oratoire, tout animée de haine, toute vivante par les preuves, sans déclamation et sans ornement, nue et brillante comme le tranchant d'une hache, qui frappait de mort le conseiller et l'espoir du trône. Ce fut alors que Strafford malade, relevant sa belle tête attristée, fixa sur son ancien ami un si long et si douloureux regard, que les papiers de Pym s'échappèrent de sa main, et qu'il fut incapable de continuer son discours (1).

Strafford périt sur l'échafaud, et les historiens le donnèrent, ceux-ci pour un martyr, ceux-là pour un bourreau. Les nations long-temps divisées n'ont pas d'histoire. Chacune des opinions rédige la sienne, qui n'est qu'un plaidoyer plus ou moins habile. Hallam lui-même, esprit juste et consciencieux écrivain, est un whig et pardonne tout aux whigs. Hume, malgré sa froideur d'ame et de style, cherche avec soin et présente avec adresse les excuses qui peuvent sauver l'honneur des Stuarts. Lisez Brodie, ce sont des infames. Lisez d'Israëli, ce sont d'excellens et pacifiques monarques. Ces historiens ne s'entendent pas davantage sur les principes et les bases de la constitution anglaise; elle est monarchie pour ceux-ci, république pour ceux-là; elle n'est ni l'un ni l'autre. Que Strafford ait payé ses efforts monarchiques de sa vie, on ne peut s'en étonner : l'Angleterre ne

(1) Voyez *Lettres de Baillie.*

voulait plus de couronne arbitraire. Que le symbole royal, l'homme placé à la tête de l'ancienne machine royale, ait péri en France comme en Angleterre, cela ne peut étonner : il était le prisonnier de guerre de ses ennemis, auxquels il faisait peur. Charles Ier et Louis XVI moururent comme symbole.

Ces effroyables et inévitables cruautés devraient bien nous apprendre qu'en fait de politique, il n'est point question d'équité, mais de combat; que le guerrier le plus fin, le plus rusé, le mieux armé, le plus vigoureux, le plus adroit l'emporte, et qu'il faut, en outre, que les circonstances le favorisent. Pym, qui ne s'arrête devant rien et qui vient de tuer de sa main, dans un discours qui dura six heures, le compagnon de sa jeunesse, est assurément un des plus inexorables parmi ces guerriers. Arrêtons-nous à ce moment de sa vie et de son triomphe. La maîtresse de Strafford se donne à Pym; le peuple entier le salue comme un vengeur et un héros. Il est maître des communes.

Cette domination, il est vrai, n'embrasse qu'un petit nombre d'années; les triomphes sont courts en temps de révolution. La révolution d'Angleterre se divise en trois grandes phases : celle de préparation ou de réforme parlementaire, pendant laquelle on s'occupe à détruire un à un tous les priviléges de la royauté; la seconde, de fanatisme religieux et guerrier, qui se termine par le meurtre de Charles Ier, c'est l'époque de l'exaltation et des combats; la troisième, d'organisation intérieure et de puissance à l'extérieur, c'est le protectorat. Cette dernière époque est dominée par Cromwell; la seconde appartient aux saints et aux exaltés; la première, à Pym. Elle a moins d'éclat que les autres, et l'on a peu parlé de lui; mais il en était l'instigateur et le chef, comme je l'ai prouvé.

C'est ce qui le rapproche de Danton, dont il me reste à parler, et qui occupe la première place dans la seconde phase de la révolution française. Il suit Mirabeau et précède Robespierre. Il semble avoir commis ou permis des actions plus violentes que celles de Pym, mais ce n'est qu'une apparence. L'accusation contre Strafford vaut toutes les cruautés. Leur analogie principale, c'est que, dans les grandes affaires auxquelles ils prirent part, ils osèrent tout et frappèrent juste. Danton repoussa l'étranger; Pym détruisit l'arbitraire. L'un garda le silence pendant les boucheries de septembre; l'autre fit tomber la tête de son malheureux et noble ami Wentworth, comte de Strafford. L'un et l'autre mêlèrent le plaisir, la ruse, les complots, dans une vie ardente, voluptueuse et occupée. L'un arracha son pays à l'étranger, l'autre à l'arbitraire : que Dieu prononce.

Dans la vie de Danton, qui a été récemment analysée avec trop de soin pour que nous la retracions tout entière et en détail, nous trouvons beaucoup plus de turbulence et de férocité apparentes. Cette différence n'appartient pas aux hommes, mais aux temps et aux pays. La fantasmagorie scénique, que la France aime et qui convient à son tempérament, ne se montre point dans la révolution d'Angleterre. Alors même qu'elle est plus atroce, elle est plus grave, plus formaliste et plus solennelle. Cet odieux et terrible procès de Strafford s'accomplit avec une silencieuse simplicité. Pym, qui frappe d'aussi grands coups que Danton, n'a rien des éclats de ce titan révolutionnaire. Il soulève paisiblement sa massue, sans jamais se tromper ni d'heure ni de jour, et ne manquant point de la faire tomber juste. Quand la chose est accomplie, il ne sourit même pas. On ne reconnaît en lui et autour de lui ni la ferveur gauloise, ni le drame impétueux, ni les talens improvisés, ni les flammes sombres qui sortent du cratère de 1793. L'Angleterre puritaine est souvent hypocrite et burlesque; en revanche, elle procède avec une gravité légale, un respect des antécédens, une constante énergie, un sincère amour du bien. Comme elle n'a pas l'Europe à repousser, et que ses frontières ne sont pas assaillies par l'ennemi, le bourreau a peu de chose à faire; on n'abat que les plus hautes têtes; le sang coule surtout dans la guerre civile, sur les champs de bataille, avec une sorte de loyauté, de probité et de politesse permanentes.

Ainsi, au moment même où commençait la guerre, où les uniformes verts de Hampden, les habits rouges de Hollis, les bataillons pourpres de lord Brooke, et les escadrons bleus de lord Say, couvraient les campagnes anglaises, prêts à en venir aux mains, les ennemis se mesuraient des yeux, mais ne s'insultaient pas. On allait se battre, mais noblement. C'est une chose magnifique à observer, dans cette première lutte du trône contre le peuple, que ce respect universel de l'humanité et cette magnanimité chevaleresque que l'on remarque chez tous les combattans. « Mon affection pour vous, écrit à sir Ralph Hopton, royaliste déterminé, sir William Waller, général des troupes parlementaires, est tellement invariable, que notre hostilité actuelle ne peut altérer mon attachement à votre personne; mais je dois être fidèle à la cause que je sers. Je m'arrête devant l'autel. Le grand Dieu qui lit dans mon cœur sait avec quelle répugnance je commence cette entreprise, et quelle parfaite aversion m'inspire une guerre dans laquelle je ne trouve pas d'ennemis. Il faut cependant faire son devoir; toutes mes inclinations se taisent. Puisse le Dieu de paix nous envoyer

bientôt le calme et nous rendre propres à en jouir! Nous sommes tous les deux placés sur un théâtre, mon ami. Il faut que nous jouions les rôles qui nous sont assignés dans cette tragédie; faisons-le en gens d'honneur et sans animosité personnelle. »

Les grandes actions de la révolution française n'ont pas ce caractère pour ainsi dire réglé. La présence de nos ennemis, la pénurie du trésor, l'ignorance de la liberté, leur donnent un caractère désespéré et sanglant, qui fait reculer d'effroi le lecteur, mais qui ne doit pas épouvanter le philosophe, et dont il doit à la fois tenir compte et apprécier les motifs.

Toute la première partie de la vie de Danton est rejetée sur le second plan par un homme plus bruyant, plus énergique et plus lettré que lui. L'ombre de Mirabeau tombe sur Danton et le cache. Jusqu'au moment où le premier symbole de la révolution disparaît, Danton n'est que le soufflet patient et énergique de la forge révolutionnaire. Il sait, comme Pym, se soumettre quand il le faut, et discipliner son ambition ou sa colère. Il n'est rien, au commencement de la révolution, que besoigneux et ardent. Il lui faut un piédestal; il le crée en inventant le club des cordeliers, force qu'il s'attribue, et dont il dispose contre la convention d'une part et contre les girondins de l'autre.

Une fois maître de sa position, il fait le 10 août, et devient ministre de la justice. Les ennemis s'avancent; Brunswick est aux portes de Paris : de la peur même il fait une arme. Il est certain que cette terrible machine a sauvé le territoire; il est également certain que Danton l'a mise en mouvement sans colère, sans fureur, sans goût pour le sang, comme Pym tua son ami et prépara l'échafaud de Charles Ier. Roi de la commune improvisée, c'est alors que Danton devine la France, la France désarmée, déshabituée des armes et environnée d'ennemis. Il lui donne du courage, ne fût-ce que celui de la peur. Moment curieux que celui où, les sourcils froncés sur ses yeux sombres, et apparaissant comme un colosse à la tribune de l'assemblée, il s'écria d'une voix tonnante : « Législateurs! ce que vous entendez, ce n'est pas le canon d'alarme, c'est le pas de charge contre l'ennemi. De l'audace! de l'audace! et toujours de l'audace! » Il connaît bien la race gauloise et sait en user, non pour lui-même, non pour ses plaisirs ou ses vengeances, mais pour cette cause nouvelle qu'il a adoptée et embrassée, et qui seule est présente à son esprit, pendant que le canon gronde, que les Tuileries sont en flammes, et que les sabres de septembre font leur œuvre abominable. Il règne cependant, et son dessein est accompli.

Après septembre, Danton s'élève, et plane comme fondateur de la république; de même Pym, après la mort de Strafford, est le fondateur et le chef de la nouvelle Angleterre. On sait quelles péripéties précipitèrent sous la main jalouse et vengeresse de Robespierre la suprématie de Danton et le livrèrent à l'échafaud, lorsque, dans son dernier accès de franchise en face de la mort, il s'écria : « Danton ! pas de faiblesse ! »

Pym fut plus heureux, parce qu'il était venu plus tôt. La mort devait le surprendre, comme un accident, non comme une vengeance. Après avoir frappé le ministre Strafford, il continua son œuvre, fit jeter en prison tous les ecclésiastiques favorables à la suprématie épiscopale, réclama et obtint l'abolition de la chambre étoilée, et devint tellement redoutable à la cour, que trois fois pendant l'année 1641 on essaya de l'assassiner.

On peut aussi, sans blesser son honneur, croire qu'il n'a pas négligé ces moyens de captation populaire, ces suppositions d'assassinats qui émeuvent si profondément les imaginations, et dont notre révolution a fourni plus d'un exemple. Le récit suivant, rapporté par Nalson, nous paraît réunir tous les caractères de la fraude politique, et de cette invraisemblance palpable qui n'est qu'un attrait de plus pour les vulgaires crédulités. La peste venait de quitter Londres. Un jour Pym entra dans la chambre des communes, une lettre ouverte à la main, et dit au *speaker* (1) : « Un commissionnaire vient de me remettre, à la porte de cette chambre, la lettre que voici; quand je l'ai ouverte, il en est tombé un linge qui avait recouvert la plaie d'un pestiféré. » — On envoya chercher le commissionnaire qui répondit qu'un gentilhomme à cheval et vêtu d'un surtout gris lui avait remis ce message et 12 pence, en lui recommandant bien de la remettre promptement à M. Pym. Clarendon a raison, selon nous, de ne pas ajouter une foi implicite à cet incident hasardé du mélodrame révolutionnaire.

Cependant Charles, dont les intrigues en Écosse n'avaient pas été plus heureuses que ses armes, se trouva, quand il revint de ce voyage, entièrement à la merci de ses sujets; on profita de cette situation pour l'accabler. Ce fut Pym qui, en octobre 1641, marchant à la tête des communes, se rendit à la chambre des lords pour dénoncer les conseillers royaux, et qui, bientôt après (en novembre), fit retentir la grande remontrance sur l'état de la nation, et passer le bill sur la levée des troupes, bill qui enlevait au roi la force militaire, après lui avoir

(1) Président.

ôté la force civile. Les évêques protestèrent; les communes, sur l'instigation et à la requête de Pym, les enfermèrent à la Tour. Le 30 décembre 1641, on vit douze prélats, dont deux étaient octogénaires, paraître à la barre de la chambre haute, conduits par l'huissier de la verge noire, et s'y agenouiller pour entendre leur sentence. Ainsi se termina la mémorable année 1641, point culminant de l'influence que Pym avait conquise.

L'année 1642 s'annonça par des émeutes populaires et par la faute nouvelle que commit Charles I[er], lorsqu'il accusa d'abord devant les communes et voulut ensuite arrêter lui-même cinq chefs de l'opposition. Trop docile aux conseils violens et absurdes de sa femme, il crut se sauver par la force, et vint lui-même à la chambre des communes pour s'emparer de Pym et de quatre autres membres. Le parlement s'empressa de les soustraire à la vengeance royale; cinq jours après, ils revinrent en triomphe s'asseoir sur leurs anciens bancs.

Poussé ainsi jusque dans ses derniers retranchemens par l'énergie infatigable de son ennemi, Charles finit par planter à Nottingham l'étendard royal. Pym reste à Londres, et pendant que tous ses amis courent aux armes, chargé seul du pouvoir exécutif et des affaires du parlement, il soutient le poids des affaires. Cependant, en 1643, il commençait à s'user et à subir la destinée des instrumens révolutionnaires. Déjà on lui préférait des chefs plus ardens encore et des fanatiques plus déterminés. Comme un glaive qui a émoussé son tranchant, il n'avait plus sur les masses son ancienne et incisive influence; et je ne sais quelle eût été sa destinée, quand la maladie l'enleva, au milieu des cris du peuple, qui, assemblé sous ses fenêtres, demandait son corps pour le mettre en lambeaux. Il mourut le 8 décembre 1643, épuisé par le travail sans relâche que lui avait imposé l'organisation révolutionnaire de cette époque. Les royalistes d'Oxford firent des feux de joie et se crurent sauvés; mais il laissait, comme Mirabeau, la monarchie détruite, et en grande partie de sa propre main. Moins confus, moins brillamment éloquent, moins grandiose et moins théâtral que Mirabeau, rusé, tenace, indomptable, n'ayant de cruauté que dans la poursuite de ses desseins politiques, il méritait une analyse particulière et approfondie, comme l'un des hommes qui se sont montrés les plus habiles à conduire les assemblées, à disposer des intentions de leurs semblables, à profiter des circonstances, et à changer les empires. Personnages curieux à étudier : comment chacun de ces individus puissans dans un orage

passager, et dont le nom seul reste comme un bruit qui effraie, a-t-il conquis cette puissance? par quels ressorts, misérables ou criminels, excusables ou hardis, a-t-il agi sur les hommes ses semblables? Dans ce retour à la nature sauvage qu'on appelle une révolution, intermède singulier qui fait tomber tous les costumes et donne à chacun sa valeur naturelle, sous quelle forme ont apparu ces meneurs de l'humanité? ont-ils eu de l'esprit vrai et du vrai courage, ou seulement de la témérité et du bonheur? Rien de moins compris que ces phénomènes monstrueux qui naissent au milieu d'une éruption, n'apparaissant que tout environnés de flammes et de cendres; le mouvement qui les emporte nous aveugle. Si nous revenons à les étudier quand l'élan est passé, l'éruption terminée et la cendre froide, nous ne pouvons plus les juger. Mais les juger pendant l'éruption est également difficile. Alors on voit en eux des idoles, et non pas des hommes. Il y eut une époque en France où toute la France était Voltaire, une autre où toute la France était Mirabeau, une autre où Napoléon s'élevait comme unique symbole. L'Angleterre, entre 1630 et 1660, dans ce grand et périlleux renouvellement de sa constitution, a eu aussi ses géans symboliques, points de ralliement lumineux qui marquaient la route révolutionnaire. Le premier a été Pym, le second Hampden, le troisième Cromwell.

Assurément tous les instrumens de révolution ne peuvent et ne doivent pas être confondus. Il y en a d'aveugles; il y en a qui sont ou purs, ou intelligens, ou seulement féroces et déshonnêtes. Les grands-prêtres, les initiateurs de tout un mouvement, de toute une phase, sont Mirabeau, Napoléon, Cromwell. Après eux viennent les hommes de second ordre, mais puissans encore, qui s'emparent de toute la passion, de toute l'énergie populaires pendant un temps, et les dirigent vers leur but; tels furent Danton et Pym. Les premiers du second rang, ils furent l'un et l'autre les ouvriers bourgeois, mais non vulgaires, de cette œuvre terrible qui déchira la vieille loi et en chercha une nouvelle. Pym et Danton avaient la même audace, le même instinct de l'à-propos, la même sympathie avec les masses, la même facilité à guider et à grouper les hommes, le même coup d'œil, apercevant le but et ne se laissant pas décevoir par une apparence; le même mépris des honnêtes scrupules, les mêmes ardeurs de tempérament; le même effroyable dédain des petites vertus. Du reste, ils furent jetés très diversement à travers les deux drames dont on les vit s'emparer quelque temps. Pym parut dans le sien dès les premières scènes; il n'eut pas à lutter contre

Ireton et Cromwell. Il mourut à temps, et avant la fin du second acte. Danton ne fit son entrée que très tard, quand l'initiation révolutionnaire avait été accomplie par Mirabeau. Il périt au fort de la crise et de la mêlée, au sein de la péripétie, en plein troisième acte, sur l'échafaud, avec infiniment plus d'effet et de véhémence théâtrale.

Habiles à diriger et à faire mouvoir les masses humaines, à deviner et à supputer, à déterminer et à dominer les incalculables influences dont se compose toute réunion d'hommes, ils sacrifièrent tout à ce plaisir. Ces activités tumultueuses et sourdes, ces forces contradictoires et sympathiques, où iront-elles? que deviendront-elles? comment se distribueront-elles? Le problème change et se renouvelle à chaque instant. Il y va du salut d'un empire, de la tête d'un roi, de la vie, de la mort, de la honte. C'est un grand jeu; il n'en est pas de plus irritant, de plus enivrant, de plus hardi, de plus dangereux; il n'en est pas qui conseille plus aisément le crime. Les hommes qui ont joué à ce tapis vert et passé par cette épreuve se reconnaissent dans le monde. Leur front est brûlé et sillonné par la fournaise, leur cerveau n'a plus qu'une pensée, et leur mémoire n'a plus qu'un souvenir. On les a souvent nommés les criminels des révolutions : ils en sont les victimes encore plus que les instrumens.

Je ne les justifierai ni ne les accuserai. Il ne nous appartient pas de juger ici, quant à la morale universelle, ces foudres providentielles et redoutables, qui se montrent aux époques de chaos. Dieu les envoie, comme il envoie les orages. Si les hommes étaient purs et les constitutions politiques immortelles, on ne verrait point apparaître ces singuliers prodiges; mais les sociétés renferment toujours le mal et le vice, et la vie des peuples a ses crises. Il serait niais et oiseux d'apporter une excuse de sophiste ou un anathème banal pour ou contre les moteurs ou les acteurs principaux de ces grands évènemens qu'on nomme révolutions. Peut-être est-il permis de les préférer, ainsi que leurs époques, à ces hommes et à ces époques qui ne sont que la parodie du courage, la contre-épreuve de la force, la fausse monnaie de la grandeur.

Quant à Pym et à Danton, le mépris de la chimère, la haine de l'apparence, le dédain de la phrase qui séduit le populaire et emporte les sots, distinguaient ces deux hommes. Si vous voulez peser la valeur d'un esprit, voyez s'il tend à la vérité, s'il y croit et s'il la cherche; examinez s'il va droit au fait, s'il veut un résultat, s'il soulève les voiles; demandez-vous s'il se contente de formules, s'il se paie de mots, s'il

est heureux dans la déclamation. Le César et le Napoléon, pas plus que le Tacite et le Shakspeare, n'ont aimé le vide et les masques. Il y a des temps cependant où le vide et les masques plaisent à tous : les sociétés très pleines de mépris pour elles-mêmes se gardent de les rejeter. C'est qu'alors le mensonge devient nécessaire. Mais toute nation qui vit dans le faux est une nation perdue; toute littérature équivoque est un amas de papier stérile; tout grand homme charlatan est destiné à perdre son habit de théâtre tôt ou tard, même en France, où l'habit de théâtre a tant de succès. Si vous lisiez l'histoire comme elle mérite d'être lue, vous reconnaîtriez qu'il n'y a de grands hommes que ceux qui déchirent résolument les enveloppes des apparences, de grands génies dans les lettres que ceux qui aiment la vérité, de grands peuples que ceux qui osent se la dire à eux-mêmes.

Si, dans sa lutte contre la monarchie et Strafford, Pym a été sans pitié, sans scrupule, sans remords, toujours violent, toujours rusé, toujours inexorable, ce n'est pas là ce qui l'isole, sans le justifier, parmi ses compagnons de guerre; c'est la haine profonde du mensonge, c'est la franchise de l'attaque; c'est l'amour de la vérité, même dans le crime. Comme Danton, il s'attacha au but positif, au succès, et laissa d'autres esprits adorer la chimère de l'époque.

Ces deux révolutions, qui ont déplacé le pouvoir en Angleterre comme en France, avaient l'une et l'autre un but idéal et un but réel. L'idéal, pour les révolutionnaires d'Angleterre, c'était l'institution hébraïque, la liberté sous le règne de Dieu, l'impossible; — pour les révolutionnaires de France, c'était l'impossible aussi, la démocratie grecque. Pym et Danton se distinguent sous ce rapport, qu'ils n'embrassèrent pas la chimère, et ne s'en servirent que pour atteindre le résultat réel, le but possible. Ils firent descendre en effet, par des efforts extraordinaires, mêlés de grands crimes, le pouvoir, l'un dans le parlement, l'autre dans les masses, et se reposèrent, celui-ci dans le lit de mort, cet autre sur l'échafaud.

PHILARÈTE CHASLES.

REVUE LITTÉRAIRE

DE L'ALLEMAGNE.

La presse allemande vient de faire une rude campagne. Depuis le mois de mai de l'année dernière jusqu'à la nuit de la Saint-Silvestre, nous ne croyons pas qu'elle ait cessé un instant d'être en colère, et quand cette presse allemande est en colère, elle emploie un petit dictionnaire d'invectives auprès duquel celui de nos journaux, dans leur plus grande violence, pourrait fort bien passer pour un manuel d'urbanité. Si, jusqu'à présent, nous n'avions pas été parfaitement convaincu que la vraie vocation de l'Allemagne est dans ses études spéculatives, dans ses rêves poétiques, nous le serions aujourd'hui. Elle a deux bons génies dont elle devrait être toujours heureuse et fière, le génie de l'étude qui conduit par la main ses savans à travers les routes obscures du temps passé, et la muse qui lui enseigne ses ballades mélodieuses, ses légendes naïves et ses douces chansons. Si trompée par les vagues rumeurs qui lui viennent de loin, elle essaie d'y mêler sa voix; si, quittant le foyer où ses honnêtes pénates la charment encore par de pieuses coutumes, elle se jette dans l'arène turbulente des autres peuples, la noble Allemagne s'égare. Elle ne sait pas, elle qui sait tant de choses, se ployer au ton de ces discussions, si amères au fond, si nuancées et si modérées dans la forme. Au lieu de prendre ces petites flèches flottantes et acérées du picador qui aiguillonnent l'attaque et prolongent le combat, elle prend une massue et tâche d'un seul coup d'assommer le taureau. Son honnêteté de caractère, son patriostime

ardent, et, il faut le dire, sa susceptibilité scolastique, ne lui permettent pas de rester dans les bornes d'une polémique calme et mesurée. Si elle se croit atteinte, elle s'exagère bien vite le sentiment de son offense. Elle passe en un instant du raisonnement à l'apostrophe, de l'admiration à l'outrage. Hier elle louait encore l'esprit, le caractère du pays qui l'avoisine; demain, elle le condamne sans pitié. Hier, elle rendait justice à vos travaux, elle vous proclamait un de ses diciples, elle vous adressait, avec des paroles flatteuses, des diplomes honorifiques; demain, elle efface d'un trait de plume tout le passé et vous appelle un ignorant. Il n'y a pas long-temps que M. Heine faisait encore école en Allemagne par sa prose et par ses vers. Le livre qu'il a récemment publié sur Bœrne lui a attiré de la part des mêmes journaux qui le louaient tant autrefois des invectives que nous rougirions de traduire. Les bruits de guerre qui nous ont tant occupés l'été dernier, les menaces de propagande, quelques lettres écrites sur les bords du Rhin par M. Frédéric Soulié, ont fait sortir de l'atelier de la presse allemande toutes les paroles haineuses et envenimées que nous croyions profondément ensevelies depuis 1813. Une éloquente brochure de notre ami Edgar Quinet a réveillé, avec toute sa fougue, l'esprit de la vieille Teutonie. Pour peu que cette effervescence allemande continue, les choses en viendront au point que nous n'oserons plus prononcer le nom du Rhin, chanter la chanson de Claudius, répéter les vers de Byron, ou jeter un regard du côté de Johannisberg, sans être véhémentement soupçonnés d'esprit d'usurpation et de propagandisme. Le mieux serait, si nous voulons avoir la paix, d'effacer de nos cartes le nom de ce fleuve ennemi, de rayer dans notre histoire les jours où il fut franchi par nos armées victorieuses, d'oublier qu'il existe, qu'il arrose une partie de nos frontières, et soupire au bord des provinces qui furent à nous!

Dans cette guerre engagée entre la presse d'Allemagne et la France, nous avons eu aussi notre part de récriminations, nous humble explorateur de littérature germanique. En voyant avec quelle animosité les journaux de par-delà le Rhin s'emparaient des deux derniers articles que nous avons donnés dans cette *Revue* sur les publications de l'Allemagne, nous nous sommes demandé d'où pouvait venir tant de colère, et nous nous le demandons encore. Avons-nous donc d'une plume sacrilége attaqué les grands noms dont l'Allemagne se glorifie? Non, nous professons pour eux une sorte de culte et une profonde admiration. Avons-nous nié le mérite des vrais poètes comme Uhland, Ruckert et Tieck, des vrais savans comme Grimm, qui restent encore à l'Allemagne? Non, et nous en appelons au témoignage même de ces hommes qui n'ont pas encore oublié, nous en sommes sûr, le jour où nous allions pieusement les visiter dans le cours de notre pèlerinage poétique. Avons-nous mis en doute la science des écoles, l'autorité des universités allemandes? Non, nous nous honorons d'appartenir nous-même à l'une de ces universités, et nous n'avons pas coutume d'insulter le lendemain ceux à qui nous demandions des leçons la veille. Enfin avons-nous calomnié le caractère de l'Allemagne? Non, nous avons au contraire, sans cesse et partout, loué les habitudes tou-

chantes, les vertus domestiques, les mœurs hospitalières des populations germaniques. Où donc est notre crime? Notre crime? le voici. Nous avons dit que le grand siècle littéraire de l'Allemagne est passé; que ce pays, illustré naguère par des œuvres de génie, tombe de plus en plus dans la traduction et l'imitation; que des milliers de volumes enfantés chaque année par les diverses provinces de ce vaste empire, il en est bien peu qui méritent une mention sérieuse. Si l'Allemagne ne veut pas qu'on nous croie, qu'elle retranche donc du nombre immense de ses publications littéraires tous les volumes qui naissent comme des aigles et sont ensevelis comme des *krebse,* qu'elle raie de ses catalogues, de ses journaux, de ses répertoires de théâtre, tous les romans, toutes les nouvelles et toutes les pièces empruntés seulement à la France : nous verrons ce qui lui restera.

Pour faire notre confession tout entière, nous avouerons encore un autre crime dont nous nous sommes rendu coupable, et celui-ci est beaucoup plus grave. Nous avons osé attaquer dans l'enivrement de son orgueil cette école nouvelle qui prétend régénérer l'Allemagne en y introduisant les moqueries de Voltaire, cette pléiade d'écrivains vaniteux qui supplée au vide de ses idées par des phrases pompeuses, cette jeune Allemagne enfin, puisqu'il faut l'appeler par son nom, qui, entre autres merveilles fort ingénieuses dans un pays de religion, d'ordre et de morale, a découvert pour son agrément le jacobinisme et l'impiété. C'est parce que nous aimons l'Allemagne avec son vrai caractère et sa vraie grandeur, ses noms de savans vénérés de tout homme studieux et ses mœurs chéries des voyageurs; c'est parce que nous voudrions la voir persister dans la voie où elle s'est acquis tant de gloire, que nous réprouvons cette vaine et fausse littérature dont toute l'originalité consiste à outrager les saines idées du passé. Un journal de Dresde, dont le rédacteur ne nous est connu que de nom, a bien voulu dire que, si nous n'avions pas formulé tant de vérités dans nos derniers articles sur l'Allemagne, nous n'aurions pas soulevé tant d'animosité. Nous le remercions de cette justification, et nous continuerons à dire franchement notre opinion sur l'état actuel de la littérature allemande, sauf à nous attirer quelque nouvelle invective des journaux de MM. Gutzkow, Laube, Th. Mundt, Éd. Düller, et quelque longue lettre de M. O.-L.-B. Wolff.

Mais l'Allemagne, dont la susceptibilité est si facile à éveiller, et l'esprit si irritable quand nous parlons de ses frontières, de sa littérature, de ses œuvres d'art et de son caractère, est-elle bien sûre de la rectitude parfaite des jugemens qu'elle porte sur la France? Sait-elle que si nos écrivains vivaient dans cette continuelle préoccupation d'eux-mêmes qui est une des faiblesses des Allemands, si nous voulions nous mettre à commenter ses livres et ses journaux comme elle veut bien commenter les nôtres, il n'en est pas un où nous ne trouverions à chaque instant quelque grave erreur ou quelque plaisante théorie? Je prends, par exemple, une longue dissertation sur la littérature française publiée récemment dans un des recueils les plus populaires de l'Allemagne, et j'y trouve la classification la plus étrange qu'il soit possible

d'imaginer, les noms les plus illustres placés au même niveau que les esprits les plus médiocres, et les écrivains de la nature la plus opposée rangés dans la même catégorie. Ainsi Lemercier et *Dupaty* sont tous les deux représentans du classicisme; au milieu du scepticisme profond qui a été pendant quelques années *notre état normal*, Sainte-Beuve, George Sand, cherchent à donner à notre littérature un autre caractère, en s'appuyant sur la morale et la vie de famille. Puis vient une classification minutieuse des divers genres de littérature, et une longue liste d'auteurs et de productions modernes fort instructive, car il y a là des noms dont la France n'a pas conservé le plus léger souvenir, et qui ont été scrupuleusement recueillis et enregistrés par l'Allemagne. Je soupçonne l'auteur de cette dissertation d'être un de ces démagogues littéraires qui se plaisent à porter la loi agraire dans les domaines de la gloire, à dépouiller le riche pour doter le pauvre. Ainsi le *Jocelyn*, de M. de Lamartine, n'est qu'une idylle aimable; mais *la Perle d'Ischia*, de M. *Benedict d'Os*, est un livre admirable, le vrai cantique des cantiques de l'amour! M. Alfred de Vigny vit dans *une atmosphère de réflexions qui renferme beaucoup de sujets malsains* (*ungesunde stoffe*), mais M. Jasmin a écrit des choses excellentes.

Dans le drame, Victor Hugo et Alfred de Vigny sont à la tête de l'école *idéaliste*, mais en face d'eux il y a une école réaliste dont M. Vitet est le principal représentant.

Dans le roman de mœurs, MM. de Custine, Balzac, E. Souvestre, Raymond Bruckère, partagent à peu près, *ex æquo*, les honneurs du premier rang. Paul de Kock, le favori des Allemands, est relégué cette fois, je ne sais par quel motif, beaucoup plus loin. Dans le roman historique, *Cinq-Mars* atteint presque à la hauteur de *Notre-Dame de Paris;* le bibliophile Jacob est tout près de Walter Scott, et MM. *Barginet de Grenoble, Hedouin de Boulogne, Amédée de Pastoret,* occupent une place fort honorable. Quant à Mme Charles Reybaud, l'aimable auteur de tant de jolies nouvelles, elle est classée dans une autre catégorie, qui s'appelle le roman de soldat (*soldaten romanen*).

Dans l'histoire, même catalogue d'écrivains de toute sorte, même sympathie pour les livres morts, même réhabilitation des médiocrités. L'auteur réserve toute sa rigueur pour la critique française, qui se fait, dit-il, de la façon la plus honteuse. « Il y a, si vous ne le savez pas, cinq à six coteries à Paris, dont chacune a quelques-uns de ses membres employés dans les journaux. Que l'un des *assurés* vienne à publier le livre le plus insignifiant, à l'instant même tous ses associés le louent comme un chef-d'œuvre, et c'est ainsi que les écrivains s'assurent non-seulement une réputation, mais, ce qui est bien plus positif, le revenu d'une année. »

Voilà ce que l'Allemagne écrit dans ses livres et ses recueils sur notre littérature. Que serait-ce si nous voulions énumérer les vains bruits, les détails puérils, les fausses nouvelles qu'elle publie à chaque instant dans ses journaux sur l'état de nos affaires, sur nos hommes politiques, nos artistes et nos théâtres! Je me rappelle, entre autres curiosités de ce genre, avoir vu dans un journal de

Leipzig, je ne sais plus lequel, une série de portraits de nos principaux écrivains, qui était bien la chose la plus bouffonne qu'il soit possible d'imaginer. Certes, quand nous rencontrons dans la presse allemande une de ces lourdes erreurs, nous n'accusons l'Allemagne ni de mauvaise foi ni de méchanceté. Nous savons que c'est une nation honnête et loyale, amie du vrai et du beau, mais facile à tromper par ceux qui de loin lui racontent les choses qu'elle désire connaître. Il y a chez nous je ne sais combien d'Allemands, jeunes et vieux, instruits et ignorans, qui viennent à Paris souvent sans autre but que celui de satisfaire une vague curiosité de voyageur ou d'échapper aux préventions d'une censure avec laquelle ils ne vivent pas en très bon accord. Souvent ces hommes n'ont d'autre ressource que de se faire les correspondans des journaux de leur pays. Privés des recommandations qui pourraient leur ouvrir l'entrée des salons, des moyens nécessaires pour apprendre à connaître sous ses différens aspects une immense ville comme Paris, ils vivent à l'écart, étudient le monde dans les feuilletons de modes, la littérature dans les estaminets, la politique dans les *on dit* de chaque jour, et finissent par se faire des groupes d'idées fantastiques de tout ce qu'il y a de plus réel et de plus palpable. Faute de pouvoir pénétrer dans la pensée et dans la vie intellectuelle des hommes dont le nom attire leur attention, ils s'attachent à leur vie extérieure, ils recueillent, sur leurs habitudes, sur leurs fantaisies, tous les détails vrais ou faux que la chronique du jour, cette autre renommée à cent voix, porte du boudoir dans l'antichambre, et de l'antichambre dans la rue. Tous ces détails, rejoints tant bien que mal par quelques points de vue généraux, entrelardés à la façon allemande de considérations d'esthétique et de philosophie, sont envoyés régulièrement aux journaux des grandes villes; ils forment une série de chapitres, ils deviennent un livre; le public les prend au sérieux, et les gens graves dissertent là-dessus. Ce n'est pas tout. Quand le livre a été reçu en Allemagne, l'auteur veut le faire admettre en France. La prétention est singulière, je l'avoue; mais n'importe. Le susdit auteur revêt donc son habit noir, partage en deux bandeaux ses cheveux blonds, prend son volume sous le bras, et s'en va, d'un air fort humble et fort candide, frapper à la porte des *revues* et des journaux. Dans ce moment il est, comme tous les solliciteurs, plein de respect et de déférence. Il porte l'encens de la louange dans ses paroles et l'éclair de l'admiration dans ses regards. Il prie, il presse, il promet, il offre ses services et sa collaboration. Si toute cette éloquence est inutile, si son livre est oublié ou critiqué, il rentre chez lui et écrit une diatribe contre le recueil où il n'a pas trouvé accès, contre l'écrivain qui ne lui a pas prêté son appui. Et voilà comment la France est souvent jugée en Allemagne.

Nous avons vu dernièrement ici le fondateur et directeur d'un des principaux journaux allemands, qui depuis dix années jugeait la France sur la foi de ses correspondans. Un jour enfin, il a voulu l'étudier par lui-même, et il est venu, et il n'avait pas la prétention de toiser, comme M. O.-L.-B. Wolf, toutes nos illustrations en une matinée, ni de courir de Paris à Alger,

comme M. Laube, pour écrire des *Luftschlœsser,* ni de prendre un grand pays comme le nôtre à vol d'oiseau pour publier, comme M. Mundt, des *Volkerschau,* ni de jeter çà et là quelques faux coups de crayon pour rapporter dans sa bonne Saxe des *silhouettes,* comme M. de Bonstetten. Il avait tout ce qu'il fallait pour bien voir, et il a bien vu. Dans les premiers temps de son séjour ici, il cherchait ce pays fabuleux, ces esprits singuliers qu'il avait vus dépeints dans tant de lettres datées de Paris, et marchait de surprise en surprise. « La France est bien plus calme, me disait-il, et bien plus sérieuse qu'on ne nous la représente. » Maintenant, quand on lui adressera une de ces correspondances aventurées comme il en recevait autrefois, il pourra en découvrir les erreurs et en corriger les exagérations. Puissent d'autres hommes influens comme lui par leur situation venir à leur tour visiter notre pays, non pas en courant, mais avec attention ! Il est temps que les petites animosités soulevées récemment entre l'Allemagne et la France fassent place de part et d'autre à une sérieuse et loyale appréciation. Le génie de ces deux nations est tel qu'elles se complètent l'une par l'autre. A celle-là la réflexion, à celle-ci les tendances pratiques; là bas l'étude qui recueille les faits, la science qui les analyse, l'esprit philosophique qui en tire des conclusions et en forme des théories; ici le mouvement, la spontanéité, la vie, la vie quelquefois trop orageuse et trop bruyante, mais souvent solennelle et féconde. La nature semble avoir mis exprès, l'une à côté de l'autre, ces deux nations, comme les deux élémens essentiels d'un grand ordre de choses et d'idées. Elles ont été réunies autrefois sous le sceptre de fer de Charlemagne. Ne peuvent-elles l'être bien plus sûrement et plus légitimement encore sous une loi de progrès et de civilisation ?

Nous avions besoin de ce préambule pour expliquer notre véritable situation à l'égard de la presse allemande. Nous reprenons maintenant notre revue littéraire, et nous la continuerons régulièrement.

GESCHICHTE DER GEOGRAPHIE (*Histoire de la Géographie*), par J. Lœwenberg — Les étrangers nous reprochent de ne pas connaître la géographie, et ils ont raison. C'est vraisemblablement de toutes les sciences humaines celle qui nous occupe le moins, et il n'est pas, sans aucun doute, d'enseignement qui soit plus négligé dans nos écoles élémentaires et nos colléges. Dans la plupart de ces établissemens, c'est le professeur chargé des cours de grec et de latin qui donne par supplément une leçon hebdomadaire de géographie. Les élèves apprennent ainsi à la longue quelques principes généraux, des termes techniques, des noms de villes et de royaumes. Leur regard s'exerce à suivre sur une carte le cours d'un fleuve, ou les ramifications d'une chaîne de montagnes, et leur mémoire à retenir une froide et aride nomenclature. Cette nomenclature est à la science géographique ce qu'un catalogue de plantes est à la botanique, un dictionnaire à un poème, un assemblage de lignes à un tableau. Le vrai géographe ne la regarde que comme l'échafaudage de son œuvre et de sa pensée. S'il entreprend de décrire un pays, il commence par en indiquer la

nature et la configuration; il analyse l'état du sol et en raconte les bouleversemens. Une fois ces bases établies, il dira quelles sont les plantes que ce sol peut produire, les influences atmosphériques auxquelles il est soumis, les animaux qui y cherchent leur substance, les hommes qui l'habitent, leur origine, leur physionomie, leur caractère. Ainsi la géographie touche à la fois à la physique, à la géologie, à l'astronomie, à l'histoire, à la politique. C'est la science la plus vaste et la plus complexe qui existe, et en même temps la plus mobile. Les révolutions physiques, les guerres, les traités de paix, les progrès de l'agriculture, les découvertes de l'industrie, changent la face d'une contrée, et la géographie doit apprécier et noter tous ces changemens. C'est la première science qui ait occupé l'esprit humain, et c'est celle qui s'est développée le plus lentement, car elle ne pouvait grandir et prendre quelque consistance que par le concours de toutes les autres. Dès que l'intelligence de l'enfant commence à s'éveiller, il promène avec étonnement ses regards autour de lui, il veut savoir ce que c'est que cette terre où il porte ses pas, comment elle est formée et jusqu'où elle s'étend, d'où vient l'orage et d'où vient la lumière du soleil. Il en fut de même de l'homme aux époques primitives, et à la suite des grandes migrations. Chaque tableau inattendu, chaque changement de lieu devait nécessairement provoquer en lui un redoublament de curiosité, et le conduire à de nouvelles investigations. Mais que de temps, que de recherches, que de calculs il a fallu avant qu'il en vînt, lui si faible, lui si petit, à mesurer la largeur du monde, l'étendue des flots et l'immensité du ciel ! Il a fallu des siècles d'études et les efforts de plusieurs hommes de génie pour découvrir une de ces idées qui aujourd'hui n'excitent pas même en nous la plus légère surprise, tant elles sont devenues vulgaires. Le récit de toutes ces tentatives réitérées de la pensée humaine, de toutes ces découvertes d'instrumens et de toutes ces combinaisons appliquées à l'art nautique, à la mesure du temps et de l'espace, forme l'histoire de la géographie.

Cette histoire commence avec celle du monde. Les premières notions de géographie se trouvent dans la Genèse, la première description de pays est celle du paradis terrestre qui a tant occupé les savans et les commentateurs, qui a été tour à tour placé par les théologiens mahométans dans le septième ciel, par Hardouin aux environs de Damas, par Heidegger dans la vallée du Jourdain, par Roland dans l'Arménie, par Frege sur les bords de la mer Caspienne, par Marignola dans la terre de Ceylan, par Hasse sur les rives de la mer Baltique, du côté de la Prusse, par le célèbre Rudbeck en Suède, par Schulz dans les régions polaires. La Bible nous donne encore, comme on le sait, des détails sur l'Égypte, sur la mer Rouge, sur les contrées traversées par les Israélites, et enfin elle établit le dogme de la rotation du soleil, en vertu duquel au XVIe siècle l'inquisition condamnait l'immortel Galilée. Toute cette géographie de la Bible a été l'objet de savantes recherches et de plusieurs dissertations importantes parmi lesquelles nous citerons celles de Bochart, Michaelis, Rosenmüller et l'Atlas de Palmer (*Bible atlas, or sacred geography delineated*).

Si des traditions du peuple hébreu nous passons à celles des autres peuples, c'est encore dans les livres sacrés, dans les œuvres des poètes, que nous trouvons les premiers indices d'une idée géographique. Toute la cosmogonie scandinave est dans l'Edda, la cosmogonie indienne dans les Vedas, la cosmogonie grecque dans Homère et Hésiode. Le bouclier d'Achille, forgé par Vulcain et décrit dans le XVIIIe livre de l'Iliade, fut pendant plusieurs siècles l'atlas classique du monde.

Les expéditions maritimes des Phéniciens et des Carthaginois, les voyages d'Hérodote, le plus ancien voyageur scientifique que nous connaissions, et par-dessus tout les merveilleuses conquêtes d'Alexandre, agrandirent considérablement le domaine des connaissances géographiques. Cependant les philosophes de l'antiquité se faisaient encore de la structure du monde une idée irrégulière. D'après la doctrine d'Aanaxgore et d'Épicure, la terre était ronde et plate, recouverte par la voûte du ciel comme un cadran par le verre d'une pendule. Cette voûte était si élevée, que Vulcain mit tout un jour à tomber de la demeure des dieux dans l'île de Lemnos. Héraclite fit de la terre une sorte de barque flottant au milieu des eaux; Cléanthe la représenta sous la forme d'une pyramide; Xénophane, sous celle d'un cône; Anaximandre en fit un cylindre, et Pythagore un cube. Platon, d'ordinaire si net, n'émet que des idées assez confuses sur ce point : tantôt il semble avoir attribué à la terre la forme cubique, tantôt celle d'une boule. Enfin Eudoxe de Cumes, qui vivait au IVe siècle avant notre ère, fait de notre globe un carré long entouré par l'Océan.

Avec le règne d'Alexandre, une autre époque s'ouvre dans les annales de la géographie. Il révéla par le succès de ses armes, par l'incessante activité de son génie, ce qui était resté jusqu'alors inconnu aux recherches patientes des philosophes. Son œuvre de conquête s'arrêta, il est vrai, à sa mort. Ses successeurs se disputèrent les diverses parties de son empire, au lieu d'en reculer les limites; mais les peuples les plus étrangers l'un à l'autre avaient appris à se connaître, des communications avaient été établies entre l'Europe et l'Asie; les marchands, ces autres conquérans du monde, se frayèrent une route à travers les contrées découvertes par la puissance du glaive, et les savans puisèrent de nouveaux renseignemens dans le récit de ces excursions commerciales. Au IIIe siècle avant Jésus-Christ, paraît Érastothène, que l'on regarde comme le fondateur de la géographie mathématique; il recueille tout ce qui a été dit par les poètes sur les limites de la terre, par Hérodote sur les diverses populations du monde, par Aristote sur la physique du globe; il rassemble toutes les découvertes faites par Alexandre et ses généraux, tous les documens enfouis dans la bibliothèque d'Alexandrie, et compose à l'aide de ces matériaux un vaste ouvrage de géographie. Pendant ce temps, les conquêtes de Rome ouvrent aux regards étonnés un nouvel horizon. L'aigle audacieux de la république vole d'une contrée à l'autre; ni les fleuves inconnus, ni les mers profondes, ni les montagnes inaccessibles, ne l'arrêtent dans son essor. Aujourd'hui, il plane sous le ciel brûlant de l'Afrique; il s'arrête avec

une joie orgueilleuse sur les ruines de Carthage; demain, il s'élancera à travers les plaines de la Gaule, les forêts de la Germanie, et s'en ira au milieu de l'Océan se reposer sur les îles de Bretagne. Certes, toutes ces expéditions et ces conquêtes ne se faisaient guère dans un but scientifique; mais la science pourtant en profitait; au milieu du carnage des peuples, de la dévastation des contrées, la science recueillait son précieux butin d'observations, et la guerre donnait un enseignement au monde.

Sous le règne d'Auguste et de Tibère, Strabon écrit son traité de géographie avec une netteté, un savoir, une justesse d'esprit et de critique, qu'on ne retrouve chez aucun de ses prédécesseurs. Aujourd'hui encore, malgré ses erreurs et ses lacunes, cet ouvrage est un de ceux qu'on se plaît à rechercher et à lire. C'est l'un des monumens les plus intéressans de la littérature ancienne. Un siècle plus tard paraît Pline, qui, pour écrire son histoire naturelle, compulsa plus de trois mille livres, et qui nous a conservé dans cette compilation plusieurs fragmens d'anciens traités que nous avons perdus; puis enfin vient Ptolémée, dont le livre peut être regardé comme le tableau le plus étendu des connaissances géographiques de l'antiquité, et dont le système, admis dans les écoles du moyen-âge, ne peut être décidément renversé que par Copernic.

Le développement des connaissances géographiques en était là, quand Rome succomba à l'invasion des hordes barbares, et avec elle s'affaissa l'édifice scientifique préparé pendant tant de siècles, et construit par tant de mains. Des contrées découvertes depuis long-temps et décrites plusieurs fois furent tout à coup oubliées, ou reléguées par l'imagination d'une race crédule dans un monde fabuleux. L'ignorance et la superstition étouffèrent la vive et nette intelligence de l'antiquité. A la place de la géographie des Ptolémée, des Pline, des Strabon, rédigée après une suite nombreuse d'observations et basée sur des faits, on vit se former une géographie biblique qui devint une sorte de dogme religieux. D'après cette géographie, le firmament repose sur quatre colonnes. Au-dessus est l'eau et au-dessus de cette eau est la voûte du ciel où habite l'esprit de Dieu. La terre a la forme d'une montagne qui s'élève en pointe, elle est fixée à la base de l'univers, et autour d'elle tournent le soleil, la lune et les étoiles. Sur la cime de la montagne, il y a une contrée entourée par l'océan, et au-delà de cet océan, à l'est, s'étend le paradis terrestre avec ses quatre fleuves.

Un moine égyptien, nommé Cosme, et surnommé le voyageur indien parce qu'il avait fait plusieurs voyages en Éthiopie, fit, à l'aide de la Bible, des pères de l'église et de quelques livres classiques, une étonnante topographie du monde. Selon lui, la terre est de forme carrée et tout entourée d'eau. Sa longueur est de quatre cents jours de marche et sa largeur de deux cents. L'eau qui environne la terre touche à une autre contrée que les hommes ne peuvent atteindre. C'est là qu'était le paradis terrestre. C'est de là que les quatre fleuves dont parle la Bible tombent sous l'océan, et viennent, par des canaux, arroser la terre que nous habitons. La succession du jour et de la nuit est

produite par une grande montagne derrière laquelle le soleil se cache. Derrière cette montagne s'élève aussi la voûte du ciel, qui repose sur une forte muraille; quant à la muraille, elle ne repose sur rien. Ces étranges idées, et d'autres qui ne l'étaient guère moins, furent long-temps admises comme des faits positifs par la crédulité populaire. Au commencement du xve siècle, Harding, l'auteur de la chronique rimée d'Angleterre, plaçait en tête de son livre une carte où l'on voit, au bord de la mer du Nord, l'enfer représenté sous la forme d'un château gothique avec cette inscription : *The palace of Pluto, king of hell, neigbore to Scottz* (le palais de Pluton, roi de l'enfer, voisin des Écossais).

Enfin le monde sortit de sa barbarie, l'esprit humain se dégagea des voiles épais qui l'environnaient; la science, dont le flambeau ne jetait plus qu'une lueur pâle et tremblante au fond des cloîtres, reprit son mouvement, son essor, et la géographie, cette science des esprits studieux et pratiques, regagnant peu à peu l'espace qu'elle avait occupé autrefois, en conquit un nouveau. De grands évènemens contribuèrent à ses progrès : la migration des peuples, la propagation du christianisme et de l'islamisme, et les expéditions des Normands, ces terribles géographes qui faisaient leurs découvertes le glaive ou la torche à la main, à la lueur de l'éclair, dans le bruit de l'orage.

La prospérité commerciale des républiques italiennes et des cités de l'Allemagne produisit aussi d'excellens résultats géographiques. Les navires de Gênes, de Pise, de Venise, traversaient sans cesse la Méditerranée et s'en allaient jusqu'en Orient; les navires de la Hanse exploraient les régions du Nord. L'Europe, l'Asie, l'Afrique, étaient connues. Restait encore une terre à découvrir, une terre dont quelques savans pressentaient l'existence, mais qui n'était indiquée sur les cartes que par une large main noire qu'on appelait la main du diable. Christophe Colomb paraît, et une ère nouvelle commence. Le génie des temps modernes dépasse en un seul jour toute l'antiquité; le succès de ses tentatives accroît son audace. Dès ce moment, il s'égare sans crainte à travers un océan nouveau, il pénètre au sein des régions les plus reculées, il explore le monde, non plus comme un enfant qui marche d'un pas timide le long de son sentier, mais comme un homme dans la force de l'âge, qui est sûr de sa route et va droit à son but.

Toutes ces diverses phases de l'histoire géographique du monde ont été succinctement décrites par M. Lœwenberg. C'était une tâche difficile et fort compliquée. L'auteur nous paraît en avoir très bien compris l'ensemble et saisi les détails. On voit, à la simple lecture de son ouvrage, que c'est un homme expert dans la matière, qui a jeté dans un assez mince volume le fruit de plusieurs années d'études, et qui traite son sujet avec joie et amour. Il ne se borne pas à raconter les principaux faits qui ont contribué au développement des connaissances géographiques depuis l'expédition des Argonautes jusqu'à celle de *l'Astrolabe;* il suit pas à pas les découvertes des philosophes et des savans, explique leurs théories et juge leurs systèmes. Tout son ouvrage est d'ailleurs conçu d'une façon fort nette et écrit avec clarté, ce qui n'est pas

un mérite ordinaire chez les Allemands. Ce livre ne saurait être regardé cependant comme un tableau complet des connaissances géographiques, de leur développement progressif et de leurs ramifications, il est pour cela trop restreint et trop peu détaillé; mais, à le prendre comme manuel élémentaire, il est excellent. Nous souhaiterions qu'il fût traduit en français et introduit dans nos écoles; avec notre innombrable quantité de prétendus traités de géographie, nous n'avons encore rien de semblable à ce simple et intéressant livre de M. Lœwenberg.

GESCHICHTE VON RUGEN UND POMMERN (*Histoire de Rügen et de la Poméranie*), par M. A.-W. Barthold. — L'île de Rügen, située au bord de la mer Baltique, est une petite terre de trente-six lieues carrées d'étendue, qui ne renferme guère plus de trente mille habitans. Elle n'a par conséquent aucune importance politique. C'est tout simplement un district d'une des provinces septentrionales de la Prusse. Mais les voyageurs vantent ses sites pittoresques, l'aspect de ses longues baies creusées par les flots de la mer, la vue de ses montagnes de roc habitées jadis par les divinités du paganisme. Les romanciers aiment à étudier ses mœurs, les antiquaires ses souvenirs, car cette petite île a eu une histoire, une mythologie et des monumens à part. Tour à tour envahie par les Celtes, par les Germains, par les Slaves, elle a conservé la tradition de ces trois différentes races. Dévouée à son paganisme, elle en a gardé le culte plus long-temps qu'aucune autre contrée de l'Europe. Gouvernée par ses propres princes, elle a passé de cet état d'indépendance à l'asservissement. Elle a été réunie à la Suède, puis au Danemark, puis encore à la Suède. Si petite qu'elle soit, son nom se trouve fréquemment cité dans les sagas islandaises et dans les annales historiques des royaumes scandinaves.

Près de là est l'ancien duché de Poméranie, aujourd'hui province de Prusse, qui a passé par les mêmes invasions et a conservé long-temps la même idolâtrie. L'histoire de cette province et de l'île de Rügen est pour tous ceux qui s'intéressent aux traditions anciennes de l'Allemagne un important sujet d'étude. Jusqu'à présent on n'avait sur cette matière que des chroniques d'une ville ou d'une époque, et des essais inachevés. Un professeur de l'université de Greifswald a entrepris de recueillir toutes ces chroniques, tous ces documens épars, et d'en former une histoire complète. Le premier volume de son ouvrage annonce un esprit patient et érudit. Pour accomplir son œuvre de science et de patriotisme, l'auteur s'est livré, on le voit, à des recherches nombreuses et difficiles; mais le plan qu'il a adopté ôte à la lecture de son livre l'attrait facile qu'elle devrait avoir. Au lieu de narrer, il discute. Il compulse les textes anciens et modernes et les dissèque l'un après l'autre; puis il se jette dans des digressions intéressantes, mais éloignées de son sujet. Le récit des évènemens disparaît au milieu de tout ce luxe de dissertations; on le cherche et on ne le retrouve que de distance en distance, après une question d'anthropologie ou un commentaire philologique. Nous n'essaierons pas de suivre

l'auteur à travers tous les sentiers parcourus par son érudition, ni dans la narration souvent interrompue des faits de son histoire, qui ne présentent au lecteur qu'un intérêt local; mais il y a dans son livre des passages qui touchent à de plus larges questions : tels sont entre autres ceux où il parle de l'origine, de la religion et des habitudes de la race slave. Aux diverses notions publiées par d'autres écrivains sur cette race immense qui a occupé la moitié du monde, M. Barthold a joint des détails puisés dans les traditions du nord de l'Allemagne et curieux à recueillir.

Toutes ces traditions confirment ce que plusieurs historiens anciens rapportent sur le caractère et les mœurs des différentes tribus slaves. Les Romains, énervés par le luxe et le pouvoir, contemplaient avec étonnement ces hommes à la taille élevée, aux membres robustes, habitués dès leur enfance à braver la rigueur des élémens, marchant presque nus au milieu de l'hiver, combattant à pied avec les armes les plus grossières contre les troupes les mieux équipées, se jetant dans l'eau pour échapper à la poursuite de leurs ennemis, et restant là, comme les sauvages de l'Amérique, des heures entières à l'aide d'un long tuyau qui leur servait à reprendre haleine. Ces hommes si intrépides dans le combat, si endurcis à toutes les privations et à toutes les fatigues, étaient en même temps d'une nature douce, généreuse, hospitalière. Le voyageur qui passait devant leur demeure était sûr d'y trouver toujours un asile et un accueil amical. L'ennemi qu'ils faisaient prisonnier sur le champ de bataille n'était point, comme parmi les autres races barbares du Nord, condamné à un esclavage perpétuel, il pouvait recouvrer sa liberté pour une légère rançon et quelquefois gratuitement. Au jour du combat, ils s'élançaient contre leurs adversaires, sans armures et presque sans vêtemens, avec des piques aiguës et des flèches empoisonnées. La bataille finie, ils rentraient paisiblement au milieu de leur famille. Dès qu'ils s'étaient emparés d'une contrée, ils bâtissaient des villages, cultivaient le sol et établissaient avec leurs voisins des relations de commerce. Tels sont les traits généraux de caractère attribués aux Slaves par Procope, Maurice et d'autres écrivains. Ces mêmes historiens vantent aussi leur fidélité dans les relations, leur respect pour le serment, leur chasteté et leur religion simple et austère.

Plus tard, dit M. Barthold, le monothéisme, qui formait la base de cette religion, dégénéra en un polythéisme aussi étendu que celui des Grecs et des Romains. Les Slaves reconnaissaient encore un dieu suprême, maître de toutes choses, mais ils peuplèrent les champs et les bois d'une foule de génies subalternes, et les émotions du cœur, la joie et la tristesse, l'amour et la colère, avaient aussi leurs divinités. Dithmar de Mersebourg parle d'une des villes slaves du Nord à laquelle il donne le nom de Riedegost, et dont toute la construction présentait un caractère symbolique. Elle était bâtie en forme de triangle et entourée d'une forêt profonde. A chacun de ses angles, il y avait une porte, dont deux étaient toujours ouvertes. La troisième, qui était la plus petite et qui était tournée du côté de l'orient, servait de barrière à un sentier mystérieux qui conduisait à la mer. La ville ne renfermait qu'un temple bâti

artistement en bois, orné de cornes d'animaux. Les murailles extérieures étaient couvertes d'images de dieux et de déesses, et dans l'intérieur du temple on voyait d'autres divinités portant un casque et une armure.

Cinquante ans après Dithmar, Adam de Brême parle de la ville de Rhetra, où l'on voit la statue d'une des principales idoles slaves, toute en or et revêtue de pourpre.

A la pointe septentrionale de l'île de Rügen, dans une ville qui n'existe plus, mais que Saxo le grammairien a décrite, et à laquelle il donne le nom d'Arcona, on voyait un temple plus riche et plus célèbre que celui de Rhetra, le temple de Swantewit. Il était construit en bois, entouré d'une forte palissade, orné de sculptures et surmonté d'une coupole peinte en rouge. Dans l'intérieur de l'édifice s'élevait la statue du dieu, avec quatre cous et quatre têtes. Il tenait à la main droite une coupe formée de différens métaux que le prêtre remplissait chaque année d'hydromel, et son bras gauche était courbé en forme d'arc. D'un côté étaient la selle, la bride du coursier sacré que le dieu était censé monter la nuit pour combattre les ennemis de son peuple, de l'autre on voyait sa large épée avec une poignée d'argent. Chaque année on offrait à ce dieu redouté des sacrifices d'animaux, on lui offrait, en outre, au retour d'une campagne, le tiers du butin enlevé à l'ennemi. Trois cents cavaliers choisis formaient sa garde, et le prêtre qui desservait son temple avait une grande autorité. C'est lui qui rendait les oracles, qui présageait l'avenir et qui par là même décidait la question de la paix ou de la guerre.

Ces Slaves, dont les annales germaniques nous dépeignent le caractère, étaient, comme ceux dont parlent les historiens de l'antiquité, remarquables par des usages touchans, par des vertus domestiques fortement enracinées. Ils s'honoraient de leur respect pour leurs princes, de leur obéissance envers leurs parens, de leur fidélité à tenir leurs engagemens. L'hospitalité était surtout pour eux un devoir sacré. Dès qu'un étranger se présentait dans une maison, il devait avoir la première place au foyer, la première place à table, et la famille devait à l'instant chercher pour lui dans ses provisions les fruits les plus beaux et le poisson le plus frais. Si un Slave refusait de donner asile à l'étranger, ses voisins avaient le droit de venir renverser sa maison, dévaster ses propriétés. Cette loi de l'hospitalité allait si loin, qu'elle autorisait même le vol, qui dans toute autre occasion était regardé comme un crime abominable. Un Slave qui n'avait pas de quoi héberger un voyageur pouvait impunément s'en aller dérober les alimens et les meubles nécessaires pour apaiser la faim et assurer le repos de son hôte.

Il n'existe aucun document précis sur l'idée que les Slaves se faisaient de la destinée de l'homme après la mort. Cependant, à en juger par les pieuses cérémonies avec lesquelles ils ensevelissaient leurs morts, par les objets précieux, les armes et les ustensiles qu'ils déposaient dans l'urne sépulcrale, on peut présumer qu'ils croyaient à la prolongation de cette vie dans un autre monde. On brûlait les morts sur un bûcher, et souvent les femmes demandaient à être brûlées avec leur mari.

A travers tous ces détails de mœurs, qui indiquent des qualités honnêtes, des affections profondes, on trouve de temps à autre des faits qui dénotent parmi les Slaves, une effroyable barbarie. Quelques chroniques rapportent qu'on les vit plus d'une fois, oubliant toute idée d'humanité, déchirer le corps de leurs prisonniers et mettre leurs membres en lambeaux comme des cannibales. On dit aussi que les mères qui avaient beaucoup d'enfans égorgeaient leurs filles pour s'éviter la peine d'en prendre soin.

Le christianisme, qui devait effacer toutes ces cruautés, ne fut adopté que très tard et après de longues et violentes résistances par les populations slaves de la Poméranie et de l'île de Rügen. Au IXe siècle, des moines de l'abbaye de Corvey pénétrèrent au sein de ces provinces dévouées à l'idolâtrie, et y firent quelques conversions; mais à peine s'étaient-ils éloignés, que le pays entier retomba dans ses anciennes croyances. Au XIIe siècle, le temple de Swantewit subsistait encore à Arcona. Il ne fallut rien moins que le zèle ardent de l'évêque danois Absalon, soutenu par les armes victorieuses de Waldemar, pour renverser ce dernier monument du paganisme, et vaincre les préventions que les tribus slaves, entourées de tous côtés par des populations chrétiennes, maintenaient avec opiniâtreté contre le christianisme.

DIE VOLKSSAGEN VON POMMERN UND RUGEN (*Traditions populaires de la Poméranie et de Rügen*, recueillies par M. Temme). — Ce recueil est l'appendice nécessaire et pour ainsi dire le complément du livre de M. Barthold. Pour toute contrée qui aime et recherche les souvenirs du passé, il y a toujours deux histoires : l'histoire étudiée par les savans, compulsée dans les bibliothèques, épurée par la critique, et l'histoire traditionnelle, que le peuple admet et propage sans examen. La première est l'œuvre lente de l'étude et du raisonnement; la seconde, l'œuvre spontanée de l'imagination et de la foi. Celle-là est littéralement plus vraie, celle-ci est plus attrayante et souvent plus caractéristique; l'une est le maître austère qui donne des leçons et formule des axiomes, l'autre est l'enfant naïf et crédule qui aime l'enseignement entremêlé de contes et revêtu de symboles. Parfois ces deux histoires se rencontrent dans le récit du même évènement, et alors il est curieux d'observer comment toutes deux procèdent d'une façon différente, comment l'histoire critique s'attache à représenter le fait dans sa plus simple nudité, tandis que l'histoire traditionnelle l'entoure de circonstances romanesques et d'incidens merveilleux. Quiconque désire se rendre un compte exact des diverses révolutions d'un peuple, de son développement intellectuel, de son caractère, doit nécessairement étudier ces deux histoires; car, si la première présente la narration sérieuse des faits, la seconde est en quelque sorte le miroir où se reflète l'émotion de doute, d'enthousiasme, d'amour, de regrets produite au cœur de la nation par ces mêmes faits. Souvent encore celle-ci est plus explicite que l'autre, et le merveilleux même dont elle s'entoure est une vérité. A une certaine époque, ce merveilleux a été le résultat immédiat d'un évènement; vou-

loir plus tard l'en séparer, c'est effacer pour ainsi dire l'impression générale qu'il avait fait naître.

Dans le livre d'histoire que nous avons mentionné plus haut, M. Barthold ne s'aventure qu'avec défiance et timidité au milieu des souvenirs du paganisme slave. Pour pouvoir se faire à lui-même une opinion déterminée sur ce sujet, il a besoin de recourir à plusieurs témoignages anciens, et de comparer l'un à l'autre plusieurs textes, et, quand il en vient à faire son récit, on voit qu'il hésite encore, qu'il est arrêté à tout moment, tantôt par une citation, tantôt par une étymologie. Dans le recueil des traditions populaires de la Poméranie et de l'île de Rügen, tous ces souvenirs sont au contraire relatés pleinement et facilement. Peu importe ici la date ou la citation; le peuple repousse bien loin de lui ces discussions de mots qui ralentiraient l'essor de sa pensée. Ses ancêtres ont raconté les cérémonies du culte de Swantewit, les merveilles du temple d'Arcona, et à son tour il raconte cette chronique du temps passé sans s'arrêter à la critique des détails qui lui plaisent, des symboles qui frappent son imagination.

A ces traditions lointaines de l'idolâtrie succèdent les légendes du christianisme, légendes des missionnaires qui bravèrent tous les périls pour s'en aller prêcher l'Évangile aux populations païennes, des premiers prêtres qui furent persécutés, des saints qui firent des miracles, des villes qui résistaient encore à la parole de Dieu, et qui furent tout à coup converties par une merveilleuse apparition. Puis viennent les chroniques d'une époque de crainte et de crédulité, l'histoire des cités et des villages engloutis dans les flots pour leurs péchés, des hommes qui se sont rendus coupables d'une injustice, et qui ne trouvent point le repos dans la tombe, des blasphémateurs punis par la main même de Dieu, des riches inhumains qui deviennent plus pauvres que les pauvres à qui ils ont refusé l'aumône. Toute cette partie du recueil de M. Temme est comme une leçon de morale, de charité, faite par le peuple lui-même pour l'enseignement du peuple, et d'autant plus frappante qu'elle est attestée par les lieux mêmes où les mères la répètent à leurs enfans, par les ruines de la maison sur laquelle s'est appesantie la colère de Dieu, par la tour où l'avare est enseveli sous ses trésors, par la caverne profonde où les méchans descendent après leur mort.

De ce second cycle de légendes, nous passons à celles du diable et des sorciers qui sont nombreuses, mais peu variées. Le diable joue ici un rôle fort triste. Il construit des digues, il fonde des églises, il prodigue l'or et l'argent, il va, il vient, il se donne une peine infinie pour attraper une pauvre ame; puis, quand il a bien loyalement accompli sa promesse, un signe de croix le chasse, une invocation pieuse anéantit ses espérances. Il est obligé de laisser là l'œuvre qu'il a édifiée, l'ame qu'il croyait prendre, de s'enfuir pour échapper aux prières du pénitent et aux gouttes d'eau bénite du prêtre, et vraiment le malheureux fait pitié. Les sorciers jettent des maléfices sur leurs voisins et vont au sabbat. Un beau jour ils sont dénoncés à la justice, arrêtés et mis en prison. On leur applique la torture. Alors ils racontent de point en point toute

leur histoire, leur contrat avec le diable, leurs orgies nocturnes, sur quoi le juge rend son arrêt et les condamne à être brûlés. En 1620, on brûla à Stettin une femme de quatre-vingts ans. En vérité, ce n'était guère la peine. Mais cette femme avait toujours sous sa table deux balais verts en croix, et possédait un petit être magique qui commettait toutes sortes de mauvaises actions.

Une autre série de légendes non moins nombreuses, et plus intéressantes parce qu'elles ont un caractère local, comprend les traditions relatives aux nains et aux géans. Les nains habitent les grottes des rochers et l'intérieur des montagnes. Ils sortent souvent le soir pour danser sur la pelouse au clair de la lune, et portent un petit bonnet auquel est attachée une clochette, et des souliers de verre. Si quelqu'un peut s'emparer d'un des objets qui leur appartiennent, c'est un grand bonheur; car ces nains possèdent d'immenses trésors, et sont doués, malgré leur petite taille, d'une force prodigieuse. Pour rentrer en possession de l'objet qu'ils auront perdu, ou qui leur aura été dérobé, il n'est sorte de dons qu'ils ne puissent faire et de sacrifices auxquels ils ne se résignent.

Les géans sont les ennemis des nains qui suppléent à leur faiblesse par la ruse et l'agilité, et souvent ne craignent pas d'attaquer leurs terribles adversaires. Cette lutte des nains et des géans que l'on retrouve dans toutes les contrées du Nord, est un symbole frappant de l'intelligence aux prises avec la matière, de l'habileté d'esprit domptant la force brutale. Ce sont les géans qui, en se battant contre leurs ennemis, ont répandu à travers les plaines ces rocs énormes que nul homme ne peut ébranler. Ce sont eux qui, en portant de la terre dans leur tablier, ont fait les presqu'îles et les promontoires qui s'avancent dans la mer Baltique. Enfin ce sont eux qui reposent sous quelques-unes de ces collines de gazon que l'on rencontre çà et là en parcourant le pays et qui ont la forme d'une tombe. Ici, comme partout, le peuple ingénieux explique par des fables les accidens de sol et les phénomènes qu'il ne comprend pas.

Les traditions de l'île de Rügen et de la Poméranie n'ont point le caractère chevaleresque et galant que l'on retrouve à chaque page dans celles du midi de l'Allemagne. Elles indiquent une population retirée à l'écart, peu influente au dehors et très superstitieuse. Celles du paganisme slave sont d'un grand intérêt, d'autres sont remarquables par leur forme naïve. Presque toutes renferment quelque trait caractéristique. Elles méritaient d'être jointes aux nombreuses légendes publiées dans les diverses provinces de l'Allemagne, et nous ne pouvons que louer le zèle avec lequel M. Temme les a cherchées et recueillies.

VERSUCH EINER GESCHICHTLICHEN CHARAKTERISTIK DER VOLKSLIEDER (*Essai de caractéristique historique des Chants populaires*), par Mme Talvij.

Après l'histoire en prose, l'histoire en vers, car c'est une histoire aussi que ce recueil de chants populaires recueillis à différentes époques et dans

différentes contrées, histoire guerrière, religieuse, physiologique, née au sein du peuple même, et portant à chacune de ses pages la vive et énergique empreinte de l'évènement national ou de l'émotion profonde dont elle est sortie pièce par pièce, et le signe caractéristique du temps, du lieu qui l'a vue naître. Ceux qui essaient de pénétrer dans les mœurs d'une nation, de retracer quelques-uns des grands faits écrits dans ses annales, se privent d'une source précieuse de documens, s'ils laissent de côté le chant populaire. Il y a de par notre cher pays de France, dans quelque ancien recueil, dans quelque livre léger et fugitif, telle petite chanson mal versifiée et mal rimée qui en dit plus sur l'impression produite par un ministre ou une bataille que bien des commentaires de savans. En Allemagne, les chants populaires du temps de la réformation pour ou contre Luther, en Angleterre les chants des puritains et des jacobites, sont certainement l'une des peintures les plus vraies des émotions du peuple au milieu de l'effervescence produite là par la lutte engagée avec la papauté, ici par le renversement d'un trône. En Suède, en Danemark, les duels à mort, les combats sanglans racontés dans les *Kaemperiser* et les *Folkvisor* dépeignent bien mieux le naturel héroïque et farouche des anciennes populations scandinaves que de longues pages de narration patiemment étudiées.

Si de ces traits particuliers, concentrés sur un seul point, appartenant exclusivement à certains pays et à certaines circonstances, nous passons aux traits généraux qui se trouvent çà et là dans un grand nombre de chants populaires répandus à travers d'immenses contrées, il est curieux de connaître l'idée primitive d'une histoire de guerre ou d'amour racontée par tant de voix, de rechercher comment elle a grandi et comment elle s'est modifiée d'un pays à l'autre.

Cette poésie des chants populaires si abondante, si belle, a été long-temps négligée ou dédaignée. Les Danois furent les premiers, si je ne me trompe, qui se mirent à rassembler leurs traditions de guerre et d'amour dispersées dans des manuscrits incorrects, ou subsistant seulement dans la mémoire du peuple. En Angleterre, Percy a fait de son premier essai un livre excellent. Des érudits distingués, Jamieson, Ellis, Ritson, ont poursuivi après lui la même tâche; mais aucun des nouveaux recueils n'a pu encore atténuer le mérite des *Relics of ancient poetry*. En Écosse, la terre du continent la plus riche en légendes et en ballades, la même moisson a été faite à différentes reprises par des mains habiles, et Walter Scott lui-même a, comme on le sait, recueilli les chants du *Border*. En Allemagne, Herder, qui avait à un haut degré le sentiment de la poésie vraie et inspirée, publia un recueil de chants populaires empruntés à différentes nations. C'est un livre charmant, qui présente, dans un ordre assez restreint, les scènes dramatiques les plus émouvantes, les images les plus variées et les plus caractéristiques. Une fois l'impulsion donnée, dans cette laborieuse Allemagne, dans ce pays d'étude et de poésie, chaque érudit s'est mis à l'œuvre, et je n'essaierai pas d'énumérer tous les recueils de chants populaires publiés çà et là dans les villes les

plus obscures, dans les universités, et toutes les délicieuses petites odes ou ballades amassées dans ces recueils depuis les judicieuses compilations d'Arnim et Brentano jusqu'à la volumineuse collection d'Erlach. Un écrivain instruit et de bon goût, Mme C... (sous le pseudonyme de S. Albin) nous a donné un premier choix de ces ballades si naïves et si originales; nous espérons que l'élégant traducteur ne s'en tiendra pas là.

Voici venir du nord de l'Allemagne une longue et intéressante dissertation sur les chants populaires. L'auteur de cet ouvrage, Mme Talvij, est depuis long-temps dévouée à l'étude de cette poésie forte et naïve, qui s'échappe de l'ame du peuple aux heures de joie ou d'angoisse comme un cri d'amour ou un soupir de douleur. C'est elle qui publia, il y a quelques années, le recueil des chants serviens dont plusieurs, et entr'autres l'élégie de la femme d'Asan-Aga, ont excité partout une juste admiration. Cette fois, Mme Talvij ne se borne plus à amasser et traduire, elle disserte sur les chants qu'elle a recueillis, elle les classe par provinces, par contrées, et tâche d'indiquer leur caractère spécial, de déterminer la cause des modifications qu'ils ont subies en passant d'un pays à l'autre. Elle commence par tracer un aperçu assez rapide, mais çà et là très ingénieux et très intéressant, de la poésie populaire dans les contrées les plus reculées, dans les îles lointaines de l'Océan visitées par un petit nombre de voyageurs, dans les régions encore à demi barbares de l'Amérique septentrionale et de l'Afrique. Puis elle revient bien vite à la poésie européenne, qui était le principal but de ses recherches, et surtout à la poésie populaire des races germaniques, dans lesquelles elle fait entrer un peu trop librement, ce nous semble, les vieilles populations de l'Islande et de la Scandinavie. Elle décrit tour à tour la poésie populaire de la Suède, du Danemark, de l'Angleterre, de l'Écosse, de l'Allemagne, celle de l'Islande que nous avons trouvée profondément enracinée encore dans le souvenir du peuple, et celle des Feroe que nous avons plus d'une fois entendu chanter avec charme dans de simples réunions de paysans.

Tout ce travail de Mme Talvij accuse un esprit sagace, investigateur, et très vivement imprégné de cette poésie du peuple qu'elle essaie de dépeindre. Cependant, sous plus d'un rapport, il ne réalise point l'idée que son titre doit faire naître dans l'esprit du lecteur. C'est un tableau attrayant et juste parfois, mais trop rapide, trop faiblement touché sur plusieurs points. L'auteur n'insiste pas assez sur le caractère essentiel de certaines poésies, sur la différence de sentiment, d'expression, de forme des contrées qu'elle examine, et sur les causes radicales de cette différence. Son livre est fait avec soin, mais il est fait d'après d'autres livres, et quelquefois d'après des livres très infidèles, tels que les *Halle der Völker* de M. O. L. B. Wollf. Si, au lieu de compulser les observations des critiques, Mme Talvij avait pu voir par elle-même au moins une partie des lieux dont elle recueille les légendes, nul doute qu'elle n'eût approfondi plusieurs observations importantes qu'elle n'a fait qu'effleurer. Ce que Goethe dit de la poésie en général : « Celui qui veut connaître les poètes doit aller dans la terre des poètes, » est surtout applicable à la poésie du

peuple, qui est intimement liée à la nature du sol où elle naît, du climat sous lequel elle se développe, de la tribu dont elle raconte l'histoire et dont elle exprime les émotions. Nous n'adressons qu'à regret cette critique à un écrivain aussi habile et aussi studieux que M[me] Talvij. Son livre manque, selon nous, de développement; mais c'est le premier ouvrage de ce genre qui ait encore paru. Nous devons savoir gré à l'auteur d'avoir osé entreprendre une pareille tâche, d'avoir rassemblé dans un même cadre tant de traditions poétiques qui ont entre elles une corrélation évidente, et qui avaient été jusqu'ici étudiées séparément.

Outre le mérite de plusieurs observations critiques et de plusieurs points de vue assez larges sur les développemens de la poésie populaire, on ne remarquera pas sans plaisir, dans l'ouvrage de M[me] Talvij, un grand nombre de chants et de ballades fort peu connus pour la plupart, empruntés aux récits des voyageurs, aux recueils du Nord et du Midi. En voici une entre autres qui présente, sous une nouvelle forme, sous une forme rude, mais énergique, une de ces nombreuses et touchantes traditions des regrets dans la tombe, des larmes dans le linceul, de l'amour dans la mort.

« Un homme s'en va faire paître six chevaux gris sur le cimetière désert. Il traverse le cimetière du haut en bas, jusqu'à ce qu'il arrive à la tombe de celui dont il occupe la demeure.

« — Quel est celui qui prend pour pâturage le cimetière, qui foule aux pieds ma tombe, qui m'enlève mon gazon? Quel est celui qui vit avec ma jeune femme, celui qui est maître de son beau corps et qui gouverne rudement mes orphelins avec la verge et avec le fouet?

« — C'est moi qui gouverne tes orphelins avec la verge et non avec le fouet. C'est moi qui vis avec ta jeune femme et qui suis maître de son beau corps.

« — Eh bien! quand tu retourneras près d'elle, dis-lui qu'elle m'apporte à l'instant une chemise sèche, celle que j'ai est toute mouillée. Pourquoi pleure-t-elle toujours? Pourquoi donc?

« Et quand cet homme fut de retour chez lui, il regarda sa femme d'un air chagrin. — Femme, il faut que tu portes à l'instant à ton premier mari une chemise sèche. Celle qu'il a est toute mouillée. Pourquoi pleures-tu toujours? Pourquoi donc?

« — Si je savais seulement qu'il en fût ainsi, je lui ferais couper à l'instant une pièce de soie blanche.

« La belle jeune femme prend sa robe et va frapper sur le tombeau. — Ouvre-toi, ouvre-toi, ô terre, et laisse-moi descendre dans ton sein.

« — Que veux-tu faire sous terre? Là-dessous tu n'auras point de repos, là-dessous tu ne pétriras pas, là-dessous tu ne laveras pas; là-dessous tu n'entendras pas le son des cloches, là-dessous tu n'entendras pas le chant des oiseaux, là-dessous nul vent ne souffle, là-dessous nulle pluie ne pénètre.

« La colombe du ciel pousse un cri; tous les tombeaux s'ouvrent; la belle jeune femme descend dans la terre. Le coq de l'enfer crie; tous les tombeaux se referment; la belle jeune femme reste dans la terre. »

LUTSPIELEN (*Comédies de son altesse royale la princesse Amélie de Saxe*. — Il est un fait que les historiens de la littérature allemande se plaisent à constater, c'est l'influence que leurs princes, leurs grands seigneurs ont exercée à différentes époques sur cette littérature, et la part immédiate qu'ils ont souvent prise à son développement. A une époque où les muses de la science et de la poésie n'étaient encore que de pauvres célestes filles retirées à l'écart, portant la robe de religieuse dans les murs d'un cloître, ou la cape grise de professeur dans les salles d'une université, tout le jour penchées sur leurs gros livres, ou soupirant avec leur lyre, craignant le monde, fuyant le bruit, et de temps à autre recevant, comme une insigne faveur, une parole encourageante de quelque courtisan, ou un titre honorifique de quelque souverain; à cette époque enfin, où la littérature n'entrait encore dans les palais que par la permission d'un chambellan, et, comme une humble bourgeoise, devait se réjouir de voir de temps à autre passer dans ses rangs un de ces hauts et puissans seigneurs dont elle recherchait la protection; elle devait, la douce et naïve fille du peuple, se sentir toute fière de pouvoir blasonner son égide, de pouvoir répondre à ceux qui l'auraient traitée de parvenue: J'ai du sang royal dans les veines.

Maintenant que cette littérature, si timide d'abord et si réservée, a pris son essor, qu'a-t-elle besoin, je vous le demande, de compter ses alliances aristocratiques, elle qui forme une aristocratie toute nouvelle, une aristocratie plus arrogante et plus impérieuse que toutes celles qui l'ont précédée? Elle se soucie bien, l'ingrate qu'elle est, des rois qui jadis ont daigné jeter un regard sur elle, des ministres qui lui ont tendu la main, elle qui aujourd'hui régente les rois, fait et défait les ministres, et jette, comme une épée de fer, sa plume dans la balance des états! Que dirait le sage Colbert, s'il voyait ce que vaut aujourd'hui, pour un homme de talent, la pension de six cents livres qu'il accordait à l'homme de génie? Que dirait le doux Racine, qui mourut l'ame navrée de ne pas retrouver dans les splendides galeries de Versailles le sourire bienveillant de son souverain, s'il pouvait renaître et voir sur les fauteuils académiques quelques-uns de ces hommes qui se regardent eux-mêmes comme des souverains? Tant d'orgueil après tant d'humilité. En vérité, le contraste est par trop grand, et les transitions entre une littérature protégée et une littérature protectrice, ont été bien vite emportées d'assaut. Dieu veuille que ce pouvoir, né du choc violent de nos révolutions, comme ces fleurs qui n'éclosent qu'au souffle de l'orage, ne s'exagère pas trop le sentiment de sa force et sa durée, et ne tombe pas un jour victime de ses propres erreurs.

Mais nous nous écartons de notre sujet. Nous sortons de cette modeste Allemagne où, malgré les infiltrations de quelques idées fort excentriques, on n'anéantit pas encore la tradition du passé pour rehausser le présent. Donc, les Allemands aiment à faire la nomenclature des rois, des princes, qui ont encouragé ou cultivé eux-mêmes les lettres, et cette nomenclature date de loin. Elle remonte jusqu'à ces chantres aimés du peuple et des chefs des tribus dont Tacite nous a signalé les poésies, malheureusement perdues, jusqu'à

Charlemagne, le puissant empereur, qui, dans sa vieillesse, étudiait encore et fondait des écoles, jusqu'à ces jours de riante et poétique mémoire, où le landgrave de Thuringe rassemblait dans son château de la Wartbourg une pléiade de poètes, où la princesse Sophie, sa belle et noble épouse, protégeait Henri d'Ofterdingen, où le roi Wenceslas de Bohême, le margrave de Brandebourg, le duc Jean de Brabant, le duc Henri de Breslau, le comte d'Anhalt, s'en allaient de contrées en contrées, portant l'armure de chevalier, sur les grandes routes, et soupirant leurs douces chansons dans les châteaux. Dès ce temps romantique et lointain, quelle longue succession de princes aimant les sciences et la poésie, de ministres dévoués à l'étude des lettres, jusqu'à Frédéric-le-Grand, non moins fier peut-être d'écrire des vers français corrigés par Voltaire que de gagner des batailles, et jusqu'à M. Ancillon, qui, avant de jouir de la faveur des rois, s'applaudissait d'avoir conquis celle des libraires.

De nos jours enfin, l'Allemagne enregistre à tout instant les plus beaux noms de son aristocratie parmi ses prosateurs et ses poètes. L'histoire de sa plus grande, de sa plus glorieuse époque littéraire, est intimement liée à celle du château de Weimar, et l'on ne peut étudier les œuvres, retracer la vie de Herder, de Wieland, de Goethe, de Schiller, sans faire entrer aux plus brillans endroits de cette étude le nom de la noble princesse Amélie, qui, pendant plus de vingt ans, fit de son palais le séjour heureux des premières célébrités de l'Allemagne. Dans ses jours de jeunesse et de libéralisme, le roi de Bavière, si vivement préoccupé aujourd'hui du soin de maintenir ses prérogatives de souverain, publie deux volumes de vers très faibles, il est vrai, de poésie et de style, mais qui prouvent du moins quelque amour de la poésie. Un prince de Mecklembourg-Strelitz, sous le pseudonyme de *Weishaupt*, compose une comédie qui a été jouée avec succès. Le roi actuel de Saxe, à la suite d'un voyage dans les montagnes, publie la *Flora marienbergensis*. Son frère traduit en vers harmonieux et fidèles la *Divine Comédie*, et dans cette même cour de Saxe, illustrée depuis des siècles par des traditions d'esprit et de courage, d'élégance et de loyauté, une princesse laisse tomber de sa plume facile quelques-unes des plus jolies comédies qui aient paru depuis long-temps en Allemagne.

Ces comédies ont pour titre : *Mensonge et Vérité, la Fiancée de la résidence, l'Oncle, la Fiancée du Prince, l'Élève, l'Économe.* Elles parurent successivement à Leipsig et à Dresde sous un titre fort modeste et sans nom d'auteur. Mais le public, frappé de tout ce qu'il y trouvait d'esprit et de grace, voulut savoir à qui il les devait, et nous ne commettons pas d'indiscrétion en disant qu'elles sont de la princesse Amélie.

Pour pouvoir apprécier ce que vaut en Allemagne une pièce de théâtre non imitée, non traduite et marquée d'une certaine originalité, il faut penser à l'état actuel du théâtre dans ce pays naguère illustré par tant d'œuvres impérissables. C'est là surtout que la décadence est sensible, et que les vains efforts, les essais impuissans, accusent une funeste stérilité. C'est là que les

amis de l'art pleurent sur les gloires d'autrefois, et de temps en temps tâchent de se reconforter dans leurs douleurs par quelques paroles d'espoir, et regardent l'horizon et demandent si l'on ne voit rien venir, si le nuage de poussière qui flotte au loin sur la grande route ne leur dérobe pas la main de fer de quelque nouveau Goetz de Berlichingen, la noble et pâle figure d'un Piccolomini, ou seulement une pauvre petite comédie à la manière de Kotzebue ou d'Iffland. Et là-dessus ils attendent, ces dignes amis de la poésie dramatique; ils se disent que les muses de Weimar prendront peut-être pitié de leur deuil et de leurs regrets. Ils s'endorment avec un singulier mélange de joie et d'anxiété; la nuit, ils assistent à de pompeux monologues, à des coups de lance et d'épée, à des scènes magnifiques; ils se réveillent pleins d'espoir. O douleur! Le nuage de poussière leur a apporté quelque nouveau drame historique de M. Raupach, qui a entrepris de mettre en drame toute l'histoire des Hohenstaufen à la façon de cet aimable poète du XVIIe siècle, qui voulait mettre toute l'histoire de France en vaudevilles, afin de la faire apprendre plus gaîment aux petits enfans. Si ce n'est pas un drame de M. Raupach qui vient ainsi contrister les hommes avides de voir une régénération de la poésie dramatique, ce sera quelque tragédie d'un débutant qui, du premier coup, aspire à détrôner la gloire de Goethe et de Schiller, et dont le public enterre, à la seconde représentation, l'œuvre ambitieuse, sans élégie et sans épitaphe. Depuis six ans, deux drames seulement ont eu du succès et méritaient d'en avoir : *Der Traum ein Leben*, de Grillparzen, et *Griseldis*, de M. Munch Billinghausen, qui, pour se mettre bien vite au niveau de tout le monde, s'est hâté de faire une pièce très insignifiante et déjà oubliée, après en avoir fait une qui avait ému toute l'Allemagne. Je ne parle pas des compositions dramatiques, telles que le *Napoléon* de Grabbe, qui ne sont pas destinées à la représentation, et que je considère plutôt comme des épopées dialoguées que comme des pièces de théâtre.

Si des hautes régions occupées par Melpomène, pour parler le langage classique, nous passons à celles de Thalie, hélas! la disette est encore plus grande. Sauf la *Minna de Barnhem*, les Allemands n'ont, j'ose le dire, pas une seule comédie vraiment nationale. Le sérieux de leur caractère, la dignité de leurs habitudes, ne leur permettent pas de tourner leurs sentimens en plaisanteries, de transporter sur la scène, de livrer à la risée du public les mœurs austères qu'ils ont héritées de leurs aïeux, l'intérieur de famille pour lequel ils ont encore un pieux respect. A Dieu ne plaise que je les blâme de cette sage réserve. Au contraire, je les félicite bien sincèrement de veiller fidèlement sur le sanctuaire de la famille, à une époque où tant de religieux sanctuaires ont été violemment brisés. Mais il résulte de ce respect pour leurs anciennes coutumes, pour le palais des grands et la demeure des particuliers, qu'ils ne peuvent point avoir de comédie, et que, dès qu'ils essaient d'entrer dans la vie réelle, ils s'attendrissent au lieu de rire, et flottent tour à tour entre la sentimentalité ou la vulgarité. Dans les derniers temps, MM. Bauerfeld et Raupach sont les seuls qui aient trouvé çà et là quelque situation assez comique. M. Ch.

de Holtei a introduit avec succès le vaudeville à Berlin et à Vienne. Leurs essais n'ont pas été plus loin.

Et maintenant, dira-t-on, que deviennent les théâtres de l'Allemagne au milieu d'une telle pénuerie? Ce qu'ils deviennent? Ils existent fort à leur aise, ils prospèrent, ils sont, comme les nôtres, le sujet de mainte théorie et de mainte dissertation dans les journaux. On les trouve partout, dans les grandes comme dans les petites villes, dans les résidences de princes comme dans les cités marchandes, et partout ils sont très appréciés et très suivis. Le répertoire varie souvent, et les poésies classiques de Goethe et de Schiller sont un peu abandonnées. On ne les joue que de temps à autre, dans les occasions solennelles, comme on jouait chez nous les pièces de Corneille, de Racine et de Voltaire, avant que M[lle] Rachel fût venue leur rendre une nouvelle vie. Pour distraire le public, on a recours aux traductions. Tout ce qui obtient quelque succès à Paris, c'est-à-dire tout ce qui occupe pendant une semaine ou deux la curiosité des gens de salons et la critique des journalistes, drames, opéras, comédies, vaudevilles, tout cela est immédiatement transporté de l'autre côté du Rhin, traduit en prose ou en vers, et joué sur tous les théâtres. Il y avait, il y a quelques années, en Allemagne, un homme qui s'était fait une assez grande réputation dans cet honnête métier de traducteur; on l'appelait Angely. Que de vaudevilles et d'opéras éclos dans les rues de Paris ont été par lui implantés sur la scène allemande! Que de fois il a vu son nom imprimé en grosses lettres sur les affiches de spectacle, répété par les trompettes de la presse, et applaudi par une foule enthousiaste! car peu à peu son nom avait fini par devenir plus important que celui de l'auteur dont il reproduisait l'œuvre. Quand les journaux annonçaient la prochaine représentation d'une nouvelle pièce, le public ne se demandait plus si elle était de Scribe ou de Victor Hugo, de Casimir Delavigne ou d'Alexandre Dumas; elle était traduite par Angely; Angely la prenait sous son patronage; Angely lui donnait la sanction de son autorité, de son talent, de son nom. Que fallait-il de plus? Hélas! il est mort, le digne Angely, mort glorieusement après la traduction d'un vaudeville, comme un général après une victoire. Sa mort a été un sujet de deuil pour tous les grands et petits théâtres. Son empire a été divisé comme celui d'Alexandre, et la gloire de ses successeurs ne peut faire oublier la sienne.

Dans cette situation littéraire de l'Allemagne, dans ce flux et reflux de traductions, on comprend que l'annonce d'une pièce qui a la prétention de n'être ni imitée, ni traduite d'aucune langue étrangère, excite vivement la curiosité du public. C'est ce qui est arrivé pour les comédies de la princesse Amélie de Saxe, et cette fois l'attente des lecteurs et des spectateurs n'a pas été déçue. Ces comédies sont vraiment allemandes, allemandes de toute façon, par le caractère des personnages, par les situations, par les mœurs qu'elles dépeignent et la manière dont elles les dépeignent. Elles sont écrites avec esprit et facilité, et c'est même là leur mérite le plus incontestable. Du reste, point de grands coups de théâtre, point de ces péripéties qui surprennent et bouleversent l'ame la plus placide. L'intrigue de ces pièces est d'ordinaire fort simple

et nullement en dehors du cours de la vie réelle. Elle se déroule graduellemant, sans effort, et *le dieu de la machine* n'a pas besoin d'apparaître, au cinquième acte, pour en dénouer les fils légers. Maintenant que nous avons accordé ce juste éloge à ces comédies, s'il nous est permis d'adresser très respectueusement quelque critique à l'écrivain qui entre dans le monde littéraire avec une double dignité, sa dignité de femme et de princesse, il nous semble que quelques-unes de ces pièces sont bien sérieuses pour prendre le titre de comédies; qu'elles sont souvent, par la situation des personnages, par l'agencement des scènes, par le style même, plus près du drame que de la comédie proprement dite, et qu'elles tournent un peu trop autour de la même idée. Dans presque toutes ces pièces, en effet, l'auteur semble avoir eu pour but de montrer la supériorité d'un caractère honnête, modeste, sur des qualités fausses, mais brillantes; d'amener d'abord sur la scène, dans tout l'éclat de son succès, un personnage entouré d'une auréole de séductions, pour anéantir ensuite son vain prestige et faire triompher une pauvre ame souffrante et résignée. Cette idée est certes très noble et très morale, et le dénouement qui en est la conséquence satisfait pleinement l'esprit du lecteur; mais quand elle se reproduit dans le cours de cinq volumes, il est difficile qu'elle se représente sous des formes assez variées pour ne pas être un peu monotone. Ajoutons à ceci que les dernières pièces renfermées dans le recueil des *Original Beitrage* nous ont paru moins remarquables que les premières; et comme celles-ci viennent d'être traduites en français, nous nous dispenserons d'en faire l'analyse. Le public parisien peut juger lui-même, par cette traduction, à quel degré d'esprit, de finesse, de bon goût, le style dramatique s'est élevé sous la main d'une femme dans les nobles loisirs d'une cour de Saxe.

Nous venons d'indiquer quelques-unes des productions les plus récentes de l'Allemagne. Le désir d'apprécier sérieusement les ouvrages d'une plus grande importance nous fait ajourner l'examen de l'*Histoire de la Réformation en Allemagne,* par M. Ranke, du recueil des lettres de Niebuhr, d'une *Histoire de la Littérature allemande*, de Gervinus, de plusieurs livres de philologie, d'une nouvelle publication du docteur Strauss, et d'un nouveau roman de Tieck, qu'il est impossible de mentionner sans jeter un coup d'œil sur sa longue vie de poète et ses nombreux ouvrages. Quand ce second travail sera fait, aurons-nous déroulé suffisamment aux yeux de nos lecteurs le gigantesque tableau de la presse allemande? Non, en vérité, nous sommes forcé de l'avouer, nous n'aurons pu qu'en saisir et peut-être même en effleurer quelques-uns des points les plus saillans. Depuis une vingtaine d'années, la librairie allemande a pris un immense développement. Après 1830, ce développement n'a fait que s'accroître, et l'impulsion donnée aux esprits par la révolution de juillet, la scission violente des opinions, la polémique des partis, les tentatives peu heureuses, mais hardies et réitérées d'une jeune littérature, ont singulièrement augmenté le nombre des publications. En 1814, il ne parut en Allemagne que deux mille cinq cent vingt-neuf ouvrages; en 1836,

on en compta cinq mille neuf cent trente. Maintenant, le nombre des publications annuelles flotte entre sept et huit mille, c'est-à-dire que, dans moins d'un quart de siècle, il a été plus que triplé. De cette masse effrayante d'ouvrages édités par un millier de librairies, retranchons d'abord une quantité de brochures éphémères sur toutes les questions d'art, de politique, de philosophie mises à l'ordre du jour, plusieurs centaines de livres élémentaires, de manuels, de traités à l'usage du peuple, plusieurs réimpressions d'anciens ouvrages; toute soustraction faite, il reste encore dans le domaine de la science et de la littérature nouvelle plus de quatre mille ouvrages. La théologie, avec ses subtilités, ses controverses, ses enseignemens, en prend une très grande part. La jurisprudence, la médecine, les mathématiques, l'archéologie, l'histoire, n'occupent pas proportionnellement un aussi grand nombre d'écrivains. Cependant, la masse des publications de cette classe s'accroît graduellement chaque année. Ce qui augmente bien plus encore, ce sont les ouvrages d'économie politique, de technologie, et de pédagogie. Enfin la littérature occupe à elle seule près d'un tiers des longs catalogues des foires de Leipzig. C'est là qu'il y a de grandes misères et de douloureuses déceptions, des romans qui apparaissent resplendissans de jeunesse et de fraîcheur, revêtus d'une belle couverture bleue, parés et coquets, impatiens de faire, comme des fils de famille, leur entrée dans le monde, des poèmes qui aspirent à émouvoir la foule insensible, et que le libraire enterre obscurément avec un billet de banque de moins dans sa caisse et un regret de plus dans le cœur en répétant les paroles de Bürger : *Les morts vont vite*. C'est là que le pâle génie de la traduction et de l'imitation ouvre ses ateliers aux contre-sens et aux phrases tronquées, et fatigue chaque jour quelques centaines de plumes à son service. C'est là surtout que se manifeste l'industrialisme de la librairie allemande, car elle en est venue là aussi, cette riche et puissante librairie, elle entre dans le matérialisme de sa mission, elle fait du métier, elle en fait même aux dépens de ses voisins. En Allemagne, on imprime *Jocelyn* et les *Feuilles d'Automne* sur un papier gris avec des caractères bâtards, et un profond mépris pour l'orthographe. Les vers boiteux, tronqués, alignés à la suite l'un de l'autre, sans accent et sans ponctuation, par un compositeur qui ne sait pas un mot de français, passent sous les yeux d'un correcteur qui n'en sait guère plus et qui livre ainsi au public l'œuvre de nos premiers écrivains. Il y a là plus qu'un vol de propriété, il y a une profanation honteuse de la pensée. Donc, quand on en viendra à discuter encore cette vieille et hideuse question de la contrefaçon, on fera bien de ne pas s'occuper seulement de la contrefaçon de Belgique, mais de penser aussi à celle d'Allemagne, et nous osons croire que, si quelques spéculateurs redoutent de voir promulguer la loi qui condamnerait leur rapine, la plupart des libraires d'Allemagne, les plus honorables, les plus influens, appellent cette loi de tous leurs vœux et la soutiendraient de tout leur pouvoir.

X. Marmier.

Mlle DE LESPINASSE.

I.

Il est rare que l'on ouvre un livre portant le titre de *mémoires* sans y découvrir que personne n'a véritablement connu le cœur de l'écrivain, et cependant ces mémoires secrets ne sont pas toujours des protestations contre l'opinion des hommes. Ceux qui font eux-mêmes l'histoire de leurs sentimens sont des êtres supérieurs difficiles à apprécier. Le public, étant composé d'esprits bornés et d'ames vulgaires, mesure tout légèrement, avec un compas étroit, sans avoir ni l'intelligence, ni le goût nécessaires pour approfondir les caractères et reconnaître les motifs des actions.

Jamais je ne fus si frappé de l'énorme différence qui peut exister entre la vie apparente d'une personne et sa vie véritable qu'en cherchant à connaître Mlle de Lespinasse. Enfant adultérin d'une grande dame, objet d'effroi et d'aversion pour une famille puissante qui la repousse, abandonnée à elle-même dès l'âge de seize ans, Mlle de Lespinasse passe les années de sa jeunesse dans un état voisin de la domesticité. Elle montre toutes les vertus des ames froides : la patience, la résignation, la douceur; elle supporte sans murmurer les mauvais traitemens et le célibat. Les graces de son esprit la tirent de son oubli. Elle s'attache à d'Alembert, ce grand géomètre que M. de Laharpe a dépeint très faussement comme un cœur insensible. Tous les talens, toutes les illustrations du XVIIIe siècle, des princes, des

ministres, viennent la chercher dans son modeste réduit et admirer comment on peut être heureux, agréable aux autres, plein de noblesse et d'élévation dans la pauvreté. Les occasions s'offrent souvent de changer de condition et d'acquérir de la fortune : elle les méprise, et demeure avec d'Alembert jusqu'à sa mort. N'est-ce pas là un caractère de philosophe et la vie d'une personne sur qui les passions n'ont pas un grand empire? On lui sait bien une inclination pour M. de Mora; mais sans doute ce sentiment n'est qu'une amitié tendre et délicate fondée sur des rapports de l'esprit et de la conversation, puisque Mlle de Lespinasse n'abandonne point le grand géomètre, et que celui-ci aime et recherche M. de Mora. Telle est Mlle de Lespinasse aux yeux de ceux qui l'entourent, qui la visitent assiduement, qui écrivent son portrait et laissent sur elle des documens auxquels on doit apparemment s'en rapporter. Cependant, trente-trois ans après sa mort, on publie quelques lettres d'elle, et voilà une femme toute différente de ce qu'on a vu. Ce n'est plus un caractère de philosophe, ce n'est plus l'amie et la conseillère des poètes; c'est l'ame la plus ardente et la plus passionnée, *qui aime pour vivre*, comme elle le dit elle-même, *et qui n'a vécu que pour aimer*. Elle meurt dans le sein de l'*Encyclopédie*, écoutant encore à son chevet les *Mois* du poète Roucher, les vers de l'abbé Delille, et il se trouve que c'est une passion qui la tue! Elle s'éteint après trois ans de souffrances morales qui brisent sa faible constitution, et dont personne n'a le soupçon, excepté d'Alembert et l'homme pour qui elle meurt! Et ces lettres où Mlle de Lespinasse paraît telle qu'elle est, où l'amour s'élève, par son excès même, jusqu'au terrible et au sublime, ne nous donnent que l'histoire de ses trois dernières années! Et pendant les dix années précédentes elle avait aimé avec la même ardeur et écrit d'autres lettres évidemment aussi brûlantes et qui n'existent plus! Elle avait alors quarante ans! Que doit-on présumer de sa jeunesse? C'est peut-être un monde de passions qui est perdu. Le romancier qui voudrait y suppléer entreprendrait une tâche folle et impossible. La réalité seule peut offrir ces grandes péripéties de sentimens qui ressortent de positions simples et d'évènemens sans importance. Il y aurait des disparates trop grossières entre l'invention et le vrai. Nous nous bornerons donc au récit simple et exact de faits recueillis dans les divers mémoires du temps.

Julie Éléonore de Lespinasse naquit à Lyon en novembre 1732. Son entrée en ce monde fut accompagnée de circonstances mystérieuses, d'un triste augure pour son avenir. Sa mère, la comtesse d'Al-

bon, d'une maison riche et noble, ayant eu un commerce criminel avec un gentilhomme de province, dissimula sa grossesse et accoucha en secret chez un marchand. L'enfant fut porté sur les registres de Saint-Paul de Lyon, comme fille légitime de Claude Lespinasse et de dame Julie Navarre. Cet évènement n'était un secret pour personne dans la ville, et n'en demeura un que pour le comte d'Albon. Comme les femmes peuvent rarement disposer de leurs biens, la comtesse n'assura que trois cents livres de rente à sa fille par un fidéicommis. Le marchand garda l'enfant chez lui et l'éleva jusqu'à la mort du mari. A cette époque, la petite Julie, dont la gentillesse et le malheur intéressaient déjà quelques bonnes ames, rentra dans la maison de sa mère; mais elle y resta dans une position inférieure à celle des autres enfans. Ceux-ci, jaloux de l'affection de la comtesse pour une étrangère, la traitèrent mal, et lui déclarèrent d'avance leur intention de la chasser quand ils seraient maîtres chez eux. Tantôt caressée par sa mère, et tantôt rudoyée par ses frères, la sensibilité de Julie s'exalta de bonne heure; mais elle apprit à dissimuler ses souffrances, et à répondre aux mauvais traitemens par une patience pleine de fierté.

Un soir, il y eut un mouvement étrange et sinistre dans l'appartement de Mme d'Albon. Depuis plusieurs jours, Julie n'y avait pas pénétré. Une femme de chambre vint la chercher et la conduisit auprès du lit de sa mère. La comtesse n'avait plus qu'un instant à vivre. Elle révéla en peu de mots à la jeune fille le secret de sa naissance; elle lui remit une boîte contenant des papiers importans et la donation d'une rente, avec la clé d'un secrétaire où était une somme d'argent considérable, en l'autorisant à garder cette somme pour elle.

— Les autres, disait la comtesse, seront assez riches.

Mme d'Albon embrassa Julie en pleurant, se reprocha de s'être laissée surprendre par la mort sans avoir pourvu à l'établissement de sa fille, puis elle la renvoya en lui commandant d'avoir du courage, et de résister énergiquement aux oppresseurs. On ouvrit ensuite les portes à la famille et aux prêtres, qui s'emparèrent de la moribonde et ne la quittèrent plus. Elle rendit l'ame dans la nuit. Le lendemain, le premier soin de Julie fut de porter au fils aîné de la comtesse la clé qu'elle avait reçue.

— Je sais, lui dit-elle, que le secrétaire renferme une somme que madame la comtesse m'a autorisée verbalement à garder pour moi; mais comme je n'ai pas d'écrit de sa main, je n'ai pas voulu m'emparer de cet argent, qui ne m'appartient pas aux termes de la loi.

— Vous avez bien fait, répondit brusquement M. d'Albon, car on vous eût obligée plus tard à nous le rendre.

Julie passa encore cette journée dans la maison de sa mère, et ce fut une grande faute à elle de ne pas s'éloigner sur-le-champ de ses ennemis, car pendant la nuit suivante on lui déroba la cassette remise par la comtesse. Elle n'a pas même su ce qui était renfermé dans cette boîte. A peine venait-elle de faire la triste découverte du vol qui la dépouillait de tout, lorsqu'un billet du comte d'Albon lui fut apporté par un laquais. On lui enjoignait de quitter la maison sur l'heure et de se retirer où elle voudrait, pourvu, disait-on, qu'on ne la *revît jamais*. Julie était trop fière pour répondre à de pareils procédés autrement que par le silence. Elle sortit en effet, et se retira chez le marchand Lespinasse. Cependant son silence même donna des inquiétudes aux d'Albon. Ils crurent qu'elle songeait à se venger; des avocats les effrayèrent plus encore, en disant qu'elle avait les moyens de le faire. Elle était née du vivant du feu comte d'Albon, et comme la loi respecte et défend les droits de la naissance et du mariage, Mlle de Lespinasse pouvait aisément contraindre la famille à la reconnaître et à l'admettre au partage de la succession. Elle aurait eu l'appui de tous ceux qui avaient vu l'horrible conduite de ses parens; mais on l'estima plus encore quand on sut qu'elle ne pensait pas à intenter un procès. Les d'Albon, craignant que la misère et le désespoir ne changeassent ses déterminations, se résolurent à lui assurer de quoi vivre, en la mettant sous la dépendance de quelqu'un de la famille. On lui offrit la place de gouvernante des enfans de Mme de Vichy, qui était une demoiselle d'Albon. Elle accepta, et on l'emmena aussitôt en Bourgogne, au château de Chamrond, où toutes ses démarches furent surveillées. Mlle de Lespinasse avait alors dix-sept ans; elle demeura pendant trois années à Chamrond, menant la vie la plus insupportable au milieu de gens qui eussent donné beaucoup pour qu'elle fût morte, qui la craignaient au fond et lui portaient sans doute une haine d'autant plus grande qu'ils étaient coupables envers elle.

Le premier regard intelligent qui se fixa sur Julie fut celui de la célèbre marquise du Deffand, qui était sœur du comte de Vichy. Cette dame vint à Chamrond dans l'été de 1752. Elle y passa plusieurs mois dans la compagnie de Mlle de Lespinasse et se prit d'amitié pour cette fille malheureuse. C'était une chose nouvelle et un plaisir bien grand pour une personne si long-temps maltraitée que de recevoir des témoignages de sympathie. Elle y fut sensible et répondit

aux bontés de Mme du Deffand avec ame et vivacité. Quand le retour de l'hiver amena une séparation, Julie pleura si chaudement, que Mme du Deffand partit avec le projet de se l'attacher comme demoiselle de compagnie.

Après le départ de son amie, Julie, ne pouvant plus supporter le séjour de Chamrond, abandonna les Vichy et se retira dans un couvent à Lyon, d'où elle se mit en correspondance avec Mme du Deffand. Les négociations durèrent fort long-temps. On voit, par les lettres de cette dame, qu'avant de se décider à faire venir Mlle de Lespinasse, elle demanda conseil à Voltaire, à la duchesse de Luynes et au cardinal de Tencin, alors archevêque de Lyon. La véritable cause de son hésitation est surtout la crainte que Julie n'ait pas encore renoncé au nom et à l'héritage des d'Albon, dont Mme du Deffand est belle-sœur. Lorsqu'il est enfin convenu que la jeune fille viendra retrouver sa protectrice à Paris, celle-ci lui écrit encore :

« Mais, avant de partir, je vous demande en grace de vous bien examiner, et d'abandonner le projet de venir auprès de moi si vous n'avez pas *parfaitement oublié qui vous êtes,* et si vous n'êtes pas dans la résolution inébranlable de ne jamais penser à changer d'état. Je vous demande pardon de vous parler de choses si peu agréables; c'est pour n'y plus revenir jamais. »

Elle y revient pourtant encore dans sa dernière lettre, et au milieu des protestations d'amitié on retrouve cette phrase presque menaçante :

« J'espère, ma reine, que je n'aurai jamais à me repentir de ce que je fais pour vous, et que vous ne prendriez point le parti de venir auprès de moi si vous ne vous étiez bien consultée vous-même, et si vous n'étiez pas bien décidée à ne faire jamais *aucune tentative.* Vous ne savez que trop combien elles seraient inutiles; mais aujourd'hui, étant auprès de moi, elles deviendraient bien plus funestes pour vous (1). »

La noblesse d'ame et la délicatesse de Mlle de Lespinasse brillent dans sa conduite en cette circonstance. Elle ne dit rien dans ses réponses des craintes injurieuses de sa bienfaitrice, et monte en voiture pour Paris. La seule vengeance qu'elle ait tirée de la cruauté des d'Albon consiste à les avoir laissés dans l'inquiétude, ayant au fond le dessein de n'user jamais de ses droits contre eux.

(1) Correspondance de Mme du Deffand.

A son arrivée, Julie fut reçue avec des transports de joie. Elle prit d'abord une chambre à Saint-Joseph, d'où elle allait tous les jours chez Mme du Deffand; mais elle ne tarda pas à s'installer dans la maison même de son amie. On ne se quittait plus un seul instant; on parlait de vivre ensemble éternellement. Mme du Deffand répétait souvent qu'elle aimait quatre personnes, savoir : d'Alembert, M. de Formont, Mlle de Lespinasse et Devreux, sa femme de chambre. Elle n'avait pas encore ce petit chien que ses héritiers traitèrent avec tant d'égards après sa mort, car elle l'eût sans doute admis à la cinquième place. Quoi qu'il en soit, le début de cette liaison fut un grand adoucissement au mauvais destin de la jeune Julie, et on demeura long-temps encore sans deviner par où se montrerait le revers de la médaille.

II.

La marquise du Deffand était victime, comme on le sait, d'un fléau cruel. L'ennui ne lui donnait pas de trêve, elle en convenait de bonne foi et en parle si souvent dans ses lettres, que, malgré tout son esprit, elle communique ce mal contagieux à ses lecteurs. Une autre infirmité vint se joindre à la première : sa vue s'affaiblissait de jour en jour; elle fut bientôt tout-à-fait aveugle; elle ne pouvait être seule sous peine d'avoir des attaques de nerfs, et, comme il n'y avait plus pour elle de changement du jour à la nuit, elle ne se mettait au lit que le matin, et passait le temps à écouter des lectures de Mlle de Lespinasse. Julie s'était vouée entièrement à l'amitié; elle ne quittait pas la marquise, se couchait aussi au point du jour, et ne voyait que les habitués de la maison. Il semble difficile de croire qu'à son âge et telle qu'elle s'est dépeinte elle-même, nulle passion n'ait eu d'accès dans son cœur; mais il n'en existe aucun indice, et peut-être les feux qui éclatèrent si fort dans la suite n'eurent-ils cette violence incroyable que pour avoir été long-temps étouffés. Vraisemblablement, l'amour qu'elle eut pour d'Alembert a été son premier penchant.

Le grand géomètre était plus aimable et mieux fait pour la compagnie des femmes que bien des gens ne pourraient l'imagimer. Occupé tout le jour à la recherche de quelque problème, il quittait la science avec la gaieté d'un écolier qui sort de sa classe. Plus l'occupation du matin était abstraite et sérieuse, plus il montrait le soir de bonne humeur, de folie et de goût pour les enfantillages. Du reste il igno-

rait les petits usages de ce qu'on appelle le monde, n'allait volontiers que chez des amis intimes où sa franchise imperturbable et ses inattentions ne choquaient personne. Marmontel dit dans ses mémoires que, de toute la société de Mme Geoffrin, d'Alembert était l'homme le plus gai et le plus animé; qu'il y avait un attrait particulier à voir cet esprit si solide et si profond faire oublier en lui, par son enjouement, le philosophe et le savant. Quant aux belles qualités de son caractère et à la sensibilité de son cœur, on aura le loisir de les apprécier tout à l'heure.

D'Alembert venait régulièrement chez Mme du Deffand. Il avait alors trente-huit ans. Le président Hénault et M. de Formont étaient, avec lui, le fond de cette société qui devint bientôt plus nombreuse. La franchise du géomètre fit naître le premier nuage qui troubla l'affection de la marquise pour sa demoiselle de compagnie, dont le philosophe vantait les charmes et l'esprit.

Mme du Deffand était jalouse; elle ne passait déjà qu'avec peine à d'Alembert son amitié pour Mme Geoffrin. Plus d'une fois elle lui reprocha, en plaisantant, de venir autant pour Julie que pour elle, et le géomètre, qui n'y voyait pas malice, disait en riant que c'était la vérité. Au lieu d'employer à son profit la jeunesse et les graces de son amie, la vieille marquise cherchait à écarter Mlle de Lespinasse à l'heure des visites, et ne la montrait que le moins qu'elle pouvait. Lorsque les amis réclamaient contre cette exclusion, c'était toujours d'Alembert qui attachait le grelot.

Un matin le bruit se répandit que d'Alembert était appelé par le roi de Prusse à la direction de l'Académie de Berlin. Ce fut M. Turgot qui l'apprit à Mme du Deffand. Frédéric prenait le meilleur moyen pour éviter un refus; il offrait des appointemens considérables, sa table et l'appartement dans le palais de Potsdam. La nouvelle produisit des effets bien différens sur la marquise et sur Mlle de Lespinasse. La première songea plus au tort que d'Alembert avait eu de lui cacher ce coup de fortune qu'au chagrin de perdre son ami; l'autre, au contraire, se mit à fondre en larmes, tout en répétant que c'était fort heureux et qu'elle se réjouissait de ce grand événement. On envoya aussitôt un laquais avec une lettre chez le philosophe. d'Alembert habitait, dans la rue Michel-le-Comte, un petit logis fort sombre, chez la vitrière qui l'avait nourri. On le trouva, le crayon blanc à la main, dessinant des courbes sur un tableau, et absorbé comme Archimède.

— Mon ami, dit-il au domestique, répondez à ces dames que je ne

suis point encore parti, qu'elles me verront ce soir comme d'habitude et les jours suivans de même, tant qu'il plaira au ciel de me laisser mes jambes.

On attendit le soir avec bien de l'impatience; d'Alembert arriva enfin, avec son air d'écolier en vacances.

— Eh bien! s'écrièrent tous ses amis à la fois, vous n'irez donc pas en Prusse?

— Non, assurément, répondit-il.

— Mais cette fortune qu'on vous propose? ces honneurs, cette libéralité magnifique?

— J'en suis fort touché; cependant je préfère mes travaux, ma vieille vitrière et mes amis.

— Et quelle raison donner au grand Frédéric?

— La raison que je me donne à moi-même : que j'aime mieux être pauvre dans mon pays que riche à la cour de Berlin; que j'ai promis à Diderot de l'aider à faire l'*Encyclopédie*, et que je tiens à ma parole.

Le géomètre tira de sa poche la lettre du roi; elle était pressante, et dictée par une estime et une amitié comme peu de souverains en ont pour les philosophes. Il montra ensuite la copie de sa réponse, qui était pleine de simplicité, de sens et de véritable grandeur. Nous en donnerons ici quelques phrases, où l'on reconnaîtra une élévation de sentimens qui honore l'humanité :

« Ma fortune, disait-il, est au-dessous du médiocre. 1,700 livres de rente font tout mon revenu; oublié du gouvernement, comme tant d'autres le sont de la Providence..., je n'ai aucune part aux récompenses qui pleuvent sur les gens de lettres avec plus de profusion que de lumières. Malgré tout cela, supérieur à la mauvaise fortune, les épreuves m'ont endurci à l'indigence, et ne m'ont laissé de sensibilité que pour ceux qui me ressemblent. Je me suis accoutumé sans efforts à me contenter du plus étroit nécessaire, et je serais même en état de partager encore mon peu de fortune avec d'honnêtes gens plus pauvres que moi. La vie retirée et obscure que je mène est conforme à mon caractère... Le régime et la retraite m'ont procuré la santé la plus parfaite, c'est-à-dire le premier bien du philosophe. Enfin, j'ai le bonheur de jouir d'un petit nombre d'amis dont le commerce et la confiance font la consolation et le charme de ma vie, et à qui mon départ percerait le cœur... (1). »

Quand il eut achevé sa lecture, d'Alembert s'aperçut avec étonne-

(1) Correspondance de d'Alembert avec le roi de Prusse.

ment que ses amis étaient émus, que le plaisir et l'admiration leur ôtaient la voix et qu'ils demeuraient en silence. La marquise lui tendit la main. Le président Hénault le pressa dans ses bras.

— Et vous, mademoiselle, dit le philosophe à Julie, est-ce que vous ne m'embrasserez pas aussi pendant que nous voilà en train?

Mlle de Lespinasse lui sauta au cou, et l'embrassa de tout son cœur.

— A présent, s'écria d'Alembert, n'y pensons plus et amusons-nous.

En retournant le soir chez sa vitrière, le grand géomètre s'avouait tout bas qu'un nouveau motif plus puissant que les autres le fixait à Paris, et que le baiser de Mlle de Lespinasse avait troublé cette sagesse si inébranlable. De son côté, Julie sentit l'amour s'emparer d'elle avec une impétuosité qu'elle eût en vain essayé de combattre.

Le désintéressement de d'Alembert eut bientôt une occasion plus belle encore de se montrer. L'impératrice Catherine lui fit l'offre énorme de *cent mille livres de rente*, s'il voulait se charger de l'éducation du grand-duc de Russie. Le refus du philosophe fut aussi respectueux et aussi net cette fois que la première; d'Alembert resta dans son *Encyclopédie* et son modeste logis de la rue Michel-le-Comte. Cette affaire eut un grand retentissement à Paris. La générosité des souverains du Nord fit tort à l'animosité puérile du ministère français, qui se laissa prier pendant trois mois par l'Académie des Sciences pour accorder à d'Alembert la pension de 1,200 livres à laquelle il avait droit en succédant au mathématicien Clairault. On en parla plus en public que chez Mme du Deffand, car les éloges embarrassaient d'Alembert, et ses amis les épargnaient à sa modestie comme un supplice; mais les yeux de Julie disaient assez quelle récompense et quelle couronne elle lui décernait au fond de son cœur.

La marquise du Deffand, après avoir passé la nuit à écouter des lectures, dormait habituellement jusqu'à six heures du soir. Mlle de Lespinasse se levait à cinq heures. Un jour que d'Alembert et le président Hénault arrivèrent avant que la marquise fût habillée, on les conduisit à la chambre de Julie. Ils donnèrent le mot aux autres amis, et bientôt tout le monde vint à cinq heures, afin de causer librement avec Mlle de Lespinasse. Ces conversations à la dérobée avaient l'attrait piquant du fruit défendu; aussi le secret en était-il bien gardé. Cependant, comme il est de rigueur qu'une demoiselle de compagnie ait pour ennemis les domestiques, Devreux, la femme de chambre, dénonça Julie à la marquise. Celle-ci jeta feux et flammes et cria partout à la trahison. Depuis ce jour, les relations de Julie et de Mme du Deffand ne furent plus qu'une succession de reproches et

d'aigreurs. Le géomètre, qui était le témoin ordinaire des boutades de la marquise, dit un soir à l'oreille de Mlle de Lespinasse que, si elle voulait rompre cet esclavage, il lui offrirait tous les secours en sa puissance.

— Je vois trop bien; ajouta d'Alembert, que les bienfaiteurs deviennent les plus cruels des tyrans; aussi je ne veux pas me donner ce titre pompeux. J'ai chez moi dans un tiroir 2,000 livres dont je ne sais que faire et qu'un de ces matins quelque écrivain sans talent m'empruntera. Souffrez que je vous les prête pour sortir d'ici honorablement.

— Ah! monsieur d'Alembert, répondit Julie en rougissant, ce n'est pas avec un homme comme vous qu'il faut avoir de la fausse honte. Vous avez assez prouvé combien vous méprisez l'argent. Je le hais aussi, et la pauvreté n'est pas un grand mal pour moi; cependant je n'ose accepter de vous un service dont la fortune ne me permettra peut-être jamais de m'acquitter.

— Par ma foi! dit le philosophe, je mettrais bien mon amour à vos pieds avec l'offre de mon appui; mais je comprends que vous songez au mariage...

— Au mariage! s'écria Julie; jamais, monsieur! L'idée d'une chaîne éternelle, fût-elle d'or, révolte mon ame. Ne voyez-vous pas que j'en suis réduite aujourd'hui à briser celle de la reconnaissance?

— Hélas! reprit d'Alembert, je suis donc au désespoir que vous ne m'aimiez pas, car moi je vous aime, et nos idées et nos goûts seraient bien d'accord.

Julie, arrêtée par la naïveté du philosophe, attendit une occasion où il eût plus de sagacité. Sur ces entrefaites, d'Alembert tomba malade d'une fièvre maligne qui faillit l'emporter. Le médecin Bouvart déclara que le logement chez la vitrière était la cause du mal. M. Watelet offrit un appartement plus sain dans son hôtel de la rue du Temple. On y transporta d'Alembert. De là il écrivit à Mlle de Lespinasse une lettre où il disait qu'il se mourait de l'ennui de ne pas la voir encore plus que de la fièvre. Julie n'y résista pas. Elle quitta brusquement la marquise et courut s'établir au chevet du malade. D'Alembert revint à la vie graces aux soins qu'elle lui donna, et depuis ce moment ils ne se quittèrent plus.

Les lois du monde sont variables et capricieuses. On accable les uns et on passe tout aux autres. D'Alembert et Mlle de Lespinasse furent privilégiés. Il se fit à leur égard une espèce de justice que nous trouvons belle et louable. Le philosophe avait déployé de si

grandes vertus, qu'on lui pardonna d'accorder une faible part aux passions et à la nature. On poussa l'indulgence jusqu'à dire et écrire que la liaison de ces amans était fondée sur le sentiment de l'amitié, quoiqu'on sût très bien qu'ils vivaient comme mari et femme. Les persécutions de M[me] du Deffand ne changèrent l'opinion de personne et tournèrent à sa honte. Les idées et les sentimens de M[lle] de Lespinasse avaient pris leur vol dans une sphère élevée où ces tracasseries ne pouvaient plus l'atteindre, et son calme imposa au public.

— Laissez dire, répondait-elle aux avertissemens de ses amis; tout s'oubliera, tout ira bien. La haine n'est pas éternelle, puisqu'on assure que l'amour ne l'est pas.

Julie sut prouver qu'elle disait vrai et que son cœur pouvait changer; cependant on la crut fixée pour la vie, et on trouvait cette union parfaitement assortie. Son esprit la rendit bien vite célèbre. On se donnait rendez-vous chez elle de tous les coins de l'Europe, et il lui venait quelquefois jusqu'à cent visites dans une journée. Sa conversation était pleine d'imprévu et d'originalité, d'aperçus qui s'élevaient parfois jusqu'au génie. Son jugement était exquis à l'ordinaire; mais elle s'engouait aisément, comme toutes les femmes, et voyait des talens, des vertus et des beautés où il n'y avait que des qualités médiocres; travers inévitable dans les imaginations exaltées. Sans être jolie, M[lle] de Lespinasse charmait tout ce qui l'approchait par un naturel devant lequel la coquetterie paraissait un ridicule. Les femmes la craignaient à cause de l'écrasante supériorité de son intelligence; aussi n'eut-elle pour amie que M[me] Geoffrin, qui n'était pas jalouse. Julie fut la seule femme admise aux fameux soupers littéraires de cette généreuse dame, qui dépensa cent mille écus pour le succès de l'*Encyclopédie*. On parla tant de M[lle] de Lespinasse à la cour même, que le roi se fit conter son histoire, et lui donna une pension de 1,500 livres. Avec une fortune aussi modique, elle n'avait pas un grand état de maison; ceux qui la recherchaient n'étaient donc attirés ni par la bonne chère ni par le luxe.

D'Alembert répandait de la gaieté dans le salon de son amie. Son bonheur dura près de dix ans sans interruption; mais, une fois qu'il fut troublé, ce fut d'une manière funeste pour tous deux. Des orages terribles succédèrent, et le calme ne revint jamais. M[lle] de Lespinasse vécut toujours de même en apparence; pourtant il y a tel être qui ne bouge du coin de son feu et dont l'existence est plus tourmentée que celle d'un personnage de tragédie. Ce ne sont pas les destinées

qui sont vulgaires, ce sont les hommes. Chacun porte en soi sa fatalité, et si vous retranchez de la vie d'une personne la part qu'y ont eue son jugement, ses vertus et ses défauts, ce qui restera au hasard ne sera pas considérable. C'est à son esprit que Mlle de Lespinasse a dû son rang dans le monde; on verra bientôt qu'elle dut aux passions ses plaisirs, ses souffrances et les secousses violentes qui l'ont tuée encore jeune.

III.

Un jour, en revenant de l'Académie, où il avait eu du succès en lisant un de ces *éloges* qui étaient alors en vogue, d'Alembert amena chez sa maîtresse le marquis de Mora, fils de M. de Fuentes, ambassadeur d'Espagne. Tout ce qu'on sait sur M. de Mora, c'est qu'il était très beau, qu'il avait l'air noble et beaucoup de sensibilité. Sa fortune était immense, et il la dépensait avec magnificence et générosité; quelques galanteries l'avaient mis à la mode sans augmenter sa vanité. M. de Mora passa une heure auprès de Mlle de Lespinasse, à causer de littérature et de musique, et dès cette première entrevue il plut tellement, qu'il remarqua l'effet qu'il venait de produire; il se sentit lui-même blessé au cœur. Le lendemain, les aveux furent échangés. Le troisième jour, Mlle de Lespinasse fut infidèle à d'Alembert. Ce brusque évènement ne causa ni effroi ni surprise dans l'ame de Julie, tant la passion était ardente et l'entraînement irrésistible. Elle entra un matin dans le cabinet de travail de d'Alembert, et lui conta sans détours ce qui arrivait.

— Vous avez le droit, ajouta Julie, de m'adresser des reproches, je les écouterai avec patience; mais l'amour ne me laisse pas le loisir de m'accuser moi-même. Je n'ai plus qu'un sentiment, qu'une pensée : être à M. de Mora. Tout ce que mon cœur peut faire encore, c'est de conserver pour vous une amitié à laquelle je ne pourrai pas donner beaucoup, à moins que je ne continue à demeurer ici. Réfléchissez et décidez. Voulez-vous que je reste auprès de vous, ou bien faut-il que je vous quitte?

L'infortuné d'Alembert faillit s'évanouir à ce coup de foudre; mais il appela aussitôt à son aide sa force d'ame et les secours de la philosophie; les larmes s'arrêtèrent au bord de ses paupières.

— Puisque l'amour est plus fort que vous, dit-il, je me résigne sans hésiter; soyez à M. de Mora. Je vous supplie pourtant de rester auprès de moi; faites que votre amitié me soit douce et me console

du mal que me causent vos passions. Votre compagnie m'est devenue si nécessaire, que je mourrais bientôt de tristesse et d'ennui si vous m'abandonniez. Vivons ensemble amicalement, et donnez-moi de votre cœur la part que vous pourrez.

Les relations de d'Alembert et de Mlle de Lespinasse furent changées sans qu'il y parût aux yeux du public, qu'il était inutile de mettre dans la confidence.

— La géométrie est ma femme, écrivait d'Alembert, et je n'ai plus qu'à me remettre dans ce triste ménage.

Les amours avec le jeune marquis allèrent si grand train, que le monde les devina. Les visiteurs n'en continuèrent pas moins à venir, car on est indulgent pour les personnes qui plaisent et amusent. Si l'ennui eût habité le salon de Julie, on lui eût jeté la pierre, et sa conduite eût fourni matière à cent calomnies, tandis qu'on ne parla guère de sa nouvelle liaison.

M. de Mora était amoureux à en perdre la tête; il ne quittait pas sa maîtresse, ou, lorsqu'il s'éloignait, des messagers allaient et venaient sans cesse de l'hôtel d'Espagne à la maison de Mlle de Lespinasse, portant des billets et rapportant des réponses. Dans un voyage que le marquis fit à Fontainebleau en 1771, il envoya vingt-deux lettres pendant une absence de dix jours, les unes par la poste et les autres par des courriers.

Cependant le duc de Fuentes s'effraya des progrès que l'amour faisait dans le cœur de son fils. Ce n'était pas une de ces intrigues galantes qui ne tirent point à conséquence et n'arrêtent pas l'ambition ni l'avenir d'un jeune homme. Pour M. de Mora, il n'existait d'autre univers que sa maîtresse. Il avait à peine vingt-cinq ans, elle en avait plus de trente-cinq, et pourtant on craignait qu'il ne voulût l'épouser. L'ambassadeur fit part au roi son maître de ses inquiétudes. Un ordre de rappel arriva de Madrid. Il n'y eut jamais de désespoir pareil à celui de nos amans à cette nouvelle; mais il fallut bien se séparer. M. de Mora partit avec le dessein d'obtenir du roi la permission de revenir bientôt à Paris. On s'écrivit tous les jours pendant dix-huit mois de suite. Julie tomba dans une mélancolie profonde, et le chagrin menaçait de l'emporter, car elle était de ces femmes qui ne cherchent pas à résister à la ruine de leur corps, lorsque c'est l'ame qui les tue. Son humeur se ressentit un peu de son chagrin. Elle était encore aimable pour les visiteurs qui lui apportaient des distractions; mais d'Alembert eut souvent à souffrir de ses accès d'amertume et d'impatience. « Le malheureux! dit Mar-

montel dans ses mémoires, tels étaient pour Mlle de Lespinasse son dévouement et son obéissance, qu'en l'absence de M. de Mora c'était lui qui, dès le matin, allait quérir ses lettres à la poste, afin qu'elle les eût à son réveil! »

Sans doute les lettres que Julie écrivait à son amant versaient dans le cœur du jeune Mora des poisons aussi violens que ceux dont elle s'abreuvait, car le marquis ne tarda pas à tomber malade de langueur; sa poitrine fut attaquée. Le célèbre Lorry, qui lui avait donné des soins pendant son séjour en France, fut consulté par M. de Fuentes. Lorry était l'ami intime de d'Alembert, et ce fut encore à la prière du pauvre philosophe que ce médecin ordonna au malade le séjour de Paris. On apprit enfin que M. de Mora reviendrait bientôt, et comme l'humeur de Julie reprit sa douceur accoutumée, d'Alembert s'en réjouissait avec elle; mais de nouveaux obstacles vinrent retarder le bonheur de nos amans. Le jeune marquis fit une maladie aiguë qui rendit le voyage impossible. Tant de secousses diverses brisèrent l'ame de Julie au point qu'on craignit aussi pour elle. D'Alembert mettait tout en œuvre pour l'amuser et la distraire. C'est dans ce but qu'il lui proposa un jour de la mener à un dîner littéraire qui se faisait au *Moulin-Joli*, près des barrières de Paris; elle s'y laissa conduire, et cette partie de campagne est un des plus étranges et des plus remarquables incidens à consigner dans les annales de l'infidélité.

On était alors au mois de septembre de l'année 1772. Parmi les convives figurait le comte de Guibert, jeune homme vain, ambitieux, avide de toute espèce de célébrité; il venait d'occuper le public par son *Essai sur la tactique militaire*, dont le gouvernement avait ordonné la suppression. Guibert était colonel du régiment de Corse, et comme il ne visait à rien moins qu'à être à la fois un César et un Corneille, il avait fait une tragédie du *Connétable de Bourbon*, où l'on trouvait quelques scènes hardies en vers très incorrects. Mlle de Lespinasse connaissait cet ouvrage et s'en était déjà engouée. La conversation et la personne de l'auteur lui plurent à la première vue. Elle fit du jeune officier un homme de génie, un héros persécuté. Guibert était à la veille de fuir en Allemagne, dans la crainte d'une lettre de cachet. Ses discours tendaient encore à exagérer les dangers de sa position; c'était un prestige dont il sentait les avantages aux yeux des femmes. Il montra une gaieté que l'attente d'un emprisonnement rendait plus originale. En un mot, il tourna la cervelle à Mlle de Lespinasse en quelques heures. Il est à remarquer que, selon toute

apparence, Julie n'eût pas cédé au charme sans résistance, si elle n'eût eu l'imagination déjà montée par un autre objet. C'est une chose horrible et honteuse, mais incontestable, que quand nos passions atteignent un certain degré de puissance, il faut à tout prix qu'elles trouvent à s'assouvir. Alors malheur aux absens! Celui qui demeure loin d'une maîtresse aussi exaltée que l'était Mlle de Lespinasse doit s'attendre à la retrouver infidèle. Peut-être Guibert lui-même n'eut-il l'envie de faire cette conquête qu'en sentant dans cette ame les flammes qui débordaient et répandaient l'incendie à l'entour d'elle. Il se persuada qu'il était amoureux, Julie se figura que c'était lui et non l'autre qu'elle aimait avec tant d'ardeur. Ce changement dans ses sentimens fut l'affaire d'une seconde, sa défaite fut l'affaire d'une soirée; mais le lendemain devait être cruel.

Mlle de Lespinasse comprit toute l'horreur de sa conduite; la confusion qui existait dans son cœur entre ces deux amours lui inspira une haine d'elle-même et des remords amers. Elle ne voulait plus revoir Guibert, et lui ferma sa porte pendant quelques jours; mais, poussée au point où elle était, sa passion ressemblait prodigieusement à de la folie. Mora ne revenait pas, tandis que Guibert était présent, qu'il se plaignait, qu'il se disait malheureux et injustement repoussé. Il finit par obtenir de revoir Julie. Elle faiblit de nouveau devant lui, et cette rechute porta le désordre, dans ce cœur déjà si troublé, jusqu'à un état qui participait de l'ivresse et du désespoir. L'ancien amour était pourtant plus fort que le nouveau, puisque chaque lettre qui arrivait d'Espagne le réveillait au point de faire souhaiter une rupture avec Guibert. Celui-ci reprenait bientôt le dessus, et ce fut au milieu d'angoisses terribles, de combats et d'efforts impuissans, que Mlle de Lespinasse s'accoutuma insensiblement à nourrir deux passions à la fois, ou plutôt à donner deux objets différens en pâture au besoin de passion qui la dévorait. Sa conduite et son langage dans cette circonstance affreuse furent aussi pleins de loyauté qu'il était possible, du moins à l'égard de Guibert. Elle lui avoua dès le premier jour qu'elle aimait éperdûment M. de Mora. Elle lui déclara son intention de revenir au seul amour qu'elle voulût conserver, et de livrer à l'autre une guerre obstinée. Si elle n'eut pas la même loyauté envers M. de Mora, c'est qu'elle espérait réparer ses torts en lui consacrant le reste de sa vie. D'ailleurs ce n'est jamais avec celui qu'on trahit qu'on tâche d'agir noblement; celui-là ignore, et cela suffit; c'est aux yeux de celui qui vous aide à trahir qu'on voudrait se relever.

— Quel homme êtes-vous donc, écrivait Julie à M. de Guibert, pour m'avoir *un instant* détournée de la plus charmante et de la plus parfaite de toutes les créatures? Si vous le connaissiez, et vous le connaîtrez un jour, vous auriez peine à comprendre mon crime.

Guibert partit enfin pour l'Allemagne. C'était une occasion favorable pour triompher d'un amour que Julie abhorrait; mais le pli était pris, et plus elle s'efforçait de rompre ses filets, plus elle s'y embarrassait. Dans ses premières lettres à Guibert, elle lui dit qu'il ne doit plus songer qu'à une amitié tendre et qu'elle retourne à M. de Mora, et puis elle n'a pas plus tôt écrit cela qu'elle se rétracte.

Là-dessus M. de Mora, s'étant rétabli, parle de son prochain retour. Mlle de Lespinasse s'en réjouit; elle compte sur lui pour la tirer de l'abîme où elle est plongée. Elle veut tout dire, obtenir son pardon ou mourir. Elle craint seulement que cette nouvelle n'achève de détruire la santé chancelante du jeune marquis. Elle songe aux ménagemens à employer et se flatte de réussir. Les malheureux, dit-elle, ont la main légère; ils craignent de blesser et sont avertis sans cesse par leur propre douleur. Elle ne cesse pas néanmoins d'écrire à Guibert, et s'inquiète lorsque le courrier de Berlin n'apporte pas de lettres. Au milieu de ces agitations, Mlle de Lespinasse reconnaît que l'amour de Guibert n'est que passager, qu'il se fait illusion s'il ne la trompe pas elle-même. Tout l'invite donc à une rupture, et elle n'en a pas la force! Mora va bientôt arriver, il est en chemin, il a passé déjà les Pyrénées; il écrit de chaque ville où il s'arrête, et Julie, de son côté, écrit lettre sur lettre à M. de Guibert. Elle l'entretient, il est vrai, du retour de son amant, mais il lui échappe encore mille protestations de tendresse. Il n'y aura peut-être jamais d'autre exemple d'un pareil délire.

Il est rare, quand il se trouve dans la vie de ces situations compliquées, qu'elles n'attirent pas la colère du ciel. La punition de Julie devait être aussi complète et aussi accablante que possible. M. de Mora fut arrêté à Bordeaux par une hémorragie des poumons qui le mit à la mort. Il conservait encore de l'espoir, comme il arrive dans les maladies de la poitrine, et il écrivait, au moment de rendre l'ame, ces mots, qui sont tout ce qu'on a retrouvé de lui : « Je vous ai donné bien des peines, mais j'ai encore en moi de quoi vous payer de tout le mal que je vous ai fait. »

Julie transcrivit cette phrase dans une de ses lettres à Guibert, où elle lui parle avec éloquence et enthousiasme des vertus de M. de Mora. Deux jours après elle n'a plus à lui annoncer que la mort de

l'homme qu'elle a trahi. Elle le fait en des termes déchirans, où on entend à la fois les cris de la douleur, les reproches et le remords.

Depuis ce moment, le repos de Mlle de Lespinasse fut détruit pour toujours. Le plus grand de tous les châtimens lui fut infligé, l'amour malheureux. Aussi verra-t-on bientôt sa passion prendre ces caractères effrayans qui ressemblent à l'agonie d'une ame blessée mortellement.

IV.

Mlle de Lespinasse parlait trop souvent et avec trop d'admiration des vertus de M. de Mora pour que ce sujet fût agréable à M. de Guibert, qui n'était rien moins que vertueux. De la part de ce jeune homme, cette liaison n'avait été qu'un caprice d'imagination, et l'accroissement prodigieux que prenait l'amour de Julie commençait à le fatiguer. Il essaya d'amener doucement une rupture à l'amiable : on ne voulut pas le comprendre. Lorsqu'il revint de son voyage, Guibert ne fut pas aussi assidu qu'on l'espérait. On lui reprocha sa froideur. Il déclara qu'il était amoureux d'une autre femme. Rien ne put arrêter la malheureuse Julie; elle ne chercha pas même à résister à la pente qui l'entraînait, et se jeta les yeux fermés dans l'abîme. Sa vie se passait en vains efforts pour provoquer des retours passagers qui devenaient chaque jour plus impossibles. Lorsque Guibert demeurait trop long-temps sans venir chez elle, l'art infini et la tendresse extrême qu'elle employait pour le toucher finissaient par lui arracher la promesse d'une visite. Guibert répondait qu'il irait un moment *en passant*, et ce mot la révoltait.

— Ne venez pas, s'écriait-elle; épargnez-moi votre commisération. Elle flétrit et abat jusqu'à la mort ceux qui en sont l'objet.

Mais le lendemain l'amour est plus fort que l'orgueil. Julie se rattache à la pitié, la réclame à grands cris, et si M. de Guibert laisse échapper quelques paroles qui ressemblent à de l'intérêt et à de l'amitié, on lui demande autre chose, on espère déjà le mener plus loin, et que la tendresse va se réveiller. C'est ainsi que Mlle de Lespinasse devenait, à force de soins, de génie et de passion, la plus à plaindre, mais aussi la plus insupportable des femmes.

Il faut dire cependant que Guibert avait des torts graves à se reprocher. Les lettres de Julie étaient si belles, si près du sublime, si variées, quoique le sujet en fût toujours le même, qu'elles étaient devenues pour lui un besoin. S'il eût eu le courage, ou pour mieux

dire, la bonté de les renvoyer sans les ouvrir, c'eût été bien vite fini; mais ces lettres provoquaient des émotions agréables et flatteuses pour son amour-propre. Il répondait à celles qui contenaient des louanges ou des encouragemens, et pour ce faible plaisir, il assassinait à petits coups l'ame la plus sensible qui fût sous le ciel. Par momens aussi Guibert était jaloux de l'admiration que Mlle de Lespinasse témoignait pour les gens de mérite. Il eût désiré qu'elle n'aimât et n'appréciât que son médiocre talent, afin de se persuader à lui-même qu'il était au-dessus des autres hommes. On l'accablait de flatteries, et il en demandait encore par des détours ingénieux qui prenaient l'accent de l'amour. Il dénigrait tout ce qu'elle osait louer afin de lui faire entendre que l'enthousiasme lui appartenait exclusivement; mais il ne pouvait mener où il voulait cette imagination impressionnable. L'*Orphée* de Gluck, les vers de Roucher l'enlevaient durant quelques heures à son engouement pour Guibert, et celui-ci ne pardonnait pas ces écarts. Le souvenir de M. de Mora, qui revenait éternellement avec les épithètes les plus belles et les plus tendres, était importun par-dessus tout.

Un jour que M. Roucher vint lire chez Mlle de Lespinasse un chant du poème des *Mois*, Julie pleura plusieurs fois en l'écoutant, et le soir à minuit elle écrivit à M. de Guibert :

« Mon Dieu ! il faut chérir et adorer le talent qui semble vous donner une existence nouvelle. Oh ! non, je ne suis pas assez grande, assez forte, pour louer ce don du ciel ; mais il me reste assez de sensibilité et de passion pour en jouir avec transport..... Mon ami, M. Roucher a aimé, et c'est l'amour qui l'a rendu sublime. Mais mon cœur se brise lorsque je viens à penser que cet homme rare connaît la misère, qu'il en souffre pour lui et dans ce qu'il aime... Je ne sais si c'est faiblesse, mais je viens de fondre en larmes en sentant l'impuissance où je suis de venir au secours de cet homme. Ah ! si mon sang pouvait se changer en or ! sa femme et lui connaîtraient le bonheur ce soir... Si M. de Mora vivait ! avec quel plaisir, avec quel transport il aurait satisfait mon cœur ! Oui, c'est avec des larmes de sang qu'il faut pleurer un tel ami... (1).

On comprendra combien ces expressions durent choquer M. de Guibert, qui était trop dissipé, trop ambitieux, pour donner son bien aux poètes, et qui portait envie à toute espèce de mérite et de talent.

(1) Correspondance de Mlle de Lespinasse.

Bientôt Guibert cessa tout-à-fait de voir Mlle de Lespinasse, sans vouloir renoncer aux lettres, qui l'amusaient et caressaient sa vanité. Il en recevait encore la veille et le jour même de son mariage, car il se maria le 1er de mai 1775. Julie parut supporter cet échec avec courage et grandeur d'ame. Elle parlait avec éloges de Mme de Guibert; mais elle faisait comme ces martyrs qui gardaient un front impassible en recevant le coup mortel.

Mlle de Lespinasse, ne pouvant plus se faire d'illusion, se donna encore le plaisir d'accabler Guibert de services dont il savait bien le prix. M. Turgot, devenu ministre depuis peu, était attaché à Julie. Guibert obtint de lui cent faveurs par l'entremise de son ancienne amie. C'était la seule vengeance qu'elle se permît, et elle la goûtait avec une ivresse douloureuse. Chaque fois qu'elle recevait quelque réponse dure ou froide à l'une de ses lettres, elle répliquait par la nouvelle du succès de ses démarches.

Au milieu de ces agitations intérieures, Julie était plus à la mode, plus citée, plus recherchée que jamais. On encombrait son salon, dont elle faisait les honneurs avec une grace qui semblait annoncer une grande liberté d'esprit. On lui remarquait bien quelquefois de la tristesse, mais on supposait qu'elle pleurait encore M. de Mora. Elle donnait son avis sur tous les ouvrages nouveaux, et son autorité était souveraine dans un cercle très étendu. Lorsqu'il fut un moment question de mettre Grétry dès son début au-dessus de Gluck, Mlle de Lespinasse s'y opposa et déclara que cette musique, en comparaison de celle de Gluck, avait les *pâles couleurs*. Ce mot est de ceux qu'on répéta souvent.

Cependant sa poitrine s'attaquait, une toux opiniâtre lui enlevait le sommeil, et l'opium dont elle abusait comme remède achevait de ruiner sa constitution. Lorsque Guibert envoyait savoir de ses nouvelles, on répondait : « Cela va pis que jamais, et cependant trop bien encore. » Le désir qu'elle avait d'en finir avec la vie ne se démentit pas un seul instant.

Lorsque Guibert eut la certitude qu'il allait la perdre, il se montra moins cruel. Ce qu'on aime le moins gagne du prix une fois qu'on sait que bientôt on ne l'aura plus. D'Alembert, qui n'avait pas été instruit de la dernière passion de Julie, n'entendait rien à son envie de mourir, et lui reprochait avec une bonté qui ne la touchait guère la peine qu'elle voulait faire à ses amis. C'était une chose horrible pour le pauvre philosophe que le spectacle des accès de la maladie mêlés à ceux d'un désespoir opiniâtre. Un jour il parla si tendrement

et avec tant de douceur, que la malheureuse Julie se mit à pleurer; cependant, au lieu de confier ses chagrins et de chercher les consolations que d'Alembert brûlait de lui donner, elle s'irrita de son intérêt, et lui répondit dans un transport de dépit et de fureur :

— Retirez-vous, je veux mourir!

D'Alembert lui-même pleura de tout son cœur.

— Que je suis malheureux, disait-il naïvement, que M. de Guibert ne soit pas ici! lui seul a de l'empire sur vous et pourrait vous calmer.

Ces mots produisirent un effet magique, et le nom tout puissant de Guibert suffit pour conjurer l'orage. Mlle de Lespinasse sentit qu'il fallait rendre le repos au bon d'Alembert; elle fit trêve à ses cris, mais elle s'enferma dans sa chambre et n'eut pas l'idée de conter ses souffrances au seul être qui l'aimât véritablement. La cause de cette scène déchirante, qui rendit d'Alembert malade pendant plusieurs jours, est expliquée dans la correspondance de Julie. Mlle de Lespinasse attendait le facteur! Ajoutons que le facteur arriva, qu'il remit une lettre assez affectueuse, et que la malade en eut vingt-quatre heures de répit.

Ayant ainsi un pied dans la tombe, Mlle de Lespinasse s'épuisait encore en efforts pour servir l'ambition et la vanité de M. de Guibert. Il voulait qu'on représentât sur le théâtre de Versailles sa pièce du *Connétable*. La protection de M. Turgot lui procura cette faveur. La tragédie fut jouée trois fois et obtint quelque succès; mais elle eut moins de bonheur devant le public de Paris que devant la cour. Guibert en fut outré, et sa colère fit beaucoup de mal à son amie, qui sentait ses contrariétés plus vivement que lui-même. Il eut encore à supporter un échec moins éclatant que celui de sa tragédie, mais plus humiliant pour un homme qui voulait absolument avoir du génie. L'Académie proposa au concours l'éloge du maréchal de Catinat. Guibert, étant versé dans l'art de la guerre, se croyait certain d'avoir le prix. Ce fut M. de La Harpe qui l'obtint, et, quoi qu'en dise Mlle de Lespinasse dans ses lettres, le morceau de M. de La Harpe était bien supérieur à celui de son amant. Pour comble d'*infamie*, comme le disait Guibert lui-même, on remarqua son écrit, et on lui donna un brevet de médiocrité en lui accordant une mention honorable, ainsi qu'à un autre jeune homme inconnu. Il eût peut-être accepté l'oubli complet, mais l'affront de l'*accessit* était une blessure sanglante.

Nous ne parlerions pas de ces intérêts d'amour-propre, si l'infortunée Julie n'eût porté dans ces petites choses une passion telle que

ses derniers jours en étaient empoisonnés. Elle rassemblait le reste de ses forces pour prodiguer à celui qui la faisait mourir des consolations si tendres et si exaltées, qu'un homme amoureux les eût préférées mille fois à tous les triomphes du monde. Guibert les recevait froidement comme une dette dont on ne tient pas à être payé. Il poussa même la barbarie jusqu'à rejeter sur une femme qui l'adorait, et dont la sensibilité réclamait des ménagemens extrêmes, le dépit et la mauvaise humeur qu'il n'osait manifester en public.

Un soir Mlle de Lespinasse avait chez elle beaucoup de monde, Turgot, l'archevêque de Toulouse, M. de Malesherbes, Piccini, l'abbé Delille, Suard et bien d'autres célébrités. On écoutait un chant de la traduction de l'Énéide. Delille, plus confiant dans le jugement de Julie que dans celui de personne, suivait, à chaque pose, la physionomie de la maîtresse du logis, et remarquait à des signes certains les passages qui frappaient et ceux qui ne produisaient point d'effet. Mlle de Lespinasse, mourante, étendue sur un canapé, était tout entière à la lecture; son imagination, encore jeune et active, dominait le cœur et le forçait à rester muet, car cette organisation puissante et délicate à la fois était parfaite sous toutes ses faces. Les vers de l'abbé Delille coulaient facilement comme un ruisseau murmurant. Quelques éclairs du génie de Virgile brillaient faiblement à travers le voile toujours épais de la traduction. Mlle de Lespinasse, oubliant sa maladie, ses peines de cœur et sa mort, plus prochaine encore qu'elle ne le croyait, jouissait de la poésie comme elle l'eût fait à vingt ans. Les vers heureux faisaient naître dans ses yeux des flammes qui charmaient le lecteur et l'assemblée. On admirait encore, sur cette figure ravagée par la tristesse, cette beauté qui résiste au temps, la physionomie. Un laquais entra sur la pointe des pieds et remit une lettre. Mlle de Lespinasse reconnaît l'écriture de Guibert. Une lettre de lui! c'était une grande rareté. Le cachet vole en éclats, l'enveloppe est arrachée précipitamment. Elle lit avec avidité. Tout à coup elle pâlit, se contracte comme une sensitive et tombe évanouie. Guibert, marié à une autre, amant de plusieurs femmes, n'écoutant que son amour-propre chagriné, osait lui reprocher d'être à trop de monde à la fois, et de ne pas partager ses ennuis! Il osait lui écrire qu'elle ne l'aimait pas, à elle que son indifférence assassinait à petits coups depuis deux ans! Cette dernière atteinte était trop profonde. Mlle de Lespinasse venait d'être blessée au fond de l'ame. Il fallait mourir, et prouver à cet ingrat qu'elle savait du moins sentir son abominable cruauté.

La compagnie effrayée se dispersa et répandit dans Paris le bruit

de la fin prochaine de Mlle de Lespinasse. Guibert l'apprit à l'Opéra et rentra chez lui paisiblement après le spectacle! Quelques minutes avant l'instant suprême, Julie reprit connaissance et demanda où était M. de Guibert.

— Il n'y a ici que moi et le médecin, répondit d'Alembert en lui pressant la main.

— Ah! s'écria Julie, vous me restez encore. Si je me fusse attachée davantage à vous, l'heure terrible ne sonnerait pas à présent. Pardonnez-moi les chagrins que je vous ai donnés. J'ai été injuste pour vous. Je m'en suis accusée mille fois; mais je n'ai pas pu vous ouvrir mon ame et vous montrer les plaies profondes qu'elle renfermait.

— Mon amie, répondit d'Alembert, si vous avez eu quelques torts envers moi, vous m'avez sans doute privé d'un grand plaisir en m'ôtant la douceur de vous pardonner, car j'ai plus d'une fois fermé les plaies de votre ame; tout ce que je regretterai, c'est vous, ce sont nos dix-sept ans d'amitié, je vous regretterai sans cesse injuste et cruelle comme vous étiez dans les derniers temps.

Un accès de toux mêlé de convulsions emporta Mlle de Lespinasse vers deux heures du matin. En rendant le dernier soupir, elle pressa d'Alembert entre ses bras, les yeux inondés de pleurs, et lui dit avec une tendresse qui approchait de la passion :

— Vous êtes le meilleur et le plus généreux des hommes.

Nous n'hésitons pas à déclarer que le lecteur n'aura encore qu'une idée imparfaite de Mlle de Lespinasse s'il ne prend pas connaissance de ses lettres. Le passage suivant nous paraît être celui où elle se peint le mieux elle-même. Il est tiré de la lettre XCIX, qui est admirable d'un bout à l'autre, et prouve assez si nous étions fondés à dire que le cœur de cette femme extraordinaire n'a pas été connu de son entourage :

« Mon ami, je ne suis point raisonnable, et c'est peut-être à force d'être passionnée que j'ai mis toute ma vie tant de raison à tout ce qui est soumis au jugement et à l'opinion des indifférens. Combien j'ai usurpé d'éloges sur ma modération, sur ma noblesse d'ame, sur mon désintéressement, sur les sacrifices prétendus que je faisais à une mémoire respectable et chère, et à la maison d'Albon! Voilà comme le monde juge, comme il voit! Eh! bon Dieu! sots que vous êtes, je ne mérite pas vos louanges : mon ame n'était pas faite pour les petits intérêts qui vous occupent; toute entière au bonheur d'aimer et d'être aimée, il ne m'a fallu ni force ni honnêteté pour

supporter la pauvreté, et pour dédaigner les avantages de la vanité. J'ai tant joui, j'ai si bien senti le prix de la vie, que, s'il fallait recommencer, je voudrais que ce fût aux mêmes conditions. Aimer et souffrir, le ciel et l'enfer, voilà à quoi je me dévouerais, voilà le climat que je voudrais habiter, et non cet état tempéré dans lequel vivent les sots et les automates dont nous sommes environnés. »

Quoique l'histoire de Mlle de Lespinasse soit terminée, on nous pardonnera de dire encore quelques mots sur d'Alembert que M. de La Harpe a calomnié avec autant de pédantisme que d'effronterie. Au bout de six mois, la pauvre Julie était presque oubliée. Le grand géomètre seul la pleurait.

« Jamais, dit Marmontel, je n'aurais cru qu'un génie si fort, si beau par sa raison et sa sagesse, pût habiter le même corps avec un cœur aussi tendre, aussi aimant et aussi constant. Si on eût demandé qui avait l'ame assez stoïque pour supporter un malheur, tout le monde eût pensé que ce devait être d'Alembert. Qu'on juge de mon étonnement lorsque je le vis tout-à-fait inconsolable. »

On lui avait donné un logement au Louvre. Il vint s'y ensevelir; mais il n'y reprit pas ses travaux et ne s'entretenait avec ses amis que de la solitude où il était tombé.

Pour diminuer son chagrin, Marmontel lui rappelait un jour combien son amie était changée à son égard depuis plus d'un an.

— Oui, répondit d'Alembert, elle était changée; mais moi, je ne l'étais pas. Elle ne vivait pas pour moi; mais je vivais toujours pour elle. Ah! que n'ai-je encore à souffrir de cette amertume qu'elle savait si bien faire oublier! Souvenez-vous des heureuses soirées que nous passions ensemble. A présent, que me reste-t-il? Au lieu d'elle, je vais, en rentrant chez moi, retrouver son ombre, qui m'a suivi jusque dans ce logement du Louvre où je n'entre qu'avec effroi comme dans un tombeau.

Le roi de Prusse, qui avait pour d'Alembert une amitié vive, et qui lui écrivait souvent, lui envoya deux lettres de consolation sur la mort de Mlle de Lespinasse. Ces lettres sont belles et dictées par un sentiment très sincère. On y reconnaît l'ami et nullement le souverain. Nous terminerons cette notice par l'extrait suivant de la réponse du philosophe :

« SIRE,

« Mon ame et ma plume n'ont pas d'expressions pour témoigner à votre majesté la tendre et profonde reconnaissance dont m'a pénétré

la lettre qu'elle a daigné m'écrire... Votre majesté n'a pas besoin de dire qu'*elle n'a que trop éprouvé pour son malheur ce qu'on souffre en perdant ce qu'on aimait.* On voit bien, sire, que vous avez éprouvé ce cruel malheur à la manière sensible et vraie dont vous savez parler à un cœur affligé, et lui dire ce qui convient le mieux à sa déplorable situation... J'écrivais, il y a quelque temps, à votre majesté que je ne désirais plus rien qu'une pierre sur ma tombe avec ces mots : Le grand Frédéric l'honora de ses bontés et de ses bienfaits. — Cette pierre et ces mots sont aujourd'hui, bien plus qu'alors, le seul désir qui me reste. La vie, la gloire, l'étude elle-même, tout est devenu insipide pour moi; je ne sens que la solitude de mon ame et le vide irréparable que mon malheur y a laissé. Ma tête épuisée par quarante ans de méditations est privée de cette ressource qui a si souvent adouci mes peines. Elle me laisse tout entier à ma mélancolie, et la nature, anéantie en moi, ne m'offre plus ni un objet d'attachement, ni même un objet d'occupation. Mais, sire, pourquoi vous entretenir si long-temps de mes maux lorsque vous avez à soulager ceux de tant d'autres? Pourquoi vous faire ce détail douloureux?.... Pourquoi vous parler de moi au milieu des grands intérêts qui vous occupent? Puisse le ciel, sire, qui vous a fait le plus grand des rois, vous rendre encore le plus heureux des hommes! Puisse-t-il ajouter à vos jours ce que je voudrais qu'il retranchât aux miens! Puissé-je enfin, en me traînant bientôt aux genoux de votre majesté, répandre dans son sein mes dernières larmes, et mourir entre ses bras, plein de reconnaissance et de désespoir... etc. (1). »

Pourrait-on craindre de se tromper dans le jugement qu'on porte sur un homme, lorsque ses actions sont assez belles pour élever votre pensée, lorsque ses sentimens vous donnent cette émotion plus douce que la joie et qui provoque les larmes? Gens qui ignorez ou qui doutez, lisez les lettres de d'Alembert, et dites si vous croyez que cet excellent homme ait eu un cœur insensible!

Jean Le Rond d'Alembert mourut en 1783, c'est-à-dire, sept ans après Mlle de Lespinasse.

PAUL DE MUSSET.

(1) Correspondance de d'Alembert, tom. XVIII, année 1776.

DE LA FORCE

DU

GOUVERNEMENT ACTUEL.

On a souvent défini les opinions qui nous divisent; on a tenté de bien caractériser les partis qui, soit dans le parlement, soit dans la nation, se disputent l'influence et le pouvoir. Une classification ne serait ni la moins juste, ni la moins utile, qui distinguerait parmi les hommes politiques ceux qui croient à la force du gouvernement actuel et ceux qui n'y croient pas.

Si l'on veut y réfléchir, on verra que cette dissidence sur un point fondamental joue un grand rôle, le plus grand peut-être, dans la discussion et la conduite de nos affaires. Elle explique, elle motive, et par là même elle excuse bien d'autres dissentimens, que dans nos luttes passionnées nous nous imputons mutuellement à crime. Que d'opinions seraient en effet près d'être justifiées, si l'on en découvrait, si l'on en reconnaissait le principe! Ce principe est souvent ou la crainte ou la confiance.

Écartons d'abord toute imputation blessante. On ne doit ni reprocher le défaut de courage à ceux qui craignent trop pour la chose publique, ni décerner un brevet de bravoure à ceux qui espèrent beaucoup en elle. Nous avons vu plus d'une fois une politique timide

soutenue avec un grand courage; une politique hardie peut souvent être pratiquée avec timidité. Nous ne disons donc pas qu'il y a deux partis, celui des timides et celui des courageux; mais que le gouvernement actuel est diversement jugé, que pour les uns il est fort, que pour les autres il est faible.

Pour nous, il est fort. On doit nous comprendre; le gouvernement, ce n'est ni tel ou tel cabinet, ni tel ou tel des grands pouvoirs de l'état; c'est l'ensemble des institutions qui forme chez nous la chose publique; c'est notre ordre politique construit sur notre ordre social; c'est tout, charte et royauté, dynastie et chambres, pouvoirs et libertés, comme le temps et les évènemens les ont faits en 1830; c'est, pour parler un langage entendu de tous, le gouvernement de juillet.

Nous nous proposons de rechercher quelle est sa force, d'en montrer l'origine, les preuves, les limites, d'examiner en quoi il est faible et pourquoi il le paraît, comme aussi de tirer de cette étude quelques idées sur la politique suivie et sur la politique à suivre.

On se demande d'abord comment il se fait que la force du gouvernement actuel puisse être mise en question, à ce point que parler de sa force soit aux yeux de quelques-uns hasarder une nouveauté, risquer un paradoxe?

Dix ans accomplis sont cependant une épreuve pour un gouvernement nouveau. Le nôtre a franchi cette épreuve, dont aucun autre n'avait, depuis 1789, atteint le terme sans changer ou de forme ou de chef. La même monarchie sous le même roi, entourée des mêmes institutions, a traversé ces dix années non sans orages; mais ses luttes contre les difficultés et les périls devraient avoir à la fois prouvé son énergie et garanti sà durée. Quelles prédictions sinistres, quelles hostiles espérances n'a-t-elle pas déjouées et confondues! Combien de fois n'a-t-elle pas fait mentir ses ennemis! Et pourtant elle n'a pas encore rassuré tous ses amis.

De tous les côtés, on a trop oublié, on oublie trop une chose fort simple : le gouvernement actuel est national. Reportons-nous à quinze ans en arrière. Si l'on nous eût dit alors : Il y aura dans peu une monarchie dont le principe aura été tout à la fois respecté et fondé par la volonté libre d'une nation victorieuse; le trône sera occupé par une famille qui devra aux siècles l'éclat de son nom, au peuple sa couronne; la charte agrandie, mais non dénaturée, aura cessé d'être un octroi précaire pour devenir un pacte inviolable; toutes les libertés réclamées quinze ans seront décrétées, sans que le pouvoir central ait perdu aucune prérogative essentielle; l'égalité

sera tout naturellement la loi de la société française; aucune arrière-pensée ne pourra raisonnablement suggérer à aucune classe, à aucun pouvoir, l'espoir de ressaisir l'ombre d'un seul privilége; la loi commune sera celle de toutes les classes et de tous les partis; en un mot, les idées, les vœux, les souvenirs, les couleurs, les résultats de la révolution française, seront consacrés par les institutions et mis au rang de ces choses qu'on ne discute plus : aurait-on douté un moment qu'un gouvernement pareil, armé de tout l'héritage légitime de la révolution, n'en dût aussi rallier toutes les forces? Qui ne se fût dit : Si telle chose doit advenir, la France est sauvée. La monarchie de 1830 était alors le *hoc erat in votis* de tout homme raisonnable.

Pourquoi donc ce que nous pensions alors aurait-il cessé d'être vrai? pourquoi la France se serait-elle trompée en aspirant pendant tant d'années à voir se réaliser ce que trois jours imprévus ont une fois accompli? On a trop de penchant à douter de ce qu'on a pensé long-temps. On aime trop à se prétendre éclairé par l'expérience, à revenir de ses erreurs. La mobilité, la faiblesse, la prétention, la mode, nous entraînent trop aisément à faire les désabusés, et à reléguer parmi les lieux-communs chimériques les croyances chères à notre passé. On se plaint que la société est sans foi, sans traditions, et l'on ne sait point persévérer dans les idées auxquelles on a fait plus d'un sacrifice. Ainsi l'on risque d'étouffer dans son germe la foi nationale. Ne sait-on pas que les nations comme les individus se doivent à elles-mêmes fidélité? Il faut qu'il y ait pour elles *une bonne vieille cause*, comme disaient les patriotes anglais. Croyez en vous et en votre passé, si vous voulez durer et vivre, et ne prenez pas le doute pour la sagesse; ne cherchez pas à conserver à l'aide de ce qui détruit.

Osons donc le répéter, le gouvernement de juillet est conforme à la vieille foi de la France nouvelle, à la tradition fondamentale de la révolution française. C'est déjà là une grande force, et sur laquelle on ne saurait trop compter. Elle est telle que la raison ne voit distinctement rien de bon ni même de possible en dehors de ce gouvernement. Quelle rivalité redoutable, quelle concurrence dangereuse lui a suscitée la théorie ou l'expérience? Aucune.

On spécule beaucoup sur l'histoire et sur l'avenir de la société. L'esprit se donne carrière, et l'humanité est remise tous les jours sur l'enclume de la théorie, pour être reforgée à la fantaisie des réformateurs. Mais tout cela n'a encore produit qu'un bruit au loin retentissant. Au risque de manquer de respect aux sectes novatrices

de toute origine et de toute tendance, nous remarquerons qu'elles n'ont pas fondé dans les esprits une seule opinion tant soit peu générale. On ignore profondément comment elles s'y prendraient pour organiser leur gouvernement. Quelques soupirs pour une régénération vague, quelques retours mystérieux vers des institutions oubliées, ne sont pas un plan de constitution sérieux, ne sont pas même une utopie. Des destinées du genre humain, des vicissitudes sociales, on s'en est fort occupé; d'une réforme positive et praticable, pas un mot. Le pouvoir absolu d'une famille ou d'un seul a perdu ses publicistes; les idées radicales ne sont que des prétextes pour détruire. Hors des principes constitutionnels, on n'a rien fondé même dans la science; on s'épuise à critiquer les monarchies selon la Charte, on répète que leur temps s'en va; mais on ne propose rien à mettre en leur place, et l'on en dit du mal sans trouver mieux. Certes, le raisonnement est bien à l'aise; il ne s'interdit rien, il ne s'abstient pas de l'absurde, et pourtant il est stérile en vues séduisantes, et il ne donne que des programmes *à faire peur aux gens*. Depuis dix ans, on a pu semer quelques doutes sur les principes constitutionnels, on l'a tenté du moins; mais on les a plus insultés qu'ébranlés; et diffamés dans la théorie, ils n'ont rien perdu à devenir de simples vérités de sens commun.

Mais la spéculation est impuissante. Peu importerait qu'elle n'eût produit rien de plausible, si les opinions réelles, si les passions ou les préjugés croyaient avoir trouvé quelque chose au-dessus du gouvernement actuel; c'est ce qui n'est pas. Les partis qui n'ont rien inventé de neuf, n'osent plus nous offrir du vieux. Les républicains n'ont pas de république, les légitimistes pas de monarchie, les bonapartistes pas d'empire à nous promettre. Quel est le gouvernement qu'ils projettent? Ils ne le savent, ou, s'ils le savent, ils ne le peuvent dire. Embarrassés eux-mêmes et dégoûtés de leur cause, la haine seule les soutient. Pas une faction, pas un prétendant qui offre sur les ruines de la monarchie quelque chose de désirable, de spécieux même et de déterminé. Aucun parti ne saurait vous apprendre comment il résoudrait le problème politique, comment il constituerait un seul pouvoir, et lequel des abus ou des défauts tant signalés du gouvernement actuel il connaît le moyen de réparer. Sous la révolution, l'absolutisme avait ses adeptes, et l'on indiquait le retour à l'ancien régime comme un retour au port. Sous l'empire, on pouvait concevoir et désirer une monarchie tempérée et pacifique. Sous la restauration, on se représentait fort aisément la possibilité d'un gouvernement plus

national et plus libéral à la fois. A toutes ces époques, l'opinion anticipait ainsi dans l'avenir la réalisation d'un régime meilleur, qui n'était rien moins que chimérique. Autour d'une telle espérance se groupaient en s'échauffant des passions et des intérêts; les partis pouvaient se rendre compte de leur avenir. L'ordre existant pouvait n'être pas pris pour un dernier mot. Mais, après l'ordre actuel, que reste-t-il? Nul ne le sait. Au fond, dans l'opinion publique, ce gouvernement-ci est sans rival : le bon sens ne lui oppose rien.

C'est encore là une grande force, car c'est celle qui résulte de la nécessité; non-seulement pour les intérêts existans, mais pour le bon sens, ce gouvernement est nécessaire.

National, nécessaire, unique, comment pourrait-il donc être mis en péril? Comme tous les gouvernemens du monde, par ses fautes. Voyons si même par là il court de grands risques, et s'il est exposé à des fautes mortelles.

On l'a dit souvent, la faute la plus dangereuse et la plus naturelle d'un gouvernement, c'est l'abus de son propre principe. Un gouvernement se passionne aisément pour lui-même; exagérant sa nature, il tombe dans un excès; il devient le despotisme égoïste et mou de l'ancien régime ou la tyrannie démagogique de 1793; il fait la campagne de Russie ou les ordonnances de juillet. Quel est l'excès qui menace le gouvernement de 1830? Il ne représente aucun principe absolu; il est une transaction entre l'ordre et la liberté, entre la monarchie et la révolution, ou plutôt il réunit et confond dans une heureuse alliance tous les principes légitimes de la politique, ceux de notre temps et ceux de tous les temps. La modération lui est donc imposée, elle est dans son essence, elle sort de son origine, et, s'il se jetait dans un excès caractérisé, il abjurerait sa nature. Sans doute il a ses oscillations; un gouvernement sans cesse discuté est nécessairement mobile, et il se maintient en se balançant d'un système à l'autre. Mais les ennemis seuls du nôtre ont pu l'accuser de tomber dans l'anarchie ou l'absolutisme; lors même qu'il semble pencher vers un excès, il renferme en lui un principe puissant de conservation et de redressement, qui bientôt rétablit l'équilibre. A tous ceux qui l'ont précédé, il manquait des contre-poids; à l'un le principe de l'ordre, à l'autre celui de la liberté; à celui-ci la nationalité, à celui-là les moyens de perfectionnement et de réforme; aucun ne représentait complètement et sans exclusion et le temps et le pays. C'est pourquoi le nôtre ne doit pas se briser aux écueils où se sont brisés la république, l'empire, la restauration. Il a pu courir de grands périls, il en rencontrera encore, mais il a

triomphé, et tout annonce qu'il triomphera : car en lui, c'est la société qui se défend. Il a fait des fautes, et sans doute il en fera encore, mais ses fautes ne seront jamais décisives et irréparables, car il est essentiellement un régime de raison modérée et de bon sens pratique. Il n'aura pas de ces témérités désastreuses qui ne laissent point de retour. Ses fautes le diminueront, elles ne le perdront pas; elles ne feront que constater tout à la fois qu'il est imparfait comme toute chose humaine, et vivace comme toute chose nationale. Pour durer, il n'a besoin que d'une médiocre sagesse.

Nous écartons-nous, en parlant ainsi, de l'optimisme officiel des défenseurs du pouvoir? Peut-être. Ils célèbrent volontiers sa force en thèse générale, et le trouvent énergique et grand lorsqu'ils plaident sa cause. Mais lorsqu'ils le conseillent, ils semblent bien souvent le trouver petit et faible. Ceux qui aiment ou servent le gouvernement ne paraissent pas toujours lui porter autant de confiance que d'affection. Ils l'exaltent en public et le plaignent en particulier. Ils veulent qu'on l'honore, qu'on le redoute même, et confessent aisément les inquiétudes, je dirai le mot, la pitié qu'il leur inspire. Interrogez-les à part, amenez-les à vous ouvrir leur cœur, ou seulement étudiez leur conduite, leurs opinions, leurs votes, et vous constaterez qu'une défiance profonde, qu'une incurable anxiété les tourmente, et que la stabilité qu'ils désirent, ils n'osent l'espérer. Tout leur semble fragile et précaire autour d'eux; ils se demandent encore si notre gouvernement peut vivre. Ont-ils raison? On sait que nous ne le pensons pas. Mais leurs craintes même prouvent une chose, c'est que notre gouvernement, tout fort qu'il est, n'a pas l'air de l'être; c'est en effet là sa plus grande faiblesse.

Il lui arrive ce qui est arrivé à tous les états libres. Il faut du temps, il faut une longue expérience de leur allure pour croire à leur énergie et à leur vitalité. Quiconque entre, sans y être préparé, dans une société livrée à la liberté politique, y entend dès l'abord tant de bruit, qu'il ne peut s'imaginer que ce bruit ne soit pas du désordre. Tous les pouvoirs s'y querellent incessamment; toutes les institutions y luttent les unes contre les autres. La machine semble si compliquée, elle a des frottemens si pénibles, qu'on n'imagine pas qu'elle puisse y tenir : elle semble s'user tout entière dans le moindre effort. En tout pays libre, d'ailleurs, vivent des partis, souvent des partis hostiles et subversifs, qui font semblant de n'être qu'une opposition, toujours une opposition qui blâme très haut le gouvernement. A l'entendre, la liberté est toujours menacée, le vœu natio-

nal toujours faussé ou comprimé, le despotisme est aux portes de la cité. Du côté du pouvoir, on ne manque pas de lui répondre qu'elle veut tout bouleverser, que ses utopies sont des chimères ou des piéges, que c'est l'ordre seul qui est en danger, que le pouvoir se meurt de faiblesse, et que, s'il ne retrouvait de l'énergie dans le sentiment de ses devoirs, l'anarchie serait imminente. Toujours, même en temps régulier, la tribune et la presse crient ainsi à l'anarchie et au despotisme, et font entrevoir une révolution également prochaine et sûre, pour les uns, si le pouvoir persiste, pour les autres, si l'opposition triomphe : Double exagération à laquelle on devrait être accoutumé, et dont cependant il est très difficile de n'être pas dupe. Napoléon lui-même s'y est trompé. Pendant tout le cours de son règne, il n'a jamais pu croire que le gouvenerment anglais ne fût pas compromis. Les luttes parlementaires lui faisaient illusion, et comme l'opposition tonnait contre le ministère, il ne pouvait se défendre d'espérer par momens la chute de l'oligarchie qui faisait le malheur de la perfide Albion. Et non seulement le gouvernement anglais, mais le système du cabinet qui a triomphé de Napoléon, a survécu encore quinze ans à sa chute.

Nous aussi, nous sommes de nouveaux venus en pays de liberté. L'indépendance de la tribune et de la presse n'existe parmi nous dans sa plénitude que depuis dix ans. Elle nous paraît encore, surtout celle de la presse, quelque chose d'exorbitant et d'inoui, à ce point que beaucoup de gens se figurent que la presse est plus violente en France qu'en Angleterre ou en Amérique. On croit que les bornes qu'elle franchit effrontément chez nous, elle les respecte ailleurs, et que nous lisons ce qu'on n'a jamais lu. C'est une grande erreur; mais quoique plus d'un organe des factions subversives s'évertue à la rendre plausible, vingt-quatre heures de séjour à Londres ou à New-York suffiraient pour la dissiper. Elle existe toutefois, elle est répandue; et tandis que la société se familiarise et s'aguerrit peu à peu aux démonstrations bruyantes des partis, il faut reconnaître que tout ce tapage constitutionnel trompe à la fois et ceux qu'il intimide et ceux qu'il anime, et de part et d'autre excite encore des espérances et des craintes que l'évènement ne justifiera pas.

Les factions devraient être dans le secret de leur faiblesse; mais elles sont passionnées, la haine est crédule, elles vivent dans leur monde et s'isolent d'autant plus du reste de la société, qu'elles ont plus d'animosité contre elle. Elles se dissimulent leur propre impuissance en niant la force de leurs adversaires. Elles croient volon-

tiers leur faire tout le mal qu'elles leur souhaitent, et jugent de l'opinion publique par ce qu'elles pensent. Ce qui entretient et déprave les factions, c'est l'espérance. Or, elles espèrent tant qu'elles parlent, et dans un pays libre elles parlent toujours.

Les étrangers n'ont pas autant d'esprit que Napoléon. Ils peuvent bien se tromper comme lui, et juger de la France comme il jugeait de l'Angleterre. Pour eux, naturellement, la liberté est monstrueuse; on ne saurait exiger qu'ils la supposent compatible avec l'ordre, la puissance, la durée. D'ailleurs, s'ils ne se flattaient pas que la France s'affaiblit par ses lois même, ils la craindraient trop. Ils aiment mieux penser que, menaçante par ses idées, elle est rassurante par ses institutions. Le préjugé leur persuade qu'un état si agité ne peut être fort; cela convient à leur vanité comme à leur sécurité. C'est leur vengeance secrète que de voir dans ce qui ennoblit les peuples ce qui les énerve. De là, mille efforts pour accréditer en Europe le bruit que la France est annulée par sa politique intérieure. Cette opinion, que favorisent parfois les évènemens, se propage et nous revient par les mille voix de la publicité. Il reste toujours dans les cabinets européens quelque chose de cette pensée que Burke exprimait au commencement de notre révolution, que la France est un vide sur la carte de l'Europe; et comme avec grande raison nous n'y voulons pas faire la réponse de Mirabeau: « Ce vide est un volcan, » nous laissons s'établir peu à peu dans le monde l'illusion que la France peut être dédaignée sans devenir redoutable. Grande illusion sans doute, et dont ne reviendraient pas sans un mécompte terrible et la France et l'Europe.

Mais négligeons les préjugés des factions, même des étrangers; notre sort n'est pas dans leurs mains. Leurs erreurs seraient indifférentes, si elles ne gagnaient souvent ces hommes de bonne foi que nos institutions ont jetés dans la politique sans que leurs antécédens, leurs habitudes, ni peut-être leurs opinions, ni peut-être leurs intérêts, les aient préparés pour la politique. Nous sommes tous de ces hommes-là. Nous avons tous combattu avec plus ou moins d'ardeur contre le mauvais génie de la restauration, et quand il s'est montré à découvert, nous l'avons renversé. C'était pour nous, classe moyenne, prendre l'engagement de nous charger du gouvernement avec la liberté : engagement redoutable, et qui pouvait se trouver supérieur à nos forces. Et cependant nous avons réussi; à tout prendre, il y a eu en France, depuis dix ans, du gouvernement et de la liberté. Mais combien le gouvernement nous a paru laborieux, la

liberté inquiétante! Pendant toute la durée de la restauration, on s'était imaginé que, le jour où la Charte serait prise au sérieux, tout irait de soi-même. Ce jour est venu, et l'espérance ne s'est pas réalisée. On a vu naître et toujours renaître mille difficultés dont on ne se doutait pas : la plus grande était la liberté même. Aussi est-elle devenue suspecte à quelques-uns. Ce qui ne leur avait paru, sous la restauration, que moyen d'opposition légitime et nécessaire, n'a plus été que complication dommageable sous un gouvernement de leur goût. Ils l'ont vu sans cesse contrarié, gêné, exposé, par les garanties même réclamées par eux contre d'autres pouvoirs. Ils ont alors reculé devant leur ouvrage. Ils s'irritent contre ce qu'ils ont créé et redoutent pour l'autorité les entraves qu'ils lui ont données. La publicité les force à entendre des choses dont leur probité rougit ou dont s'indigne leur raison; ils prennent en haine la publicité. Parce qu'il y a des factions dissidentes, toutes les dissidences sont bien près de leur paraître factieuses; parce qu'on prêche des théories insensées, l'extravagance devient pour eux le cachet de toutes les théories; parce qu'il se donne beaucoup de mauvais conseils, ils trouvent mauvais tous les conseils qui les troublent. Enfin, le pouvoir et la société, étant sans cesse menacés, leur semblent sans cesse en péril. Ils voudraient, mais ils n'osent croire à la stabilité d'aucune chose. Ainsi le zèle et le dévouement peuvent quelquefois s'entendre avec l'aveugle inimitié, et encourager l'audace des factions pour l'avoir trop redoutée.

Il y eut un temps où l'on ne pouvait trop s'inquiéter de l'avenir. A la naissance de ce gouvernement, une seule question se posait : Pouvait-il vivre? C'est alors qu'il fallait tout sacrifier à la solution de cette question formidable, que tous les efforts ne devaient avoir qu'un but, la formation du parti gouvernemental. Ce n'était pas une œuvre simple ni facile; ceux qui s'y montrent les plus ardens n'étaient pas ceux qui hésitaient le moins. Au milieu de l'inexpérience universelle, hésiter était permis, se méprendre était naturel. Nous venions tous de l'opposition; nous ne savions que nous opposer. Le gouvernement sortait d'une révolution; il pouvait rester la révolution perpétuelle. Son origine pouvait décider de sa destinée, et des esprits éclairés lui présageaient une vie aussi orageuse que sa naissance.

La révolution de juillet est un de ces évènemens rares qui réunissent le droit, la force, la passion. Le droit en fut le principe et le sceau; la passion populaire mit au service du droit l'instrument de la force, et la fortune couronna cette œuvre de la force, de la passion, de la justice. Elle donna la victoire, et ne la vendit pas. Jamais triom-

phe si violent et si rapide ne resta si pur. La voix populaire dit vrai, quand elle appela glorieuses les trois journées qui valurent à tout un peuple la couronne civique.

Mais de tels évènemens sont les momens romanesques de l'histoire, et souvent, comme tout ce qui est romanesque, ils enivrent la raison et l'abusent sur le vrai, le juste et le possible. De ce que la justice a été servie par la force, on conclut que l'alliance est éternelle entre elles. Pour avoir vu les passions s'accorder avec le droit, on en vient aisément à croire les passions toujours légitimes. Une victoire prompte, facile, que rien n'a souillée, nous trompe sur les conditions communes des choses humaines, et les peuples se laissent aller à trop voir la politique en beau. Ainsi séduite, la raison publique le cède à l'imagination populaire.

La sagesse était donc difficile en 1830, et quiconque veilla dès les premiers jours aux intérêts de l'ordre et du pouvoir, remplit un devoir non pas seulement de bon citoyen, mais d'homme d'état. Un moment, on put craindre que tous les principes ne fussent à la fois remis en question, toutes les lois livrées ensemble à une révision illimitée, et que la nation ne fût exposée à recommencer sa constitution avec la guerre universelle. Les passions animées par la victoire, et se croyant toutes-puissantes, n'acceptaient plus ni les règles de l'ordre ni les maximes de gouvernement. Les garanties accoutumées du repos public, les principes de subordination et de stabilité, les idées d'organisation, enfin ces vérités simples et pratiques qui doivent diriger la politique d'action, et hors desquelles le pouvoir n'est ni régulier ni fort, étaient traités de préjugés rétrogrades ou de conventions surannées. Il fallait de hautes lumières pour être raisonnable, et une grande fermeté pour être modéré. La France dut son salut à ceux qui surent alors rester calmes au milieu de tant d'émotions. Et sans nommer celui qui au 13 mars donna l'exemple de la fondation d'un gouvernement, c'est alors que deux hommes d'état conquirent à la tribune nationale des droits éternels à la reconnaissance du pays, M. Guizot en défendant les idées d'ordre, M. Thiers en défendant les idées de gouvernement.

La conservation devint ainsi le nom d'une doctrine et le mot d'ordre d'un parti. De grands efforts furent nécessaires pour constituer systématiquement les majorités, pour leur donner cet ensemble, cette suite, cette solidarité qui ne s'établit pas sans que l'impartialité y perde quelque chose; car on est rarement uni sans devenir exclusif. Mais il le fallait, car avant tout il fallait un gouvernement. Etait-ce une chose possible?

De fort habiles gens en doutaient. Il y a des temps où, pour un gouvernement, c'est déjà un grand mérite que d'être. Je ne conçois pas que pendant trois ou quatre ans on ait aspiré à beaucoup plus. C'est à cela, et uniquement à cela, que de 1831 à 1835 on dut penser, et que travaillèrent les cabinets et les chambres. C'est dans cet intervalle que le problème fondamental fut résolu : la révolution devint un gouvernement.

Cette œuvre était grande, et bien orgueilleux serait celui qui dédaignerait l'honneur d'y avoir contribué. Mais elle a paru plus grande encore à certains esprits qu'elle ne l'est réellement. Le succès en était assuré qu'ils la déclaraient encore douteuse, et aujourd'hui qu'il n'y a plus qu'à maintenir le gouvernement et à en user, ils le croient encore à naître. C'est depuis que le danger a diminué qu'ils ne songent qu'à sauver l'état. Qu'on ne s'y trompe pas, le vrai danger du gouvernement n'était pas dans l'existence, dans l'audace des factions ennemies; il était dans les dispositions de la société à leur égard. Or, la société est avertie maintenant sur leur compte, elle ne se laisse plus prendre à leurs mensonges, elle sait comment en avoir raison, elle sait ce qu'elle ignorait dans les premières années. Elle n'a donc plus uniquement besoin d'être éclairée, soutenue, armée, et son gouvernement a bien d'autres devoirs à remplir. Ce progrès n'est pas d'aujourd'hui. Déjà, vers la fin de 1834, quelques signes annoncèrent que la situation tendait à se modifier, que de nouvelles nécessités allaient surgir, que dans quelque temps le premier besoin du gouvernement ne serait plus d'exister, mais d'agir. Mais surtout depuis cinq ans, tout ce qui s'est fait, tout ce qui s'est tenté, tout ce qui a échoué, a prouvé que la tâche du pouvoir devenait moins simple, et qu'il y avait un nouveau programme à réaliser. Tout le monde ne s'en est pas aperçu à temps; l'impulsion était donnée, le pli était pris. Beaucoup se sont obstinés à croire que la situation n'avait pas changé, que la politique était la même, que le seul devoir du gouvernement était de se défendre; que, s'il durait, c'était assez pour son honneur, que le conserver tel quel et résister à ce qui l'ébranle ou seulement l'altère devait être toute l'ambition et tout l'art de la politique. Voilà l'idée exclusive et l'erreur fondamentale du parti conservateur. Tant qu'il y persistera, il pourra bien mériter ce nom de parti conservateur, du moins par ses intentions, mais il ne s'élèvera pas au rang d'un parti qui sait gouverner.

Si l'on veut voir les choses de haut et faire abstraction des rivalités de partis et de personnes, c'est à tirer de cette politique étroite la

majorité des chambres que fut destinée la grande entreprise parlementaire qui a terminé brusquement au commencement de 1839 la carrière de la chambre de 1837. Sans revenir sur un évènement diversement jugé et qui décidément n'a pas réussi, la coalition, dans ce qu'elle avait de vraiment politique, était la tentative de faire passer le gouvernement de la politique de conservation à la politique d'action.

Je répète qu'elle n'a pas encore réussi, et la politique de conservation pure et simple, celle qui met toute son énergie à combattre ce qui lui nuit, et qui n'en garde pas pour tenter ce qui l'honore, semble, après quelques oscillations, avoir encore une fois repris le terrain qu'elle avait perdu. C'est un succès d'amour-propre et un gage de sécurité pour tous ceux qui croient ce gouvernement si faible que son existence suffit à leur admiration.

Que ceux-là en jugent ainsi qui portent dans la politique la commune prudence qui suffit à la vie privée, rien n'est plus simple. Mais des esprits plus élevés et qui sont destinés à exercer toujours une grande influence, semblent juger de même les ressources et les destinées de notre gouvernement; et c'est le vrai mal de la situation, car l'erreur des hommes supérieurs est toujours un malheur public.

Au premier rang de ceux-là se trouvent naturellement ceux qui ont constamment pris part aux affaires sous d'autres règnes, et que recommandent et l'éclat des services et l'autorité de l'expérience. La révolution de juillet aurait été bien imprévoyante et bien ingrate de ne se point rattacher de tels hommes, de ne point chercher à se parer de leurs talens, à s'éclairer de leurs conseils; son devoir était de recueillir dans l'héritage des gouvernemens précédens tout ce qui avait une valeur éprouvée, et le mérite avait des droits à sa justice et à sa confiance. Cependant, que ces hommes honorables nous permettent de le dire, ils ne comprennent pas pleinement le gouvernement de 1830, et ils ne le comprennent pas parce qu'ils ne l'aiment pas. Leur esprit ne l'aime pas, bien que de leurs personnes ils lui soient fidèlement attachés, mais uniquement comme anciens et bons serviteurs de l'état. Ce gouvernement, dans ce qu'il a de propre et de caractéristique, leur plaît médiocrement, il n'est pas leur œuvre, il est pour eux une ressource dernière, une extrémité, une nécessité; mais il est en même temps une tentative aventureuse dont ils souhaitent plus qu'ils n'espèrent le succès, et parmi les gouvernemens qu'ils ont honorablement servis, il n'en est aucun peut-être qu'ils n'aimassent mieux servir encore. Leurs premières affections, leurs convictions du moins, sont du côté de leurs souvenirs. Ils en ont

fait loyalement le sacrifice; mais ne leur demandez pas cette confiance intime et spontanée, cette communauté de sentimens et d'idées qui unissent à la monarchie de 1830 ceux qu'elle a appelés pour la première fois à la vie politique; n'exigez pas qu'ils sachent bien quelles profondes racines l'attachent au sol, quels liens étroits l'enchaînent à la nation, ni qu'ils connaissent tout ce qu'elle peut supporter, tout ce qu'elle peut accomplir. Son existence les étonne et ne les rassure pas. Ne dédaignez donc point leur expérience; mais sachez que souvent elle les abuse. Les exemples du passé ne sont qu'imparfaitement applicables à ce gouvernement, et il est bien plus nouveau qu'on ne le pense. Le secret de sa force n'est connu que de ceux qui ont fait leur cause de sa cause et qui voient dans sa puissance le triomphe des convictions de toute leur vie.

Toutes les fois que vous demanderez à notre gouvernement un effort, toutes les fois que vous lui conseillerez de courir une chance, ne comptez ni sur l'approbation ni sur le concours de ceux pour qui tout son mérite est d'être nécessaire. Ils s'exagéreront ou le travail, ou le danger; ils ne rendront justice ni au pouvoir, ni au pays, ni au temps. Citons un exemple. C'est une grande chose que les fortifications de Paris. Depuis la prise de la citadelle d'Anvers, c'est la plus grande chose que nous ayons entreprise. Mais ce n'est pas une œuvre facile; elle est coûteuse, elle a ses risques; enfin elle est conçue en vue d'une extrémité peu probable, mais possible, celle d'une guerre malheureuse contre une coalition. Eh bien! vous pouviez le prévoir, ce n'est pas auprès des hommes dont l'expérience date de trois règnes qu'un tel projet devait trouver un accueil unanime. Dans leurs rangs, il a dû rencontrer incrédulité et répugnance. Écoutez leurs objections. Ce que n'ont pas fait les gouvernemens antérieurs, celui-ci ne saurait avoir besoin de le faire; ce qu'ils n'auraient pu accomplir, comment lui l'accomplirait-il? De quel droit imaginer que Paris se défende, puisque deux fois il ne s'est pas défendu? Par quelle fatuité la monarchie populaire oserait-elle se croire de taille à surmonter ce que n'a pu vaincre la monarchie impériale? Contre l'étranger victorieux, elle n'aurait qu'une seule défense, ce serait d'abdiquer au profit de l'anarchie, et de confier le salut public à l'insurrection. C'est à cela que les fortifications serviraient. — Savez-vous ce que signifient ces objections? Que l'on confond ce gouvernement avec ceux qui l'ont précédé, et que l'on méconnaît à la fois son originalité, ses ressources et sa puissance. On assure que la loi des fortifications rencontrera une résistance sérieuse

dans une partie de la chambre des pairs. Ce sera certainement parmi ceux qui aiment ou connaissent mieux le passé que le présent.

On pourrait leur répondre : La France de 1830, par son origine, par ses principes, par sa mission politique, ne peut de long-temps cesser d'être moralement isolée en Europe. La sagesse et l'équité lui interdisent un rôle agressif; une attitude défensive lui est commandée. Ce n'est pas un accident de 1840; c'est le fond de sa situation. Pour l'empire, il n'y eut long-temps au dehors que des vaincus; pour la restauration, il n'y avait pas d'étrangers. Le gouvernement actuel n'est ni conquérant, ni cosmopolite. Il doit admettre la possibilité d'une lutte avec l'Europe, et la supposer pour la prévenir, en accréditant dans le monde l'opinion que pour l'Europe la tentative serait vaine. C'est pour cela qu'il a besoin de fortifier sa capitale, ce que pouvait oublier Napoléon, ce que la restauration devait négliger. Il le peut entreprendre et il y réussira, parce qu'il n'a pas à craindre, quand il s'y prend bien, d'être mal compris de l'opinion publique. Il y a entre lui et la nation mutuelle intelligence et solidarité; elle sait que, lorsqu'il fortifie Paris, c'est Paris même qu'il appelle à se défendre. Et cette défense, au jour de l'épreuve, serait nationale et non pas insurrectionnelle, parce que la population n'est plus divisée par ces défiances haineuses qui facilitèrent les violences de la terreur, parce qu'une centralisation vigoureuse ne laisse ni motif ni prétexte à cette organisation révolutionnaire qui supposait la tyrannie nécessaire à la défense du territoire. Paris ne s'abandonnerait pas lui-même en présence de l'étranger, parce que cette fois on ne pourrait lui persuader qu'on ne veut que détrôner un homme, et qu'il saurait bien que c'est la ville de juillet qu'on viendrait punir, et la classe qui gouverne qu'on viendrait déposséder de sa puissance. La garde nationale de Paris, en défendant Paris, défendrait non-seulement sa ville, mais sa cause. — Voilà ce qu'oublient ceux qui ne savent pas toute la valeur de ce mot : un gouvernement national.

La question des fortifications de Paris n'est qu'une occasion particulière où se manifeste la divergence que nous avons signalée entre ceux qui croient assez dans le gouvernement pour lui conseiller d'être actif et entreprenant, et ceux qui présument assez peu de lui pour ne lui demander que d'exister. En toute circonstance grave où il y aura un parti à prendre, la même divergence éclatera. Vous entendrez dire aux uns : Évitez les risques et abstenez-vous; aux autres : Agissez et jouez un rôle. Et puis entre la politique de conservation et la politique d'action, il y aura une politique critique et

philosophique qui les jugera l'une et l'autre dans une inaction superbe, et qui dira avec une résignation dédaigneuse : « Que voulez-vous? La démocratie n'a pas de milieu, elle est ou révolutionnaire ou subalterne. Il faut accepter le monde comme il est. » Cette politique ne prend du monde que le spectacle et non le gouvernement.

L'expérience, plus lassée qu'éclairée par les évènemens, conduit à une politique stationnaire; la philosophie critique l'érige en système. L'esprit de conservation, devenu toute la raison d'état, aboutit au même point. C'est la politique à laquelle reviendra toujours par son propre poids l'ancienne majorité, quand le pouvoir ne saura pas introduire dans son sein des élémens nouveaux, et la modifier par des alliances qui l'animent et l'enhardissent. A côté des intérêts, des principes, des scrupules, qui dirigent légitimement un parti conservateur, les préjugés envieux, les ressentimens implacables se feront place, et sauront encore tout rapetisser, tout, même le pouvoir qui deviendra, non le guide, mais le serviteur de son parti. Le cœur humain porte partout ses tristes faiblesses. Les partis conservateurs ont leurs passions, ainsi que tous les partis; mais, comme les sectes orthodoxes, ils ont le tort de s'en croire exempts.

Pour nous, nous voudrions avoir décrit exactement, dans ses causes et dans ses conséquences, un fait grave : c'est que la force du gouvernement actuel est méconnue, et que le sentiment de ses dangers et de sa faiblesse domine dans la politique exclusivement conservatrice. Les causes principales sont l'origine révolutionnaire de notre gouvernement, les souvenirs des excès d'une autre époque, les menaces odieuses et les attentats insensés des factions, la tendance naturelle aux esprits familiarisés avec la gestion des intérêts privés à préférer à tout la sécurité immédiate et la tranquillité matérielle, l'aspect inquiétant des agitations journalières d'un état libre, les ressentimens créés par nos luttes parlementaires, le faible du temps pour le scepticisme, la mobilité d'idées engendrée par celle des évènemens, le passé mal compris, l'expérience mal consultée : toutes ces causes ont imprimé à la politique conservatrice les caractères exclusifs d'une politique de résistance. La résistance n'est en théorie qu'une idée négative. Dans la pratique, elle n'est nécessaire qu'à l'ordre, et l'ordre qui en temps orageux peut être le but, n'est plus en temps régulier qu'un moyen de gouvernement.

La confiance dans la force du gouvernement actuel doit avoir naturellement d'autres conséquences que le sentiment exagéré de sa faiblesse et de ses dangers. Cette confiance doit conduire ceux qui

la partagent à ne pas se préoccuper uniquement de sa sûreté, à lui souhaiter, à lui faire une destinée active, animée, influente s'il se peut, grande même, si Dieu le permet. Comme les hommes, les gouvernemens qui ne songent qu'à vivre en perdent le droit.

D'ailleurs, conserver sans accroître, c'est perdre. Pour conserver un gouvernement, il faut accroître son influence, son crédit, sa renommée; autrement, on s'habitue, au dedans comme au dehors, à le compter pour peu de chose, et s'il survient un jour de crise, il paie cher sa mauvaise réputation; il ne peut plus reprendre son rang que par un effort désespéré. Le gouvernement anglais est assurément, même avec un cabinet whig, un gouvernement conservateur. Existe-t-il un gouvernement plus actif? Sachons imiter cette prudente activité; n'appliquons pas à la France les principes de conduite qui peuvent suffire à la Belgique ou à la Suisse. Ne croyons pas que notre mission dans le monde se borne à obtenir la prospérité du canton de Vaud ou du pays de Bade. Un grand état ne peut se passer de grandes affaires, et depuis un temps on ne nous a enseigné que l'art de se retirer des grandes affaires. Un grand état ne peut se passer de grands desseins, et l'habileté qu'on exalte est de n'en pas concevoir et de ne se rien proposer. Un grand état ne peut se passer d'influence, et la maxime que l'on a presque réussi à consacrer, c'est qu'on ne doit jamais risquer la paix pour une question d'influence. Cette détermination une fois prise et surtout divulguée serait un blanc-seing donné à l'Europe.

Toutefois, en conseillant la politique d'action, nous parlons d'une manière générale. Le temps est passé où le conseil aurait pu être immédiatement suivi. Dans les circonstances présentes, le seul moyen de reprendre peu à peu un rôle, ce n'est pas de se beaucoup remuer; c'est d'inquiéter et d'embarrasser le monde par la ferme résolution de ne pas tremper dans ce qu'il a fait. L'absence de la France au concert européen est plus digne et plus significative que son accession. La France immobile au dehors, mais se créant au dedans des ressources pour un avenir inconnu, peut encore arrêter indirectement l'Europe dans le cours de ses desseins en l'inquiétant sur leurs conséquences, et donner aux principes de division qui peuvent exister dans son sein quelque chance d'éclater. Cet espoir est faible, mais il n'est pas déraisonnable; cette prétention est modeste, mais elle est sensée. Ce serait un grand succès dans notre situation que de parvenir à faire naître dans l'esprit des cabinets ce doute : est-ce qu'il serait possible qu'un jour la France s'opposât à quelque chose?

D'ailleurs, pour revenir de la politique d'abnégation, il faudrait que la disposition intérieure des chambres se modifiât. Toute majorité composée sur le plan de celle qu'on essaie aujourd'hui manquera de ressort, et ne sera propre qu'à voter les mesures nécessaires à l'administration courante. Toutes les fois qu'on voudra sortir de cette routine et faire quelque chose d'énergique et de neuf, il faudra chercher appui hors de cette majorité; la loi des fortifications l'a prouvé. Ce qu'il a fait là par occasion, le ministère sera peut-être forcé, dans cette session même, de le faire encore; mais il n'a ni les moyens, ni la volonté de le faire d'une manière continue et systématique. Le temps seul pourra permettre un jour ou même exiger qu'une autre marche soit suivie. C'est à l'avenir d'en décider. Le parti de la monarchie constitutionnelle se divise en deux partis, l'un de résistance, l'autre d'opposition, l'un conservateur, l'autre réformateur. Ni l'un ni l'autre ne nous paraît posséder à lui seul tout ce qu'il faut pour gouverner; ils ne peuvent se compléter que par une transaction. L'un et l'autre sont divisés par des défiances, des ressentimens, des habitudes plus que par des principes fondamentaux. Ni la raison, ni la conscience ne les oblige à ne se jamais accorder. Or, entre la politique de conservation et la politique de réformation, on peut concevoir une politique qui serait la vraie, une politique de gouvernement. Celle-là devrait se faire une majorité de tout ce que dans le parti conservateur et dans le parti réformateur la passion n'aurait pas rendu inconciliable. Cette majorité serait plus nombreuse qu'on ne le croit. Dans la chambre, les passions font beaucoup de bruit et tiennent peu de place.

Mais la vraie politique de gouvernement, celle qui mettrait la France au régime de l'action, courrait par-là même quelques risques qui lui sont propres. Elle devrait donc, avant tout, s'appliquer à calmer et les craintes raisonnables et même les craintes exagérées, et tenir compte non-seulement des périls réels, cela est facile, mais des périls apparens dont les imaginations se préoccupent. Les esprits sont plus malades que la société. Que la politique d'action ne l'oublie pas; il faut qu'elle rassure, précisément parce qu'elle veut entreprendre.

Pour une telle politique, il faut des circonstances. Or, les circonstances où nous sommes ne sont pas de celles qui peuvent relever les cœurs à son niveau. Elle ne sera possible que le jour où les mécomptes des autres systèmes l'auront rendue nécessaire. Ce jour n'est pas venu, mais les mécomptes qui peuvent l'amener ne manqueront pas.

***

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

28 février 1841.

Nous venons d'assister à un singulier spectacle. Essayons d'en rendre compte; il importe que le pays sache où il en est en fait de gouvernement représentatif.

Il y a quatre mois, un cabinet se formait à la veille de l'ouverture de la session. Il prenait à son compte une situation grave et difficile, en succédant à un cabinet qui avait tenu à l'Europe un langage énergique, qui avait donné l'éveil aux sentimens nationaux, et convié la France à de vastes préparatifs militaires. Le nouveau cabinet ne pouvait ni suivre ni abandonner complètement le système du 1er mars. En le suivant, il s'ôtait toute raison d'être; en l'abandonnant, il compromettait les intérêts les plus sacrés, les intérêts moraux du pays, et rabaissait le pouvoir. Il devait donc, pour se faire une ligne à lui, pour se séparer du 1er mars sans se séparer du pays, chercher une voie intermédiaire, emprunter quelque chose de la politique de ses prédécesseurs, et faire bon marché du reste. Pour rendre ce partage plus significatif, on pouvait s'aider d'un artifice que la politique, casuiste relâché, n'hésite guère à excuser, et qui consiste à exagérer le système dont on proclame l'abandon. En prêtant au 1er mars des projets bien arrêtés de guerre, d'envahissemens, de conquêtes, projets qu'en réalité il n'a jamais eus (c'est là du moins notre conviction), il devenait plus aisé de formuler le système particulier du 29 octobre : — Nos prédécesseurs voulaient la guerre; nous, nous voulons la paix; ils voulaient, eux, une armée d'agression; nous, nous ne voulons qu'une armée défensive; à eux l'isolement hargneux et menaçant, à nous l'isolement d'une politesse froide et expectante. S'ils exigeaient, pour se rapprocher de l'Europe, une satisfaction éclatante et des avances impossibles, nous pensons qu'il suffit d'une occasion convenable, d'une circonstance qui, sans rappeler le passé, place la France dans la situation qui appartient à sa puissance et à sa dignité.

Quoi qu'il en soit des limites précises des deux politiques, toujours est-il que,

dès son avènement, le 29 octobre rencontra une bonne fortune; les bonnes fortunes sont rares aujourd'hui pour les gouvernans. Le pacha d'Égypte succombait sans gloire; son armée, qu'on avait dite si redoutable, n'était pas en état de contenir quelques rebelles ni d'affronter une poignée de Turcs et d'Anglais. Bref, la puissance du pacha était une illusion, et s'il eût été injuste de reprocher au 1er mars une erreur commune en France, et que tous les ministères avaient partagée, il y aurait eu, il faut le dire, plus d'injustice encore à imputer la chute du pacha au 29 octobre, qui l'apprenait avec le public en arrivant aux affaires. Dès-lors, le 29 octobre pouvait, jusqu'à un certain point, se mettre à l'aise; il pouvait faire entendre un langage pacifique sans trop blesser les susceptibilités nationales. A nouveaux faits nouveaux conseils. Le pacha est impuissant; la Syrie est perdue : que faire? Évidemment, la France ne peut commencer une guerre générale pour faire rendre à Méhémet-Ali une province qu'il n'a pas même essayé de défendre. Le ministère pouvait dire ce que M. Thiers a déclaré avant-hier à la tribune : «L'objet du litige avait disparu; faire la guerre pour le pacha tombé au pouvoir des Anglais, eût été ridicule. »

C'est sur ce terrain, que la fortune lui offrait et dont il s'emparait fort habilement, que le cabinet du 29 octobre se présentait aux chambres et au pays. L'adresse fut discutée. Nous ne voulons pas revenir sur ces longs, brillans, et quelquefois pénibles débats. Si le discours de la couronne ne fut pas accepté mot pour mot par les deux chambres, si l'expression en parut terne et vague, toujours est-il que la majorité accepta le système intermédiaire du 29 octobre, ce qu'on a appelé la paix armée, ce qu'on eût pu appeler l'isolement armé, mais pacifique.

Ce premier succès, dû plus encore aux souvenirs des dangers dont la majorité croyait nous voir délivrés qu'à ses sympathies pour le cabinet, ne suffisait pas pour lui donner une assiette forte, une base durable. Composé de fragmens de la coalition, du 15 avril et du 12 mai, le ministère en corps ne pouvait approcher d'aucune fraction de la majorité sans rencontrer quelque répulsion : partout il trouvait sympathie ou répugnance pour l'un ou l'autre de ses membres, et les répugnances sont de nos jours plus profondes, plus ardentes, plus actives que les sympathies. Au milieu de ces difficultés, le cabinet avait droit de compter sur son incontestable habileté et sur la puissance du talent; il pouvait aussi compter sur le désir qu'on avait de voir enfin une administration de quelque durée, d'éviter une nouvelle crise ministérielle, désir assez général parmi les hommes qui n'aspirent pas au ministère. Il est vrai que le nombre des aspirans est redoutable. A l'intérieur, une administration forte, prompte, régulière, une répression efficace sans acharnement ni violence, des travaux suivis, consciencieux, pour réaliser des améliorations mille fois réclamées; à l'extérieur, une politique expectante, d'observation plutôt que d'action, sans empressement ni rancune, toujours appuyée sur le bon droit et sur un état militaire respectable; dans les chambres, une discussion habile et sérieuse,

acceptant vaillamment le combat sans jamais le provoquer ni l'offrir : ce sont là les moyens à l'aide desquels le cabinet du 29 octobre pouvait espérer de rallier une majorité suffisante et durable. Dans l'état où se trouvait la chambre, nul ne pouvait se flatter de reconstituer une majorité par des coups d'éclat, de vaincre toutes les répugnances par un effort soudain, de haute lutte. Loin de là; ce qu'il fallait pour réussir était du temps, des soins, de l'adresse, de la patience. Il fallait laisser aux habitudes gouvernementales le temps de se reformer, aux réminiscences parlementaires le temps de s'affaiblir. Peu à peu les votes, arrachés d'abord par les nécessités du moment, auraient été accordés par entraînement et par conviction. Le talent est un grand séducteur, et le succès prépare le succès. Les conscrits qui se mettent en route à contre-cœur, aiment la guerre et se prennent de passion pour leurs chefs, lorsqu'ils ont, sous leur direction, fait une campagne heureuse et obtenu des succès dont ils commençaient à désespérer.

L'analogie égare souvent, en politique surtout, les esprits les plus distingués. On rappelle les grands combats parlementaires du 13 mars et du 11 octobre, et on oublie les circonstances toutes particulières qui secondaient les efforts de ces deux ministères. Sans doute les difficultés étaient grandes, les dangers menaçans; mais ces difficultés et ces dangers n'étaient pas seulement des obstacles pour le gouvernement : ils en étaient aussi la gloire, et ils en développaient la force. Au milieu des grandes luttes, les petites passions se sentent comprimées; elles n'osent pas; l'opinion publique les surveille, l'alarme leur tient lieu de pudeur. Sur le champ de bataille, en présence de l'ennemi, l'armée parlementaire ne discutait guère les résolutions de ses chefs avoués; elle se battait : elle se battait de grand cœur, tous les jours; elle se battait surtout lorsque la victoire paraissait incertaine et qu'un coup d'éclat était nécessaire. Aujourd'hui, l'armée parlementaire est, pour ainsi dire, en garnison; elle s'ennuie; au lieu d'agir, elle disserte; au lieu d'obéir, elle ergote. *Quot capita, tot sententiæ.* On a beau lui dire que l'ennemi est toujours là, qu'il est toujours le même, qu'il menace, qu'il approche; au fait, elle n'en croit rien. Elle a raison; elle a tort. La majorité a raison lorsqu'elle ne veut pas voir dans le centre gauche et la gauche des partis décidés à tout bouleverser, à tout détruire; lorsqu'elle ne croit pas qu'une fraction de la bourgeoisie veuille, pour je ne sais quelles velléités libérales et pour abattre l'autre fraction, s'ensevelir avec elle sous les ruines de nos institutions. Elle a tort lorsqu'elle paraît oublier aussi que hors du parlement, au-dessous de la bourgeoisie, il se forme avec une persévérance et une activité effrayantes, un parti bien autrement redoutable que les bourgeois de la gauche, un parti prêt à tout dévorer. Qu'on nous permette de le dire, il y a quelque chose de puéril en soi et de pénible à voir dans ces combats qu'on se livre, Dieu sait pour quelles misères! sur les sommets de la société, tandis qu'au su et vu de tout le monde il se forme dans le bas une armée qui grossit à tous les instans, et qui vous demandera un jour, la pique à la main, de lui livrer

l'ordre social. Elle le demandera à la bourgeoisie tout entière, à M. Berryer comme à M. Odilon Barrot, à M. Thiers comme à M. Guizot, aux riches de la Chaussée-d'Antin et de la rue Saint-Denis comme à ces débris de l'ancienne aristocratie, qui, dans leur inconcevable aveuglement, paraissent fomenter nos discordes civiles et s'en réjouir. Les imprudens!

Quoi qu'il en soit, nul ne croit aujourd'hui au danger, parce qu'on ne le montre pas assez là où il est, et qu'on s'obstine à le signaler là où il n est pas. Dès-lors les petites passions se donnent libre carrière; elles se sentent à l'aise, aujourd'hui surtout qu'à la quiétude intérieure vient se joindre la certitude de la paix extérieure. Aussi aurions-nous déjà une crise ministérielle, ne fût-ce le bon sens des hommes sans ambition personnelle et la difficulté de trouver des héritiers au ministère actuel.

Toujours est-il que les membres du cabinet suivaient une tactique adroite et prudente, lorsqu'après l'adresse ils profitaient de leur succès et avançaient dans la carrière à petit bruit, lorsqu'ils accoutumaient ainsi peu à peu la chambre à leurs personnes, à leur parole, à leur administration. Ils émoussaient ici une aspérité, ils calmaient ailleurs un ressentiment; sans se faire les amis de tout le monde, ils ne se glorifiaient d'aucune inimitié; sans éviter la lutte, ils ne la cherchaient pas; sans renoncer à leurs opinions, ils ménageaient toutes les opinions sincères et paisibles. C'est là se conformer à l'esprit du temps; si l'on veut, à ses faiblesses, à ses misères. Nous ne contestons rien, nous racontons. Enfoncez l'éperon dans les flancs d'un coursier abîmé de fatigue ou rétif, il succombe ou vous renverse : ménagez ses forces et son humeur, il achèvera tant bien que mal sa carrière.

Dans cet état de choses, il est facile de comprendre quel a dû être l'étonnement général lorsque le rapport de la commission des fonds secrets est venu, j'oserais presque dire, éclater sur la chambre comme une fusée incendiaire au milieu d'une trève, comme un coup de tonnerre en plein soleil. Tout le monde a pu entendre les paroles honnêtes et sensées de ces députés du centre, de ces hommes d'ordre et de gouvernement qui s'écriaient : Qu'est-ce qu'on veut donc? Faut-il tous les jours remettre tout en question? recommencer demain de déplorables débats? laver notre linge sur la place publique, à la face de l'Europe? La majorité! vous l'avez, sachez la maintenir, la consolider, l'agrandir par la conduite, par la bonne administration, par des efforts personnels et constans de conciliation, par une action vive, intelligente, modérée. Que voulez-vous faire sortir d'une répétition tardive des débats de l'adresse, de cette colère à froid, de ce *bis in idem?* Est-ce pour sceller une majorité composée hier d'élémens si divers et que de longs succès n'ont point encore cimentée, que vous nous conviez à nous reprocher mutuellement le 15 avril et la coalition, la paix à tout prix et la guerre par surprise? Faut-il que des hommes éminens paraissent de nouveau à la tribune pour se justifier ou pour s'accuser l'un l'autre? Vous cherchez pour le ministère une preuve de ses succès, une constatation de sa force. Une seule preuve est

concluante aujourd'hui que nous ne croyons plus aux paroles, aux triomphes soudains, pas même aux accidens de l'urne du scrutin : nous avons tant vu de ministres couronnés aujourd'hui et abandonnés demain, nous avons vu tant de traités signés le soir sur le champ de bataille, au bruit des fanfares, et déchirés le jour suivant! Si vous voulez nous faire croire à votre vie, vivez; à votre force, vivez; à votre durée, vivez. Franchissez, si vous le pouvez, ce terme moyen et fatal de sept, huit, neuf mois; vivez avec la chambre et sans elle, à la tribune et dans le cabinet, et lorsque une nouvelle session aura commencé sous votre direction, nous pourrons croire qu'il n'est pas tout-à-fait impossible dans notre pays d'avoir une administration durable.

Mais jusque-là, croyez-nous, contentez-vous de mener une vie modeste et prudente, appliquez-vous à faire plus de choses que de bruit, et, sans fuir les explications, les débats, ne les cherchez pas. L'oubli convient à tout le monde, au pays aussi, qui a besoin avant tout d'être gouverné, et n'a pas, après tout, beaucoup d'hommes de rechange. Tâchez donc d'arriver jusqu'au jour où il sera possible de sceller cet oubli et d'ouvrir un compte nouveau par la convocation d'une chambre nouvelle.

Certes, les paroles peuvent ne pas être exactement les mêmes; mais c'est bien là le sens précis de ce qu'on entendait de toutes parts de la bouche d'un grand nombre de députés des centres, hommes d'intelligence, de sens, d'expérience parlementaire.

Évidemment le rapport de la commission voulait, par un moyen impossible, atteindre un but également impossible.

Le moyen était un grand débat qui aurait embrassé toute la politique extérieure et intérieure de ces temps-ci.

Le but, la reconstitution d'une large majorité acceptant après discussion les doctrines du rapport.

Le moyen était impossible en fait, parce que nul n'en voulait ni ne pouvait en vouloir.

Le but était impossible en soi, parce qu'il impliquait contradiction.

Nul ne voulait du débat. En effet, qui pouvait en vouloir? Le ministère? Il vous l'a dit sous mille formes, avec habileté et politesse : J'ai la majorité, je m'en contente. Le mieux est l'ennemi du bien. Je ne veux pas risquer de briser ce qui est, dans l'espoir d'avoir mieux. Il est souvent dans les ménages des questions qu'il ne faut pas trop approfondir. Le ministère a parlé, fort bien parlé, avec adresse et modération, pour nous dire qu'il ne parlerait pas, que mieux valait pour lui et pour le pays de ne pas parler. Nous sommes de son avis.

Les hommes de la majorité? Disons-le : c'eût été un singulier rôle que celui d'une majorité venant de gaieté de cœur, comme un spadassin, flamberge au vent, provoquer la minorité. Les minorités attaquent et les majorités repoussent. Ainsi le veulent le bon sens et l'équité. Les possesseurs du pouvoir ont-ils besoin de se démener pour prouver qu'ils le tiennent?

L'opposition? Mais c'était lui supposer trop de bonté d'ame que d'imaginer qu'elle se prêterait à pareil jeu, qu'elle viendrait complaisamment porter une attaque à fond sur le terrain et au jour choisi par une commission de la majorité, et cela, parce que quelques esprits distingués avaient imaginé *à priori* qu'il serait bon pour la majorité de livrer et de gagner une grande bataille. L'opposition n'est pas si emportée qu'on le pense, ni si dépourvue d'habileté. M. Thiers et M. Barrot ont parlé, mais avec une grande mesure, sans prêter le flanc, sans engager le combat, prêts à relever le gant plutôt qu'à le jeter. Qu'en est-il résulté d'important, de remarquable? Un discours excellent de M. Dufaure, un discours que nous approuvons fort; mais est-ce là le résultat que le rapport de la commission était destiné à produire? Si les hommes qui partagent les opinions vives, tranchées, courageuses, de M. Denis, en sont contens, rien de mieux. Quant à nous, nous sommes pleinement satisfaits.

En résumé, il suffit d'avoir vu la chambre pendant ces trois journées pour reconnaître que nul ne se souciait du débat qu'on avait essayé de lui imposer. La discussion était menacée à chaque instant de mort soudaine. Rien de vif, rien d'intime, rien de sérieux. On lisait sur toutes les figures ces paroles : Votons, et occupons-nous des affaires du pays.

Nous avons dit en second lieu que le but de la commission impliquait contradiction. En effet, que voulait-elle? Une large majorité, une majorité de transaction fondée sur des doctrines exclusives. Tout en proclamant un symbole étroit et positif, c'est-à-dire le concert européen à l'extérieur, la stabilité des lois de septembre pour l'intérieur, on disait aux députés : Oubliez vos nuances et réunissez-vous sous la bannière des principes. — Mais l'oubli de ce que vous appelez nos nuances serait une apostasie. M. de Carné vous l'a dit, M. Dufaure vous l'a dit, les ministres vous l'ont donné à entendre en s'exposant à vos reproches, en suppliant en quelque sorte la chambre de ne pas s'expliquer. Proposer une confession de foi plus qu'orthodoxe, c'est ne vouloir qu'une petite église. Il implique de ne laisser aucune question indécise, de ne rien abandonner au libre jugement de l'individu, et de prétendre réunir un grand nombre d'hommes sous le même drapeau.

La position choisie par la commission était si peu tenable, que M. le ministre de l'intérieur, dans un discours adroit et modéré, s'est vu obligé de l'abandonner explicitement : il a déclaré qu'il n'était pas éloigné d'admettre une modification des lois de septembre, une définition de l'attentat.

Ainsi, MM. de Carné, Duchâtel et Dufaure ont ouvertement déserté le terrain de la commission; M. Guizot a constamment refusé de s'y placer; M. Villemain a manœuvré sur le flanc et habilement évité la bataille à l'aide d'un combat singulier; M. Denis, membre de la commission, a seul combattu vaillamment (nous aimons le courage même dans ses erreurs) à côté du savant rapporteur. *Victa Catoni.*

Il fallait bien que la situation avec ses nécessités fût plus forte que le talent

avec toutes ses séductions, pour que la chambre et le cabinet aient pu ainsi résister à l'appel énergique, puissant, d'un ami, d'un homme aussi hautement placé dans l'estime publique que l'est et mérite de l'être M. Jouffroy. Une majorité mêlée, une majorité de transaction, est une nécessité politique, une nécessité que nous nous sommes efforcés de faire sentir depuis long-temps, et qui aujourd'hui enfin frappe tous les esprits. Ajoutons que ce n'est pas là une nécessité passagère, accidentelle, du moment. C'est une condition permanente de notre état social; seulement elle devient plus saillante lorsque, l'horizon politique n'étant pas chargé de tempêtes, les esprits se laissent aller sans crainte à leurs fantaisies, à leur *individualité*. Des majorités parfaitement homogènes et compactes ne peuvent pas exister au sein d'une démocratie. Dès-lors tout évangile politique qui n'est pas quelque peu élastique, toute doctrine étroite et exclusive est un anachronisme. Présenter cet évangile aux chambres et leur demander une nombreuse et solide majorité, c'est vouloir des conséquences sans prémisses, des effets sans cause.

Le pays est mêlé, la chambre aussi; le ministère, pour se conformer à la nature des choses, devrait l'être également. La chambre doit être l'image du pays, et le ministère l'image de la chambre. Toute autre combinaison n'est pas sérieuse, parce qu'elle ne vous donne qu'une faible majorité et met toute chose à la merci d'un homme de mauvaise humeur. De là la faiblesse des administrations qui se succèdent en tombant les unes sur les autres. L'*individualisme,* dans ses saturnales ministérielles, a brisé tous les liens qui attachaient les uns aux autres nos hommes politiques, et il deviendra bientôt impossible de mettre trois ou quatre hommes considérables dans le même cabinet. De plus en plus les partis se divisent et se subdivisent comme la propriété territoriale. Mais tandis que la division du sol moralise le pays, les divisions entre les hommes produisent un effet diamétralement contraire; elles nous font une politique si mesquine, pour ne pas employer une expression plus sévère, mais plus juste peut-être, que rien de grand n'est possible dans l'intérêt du pays. Il n'y a pas de grandeur là où il ne peut y avoir ni esprit de suite, ni prévisions lointaines, ni combinaisons profondes, ni persévérance.

Mais il faut se résigner aux maux qui n'ont pas de remède connu. Laissons chacun courir sa bordée. Heureusement, la France et la monarchie, étroitement liées de vues et d'intérêts, peuvent, tout en déplorant les naufrages, ne pas trop s'émouvoir des tempêtes qui agitent leurs rivages.

Il n'est bruit, dans un certain monde, que des dispositions que montre notre gouvernement à entrer dans les conférences européennes, et à reprendre à cinq le réglement des affaires orientales. On dit (et s'il était permis de tirer quelque induction des paroles si mesurées de M. le ministre des affaires étrangères à la tribune des députés, nous serions disposés à croire que ces *on dit* sont fondés), on dit que l'isolement déplaît au cabinet, et qu'il s'applique à seconder les efforts de l'Autriche et de la Prusse pour la reconstitution du concert

européen, reconstitution qui se ferait au moyen d'un traité, d'une convention, d'une déclaration, que sais-je? de quoi que ce soit qui présenterait au monde la signature des cinq grandes puissances, et mettrait fin aux inquiétudes que l'isolement de la France fait naître dans un grand nombre d'esprits et dans plus d'un cabinet.

Nous sommes loin d'être surpris des efforts de la Prusse et de l'Autriche. La Prusse n'a pas tardé à comprendre qu'elle s'était fort légèrement engagée dans une route qui n'était pas la sienne. Quelles que fussent ses sympathies politiques et ses réminiscences, elle n'a pu que regretter une démarche qui, quoi qu'on en dise, a donné l'éveil à notre esprit public, et fait comprendre au pays qu'on avait, par un excès de confiance, trop négligé cette attitude forte et digne qui n'est point incompatible avec un amour sincère de la paix.

L'Autriche a dû faire des réflexions analogues. D'ailleurs, rien ne peut dissiper les ombrages que la Russie donne et donnera toujours à l'Autriche. Les intérêts positifs l'emportent à la longue sur les sympathies et sur les préventions. L'Autriche n'oublie pas que l'amitié de la France peut lui être nécessaire, indispensable un jour.

Ainsi, les démarches de ces deux cabinets sont à la fois fort naturelles et fort légitimes. On devait s'y attendre. Heureuses d'avoir promptement échappé aux chances fâcheuses du traité du 15 juillet, d'avoir fait une imprudence qui ne leur a pas coûté cher, l'Autriche et la Prusse doivent maintenant désirer d'effacer le souvenir du malencontreux traité.

Il est facile de se faire une idée de leurs adroits raisonnemens et de leurs habiles insinuations. — La convention du 15 juillet est un fait nécessaire. Nul n'a eu la folle pensée d'exclure la France de la question orientale; seulement on a compris que le gouvernement français, par ses liaisons avec le Pacha, ne pouvait pas désirer de concourir à des mesures qui supposaient l'emploi de la force. On a respecté la position de la France, et sans aucune vue d'intérêt particulier, sans aucune prétention d'agrandissement territorial, l'Angleterre et l'Autriche se sont réunies au sultan pour l'aider à dompter un sujet rebelle; elles ont prêté force au droit, au profit d'un allié dont l'existence et l'indépendance sont nécessaires à la paix du monde.

Nous concevons ces raisonnemens dans la bouche des plénipotentiaires autrichien et prussien. Il n'y a rien là qui puisse nous blesser. L'Autriche et la Prusse n'étaient pas nos alliées. Nous avions occupé Ancône, pris Anvers, mis la main dans les affaires de l'Espagne, sans nous inquiéter de savoir si cela serait agréable à l'Autriche et à la Prusse.

On l'a dit mille fois, et il serait inutile de répéter ici une vérité manifeste, la situation de l'Angleterre à notre égard n'était pas la même que celle de l'Autriche et de la Prusse. Le cabinet anglais est, vis-à-vis de notre gouvernement, dans la position fausse et embarrassée d'un homme orgueilleux qui s'est mal conduit avec son meilleur ami. Aussi l'Angleterre ne se met pas en avant, elle ne laisse pas trop percer son désir de nous voir rentrer dans le

giron de l'Europe diplomatique; mais elle ne contrarie pas les efforts de ses alliées, elle les seconde indirectement, rien de plus. Cela est encore naturel, et, loin de nous en blesser, nous savons gré au cabinet anglais de cette espèce de pudeur tardive. C'est avouer ses torts que de reconnaître qu'il ne peut agir vis-à-vis de la France de juillet que par l'entremise de la Prusse et de l'Autriche.

Reste la Russie. Ici la question est plus difficile à résoudre. Le concert européen ne serait rien moins que le retour à la politique du 12 mai, à cette politique que la Russie ne voulait pas alors et qu'elle repoussa fort sèchement. En voudra-t-elle aujourd'hui? Pourra-t-elle en vouloir? car les Russes sont fort mécontens du rôle quelque peu ridicule qu'on leur a fait jouer dans les affaires d'Orient. Cette intervention, en fait exclusivement anglo-autrichienne, n'a été rien moins que flatteuse pour les Russes. Ne se diront-ils pas un jour que leur gouvernement est loin de montrer la hardiesse de Pierre-le-Grand, de Catherine, de Paul, d'Alexandre?

Le cabinet russe se console de cet échec par la rupture de l'alliance anglo-française. C'est là son gain, sa compensation, le but de ses intrigues, le couronnement de ses efforts. Soit. Mais que deviendrait cette politique si la Russie donnait la main au rapprochement de l'Angleterre et de la France, si elle contribuait à faire oublier le passé?, à renouveler les liens d'une alliance qui, après avoir été quelque temps générale, pourrait facilement se transformer en une alliance particulière?

Nous avons peine à croire à l'adhésion de la Russie, à une adhésion sincère du moins. Il est possible que le cabinet russe, parfaitement décidé, ce nous semble, à éviter tout coup d'éclat, tout danger de luttes sérieuses, finisse par donner sa signature, bien entendu qu'il ne la mettra qu'au bas de quelque déclaration insignifiante, et jamais à la suite d'un engagement positif et sérieux. Qu'importe? Il signera aujourd'hui et cherchera demain à brouiller de nouveau toutes les cartes. Soyons justes; à son point de vue, il a raison. Il ne peut, sans abdiquer honteusement la politique de Pierre-le-Grand et de Catherine, sa politique nationale, ne garder sur les affaires d'Orient que l'influence que lui donnerait une voix sur cinq dans un congrès européen. Le concert européen, s'il était sérieux, serait pour la Russie ce que le 15 juillet a été pour nous, un échec. S'il se réduisait à des phrases insignifiantes, ce serait alors, pour nous, vouloir ajouter à tout ce qui vient de se passer le ridicule.

Dès-lors, il nous est difficile de comprendre l'empressement que montrerait, dit-on, la France, pour mettre fin à son isolement.

Laissons de côté, nous le voulons bien, toute susceptibilité, tout souvenir, tout ressentiment. Ne regardons l'affaire qu'en elle-même, au point de vue matériel, tout d'utilité.

Dans quel but nous empresserions-nous d'adhérer aux propositions de l'Europe? Que peut-on nous accorder? que peut-on nous promettre?

La clôture des Dardanelles? Il n'est pas besoin d'un nouveau traité pour cela.

Le protectorat européen, nettement, clairement stipulé, à l'exclusion de tout protectorat particulier? Est-ce là ce que la Russie signera, sans ambages, par une disposition formelle, par un article de traité? Qu'on nous l'apporte: nous applaudirons de grand cœur; mais nous y regarderons de près, de très près, avant d'y croire.

Peut-être va-t-on faire valoir les avantages indirects de l'arrangement. Toujours est-il, nous dira-t-on, que notre isolement aura cessé, que nous pourrons désarmer sans crainte, alléger les charges de notre trésor, employer l'argent des contribuables à des entreprises plus utiles que les fortifications de la capitale. On connaît les élégies de certains industriels romantiques. On nous étale toute sortes de craintes bien touchantes, moins une cependant, celle de voir les Cosaques bivouaquer pour la troisième fois aux Champs-Élysées. Celle-là, on l'oublie. Est-ce que ces messieurs, s'ils enfonçaient les tonneaux de vin de Champagne, ne brisaient pas les métiers?

Si c'est là tout le profit que la France doit retirer du concert européen, nous avons le malheur de ne pas le comprendre. Désarmer! Nous aimerions encore mieux désarmer aujourd'hui même, *motu proprio,* qu'à la suite d'une convention illusoire. Il y aurait plus de dignité et plus de courage.

Au surplus, ici encore, nous ne rappellerons pas les paroles de l'opposition, mais celles d'un membre de la majorité, de M. Dufaure. Avec lui, nous dirons que les termes de l'adresse ont marqué suffisamment le degré de prudence à la fois et de dignité que le cabinet doit garder dans la conduite de nos affaires étrangères.

Mais il ne convient pas de s'arrêter davantage sur de simples conjectures, sur des bruits qui n'ont peut-être aucun fondement.

Que le ministère organise notre force militaire; la France en a besoin. C'est encore M. Dufaure qui l'a dit. Quant aux négociations, avant de rien prononcer, il est juste et prudent d'attendre que le public soit initié à la connaissance réelle des faits.

V. DE MARS.

CAPELLE, LIBRAIRE-ÉDITEUR,
RUE DES GRÈS-SORBONNE, 5, A PARIS.

HISTOIRE
DU
SIÈCLE D'AUGUSTE
ET DE L'ÉTABLISSEMENT
DE L'EMPIRE ROMAIN,

POUR

SERVIR DE SUITE A L'HISTOIRE DE LA REVOLUTION
QUI RENVERSA LA RÉPUBLIQUE;

Par M. NOUGARÈDE, Baron de Fayet,
Ancien président de la Cour impériale de Paris
Conseiller titulaire de l'Université.

UN BEAU VOLUME IN-8° DE 560 PAGES; PRIX : 5 FRANCS.

Prospectus - Spécimen

Pour le papier et les caractères.

Un livre sérieux au XIXe siècle, époque désenchantée, lorsque la plupart des lecteurs peuvent à peine se résoudre à parcourir quelques articles de journaux, paraîtrait un anachronisme, si l'auteur de l'ouvrage dont nous rendons compte n'avait pas écrit pour ce siècle même et de manière à captiver son attention. Dans son *Histoire du Siècle d'Auguste*, l'auteur a réuni en *un seul volume* ce que les anciens et les modernes ont consigné dans mille. Écrivain judicieux, il tient compte à ses contemporains du dégoût profond qu'ils éprouvent pour toute espèce de compilations inspirées par l'amour-propre ou la cupidité; en deux mots, le livre de M. Nougarède est

un très-bon résumé de tout ce qui a été dit et pensé sur l'une de ces époques gigantesques qui scindent les temps de l'histoire de l'esprit humain. Voltaire avait fait son Siècle de Louis XIV avec les préventions inévitables de sa trop grande proximité de cette époque. Le *Siècle d'Auguste* est exempt d'amour-propre national de la part de son auteur, qui cependant, ayant vécu dans des temps sous certains rapports analogues à ceux qu'il apprécie, a pu leur donner une véritable couleur.

M. Nougarède, en passant en revue l'époque qu'il a choisie, se montre à la fois légiste consommé et publiciste hardi. Son travail suppose une connaissance exacte du Code romain, dont les bases principales remontent au règne d'Auguste; il apprécie fort bien l'influence des écrivains philosophes, poëtes ou historiens, dont le génie, parvenu jusqu'à nous, se développa sous la protection de Mécène, et les jugements de la postérité touchant les actes et la politique du grand homme qui donna son nom aux derniers temps de l'ère ancienne. Sous ce triple rapport, l'auteur déploie des ressources nouvelles dans ses aperçus aussi brillants qu'exacts et pleins de concision : après avoir montré comment l'empire romain fut organisé sous le dixième consulat d'Auguste, il fait l'historique de l'intronisation de Juba au royaume de Mauritanie : ce paragraphe, comme celui qui le suit sur la loi coloniale, est fait pour intéresser vivement tous les hommes sérieux dont l'esprit est préoccupé maintenant de l'affermissement de la puissance française en Afrique. Les réflexions de M. Nougarède à cet égard sont d'une actualité palpitante, au moment où la France a besoin de donner une solution immédiate à la question d'Alger.

(Extrait d'un article fait par M. DE LEVALK, inséré dans *le Capitole*.)

Il n'y a pas, dans l'histoire, de siècle plus curieux à tous les titres que celui d'Auguste; il n'en est pas dont l'étude offre plus d'intérêt politique et littéraire. Ce siècle a vu s'accomplir au sein de la puissance romaine la révolution fondamentale qui substitua définitivement le pouvoir absolu d'un seul au gouvernement républicain. Il ouvre une ère nouvelle; en l'étudiant, on assiste à la création d'un nouvel ordre de

choses : spectacle instructif et fécond en contrastes, en analogies utiles à l'intelligence des révolutions modernes. Il est curieux d'observer les ressorts secrets par lesquels Octave, avec un génie plus que médiocre, mais à force de prudence, de modération et d'habileté, sut accomplir la tâche où avait échoué le génie de César. Veut-on étudier le siècle d'Auguste sous un autre aspect ? Le siècle qui a vu fleurir Virgile, Horace, Ovide, Tite-Live et tant d'autres écrivains, est un des plus brillants dont s'enorgueillisse l'esprit humain. Enfin, le siècle d'Auguste a vu naître ces deux célèbres écoles de jurisprudence, dont les luttes et le développement ont rempli les siècles suivants et enfanté les plus beaux monuments du droit romain.

M. Nougarède a embrassé son sujet sous ces points de vue variés. Grâce à une érudition étendue, il a su les mettre en relief avec un rare succès. Son livre, semé de détails curieux sur la cour et la famille d'Auguste, sur les mœurs et la société du temps, réunit l'intérêt du mémoire à celui de l'histoire ; il s'adresse à *l'homme du monde* comme au savant.

(Extrait d'un article fait par M. ALLOURY, dans le *Journal des Débats*.)

Tacite avait pris l'engagement d'écrire l'histoire du siècle d'Auguste, et de compléter ainsi ses *Annales*, dont les obscurités n'ont d'autre cause que l'imperfection des renseignements qui concernent les origines de cette époque. Mais le temps lui a manqué pour une introduction si nécessaire, et l'a même ensuite rendue plus difficile, en détruisant presque tous les monuments contemporains.

L'histoire romaine de Dion Cassius offre seule, dans leur ensemble, les événements du principat d'Auguste. Il l'écrivit deux siècles après la mort de ce prince, confondit avec ses institutions la plupart des innovations postérieures, et, loin d'expliquer les récits de Tacite, en accrut les obscurités. Ses erreurs, fruit des préjugés de son temps, avaient toutefois été reproduites par les historiens modernes d'Auguste.

La rectification de ces erreurs a été l'un des effets les plus utiles des progrès de la critique historique au siècle dernier. Une étude plus approfondie des anciens auteurs a confirmé l'autorité, déjà si grave, de Tacite. Elle a prouvé que le té-

moignage de Dion ne méritait aucune créance, lorsqu'il ne s'accordait pas avec les récits de l'historien de Tibère. De là les nombreux mémoires dont se sont enrichis les recueils de nos sociétés savantes (tels que la collection des Mémoires de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres). Mais ils étaient peu consultés, et ne pouvaient exercer une véritable influence que lorsqu'ils auraient été résumés et complétés par de nouvelles recherches.

L'hésitation de nos historiens à s'imposer cette tâche si épineuse, s'explique par les préventions répandues dans toutes les classes de lecteurs. La plupart se persuadent qu'ils sont assez instruits de l'histoire romaine par les études de leur adolescence, et que le style concis de Tacite est la seule cause des obscurités remarquées dans ses *Annales*. Le nouvel historien s'est flatté, malgré ces dispositions, de leur faire apprécier l'importance d'une lacune qu'il aspirait à remplir. Nous partageons sa confiance, et nous lui devrions, à ce seul titre, tous nos encouragements.

(Extrait d'un long article fait par M. DELZERS, professeur-suppléant à la faculté de Droit de Paris, dans *le Moniteur universel*.)

Il a été fait dans d'autres journaux ou revues, des articles sur notre livre, que le cadre de ce prospectus ne permet pas de reproduire.

PARIS. — IMPRIMERIE DE FAIN ET THUNOT,
Rue Racine, 28, près de l'Odéon

UN HIVER

AU

MIDI DE L'EUROPE.

DERNIÈRE PARTIE.[1]

Nous partîmes pour Valldemosa, vers la mi-décembre, par une matinée sereine, et nous allâmes prendre possession de notre chartreuse au milieu d'un de ces beaux rayons de soleil d'automne qui allaient devenir de plus en plus rares pour nous. Après avoir traversé les plaines fertiles d'Establiments, nous atteignîmes ces vagues terrains, tantôt boisés, tantôt secs et pierreux, tantôt humides et frais, et partout cahotés de mouvemens abrupts, qui ne ressemblent à rien. Nulle part, si ce n'est en quelques vallées des Pyrénées, la nature ne s'était montrée à moi aussi libre dans ses allures que sur ces bruyères de Majorque, espaces assez vastes, et qui portaient, dans mon esprit, un certain démenti à cette culture si parfaite à laquelle les Majorquins se vantent d'avoir soumis tout leur

(1) Voyez les livraisons des 15 janvier et 15 février.

territoire. Je ne songeais pourtant pas à leur en faire un reproche, car rien n'est plus beau que ces terrains négligés qui produisent tout ce qu'ils veulent, et qui ne se font faute de rien, arbres tortueux, penchés, échevelés; ronces affreuses, fleurs magnifiques; tapis de mousses et de joncs, capriers épineux, asphodèles délicates et charmantes; et toutes choses prenant là les formes qu'il plaît à Dieu, ravin, colline, sentier pierreux tombant tout à coup dans une carrière, chemin verdoyant s'enfonçant dans un ruisseau trompeur, prairie ouverte à tout venant et s'arrêtant bientôt devant une montagne à pic; puis des taillis semés de gros rochers qu'on dirait tombés du ciel, des chemins creux au bord du torrent entre des buissons de myrte et de chèvrefeuille; puis une ferme jetée comme une oasis au sein de ce désert, élevant son palmier comme une vigie pour guider le voyageur dans la solitude. La Suisse et le Tyrol n'ont pas eu pour moi cet aspect de création libre et primitive qui m'a tant charmé à Majorque. Il me semblait que, dans les sites les plus sauvages de ces montagnes, la nature, livrée à de trop rudes influences atmosphériques, n'échappait à la main de l'homme que pour recevoir du ciel de plus dures contraintes, et pour subir, comme une ame fougueuse livrée à elle-même, l'esclavage de ses propres déchiremens. A Majorque, elle fleurit sous les baisers d'un ciel ardent, et sourit sous les coups des tièdes bourrasques qui la rasent en courant les mers. La fleur couchée se relève plus vivace, le tronc brisé enfante de plus nombreux rejetons après l'orage; et quoiqu'il n'y ait point, à vrai dire, de lieux déserts dans cette île, l'absence de chemins frayés lui donne un air d'abandon ou de révolte qui doit la faire ressembler à ces belles savanes de la Louisiane, où, dans les rêves chéris de ma jeunesse, je suivais René en cherchant les traces d'Atala ou de Chactas.

Je suis bien sûr que cet éloge de Majorque ne plairait guère aux Majorquins, et qu'ils ont la prétention d'avoir des chemins très agréables. Agréables à la vue, je ne le nie pas; mais praticables aux voitures, vous allez en juger. La voiture *à volonté* du pays est la *tartane*, espèce de coucou-omnibus conduit par un cheval ou par un mulet, et sans aucune espèce de ressort; ou le *birlocho*, sorte de cabriolet à quatre places, portant sur son brancard comme la tartane, comme elle doué de roues solides, de ferrures massives, et garni à l'intérieur d'un demi-pied de bourre de laine. Une telle doublure vous donne bien un peu à penser, quand vous vous installez pour la première fois dans ce véhicule aux abords doucereux! Le

cocher s'assied sur une planchette qui lui sert de siége, les pieds écartés sur les brancards, et la croupe du cheval entre les jambes, de sorte qu'il a l'avantage de sentir non-seulement tous les cahots de sa brouette, mais encore tous les mouvemens de sa bête, et d'être ainsi en carrosse et à cheval en même temps. Il ne paraît point mécontent de cette façon d'aller, car il chante tout le temps, quelque effroyable secousse qu'il reçoive, et il ne s'interrompt que pour adresser à son cheval des juremens épouvantables, lorsque le pauvre animal hésite à se jeter dans quelque précipice, ou à grimper quelque muraille de rochers; car c'est ainsi qu'on se promène : ravins, torrens, fondrières, haies vives, fossés, se présentent en vain; on ne s'arrête pas pour si peu. Tout cela s'appelle, d'ailleurs, le chemin. Au départ, vous prenez cette course au clocher pour une gageure de mauvais goût, et vous demandez à votre guide quelle mouche le pique. — C'est le chemin, vous répond-il. — Mais cette rivière? — C'est le chemin. — Et ce trou profond? — Le chemin. — Et ce buisson aussi? — Toujours le chemin. — A la bonne heure ! Alors vous n'avez rien de mieux à faire que de prendre votre parti, de bénir le matelas qui tapisse la caisse de la voiture et sans lequel vous auriez infailliblement les membres brisés, de remettre votre ame à Dieu, et de contempler le paysage en attendant la mort ou un miracle.

Et pourtant vous arrivez quelquefois sain et sauf, grace au peu de balancement de la voiture, à la solidité des jambes du cheval, et peut-être à l'incurie du cocher qui le laisse faire, se croise les bras, et fume tranquillement son cigare, tandis qu'une roue court sur la montagne, et une autre dans le ravin. On s'habitue très vite à un danger dont on voit les autres ne tenir aucun compte : pourtant le danger est fort réel. On ne verse pas toujours; mais, quand on verse, on ne se relève guère. M. Tastu avait éprouvé l'année précédente un accident de ce genre sur notre route d'Establiments, et il était resté pour mort sur la place. Il en a gardé d'horribles douleurs à la tête, qui ne refroidissent pourtant pas son désir de retourner à Majorque.

Les personnes du pays ont presque toutes une sorte de voiture, et les nobles ont de ces carrosses du temps de Louis XIV, à boîte évasée, quelques-uns à huit glaces, et dont les roues énormes bravent tous les obstacles. Quatre ou six fortes mules traînent légèrement ces lourdes machines mal suspendues, pompeusement disgracieuses, mais spacieuses et solides, dans lesquelles on franchit au galop et avec une incroyable audace les plus effrayans défilés, non sans en rappor-

ter quelques contusions, bosses à la tête, et tout au moins de fortes courbatures. Le grave Miguel de Vargas, auteur vraiment espagnol qui ne plaisante jamais, parle en ces termes de *los horrorosos caminos* de Mallorca : « En cuyo esencial ramo de policia no se puede pon-« derar bastantemente el abandono de esta Balear. El que llaman « camino es una cadena de precipicios intratables, y el transito desde « Palma hasta los montes de Galatzo presenta al infeliz pasagero la « muerte a cada paso, etc. »

Aux environs des villes, les chemins sont un peu moins dangereux; mais ils ont le grave inconvénient d'être resserrés entre deux murailles ou deux fossés qui ne permettent pas à deux voitures de se rencontrer. Le cas échéant, il faut dételer les bœufs de la charrette ou les chevaux de la voiture, et que l'un des deux équipages s'en aille à reculons, souvent pendant un long trajet. Ce sont alors d'interminables contestations pour savoir qui prendra ce parti; et, pendant ce temps, le voyageur, retardé, n'a rien de mieux à faire qu'à répéter la devise majorquine : *mucha calma,* pour son édification particulière.

Avec le peu de frais où se mettent les Majorquins pour entretenir leurs routes, ils ont l'avantage d'avoir de ces routes-là à discrétion. On n'a que l'embarras du choix. J'ai fait trois fois seulement la route de la Chartreuse à Palma, et réciproquement; six fois j'ai suivi une route différente, et six fois le *birlocho* s'est perdu et nous a fait errer par monts et par vaux, sous prétexte de chercher un septième chemin qu'il disait être le meilleur de tous, et qu'il n'a jamais trouvé.

De Palma à Valldemosa, on compte trois lieues, mais trois lieues mayorquines qu'on ne fait pas, en trottant bien, en moins de trois heures. On monte insensiblement pendant les deux premières; à la troisième on entre dans la montagne et on suit une rampe très unie (ancien travail des chartreux vraisemblablement), mais très étroite, horriblement rapide, et plus dangereuse que tout le reste du chemin. Là on commence à saisir le côté alpestre de Majorque; mais c'est en vain que les montagnes se dressent de chaque côté de la gorge, c'est en vain que le torrent bondit de roche en roche; c'est seulement dans le cœur de l'hiver que ces lieux prennent l'aspect sauvage que les Majorquins leur attribuent. Au mois de décembre, et malgré les pluies récentes, le torrent était encore un charmant ruisseau courant parmi des touffes d'herbes et de fleurs, la montagne était riante, et le vallon encaissé de Valldemosa s'ouvrit devant nous comme un jardin printanier.

Pour atteindre la Chartreuse, il faut mettre pied à terre; car aucune charrette ne peut gravir le chemin pavé qui y mène, chemin admirable à l'œil par son mouvement hardi, ses sinuosités parmi de beaux arbres, et les sites ravissans qui se déroulent à chaque pas, grandissant de beauté à mesure qu'on s'élève. Je n'ai rien vu de plus riant et de plus mélancolique en même temps que ces perspectives où le chêne vert, le caroubier, le pin, l'olivier, le peuplier et le cyprès marient leurs nuances variées en berceaux profonds, véritables abîmes de verdure, où le torrent précipite sa course sous des buissons d'une richesse somptueuse et d'une grace inimitable. Je n'oublierai jamais un certain détour de la gorge où, en se retournant, on distingue, au sommet d'un mont, une de ces jolies maisonnettes arabes que j'ai décrites, à demi cachée dans les raquettes de ses nopals, et un grand palmier qui se penche sur l'abîme en dessinant sa silhouette dans les airs. Quand la vue des boues et des brouillards de Paris me jette dans le spleen, je ferme les yeux et je revois, comme dans un rêve, cette montagne verdoyante, ces roches fauves et ce palmier solitaire perdu dans un ciel rose.

La chaîne de Valldemosa s'élève de plateaux en plateaux resserrés jusqu'à une sorte d'entonnoir entouré de hautes montagnes et fermé au nord par le versant d'un dernier plateau à l'entrée duquel repose le monastère. Les chartreux ont adouci, par un travail immense, l'âpreté de ce lieu romantique. Ils ont fait du vallon qui termine la chaîne un vaste jardin ceint de murailles qui ne gênent point la vue, et auquel une bordure de cyprès à forme pyramidale, disposés deux à deux sur divers plans, donne l'aspect *arrangé* d'un cimetière d'opéra. Ce jardin, planté de palmiers et d'amandiers, occupe tout le fond incliné du vallon, et s'élève en vastes gradins sur les premiers plans de la montagne. Au clair de la lune, et lorsque l'irrégularité de ces gradins est dissimulée par les ombres, on dirait d'un amphithéâtre taillé pour des combats de géans. Au centre et sous un groupe de beaux palmiers, un réservoir en pierre reçoit les eaux de source de la montagne, et les déverse aux plateaux inférieurs par des canaux en dalles, tout semblables à ceux qui arrosent les alentours de Barcelone. Ces ouvrages sont trop considérables et trop ingénieux pour n'être pas, à Majorque comme en Catalogne, un travail des Arabes. Ils parcourent tout l'intérieur de l'île, et ceux qui partent du jardin des chartreux, côtoyant le lit du torrent, portent à Palma une eau vive en toute saison.

La Chartreuse, située au dernier plan de ce col de montagnes, s'ouvre au nord sur une vallée spacieuse qui s'élargit et s'élève en

pente douce jusqu'à la côte escarpée dont la mer frappe et ronge la base. Un des bras de la chaîne s'en va vers l'Espagne, et l'autre vers l'orient. De cette Chartreuse pittoresque, on domine donc la mer des deux côtés. Tandis qu'on l'entend gronder au nord, on l'aperçoit comme une faible ligne brillante au-delà des montagnes qui s'abaissent et de l'immense plaine qui se déroule au midi; tableau sublime, encadré au premier plan par de noirs rochers couverts de sapins, au second par des montagnes au profil hardiment découpé et frangé d'arbres superbes, au troisième et au quatrième par des mamelons arrondis que le soleil couchant dore des nuances les plus chaudes, et sur la croupe desquels l'œil distingue encore, à une lieue de distance, la silhouette microscopique des arbres, fine comme l'antenne des papillons, noire et nette comme un trait de plume à l'encre de Chine sur un fond d'or étincelant. Ce fond lumineux, c'est la plaine; et à cette distance, lorsque les vapeurs de la montagne commencent à s'exhaler et à jeter un voile transparent sur l'abîme, on croirait que c'est déjà la mer. Mais la mer est encore plus loin, et, au retour du soleil, quand la plaine est comme un lac bleu, la Mediterranée trace une bande d'argent vif aux confins de cette perspective éblouissante. C'est une de ces vues qui accablent parce qu'elles ne laissent rien à désirer, rien à imaginer. Tout ce que le poète et le peintre peuvent rêver, la nature l'a créé en cet endroit. Ensemble immense, détails infinis, variété inépuisable, formes confuses, contours accusés, vagues profondeurs, tout est là, et l'art n'y peut rien ajouter. L'esprit ne suffit pas toujours à goûter et à comprendre l'œuvre de Dieu, et, s'il fait un retour sur lui-même, c'est pour sentir son impuissance à créer une expression quelconque de cette immensité de vie qui le subjugue et l'enivre. Je conseillerais aux gens que la vanité de l'art dévore, de bien regarder de tels sites et de les regarder souvent. Il me semble qu'ils y prendraient pour cet art divin qui préside à l'éternelle création des choses un certain respect qui leur manque, à ce que je m'imagine d'après l'emphase de leur forme. Quant à moi, je n'ai jamais mieux senti le néant des mots que dans ces heures de contemplation passées à la Chartreuse. Il me venait bien des élans religieux; mais il ne m'arrivait pas d'autre formule d'enthousiasme que celle-ci : Bon Dieu, béni sois-tu pour m'avoir donné de bons yeux!

Au reste, je crois que, si la jouissance accidentelle de ces spectacles sublimes est rafraîchissante et salutaire, leur continuelle possession est dangereuse. On s'habitue à vivre sous l'empire de la sensation, et la loi qui préside à tous les abus de la sensation, c'est l'énervement.

C'est ainsi que l'on peut s'expliquer l'indifférence des moines en général pour la poésie de leurs monastères, et celle des paysans et des pâtres pour la beauté de leurs montagnes.

Nous n'eûmes pas le temps de nous lasser de tout cela, car le brouillard descendait presque tous les soirs au coucher du soleil, et hâtait la chute des journées déjà si courtes que nous avions dans cet entonnoir. Jusqu'à midi, nous étions enveloppés dans l'ombre de la grande montagne de gauche, et à trois heures nous retombions dans l'ombre de celle de droite. Mais quels beaux effets de lumière nous pouvions étudier, lorsque les rayons obliques pénétrant par les déchirures des rochers, ou glissant entre les croupes des montagnes, venaient tracer des crêtes d'or et de pourpre sur nos seconds plans! Quelquefois nos cyprès, noirs obélisques qui servaient de repoussoir au fond du tableau, trempaient leurs têtes dans ce fluide embrasé; les régimes de dattes de nos palmiers semblaient des grappes de rubis, et une grande ligne d'ombre, coupant la vallée en biais, la partageait en deux zones, l'une inondée des clartés de l'été, l'autre bleuâtre et froide à la vue comme un paysage d'hiver.

La chartreuse de Valldemosa contenant tout juste, suivant la règle des chartreux, treize religieux y compris le supérieur, avait échappé au décret qui ordonna, en 1836, la démolition des monastères contenant moins de douze personnes en communauté; mais, comme toutes les autres, celle-là avait été dispersée et le couvent supprimé, c'est-à-dire considéré comme domaine de l'état. L'état majorquin, ne sachant comment utiliser ces vastes bâtimens, avait pris le parti, en attendant qu'ils achevassent de s'écrouler, de louer les cellules aux personnes qui voudraient les habiter. Quoique le prix de ces loyers fût d'une modicité extrême, les villageois de Valldemosa n'en avaient pas voulu profiter, peut-être à cause de leur extrême dévotion et du regret qu'ils avaient de leurs moines, peut-être aussi par effroi superstitieux : ce qui ne les empêchait pas de venir y danser dans les nuits du carnaval, comme je le dirai ci-après, mais ce qui leur faisait regarder de très mauvais œil notre présence irrévérencieuse dans ces murs vénérables. Cependant la Chartreuse était en grande partie habitée, durant les chaleurs de l'été, par les petits bourgeois palmesans qui viennent chercher, sur ces hauteurs et sous ces voûtes épaisses, un air plus frais que dans la plaine ou dans la ville. Mais aux approches de l'hiver le froid les en chassait, et, lorsque nous y demeurâmes, la Chartreuse avait pour tous habitans, outre moi et ma famille, le pharmacien, le sacristain, et la Maria-Antonia.

La Maria-Antonia était une sorte de femme de confiance qui était venue d'Espagne pour échapper, je crois, à la misère, et qui avait loué une cellule pour exploiter les hôtes passagers de la Chartreuse. Sa cellule était située à côté de la nôtre et nous servait de cuisine, tandis que la dame était censée nous servir de ménagère. C'était une ex-jolie femme, fine, proprette en apparence, doucereuse, se disant bien née, ayant de charmantes manières, un son de voix harmonieux, des airs patelins, et exerçant une sorte d'hospitalité fort singulière. Elle avait coutume d'offrir ses services aux arrivans, et de refuser d'un air outragé, et presqu'en se voilant la face, toute espèce de rétribution pour ses soins. Elle agissait ainsi, disait-elle, pour l'amour de Dieu, *por l'assistencia*, et dans le seul but d'obtenir l'amitié de ses voisins. Elle possédait, en fait de mobilier, un lit de sangles, une chaufferette ou brasero, deux chaises de paille, un crucifix, et quelques plats de terre. Elle mettait tout cela à votre disposition avec beaucoup de générosité, et vous pouviez installer chez elle votre servante et votre marmite. Mais aussitôt elle entrait en possession de tout votre ménage, et prélevait pour elle le plus pur de vos nippes et de votre dîner. Je n'ai jamais vu de bouche dévote plus friande, ni de doigts plus agiles pour puiser sans se brûler au fond des casseroles bouillantes, ni de gosier plus élastique pour avaler le sucre et le café de ses hôtes chéris à la dérobée, tout en fredonnant un cantique ou un bolero. C'eût été une chose curieuse et divertissante, si on eût pu être tout-à-fait désintéressé dans la question, que de voir cette bonne Antonia, et la Catalina, grande sorcière valldemosane qui nous servait de valet de chambre, et la *niña,* petit monstre ébouriffé qui nous servait de groom, aux prises toutes trois avec notre dîner. C'était l'heure de l'angelus, et ces trois chattes ne manquaient pas de le réciter, les deux vieilles en duo, faisant main basse sur tous les plats, et la petite répondant *amen,* tout en escamotant avec une dextérité sans égale quelque côtelette ou quelque fruit confit. C'était un tableau à faire et qui valait bien la peine qu'on feignît de ne rien voir; mais, lorsque les pluies interceptèrent fréquemment les communications avec Palma, et que les alimens devinrent rares, *l'assistencia* de la Maria-Antonia et de sa clique devint moins plaisante, et nous fûmes forcés de nous succéder, mes enfans et moi, dans le rôle de planton pour surveiller les vivres. Je me souviens d'avoir couvé, presque sous mon chevet, certains paniers de biscottes bien nécessaires au déjeuner du lendemain, et d'avoir plané comme un vautour sur certains plats de poisson, pour

écarter de nos fourneaux en plein vent ces petits oiseaux de rapine qui ne nous eussent laissé que les arêtes.

Le sacristain était un gros gars qui avait peut-être servi la messe aux chartreux dans son enfance, et qui désormais était dépositaire des clés du couvent. Il y avait une histoire scandaleuse sur son compte; il était atteint et convaincu d'avoir séduit et mis à mal une señorita qui avait passé quelques mois avec ses parens à la Chartreuse, et il disait pour s'excuser qu'il n'était chargé par l'état que de garder les vierges en peinture. Il n'était pas beau le moins du monde, mais il avait des prétentions au dandysme. Au lieu du beau costume demi-arabe que portent les gens de sa classe, il avait un pantalon européen et des bretelles qui certainement donnaient dans l'œil des filles de l'endroit. Sa sœur était la plus belle Majorquine que j'aie vue. Ils n'habitaient pas le couvent, ils étaient riches et fiers, et avaient une maison dans le village; mais ils faisaient leur ronde chaque jour et fréquentaient la Maria-Antonia, qui les invitait à manger notre dîner quand elle n'avait pas d'appétit.

Le pharmacien était un chartreux qui s'enfermait dans sa cellule pour reprendre sa robe jadis blanche et réciter tout seul ses offices en grande tenue. Quand on sonnait à sa porte pour lui demander de la guimauve ou du chiendent (les seuls spécifiques qu'il possédait), on le voyait jeter à la hâte son froc sous son lit, et apparaître en culotte noire, en bas et en petite veste, absolument dans le costume des opérateurs que Molière faisait donner en ballet dans ses intermèdes. C'était un vieillard très méfiant, ne se plaignant de rien, et priant peut-être pour le triomphe de don Carlos et le retour de la sainte inquisition, sans vouloir de mal à personne. Il nous vendait son chiendent à prix d'or, et se consolait par ces petits profits d'avoir été relevé de son vœu de pauvreté. Sa cellule était située bien loin de la nôtre, à l'entrée du monastère, dans une sorte de bouge dont la porte se dissimulait derrière un buisson de ricins et d'autres plantes médicinales de la plus belle venue. Caché là comme un vieux lièvre qui craint de mettre les chiens sur sa piste, il ne se montrait guère; et, si nous n'eussions été plusieurs fois le réclamer pour lui demander ses juleps, nous ne nous serions jamais douté qu'il y eût encore un chartreux à la Chartreuse.

Cette Chartreuse n'a rien de beau comme ornement d'architecture; mais c'est un assemblage de bâtimens très fortement et très largement construits. Avec une pareille enceinte et une telle masse de pierres de taille, il y aurait de quoi loger un corps d'armée; et pour-

tant cette vaste construction avait été élevée pour douze personnes. Rien que dans le nouveau cloître (car ce monastère se compose de trois chartreuses accolées l'une à l'autre à diverses époques), il y a douze cellules composées chacune de trois pièces spacieuses donnant sur un des côtés du cloître. Sur les deux faces latérales sont situées douze chapelles. Chaque religieux avait la sienne, dans laquelle il s'enfermait pour prier seul. Toutes ces chapelles sont diversement ornées, couvertes de dorures et de peintures du goût le plus grossier, avec des statues de saints en bois colorié, si horribles que je n'aurais pas trop aimé, je le confesse, à les rencontrer la nuit hors de leurs niches. Le pavé de ces oratoires est formé de faïences émaillées et disposées en divers dessins de mosaïque d'un très bel effet. Le goût arabe règne encore en ceci, et c'est le seul bon goût dont la tradition ait traversé les siècles à Majorque. Enfin chacune de ces chapelles est munie d'une fontaine et d'une conque en beau marbre du pays, chaque chartreux étant tenu de laver tous les jours son oratoire. Il règne dans ces pièces voûtées, sombres et carrelées d'émail, une fraîcheur qui pouvait bien faire des longues heures de la prière une sorte de volupté dans les jours brûlans de la canicule.

La quatrième face du nouveau cloître, au centre duquel règne un petit préau planté symétriquement de buis qui n'ont pas encore tout-à-fait perdu les formes pyramidales imposées par le ciseau des moines, est parallèle à une jolie église dont la fraîcheur et la propreté contrastent avec l'abandon et la solitude du monastère. Nous espérions y trouver des orgues; nous avions oublié que la règle des chartreux supprimait toute espèce d'instrumens de musique, comme un vain luxe et un plaisir des sens. L'église se compose d'une seule nef pavée en belles faïences très finement peintes, à bouquets de fleurs artistement disposées comme sur un tapis. Les lambris boisés, les confessionnaux et les portes sont d'une grande simplicité; mais la perfection de leurs nervures et la netteté d'un travail sobrement et délicatement orné attestent une habileté dans la main-d'œuvre qu'on ne trouve plus en France dans les ouvrages de menuiserie. Malheureusement cette exécution consciencieuse est perdue aussi à Majorque. Il n'y a dans toute l'île, m'a dit M. Tastu, que deux ouvriers qui aient conservé cette profession à l'état d'art. Le menuisier que nous employâmes à la Chartreuse était certainement un artiste, mais seulement en musique et en peinture. Étant venu un jour dans notre cellule pour y poser quelques rayons de bois blanc, il regarda tout notre petit bagage d'artistes avec cette curiosité naïve et indis-

crète que j'avais remarquée autrefois chez les Grecs esclavons. Les esquisses que mon fils avait faites d'après des dessins de Goya représentant des moines en goguette, et dont il avait orné les murs de notre chambre, le scandalisèrent un peu; mais, ayant aperçu la *Descente de Croix* gravée d'après Rubens, il resta long-temps absorbé dans une contemplation étrange. Nous lui demandâmes ce qu'il en pensait. « Il n'y a rien dans toute l'île de Majorque, nous répondit-il dans son patois, d'aussi beau et d'aussi *naturel.* » Ce mot de *naturel* dans la bouche d'un paysan qui avait la chevelure et les manières d'un sauvage nous frappa beaucoup. Le son du piano et le jeu de l'artiste le jetaient dans une sorte d'extase. Il abandonnait son travail et venait se placer derrière la chaise de l'exécutant, la bouche entr'ouverte et les yeux hors de la tête. Ces instincts élevés ne l'empêchaient pas d'être voleur comme tous les paysans majorquins le sont avec les étrangers, et cela sans aucune espèce de scrupule, quoiqu'ils soient d'une loyauté religieuse, dit-on, dans les rapports qu'ils ont entre eux. Il demandait de son travail un prix fabuleux, et il portait les mains avec convoitise sur tous les petits objets d'industrie française que nous avions apportés pour notre usage. J'eus bien de la peine à sauver de ses larges poches les pièces de mon nécessaire de toilette. Ce qui le tentait le plus, c'était un verre de cristal taillé, ou peut-être la brosse à dents qui s'y trouvait, et dont certainement il ne comprenait pas la destination. Cet homme avait les besoins d'art d'un Italien et les instincts de rapine d'un Malais ou d'un Caffre.

Cette digression ne me fera pas oublier de mentionner le seul objet d'art que nous trouvâmes à la Chartreuse. C'était une statue de saint Bruno en bois peint, placée dans l'église. Le dessin et la couleur en étaient remarquables; les mains, admirablement étudiées, avaient un mouvement d'invocation pieuse et déchirante; l'expression de la tête était vraiment sublime de foi et de douleur. Et pourtant c'était l'œuvre d'un ignorant, car la statue placée en regard, et exécutée par le même artiste, était pitoyable sous tous les rapports; mais il avait eu, en créant saint Bruno, un éclair d'inspiration, un élan d'exaltation religieuse peut-être, qui l'avait élevé au-dessus de lui-même. Je doute que jamais le saint fanatique de Grenoble ait été compris et rendu avec un sentiment aussi profond et aussi ardent. C'était la personnification de l'ascétisme chrétien. Mais, à Majorque même, l'emblème de cette philosophie du passé est debout dans la solitude.

L'ancien cloître, qu'il faut traverser pour entrer dans le nouveau, communique à celui-ci par un détour fort simple que, grace à mon peu de mémoire locale, je n'ai jamais pu retrouver sans me perdre préalablement dans le troisième cloître. Ce troisième bâtiment, que je devrais appeler le premier parce qu'il est le plus ancien, est aussi le plus petit. Il présente un coup d'œil charmant. Le préau qu'il embrasse de ses murailles brisées, est l'ancien cimetière des moines. Aucune inscription ne distingue ces tombes que le chartreux creusait durant sa vie, et où rien ne devait disputer sa mémoire au néant de la mort. Les sépultures sont à peine indiquées par le renflement des touffes de gazon. M. Laurens a retracé la physionomie de ce cloître dans un joli dessin, où j'ai retrouvé, avec un plaisir incroyable, le petit puits à gable aigu, les fenêtres à croix de pierre où se suspendent en festons toutes les herbes vagabondes des ruines, et les grands cyprès verticaux qui s'élèvent la nuit comme des spectres noirs autour de la croix de bois blanc. Je suis fâché qu'il n'ait pas vu la lune se lever derrière la belle montagne de grès couleur d'ambre qui domine ce cloître, et qu'il n'ait pas mis au premier plan un vieux laurier au tronc énorme et à la tête desséchée qui n'existait peut-être déjà plus lorsqu'il visita la Chartreuse. Mais j'ai retrouvé dans son dessin et dans son texte une mention honorable pour le beau palmier nain (*chamœrops*) que j'ai défendu contre l'ardeur naturaliste de mes enfans, et qui est peut-être un des plus vigoureux de l'Europe dans son espèce.

Autour de ce petit cloître sont disposées les anciennes chapelles des chartreux du XV[e] siècle. Elles sont hermétiquement fermées, et le sacristain ne les ouvre à personne, circonstance qui piquait beaucoup notre curiosité. A force de regarder au travers des fentes, dans nos promenades, nous avons cru apercevoir de beaux débris de meubles et de sculptures en bois très anciennes. Il pourrait bien se trouver dans ces galetas mystérieux beaucoup de richesses enfouies dont personne à Majorque ne se souciera jamais de secouer la poussière.

Le second cloître a douze cellules et douze chapelles comme les autres. Ses arcades ont beaucoup de caractère dans leur délabrement. Elles ne tiennent plus à rien, et, quand nous les traversions le soir par un gros temps, nous recommandions notre ame à Dieu; car il ne passait pas d'ouragan sur la Chartreuse qui ne fît tomber un pan de mur, ou un fragment de voûte. Jamais je n'ai entendu le vent promener des voix lamentables et pousser des hurlemens

désespérés, comme dans ces galeries creuses et sonores. Le bruit des torrens, la course précipitée des nuages, la grande clameur monotone de la mer interrompue par le sifflement de l'orage, et les plaintes des oiseaux de mer qui passaient tout effarés et tout déroutés dans les rafales; puis, de grands brouillards qui tombaient tout à coup comme un linceul, et qui, pénétrant dans les cloîtres par les arcades brisées, nous rendaient invisibles et faisaient paraître la petite lampe que nous portions pour nous diriger, comme un esprit follet errant sous les galeries, et mille autres détails de cette vie cénobitique qui se pressent à la fois dans mon souvenir, tout cela faisait bien de cette Chartreuse le séjour le plus romantique de la terre. Je n'étais pas fâché de voir en plein et en réalité une bonne fois ce que je n'avais vu qu'en rêve, ou dans les ballades à la mode, et dans l'acte des nonnes de *Robert-le-Diable*, à l'Opéra. Les apparitions fantastiques ne nous manquèrent même pas, comme je le dirai tout à l'heure; et, à propos de tout ce romantisme matérialisé qui posait devant moi, je n'étais pas sans faire quelques réflexions sur le romantisme en général.

A la masse de bâtimens que je viens d'indiquer, il faut joindre la partie réservée au supérieur, que nous ne pûmes visiter, non plus que bien d'autres recoins mystérieux; les cellules des frères convers, une petite église appartenant à l'ancienne Chartreuse, et plusieurs autres constructions destinées aux personnes de marque qui y venaient faire des retraites ou accomplir des dévotions pénitentiaires; plusieurs petites cours entourées d'étables pour le bétail de la communauté, des logemens pour la nombreuse suite des visiteurs; enfin, tout un phalanstère, comme on dirait aujourd'hui, sous l'invocation de la Vierge et de saint Bruno. Quand le temps était trop mauvais pour nous empêcher de gravir la montagne, nous faisions notre promenade à couvert dans le couvent, et nous en avions pour plusieurs heures à explorer l'immense manoir. Je ne sais quel attrait de curiosité me poussait à surprendre dans ces murs abandonnés le secret intime de la vie monastique. Sa trace était si récente, que je croyais toujours entendre le bruit des sandales sur le pavé et le murmure de la prière sous les voûtes des chapelles. Dans nos cellules, des oraisons latines imprimées et collées sur les murs, jusque dans des réduits secrets où je n'aurais jamais imaginé qu'on allât dire des *oremus*, étaient encore lisibles. Un jour que nous allions à la découverte dans des galeries supérieures, nous trouvâmes devant nous une jolie tribune, d'où nos regards plongèrent dans une grande et belle chapelle, si meublée

et si bien rangée, qu'on l'eût dite abandonnée de la veille. Le fauteuil du supérieur était encore à sa place, et l'ordre des exercices religieux de la semaine, affiché dans un cadre de bois noir, pendait de la voûte au milieu des stalles du chapitre. Chaque stalle avait une petite image de saint collée au dossier, probablement le patron de chaque religieux. L'odeur d'encens dont les murs avaient été si long-temps imprégnés n'était pas encore tout-à-fait dissipée. Les autels étaient parés de fleurs desséchées, et les cierges à demi consumés se dressaient encore dans leurs flambeaux. L'ordre et la conservation de ces objets contrastaient avec les ruines du dehors, la hauteur des ronces qui envahissaient les fenêtres, et les cris des polissons qui jouaient aux petits palets dans les cloîtres avec des fragmens de mosaïque.

Quant à mes enfans, l'amour du merveilleux les portait bien plus vivement encore à ces explorations enjouées et passionnées. Certainement, ma fille s'attendait à trouver quelque palais de fée rempli de merveilles dans les greniers de la Chartreuse, et mon fils espérait découvrir la trace de quelque drame terrible et bizarre enfoui sous les décombres. J'étais souvent effrayé de les voir grimper comme des chats sur des planches déjetées et sur des terrasses tremblantes ; et quand, me devançant de quelques pas, ils disparaissaient dans un tournant d'escalier en spirale, je m'imaginais qu'ils étaient perdus pour moi, et je doublais le pas avec une sorte de terreur où la superstition entrait peut-être bien pour quelque chose.

Car, on s'en défendrait en vain, ces demeures sinistres, consacrées à un culte plus sinistre encore, agissent quelque peu sur l'imagination, et je défierais le cerveau le plus calme et le plus froid de s'y conserver long-temps dans un état de parfaite santé. Ces petites peurs fantastiques, si je puis les appeler ainsi, ne sont pas sans attrait ; elles sont pourtant assez réelles pour qu'il soit nécessaire de les combattre en soi-même. J'avoue que je n'ai guère traversé le cloître le soir sans une certaine émotion mêlée d'angoisse et de plaisir, que je n'aurais pas voulu laisser paraître devant mes enfans, dans la crainte de la leur faire partager. Ils n'y paraissaient cependant pas disposés, et ils couraient volontiers au clair de la lune sous ces arceaux rompus qui vraiment avaient l'air d'appeler les danses du sabbat. Je les ai conduits plusieurs fois, vers minuit, dans le cimetière. Cependant je ne les laissai plus sortir seuls, le soir, après que nous eûmes rencontré un grand vieillard qui se promenait parfois dans les ténèbres. C'était un ancien serviteur ou client de la communauté, à qui le vin et la dévotion faisaient souvent partir la cervelle. Lorsqu'il

était ivre, il venait errer dans les cloîtres, frapper aux portes des cellules désertes avec un grand bourdon de pèlerin, où était suspendu un long rosaire, appelant les moines dans ses déclamations avinées, et priant d'une voix lugubre devant les chapelles. Comme il voyait un peu de lumière s'échapper de notre cellule, c'était là surtout qu'il venait rôder avec des menaces et des juremens épouvantables. Il entrait chez la Maria-Antonia qui en avait grand' peur, et, lui faisant de longs sermons entrecoupés de jurons cyniques, il s'installait auprès de son brasero jusqu'à ce que le sacristain vînt l'en arracher à force de politesses et de ruses; car le sacristain n'était pas très brave, et craignait de s'en faire un ennemi. Notre homme venait alors frapper à notre porte à des heures indues, et, quand il était fatigué d'appeler en vain le père Nicolas, qui était son idée fixe, il se laissait tomber aux pieds de la madone dont la niche était située à quelques pas de notre porte, et s'y endormait, son couteau ouvert dans une main, et son chapelet dans l'autre. Son tapage ne nous inquiétait guère, parce que ce n'était point un homme à se jeter sur les gens à l'improviste. Comme il s'annonçait de loin par ses exclamations entrecoupées et le bruit de son bâton sur le pavé, on avait le temps de battre en retraite devant cet animal sauvage, et la double porte en plein chêne de notre cellule eût pu soutenir un siége autrement formidable; mais cet assaut obstiné pendant que nous avions un malade accablé, auquel il disputait quelques heures de repos, n'était pas toujours comique. Il fallait le subir pourtant avec *mucha calma*, car nous n'eussions certes reçu aucune protection de la police de l'endroit; nous n'allions point à la messe, et notre ennemi était un saint homme qui n'en manquait aucune.

Un soir, nous eûmes une alerte et une apparition d'un autre genre, que je n'oublierai jamais. Ce fut d'abord un bruit inexplicable et que je ne pourrais comparer qu'à des milliers de sacs de noix roulant avec continuité sur un parquet. Nous nous hâtâmes de sortir dans le cloître, pour voir ce que ce pouvait être. Le cloître était désert et sombre comme à l'ordinaire; mais le bruit se rapprochait toujours sans interruption, et bientôt une faible clarté blanchit la vaste profondeur des voûtes. Peu à peu elles s'éclairèrent du feu de plusieurs torches, et nous vîmes apparaître, dans la vapeur rouge qu'elles répandaient, un bataillon d'êtres abominables à Dieu et aux hommes. Ce n'était rien moins que Lucifer en personne accompagné de toute sa cour, un maître diable tout noir, cornu, avec la face couleur de sang, et autour de lui un essaim de diablotins avec des têtes d'oiseau, des

queues de cheval, des oripeaux de toutes couleurs, et des diablesses ou des bergères, en habits blancs et roses, qui avaient l'air d'être enlevées par ces vilains gnomes. Après les confessions que je viens de faire, je puis avouer que pendant une ou deux minutes, et même encore un peu de temps après avoir compris ce que c'était, il me fallut un certain effort de volonté pour tenir ma lampe élevée au niveau de cette laide mascarade, à laquelle l'heure, le lieu et la clarté des torches donnaient une apparence vraiment surnaturelle. C'étaient des gens du village, riches fermiers et petits bourgeois, qui fêtaient le mardi gras et venaient établir leur bal rustique dans la cellule de Maria-Antonia. Le bruit étrange qui accompagnait leur marche était celui des castagnettes, dont plusieurs gamins, couverts de masques sales et hideux, jouaient en même temps, et non sur un rhythme coupé et mesuré, comme en Espagne, mais avec un roulement continu semblable à celui du tambour battant aux champs. Ce bruit, dont ils accompagnent leurs danses, est si sec et si âpre, qu'il faut du courage pour le supporter un quart d'heure. Quand ils sont en marche de fête, ils l'interrompent tout d'un coup, pour chanter à l'unisson une *coplita* sur une phrase musicale qui recommence toujours et semble ne finir jamais; puis les castagnettes reprennent leur roulement qui dure trois ou quatre minutes. Rien de plus sauvage que cette manière de se réjouir en se brisant le tympan avec le claquement du bois. La phrase musicale, qui n'est rien par elle-même, prend un grand caractère jetée ainsi à de longs intervalles, et par ces voix qui ont aussi un caractère très particulier. Elles sont voilées dans leur plus grand éclat et traînantes dans leur plus grande animation. Je m'imagine que les Arabes chantaient ainsi, et M. Tastu, qui a fait des recherches à cet égard, s'est convaincu que les principaux rhythmes majorquins, leurs fioritures favorites, que leur manière en un mot, est de type et de tradition arabe (1).

Quand tous ces diables furent près de nous, ils nous entourèrent avec beaucoup de douceur et de politesse, car les Majorquins n'ont rien de farouche ni d'hostile, en général, dans leurs manières. Le

(1) Lorsque nous allions de Barcelone à Palma, par une nuit tiède et sombre, éclairée seulement par une phosphorescence extraordinaire dans le sillage du navire, tout le monde dormait à bord, excepté le timonier, qui, pour résister au danger d'en faire autant, chanta toute la nuit, mais d'une voix si douce et si ménagée, qu'on eût dit qu'il craignait d'éveiller les hommes de quart, ou qu'il était à demi endormi lui-même. Nous ne nous lassâmes point de l'écouter, car son chant était des plus étranges. Il suivait un rhythme et des modulations en dehors de toutes nos

roi Belzébuth daigna m'adresser la parole en espagnol, et me dit qu'il était avocat. Puis il essaya, pour me donner une plus haute idée encore de sa personne, de me parler en français; et, voulant me demander si je me plaisais à la Chartreuse, il traduisit le mot espagnol *cartuxa* par le mot français *cartouche*, ce qui ne laissait pas de faire un léger contre-sens. Mais le diable majorquin n'est pas forcé de parler toutes les langues.

Leur danse n'est pas plus gaie que leur chant. Nous les suivîmes dans la cellule de Maria-Antonia, qui était décorée de petites lanternes de papier suspendues, en travers de la salle, à des guirlandes de lierre; l'orchestre, composé d'une grande et d'une petite guitare, d'une espèce de violon aigu et de trois ou quatre paires de castagnettes, commença à jouer les jotas et les fandangos indigènes, qui ressemblent à ceux de l'Espagne, mais dont le rhythme est plus original et le tour plus hardi encore. Cette fête était donnée en l'honneur de Rafaël Torres, un riche tenancier du pays, qui s'était marié peu de jours auparavant avec une assez belle fille. Le nouvel époux fut le seul homme condamné à danser presque toute la soirée, face à face avec une des femmes qu'il allait inviter tour à tour. Pendant ce duo, toute l'assemblée, grave et silencieuse, était assise par terre, accroupie à la manière des Orientaux et des Africains, l'alcade lui-même, avec sa cape de moine et son grand bâton noir à tête d'argent. Les boleros majorquins ont la gravité des ancêtres, et point de ces graces profanes qu'on admire en Andalousie. Hommes et femmes se tiennent les bras étendus et immobiles, les doigts roulant avec précipitation et continuité sur les castagnettes. Le beau Rafaël dansait pour l'acquit de sa conscience. Quand il eut fait sa corvée, il alla s'asseoir en chien comme les autres, et les malins de l'endroit vinrent briller à leur tour. Un jeune gars, mince comme une guêpe, fit l'admiration universelle par la raideur de ses mouvemens et des sauts sur place qui ressemblaient à des bonds galvaniques, sans éclairer sa figure du moindre éclair de gaieté. Un gros laboureur, très coquet et très suffisant, voulut passer la jambe et arrondir les bras à la manière espagnole; il fut bafoué, et il le méritait bien, car c'était

habitudes, et semblait laisser aller sa voix au hasard, comme la fumée du bâtiment, emportée et balancée par la brise. C'était une rêverie plutôt qu'un chant, une sorte de divagation nonchalante de la voix, où la pensée avait peu de part, mais qui suivait le balancement du navire, le faible bruit du remou, et ressemblait à une improvisation vague, renfermée pourtant dans des formes douces et monotones. Cette voix de la contemplation avait un grand charme.

la plus risible caricature qu'on pût voir. Ce bal rustique nous eût long-temps captivés, n'était l'odeur d'huile rance et d'ail qu'exhalaient ces messieurs et ces dames, et qui prenait réellement à la gorge. Les déguisemens de carnaval avaient moins d'intérêt pour nous que les costumes indigènes; ceux-là sont très élégans et très gracieux. Les femmes portent une sorte de guimpe blanche en dentelle ou en mousseline, appelée *rebozillo*, composée de deux pièces superposées, une qui est attachée sur la tête un peu en arrière, passant sous le menton comme une guimpe de religieuse, et qui se nomme *rebozillo en amount*, et l'autre qui flotte en pèlerine sur les épaules, et se nomme *rebozillo en volant;* les cheveux sont séparés en bandeaux lissés sur le front, et sont attachés derrière pour retomber en une grosse tresse qui sort du rebozillo, flotte sur le dos et se relève sur le côté, passée dans la ceinture. En négligé de la semaine, la chevelure non tressèe reste flottante sur le dos *en estoffade*. Le corsage en mérinos ou en soie noire, décolleté, à manches courtes, est garni, au-dessus du coude et sur les coutures du dos, de boutons de métal et de chaînes d'argent passées dans les boutons avec beaucoup de goût et de richesse. Elles ont la taille fine et bien prise, le pied très petit et chaussé avec recherche dans les jours de fête. Une simple villageoise a des bas à jour, des souliers de satin, une chaîne d'or au cou et plusieurs brasses de chaînes d'argent autour de la taille et pendantes à la ceinture. J'en ai vu beaucoup de fort bien faites, peu de jolies; leurs traits étaient réguliers comme ceux des Andalouses, mais leur physionomie plus candide et plus douce. Dans le canton de Soller, où je ne suis point allé, elles ont une grande réputation de beauté.

Les hommes que j'ai vus n'étaient pas beaux, mais ils le semblaient tous au premier abord, à cause du costume avantageux qu'ils portent. Il se compose, le dimanche, d'un gilet (*guarde-pits*) d'étoffe de soie bariolée, découpé en cœur et très ouvert sur la poitrine ainsi que la veste noire (*sayo*) courte et collante à la taille, comme un corsage de femme. Une chemise d'un blanc magnifique, attachée au cou et aux manches par un poignet brodé, laisse le cou libre et la poitrine couverte de beau linge, ce qui donne toujours un grand lustre à la toilette. Ils ont la taille serrée dans une ceinture de couleur et de larges caleçons bouffans comme les Turcs, en étoffes rayées, coton et soie, fabriquées dans le pays. Avec cela, ils ont des bas de fil blanc, noir ou fauve, et des souliers de peau de veau sans apprêt et sans teint. Le chapeau à larges bords, en poil de chat sauvage (*moxine*), avec des cordons et des glands noirs en fil de soie et d'or, nuit au

caractère oriental de cet ajustement. Dans les maisons, ils roulent autour de leur tête un foulard ou un mouchoir d'indienne en manière de turban, qui leur sied beaucoup mieux. L'hiver, ils ont souvent une calotte de laine noire qui couvre leur tonsure, car ils se rasent comme des prêtres le sommet de la tête, soit par mesure de propreté, et Dieu sait que cela ne sert pas à grand chose! soit par dévotion. Leur vigoureuse crinière bouffante, rude et crépue, flotte donc (autant que du crin peut flotter) autour de leur cou. Un trait de ciseau sur le front complète cette chevelure, taillée exactement à la mode du moyen-âge, et qui donne de l'énergie à toutes les figures.

Dans les champs, leur costume, plus négligé, est plus pittoresque encore. Ils ont les jambes nues ou couvertes de guêtres de cuir jaune jusqu'aux genoux, suivant la saison. Quand il fait chaud, ils n'ont pour tout vêtement que la chemise et le pantalon bouffant. Dans l'hiver, ils se couvrent ou d'une cape grise qui a l'air d'un froc de moine, ou d'une grande peau de chèvre d'Afrique, avec le poil en dehors. Quand ils marchent par groupes avec ces peaux fauves traversées d'une raie noire sur le dos, et tombant de la tête aux pieds, on les prendrait volontiers pour un troupeau marchant sur les pieds de derrière. Presque toujours, en se rendant aux champs ou en revenant à la maison, l'un d'eux marche en tête jouant de la guitare ou de la flûte, et les autres suivent en silence, emboîtant le pas, et baissant le nez d'un air plein d'innocence et de stupidité. Ils ne manquent pourtant pas de finesse, et bien sot qui se fierait à leur mine. Ils sont généralement grands, et leur costume, en les rendant très minces, les fait paraître plus grands encore. Leur cou, toujours exposé à l'air, est beau et vigoureux; leur poitrine, libre de gilets étroits et de bretelles, est ouverte et bien développée. Mais ils ont presque tous les jambes arquées. Nous avons cru observer que les vieillards et les hommes mûrs étaient, sinon beaux dans leurs traits, du moins graves et d'un type noblement accentué. Ceux-là ressemblent tous à des moines. La jeune génération nous a semblé commune et d'un type grivois, qui rompt tout à coup la filiation. Les moines auraient-ils cessé d'intervenir dans l'intimité domestique, depuis une vingtaine d'années seulement?

J'ai dit plus haut que je cherchais à surprendre le secret de la vie monastique dans ces lieux, où sa trace était encore si récente. Je n'entends point dire par là que je m'attendisse à découvrir des faits mystérieux, relatifs à la Chartreuse en particulier; mais je demandais à ces murs abandonnés de me révéler la pensée intime des reclus

silencieux qu'ils avaient, durant des siècles, séparés de la vie humaine. J'aurais voulu suivre le fil amoindri ou rompu de la foi chrétienne dans ces ames jetées là par chaque génération comme un holocauste à ce Dieu jaloux, auquel il avait fallu des victimes humaines aussi bien qu'aux dieux barbares. Enfin j'aurais voulu ranimer un chartreux du XV[e] siècle et un du XIX[e], pour comparer entre eux ces deux catholiques séparés dans leur foi, sans le savoir, par des abîmes, et demander à chacun ce qu'il pensait de l'autre. Il me semblait que la vie du premier était assez facile à reconstruire avec vraisemblance dans ma pensée. Je voyais ce chrétien du moyen-âge tout d'une pièce, fervent, sincère, brisé au cœur par le spectacle des guerres, des discordes et des souffrances de ses contemporains, fuyant cet abîme de maux et cherchant dans la contemplation ascétique à s'abstraire et à se détacher autant que possible d'une vie où la notion de la perfectibilité des masses n'était point accessible aux individus. Mais le chartreux du XIX[e] siècle, fermant les yeux à la marche devenue sensible et claire de l'humanité, indifférent à la vie des autres hommes, ne comprenant plus ni la religion, ni le pape, ni l'église, ni la société, ni lui-même, et ne voyant plus dans sa Chartreuse qu'une habitation spacieuse, agréable et sûre, dans sa vocation qu'une existence assurée, l'impunité accordée à ses instincts, et un moyen d'obtenir, sans mérite individuel, la déférence et la considération des dévots, des paysans et des femmes, celui-là je ne pouvais me le représenter aussi aisément. Je ne pouvais faire une appréciation exacte de ce qu'il devait avoir eu de remords, d'aveuglement, d'hypocrisie ou de sincérité. Il était impossible qu'il y eût une foi réelle à l'église romaine dans cet homme, à moins qu'il ne fût absolument dépourvu d'intelligence. Il était impossible aussi qu'il y eût un athéisme prononcé, car sa vie entière eût été un odieux mensonge, et je ne saurais croire à un homme complètement stupide ou complètement vil. C'est l'image de ses combats intérieurs, de ses alternatives de révolte et de soumission, de doute philosophique et de terreur superstitieuse, que j'avais devant les yeux comme un enfer; et plus je m'identifiais avec ce dernier chartreux qui avait habité ma cellule avant moi, plus je sentais peser sur mon imagination frappée ces angoisses et ces agitations que je lui attribuais.

Il suffisait de jeter les yeux sur les anciens cloîtres et sur la Chartreuse moderne pour suivre la marche des besoins de bien-être, de salubrité et même d'élégance, qui s'étaient glissés dans la vie de ces anachorètes, mais aussi pour signaler le relâchement des mœurs

cénobitiques, de l'esprit de mortification et de pénitence. Tandis que les anciennes cellules étaient sombres, étroites et mal closes, les nouvelles étaient aérées, claires et bien construites. Je ferai la description de celle que nous habitions pour donner une idée de l'austérité de la règle des chartreux, même éludée et adoucie autant que possible. Les trois pièces qui la composaient étaient spacieuses, voûtées avec élégance et aérées au fond par des rosaces à jour, toutes diverses et d'un très joli dessin. Ces trois pièces étaient séparées du cloître par un retour sombre et fermé d'un fort battant de chêne. Le mur avait trois pieds d'épaisseur. La pièce du milieu était destinée à la lecture, à la prière et à la méditation; elle avait pour tout meuble un large siége à prie-dieu et à dossier, de six ou huit pieds de haut, enfoncé et fixé dans la muraille. La pièce à droite de celle-ci était la chambre à coucher du chartreux; au fond était située l'alcôve, très basse et dallée en dessus comme un sépulcre. La pièce de gauche était l'atelier de travail, le réfectoire, le magasin du solitaire. Une armoire située au fond avait un compartiment de bois qui s'ouvrait en lucarne sur le cloître, et par où on lui faisait passer ses alimens. Sa cuisine consistait en deux petits fourneaux situés en dehors, mais non plus suivant la règle absolue, en plein air. Une voûte ouverte sur le jardin protégeait contre la pluie le travail culinaire du moine, et lui permettait de s'adonner à cette occupation un peu plus que le fondateur ne l'aurait voulu. D'ailleurs, une cheminée introduite dans cette troisième pièce annonçait bien d'autres relâchemens, quoique la science de l'architecte n'eût pas été jusqu'à rendre cette cheminée praticable. Tout l'appartement avait en arrière, à la hauteur des rosaces, un boyau long, étroit et sombre, destiné à l'aération de la cellule, et au-dessus un grenier pour serrer le maïs, les oignons, les fèves et autres frugales provisions d'hiver. Au midi, les trois pièces s'ouvraient sur un parterre dont l'étendue répétait exactement celle de la totalité de la cellule, qui était séparé des jardins voisins par des murailles de dix pieds, et s'appuyait sur une terrasse fortement construite, au-dessus d'un petit bois d'orangers, qui occupait ce gradin de la montagne. Le gradin inférieur était rempli d'un beau berceau de vignes, le troisième d'amandiers et de palmiers, et ainsi de suite jusqu'au fond du vallon, qui, ainsi que je l'ai dit, était un immense jardin. Chaque parterre de cellule avait sur toute sa longueur à droite un réservoir en pierres de taille, de trois à quatre pieds de large sur autant de profondeur, recevant, par des canaux pratiqués dans la balustrade de la terrasse, les eaux de la montagne, et

les déversant dans le parterre par une croix de pierre qui le coupait en quatre carrés égaux. Je n'ai jamais compris une telle provision d'eau pour abreuver la soif d'un seul homme, ni un tel luxe d'irrigation pour arroser un parterre de vingt pieds de diamètre. Si on ne connaissait l'horreur particulière des moines pour le bain et la sobriété des mœurs majorquines à cet égard, on pourrait croire que ces bons chartreux passaient leur vie en ablutions comme des prêtres indiens. Quant à ce parterre planté de grenadiers, de citronniers et d'orangers, entouré d'allées exhaussées en briques et ombragées, ainsi que le réservoir, de berceaux embaumés, c'était comme un beau salon de fleurs et de verdure, où le moine pouvait se promener à pied sec les jours humides, et rafraîchir ses gazons d'une nappe d'eau courante dans les jours brûlans, respirer au bord d'une belle terrasse le parfum des orangers, dont la cime touffue apportait sous ses yeux un dôme éclatant de fleurs et de fruits, et contempler, dans un repos absolu, le paysage à la fois austère et gracieux, mélancolique et grandiose dont j'ai parlé déjà; enfin cultiver pour la volupté de ses regards des fleurs rares et précieuses, cueillir pour étancher sa soif les fruits les plus beaux et les plus savoureux, écouter les bruits sublimes de la mer, contempler la splendeur des nuits d'été sous le plus beau ciel, et adorer l'Éternel dans le plus beau temple que jamais il ait ouvert à l'homme dans le sein de la nature.

Telles me parurent au premier abord les ineffables jouissances du chartreux; telles je me les promis à moi-même, en m'installant dans une de ces cellules qui semblaient avoir été disposées pour satisfaire les magnifiques caprices d'imagination ou de rêverie d'une phalange choisie de poètes et d'artistes. Mais, quand on se représente l'existence d'un homme sans intelligence et par conséquent sans rêverie et sans méditation, sans foi peut-être, c'est-à-dire sans enthousiasme et sans recueillement, enfouie dans cette cellule aux murs massifs, muets et sourds, soumise aux abrutissantes privations de la règle, et forcée d'en observer la lettre sans en comprendre l'esprit, condamnée à l'horreur de la solitude, réduite à n'apercevoir que de loin, du haut des montagnes, l'espèce humaine rampant au fond de la vallée, à rester éternellement étrangère à quelques autres ames captives, vouées au même silence, enfermées dans la même tombe, toujours voisines et toujours séparées, même dans la prière; enfin quand on se sent soi-même, être libre et pensant, conduit par sympathie à de certaines terreurs et à de certaines défaillances, tout cela redevient triste et sombre comme une vie de néant, d'erreur et d'im-

puissance. Alors on comprend l'ennui incommensurable de ce moine pour qui la nature a épuisé ses plus beaux spectacles, et qui n'en jouit pas, parce qu'il n'a point un autre homme à qui faire partager sa jouissance; la tristesse brutale de ce pénitent qui ne souffre plus que du froid et du chaud, comme un animal, comme une plante, et le refroidissement mortel de ce chrétien chez qui rien ne ranime et ne vivifie l'esprit d'ascétisme. Condamné à manger seul, à travailler seul, à souffrir et à prier seul, il ne doit plus avoir qu'un besoin, celui d'échapper à cette épouvantable claustration, et l'on m'a dit que les derniers chartreux s'en faisaient si peu faute, que certains d'entre eux s'absentaient des semaines et des mois entiers sans qu'il fût possible au prieur de les faire rentrer dans l'ordre.

Je crains bien d'avoir fait une longue et minutieuse description de notre Chartreuse, sans avoir donné la moindre idée de ce qu'elle eut pour nous d'enchanteur au premier abord, et de ce qu'elle perdit de poésie à nos yeux quand nous l'eûmes bien interrogée. J'ai cédé, comme je fais toujours, à l'ascendant de mes souvenirs, et, maintenant que j'ai tâché de communiquer mes impressions, je me demande pourquoi je n'ai pas pu dire en vingt lignes ce que j'ai dit en vingt pages, à savoir que le repos insouciant de l'esprit, et tout ce qui le provoque, paraissent délicieux à une ame fatiguée, mais qu'avec la réflexion ce charme s'évanouit. C'est qu'il n'appartient qu'au génie de tracer une vive et complète peinture en un seul trait de pinceau. Lorsque M. Lamennais visita les camaldules de Tivoli, il fut saisi du même sentiment, et il l'exprima en maître : « Nous arrivâmes chez eux, dit-il, à l'heure de la prière commune. Ils nous parurent tous d'un âge assez avancé, et d'une stature au-dessus de la moyenne. Rangés des deux côtés de la nef, ils demeurèrent après l'office à genoux, immobiles, dans une méditation profonde. On eût dit que déjà ils n'étaient plus de la terre; leur tête chauve ployait sous d'autres pensées et d'autres soucis; nul mouvement d'ailleurs, nul signe extérieur de vie; enveloppés de leur long manteau blanc, ils ressemblaient à ces statues qui prient sur les vieux tombeaux. Nous concevons très bien le genre d'attrait qu'a, pour certaines ames fatiguées du monde et désabusées de ses illusions, cette existence solitaire. Qui n'a point aspiré à quelque chose de pareil? Qui n'a pas plus d'une fois tourné ses regards vers le désert et rêvé le repos en un coin de la forêt, ou dans la grotte de la montagne, près de la source ignorée où se désaltèrent les oiseaux du ciel? Cependant telle n'est pas la vraie destinée de l'homme : il est né pour l'ac-

tion; il a sa tâche qu'il doit accomplir. Qu'importe qu'elle soit rude? n'est-ce point à l'amour qu'elle est proposée (1)? »

Cette courte page, si pleine d'images, d'aspirations, d'idées et de réflexions profondes, jetée comme par hasard au milieu du récit des explications de M. Lamennais avec le saint-siége, m'a toujours frappé, et je suis certain qu'un jour elle fournira à quelque grand peintre le sujet d'un tableau. D'un côté, les camaldules en prières, moines obscurs, paisibles, à jamais inutiles, à jamais impuissans, spectres affaissés, dernières manifestations d'un culte près de rentrer dans la nuit du passé, agenouillés sur la pierre du tombeau, froids et mornes comme elle; de l'autre, l'homme de l'avenir, le dernier prêtre, animé de la dernière étincelle du génie de l'église, méditant sur le sort de ces moines, les regardant en artiste, les jugeant en philosophe. Ici, les lévites de la mort immobiles sous leurs suaires; là, l'apôtre de la vie, voyageur infatigable dans les champs infinis de la pensée, donnant déjà un dernier adieu sympathique à la poésie du cloître, et secouant de ses pieds la poussière de la ville des papes, pour s'élancer dans la voie sainte de la liberté morale.

Je n'ai point recueilli d'autres faits historiques sur ma Chartreuse que celui de la prédication de saint Vincent Ferrier à Valldemosa, et c'est encore à M. Tastu que j'en dois la relation exacte. Cette prédication fut l'évènement important de Majorque en 1413, et il n'est pas sans intérêt d'apprendre avec quelle ardeur on désirait un missionnaire dans ce temps-là, et avec quelle solennité on le recevait.

« Dès l'année 1409, les Mallorquins, réunis en une grande assemblée, décidèrent qu'on écrirait à maître Vincent Ferrer, ou Ferrier, pour l'engager à venir prêcher à Mallorca. Ce fut don Louis de Prades, évêque de Mallorca, camerlingue du pape Benoît XIII (l'anti-pape Pierre de Luna), qui écrivit, en 1412, aux jurats de Valence une lettre pour implorer l'assistance apostolique de maître Vincent, et qui, l'année suivante, l'attendit à Barcelone et s'embarqua avec lui pour Palma. Dès le lendemain de son arrivée, le saint missionnaire commença ses prédications, et ordonna des processions de nuit. La plus grande sécheresse régnait dans l'île; mais, au troisième sermon de maître Vincent, la pluie tomba. Ces détails furent ainsi mandés au roi Ferdinand par son procureur-royal don Pedro de Casaldaguila :

« Très haut, très excellent prince et victorieux seigneur, j'ai l'honneur de vous annoncer que maître Vincent est arrivé dans cette cité

(1) *Affaires de Rome.*

le premier jour de septembre, et qu'il y a été solennellement reçu. Le samedi au matin, il a commencé à prêcher devant une foule immense, qui l'écoute avec tant de dévotion, que toutes les nuits on fait des processions dans lesquelles on voit des hommes, des femmes et des enfans se flageller. Et, comme depuis long-temps il n'était tombé de l'eau, le Seigneur Dieu, touché des prières des enfans et du peuple, a voulu que ce royaume, qui périssait par la sécheresse, vît tomber, dès le troisième sermon, une pluie abondante sur toute l'île, ce qui a beaucoup réjoui les habitans. — Que Notre-Seigneur Dieu vous aide longues années, très victorieux seigneur, et exhausse votre royale couronne. — Mallorca, 11 septembre 1413. »

« La foule, qui voulait entendre le saint missionnaire, croissait de telle façon que, ne pouvant l'admettre dans la vaste église du couvent de Saint-Dominique, on fut obligé de lui livrer l'immense jardin du couvent, en dressant des échafauds et abattant des murailles.

« Jusqu'au 3 octobre, Vincent Ferrier prêcha à Palma, d'où il partit pour visiter l'île. Sa première station fut à Valldemosa, dans le monastère qui devait le recevoir et le loger, et qu'il avait choisi sans doute en considération de son frère Boniface, général de l'ordre des chartreux. Le prieur de Valldemosa était venu le prendre à Palma, et voyageait avec lui.

« A Valldemosa plus encore qu'à Palma, l'église se trouva trop petite pour contenir la foule avide. Voici ce que rapportent les chroniqueurs :

« La ville de Valldemosa garde la mémoire du temps où saint Vincent Ferrier y sema la divine parole. Sur le territoire de ladite ville, se trouve une propriété qu'on appelle *Son Guál* (1); là se rendit le missionnaire, suivi d'une multitude infinie. Le terrain était vaste et uni; le tronc creusé d'un antique et immense olivier lui servit de chaire.

« Tandis que le saint prêchait du haut de l'olivier, la pluie vint à tomber en abondance. Le démon, promoteur des vents, des éclairs et du tonnerre, semblait vouloir forcer les auditeurs à quitter la place pour se mettre à l'abri, ce que faisaient déjà quelques-uns d'entre eux, lorsque Vincent leur commanda de ne pas bouger, se mit en prière, et à l'instant un nuage s'étendit comme un dais sur lui et sur ceux qui l'écoutaient, tandis que ceux qui étaient restés travaillant dans le champ voisin, furent obligés de quitter leur ouvrage.

« Le vieux tronc existait encore il n'y a pas un siècle, car nos ancêtres l'avaient religieusement conservé. Depuis, les héritiers de la

(1) *Son* signifie maison, propriété rurale, *villa*, en majorquin.

propriété de *Son Gual* ayant négligé de s'occuper de cet objet sacré, le souvenir s'en effaça. Mais Dieu ne voulut pas que la chaire rustique de saint Vincent fût à jamais perdue. Des domestiques de la propriété, ayant voulu faire du bois, jetèrent leur vue sur l'olivier et se mirent en devoir de le dépecer; mais les outils se brisaient à l'instant, et, comme la nouvelle en vint aux oreilles des anciens, on cria au miracle, et l'olivier sacré resta intact.

« Il arriva plus tard que cet arbre se fendit en trente-quatre morceaux; et, quoique à portée de la ville, personne n'osa y toucher, le respectant comme une relique.

« Cependant le saint prédicateur allait prêchant dans les moindres hameaux, guérissant et le corps et l'ame des malheureux. L'eau d'une fontaine qui coule dans les environs de Valldemosa était le seul remède ordonné par le saint. Cette fontaine ou source est connue encore sous le nom de *Sa bassa Ferrera*.

« Saint Vincent passa six mois dans l'île, d'où il fut rappelé par Ferdinand, roi d'Aragon, pour l'aider à éteindre le schisme qui désolait l'Occident. Le saint missionnaire prit congé des Mallorquins dans un sermon qu'il prêcha le 22 février 1414 à la cathédrale de Palma, et, après avoir béni son auditoire, il partit pour s'embarquer, accompagné des jurés, de la noblesse, et de la multitude du peuple, opérant bien des miracles, comme le racontent les chroniques, et comme la tradition s'en est perpétuée jusqu'à ce jour aux îles Baléares. »

Cette relation, qui ferait sourire M[lle] Fanny Elssler, donne lieu à une remarque de M. Tastu, curieuse sous deux rapports : le premier, en ce qu'elle explique fort naturellement un des miracles de saint Vincent Ferrier; le second, en ce qu'elle confirme un fait important dans l'histoire des langues. Voici cette note :

« Vincent Ferrier écrivait ses sermons en latin, et les prononçait en langue limosine. On a regardé comme un miracle cette puissance du saint prédicateur qui faisait qu'il était compris de ses auditeurs, quoique leur parlant un idiome étranger. Rien n'est pourtant plus naturel, si on se reporte au temps où florissait maître Vincent. A cette époque, la langue romane des trois grandes contrées du nord, du centre et du midi était à peu de chose près la même; les peuples et les lettrés surtout s'entendaient très bien. Maître Vincent eut des succès en Angleterre, en Écosse, en Irlande, à Paris, en Bretagne, en Italie, en Espagne, aux îles Baléares; c'est que dans toutes ces con-

trées on comprenait, si on ne la parlait, une langue romane, sœur, parente ou alliée de la langue valencienne, la langue maternelle de Vincent Ferrier. D'ailleurs, le célèbre missionnaire n'était-il pas le contemporain du poète Chaucer, de Jean Froissart, de Christine de Pisan, de Boccace, d'Ausias-March et de tant d'autres célébrités européennes (1)? »

(1) Les peuples baléares parlent l'ancienne langue romane-limosine, cette langue que M. Raynouard, sans examen, sans distinction, a comprise dans la langue provençale.

De toutes les langues romanes, la mallorquine est celle qui a subi le moins de variations, concentrée qu'elle est dans ses îles, où elle est préservée de tout contact étranger.

Le languedocien, aujourd'hui même dans son état de décadence, le gracieux patois languedocien de Montpellier et de ses environs, est celui qui offre le plus d'analogie avec le mallorquin ancien et moderne. Cela s'explique par les fréquens séjours que les rois d'Aragon faisaient avec leur cour dans la ville de Montpellier. Pierre II, tué à Muret (1213) en combattant Simon de Montfort, avait épousé Marie, fille d'un comte de Montpellier, et eut de ce mariage Jacme I[er], dit *lo Conquistador*, qui naquit dans cette ville et y passa les premières années de son enfance.

Un des caractères qui distinguent l'idiome mallorquin des autres dialectes romans de la langue d'hoc, ce sont les articles de sa grammaire populaire, et, chose à remarquer, ces articles se trouvent pour la plupart dans la langue vulgaire de quelques localités de l'île de Sardaigne.

Indépendamment de l'article *lo* masculin, le, et *la* féminin, la, le mallorquin a les articles suivans :

Masculin. — Singulier : *So*, le; *sos*, les, au pluriel.
Féminin. — Singulier : *Sa*, la; *sas*, les, au pluriel.
Masculin et féminin. — Singulier : *Es*, le; *ets*, les, au pluriel.
Masculin. — Singulier : *En*, le; *na*, la, au fém. sing.; *nas*, les, au fém. plur.

Nous devons déclarer en passant que ces articles, quoique d'un usage antique, n'ont jamais été employés dans les instrumens qui datent de la conquête des Baléares par les Aragonais, c'est-à-dire que, dans ces îles comme dans les contrées italiques, deux langues régnaient simultanément, la rustique, *plebea*, à l'usage des peuples (celle-là change peu), et la langue académique littéraire, *aulica illustra*, que le temps, la civilisation ou le génie épurent ou perfectionnent.

Ainsi, aujourd'hui, le castillan est la langue littéraire des Espagnes; cependant chaque province a conservé pour l'usage journalier son dialecte spécial. A Mallorca, le castillan n'est guère employé que dans les circonstances officielles; mais dans la vie habituelle, chez le peuple comme chez les grands seigneurs, vous n'entendrez parler que le mallorquin. Si vous passez devant le balcon où une jeune fille, une Atlote (du mauresque *aila*, *lella*) arrose ses fleurs, c'est dans son doux idiome national que vous l'entendrez chanter :

Sas atlotes, tots *es* diumenges,
Quan no tenen res mes que fer,

Je ne puis continuer mon récit sans achever de compulser les annales dévotes de Valldemosa; car, ayant à parler de la piété fanatique des villageois avec lesquels nous fûmes en rapport, je dois mentionner la sainte dont ils s'enorgueillirent et dont ils nous ont montré la maison rustique.

« Valldemosa est aussi la patrie de Catalina Tomas, béatifiée en 1792

Van à regar *es* claveller,
Dihent-li : Veu ! jà que no menjes !

« Les jeunes filles, tous les dimanches,
« Lorsqu'elles n'ont rien de mieux à faire,
« Vont arroser le pot d'œillets,
« Et lui disent : Bois, puisque tu ne manges pas ! »

La musique qui accompagne les paroles de la jeune fille est rhythmée à la mauresque, dans un ton tristement cadencé qui vous pénètre et vous fait rêver.

Cependant la mère prévoyante qui a entendu la jeune fille ne manque pas de lui répondre :

Atlotes, filau ! filau !
Que *sa* camya se riu ;
Y sino l'apadassau,
No v's arribar 'à *s*'estiu !

« Fillettes, filez ! filez !
« Car la chemise va s'usant ; (Littéralement, la chemise rit.)
« Et, si vous n'y mettez une pièce,
« Elle ne pourra vous durer jusqu'à l'été. »

Le mallorquin, surtout dans la bouche des femmes, a pour l'oreille des étrangers un charme particulier de suavité et de grace. Lorsqu'une Mallorquine vous dit ces paroles d'adieu, si doucement mélodieuses :

« Bona nit tengua ! *es* meu cô no basta per dî li : Adios ! »

« Bonne nuit ! mon cœur ne suffit pas à vous dire : Adieu ! »

il semble qu'on pourrait noter la molle cantilène comme une phrase musicale.

Après ces échantillons de la langue vulgaire mallorquine, je me permettrai de citer un exemple de l'ancienne langue académique. C'est le *Mercader mallorqui* (le marchand mallorquin), troubadour du XIVe siècle, qui chante les rigueurs de sa dame et prend ainsi congé d'elle :

Cercats d'uy may, jà siats bella e pros,
'quels vostres pres, e laus, e ris plesents ;
Car vengut es *lo* temps que m'aurets mens.
No m' aucirà vostre 'sguard amoros,
    Ne la semblança gaya ;
    Car trobat n'ay
    Altra qui m'play,
    Sol que lui playa !

par le pape Pie VI. La vie de cette sainte fille a été écrite plusieurs fois, et, en dernier lieu, par le cardinal Antonio Despuig. Elle offre plusieurs traits d'une gracieuse naïveté. Dieu, dit la légende, ayant favorisé sa servante d'une raison précoce, on la vit observer rigoureusement les jours de jeûne, bien avant l'âge où l'église les prescrit. Dès ses premiers ans elle s'abstint de faire plus d'un repas par jour. Sa dévotion à la passion du Rédempteur et aux douleurs de sa sainte mère était si fervente, que dans ses promenades elle récitait continuellement le rosaire, se servant, pour compter les *dizaines*, des feuilles des oliviers ou des lentisques. Son goût pour la retraite et les exercices religieux, son éloignement pour les bals et les divertissemens profanes, l'avaient fait surnommer la *viejecita*, la petite vieille. Mais sa solitude et son abstinence étaient récompensées par les visites des anges et de toute la cour céleste : Jésus-Christ, sa mère et les saints se faisaient ses domestiques; Marie la soignait dans ses maladies; saint Bruno la relevait dans ses chutes; saint Antoine l'accompagnait dans l'obscurité de la nuit, portant et remplissant sa cruche à la fontaine; sainte Catherine sa patrone accommodait ses

Altra, sens vos, per que l'in volray be,
E tindr' eu car s'amor, que 'xi s'conve.

« Cherchez désormais, quoique vous soyez belle et noble,
« Ces mérites, ces louanges, ces sourires charmans qui n'étaient que pour vous;
« Or, le temps est venu où vous m'aurez moins près de vous.
« Votre regard d'amour ne pourra plus me tuer,
« Ni votre feinte gaieté;
« Car j'en ai trouvé
« Une autre qui me plaît,
« Si je pouvais seulement lui plaire!
« Une autre, non plus vous, ce dont je lui saurai gré,
« De qui l'amour me sera cher : ainsi dois-je faire.

Les Mallorquins, comme tous les peuples méridionaux, sont naturellement musiciens et poètes, ou, comme disaient leurs ancêtres, troubadours, *trobadors,* ce que nous pourrions traduire par improvisateurs. L'île de Mallorca en compte encore plusieurs qui ont une réputation méritée, entre autres les deux qui habitent Soller.

C'est à ces *trobadors* que s'adressent ordinairement les amans heureux ou malheureux. Moyennant finance, et d'après les renseignemens qu'on leur a donnés, les troubadours vont sous les balcons des jeunes filles, à une heure avancée de la nuit, chantant les *coblas* improvisées sur le ton de l'éloge ou de la plainte, quelquefois même de l'injure, que leur font adresser ceux qui paient le poète-musicien. Les étrangers peuvent se donner ce plaisir, qui ne tire pas à conséquence dans l'île de Mallorca. (*Notes de M. Tastu.*)

cheveux et la soignait en tout comme eût fait une mère attentive et vigilante; saint Côme et saint Damien guérissaient les blessures qu'elle avait reçues dans ses luttes avec le démon, car sa victoire n'était pas sans combat; enfin, saint Pierre et saint Paul se tenaient à ses côtés pour l'assister et la défendre dans les tentations.

« Elle embrassa la règle de saint Augustin dans le monastère de Sainte-Madeleine de Palma, et fut l'exemple des pénitentes, et, comme le chante l'église en ses prières, obéissante, pauvre, chaste et humble.

« Ses historiens lui attribuent l'esprit de prophétie et le don des miracles. Ils rapportent que, pendant qu'on faisait à Mallorca des prières publiques pour la santé du pape Pie V, un jour Catalina les interrompit tout à coup en disant qu'elles n'étaient plus nécessaires, puisqu'à cette même heure le pontife venait de quitter ce monde, ce qui se trouva vrai.

« Elle mourut le 5 avril 1574, en prononçant ces paroles du Psalmiste : Seigneur, je remets mon esprit entre vos mains. Sa mort fut regardée comme une calamité publique; on lui rendit les plus grands honneurs. Une pieuse dame de Mallorca, doña Juana de Pochs, remplaça le sépulcre en bois dans lequel on avait déposé d'abord la sainte fille par un autre en albâtre magnifique qu'elle commanda à Gènes; elle institua en outre, par son testament, une messe pour le jour de la translation de la bienheureuse, et une autre pour le jour de sainte Catherine sa patrone; elle voulut qu'une lampe brûlât perpétuellement sur son tombeau.

« Le corps de cette sainte fille est conservé aujourd'hui dans le couvent des religieuses de la paroisse de Sainte-Eulalie, où le cardinal Despuig lui a consacré un autel et un service religieux (1). »

J'ai rapporté complaisamment toute cette petite légende, parce qu'il n'entre pas du tout dans mes idées de nier la sainteté, et je dis la sainteté véritable et de bon aloi, des ames ferventes. Quoique l'enthousiasme et les visions de la petite montagnarde de Valldemosa n'aient plus le même sens religieux et la même valeur philosophique que les inspirations et les extases des saintes du beau temps chrétien, la *viejecita Tomasa* n'en est pas moins une cousine germaine de la poétique bergère sainte Geneviève et de la bergère sublime Jeanne d'Arc. En aucun temps l'église romaine n'a refusé de marquer des places d'honneur dans le royaume des cieux aux plus hum-

(1) Notes de M. Tastu.

bles enfans du peuple; mais les temps sont venus où elle condamne et rejette ceux de ses apôtres qui veulent agrandir la place du peuple dans le royaume de la terre. La *pagésa* (1) Catalina était *obéissante, pauvre, chaste et humble :* les pagès valldemosans ont si peu profité de ses exemples et si peu compris sa vie, qu'ils voulurent un jour lapider mes enfans parce que mon fils dessinait les ruines du couvent, ce qui leur parut une profanation. Ils faisaient comme l'église, qui d'une main allumait les bûchers de l'auto-da-fé et de l'autre encensait l'effigie de ses saints et de ses bienheureux.

Ce village de Valldemosa, qui se targue du droit de s'appeler ville dès le temps des Arabes (2), est situé dans le giron de la montagne, de plain-pied avec la Chartreuse, dont il semble être une annexe. C'est un amas de nids d'hirondelles de mer; il est dans un site presque inaccessible, et ses habitans sont pour la plupart des pêcheurs qui partent le matin pour ne rentrer qu'à la nuit. Pendant tout le jour, le village est rempli de femmes, les plus babillardes du monde, que l'on voit sur le pas des portes, occupées à rapetasser les filets ou les chausses de leurs maris, en chantant à tue-tête. Elles sont aussi dévotes que les hommes; mais leur dévotion est moins intolérante, parce qu'elle est plus sincère. C'est une supériorité que, là comme partout, elles ont sur l'autre sexe. En général, l'attachement des femmes aux pratiques du culte est une affaire d'enthousiasme, d'habitude ou de conviction, tandis que chez les hommes c'est le plus souvent une affaire d'ambition ou d'intérêt. La France en a offert une assez forte preuve sous les règnes de Louis XVIII et de Charles X, alors que l'on achetait les grands et les petits emplois de l'administration et de l'armée avec un billet de confession ou une messe. L'attachement des Majorquins pour les moines est fondé sur des motifs de cupidité, et je ne saurais mieux le faire comprendre qu'en citant l'opinion de M. Marliani, opinion d'autant plus digne de confiance qu'en général l'historien de l'Espagne moderne se montre opposé à la mesure de 1836 relative à l'expulsion subite des moines. « Propriétaires bienveillans, dit-il, et peu soucieux de leur fortune, ils avaient créé des intérêts réels entre eux et les paysans;

(1) ***Pagés, pagésa,*** nom que portent les hommes et les femmes de la troisième caste à Majorque; la première, ***ès cavallers,*** est celle des chevaliers ou nobles; la deuxième, ***ès pagésos,*** les cultivateurs; la troisième, ***ès manastrals,*** les artisans. ***Pagés*** se dit de tout habitant de la campagne cultivant les terres.

(2) Les Arabes l'appelaient Villa-Avente, nom roman qu'elle avait reçu, je pense, des Pisans ou des Génois.

les colons qui travaillaient les biens des couvens n'éprouvaient pas de grandes rigueurs, quant à la quotité comme à la régularité des fermages. Les moines, sans avenir, ne thésaurisaient pas, et, du moment où les biens qu'ils possédaient suffisaient aux exigences de l'existence matérielle de chacun d'eux, ils se montraient fort accommodans pour tout le reste. La brusque spoliation des moines blessait donc les calculs de fainéantise et d'égoïsme des paysans : ils comprirent fort bien que le gouvernement et le nouveau propriétaire seraient plus exigeans qu'une corporation de parasites sans intérêts de famille ni de société. Les mendians qui pullulaient aux portes du réfectoire ne reçurent plus les restes d'oisifs repus. »

Le carlisme des paysans majorquins ne peut s'expliquer que par des raisons matérielles, car il est impossible, d'ailleurs, de voir une province moins liée à l'Espagne par un sentiment patriotique, ni une population moins portée à l'exaltation politique. Au milieu des vœux secrets qu'ils formaient pour la restauration des vieilles coutumes, ils étaient cependant effrayés de tout nouveau bouleversement, quel qu'il pût être, et l'alerte qui avait fait mettre l'île en état de siége, à l'époque de notre séjour, n'avait guère moins effrayé les partisans de don Carlos à Majorque que les défenseurs de la reine Isabelle. Cette alerte est un fait qui peint assez bien, je ne dirai pas la poltronnerie des Majorquins (je les crois très capables de faire de bons soldats), mais les anxiétés produites par le souci de la propriété et l'égoïsme du repos. Un vieux prêtre rêva une nuit que sa maison était envahie par des brigands; il se lève tout effaré, sous l'impression de ce cauchemar, et réveille sa servante; celle-ci partage sa terreur, et, sans savoir de quoi il s'agit, réveille tout le voisinage par ses cris. L'épouvante se répand dans tout le hameau, et de là dans toute l'île. La nouvelle du débarquement de l'armée carliste s'empare de toutes les cervelles, et le capitaine-général reçoit la déposition du prêtre, qui, soit la honte de se dédire, soit le délire d'un esprit frappé, affirme qu'il a vu les carlistes. Sur-le-champ toutes les mesures furent prises pour faire face au danger : Palma fut déclaré en état de siége, et toutes les forces militaires de l'île furent mises sur pied. Cependant rien ne parut, aucun buisson ne bougea, aucune trace d'un pied étranger ne s'imprima, comme dans l'île de Robinson, sur le sable du rivage. L'autorité punit le pauvre prêtre de l'avoir rendue ridicule, et, au lieu de l'envoyer promener comme un visionnaire, l'envoya en prison comme un séditieux. Mais les mesures de précaution ne furent pas révoquées, et, lorsque nous quittâmes Major-

que, à l'époque des exécutions de Maroto, l'état de siége durait encore.

Rien de plus étrange que l'espèce de mystère que les Majorquins semblaient vouloir se faire les uns aux autres des évènemens qui bouleversaient alors la face de l'Espagne. Personne n'en parlait, si ce n'est en famille et à voix basse. Dans un pays où il n'y a vraiment ni méchanceté, ni tyrannie, il est inconcevable de voir régner une méfiance aussi ombrageuse. Je n'ai rien vu de si plaisant que les articles du journal de Palma, et j'ai toujours regretté de n'en avoir pas emporté quelques numéros pour échantillons de la polémique majorquine. Mais voici, sans exagération, la forme dans laquelle, après avoir rendu compte des faits, on en commentait le sens et l'authenticité : « Quelque prouvés que puissent paraître ces évènemens aux yeux des personnes disposées à les accueillir, nous ne saurions trop recommander à nos lecteurs d'en attendre la suite avant de les juger. Les réflexions qui se présentent à l'esprit en présence de pareils faits demandent à être mûries, dans l'attente d'une certitude que nous ne voulons pas révoquer en doute, mais que nous ne prendrons pas sur nous de hâter par d'imprudentes assertions. Les destinées de l'Espagne sont enveloppées d'un voile qui ne tardera pas à être soulevé, mais auquel nul ne doit porter avant le temps une main imprudente. Nous nous abstiendrons jusque-là d'émettre notre opinion, et nous conseillerons à tous les esprits sages de ne point se prononcer sur les actes des divers partis, avant d'avoir vu la situation se dessiner plus nettement, etc. »

La prudence et la réserve sont, de l'aveu même des Majorquins, la tendance dominante de leur caractère. Les paysans ne vous rencontrent jamais dans la campagne sans échanger avec vous un salut; mais, si vous leur adressez une parole de plus sans être connu d'eux, ils se gardent bien de vous répondre, quand même vous parleriez leur patois. Il suffit que vous ayez un air étranger pour qu'ils vous craignent et se détournent du chemin pour vous éviter.

Nous eussions pu vivre cependant en bonne intelligence avec ces braves gens, si nous eussions fait acte de présence à leur église. Ils ne nous eussent pas moins rançonnés en toute occasion; mais nous eussions pu nous promener au milieu de leurs champs sans risquer d'être atteints de quelque pierre à la tête, au détour d'un buisson. Malheureusement cet acte de prudence ne nous vint pas à l'esprit dans les commencemens, et nous restâmes presque jusqu'à la fin sans savoir combien notre manière d'être les scandalisait. Ils

nous appelaient païens, mahométans et juifs, ce qui est pis que tout, selon eux. L'alcade nous signalait à la désapprobation de ses administrés; je ne sais pas si le curé ne nous prenait point pour texte de ses sermons (1). Le dimanche, le cornet à bouquin qui retentissait dans le village et sur les chemins pour avertir les retardataires de se rendre aux offices, nous poursuivait en vain dans la Chartreuse. Nous étions sourds, parce que nous ne comprenions pas, et, quand nous eûmes compris, nous le fûmes encore davantage. Ils eurent alors un moyen de venger la gloire de Dieu, qui n'était pas chrétien du tout. Ils se liguèrent entre eux pour ne nous vendre leur poisson, leurs œufs et leurs légumes qu'à des prix exorbitans. Il ne nous fut permis d'invoquer aucun tarif, aucun usage. A la moindre observation : *Vous n'en voulez pas?* disait le pagès d'un air de grand d'Espagne, en remettant ses oignons ou ses pommes de terre dans sa besace, *vous n'en aurez pas;* et il se retirait majestueusement, sans qu'il fût possible de le faire revenir pour entrer en composition. Il nous faisait jeûner pour nous punir d'avoir marchandé. Il fallait jeûner en effet. Point de concurrence ni de rabais entre les vendeurs. Celui qui venait le second demandait le double, et le troisième demandait le triple, si bien qu'il fallait être à leur merci et mener une vie d'anachorètes, plus dispendieuse que n'eût été à Paris une vie de prince. Nous avions la ressource de nous approvisionner à Palma par l'intermédiaire du cuisinier du consul, qui fut notre providence, et dont, si j'étais empereur romain, je voudrais mettre le bonnet de coton au rang des constellations. Mais, les jours de pluie, aucun messager ne voulait se risquer sur les chemins, à quelque prix que ce fût; et, comme il plut pendant deux mois, nous eûmes souvent du pain comme du biscuit de mer et de véritables dîners de chartreux.

C'eût été une contrariété fort mince si nous eussions tous été bien portans. Je suis fort sobre et même stoïque par nature à l'endroit du repas. Le splendide appétit de mes enfans faisait flèche de tout bois et régal de tout citron vert. Mon fils, que j'avais emmené frêle et malade, reprenait à la vie comme par miracle, et guérissait une affection rhumatismale des plus graves, en courant dès le matin, comme un lièvre échappé, dans les grandes plantes de la montagne, mouillé jusqu'à la ceinture. La Providence permettait à la bonne

(1) La blouse et le pantalon de ma fille les scandalisaient beaucoup aussi. Ils trouvaient fort mauvais qu'une *jeune personne* de neuf ans courût les montagnes *déguisée en homme*. Ce n'étaient pas seulement les paysans qui affectaient cette pruderie.

nature de faire pour lui ces prodiges ; c'était bien assez d'un malade. Mais l'autre, loin de prospérer avec l'air humide et les privations, dépérissait d'une manière effrayante. Quoiqu'il fût condamné par toute la faculté de Palma, il n'avait aucune affection chronique; mais l'absence de régime fortifiant l'avait jeté, à la suite d'un catarrhe, dans un état de langueur dont il ne pouvait se relever. Il se résignait, comme on sait se résigner pour soi-même; nous, nous ne pouvions pas nous résigner pour lui, et je connus pour la première fois de grands chagrins pour de petites contrariétés, la colère pour un bouillon manqué ou *chipé* par les servantes, l'anxiété pour un pain frais qui n'arrivait pas, ou qui s'était changé en éponge en traversant le torrent sur les flancs d'un mulet. Je ne me souviens certainement pas de ce que j'ai mangé à Pise ou à Trieste; mais je vivrais cent ans, que je n'oublierais pas l'arrivée du panier aux provisions à la Chartreuse. Que n'eussé-je pas donné pour avoir un consommé et un verre de Bordeaux à offrir tous les jours à notre malade ! Les alimens majorquins et surtout la manière dont ils étaient apprêtés, quand nous n'y avions pas l'œil et la main, lui causaient un invincible dégoût. Dirai-je jusqu'à quel point ce dégoût était fondé? Un jour qu'on nous servait un maigre poulet, nous vîmes sautiller sur son dos fumant d'énormes *maîtres Floh*, dont Hoffmann eût fait autant de malins esprits, mais que certainement il n'eût pas mangés en sauce. Mes enfans furent pris d'un si bon rire d'enfans, qu'ils faillirent tomber sous la table.

Le fond de la cuisine majorquine est invariablement le cochon sous toutes les formes et sous tous les aspects. C'est là qu'eût été de saison le dicton du petit Savoyard faisant l'éloge de son cabaret, et disant avec admiration qu'on y mange cinq sortes de viandes, à savoir : du cochon, du porc, du lard, du jambon et du salé. A Majorque, on fabrique, j'en suis sûr, plus de deux mille sortes de mets avec le porc, et au moins deux cents espèces de boudin, assaisonnées d'une telle profusion d'ail, de poivre, de piment et d'épices corrosives de tout genre, qu'on y risque la vie à chaque morceau. Vous voyez paraître sur la table vingt plats qui ressemblent à toutes sortes de mets chrétiens : ne vous y fiez pas cependant; ce sont des drogues infernales cuites par le diable en personne. Enfin vient au dessert une tarte en pâtisserie de fort bonne mine, avec des tranches de fruit qui ressemblent à des oranges sucrées; c'est une tourte de cochon à l'ail, avec des tranches de *tomatigas,* de pommes d'amour et de piment, le tout saupoudré de sel blanc, que vous prendriez pour du sucre à son air d'innocence.

Il y a bien des poulets, mais ils n'ont que la peau et les os. A

Valldemosa, chaque graine qu'on nous eût vendue pour les engraisser eût été taxée sans doute un réal. Le poisson qu'on nous apportait de la mer était aussi plat et aussi sec que les poulets. Un jour nous achetâmes un calmar de la grande espèce, pour avoir le plaisir de l'examiner. Je n'ai jamais vu d'animal plus horrible. Son corps était gros comme celui d'un dindon, ses yeux larges comme des oranges, et ses bras flasques et hideux, déroulés, avaient quatre à cinq pieds de long. Les pêcheurs nous assuraient que c'était un friand morceau. Nous ne fûmes point alléchés par sa mine, et nous en fîmes hommage à la Maria-Antonia, qui l'apprêta et le dégusta avec délices. Si notre admiration pour le calmar fit sourire ces bonnes gens, nous eûmes bien notre tour quelques jours après. En descendant la montagne, nous vîmes les pagès quitter leurs travaux et se précipiter vers des gens arrêtés sur le chemin, qui portaient dans un panier une paire d'oiseaux admirables, extraordinaires, merveilleux, incompréhensibles. Toute la population de la montagne fut mise en émoi par l'apparition de ces volatiles inconnus. — Qu'est-ce que cela mange? se disait-on en les regardant. Et quelques-uns répondaient : — Peut-être que cela ne mange pas! — Cela vit-il sur terre ou sur mer? — Probablement cela vit toujours dans l'air. — Enfin les deux oiseaux avaient failli être étouffés par l'admiration publique, lorsque nous vérifiâmes que ce n'étaient ni des condors, ni des phénix, ni des hippogriffes, mais bien deux belles oies de basse-cour qu'un riche seigneur envoyait en présent à un de ses amis.

A Majorque comme à Venise, les vins liquoreux sont abondans et exquis. Nous avions pour ordinaire du moscatel aussi bon et aussi peu cher que le chypre qu'on boit sur le littoral de l'Adriatique. Mais les vins rouges, dont la préparation est un art véritable, inconnu aux Majorquins, sont durs, noirs, brûlans, chargés d'alcool, et d'un prix plus élevé que notre plus simple ordinaire de France. Tous ces vins chauds et capiteux étaient fort contraires à notre malade, et même à nous, à telles enseignes que nous bûmes presque toujours de l'eau, qui était excellente. Je ne sais si c'est à la pureté de cette eau de source qu'il faut attribuer un fait dont nous fîmes bientôt la remarque : nos dents avaient acquis une blancheur que tout l'art des parfumeurs ne saurait donner aux Parisiens les plus recherchés. La cause en fut peut-être dans notre sobriété forcée. N'ayant pas de beurre, et ne pouvant supporter la graisse, l'huile nauséeuse et les procédés incendiaires de la cuisine indigène, nous vivions de viande fort maigre, de poisson et de légumes, le tout assaisonné, en fait de sauce, de

l'eau du torrent à laquelle nous avions parfois le sybaritisme de mêler le jus d'une orange verte fraîchement cueillie dans notre parterre. En revanche, nous avions des desserts splendides : des patates de Malaga et des courges de Valence confites, et du raisin digne de la terre de Chanaan. Ce raisin, blanc ou rose, est oblong, et couvert d'une pellicule un peu épaisse, qui aide à sa conservation pendant toute l'année. Il est exquis, et on en peut manger tant qu'on veut sans éprouver le gonflement d'estomac que donne le nôtre. Le raisin de Fontainebleau est plus aqueux et plus frais, celui de Majorque plus sucré et plus charnu. Dans l'un il y a à manger, dans l'autre à boire. Ces grappes, dont quelques-unes pesaient de vingt à vingt-cinq livres, eussent fait l'admiration d'un peintre. C'était notre ressource dans les temps de disette. Les paysans croyaient nous le vendre fort cher en nous le faisant payer quatre fois sa valeur; mais ils ne savaient pas que, comparativement au nôtre, ce n'était rien encore, et nous avions le plaisir de nous moquer les uns des autres. Quant aux figues de cactus, nous n'eûmes pas de discussion : c'est bien le plus détestable fruit que je sache.

Si les conditions de cette vie frugale n'eussent été, je le répète, contraires et même funestes à l'un de nous, les autres l'eussent trouvée fort acceptable en elle-même. Nous avions réussi même à Majorque, même dans une chartreuse abandonnée, même aux prises avec les paysans les plus rusés du monde, à nous créer une sorte de bien-être. Nous avions des vitres, des portes et un poêle, un poêle unique en son genre, que le premier forgeron de Palma avait mis un mois à forger et qui nous coûta cent francs; c'était tout simplement un cylindre de fer avec un tuyau qui passait par la fenêtre. Il fallait bien une heure pour l'allumer, et à peine l'était-il, qu'il devenait rouge, et qu'après avoir ouvert long-temps les portes pour faire sortir la fumée, il fallait les rouvrir presque aussitôt pour faire sortir la chaleur. En outre, le soi-disant fumiste l'avait enduit à l'intérieur, en guise de mastic, d'une matière dont les Indiens enduisent leurs maisons et même leurs personnes par dévotion, la vache étant réputée chez eux, comme on sait, un animal sacré. Quelque purifiante pour l'ame que pût être cette odeur sainte, j'atteste qu'au feu elle est peu délectable pour les sens. Pendant un mois que ce mastic mit à sécher, nous pûmes croire que nous étions dans un des cercles de l'enfer où Dante prétend avoir vu les adulateurs. J'avais beau chercher dans ma mémoire par quelle faute de ce genre j'avais pu mériter un pareil supplice, quel pouvoir j'avais encensé, quel pape ou quel roi j'avais

encouragé dans son erreur par mes flatteries; je n'avais pas seulement un garçon de bureau ou un huissier de la chambre sur la conscience, pas même une révérence à un gendarme ou à un journaliste! Heureusement le chartreux pharmacien nous vendit du benjoin exquis, reste de la provision de parfums dont on encensait naguère, dans l'église de son couvent, l'image de la Divinité, et cette émanation céleste combattit victorieusement, dans notre cellule, les exhalaisons du huitième fossé de l'enfer.

Nous avions un mobilier splendide, des lits de sangle irréprochables, des matelas peu mollets, plus chers qu'à Paris, mais neufs et propres; de ces grands et excellens couvre-pieds en indienne ouatée et piquée, que les juifs vendent assez bon marché à Palma. Une dame française, établie dans le pays, avait eu la bonté de nous céder quelques livres de plume qu'elle avait fait venir pour elle de Marseille, et dont nous avions fait deux oreillers à notre malade. C'était certes un grand luxe dans une contrée où les oies passent pour des êtres fantastiques, et où les poulets ont des démangeaisons même en sortant de la broche. Nous possédions plusieurs tables, plusieurs chaises de paille comme celles qu'on voit dans nos chaumières de paysans, et un sofa voluptueux en bois blanc avec des coussins de toile à matelas rembourrés de laine. Le sol très inégal et très poudreux de la cellule était couvert de ces nattes valenciennes à longues pailles qui ressemblent à un gazon jauni par le soleil, et de ces belles peaux de mouton à longs poils, d'une finesse et d'une blancheur admirable, qu'on prépare fort bien dans le pays. Comme chez les Africains et les Orientaux, il n'y a point d'armoires dans les anciennes maisons de Majorque, et surtout dans les cellules de chartreux. On y serre ses effets dans de grands coffres de bois blanc. Nos malles de cuir jaune pouvaient passer là pour des meubles très élégans. Un grand châle-tartan bariolé, qui nous avait servi de tapis de pied en voyage, devint une portière somptueuse devant l'alcôve, et mon fils orna le poêle d'une de ces charmantes urnes d'argile de Felanitx (1), dont la

(1) Felanitx est un village de Majorque qui mériterait d'approvisionner l'Europe de ses jolis vases, si légers qu'on les croirait de liége, et d'un grain si fin, qu'on en prendrait l'argile pour une matière précieuse. On fait là de petites cruches d'une forme exquise dont on se sert comme de carafes, et qui conservent l'eau dans un état de fraîcheur admirable Cette argile est si poreuse, que l'eau s'échappe à travers les flancs du vase, et qu'en moins d'une demi-journée il est vide. Je ne suis pas physicien le moins du monde, et peut-être la remarque que j'ai faite est plus que niaise; quant à moi, elle m'a semblé merveilleuse, et mon vase d'argile m'a souvent paru enchanté. Nous le laissions rempli d'eau sur le poêle dont la table en fer était

forme et les ornemens sont de pur goût arabe. Ce joli vase entouré d'une guirlande de lierre arrachée à la muraille était plus satisfaisant pour des yeux d'artistes que toutes les dorures de nos Sèvres modernes. Le pianino de Pleyel, arraché aux mains des douaniers après trois semaines de pourparlers et 400 francs de contribution, remplissait la voûte élevée et retentissante de la cellule d'un son magnifique. Enfin, le sacristain avait consenti à transporter chez nous une belle chaise gothique sculptée en chêne, que les rats et les vers rongeaient dans l'ancienne chapelle des Chartreux, et dont le coffre nous servait de bibliothèque, en même temps que ses découpures légères et ses aiguilles effilées, projetant sur la muraille, au reflet de la lampe du soir, l'ombre de sa riche dentelle noire et de ses clochetons agrandis, rendait à la cellule tout son caractère antique et monacal.

Le seigneur Gomez, notre ex-propriétaire de *Son-Vent*, ce riche personnage qui nous avait loué sa maison en cachette, parce qu'il n'était pas convenable qu'un citoyen de Majorque eût l'air de spéculer sur sa propriété, nous avait fait un esclandre et menacés d'un procès, pour avoir brisé chez lui (*estropeado*) quelques assiettes de terre de pipe qu'il nous fit payer comme des porcelaines de Chine. En outre, il nous fit payer (toujours par menace) le *badigeonnage* et le *repicage* de toute sa maison, à cause de la contagion du rhume. A quelque chose malheur est bon, car il s'empressa de nous vendre le linge de maison qu'il nous avait loué, et, quoiqu'il fût pressé de se défaire de tout ce que nous avions touché, il n'oublia pas de batailler jusqu'à ce que nous eussions payé son vieux linge comme du neuf. Grace à lui, nous ne fûmes donc pas forcés de semer du lin pour avoir un jour des draps et des nappes, comme ce seigneur italien qui accordait des chemises à ses pages. Il ne faut pas qu'on m'accuse de puérilité parce que je rapporte des vexations dont, à coup sûr, je n'ai pas conservé plus de ressentiment que ma bourse de regret; mais personne ne contestera que ce qu'il y a de plus intéressant à observer en pays étranger, ce sont les hommes; et quand je dirai que je n'ai pas eu une seule relation d'argent, si petite qu'elle fût, avec des Majorquins, où je n'aie rencontré de leur part une mauvaise foi impudente et une avidité grossière, et quand j'ajouterai qu'ils étalaient leur dévotion devant nous en affectant d'être indignés de notre peu

presque toujours rouge, et quelquefois, quand l'eau s'était enfuie par les pores du vase, le vase, étant resté à sec sur cette plaque brûlante, ne cassa point. Tant qu'il contenait une goutte d'eau, cette eau était d'un froid glacial, quoique la chaleur du poêle fît noircir le bois qu'on posait dessus.

de foi, on conviendra que la piété des ames simples, si vantée par certains conservateurs de nos jours, n'est pas toujours la chose la plus édifiante et la plus morale du monde, et qu'il doit être permis de désirer une autre manière de comprendre et d'honorer Dieu.

Quant à moi, à qui l'on a tant rebattu les oreilles de ces lieux communs : que c'est un crime et un danger d'attaquer même une foi erronée et corrompue, parce que l'on n'a rien à mettre à la place; que les peuples qui ne sont point infectés du poison de l'examen philosophique et de la frénésie révolutionnaire, sont seuls moraux, hospitaliers, sincères; qu'ils ont encore de la poésie, de la grandeur, et des vertus antiques, etc., etc.!.... j'ai ri à Majorque, un peu plus qu'ailleurs, je l'avoue, de ces graves objections. Lorsque je voyais mes petits enfans, élevés dans l'abomination de la désolation de la philosophie, servir et assister avec joie un ami souffrant, eux tout seuls, au milieu de cent soixante mille Majorquins qui se seraient détournés avec la plus dure inhumanité, avec la plus lâche terreur, d'une maladie réputée contagieuse, je me disais que ces petits scélérats avaient plus de raison et de charité que toute cette population de saints et d'apôtres. Ces pieux serviteurs de Dieu ne manquaient pas de dire que je commettais un grand crime en exposant mes enfans à la contagion, et que, pour me punir de mon aveuglement, le ciel leur enverrait la même maladie. Je leur répondais que dans notre famille, si l'un de nous avait la peste, les autres ne s'écarteraient pas de son lit; que ce n'était pas l'usage en France, pas plus depuis la révolution qu'auparavant, d'abandonner les malades; que des prisonniers espagnols affectés des maladies les plus intenses et les plus pernicieuses avaient traversé nos campagnes du temps des guerres de Napoléon, et que nos paysans, après avoir partagé avec eux leur gamelle et leur linge, leur avaient cédé leur lit, et s'étaient tenus auprès pour les soigner; que plusieurs avaient été victimes de leur charité, et avaient succombé à la contagion, ce qui n'avait pas empêché les survivans de pratiquer l'hospitalité et la charité. Le Majorquin secouait la tête et souriait de pitié. La notion du dévouement envers un inconnu ne pouvait pas plus entrer dans sa cervelle que celle de la probité ou même de l'obligeance envers un étranger (1). Et pourtant ce paysan majorquin a de la douceur, de la

(1) Tous les voyageurs qui ont visité l'intérieur de l'île ont été émerveillés de l'hospitalité et du désintéressement du fermier majorquin. Ils ont écrit avec admiration que, s'il n'y avait pas d'auberge en ce pays, il n'en était pas moins facile et agréable de parcourir des campagnes où *une simple recommandation* suffit pour

bonté, des mœurs paisibles, une nature calme et patiente. Il n'aime point le mal, il ne connaît pas le bien. Il se confesse, il prie, il songe sans cesse à mériter le paradis, mais il ignore les vrais devoirs de l'humanité. Il n'est pas plus haïssable qu'un bœuf ou un mouton, car il n'est guère plus homme que les êtres endormis dans l'innocence de la brute. Il récite des prières, il est superstitieux comme un sauvage; mais il mangerait son semblable sans plus de remords, si c'était l'usage de son pays, et s'il n'avait pas du cochon à discrétion. Il trompe, rançonne, ment, insulte et pille, sans le moindre embarras de conscience. Un étranger n'est pas un homme pour lui. Jamais il ne dérobera une olive à son compatriote: au-delà des mers l'humanité n'existe dans les desseins de Dieu que pour apporter de petits

qu'on soit reçu, hébergé et fêté gratis. Cette simple recommandation est un fait assez important, ce me semble. Ces voyageurs ont oublié de dire que toutes les castes de Majorque, et partant tous les habitans, sont dans une solidarité d'intérêts qui établit entre eux de bons et faciles rapports, où la charité religieuse et la sympathie humaine n'entrent cependant pour rien. Quelques mots expliqueront cette situation financière. Les nobles sont riches quant au fonds, indigens quant au revenu, et ruinés grace aux emprunts. Les juifs, qui sont nombreux et riches en argent comptant, ont toutes les terres des chevaliers en portefeuille, et l'on peut dire que de fait l'île leur appartient. Les chevaliers ne sont plus que de nobles représentans chargés de se faire les uns aux autres, ainsi qu'aux rares étrangers qui abordent dans l'île, les honneurs de leurs domaines et de leurs palais. Pour remplir dignement ces fonctions élevées, ils ont recours chaque année à la bourse des juifs, et chaque année la boule de neige grossit. J'ai dit dans mon premier article combien le revenu des terres est paralysé à cause du manque de débouchés et d'industrie; cependant il y a un point d'honneur pour les pauvres chevaliers à consommer lentement et paisiblement leur ruine sans déroger au luxe, je ferais mieux de dire à l'indigente prodigalité de leurs ancêtres. Les agioteurs sont donc dans un rapport continuel d'intérêts avec les cultivateurs, dont ils touchent en partie les fermages, en vertu des titres à eux concédés par les chevaliers. Ainsi le paysan, qui trouve peut-être son compte à cette division dans sa créance, paie à son seigneur le moins possible et au banquier le plus qu'il peut. Le seigneur est dépendant et résigné, le juif est inexorable, mais patient. Il fait des concessions, il affecte une grande tolérance, il donne du temps, car il poursuit son but avec un génie diabolique : dès qu'il a mis sa griffe sur une propriété, il faut que pièce à pièce elle vienne toute à lui, et son intérêt est de se rendre nécessaire jusqu'à ce que la dette ait atteint la valeur du capital. Dans vingt ans, il n'y aura plus de seigneurie à Majorque. Les juifs pourront s'y constituer à l'état de puissance, comme ils ont fait chez nous, et relever leur tête encore courbée et humiliée hypocritement sous les dédains mal dissimulés des nobles et l'horreur puérile et impuissante des prolétaires. En attendant, ils sont les vrais propriétaires du terrain, et le pagès tremble devant eux. Il se retourne vers son ancien maître avec douleur, et, tout en pleurant de tendresse, tire à soi les dernières bribes de sa fortune. Il est donc intéressé à satisfaire ces deux puissances, et même à leur complaire en toutes choses, afin de n'être pas écrasé entre les deux. Soyez donc recommandé à un pagès, soit par un noble, soit par un riche (et par quels autres le seriez-vous, puisqu'il n'y a point là de classe intermédiaire?), et à l'instant s'ouvrira devant vous la porte du pagès. Mais essayez de demander un verre d'eau sans cette recommandation, et vous verrez !

profits aux Majorquins. Nous avions surnommé Majorque l'*île des singes*, parce que, nous voyant environnés de ces bêtes sournoises, pillardes et pourtant innocentes, nous nous étions habitués à nous préserver d'elles sans plus de rancune et de dépit que n'en causent aux Indiens les jockos et les orangs espiègles et fuyards.

Cependant on ne s'habitue pas sans tristesse à voir des créatures revêtues de la forme humaine, et marquées du sceau divin, végéter ainsi dans une sphère qui n'est point celle de l'humanité présente. On sent bien que cet être imparfait est capable de comprendre, que sa race est perfectible, que son avenir est le même que celui des races plus avancées, et qu'il n'y a là qu'une question de temps, grande à nos yeux, inappréciable dans l'abîme de l'éternité. Mais plus on a le sentiment de cette perfectibilité, plus on souffre de la voir entravée par les chaînes du passé. Ce temps d'arrêt, qui n'inquiète guère la Providence, épouvante et contriste notre existence d'un jour. Nous sentons par le cœur, par l'esprit, par les entrailles, que la vie de tous les autres est liée à la nôtre, que nous ne pouvons point nous passer d'aimer ou d'être aimés, de comprendre ou d'être compris, d'assister et d'être assistés. Le sentiment d'une supériorité intellectuelle et morale sur d'autres hommes ne réjouit que le cœur des orgueilleux. Je m'imagine que tous les cœurs généreux voudraient, non s'abaisser pour se niveler, mais élever à eux, en un clin d'œil, tout ce qui est au-dessous d'eux, afin de vivre enfin de la vraie vie de sympathie, d'échange, d'égalité et de communauté, qui est l'idéal religieux de la conscience humaine. Je suis certain que ce besoin est au fond de tous les cœurs, et que ceux de nous qui le combattent et croient l'étouffer par des sophismes en ressentent une souffrance étrange, amère, à laquelle ils ne savent pas donner un nom. Les hommes d'en bas s'usent ou s'éteignent quand ils ne peuvent monter, ceux d'en haut s'indignent et s'affligent de leur tendre vainement la main, et ceux qui ne veulent aider personne sont dévorés de l'ennui et de l'effroi de la solitude, jusqu'à ce qu'ils retombent dans un abrutissement qui les fait descendre au-dessous des premiers.

Nous étions donc seuls à Majorque, aussi seuls que dans un désert; et quand la subsistance de chaque jour était conquise, moyennant la guerre aux singes, nous nous asseyions en famille pour en rire autour du poële. Mais, à mesure que l'hiver avançait, la tristesse paralysait dans mon sein les efforts de gaieté et de sérénité. L'état de notre malade empirait toujours, le vent pleurait dans le ravin, la pluie battait nos vitres, la voix du tonnerre perçait nos épaisses murailles

et venait jeter sa note lugubre au milieu des rires et des jeux des enfans. Les aigles et les vautours, enhardis par le brouillard, venaient dévorer nos pauvres passereaux jusque sur le grenadier qui remplissait ma fenêtre. La mer furieuse retenait les embarcations dans les ports; nous nous sentions prisonniers, loin de tout secours éclairé et de toute sympathie efficace. La mort semblait planer sur nos têtes pour s'emparer de l'un de nous, et nous étions seuls à lui disputer sa proie. Il n'y avait pas une seule créature humaine à notre portée qui n'eût voulu au contraire le pousser vers la tombe pour en finir plus vite avec le prétendu danger de son voisinage. Cette pensée d'hostilité était affreusement triste. Nous nous sentions bien assez forts pour remplacer les uns pour les autres, à force de soins et de dévouement, l'assistance et la sympathie qui nous étaient déniées. Je crois même que dans de telles épreuves le cœur grandit et l'affection s'exalte, retrempée de toute la force qu'elle puise dans le sentiment de la solidarité humaine. Mais nous souffrions dans nos ames de nous voir jetés au milieu d'êtres qui ne comprenaient pas ce sentiment, et pour lesquels, loin d'être plaints par eux, il nous fallait ressentir la plus douloureuse pitié.

J'éprouvais d'ailleurs de vives perplexités. Je n'ai aucune notion scientifique d'aucun genre, et il m'eût fallu être médecin et grand médecin pour soigner la maladie dont toute la responsabilité pesait sur mon cœur. Le médecin qui nous voyait, et dont je ne révoque en doute ni le zèle, ni le talent, se trompait, comme tout médecin, même des plus illustres, peut se tromper, et comme, de son propre aveu, tout savant sincère s'est trompé souvent. La bronchite avait fait place à une excitation nerveuse qui produisait plusieurs des phénomènes d'une phthisie laryngée. Le médecin qui avait vu ces phénomènes à de certains momens, et qui ne voyait pas les symptômes contraires, évidens pour moi à d'autres heures, avait prononcé pour le régime qui convient aux phthisiques, pour la saignée, pour la diète, pour le laitage. Toutes ces choses étaient absolument contraires, et la saignée eût été mortelle. Le malade en avait l'instinct, et moi, qui, sans rien savoir de la médecine, ai soigné beaucoup de malades, j'avais le même pressentiment. Je tremblais pourtant de m'en remettre à cet instinct qui pouvait me tromper, et de lutter contre les affirmations d'un homme de l'art; et, quand je voyais la maladie empirer, j'étais véritablement livré à des angoisses que chacun doit comprendre. Une saignée le sauverait, me disait-on, et, si vous vous y refusez, il va mourir. Pourtant il y avait une voix qui me disait

jusque dans mon sommeil : Une saignée le tuerait, et, si tu l'en préserves, il ne mourra pas. Je suis persuadé que cette voix était celle de la Providence, et aujourd'hui que notre ami, la terreur des Majorquins, est reconnu aussi peu phthisique que moi, je remercie le ciel de ne m'avoir pas ôté la confiance qui nous a sauvés.

Quant à la diète, elle était fort contraire. Quand nous en vîmes les mauvais effets, nous nous y conformâmes aussi peu que possible; mais, malheureusement, il n'y eut guère à opter entre les épices brûlantes du pays et la table la plus frugale. Le laitage, dont nous reconnûmes par la suite l'effet contraire, fut par bonheur assez rare, à Majorque, pour n'en produire aucun. Nous pensions encore à cette époque que le lait ferait merveille, et nous nous tourmentions pour en avoir. Il n'y a pas de vaches dans ces montagnes, et le lait de chèvre qu'on nous vendait était toujours bu en chemin par les enfans qui nous l'apportaient, ce qui n'empêchait pas que le vase ne nous arrivât plus plein qu'au départ. C'était un miracle qui s'opérait tous les matins pour le pieux messager, lorsqu'il avait soin de faire sa prière dans la cour de la Chartreuse, auprès de la fontaine. Pour mettre fin à ces prodiges, nous nous procurâmes une chèvre. C'était bien la plus douce et la plus aimable personne du monde, une belle petite chèvre d'Afrique, au poil ras couleur de chamois, avec une tête sans cornes, le nez très busqué et les oreilles pendantes. Ces animaux diffèrent beaucoup des nôtres. Ils ont la robe du chevreuil et le profil du mouton; mais ils n'ont pas la physionomie espiègle et mutine de nos biquettes enjouées. Au contraire, ils semblent pleins de mélancolie. Ces chèvres diffèrent encore des nôtres en ce qu'elles ont les mamelles fort petites et donnent fort peu de lait. Quand elles sont dans la force de l'âge, ce lait a une saveur âpre et sauvage dont les Majorquins font beaucoup de cas, mais qui nous parut repoussante. Notre amie de la Chartreuse en était à sa première maternité : elle n'avait pas deux ans, et son lait était fort délicat, mais elle en était fort avare, surtout lorsque, séparée du troupeau avec lequel elle avait coutume, non de gambader (elle était trop sérieuse, trop Majorquine pour cela), mais de rêver au sommet des montagnes, elle tomba dans un spleen qui n'était pas sans analogie avec le nôtre. Il y avait pourtant de bien belles herbes dans le préau, et des plantes aromatiques, naguère cultivées par les chartreux, croissaient encore dans les rigoles de notre parterre : rien ne la consola de sa captivité. Elle errait éperdue et désolée dans les cloîtres, poussant des gémissemens à fendre les pierres. Nous lui donnâmes pour compagne une grosse

brebis dont la laine blanche et touffue avait six pouces de long, une de ces brebis comme on n'en voit chez nous que sur la devanture des marchands de joujoux ou sur les éventails de nos grand'mères. Cette excellente compagne lui rendit un peu de calme, et nous donna elle-même un lait assez crêmeux. Mais à elles deux, et quoique bien nourries, elles en fournissaient une si petite quantité, que nous nous méfiâmes des fréquentes visites que la *Maria-Antonia*, la *niña* et la *Catalina* rendaient à notre bétail. Nous le mîmes sous clé dans une petite cour au pied du clocher, et nous eûmes le soin de traire nous-mêmes. Ce lait, des plus légers, mêlé à du lait d'amandes que nous pilions alternativement, mes enfans et moi, faisait une tisane assez saine et assez agréable. Nous n'en pouvions guère avoir d'autre. Toutes les drogues de Palma étaient d'une malpropreté intolérable. Le sucre mal raffiné qu'on y apporte d'Espagne est noir, huileux, et doué d'une vertu purgative pour ceux qui n'en ont pas l'habitude. Un jour, nous nous crûmes sauvés parce que nous aperçûmes des violettes dans le jardin d'un riche fermier. Il nous permit d'en cueillir de quoi faire une infusion, et, quand nous eûmes fait notre petit paquet; il nous le fit payer à raison d'un sou par violette, un sou majorquin, qui vaut trois sous de France.

A ces soins domestiques se joignait la nécessité de balayer nos chambres et de faire nos lits nous-mêmes, quand nous tenions à dormir la nuit; car la servante majorquine ne pouvait y toucher sans nous communiquer aussitôt, avec une intolérable prodigalité, les mêmes propriétés que mes enfans s'étaient tant réjouis de pouvoir observer sur le dos d'un poulet rôti. Il nous restait à peine quelques heures pour travailler et pour nous promener; mais ces heures étaient bien employées. Les enfans étaient attentifs à la leçon, et nous n'avions ensuite qu'à mettre le nez hors de notre tanière pour entrer dans les paysages les plus variés et les plus admirables. A chaque pas, au milieu du vaste cadre des montagnes, s'offrait un accident pittoresque, une petite chapelle sur un rocher escarpé, un bosquet de rosages jeté à pic sur une pente lézardée, un ermitage auprès d'une source pleine de grands roseaux, un massif d'arbres sur d'énormes fragmens de roches mousseuses et brodées de lierres. Quand le soleil daignait se montrer un instant, toutes ces plantes, toutes ces pierres et tous ces terrains lavés par la pluie, prenaient une couleur éclatante et des reflets d'une incroyable fraîcheur. Nous fîmes surtout deux promenades remarquables.

Je ne me rappelle pas la première avec plaisir, quoiqu'elle fût ma-

gnifique d'aspects. Mais notre malade, alors bien portant (c'était au commencement de notre séjour à Majorque), voulut nous accompagner, et en ressentit une fatigue qui détermina l'invasion de sa maladie. Notre but était un ermitage situé au bord de la mer, à trois milles de la Chartreuse. Nous suivîmes le bras droit de la chaîne, et montâmes de colline en colline, par un chemin pierreux qui nous hachait les pieds, jusqu'à la côte nord de l'île. A chaque détour du sentier, nous eûmes le spectacle grandiose de la mer, vue à des profondeurs considérables, au travers de la plus belle végétation. C'était la première fois que je voyais des rives fertiles, couvertes d'arbres et verdoyantes jusqu'à la première vague, sans falaises pâles, sans grèves désolées, et sans plage limoneuse. Dans tout ce que j'ai vu des côtes de France, même sur les hauteurs de Port-Vendres, où elle m'apparut enfin dans sa beauté, la mer m'a toujours semblé sale ou déplaisante à aborder. Le Lido tant vanté de Venise a des sables d'une affreuse nudité, peuplés d'énormes lézards qui sortent par milliers sous vos pieds, et semblent vous poursuivre de leur nombre toujours croissant comme dans un mauvais rêve. A Royant, à Marseille, presque partout, je crois, sur nos rivages, une ceinture de varechs gluans et une arène stérile nous gâtent les approches de la mer. A Majorque, je la vis enfin comme je l'avais rêvée, limpide et bleue comme le ciel, doucement ondulée comme une plaine de saphir régulièrement labourée en sillons dont la mobilité est inappréciable, vue d'une certaine hauteur, et encadrée de forêts d'un vert sombre. Chaque pas que nous faisions sur la montagne sinueuse nous présentait une nouvelle perspective toujours plus sublime que la dernière. Néanmoins, comme il nous fallut redescendre beaucoup pour atteindre l'ermitage, la rive en cet endroit, quoique très belle, n'eut pas le caractère de grandeur que je lui trouvai en un autre endroit de la côte, quelques mois plus tard. Les ermites, qui sont établis là au nombre de quatre ou cinq, n'avaient aucune poésie. Leur habitation est aussi misérable et aussi sauvage que leur profession le comporte, et de leur jardin en terrasse, que nous les trouvâmes occupés à bêcher, la grande solitude de la mer s'étend sous leurs yeux; mais ils nous parurent, personnellement, les plus stupides du monde. Ils ne portaient aucun costume religieux. Le supérieur quitta sa bêche et vint à nous en veste ronde et en pantalon de drap bège, ses cheveux courts et sa barbe sale n'avaient rien de pittoresque. Il nous parla des austérités de la vie qu'il menait, et surtout du froid intolérable qui régnait sur ce rivage; mais, quand nous lui demandâmes s'il y

gelait quelquefois, nous ne pûmes jamais lui faire comprendre ce que c'était que la gelée. Il ne connaissait ce mot dans aucune langue, et n'avait jamais entendu parler de pays plus froids que l'île de Majorque. Cependant il avait une idée de la France pour avoir vu passer la flotte qui marcha en 1830 à la conquête d'Alger; ç'avait été le plus beau, le plus étonnant, on peut dire le seul spectacle de sa vie. Il nous demanda si les Français avaient réussi à prendre Alger, et, quand nous lui eûmes dit qu'ils venaient de prendre Constantine, il ouvrit de grands yeux et s'écria que les Français étaient un grand peuple.

Il nous fit monter à une petite cellule fort malpropre, où nous vîmes le doyen des ermites. Nous le prîmes pour un centenaire, et fûmes surpris d'apprendre qu'il n'avait que quatre-vingts ans. Il était dans un état parfait d'imbécillité, quoiqu'il travaillât encore machinalement à fabriquer des cuillers de bois avec des mains terreuses et tremblantes. Il ne fit aucune attention à nous, quoiqu'il ne fût pas sourd, et, le prieur l'ayant appelé, il souleva une énorme tête qu'on eût prise pour de la cire, et nous montra une face hideuse d'abrutissement. Il y avait toute une vie d'abaissement intellectuel sur cette pauvre figure décomposée, dont je détournai les yeux avec empressement, comme de la chose la plus effrayante et la plus pénible qui soit au monde. Nous leur fîmes l'aumône, car ils appartiennent à un ordre mendiant, et sont encore en grande vénération parmi les paysans, qui ne les laissent manquer de rien.

En revenant à la Chartreuse, nous fûmes assaillis par un vent violent, qui nous renversa plusieurs fois, et qui rendit notre marche si fatigante, que notre malade en fut brisé.

La seconde promenade eut lieu quelques jours avant notre départ de Majorque, et celle-là m'a fait une impression que je n'oublierai de ma vie. Jamais le spectacle de la nature ne m'a saisi davantage, et je ne sache pas qu'il m'ait saisi à ce point plus de trois ou quatre fois dans ma vie. Les pluies avaient enfin cessé, et le printemps se faisait tout à coup. Nous étions au mois de février; tous les amandiers étaient en fleurs, et les prés se remplissaient de jonquilles embaumées. C'était, sauf la couleur du ciel et la vivacité des tons du paysage, la seule différence que l'œil pût trouver entre les deux saisons; car les arbres de cette région sont vivaces pour la plupart. Ceux qui poussent de bonne heure n'ont point à subir les coups de la gelée; les gazons conservent toute leur fraîcheur, et les fleurs n'ont besoin que d'une matinée de soleil pour mettre le nez au vent. Lorsque notre jardin avait un demi-pied de neige, la bourrasque

balançait, sur nos berceaux treillagés, de jolies petites roses grimpantes, qui, pour être un peu pâles, n'en paraissaient pas moins de fort bonne humeur,

Comme, du côté du nord, je regardais la mer de la porte du couvent, un jour que notre malade était assez bien pour rester seul deux ou trois heures, nous nous mîmes enfin en route, mes enfans et moi, pour voir la grève de ce côté-là. Jusqu'alors je n'en avais pas eu la moindre curiosité, quoique mes enfans, qui couraient comme des chamois, m'assurassent que c'était le plus bel endroit du monde. Soit que la visite à l'ermitage, première cause de nos douleurs, m'eût laissé une rancune assez fondée, soit que je ne m'attendisse pas à voir de la plaine un aussi beau déploiement de mer que je l'avais vu du haut de la montagne, je n'avais pas encore eu la tentation de sortir du vallon encaissé de Valldemosa. J'ai dit plus haut qu'au point où s'élève la Chartreuse la chaîne s'ouvre, et qu'une plaine légèrement inclinée monte entre ses deux bras élargis jusqu'à la mer. Or, en regardant tous les jours la mer monter à l'horizon bien au-dessus de cette plaine, ma vue et mon raisonnement commettaient une erreur singulière : au lieu de voir que la plaine montait et qu'elle cessait tout à coup à une distance très rapprochée de moi, je m'imaginais qu'elle s'abaissait en pente douce jusqu'à la mer, et que le rivage était plus éloigné de cinq à six lieues. Comment m'expliquer, en effet, que cette mer, qui me paraissait de niveau avec la Chartreuse, fût plus bas de deux à trois mille pieds? Je m'étonnais bien quelquefois qu'elle eût la voix si haute, étant aussi éloignée que je la supposais; je ne me rendais pas compte de ce phénomène, et je ne sais pas pourquoi je me permets quelquefois de me moquer des bourgeois de Paris, car j'étais plus que simple dans mes conjectures. Je ne voyais pas que cet horizon maritime dont je repaissais mes regards était à quinze ou vingt lieues de la côte, tandis que la mer battait la base de l'île à une demi-heure de chemin de la Chartreuse. Aussi, quand mes enfans m'engageaient à venir voir la mer, prétendant qu'elle était à deux pas, je n'en trouvais jamais le temps, croyant qu'il s'agissait de deux pas d'enfans, c'est-à-dire, dans la réalité, de deux pas de géant; car on sait que les enfans marchent par la tête, sans jamais se souvenir qu'ils ont des pieds, et que les bottes de sept lieues du Petit-Poucet sont un mythe pour signifier que l'enfance ferait le tour du monde sans s'en apercevoir.

Enfin je me laissai entraîner par eux, certain que nous n'atteindrions jamais ce rivage fantastique qui me semblait si loin. Mon fils

prétendait savoir le chemin; mais, comme tout est chemin quand on a des bottes de sept lieues, et que depuis long-temps je ne marche plus dans la vie qu'avec des pantoufles, je lui objectai que je ne pouvais pas, comme lui et sa sœur, enjamber les fossés, les haies et les torrens. Depuis un quart d'heure je m'apercevais bien que nous ne descendions pas vers la mer, car le cours des ruisseaux venait rapidement à notre rencontre, et plus nous avancions, plus la mer semblait s'enfoncer et s'abîmer à l'horizon. Je crus enfin que nous lui tournions le dos, et je pris le parti de demander au premier paysan que je rencontrerais, si par hasard il ne nous serait pas possible de rencontrer aussi la mer.

Sous un massif de saules, dans un fossé bourbeux, trois pastourelles, peut-être trois fées travesties, remuaient la crotte avec des pelles pour y chercher je ne sais quel talisman ou quelle salade. La première n'avait qu'une dent, c'était probablement la fée Dentue, la même qui remue ses maléfices dans une casserole avec cette unique et affreuse dent. La seconde vieille était, selon toutes les apparences, Carabosse, la plus mortelle ennemie des établissemens orthopédiques. Toutes deux nous firent une horrible grimace. La première avança sa terrible dent du côté de ma fille, dont la fraîcheur éveillait son appétit. La seconde hocha la tête et brandit sa béquille pour casser les reins à mon fils, dont la taille droite et svelte lui faisait horreur. Mais la troisième, qui était jeune et jolie, sauta légèrement sur la marge du fossé, et, jetant sa cape sur son épaule, nous fit signe de la main et se mit à marcher devant nous. C'était certainement une bonne petite fée, mais sous son travestissement de montagnarde il lui plaisait de s'appeler Périca.

Périca est la plus gentille créature majorquine que j'aie vue. Elle et ma chèvre sont les seuls êtres vivans qui aient gardé un peu de mon cœur à Valldemosa. La petite fille était crottée comme la petite chèvre eût rougi de l'être; mais, quand elle eut un peu marché dans le gazon humide, ses pieds nus redevinrent non pas blancs, mais mignons comme ceux d'une Andalouse, et son joli sourire, son babil confiant et curieux, son obligeance désintéressée, nous la firent trouver aussi pure qu'une perle fine. Elle avait seize ans et les traits les plus délicats avec une figure toute ronde et veloutée comme une pêche. C'était la régularité de lignes et la beauté de plans de la statuaire grecque. Sa taille était fine comme un jonc, et ses bras nus couleur de bistre. De dessous son rebozillo de grosse toile sortait sa chevelure flottante et mêlée comme la queue d'une jeune cavale. Elle nous con-

duisit à la lisière de son champ, puis nous fit traverser une prairie semée et bordée d'arbres et de gros blocs de rochers, et je ne vis plus du tout la mer, ce qui me fit croire que nous entrions dans la montagne, et que la malicieuse Périca se moquait de nous. Mais tout à coup elle ouvrit une petite barrière qui fermait le pré, et nous vîmes un sentier qui tournait autour d'une grosse roche en pain de sucre. Nous tournâmes avec le sentier, et, comme par enchantement, nous nous trouvâmes au-dessus de la mer, au-dessus de l'immensité, avec un autre rivage à une lieue de distance sous nos pieds.

Le premier effet de ce spectacle inattendu fut le vertige, et je commençai par m'asseoir. Peu à peu je me rassurai et m'enhardis jusqu'à descendre le sentier, quoiqu'il ne fût pas tracé pour des pas humains, mais bien pour des pieds de chèvre. Ce que je voyais était si beau, que pour le coup j'avais, non pas des bottes de sept lieues, mais des ailes d'hirondelle dans le cerveau; et je me mis à tourner autour des grandes aiguilles calcaires qui se dressaient comme des géans de cinquante et quatre-vingts pieds de haut le long des parois de la côte, cherchant toujours à voir le fond d'une anse qui s'enfonçait sur ma droite dans les terres, et où les barques de pêcheurs paraissaient grosses comme des mouches. Tout à coup je ne vis plus rien devant moi et au-dessous de moi que la mer toute bleue. Le sentier avait été se promener je ne sais où : la Périca criait au-dessus de ma tête, et mes enfans, qui me suivaient à quatre pattes, se mirent à crier plus fort. Je me retournai et je vis ma fille toute en pleurs. Je revins sur mes pas pour l'interroger, et, quand j'eus fait un peu de réflexion, je m'aperçus que la terreur et le désespoir de ces enfans n'étaient pas mal fondés. Un pas de plus, et je fusse descendu beaucoup plus vite qu'il ne fallait, à moins que je n'eusse réussi à marcher à la renverse comme une mouche sur un plafond, car les rochers où je m'aventurais surplomblaient le petit golfe, et la base de l'île était rongée profondément au-dessous.

Quand je vis le danger où j'avais entraîné mes enfans, j'eus une peur épouvantable, et je me dépêchai de remonter avec eux; mais, quand je les eus mis en sûreté derrière un des pains de sucre, il me prit une nouvelle rage de revoir le fond de l'anse et le dessous de l'excavation. Je n'avais jamais rien vu de semblable à ce que je pressentais là, et mon imagination prenait le grand galop. Je descendis par un autre sentier, m'accrochant aux ronces et embrassant les aiguilles de pierre dont chacune marquait une nouvelle cascade du sentier. Enfin, je commençais à entrevoir la bouche immense de l'excavation où les

vagues se précipitaient avec une harmonie étrange. Je ne sais quels accords magiques je croyais entendre, ni quel monde inconnu je me flattais de découvrir, lorsque mon fils, effrayé et un peu furieux, vint me tirer violemment en arrière. Force me fut de tomber de la façon la moins poétique du monde, non pas en avant, ce qui eût été la fin de l'aventure et la mienne, mais assis comme une personne raisonnable. L'enfant me fit de si belles remontrances, que je renonçai à mon entreprise, mais non pas sans un regret qui me poursuit encore; car mes pantoufles deviennent tous les ans plus lourdes, et je ne pense pas que les ailes que j'eus ce jour-là repoussent jamais pour me porter sur de pareils rivages.

Il est certain cependant, et je le sais aussi bien qu'un autre, que ce qu'on voit ne vaut pas toujours ce qu'on rêve. Mais cela n'est absolument vrai qu'en fait d'art et d'œuvre humaine. Quant à moi, soit que j'aie l'imagination paresseuse à l'ordinaire, soit que Dieu ait plus de talent que moi (ce qui ne serait pas impossible), j'ai le plus souvent trouvé la nature infiniment plus belle que je ne l'avais prévu, et je ne me souviens pas de l'avoir trouvée maussade, si ce n'est à des heures où je l'étais moi-même. Je ne me consolerai donc jamais de n'avoir pas pu tourner le rocher. J'aurais peut-être vu là Amphitrite en personne sous une voûte de nacre et le front couronné d'algues murmurantes.

Au lieu de cela, je n'ai vu que des aiguilles de roches calcaires, les unes montant de ravin en ravin comme des colonnes, les autres pendantes comme des stalactites de caverne en caverne, et toutes affectant des formes bizarres et des attitudes fantastiques. Des arbres d'une vigueur prodigieuse, mais tous déjetés et à moitié déracinés par les vents, se penchaient sur l'abîme, et du fond de cet abîme une autre montagne s'élevait à pic jusqu'au ciel, une montagne de cristal, de diamant et de saphir. La mer, vue d'une hauteur considérable, produit cette illusion, comme chacun sait, de paraître un plan vertical. L'explique qui voudra. Mes enfans se mirent à vouloir emporter des plantes. Les plus belles liliacées du monde croissent dans ces rochers. A nous trois, nous arrachâmes enfin un oignon d'amaryllis écarlate, que nous ne portâmes point jusqu'à la Chartreuse, tant il était lourd. Mon fils le coupa en morceaux pour montrer à notre malade un fragment, gros comme sa tête, de cette plante merveilleuse. Périca, chargée d'un grand fagot qu'elle avait ramassé en chemin, et dont, avec ses mouvemens brusques et rapides, elle nous donnait à chaque instant par le nez, nous reconduisit jusqu'à l'entrée

du village. Je la forçai de venir jusqu'à la Chartreuse, pour lui faire un petit présent, que j'eus beaucoup de peine à lui faire accepter. Pauvre petite Périca, tu n'as pas su et tu ne sauras jamais quel bien tu me fis en me montrant parmi les singes une créature humaine douce, charmante et serviable sans arrière-pensée! Le soir, nous étions tout réjouis de ne pas quitter Valldemosa sans avoir rencontré un être sympathique.

Entre ces deux promenades, la première et la dernière que nous fîmes à Majorque, nous en avions fait plusieurs autres que je ne raconterai pas, de peur de montrer à mon lecteur un enthousiasme monotone pour cette nature belle partout, et partout semée d'habitations pittoresques à qui mieux mieux, chaumières, palais, églises, monastères. Si jamais quelqu'un de nos grands paysagistes entreprend de visiter Majorque, je lui recommande la maison de campagne de La Granja de Fortuñy, avec le vallon aux cédrats qui s'ouvre devant ses colonnades de marbre, et tout le chemin qui y conduit. Mais, sans aller jusque-là, il ne saurait faire dix pas dans cette île enchantée sans s'arrêter à chaque angle du chemin, tantôt devant une citerne arabe ombragée de palmiers, tantôt devant une croix de pierre, délicat ouvrage du quinzième siècle, et tantôt à la lisière d'un bois d'oliviers. Rien n'égale la force et la bizarrerie de formes de ces antiques pères nourriciers de Majorque. Les Majorquins en font remonter la plantation la plus récente au temps de l'occupation de leur île par les Romains. C'est ce que je ne contesterai pas, ne sachant aucun moyen de prouver le contraire, quand même j'en aurais envie, et j'avoue que je n'en ai pas le moindre désir. A voir l'aspect formidable, la grosseur démesurée et les attitudes furibondes de ces arbres mystérieux, mon imagination les a volontiers acceptés pour des contemporains d'Annibal. Quand on se promène le soir sous leur ombrage, il est nécessaire de bien se rappeler que ce sont là des arbres; car, si on en croyait les yeux et l'imagination, on serait saisi d'épouvante au milieu de tous ces monstres fantastiques, les uns se courbant vers vous comme des dragons énormes, la gueule béante et les ailes déployées, les autres se roulant sur eux-mêmes comme des boas engourdis, d'autres s'embrassant avec fureur comme des lutteurs géans. Ici c'est un centaure au galop, emportant sur sa croupe je ne sais quelle hideuse guenon; là un reptile sans nom qui dévore un biche pantelante; plus loin un satyre qui danse avec un bouc moins laid que lui; et souvent c'est un seul arbre, crevassé, noueux, tordu, bossu, que vous prendriez pour un groupe de dix

arbres distincts, et qui représente tous ces monstres divers, pour se réunir en une seule tête, horrible comme celle des fétiches indiens, et couronnée d'une seule branche verte comme d'un cimier. Les curieux qui jetteront un coup d'œil sur les planches de M. Laurens, ne doivent pas craindre qu'il ait exagéré la physionomie des oliviers qu'il a dessinés. Il aurait pu choisir des spécimens encore plus extraordinaires, et j'espère que le *Magasin pittoresque*, cet amusant et infatigable vulgarisateur des merveilles de l'art et de la nature, se mettra en route un beau matin pour nous en rapporter quelques échantillons de premier choix.

Mais pour rendre le grand style de ces arbres sacrés d'où l'on s'attend toujours à entendre sortir des voix prophétiques, et le ciel étincelant où leur âpre silhouette se dessine si vigoureusement, il ne faudrait rien moins que le pinceau hardi et grandiose de Rousseau. Les eaux limpides où se mirent les asphodèles et les myrtes appelleraient Dupré. Des parties plus arrangées et où la nature, quoique libre, semble prendre, par excès de coquetterie, des airs classiques et fiers, tenterait le sévère Corot. Mais pour rendre les adorables *fouillis* où tout un monde de graminées, de fleurs sauvages, de vieux troncs et de guirlandes éplorées se penche sur la source mystérieuse où la cigogne vient tremper ses longues jambes, j'aurais voulu avoir, comme une baguette magique, à ma disposition, le burin de Huet dans ma poche.

Combien de fois, en voyant un vieux chevalier majorquin au seuil de son palais jauni et délabré, n'ai-je pas songé à Decamps, le grand maître de la caricature sérieuse et ennoblie jusqu'à la peinture historique, l'homme de génie qui sait donner de l'esprit, de la gaieté, de la poésie, de la vie en un mot, aux murailles même! Les beaux enfans basanés qui jouaient dans notre cloître, en costume de moines, l'auraient diverti au suprême degré. Il aurait eu là des singes à discrétion, et des anges à côté des singes, des pourceaux à face humaine, puis des chérubins mêlés aux pourceaux et non moins malpropres; Périca, belle comme Galathée, crottée comme un barbet, et riant au soleil comme tout ce qui est beau sur la terre.

Mais c'est vous, Eugène, mon vieux ami, mon cher artiste, que j'aurais voulu mener la nuit dans la montagne lorsque la lune éclairait l'inondation livide. Ce fut une belle campagne où je faillis être noyé avec mon pauvre enfant de quatorze ans, mais où le courage ne lui manqua pas, non plus qu'à moi la faculté de voir comme la nature s'était faite ce soir-là archi romantique, archi-folle et archi-sublime.

Nous étions partis de Valldemosa, l'enfant et moi, au milieu des pluies de l'hiver, pour aller disputer le pianino de Pleyel aux féroces douaniers de Palma. La matinée avait été assez belle et les chemins praticables; mais, pendant que nous courions par la ville, l'averse recommença de plus belle. Ici, nous nous plaignons de la pluie, et nous ne savons ce que c'est : nos plus longues pluies ne durent pas deux heures; un nuage succède à un autre, et, entre les deux, il y a toujours un peu de répit. A Majorque, un nuage permanent enveloppe l'île, et s'y installe jusqu'à ce qu'il soit épuisé; cela dure quarante, cinquante heures, voire quatre et cinq jours, sans interruption aucune et même sans diminution d'intensité. Nous remontâmes, vers le coucher du soleil, dans le birlocho, espérant arriver à la Chartreuse en trois heures. Nous en mîmes sept, et faillîmes coucher avec les grenouilles, au sein de quelque lac improvisé. Le birlocho était d'une humeur massacrante; il avait fait mille difficultés pour se mettre en route : son cheval était déferré, son mulet boiteux, son essieu cassé, que sais-je? Nous commencions à connaître assez le Majorquin pour ne pas nous laisser convaincre, et nous le forçâmes de monter sur son brancard, où il fit la plus triste mine du monde pendant les premières heures. Il ne chantait pas, il refusait nos cigares; il ne jurait même pas après son mulet, ce qui était bien mauvais signe; il avait la mort dans l'ame. Espérant nous effrayer, il avait commencé par prendre le plus mauvais des sept chemins à lui connus. Ce chemin s'enfonçant de plus en plus, nous eûmes bientôt rencontré le torrent, et nous y entrâmes, mais nous n'en sortîmes pas. Le bon torrent, mal à l'aise dans son lit, avait fait une pointe sur le chemin, et il n'y avait plus de chemin, mais bien une rivière dont les eaux bouillonnantes nous arrivaient de face, à grand bruit et au pas de course. Quand le malicieux birlocho, qui avait compté sur notre pusillanimité, vit que notre parti était pris, il perdit son sang-froid et commença à pester et à jurer à faire crouler la voûte des cieux. Les rigoles de pierres taillées qui portent les eaux de source à la ville s'étaient si bien enflées, qu'elles avaient crevé comme la grenouille de la fable. Puis, ne sachant où se promener, elles s'étaient répandues en flaques, puis en mares, puis en lacs, puis en bras de mer sur toute la campagne. Bientôt le birlocho ne sut plus à quel saint se vouer ni à quel diable se damner. Il prit un bain de jambes qu'il avait assez bien mérité, et dont il nous trouva peu disposés à le plaindre. La brouette fermait très bien, et nous étions encore à sec; mais d'instant en instant, au dire de mon fils, *la marée montait;* nous

allions au hasard, recevant des secousses effroyables, et tombant dans des trous dont le dernier semblait toujours devoir nous donner la sépulture. Enfin, nous penchâmes si bien, que le mulet s'arrêta comme pour se recueillir avant de rendre l'ame : le birlocho se leva et se mit en devoir de grimper sur la berge du chemin qui se trouvait à la hauteur de sa tête; mais il s'arrêta en reconnaissant, à la lueur du crépuscule, que cette berge n'était autre chose que le canal de Valldemosa, devenu fleuve, qui de distance en distance se déversait en cascade sur notre sentier, devenu fleuve aussi à un niveau inférieur. Il y eut là un moment tragi-comique. J'avais un peu peur pour mon compte, et grand' peur pour mon enfant. Je le regardai; il riait de la figure du birlocho, qui, debout, les jambes écartées sur son brancard, mesurait l'abîme, et n'avait plus la moindre envie de s'amuser à nos dépens.

Quand je vis mon fils si tranquille et si gai, je repris confiance en Dieu. Je sentis qu'il portait en lui l'instinct de sa destinée, et je m'en remis à ce pressentiment que les enfans ne savent pas dire, mais qui se répand comme un nuage ou comme un rayon de soleil sur leur front. Le birlocho, voyant qu'il n'y avait pas moyen de nous abandonner à notre malheureux sort, se résigna à le partager, et devenant tout à coup héroïque : — N'ayez pas peur, mes enfans! nous dit-il d'une voix paternelle; — puis il fit un grand cri, et fouetta son mulet, qui trébucha, s'abattit, se releva, trébucha encore, et se releva enfin à demi noyé. La brouette s'enfonça de côté : Nous y voilà! se rejeta de l'autre côté : Nous y voilà encore! fit des craquemens sinistres, des bonds fabuleux, et sortit enfin triomphante de l'épreuve, comme un navire qui a touché les écueils sans se briser.

Nous paraissions sauvés, nous étions à sec; mais il fallut recommencer cet essai de voyage nautique en carriole une douzaine de fois avant de gagner la montagne. Enfin nous atteignîmes la rampe; mais là le mulet, épuisé d'une part, et de l'autre effarouché par le bruit du torrent et du vent dans la montagne, se mit à reculer jusqu'au précipice. Nous descendîmes pour pousser chacun une roue, pendant que le birlocho tirait maître Aliboron par ses longues oreilles. Nous descendîmes ainsi je ne sais combien de fois, et, au bout de deux heures d'ascension, pendant lesquelles nous n'avions pas fait une demi-lieue, le mulet s'étant acculé sur le pont et tremblant de tous ses membres, nous prîmes le parti de laisser là l'homme, la voiture et la bête, et de gagner la Chartreuse à pied. Ce n'était pas une petite entreprise. Le sentier rapide était un torrent impétueux contre lequel

il fallait lutter avec de bonnes jambes. D'autres menus torrens improvisés, descendant du haut des rochers à grand bruit, débusquaient tout d'un coup à notre droite, et il fallait souvent se hâter pour passer avant eux, ou les traverser à tout risque, dans la crainte qu'en un instant ils ne devinssent infranchissables. La pluie tombait à flots; de gros nuages plus noirs que l'encre voilaient à chaque instant la face de la lune; et alors, enveloppés dans des ténèbres grisâtres et impénétrables, courbés par un vent impétueux, sentant la cime des arbres se plier jusque sur nos têtes, entendant craquer les sapins et rouler les pierres autour de nous, nous étions forcés de nous arrêter pour attendre, comme disait un poète narquois, que Jupiter eût mouché la chandelle. C'est dans ces intervalles d'ombre et de lumière que vous eussiez vu, Eugène, le ciel et la terre pâlir et s'illuminer tour à tour des reflets et des ombres les plus sinistres et les plus étranges. Quand la lune reprenait son éclat et semblait vouloir régner dans un coin d'azur rapidement balayé devant elle par le vent, les nuées sombres arrivaient comme des spectres avides pour l'envelopper dans les plis de leurs linceuls. Ils couraient sur elle et quelquefois se déchiraient pour nous la montrer plus belle et plus secourable. Alors la montagne ruisselante de cascades et les arbres déracinés par la tempête nous donnaient l'idée du chaos. Nous pensions à ce beau sabbat que vous avez vu dans je ne sais quel rêve et que vous avez esquissé avec je ne sais quel pinceau trempé dans les ondes rouges et bleues du Phlégéton et de l'Érèbe. Et à peine avions-nous contemplé ce tableau infernal qui posait en réalité devant nous, que la lune, dévorée par les monstres de l'air, disparaissait et nous laissait dans des limbes bleuâtres, où nous semblions flotter nous-mêmes comme des nuages, car nous ne pouvions même pas voir le sol où nous hasardions les pieds. Enfin nous atteignîmes le pavé de la dernière montagne, et nous fûmes hors de danger en quittant le cours des eaux. La fatigue nous accablait, et nous étions nus pieds, ou peu s'en faut; nous avions mis trois heures à faire cette dernière lieue.

Mais les beaux jours revinrent, et le steamer majorquin put reprendre ses courses hebdomadaires à Barcelone. Notre malade ne semblait pas en état de soutenir la traversée, mais il semblait également incapable de supporter une semaine de plus à Majorque. La situation était effrayante; il y avait des jours où je perdais l'espoir et le courage. Pour nous consoler, la Maria-Antonia et ses habitués du village répétaient en chœur autour de nous les discours les plus édifians sur la vie future. Ce phthisique, disaient-ils, va aller en enfer,

d'abord parce qu'il est phthisique, ensuite parce qu'il ne se confesse pas. S'il en est ainsi, quand il sera mort, nous ne l'enterrerons pas en terre sainte, et, comme personne ne voudra lui donner la sépulture, ses amis s'arrangeront comme ils pourront. Il faudra voir comment ils se tireront de là; pour moi, je ne m'en mêlerai pas, — ni moi, — ni moi, et amen!

Enfin nous partîmes, et j'ai dit quelle société et quelle hospitalité nous trouvâmes sur le navire majorquin. Quand nous entrâmes à Barcelone, nous étions si pressés d'en finir pour toute l'éternité avec cette race inhumaine, que je n'eus pas la patience d'attendre la fin du débarquement. J'écrivis un billet au commandant de la station, M. Belvès, et le lui envoyai par une barque. Quelques instans après, il vint nous chercher dans son canot, et nous nous rendîmes à bord du *Méléagre*. En mettant le pied sur ce beau brick de guerre, tenu avec la propreté et l'élégance d'un salon, en nous voyant entourés de figures intelligentes et affables, en recevant les soins généreux et empressés du commandant, du médecin, des officiers et de tout l'équipage; en serrant la main de l'excellent et spirituel consul de France, M. Gautier d'Arc, nous sautâmes de joie sur le pont en criant du fond de l'ame : Vive la France! Il nous semblait avoir fait le tour du monde et quitter les sauvages de la Polynésie pour le monde civilisé.

Et la morale de cette narration, puérile peut-être, mais sincère, c'est que l'homme n'est pas fait pour vivre avec des arbres, avec des pierres, avec le ciel pur, avec la mer azurée, avec les fleurs et les montagnes, mais bien avec les hommes ses semblables. Dans les jours orageux de la jeunesse, on s'imagine que la solitude est le grand refuge contre les atteintes, le grand remède aux blessures du combat; c'est une grave erreur, et l'expérience de la vie nous apprend que là où l'on ne peut vivre en paix avec ses semblables, il n'est point d'admiration poétique ni de jouissances d'art capables de combler l'abîme qui se creuse au fond de l'ame. J'avais toujours rêvé de vivre au désert, et tout rêveur bon enfant avouera qu'il a eu la même fantaisie. Mais croyez-moi, mes frères, nous avons le cœur trop aimant pour nous passer les uns des autres, et ce qui nous reste de mieux à faire, c'est de nous supporter mutuellement; car nous sommes comme ces enfans d'un même sein qui se taquinent, se querellent, se battent même, et ne peuvent cependant pas se quitter.

GEORGE SAND.

POÈTES

ET

ROMANCIERS MODERNES

DE LA FRANCE.

XLIII.

M. RODOLPHE TÖPFFER.

Il est de Genève, mais il écrit en français, en français de bonne souche et de très légitime lignée, il peut être dit un romancier de la France. On le contrefait à Paris en ce moment (1) : petite contrefaçon à l'amiable, où n'ont que faire les grandes lois de propriété littéraire qu'on médite, et auxquelles j'avoue pour ma part ne trop rien comprendre. M. Xavier de Maistre, en passant à Paris il y a deux ans, a trahi, a dénoncé M. Töpffer, qui déjà n'était pas du tout un inconnu pour ceux qui avaient fait le voyage de Suisse et qui avaient feuilleté au passage les spirituels albums humouristiques nés de son

(1) Bibliothèque Charpentier, dans un volume intitulé *Nouvelles genevoises*.

crayon. Mais c'est comme écrivain, comme romancier, que nous l'a livré M. de Maistre; aux éditeurs friands qui lui demandaient encore un *Lépreux* ou quelque *Prisonnier du Caucase*, il répondait : Prenez du Töpffer. En voici donc aujourd'hui, et par échantillons de choix. Nous espérons qu'il réussira, même auprès de nos lecteurs blasés des romans du jour, ne fût-ce que comme une échappée d'une quinzaine à Chamouny.

Pour nous, à mesure que nous lisions les pages les plus heureuses de l'auteur genevois, il nous semblait retrouver, au sortir d'une vie étouffée, quelque chose de l'air vif et frais des montagnes; une douce et saine saveur nous revenait au goût, en jouissant des fruits d'un talent naturel que n'ont atteint ni l'industrie ni la vanité. Nous nous disions que c'était un exemple à opposer véritablement à nos œuvres d'ici, si raffinées et si infectées. Mais prenons garde! ne le disons pas trop. Publier et introduire en une littérature corrompue ces *Nouvelles genevoises*, de l'air dont Tacite a donné ses *Mores Germanorum*, ce serait les compromettre tout d'abord. Qu'on veuille donc n'y voir, si on l'aime mieux, qu'une variété au mélange, un assaisonnement de plus.

C'est une étrange situation, et à laquelle nous ne pensons guère, nous qui ne pensons volontiers qu'à nous-mêmes, que celle de ces écrivains qui, sans être Français, écrivent en français au même titre que nous, du droit de naissance, du droit de leur nourrice et de leurs aïeux. Toute la Suisse française est dans ce cas; ancien pays roman qui s'est dégagé comme il a pu de la langue intermédiaire du moyen-âge, et qui, au XVIe siècle, a élevé sa voix aussi haut que nous-mêmes dans les controverses plus ou moins éloquentes d'alors. Ce petit pays, qui n'est pas un démembrement du nôtre, a tenu dès-lors un rôle très important par la parole; il a eu son français un peu à part, original, soigneusement nourri, adapté à des habitudes et à des mœurs très fortes; il ne l'a pas appris de nous, et nous venons lui dire désagréablement, si quelque écho parfois nous en arrive : *Votre français est mauvais;* et à chaque mot, à chaque accent qui diffère, nous haussons les épaules en grands seigneurs que nous nous croyons. Voilà de l'injustice; nous abusons du droit du plus fort; des deux voisins, le plus gros écrase l'autre; nous nous faisons le centre unique; il est vrai qu'en ceci nous le sommes devenus un peu.

Au XVIe siècle, au temps de la féconde et puissante dispersion, les choses n'en étaient pas là encore. Les Calvin, les Henri Estienne, les de Bèze, les d'Aubigné, ces grands hommes éloquens que recueil-

lait Genève et qu'elle savait si étroitement s'approprier, comptaient autant qu'aucun dans la balance. Mais le XVIIe siècle, en constituant le français de Louis XIV et de Versailles, qui était aussi pour le fond, disons-le à sa gloire, celui des halles et de la place Maubert, rejeta hors de sa sphère active et lumineuse le français de la Suisse réformée, lequel s'isola, se cantonna de plus en plus dans son bassin du Léman, et continua ou acheva de s'y fractionner. Ainsi l'idiome propre de Genève n'est pas le même que celui de Lausanne ou de Neuchâtel, et les littératures de ces petits états ne diffèrent pas moins par des traits essentiels et presque contrastés. Mais dans tous, si l'on va au fond et à la souche, on retrouve, à travers la diction, de vives traces et comme des herbes folles de la végétation libre et vaste du XVIe siècle, sur lesquelles, je crois l'avoir dit ailleurs, le *rouleau* du *tapis vert* de Versailles n'a point passé. Ces restes de richesses, piquantes à retrouver sur les lieux, et qui sont comme des fleurs de plus qui les embaument, n'ont guère d'ailleurs d'application littéraire, et les écrivains du pays en profitent trop peu. Nous verrons que M. Töpffer y a beaucoup et même savamment butiné; ce qui fait (chose rare là-bas) que son style a de la fleur.

Qu'on se figure bien la difficulté pour un écrivain de la Suisse française, qui tiendrait à la fois à rester Suisse et à écrire en français, comme on l'entend et comme on l'exige ici. Il faudrait, s'il est de Genève, par exemple, qu'il fît comme s'il n'en était pas, comme s'il n'était que d'une simple province; il faudrait qu'il fût tout bonnement de la langue de Paris, en ne puisant autour de lui, et comme dans des souvenirs, que ce qu'il y trouverait de couleur locale. Mais Genève n'est pas une province, c'est bien sérieusement une patrie, une cité à mœurs particulières et vivaces; on ne s'en détache pas aisément, et peut-être on ne le doit pas. Les racines historiques y sont profondes; l'aspect des lieux est enchanteur; volontiers on s'y enferme, et le Léman garde pour lui ses échos.

Combien n'y a-t-il pas eu, autour de ce Léman de Genève ou de Vaud, de jeunes cœurs poétiques dont la voix n'est pas sortie du cadre heureux, étroit pourtant, et qui, en face des doux et sublimes spectacles, au sein même du bonheur et des vertus, et tout en bénissant, se sont sentis parfois comme étouffés! On chante, on chante pour soi, pour Dieu et pour ses frères voisins; mais la grande patrie est absente, la grande, la vaine et futile Athènes n'en entend rien. J'ai trouvé ce sentiment-là exprimé avec bien de l'onction résignée et de la tendresse dans des strophes nées un soir au plus beau site de

ces rivages et sorties d'un de ces nobles cœurs dont j'ai parlé, strophes dès long-temps publiées, qui ont fait le tour des rochers sonores et qu'on n'a pas lues ici :

Pourtant, ô ma patrie, ô terre des montagnes
Et des bleus lacs dormant sur leur lit de gravier,
Nulle fée autrefois errant dans tes campagnes,
Nul esprit se cachant à l'angle du foyer,
Nul de ceux dont le cœur a compris ton langage,
Ou dont l'œil a percé ton voile de nuage,
Ne t'aima plus que moi, terre libre et sauvage,
    Mais où ne croît pas le laurier.

J'ai vu quelques rameaux de l'arbre de la gloire,
Poussant avec vigueur leurs jets aventureux,
Se pencher, il est vrai, sur l'onde sans mémoire
De ce Léman vaudois que domine Montreux.
Mais un souffle inconnu rassemblait les tempêtes :
D'Arvel et de Jaman l'éclair rasa les crêtes,
Les lauriers tristement inclinèrent leurs têtes,
    Et le beau lac pleura sur eux (1).

Et en effet, dans ce frais bassin du Léman si couronné de splendeur par la nature, il n'y a pas telle chose que la gloire, et la plante de poésie, même venue en pleine terre, a partout besoin de ce soleil un peu factice, sans lequel son fruit mûrit, mais ne se dore pas complètement.

Pour nous en tenir à Genève toutefois, le plus considérable des trois petits états, et sous le nom duquel, dans nos à-peu-près d'ici, nous nous obstinons à confondre tous les autres, la difficulté, ce semble, est moindre; véritable lieu de rendez-vous et de passage européen, il y a là naturellement théâtre à célébrité. Et puis si Genève est un petit état, c'est une grande cité, et, comme l'a dit avec orgueil l'excellent Senebier dans l'*Histoire littéraire* qu'il en a écrite, c'est *une des écoles lumineuses de la terre*. Qu'on parcoure les trois volumes de cette histoire qui ne va pas au-delà de 1786 et qui néglige ainsi les dernières années si remplies du dix-huitième siècle, que de noms illustres et vénérés s'y rencontrent! Théologie, droit public, sciences, philosophie et philologie, morale, toutes ces branches sont admirablement représentées et portent des fruits comme dispropor-

(1) Dans le recueil des *Deux Voix*, par Juste et Caroline Olivier.

tionnés à l'œil avec le peu d'apparence du tronc ; c'est un poirier nain qui est, à lui seul, tout un verger. Certes la patrie de Cramer, de Calandrini, de Burlamaqui, de Trembley, de Bonnet et de Saussure, n'a rien à envier aux plus fières patries, surtout quand elle est la nourrice aussi et la mère adoptive de tant d'hommes dont le nom ne se sépare plus du sien, et quand elle a, selon les temps, Calvin pour les saints, Abauzit pour les sages. A Genève, grace à l'esprit de cité et de famille, apparaissent et se croisent de bonne heure des dynasties, des *tribus* de savans appliqués et honorés, les Godefroy, les Le Clerc, les Pictet, dans une sorte de renommée sans dissipation, qui ne va pas jusqu'à la gloire, et qui demeure revêtue et protégée de modestie et d'ombre. Genève est le pays qui a envoyé et comme prêté au monde le plus d'esprits distingués, sérieux et influens : De Lolme à l'Angleterre, Le Fort à la Russie, Necker à la France, Jean-Jacques à tout un siècle, et Tronchin, Etienne Dumont, et tant d'autres, en même temps qu'elle en a recueilli et fixé chez elle un grand nombre d'éminens de toutes les contrées aux divers temps. Mais, au milieu de toutes ces richesses, sur un seul point, si l'on consulte l'histoire littéraire de Genève, il y a presque disette, et dans les listes de Senebier, et dans les souvenirs qui les complètent, on ne rencontre pas, Jean-Jacques à part, un seul romancier célèbre, pas un seul poète illustre.

Les beaux-arts, ou du moins les arts agréables et utiles, y furent cultivés plus heureusement. Petitot, le célèbre peintre sur émail, paya sa belle part dans les chefs-d'œuvre du XVIIe siècle. Mais encore, en général, l'école des arts à Genève eut plutôt un caractère de patience, d'application et d'industrie; l'utilité pratique ne s'en sépara point, et l'artiste serra de près l'artisan.

Une certaine légèreté d'agrément, qui est, à proprement parler, l'honneur poétique et littéraire, manqua donc à la culture genevoise; Senebier le reconnaît lui-même et en recherche les raisons : « La plupart des écrivains genevois, profonds dans l'invention et la déduction de leurs idées, sont faibles pour le coloris et pesans dans le style; ces défauts ne naîtraient-ils pas de la gravité et de la réflexion que le sentiment de la liberté inspire, que le goût de prononcer sur les objets importans du gouvernement nourrit (1)?... » Cela me paraît venir surtout de ce qu'en écrivant, les auteurs genevois, même ceux qui ont le sentiment du style, ne se sentent pas complètement chez eux

(1) Petit exemple, en passant, de cette pesanteur de diction dont il s'agit.

dans leur langue; la vraie mesure, le vrai niveau si mobile de cette langue, n'est pas au bord du Léman, mais aux bords de la Seine; ils le savent bien, ils s'efforcent, ils se contraignent de loin pour y atteindre, et l'on s'en aperçoit. Jean-Jacques lui-même, à côté de Voltaire, sent l'effort; il y a mainte fois de l'ouvrier dans son art. Mais c'est particulièrement chez des écrivains distingués et secondaires, tels que M. Necker, que le fait devient très sensible; ils travaillent trop leur phrase, ils en pèsent trop tous les mots, c'est *trop bien*. Et puis écoutez-les causer : ils parlent comme des livres. Quintilien rapporte de Théophraste, cet homme d'ailleurs si disert, que, comme il affectait un certain mot, une vieille d'Athènes ne balança pas à dire qu'il était étranger. — Et à quoi reconnaissez-vous cela? demanda quelqu'un. — En ce qu'il parle trop bien, répondit-elle; *quod nimium atticè loqueretur.*

M. Töpffer, nous le verrons, ne paraît pas s'être posé la difficulté ainsi, et c'est pour cela peut-être qu'il en a mieux triomphé; il n'a pas cherché à être français ni *attique*, il a été de son pays avec amour, avec naïveté, un peu rustiquement, cachant son art, et il s'est trouvé avoir du sel et de la saveur pour nous.

Et d'ailleurs, il faut le reconnaître, tout change; Genève est en train de se modifier, de perdre ses vieilles mœurs et son *à parte*, plus même qu'il ne lui conviendrait. Nous aussi, nous changeons, et le centre de notre attraction semble moins précis de beaucoup et moins rigoureux. Le XVIIe siècle est dissous, une sorte de XVIe siècle recommence. Chacun peut y retrouver son compte et s'y gagner un apanage. Les classifications ont peine à se tenir, et les exceptions font brèche sur tous les points. Si nous avons à signaler un romancier à Genève, quoi de si étonnant? Pradier, le plus voluptueux de nos statuaires, n'en vient-il pas? Léopold Robert, le plus italien de nos peintres, est sorti de Neuchâtel.

Toujours est-il que si, sur les lieux, on considère de près, avec quelque attention, la physionomie générale et les produits beaucoup plus multipliés qu'on ne peut croire de la littérature courante, on reconnaît combien Genève, en tout ce qui est poétique, romanesque et purement *littéraire*, reste au-dessous, depuis cinquante ans, de son voisin le canton de Vaud, qui, avec bien moins d'importance et d'illustration, et sous un air de rusticité, a beaucoup plus le goût de ces sortes de choses.

M. Töpffer nous paraît à ceci une contradiction heureuse, d'autant plus heureuse que ce n'est pas un romancier simplement issu de

Genève et qui se soit exercé sur des sujets étrangers, mais un romancier du cru et qui a vraiment racine dans le sol. Étudions-le donc un peu à fond, comme nous avons fait une autre fois pour Mme de Charrière.

M. Rodolphe Töpffer est né à Genève le 17 février 1799, en *nonante-neuf*, comme on y dit encore; il se trouve antérieur de quelques années, par la date de sa naissance, à cette génération romantique qui, vers 1828, se remua à Genève ou à Lausanne, à laquelle appartiennent les deux poètes Olivier de là-bas, et d'où nous sont venus ici Imbert Galloix pour y mourir, et M. Charles Didier à travers son grand tour d'Italie. Les parens de M. Töpffer, comme le nom l'indique, sont d'origine allemande, et on pourra, si l'on veut, en retrouver quelque trace dans le talent naïf et affectueux de leur fils. Pourtant Genève a cela de particulier, ce me semble, de s'assimiler très vite et cordialement l'étranger qui s'y naturalise; c'est un petit foyer très fort et qui opère de près sa fusion. Quant à la langue, on conçoit que l'effet de ces mélanges y reste plus sensible, et que, de tous ces styles continuellement versés et déteignant l'un sur l'autre, il résulte une couche superficielle un peu neutre, précisément ce style *mixte* que nous accusons.

Mais le jeune Rodolphe Töpffer paraît avoir été d'abord comme un enfant de la pure cité de Genève et de la vieille souche. Né dans un quartier *du haut*, habitant derrière le temple Saint-Pierre, près de la prison de l'Évêché, en cette maison même, dite *de la Bourse française*, où se passe toute l'*Histoire de Jules*, il nous a décrit, dans ce touchant ouvrage, ses premières impressions, ses rêves à la fenêtre, tandis que, par-dessus le feuillage de l'acacia, il regardait les ogives du temple, la prison d'en face et la rue solitaire. Son père, encore vivant, est un peintre spirituel, estimé, et connu de ceux des artistes de Paris dont les débuts ne sont pas de trop fraîche date. Cet excellent père, éclairé par l'expérience, et qui avait conquis lui-même son instruction, la voulut ménager à son fils de bonne heure, et pour cela il eut à lutter contre les goûts presque exclusifs d'artiste que dénotait le jeune enfant. Celui-ci se sentait peintre en effet, et aurait voulu en commencer l'apprentissage incontinent : le père tint bon et exigea qu'avant de s'y livrer, son fils eût achevé le cours entier de ses études. Le jeune Rodolphe étudia donc, jusqu'à l'âge de dix-huit ans, mais à la façon de Jules, *en attendant*, et non sans bien des croquis entre deux bouquins, non sans de fréquentes distractions à la vitre. Les chapitres sur la flânerie qui ouvrent *la Bibliothèque de mon oncle* sont,

comme il le dit agréablement, l'histoire fidèle des plus grands travaux de son adolescence : « Oui, la flânerie est chose nécessaire au moins une fois dans la vie, mais surtout à dix-huit ans au sortir des écoles... Aussi un été entier passé dans cet état ne me paraît pas de trop dans une éducation soignée. Il est probable même qu'un seul été ne suffirait point à faire un grand homme : Socrate flâna des années; Rousseau, jusqu'à quarante ans; La Fontaine, toute sa vie. » Jules, j'ose le dire après ample informé, c'est exactement le jeune Rodolphe quant aux impressions, aux sentimens, et sauf les aventures.

Ses premières lectures, celles qui agirent le plus avant sur son esprit encore tendre, je les retrouverais dans ses écrits encore, en combinant avec son Jules le Charles du *Presbytère*. Ce fut Florian d'abord comme pour nous tous, Florian y compris son *Don Quichotte* édulcoré, qui déjà pourtant éveillait et égayait chez lui la pointe d'*humour*. Le *Télémaque* et Virgile lui enseignaient au même moment l'amour des paysages et le charme simple des scènes douces. L'œuvre d'Hogarth, qui lui tombait sous la main, lui déroulait l'histoire *du bon et du mauvais apprenti*, et les expressions de crime et de vertu, que ce moraliste peintre a si énergiquement burinées sur le front de ses personnages, lui causaient, dit-il, cet attrait mêlé de trouble qu'un enfant préfère à tout. Son vœu secret, dès-lors, son ambition, eût été d'atteindre aussi à servir un jour le sentiment et la moralité populaire dans ce cadre parlant de la littérature en estampes. C'est Hogarth qui l'initia à se plaire à l'observation des hommes, et aussi à se passionner plus tard pour Shakspeare, à qui il l'a souvent comparé, à s'éprendre enfin de Richardson, de Fielding, des grands moralistes romanciers de l'école anglaise. *Atala* eut son jour; mais il lui fut infidèle (à l'inverse de Mme de Staël et de beaucoup d'autres), dès qu'il eut connu *Paul et Virginie*. On voit déjà les instincts se dessiner : naturel, moralité, simplicité, finesse ou bonhomie humaine, plutôt qu'idéal poétique et grandeur.

Pourtant l'influence de Jean-Jacques sur lui fut immense, et, à cet âge de seize à vingt ans, elle prit dans son ame tout le caractère d'une passion. Ce ne fut pas comme *livre* seulement, mais comme *homme* que Rousseau agit sur son jeune compatriote; le site, les mœurs, les peintures retracées et présentes contribuaient à l'illusion : « Durant deux ou trois ans, a pu écrire M. Topffer, je n'ai guère vécu avec quelqu'un d'autre. » Entendons-nous bien, c'est avec le Rousseau de Julie, avec celui des courses de montagnes, et des cerises

cueillies, et de tant d'adorables pages du début des *Confessions*, avec le Rousseau des Charmettes.

Que si l'on ajoute à cette influence d'autant plus heureusement littéraire qu'elle y visait moins, des lectures entrecoupées de Brantôme, de Bayle (1), de Montaigne, de Rabelais, tomes épars dans l'atelier de son père et que l'enfant avait lus et sucés au hasard sans trop comprendre, mais parfaitement captivé par les couleurs du style ou par cette naïveté que Fénelon osait bien regretter, on reconnaîtra combien est véritablement et sincèrement française la filiation de M. Töpffer, et à quel point nous avons droit de la revendiquer.

Les études classiques qu'avait voulues le père étaient terminées; l'âge de la profession tant désirée était venu; la peinture allait ouvrir, développer enfin ses horizons promis devant le jeune homme, qui, de tout temps, avait croqué, dessiné, imité. Il se disposait à partir prochainement pour l'Italie, lorsqu'une affection des yeux, que l'on crut d'abord passagère et qui n'a jamais cessé depuis, vint suspendre et ajourner encore une fois le rêve. Deux années de vain espoir et de tentatives pénibles suivirent; elles furent cruelles pour celui qui s'en était promis tant de joie : décidément la peinture lui échappait. C'est vers ce temps que, sous prétexte de consulter les hommes de l'art, mais en réalité plutôt pour tromper ses anxiétés par l'étude, il se rendit à Paris, n'y consulta personne, renonça tout bas et avec larmes à la vocation d'artiste, et, renouant avec les lettres, s'appliqua à devenir un instituteur éclairé. Ce séjour à Paris date de 1819 à 1820; de jour, il suivait les cours publics; il allait écouter Talma le soir. Les anciens et la littérature moderne faisaient alors l'objet de ses études. Déjà *rendu* à Shakspeare, il épousait dans son cœur ces idées littéraires nouvelles qui commençaient à poindre; au Louvre, il se rangeait secrètement pour *la Méduse* de Géricault contre le *Pygmalion* de Girodet. Cette crise un peu fiévreuse n'eut qu'un temps. De retour à Genève, sous-maître dans un pensionnat d'abord, puis à la tête d'un pensionnat de sa propre création, père de famille, finalement appelé à occuper la chaire de Belles-Lettres dans l'Académie, c'est du sein d'une vie heureuse et comblée, et comme unie en calme à son Léman, que se sont échappés successivement et sans prétention les écrits divers, tous anonymes, dont plus d'un nous a charmé.

(1) Le dictionnaire dans lequel Jules (*Histoire de Jules*, première partie) trouve l'histoire d'Héloïse, n'est autre que celui de Bayle.

A Genève, les pensionnats participent à la vie et à la moralité de la famille. Obligé par métier de rester un grand nombre d'heures chaque jour dans une classe peuplée de nombreux garçons, M. Töpffer prit l'habitude de se dédommager par la plume de ce que lui refusait le pinceau. Il ne visait pas d'abord à être auteur; maître chéri et familier de ses élèves, c'étaient d'abord de petites comédies qu'il écrivait pour leur divertissement. Chaque année, à la belle saison, se mettant à la tête de la jeune bande, il employait les vacances à les guider, le sac sur le dos, dans de longues et vigoureuses excursions pédestres à travers les divers cantons, par les hautes montagnes et jusque sur le revers italien des Alpes. Au retour et durant les soirées d'hiver, il en écrivait pour eux des relations détaillées et illustrées. Quelques-unes des nouvelles même qu'il a publiées depuis, *le Col d'Anterne, la Vallée de Trient,* me paraissent rendre assez bien l'effet de *Sandfort et Merton* adultes, d'une saine et noble jeunesse ayant l'assurance modeste et la délicatesse native, comme les Morton de Walter Scott.

Le peintre cependant ne pouvait tout-à-fait s'abdiquer; le *trait* lui fournit jusqu'à un certain point ce qu'il avait espéré de la couleur. Aux heures de gaieté, M. Töpffer composa et dessina, sous les yeux de ses élèves, ces histoires folles mêlées d'un grain de sérieux (*M. Vieux-Bois, M. Jabot, le docteur Festus, M. Pencil, M. Crépin*). Les albums grotesques coururent de main en main, et il arriva qu'un ami de l'auteur, passant à Weymar, fit voir je ne sais lequel à Goethe. Le grand-prêtre de l'art, qui ne dédaignait rien d'humain, y prit goût et voulut voir les autres : tous les cahiers à la file se mirent en route pour Weymar. Goethe en dit un mot dans un numéro du journal *Kunst und Alterthum.* Il sembla dès-lors à M. Töpffer que, sur ce visa du maître, les gens pourraient bien s'en accommoder, et, à son loisir, il autographia plusieurs de ces fantaisies. Les cinq qu'il a publiées (1) ont eu grand succès auprès des amateurs et connaisseurs; je n'en pourrais donner idée à qui ne les a pas vues. Ce genre d'*humour* se traduit peu par des paroles; la seule manière de le louer, c'est de le goûter et d'en rire.

Je ne sais qui l'a dit le premier : règle générale, la plaisanterie d'une nation ressemble à son mets ou à sa boisson favorite. Ainsi la plaisanterie de Swift est du pudding, comme celle de Teofilo Folengo

(1) M. Aubert en a contrefait trois ici, à Paris, mais il n'en faudrait pas juger par-là.

est du macaroni, comme celle de Voltaire est du champagne. Celle-ci encore a droit de sembler du moka. Les Allemands pourront nommer le plat de Jean-Paul. En lisant et relisant le *Mascurat* de Naudé, il me semble plonger jusqu'au coude à l'antique fricot gaulois mêlé de fin lard, ou encore me rebuter parfois sur de trop excellens harengs saurs. J'ai donc cherché le mets local analogue à l'*humour* que M. Töpffer répand en ses autographies, et que nous retrouverons littérairement, à dose plus ménagée, dans plus d'un chapitre de ses ouvrages; j'ai essayé de déguster en souvenir plus d'un fromage épais et fin des hautes vallées, pour me demander si ce n'était pas cela. Je cherche encore. Ce qui est bien certain, c'est que sa plaisanterie est à lui, bien à lui, *sui generis*, comme disent les doctes.

Une épigraphe commune sert de préface à ces petits drames en caricature : « Va, petit livre, et choisis ton monde; car aux choses folles, qui ne rit pas bâille; qui ne se livre pas résiste; qui raisonne se méprend, et qui veut rester grave, en est maître. » Mais, sans vouloir raisonner, et en croyant seulement consulter notre goût d'ici, j'avouerai que je leur préfère et je n'hésite pas à recommander surtout deux relations de voyages par M. Töpffer, que j'ai sous les yeux (1), les deux plus récentes courses qu'il ait faites en tête de sa joyeuse caravane, l'une de 1839, jusqu'à Milan et au lac de Côme, l'autre de 1840, à la Gemmi et dans l'Oberland. C'est un texte spirituellement, vivement illustré à chaque page, avec un mélange de grotesque et de vérité; voilà bien de sincères impressions de voyage. La caricature ici n'est plus perpétuelle comme dans les histoires fantastiques de tout à l'heure, elle entre et se joue avec proportion à travers les scènes de la nature et de la vie. Je ne connais rien qui rende mieux la Suisse, telle que ses enfans la visitent et l'aiment : M. Töpffer, en ces deux albums, en est comme le Robinson, avec quelques traits de Wilkie.

Mais arrivons à ses livres proprement dits; la peinture encore en fut l'occasion première et le sujet. Il n'avait rien publié, lorsqu'en 1826, il eut l'idée de dire son mot sur le *salon* de Genève, sur l'exposition de peinture. Il le fit dans une brochure écrite en style soi-disant gaulois ou très vieilli. Les premières lectures de M. Töpffer l'avaient initié, en effet, à la langue du XVIe siècle, qui est, en quelque sorte, plus voisine à Genève qu'ici même, j'ai déjà tâché de le faire comprendre. Ce goût d'enfance pour la langue d'Amyot, que Rous-

(1) Autographiées chez Frutiger, à Genève.

seau, si travaillé pourtant, avait aussi, rendit plus tard M. Töpffer très grand admirateur du style *retrouvé* de Paul-Louis Courier et partisan de quelques-unes de ses théories un peu fausses, mais si bien dites. Je trouve, en un chapitre de ses opuscules, Ronsard en titre, et très bien apprécié, qui en fait les frais (1). Bref, M. Töpffer commença comme nous tous; il rebroussa pour mieux sauter. Son français fut d'abord peut-être un peu appris, mais appris de haut et par-delà, comme il sied.

Sa première brochure sur l'exposition de 1826 avait réussi; il continua les années suivantes, en abandonnant peu à peu le trop docte jargon d'archaïsme. Peu à peu aussi il abandonna les questions de critique occasionnelle et particulière pour aborder des points d'art plus généraux. Ce fut l'origine d'une série d'opuscules intitulés : *Réflexions et menus-propos d'un peintre genevois,* qui trouvèrent place, au moins en partie, dans la *Bibliothèque universelle de Genève.* Dans cette série, il faut distinguer essentiellement les quatre premiers livres d'un *Traité du lavis à l'encre de Chine;* qu'on ne s'effraie pas du titre technique : le lavis à l'encre de Chine n'y est que l'occasion ou le prétexte de recherches libres sur des principes d'art et de poésie. M. Xavier de Maistre, qui aime et pratique lui-même la peinture, qui en poursuit jusqu'aux procédés et à la chimie, lut, à Naples où il était alors, les premiers livres de ce traité, et il envoya en présent à l'auteur une belle plaque d'encre de Chine avec toutes sortes de précieux témoignages. Voilà donc un second parrain qui vint à M. Töpffer après Goethe, et par la peinture également. Lorsque plus tard l'aimable auteur du *Lépreux* acheva de connaître celui dont la théorie l'avait attiré, lorsqu'il put lire ces touchantes petites productions, sœurs des siennes, *la Bibliothèque de mon Oncle*, le premier chapitre du *Presbytère*, il dut voir avec bonheur combien entre certaines natures les premières affinités trompent peu, et qu'il y a des parentés devinées à distance entre les ames.

C'est que ces quatre premiers livres, à propos de lavis, sont en effet d'une lecture charmante, à la Sterne, avec plus de bonhomie, entrecoupés de digressions perpétuelles qui sont l'objet véritable et qui font encore moins théorie que tableau. Sur l'importance de bien choisir son bâton d'encre de Chine, ce compagnon, cet ami fidèle qui doit vivre autant et plus que nous, il y a, par exemple, des pages bien délicates et sensibles, dont je veux extraire ici quelque chose,

(1) Chap. XIX, IVe livre du *Traité du lavis à l'encre de Chine.*

d'autant plus qu'elles ne seront pas reproduites dans l'édition de Paris. Pour parler ensuite plus à l'aise de M. Töpffer, il est bon de le donner à connaître tout d'abord directement; c'est le plus sûr moyen de faire voir que je n'en dis pas trop. Donc je transcris :

« . . . . En effet, avec le temps, avant peu d'années, votre bâton, d'abord simple connaissance, ensuite compagnon, instrument de vos travaux, plus tard associé à tous vos souvenirs, vous deviendra cher, et insensiblement le charme d'une douce habitude liera son existence à la vôtre. Quelle triste chose alors que de découvrir tardivement dans cet ami des défauts, des imperfections; d'être conduit peut-être à rompre ces relations commencées pour en former de nouvelles qui ne sauraient plus avoir ni l'attrait ni la fraîcheur des premières!

« Franklin parle quelque part de cette affection d'habitude que l'on porte aux objets inanimés, affection qui n'est ni l'amitié ni l'amour, mais dont le siége est pourtant aussi dans le cœur. Quelques-uns disent que c'est là une branche de cette affection égoïste qui attache à un serviteur difficile à remplacer; moi je pense que c'est un trait honorable de notre nature, lequel ne saurait s'effacer entièrement sans qu'il y ait pour l'ame quelque chose à perdre.

« C'est quelque chose de bienveillant, c'est aussi une espèce d'estime. Non-seulement nous aimons l'instrument que nous manions avec plaisir, avec facilité, mais bientôt, le comparant à d'autres, nous lui vouons quelque chose de plus, si surtout, à sa supériorité, il joint de longs services. Un simple outil a, pour l'ouvrier qui s'en sert, sa jeunesse, son âge mûr, ses vieux jours, et excite en lui, selon ces phases diverses, des sentimens divers aussi. Il se plaît à la force, à la vivacité brillante qui distingue ses jeunes ans; il jouit aux qualités qu'amène son âge mûr, aux défauts qu'il corrige ou tempère; il estime surtout les qualités que ne lui ôte pas la vieillesse, et souvent (qui n'en a pas été le témoin?) il le conserve par affection, même après qu'il est devenu inférieur à ses jeunes rivaux.

« Si vous avez jamais voyagé à pied, n'avez-vous point senti naître en vous et croître avec les journées et les services cette affection pour le sac qui préserve vos hardes, pour le bâton, si simple soit-il, qui a aidé votre marche et soutenu vos pas? Au milieu des étrangers, ce bâton n'est-il pas un peu votre ami; au sein des solitudes, votre compagnie? N'êtes-vous pas sensible aux preuves de force ou d'utilité qu'il vous donne, aux dommages successifs qui vous font prévoir sa fin prochaine, et ne vous serait-il point arrivé, au moment de vous en séparer, de le jeter sous l'ombrage caché de quelque fouillis plutôt que de l'abandonner aux outrages de la grande route! Si vous me disiez non, non jamais..., à grand regret, cher lecteur, je verrais se perdre un petit grain de cette sympathie qui m'attire vers vous (1).

(1) Je trouve chez une humble et douce muse de l'Angleterre, chez mistriss Caroline Southey, femme du grand poète de ce nom et fille elle-même de l'aimable

« Pour qui observe, il est facile de remarquer que ce trait va s'effaçant à mesure que l'on monte des classes pauvres, laborieuses, aisées, aux classes riches, et qu'il s'efface entièrement au milieu du luxe et de l'oisiveté des hommes inutiles. Ai-je donc si tort d'y reconnaître quelques liens mystérieux avec ce qui est bon? de dire que c'est un trait honorable de notre nature et précieux pour l'ame? Un sentiment qui se trouve où il y a travail, exercice, économie, médiocre aisance; qui se perd où il y a luxe prodigue, paresse, inutile oisiveté, serait-il indifférent aux yeux de l'homme de sens? Non pas! Aussi Franklin, l'homme de sens par excellence, en faisait cas.

« Au reste, si cette disposition est plus fréquente chez les classes travailleuses que chez les classes oisives, parce qu'elle est inséparable de l'emploi du temps, de l'exercice et du travail, elle est aussi bien plus générale dans les sociétés jeunes encore que chez celles qui sont arrivées aux derniers raffinemens de la civilisation. Homère décrit toujours avec soin un mors, un bouclier, un char, une coupe, une armure; il prête sans cesse à ces objets inanimés des qualités morales qui en font le prix aux yeux de leur possesseur, et qui leur valent l'estime ou les affections de l'armée. Les temps de la chevalerie présentent le même caractère. Aussi Walter Scott ne néglige pas un trait si vrai et si favorable au pittoresque. Cooper lui-même, dans son roman de *la Prairie*, voulant peindre un homme des villes qui s'est volontairement reporté à la vie des bois, est fidèle à la vérité lorsqu'il unit d'amitié le trappeur à sa carabine. Cette arme vénérable prend une physionomie, un caractère; elle devient un personnage qui a sa bonne part dans l'intérêt que nous portons au vieux chasseur des prairies... »

poète Bowles, une toute petite pièce qui me paraît compléter la pensée de M. Töpffer, et que je voudrais en passant cueillir comme une pervenche au bord du chemin.

SONNET.

Je n'ai jamais jeté la fleur
Que l'amitié m'avait donnée,
— Petite fleur, même fanée, —
Sans que ce fût à contre-cœur.

Je n'ai jamais contre un meilleur
Changé le meuble de l'année,
L'objet usé de la journée,
Sans en avoir presque douleur.

Je n'ai jamais qu'à faible haleine
Et d'un accent serré de peine
Laissé tomber le mot *Adieu*;

Malade du mal de la terre,
Tout bas soupirant après l'ère
Où ce mot doit mourir en Dieu.

Puis revenant à son bâton d'encre de Chine : « Ceci, dit-il, tient à notre vie privée; aussi éprouvé-je quelque répugnance à en entretenir le public. Mais je ne puis résister à l'envie de faire connaître les innocentes relations qui m'unissent à lui. D'ailleurs, je serai discret.

« Ces relations sont anciennes, elles datent de vingt ans; elles me sont chères à plus d'un titre, car, ce bâton, je le tiens de mon père, y compris la manière de s'en servir et la manière d'en parler. Il est rond, doré, apostillé de Chinois, et d'une perfection sans pareille, si pourtant l'amitié ne m'aveugle. Un beau matin je le trouvai cassé en deux morceaux; cela m'étonna, car il n'avait jamais fait de sottises qu'entre mes mains... Aussi n'était-ce pas une sottise; je venais de me marier.

« Mais, outre ces circonstances qui me le rendent cher, que de momens délicieux nous avons coulés ensemble! que d'heures paisibles et doucement occupées! quelle somme de jours calmes et rians à retrancher du nombre des jours tristes, inquiets ou ingratement occupés! Si l'on aime les lieux où l'on a goûté le bonheur; si les arbres, les vergers, les bois, si les plus humbles objets qui furent témoins de nos heureuses années ne se revoient pas sans une tendre émotion, pourquoi refuserais-je ma reconnaissance à ce bâton qui, non-seulement fut le témoin, mais aussi l'instrument de mes plaisirs?

« Et puis quels plaisirs! Aussi anciens que mes premiers, que mes plus informes essais; car, ce qui les distingue de tous les autres, c'est d'être aussi vifs au premier jour qu'au dernier, de s'étendre peu, mais de ne pas décroître. Aujourd'hui encore, quand m'apprêtant à les goûter, je prends mon bâton et broie amoureusement mon encre tout en rêvant quelque pittoresque pensée, ce ne sont pas de plus aimables illusions, de plus séduisantes images, de plus flatteuses pensées qui m'enivrent, mais du moins ce sont encore les mêmes; la fraîcheur, la vivacité, la plénitude, s'y retrouvent, elles s'y retrouvent après vingt ans! Et combien est-il de plaisirs que vingt ans n'aient pas décolorés, detruits! L'amitié seule, peut-être, quand elle est vraie, et que, semblable à un vin généreux, les années la mûrissent en l'épurant.

« Durant ces vingt années d'usage régulier, ce bâton ne s'est pas raccourci de trois lignes : preuve de la finesse de sa substance, gage de la longue vie qui l'attend. Long-temps je l'ai regardé comme mon contemporain; mais depuis que j'ai compris combien plus le cours des ans ôte à ma vie qu'à la sienne, je l'envisage à la fois comme m'ayant précédé dans ce monde, et comme devant m'y survivre. De là une pensée un peu mélancolique, non que j'envie à mon pauvre bâton ce privilége de sa nature, mais parce qu'il n'est pas donné à l'homme de voir sans regret la jeunesse en arrière et en avant le déclin (1)... »

Le chapitre qui suit, sur le *pinceau*, a beaucoup de piquant; le caractère du pinceau, suivant M. Tœpffer, c'est d'être capricieux; il est

(1) II[e] livre du *Traité du lavis à l'encre de Chine*.

le contraire du bâton, de l'ami solide. Il a des momens sublimes, d'autres détestables; il emporte son maître et lui joue des tours. Méfiez-vous du pinceau.

Sur les limites du *procédé* et de *l'art;* qu'*il est bon que pour chaque homme l'art soit à recommencer;* sur la différence fondamentale de la peinture antique et moderne; sur le clair-obscur et Rembrandt; qu'en face de la nature *les plus serviles ont été les plus grands*, et que *c'est bien ici que ceux qui s'abaissent seront élevés;* que la peinture pourtant est un mode, *non pas d'imitation, mais d'expression;* il y a là-dessus une suite d'instructifs et délicieux chapitres, où la pensée et le technique se balancent et s'appuient heureusement, où le goût pour la réalité et pour les Flamands ne fait tort en rien au sentiment de l'idéal, où Karel Du Jardin tient tête sans crânerie à Raphaël. Tout au travers passe et repasse plus d'une fois, avec complaisance et nonchaloir, un certain âne qui sert à l'auteur de démonstration familière à ses théories, et cela le mène à venger finalement l'honnête animal, son ami, calomnié par cet autre ami La Fontaine. Ce chapitre de réhabilitation est victorieux et restera dans l'espèce (1); mais, pour commencer, on ne peut tout citer.

En lisant ces pages pittoresques et vives, où la lumière se joue, on ne peut s'empêcher de partager les espérances de l'auteur, lorsque, vers la fin, en vue de l'avenir de l'art dans ces contrées où il n'eut point de passé, on l'entend qui s'écrie : « Toutefois, Suisse, ma belle, ma chère patrie, les temps sont venus peut-être! J'en sais, de vos amans, qui vous rendent plus que le culte de l'admiration, qui étudient vos beautés, qui se pénètrent de vos grandeurs, à l'ame de qui se découvrent vos charmes méconnus. » Le brouillard dans ces vallées se lève tard, voilà qu'il semble se lever aujourd'hui. Ce sont des amans qui aimaient trop et de trop près; à force de sentir, ils ne pouvaient dire. A leur tour, enfin, de parler.

Dans la Suisse allemande, cela s'est passé un peu autrement, je pense. Par la poésie au moins et par la littérature, la Suisse allemande, dès Haller et Gessner, s'est bien plus exprimée elle-même que la Suisse française ne l'a fait encore. Celle-ci a eu Rousseau, sans doute; comment l'oublier? Mais, tout en la peignant, il l'a désertée autant qu'il a pu. Le grand historien helvétique, un des plus grands historiens modernes, le vrai peintre et comme le poète épique des vieux âges, Jean de Muller, est de cette autre Suisse qui n'a point, entre l'Allemagne et elle, les mêmes barrières de croyances et de

(1) Chap. VIII du IIIe livre du *Traité*.

purisme que la Suisse française se sent à l'égard de la France. Et ici je me permettrai de blâmer M. Töpffer sur un point.

Indépendamment des articles d'art et des piquans chapitres sur le lavis, il en a fourni plusieurs autres à la *Bibliothèque universelle* de Genève, excellent recueil en beaucoup de parties et digne d'une cité qui a produit au début Jean Le Clerc, le second et très estimable journaliste à côté de Bayle. Mais trop souvent dans ces articles de M. Töpffer (1), comme dans la plupart de ceux que la *Bibliothèque universelle* publie sur la littérature, je regrette de trouver la France traitée comme une *nation* étrangère, nos écrivains à la mode pris à parti et entrechoqués, comme on le pourrait faire par-delà le détroit. Cette espèce d'opposition, inutile d'abord, est surtout disgracieuse; rien de moins propre à diminuer nos préjugés d'ici. Nous avons du purisme à l'endroit de Genève; on y répond par du puritanisme, et notre purisme va en redoubler de dédain. Une telle polémique, morale par l'intention, mais où il entre pour le détail beaucoup d'inexactitudes, tend à prolonger un état de roideur et de secte, un système de défensive qui ne me paraît point du tout favorable à ce que je désire le plus avec M. Töpffer, l'expression libre et poétique de la Suisse par elle-même.

Assez de critique. M. Töpffer commença à poindre comme romancier dès 1832, par un charmant opuscule, *la Bibliothèque de mon Oncle*, qui fait aujourd'hui le milieu de l'*Histoire de Jules*. L'année suivante, il publia la première partie du *Presbytère* (2); après quoi il se délecta, non pas, dit-il, à faire des *suites* à ces deux parties, mais à compléter le tableau dont elles étaient pour lui un fragment. *Élisa et Widmer* ne fut même qu'une étude où il s'exerçait à trouver des tons pathétiques pour la fin du *Presbytère*. En 1834, il donna *l'Héritage*, où ces tons touchans, pour être contrariés par une veine bizarre, ne ressortent que mieux. J'indiquerai encore, dans l'intervalle de 1833 à 1840, comme ayant paru à part ou dans la *Bibliothèque universelle*, *la Traversée*, *la Peur*, et quelques petites relations de voyages, *la Vallée de Trient*, *le Grand Saint-Bernard*, *le Lac de Gers*, *le Col d'Anterne* (3). De ces derniers petits récits, j'aime la

(1) Quelques-uns ont été recueillis dans un volume de *Nouvelles et Mélanges*. (Genève, Cherbuliez, 1840.)

(2) Aujourd'hui le premier des cinq livres dont se compose ce roman. (*Le Presbytère*, 2 vol. in-8°, 1839.)

(3) Le tout recueilli dans le volume, déjà cité, de *Nouvelles et Mélanges*. (Genève, 1840.)

vérité simple, la grace rustique et naturelle, la belle humeur et la moquerie sans ironie. D'ordinaire, il y intervient un touriste ridicule, un Anglais gourmé, un Français entreprenant, une jeune fille charmante et qu'on protége, et qu'il faut trop tôt quitter. J'y vois une sorte de protestation modeste et de reprise en action contre les trop spirituelles impressions de voyage et les enjambées de nos grands auteurs, par quelqu'un du terroir, et qui, ayant beaucoup laissé dire, se décide à son tour à raconter. Chaque année en effet, en de certains mois, les voyageurs fondent sur la Suisse de tous les points de l'horizon, comme des volées d'étourneaux qui s'abattent. C'est une manière de transformation civilisée des anciennes invasions barbares : il y a aussi, selon le plus ou moins de talent, les simples pillards et les conquérans. Ils sont jugés les uns et les autres très justement, très finement, par les humbles habitans ou *naturels* du lieu (comme dit George Sand), qui souffrent dans leur cœur de ces légèretés de passage, qui s'en affligent pour les objets de leur culte, et qui, entre soi, après, se gaussent des railleurs. M. Töpffer répond à ce sentiment local dans ses gouaches franches sans hâblerie et sans pompe.

Chose bien singulière et petite moralité à tirer pour nous chemin faisant! nous autres Français qui, en France et chez nous, distinguons si parfaitement les Gascons et croyons leur fixer leur part, une fois à l'étranger, nous faisons tous un peu l'effet de l'être.

La Peur est un récit minutieux et dramatique d'une impression d'enfance. Agé de sept ans environ, le jeune enfant se promenait en un certain lieu solitaire, et non loin du cimetière de la ville, avec son digne aïeul qui lui servait presque de camarade, comme c'est la coutume des excellens grands-pères, depuis le bonhomme Laërte jusqu'à grand-papa Guérin (1). Mais, au milieu des jeux folâtres et au sortir du bain qu'il prend en s'ébattant dans une petite anse, voilà tout d'un coup qu'à la vue d'un débris, ou, pour parler net, d'une carcasse de cheval étendue sur le sable, l'idée obscure de la mort se pose à lui pour la première fois : un vague frisson l'a saisi pour tout le reste du jour. L'année suivante, son aïeul meurt, et l'enfant, qui suit le convoi sans trop savoir, se retrouve tout ému

(1) Le vieil et célèbre avocat Loisel, retiré à Chevilly, près Villejuif, tout à la fin de ses jours, et n'y ayant pour compagnie que son petit-fils, a fait ce distique charmant :

Quis civilliacâ lateat si quæris eremo,
Laertesque senex, Telemachusque puer.

aux mêmes lieux. Quelques années après encore, vers l'âge de douze ans, sorti de la ville au hasard, sous l'impression d'un chagrin violent et un peu burlesque, d'un précoce dépit amoureux, il se retrouve le soir, seul, dans le même endroit de mystère. Il oublie l'heure; les portes de la ville se ferment, et il est obligé de passer la nuit entière en proie aux terreurs. C'est la description de cette crise, dans toutes ses péripéties, que l'auteur a retracée avec un naturel parfait et comme minute par minute : joli tableau malicieux qui semble pointillé par la plume de Charles Lamb, ou sorti du pinceau d'un maître flamand.

La Traversée rentre dans la donnée d'*Ourika* ou du *Lépreux*, c'est-à-dire dans le roman par *infirmité*. Il s'agit d'un jeune bossu qui a des instincts chevaleresques, des velléités oratoires, qui a surtout des besoins de tendresse et qui souffre de ne pouvoir se faire aimer. Toute la première partie de l'histoire est aussi vraie que touchante et délicate; je hasarderai une seule critique sur la fin. Le petit bossu, dans une traversée qu'il fait aux États-Unis d'Amérique, parvient à se faire remarquer par ses soins auprès d'un passager malade et de sa jeune femme qui va devenir veuve. Arrivé à terre, il continue de les assister. La femme reste sans protecteur; il l'épouse, il devient père, il est heureux; il écrit à son ami de Suisse, confident de ses anciennes douleurs : « Envoyez-moi donc vos bossus, nous leur trouverons femmes.... » Ceci me choque. Ce jeune homme, même guéri de ses regrets, même heureux, ne devrait jamais, ce me semble, plaisanter de la sorte. Il a l'ame fière, chevaleresque. Or, les ames fières, on l'a justement remarqué, aiment encore moins l'amour et son bonheur, pour ce qu'elles y trouvent que pour ce qu'elles y portent; et l'infirmité inévitable qu'il y porte, et qui l'a humilié si long-temps, devrait lui coûter à rappeler, à nommer, — à moins pourtant qu'il ne soit devenu tout à fait *américain*, ce qui est très possible, mais ce qui n'en serait pas plus aimable.

On ne saurait croire, hors de Paris, combien nous sommes sensibles au-delà de tout, aux plus légers manques de *distinction* à l'extrême surface, et c'est aussi la seule raison (si raison il y a) qui m'empêchera d'oser considérer comme chef-d'œuvre *l'Héritage*, dont l'idée est très heureuse, et l'exécution souvent fine et toujours franche. Un jeune homme de vingt ans, orphelin, destiné à une immense fortune que lui assure un oncle son parrain, s'ennuie et bâille tout le jour. Il se croit malade par manie, il se fait élégant faute de mieux; sa jeunesse se va perdre dans les futilités, et son ame s'y dessécher,

lorsqu'une nuit, allant au bal du Casino, un incendie, qu'il admire d'abord comme pittoresque, le prend au collet sérieusement; il est obligé de faire la chaîne avec ses gants blancs; il s'irrite d'abord, puis la nouveauté de l'émotion le saisit; le dévouement et la fraternité de ces braves gens du peuple lui gagnent le cœur : il a retrouvé la veine humaine, et son égoïsme factice s'évapore. Une jeune fille qu'il aperçoit saisie elle-même par la chaîne, et qu'il reconduit ensuite avec une modestie discrète, achève la guérison. Le voilà amoureux d'une inconnue distinguée et pauvre. Son oncle qui l'apprend, et qui a sur lui d'autres projets, l'en plaisante comme d'une fredaine; puis, le trouvant sérieux, il se fâche et finalement le déshérite. Lui, tout allégé, épouse la jeune fille et trouve le bonheur. On conçoit le charme et le profond de l'idée; mais, dans toute la première partie, le jeune homme, qui est un élégant de là-bas, ne nous paraîtra pas tout-à-fait tel ici. C'est une affaire d'étiquette et de tailleur peut-être, affaire des plus importantes toutefois pour notre superbe délicatesse. Ce jeune homme parle beaucoup trop de ses *instrumens de barbe* (est-ce qu'on se fait la barbe encore?), de son *savon perfectionné*, de son *cure-dent* surtout, et de la *côtelette* qu'il mange. Ce sont des riens; ils font tache pour nous, sans qu'il y ait guère de la faute de l'auteur, qui n'était pas tenu de deviner nos entresols de *lions* à la mode, quand il ne peignait qu'un *mirliflor* du quartier.

N'est-ce pas à propos de *l'Héritage* encore, et comme venant aggraver ces élégances qui *retardent*, qu'il m'est permis de noter grammaticalement plusieurs locutions particulières qui se reproduisent assez souvent dans les pages de M. Töpffer, et qui semblent appartenir à notre vieille langue surannée? *Je leur bâille contre*, pour, *je leur bâille au nez*. Et en parlant au valet qui annonce à contre-temps l'oncle parrain : « Imbécille! j'étais sûr que *tu me le pousserais dessus.* » Molière, dans la scène II du *Mariage forcé*, fait dire à Sganarelle que Géronimo salue, chapeau bas : « *Mettez donc dessus*, s'il vous plaît; » ce qui signifie : *Couvrez-vous*. Dans l'idiome du canton de Vaud, on dit encore vulgairement *je me suis pensé*, pour *j'ai pensé;* ainsi dans *les Contes et les nouvelles Récréations* attribuées à Bonaventure Desperiers, à la nouvelle LXV du tome II, on lit : « Ce régent *se pensa bien* que, pour aller vers une telle dame, il ne falloit pas estre despourveu... » Toutes les locutions singulières du patois genevois ou vaudois sont loin sans doute de pouvoir ainsi s'autoriser par d'authentiques exemples. M. Töpffer le sait bien, et en général il fait choix; en vrai disciple de Paul-Louis Courier, il ne va pas tou-

jours aussi couramment qu'il en a l'air. Tous ces mots du cru, ces locutions jusque-là éparses chez lui un peu au hasard, se sont même élevés à l'art véritablement, sous sa plume, dans quelques lettres de *Champin*, l'un des personnages du *Presbytère :* « On y peut voir, dit-il excellemment, ce qu'est notre idiome local parlé dans toute sa nationale pureté, et juger de la difficulté qu'on doit éprouver à se dépouiller, pour écrire purement, de cette multitude d'idiotismes, dont les uns, inusités dans la langue française actuelle, n'en sont pas moins de souche très française, dont les autres voilent sous une figure expressive le vice de leur origine, dont tous ont pour nos oreilles le caractère du naturel et le charme de l'accoutumance. » Quant à nous pour qui cette *accoutumance* n'existe pas, quelque chose pourtant du charme se retrouve. Est-ce donc le pur caprice d'un palais blasé? Ce que je puis dire, c'est que ces idiotismes, ménagés et bien pétris dans un style simple, me font l'effet d'un pain bis qui sent la noix.

Les idiotismes s'en vont, on est trop heureux de les ressaisir; on l'est surtout de les retrouver autour de soi sans trop d'effort, et de n'avoir qu'à puiser. Ç'a été la situation de M. Töpffer. Et quel moment mieux choisi, si on l'avait choisi, pour oser toutes les expériences de couleur et de poésie dans le langage? Je conçois en d'autres temps du scrupule et la nécessité pour l'auteur de se tenir avant tout et de n'opérer qu'avec nuance dans le cercle régulier dessiné; mais aujourd'hui qu'est-ce? le public d'élite et le cercle, où sont-ils? Je ne vois que des individus épars, une écume de toutes parts bouillonnante, et quelquefois très brillante en se brisant, qu'on appelle *langue*, et des pirates intitulés *littérateurs* qui font la course. Sauve qui peut dans ce désarroi, et butine qui ose! C'est le cas pour chacun d'aller son grand ou petit train intrépide; c'est le cas comme pour Montaigne, à la fin du XVIe siècle. Laissons faire les petits Montaigne.

L'*Histoire de Jules* (1) n'est pas plus à analyser que le *Voyage autour de ma Chambre;* elle se divise en trois parties dont le seul inconvénient est d'avoir l'air de recommencer trois fois, mais on y consent volontiers à cause de la simplicité extrême. Les momens d'ailleurs sont différens. Dans le premier livre, intitulé *les Deux Prisonniers*, Jules est un écolier enfant, un adolescent à peine; il aime déjà Lucy. Dans le second moment, qui s'intitule *la Bibliothèque de mon Oncle*,

(1) Un vol. in-8°, Genève, 183[illegible]

c'est de la jeune juive, si docte et si belle, qu'il est épris mystérieusement; elle meurt. Dans la troisième partie nommée du nom d'*Henriette*, et où Lucy mariée reparaît agréablement, le jeune homme a grandi, il est artiste et homme; l'affection sérieuse et moins fleurie aboutit à l'union durable.

Ce sont, on le voit, comme chez Nodier, des souvenirs *romancés* de jeunesse, mais moins *romancés* et avec moins d'habileté. Une certaine lenteur de ton qui se confond ici à la grace décente, l'honnêteté du cœur intacte avec la malice enjouée de l'esprit, la nature prise à point, respirent dans ces pages aimables : le sens moral qui en ressort tendrait à tuer surtout le grand ennemi en nous, c'est-à-dire la vanité. Dès le début, on voit l'écolier Jules se moquer en espiègle de son précepteur, M. Ratin, lequel a sur le nez une certaine verrue très singulière; cette verrue nous est racontée au long et décrite avec ses poils follets, ainsi que la lutte fréquente du bon pédant avec la mouche mauvaise qui s'obstine à s'y poser. De là le fou rire de l'écolier, de là les sorties de M. Ratin à tout propos contre le fou rire et contre les immoralités qu'il engendre. « Réfléchissant depuis à cette verrue, dit notre historien, je me suis imaginé que tous les gens susceptibles ont ainsi quelque infirmité physique ou morale, quelque verrue occulte ou visible, qui les prédispose à se croire moqués de leur prochain. » Chez quelques-uns, par une variété de la maladie, au lieu de se croire moquée, la verrue se flatte d'être admirée; elle se rengorge. C'est cette infirmité dans les deux sens que M. Töpffer appelle, pour abréger, *le bourgeon*, le faible de vanité d'un chacun; il déduit très bien cela. Il y voit avec raison le germe de bien des travers et de bien des maux; *être et paraître;* c'est à l'écraser et à l'extirper, ce besoin de faire effet, qu'il croit que consiste le plus fort de la morale : « Chose singulière! au-delà de certaines limites, l'effort tourne contre vous; en voulant extirper le bourgeon, c'est un bourgeon que vous reformez à côté; vous dites : Je puis me flatter que je n'ai plus de vanité, et ceci même est une vanité. Aussi, ajoute-t-il, ne pouvant tout faire, j'ai pourvu au plus pressé. Je lui laisse pour amusette mes tableaux, mes livres, en lui interdisant toutefois les préfaces, bien qu'il m'en conseille à chaque fois; mais il est de plus sérieuses choses que j'ai mises à l'abri de ses atteintes. Ce sont mes amitiés d'abord... » Ensuite ce sont ses plaisirs, ses jouissances saines d'homme naturel, d'artiste, le dîner du dimanche sous la treille, le coudoiement du peuple, la source perpétuelle de l'observation vive. « Sous ces feuillages je retrouvais, dit-il,

les jeux charmans de l'ombre et de la lumière, des groupes animés, pittoresques, et cette figure humaine où se peignent sous mille traits la joie, l'ivresse, la paix, les longs soucis, l'enfantine gaieté ou la pudique réserve. » Jean-Jacques sentait de même, pauvre grand homme tant dévoré du bourgeon! L'auteur de *Jules* pratique à la Jean-Jacques et à moins de frais la nature et la foule; il y recueille, chemin faisant, une quantité de petits tableaux, qu'il nous rend au vif et qui ont la transparence d'un Teniers ou d'un Ostade. En voulez-vous un échantillon : « A droite, c'est la fontaine où tiennent cour autour de l'eau bleue servantes, mitrons, valets, commères. On s'y dit douceurs au murmure de la seille qui s'emplit.... » Rien que ces quelques mots ainsi jetés, familiers et envieillis, n'est-ce pas déjà harmonie et couleur?

Mais le véritable chef-d'œuvre de M. Töpffer, et que j'ai exprès réservé jusqu'ici, me paraît être le premier livre du *Presbytère*. Je dis le premier livre uniquement, parce qu'il a d'abord été publié à part, parce qu'il fait un tout complet, parce qu'il ne nous donne du sujet que la fleur, et que c'est précisément cette *fleur* qui était en question et que l'on contestait à la littérature de Genève. Les livres suivans ont grand mérite encore et intérêt, comme nous le devons dire; mais on s'y enfonce dans le terroir, et ce n'est pas notre affaire, à nous lecteurs toujours pressés et légers.

Genève et la Suisse sont la patrie moderne de l'idylle; au pied des grands monts, dans ces petits jardins un peu pomponnés, on l'y pratique journellement, et cela même était une raison peut-être pour qu'on n'en écrivît point de distinguées. Ce qu'on est en train de pratiquer et de *vivre*, on ne l'idéalise guère. Il faut être un peu à distance de son modèle pour le peindre. C'est toujours l'histoire de ces amans qui aiment trop pour pouvoir dire. Quoi qu'il en soit, voilà une idylle véritable, née du pays, fille du Salève, et digne de se placer modestement à la suite de toutes celles qui ont fleuri, depuis *Nausicaa*, la première de toutes et la plus divine, jusqu'à *Hermann et Dorothée*.

Charles est auprès d'une mare, à midi, couché, à contempler trois graves personnages paisibles, trois canards endormis et bienheureux. Un malin désir le prend, il lance une pierre dans la mare et réveille du coup les trois heureux troublés. Lui-même, dans sa vie, il va éprouver quelque chose de semblable. Charles rêve, il rêve beaucoup plus depuis quelque temps; il aime Louise, la fille du chantre, et s'il en croit de chers indices, une main donnée et oubliée dans la sienne

à une certaine descente de montagne, Louise tout bas le lui rend. Mais le chantre est un homme dur, sévère, impitoyable. Un mot de lui, jeté en un moment de colère, a cruellement appris à Charles qu'il est un *enfant trouvé*. Le pauvre enfant ne s'en était pas douté jusque-là, tant M. Prévère, le digne pasteur, avait été pour lui un bon père. Enfant trouvé peut-il donc prétendre à la main de Louise? C'est ce jour même où Charles rêve près de la mare, et où il vient de troubler les canards avec sa pierre, c'est ce jour-là que l'orage va éclater. M. Prévère paraît à la fenêtre de la cure d'un air pensif; il a résolu d'éloigner Charles pour quelques années, de l'envoyer à la ville chez un ami près de qui le jeune homme pourra continuer ses études et se préparer, si Dieu le permet, aux fonctions du ministère. Avant qu'il ait appelé Charles pour lui signifier le départ, celui-ci, qui semble avoir le pressentiment de quelque explication, s'est dérobé de dessous les yeux de M. Prévère, à la suite de son autre ami le bon chien Dourak, arrivé là tout à propos. En s'approchant du mur qui soutient la terrasse de la cure, à quelques pas de la mare, sous un creux de buisson, il aperçoit le chantre en personne, faisant la sieste et tout au long étendu. Une lettre à demi ployée sort de sa poche; Charles l'a remarquée; une lettre!... De qui cette lettre? Lui-même il a, depuis six mois, ses poches remplies de lettres qu'il écrit sans cesse et qu'il relit solitaire, sans jamais oser les remettre. Si Louise avait écrit, si le chantre avait parlé à M. Prévère, si l'air pensif de M. Prévère se rattachait à cela?... la curiosité le saisit. Il s'approche du chantre endormi et dont le somme tire à sa fin; il rampe autour de lui, il lit déjà, c'est bien de Louise. Mais qu'est-ce? Il est saisi tout d'un coup par un mouvement imprévu, par un *tressaut* (1) du dormeur, il est pris sous lui et ne peut plus s'échapper. Dourak s'en mêle; réveil complet et grande colère du chantre. Bref, il est décidé, après un entretien à la promenade avec M. Prévère, que Charles partira le soir même pour Genève, et qu'il quittera pour long-temps la cure, pour toujours Louise et ses espérances. Mais de nuit, déjà en route, il revient sur ses pas; il veut revoir les lieux encore, épier les derniers bruits du logis, la lumière de Louise s'éteignant. Presque surpris une seconde fois par le chantre soupçonneux qui rôde, il n'a que le temps de se réfugier dans l'église; il s'y laisse enfermer, y passe la nuit, et, accablé de fatigue et d'émotions, s'y

(1) *Tressaut*, comme on dit *soubresaut*, *sursaut*, mot excellent et de vieille souche que *tressaillement* ne supplée pas.

endort profondément. Le lendemain, au réveil, c'était dimanche; la foule va venir, il n'est plus l'heure de s'esquiver. Par bonheur, l'orgue (Charles s'en ressouvient à temps) est en réparation et ne doit pas jouer ce jour-là; il s'y cache. La prière commence; M. Prévère ouvre la Bible et y lit ces mots comme texte du discours qu'il va prêcher : *Quiconque reçoit ce petit enfant en mon nom, il me reçoit.* En effet, le bruit s'était répandu, par la paroisse, du refus du chantre, du départ de Charles; on plaignait l'un, mais on approuvait l'autre. Le cœur de M. de Prévère s'en est brisé, et il s'échappe devant tous en de chrétiennes plaintes. Eloquent et miséricordieux sermon durant lequel Louise, avant la fin, est obligée de sortir, qui fait fondre en pleurs tout l'auditoire, et amollit le chantre lui-même et sa dure nature! Trois jours après, à Genève, Charles, qui s'y est rendu en sortant de sa niche, dès qu'il l'a pu, reçoit du chantre une lettre qu'il faut lire en son idiome natif, et, jointe à la lettre, la montre de famille, gage des fiançailles.

On entrevoit assez sur cette simple esquisse tout un cadre ouvert à une attrayante vérité. Est-il besoin, pour la confirmer, de dire que le fond de ce naturel tableau procède de souvenirs qui appartiennent à la première enfance de l'auteur? La cure, c'est le village de Satigny; l'original de M. Prévère, du pasteur comme se l'est peint la tendre imagination de l'enfant, a réellement existé; il existe encore; c'est, m'assure-t-on, M. Cellérier, aujourd'hui courbé sous les ans et les travaux, le père du recteur actuel de l'Académie, et dont les sermons, plusieurs fois réimprimés, sont bien connus des protestans. Toutefois l'admirable discours de M. Prévère paraît avoir été plutôt inspiré de la manière de Réguis, éloquence simple et mâle, et qui rappelle la belle école française (1). L'exécution générale du style, dans ce que j'appelle l'idylle, reste à la fois naturelle et neuve, pleine de particularités et d'accidens, riche d'accent et de couleur; c'est un style *dru;* il sent son paysage. Les quelques taches de diction qu'on y peut surprendre seraient aussi aisées à enlever que des grains de poussière sur le feuillage verdoyant qui entoure la mare.

Les livres suivans du *Presbytère*, qui, à cause de leur spécialité et

(1) Réguis, curé dans le diocèse d'Auxerre et ensuite dans celui de Gap, à une époque peu éloignée de la révolution française. Son nom manque dans toutes nos biographies; il n'est connu que des protestans. Pour l'énergie et l'onction, il a des parties du grand orateur chrétien. On a réimprimé ses discours en deux volumes (in-8°, Genève, 1829), sous le titre de *la Voix du Pasteur;* mais, pour les mieux accommoder à l'édification des fidèles réformés, on en a souvent modifié le texte.

de leur dimension, ne sauraient s'adresser au gros des lecteurs d'ici, ne gardent pas moins, pour nous autres critiques, un intérêt prolongé et un mérite d'art auquel M. Töpffer ne s'était jamais élevé jusque-là. Charles, une fois à Genève, placé dans la maison de M. le pasteur Dervey, où il poursuit ses études, correspond avec Louise, avec M. Prévère, avec le chantre Reybaz. Ceux-ci lui répondent; les lettres de Louise surtout sont fort jolies et d'une piquante finesse. Un certain Champin, portier de la maison où demeure Charles, renoue avec Reybaz qu'il a connu autrefois, et devient bientôt le mauvais génie du roman. Ce Champin est une figure toute locale, comme qui dirait un ancien *jacobin* de Genève; moyennant les lettres qu'il lui prête, l'auteur a cherché à représenter le vieil idiome populaire de la cité et de la rue dans tout son caractère, tandis que, par les lettres de Reybaz, il a voulu exprimer la langue des anciens de village, dans les cantons retirés où se conserve un français plus vieilli que celui des villes et plus coloré quelquefois. « Ce serait, dit-il de cette dernière, ma langue naturelle, si on se choisissait sa langue. » Sous cette histoire développée des deux fiancés, il y a donc une étude approfondie de style, si je l'osais dire, tout comme dans *les Fiancés* de Manzoni, auxquels l'auteur a dû plus d'une fois penser; mais c'est le style genevois, tant municipal que rural, qui s'y trouve expressément reproduit dans toutes ses nuances, et cela circonscrit le succès. Il me semble pourtant, dût la proposition d'abord étonner un peu, que, maintenant que l'Académie française entreprend un Dictionnaire *historique* de la langue, ce dépôt de vieux parler cantonnal, rassemblé dans *le Presbytère*, pourrait devenir un des fonds à consulter; on en tirerait à coup sûr des remarques utiles sur la fortune et les aventures de certains mots. — Parmi les observations plus ou moins sérieuses que Charles transmet à Louise à travers l'effusion de ses sentimens, il en est qui touchent à des personnages historiques, célèbres dans le pays; je noterai le dîner chez M. Étienne Dumont (lettre LIX). L'intégrité de vénération qui s'attache encore aux hommes méritans de ces contrées, et qui lie les générations les unes aux autres, s'y peint avec de bien profondes et pures couleurs. En lisant ces pages véridiques et me souvenant des objets, je comparais involontairement avec nous. Cela, me disais-je, ne peut se passer, se maintenir de la sorte que dans un ordre de société où cette rapidité dévorante ou futile, cette banalité qu'on appelle la mode ou la gloire, n'a pas flétri et usé les vertus. Ici, aussitôt parvenu à de certaines positions, on fait trop vite le tour de l'espèce; on la connaît trop par tous ses

vilains côtés; on ne croit plus en elle, à moins d'avoir un fonds incurable d'illusion ou une intrépidité voulue d'optimisme. La plupart des hommes célèbres en France, s'ils n'y prennent garde, meurent, au moral, dans un véritable état de dilapidation, j'allais dire pis. Là-bas, les choses ont gardé leur proportion encore; les bons côtés ne sont pas trop entamés; la discrétion, le respect de soi-même et des autres, une certaine lenteur à vivre, subsistent et conservent. On peut s'y croire à l'étroit par momens, et trouver que le théâtre ne suffit pas; mais combien cette impression de gêne et à la fois de ressort est préférable à la lassitude des ames qui sentent qu'elles ne suffisent pas elles-mêmes à leur théâtre et qu'elles s'y dissipent à tous les vents!

J'avais pensé à détacher et à citer encore, pour finir, deux lettres du *Presbytère*, à mon gré délicieuses (VIII et IX), l'une de Charles, l'autre de Louise. Ils se racontent leurs impressions, chacun de leur côté, durant un orage. Que fait Louise à la cure dans ce moment même et sous ces nuages de grêle qui s'amassent? se demandait Charles, une après-midi, accoudé à la fenêtre; et il s'amuse à le supposer et à le décrire. Louise, en réponse, lui raconte ce qu'elle faisait réellement, et où l'orage les a surpris. Différence et concordance gracieuse! Charles, en devinant, s'est trompé, mais de peu; il s'est trompé sur les incidens, non pas sur les sentimens. Puis l'impression de sourire tourne bientôt au sérieux, lorsque, dans une prochaine lettre du chantre, on voit que cet orage, qui n'a servi qu'à nourrir la rêverie des amans, a haché les grains, foudroyé un clocher, tué peut-être un sonneur; on est ramené au côté prosaïque de la vie. Mais je ne fais qu'indiquer ces passages, tout charmans qu'ils soient, pour ne pas tomber moi-même dans l'inconvénient de prolonger. Je renvoie aussi au livre pour le dénouement final de l'histoire, lequel est trop triste et, à partir d'un certain moment, trop prévu.

En achevant cette lecture d'un auteur chez qui la littérature est née tout entière des habitudes morales et du foyer de la vie, est-ce une conclusion purement critique que je suis tenté d'y rattacher? Irai-je représenter à M. Topffer qu'ayant une fois atteint à l'art, il lui faut tâcher désormais de s'y tenir; que l'inconvénient et la pente pour tout artiste, en avançant, est de se lâcher, surtout quand on manque d'une scène, d'un public sans cesse éveillé et jaloux; qu'il n'est déjà plus dans ce cas lui-même, et que, sans trop retrancher à ses plaisirs, il doit songer pourtant qu'il a contribué aux nôtres, et que l'œil est sur lui? Oh! non pas; je laisse au *bourgeon*, comme il l'appelle, le

soin de lui dire toutes ces choses, de lui en suggérer beaucoup d'autres; et bien plutôt, pour mon propre compte, je revois en idée les lieux, les doux coins de terre tranquilles qui se peignent dans ses écrits; il reste, à qui une fois les a bien connus, un regret de n'y pas toujours vivre. On se demande ce qui y manquerait en effet, à portée de l'amitié discrète, au sein de l'étude suivie, en face de la nature variée et permanente. Il y manquerait bien sans doute de certains petits coins de faubourg, qu'on peut croire, sans flatterie, les plus polis et les mieux éclairés du monde. Mais quoi? dans cette vie, y aurait-il lieu vraiment à la moindre rouille pour l'esprit, pour le goût? Serait-ce jamais le cas au mot de Cicéron du fond de sa Cilicie : *Urbem, urbem, mi Rufe, cole, et in istâ luce vive?* Un peu d'accent peut-être, à la longue, à la fin, marquerait la parole, — un peu d'accent tout au plus, et que nul n'apercevrait. Et qu'importe, si on avait le fond, si on était heureux et sage, si les dissipations de l'ame s'amortissaient? Et je me rappelais ces vers sentis qu'une muse du Léman adressait au noble poète Mickiewicz, lorsqu'hier la France le disputait à l'humble canton qui n'avait pas désespéré de le garder :

Dans nos vergers tout devient rêverie,
Vague bonheur que l'on garde à genoux,
Frais souvenir, souci de bergerie,
Clos d'une haie ainsi que la prairie;
Plaisirs du cœur que le cœur seul varie;...
Consolez-vous!

Il a été fort question d'idylle en tout ceci : nous ne pouvions mieux la clore.

SAINTE-BEUVE.

HOMÈRE

ET

LA PHILOSOPHIE GRECQUE.

BIBLIOTHÈQUE GRECQUE.[1]

Y a-t-il une philosophie dans Homère? Trouve-t-on, dans cette poésie grande et simple, les élémens de la fonction rationaliste que la Grèce exerça dans l'histoire? Y trouve-t-on l'origine intellectuelle de la lutte de l'Europe progressive contre l'Orient enterré dans ses symboles; lutte continuée, souvent par les armes, toujours par les idées, à travers la monarchie d'Alexandre, l'empire romain et la chrétienté du moyen-âge, jusqu'au temps présent, qui paraît appelé à la finir par la victoire définitive de la civilisation européenne? Cette question reste encore à traiter.

Il faut d'abord signaler dans Homère les traces d'un fait fondamental, reproduit depuis dans la formation des sociétés modernes, mais qui, au temps où nous nous reportons, était nouveau dans le monde, et détermina la destinée toute spéciale de la nation des Hellènes. Je veux parler de la lutte séculaire entre la cité théocratique et la tribu conquérante, entre une autorité de tradition et de pensée,

(1) Publiée par Firmin Didot.

et une liberté d'instinct, de nature, de force; en un mot, entre le sacerdoce et l'ordre militaire.

Il est hors de doute en effet que, durant l'intervalle de six ou sept cents ans, qui séparent l'époque d'Inachus de celle d'Homère, de nombreuses colonies, principalement d'Égyptiens et de Phéniciens, vinrent fonder la cité sacerdotale chez les Pélages, race différente de la leur, qu'ils appelaient, selon leurs traditions ethnographiques, *Iones* ou *Iaones*, enfans de Iaouan ou Javan. Quoique cette longue période ne soit éclairée que de quelques lueurs historiques bien pâles, il reste cependant des indices suffisans pour convaincre que ces cités acquirent en Grèce la même force d'organisation qu'elles avaient en Orient. Ainsi, le souvenir des castes de prêtres-juges, de guerriers, de laboureurs et d'artisans, se conserva long-temps à Athènes; l'exploitation de la science et l'enseignement par symboles se révèle dans l'institution des mystères et des oracles, et dans l'abondance des mythes qui ont travesti la doctrine et l'histoire de cette époque; enfin, la domination du dogme de la fatalité est incontestable, car elle fait le fonds de tous ces mythes, elle était le principe des oracles, comme le prouve suffisamment la seule lecture des mythologues et des poètes tragiques. On reconnaît à ces trois caractères l'empreinte orientale bien déterminée. Les nations orientales s'étaient donc répandues comme un déluge sur cette terre si bien placée pour le commerce, et avaient repoussé dans les montagnes de la Thessalie et de l'Épire les hordes indigènes. Là, ces hordes se multiplièrent et s'aguerrirent; à une certaine époque, elles descendirent vers les rivages occupés par les races étrangères; la race des Iones ou de Deucalion sortait si nombreuse de ces lieux sauvages, qu'on eût dit que chaque pierre des montagnes était devenue un homme. Hellènes, Doriens, Achéens, tribus diverses dont la première finit par donner son nom à la nation, commencèrent alors une longue lutte qui ne détruisit pas la cité, mais y introduisit des élémens nouveaux, et se termina par la fusion de deux peuples, dont l'un rajeunit, par sa vivacité turbulente, la maturité trop obéissante de l'autre. Cette lutte s'aperçoit, à travers la transparence des mythes, dans les travaux d'Hercule et de Thésée, les chasses de Méléagre, les combats de Bellérophon, l'usurpation d'Œdipe, et d'autres encore; partout les établissemens orientaux, représentés par les symboles du serpent, du sanglier, des gorgones, du sphinx, sont subjugués par l'aventurier grec. Quand la fusion fut assez avancée pour qu'il n'y eût plus deux peuples, mais seulement deux partis ou deux classes dans le peuple, le mouvement d'invasion ne s'arrêta pas aussitôt : il eut un prolongement au

dehors jusqu'à ce que le frottement l'eût amorti; l'expédition des Argonautes et la guerre de Troie usèrent l'excès de cette force par l'adversité, et la renfermèrent dans la péninsule hellénique.

Il y a, dans l'ensemble des faits qui ont concouru a créer la nation grecque, une ressemblance frappante avec ceux qui ont créé la nation française, à tel point que si l'on changeait seulement les noms propres et le lieu de la scène, il y aurait, dans l'une de ces deux histoires, reproduction presque littérale de l'autre. La Gaule aussi était devenue une théocratie dans les derniers temps de l'empire romain; les populations germaniques, si long-temps repoussées dans leurs forêts, en sortirent aussi un jour, franchirent le Rhin et épouvantèrent de leur nombre et de leur fureur leurs vainqueurs d'autrefois. Francs, Burgondes, Goths et Allemands, tribus diverses dont le nom s'est perdu dans le nom de la première, furent à la fin absorbés par la cité théocratique; mais ils la modifièrent profondément. Et quand il fut sorti une nation de cette mêlée des nations, l'esprit d'aventures ne s'éteignit aussi qu'après des courses lointaines, qu'après des adversités qui refoulèrent enfin la furie française dans ses frontières. Nos Guiscard et nos Tancrède, poignée de navigateurs conquérans, ne furent-ils pas les Argonautes de France? et l'expédition des princes grecs contre Troie, défendue par les populations asiatiques, expédition qui fut si fructueuse au dedans pour la reconstitution de la nationalité hellénique, et au dehors pour le commerce, n'a-t-elle pas, dans son aspect et dans ses résultats, quelque chose de nos croisades? Ces rapprochemens n'ont rien de forcé; ils reviendront encore; ils contiennent au moins un des élémens de la philosophie historique.

Deux aristocraties, à la tête de deux peuples, se trouvèrent donc en présence; l'aristocratie orientale et sacerdotale, matériellement vaincue, se retrancha dans les terreurs de la religion, et sa domination ne fut plus qu'influence; l'aristocratie militaire des Hellènes s'empara de la puissance politique active. Elles s'usèrent l'une l'autre pendant huit cents ans; leur lutte finit pour Athènes dans la courte monarchie de Pisistrate et de ses enfans, laquelle fut détruite, pour faire place à la république, par une réaction de la race vaincue, car la famille d'Harmodius et d'Aristogiton, qui chassèrent Hippias, était phénicienne d'origine, selon Hérodote.

Les traditions héroïques présentent une série de faits qui rendent vivement le tableau de cette rivalité entre les prêtres et les guerriers. La légende de Thèbes en donne un exemple remarquable dans l'histoire d'Œdipe. Œdipe était un Hellène, un montagnard, un enfant

trouvé du Cithéron, un chef de bandes forcé de chercher sa subsistance par son courage, peut-être une des victimes du *printemps sacré*, qui était en usage chez toutes ces races guerrières. Arrivé à Thèbes au moment des troubles excités par la disparition du roi Laïus, il prend parti contre la race orientale, la race aux symboles et aux mystères, représentée par le sphinx (1); et cet animal symbolique qui sacrifiait ceux qui ne comprenaient point sa langue énigmatique, c'est-à-dire qui opprimait les Hellènes, tomba à son tour sous le courage et l'habileté du jeune aventurier. Alors les prêtres et les devins accusèrent OEdipe des crimes les plus affreux, du régicide, du parricide, de l'inceste; ils lui reprochèrent jusqu'à la peste qui vint à sévir dans la ville. Le plus important de ses adversaires était Tirésias, vieux prophète aveugle, d'origine phénicienne, car il descendait, selon Apollodore, de l'un des guerriers de Cadmus. Sophocle a conservé admirablement la couleur orientale de cette vieille tradition; dans sa tragédie, Tirésias, menaçant le roi, en termes obscurs et terribles, de la colère céleste, rappelle, par le ton et les figures de son discours, ces prophètes hébreux qui sortaient de leur solitude pour raconter aux princes des paraboles accusatrices, et leur dire : « C'est toi qui es cet homme! » En vain le roi, avec l'impétuosité de son caractère et l'orgueil de sa puissance, répond à l'oracle par le raisonnement, et à la menace par l'invective; Tirésias n'en parle que plus haut; fort de la peste qui frappe le peuple comme une punition divine, il la rejette comme une malédiction sur la tête d'OEdipe; il en résulte enfin que le prince excommunié est détrôné, et son pouvoir livré à un rival.

Mais Homère va nous développer encore mieux cette situation des choses. L'Iliade tout entière sort d'un fait de la même nature. Le Tirésias de la guerre de Troie, c'est Calchas. Partout ce prêtre s'était mis en contradiction, tantôt sourde et tantôt déclarée, à l'égard de la puissance militaire de son temps. Comme pour constater dès le commencement de l'expédition la puissance d'opposition qu'il entend exercer, il impose au chef des rois le sacrifice de sa fille Iphigénie : usage horrible que l'Asie avait importé dans la Grèce. Ensuite, pour affaiblir l'autorité en la divisant, il suscite un rival à Agamemnon, en déclarant de par les dieux que Troie ne saurait être prise sans l'assistance d'Achille. Autre attaque : le roi des rois, dans un jour de mau-

(1) Les Béotiens appelaient le sphinx φὶξ, φίκος. *Phicaa*, en phénicien, signifiait, selon Bochart, le *sage*, le *voyant*, aussi le *juge*. Le sphinx représentait donc à Thèbes le *prêtre-juge*, ce sacerdoce dépositaire des dogmes cachés sous les symboles et constitué en aristocratie.

vaise humeur, refuse au prêtre Chrysès de lui rendre sa fille captive; belle occasion pour Calchas! Comme les chefs le consultent sur la cause de l'épidémie qui afflige l'armée, le devin affecte adroitement une grande peur; il fait sentir qu'il va offenser un important personnage, et se met sous la protection d'Achille, dont il intéresse ainsi la fierté à son entreprise; puis, fort de la promesse du bouillant jeune homme, il fait comme avait fait Tirésias, il accuse le chef de l'armée d'être cause de la peste, et lui impose la mortifiante nécessité de rendre sa captive. Comme OEdipe, Agamemnon voudrait secouer le joug du prêtre : « Prophète de malheur, lui dit-il, tu ne prophétises que le mal; tu t'élèves toujours contre moi! » Mais la croyance populaire le force à obéir; il n'ose maltraiter le prêtre, lui qui ose outrager Achille, lui qui ose enlever Briséis au plus vaillant des Grecs! C'est de cet incident que jaillissent tous les flots de sang dont l'Iliade est remplie; l'Iliade n'est donc, quant aux faits, qu'un épisode de la lutte du sacerdoce et de l'empire chez les Grecs.

Une remarque importante, c'est que, dans ces anciennes poésies, les ministres de la religion sont presque toujours représentés comme les défenseurs de la justice et de la paix contre l'oppression et l'anarchie. Le IIe livre de l'Odyssée offre un tableau qui, dégagé des circonstances locales et personnelles, et envisagé seulement comme situation sociale, semblerait encore une description anticipée de quelque scène de nos temps féodaux. Qu'on se représente, par exemple, la première moitié du XIIIe siècle, l'époque de la reine Blanche, alors que la royauté, laissée aux mains d'une femme et d'un enfant, était déchirée par l'aristocratie, qui s'en disputait les lambeaux; alors que le pouvoir central cherchait à s'appuyer sur le peuple des villes, et lui accordait des chartes et des assemblées : faible secours d'abord, parce que les bourgeois redoutaient la pétulante chevalerie; alors enfin que l'église interposait son autorité modératrice, et prêchait la paix de Dieu aux gentilshommes, qui s'en indignaient, et renvoyaient ces moines *dans leurs moûtiers pour y dire des patenôtres.* Eh bien! ces traits si caractéristiques de notre histoire, ces élémens qui ont fermenté si long-temps dans notre société, nous les retrouvons à Ithaque. Pendant l'absence d'Ulysse, l'autorité faiblissant, la jeunesse aristocratique (1) s'émancipe, et s'empare des biens de la famille royale; le jeune Télémaque cherche

(1) Μνηστῆρες...
Τῶν ἀνδρῶν φίλοι υἷες, οἳ ἐνθάδε γ' εἰσὶν ἄριστοι. Odyss. II, 50.

un appui dans le peuple, et convoque l'assemblée des citoyens, selon un usage antique interrompu depuis les troubles. Le peuple s'attendrit à ses plaintes, mais il redoute cette insolente et tumultueuse noblesse, et n'ose dire mot, malgré les exhortations des partisans de la famille royale. Alors se lève l'interprète des dieux, le vieillard pacifique, qui essaie de calmer les haines, de concilier les esprits, au nom de Jupiter, qui a exprimé sa volonté par des signes dans le ciel, par le vol des oiseaux; mais en vain. Quand il a fini son pacifique discours : « Va-t-en maintenant prophétiser à tes enfans (1), lui crie l'incrédule Eurymaque; va les empêcher de se faire mal; c'est à moi qu'il appartient de prophétiser ici! Il vole bien des oiseaux sous les rayons du soleil; mais ils ne sont pas tous des oracles. Ulysse est mort; puisses-tu l'être comme lui! tu ne viendrais plus nous débiter en place publique de pareilles prédictions! »

Ces faits simples, clairs par eux-mêmes, et de plus interprétés par des analogies historiques, expriment toute une société. La Grèce se trouvait donc dans des conditions jusqu'alors inouies. Parmi les grandes invasions antérieures, les unes, comme celles de l'Asie centrale, passaient comme des cataclysmes, et ne fondaient rien; les autres déversaient, soit dans l'Inde, soit dans la Chine, des tribus conquérantes trop peu nombreuses pour ne pas se confondre bientôt dans l'ordre établi avant leur apparition; de sorte qu'en définitive l'existence nationale n'était pas fort altérée; la vie restait casée dans ses formes anciennes; l'idée héréditaire, seule maîtresse du terrain, s'immobilisait, et l'esprit humain ne s'enrichissait point, car une idée ne produit rien si elle n'en choque une autre. En Grèce, au contraire, la combinaison fut pénible, le frottement long et meurtrier; il y eut des transactions forcées. Les Hellènes reçurent des Orientaux la cité, la religion, l'écriture et les arts; mais la cité, dont le ciment est l'obéissance, était devenue, par la solidité même de sa construction, écrasante pour les peuples; les castes supérieures pressaient d'un poids énorme celles qui les supportaient par dessous, comme les assises des constructions cyclopéennes. Les Hellènes craignirent d'étouffer dans cette organisation étroite, pareils encore en cela aux guerriers francs, qui regardaient les villes comme des prisons; c'est pourquoi ils n'acceptèrent la cité qu'à condition de briser les castes; ils se réservèrent une liberté politique avec laquelle il fallut raisonner : de là des discussions d'intérêts rivaux, de là la recherche de quelques principes

(1) *Ibid.*, 178. ἄγε νῦν, μαντεύεο σοῖσι τέκεσσιν, — οἴκαδ' ἰών...

rationnels pour convaincre et concilier. Dans les cités à castes, chacun trouve en naissant une profession imposée, une vie toute faite; il se laisse porter à ce courant uniforme, et s'endort ou rêve; mais, dans la Grèce tumultueuse, la défense personnelle était un besoin de chaque instant; ce besoin faisait jaillir des efforts, des lumières, des expériences; les esprits, aiguillonnés par la nécessité, s'exerçaient, se mesuraient, ébauchaient enfin cette politique raisonnée, qui cherchait à balancer les faits par des principes, qui s'exerçait à créer des constitutions pondérées, et qui plus tard inspira les efforts de Lycurgue et de Solon.

Ce fut là le point de départ de cet esprit rationnel et indépendant qui devint la spécialité de la Grèce, son contingent dans l'éducation de l'esprit humain; ce fut le lien qui nous rattache encore à elle, et qui nous force à chercher en partie dans son histoire l'explication de ce que nous sommes. Nous voyons dans Homère cet élément se créer; nous voyons même le degré de puissance qu'il avait acquis de son temps, car l'éloquence délibérative, qui la première eut besoin de logique, y fleurit déjà d'une beauté merveilleuse. Les peuples soumis au despotisme de la cité asiatique, et les tribus librement attachées au régime patriarcal, ont peu de raisonnemens à faire; leur discours procède par maximes brèves, par figures, par comparaisons, par interrogations, par emphase lyrique; rien de bien suivi; c'est l'état élémentaire de la logique naturelle. De là aux discours d'Homère, la distance est déjà très grande. C'est encore la simplicité des vieux âges, mais il y a moins de lacunes; la pensée parcourt une chaîne plus continue; l'argument est même assez serré quelquefois; déjà l'expérience sait mettre à leur place les raisons qui doivent ménager la bienveillance, et celles qui doivent entraîner la conviction ou la passion; en un mot, il y a de l'art, de cet art qu'Aristote et Quintilien devaient formuler un jour. Rien, sous ce rapport, n'est plus étonnant que cette magnifique conférence du neuvième chant de l'Iliade, entre Ulysse, Ajax, Phénix et Achille. Ces discours si dramatiques, si pleins de la situation et du caractère de chaque interlocuteur, attestent en même temps une habileté oratoire dont le poète n'aurait eu aucune idée, s'il n'avait vécu dans cette société orageuse, où le flot de la liberté européenne battait sans se lasser le roc immobile de l'autorité asiatique.

Ce fut donc une forte et radicale révolution que l'introduction de la race des Iones ou Hellènes dans la cité orientale; elle ne pouvait rester superficielle, et, en effet, la pensée humaine en ressentit

l'action jusque dans ses profondeurs religieuses. La liberté politique, ou plutôt la lutte, la critique politique, fit naître la critique philosophique. Comme la poésie était alors la seule expression des choses élevées, nous trouverons cette critique philosophique dans la poésie, quelque étrange que le fait puisse paraître d'abord.

Les chefs de guerre des Hellènes avaient à leur service des *aèdes* ou *chanteurs* (ἀοιδοί) qui les suivaient aux combats et combattaient eux-mêmes : talens soudains, naturels, inspirés par l'heure, échauffés par la bataille, nourris d'anciennes histoires, frères des bardes et des scaldes. Quand ces faiseurs de chansons se trouvèrent en contact avec la poésie sacerdotale, remplie de symboles dont les prêtres se réservaient la clé, ils n'y comprirent rien. Les prêtres, par d'immenses services rendus, avaient acquis une puissance héréditaire qui les avait gâtés; pour conserver la prépondérance de leur caste, ils se faisaient une propriété exclusive de la science, qu'ils ne communiquaient au peuple que sous des formes inintelligibles, afin de rendre leur autorité d'interprétation nécessaire; cette sacrilège exploitation de la croyance avait produit l'idolâtrie, erreur populaire provenue de ce qu'on prenait les symboles pour les réalités. Les *aèdes* donc prirent aussi les symboles à la lettre; les symboles, expression d'une doctrine, devinrent des mythes, c'est-à-dire des histoires merveilleuses, qui, s'altérant et se multipliant, n'exprimèrent plus rien, et n'eurent plus aucun droit à l'adhésion des intelligences élevées. Voilà donc l'autorité de l'exégèse annulée, voilà la licence des pensées qui a fait irruption dans le domaine des croyances religieuses; voilà le rationalisme grec qui naît sous une enveloppe poétique. On trouve même ce fait au fond d'un mythe ancien conservé par Diodore de Sicile. Les orientaux appelaient *lin* une hymne ou élégie religieuse fort en usage parmi eux, et qu'ils avaient introduite en Grèce en même temps que l'alphabet phénicien et le culte de Bacchus. Le mythe personnifie cette hymne, cette poésie sacerdotale, en un poète inspiré, qu'il appelle Linus. Or, ce Linus, est-il dit, eut pour élève Hercule; ce qui veut dire que la poésie sacerdotale voulut se communiquer à la race grossière et vaillante des premiers Hellènes. Mais Hercule avait la tête dure; il ne comprenait pas les leçons de son maître, et celui-ci l'ayant frappé, Hercule, saisi de colère, riposta d'un coup de sa lyre et l'étendit sur la place. C'est bien la figure de la nation conquérante dont le chant guerrier tue une poésie sacerdotale qu'elle ne comprend pas (1).

(1) D'après une autre tradition rapportée par Pausanias, ce fut Apollon (le dieu

Il y avait donc une espèce de révolte des *aèdes* contre les prêtres, de la poésie profane contre la poésie sacerdotale. Et même ces chantres laïcs empiétèrent sur le rituel; ils composaient des hymnes qu'on chantait aux fêtes des divinités nationales; ils commençaient leurs récits épiques par une invocation, comme c'était l'usage pour les hymnes; ils se disaient inspirés. « Pourquoi, dit Homère, ne pas laisser l'aimable chanteur s'abandonner aux élans de son génie? Les *aèdes* ne dépendent pas d'eux-mêmes; ils dépendent de Jupiter; c'est lui qui donne aux hommes de talent l'inspiration qu'il lui plaît (1). » Ainsi les *aèdes* profanes faisaient irruption dans le culte même, et ils y gagnèrent beaucoup; ils y gagnèrent de l'élévation, de belles idées religieuses et morales, ce qu'il y avait d'excellent pour tout le monde dans la doctrine des prêtres; mais, en même temps, comprenant le sphinx à leur manière, détruisant l'écorce symbolique du Linus, ils usèrent très librement du mythe; ils en firent un conte, ils en firent une comédie. Voyez donc où ils en sont déjà dans ces hymnes qu'on attribuait à Homère, et qui sont au moins fort anciens! L'hymne à Vénus et l'hymne à Mercure sont de vraies satires. Mercure y est loué à titre de fripon accompli dès le berceau, Vénus à titre de courtisane passablement effrontée. Ce sont des récits faciles, qui s'épanchent avec une grace d'autant plus piquante, qu'ils empruntent une forme sacrée, et qu'ils se présentent devant l'autel même comme une adoration moqueuse, toute parfumée d'un encens ironique. C'est moins plaisant, mais peut-être d'un comique plus fin qu'Aristophane; c'est méchant comme Voltaire, avec plus d'abondance et d'imagination. Au reste, Aristote, qui savait beaucoup, atteste ce caractère religieux d'une part, critique de l'autre, de l'ancienne poésie grecque, et il le fait dériver d'une cause qui est la même au fond que celle que nous avons indiquée. Selon lui, la poésie sérieuse était sortie des chants pieux à la louange de la divinité, et la poésie satirique de certaines cérémonies et de certaines fêtes licencieuses du paganisme; or, on sait que cette licence était venue de certains symboles grossiers dont on avait perdu le sens primitif.

J'ignore si je dirai une chose neuve, mais j'ai la conviction de dire une chose vraie, en affirmant que les poèmes d'Homère nous manifestent admirablement ce double caractère, pieux envers la divinité et satirique envers les dieux, de l'ancien esprit grec. Quant à la piété

dorien) qui tua Linus. On voit que le sens du symbole est le même; la diversité de la forme confirme le fond.

(1) Odyss. I, 346.

envers l'être divin, on ne la conteste point à la poésie homérique. Tout y est plein de l'action de la Providence. La prière, le sacrifice, l'expiation, les mystères de la tombe, tous ces dogmes universellement reçus et dont l'origine remonte au-delà de l'histoire, s'y trouvent. Quant à la satire à l'égard des dieux, en tant que personnages livrés au mythe populaire, c'est sans doute à la préoccupation des théories classiques et des *règles du genre*, appliquées à l'épopée, qu'il faut s'en prendre de ce qu'on ne la voit pas, de ce qu'on ferme les yeux pour ne pas la voir. Quoi qu'il en soit, l'Olympe d'Homère n'est en réalité qu'une vaste scène comique dont les dieux sont les acteurs. C'est ce qu'on verrait très bien dans les querelles de ménage de Jupiter et de Junon, dans l'intrigue de Mars et de Vénus, et d'autres morceaux du même genre, si tout cela était lu sans prévention ou traduit avec franchise. Mais les traducteurs d'Homère font un contre-sens perpétuel en ces endroits. Ils s'évertuent à dissimuler ce qui tient à la comédie, ils suppriment les expressions trop peu relevées à leur goût, ils effacent l'ironie, et, en dépit du texte, ils drapent les personnages olympiens du vêtement toujours solennel de leur style emphatique.

Citons un exemple. Le premier chant de l'Iliade se termine par une de ces comédies. La nuance en est très difficile à rendre, il est vrai, parce qu'elle est de ce comique des meilleures scènes de Molière, où le rire ne grimace pas, où il semble au contraire se cacher derrière une apparence sérieuse; mais si, par la pensée, on fait abstraction du rang divin de Jupiter et de Junon, il n'y aura pas un mot à changer pour avoir un excellent dialogue, facile, naturel, caractéristique, entre un mari ferme, assez impatient du joug féminin, assez rude même quelquefois, et une femme curieuse, exigeante, importune jusqu'à nécessiter de ces corrections maritales en usage chez les nations grossières. Junon s'est aperçue que Jupiter a donné audience à Thétis, et elle devine bien qu'il est question de venger Achille injurié par Agamemnon. Elle l'aborde donc avec des paroles mordantes, dit le poète. « Rusé personnage, quel est celui des dieux avec qui vous venez de tenir conseil? Vous aimez beaucoup toujours à faire des projets clandestins en mon absence et à décider sans moi; jamais vous n'avez pu prendre sur vous de me faire volontairement confidence de ce que vous méditez. — Junon, répond Jupiter, n'espérez pas savoir tous mes desseins; vous n'y réussiriez guère, quoique vous soyez ma femme. Ce qu'il sera bon que vous sachiez, nul, ni dieu ni homme, ne le saura avant vous;

mais ce que je veux méditer moi seul et sans témoin, gardez-vous de le vouloir pénétrer par vos mille questions et de vouloir m'arracher mon secret. — Terrible fils de Kronus, réplique Junon, que dites-vous là? Eh vraiment! il y a bien long-temps que je ne vous demande rien, que je ne cherche à vous rien arracher. Vous délibérez bien tranquillement sur tout ce qu'il vous plaît. Mais à présent je crains fort que cette blanche Thétis, cette fille du vieillard des mers, ne vous ait pris pour sa dupe. Elle est venue s'asseoir ici de bon matin et embrasser vos genoux : je devine que vous lui avez formellement promis de venger Achille et de faire périr nombre de Grecs auprès de leurs vaisseaux. — Insupportable femme! dit alors le dieu qui assemble les nuages; tu devines toujours, et je ne puis t'échapper. Eh bien! tu n'y gagneras rien; seulement je te détesterai davantage, et tu auras lieu de t'en repentir. Si les choses en vont là, c'est que je le voudrai ainsi. Tais-toi maintenant, assieds-toi, et sois obéissante; car tous les dieux ensemble ne te seraient pas d'un grand secours, si je levais sur toi ma main terrible. » A cette menace, il fallait bien se taire, quoique à regret, et les dieux, défiés ainsi par le maître, n'étaient pas très contens non plus. Alors un autre personnage prend la parole; c'est Vulcain, l'antique Phtha de l'industrieuse Égypte, et qui, dans Homère, est toujours un bonhomme fort naïf et un mécanicien fort habile; vrai bourgeois, un peu ridicule à la cour, mais bon, conciliateur, et aimant la tranquillité. « Ah! certes, dit-il à Junon, voilà de très fâcheuses affaires et qui ne sont plus tolérables! Si vous allez vous quereller ainsi pour des mortels et criailler dans l'assemblée des dieux (mot à mot croasser), il n'y aura plus de plaisir à faire un bon repas, puisque tout va au plus mal. Eh bien! moi, je conseille à ma mère, quoiqu'elle soit assez sage pour n'avoir pas besoin de mes conseils, d'avoir de la complaisance pour mon cher père Jupiter, afin qu'il ne la gronde plus et qu'il ne trouble plus nos festins; car si ce maître du tonnerre voulait la précipiter du ciel, il est le plus fort, après tout! Allons, dites-lui quelques douceurs, et à l'instant il redeviendra bon pour nous tous. » Et ce disant, le bon Vulcain s'élance vers Junon et lui met en main une coupe de nectar. « Oh! patience, ma chère mère, prenez patience, malgré tout votre chagrin. Que je ne vous voie pas, moi qui vous aime, battue sous mes yeux; car je ne pourrais vous défendre : il est si rude à la résistance, le maître de l'Olympe! Déjà, l'autre fois, quand je venais à votre aide, il m'a pris par un pied et lancé du haut du seuil céleste. Pendant tout le jour je tombai, et vers le soleil couchant je me

heurtai sur l'île de Lemnos. Il ne me restait plus qu'un peu de respiration; les gens du pays me ramassèrent de ma chute. » La naïve éloquence de Vulcain fit effet; Junon sourit à l'entendre, et, en souriant, elle prit la coupe. Puis il verse à toutes les autres divinités, et un rire inextinguible s'élève parmi ces bienheureux, lorsqu'ils le voient se trémousser à courir dans la vaste étendue du parvis céleste.

Il y a, dans cette scène, une grace intraduisible; mais enfin, en se tenant aussi près que possible du sens littéral, on voit bien que c'est de la comédie toute pure. Eh bien! ces scènes-là n'ont jamais été comprises, puisqu'on leur a donné de très bonne foi une couleur fausse, un ton faux, une dignité qui n'est pas dans le texte, et qui n'y devait pas être; car, le fond étant comique, la forme devait être aisée et familière. Ainsi, les paroles vulgaires, presque triviales de Vulcain, qui se plaint de ces fâcheuses affaires, qui ne veut pas qu'on trouble sa digestion, qui reproche à ses parens leurs criailleries, leurs croassemens comme il dit (κολῳὸν ἐλαύνετον); voyez comme Bitaubé les travestit en pompeuse rhétorique : « Que de *maux funestes vont éclore!* Si pour l'amour des mortels vous vous livrez à ces dissensions, si vous *introduisez le tumulte* et la discorde parmi les dieux, les doux plaisirs des festins disparaîtront, et le mal va triompher. » Que je ne vous voie pas, ma chère mère, battue sous mes yeux, dit le Vulcain d'Homère. — « Craignez d'éprouver aux yeux d'un fils qui vous aime un traitement rigoureux », dit le Vulcain de Bitaubé. Dans Homère, Jupiter prit un jour Vulcain *par le pied* et le lança dans l'espace; mais Bitaubé en a rougi pour le pauvre dieu, et a supprimé la circonstance du pied qui indique si bien le côté satirique de la tradition recueillie par Homère. Mme Dacier n'a pas été moins scandalisée *du rire inextinguible;* aussi affirme-t-elle que Jupiter ne riait pas, que Junon souriait seulement, et qu'il n'y avait que des dieux inférieurs qui se permissent une si grande indécence. Osons donc le redire : la plus grande partie de l'Iliade et de l'Odyssée restera lettre close pour quiconque n'y verra pas, à côté de la tragédie des hommes, la comédie des dieux; une ironie profonde, un rire de l'ame, par lequel la philosophie au berceau, en jouant encore avec les fleurs de l'imagination, proteste déjà contre le polythéisme.

Ceci me paraît si important, que je m'arrêterai sur un autre exemple encore, où la comédie des dieux se développe avec un caractère étrange et magnifique. Il s'agit de la grande bataille des dieux aux XXe et XXIe chants de l'Iliade. On a généralement admiré avec Longin le sublime de cette description; mais on a déclaré aussi qu'elle dé-

générait bien vite en bizarrerie et en mauvais goût. Pourquoi? Parce qu'on n'avait pas compris l'esprit critique d'Homère. Mais si l'on prend un point de vue autre que celui des rhéteurs, si l'on consent, ce qui est bien facile, à concevoir cette comédie épique, gigantesque, ce mélange de moquerie et d'enthousiasme, cette verve aussi pleine d'esprit que de génie, qui au milieu de la tempête de l'inspiration sait jeter des traits de sarcasme, et qui sait assaisonner de raillerie les plus splendides banquets de l'imagination, on y trouvera un charme nouveau, un charme immortel, car on sentira toute une philosophie à naître sous l'enveloppe de cette épopée.

D'abord le drame s'ouvre par le plus terrible spectacle. Tout s'émeut sur le ciel et sur la terre, car les dieux vont au combat. La puissante Discorde, dont la fonction est de secouer les peuples, s'élève. Minerve crie la guerre, tantôt à un bout du camp grec et tantôt à l'autre bout; Mars aussi, dans le parti opposé, crie la guerre, tantôt sur le faîte de la citadelle de Troie, tantôt sur la rive du Simoïs. Le père des dieux fait éclater son tonnerre d'en haut; Neptune, plus bas, ébranle la terre avec toutes ses montagnes; au-dessous, le roi des ombres a peur, saute de son trône, et crie : il lui semble que Neptune va rompre le globe et montrer au jour les demeures effroyables des morts. Parmi les hommes, la scène prend un aspect non moins imposant. Achille fait de terribles choses; « comme le feu ravage une montagne aride et y dévore la vaste forêt, en tourbillonnant de tous côtés sous le vent, ainsi Achille, semblable à un démon, se jette partout la lance en main; il tue, il poursuit; la terre *coule* noircie de sang. Comme des taureaux au front large, attachés ensemble pour égrener l'orge blanche sur une aire bien unie, en ont bientôt séparé le grain et la paille, ainsi les chevaux d'Achille trituraient pêle-mêle les morts et les boucliers; son char était tout souillé des gouttes de sang qui jaillissaient sous le sabot des chevaux et les jantes des roues; pour lui, il ne songeait qu'à la gloire, et ses mains invincibles étaient noires d'une poussière sanglante. »

Peu à peu le poète nuance ses tons; les tableaux deviennent singuliers, quoique encore grandioses; on se sent descendre par degrés des hauteurs de l'enthousiasme à des régions fantastiques, j'allais dire fantasques. Voilà le Scamandre qui, ne pouvant plus suivre son cours, prie Achille de ne pas l'obstruer davantage de cadavres : le jeune guerrier ne tient compte de cette prière; alors le fleuve s'enfle, sort de son lit, et Achille se noierait sans le secours de Vulcain, qui oppose ses feux aux ondes irritées. Les eaux débordent, le feu les fait

bouillir, les vaporise, les dissipe : ne sommes-nous pas ici à peu près au niveau de l'Arioste? Mais ce n'est pas tout; nous descendons encore : Minerve, attaquée par la lance de Mars, lui répond par un quartier de roche qui servait de borne entre les champs, et qu'elle lui jette sur la nuque; il tombe; son vaste corps couvre sept arpens, et Minerve se met à rire. Vénus a vu tomber celui qu'elle aime; elle lui tend la main pour le relever; mais Minerve, d'un vigoureux coup de poing sur la poitrine (1), l'étend à côté de son amant. D'autre part, Junon s'attaque à Diane : « Chienne audacieuse, tu oses me faire face? Jupiter t'a placée comme une lionne entre les femmes; va donc tuer des bêtes dans les montagnes, au lieu de te mesurer ici contre des forces supérieures. Si pourtant tu veux l'essayer, je pourrai t'apprendre combien je suis plus vigoureuse que toi. » Et cela dit, Junon, de sa main gauche, empoigne les deux mains jointes de Diane; de la droite, elle lui arrache son carquois de l'épaule, et elle en frappe en riant les oreilles (2) de la pauvre fille, qui se tourne et se tord de cent façons pour se dérober à cette flagellation; enfin elle s'enfuit en pleurant. Mercure, peu guerrier de son naturel, profite de l'occasion pour s'en tirer par une bouffonnerie; il s'approche de la mère de Diane, et au lieu de compâtir à ses peines maternelles : « Latone, lui dit-il avec une malice de poltron, il ne fait pas bon se battre contre les épouses du grand Jupiter; j'y renonce; allez vite, et vantez-vous devant tous les dieux de m'avoir bien battu. »

Assurément on ne peut se flatter de saisir toutes les délicatesses d'une comédie créée en un temps si différent et si éloigné du nôtre. C'est le propre de la comédie d'être pleine d'allusions et de ne pouvoir s'expliquer parfaitement que par le détail des mœurs au milieu desquelles elle s'est produite. Par exemple, chaque ville, chaque localité ayant dans l'antiquité son culte spécial, son dieu-patron, il se peut que ces rôles ridicules, dont la poésie affublait tel ou tel dieu, fussent le résultat de rivalités, d'inimitiés locales; chaque ville

(1) Πρὸς στήθεα χειρὶ παχείῃ — ἤλασε... Il. XXI, 424. — Ce coup sur la poitrine de Vénus a paru à Bitaubé tellement contraire aux convenances, qu'il traduit : ***Pallas la touche de sa main terrible.***

(2) Ἔθεινε παρ' οὔατα μειδιόωσα

Ἐντροπαλιζομένην... Il. XXI, 491. — Encore un passage gâté par le traducteur. Il n'a pas osé dire que Junon *frappe sur les oreilles*. « Elle saisit, dit-il, d'une main celle de cette faible rivale, et lui arrache de l'autre le carquois, dont *elle touche avec un sourire cruel* la déesse désarmée. » Je ne cite ces exemples que pour faire voir comment une erreur fondamentale sur l'esprit d'Homère a entraîné une foule d'erreurs de détail, ou même de falsifications.

chansonnait peut-être ainsi la ville dont elle était jalouse, en la personnifiant en son patron. Et comme les divers ordres sacerdotaux se dénigraient aussi les uns les autres, les *aèdes* ont dû trouver quelque plaisir à recueillir ces moqueries croisées et à les diriger contre tous les sacerdoces à la fois. On pourrait trouver sans peine, dans l'histoire moderne, des faits très analogues à ceux-là. Toujours est-il que la comédie des dieux nous paraît évidente dans Homère; on ne peut, sans l'admettre, expliquer tant de disparates; s'il n'y a pas satire, il y aura trivialité, indécence, absurdité même; caractères incompatibles avec le bon sens si mesuré, l'allure si aisée et si noble, et l'unité d'esprit et de caractère qui se perçoivent par l'intelligence et par le cœur dans tout le développement des deux grandes épopées grecques. Ainsi Homère, toujours plein de foi au dogme intime des religions, se joue des symboles devenus superstitions populaires. On peut se le représenter riant, du haut de son génie, de toutes ces idoles qu'il fait parler et agir, comme lui-même il nous représente Jupiter qui, du haut de son Olympe, rit de joie en son cœur de voir les dieux se ruer les uns contre les autres. C'en était donc fait de l'enseignement ésotérique, de la science secrète; car, dès qu'une société prend le parti de parodier les symboles énigmatiques qu'on lui avait imposés, il faut bien en venir à lui parler un langage simple, rationnel, intelligible à tout le monde. La pensée tendait donc dès-lors à se produire et à se coordonner avec clarté, à se rendre accessible à tous, et à devenir le patrimoine commun des intelligences: c'était là une atteinte radicale à la caste antique, et un acheminement décisif vers le principe de la fraternité humaine, de l'égalité devant Dieu, du droit de tous à la jouissance du vrai.

Nous avons vu la race hellénique forcer les remparts cyclopéens de la cité orientale et y frayer le passage à la liberté politique. Nous l'avons vue désorganiser une théocratie devenue stationnaire, et jeter dans la religion même un levain de liberté philosophique. Que proclament ces deux faits? L'émancipation individuelle, le sentiment d'une force de volonté qui est propre à chacun, et qui lui donne le libre arbitre d'adhérer ou de n'adhérer pas; en un mot, le dogme de la liberté morale opposé au fatalisme. Or, en ceci, l'histoire positive sera l'expression parfaite de la conséquence logique. De même que l'autorité exagérée, dans la cité et dans la doctrine, avait produit chez les Orientaux le dogme fataliste; de même une portion de liberté introduite par les Hellènes se traduisit et se formula par le dogme du libre arbitre. Homère en fournit une preuve éclatante.

Ouvrez l'Odyssée : les quatre-vingts premiers vers vous en exposeront l'idée fondamentale. Et cette idée fondamentale, quelle est-elle? C'est précisément la question de la liberté et de la fatalité; ou bien, pour emprunter l'expression de la théologie chrétienne, c'est la question du libre arbitre et de la grace. L'ancien sacerdoce l'avait résolue dans le sens du fatalisme, comme nous le voyons par les tragiques; car ceux-ci, quoique bien postérieurs à Homère, suivaient la doctrine sacerdotale et orientale conservée dans les mystères, dont la tragédie n'était qu'un développement lyrique. Par exemple, l'histoire d'OEdipe, celle d'Agamemnon, d'Égisthe et d'Oreste, étaient devenues des légendes fatalistes, qui montraient la vie humaine dominée par une puissance impitoyable, irrésistible, dont les oracles étaient l'organe, et contre laquelle ni l'innocence, ni le crime, ni la volonté, ni la faiblesse, ne pouvaient rien. Il était écrit dans les arrêts de cette puissance qu'Égisthe corromprait Clytemnestre; il était écrit qu'il la pousserait à égorger son époux; il était écrit qu'Oreste vengerait son père par le meurtre de sa mère et d'Égisthe. Les oracles l'avaient prononcé; il fallait que cette série de meurtres fût commise. Une telle doctrine était un instrument terrible dans les mains de la théocratie qui inspirait les oracles : aussi la conserva-t-elle tant qu'elle put, jusqu'à l'apparition du christianisme. Eh bien! l'Odyssée n'est pour ainsi dire qu'une réfutation de ce dogme funeste; une réfutation bien positive et qui était évidemment dans l'intention du poète. En effet, l'Odyssée s'ouvre dans le ciel : Jupiter, au milieu de l'assemblée des dieux, pose en deux mots la question du destin et de la liberté humaine, en prenant pour exemple l'histoire d'Égisthe dont nous venons de parler. « Dieux immortels, leur dit-il, les hommes nous accusent, ils prétendent que le mal vient de nous (1), et pourtant la cause en est en eux-mêmes, et leurs folles résolutions leur attirent des douleurs que le destin ne leur réservait pas. Égisthe, en dépit de la loi divine, a épousé la femme d'Agamemnon; il a tué ce prince à son arrivée. Pourtant il savait bien qu'il en serait rudement puni; moi-même je le lui avais prédit; je lui avais envoyé Mercure pour le conseiller et le menacer. Mais l'ame d'Égisthe ne s'est point ouverte à ces bonnes inspirations (2), et maintenant il vient

(1) Ὢ πόποι, οἷον δή νυ θεοὺς βροτοὶ αἰτιόωνται.
Ἐξ ἡμέων γάρ φασί κάκ' ἔμμεναι... Odyss. I, 32.

(2) Ἀλλ' οὐ φρένας Αἰγίσθοιο
Πεῖθ' ἀγαθὰ φρονέων. *Ibid.*

d'expier tous ses crimes à la fois. » Otez la mythologie et traduisez ce discours en langage philosophique : qu'est-ce à dire? Que l'homme n'est point forcément poussé au crime ni à la douleur; qu'il a la liberté de choisir entre des actes de diverse nature; qu'en outre il a la lumière, l'inspiration, la conscience morale, en d'autres termes la grace, représentée par le messager de Jupiter; et qu'enfin c'est pour avoir fait un usage pervers de cette liberté, pour avoir fermé les yeux à cette lumière, que le châtiment tombe sur lui. Il n'est certes pas difficile de reconnaître dans l'exposition de l'Odyssée tous les élémens de cette grande question si vivante encore et si débattue jusqu'à nos jours. Elle va donc être personnifiée dans Ulysse. En effet, Minerve cite aussitôt son exemple : « Oui, mon père, répond-elle à Jupiter, Égisthe a péri justement, et périsse de même quiconque en fera autant. Mais voici un homme qui est tout autre, et qui touche ma compassion; il souffre loin de tout ce qui lui est cher, prisonnier dans une île, au pouvoir d'une magicienne, inconsolable de ne plus revoir la fumée des toits de la patrie, et aspirant à mourir. Et celui-là, vous l'abandonnez? Pourtant a-t-il jamais manqué à la piété, même au milieu des batailles? Pourquoi le charger ainsi de votre colère, père suprême? » Voilà donc l'éternelle objection qui s'élève : nous sommes libres, dit-on, et le mal vient de notre volonté pervertie; mais pourquoi l'homme pieux et vertueux souffre-t-il aussi bien que le coupable? Le poème entier n'est qu'une magnifique réponse à cette objection. D'abord, quelque pieux que soit un homme, il est toujours coupable par quelque endroit; toujours quelque vertu divine peut se plaindre de lui, quelque dieu offensé peut le poursuivre. C'est ainsi qu'Ulysse, malgré sa piété, s'est attiré la colère de Neptune. Ensuite, l'homme vertueux souffre pour constater et fortifier sa vertu par l'épreuve; il souffre pour grandir. Ainsi, d'après la grande pensée de la poésie homérique, la fonction de l'homme est de lutter contre les forces de la nature et contre ses propres faiblesses; et cette lutte, toute douloureuse qu'elle est, devient un bien par la perspective d'une providence rémunératrice qui l'attend au bout de la carrière.

Certes, des poèmes construits sur de pareilles bases méritaient bien, à défaut d'une inspiration plus parfaite encore, de devenir, comme ils le furent en effet, la Bible de l'ancienne Grèce. On a dit de Platon qu'il avait été le précurseur du christianisme. J'aimerais mieux le dire d'Homère. Sa pensée était chrétienne; qui l'a mieux senti que Fénelon? Le *Télémaque* n'est que le développement des

premiers livres de l'Odyssée, et la pensée théologique qui y règne est précisément celle d'Homère : l'homme, représenté par le jeune fils d'Ulysse, toujours se débattant contre ses passions propres, contre les douleurs sociales, contre les accidens de la nature; la Providence, représentée par Jupiter, qui lui envoie sa sagesse ou sa grace sous l'image de Minerve; puis celle-ci faisant l'éducation morale de l'homme, par l'épreuve et la surveillance, le secours et l'abandon, par tout ce qui trempe les ames et nourrit la virilité des caractères.

Quoique le dogme de la liberté morale ne soit pas aussi expressément énoncé dans l'Iliade que dans l'Odyssée, il y respire cependant avec plus d'énergie encore. Déjà les anciens avaient remarqué qu'Homère avait abaissé les dieux jusqu'au niveau humain, et qu'il avait élevé l'humanité au niveau des dieux. En effet, s'il met la comédie dans l'Olympe, la scène terrestre lui doit un drame constamment noble. Dans ses batailles, les hommes mettent les dieux hors de combat. Se peut-il imaginer une plus audacieuse figure de l'individualité humaine se posant libre en face du destin? Ainsi, par ce côté encore, la Grèce attaquait l'Orient.

Ce serait sans doute arranger l'histoire à l'encontre de la nature même, que de supposer qu'aucun peuple ait jamais professé un fatalisme absolu ou un stoïcisme absolu. Partout l'homme se sent une volonté, et sait qu'elle peut quelque chose; partout aussi il sait qu'elle ne peut pas tout, et se sent dominé par un ordre extérieur mu d'une pensée souveraine. Mais la croyance des peuples, flottante entre les extrêmes, et saisissant mal le point délicat où les contraires se touchent, penche d'un côté ou de l'autre selon l'influence de tels ou tels faits. Ainsi, dans l'ancienne cité orientale, la suprématie religieuse et la coaction politique se trouvant dans les mêmes mains et s'exerçant ensemble avec force sur tous les détails de la vie, l'obéissance s'imposait en toutes choses comme venant directement de Dieu. Le sacerdoce héréditaire consacrait l'hérédité dans toutes les positions; la société roulait comme une machine universelle capable de fouler et d'écraser toutes les volontés résistantes, toutes les énergies personnelles; de sorte que la vie humaine semblait se confondre avec la vie uniforme et invariablement tracée de la nature physique : type social qui s'est conservé à degrés divers dans l'*islam* ou *soumission* musulmane, dans la résignation indienne, dans l'immobilité chinoise, et au sein duquel l'ancienne Égypte avait fini aussi par se pétrifier. Sous ce mouvement irrésistible, l'individu ne sentait que son néant. Si une révolution venait élever quelques personnages

au-dessus de cette prostration générale, la chose paraissait si énorme, qu'on les considérait bientôt comme des dieux; l'imagination orientale leur octroyait des proportions gigantesques, et l'histoire devenait mythologie. Ainsi, une invasion arabe qui avait partagé l'Égypte, et qui fut ensuite repoussée par une réaction de l'ancienne religion et de l'ancien ordre militaire, se symbolisa dans l'histoire fantastique de Typhon qui lacère Osiris, et qui est expulsé ensuite par Isis et Horus. Il en est de même des fables indiennes et persanes de Rama, de Vichnou et de Siva, de Djemschid, de Zohâc et de Feridoun. Ainsi l'homme était si peu pour ces peuples, et l'action divine absorbait si complètement à leurs yeux l'action humaine, que l'histoire n'exista jamais chez eux, parce qu'elle narre l'humanité, et qu'ils ne nous ont laissé que des mythes, parce que ces mythes sont par essence une confusion de l'humanité avec la divinité.

Le fatalisme panthéiste était donc la formule d'un ordre despotique et d'un sentiment de nullité qui flétrissait les ames. On conçoit que la Grèce, en s'élaborant dans un milieu tout autre, ait fait jaillir un dogme tout autre du sein des choses. L'invasion des Hellènes, les guerres et les brigandages séculaires qui en furent la suite, les goûts aventuriers de ces chefs de bandes et de ces pirates, ce genre de vie où rien n'était sanctionné par des lois, où la religion ne triomphait qu'en transigeant, où l'activité personnelle était chaque jour nécessaire pour se défendre, chaque jour utile pour s'agrandir; ces faits généraux et les mille faits particuliers qu'ils engendrent nécessairement, ont dû nécessairement aussi pénétrer vivement l'homme, le héros, de sa valeur personnelle, de sa propre efficacité pour ainsi dire, que le danger, le succès, le malheur même, lui faisaient apprécier tous les jours. L'homme, le héros, se sentait libre dans le choix de ses actions, capable de se faire à soi-même son destin jusqu'à un certain point; chaque jour il avait occasion d'appliquer cette idée à sa vie, car chaque jour il avait un but à suivre, des moyens à préférer, une volonté à mettre en jeu contre tous les accidens; la nécessité même, trop vive à lui aiguillonner le flanc, le forçait à se révolter contre elle. Autant les prêtres orientaux proclamaient le destin dont ils se chargeaient d'interpréter les oracles, autant les aèdes exaltaient la personnalité humaine. Chantaient-ils les dieux? c'était pour rattacher à eux la généalogie des guerriers, c'était pour élever l'homme à leur hauteur. Bien plus, dans les batailles, Diomède et Ajax pouvaient combattre et blesser dieux et déesses. Ainsi la jeune Grèce commençait par protester contre l'annulation de l'homme dans le

vague du grand tout; ainsi la liberté morale sortait tout armée de cette tête intelligente; et le dualisme de la cité et de la liberté politique, de la religion et de la liberté philosophique, se résumant en celui de la loi divine et de la liberté humaine, plongeait ainsi ses racines dans la conviction la plus inébranlable du genre humain, dans la conscience la plus intime que nous ayons de notre existence personnelle.

Peut-être cette analyse de la pensée grecque, telle qu'elle se manifeste dans ses plus anciens monumens, paraîtra-t-elle assez fondée pour ne pas être confondue avec l'histoire purement conjecturale et systématique. Or, la conclusion en est simple et grande. Dans cette péninsule qui se projette entre l'Europe et l'Asie, au sein d'une mer semée d'îles, où la navigation pouvait dès son origine mettre en communication les races les plus diverses, il s'est fait pendant six ou sept cents ans une combinaison laborieuse de deux ordres sociaux, dont l'un avait atteint toutes les conséquences de son principe, et ne pouvait plus que pourrir dans ses organes roidis, et dont l'autre était encore à cet état élémentaire de la tribu, voisine de la famille; susceptible d'éducation, mais en résistant; écolier bien doué, mais indocile, qui force son maître à revenir sur lui-même, à se rectifier, à apprendre pour instruire. Ainsi la Providence, en poussant deux races l'une sur l'autre, fit éclater un fait révélateur : car, semblable à ces éclairs qui, dans Homère, jaillissent des casques et des boucliers frappés du soleil, ainsi une pensée nouvelle, ou, si l'on veut, une méthode nouvelle de travailler la pensée, jaillit du sein de cette longue bataille de l'Orient contre l'Europe, sous le soleil divin qui éclaire l'humanité. Et comme cette libre et progressive pensée pénétra également la vie active, la vie intellectuelle et la vie morale de ce peuple, c'est-à-dire toute la trinité humaine, l'ame complète, il en résulta une œuvre profonde et originale, inconnue jusqu'alors au monde, et qui marque la Grèce d'un caractère initiateur dans l'histoire; de sorte que sa littérature réclame sa place dans l'éducation de tout peuple qui veut continuer la tradition en l'enrichissant.

Au reste, nous n'avons interrogé en tout ceci que les monumens de la poésie parlée; mais l'histoire de la statuaire, poésie plastique, nous conduirait absolument aux mêmes idées. Pour l'une comme pour l'autre, la caste théocratique avait été créatrice d'abord, et puis répressive et stationnaire. Les anciens historiens disent que les prêtres d'Égypte avaient consacré des types que l'art ne pouvait franchir. Champollion n'adhérait pas à cette opinion, et pourtant il y revient par une autre voie, car il reconnaît que l'art égyptien était

consacré à la *notation des idées* plutôt qu'à la représentation des choses. Le dessin et la statuaire n'étaient donc qu'une écriture, mais alors il fallait bien qu'on défendît d'en altérer les types, sous peine de voir les formes se confondre, et la notation des idées se transformer en représentation des choses. Or, la théocratie égyptienne, pour conserver son écriture mystérieuse étroitement liée à son influence et à ses doctrines, enchaîna l'art aussi long-temps qu'elle le put; elle l'enchaînait encore lorsque l'écriture phonétique rendait l'autre inutile; elle l'enchaîna, au moins pour l'usage religieux, en dépit de la conquête grecque et romaine, jusqu'au IIe siècle de notre ère, comme M. Letronne l'a si savamment démontré. Mais les Hellènes, en rompant la caste, émancipèrent l'art; chez eux, l'écriture se dédoubla en quelque sorte; l'élément alphabétique servit seul à fixer la parole; l'élément représentatif des choses mêmes se dégagea librement, et se dépouilla peu à peu de la servitude du symbole. Ce fut donc la liberté civile, inconnue aux Orientaux, qui perfectionna l'art chez les Grecs, comme Winckelmann l'a remarqué; mais, en rapportant cette influence civile aux statues décernées aux vainqueurs des jeux olympiques, Winckelmann ne l'a pas assez étendue, ni prise d'assez haut. Ce fut aux premiers jours de la Grèce, dès que la caste orientale fut dissoute, que cette influence de la liberté s'exerça sur l'art. Dès-lors les figures sacrées n'eurent plus d'interprétation; les têtes de béliers, de lions, les corps de serpens, les ailes d'oiseaux et cent autres formes combinées entre elles ou avec les formes humaines, afin d'exprimer des idées abstraites, ne furent plus pour le peuple que des talismans de superstition, pour les esprits plus cultivés que des monstruosités. Dès-lors aussi les artistes firent comme les aèdes et comme Homère : ils ramenèrent peu à peu le gigantesque aux proportions naturelles, et les simulacres invraisemblables des dieux à la figure humaine. La tête humaine prit place sur la colonne de Toth et sur le cou des sirènes, et tandis que les figures de l'Égypte restaient éternellement guindées dans leur attitude droite, avec leurs jambes jointes, leurs bras pendans collés au tronc, leurs yeux obliques et leurs affreuses oreilles, l'école de Dédale détachait les jambes, avançait un pied, pliait les bras, assouplissait les torses; et l'art, en traversant l'école d'Egine, arrivait à Phidias et à Praxitèle, en remplaçant de plus en plus le symbole par l'idéal, expression choisie des beautés naturelles, assemblage des qualités que la nature ne nous offre qu'éparses, et que l'artiste résumait dans l'image d'un Dieu, renvoyant ainsi tous ces rayons au foyer d'où ils émanent.

Il fallut plus de temps à la statuaire qu'à la poésie pour en venir là, car la parole est vive et journalière, tandis que le ciseau est lent et rare; mais, pour l'une comme pour l'autre, ce fut une même tendance à délaisser les formes fantastiques pour celles de la nature. La statuaire coopérait donc à la poésie; elle rejetait ce qu'il y avait d'essentiellement idolatrique dans la religion issue de l'Orient; elle relevait la dignité humaine en face du vieux panthéisme, en prenant la figure visible de l'homme comme expression des attributs invisibles de Dieu. Lorsque les peuples adressaient leurs hommages à de vieilles et informes figures en bois ou en pierre, qu'on croyait tombées du ciel, telles que les simulacres de Phtha que Cambyse jeta au feu à Memphis, ou cette Junon d'Argos qui avait déjà quinze cents ans de popularité du temps de Pausanias, ils étaient idolâtres, car leurs prières ne s'adressaient qu'à la pierre ou au bois qu'aucune idée n'animait; mais en était-il de même du Jupiter olympien de Phidias? Non; ce chef-d'œuvre parlait réellement un langage divin à qui savait l'entendre : car il portait sur son front, dans ses yeux, sur ses lèvres, dans son attitude, un caractère suprême de puissance, d'intelligence et de bonté; il élevait donc la pensée vers la perfection de Dieu, dont la perfection de l'homme est l'image et la ressemblance, comme dit la Genèse; et par-là il avait réellement, selon le mot de Quintilien, ajouté quelque chose de bon et de vrai à la religion des peuples.

Enfin il nous reste un dernier témoignage à invoquer pour donner aux idées que nous venons d'émettre l'éclat de l'évidence : c'est le témoignage de la philosophie postérieure à Homère.

Aussi long-temps qu'une révolution sociale remue les intérêts, bouleverse les classes et travaille à se constituer dans la vie extérieure, la pensée qui l'anime reste confuse et comme suffoquée dans la poussière du combat; mais quand les choses sont assises et que le tumulte a cessé, alors cette pensée crève son enveloppe matérielle, elle s'épanouit, comme le lotus indien, sur l'océan lumineux d'une création nouvelle. C'est ainsi qu'à une certaine époque, la nouvelle société grecque s'étant suffisamment dégagée du chaos matériel produit par l'antagonisme des races, la lutte fécondante entre le génie oriental et le génie grec se choisit un champ de bataille plus aérien : ce ne fut plus qu'une guerre intellectuelle; les deux races, les deux partis, se transfigurèrent en deux écoles philosophiques. Or, si nous envisageons ces anciennes écoles sous le point de vue particulier de nos recherches, nous trouverons que l'école dont les tendances étaient

orientales avait Homère en horreur, tandis que l'école véritablement grecque l'élevait jusqu'aux cieux. Ce fait nous est révélé particulièrement par Diogène Laerce, écrivain superficiel, qui a eu soin de nous apprendre ce que pensaient d'Homère la plupart des philosophes dont il écrit la vie; il l'a fait d'une manière tout anecdotique, sans y attacher d'importance, sans en voir la portée; de sorte que si, en rapprochant ces données, on en tire une conséquence parfaitement conforme à ce que nous avons dit plus haut, nos idées sur ce sujet n'en seront que mieux établies.

L'école que j'appellerai orientale, à cause de ses tendances, se donnait pour chef Pythagore. Elle était une imitation ou une dérivation des colléges sacerdotaux de l'Égypte, de l'Inde ou des mages. Ces sectaires essayaient de rétablir la caste enseignante en Italie et en Grèce; leur vie était une vie de cénobites savamment disciplinés; ils avaient donc l'esprit d'autorité et d'organisation des anciens sacerdoces. Malheureusement, ils en avaient aussi l'égoïsme et l'exagération; ils ressuscitaient le langage symbolique, hostile au progrès et à la propagation de la science, s'en réservant l'interprétation exclusive, et ne laissant aux peuples que l'image superstitieuse. Conséquemment, leur doctrine tendait au panthéisme, identique au fatalisme, et destructeur des énergies de l'humanité. Or, il y avait dans cette école une tradition qui fait voir combien Homère était hérétique à leurs yeux. Pythagore, disait-on, étant descendu aux enfers, y avait vu Hésiode et Homère, le premier attaché à une colonne d'airain, le second pendu à un arbre et enlacé de serpens, et cela parce qu'ils avaient mal parlé des dieux; en d'autres termes, parce que, suivant l'esprit de leur race et de leur temps, ils avaient refusé un respect idolâtre à des symboles dépouillés de leur sens primitif.

L'école éléatique dérivait de celle de Pythagore : son chef, Xénophane, avait eu pour maître le fils de ce fameux personnage. Métaphysicien peu intelligible, Xénophane voulait aussi qu'il y eût une science ésotérique, un monopole mystérieux de la pensée. Eh bien! il fut célèbre par son antipathie contre le génie lucide, positif et libre d'Homère : on a conservé quelques vers où il condamnait le poète « pour avoir mis sur le compte des dieux tout ce qui est injure et ignominie parmi les hommes, le vol, l'adultère, la supercherie. » Comme si le poète avait fait autre chose en cela que suivre des légendes accréditées par l'ignorance populaire, précisément à cause du soin qu'on avait pris d'entretenir le peuple dans cette ignorance.

Enfin l'école d'Héraclite était aussi une branche nourrie de la sève

pythagoricienne. Héraclite fut l'homme des mystères plus qu'aucun autre, au point que Socrate avouait ne pas comprendre grand'chose dans ses écrits; au point qu'on l'appelait le faiseur d'énigme (αινικτης), le ténébreux (σκοτεινος). Cette obscurité était volontaire; c'était toujours l'idée orientale du langage symbolique, du langage-monstre (τερατολογια), des hiéroglyphes parlés; c'était l'exploitation intéressée de la raison humaine au profit d'une caste savante. Et, pour que ses vues ne fussent aucunement douteuses, il avait déposé ses écrits dans le temple de Diane, sous la garde des prêtres, comme pour rappeler le Toth des Égyptiens. Son système sur l'homme fut une espèce de panthéisme idolatrique : « Les dieux, disait-il, sont des hommes immortels, et les hommes des dieux mortels. » Héraclite ne pouvait donc accepter le poète d'Ionie : aussi lui déclara-t-il la guerre; il fallait, selon lui, « chasser ce poète de la lice et le souffleter. »

Ainsi les trois principaux chefs de l'école qui voulait rétrograder vers le passé oriental ont laissé le souvenir de l'incompatibilité qu'ils trouvaient eux-mêmes entre leur manière de voir et celle qu'impliquent les poésies homériques; et si quelque esprit distingué, élevé parmi eux, venait à s'écarter de leur méthode mystérieuse et à chercher une philosophie plus positive, on le voyait comme par instinct revenir à l'admiration pour Homère. Démocrite fut dans ce cas, et il reconnaissait, selon Dion, dans la sagesse et la beauté des chants homériques « une nature divine et inspirée. »

En face de la poésie pythagoricienne se posa la philosophie de Thalès. Celle-ci, née dans l'Ionie comme les poésies d'Homère, et développée sous l'influence du même milieu, ne fut que la même pensée sortie de sa poétique adolescence, et se réfléchissant en elle-même pour se comprendre. De même que les premiers Iones avaient introduit, dans la cité déjà très complexe des Égyptiens et des Phéniciens, l'élément encore brute de leur organisation en tribus, de même la philosophie ionique eut pour fonction de ramener aux principes simples et élémentaires de la raison humaine la doctrine traditionnelle surchargée d'erreurs et de mensonges. Elle fut donc essentiellement libre, critique et observatrice; elle chercha la théorie des choses sans préoccupation d'un but arrêté d'avance, sans vue particulière de politique ou d'association; décrire les phénomènes, en lier les causes, en formuler les lois, telle fut son audacieuse entreprise. Elle s'égara dans les hypothèses cosmogoniques; rien de plus simple : toute science jeune est téméraire et se croit en possession de la formule universelle. Mais enfin son point de départ était la

recherche indépendante; elle rejetait le symbole, recherchait le mot propre et créait des formules; elle faisait entrer les hautes spéculations dans la langue commune. Si parfois elle cacha ses principes et se donna l'apparence d'une science secrète, c'était par une simple précaution contre les attaques de la superstition populaire que le sacerdoce déchaîna contre elle plus d'une fois. Ce genre de mystère, purement accidentel, n'était point dans l'esprit de l'école ionique, qui ne cherchait au contraire qu'à dissiper les mystères. Elle fut donc, aussi bien qu'Homère, accusée d'impiété, d'athéisme même, et il est vrai que quelques-uns de ses membres ont laissé une réputation équivoque à cet égard. Mais les attaques dirigées contre eux partaient bien plutôt des défenseurs du polythéisme, qui sentaient qu'on ébranlait leurs autels. C'est ainsi qu'Anaxagore, ce scrutateur hardi et dévoué, qui renonça aux soins d'une grande fortune pour rechercher la science, ayant osé dire que le soleil était, non pas un dieu traîné dans l'espace immense par des chevaux enflammés, mais tout simplement une masse de métal ardent, source de lumière et de chaleur, fut, pour ce sujet, accusé comme impie et forcé de s'exiler. Or, cet homme professait pour Homère la plus haute estime; ce fut lui qui, le premier, fit considérer les poèmes homériques comme un code de morale, comme une exhortation à la vertu et à la justice, c'est-à-dire que le premier il en sentit la portée philosophique.

Les opinions de Socrate se liaient au même ordre d'idées. Élève d'Anaxagore et d'Arcésilas, il transporta leur méthode de recherches dans l'étude des sciences morales : direction que lui imprima sans doute le mouvement politique au milieu duquel il vivait à Athènes. Si Platon a jeté des nuages sur la doctrine de Socrate, Xénophon et Aristote nous apprennent assez que c'était un esprit critique et pratique, cherchant dans la raison et dans les besoins moraux de l'humanité le vrai sens des dogmes religieux répandus dans le monde. Aussi le génie asiatique lui fit une guerre opiniâtre : il avait pour adversaire un certain Antiphon, interprète des prodiges ou des symboles (τερατοσκόπος); un mage, à ce que dit Aristote, vint de Syrie pour lui faire des reproches et lui prédire une fin violente, et l'on sait comment la prédiction s'accomplit. Avec ces qualités d'intelligence, il devait être partisan du grand poète révélateur de l'esprit nouveau de la Grèce: Dion l'appelle un disciple d'Homère, et son brillant élève Alcibiade souffletait les professeurs qui n'avaient point un exemplaire d'Homère ou qui se permettaient de le corriger.

Le vrai successeur de Socrate, quant au procédé intellectuel et à

la solidité des vues, ce n'est point Platon, dont nous parlerons tout à l'heure, mais Aristote. Aristote résuma les tendances de l'école d'Ionie : l'observation des choses physiques pratiquée par les disciples directs de Thalès, l'observation des phénomènes moraux introduite ou du moins perfectionnée par Socrate. Esprit libre, précis, véritablement grec, voulant faciliter et répandre la science et non l'envelopper d'arcanes, il chercha les lois de l'intelligence, les lois de la volonté, les lois de l'art, afin d'ouvrir et d'éclairer tous les chemins à l'activité humaine. Faut-il dire combien Homère était grand à ses yeux? Il en fit une édition; il l'offrit comme un modèle parfait; il inspira, pour cette *noble*, *magnifique et royale poésie*, tant d'enthousiasme à son élève Alexandre, que le jeune conquérant n'en voulait lire d'autre, qu'il la plaça comme son trésor et son talisman dans la riche cassette de Darius, et que, la nuit, il la posait sous sa tête comme pour en aspirer le génie. Sans doute cette continuelle inspiration du livre national l'obsédait, et peut-être fut-elle la principale cause de la conquête de l'Asie. Toujours est-il que les victoires d'Alexandre furent des triomphes pour l'esprit philosophique issu d'Homère, car elles le colonisèrent en Asie et en Égypte. Là, cet esprit sema largement l'examen dans les champs de l'antique idolâtrie; la raison grecque et la tradition asiatique, comme deux palmiers de sexe différent que leur séparation laissait stériles, s'y fécondèrent sous le souffle de la Providence, et il en sortit un fruit nouveau destiné à nourrir une ère nouvelle du genre humain.

Maintenant il faut revenir à Platon. Jusqu'à lui, l'école orientale religieuse, et l'école grecque rationaliste, ayant entre elles Homère comme signe de contradiction, comme drapeau que les uns voulaient défendre et les autres déchirer, avaient formé deux camps bien distincts. Mais la mort de Socrate fut un avertissement terrible pour le rationalisme trop hardiment agresseur. Peut-être le peuple athénien avait-il raison de défendre ses vieux symboles aussi long-temps qu'on ne lui en fournissait pas d'autres, car il en fallait : la philosophie d'ailleurs n'était pas encore assez exercée pour pouvoir tirer du panthéon croulant de l'antiquité les dogmes profonds enterrés dans ses cryptes. Il fallait donc que symboles et raison continuassent à vieillir, les uns tombant pierre à pierre, et l'autre s'édifiant, dans l'ombre du doute, comme un temple au dieu inconnu, jusqu'à ce qu'une illumination soudaine y fît jaillir la foi, et y appelât les nations futures. Mais Platon ne l'entendit pas ainsi; cet homme à jamais célèbre, ce nuage d'Occident, si obscur d'un côté, si lumineux de l'autre, et si

vague dans son ensemble, voulut restaurer le passé, voulut hâter l'avenir, et tenta une conciliation entre le polythéisme et la philosophie, entre l'Orient et la Grèce. En cela, il obéissait tout à la fois et aux circonstances réactionnaires de son temps et aux dispositions propres à son génie. En effet, élève de Socrate et nourri d'Homère, dont il emprunte si souvent les expressions, il tenait, par son goût pour le raisonnement et pour les arts, à l'esprit progressif de la race hellénique; mais en même temps, par ses rapports avec les pythagoriciens, par ses souvenirs d'Égypte et par l'éclat de son imagination, il était éminemment enclin à s'envoler dans les abstractions indéfinies, et à s'y revêtir de formes énigmatiques. Tout résonne dans ses écrits d'un écho oriental; son plan de république rétablit la caste sacerdotale au profit des philosophes, annulant ainsi l'indépendance de la pensée par l'absorption de l'enseignement dans les intérêts politiques; il veut une science secrète et une croyance populaire, afin de mener les peuples par des fictions, et de les faire vieillir dans une longue enfance. Aussi voulait-il conserver le polythéisme, car, en ce qui concerne les dieux, dit-il, il faut en croire les anciens qui, étant fils des dieux, avaient dû bien connaître leurs pères; ce qui s'accorde très bien d'ailleurs avec le principe qu'il exprime nettement : que « le mensonge, interdit au vulgaire, est permis aux chefs de l'état dans l'intérêt du gouvernement. »

Voulant donc entraîner l'intelligence grecque dans ce courant d'idées, Platon essaya d'abord d'y ramener Homère, parce qu'il sentait bien sans doute qu'Homère était l'inspirateur avoué de l'intelligence grecque. Pour cela, il fallait détourner le sens philosophique du poète par une interprétation forcée; c'est pourquoi il commence par supposer à Homère des pensées secrètes, mystiques, comme celles que les Égyptiens prétendaient cachées sous leurs fables : « Il faut étudier les poètes, dit-il dans *Ion*, en étudier plusieurs, et surtout Homère, le meilleur, le plus divin des poètes; il faut être jaloux de se pénétrer, non-seulement de ses expressions, mais de sa pensée intime. » Il paraît, au reste, par ce même dialogue, que déjà les rapsodes, non contens de chanter les poèmes d'Homère, s'étaient avisés d'en faire un texte de commentaires philosophiques, et d'y creuser des théories abstraites; et c'est à quoi Platon les encourage. Qu'entend-il en effet par cette pensée intime? ce sont des doctrines qu'il suppose y être contenues, et ne pouvoir être comprises qu'après initiation; car « il ne faut pas, dit-il ailleurs, qu'on aborde les poèmes homériques sans y avoir été initié. » Dans *Alcibiade*, il s'explique

encore mieux : « La poésie tout entière, dit-il, est pleine de symboles énigmatiques, et il n'appartient pas au premier venu de la comprendre. » Ainsi, la poésie n'était pas pour lui, comme pour la simple raison, le tableau des réalités de la vie, des croyances, des sentimens, des caractères des hommes ; elle était, conformément au principe des prêtres orientaux, un langage symbolique, ayant pour but unique de revêtir et de déguiser des idées abstraites ; en un mot, une métaphysique matérialisée. Mais alors il fallait bien renoncer à Homère ; et, en effet, Platon arriva bientôt à des conséquences si étranges, qu'elles le forcèrent à changer d'avis sur le mérite du poète dont il avait si fort conseillé la lecture. Dans sa prétention de plier la poésie aux formes imaginaires de sa république, on le voit condamner ce qu'il y a de plus admirable dans Homère, la peinture simple et vraie des passions, des faiblesses et des inconséquences humaines ; il ne veut pas qu'Achille s'emporte, que Diomède frémisse à la pensée de mourir, qu'Ajax soit violent et impie ; il ne veut pas qu'un ami ait pitié d'un ami ou d'un frère mort ; ni qu'un vieux père comme Priam se désole de la perte du plus vaillant de ses fils ; il ne veut pas même que le poète mette ses personnages en scène, et les fasse parler, à moins que ce ne soit pour débiter des maximes ou pour étaler de beaux sentimens. Un héros doit être, d'après lui, un type idéal, une morale en action, un raide et froid emblème de la vertu ; de sorte qu'une épopée, conçue d'après la poétique de Platon, ne serait plus qu'une collection de figures aussi guindées, aussi uniformes et aussi peu animées de la vie humaine, que les statues hiératiques de l'art égyptien. Or, il était impossible, avec tous les efforts de l'exégèse la plus subtile, de trouver rien de tout cela dans Homère ; aussi Platon finit-il par le chasser de sa république aussi bien que tous les auteurs dramatiques, et par en interdire la lecture aux jeunes gens. Voyant bien que la comédie des dieux, telle qu'elle se joue dans l'Iliade et dans l'Odyssée, serait un obstacle éternel à la restauration de l'ancien symbolisme, il défend de lire les deux épopées, même avec interprétation ; il faut les exiler tout-à-fait : « Ces combats des dieux, dit-il, qu'Homère a imaginés, il ne faut les admettre dans notre cité en aucune manière, soit qu'ils aient un sens caché, soit qu'ils n'en aient point. » C'est à ces extrémités qu'un beau génie peut arriver, quand il s'obstine à vouloir prolonger par des fictions une forme sociale dont la réalité s'évanouit.

Exclure Homère de l'éducation nationale, le chasser de la répu-

blique grecque, c'eût été nier la force intellectuelle qui avait fait la Grèce, et c'est ce qu'il fut impossible d'obtenir des esprits distingués de ce pays. Au contraire, Homère devenait de plus en plus le représentant de la pensée nationale; toutes les sectes qui se disputaient la gloire de dominer cette pensée, se disputaient Homère. « Tantôt, dit Sénèque, ils en font un stoïcien qui n'admire que la force d'ame; tantôt un épicurien qui ne goûte que la paix, les festins et les joyeuses chansons; tantôt un péripatéticien qui distingue et qui classe; tantôt un sceptique qui ne croit à rien. » Aussi l'excommunication fulminée par Platon n'eut point de suite; mais ses sectateurs revinrent à la première idée qu'il avait eue, à la tentative de falsifier le sens naturel pour en extraire un sens mystique et pour y faire lire sous de prétendues figures toutes les théories qu'on avait envie d'y trouver. Même après que le christianisme eut substitué aux mythes corrompus les paraboles si pures et si aimantes de l'Évangile, le néoplatonisme, son rival, nourrissait encore l'espoir de rajeunir le symbolisme décrépit, en prenant, par le plus parfait contre-sens, ces poésies homériques pour base de son œuvre : c'est-à-dire, en prenant, pour reconstruire un édifice, la sape qui l'avait démoli. C'est une chose inouie que les tortures auxquelles ces philosophes appliquèrent le bon sens, pour le forcer de trouver dans Homère ce qui n'y était pas. Je n'en rapporterai qu'un exemple, que me procure l'un des plus célèbres adversaires du christianisme, Porphyre. Son opuscule sur la *Grotte des Nymphes* est un commentaire mystique sur un passage d'Homère. Ulysse, dans l'Odyssée, est débarqué, pendant son sommeil, par les Phéaciens, dans un port d'Ithaque. « A l'extrémité de ce port croissait un olivier touffu; auprès de l'olivier se trouvait une grotte délicieuse et obscure, retraite sacrée des nymphes qu'on appelle Naïades. Au dedans, il y a des coupes et des amphores de pierre; là aussi, des abeilles qui font du miel; là, des métiers de pierre, très longs, sur lesquels les nymphes tissent des manteaux de pourpre admirables à voir; là, des sources qui ne tarissent jamais. Cette grotte a deux entrées; par l'une, qui est au nord, les hommes y peuvent descendre; l'autre, au midi, est sacrée; les hommes n'y passent point; c'est le chemin des déesses. » Voilà un morceau descriptif fort simple et fort gracieux, et dont tous les détails s'expliquent parfaitement par ce fétichisme embelli qui attachait une divinité à chaque site, à chaque fontaine, à tous les accidens de la nature champêtre. Eh bien! on n'imaginerait point combien de

choses philosophiques Porphyre a découvertes dans cette grotte (1). Il n'est pas un détail du paysage homérique sous lequel il n'ait trouvé une idée abstraite. Il commence d'abord par établir qu'Homère n'avait en vue ici qu'un symbole, car cette grotte, dit-il, n'est point historique, puisque les voyageurs qui ont visité Ithaque ne l'ont point trouvée; elle n'est pas non plus inventée à plaisir, car Homère est une personne trop grave pour inventer des grottes; donc elle est un symbole. Mais de quoi est-elle le symbole? De tout ce que vous voudrez. Porphyre y découvre l'univers entier, la génération, la vie, la mort, la sagesse, l'abnégation. « Cette grotte, dit-il, est *délicieuse* et *obscure*. Comment cela se pourrait-il en réalité, puisque les choses *obscures* ne sont pas *délicieuses*, mais bien plutôt horribles? Il est donc évident qu'Homère n'a pas voulu peindre une grotte réelle, mais une grotte symbolique. Or, dans la sagesse égyptienne, une grotte est la figure du monde matériel : dès-lors, tout s'explique. La grotte d'Homère est *obscure*, car la matière n'est que ténèbres; nous ne pouvons pas en saisir le fond, l'essence; mais en même temps elle est *délicieuse*, aimable, belle, car la beauté naît de la forme, qui est un attribut de la matière....., etc. » Voilà un exemple de la violence avec laquelle on tordait la poésie homérique pour en exprimer ce qu'elle ne contenait pas.

Nous croyons avoir établi que les poésies homériques furent l'expression d'une époque de critique, où l'on défaisait un état social, où l'on défaisait une forme religieuse, et où l'on justifiait cette œuvre en proclamant le dogme de la liberté morale, de la responsabilité personnelle, du droit personnel d'agir et de juger. Ce côté critique ne peut pas être le seul à considérer. La négation pour elle-même, le scepticisme, peut être le fait de quelques hommes, mais non de l'esprit humain. Il ne nie que pour affirmer autre chose; il ne défait que pour refaire; quand il efface, c'est pour écrire. Quelle était donc la base d'affirmation de l'époque homérique? Que fondait-elle en démolissant le symbole? Elle fondait la méthode d'observation. Elle appliquait les facultés innées de l'ame à la recherche des faits : nous avons dit que c'était le caractère de la philosophie ionique; mais déjà l'observation avait brillé dans Homère, et au plus haut degré. Autant la poésie orientale, en général fausse et outrée dans ses tableaux, aime à créer des êtres fantastiques, des effets impossi-

(1) Ὁ τι πότε αἰνιττεται το εν Ιθακῃ αντρον. Porph., *de Ant. Nymph.* — Ainsi, c'est une *énigme* qu'Homère a voulu faire, selon Porphyre.

bles, des caractères invraisemblables et une nature imaginaire, autant la poésie homérique, si l'on met à part les légendes que la tradition lui imposait, est au contraire scrupuleusement vraie, naturelle, prise à la source de toute connaissance, l'observation des choses. Si l'on comptait la foule de traits dérobés à la nature même, soit dans l'ordre des phénomènes physiques, soit dans celui des mouvemens du cœur humain, soit enfin dans les détails qui révèlent l'état d'une société à telle période de son développement, on se ferait une bien grande idée du génie attentif et pénétrant des hommes dont Homère a résumé la richesse intellectuelle.

D'abord, quant aux phénomènes naturels, qui ne sait la variété de couleurs et l'abondance d'idées avec lesquelles il décrit la nature? Ses poèmes, comme le bouclier d'Achille, portent en gravure immortelle toutes *les beautés qui couronnent le ciel, et la terre, et les mers.* Il les enchasse dans son récit, quand elles y entrent naturellement; mais sa fécondité ne peut s'écouler suffisamment par cette voie, et il sème en son chemin ces nombreuses comparaisons, ces petits tableaux parfaits, dont le trait précis, le choix et la variété réfléchissent mille points de vue. J'ai bien regret que les imitateurs classiques et les professeurs de poésie aient tant défloré ces chefs-d'œuvre; les comparaisons d'Homère, traduites, refaites, manipulées, gâtées, prostituées, sont presque devenues banales. Mais si, par un libre effort de l'esprit, on parvient à oublier tous ces plagiats; si on se représente qu'on les lit pour la première fois dans leur source fraîche et limpide; si on en recueille l'impression encore toute neuve et toute naïve, que de paysages charmans on y contemplera! N'est-il pas vrai qu'on éprouve, lorsqu'on s'abandonne à cette poésie, le sentiment vrai de la réalité, de la présence des choses? On se croit dans ces vallées pleines de forêts, dans ces montagnes déchirées, devant ces promontoires, ces flots bruyans, ces plaines engraissées par les rivières qui les traversent; au milieu de cette vie aventureuse, de cette vie de navigation, de guerre, de chasse, d'agriculture; au sein d'une civilisation naissante, encore naïve, déjà ingénieuse, encore discordante, déjà curieuse d'harmonie, de commerce et de beaux-arts. Et toujours la description vient en son lieu, comme un accessoire, comme une parure distribuée avec richesse, et en même temps avec économie, sur un beau temple ionique; tout un poème descriptif est ainsi brodé dans le tissu de l'épopée; il le décore partout et ne le surcharge nulle part.

Quant au milieu social dans lequel se meuvent les individus, il

n'est pas moins vivement réfléchi dans Homère que le milieu physique. Les détails de mœurs sont semés à main pleine dans toute l'étendue des poèmes, et surtout dans l'Odyssée. On y trouve dans leur intérieur la famille de Ménélas, de Nestor et d'Ulysse, la maison de campagne du vieux Laërte, ses étables gardées par des chiens, son ameublement grossier, sa cuisine de paysan, sa familiarité avec ses valets, ses occupations de jardinage. Tout cela donne une idée parfaite de ce qu'on appelait un roi dans ce temps-là, d'un chef de tribu guerrière; nous ne connaissons guère que Walter Scott qui soit entré aussi soigneusement dans l'intimité d'une époque historique. Les récits les plus invraisemblables d'Ulysse sont eux-mêmes un trait de caractère des plus vrais; c'est le goût de la légende, commun à tous les peuples enfans, et surtout aux peuples navigateurs et aventuriers, dont l'imagination transforme volontiers les faits lointains en prodiges. Homère est donc l'historien observateur le plus ancien. Avant lui, sous l'influence orientale, tout récit dégénérait en merveilleux mensonges; les faits prenaient des proportions énormes, et le symbolisme y faisait pulluler les monstres; c'est ce qu'on voit par les traditions des Titans, de Cadmus, d'Hercule, de Jason, et tant d'autres; c'est ce qui est cause que l'Egypte et l'Inde ne nous ont point laissé d'histoire, quoiqu'on y écrivît beaucoup. Mais la Grèce, et particulièrement l'Ionie du temps d'Homère, en gardant le merveilleux traditionnel, lui faisait sa place de plus en plus étroite, et augmentait la collection des circonstances réelles. De là est née l'histoire; Homère marque le point où la fable se clot, et où l'histoire s'ouvre; et cela est si vrai, que l'empreinte de son génie se remarque long-temps encore après lui dans les historiens. Hérodote, en effet, ne trahit-il pas dans le plan de son histoire l'impression qu'il a reçue des poèmes homériques? Comme Homère, il entre d'abord dans son sujet, qui est la guerre des Perses; mais bientôt, par forme d'épisode, il remonte dans le passé, s'écarte à droite et à gauche, et intercale l'Egypte, la Perse, la Scythie, dans sa chronique toute nationale, de même que, dans le retour d'Ulysse à Ithaque, viennent s'intercaler les pays des Phéaciens, des Cyclopes, et même notre Gaule lointaine et nébuleuse, pays des Cimmériens, et, selon la légende grecque, vestibule des ténèbres éternelles. En outre, cet usage singulier, conservé si long-temps par les historiens, de faire parler leurs personnages, et d'introduire dans le récit d'un événement réel des discours de leur invention et des scènes dramatiques créées tout simplement pour amuser et pour émouvoir, cet usage d'Hérodote,

imité par Thucydide, par Tite-Live, par Tacite même, ne révèle-t-il pas l'origine homérique de l'histoire chez les anciens? Il est certain en effet que les discours d'Homère et sa force tragique excitèrent de tout temps l'admiration des hommes distingués dont l'éducation n'avait point d'autre livre; et il était assez naturel qu'ensuite, en écrivant l'histoire, ces hommes éminemment artistes ne laissassent point passer, sans y marquer la trace de l'art dont ils s'étaient nourris, les récits des grands événemens qui s'y prêtaient si bien.

Voyons maintenant les figures du premier plan, les agens du drame, les caractères, les passions, les destinées individuelles. Et loin de nous les remarques superficielles des rhéteurs, des commentateurs, et des faiseurs de préceptes; en sondant les personnages d'Homère, on n'y trouve nul artifice littéraire, mais une rare profondeur philosophique, un regard fixé sur la nature, une aspiration énergique à la réalité vivante.

Fut-il jamais création plus vivante que celle du personnage d'Achille? Cette figure est agrandie, il est vrai; elle est idéalisée, car il fallait la proportionner au piédestal élevé de la poésie; mais du reste, quelle saisissante vérité! Jeune et de haute race, le caractère d'Achille se compose d'instincts naturels, qui se déploient de toutes parts avec une sève luxuriante, et d'orgueil royal légitimé par le besoin que toute la Grèce a de lui. C'est un enfant sublime, facile à toutes les émotions, prompt aux larmes et à la fureur, plein d'amour ou de haine, de respect ou d'insulte, incapable d'admettre une limite à un sentiment quelconque, s'enfonçant plus loin qu'il ne voudrait dans les résultats d'une première vivacité. L'instinct et l'orgueil, l'impulsion native et l'impulsion sociale, se trouvant en désaccord et se heurtant dans sa vie, produisent son combat intérieur, son drame, et le sujet de l'Iliade. La peste sévit-elle dans l'armée? C'est lui qui, dans sa pitié chaleureuse, demande qu'on songe au remède, et qu'on invoque les dieux. Le prêtre a-t-il déclaré qu'il faut, pour apaiser le ciel, rendre au vieux Chrysès sa fille, captive d'Agamemnon? C'est Achille qui prend le parti du prêtre, du vieillard, du pauvre peuple, et des dieux. Mais voici qu'Agamemnon, privé de sa captive, s'en prend à lui, et l'outrage; alors tout s'émeut dans Achille; alors l'orgueil vient gonfler son cœur, et y étouffe tout autre sentiment. Ce vaillant, ce héros, qui parlait avec tant de piété, de dignité, de sagesse dans l'assemblée des rois, le voilà qui s'en va pleurer sur le rivage; il pleure et il appelle sa mère, comme un enfant maltraité. Ce protecteur du soldat, véritablement bon dans ses élans spontanés, le

voilà qui, par un calcul superbe et inhumain, se renferme maintenant dans sa tente, afin que les soldats périssent par milliers sous les coups des ennemis; il lui faut un sanglant sacrifice. Ulysse, le plus habile, et Nestor, le plus vénéré des Grecs, accompagnés de Phénix, le père nourricier d'Achille, vont le supplier, lui offrir toute espèce de réparation et d'hommage; il les aime, il les respecte, mais il les repousse par un discours vif, raisonné, plein d'une fierté amère, d'une modération hautaine, d'une indifférence cruelle. Ainsi le sang coule, et l'opiniâtre jeune homme le laisse couler. Est-ce à dire que le temps n'y fera rien, que la compassion n'aura aucune prise? Céla ne serait plus dans la nature. Aussi peu à peu quelque émotion s'éveille en son cœur; il résiste, il se répète lui-même les motifs de sa colère; cependant, par degrés, sa colère se détend; il voit de loin un grand tumulte dans la bataille, et il envoie son ami Patrocle aux informations; puis, le carnage devenant plus terrible encore, il permet à son ami d'aller combattre, et lui confie ses armes, à une condition cependant, car il ne veut pas encore s'apaiser, il lutte encore contre la pitié qui l'a pris au cœur; cette condition, c'est que Patrocle sauvera seulement les vaisseaux, et qu'il reviendra immédiatement; quant aux hommes, qu'ils périssent! « Puissent-ils y rester tous, afin que seuls nous démolissions à nous deux les remparts sacrés de Troie! »

Qu'est-ce donc qui le vaincra? La mort de son ami. Rien en lui ne peut dompter une passion, si ce n'est une passion plus forte. Voyez comme la nature le ressaisit peu à peu. D'abord, c'est un pressentiment. Depuis que Patrocle est dans la mêlée, Achille s'inquiète; il s'avance un peu; il se rappelle de vieilles prédictions sinistres : « Qu'est-ce que ce tumulte? Oh! il est mort! Je lui avais tant dit de ne sauver que les vaisseaux et de revenir! » Patrocle est mort en effet; Antiloque vient lui confirmer cette nouvelle. Alors nouvelle tempête. « Un noir nuage enveloppe son ame; il prend de la poussière à deux mains, s'en couvre la tête, s'en noircit le visage; il se jette à terre, s'arrache les cheveux; les femmes, ses compagnons d'armes l'entourent, pleurent avec lui, lui prennent les mains, craignant qu'il ne se tue; son grand cœur gémit, ses lamentations sont terribles. » Toute sa colère se replie d'un autre côté, comme la flamme d'un incendie sous un vent qui change. Il se réconcilie avec Agamemnon, accepte ce qu'il avait refusé, et ramasse, pour ainsi dire, tout ce qu'il peut trouver de fureur dans son ame, pour en accabler le meurtrier de son ami. Cette fureur, il la pousse à des

excès exécrables; la mort d'Hector n'est pas assez; il faut que le cadavre même soit puni. Certes, pour cette fois, la passion dépasse toute mesure; si la raison cherchait à ébranler cette inflexible cruauté, elle s'y briserait. Oui; mais n'est-ce pas Achille? Ne l'a-t-on pas vu jusqu'à présent gouverné despotiquement par ses émotions, bonnes ou mauvaises? Eh bien! c'est encore par l'émotion que le poète fera sortir de là son brillant héros; il amène, il jette à ses genoux un vieillard, un père qui redemande le cadavre de son fils; Achille, en voyant ce père qui pleure, se rappelle qu'il a un père aussi, un père qui est vieux, qui pleure peut-être comme Priam; son cœur se trouble, son ressentiment tombe; il rend Hector, et ne songe plus qu'à la sépulture de Patrocle. Autant il était cruel, autant il paraît maintenant beau, noble et grand.

Ainsi une bonne et généreuse nature, aux prises avec l'orgueil de la race et la violence du caractère, telle est la donnée d'où le poète tire sans effort une tragédie palpitante, où la chaleur vient de la vérité même, et où le cœur humain se déploie avec tant de force et d'aisance, que l'observation la plus profonde s'y révèle à chaque instant. Ce n'est point une analyse détaillée des sentimens, les lignes du tableau sont grandes; mais leur justesse et leur mouvement n'en sont que plus remarquables. L'imagination doit suppléer aux détails; mais elle y supplée aisément, car quel esprit ne s'échauffe au contact de cette flamme? Qui ne se sent un certain degré de force créatrice, lorsqu'il voit se déployer devant soi une si belle création?

Je ne m'arrêterai pas sur les autres personnages. Toutefois c'est en les étudiant dans leurs contrastes que l'on apprécie le mieux la science philosophique d'Homère. Les caractères tranchés, tout le monde les saisit jusqu'à un certain point; mais les nuances supposent une observation plus fine, plus soutenue, plus raisonnée. Or, ces nuances sont gardées avec une variété infinie dans les personnages homériques. Tous ces guerriers sont intrépides, violens, assez grossiers; cependant cette ressemblance générale, imprimée par l'époque, n'affaiblit pas le relief de chaque physionomie. Ulysse, par exemple, n'est-ce pas un caractère bien individuel? Il a le courage des temps héroïques, mais la ruse lui est particulière; à côté des nobles sentimens, il montre ces finesses d'esprit qui trahissent la société encore à demi barbare, où l'habileté ne s'est pas encore distinguée de la tromperie; audacieux et prévoyant, sachant agir et sachant attendre, il est, en outre, orateur, mais orateur avec art, avec des insinuations et des détours, avec des intentions d'émouvoir bien marquées. Il y

a tant de réalité dans ce caractère d'Ulysse, qu'on l'a considéré comme un type du peuple grec; c'est cette activité, cette adresse, ce courage; il en résume les qualités et les défauts sans nuire à la vie ni au mouvement de la poésie.

Le caractère sombre, soucieux et irrésolu du roi des rois, la sagesse conteuse, trop conteuse du vieux Nestor, la réserve, la modestie et la vaillance (qu'on pourrait appeler chevaleresque) de Diomède, la rude et matérielle impétuosité d'Ajax, forment un groupe diversifié avec une délicatesse incontestable; et si ces nuances soutenues jusqu'à la fin ne démontrent pas un art réfléchi, si une variété si intelligente dans une si forte unité ne prouve pas la présence d'un génie unique qui a conçu, prévu et coordonné l'ensemble et les détails de ces grands poèmes, que sera-ce donc que l'art, que la réflexion, que le génie? C'est là surtout, à notre avis, c'est dans ces nuances, dans ces délicatesses, dans ces harmonies constantes des choses accessoires aussi bien que des choses principales, qu'est la réfutation de ces érudits d'Allemagne, qui pensent que l'Iliade et l'Odyssée ne sont que des lambeaux cousus ensemble, des inspirations de génies divers, recueillies, refaites, douées d'une vie commune, d'une chaleur égale, d'une élévation constante, par qui? par les éditeurs, les critiques, les grammairiens, à divers temps et à diverses reprises. A ces doutes des philologues opposons le sentiment de l'art, et l'examen direct de l'œuvre. Sans doute Homère a profité des poésies des aèdes qui l'avaient précédé; mais de même que le Laocoon n'a pu être fait par des artistes inconnus les uns aux autres, dont l'un aurait fourni au hasard une jambe, l'autre un torse, et quelque autre un bras ou une tête; de même les groupes d'Homère sont sortis tout vivans d'une seule pensée, car tous les mouvemens de ses figures sont harmoniques, toutes leurs attitudes et leurs physionomies sortent d'une même situation; la même étreinte les serre dans l'unité du drame, le même génie les domine, comme ce serpent du Laocoon de Virgile, qui serre ses victimes et les domine de sa haute tête : *superat capite et cervicibus altis.*

Concluons en deux mots. La poésie ionique d'Homère, et la philosophie ionique qu'on rattache à Thalès, procèdent de la même disposition d'esprit, de la même tendance critique, du même goût pour l'observation. Peu importe la poésie ou la prose, l'exposition simple et vive de l'art, ou la déduction lente du raisonnement; au fond, la méthode fut la même, et une même influence en sortit pour agir sur l'intelligence humaine.

Le premier pas des sciences naturelles, c'est la description attentive des phénomènes; il y a dans Homère une vérité et une exactitude de détails en ce genre, qui ne permettent pas de douter qu'on n'eût de son temps l'habitude de décrire. Le premier pas de l'histoire politique, c'est le tableau des mœurs diverses des peuples; nous avons déjà remarqué qu'Homère l'a puissamment essayé; son Odyssée en exprime l'intention formelle; car il y « chante cet homme qui a vu de nombreuses cités, et observé leur esprit. » Quant à la science morale, l'exposition des caractères et des passions n'en est-elle pas le premier et le plus positif élément? et en a-t-on jamais mieux tendu et mieux fait marcher les ressorts que dans les scènes ardentes du drame homérique? En toute étude, les faits d'abord, et les formules beaucoup plus tard. Donc, le principe de la science moderne, inconnu à l'Orient, a pris racine dans le sol de l'Ionie et dans l'époque d'Homère; nous devons considérer ce génie comme l'un de nos grands ancêtres intellectuels; nous devons le placer à la source de l'élément rationnel et critique de notre civilisation, comme Moïse est à la source de l'élément religieux et organique.

Ce fut l'admirable destinée de la Grèce, d'avoir à commencer la lutte du génie progressif de l'Europe contre la force d'inertie qui fait le caractère de l'Orient. Cette réaction, qui se continue encore aujourd'hui et qui s'achèvera peut-être bientôt par Constantinople, le Kaire, Calcutta et Canton, ne fut jamais une simple réaction politique; l'idée philosophique de la liberté humaine y fut toujours en jeu. C'est donc une querelle profonde, qui intéresse la vie intime de l'humanité; c'est une partie essentielle de l'histoire générale, et c'est aussi la raison invincible pour laquelle l'étude de la Grèce et d'Homère devra toujours faire chez nous partie de l'éducation, si nous voulons continuer la tradition civilisatrice qui est descendue d'eux jusqu'à nous.

Heureusement il en est ainsi; les études grecques ressuscitent parmi nous; une connaissance plus approfondie de l'Orient nous permet de reprendre avec avantage les savantes recherches des trois derniers siècles, et nous devons compter parmi les plus remarquables indices de ce mouvement la belle publication de M. Didot. La *Bibliothèque Grecque* sera un puissant moyen de populariser ces études, qui paraissent toujours nouvelles, parce qu'elles sont toujours fécondes.

L.-A. BINAUT.

LES

SETTE COMMUNI.

Dans l'été de 1835, je me trouvai retenu à Vicence par la maladie de mon compagnon de voyage, M. Lamberti. L'aimable et savant Milanais avait ressenti les premières atteintes de la fièvre dans les marais de Comacchio, en se livrant à des recherches trop assidues sur le mystère encore inexpliqué de la reproduction des anguilles. Il est vrai que M. Lamberti, gourmet et savant tout ensemble, mangeait le soir les *sujets* que le matin il avait soumis à ses expériences; les anguilles se vengèrent, et leur persécuteur, obligé de fuir les bords marécageux de l'Adriatique, pensa mourir victime de la science et de la gastronomie.

Vicence est voisine de Padoue, les médecins n'y sont donc pas rares. L'un d'eux, le signore Castagnuolo, donna ses soins à mon ami, et, à l'aide de je ne sais combien de kilogrammes de magnésie, parvint à expulser le principe morbifique qui le tourmentait. Le quatorzième jour de sa maladie, conformément aux préceptes d'Hippocrate sur les époques climatériques et les crises, M. Lamberti entra en convalescence. Un convalescent a besoin de distractions et de plaisirs tranquilles; ceux de mon ami étaient conformes à ses goûts : il passait ses matinées entières dans le cabinet du docteur Dominico Gregori, si riche en fossiles, et ses soirées à la librairie de Téobaldo, qui

chaque année imprime un almanach et deux fois la semaine un journal, dit *Del Progresso*, qui, à l'instar des autres feuilles lombardes, se borne à donner des nouvelles de la pluie ou du beau temps.

Comme un jour je rejoignais mon ami dans le muséum du docteur Gregori, je le trouvai en contemplation devant une tête fossile, que M. Lamberti m'assura avoir appartenu à un crocodile anté-diluvien. — Voyez la forme des mâchoires, me dit-il; il semble que la supérieure soit mobile, et les anciens le croyaient; cependant elle ne se meut qu'avec la tête tout entière, et c'est là un des caractères de l'ordre des sauriens dont le crocodile est une espèce. — Admettons que cette tête ait appartenu à un crocodile; mais pourquoi le faites-vous anté-diluvien? — M. Gregori vous le dira, répondit gravement mon ami en se tournant vers le savant Vicentin qui entrait. Pour toute réponse, le docteur ouvrit sa fenêtre toute grande; alongeant ensuite dans la direction du nord l'index de sa main osseuse : — Par-delà cette première chaîne de montagnes, vous voyez ces trois pointes bleues, nous dit-il, eh bien! cette tête de crocodile a été trouvée sur le plus élevé de ces pitons; douterez-vous maintenant qu'elle soit antérieure au déluge? — Je ne saisissais pas au premier coup les rapports qui pouvaient exister entre ces montagnes bleues, la tête de crocodile et le déluge; mon ami, géologue par excellence, prenant la parole d'un ton grave et indulgent, me fit comprendre sur-le-champ que les eaux seules du déluge avaient pu déposer sur ces cimes élevées ces curieux débris d'animaux qui vivaient au fond des étangs et au bord des fleuves. Il n'y avait pas à répliquer; je me déclarai convaincu, et, comme le geste du docteur avait attiré mon attention sur ces trois pointes bleues qui se dressaient à l'horizon, je lui demandai quelles étaient ces montagnes dont les cimes dépassaient si fièrement toutes les autres? — Ce sont les trois clochers des *Sette Communi*, me répondit aussitôt M. Gregori. — Et quelles sont ces *Sette Communi?* — C'est le pays le plus singulier peut-être de toutes les Alpes de l'Italie, un petit état neutre qui n'est ni tyrolien ni italien, quoique entouré par le Tyrol et l'Italie. Perdus au milieu des populations méridionales, ses habitans, qui viennent du nord, parlent un langage à eux qui n'est ni l'italien ni l'allemand, ont des usages et des mœurs particulières, et une constitution et des lois qui leur sont propres. Leur origine est mystérieuse comme leur existence. Entourés de voisins puissans, ils ont su rester libres et conserver leurs franchises. Pauvres presque tous, et trop nombreux pour subsister sur le sol qui les voit naître, ils vivent aux dépens de

leurs voisins, pauvres comme eux, sans les dépouiller ni les appauvrir. D'où viennent ces montagnards aux mœurs et à la physionomie si tranchées? On l'ignore, et ils l'ignorent eux-mêmes. Descendent-ils de ces Rhètes indomptables que les Romains ont combattus si long-temps et que leurs poètes ont célébrés? Sont-ils les arrière-neveux de ces Cimbres que Marius vainquit à Campo-Rondone, dans le voisinage de Vérone, ou de ces Thuringiens dont l'épée de Clovis, roi des Francs, avait moissonné la meilleure partie dans les plaines de Cologne, et dont les débris, recueillis par Théodoric, se sont réfugiés dans les montagnes de la Rhétie? Chacune de ces opinions a des partisans, s'appuyant tous sur des textes qui semblent devoir faire autorité. Le bon docteur s'apprêtait à me citer longuement les divers passages auxquels il faisait allusion : — Je vous crois sur parole, lui dis-je aussitôt. Mais c'est moins de l'origine de cette petite peuplade que de ses mœurs et de sa constitution actuelle que je vous prierais de m'entretenir. — Sa constitution, c'est la constitution de la république de San-Marino sur une plus grande échelle; c'est une constitution municipale dont l'origine se perd dans la nuit des temps. Ses mœurs, ce sont celles des pâtres de la Suisse et des montagnards du Tyrol combinées et plus naïves.

Ce préambule m'intéressait vivement. J'aime ce qui est original et inédit, surtout en fait de mœurs et d'institutions; j'aime en outre à étudier ce qui ne l'a pas été; j'augurais donc favorablement des réponses du docteur ..... Mais, au lieu de me présenter un tableau fidèle du caractère de ce petit peuple, de me faire connaître ses usages, ses croyances, ses institutions, et de me conduire par ses descriptions au milieu du singulier pays qu'il habitait, l'intraitable savant, sourd à mes questions répétées, retomba bientôt dans ses arides dissertations sur les commencemens probables de la colonie thuringienne ou cimbrique, citant tour à tour Marc Pezzo, Marzagaglia, Busching, Scipion Maffei ou Jean Costa, ne quittant le terrain de l'histoire primitive que pour celui de l'histoire physique, et s'enfonçant comme à plaisir, et de façon à désespérer l'auditeur le plus résolu, dans les doubles ténèbres de l'archéologie et de la géologie. Le docteur ne vivait que dans le passé, le présent ne paraissait pas exister pour lui; ses connaissances comme ses collections étaient toutes fossiles. Toutefois, le peu que j'avais appris de sa bouche avait piqué ma curiosité, et, en revenant à notre hôtel du *Chapeau Rouge,* je ne songeais qu'au moyen de la satisfaire. De retour au logis, je trouvai mon hôte assis devant sa porte et savourant l'abominable liqueur de *semate.*

— Combien de milles de Vicence à la première bourgade des Sette Communi? lui demandai-je. — Un oiseau s'y rendrait en moins d'une heure, répondit l'aimable personnage dans le langage poétique qui lui était ordinaire. — Et un homme? — Oh! pour un homme, c'est autre chose; il y a de terribles détours à faire et de terribles rampes à grimper. Il faut compter sur une grande journée, et encore.... — Eh bien? — Eh bien! pour ne pas rester en chemin, il faudrait avoir un jarret de fer. — Les voitures n'ont donc pas accès dans les Sette Communi? — Pas plus que dans les rues et les canaux de Venise; mais dans Asiago, Arsiero ou Gallio, les chefs-lieux du pays, les mulets remplacent les gondoles. — Nous ferions alors la route à dos de mulet, reprit mon ami le convalescent, que le souvenir de la fameuse tête de crocodile mettait hors de lui, et qui, dans son exaltation, avait aussitôt songé à m'accompagner. — Faites mieux, nous dit notre hôte, je vais vous conduire à Bassano chez mon confrère Odoardo; si les eaux sont basses et si le temps est beau, il vous fera prendre un chemin dont vous me donnerez des nouvelles. — Comment! on peut donc se rendre aussi par eau dans vos Sette Communi? — Oui, vraiment, ou plutôt par un chemin amphibie, à la fois terre et eau, où, même en plein jour, on ne marche qu'avec des lanternes à la main.

Le désir de connaître un pareil chemin eût seul suffi pour nous décider. Nous montâmes donc dans la *carrettine* de notre hôte, qui en moins de trois heures nous eut transportés chez son confrère de Bassano, à l'hôtel de *la Lune*. Cette petite ville, située au pied de hautes montagnes et bâtie sur une hauteur qui domine l'étroite vallée de la Brenta, nous eût paru jolie, si nous eussions pris le temps de l'examiner. Il était tard: nous voulions coucher à Valstagna, d'où, le lendemain, nous comptions faire notre entrée dans les Sette Communi. Nous ne fîmes donc que traverser la ville, sans même nous arrêter à son église, où l'on nous eût montré des tableaux de Bassan, maître qui m'a toujours déplu, comme dessinateur confus et coloriste douteux. Nous nous enfonçâmes ensuite dans la vallée de la Brenta, ou plutôt dans une sorte de ravin sauvage, où de misérables bourgades, confusément jetées au milieu des rochers, portent encore les traces des boulets français, et nous arrivâmes, avec la nuit, dans le hameau de Carpenedo. Les vivres étaient rares dans cette bicoque, dont les habitans, mis en émoi par notre arrivée, ne tardèrent pas à nous entourer. Mon compagnon leur trouvait des physionomies de bandits et regrettait ses pistolets laissés à Vicence; ils me parurent ressembler à des Tyroliens, au chapeau près, qui était plat et à petits bords. Nous

fîmes une battue dans le village, sans trouver mieux qu'une oie, un coq et quelques livres de pain moisi. Manger le coq ne semblait pas possible; ce symbole du courage, de la vigilance et de la sobriété paraissait maigre comme s'il eût toujours querellé, toujours veillé et jamais mangé. L'oie offrait plus de ressources; mais comment entamer une oie tuée et rôtie dans la même heure? L'hôte nous rassura; il avait, disait-il, un moyen infaillible d'attendrir la chair la plus coriace. Les Tartares, en pareille occasion, coupent la viande par tranches, la mettent entre le cheval et la selle, et font une dizaine de milles au galop; les pêcheurs de nos ports de mer jettent la raie d'un quatrième étage sur le pavé, ou la frappent à grands coups de battoir : l'infaillible moyen de notre hôte était plus original encore, et certainement moins ragoûtant. D'un coup de serpe il abattit la tête du pauvre animal, et, tandis qu'il se traînait encore, notre homme ôta ses guêtres et sauta dessus les pieds joints. Si nous ne nous fussions empressés de mettre fin à cette danse, je ne sais trop ce qui serait resté de sa victime, dont chacun de ses bonds broyait les os et faisait sortir les entrailles. — Vous avez tort de ne pas me laisser faire, me dit le montagnard en remettant ses guêtres; vous la mangerez dure. Il consentit cependant à plumer son oie, à la laver scrupuleusement et à la mettre en broche sans plus essayer de l'attendrir. Taillée en aiguillettes minces comme de la dentelle, la chair de la bête fut mangeable.

Nous couchâmes sur des paillasses de maïs, sans draps, et n'ayant que nos manteaux pour couvertures. Toute la nuit nous entendîmes des hurlemens dans le voisinage de la cabane qui nous servait de gîte. — Ce sont les loups des bois de Campo-Martino qui rôdent autour du cimetière de la paroisse où l'on a enterré hier un mort, nous dit notre hôte. Depuis que la chasse est défendue et qu'on envoie les récalcitrans aux galères, ces animaux-là se sont terriblement multipliés; si le gouvernement n'y met ordre, non contens de déterrer les morts, ils pourront bien s'attaquer aux vivans. — Ces hurlemens de loups, ce gîte agreste et ces mœurs tant soit peu sauvages, nous paraissaient un excellent augure pour notre course des jours suivans; nous nous mîmes donc en route le cœur joyeux et la curiosité convenablement aiguisée; nous comptions voir du nouveau.

La Brenta, entre Carpenedo et Valstagna, ne ressemble pas plus au fleuve bordé de palais que longe la route de Padoue à Mestre que Carpenedo ou Valstagna ne ressemblent à Venise. C'est un de ces torrens pleins de rage, qui s'agitent dans d'affreuses convulsions, qui

s'écrasent à plaisir entre d'énormes rochers et se perdent au fond de gouffres hurlans d'où ils ressortent blancs d'écume. Nous traversâmes la Brenta sur deux longues poutres garnies de quelques planches; c'est ce qu'on appelle un pont dans le pays. Au-delà de ce pont, de hautes montagnes se dressaient comme un mur. — C'est donc là-haut qu'il va falloir grimper, murmura mon ami le convalescent avec un long soupir. — L'un des guides que nous avions pris à Carpenedo hocha négativement la tête; et nous montrant une longue crevasse ouverte à la base du rocher, et d'où s'échappait une belle nappe d'eau : — Voici notre chemin, nous dit-il. — Comment! nous allons remonter le torrent qui sort de ce souterrain; mais où y a-t-il un bateau? — Nous saurons bien nous en passer, repartit un autre de nos guides. — Et aussitôt chacun d'eux nous saisissant, mon compagnon et moi, dans leurs bras, ils nous placèrent à califourchon sur leur cou, entrèrent sans hésiter dans le torrent et s'enfoncèrent dans la caverne, nous recommandant de baisser la tête afin de ne pas nous heurter contre les parois de la voûte, fort basse en cet endroit. Nous marchâmes ainsi pendant quelques instans, éclairés seulement par le jour bleuâtre qui arrivait de l'entrée de la caverne; puis tout à coup nos porteurs firent un détour, montèrent quelques marches, et nous déposèrent sur une plate-forme rocailleuse que le torrent ne baignait pas. Tandis que nous reprenions haleine, nous remettant de ces premières émotions de la route, un des montagnards battit le briquet, alluma un bout de corde goudronnée qu'il tira de son sac et qui simulait une torche, et, me mettant dans la main le pan de sa veste, me dit de le suivre, me recommandant de le bien tenir. L'autre guide donna le même avertissement à mon compagnon, et nous partîmes. Les voûtes de la caverne s'élevaient en cet endroit à une grande hauteur; par momens nous les perdions même absolument de vue. Au-dessous de nous grondait le torrent, également invisible; seulement, quand le sentier se rapprochait de ses bords, quelques lueurs resplendissaient dans les ténèbres et nous indiquaient la place où ses eaux coulaient. Nous marchâmes long-temps au milieu de cette vaste et silencieuse obscurité; il nous semblait que nous gravissions les flancs d'une haute montagne par une nuit sans vent et sans étoiles; nous ne voyions en effet, autour de nous, qu'une ou deux toises du roc nu sur lequel nous marchions, la lumière des torches que portaient nos guides ne rencontrant nul autre objet dans les ténèbres. Tout à coup l'un d'eux s'arrêta, prêta attentivement l'oreille pendant une ou deux minutes, échangea quelques mots rapides, dans son

patois, avec son compagnon, qui s'était arrêté comme lui, et nous repartîmes, hâtant le pas.

Nous descendions maintenant aussi brusquement que nous montions tout à l'heure. La corniche que le sentier suivait se repliait perpendiculairement sur elle-même, s'enfonçant au cœur de la montagne. Depuis long-temps le torrent avait cessé de mugir; tout était calme et muet autour de nous. Nos guides s'arrêtèrent de nouveau, se consultèrent un instant; l'un d'eux prit une grosse pierre et la jeta de toutes ses forces en avant dans le vide. Nous n'entendîmes rien pendant quelques secondes; enfin un bruit sourd, pareil à celui que fait un corps en tombant au fond d'un puits, retentit profondément au centre de la caverne. Une nappe d'eau, où le chemin aboutissait, s'étendait donc au-dessous de nous. Nous recommençâmes à descendre, avec de grandes précautions, le long du roc humide et glissant, et bientôt nous vîmes resplendir à nos pieds l'eau d'un bassin où se réfléchissait la lumière de nos torches et sous laquelle le sentier semblait se perdre. Nous cherchions dans l'obscurité un batelet à l'aide duquel nous pourrions franchir le lac dont nous ne voyions pas l'autre rive, quand nos guides, nous plaçant de nouveau sur leurs épaules, entrèrent bravement dans ce bassin, ayant de l'eau jusqu'à la ceinture et quelquefois jusqu'aux aisselles. Cette traversée dura à peu près un quart d'heure, et j'avoue que ce ne fut pas sans éprouver une assez vive satisfaction que je me retrouvai de pied ferme sur l'autre bord. De ce côté s'étendait une plage sablonneuse; on eût dit la rive d'une mer souterraine. Nous la suivîmes, hâtant le pas, nous conformant en ceci aux avis de nos guides, qui, de temps à autre, prêtaient toujours l'oreille avec anxiété. Nous arrivâmes bientôt au bout de la pièce d'eau, c'est-à-dire à une sorte de couloir de rocher où l'immense grotte que nous venions de parcourir se terminait en forme d'entonnoir. Ses parois, qui se rapprochaient brusquement, ne laissaient qu'un étroit passage au torrent, dont les eaux se précipitaient dans le lac, et au chemin, qu'elles recouvraient par places. Il était évident que ce long couloir avait été creusé par les eaux infiltrées dans la montagne; elles laissaient des traces de leur passage non-seulement à nos pieds et sur les parois latérales de la caverne, mais encore sur les rocs qui en formaient la voûte et qui pendaient sur nos têtes.

En ce moment, nous entendions, dans l'obscurité, devant nous, comme un tonnerre lointain. Ce bruit paraissait préoccuper vivement les montagnards: ils s'arrêtaient, écoutaient, repartaient, s'arrêtaient

encore, et nous entraînaient rapidement après eux sur cette route difficile, couverte par places de gros cailloux roulés, qu'évidemment le torrent avait apportés là, et que l'eau rendait glissans. Mon ami, que sa récente maladie avait affaibli, haletait et s'arrêtait pour reprendre haleine. — Hâtons-nous! nous cria le plus âgé des deux montagnards; il y a eu hier des pluies d'orage dans la montagne; du côté de la Tonotta, les neiges du mont Portole auront fondu, les eaux grossissent, et malheur à nous si le torrent nous gagnait avant que nous fussions sortis de la caverne! — Tenez, le voici qui se fâche, on l'entend rugir du côté de Gallio! ajouta son compagnon. Nous entendions en effet un bruit sourd et formidable qui semblait venir du bout de la caverne vers lequel nous marchions. — Quoi! c'est le torrent qui fait ce bruit? — Lui-même, les eaux arrivent; je parie qu'avant une heure elles rempliront le souterrain tout entier; hâtons-nous donc!... Nous ne nous le fîmes pas dire deux fois; nous attachant aux basques de nos guides et réglant nos pas sur leurs pas, pour ne pas tomber, nous nous dirigeâmes le plus rapidement que nous pûmes vers l'extrémité de la galerie, où grondait toujours ce bruit qui nous avait effrayés. Plus nous avancions, plus le couloir s'élargissait devant nous; bientôt nous aperçûmes comme une grande lueur blafarde et bleuâtre qui semblait tomber d'un vaste soupirail. Nous cherchions à nous rendre compte de ce singulier effet de lumière, quand nos guides, nous prenant chacun par un bras et nous entraînant brusquement après eux, à travers les eaux bondissantes (le chemin manquait en cet endroit) : — Courons vite! courons vite! voici le torrent qui arrive; une seule minute de retard, et nous sommes perdus! Ils n'avaient pas achevé, que de la cheville les eaux nous arrivèrent au genou, aussi rapides que si elles eussent coulé dans l'écluse d'un moulin; du genou elles nous montèrent aux hanches, et, sans nos guides, elles nous eussent infailliblement entraînés. Nous raidissant tous ensemble contre le torrent, et gravissant, à l'aide des mains et des pieds, quelques blocs de rochers, nous nous trouvâmes à l'issue du périlleux couloir, hors de la portée de l'inondation.

Le spectacle que nous avions, en ce moment, devant les yeux, était des plus magnifiques et des plus extraordinaires: il compensait bien des peines et des dangers. Le couloir d'où nous sortions aboutissait à une immense caverne, non plus ténébreuse comme celle que nous venions de parcourir, mais éclairée par un large soupirail ouvert au-dessus de nos têtes, vers la cime de la montagne. La bande de ciel que l'on apercevait à travers cette déchirure se teignait d'un

bleu d'outremer d'un ton vif, et son éclatante réverbération illuminait la caverne et la colorait d'azur jusque dans ses plus secrètes profondeurs. C'était une grotte bleue éclairée d'en haut au lieu d'être éclairée d'en bas, comme celle de Caprée, mais une grotte bleue taillée sur une échelle gigantesque, et d'une apparence bien autrement fantastique. A quelque mille pieds de haut, sur les parois de la crevasse béante, pendait une forêt de sapins qu'à cette distance on eût prise pour un taillis de bruyères ou de genevriers, si quelques-uns des pins énormes qui la formaient, précipités par le vent ou entraînés par des éboulemens au fond de la grotte, n'eussent aidé l'imagination à restituer aux arbres de cette forêt leurs monstrueuses proportions. Au-dessous de la forêt, des quartiers de montagnes, crevassés dans tous les sens, restaient suspendus comme par miracle. Du milieu de ces blocs, et précipitées comme eux du haut de la montagne, roulaient des eaux bondissantes, qui, divisées d'abord en milliers de cascatelles, éclairées des reflets les plus magiques, ne formaient plus, en arrivant au fond de la caverne, qu'une vaste nappe d'azur et d'écume. Le mugissement de ces cascades souterraines était effrayant, et, d'instans en instans, devenait plus terrible encore. — Il est temps de sortir de là, car les eaux sont fortes, s'écria le plus âgé de nos guides; et, reportant d'un geste notre attention, distraite un instant par la nouveauté du spectacle que nous avions sous les yeux, vers le *tunnel* d'où nous sortions, nous vîmes, avec un frissonnement de terreur, cette nappe d'écume s'y engouffrer en tourbillonnant, et rejaillir de plusieurs pieds au-dessus de son orifice complètement rempli. Nous comprîmes alors l'exclamation de notre guide; il était temps en effet, quelques minutes de plus, et ce formidable torrent, nous rencontrant dans sa route, nous eût étouffés sous sa masse ou broyés contre les parois de la galerie souterraine.

Le chemin que désormais nous allions suivre, à l'abri de l'inondation, semblait exposé à d'autres dangers. Il s'élevait, en suivant de rapides zig-zags, à travers ces rocs éboulés qui pendaient sur nos têtes, passant, à diverses reprises, d'un bord à l'autre du précipice, sur quelqu'un de ces rochers placés là comme autant de ponts naturels que le frémissement de la cascade faisait bondir sous nos pieds. Après avoir franchi de la sorte les deux tiers de ce périlleux escarpement, nos guides rallumèrent leurs torches qu'ils avaient éteintes à la sortie du couloir, et nous entrâmes dans une nouvelle grotte qu'éclairait un jour douteux, et qui s'enfonçait perpendiculairement dans les entrailles de la montagne. Nous descendions, descendions

toujours, comme si le chemin que nous suivions eût abouti aux antipodes, quand tout à coup un cri rauque retentit à quelques pas de nous; au même instant nous vîmes briller à la lueur des torches plusieurs canons de fusils. — Je l'avais bien prévu, me dit mon compagnon, les bandits nous attendaient là; nous sommes pris. — En effet, plusieurs hommes coiffés de chapeaux pointus et galonnés, et armés de bâtons et de fusils, nous entourèrent. La rencontre nous paraissait d'autant plus fâcheuse, que nos guides semblaient d'accord avec ces inconnus, et fraternisaient avec eux. Nous nous mettions bravement en devoir de vider nos poches, ne demandant que la vie sauve, quand un de nos guides, qui avait sans doute deviné nos craintes, nous arrêtant et partant d'un long éclat de rire : — Qu'allez-vous faire? nous dit-il, ne voyez-vous pas que ces braves gens sont des gardes du *quieto vivere*, les gendarmes du pays? Ils sont à la poursuite de deux colporteurs trévisans qui ont volé un boutiquier d'Asiago, et ils nous demandent si nous ne les avons pas rencontrés en chemin. — Nous avions besoin d'être rassurés par ces explications, car les gendarmes d'Asiago avaient des mines vraiment patibulaires; l'un d'eux surtout, à la longue barbe grise, eût parfaitement figuré, la corde au cou, dans quelqu'un de ces drames qui se jouent sur la place des Herbes à Vérone, ou à Venise, entre les deux colonnes. Les apparences toutefois étaient trompeuses; nous avions eu tort de juger ces gens-là sur leurs physionomies.

Les gardes du *quieto vivere*, ayant appris de la bouche de nos guides que le chemin était fermé par la crue du torrent, prirent le parti de retourner sur leurs pas et de revenir à Asiago, en suivant comme nous les défilés du Busso. Peu après cette rencontre, nous arrivâmes à l'extrémité de la dernière galerie souterraine, et nous nous trouvâmes au fond d'un ravin perdu entre d'immenses murailles de rocher. Par momens, quand notre attention n'était plus absorbée par les dangers de la route, nous examinions curieusement, et avec toute la discrétion possible, nos nouveaux compagnons. L'un d'eux, l'homme à la longue barbe, rencontra un des regards que je jetais sur lui à la dérobée, et prenant sans façon la parole : — Notre uniforme est sans doute moins brillant que celui des soldats de votre pays, me dit-il en très bon français; que penserait-on à Paris d'un colonel de gendarmerie qui n'aurait pour tout insigne de son grade que ce ceinturon, cette cocarde et ce bout de galon? ajouta-t-il en me montrant son ceinturon et son chapeau. — Vous êtes colonel de gendarmerie? s'écria mon ami en ouvrant de grands yeux. — *Si*,

signore; bien plus, je suis le commandant-général de toute la force armée du pays, c'est-à-dire d'un fort joli peloton de fantassins, sans compter les volontaires. — Je vous en fais mon compliment, commandant; mais auriez-vous servi en France? Vous parlez fort bien français. — Je n'ai pas servi en France, répondit le montagnard avec un long soupir, et cependant j'ai eu autrefois un grade dans l'armée française; je faisais partie des régimens cantonnés dans les Sept-Iles; en 1812 j'étais sergent-major, et j'allais être nommé sous-lieutenant, lorsque la débâcle est arrivée. Après bien des aventures, je suis revenu dans mon pays, où, comme vous le voyez, j'ai fait un joli chemin, puisque me voilà colonel, général, ou tout ce que vous voudrez. — En effet, commandant, s'il est vrai qu'il vaille mieux être le premier dans Rimini que le second dans Rome, vous n'avez plus rien à désirer. — J'aurais pu cependant être mieux que cela, reprit tristement Leonardo (c'était le nom du vieux soldat); que sais-je? chef de bataillon, si les choses avaient autrement tourné. Au reste, j'étais né pour la gloire et les brillantes aventures, ajouta-t-il avec une sorte d'emphase ironique. Si vous en doutez, écoutez mon histoire.

Je n'avais garde de refuser mon attention à une confidence qui s'annonçait si bien, et je laissai parler le commandant tant qu'il lui plut. Comme néanmoins je ne veux pas fatiguer le lecteur, je me contenterai de lui donner le résumé de ses aventures.

A dix-huit ans, le commandant Leonardo était l'un des plus vifs et des plus hardis montagnards du canton d'Asiago. Nul n'envoyait mieux une balle au but marqué, ne franchissait plus lestement un torrent en sautant d'un roc à l'autre; nul ne savait plus de joyeuses chansons. On le trouvait seulement un peu batailleur. Un jour, dans une de ses promenades à Bassano, il se prit de querelle avec un aubergiste, et, joignant le geste à la parole, lui appliqua un si terrible coup de poing, qu'il lui fit sortir l'œil de la tête. La populace se déclara pour l'aubergiste, habitant de la vallée, contre le montagnard. La garde esclavonne arriva; Leonardo, réduit à l'alternative de se faire soldat ou d'aller pourrir dans les cachots de Vicence, eut bientôt fait son choix : il s'enrôla. Les Français venaient d'envahir les états de Venise; le régiment de Leonardo fut envoyé dans le Vicentin. Lors des Pâques de Vérone, il faisait tête à Kilmaine au combat de la *Croce-Bianca.* La leçon, comme on sait, fut rude; les régimens esclavons furent détruits. Leonardo, pour sa part, reçut une balle qui lui cassa la clavicule gauche en entrant et l'omoplate droite en sortant. Un autre, satisfait de cette campagne, aurait renoncé au

métier des armes; mais la vocation de Leonardo l'emporta. Ne pouvant désormais servir la république de Venise, qui n'existait plus, il s'enròla dans l'un des régimens français qui allaient tenir garnison à Corfou. La guerre se faisait doucement de ce côté-là. On buvait plus de bouteilles de chypre ou de marasquin qu'on ne tirait de coups de fusil, et ce sont les coups de fusil qui donnent de l'avancement. Leonardo resta donc long-temps soldat et long-temps sergent; il touchait cependant à l'épaulette, quand les habits rouges succédèrent dans les îles aux habits bleus. Son régiment fut licencié; il eut trois piastres de retraite. Ce n'était pas même assez pour retourner dans son pays; il se décida donc à passer en Albanie, comme officier instructeur chez le pacha de Scutari. C'était à merveille. Il avait là du bon temps, de belles femmes, une forte paie, du chypre et du rosolio à discrétion. Seulement la discipline était un peu rude, la bastonnade et le pal; et cela sans distinction de grades.

Or, il arriva qu'un jour le pacha de mauvaise humeur, s'adressant à son officier instructeur, l'appela chien de chrétien! Leonardo répliqua; le pacha courut vers lui, et lui eût fait sauter la tête d'un coup de cimeterre, si l'officier n'eût adroitement esquivé le coup. Le Turc se calma; mais Leonardo savait ce que signifiait ce calme de Turc. A peu près sûr d'être empalé le lendemain s'il restait, il décampa dans la nuit. Ici commence la partie la plus dramatique de ses aventures. Leonardo voulait gagner Raguse; il s'égara dans les vastes forêts de Monte-Negro, et, après avoir erré plusieurs jours dans la montagne, il arriva sur les bords du lac de Scutari, qu'il avait vu briller, le soir, au coucher du soleil, et qu'il prenait pour la mer. Épuisé de fatigue, mourant de faim, il se coucha au pied d'un gros arbre, sur la lisière d'une forêt. Tout en réfléchissant au moyen de déjeûner, il venait de s'endormir profondément, quand un bruit d'armes et des cris le tirèrent subitement de son sommeil. Leonardo sauta sur ses armes; il saisit d'une main son sabre nu, de l'autre un pistolet, et regardant autour de lui, il vit un homme qui à lui seul faisait tête à trois assaillans. Leonardo se rangea machinalement du côté du plus faible, et fit feu sur l'un des agresseurs, qui tomba raide mort. Malheureusement l'homme dont il venait de prendre ainsi la défense n'était autre qu'un brigand bosniaque, qui profita de ce secours inespéré pour s'échapper, le laissant aux prises avec ceux qui le poursuivaient, et auxquels accourait se joindre un gros de soldats. La lutte était trop inégale; Leonardo, terrassé par l'un des survenans qui s'était glissé derrière lui, fut aussitôt dépouillé de ses armes et

garrotté. On le conduisit dans la ville de Cettigne, où il fut promené ignominieusement dans les rues, monté sur un âne; puis, sur un ordre du bey, on le déposa dans un puits profond, où des ossemens humains et une fange infecte lui arrivaient jusqu'aux épaules.

Leonardo, au fond de son puits, regretta presque le pal; la mort eût été moins lente. Que faire cependant en pareille aventure? Espérer, parce qu'on espère toujours; se résigner, il le faut bien, et puis mourir. Leonardo s'était résigné; il n'espérait plus, quand, vers le tiers de la première nuit, il entendit un léger bruit au-dessus de sa tête. Il alongea la main et rencontra une cruche qui se balançait au bout d'une corde; la saisir, la porter avidement à ses lèvres et vider d'un seul trait le lait dont elle était remplie, fut pour le prisonnier l'affaire d'un instant. Après avoir bu, sentant ses forces et son courage renaître : — Descendez la corde plus bas, cria-t-il. On le comprit, car le bout de la corde tomba au fond du puits. Leonardo y attacha des os en croix, et, s'accroupissant sur cette espèce de sellette : Maintenant, tirez-moi hors du puits, si vous pouvez, ajouta-t-il d'une voix suppliante. Il achevait à peine, qu'il se sentit enlevé. La corde était forte et la poulie bien roulante; plus d'une fois cependant, avant d'arriver à la margelle du puits, Leonardo sentit la corde fléchir, comme si elle allait s'échapper des mains qui la retenaient; une fois même la corde retomba brusquement vers le fond du puits. Cependant, après bien des efforts, il atteignit enfin le rebord de granit, sauta hors du puits, et se trouva debout devant une femme, car c'était une femme qui l'avait secouru. — Dieu soit loué! s'écria-t-il en italien. — Dieu soit loué! répondit la femme dans la même langue. — Leonardo surpris allait l'interroger. — Ne perdons pas de temps, lui dit-elle; le bey est endormi, et j'ai ses clés. Prends celle-ci, ajouta-t-elle en mettant une clé dans la main de Leonardo, cours à l'écurie, et fais sortir les deux chevaux alezans que tu trouveras sellés; ceux-là sont les plus rapides. — Leonardo prit la clé, ouvrit l'écurie, et fit sortir les chevaux. Pendant ce temps, la femme courut au trésor, remplit de ducats un sac à avoine, le jeta sur le cou d'un des deux chevaux; puis, sautant légèrement sur la selle, elle secoua la bride, et partit comme une flèche, criant à son compagnon de la suivre. Tous deux traversèrent la ville, gagnèrent la campagne et coururent de toute la vitesse de leurs chevaux jusqu'au lever du jour.

Le soleil dorait les cimes du Monte-Negro, quand nos fugitifs mirent pied à terre, à l'entrée d'un bois qui couvrait de petites collines du haut desquelles la vue s'étendait au loin sur la plaine. Ce

fut alors que Leonardo put connaître sa courageuse libératrice. Elle était fille d'un pilote de Chioggia et s'appelait Anetta. Elle accompagnait son père dans un voyage à Otrante lorsque le *trabacolo* qu'ils montaient fut jeté par la tempête sur la côte d'Albanie. Recueillie par des pirates, elle avait été livrée au bey de Cettigne, qui, séduit par sa beauté, en avait fait sa favorite. Anetta eût été heureuse si elle ne se fût rappelé un jeune pêcheur de Chioggia auquel elle était fiancée. Ce souvenir et le mal poignant qu'on a nommé le mal du pays la dévoraient. Elle n'avait qu'une seule pensée, qu'un seul désir, c'était de rompre sa chaîne, quelque brillante qu'elle fût, et de revoir son pays. Lorsqu'on avait conduit Leonardo devant le bey, Anetta était présente; elle avait reconnu à ses exclamations qu'il était Italien; l'aventure à la suite de laquelle on l'avait fait prisonnier lui prouvait qu'au besoin il ne manquerait pas de résolution; elle l'avait donc secouru d'abord, pour être à son tour délivrée par lui.

A l'heure de midi, tandis que les fugitifs se reposaient à l'ombre, étendus dans les hautes herbes, ils virent s'élever à l'extrémité de la plaine un nuage de poussière au milieu duquel brillaient des armes. Anetta se leva en pâlissant. —Nous sommes poursuivis, s'écria-t-elle, je reconnais là-bas le cheval noir du bey! — En prononçant ces mots, elle sauta en selle, Leonardo l'imita; tous deux parvinrent bientôt à franchir la chaîne des montagnes arides qui sépare la plaine de Cettigne de la mer. Le soleil allait se coucher, comme ils arrivaient sur la plage. La côte paraissait inhabitée, et la mer était déserte. Pas une barque dans laquelle ils pussent se jeter. Ils galopèrent long-temps sur le sable avant de rien voir. Cependant, à la tombée de la nuit, ils aperçurent une flamme qui brillait au fond d'une petite anse; ils s'empressèrent de courir dans cette direction, car derrière eux ils pouvaient entendre sur la grève les hennissemens et le galop des chevaux qui les poursuivaient. Trois hommes en habits de matelots étaient assis autour d'un grand feu; en voyant deux cavaliers inconnus, ils allaient fuir; la voix d'une femme les rassura. La vue du sac de ducats fut plus efficace encore; ils mirent leur barque et leurs bras aux ordres des fugitifs; et, comme les cavaliers du bey arrivaient sur la plage, les cherchant à la lueur des torches, Anetta et Leonardo voguaient au large dans la direction de Raguse.

Les hommes dont ils montaient la barque étaient originaires de ces îles de l'Adriatique qui s'étendent de Zara aux bouches du Cattaro; c'est un pays de hardis contrebandiers et de redoutables pirates. Anetta s'était couchée au fond de la barque sur des nattes. Leonardo

s'était assis auprès d'elle, la tête appuyée sur le sac de ducats. Un vent lourd et orageux gonflait la voile latine, et la barque marchait péniblement. Vers le milieu de la nuit, au moment où Leonardo allait céder au sommeil, il aperçut dans l'ombre un des matelots qui soulevait doucement une des planches du bateau, et prenait dans la cale un objet qui ressemblait à un poignard. La lueur d'une étoile qui se réfléchit sur la lame polie au moment où le pirate, à quelques pas de lui, cachait son arme sous des filets, lui ôta toute espèce de doute. Le matelot se rapprocha ensuite de ses compagnons assis à la poupe du bateau, et tous trois se concertèrent quelques instans à voix basse. La situation devenait des plus critiques. Anetta dormait, Leonardo était sans armes; et il ne pouvait douter que ces misérables, tentés par la vue de l'or, ne fussent décidés à commettre un double assassinat. Il fallait payer d'audace ou se laisser lâchement égorger. Leonardo eut bientôt pris son parti; il se leva, chancelant, et comme à moitié endormi. — La nuit est bien noire, dit-il, en baîllant, au matelot qui venait de cacher le poignard et qui se trouvait près de lui; s'appuyant ensuite sur le rebord de la barque : — Quel est ce fanal qui brille là-bas? ajouta-t-il avec une feinte surprise, sommes-nous déjà si près du port? — Le pirate étonné se pencha aussitôt en dehors de la barque pour mieux voir l'objet qu'on lui montrait. Leonardo l'attendait là; le saisissant brusquement par les jambes, il le renversa d'un seul coup et l'envoya, la tête la première, chercher au fond de l'Adriaque le fanal qu'il lui montrait. Ramassant ensuite le poignard caché à ses pieds, il fit briller la lame aux yeux des deux autres bandits, jurant, par Satan! qu'il la plongerait tout entière dans le ventre de celui des deux qui bougerait le premier. Les misérables étaient sans armes, ils savaient que Leonardo était homme à bien tenir sa parole, ils n'eurent garde de faire un mouvement. Aidé d'Anetta, que cette altercation avait tirée de son sommeil, Leonardo les garrotta et les laissa couchés dans leur coin.

L'histoire du commandant Leonardo nous paraissait trop habilement combinée pour que le dénouement ne fût pas heureux. Nous nous trompions cependant. Une scène tragique devait couronner une si belle suite d'aventures et compléter le roman : — Le lendemain de cette scène nocturne, nous dit le commandant, que nous laisserons cette fois parler lui-même, nous nous trouvions en vue des bouches du Cattaro, lorsqu'un éclair, suivi d'un violent coup de tonnerre, nous annonça l'approche d'un de ces orages si fréquens sur cette

côte. Le vent, qui jusqu'alors nous avait favorisés, passa brusquement au nord, et comme il venait des montagnes et soufflait avec furie, nous ne tardâmes pas à nous trouver au beau milieu de l'Adriatique, bondissant sur la crête des vagues, dans un bateau non ponté. Chacune de ces vagues menaçait de nous engloutir. J'avais rendu la liberté aux deux pirates, leur promettant même une forte récompense s'ils nous tiraient de ce mauvais pas; mais leur abattement et leur frayeur les rendaient incapables d'agir en bien ou en mal. Anetta, les mains levées vers le ciel, invoquait la Madonne; moi-même je me sentais saisi d'une sorte de vertige causé par la fatigue, la privation d'alimens et le mouvement tumultueux de la mer. Je croyais rêver; j'attendais impatiemment le réveil. Tout à coup, au moment où, m'abandonnant à la destinée, je me laissais tomber sur le plancher de la barque, je vis une masse noire qui sortait du milieu des vagues et qui semblait se dresser le long de notre esquif. Au même instant, une terrible secousse brisa la barque en plusieurs pièces; j'entendis un grand cri, je crus entrevoir les agrès d'un vaisseau, puis je ne vis ni n'entendis plus rien; je me trouvai aveuglé et suffoqué par l'eau verdâtre et salée qui m'enveloppait de toutes parts. En moins d'une minute, la respiration me manqua, et je perdis connaissance. Quand je revins à moi, j'étais à bord d'un brick de Corfou qui se rendait à Venise. Les gens de l'équipage avaient vu un homme se débattant au milieu des débris d'une barque qu'au fort de la tempête leur navire avait brisée, et ils l'avaient recueilli. Quant à la malheureuse Anetta et aux deux pirates, qu'étaient-ils devenus? On l'ignorait. Quatre jours après, je débarquai à Venise, triste et dégoûté des aventures. C'est alors que je regagnai mes montagnes. Mes compatriotes avaient besoin d'un vieux soldat pour commander leurs milices, d'un homme d'expérience pour dépister les malfaiteurs qui viendraient se cacher dans leurs rochers; je me suis offert, et me voici.

En achevant sa narration, le commandant Leonardo laissa échapper un profond soupir, et fit le geste de s'essuyer le front pour ne pas avoir l'air de s'essuyer les yeux. Ses souvenirs semblaient l'accabler. Son récit n'avait pas duré moins d'une heure, et, quelque romanesque qu'il nous semblât, nous l'avions constamment écouté avec intérêt. Il nous faisait connaître à la fois le caractère mobile et audacieux des habitans des montagnes qui s'étendent de Trente à Trieste, et leur façon vive, colorée, dramatique même, de raconter leurs aventures.

Tout en écoutant les récits du commandant et les commentaires dont il les accompagnait, j'examinais, à la dérobée, la contrée que

nous traversions, la plus étrange peut-être que j'aie jamais vue. De tous côtés se dressaient d'immenses pyramides calcaires, veinées de teintes fauves et bleuâtres et sillonnées de couches basaltiques. Sur leurs pentes on apercevait tantôt un lambeau de forêt, tantôt une habitation entourée de son petit champ d'avoine ou de pommes de terre, tantôt un maigre pâturage où paissaient des troupeaux de chèvres et de moutons pittoresquement groupés sur des précipices. Ces pyramides se touchaient par leurs bases que rongeait un torrent ou que contournait un sentier taillé dans le roc. Les collines qui servent de solides et rians contreforts aux montagnes, les plaines qui s'étendent à leurs pieds couvertes de riches moissons ou de beaux pâturages, n'existent pas dans cette bizarre contrée, et c'est là une des principales causes de la misère de la population, qui n'a pour vivre que ses troupeaux et son industrie peu productive.

Aux environs d'Asiago, la capitale du pays, les montagnes s'écartent un peu et sont couvertes, en partie, de belles forêts de sapins enserrant de petites vallées cultivées avec soin. Cette partie de la contrée, que l'on appelle la *région d'en bas*, est élevée de trois à quatre mille pieds au-dessus du niveau de l'Adriatique. C'est la Beauce des Sette Communi, le riche district où croissent les plantes céréales, le seigle, l'orge et un peu de froment. On a calculé que ces vallées cultivées fournissaient à peu près pour deux mois de vivres à la population des Sette Communi, que le reste du pays suffit à peine à nourrir quatre mois de l'année. Cette population s'élève à environ trente mille ames, en comprenant dans cette évaluation les habitans de treize villages, dits les *Tredeci*, enclavés dans les mêmes montagnes et jouissant des mêmes priviléges quoique formant une confédération à part. L'étendue du territoire du petit état est d'environ dix-huit milles carrés de quinze au degré, c'est-à-dire d'un peu plus de trente de nos lieues carrées. Cela fait donc mille habitans par lieue carrée, population fort considérable pour un pays où les cinq sixièmes du sol doivent rester forcément incultes. En évaluant la dépense de chaque habitant à 300 fr. par an, on obtient une somme de neuf millions. Or, le revenu annuel du territoire des Sept Communes, les bois de construction compris, est tout au plus de huit millions; il y a donc un déficit d'un million que l'industrie de ses habitans doit combler. Obligés de tirer du dehors la majeure partie des denrées qu'ils consomment, presque tous leurs capitaux passent à l'étranger. Heureux encore ceux qui peuvent faire ces dépenses, et vivre tout l'hiver avec l'argent qu'ils ont gagné pendant l'été. Ceux-là sont les aristocrates de la

petite république. Combien voit-on, en revanche, de pauvres pâtres qui, pour subsister durant toute la mauvaise saison, n'ont qu'un peu de pain d'orge et de fromage de brebis ou de chèvre. Ces malheureux, quand le mauvais temps se prolonge et que la récolte se fait trop attendre, sont quelquefois obligés de se nourrir, pendant des semaines entières, avec le lichen qu'ils détachent de leurs rochers et qu'ils réduisent en bouillie. La culture de la pomme de terre, introduite dans ces montagnes depuis le commencement du siècle, a sans doute apporté quelque soulagement à cette misère; mais, pour que ce soulagement fût complètement efficace, il faudrait que la pomme de terre pût croître sur le roc vif, la partie rocailleuse du pays étant à la partie cultivable comme 6 est à 1.

Cette extrême pauvreté a peut-être autant contribué que sa position au maintien de l'indépendance et des priviléges de ce pays alpestre, situé à l'écart des grandes communications européennes. Les inondations armées comme les inondations des fleuves respectent les lieux élevés; au sein des hautes chaînes de montagnes il a donc existé de tout temps des petits corps de peuple que la conquête a ménagés ou négligés. Les conquérans ne se sont souvenus d'eux que lorsqu'ils étaient passés, et ils n'ont pas daigné retourner en arrière pour les soumettre. Ils ont mieux aimé leur laisser la liberté dont ils jouissaient que se détourner de leur chemin. Qu'avait d'ailleurs à gagner, avec ces misérables montagnards, le maître qui les eût conquis? Au lieu de riches fermiers, de citadins opulens à pressurer, le conquérant lombard, allemand ou vénitien, le Gibelin ou le Guelfe n'eussent trouvé dans ces rochers que des pauvres à secourir. Aussi, loin de songer à les conquérir, à peine consentaient-ils à accepter leur soumission intéressée. Au moyen-âge comme de tout temps, le faible ne trouvait de sécurité qu'en s'appuyant sur le fort; les pâtres des Sept Communes le savaient bien, mais il arriva souvent que le voisin puissant, auquel ils offraient la suzeraineté de leurs montagnes, se souciait peu de prendre sous son patronage des malheureux qui ne pouvaient lui payer tribut, ou s'il consentait à accepter cette onéreuse souveraineté, il leur laissait le soin de se régir comme ils l'entendraient. Un jour cependant le terrible Ezzelino de Romano eut la fantaisie de les soumettre; le tyran de Vérone avait sans doute besoin de quelques esclaves de plus. Dans l'année 1240 il fit la conquête de ces montagnes au nom de l'empereur; sa domination fut bien passagère, et sa mort, arrivée quelques années après, affranchit les citoyens des Sept Communes, qui désormais cherchèrent des protecteurs

pour n'avoir pas un maître. Ces protecteurs, ce furent les dominateurs du moment: tantôt les évêques de Padoue, tantôt les seigneurs de Vérone, les brillans Scaliger, Mastino, Can grande ou Can signore; une autre fois les Visconti de Milan, qui consentirent à devenir princes suzerains des Sept Communes, les déclarant libres, sous condition toutefois qu'elles remplaceraient le bétail qu'elles envoyaient aux seigneurs de Vérone par une contribution annuelle de 500 livres environ.

La puissance de la république de Venise ayant succédé à celle des Scaliger et des Visconti dans les provinces qui s'étendent entre le Pô, l'Adda et les Alpes, les républicains des Sette Communi adressèrent aux républicains de Venise leurs suppliques accoutumées. Venise se déclara donc leur protectrice, maintint leurs chartes antiques, et leur accorda même de nouvelles franchises (1). Enfin, Venise détruite et l'Italie conquise tour à tour par la France ou par l'Autriche, nous retrouvons la petite république toujours debout; ses régens et ses municipalités survivent au doge, aux inquisiteurs d'état et aux conseils de Venise. Ses députés accueillis d'abord à Inspruck, puis à Vienne, rapportent avec eux leurs vieilles chartes approuvées par l'empereur. L'Autriche aime ce qui a duré, les peuples des Sette Communi resteront libres parce qu'ils l'ont été de temps immémorial, parce que d'ailleurs il n'y aurait pas grand profit à les empêcher de l'être; s'ils subsistent, c'est à force de travail et d'industrie; ils sont trop occupés pour être turbulens, trop faibles pour être agressifs, trop misérables pour exciter la convoitise. Il n'y a donc nul danger à leur laisser cette ombre d'indépendance dont ils se montrent si jaloux.

Les institutions qui régissent ce petit pays furent dans le principe des plus libérales. C'était la constitution républicaine dans toute sa pureté. Chaque citoyen avait une part de souveraineté, tout individu mâle étant électeur et éligible. Dans chacun des sept districts, l'universalité des citoyens nommait deux représentans formant le conseil de gouvernement ou *la régence;* cette régence était renouvelée chaque année; elle partageait le pouvoir exécutif et administratif avec les conseils particuliers des sept districts, espèces de municipalités qui se réservaient l'administration des revenus locaux. L'Au-

(1) On lit dans la charte d'exemptions et de priviléges concédée, en 1417, par le doge Moncenigo aux habitans des Sette Communi, le passage suivant, qui semble justifier leurs pretentions à une haute antiquité : « Ces peuples jouiront des priviléges qui de *temps immémorial* leur furent attribués par les princes auxquels ils s'étaient soumis. » Il est bon de remarquer que ce diplôme a été rédigé il y a déjà quatre cents vingt-quatre ans.

triche a laissé subsister en partie ces formes de gouvernement. Elle a laissé également aux communes le vote de l'impôt, le choix et l'entretien des gardes de police dits *I fazioni del quieto vivere*, et l'élection des curés, au scrutin secret, par boules blanches et rouges. Son action puissante se fait néanmoins sentir ici comme ailleurs; abdiquant pour la forme, elle est restée souveraine de fait, et, à vrai dire, la prétendue république des Sette Communi est plutôt un département autrichien qui s'administre à sa façon, qu'un état réellement indépendant.

Les citoyens des Sette Communi ont fait, du reste, preuve de bon sens en sacrifiant quelques-unes de leurs franchises. Ils ont senti par exemple que la justice rendue par eux et chez eux devait être insuffisante ou mauvaise; leurs juges obéissaient en effet à des influences trop directes et trop continues pour rester libres et impartiaux; les affaires sont donc portées devant des tribunaux d'appel étrangers au pays. C'est à Vicence que sont jugés en dernier ressort les procès que l'arbitrage des magistrats de la petite république n'a pu régler. Ces procès sont passablement nombreux, les citoyens des Sette Communi n'étant pas commerçans et propriétaires pour rien.

Ces braves montagnards n'ont pas renoncé si aisément à celui de leurs privilèges qu'ils regardent peut-être comme le plus précieux, à la contrebande. L'Autriche, sur ce chapitre, n'a pas voulu transiger. Ses soldats pourchassent vivement les récalcitrans jusque dans les états de la petite république qui laisse faire, se contentant de protester, en secret, contre cette attaque à des *droits acquis*.

Nous fîmes notre entrée dans Asiago, chef-lieu du pays, escortés par le détachement du commandant Leonardo, ayant passablement l'air de quelques-uns de ces aventureux industriels réprouvés par l'Autriche. Asiago, siége de la régence et honorée du titre de capitale du pays, compte environ quatre mille habitans. Cette petite ville a meilleure apparence que nous ne l'aurions supposé. Ses rues sont bien percées; la pierre n'est pas rare dans les environs, et les habitans, maçons ou sculpteurs en bois la plupart, savent la tailler et la poser. Quelques-unes des maisons des notables sont même décorées avec une sorte d'élégance rustique qui se ressent du voisinage de l'Italie; mais le principal ornement de la bourgade, c'est sa cathédrale dont la fondation remonte au XIe siècle. Le 27 mai 1395, cette église fut miraculeusement préservée d'un grand danger; c'est une inscription latine, scellée dans le mur et soigneusement conservée, qui nous l'apprend. Quel fut ce danger? L'inscription et les traditions

du pays ne nous le font pas savoir. Il est probable qu'elle échappa à quelqu'un de ces effroyables tremblemens de terre qui, à diverses reprises, ont bouleversé toute la contrée environnante. De longues lézardes sillonnant ses murailles semblent assez l'indiquer. A l'intérieur, l'église est richement décorée, mais la plupart des tableaux qui couvrent ses murailles, et rappellent l'école vénitienne, sont exécrables. Une quantité prodigieuse d'*ex voto* est appendue aux parois de ses chapelles latérales où l'on voit des tombeaux d'anciennes familles couverts de grandes dalles en marbres du pays. La toiture de cette église est cintrée comme celle de l'église de Saint-Virgile à Trente, et son clocher est bâti dans le même goût. On raconte au sujet de la croix de fer qui surmonte le clocheton de la tour une anecdote touchante. Un jeune couvreur avait été chargé de placer cette croix; c'était le coup d'essai de l'ouvrier, ce fut un coup de maître. Le clocher placé sur une hauteur domine tout le pays d'alentour. Quand l'ouvrier eut scellé la croix dans la boule d'étain, tout fier d'avoir si heureusement terminé sa tâche, au lieu de redescendre comme il aurait dû le faire, il se retourna vers le peuple et voulut le haranguer. A peine avait-il balbutié quelques paroles qu'il sentit sa tête se troubler, et s'interrompant tout à coup : — Père, s'écria-t-il en se tournant vers un vieillard placé sous le toit de l'église au-dessous de lui, au secours! au secours! Je vois les montagnes et les forêts des environs qui bondissent et viennent à moi. — Mais le vieillard était trop éloigné pour secourir son enfant; le bras d'un géant n'eût pu atteindre jusqu'à lui. Le malheureux père s'agenouilla donc sur l'arête du toit, et s'adressant aux assistans : — Priez comme moi pour l'ame de mon malheureux fils, car le pauvre enfant est perdu. — A peine achevait-il sa prière, qu'il prononçait à haute voix et que tout le peuple répétait en chœur, que le malheureux jeune homme glissa le long du toit, tomba du haut en bas de la tour et se tua.

Le territoire des Sette Communi est un de ces pays de transition, jetés à la limite de l'Allemagne et de l'Italie. Le climat participe de ces deux régions; l'hiver y est rude, de longue durée, et ne cesse que pour faire place à des chaleurs insupportables qui se prolongent tout l'été. Ce petit état comprend toute la contrée renfermée d'une part entre la Brenta et les collines volcaniques de Marostica et de Saint-Michel; de l'autre, entre les montagnes de Trente et de Roveredo, et le val d'Astico, du côté de Vicence; il est donc limité au nord et à l'ouest par le Tyrol italien, au sud et à l'est par les provinces lombardo-vénitiennes.

Il n'existe peut-être pas au monde de configuration de pays plus extraordinaire que celle de ce territoire montagneux. Les feux souterrains dont les explosions alimentaient autrefois tous ces petits volcans éteints qui composent la chaîne des collines euganéennes aux environs de Vicence et de Padoue, ont sans doute leur foyer sous ces montagnes. De terribles tremblemens de terre les agitent fréquemment, et dans des temps reculés, dont les hommes n'ont pas gardé le souvenir, ils les ont bouleversées de fond en comble. Des monts élevés, fendus de la base au sommet, se sont écroulés sur les vallées latérales que leurs débris ont obstruées; les torrens, arrêtés par ces éboulemens, se sont fait jour à travers les montagnes, élargissant les fissures qui les sillonnaient profondément, et perforant à la longue leurs bases calcaires ou basaltiques. Ces chemins, frayés par les torrens, sont fréquentés par l'homme; le voyageur qui ne pourrait franchir la cime escarpée des monts qu'avec des fatigues inouies, se glisse à la suite de ces eaux souterraines, et, profitant des conduits qu'elles ont creusés, se fraie, en suivant leur cours, un chemin dans ces abîmes.

La formation de ces montagnes est calcaire; elles renferment des veines de fort beaux marbres de couleurs variées, et par places des bancs de basalte qui se dressent perpendiculairement à travers les lits horizontaux du calcaire. L'eau et le feu ont donc contribué à leur formation. Ce calcaire a de l'analogie avec celui du Jura, mais il paraît d'origine plus récente. Les moins compacts de ces rochers, ceux des couches supérieures, abondent en fossiles et en pétrifications de toute espèce; les algues, les fucus, les coquilles et les poissons s'y trouvent en grand nombre; les débris d'espèces plus avancées y sont fort rares; c'est toutefois dans l'un de ces bancs de calcaire friable, et de dernière formation, qu'on a recueilli, aux environs de Gallio, la fameuse tête de crocodile anté-diluvienne.

Nous passâmes quelques jours fort bien remplis dans ces montagnes, faisant de longues excursions dans le val d'Assa, le val Varolla, les ravins de Campo-Longo, franchissant les cols de la Scaletta et de la Barcola et ne nous arrêtant que sur les cimes les plus élevées. Nous montâmes de cette façon au sommet du Portole, et nous vîmes au-dessous de nous les horribles abîmes du creux de l'Ours (*Cavo dell Orso*), et les vingt-trois cimes secondaires de la montagne, rangées autour de sa sommité principale comme les feuilles de la rose autour du bouton à demi épanoui. Du haut d'une autre éminence, le *monte Sirrone*, qui s'élève comme un obélisque solitaire au-dessus des pâturages de Ceresano et de San-Giacomo, nous aperçûmes, sous nos

pieds, toute cette belle partie de la Lombardie qui s'étend de Mantoue à Venise, riche tapis de verdure semé de bourgades et de villes blanches et roses qui semblent autant de fleurs d'une éclatante broderie que lieraient l'une à l'autre, comme des fils d'argent, les nombreuses rivières qui serpentent dans ces plaines. C'est peut-être sur le sommet de cette montagne qu'Alboin, roi des Lombards, arrivé avec son armée et tout son peuple sur l'extrême frontière de l'Italie, monta seul, au dire de Paul Diacre, et examina long-temps en silence le fortuné pays qu'il allait conquérir.

On nous avait beaucoup parlé à Vicence des ruines d'une ville romaine que l'académicien padouan Jean Costa avait découvertes aux environs de la bourgade de Rozzo. Nous voulûmes la visiter, nous passâmes même une grande journée à la parcourir et à la fouiller; mais notre zèle d'antiquaires ne fut pas récompensé selon ses mérites. Il ne reste en effet de cette Pompeï des Sette Communi que des murs informes adossés à une éminence. Ces murs semblent avoir plutôt appartenu à des cellules qu'à des maisons. L'ensemble de ces débris ne manque pas toutefois d'une certaine analogie avec les ruines romaines dont les collines de Baia sont couvertes et comme formées. Seulement, aux environs de Rozzo, on ne trouve ni temples ni colonnes antiques. Nous cherchâmes même vainemente dans ces décombres quelque fragment de marbre, quelque médaille enfouie, qui indiquât leur origine; nous ne pûmes rien trouver. Les couteaux de pierre et les monnaies informes que d'autres ont recueillis dans ces ruines, et qu'on nous a montrés, paraissent antérieurs à la civilisation romaine. Ces débris appartiennent peut-être à quelqu'une de ces villes des Euganéens, que les Romains détruisirent lorsqu'ils fondèrent *Ausugum* (1), dans le val supérieur de la Brenta.

Dans nos courses journalières, tandis que mon compagnon le géologue, armé du marteau et du levier d'acier, s'attachait aux parois de ces montagnes rocheuses avec la constance du lithophage et menaçait de les perforer d'outre en outre, je dessinais quelque site singulier ou je questionnais de braves montagnards, auprès desquels notre ami Leonardo, qui ne manquait jamais de nous accompagner dans nos promenades, me servait d'interprète. Je ne fatiguerai pas le lecteur du récit détaillé de ces excursions, qui eurent le double avantage de parfaitement rétablir la santé de M. Lamberti et d'enrichir ses collections. Au moment du départ, deux mulets pliaient sous le

(1) Aujourd'hui Borgo di Valsugana. *Ausugum* protégeait l'une des voies principales qui conduisait de la Gaule cisalpine dans la Germanie

faix. Pour ma part, lorsque je repris le chemin de Vicence, j'avais aussi fait ma moisson; mon portefeuille était rempli. Depuis, en revoyant les croquis de ces paysages, j'ai cru y découvrir un peu de monotonie. C'est qu'ils manquaient de cette perspective aérienne que le crayon et le papier ne peuvent seuls exprimer, c'est que la population si laborieuse et si vivante qui animait jusqu'aux recoins les plus sauvages de ces vallées n'était plus là. L'activité des montagnards de ces contrées les rapproche plus en effet des Tyroliens allemands que des Tyroliens de l'Adige ou du Pusterthal. Elle semble doubler la population du pays. Hommes et femmes passent le jour aux champs ou travaillent, dans les rues de leurs villages et des moindres hameaux, à la fabrication des tissus de laine et de fil, des ouvrages de bois ou de poterie, qui alimentent le commerce de la petite république.

Le costume des habitans des Sette Communi a beaucoup d'analogie avec celui des montagnards de Trente et de Roveredo. Seulement les femmes se coiffent coquettement d'un chapeau d'homme à bords relevés comme les contadines de Vicence et de Padoue. Elles préfèrent en général les couleurs brunes et foncées aux couleurs éclatantes; lors de la mort d'un parent, hommes et femmes portent religieusement le deuil une année entière, couverts d'amples vêtemens de laine noire, même pendant les jours les plus chauds de l'été.

Ces montagnards sont grands mangeurs, comme les Allemands; leurs noces durent une semaine, pendant laquelle la moitié de la dot est dépensée en festins et fusillades. Dans leurs processions, mais particulièrement le jour des Rogations, les stations sont marquées par un repas champêtre et des libations fréquentes. On dirait la célébration de quelque fête dyonisiaque.

L'esprit des habitans des Sette Communi est plus positif peut-être sous quelques rapports que celui des Tyroliens de l'Eisach ou de l'Innthal; ils ont cependant de commun avec ces derniers un grand nombre de croyances naïves, souvent même de grossières superstitions. C'est dans la contrée renfermée entre Feltre, Trente et Bassano, c'est-à-dire au centre de leurs rochers, qu'à les en croire, habitent de préférence la *femme sauvage* et les *esprits de la forêt*. Le règne de ces mauvais esprits ne dure guère qu'un seul mois, du 15 décembre au 15 janvier; mais, durant ce petit nombre de jours, que de méchans tours ne jouent-ils pas aux chasseurs assez téméraires pour s'engager trop avant dans la montagne, et aux bergers qui ne redoutent pas de conduire leurs troupeaux hors de la vue des habitations!

Les lutins et les nains sont également fort redoutés par ces hommes

simples et crédules, surtout à cause de leur esprit espiègle et taquin. Les paysans s'en prennent à ces êtres invisibles de toutes les mésaventures qui leur arrivent. S'ils renversent leur marmite, cassent leur écuelle ou brisent un outil, c'est le lutin qui en est cause. Les nains ne sont pas moins malfaisans; ils se transforment de mille manières; les oiseaux qui pillent leur orge ou leur avoine, les rats ou les souris qui grignottent leur fromage ou leur lard, les grêlons qui détruisent leurs moissons, et les cailloux contre lesquels leur pied se heurte en gravissant la montagne, cachent autant de ces malicieux petits esprits qui souvent leur font perdre patience, et les poussent aux vengeances les plus comiques. On raconte à ce sujet qu'un pauvre montagnard, poussé à bout par les méchancetés d'un lutin qui faisait toutes sortes de dégâts dans sa grange, voyant qu'il ne pouvait prendre son ennemi dans les piéges qu'il lui tendait, ne trouva rien de mieux à faire que de le brûler vif dans sa retraite. Une nuit donc qu'il supposait que le lutin dormait au milieu des tas de paille, il ferma à clé les portes de la grange, en calfeutra soigneusement avec du plâtre les moindres ouvertures, puis il mit le feu à la paille par un petit trou qu'il avait ménagé et qu'il boucha aussitôt. La grange fut en un instant toute en flammes. Tandis qu'elle brûlait, le montagnard se frottait joyeusement les mains, enchanté du bon tour qu'il venait de jouer à l'esprit. Tout à coup il entend un éclat de rire derrière lui, il se retourne, et il aperçoit le lutin perché sur un des bâtons de son échelle, se frottant comme lui les mains en riant, et murmurant avec sa petite voix moqueuse : — Ma foi, maître, il était temps que nous sortissions ; n'est-ce pas, maître, qu'il n'y avait plus un moment à perdre?

Si vous quittez les cantons d'Asiago et de Gallio, les plus civilisés et les moins sauvages du pays, et que vous vous éleviez jusqu'à l'effrayant ravin dit le Creux de l'Ours, *cavo dell Orso*, qui s'étend à mi-hauteur du mont Portole, les pâtres de ces vallées solitaires vous raconteront de plus étranges histoires. C'est sur l'une des cimes de cette montagne, restée de tout temps inaccessible, qu'est situé le Paradis des Bêtes. Au milieu de roches abruptes s'étend un vallon fleuri, couvert d'herbes épaisses et de plantes odoriférantes, où paissent en toute liberté, et à l'abri des coups du chasseur, d'innombrables troupeaux de chamois et de bouquetins, et une multitude d'autres animaux plus curieux encore, dont les hommes ont détruit l'espèce, le cerf, l'urus, la licorne. Tous les vingt ans arrive un jour

où la roche s'ouvre, et laisse un passage au chasseur assez heureux pour se trouver dans cette partie de la montagne; mais ce chasseur ne peut pénétrer dans ce vallon que seul, et sous condition de respecter les animaux qui l'habitent. S'il résiste à la tentation de se servir de son arme, il gardera toute sa vie un souvenir délicieux du spectacle qui l'aura frappé; à l'avenir toutes ses chasses seront heureuses, tous ses coups porteront, même ceux qu'il tirera les yeux fermés. Les noms des hommes qui, tous les vingt ans, ont visité cette retraite, sont gravés sur les arbres gigantesques qui ombragent ces beaux pâturages. On y voit les noms des empereurs confondus avec ceux des simples chasseurs. Les chroniqueurs ajoutent qu'un de ces visiteurs, n'ayant pu résister à la tentation de ramasser la peau d'un bouquetin qui gisait à terre et de l'emporter avec lui, en fut cruellement puni. Jamais, depuis lors, un seul de ses coups ne porta; sa poudre ne brûlait pas, ses balles fondaient, son arme crevait. Un jour on le trouva mort au fond d'un précipice où il était tombé en poursuivant un chamois.

La grande majorité des habitans de ces montagnes croit également aux fantômes et aux sorciers. La veille d'une mort, un spectre, disent-ils, vient inévitablement regarder à la fenêtre de la personne qui doit mourir. Si les volets sont fermés, les volets s'ouvrent d'eux-mêmes; si la chambre est placée à l'étage le plus élevé de la maison, le corps du spectre s'allonge jusqu'à ce qu'il atteigne à la fenêtre. Dans ce pays pauvre les moindres parcelles de terre ont une valeur, et à ce propos les villageois ont d'autres traditions bizarres. Celui qui a tenté d'agrandir son champ aux dépens du voisin, en déplaçant une borne, est condamné à habiter de toute éternité cette borne, contre laquelle les animaux déposent de préférence leurs ordures, et que heurte le hoyau du laboureur ou le soc de sa charrue. Les feux follets qui dansent le soir dans la campagne, ce sont les ames des arpenteurs de mauvaise foi, qui sont condamnés à errer sur les limites qu'ils ont frauduleusement déterminées.

Les habitans des Sette Communi sont généralement robustes. Leur stature élevée, l'ovale oblong de leur visage, leurs yeux bleus, leurs traits prononcés, et qui cependant ne manquent pas d'une certaine douceur, indiquent clairement une origine septentrionale; origine thuringienne ou cimbrique, peut-être même tout simplement allemande ou tyrolienne, mais peu facile à déterminer. Leur langue est singulière; c'est un mélange de l'allemand, du slave, de l'italien et

du latin, ce qui indiquerait une origine composée (1). Cette langue a été rarement écrite; le comte de Sternberg et l'historien Hormayr, dans leurs ouvrages sur le Tyrol italien, sont peut-être les premiers qui en aient fait connaître le vocabulaire. Hormayr a publié un petit poème fort curieux qu'il avait rapporté de ce pays. Nous-même, nous avons recueilli plusieurs chansons de ces montagnards, qu nous nous sommes fait traduire. Parmi ces chansons, celles dont le caractère est noble ou héroïque ont une frappante analogie avec les chants slaves; celles dont le sujet est joyeux ou populaire rappellent plutôt les chansons frioulaises, trevisanes ou même vénitiennes.

Quoique dépourvus généralement d'éducation, ces montagnards ne manquent pas d'esprit naturel. La plupart d'entre eux, avant trente ans, ont fait un voyage, et comme tous ceux qui ont beaucoup voyagé, et par conséquent beaucoup vu, ils aiment à conter. Si leurs courses ne sont pas toujours très productives, du moins ne leur sont-elles pas aussi préjudiciables qu'on pourrait le craindre; elles modifient peu leur manière d'être, et ils rapportent de l'étranger beaucoup moins de vices encore que d'écus. Le vol est fort rare dans ces montagnes, et le meurtre y est à peu près inconnu. Les femmes y sont faciles avant le mariage; une fois mariées leur conduite est irréprochable, et l'adultère, chez elles, est en quelque sorte sans exemple. D'habitude on permet tout à l'époux outragé qui surprend les coupables en flagrant délit. Il y a plus, les gens de sa paroisse l'aident, s'il y a lieu, à se faire justice, et parfois d'une manière assez sauvage. L'anecdote suivante en est la preuve.

Azolo, colporteur de Campo-Rovere, était l'un des jeunes gens les plus résolus et les plus aimés de son canton. Son visage était beau, sa tournure coquette et dégagée; c'était le dandy de la montagne. Il avait en outre un mérite assez rare dans le pays, celui de posséder toujours quelques écus de reste. Aussi toutes les filles de Campo-Rovere se sentaient-elles de l'inclination pour ce joli garçon si riche;

(1) Marzagaglia, Maffei, Marco Pezzo, Bettinelli, et beaucoup d'autres, ont disserté longuement sur les origines de cette population; nous doutons fort qu'on puisse tirer de tout ce fatras une conclusion raisonnable. L'historien Hormayr et l'abbé Agostino del Pozzo, originaire du bourg de Rozzo, l'une des sept communes, nous semblent plus près du vrai. Ce dernier fait bon marché des origines thuringiennes et cimbriques, et regarde ses compatriotes des Sette Communi comme un mélange de diverses populations allemandes réfugiées successivement dans ces montagnes. Hormayr pense que ces réfugiés sortaient de quelqu'une de ces vallées du Tyrol allemand qu'habitent exclusivement des colonies de charpentiers et ouvriers en bois. Ces ouvriers s'appellent encore dans le Tyrol *zemberlent*. De là l'origine *cimbrique*, qui ne reposerait alors que sur une consonnance.

plusieurs l'aimaient en secret et lui eussent volontiers offert les trois œufs des fiançailles (1); mais Azolo ne se souciait ni d'elles ni de leurs œufs. Il aimait une femme de Marostica, qui s'appelait Mélane, et il voulait l'épouser. Ses amis s'opposèrent de toutes leurs forces à cette alliance; ils lui répétaient que c'était manquer à tous les usages du pays, qui voulaient qu'un montagnard épousât une fille de la montagne; ils ajoutaient que Marostica ne valait guère mieux qu'une des bourgades de la plaine, dont elle était si voisine; que les hommes y étaient de mauvaise foi comme les gens de Vérone et de Padoue, et les femmes légères et faciles comme les Italiennes. Ces observations furent sans effet, le mariage eut lieu. Pendant plus de deux ans cette union fut parfaitement heureuse; Mélane paraissait avoir à cœur de faire mentir les fâcheux pronostics des amis d'Azolo. Vers le commencement de la troisième année de son mariage, un pâtre du val di Sella, qui s'appelait Giacomo, vint s'établir dans l'un des châlets de Campo-Rovere, amenant avec lui son troupeau. Giacomo devait passer tout l'été dans des pâturages dépendans du châlet qu'il avait loué. Il vit Mélane, et, comme elle était fort belle, il en devint aussitôt amoureux. Tandis qu'Azolo, la balle sur le dos, parcourait les vallées de la Piave et de la Brenta, s'absentant souvent des semaines entières, Giacomo, dont les pâturages étaient voisins du petit héritage des deux époux, rencontrait Mélane sous l'ombrage de chaque sapin, au détour de chaque rocher. Giacomo avait autrefois fait la guerre dans la Lombardie; sans être beau, son visage basané avait quelque chose d'étrange et de farouche qui plaisait. Comme ancien soldat, il était sans scrupules; il savait de plus qu'auprès des femmes le moyen de séduction le plus puissant, c'est l'audace, et il osait. Il avoua d'abord à Mélane qu'il la trouvait belle; il lui jura bientôt qu'il l'aimait, et comme il vit qu'au lieu de le fuir et de pousser son troupeau vers quelque autre partie de la montagne, Mélane revenait le lendemain au même lieu, Giacomo ne craignit pas d'oser plus encore.

Dans les pays de montagnes, les fautes de ce genre sont moins faciles à cacher qu'ailleurs; les arbres vous épient, les pentes voisines vous regardent, les buissons, les hautes herbes et jusqu'aux rochers, ont des yeux. Le secret de Mélane fut bientôt découvert, et on ne tarda pas à se dire dans le hameau avec un accent de railleuse indignation :— Mélane a trompé son mari. Peu de jours après, Azolo, de

(1) Il est d'usage dans le pays qu'à une certaine époque de l'année les jeunes filles offrent aux jeunes garçons qu'elles préfèrent un, deux ou trois œufs. Offrir trois œufs équivaut à une déclaration d'amour et à une demande en mariage.

retour de ses courses, au lieu de visages joyeux et bienveillans, ne rencontra sur toutes les physionomies qu'une sorte d'ironique tristesse. Azolo fut bientôt averti, il observa et ne put douter de son malheur. Sa première idée fut de fuir et de délaisser l'infidèle; puis il se rappela les railleries de ses compagnons, et ce souvenir fit naître la pensée de la vengeance. Une telle pensée grandit vite chez ces ames simples et presque sauvages; à peine avait-il songé à la vengeance qu'il combinait déjà les moyens de la rendre éclatante et terrible. Il donna pour prétexte au trouble où sa découverte l'avait jeté le mauvais succès de ses dernières opérations, et le lendemain, au point du jour, il prit sa balle et partit. A peine sorti du hameau, il fit un long détour par la forêt, et revint se cacher, à peu de distance de sa maison, dans une fente de rochers masquée par des broussailles, d'où il pouvait tout voir. Vers le milieu du jour, sa femme sortit de son jardin, chassant devant elle quelques chèvres; elle semblait préoccupée, et ne s'éloigna pas du village. Le soir était venu et le soleil s'abaissait, quand un homme s'approcha d'elle et lui dit quelques mots en passant; cet homme, c'était Giacomo; Azolo le reconnut sur-le-champ. Mélane rassembla ses chèvres et rentra précipitamment au logis.

La nuit commençait, quand Azolo sortit de sa cachette, se traîna à plat-ventre, comme un serpent, à travers les bruyères, et se rapprocha le plus possible de sa maison. Vers le tiers de la nuit, il aperçut un homme qui se glissait le long des murs, s'arrêtant souvent et regardant autour de lui comme pour s'assurer que personne ne le voyait. Arrivé près de la demeure d'Azolo, l'homme se retourna une dernière fois, jeta un regard en arrière, et, certain de n'avoir pas été découvert, il poussa doucement la porte entr'ouverte qu'il tira vivement sur lui, après être entré d'un seul bond. La porte n'était pas encore fermée qu'Azolo était debout, le poing serré, l'œil hagard, en proie à toutes les furies du désespoir, et ne respirant plus que la vengeance. Il la voulait effrayante et certaine; il eut donc la force de la différer de quelques instans. Au milieu de la nuit, quand tout fut tranquille dans le hameau, Azolo entassa, sans faire de bruit, plusieurs gros fagots de bois sec devant la porte et sous la seule fenêtre de sa maison, construite, comme les châlets suisses et tyroliens, de planches et de rondelles de sapin, conservant encore leur écorce résineuse. Prêtant de nouveau l'oreille, et certain de n'avoir pas été entendu, il alluma des étoupes qu'il avait placées sous le bois sec, et sur lesquelles il avait répandu l'eau-de-vie dont sa gourde était pleine. La flamme s'éleva en pétillant et en un instant enveloppa le châlet.

Azolo, ne gardant plus alors aucun ménagement, souleva une énorme poutre de sapin qui gisait sur le sol, à quelques pas de sa maison, et l'appuya contre le volet qui fermait la fenêtre, s'en servant comme d'un arc-boutant pour l'empêcher de s'ouvrir. Il barricada également la porte en dehors, et quand il fut bien certain que les coupables ne pouvaient s'échapper, il s'assit tranquillement sur un petit tertre, à quelques pas de sa maison, et la regarda brûler avec cette amère joie que donne la vengeance satisfaite. Quelques instans s'étaient déjà écoulés lorsque d'effroyables cris de femme, auxquels se mêlaient des hurlemens et des imprécations terribles, partirent de l'intérieur du châlet, dont tout l'extérieur était en flammes; de prodigieux efforts ébranlèrent en même temps le volet de la fenêtre solidement maintenu en dehors par la poutre de sapin. Dans cet instant, attirés par ces cris et par l'éclat des flammes, accouraient de tous côtés les habitans des châlets voisins. Ils s'élançaient pour éteindre l'incendie; d'un mot, Azolo les instruisit et les arrêta. — Laissez faire, leur dit-il, Mélane et Giacomo sont là! — Ses compagnons l'avaient compris, ils l'applaudirent et laissèrent faire; bien plus, ils vinrent en aide à sa vengeance. Lorsqu'après de terribles efforts, Giacomo, qui venait de briser le volet à demi consumé, parut à la fenêtre, tenant Mélane dans ses bras, et voulut s'élancer au dehors; armés de pioches, de fourches et de fléaux, ces hommes sans pitié, sourds aux rugissemens de l'un, aux supplications et aux cris de désespoir de l'autre, les repoussèrent dans les flammes au milieu desquelles on les vit rouler, se tordre et s'abîmer. — Azolo, depuis, s'est consolé et a même pris dans le pays une autre femme, qui cette fois ne l'a pas trompé.

Nous sortîmes des Sette Communi par un chemin fort différent de celui que nous avions suivi pour y entrer. Au lieu de s'enfoncer sous terre comme le sentier du Busso, celui-là semblait tracé dans les nuages. C'est le chemin qui rejoint le val de la Brenta et Bassano par Ronchi, Fossa et Ennego. Au moment de quitter le territoire de la petite république, nous ne pouvions assez admirer l'esprit industrieux de ses habitans, qui, de tous côtés, se signalait par les plus singulières tentatives. Là c'était un troupeau tout entier qui voyageait dans les airs : chèvres et moutons, suspendus à des cordes, étaient hissés le long de roches à pic, et passaient ainsi des pâturages de la vallée que le soleil avait desséchés, aux pâturages de la montagne que les neiges venaient de découvrir, et qui, dans ces localités, ne sont accessibles que de cette façon. Comment l'homme qui doit hisser ces animaux sur ces plateaux élevés, y arrive-t-il? Je frémis encore en

y songeant, et en me représentant ces intrépides montagnards, suspendus, au-dessus des précipices, à de frêles échelons qu'ils plantent successivement devant eux dans les interstices du rocher. Je les vois encore se servir avec une merveilleuse adresse du maillet au manche recourbé, à l'aide duquel ils enfoncent le morceau de bois qui leur sert de point d'appui, ou bien se cramponner aux racines pendantes et aux aspérités des rocs perpendiculaires. Quelquefois c'est la terre elle-même que l'on transporte par cette voie aérienne. Le paysan qui possède un champ fertile dans la vallée et un plateau stérile sur les hauteurs, dédouble en quelque sorte ce champ fertile, et va en étendre la moitié sur les mousses et les bruyères de la montagne. Quand des milliers de paniers de terre ont passé de l'un à l'autre champ, l'avoine, l'orge et la pomme de terre remplacent enfin les herbes sauvages, souvent même le roc nu. L'eau, comme la terre, voyage d'un étage à l'autre de ces monts élevés; des rigoles l'amènent de réservoirs creusés à leurs sommets sur leurs versans, ou bien, quand ces réservoirs n'existent pas, un mécanisme peu coûteux et que l'eau elle-même met en mouvement, la transporte du fond des vallées sur les pentes voisines, qu'elle arrose et qu'elle fertilise.

Dans les villages que nous traversions, nous trouvions toujours les habitans, hommes et femmes, assis à leur porte et travaillant en chantant, avec une activité et une application sans égales. Les femmes tissent la laine ou le chanvre, tressent des chapeaux de paille ou fabriquent de ces grossières dentelles qu'on vend à Trieste et à Venise. Les hommes, menuisiers, sculpteurs ou tourneurs, ébauchent et sculptent avec adresse et précision des cadres, des pendules, des crucifix, d'informes statuettes, des jouets d'enfans, qu'ils découpent dans l'érable ou le *zirbelbaum* (1). La sûreté de main de ces ouvriers, l'aisance et la rapidité avec laquelle ils terminent ces divers ouvrages, sont inimaginables; on regrette que les plus adroits d'entre eux n'appliquent pas cette précieuse facilité à des ouvrages d'un dessin plus correct et moins grossier. Ces divers objets, analogues à ceux que l'on fabrique dans le Grödner-Thal et dans d'autres parties du Tyrol, sont expédiés la plupart en Allemagne, où on les enlumine et on les vernit, et d'où ils se répandent dans toute l'Europe et même en Amérique. Les petits modèles de gondoles qu'on vend à Venise sont également fabriqués dans ce pays, par des gens qui ne savent pas ce

(1) Les Allemands nomment ainsi le pin. On donne particulièrement ce nom dans les Sette Communi et dans les districts environnans à une espèce de sapin qui a de l'analogie avec le mélèze, mais dont le bois est plus blanc et plus compacte

qu'ils font : la raison en est fort simple, de leur vie ils n'ont vu ni bateaux, ni gondoles. Notre ami le commandant Leonardo nous assurait qu'un jour, étonné de l'ignorance de l'un de ces ouvriers, qu'il questionnait à ce sujet, il voulut lui faire comprendre que ce qu'il faisait là n'était rien autre chose qu'un modèle de bateau. — A d'autres, lui répondit le paysan, en haussant les épaules, je sais parfaitement bien que ce sont là des chaussures pour les femmes turques; mon maître me l'a dit.

Au-dessous d'Ennego, et à quelques lieues en avant de Bassano, on pénètre dans un défilé où la Brenta et le grand chemin du Tyrol se disputent, pour ainsi dire, le passage. Au centre de ce défilé s'élève un rocher de quatre à cinq cents pieds de haut, dont la face principale, qui regarde le torrent, perpendiculaire de la base au sommet, semble avoir été taillée et polie par la main de l'homme. A mi-hauteur de ce rocher, on voit une caverne spacieuse, et dans l'intérieur de cette caverne une espèce de petit château, où l'on ne peut arriver qu'en s'attachant à une corde et en se faisant hisser comme les moutons des Sette Communi; c'est le rocher et le fort de Kofol ou *Covolo*. Ce fort est défendu par quelques pièces de canon et par une petite garnison. C'est le cas, ou jamais, de dire que sans la garnison la forteresse serait imprenable; comment y arriver en effet, s'il n'y avait pas là-haut des gens pour vous tendre une corde et vous hisser?

Ce château, fameux dans le moyen-âge, sous les noms de *Claustran* ou *Cubali*, fut bien des fois assiégé, quoique pour le défendre, sa garnison n'eût qu'à retirer sa corde et à s'aller coucher. Aujourd'hui les boulets et les bombes ont un peu changé la question; cependant, comme le rocher, dans lequel ses murs semblent incrustés, est percé de vastes souterrains, admirablement blindés par la nature, et renfermant les vivres et les munitions de la garnison, qui peut, au besoin, s'y retirer, comme en outre, un puits creusé au fond de la caverne, fournit abondamment une eau excellente, les assiégés pourraient laisser l'artillerie de l'ennemi démolir cette bicoque, qu'on appelle château, sans trop s'en inquiéter; ils seraient toujours sûrs d'avoir de quoi boire et manger, et de ne pas coucher à la belle étoile.

Le fort de Kofol est donc imprenable comme par le passé; malheureusement, placé comme il est, il ne défend ni ne protége rien, pas même le grand chemin des Sette Communi.

F. Mercey.

REVUE MUSICALE.

Le Théâtre-Italien marche à grands pas vers sa clôture; encore quelques belles soirées, et l'Odéon fermera ses portes; les représentations à bénéfice se succèdent, le public passe en revue les chefs-d'œuvre du répertoire; déjà, de part et d'autre, on se fait ses adieux, tristes adieux en vérité, car, cette fois, c'est pour tout de bon qu'on se quitte, et d'irréparables brèches vont s'ouvrir dans le groupe mélodieux qui nous enchantait depuis tantôt dix ans. Rubini tout le premier, Rubini déserte la scène de ses triomphes. Que dire d'une semblable retraite, à moins d'en admirer l'énergie et le courage? Rubini rompt avec le théâtre dans la force de l'âge, dans la plénitude de la voix et du talent. Laissons-le faire, n'en ayons pas trop de regrets; le souvenir qui nous restera de l'illustre ténor n'en vaudra que mieux, et nous aurons pu l'admirer jusqu'à la fin. Lablache, lui aussi, se retire. Une crise sérieuse commence pour le Théâtre-Italien, bien des gens pensent que c'est son agonie; franchement, nous ne le croyons pas. Si la saison de cette année a été moins heureuse que les campagnes précédentes, ce n'est ni à la lassitude, ni au caprice du public qu'il faut l'attribuer, mais bien à l'influence funeste du quartier, à l'éloignement de cette salle où nulle entreprise ne tente la fortune impunément. Le Théâtre-Italien ne périt pas en France, il se transforme, il se régénère; combien de fois l'évènement n'a-t-il pas démenti d'une éclatante manière les sinistres prédictions de cette espèce! Je ne parle point ici du temps de la Fodor et de la Pasta; sans remonter aussi haut, n'avons-nous pas vu le dilettantisme s'émouvoir et perdre contenance à la seule idée d'une absence de la Sontag ou de la Malibran? La Sontag a changé de condition, la Malibran est morte sans avoir jamais reparu sur notre scène. Le Théâtre-Italien a-t-il désespéré? Non certes; d'autres sont venus, Rubini, Lablache, Tamburini, la Grisi, qui depuis dix ans occupaient tout notre enthousiasme. A la période de Rossini et de la Malibran a succédé la période de Bellini et de Rubini : pourquoi maintenant de nouveaux chanteurs ne se formeraient-ils pas sous un maître nou-

veau? Car, n'ayons garde de nous le dissimuler, le groupe qui se retire emporte avec lui toutes les traditions de la musique de Bellini. On chantera encore la *Sonnambula* après Rubini, encore *les Puritains* après la Grisi, *la Straniera* après Tamburini; mais le caractère, l'expression, le secret mélodieux de ces langoureuses cantilènes se perdra de plus en plus, il en sera bientôt des nouveaux chanteurs à l'égard de Bellini, comme il en est de Rubini, par exemple, à l'égard de Rossini. Vous ne ferez jamais que le prince des ténors de notre temps chante *Otello* ou *la Gazza* avec la même supériorité incontestable, le même sentiment, le même génie qu'il apporte dans l'exécution des *Puritains* ou de *la Sonnambula*. Cette musique de Rossini a le tort de n'être point écrite spécialement à son intention; il ne la comprend plus, et puis d'autres s'en sont emparés avant lui. Garcia n'a-t-il pas posé à tout jamais sa griffe de lion sur le rôle d'Otello? les souvenirs de Davide ne palpitent-ils pas aujourd'hui encore dans le duo de *la Gazza?* Rossini appartient déjà à une génération de chanteurs qui n'est plus; dans quatre ans, sans nul doute, on en pourra dire autant de Bellini. Qu'on s'étonne ensuite que les maîtres italiens traitent si légèrement la confection de leurs chefs-d'œuvre, eux qui savent par expérience qu'une partition ne survit point à son chanteur! Du reste, les mêmes vicissitudes n'ont-elles pas atteint le répertoire? ne disait-on pas, aux beaux jours de *Semiramide*, d'*Otello*, de *Tancredi*, qu'il n'y avait d'espoir et de salut qu'en Rossini, et que le jour où le chantre immortel se tairait, le Théâtre-Italien cesserait d'exister? Cependant Bellini est venu, puis Donizetti. Qu'on se rappelle les préventions que rencontrait jadis la mise en scène de tout opéra nouveau; s'agissait-il de représenter une partition écrite pour notre scène, et que par conséquent l'enthousiasme de l'Italie n'avait point consacrée d'avance, le public de Favart n'en voulait rien entendre; cependant nous l'avons vu changer d'avis au sujet des *Puritains*, et, dès cette époque, un nouveau système de répertoire commence. Nous avons bien remplacé Rossini et la Malibran; pourquoi donc, s'il vous plaît, ne remplacerons-nous pas Rubini? La crise sera longue et laborieuse peut-être, mais il ne faut pas que l'administration se décourage. Et d'abord, je ne m'imagine pas l'Italie aussi dépourvue de ressources que certains dilettanti aux abois le prétendent. Depuis plus de six ans que les grands chanteurs passent tous leurs hivers à Paris et leurs étés à Londres, de jeunes talens doivent s'être formés, car, en Italie, il faut qu'on chante. On cite déjà plus d'un nom que le succès recommande, entre autres, Moriani et Poggi; Moriani surtout, jeune ténor de vingt-cinq ans, dont on vante la voix sonore, et l'instinct musical et progressif. Malheureusement, il y a peu de chances de l'entendre à la saison prochaine. Moriani redoute, pour ses débuts, les souvenirs tout frémissans de Rubini, et, pour éviter une lutte toujours dangereuse avec des impressions si puissantes, compte ne pas se produire avant deux ans sur une scène si long-temps occupée avec gloire par l'illustre virtuose. N'importe; voilà de quoi nous rassurer un peu pour l'avenir, du côté des ténors. Rien ne donne à penser que Tamburini doive se retirer si tôt; mais, le cas échéant, n'aurions-nous pas sous la main de quoi le rem-

placer en peu de temps? Il est impossible que Barroilhet songe à se fixer à l'Opéra, et ne se lasse pas, tôt ou tard, du régime qu'on lui fait là. On se demande quels avantages un talent comme le sien, une voix dont la plus grande séduction réside dans l'art de ménager les nuances, peuvent trouver dans ce répertoire où le système dramatique domine. Passe encore pour l'air de bravoure; mais toujours crier comme quatre, toujours se démener, avoir à lutter avec les trombones et les ophycléides, lorsque la voix voudrait se déployer dans une de ces phrases mélodieuses que le violoncelle affectionne, en vérité, la position n'est pas tenable, et Barroilhet finirait par y succomber comme tant d'autres. On écrira des rôles pour lui, dites-vous; à merveille. Mais quel ensemble groupera-t-on à ses côtés, quelles voix lui donnera-t-on pour sympathiser avec la sienne? Ecoutez le septuor de *Don Juan* aux Italiens, et vous reconnaîtrez facilement que toutes ces voix s'accordent entre elles, non-seulement par l'intonation, mais par le style et la méthode. Rubini, Tamburini, la Grisi, la Persiani, relèvent tous des mêmes traditions; de là le merveilleux ensemble de la troupe italienne, son harmonie. A l'Opéra, au contraire, autant de personnages, autant de styles; celui-ci récite, celui-là chante; l'un prétend restaurer la déclamation lyrique, et donne à sa phrase un tour solennel et pédantesque; l'autre affecte les allures de l'école de Bellini. Il suffit que deux voix se rencontrent pour que la dissonnance éclate. L'atmosphère de l'Académie royale de musique ne saurait convenir à Barroilhet pas plus qu'à M. de Candia; il faudra qu'il en sorte, et le plus tôt sera le mieux.—Quant aux femmes, la Persiani et la Grisi semblent de nature à porter plus d'un hiver encore le fardeau du répertoire, et, s'il y avait lieu à se régénérer de ce côté, ni Mlle Loewe, ni Pauline Garcia ne manqueraient à l'appel. Mais la salle? C'est là, en effet, la plus urgente nécessité, à laquelle on devra pourvoir; et l'autorité interviendra, sans doute, d'ici à la saison prochaine. A moins de vouloir la ruine définitive du Théâtre-Italien, on ne peut prolonger davantage son exil dans les solitudes du quartier de l'Odéon. On a parlé de la salle Favart. Tous les souvenirs des Bouffes sont là, dans cette salle élégante d'où l'incendie les a chassés, et que d'autres ont usurpée depuis, comme le coucou qui s'empare du nid de la fauvette. A tout prendre, l'Opéra-Comique s'accommoderait assez de la Renaissance, que le mélodrame des boulevarts occupe à cette heure, faute de mieux.

En attendant, la clôture s'annonce dignement. Si le dilettantisme s'est un peu ralenti cette année pendant le cours de la saison, voilà qu'il se ravive et prend feu de plus belle, à mesure que l'heure des adieux approche. A la dernière représentation de *Lucia*, Rubini, quoique visiblement indisposé, a rencontré de sublimes effets. Au troisième acte surtout, il est admirable; jamais la passion, la mélancolie, le désespoir, n'ont eu, pour s'exprimer, un plus noble accent, et disons-le aussi, un plus noble langage. Comme toute cette scène se développe avec puissance, depuis cette ritournelle si pleine de terreur, qui précède l'adagio, jusqu'à cette phrase de *bell'alma inamorata*, si désolée et si plaintive! Quel dommage, quand on a pu trouver de semblables inspira-

tions, qu'on s'oublie soi-même au point de dépenser journellement sa verve en toute sorte de combinaisons industrielles! Penser que, depuis *la Favorite*, M. Donizetti est allé à Rome, et qu'il en est revenu après y avoir laissé une partition nouvelle, une partition en trois actes, à laquelle il ne songe déjà plus sans doute, occupé qu'il est d'opéras comiques et de grands opéras qu'il prépare pour toutes les saisons de l'année! Après le génie, qui crée à son temps, à son heure, quand sa nature le sollicite, je ne sais rien au monde de plus curieux que cette veine intarissable, toujours en humeur de se répandre en quatuors, en duos, en finales, en cavatines. Comment M. Donizetti fait-il pour penser à toutes les choses qu'il invente? où trouve-t-il le temps, je ne dis pas de composer, mais d'écrire tant de notes? L'idée seule d'une pareille besogne vous épouvante; écrire, toujours écrire, sans l'inspiration, sans son ombre; passer sa vie devant des masses de papier réglé, qu'on s'impose la tâche de couvrir dans un temps donné; quel supplice, si ce n'était un plaisir, le plaisir de faire sa fortune! — Ce soir, le bénéfice de Rubini nous rend *Otello*, et s'il faut en croire les bruits du théâtre, au milieu de cette foule de chefs-d'œuvre qui vont maintenant encombrer le répertoire pendant les dernières représentations, un opéra nouveau pour nous doit se glisser, *la Vestale* de Mercadante. *La Vestale* de Mercadante, cela ne sonne-t-il pas étrangement aux oreilles? Il y a des sujets que le génie de certains hommes a tellement consacrés, qu'on a peine à imaginer que d'autres les abordent. Se figure-t-on un *Don Juan* de Meyerbeer, un *Otello* de Bellini? Refaire *la Vestale*, quelle idée! Quand de pareilles fantaisies vous passent par la tête, il faut s'y prendre comme Gluck; autrement, on s'expose à tomber dans le ridicule. Lutter avec M. Spontini, cela se conçoit; mais choisir pour terrain *la Vestale*, son chef-d'œuvre, le seul qu'il ait écrit dans sa longue carrière si agitée, il y aurait de quoi s'étonner, s'il ne s'agissait de Mercadante, c'est-à-dire, d'un brave Italien qui n'y voit pas malice. L'auteur d'*Elisa e Claudio* cherchait sans doute un prétexte à cavatines; le poème de M. de Jouy lui sera tombé par hasard sous la main; voilà tout le secret. D'ailleurs, aux Italiens on fait bon marché du poème. Oublions-le pour cette fois encore, et, si la musique est ingénieuse et bien tournée, applaudissons-la, ni plus ni moins que s'il était question des *Brigands* ou du *Giuramento* du même maître, quittes à revenir à Spontini lorsqu'on nous parlera sérieusement de *la Vestale*. — A propos de M. Spontini, quelle activité nouvelle l'enflamme donc, quelle humeur tracassière le possède? Il n'est question dans les gazettes allemandes que de ses griefs et de ses réclamations fastueuses. A l'entendre, on dirait qu'il va faire un procès au roi de Prusse, tout cela parce qu'on a le malheur de ne plus goûter sa musique à Berlin. Il entre, à ce qu'il paraît, dans les attributions de M. Spontini, maître de chapelle de la cour, d'écrire tous les deux ans trois grands opéras dont l'administration supérieure se charge de lui fournir les poèmes. Or, depuis l'échec malencontreux d'*Agnès de Hohenstauffen*, l'intendant de sa majesté élude autant qu'il peut cette clause ruineuse pour le théâtre : de sorte que, chaque fois qu'il prend fantaisie à l'illustre auteur de

la Vestale de mettre un poème en musique, force lui est de payer ce poème de ses propres deniers. De là tant de colère et de menaces, tant de bruits et d'intrigues. Quel spectacle, en vérité, que celui d'un artiste célèbre qui lutte par le scandale contre la désuétude où sa gloire est tombée! Comment M. Spontini ne comprend-il pas que s'abstenir de livrer à un musicien les poèmes convenus, c'est tout simplement une manière polie de faire entendre à ce musicien qu'on ne se soucie pas de sa musique? Et comment un artiste qui se respecte pourrait-il vouloir imposer son œuvre à des gens qui la répudient d'avance? M. Spontini a rencontré dans sa vie une inspiration heureuse, une seule véritable bonne fortune. Quels sont, s'il vous plaît, les honneurs réservés aux grands maîtres, qu'il n'ait point reçus à l'occasion de ce chef-d'œuvre unique? L'Institut de France lui a ouvert ses portes, à lui, Italien résidant en Allemagne; le roi de Prusse l'a fait son maître de chapelle. Que demande-t-il donc? Quelle fureur le tourmente? Que lui faut-il encore? Écrire? Ecrire, lorsque toute vocation s'est évanouie, occuper le public de sa personne, imposer ses œuvres au théâtre qu'elles ruinent! Qu'il y a peu d'hommes qui sachent couronner leur carrière! et combien, en face de si mesquins débats, la voix qui s'est tue après *Guillaume Tell* vous semble noble et digne!

L'Opéra fait comme les Italiens, qui ont pour habitude de passer éternellement en revue le même répertoire, avec cette différence qu'ici nul attrait dans l'exécution ne relève la monotonie accablante d'un pareil système. Aujourd'hui on joue *la Favorite*, demain *la Juive*, puis *Robert-le-Diable* ou *les Huguenots*; et, quand on a fini, on recommence : toutefois çà et là de piquantes intentions se révèlent, et l'affiche annonce tantôt que M. Marié remplacera Duprez dans *Guido et Ginevra*, tantôt que M. Alizard prend la partie de Baroilhet dans *la Favorite*. Que M. Marié paraisse dans *Guido*, rien de plus naturel; Duprez succombe, chacun le sait, au terrible métier qu'on lui a fait faire, et le grand chanteur a tant prodigué les *ut* de poitrine, qu'il ne lui en reste plus à donner qu'un très petit nombre, qu'il ménage pour les soirées solennelles de *Guillaume Tell* ou des *Huguenots*. Mais comment s'expliquer M. Alizard dans *la Favorite*? Il y a dans cette indigeste partition de M. Donizetti deux morceaux que le public entend avec plaisir : la cavatine de Baroilhet et son adagio dans le trio du troisième acte. Ces morceaux, pour lesquels le public endurait avec tant de patience les gammes chromatiques et les trilles de Mme Stoltz, voilà qu'on les supprime d'un trait. Nous ne parlons pas ici de la physionomie de M. Alizard, à qui son embonpoint semble désigner spécialement l'emploi des pères nobles; mais il est impossible que ce chanteur se fasse illusion sur ses propres moyens au point de croire qu'il pourra jamais parvenir à remplacer Baroilhet. La voix de M. Alizard, puissante et sonore dans l'occasion, mais fruste et sans aucune espèce de flexibilité naturelle, ne saurait se ployer aux conditions de la méthode nouvelle importée d'Italie à l'Opéra par le jeune baryton. Cette voix, qui peut tenir très convenablement sa partie dans une scène de Gluck ou de Sacchini, ainsi qu'il lui est arrivé de le faire dernièrement au Conservatoire, n'entend rien à ces mille délicatesses,

à ces artifices d'expression, à ces nuances merveilleuses dont le virtuose italien dispose avec tant de goût. Baroilhet est un chanteur de luxe, un chanteur de fantaisie. Les rôles écrits pour lui n'appartiennent qu'à lui. Seul peut-être dans la troupe de l'Opéra, il se détache de l'ensemble, et, sous le règne du système dramatique toujours en honneur à l'Académie royale, garde l'originalité de son talent. Nul autre que Baroilhet n'a le privilége de conserver franchement sur notre scène les allures italiennes, d'attirer le public et de le satisfaire avec une cavatine. Or, un pareil chanteur ne se *double* pas. Jouer *la Favorite* sans Baroilhet, c'est donner le coup de grace à cette partition, dont on peut dire que le jeune virtuose a fait toute la fortune. — Du reste, s'il y a quelque sujet de déplorer la situation présente, l'avenir ne s'annonce pas sous un aspect beaucoup meilleur pour l'Académie royale de musique. D'ordinaire, ce qui console dans les jours d'épreuve, c'est l'espoir que d'autres plus gais leur succéderont. Malheureusement, dans une administration de théâtre, l'imprévu joue un bien mince rôle, et l'on ne recueille guère qu'après avoir semé. Or, quels chefs-d'œuvre se préparent à l'Opéra, quels ballets tient-on en réserve, qu'attendre de l'avenir, si ce n'est l'épuisement plus complet d'un répertoire et d'une troupe qui ne se renouvellent pas? Interrogez les programmes qui circulent, plongez dans la perspective aussi loin que vous pourrez; que trouvez-vous? Une partition en deux actes de M. Thomas; puis, dans le vague, quelque chef-d'œuvre de M. Donizetti, quelque fantastique élucubration de M. Berlioz, *la Nonne sanglante* peut-être. Voilà certes de quoi contenter les plus difficiles, et nous ne voyons pas pourquoi l'on s'obstinerait encore à ne pas crier bravo. Disons-le donc ouvertement, ce régime-ci vaut l'ancien, l'Opéra n'a rien perdu de ses splendeurs, nous sommes toujours au temps de la Taglioni et de la Elssler, de Meyerbeer et de M[lle] Falcon, à ce noble temps où l'attention du public, incessamment éveillée, se partageait entre les richesses du présent et celles qui s'amoncelaient dans l'avenir! Quant à l'opéra nouveau de M. Meyerbeer, il n'en est plus question; l'auteur des *Huguenots* demeure en Allemagne, et M[lle] Loewe vient de signer avec Londres un engagement de deux années. La jeune cantatrice de Berlin débutera au mois d'avril dans *la Straniera*. Certes, quand on compte les noms dont se compose, pour cette saison, la troupe du Queen's-Theater, quand on voit figurer l'un à côté de l'autre des sujets tels que la Grisi, la Persiani, Pauline Garcia, on s'étonne au premier abord qu'une Allemande s'aventure seule en si glorieuse compagnie. Heureusement M[lle] Sophie Loewe est femme à tenir son rang partout; la position sera difficile sans doute, les rôles pourront bien lui manquer, et il y aurait de la folie à croire que la Grisi voudra se dessaisir en sa faveur des partitions dont elle dispose. N'importe; quelles que soient les conditions où son talent se produise, il faudra bien toujours qu'on le remarque. D'ailleurs, M[lle] Loewe possède sur les autres un avantage qui lui conciliera en peu de temps l'enthousiasme des Anglais; nous voulons parler de la manière dont elle chante l'ancienne musique. On sait à quel point les Anglais se passionnent pour les œuvres de Handel, combien ils se pâment

d'aise à cette musique vêtue de velours et coiffée à l'oiseau royal comme un bon gentilhomme du vieux temps, qui, sans penser à déguiser son allure un peu caduque, marche dans sa dignité au milieu des générations nouvelles qui le vénèrent et l'admirent. Ce dilettantisme-là suffirait au besoin pour assurer la fortune de Mlle Loewe en Angleterre. Il y a surtout un vieil air de Graun écrit pour la Mara, et que la jeune cantatrice dit à ravir. Qui connaît Graun en France? Ce musicien du siècle de Frédéric a cependant composé avant Sébastien Bach un oratorio de la Passion, qui est tout simplement un chef-d'œuvre. Il y a dans tous les temps et dans tous les pays de ces hommes de génie dont la destinée est de vivre et de mourir obscurs, et de travailler pour d'autres qui viennent ensuite largement moissonner dans leur champ. Graun est un de ceux-là, un de ceux qui préparèrent Gluck. Qui pourrait dire tout ce que l'immortel auteur d'*Iphigénie* doit à cette vieille école allemande du temps de Frédéric? Il est vrai que d'autres en ont usé de même à son égard, et ne se sont pas fait faute de puiser dans son bien, Mozart tout le premier, qui prend sans se gêner dans *Armide* l'appel lugubre du commandeur pendant le duo du second acte de *Don Juan*. On connaît ce mot du grand maître, un jour qu'un de ses amis lui mettait sous les yeux l'identité des deux passages : « Eh pardieu! je le sais bien, lui dit Mozart; je n'aurais pas fait mieux que Gluck, et je n'ai pas voulu faire plus mal. » Le plagiat dans les arts s'explique à merveille, pourvu que le génie le consacre et qu'il se consomme de haut. Que de belles choses venues çà et là au hasard dans une œuvre dont l'ensemble avorte, et qui périraient sans retour, si quelque Molière, quelque Mozart ou quelque Gluck ne se trouvait là fort à propos pour les recueillir! Rossini assistait un jour à la représentation d'une mauvaise parade musicale; tout à coup, au milieu d'un fatras de notes ridicules, une mélodie s'élève; le maître alors tire ses tablettes et dit à son voisin, tout en écrivant la mélodie : « Laissez-moi faire, c'est trop bon pour cet imbécile. » — Toujours est-il que Mlle Loewe chante cet air de Graun avec une verve prodigieuse, une singulière intelligence du caractère de la musique, un trille incomparable, et qu'elle a dans le gosier de quoi rendre un rossignol jaloux.

L'Opéra-Comique vient encore de trouver une bonne fortune dans la partition nouvelle de M. Auber. Ceci n'est, à coup sûr, ni le *Freyschütz*, ni *le Comte Ory*, ni même *le Domino Noir;* mais, en face de tant de grace et d'élégance, d'une instrumentation si ingénieuse, si vive, si parfaitement soignée en ses mille détails, d'une musique si dépourvue de prétentions et si pleine de goût, le pédantisme de la critique n'a que faire. Vous trouverez des gens qui s'échauffent la bile au seul nom de M. Auber, nous devrions dire à la seule idée de ses succès; ces gens-là vous parleront de *Don Juan* à propos du *Domino Noir*, ou de la Symphonie en *ut mineur* à l'occasion des *Diamans de la Couronne*, comme si tout cet aimable bavardage, tant d'esprit et d'enjouement, relevaient de la poétique ordinaire. Vous aimez cette musique ou vous ne l'aimez pas; là est toute la question. Pourquoi se disputer là-dessus? il ne s'agit pas même de couleur, tout au plus de nuances. Un grand

mérite de M. Auber, c'est de comprendre à merveille le genre pour lequel il écrit, de se contenter d'avoir de l'esprit et du goût dans une époque où le génie court les rues, en un mot de pouvoir composer un opéra comique, ni plus ni moins. Qu'on pense aux ressources de l'endroit, à ces petites voix qui fredonnent, à cette nécessité pour le musicien de modérer sans cesse les élans de son inspiration, d'être ici et point là, de ne se montrer qu'à de rares intervalles, et qu'on dise si pareille scène convient aux grands éclats dramatiques, aux grandes passions musicales. L'Opéra-Comique est un théâtre de fantaisie, le genre qu'on y exploite n'a de correspondant nulle part, ni dans la littérature ni dans la musique. Le Théâtre-Français a ses comédies, le Théâtre-Italien ses partitions; ce qui n'est ni une comédie ni une partition, c'est un opéra comique, c'est-à-dire quelque chose qui se parle et se chante à la fois, quelque chose d'absurde qui doit vous amuser au moins deux heures. On dit que la pièce des *Diamans de la Couronne* est invraisemblable. Si vous l'accusiez d'être ennuyeuse, je concevrais le procès; mais autrement, comment faire un pareil reproche à la pièce lorsque le genre est l'invraisemblance même? Savez-vous rien de plus absurde au monde que cet assemblage de prose et de vers, de dialogues et d'ariettes? Deux personnages sont en scène et causent assez raisonnablement de leurs affaires; tout à coup les instrumens s'accordent, et voilà ces personnages qui se mettent à chanter comme des fous. Pourquoi la musique commence-t-elle? pourquoi s'interrompt-elle? Demandez au caprice du musicien. Nul mieux que M. Auber ne possède le secret d'intervenir à temps, avec mesure et discrétion; ses opéras comiques, ses chefs-d'œuvre s'entend, *le Domino Noir, l'Ambassadrice, les Diamans de la Couronne,* passeraient au besoin pour les modèles du genre; reste à savoir si le genre est bon. Oui, sans doute, tant que M. Auber chantera; plus tard nous verrons. La pièce des *Diamans de la Couronne* a le bon goût et l'élégance qui distinguent d'ordinaire les faciles inventions de MM. Scribe et de Saint-Georges. Les scènes se succèdent avec rapidité, les incidens se croisent et se combinent avec art, et d'un bout à l'autre de la soirée l'action ne languit point un seul instant. Cela se passe bien un peu dans un monde imaginaire; mais que faut-il donc à la musique, si ce n'est des personnages et des actions de fantaisie? Que m'importe que votre imagination se donne carrière, pourvu que le point de départ soit original? Sur le chapitre de l'originalité, il y aurait peut-être à dire plus qu'on ne pense. Mais M. Scribe est ainsi fait : dès qu'une chose plaît au public, il faut qu'il la lui serve à toute occasion. Ainsi, le procédé mis en œuvre dans *les Diamans de la Couronne* est le même que celui du *Domino Noir*. Ici comme là, il s'agit d'un personnage mystérieux et qui devient toujours de plus en plus impossible à mesure que l'action se complique. M. Scribe bâtit ses pièces sur une situation, absolument comme Shakspeare et Molière conçoivent leurs chefs-d'œuvre sur une idée. Une fois l'idée mise en lumière, et quand ils ont prouvé ce qu'ils veulent, ces grands maîtres coupent court à l'action dramatique, et prennent sans façon le premier dénouement qui leur tombe sous la main; de même, lorsqu'il a épuisé

tous les incidens qui peuvent naître d'un motif fécond, lorsqu'il a combiné, tissé, noué, tordu de cent manières le fil des situations, M. Scribe invente un dernier prodige plus prodigieux que tous les autres, et d'une bohémienne traquée par la police fait la reine de Portugal pour en finir. Après tout, que M. Scribe se pille lui-même, qu'il abuse souvent de certaines combinaisons, cela ne regarde pas la critique; mais le public, qui se porte en foule à ses pièces, opéras ou comédies, s'y amuse, et par conséquent lui donne raison sur les moyens. Ni plus ni moins, il ne s'agit point en tout cela d'une question littéraire.—La partition de M. Auber, bien qu'un peu de lassitude se fasse sentir çà et là, vous étonne encore, après tant de petits chefs-d'œuvre, par sa physionomie agaçante et mélodieuse. Que d'esprit et de gentillesse à défaut d'imagination! que de talent et de merveilleuse habileté à défaut de génie! Le motif, cette ame de la musique d'Auber, scintille à tout instant comme une perle dans le tissu délicat de cette harmonie; vous le retrouvez là moins fréquent sans doute que dans *le Domino Noir,* mais toujours enjoué, pétulant, aimable; et cet orchestre, que de grace, de verve, d'invention, de minutieuse élégance dans ses moindres détails! Tous ces instrumens causent ensemble de chose et d'autre; les flûtes et les hautbois, les violons et les clarinettes, échangent entre eux mille petites conversations, comme les oiseaux dans les branches. Le chœur de moines, qui sert de finale au premier acte, est une ravissante boutade; il règne, dans cet hymne de dévotion qu'entonnent des bandits déguisés en capucins, un ton de persiflage et d'ironie qui convient à merveille au sujet. M. Auber, avec son esprit fin et prompt, s'entend mieux que personne à rendre ces nuances de sentiment qu'un musicien vulgaire ne saurait indiquer. Qu'on se rappelle à ce propos les couplets dévotement goguenards de l'économe dans *le Domino Noir.* L'air de la Catarina au second acte serait un chef-d'œuvre si *l'Aragonaise* du *Domino* n'existait pas, *l'Aragonaise,* ce joli patron sur lequel M. Auber avait déjà taillé les couplets de *Zanetta.* Au milieu de tant de richesses, comment soi-même ne pas confondre : les couplets de *l'Ambassadrice,* les couplets d'*Actéon*, du *Domino Noir,* de *Zanetta,* que sais-je? Puisque nous citons les traits les plus charmans par lesquels l'opéra nouveau de M. Auber se recommande, indiquons encore dans le trio du troisième acte un motif délicieux et qui rappelle peut-être la première phrase du trio de *Gustave*, mais de loin et juste autant qu'il faut pour qu'on l'en aime davantage.— Cette fois, la partition de M. Auber s'est produite sans sa cantatrice accoutumée. L'auteur des *Diamans de la Couronne,* qui ne veut pas qu'on vieillisse, lui dont l'imagination heureuse a toujours vingt ans, M. Auber n'a plus trouvé que la voix de Mme Damoreau fût assez jeune désormais pour sa musique. Mme Damoreau cède le pas à Mme Thillon. Cela se conçoit-il ? n'importe, le maître l'a voulu ainsi, et la prima donna se retire. Mais, avant de quitter la scène, quels adieux ravissans elle adresse au public chaque soir! Allez entendre encore Mme Damoreau dans *l'Ambassadrice,* dans *le Domino Noir,* et dites si jamais on eut plus d'élégance, de goût, de vocalisation et d'intelligence musicale. Il

y a de ces rivalités de théâtre faites pour rendre à une cantatrice toute la jeunesse, tout l'éclat de la voix et du talent. Si pareille émulation pouvait agir sur la jeune virtuose et la pousser à conquérir un peu de cette méthode et de ce goût dont rien ne saurait vous dispenser au théâtre! Au reste, Mme Anna Thillon est toujours cette jolie Anglaise que nous avons connue autrefois à la Renaissance, cette aimable bergère de Watteau qui minaude assez agréablement et confie à ses œillades le soin de faire passer tout ce que ses gammes chromatiques et ses trilles ont d'incorrect et d'erroné, et certes, sur ce point, il n'y a rien à dire. Les yeux de Mme Thillon chantent et vocalisent à ravir; mais franchement il ne suffit pas d'un joli minois, si vaporeuses et si blondes que puissent être d'ailleurs les touffes de cheveux qui l'encadrent, pour recueillir, même à l'Opéra-Comique, l'héritage de Mme Damoreau. Nous voudrions bien ne pas nous montrer sévère à l'égard de Mme Thillon; elle est si jeune! va-t-on dire; et d'ailleurs, à cet âge, Mme Damoreau faisait-elle beaucoup mieux? Non sans doute. Mais au début de sa carrière Mme Damoreau suivait déjà une direction intelligente, et, tout en occupant un emploi secondaire au Théâtre-Italien, se préparait par l'étude à tenir le rôle brillant qu'elle a joué depuis. Ici, au contraire, que voyons-nous? Une jeune femme assez heureusement douée, se lançant de prime-abord dans toutes les difficultés de l'art, et cela sans être encore le moins du monde cantatrice ou comédienne, sans avoir travaillé sa voix, sans en avoir réglé l'intonation, égalisé les registres, dans toute l'inexpérience d'une élève de six mois, et, qui plus est, d'une étrangère qui ne sait rien de notre prosodie et parle un jargon presque inappréciable. Pourquoi Mme Thillon reculerait-elle devant le répertoire de Mme Damoreau, elle qui, dans la *Lucia*, n'a pas craint d'aborder les points d'orgue éblouissans de la Persiani? On a pu, au commencement, encourager de pareilles tentatives et n'y voir que le caprice d'une jeune femme impatiente de s'essayer enfin dans un rôle de cantatrice; mais aujourd'hui que Mme Thillon songe décidément à se poser en prima donna, il faut qu'elle invente autre chose que ces cascades de notes douteuses qu'elle éparpille avec tant de gentillesse enfantine et d'adorable mauvais goût. Que la jeune virtuose y prenne garde, sa physionomie vaporeuse occupe dans sa manière de chanter une cavatine beaucoup plus de place qu'il ne convient; et puisque rien n'est éternel au théâtre, puisque tout passe, même le talent, même le plus légitime succès, il pourrait bien se faire qu'un jour, lorsque sa jolie bouche sera moins rose, lorsque ses cheveux tomberont moins touffus et moins cendrés sur ses fraîches épaules, le public ne vît plus en elle qu'une cantatrice de province.

Si nous ne parlons qu'à de lointains intervalles des solennelles matinées du Conservatoire, c'est qu'en vérité toute formule d'éloge semble épuisée à l'égard des chefs-d'œuvre qui composent le répertoire de la société des concerts. Que dire, en effet, de la symphonie en *ut mineur*, de la symphonie en *la*, de l'ouverture d'*Euryanthe*, de *Fidelio*, d'*Egmont* ou de *Coriolan?* La symphonie pastorale faisait les honneurs de la dernière séance. Avec Beethoven, il n'y a point à choisir; au milieu de tant de magnifiques conceptions,

on ne saurait se décider. Celle qu'on vient d'entendre est toujours la plus belle, et de la sorte chacune, à tour de rôle, passe à bon droit et dans la même saison pour son chef-d'œuvre. Puisque nous en sommes aujourd'hui sur la symphonie pastorale, savez-vous quelque part une plus imposante musique? a-t-on jamais chanté hymne plus majestueuse à la création? Les oiseaux qui gazouillent, les cascades qui pleurent, les troupeaux qui bêlent, toutes les voix de l'aurore et du soir, tous les échos de la nature sont là; vous entendez les mille bruits de la plaine et de la montagne, peu s'en faut que vous n'en respiriez les mâles odeurs. Un instant seulement l'homme intervient pendant le menuet, mais pour disparaître aussitôt sous les roulemens formidables de l'orage qui éclate avec une colossale puissance. Les élémens s'emportent, le tonnerre gronde, la tempête se déchaîne. Jamais l'épopée de la nature ne s'est élevée plus haut. N'a-t-on pas inventé dernièrement (que n'invente-t-on pas!) une machine à prendre la nature sur le fait? Il y a pourtant de toute éternité quelque chose de plus beau que le daguerréotype et de plus fécond, le génie humain, où l'univers tout entier se reflète, et qui donne pour résultat, non plus une ombre inanimée et froide, mais l'ame même, l'œuvre vivante du Créateur. L'orchestre du Conservatoire exécute la symphonie pastorale avec son enthousiasme, son intelligence ordinaire, et toucherait à la perfection, si les instrumens à vent pouvaient ne pas faillir et se comporter à l'égal des instrumens à cordes. Il nous semble aussi que le mouvement du menuet se prend trop lentement; à Vienne, où les traditions de Beethoven règnent encore, on mène ce morceau plus vite, et l'effet y gagne. Nous dirons en outre que la société des concerts devrait un peu songer à varier son répertoire. Ne prodiguons pas nos dieux, si nous voulons qu'on les honore, et n'oublions pas que c'est une des lois du sanctuaire de ménager l'exposition des objets sacrés. Pourquoi n'essaierait-on pas de cette symphonie de Schubert, récemment découverte, et qui vient d'obtenir tant de succès à Leipsig? On a parlé aussi des entr'actes d'*Egmont*, dont on ne connaît en France que l'admirable ouverture. Un jeune musicien, qui se recommande non moins par la distinction de son talent que par son culte religieux pour les grands maîtres, l'auteur des plus charmans *lieder* qu'on ait écrits depuis Schubert en Allemagne, M. Dessauer, s'est chargé de procurer à la société non-seulement la partition de Beethoven, mais aussi les mélodrames composés à son sujet par Grillparzer. En produisant avant la clôture de la saison musicale cette pièce inédite en France du grand-maître, l'orchestre de la rue Bergère ranimerait à point cet enthousiasme, qui, tout religieux qu'il puisse être, veut cependant qu'on l'alimente de nouveautés.

M. Berlioz surveille à cette heure les répétitions du *Freyschütz* de Weber, car, il faut bien le dire, on travaille à la mise en scène du chef-d'œuvre. Lorsque Meyerbeer se retire, que M. Scribe s'abstient, que tous les élémens de fortune viennent à manquer, il faut bien avoir recours aux arrangemens, dernières ressources des théâtres qui tombent. Weber paiera pour tout le monde, tant pis pour lui. On sait que le *Freyschütz* est une partition de

genre (en France nous dirions un opéra comique), un *mélodrame,* dont la vie allemande avec ses mœurs naïves et paisibles d'un côté, ses superstitions et ses terreurs de l'autre, fait tous les frais. Quand Weber veut écrire un grand opéra, il compose *Euryanthe* avec ses développemens épiques, ses vastes dimensions, ses imposans récitatifs; mais, nous le répétons, le *Freyschütz,* quels que soient d'ailleurs les horizons romantiques qui se révèlent un moment au second acte, le *Freyschütz* est et demeure un opéra de genre, et cela par l'unique et toute-puissante raison que le maître ne l'a point voulu autrement. Or l'Opéra convoitait le *Freyschütz;* mais comment faire pour se l'approprier? pas le moindre bout de récitatif dans cette partition, pas le plus petit air de ballet. Qu'à cela ne tienne. M. Berlioz se trouvera là tout juste pour compléter l'œuvre de Weber. Ainsi, un musicien aura l'audace de toucher à l'œuvre de Weber, d'enchasser dans des récitatifs de sa façon les morceaux épars dans le dialogue; on osera altérer le caractère d'une pareille musique, et faire, à force de maculatures, d'un opéra *parlé,* un grand opéra *chanté.* Or, les gens qui ne reculent pas devant une aussi triste besogne sont les mêmes que la moindre atteinte portée au génie irrite jusque dans la moelle des os, les mêmes qui criaient au sacrilége pour *les Mystères d'Isis,* au scandale pour *Don Juan.* Du reste, rien ne vaut les prétentions qu'on affiche. Écoutez-les, ils vous diront que le besoin se faisait sentir à l'Opéra d'entendre enfin le *Freyschütz* de Weber dans toute sa pureté (sa pureté! avec des récitatifs de M. Berlioz et des airs de ballet en manière de pot-pourri). On se figure ici connaître le chef-d'œuvre, erreur! Ni le *Robin des Bois* de l'Odéon, ni cet admirable *Freyschütz* qu'on a pu entendre par Haitzinger et la Devrient, ne sauraient donner une idée de la belle partition allemande. Le *Freyschütz* légitime, le véritable *Freyschütz,* le *Freyschütz* de Weber, c'est celui de M. Berlioz! Qu'on vienne ensuite nous parler de religion *artistique* et de foi musicale; qu'on affecte de se montrer intraitable sur le respect dû aux chefs-d'œuvre du génie humain : nous savons désormais que penser de cet enthousiasme échevelé. Eh! mon Dieu, faites des *pastiches,* si votre humeur vous y porte; nous serions, pour notre compte, tout disposés à vous passer de semblables fantaisies, si vous consentiez à les avouer franchement, car nous pensons que les chefs-d'œuvre, comme cette statue du commandeur dans l'opéra de Mozart, sont assez forts pour se défendre eux-mêmes, quand on les outrage. Mais de grace cessez de vous poser en mystagogue incorruptible, en quaker de l'art pur, en solennel gardien du sanctuaire, vous qui, pour violer l'arche sainte, n'avez attendu que l'occasion!

H. W.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 mars 1841.

La querelle entre l'Angleterre et les État-Unis paraît s'envenimer. Il est probable aujourd'hui qu'un différend territorial sans importance réelle fera éclater une lutte sanglante. L'Angleterre se sent blessée des chicanes et des violences des Américains; l'Amérique s'irrite du langage quelque peu sec et impérieux de l'Angleterre. L'orgueil national des deux peuples s'exalte, et on ne peut attendre la mesure et la prudence nécessaires ni de la Grande-Bretagne, toujours disposée à traiter ses anciennes colonies avec les souvenirs et la hauteur d'une mère-patrie, ni des États-Unis, livrés qu'ils sont à la violence des partis et aux emportemens d'une démocratie indisciplinée. Si M. Mac-Leod est condamné, le ministre anglais demandera immédiatement ses passeports. Une rupture deviendra inévitable. S'il a été acquitté, les négociations pourront être reprises sur la question territoriale. Une transaction sera alors possible; c'est le seul moyen raisonnable de mettre fin à des prétentions qui paraissent d'un côté et de l'autre fort exagérées. Il est sûr du moins que ni l'une ni l'autre puissance ne peut alléguer des preuves irrécusables du droit qu'elle réclame.

Nous ne sommes pas de ceux que réjouirait une lutte sanglante entre les États-Unis et l'Angleterre. Sans doute, la France n'a pas eu dernièrement à se louer du gouvernement américain; on a souvent accusé les républiques d'ingratitude; les États-Unis, dans leurs rapports avec le gouvernement français, n'ont pas toujours fait mentir le vieil adage. Sans doute encore, nous aurions le droit de ne pas nous affliger des pertes et des embarras de l'Angleterre. Nous ne voulons pas céder aux inspirations d'un patriotisme étroit et vindicatif. Quoi qu'il en soit des erreurs de leurs gouvernemens, les États-Unis et l'Angleterre sont, parmi les grandes puissances, les seules qui, dans

la carrière sociale, suivent une ligne parallèle à la nôtre, les seules qui proclament les principes que nous proclamons, et les libertés que la France a deux fois conquises. Ce serait un triste spectacle que cette lutte de deux peuples civilisés, cette lutte née d'une cause futile et ne pouvant aboutir à un résultat sérieux, sans compter d'ailleurs les pertes qui en résulteraient pour l'industrie et pour le commerce, les difficultés et les querelles auxquelles pourrait donner lieu la navigation des neutres.

L'Angleterre n'a pas été heureuse dans son expédition contre la Chine. La maladie dévore ses troupes, tandis que les Chinois prolongent par leurs ruses diplomatiques l'inaction des Anglais. Bientôt le commandant anglais aura besoin de renforts, et tout sera à recommencer. En attendant, le commerce des Indes a vu diminuer de plus de 80 millions par an le montant de ses transactions avec le céleste empire. Le gouvernement anglais, en voulant soutenir par la force une cause d'ailleurs fort injuste, n'a pas suffisamment considéré la nature du pays, le caractère du peuple auquel il avait affaire, et les difficultés de tout genre qu'il devait nécessairement rencontrer. C'est souvent un embarras que d'avoir maille à partir avec des lâches. Lorsqu'il faut aller chercher son adversaire à une distance énorme et dans des parages difficiles, on doit désirer qu'il ose en venir tout de suite à une action décisive. Les Chinois, qui ne brillent pas par la bravoure, mais qui ne manquent pas d'une certaine habileté, de l'habileté des gens faibles et rusés, ne veulent ni se battre, ni céder. L'empereur de la Chine a pour lui le climat, les distances, l'immense étendue de son empire, et la stupide résignation de ses peuples. Quand les Anglais auront dévasté et conquis un coin de l'empire, quel profit en retirera la Grande-Bretagne? Après avoir perdu ses soldats, elle perdra les fruits de l'expédition; et si elle voulait conserver ses conquêtes et fonder une sorte de colonie chinoise, elle y rencontrerait, par la nature des choses, des obstacles bien autrement graves que ceux qu'elle a dû vaincre dans l'Inde. La Russie a sans doute l'œil ouvert sur les affaires de la Chine, et un œil clairvoyant et jaloux.

En attendant, le représentant russe à Londres, M. de Brunow, s'est donné le facile plaisir de jeter, dans un banquet aux gobe-mouches de la Cité, un de ces discours qui font sourire si finement les augures de la diplomatie lorsqu'ils se rencontrent dans leurs sanctuaires. Il est vrai que M. de Brunow a surpassé tout ce qu'on avait fait de plus hardi et de plus amusant en ce genre. Il a sans doute attendri les honnêtes marchands qui l'écoutaient, lorsqu'il a parlé avec tant d'onction de la bonté grande et de l'humilité évangélique de l'empereur Nicolas, qui, dans l'affaire d'Orient (comprenez-vous, dans l'affaire d'Orient!), a bien voulu, avec une modestie rare, servir de second, que dis-je? pas même de témoin, mais de conseil à lord Palmerston. Et voilà, qu'on le sache bien, comment le gouvernement russe est décidé à en agir toujours avec son nouvel allié : tout pour les intérêts de l'Angleterre, pour la paix du monde, pour la plus grande gloire du sultan! Pour la Russie, le contentement d'une bonne conscience, les joies si pures et si intimes du désintéressement

et de l'abnégation suffisent à l'ambition de l'héritier de Catherine. Que Dieu lui donne satisfaction !

En attendant, le divan, sous les inspirations toujours tracassières et *brouillonnes* de lord Ponsonby, ne tient aucun compte du traité du 15 juillet, ni des conseils de ses puissans alliés. Maintenant qu'il a retiré des mains de Méhémet-Ali la Syrie et la flotte turque, il veut lui imposer les conditions les plus iniques et les plus humiliantes. Il veut déshonorer les cheveux blancs du pacha et réduire le vainqueur de Nézib au rôle d'un fonctionnaire de la sublime Porte. Disons notre pensée tout entière : nous n'en sommes pas blessés à l'endroit de Méhémet-Ali; nous serions plutôt charmés de le voir acculé entre l'infamie et l'énergie, curieux de savoir une fois s'il était réellement un homme de quelque valeur. Certes, s'il se résigne aux conditions qu'a dictées la haine de lord Ponsonby, s'il ne se rappelle pas qu'il possède encore un état et une armée, et que même dans l'intérêt de sa famille une résistance désespérée vaudrait mieux, qu'elle lui donnerait plus de chances de succès qu'une lâche soumission, il sera démontré pour nous que le Napoléon au petit pied de l'Orient n'était qu'une création fantastique de la presse, qu'une hallucination de quelques voyageurs. Toute idée d'héroïsme et de dignité à part, le pacha ne comprendrait pas la situation des choses en Europe, s'il craignait, par sa résistance à une pareille iniquité, de ramener sur les côtes de l'Égypte les flottes combinées des puissances, s'il croyait qu'on ira bombarder Alexandrie et conquérir l'Égypte pour soutenir les hardiesses posthumes du divan et les nouvelles extravagances de lord Ponsonby. L'Europe n'en veut pas davantage : elle ne recommencera pas une expédition en Orient; elle ne veut pas que des oreilles, qui pourraient enfin s'en blesser, y entendent de nouveau le bruit du canon anglais; il a été suffisamment entendu à Sébastopol et à Toulon. Ce sont des émotions qu'il ne faudrait pas renouveler. Derrière la diplomatie il y a partout, même en Russie, le gouvernement de l'intérieur, et derrière le gouvernement, le pays. Nous sommes convaincus que la diplomatie désapprouve sérieusement les prétentions de la Porte.

Il est probable qu'on la déterminera à biffer les clauses injurieuses qu'elle vient d'ajouter à l'investiture du pacha. Dans tous les cas, si le pacha résiste, les puissances n'épouseront pas la cause du sultan. Elles regarderont le différend comme une querelle d'intérieur, étrangère à la politique européenne, et ne pouvant, quelle qu'en soit l'issue, toucher à la question de l'intégrité de l'empire ottoman. Les puissances veulent en finir avec le traité du 15 juillet; elles désirent ardemment pouvoir le regarder comme un fait accompli, et en conséquence comme un document purement historique et sans autre influence sur la marche ultérieure des affaires européennes. C'est une convention boiteuse dont on voudrait faire oublier l'existence. On comprend les causes de ce désir. Nous ne reviendrons pas aujourd'hui sur une question que nous avons souvent examinée. Nous croyons que nos dernières conjectures étaient fondées; encore une fois, il serait aussi injuste que téméraire de vouloir aujourd'hui

apprécier des résultats qui ne sont pas encore réalisés, qui peuvent ne pas l'être. La réserve est d'autant plus nécessaire, que des faits nouveaux en Orient et en Occident pourraient donner aux affaires générales une direction imprévue, et modifier profondément l'état actuel des relations internationales.

L'Orient et l'Amérique, l'Amérique surtout, ont fait perdre de vue les autres points de l'extérieur. La régence espagnole va se trouver en présence des cortès. Nous ne partageons pas l'opinion de ceux qui redoutent cette épreuve pour la tranquillité de l'Espagne et pour le trône de la reine Isabelle. Les exaltés ne semblent pas se trouver en majorité dans la nouvelle assemblée espagnole : encore moins sont-ils en majorité dans le pays. En Espagne comme ailleurs, et là plus qu'ailleurs, les exaltés ne sont qu'une minorité à la fois imperceptible et bruyante; ils ne doivent leur importance qu'à l'apathie de la majorité, à cette apathie, qui, en Espagne surtout, peut, avant de s'émouvoir, supporter les désordres les plus fâcheux, endurer des outrages sanglans. Il y a cependant en Espagne plus qu'ailleurs des souvenirs, des traditions, des sentimens qui, malgré l'indolence du parti modéré, opposent une barrière infranchissable aux exaltés. Le principe monarchique n'est pas seulement dans la tête, mais dans le cœur des Espagnols. Ils ne regardent pas seulement la monarchie comme une institution politique, bonne en soi, utile, nécessaire à un grand état européen; ils l'aiment, ils la révèrent, ils y sont attachés comme à une institution nationale, comme à une partie essentielle de l'Espagne; l'Espagne et la monarchie, la monarchie espagnole, ne sont donc pour eux qu'une seule et même chose. Ils ne les ont jamais connues ni aperçues l'une sans l'autre. Les séparer, c'est une de ces abstractions de la pensée qu'un peuple comme le peuple espagnol traite de folie. En parlant de l'Espagne, on oublie trop souvent son histoire; ce n'est cependant que par son histoire qu'on peut expliquer la politique d'un peuple, ses erreurs, ses efforts, ses tendances. L'Espagne se traînera long-temps encore dans une ornière raboteuse et difficile. Menacée tous les jours d'un bouleversement qui, heureusement pour elle, ne peut s'accomplir, s'efforçant tous les jours d'établir dans le gouvernement de l'état un ordre, une règle dont elle sera long-temps encore incapable, l'Espagne, à travers ces difficultés et ces périls, profitera cependant de l'esprit du temps, s'éclairera peu à peu de la lumière générale et entrera un jour effectivement dans le giron politique où la nature et la géographie l'ont placée. Séparée invinciblement des états absolutistes et stationnaires, rattachée à la France par le voisinage, à l'Angleterre par les communications maritimes, secondée dans ses nobles efforts par les deux grands états constitutionnels, repoussée, tourmentée, méconnue dans son droit par les cours du Nord, l'Espagne, sans s'assimiler servilement ni à l'Angleterre, ni à la France, sans perdre son caractère national, sans cesser d'être elle-même, sera un jour un pays d'ordre, de progrès et de liberté. Certes, ce n'est pas aujourd'hui, ce n'est pas demain que ces prévisions pourront se réaliser. De mauvais jours sont encore réservés à l'Espagne, les jours de l'expiation ne sont pas encore révolus. Il n'est pas

moins vrai qu'elle a franchi sans sombrer les passages les plus redoutables de sa difficile carrière, et qu'elle avance désormais, péniblement sans doute, mais nécessairement, vers un meilleur avenir. Le jour viendra où le parti modéré, qui ne manque pas de lumières, aura honte de son inaction et du mal qu'elle fait au pays; le jour viendra où le parti des campagnes, le parti carliste, absolutiste, monacal, pénétré, modifié à son insu par les idées du temps, sentira ses aveugles rancunes s'apaiser, verra ses préjugés se dissiper, et rougira de voir les amis de l'ordre partagés en deux camps ennemis, pour être témoins impassibles et quelque peu ridicules des emportemens d'une poignée d'énergumènes, disciples serviles d'une école étrangère, utopistes insensés dont les idées et les projets n'ont rien d'espagnol.

En Suisse, la diète extraordinaire doit se réunir demain à Berne pour s'occuper de la question argovienne. D'après les délibérations cantonales, il est hors de doute aujourd'hui que le parti modéré peut seul former en diète une majorité. Si les cantons de l'extrême gauche et de l'extrême droite, ou, comme on dit, les *radicaux* et les *sarniens,* ne lui apportaient pas, soit les uns, soit les autres, un nombre de voix suffisant, qu'en résulterait-il? L'inaction, l'impuissance de la diète. Cela ne peut convenir ni aux sarniens, puisque le *statu quo* serait cause gagnée pour l'Argovie, ni aux radicaux, car, il est juste de le reconnaître, ils aiment trop leur pays, ils sont trop bons citoyens pour vouloir donner à l'Europe le triste spectacle de l'impuissance de l'autorité fédérale. On peut sans doute désirer, appeler de tous ses vœux la réforme de cette autorité; on peut la désirer plus forte, plus appropriée aux circonstances nouvelles où se trouve placée la Suisse. Toujours est-il que la diète est aujourd'hui l'ancre de salut pour la confédération; c'est dans la diète qu'est tout entière l'importance politique, la force morale du pays, à l'intérieur et à l'extérieur. Le jour où la diète se trouverait frappée d'impuissance, le jour où il serait démontré qu'elle n'a plus d'action sur le pays, que les individualités cantonales, récalcitrantes, égoïstes, ne peuvent plus former un faisceau, et présenter à la Suisse, à l'Europe, une majorité respectée et respectable, la confédération suisse ne serait plus qu'un vain mot, un mot que personne ne voudrait prendre au sérieux. Il en est des états comme des particuliers. Un grand seigneur pouvait se livrer à ses caprices, faire des folies; moralement il n'en était que plus coupable; en fait, son rang, ses richesses, sa parenté, sa clientelle, sa puissance, le mettaient à couvert des conséquences de ses excès. Un bourgeois au contraire, pour faire son chemin dans le monde, a besoin d'une conduite régulière, d'une vie honnête, de l'estime de ses voisins, de cette faveur que le public n'accorde réellement qu'aux hommes sans reproche.

La diète suisse, dans ces dix dernières années, dans ces années si pleines pour elle de périls et de difficultés, a fait preuve en mainte circonstance de force et de modération. Par sa sagesse et son énergie, elle a prévenu de grands malheurs. Nous sommes convaincus qu'elle ne manquera pas à la Suisse dans la circonstance actuelle. Elle trouvera moyen de concilier avec la dignité du

pays et avec les égards qui sont dus à un gouvernement cantonnal les droits froissés de la population catholique. La question se présente sous deux faces, le maintien des couvens et la destination des biens qui appartenaient à ces corporations. Sans doute il serait exorbitant de vouloir contraindre un gouvernement à garder chez lui des corporations qu'il croirait nuisibles à la chose publique. La question de savoir si elles le sont réellement est une question d'appréciation politique, appréciation que nul n'a le droit de faire que le gouvernement lui-même, que nul du moins n'a le droit de lui imposer. La question financière est autre. Ce qu'on peut dire de plus raisonnable, c'est que l'art. 12 du pacte de 1815 n'a pas entendu perpétuer ce qui est hors des prévisions humaines, je veux dire l'existence matérielle des couvens. En effet, ne pouvait-il pas arriver qu'on ne trouvât plus en Suisse de religieuses ni de moines? Le gouvernement argovien pourrait-il être contraint et forcé d'admettre dans ces couvens une population d'étrangers, d'hommes ennemis peut-être de la Suisse, de son gouvernement, de ses institutions? Nul n'osera le dire. C'eût été une atteinte trop profonde à la souveraineté, c'eût été priver le gouvernement de tous les cantons où se trouvent des couvens, d'une attribution précieuse, d'un pouvoir nécessaire. L'Autriche voudrait-elle renoncer au droit de ne pas recevoir ou d'expulser les étrangers dont la présence lui déplaît ou l'inquiète? Ce qu'on a pu garantir, ce n'est pas l'existence des corporations religieuses, mais la propriété de leurs biens au profit de la population catholique. On a pu prévoir le cas d'un gouvernement composé en majorité de protestans, et qui, en supprimant les couvens, s'emparerait des biens qu'ils possèdent : on a voulu donner aux populations l'assurance que ces pieuses fondations ne sortiront pas du patrimoine catholique. C'est là une garantie à la fois équitable et possible. Elle n'implique point avec la souveraineté cantonale. Elle indique à la diète le moyen de mettre fin à la contestation, moyen analogue à ce qui se pratique dans d'autres cantons, à Saint-Gal, par exemple.

Au surplus, la diète et les cantons apporteront d'autant plus de mesures et d'équité dans ces délibérations, que nul n'a essayé d'intervenir politiquement dans la question, que nul n'a essayé de faire violence à la Suisse. Quoi qu'on en dise, il n'y a pas eu d'intervention diplomatique, il n'a pas été passé de note au directoire. La réclamation du pape n'est pas une réclamation politique. Le chef du catholicisme s'adresse à l'autorité fédérale; qui pourrait s'en plaindre? Il fait ce que pourrait faire un chapitre, un évêque. L'Autriche a fait des observations relatives à la fondation première de ces couvens par la famille de Hapsbourg. A coup sûr, ces observations sont sans valeur : c'est là de l'histoire plus qu'ancienne et sans aucune portée légale aujourd'hui; mais ces observations ne sont pas non plus un fait d'intervention politique. L'Autriche avait-elle l'intention d'aller plus loin? de passer de la réclamation légale à l'intervention diplomatique, de joindre aux remontrances politiques la menace? La question est oiseuse. En politique, il faut s'en tenir au fait sans trop s'arrêter aux intentions. En fait, la note, si elle a existé (nous ne l'affirmons pas),

n'a pas été présentée. Pourquoi ? Peu importe. La dignité et l'indépendance de la Suisse ont été ménagées; c'est l'essentiel. C'est à la Suisse maintenant de nous montrer, par des mesures pleines à la fois de fermeté et de modération, qu'elle est en effet digne des égards et de la déférence que les puissances voisines ont eu à cœur de lui témoigner.

M. le général Bugeaud a pris possession du gouvernement de l'Algérie. Il en a commencé l'inspection; il visite, il observe, il encourage, il dirige; tout annonce un gouverneur actif, éclairé, plein de ressources; administrateur habile, homme de guerre redoutable aux Arabes, il paraît vouloir consolider notre conquête par les armes et par l'établissement colonial. M. Bugeaud entrera ainsi dans la bonne voie; le canon et la charrue nous sont également nécessaires en Afrique. Nous l'avions dit, nous le répétons aujourd'hui avec M. le gouverneur-général : des agriculteurs, vigoureusement protégés par une vaillante armée, peuvent seuls fonder en Afrique une puissance qui dédommage un jour le pays de ses avances et de ses sacrifices. M. Bugeaud est un agriculteur habile, pratique, un soldat actif et prudent; il peut mieux que personne résoudre ce double problème, vaincre et fonder, repousser les Arabes et appeler des colons qui remuent enfin ce sol africain et en fassent sortir de riches moissons et une végétation qui neutralise les principes délétères du climat. Nous n'étions pas admirateurs passionnés de M. Bugeaud, homme politique et orateur parlementaire; nous sommes, au contraire, pleins de confiance dans l'avenir de la vaste colonie qu'il gouverne. M. Bugeaud est aujourd'hui tout entier à la chose à laquelle il est éminemment propre. Il rendra d'importans services au pays. Un des fils du roi, M. le duc d'Aumale, est allé rejoindre l'armée d'Afrique. C'est dire qu'une nouvelle campagne va s'ouvrir, qu'il y a en Afrique des périls à affronter, des ennemis de la France à combattre. Le pays applaudit à cette noble ardeur, et il est fier de voir que c'est avant tout sur le champ de bataille, en face de l'ennemi, que nos princes veulent être les premiers.

M. Villemain vient de présenter à la chambre des députés un travail important et qui préoccupe fortement les esprits. Nous voulons parler du projet de loi sur l'instruction secondaire, de ce projet qui doit réaliser une liberté promise par la charte et résoudre une question grave, délicate, dont les difficultés et les périls tiennent la solution en suspens depuis plusieurs années.

Cette grande question a occupé tous les hommes éminens de l'Université qui ont successivement dirigé le département de l'instruction publique. M. Guizot, après avoir doté le pays d'un vaste et beau système d'instruction primaire, avait présenté à la chambre un projet de loi pour régler la liberté de l'enseignement dans l'instruction secondaire.

M. Villemain, pendant le ministère du 12 mai, avait repris la matière en sous-œuvre, en profitant à la fois des idées de son prédécesseur et des travaux non moins importans de la commission de la chambre des députés. Le projet de M. Villemain ne put être présenté à la chambre : le cabinet du 12 mai céda

la place au cabinet du 1er mars; l'Université donna à l'instruction publique un chef également éminent et expérimenté dans la personne de M. Cousin.

Dans les huit mois de son ministère, M. Cousin a appliqué la rare activité de son esprit à toutes les branches de l'enseignement; il a lui-même fait connaître au public les principaux actes de son ministère en en publiant un recueil dont la l'introduction a paru dans la *Revue,* et a pu, dans sa brièveté lucide et substantielle, faire comprendre l'étendue et l'importance des réformes que M. Cousin essayait ou méditait. M. Cousin, profitant à son tour des travaux de ses prédécesseurs ainsi que de ses propres études, rédigeait aussi un projet de loi sur l'instruction secondaire, projet qu'il vient de publier, mais qu'il n'a pu soumettre aux chambres.

Enfin M. Villemain a pu, en rentrant aux affaires, se vouer de nouveau à ce travail difficile. Le projet de loi est présenté, et un exposé des motifs aussi remarquable par la sévère simplicité de la forme que par les hautes questions qu'il résume, appelle fortement l'attention de la législature sur les points les plus scabreux de l'administration et de la politique.

Nous ne pouvons pas aujourd'hui entrer fort avant dans cette matière importante. Elle demande une étude approfondie, une discussion sérieuse; il est peu de matières plus délicates, plus compliquées que l'affranchissement de l'instruction secondaire au milieu d'une société renouvelée, plus appliquée à détruire qu'à conserver, plus éprise d'un avenir vivement espéré et mal connu, que des traditions du passé ou des avantages et des réalités du présent.

Nous reviendrons plus d'une fois sur une matière qui intéresse si vivement, si profondément l'état et la famille, le présent et l'avenir. Nous comparerons les divers projets, et, passant rapidement sur ce qu'ils ont de commun, nous examinerons plus particulièrement les points sur lesquels des hommes si dignes de la confiance du pays ont été d'un avis différent.

En attendant, nous remercions M. Villemain d'avoir franchement et nettement caractérisé cette liberté d'enseignement que nous désirons, comme lui, voir s'établir parmi nous, mais qu'il ne faudrait pas cependant confondre avec ces libertés tout individuelles dont les rares abus ne sont pas une cause de perturbation dans l'état. L'enseignement, c'est la vie morale du pays; un enseignement pervers ou inefficace tue les intelligences, exactement comme la disette ou la peste moissonne les générations physiques. La libre concurrence sans garanties suffisantes, c'est du délire.

Il faut que la liberté élève, au lieu de le rabaisser, l'enseignement secondaire. Une instruction forte peut seule préserver de l'abaissement une société démocratique. Redisons-le avec M. Villemain, on ne pourrait mieux dire : « Là où on essaie d'instruire un peu tout le monde, et d'élever le niveau commun des esprits, le degré supérieur d'instruction a besoin d'être plus complet et mieux ordonné, car la tâche de la vie sera plus laborieuse. Là où les distractinctions sociales sont moins puissantes et plus contestées, celle qui vient de l'éducation, et qui tient à la fois à l'élévation des principes et au développe-

ment des connaissances, ne saurait être trop soutenue et trop encouragée par les hommes zélés pour la gloire et la stabilité du pays. »

M. Villemain s'est ensuite appliqué à réfuter un préjugé assez général. « On a dit que le système actuel d'éducation classique était trop répandu, qu'il formait trop de demi-savans, et qu'il surchargeait de vocations manquées et d'ambitions déçues notre société déjà trop inquiète. On s'est plaint de la foule qui encombrait toutes les carrières, et on a supposé une disproportion excessive entre le nombre des fonctions sociales et celui des aspirans que leur éducation dispose à les remplir. Les faits démentent cette idée.

« Qu'on prenne le tableau de toutes les professions, de toutes les occupations publiques qui exigent ou qui supposent un fonds choisi de connaissances, une véritable culture intellectuelle, et on se convaincra que de nos écoles publiques, des écoles particulières, et de l'éducation domestique, enfin, il sort à peine chaque année un nombre suffisant de candidats pour assurer le recrutement méthodique et régulier de la société dans toutes les fonctions électives ou déléguées, dans toutes les professions libérales, dans toutes les hautes industries qui forment pour ainsi dire l'état-major civil du pays.

« L'instruction classique, en effet, se résume et se constate par le baccalauréat ès-lettres. Or, le nombre exact des bacheliers reçus depuis douze ans offre pour moyenne 3,248 réceptions par année, et, d'autre part, toutes les positions sociales à occuper et à desservir dans la magistrature, l'administration supérieure, le barreau et diverses professions savantes, excèdent 60,000. Ces nombres rapprochés indiquent assez que, comparativement à la durée probable de la vie, les résultats actuels de l'instruction secondaire sont loin d'être imprudemment exagérés, et qu'ils ne sont pas même encore dans une proportion égale aux demandes régulières et successives de la société. »

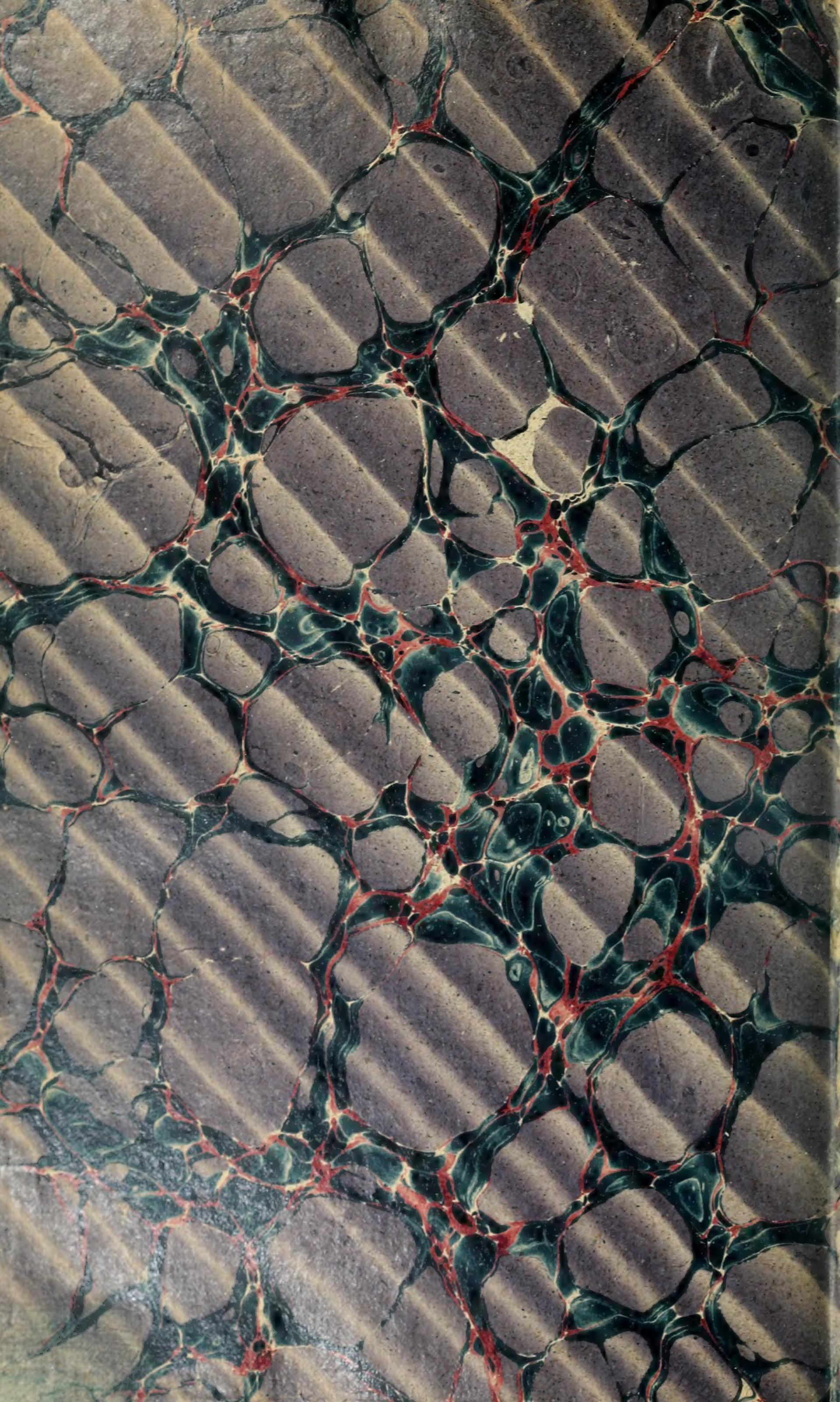
Ces faits sont décisifs. Il importait de dissiper des préjugés et des craintes qui auraient pu pousser des hommes honorables à des résolutions directement contraires à l'esprit et aux exigences de notre état social.

C'est ainsi que M. Villemain est allé franchement au-devant de toutes les questions que soulève l'examen de cette importante matière. Nous y reviendrons bientôt, et, en rendant au beau travail de M. Villemain toute la justice qui lui est due, nous ne dissimulerons pas les doutes qu'ont fait naître dans notre esprit quelques-unes des dispositions du projet.

V. DE MARS.

TABLE DES MATIÈRES

DU XXV[e] VOLUME.




AP
20
R5
sér.4
t.25
Revue des deux mondes
PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET
UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

